ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

établie par le Service des Archives de l'Assemblée Nationale

Du 2 avril au 31 décembre 1986

8e LÉGISLATURE

Seconde session ordinaire de 1985-1986.....	Du 2 avril au 30 juin 1986
Troisième session extraordinaire de 1985-1986...	Du 1er juillet au 12 août 1986
Première session ordinaire de 1986-1987.....	Du 2 octobre au 20 décembre 1986

EXPLICATION DES SIGLES

A.C.P. ..... Afrique, Caraïbes, Pacifique.
A.C.P. ..... Agence centrale de presse.
A.D.A.S.E.A. ..... Association départementale d'aménagement des structures des exploitations agricoles.
A.F.M.E. ..... Agence française pour la maîtrise de l'énergie.
A.F.P. ..... Agence France-presse.
A.F.P.A. ..... Association pour la formation professionnelle des adultes.
A.I.T.V. ..... Agence internationale francophone d'images de télévision.
A.J.E. ..... Allocation au jeune enfant.
A.N.A.H. ..... Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat.
A.N.P.E. ..... Agence nationale pour l'emploi.
A.N.T. ..... Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer.
A.N.V.A.R. ..... Agence nationale pour la valorisation de la recherche.
A.P.E. ..... Allocation parentale d'éducation.
A.S.S.E.D.I.C. ..... Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
A.T.O.S. ..... Agents, techniciens, ouvriers et secrétaires.
B.A.P.S.A. ..... Budget annexe des prestations sociales agricoles.
B.I.C. ..... Bénéfices industriels et commerciaux.
B.R.G.M. ..... Bureau de recherches géologiques et minières.
B.T.P. ..... Bâtiments et travaux publics.
B.U.M.I.D.O.M. ..... Bureau pour le développement des migrations intéressant les D.O.M.
C.A.E.C.L. ..... Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales.
C.D.J.A. ..... Centre départemental des jeunes agriculteurs.
C.D.S. ..... Centre des démocrates sociaux.
C.E.A. ..... Commissariat à l'énergie atomique.
C.E.C.A. ..... Communauté européenne du charbon et de l'acier.
C.E.E. ..... Communauté économique européenne.
C.G.C. ..... Confédération générale des cadres.
C.G.I. ..... Code général des impôts.
C.G.T. ..... Confédération générale du travail.
C.H.R. ..... Centre hospitalier régional.
C.H.U. ..... Centre hospitalo-universitaire.
C.J.C.E. ..... Cour de justice des communautés européennes.
C.M.P. ..... Commission mixte paritaire.
C.N.A.F. ..... Caisse nationale d'allocations familiales.
C.N.A.M. ..... Caisse nationale d'assurance maladie.
C.N.A.V. ..... Caisse nationale d'assurance vieillesse.
C.N.C.A. ..... Centre national de la communication audiovisuelle.
C.N.C.A. ..... Caisse nationale du crédit agricole.
C.N.C.L. ..... Commission nationale de la communication et des libertés.
C.N.E.S. ..... Centre national d'études spatiales.
C.N.I.L. ..... Commission nationale de l'informatique et des libertés.
C.N.J.A. ..... Centre national des jeunes agriculteurs.
C.N.P.F. ..... Conseil national du patronat français.
C.N.R.A.C.L. ..... Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.
C.N.R.S. ..... Centre national de la recherche scientifique.
C.N.U.C.E.D. ..... Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement.
C.O.B. ..... Commission des opérations de bourse.
C.O.D.E.R. ..... Commission de développement économique régional.
C.O.T.O.R.E.P. ..... Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel.
C.P. ..... Code pénal.
C.R.T. ..... Conseils régionaux du tourisme.
C.S.C.O. ..... Conseil supérieur de coordination et d'orientation de l'économie agricole.
C.S.F.E. ..... Conseil supérieur des Français de l'étranger.
C.U.M.A. ..... Coopérative d'utilisation de matériels agricoles.
D.A.T.A.R. ..... Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
D.D.A.S.S. ..... Direction départementale d'action sanitaire et sociale.
D.F.C.I. ..... Défense forestière contre les incendies.
D.G.E. ..... Dotation globale d'équipement.
D.G.F. ..... Dotation globale de fonctionnement.
D.G.T. ..... Direction générale des télécommunications.
D.M.O.S. ..... Diverses mesures d'ordre social.
D.O.M. ..... Département d'outre-mer.
E.D.F. ..... Electricité de France.
E.M.C. ..... Entreprise minière et chimique.
E.N.A. ..... Ecole nationale d'administration.
E.N.I.M. ..... Etablissement national des invalides de la marine.
F.A.C. ..... Fonds d'action culturel.
F.A.C. ..... Fonds d'aide et de coopération.
F.A.R. ..... Force d'action rapide.
F.C.P. ..... Fonds commun de placement.
F.C.T.V.A. ..... Fonds de compensation de la T.V.A.
F.E.N. ..... Fédération de l'éducation nationale.
F.E.O.G.A. ..... Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.
F.I.A.M. ..... Fonds interactivité d'aménagement de la montagne.
F.I.D.I.P.R.A. ..... Fédération interdépartementale de défense des intérêts des préretraités et retraités assimilés.
F.I.N.U.L. ..... Force d'interposition des Nations-Unies au Liban.
F.L.N.C. ..... Front de libération nationale corse.
F.L.N.K.S. ..... Front de libération nationale kanak socialiste.
F.M.V.J. ..... Fédération mondiale des villes jumelées.
F.N.D.S. ..... Fonds national pour le développement du sport.
F.N.E. ..... Fonds national pour l'emploi.
F.N./R.N. ..... Front national/Rassemblement national.
F.N.S. ..... Force nucléaire stratégique.

F.O.R.M.A. ..... Fonds d'orientation des marchés agricoles.
F.O.S.T. ..... Force océanique stratégique.
F.S.G.T. ..... Fonds spécial de grands travaux.
G.A.E.C. ..... Groupement agricole d'exploitation en commun.
G.A.T.T. ..... General agreement on tarifs and trade.
G.F.A. ..... Groupement foncier agricole.
G.I.A.T. ..... Groupement des industries d'armement terrestre.
G.V.T. ..... Glissement, vieillesse, technicité.
H.L.M. ..... Habitation à loyer modéré.
I.D.S. ..... Initiative de défense stratégique.
I.F.R.E.M.E.R. ..... Institut français pour la recherche et l'exploitation de la mer.
I.G.A. ..... Inspection générale de l'administration.
I.G.A.S. ..... Inspection générale des affaires sociales.
I.G.F. ..... Impôt sur les grandes fortunes.
I.G.P.N. ..... Inspection générale de la police nationale.
I.G.S. ..... Inspection générale des services.
I.N.A. ..... Institut national de l'audiovisuel.
I.N.A.O. ..... Institut national des appellations d'origine.
I.N.R.A. ..... Institut national de recherches agronomiques.
I.N.S.E.E. ..... Institut national de la statistique et des études économiques.
I.N.S.E.R.M. ..... Institut national de la santé et de la recherche médicale.
I.U.T. ..... Institut universitaire de technologie.
I.V.G. ..... Interruption volontaire de grossesse.
J.O.C. ..... Jeunesse ouvrière chrétienne.
L.I.C.R.A. ..... Ligue contre le racisme et l'antisémitisme.
M.C.M. ..... Montants compensatoires monétaires.
M.D.P.A. ..... Mines de potasse d'Alsace.
M.R.A.P. ..... Mouvement contre le racisme et pour l'amitié des peuples.
M.R.G. ..... Mouvement des radicaux de gauche.
O.I.D. ..... Opérations intégrées de développement.
O.L.P. ..... Organisation de libération de la Palestine.
O.N.A.C. ..... Office national des anciens combattants.
O.N.A.S.E.C. ..... Office national à l'action sociale éducative et culturelle.
O.N.F. ..... Office national des forêts.
O.N.I. ..... Office national d'immigration.
O.P.A.C. ..... Office public d'aménagement et de construction.
O.P.A.H. ..... Opérations programmées d'amélioration de l'habitat.
O.P.H.L.M. ..... Office public d'habitations à loyer modéré.
O.R.S.T.O.M. ..... Institut français de recherche pour le développement en coopération.
O.T.A.N. ..... Organisation du traité de l'Atlantique Nord.
P.A.C. ..... Politique agricole commune.
P.A.F. ..... Plan d'action foncière.
P.A.H. ..... Prime à l'amélioration de l'habitat.
P.A.L.U.L.O.S. ..... Prime à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale.
P.A.P. ..... Prêt d'accession à la propriété.
P.A.Z. ..... Plan d'action de zone.
P.C. ..... Prêts conventionnés.
P.C.F. ..... Parti communiste français.
P.E.J. ..... Plan d'emploi des jeunes.
P.E.L. ..... Prêt d'épargne logement.
P.E.R. ..... Plan d'épargne retraite.
P.I.A.O. ..... Permanence d'information, d'accueil et d'orientation.
P.I.B. ..... Produit intérieur brut.
P.I.L. ..... Programme d'insertion locale.
P.I.M. ..... Programme intégré méditerranéen.
P.L.A. ..... Prêt locatif aidé.
Plan E.M.E.P. ..... Programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe.
P.L.D. ..... Plafond légal de densité.
P.M.E. ..... Petites et moyennes entreprises.
P.M.I. ..... Protection maternelle et infantile.
P.M.U. ..... Pari mutuel urbain.
P.O.S. ..... Plan d'occupation des sols.
P.R. ..... Parti républicain.
P.S. ..... Parti socialiste.
P.T.T. ..... Postes, téléphone et télécommunications.
P.V.D. ..... Pays en voie de développement.
R.F.A. ..... République fédérale d'Allemagne.
R.F.I. ..... Radio-France-International.
R.F.O. ..... Radio-France-outre-mer.
R.F.P. ..... Régie française de publicité.
R.P.C.R. ..... Rassemblement pour la Calédonie dans la République.
R.P.R. ..... Rassemblement pour la République.
S.A.C.E.M. ..... Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique.
S.A.F.E.R. ..... Société d'aménagement foncier et d'établissement rural.
S.C.P.R.I. ..... Service central de protection contre les rayonnements ionisants.
S.D.A.M.U. ..... Service départemental d'aide médicale d'urgence.
S.E.I.T.A. ..... Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes.
S.F.P. ..... Société française de production.
S.G.D.N. ..... Secrétariat général de la défense nationale.
S.I.C.A.V. ..... Société d'investissement à capital variable.
S.I.D.A. ..... Syndrome immuno-déficitaire acquis.
S.J.T.I. ..... Service juridique et technique d'information.
S.L.E.C. ..... Société locale d'équipement du câble.
S.M.E. ..... Système monétaire européen.
S.M.I.C. ..... Salaire minimum interprofessionnel de croissance.
S.N.E. ..... Syndical national de l'édition.
S.N.E.P. ..... Société nationale des entreprises de presse.
S.N.L.E. ..... Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.
T.D.F. ..... Télédiffusion de France.
T.G.V. ..... Train à grande vitesse.
T.O.M. ..... Territoires d'outre-mer.
T.U.C. ..... Travaux d'utilité collective.
T.V.A. ..... Taxe sur la valeur ajoutée.
U.D.F. ..... Union pour la démocratie française.
U.E.O. ..... Union de l'Europe occidentale.
U.E.R. ..... Unité d'enseignement et de recherche.
U.G.B. ..... Unité de gros bétail.
U.N.A.P.A. ..... Union nationale des associations de défense des préretraités et retraités asimilés.
U.N.E.D.I.C. ..... Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.
U.N.I.L. ..... Union nationale interprofessionnelle du logement.
Z.A.C. ..... Zone d'aménagement concerté.
Z.I.F. ..... Zone d'intervention foncière.

TABLEAU DE CONCORDANCE

de la date des Séances avec la date de la Publication,
la pagination, les numéros des Débats et les numéros des Microfiches.

(Compte rendu)

ANNÉE 1986

(8e législature)

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS		NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS		NUMÉROS des microfiches.
* 9 janvier ..	10 janvier	1 à 10	1	001	2 juin	3 juin	1539 à 1594	34	035
* 12 février...	13 février.....	11 à 20	2	002	3 juin	4 juin	1595 à 1672	35	036
* 13 février...	14 février.....	21 à 24	3	003	4 juin	5 juin	1673 à 1734	36	037
* 27 février...	28 février.....	25 à 34	4	004	5 juin	6 juin	1735 à 1824	37	038
* 28 février...	1er mars	35 à 40	5	005	6 juin	7 juin	1825 à 1928	38	039-040
2 avril	3 avril	41 à 64	6	006	7 juin	8 juin	1929 à 2016	39	041
4 avril	5 avril	65 à 74	7	007	10 juin	11 juin	2017 à 2070	40	042
8 avril	9 avril	75 à 84	8	008	11 juin	12 juin	2071 à 2128	41	043
9 avril	10 avril	85 à 176	9	009	12 juin	13 juin	2129 à 2178	42	044
16 avril	17 avril	177 à 194	10	010	13 juin	14 juin	2179 à 2194	43	045
22 avril	23 avril	195 à 248	11	011	16 juin	17 juin	2195 à 2248	44	046
23 avril	24 avril	249 à 320	12	012	17 juin	18 juin	2249 à 2304	45	047
24 avril	25 avril	321 à 386	13	013	18 juin	19 juin	2305 à 2372	46	048
25 avril	26 avril	387 à 470	14	014	20 juin	21 juin	2373 à 2394	47	049
28 avril	29 avril	471 à 528	15	015	24 juin	25 juin	2395 à 2440	48	050
29 avril	30 avril	529 à 606	16	016	25 juin	26 juin	2441 à 2498	49	051
30 avril	1er mai	607 à 656	17	017	26 juin	27 juin	2499 à 2570	50	052
5 mai	6 mai	657 à 724	18	018	27 juin	28 juin	2571 à 2648	51	053
6 mai	7 mai	725 à 820	19	019	30 juin	1er juillet	2649 à 2702	52	054
7 mai	8 mai	821 à 852	20	020	1er juillet	2 juillet	2703 à 2756	53	055
13 mai	14 mai	853 à 892	21	021	2 juillet	3 juillet	2757 à 2822	54	056
14 mai	15 mai	893 à 912	22	022	3 juillet	4 juillet	2823 à 2870	55	057
15 mai	16 mai	913 à 954	23	023	7 juillet	8 juillet	2871 à 2926	56	058
16 mai	17 mai	955 à 962	24	024	8 juillet	9 juillet	2927 à 3012	57	059
20 mai	21 mai	963 à 986	25	025	9 juillet	10 juillet	3013 à 3100	58	060
21 mai	22 mai	987 à 1008	26	026	10 juillet	11 juillet	3101 à 3168	59	061
22 mai	23 mai	1009 à 1076	27	027	11 juillet	12 juillet	3169 à 3238	60	062
23 mai	24 mai	1077 à 1160	28	028	15 juillet	16 juillet	3239 à 3306	61	063
26 mai	27 mai	1161 à 1222	29	029	16 juillet	17 juillet	3307 à 3388	62	064
27 mai	28 mai	1223 à 1320	30	030	17 juillet	18 juillet	3389 à 3476	63	065
28 mai	29 mai	1321 à 1442	31	031-032	18 juillet	19 juillet	3477 à 3550	64	066
29 mai	30 mai	1443 à 1498	32	033	21 juillet	22 juillet	3551 à 3608	65	067
30 mai	31 mai	1499 à 1538	33	034	22 juillet	23 juillet	3609 à 3695	66	068

* Ces débats, qui relèvent de la 7e législature et figurent, à ce titre, dans le volume précédent (1985-1986), sont mentionnés pour mémoire.

DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.	DATE des séances.	DATE de la publication.	PAGINATIONS	NUMÉROS	NUMÉROS des microfiches.
23 juillet.....	24 juillet	3696 à 3806	67	069-070	4 novembre .	5 novembre...	5745 à 5830	99	105
24 juillet.....	25 juillet	3807 à 3862	68	071	5 novembre .	6 novembre...	5831 à 5900	100	106
25 juillet.....	26 juillet	3863 à 3922	69	072	6 novembre .	7 novembre...	5901 à 5976	101	107
28 juillet.....	29 juillet	3923 à 3958	70	073	7 novembre .	8 novembre...	5977 à 6054	102	108
31 juillet.....	1er août	3959 à 3982	71	074	8 novembre .	9 novembre...	6055 à 6116	103	109
4 août.....	5 août	3983 à 4034	72	075	12 novembre .	13 novembre...	6117 à 6202	104	110
5 août.....	6 août	4035 à 4113	73	076	13 novembre .	14 novembre...	6203 à 6310	105	111-112
7 août.....	8 août	4121 à 4144	74	077	14 novembre .	15 novembre...	6311 à 6458	106	113-114
8 août.....	9 août	4145 à 4182	75	078	18 novembre .	19 novembre...	6459 à 6514	107	115
11 août.....	12 août	4183 à 4278	76	079	19 novembre .	20 novembre...	6515 à 6600	108	116
12 août.....	13 août	4279 à 4318	77	080	20 novembre .	21 novembre...	6601 à 6672	109	117
2 octobre ...	3 octobre.....	4319 à 4332	78	081	21 novembre .	22 novembre...	6673 à 6724	110	118
3 octobre ...	4 octobre.....	4333 à 4382	79	082	25 novembre .	26 novembre...	6725 à 6778	111	119
7 octobre ...	8 octobre.....	4383 à 4440	80	083	26 novembre .	27 novembre...	6779 à 6836	112	120
8 octobre ...	9 octobre.....	4441 à 4496	81	084	27 novembre .	28 novembre...	6837 à 6938	113	121-122
9 octobre ...	10 octobre.....	4497 à 4564	82	085	28 novembre .	29 novembre...	6939 à 6996	114	123
10 octobre ...	11 octobre.....	4565 à 4656	83	086	2 décembre..	3 décembre ...	6997 à 7030	115	124
13 octobre ...	14 octobre.....	4657 à 4686	84	087	3 décembre..	4 décembre ...	7031 à 7088	116	125
14 octobre ...	15 octobre.....	4687 à 4730	85	088	4 décembre..	5 décembre ...	7089 à 7124	117	126
15 octobre ...	16 octobre.....	4731 à 4816	86	089	5 décembre..	6 décembre ...	7125 à 7190	118	127
16 octobre ...	17 octobre.....	4817 à 4930	87	090-091	6 décembre..	7 décembre ...	7191 à 7296	119	128-129
17 octobre ...	18 octobre.....	4931 à 5058	88	092-093	8 décembre..	9 décembre ...	7297 à 7356	120	130
21 octobre ...	22 octobre.....	5059 à 5104	89	094	9 décembre..	10 décembre ...	7357 à 7446	121	131
22 octobre ...	23 octobre.....	5105 à 5204	90	095-096	10 décembre..	11 décembre ...	7447 à 7462	122	132
23 octobre ...	24 octobre.....	5205 à 5258	91	097	11 décembre..	12 décembre ...	7463 à 7582	123	133-134
24 octobre ...	25 octobre.....	5273 à 5342	92	098	12 décembre..	13 décembre ...	7583 à 7620	124	135
27 octobre ...	28 octobre.....	5343 à 5380	93	099	16 décembre..	17 décembre ...	7621 à 7700	125	136
28 octobre ...	29 octobre.....	5381 à 5456	94	100	17 décembre..	18 décembre ...	7701 à 7770	126	137
29 octobre ...	30 octobre.....	5457 à 5508	95	101	18 décembre..	19 décembre ...	7771 à 7836	127	138
30 octobre ...	31 octobre.....	5509 à 5602	96	102	19 décembre..	20 décembre ...	7837 à 7966	128	139-140
31 octobre ...	1er novembre..	5603 à 5672	97	103	20 décembre..	21 décembre ...	7967 à 7990	129	141
3 novembre .	4 novembre...	5673 à 5744	98	104					

INDICATIONS PRELIMINAIRES

	Pages.
I. — **Composition de l'Assemblée nationale :**	
1. Liste par département des députés proclamés élus	IX
2. Liste alphabétique des députés	XIV
II. — **Modifications de la composition de l'Assemblée nationale :**	
A. — Élections :	
1. Contestations d'élections et décisions du Conseil constitutionnel	XIX
2. Annulations d'élections	XIX
3. Elections partielles	XIX
4. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par ordre alphabétique	XIX
5. Modifications de la composition de l'Assemblée nationale par circonscription	XX
B. — Députés décédés	XX
C. — Députés nommés membres du Gouvernement	XX
D. — Démission de députés	XX
III. — **Groupes politiques**	XXI
IV. — **Bureau de l'Assemblée nationale**	XXIV
V. — **Commissions permanentes**	XXV
VI. — **Commissions mixtes paritaires**	XXVIII
VII. — **Commissions « ad hoc »**	XXIX
VIII. — **Commissions d'enquête**	XXX
IX. — **Désignation des représentants de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe**	XXXI
X. — **Délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes**	XXXII
XI. — **Délégations de l'Assemblée nationale à des organismes extraparlementaires**	XXXIII
XII. — **Autres délégations de l'Assemblée nationale**	XXXVII
XIII. — **Haute cour de justice**	XXXVIII
XIV. — **Sessions**	XXXIX
XV. — **Composition du deuxième Gouvernement de M. Jacques Chirac :**	
1. Par ordre alphabétique	XL
2. Par ministère	XL
3. Modifications	XLI

I. — COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — LISTE PAR DEPARTEMENT DES DEPUTES PROCLAMES ELUS

(Liste communiquée le 27 mars 1986 par M. le ministre de l'Intérieur en application de l'article LO 179 du code électoral) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5142).

I. — DEPARTEMENTS DE LA METROPOLE

01 — Ain

MM. Boyon (Jacques).
Millon (Charles).
Ravassard (Noël).
Saint-Pierre (Dominique).

02 — Aisne

MM. Balligand (Jean-Pierre).
Lamant (Jean-Claude).
Lefranc (Bernard).
Le Meur (Daniel).
Rossi (André).

03 — Allier

MM. Belorgey (Jean-Michel).
Lacarin (Jacques).
Lajoinie (André).
Rolland (Hector).

04 — Alpes-de-Haute-Provence

MM. Bellon (André).
Delmar (Pierre).

05 — Alpes (Hautes-)

MM. Bernard-Reymond (Pierre).
Chevallier (Daniel).

06 — Alpes-Maritimes

MM. Aubert (Emmanuel).
Bachelet (Pierre).
Colonna (Jean-Hugues).
Ehrmann (Charles).
Fiszbin (Henri).
Médecin (Jacques).
Mme Moreau (Louise).
MM. Peyrat (Jacques).
Peyron (Albert).

07 — Ardèche

MM. Chapuis (Robert).
Michel (Jean-François).
Perbet (Régis).

08 — Ardennes

MM. Mas (Roger).
Sourdille (Jacques).
Vuibert (Michel).

09 — Ariège

MM. Bonrepaux (Augustin).
Cuq (Henri).

10 — Aube

MM. Cartelet (Michel).
Galley (Robert).
Micaux (Pierre).

11 — Aude

MM. Barailla (Régis).
Cambolive (Jacques).
Cassabel (Jean-Pierre).

12 — Aveyron

MM. Briane (Jean).
Godfrain (Jacques).
Rigal (Jean).

13 — Bouches-du-Rhône

MM. Arrighi (Pascal).
Blum (Roland).
Defferre (Gaston).
Domenech (Gabriel).
Gaudin (Jean-Claude).
Hermier (Guy).
Perdomo (Ronald).
de Peretti Della Rocca (Jean-Pierre).
Pezet (Michel).
Porelli (Vincent).
Roatta (Jean).
Roussel (Jean).
Sammarco (Philippe).
Siffre (Jacques).
Toga (Maurice).
Vauzelle (Michel).

14 — Calvados

MM. Fanton (André).
Ledran (André).
Mexandeau (Louis).
d'Ornano (Michel).
Mme Roudy (Yvette).
M. Saint-Ellier (Francis).

15 — Cantal

MM. Raynal (Pierre).
Souchon (René).

16 — Charente

MM. Boucheron (Jean-Michel).
Chavanes (Georges) (1).
Hardy (Francis).
Lambert (Jérôme).

(1) Démissionnaire ; remplacé par M. Houssin (Pierre-Rémy) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

17 — Charente-Maritime

MM. Branger (Jean-Guy).
Bussereau (Dominique).
Crépeau (Michel).
de Lipkowski (Jean).
Marchand (Philippe).

18 — Cher

MM. Calmat (Alain).
Deniau (Jean-François).
Rimbault (Jacques).

19 — Corrèze

MM. Cassaing (Jean-Claude).
Charbonnel (Jean).
Chirac (Jacques) (2).

2A — Corse-du-Sud

MM. Alfonsi (Nicolas).
de Rocca Serra (Jean-Paul).

2B — Corse (Haute-)

MM. Pasquini (Pierre).
Zuccarelli (Emile).

21 — Côte-d'Or

MM. Carraz (Roland).
Jacob (Lucien).
Mathieu (Gilbert).
Patriat (François).
Poujade (Robert).

22 — Côtes-du-Nord

MM. Benoit (René).
Chouat (Didier).
Couepel (Sébastien).
Cousin (Bertrand).
Josselin (Charles).

23 — Creuse

MM. Chartron (Jacques).
Lejeune (André).

24 — Dordogne

MM. Bonnet (Alain).
Dumas (Roland).
Guéna (Yves).
Marty (Elie).

(2) Démissionnaire ; remplacé par M. Bechter (Jean-Pierre) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

25 — Doubs

M. Bêche (Guy).
Mme Bouchardeau (Huguette).
MM. Jacquemin (Michel).
Kuster (Gérard).
Vuillaume (Roland).

26 — Drôme

MM. Michel (Henri).
Mouton (Jean).
Parent (Régis).
Pesce (Rodolphe).

27 — Eure

MM. Debré (Jean-Louis).
Deschaux-Beaume (Freddy).
Loncle (François).
Michel (Claude).
Poniatowski (Ladislas).

28 — Eure-et-Loir

M. Dousset (Maurice).
Mlle Gaspard (Françoise).
MM. Lemoine (Georges).
Taugourdeau (Martial).

29 — Finistère

MM. Bécam (Marc).
Cozan (Jean-Yves).
Goasduff (Jean-Louis).
Gourmelon (Joseph).
Mme Jacq (Marie).
MM. Le Pensec (Louis).
Miossec (Charles).
Peuziat (Jean).

30 — Gard

MM. Bousquet (Jean).
de Chambrun (Charles).
Deschamps (Bernard).
Mme Dufoix (Georgina).
M. Journet (Alain).

31 — Garonne (Haute-)

MM. Bapt (Gérard).
Baudis (Dominique) (3).
Diebold (Jean).
Montastruc (Pierre).
Ortet (Pierre).
Raymond (Alex).
Roger-Machart (Jacques).
Séguéla (Jean-Paul).

32 — Gers

MM. Laborde (Jean).
de Montesquiou (Aymeri).

33 — Gironde

MM. Achille-Fould (Aymar).
Cazalet (Robert).
César (Gérard).
Chaban-Delmas (Jacques).
Garmendia (Pierre).
Mme Lalumière (Catherine).
MM. Mitterrand (Gilbert).
Peyret (Michel).
Sainte-Marie (Michel).
Sirgue (Pierre).
Valleix (Jean).

(3) Démissionnaire ; remplacé par M. Baudis (Pierre) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

34 — Hérault

MM. Barrau (Alain).
Diméglio (Willy).
Fontes (Georges) (4).
Frêche (Georges).
Lacombe (Jean).
Martinez (Jean-Claude).
Roux (Jacques).

35 — Ille-et-Vilaine

MM. Boucheron (Jean-Michel).
Cointat (Michel).
Fréville (Yves).
Hervé (Edmond).
Madelin (Alain) (5).
Méhaignerie (Pierre) (6).
Théaudin (Clément).

36 — Indre

MM. Aurillac (Michel) (7).
Bernardet (Daniel).
Laignel (André).

37 — Indre-et-Loire

MM. Debré (Bernard).
Lory (Raymond).
Mme Mora (Christiane).
MM. Proveux (Jean).
Royer (Jean).

38 — Isère

MM. Carignon (Alain) (8).
Colombier (Georges).
Giard (Jean).
Hannoun (Michel).
Mégret (Bruno).
Mermaz (Louis).
Moyne-Bressand (Alain).
Nucci (Christian).
Mme Sicard (Odile)

39 — Jura

M. Barbier (Gilbert).
Brune (Alain).
Charroppin (Jean).

40 — Landes

MM. Emmanuelli (Henri).
Lauga (Louis).
Pénicaut (Jean-Pierre).

41 — Loir-et-Cher

MM. Corrèze (Roger).
Desanlis (Jean).
Lang (Jack).

42 — Loire

MM. Auroux (Jean).
Badet (Jacques).
Bayard (Henri).
Cabal (Christian).
Chomat (Paul).
Clément (Pascal).
Le Jaouen (Guy).

(4) Démissionnaire ; remplacé par M. Couveinhes (René) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

(5) Démissionnaire ; remplacé par Mme Boisseau (Marie-Thérèse) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

(6) Démissionnaire ; remplacé par M. Couanau (René) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

(7) Démissionnaire ; remplacé par M. Louet (Henri) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

(8) Démissionnaire ; remplacé par M. Audinot (Gautier) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

43 — Loire (Haute-)

MM. Barrot (Jacques).
Proriol (Jean).

44 — Loire-Atlantique

MM. Ayrault (Jean-Marc).
Chénard (Alain).
Evin (Claude).
Guichard (Olivier).
Mlle Hubert (Elisabeth).
MM. Hunault (Xavier).
Maujouän du Gasset (Joseph-Henri).
Natiez (Jean).
Mme Papon (Monique).
M. Richard (Lucien).

45 — Loiret

MM. Charié (Jean-Paul).
Deniau (Xavier).
Douffiagues (Jacques) (9).
Portheault (Jean-Claude).
Sueur (Jean-Pierre).

46 — Lot

MM. Chastagnol (Alain).
Malvy (Martin).

47 — Lot-et-Garonne

MM. Cholet (Paul).
Gonelle (Michel).
Laurissergues (Christian).

48 — Lozère

MM. Blanc (Jacques).
Durand (Adrien).

49 — Maine-et-Loire

MM. Alphandéry (Edmond).
Bégault (Jean).
Chupin (Jean-Claude).
Foyer (Jean).
Mme Leroux (Ginette).
MM. Ligot (Maurice).
Narquin (Jean).

50 — Manche

MM. André (René).
Daillet (Jean-Marie).
Darinot (Louis).
Godefroy (Pierre).
Stirn (Olivier).

51 — Marne

MM. Bourg-Broc (Bruno).
Colin (Georges).
Falala (Jean).
Reyssier (Jean).
Stasi (Bernard).
Mme Toutain (Ghislaine).

52 — Marne (Haute-)

MM. Chanfrault (Guy).
Fèvre (Charles).

53 — Mayenne

MM. d'Aubert (François).
de Gastines (Henri).
Pinçon (André).

(9) Démissionnaire ; remplacé par M. Carré (Antoine) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

54 — Meurthe-et-Moselle

MM. Bigeard (Marcel).
Durieux (Jean-Paul).
Durupt (Job).
Mme Gœuriot (Colette).
MM. Le Déaut (Jean-Yves).
Léonard (Gérard).
Rossinot (André) (10).

55 — Meuse

MM. Dumont (Jean-Louis).
Longuet (Gérard) (11).

56 — Morbihan

MM. Bouvard (Loïc).
Cavaillé (Jean-Charles).
Giovannelli (Jean).
Kergueris (Aimé).
Le Drian (Jean-Yves).
Marcellin (Raymond).

57 — Moselle

MM. Demange (Jean-Marie).
Drouin (René).
Herlory (Guy).
Jacquat (Denis).
Kiffer (Jean).
Laurain (Jean).
Masson (Jean-Louis).
Messmer (Pierre).
Metzinger (Charles).
Seitlinger (Jean).

58 — Nièvre

MM. Bardin (Bernard).
Bérégovoy (Pierre).
de Charette (Hervé) (12).

59 — Nord

MM. Ansart (Gustave).
Baeckeroot (Christian).
Bocquet (Alain).
Ceyrac (Pierre).
Chalandon (Albin) (13).
Charles (Serge).
Chauvierre (Bruno).
Dehoux (Marcel).
Delebarre (Michel).
Delfosse (Georges).
Derosier (Bernard).
Descamps (Jean-Jacques) (14).
Dhinnin (Claude).
Durieux (Bruno).
Faugaret (Alain).
Hage (Georges).
Jarosz (Jean).
Le Garrec (Jean).
Legendre (Jacques).
Marlière (Olivier).
Mauroy (Pierre).
Notebart (Arthur).
Mme Osselin (Jacqueline).
M. Paccou (Charles).

(10) Démissionnaire ; remplacé par M. Haby (René) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(11) Démissionnaire ; remplacé par M. Lorenzini (Claude) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(12) Démissionnaire ; remplacé par M. Savy (Bernard) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(13) Démissionnaire ; remplacé par M. Ghysel (Michel) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(14) Démissionnaire ; remplacé par M. Dermaux (Stéphane) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

60 — Oise

MM. Anciant (Jean).
Dassault (Marcel).
Descaves (Pierre).
Florian (Roland).
Hersant (Robert).
Mancel (Jean-François).
Vadepied (Guy).

61 — Orne

MM. Geng (Francis).
Goulet (Daniel).
Lambert (Michel).

62 — Pas-de-Calais

MM. Auchedé (Rémy).
Barthe (Jean-Jacques).
Blot (Yvan).
Delehedde (André).
Delevoye (Jean-Paul).
Deprez (Léonce).
Hersant (Jacques).
Huguet (Roland).
Kucheida (Jean-Pierre).
Lengagne (Guy).
Mellick (Jacques).
Porteu de la Morandière (François).
Vasseur (Philippe).
Wacheux (Marcel).

63 — Puy-de-Dôme

MM. Adevah-Pœuf (Maurice).
Chometon (Georges).
Giscard d'Estaing (Valéry).
Lavédrine (Jacques).
Pascallon (Pierre).
Quilliot (Roger).

64 — Pyrénées-Atlantiques

Mme Alliot-Marie (Michèle) (15).
MM. Bayrou (François).
Destrade (Jean-Pierre).
Gougy (Jean).
Labarrère (André).
Prat (Henri).

65 — Pyrénées (Hautes-)

MM. Bleuler (Pierre).
Forgues (Pierre).
Trémège (Gérard).

66 — Pyrénées-Orientales

MM. Barate (Claude).
Farran (Jacques).
Sergent (Pierre).
Mme Soum (Renée).

67 — Rhin (Bas-)

MM. Caro (Jean-Marie).
Durr (André).
Gengenwin (Germain).
Grussenmeyer (François).
Koehl (Emile).
Oehler (Jean).
Spieler (Robert).
Mme Trautmann (Catherine).
M. Zeller (Adrien) (16).

(15) Démissionnaire ; remplacée par M. Lamassoure (Alain) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(16) Démissionnaire ; remplacé par M. Reymann (Marc) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

68 — Rhin (Haut-)

MM. Bockel (Jean-Marie).
Freulet (Gérard).
Fuchs (Jean-Paul).
Grimont (Jean).
Klifa (Joseph).
Ueberschlag (Jean).
Weisenhorn (Pierre).

69 — Rhône

MM. Barre (Raymond).
Besson (Jean).
Collomb (Gérard).
Dubernard (Charles).
Fiterman (Charles).
Gollnisch (Bruno).
Hernu (Charles).
Mayoud (Alain).
Noir (Michel) (17).
Poperen (Jean).
Queyranne (Jean-Jack).
Reveau (Jean-Pierre).
Rigaud (Jean).
Mme Sublet (Marie-Josèphe).

70 — Saône (Haute-)

MM. Bergelin (Christian) (18).
Legras (Philippe).
Michel (Jean-Pierre).

71 — Saône-et-Loire

MM. Beaumont (René).
Billardon (André).
Jarrot (André).
Joxe (Pierre).
Perben (Dominique).
Worms (Jean-Pierre).

72 — Sarthe

MM. Bollengier-Stragier (Georges).
Chasseguet (Gérard).
Chauveau (Guy-Michel).
Douyère (Raymond).
Fillon (François).

73 — Savoie

MM. Barnier (Michel).
Besson (Louis).
Ferrari (Gratien).

74 — Savoie (Haute-)

MM. Borrel (Robert).
Bosson (Bernard) (19).
Brocard (Jean).
Mazeaud (Pierre).
Strauss-Kahn (Dominique).

75 — Paris

Mme Avice (Edwige).
MM. Balladur (Edouard) (20).
de Benouville (Pierre).
Charzat (Michel).
Dominati (Jacques).

(17) Démissionnaire ; remplacé par M. Terrot (Michel) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(18) Démissionnaire ; remplacé par M. Chantelat (Pierre) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(19) Démissionnaire ; remplacé par M. Birraux (Claude) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(20) Démissionnaire ; remplacé par M. Feron (Jacques) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

Frédéric-Dupont (Edouard).
Fuchs (Gérard).
Gantier (Gilbert).
Jospin (Lionel).
Juppé (Alain) (21).
Kaspereit (Gabriel).
Le Pen (Jean-Marie).
Marcus (Claude-Gérard).
Mesmin (Georges).
Moulinet (Louis).
Pons (Bernard) (22).
Quilès (Paul).
Sarre (Georges).
Mlle Stievenard (Gisèle).
MM. Tiberi (Jean).
Toubon (Jacques).

76 — Seine-Maritime

MM. Allard (Jean).
Beaufils (Jean).
Bourguignon (Pierre).
Chaboche (Dominique).
Delatre (Georges).
Dhaille (Paul).
Fabius (Laurent).
Lecanuet (Jean).
Leroy (Roland).
Menga (Joseph).
Revet (Charles).
Rufenacht (Antoine).

77 — Seine-et-Marne

MM. Bordu (Gérard).
Drut (Guy).
Fourré (Jean-Pierre).
Hyest (Jean-Jacques).
Jalkh (Jean-François).
Julia (Didier).
Le Foll (Robert).
Peyrefitte (Alain).
Vivien (Alain).

78 — Yvelines

M. Borotra (Franck).
Mmes Boutin (Christine).
Frachon (Martine).
Hoffmann (Jacqueline).
MM. Malandain (Guy).
Péricard (Michel).
Pinte (Etienne).
Rocard (Michel).
Schreiner (Bernard).
Tenaillon (Paul-Louis).
Wagner (Georges-Paul).
Wagner (Robert).

79 — Sèvres (Deux-)

MM. Brochard (Albert)
Clert (André).
de Gaulle (Jean).
Hervé (Michel).

80 — Somme

MM. Audinot (André).
Dessein (Jean-Claude).
Fleury (Jacques).
Gremetz (Maxime).
Hart (Joël).
de Robien (Gilles).

(21) Démissionnaire ; remplacé par Mme Panafieu (Françoise de) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(22) Démissionnaire ; remplacé par M. Beguet (René) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

81 — Tarn

MM. Bernard (Pierre).
Limouzy (Jacques).
Mamy (Albert).
Pistre (Charles).

82 — Tarn-et-Garonne

MM. Bonhomme (Jean).
Gouze (Hubert).

83 — Var

MM. Arreckx (Maurice).
Couve (Jean-Michel).
Goux (Christian).
Janetti (Maurice).
Léotard (François) (23).
Paecht (Arthur).
Mme Piat (Yannick).

84 — Vaucluse

MM. Bompard (Jacques).
Borel (André).
Charretier (Maurice).
Roux (Jean-Pierre).

85 — Vendée

MM. Ansquer (Vincent).
Mauger (Pierre).
Mestre (Philippe).
Métais (Pierre).
Puaud (Philippe).

86 — Vienne

M. Abelin (Jean-Pierre).
Mme Cresson (Edith).
MM. Lepercq (Arnaud).
Santrot (Jacques).

87 — Vienne (Haute-)

MM. Bernard (Michel).
Bouvet (Henri).
Rigout (Marcel).
Rodet (Alain).

88 — Vosges

MM. Jeandon (Maurice).
Pierret (Christian).
Séguin (Philippe) (24).
Welzer (Gérard).

89 — Yonne

MM. Auberger (Philippe).
Nallet (Henri).
Soisson (Jean-Pierre).

90 — Territoire de Belfort

MM. Bichet (Jacques).
Chevènement (Jean-Pierre).

91 — Essonne

MM. Berson (Michel).
Combrisson (Roger).
Dugoin (Xavier).

(23) Démissionnaire ; remplacé par M. Colin (Daniel) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(24) Démissionnaire ; remplacé par M. Jacquot (Alain) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

Germon (Claude).
Guyard (Jacques).
Pelchat (Michel).
de Préaumont (Jean).
de Rostolan (Michel).
Tavernier (Yves).
Wiltzer (Pierre-André).

92 — Hauts-de-Seine

MM. Bassinet (Philippe).
Baumel (Jacques).
Deprez (Charles).
Devedjian (Patrick).
Ducoloné (Guy).
Gorse (Georges).
Mme d'Harcourt (Florence).
MM. Labbé (Claude).
Le Baill (Georges).
Margnes (Michel).
Sapin (Michel).
Stirbois (Jean-Pierre).
Tranchant (Georges).

93 — Seine-Saint-Denis

MM. Asensi (François).
Bachelot (François).
Bariani (Didier) (25).
Bartolone (Claude).
Bonnemaison (Gilbert).
Gayssot (Jean-Claude).
Holeindre (Roger).
Mme Jacquaint (Muguette).
M. Mahéas (Jacques).
Mme Neiertz (Véronique).
MM. Oudot (Jacques).
Pandraud (Robert) (26).
Raoult (Eric).

94 — Val-de-Marne

MM. Cathala (Laurent).
Franceschi (Joseph).
Griotterey (Alain).
Jegou (Jean-Jacques).
Marchais (Georges).
Mercieca (Paul).
Mme Nevoux (Paulette).
MM. Nungesser (Roland).
d'Ormesson (Olivier) (27).
Mme Papon (Christiane).
MM. Schwartzenberg (Roger-Gérard).
Vivien (Robert-André).

95 — Val-d'Oise

MM. Briant (Yvon).
Coffineau (Michel).
Delalande (Jean-Pierre).
Delattre (Francis).
Lachenaud (Jean-Philippe).
Mmes Lecuir (Marie-France).
Missoffe (Hélène).
MM. Montdargent (Robert).
Richard (Alain).

(25) Démissionnaire ; remplacé par M. Salles (Jean-Jack) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(26) Démissionnaire ; remplacé par M. Demuynck (Christian) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).
(27) Démissionnaire ; remplacé par M. Schenardi (Jean-Pierre) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

II. — DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Guadeloupe

MM. Beaujean (Henri).
Jalton (Frédéric).
Mme Michaux-Chevry (Lucette) (28).
M. Moutoussamy (Ernest).

(28) Démissionnaire ; remplacée par M. Chammougon (Edouard) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

Guyane

MM. Bruné (Paulin).
Castor (Elie).

Martinique

MM. Césaire (Aimé).
Louis-Joseph-Dogué (Maurice).
Maran (Jean).
Renard (Michel).

Réunion

MM. Debré (Michel).
Hoarau (Elie).
Thien Ah Koon (André).
Vergès (Paul).
Virapoullé (Jean-Paul).

III. — COLLECTIVITES TERRITORIALES DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Mayotte

M. Jean-Baptiste (Henry).

Saint-Pierre-et-Miquelon

M. Pen (Albert).

IV. — TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Nouvelle-Calédonie et dépendances

MM. Lafleur (Jacques).
Nénou-Pwataho (Maurice).

Polynésie française

MM. Flosse (Gaston) (29).
Léontieff (Alexandre).

(29) Démissionnaire ; remplacé par M. Fritch (Edouard) ; (communication faite le 1er avril 1986 par M. le ministre de l'Intérieur).

Wallis et Futuna

M. Brial (Benjamin).

2. — LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS

(Liste établie d'après les communications faites par M. le ministre de l'Intérieur les 27 mars et 1er avril 1986, en application des articles LO 179 et LO 176 du code électoral) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5145).

MM. Jean-Pierre ABELIN ..... Vienne.
Aymar ACHILLE-FOULD .... Gironde.
Maurice ADEVAH-PŒUF ..... Puy-de-Dôme.
Nicolas ALFONSI ..... Corse-du-Sud.
Jean ALLARD ..... Seine-Maritime.
Edmond ALPHANDÉRY ..... Maine-et-Loire.
Jean ANCIANT ..... Oise.
René ANDRÉ ..... Manche.
Gustave ANSART ..... Nord.
Vincent ANSQUER ..... Vendée.
Maurice ARRECKX ..... Var.
Pascal ARRIGHI ..... Bouches-du-Rhône.
François ASENSI ..... Seine-Saint-Denis.
Philippe AUBERGER ..... Yonne.
Emmanuel AUBERT ..... Alpes-Maritimes.
François d'AUBERT ..... Mayenne.
Rémy AUCHEDE ..... Pas-de-Calais.
André AUDINOT ..... Somme.
Gautier AUDINOT ..... Isère.
Jean AUROUX ..... Loire.
Mme Edwige AVICE ..... Paris.
MM. Jean-Marc AYRAULT ..... Loire-Atlantique.
Pierre BACHELET ..... Alpes-Maritimes.
François BACHELOT ..... Seine-Saint-Denis.
Jacques BADET ..... Loire.
Christian BAECKEROOT ..... Nord.
Jean-Pierre BALLIGAND ..... Aisne.
Gérard BAPT ..... Haute-Garonne.
Régis BARAILLA ..... Aude.
Claude BARATE ..... Pyrénées-Orientales.
Gilbert BARBIER ..... Jura.
Bernard BARDIN ..... Nièvre.
Michel BARNIER ..... Savoie.
Alain BARRAU ..... Hérault.
Raymond BARRE ..... Rhône.
Jacques BARROT ..... Haute-Loire.
Jean-Jacques BARTHE ..... Pas-de-Calais.
Claude BARTOLONE ..... Seine-Saint-Denis.
Philippe BASSINET ..... Hauts-de-Seine.
Pierre BAUDIS ..... Haute-Garonne.
Jacques BAUMEL ..... Hauts-de-Seine.
Henri BAYARD ..... Loire.
François BAYROU ..... Pyrénées-Atlantiques.
Jean BEAUFILS ..... Seine-Maritime.
Henri BEAUJEAN ..... Guadeloupe.
René BEAUMONT ..... Saône-et-Loire.
Marc BECAM ..... Finistère.
Guy BECHE ..... Doubs.
Jean-Pierre BECHTER ..... Corrèze.
Jean BEGAULT ..... Maine-et-Loire.
René BEGUET ..... Paris.
André BELLON ..... Alpes-de-Haute-Provence.
Jean-Michel BELORGEY ..... Allier.
René BENOIT ..... Côtes-du-Nord.
Pierre de BENOUVILLE ..... Paris.
Pierre BEREGOVOY ..... Nièvre.
Michel BERNARD ..... Haute-Vienne.
Pierre BERNARD ..... Tarn.
Daniel BERNARDET ..... Indre.
Pierre BERNARD-REYMOND Hautes-Alpes.
Michel BERSON ..... Essonne.
Jean BESSON ..... Rhône.
Louis BESSON ..... Savoie.
Jacques BICHET ..... Territoire de Belfort.
Marcel BIGEARD ..... Meurthe-et-Moselle.
André BILLARDON ..... Saône-et-Loire.
Claude BIRRAUX ..... Haute-Savoie.
Jacques BLANC ..... Lozère.
Pierre BLEULER ..... Hautes-Pyrénées.
Yvan BLOT ..... Pas-de-Calais.
Roland BLUM ..... Bouches-du-Rhône.
Jean-Marie BOCKEL ..... Haut-Rhin.
Alain BOCQUET ..... Nord.
Mme Marie-Thérèse BOISSEAU ..... Ille-et-Vilaine.
MM. Georges BOLLENGIER-STRAGIER ..... Sarthe.
Jacques BOMPARD ..... Vaucluse.
Jean BONHOMME ..... Tarn-et-Garonne.
Gilbert BONNEMAISON ..... Seine-Saint-Denis.
Alain BONNET ..... Dordogne.
Augustin BONREPAUX ..... Ariège.
Gérard BORDU ..... Seine-et-Marne.
André BOREL ..... Vaucluse.
Franck BOROTRA ..... Yvelines.
Robert BORREL ..... Haute-Savoie.
Mme Huguette BOUCHARDEAU ... Doubs.
MM. Jean-Michel BOUCHERON .... Charente.
Jean-Michel BOUCHERON .... Ille-et-Vilaine.
Bruno BOURG-BROC ..... Marne.
Pierre BOURGUIGNON ..... Seine-Maritime.
Jean BOUSQUET ..... Gard.
Mme Christine BOUTIN ..... Yvelines.
MM. Loïc BOUVARD ..... Morbihan.
Henri BOUVET ..... Haute-Vienne.
Jacques BOYON ..... Ain.
Jean-Guy BRANGER ..... Charente-Maritime.
Benjamin BRIAL ..... Wallis-et-Futuna.
Jean BRIANE ..... Aveyron.
Yvon BRIANT ..... Val-d'Oise.
Jean BROCARD ..... Haute-Savoie.
Albert BROCHARD ..... Deux-Sèvres.
Alain BRUNÉ ..... Jura.
Paulin BRUNE ..... Guyane.
Dominique BUSSEREAU ..... Charente-Maritime.
Christian CABAL ..... Loire.

Alain CALMAT ..... Cher.
Jacques CAMBOLIVE ..... Aude.
Jean-Marie CARO ..... Bas-Rhin.
Roland CARRAZ ..... Côte-d'Or.
Antoine CARRE ..... Loiret.
Michel CARTELET ..... Aube.
Jean-Pierre CASSABEL ..... Aude.
Jean-Claude CASSAING ..... Corrèze.
Elie CASTOR ..... Guyane.
Laurent CATHALA ..... Val-de-Marne.
Jean-Charles CAVAILLÉ ..... Morbihan.
Robert CAZALET ..... Gironde.
Aimé CÉSAIRE ..... Martinique.
Gérard CESAR ..... Gironde.
Pierre CEYRAC ..... Nord.
Jacques CHABAN-DELMAS ... Gironde.
Dominique CHABOCHE ..... Seine-Maritime.
Charles de CHAMBRUN ..... Gard.
Edouard CHAMMOUGON .... Guadeloupe.
Guy CHANFRAULT ..... Haute-Marne.
Pierre CHANTELAT ..... Haute-Saône.
Robert CHAPUIS ..... Ardèche.
Jean CHARBONNEL ..... Corrèze.
Jean-Paul CHARIÉ ..... Loiret.
Serge CHARLES ..... Nord.
Maurice CHARRETIER ..... Vaucluse.
Jean CHARROPPIN ..... Jura.
Jacques CHARTRON ..... Creuse.
Michel CHARZAT ..... Paris.
Gérard CHASSEGUET ..... Sarthe.
Alain CHASTAGNOL ..... Lot.
Guy-Michel CHAUVEAU ..... Sarthe.
Bruno CHAUVIERRE ..... Nord.
Alain CHÉNARD ..... Loire-Atlantique.
Daniel CHEVALLIER ..... Hautes-Alpes.
Jean-Pierre CHEVENEMENT .. Territoire de Belfort.
Paul CHOLLET ..... Lot-et-Garonne.
Paul CHOMAT ..... Loire.
Georges CHOMETON ..... Puy-de-Dôme.
Didier CHOUAT ..... Côtes-du-Nord.
Jean-Claude CHUPIN ..... Maine-et-Loire.
Pascal CLÉMENT ..... Loire.
André CLERT ..... Deux-Sèvres.
Michel COFFINEAU ..... Val-d'Oise.
Michel COINTAT ..... Ille-et-Vilaine.
Daniel COLIN ..... Var.
Georges COLIN ..... Marne.
Gérard COLLOMB ..... Rhône.
Georges COLOMBIER ..... Isère.
Jean-Hugues COLONNA ..... Alpes-Maritimes.
Roger COMBRISSON ..... Essonne.
Roger CORRÈZE ..... Loir-et-Cher.
René COUANAU ..... Ille-et-Vilaine.
Sébastien COUEPEL ..... Côtes-du-Nord.
Bertrand COUSIN ..... Côtes-du-Nord.
Jean-Michel COUVE ..... Var.
René COUVEINHES ..... Hérault.
Jean-Yves COZAN ..... Finistère.
Michel CRÉPEAU ..... Charente-Maritime.
Mme Edith CRESSON ..... Vienne.
MM. Henri CUQ ..... Ariège.
Jean-Marie DAILLET ..... Manche.
Louis DARINOT ..... Manche.
Marcel DASSAULT ..... Oise.
Bernard DEBRÉ ..... Indre-et-Loire.
Jean-Louis DEBRÉ ..... Eure.
Michel DEBRÉ ..... la Réunion.
Gaston DEFFERRE ..... Bouches-du-Rhône.
Marcel DEHOUX ..... Nord.
Jean-Pierre DELALANDE ..... Val-d'Oise.
Georges DELATRE ..... Seine-Maritime.
Francis DELATTRE ..... Val-d'Oise.
Michel DELEBARRE ..... Nord.
André DELEHEDDE ..... Pas-de-Calais.
Jean-Paul DELEVOYE ..... Pas-de-Calais.
Georges DELFOSSE ..... Nord.
Pierre DELMAR ..... Alpes-de-Haute-Provence.
Jean-Marie DEMANGE ..... Moselle.
Christian DEMUYNCK ..... Seine-Saint-Denis.
Jean-François DENIAU ..... Cher.
Xavier DENIAU ..... Loiret.
Charles DEPREZ ..... Hauts-de-Seine.
Léonce DEPREZ ..... Pas-de-Calais.
Stéphane DERMAUX ..... Nord.
Bernard DEROSIER ..... Nord.
Jean DESANLIS ..... Loir-et-Cher.
Pierre DESCAVES ..... Oise.
Bernard DESCHAMPS ..... Gard.
Freddy DESCHAUX-BEAUME. Eure.
Jean-Claude DESSEIN ..... Somme.
Jean-Pierre DESTRADE ..... Pyrénées-Atlantiques.
Patrick DEVEDJIAN ..... Hauts-de-Seine.
Paul DHAILLE ..... Seine-Maritime.
Claude DHINNIN ..... Nord.
Jean DIEBOLD ..... Haute-Garonne.
Willy DIMEGLIO ..... Hérault.
Gabriel DOMENECH ..... Bouches-du-Rhône.
Jacques DOMINATI ..... Paris.
Maurice DOUSSET ..... Eure-et-Loir.
Raymond DOUYÈRE ..... Sarthe.
René DROUIN ..... Moselle.
Guy DRUT ..... Seine-et-Marne.
Jean-Michel DUBERNARD .... Rhône.
Guy DUCOLONE ..... Hauts-de-Seine.
Mme Georgina DUFOIX ..... Gard.
MM. Xavier DUGOIN ..... Essonne.
Roland DUMAS ..... Dordogne.
Jean-Louis DUMONT ..... Meuse.
Adrien DURAND ..... Lozère.
Bruno DURIEUX ..... Nord.
Jean-Paul DURIEUX ..... Meurthe-et-Moselle.
André DURR ..... Bas-Rhin.
Job DURUPT ..... Meurthe-et-Moselle.
Charles EHRMANN ..... Alpes-Maritimes.
Henri EMMANUELLI ..... Landes.
Claude EVIN ..... Loire-Atlantique.
Laurent FABIUS ..... Seine-Maritime.
Jean FALALA ..... Marne.
André FANTON ..... Calvados.
Jacques FARRAN ..... Pyrénées-Orientales.
Alain FAUGARET ..... Nord.
Jacques FERON ..... Paris.
Gratien FERRARI ..... Savoie.
Charles FEVRE ..... Haute-Marne.
François FILLON ..... Sarthe.
Henri FISZBIN ..... Alpes-Maritimes.
Charles FITERMAN ..... Rhône.
Jacques FLEURY ..... Somme.
Roland FLORIAN ..... Oise.
Pierre FORGUES ..... Hautes-Pyrénées.
Jean-Pierre FOURRÉ ..... Seine-et-Marne.
Jean FOYER ..... Maine-et-Loire.
Mme Martine FRACHON ..... Yvelines.

MM. Joseph FRANCESCHI ..... Val-de-Marne.
Georges FRÊCHE ..... Hérault.
Edouard FRÉDÉRIC-DUPONT Paris.
Gérard FREULET ..... Haut-Rhin.
Yves FRÉVILLE ..... Ille-et-Vilaine.
Edouard FRITCH ..... Polynésie française.
Gérard FUCHS ..... Paris.
Jean-Paul FUCHS ..... Haut-Rhin.
Robert GALLEY ..... Aube.
Gilbert GANTIER ..... Paris.
Pierre GARMENDIA ..... Gironde.
Mlle Françoise GASPARD ..... Eure-et-Loir.
MM. Henri de GASTINES ..... Mayenne.
Jean-Claude GAUDIN ..... Bouches-du-Rhône.
Jean De GAULLE ..... Deux-Sèvres.
Jean-Claude GAYSSOT ..... Seine-Saint-Denis.
Francis GENG ..... Orne.
Germain GENGENWIN ..... Bas-Rhin.
Claude GERMON ..... Essonne.
Michel GHYSEL ..... Nord.
Jean GIARD ..... Isère.
Jean GIOVANNELLI ..... Morbihan.
Valéry GISCARD D'ESTAING Puy-de-Dôme.
Jean-Louis GOASDUFF ..... Finistère.
Pierre GODEFROY ..... Manche.
Jacques GODFRAIN ..... Aveyron.
Mme Colette GOEURIOT ..... Meurthe-et-Moselle.
MM. Bruno GOLLNISCH ..... Rhône.
Michel GONELLE ..... Lot-et-Garonne.
Georges GORSE ..... Hauts-de-Seine.
Jean GOUGY ..... Pyrénées-Atlantiques.
Daniel GOULET ..... Orne.
Joseph GOURMELON ..... Finistère.
Christian GOUX ..... Var.
Hubert GOUZE ..... Tarn-et-Garonne.
Maxime GREMETZ ..... Somme.
Jean GRIMONT ..... Haut-Rhin.
Alain GRIOTTERAY ..... Val-de-Marne.
François GRUSSENMEYER ... Bas-Rhin.
Yves GUÉNA ..... Dordogne.
Olivier GUICHARD ..... Loire-Atlantique.
Jacques GUYARD ..... Essonne.
René HABY ..... Meurthe-et-Moselle.
Georges HAGE ..... Nord.
Michel HANNOUN ..... Isère.
Mme Florence d'HARCOURT ..... Hauts-de-Seine.
MM. Francis HARDY ..... Charente.
Joël HART ..... Somme.
Guy HERLORY ..... Moselle.
Guy HERMIER ..... Bouches-du-Rhône.
Charles HERNU ..... Rhône.
Jacques HERSANT ..... Pas-de-Calais.
Robert HERSANT ..... Oise.
Edmond HERVÉ ..... Ille-et-Vilaine.
Michel HERVÉ ..... Deux-Sèvres.
Elie HOARAU ..... la Réunion.
Mme Jacqueline HOFFMANN ..... Yvelines.
MM. Roger HOLEINDRE ..... Seine-Saint-Denis.
Pierre-Rémy HOUSSIN ..... Charente.
Mlle Elisabeth HUBERT ..... Loire-Atlantique.
MM. Roland HUGUET ..... Pas-de-Calais.
Xavier HUNAULT ..... Loire-Atlantique.
Jean-Jacques HYEST ..... Seine-et-Marne.
Lucien JACOB ..... Côte-d'Or.
Mmes Marie JACQ ..... Finistère.
Muguette JACQUAINT ..... Seine-Saint-Denis.
MM. Denis JACQUAT ..... Moselle.
Michel JACQUEMIN ..... Doubs.
Alain JACQUOT ..... Vosges.
Jean-François JALKH ..... Seine-et-Marne.
Frédéric JALTON ..... Guadeloupe.
Maurice JANETTI ..... Var.
Jean JAROSZ ..... Nord.
André JARROT ..... Saône-et-Loire.
Henri JEAN-BAPTISTE ..... Mayotte.
Maurice JEANDON ..... Vosges.
Jean-Jacques JEGOU ..... Val-de-Marne.
Lionel JOSPIN ..... Paris.
Charles JOSSELIN ..... Côtes-du-Nord.
Alain JOURNET ..... Gard.
Pierre JOXE ..... Saône-et-Loire.
Didier JULIA ..... Seine-et-Marne.
Gabriel KASPEREIT ..... Paris.
Aimé KERGUERIS ..... Morbihan.
Jean KIFFER ..... Moselle.
Joseph KLIFA ..... Haut-Rhin.
Emile KOEHL ..... Bas-Rhin.
Jean-Pierre KUCHEIDA ..... Pas-de-Calais.
Gérard KUSTER ..... Doubs.
André LABARRERE ..... Pyrénées-Atlantiques.
Claude LABBÉ ..... Hauts-de-Seine.
Jean LABORDE ..... Gers.
Jacques LACARIN ..... Allier.
Jean-Philippe LACHENAUD ... Val d'Oise.
Jean LACOMBE ..... Hérault.
Jacques LAFLEUR ..... Nouvelle-Calédonie.
André LAIGNEL ..... Indre.
André LAJOINIE ..... Allier.
Mme Catherine LALUMIÈRE ..... Gironde.
MM. Jean-Claude LAMANT ..... Aisne.
Alain LAMASSOURE ..... Pyrénées-Atlantiques.
Jérôme LAMBERT ..... Charente.
Michel LAMBERT ..... Orne.
Jack LANG ..... Loir-et-Cher.
Louis LAUGA ..... Landes.
Jean LAURAIN ..... Moselle.
Christian LAURISSERGUES .. Lot-et-Garonne.
Jacques LAVÉDRINE ..... Puy-de-Dôme.
Georges LE BAILL ..... Hauts-de-Seine.
Jean LECANUET ..... Seine-Maritime.
Mme Marie-France LECUIR ..... Val-d'Oise.
MM. Jean-Yves LE DÉAUT ..... Meurthe-et-Moselle.
André LEDRAN ..... Calvados.
Jean-Yves LE DRIAN ..... Morbihan.
Robert LE FOLL ..... Seine-et-Marne.
Bernard LEFRANC ..... Aisne.
Jean LE GARREC ..... Nord.
Jacques LEGENDRE ..... Nord.
Philippe LEGRAS ..... Haute-Saône.
Guy LE JAOUEN ..... Loire.
André LEJEUNE ..... Creuse.
Daniel LE MEUR ..... Aisne.
Georges LEMOINE ..... Eure-et-Loir.
Guy LENGAGNE ..... Pas-de-Calais.
Gérard LÉONARD ..... Meurthe-et-Moselle.
Alexandre LÉONTIEFF ..... Polynésie française.
Jean-Marie LE PEN ..... Paris.
Louis LE PENSEC ..... Finistère.
Arnaud LEPERCQ ..... Vienne.
Mme Ginette LEROUX ..... Maine-et-Loire.
MM. Roland LEROY ..... Seine-Maritime.
Maurice LIGOT ..... Maine-et-Loire.
Jacques LIMOUZY ..... Tarn.
Jean de LIPKOWSKI ..... Charente-Maritime.

François LONCLE ..... Eure.
Claude LORENZINI ..... Meuse.
Raymond LORY ..... Indre-et-Loire.
Henri LOUET ..... Indre.
Maurice LOUIS-JOSEPH-DOGUÉ ..... Martinique.
Jacques MAHÉAS ..... Seine-Saint-Denis.
Guy MALANDAIN ..... Yvelines.
Martin MALVY ..... Lot.
Albert MAMY ..... Tarn.
Jean-François MANCEL ..... Oise.
Jean MARAN ..... Martinique.
Raymond MARCELLIN ..... Morbihan.
Georges MARCHAIS ..... Val-de-Marne.
Philippe MARCHAND ..... Charente-Martime.
Claude-Gérard MARCUS ..... Paris.
Michel MARGNES ..... Hauts-de-Seine.
Olivier MARLIÈRE ..... Nord.
Jean-Claude MARTINEZ ..... Hérault.
Elie MARTY ..... Dordogne.
Roger MAS ..... Ardennes.
Jean-Louis MASSON ..... Moselle.
Gilbert MATHIEU ..... Côte-d'Or.
Pierre MAUGER ..... Vendée.
Joseph-Henri MAUJOUAN DU GASSET ..... Loire-Atlantique.
Pierre MAUROY ..... Nord.
Alain MAYOUD ..... Rhône.
Pierre MAZEAUD ..... Haute-Savoie.
Jacques MEDECIN ..... Alpes-Maritimes.
Bruno MÉGRET ..... Isère.
Jacques MELLICK ..... Pas-de-Calais.
Joseph MENGA ..... Seine-Maritime.
Paul MERCIECA ..... Val-de-Marne.
Louis MERMAZ ..... Isère.
Georges MESMIN ..... Paris.
Pierre MESSMER ..... Moselle.
Philippe MESTRE ..... Vendée.
Pierre METAIS ..... Vendée.
Charles METZINGER ..... Moselle.
Louis MEXANDEAU ..... Calvados.
Pierre MICAUX ..... Aube.
Claude MICHEL ..... Eure.
Henri MICHEL ..... Drôme.
Jean-François MICHEL ..... Ardèche.
Jean-Pierre MICHEL ..... Haute-Saône.
Charles MILLON ..... Ain.
Charles MIOSSEC ..... Finistère.
Mme Hélène MISSOFFE ..... Val-d'Oise.
MM. Gilbert MITTERRAND ..... Gironde.
Pierre MONTASTRUC ..... Haute-Garonne.
Robert MONTDARGENT ..... Val-d'Oise.
Aymeri de MONTESQUIOU .. Gers.
Mmes Christiane MORA ..... Indre-et-Loir.
Louise MOREAU ..... Alpes-Maritimes.
MM. Louis MOULINET ..... Paris.
Jean MOUTON ..... Drôme.
Ernest MOUTOUSSAMY ..... Guadeloupe.
Alain MOYNE-BRESSAND ... Isère.
Henri NALLET ..... Yonne.
Jean NARQUIN ..... Maine-et-Loire.
Jean NATIEZ ..... Loire-Atlantique.
Mme Véronique NEIERTZ ..... Seine-Saint-Denis.
M. Maurice NENOU-PWATAHO . Nouvelle-Calédonie.
Mme Paulette NEVOUX ..... Val-de-Marne.
MM. Arthur NOTEBART ..... Nord.
Christian NUCCI ..... Isère.
Roland NUNGESSER ..... Val-de-Marne.
Jean OEHLER ..... Bas-Rhin.
Michel d'ORNANO ..... Calvados.
Pierre ORTET ..... Haute-Garonne.
Mme Jacqueline OSSELIN ..... Nord.
MM. Jacques OUDOT ..... Seine-Saint-Denis.
Charles PACCOU ..... Nord.
Arthur PAECHT ..... Var.
Mmes Françoise de PANAFIEU ..... Paris.
Christiane PAPON ..... Val-de-Marne.
Monique PAPON ..... Loire-Atlantique.
MM. Régis PARENT ..... Drôme.
Pierre PASCALLON ..... Puy-de-Dôme.
Pierre PASQUINI ..... Haute-Corse.
François PATRIAT ..... Côte-d'Or.
Michel PELCHAT ..... Essonne.
Albert PEN ..... Saint-Pierre-et-Miquelon.
Jean-Pierre PÉNICAUT ..... Landes.
Dominique PERBEN ..... Saône-et-Loire.
Régis PERBET ..... Ardèche.
Ronald PERDOMO ..... Bouches-du-Rhône.
Jean-Pierre de PERETTI DELLA ROCCA ..... Bouches-du-Rhône.
Michel PERICARD ..... Yvelines.
Rodolphe PESCE ..... Drôme.
Jean PEUZIAT ..... Finistère.
Jacques PEYRAT ..... Alpes-Maritimes.
Alain PEYREFITTE ..... Seine-et-Marne.
Michel PEYRET ..... Gironde.
Albert PEYRON ..... Alpes-Maritimes.
Michel PEZET ..... Bouches-du-Rhône.
Mme Yannick PIAT ..... Var.
MM. Christian PIERRET ..... Vosges.
André PINÇON ..... Mayenne.
Etienne PINTE ..... Yvelines.
Charles PISTRE ..... Tarn.
Ladislas PONIATOWSKI ..... Eure.
Jean POPEREN ..... Rhône.
Vincent PORELLI ..... Bouches-du-Rhône.
François PORTEU de la MORANDIÈRE ..... Pas-de-Calais.
Jean-Claude PORTHEAULT ... Loiret.
Robert POUJADE ..... Côte-d'Or.
Henri PRAT ..... Pyrénées-Atlantiques.
Jean de PRÉAUMONT ..... Essonne.
Jean PRORIOL ..... Haute-Loire.
Jean PROVEUX ..... Indre-et-Loire.
Philippe PUAUD ..... Vendée.
Jean-Jack QUEYRANNE ..... Rhône.
Paul QUILÈS ..... Paris.
Roger QUILLIOT ..... Puy-de-Dôme.
Eric RAOULT ..... Seine-Saint-Denis.
Noël RAVASSART ..... Ain.
Alex RAYMOND ..... Haute-Garonne.
Pierre RAYNAL ..... Cantal.
Michel RENARD ..... Martinique.
Jean-Pierre REVEAU ..... Rhône.
Charles REVET ..... Seine-Maritime.
Marc REYMANN ..... Bas-Rhin.
Jean REYSSIER ..... Marne.
Alain RICHARD ..... Val-d'Oise.
Lucien RICHARD ..... Loire-Atlantique.
Jean RIGAL ..... Aveyron.
Jean RIGAUD ..... Rhône.
Marcel RIGOUT ..... Haute-Vienne.
Jacques RIMBAULT ..... Cher.

	Jean ROATTA	Boûches-du-Rhône.
	Gilles de ROBIEN	Somme.
	Michel ROCARD	Yvelines.
	Jean-Paul de ROCCA-SERRA	Corse-du-Sud.
	Alain RODET	Haute-Vienne.
	Jacques ROGER-MACHART	Haute-Garonne.
	Hector ROLLAND	Allier.
	André ROSSI	Aisne.
	Michel de ROSTOLAN	Essonne.
Mme	Yvette ROUDY	Calvados.
MM.	Jean ROUSSEL	Bouches-du-Rhône.
	Jacques ROUX	Hérault.
	Jean-Pierre ROUX	Vaucluse.
	Jean ROYER	Indre-et-Loire.
	Antoine RUFENACHT	Seine-Maritime.
	Francis SAINT-ELLIER	Calvados.
	Dominique SAINT-PIERRE	Ain.
	Michel SAINTE-MARIE	Gironde.
	Jean-Jack SALLES	Seine-Saint-Denis.
	Philippe SANMARCO	Bouches-du-Rhône.
	Jacques SANTROT	Vienne.
	Michel SAPIN	Hauts-de-Seine.
	Georges SARRE	Paris.
	Bernard SAVY	Nièvre.
	Jean-Pierre SCHENARDI	Val-de-Marne.
	Bernard SCHREINER	Yvelines.
	Roger-Gérard SCHWARTZENBERG	Val-de-Marne.
	Jean-Paul SEGUELA	Haute-Garonne.
	Jean SEITLINGER	Moselle.
	Pierre SERGENT	Pyrénées-Orientales.
Mme	Odile SICARD	Isère.
MM.	Jacques SIFFRE	Bouches-du-Rhône.
	Pierre SIRGUE	Gironde.
	Jean-Pierre SOISSON	Yonne.
	René SOUCHON	Cantal.
Mme	Renée SOUM	Pyrénées-Orientales.
MM.	Jacques SOURDILLE	Ardennes.
	Robert SPIELER	Bas-Rhin.
	Bernard STASI	Marne.
Mlle	Gisèle STIEVENARD	Paris.
MM.	Jean-Pierre STIRBOIS	Hauts-de-Seine.
	Olivier STIRN	Manche.
	Dominique STRAUSS-KAHN	Haute-Savoie.
Mme	Marie-Josèphe SUBLET	Rhône.
MM.	Jean-Pierre SUEUR	Loiret.
	Martial TAUGOURDEAU	Eure-et-Loir.
	Yves TAVERNIER	Essonne.
	Paul-Louis TENAILLON	Yvelines.
	Michel TERROT	Rhône.
	Clément THÉAUDIN	Ille-et-Vilaine.
	André THIEN AH KOON	La Réunion.
	Jean TIBERI	Paris.
	Maurice TOGA	Bouches-du-Rhône.
	Jacques TOUBON	Paris.
Mme	Ghislaine TOUTAIN	Marne.
M.	Georges TRANCHANT	Hauts-de-Seine.
Mme	Catherine TRAUTMANN	Bas-Rhin.
MM.	Gérard TRÉMÈGE	Hautes-Pyrénées.
	Jean UEBERSCHLAG	Haut-Rhin.
	Guy VADEPIED	Oise.
	Jean VALLEIX	Gironde.
	Philippe VASSEUR	Pas-de-Calais.
	Michel VAUZELLE	Bouches-du-Rhône.
	Paul VERGES	la Réunion.
	Jean-Paul VIRAPOULLÉ	la Réunion.
	Alain VIVIEN	Seine-et-Marne.
	Robert-André VIVIEN	Val-de-Marne.
	Michel VUIBERT	Ardennes.
	Roland VUILLAUME	Doubs.
	Marcel WACHEUX	Pas-de-Calais.
	Georges-Paul WAGNER	Yvelines.
	Robert WAGNER	Yvelines.
	Pierre WEISENHORN	Haut-Rhin.
	Gérard WELZER	Vosges.
	Pierre-André WILTZER	Essonne.
	Jean-Pierre WORMS	Saône-et-Loire.
	Emile ZUCCARELLI	Haute-Corse.

II. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Intervenues du 2 avril au 31 décembre 1986.

A. — ELECTIONS.

1. — CONTESTATIONS D'ELECTIONS ET DECISIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL.

Aisne : requête de M. LIPKA [2 avril 1986] (p. 54) ; rejetée [3 juillet 1986] (p. 2859).

Aveyron : requête de M. LAURENT [2 avril 1986] (p. 54) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 56).

Calvados : requête de M. d'HARCOURT [2 avril 1986] (p. 54) ; désistement du requérant [1er juillet 1986] (p. 2751) ; requête de M. PRADO [2 avril 1986] (p. 54) ; désistement du requérant [1er juillet 1986] (p. 2751).

Charente : requête de M. CHAUFFOUR [2 avril 1986] (p. 54) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 56).

Corrèze : requête de M. CHAUFFOUR [2 avril 1986] (p. 54) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 56).

Haute-Corse : requêtes de MM. SISTI, CALENDINI, BAGGIONI et FRANCESCHI [2 avril 1986] (p. 54) ; annulation des élections du 16 mars 1986 dans le département de la Haute-Corse [8 juillet 1986] (p. 3002).

Côte d'Or : requête de M. GREY [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 57).

Dordogne : requête de M. BOURRINET [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [3 juin 1986] (p. 1657).

Doubs : requêtes de MM. BITTARD et LENOIR [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetées [17 juin 1986] (p. 2297).

Drôme : requête de M. FERLAY [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 58).

Essonne : requête de M. GEORGEL [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [9 avril 1986] (p. 138).

Gard : requête de M. SCHMIT [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 56).

Haute-Garonne : requêtes de MM. DANCALE, HOUTEER et SALVAN [2 avril 1986] (p. 55) ; annulation des élections du 16 mars 1986 dans le département de la Haute-Garonne [8 juillet 1986] (p. 3003).

Guadeloupe : requête de M. ESDRAS [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [8 juillet 1986] (p. 3005).

Ille-et-Vilaine : requêtes de MM. FOURNIER, GUERIN et SOUCHU [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetées [2 avril 1986] (p. 57).

Isère : requête de M. ABADIAN [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [17 juin 1986] (p. 2296).

Meurthe-et-Moselle : requête de M. BARDET [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [17 juin 1986] (p. 2298).

Moselle : requête de M. CHRISTOPHE [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 57).

Oise : requête de M. DELAIR [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [17 juin 1986] (p. 2296).

Polynésie française : requête de M. BRAUN-ORTEGA [16 avril 1986] (p. 193) ; rejetée [6 mai 1986] (p. 810).

Pyrénées-Orientales : requête de M. MONELLS [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [17 juin 1986] (p. 2298).

Bas-Rhin : requête de M. ROUJANSKY [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [2 avril 1986] (p. 58).

Seine-Saint-Denis : requête de M. POUGNAUD [2 avril 1986] (p. 55) ; désistement du requérant [22 avril 1986] (p. 242).

Somme : requête de M. MASSOUBRE [2 avril 1986] (p. 55) ; désistement du requérant [3 juin 1986] (p. 1658).

Vaucluse : requête de M. GATEL [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [8 juillet 1986] (p. 3004).

Yvelines : requête de M. ANOUIL [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetée [9 avril 1986] (p. 138).

Toutes circonscriptions : requêtes de MM. LABADIE et CLAUSE [2 avril 1986] (p. 55) ; rejetées [2 avril 1986] (p. 56, 57).

Haute-Garonne : requête de M. DESMEULES [7 octobre 1986] (p. 4428) ; rejetée [24 octobre 1986] (p. 5297).

2. — ANNULATIONS D'ELECTIONS.

Décisions du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986 : **Haute-Corse** : anulation de l'élection de MM. PASQUINI (Pierre) et ZUCCARELLI (Emile) ; **Haute-Garonne** : annulation de l'élection de MM. BAPT (Gérard), BAUDIS (Dominique), remplacé par M. BAUDIS (Pierre), DIEBOLD (Jean), MONTASTRUC (Pierre), ORTET (Pierre), RAYMOND (Alex), ROGER-MACHART (Jacques), SEGUELA (Jean-Paul) [8 juillet 1986] (p. 3005).

3. — ELECTIONS PARTIELLES.

— 24 août 1986 : élection de MM. Pierre PASQUINI et Emile ZUCCARELLI (Haute-Corse) [*J.O.* du 29 août 1986] (p. 10526).

— 28 septembre 1986 ; élection de MM. Gérard BAPT, Dominique BAUDIS, Jean DIEBOLD, Lionel JOSPIN, Pierre MONTASTRUC, Pierre ORTET, Jacques ROGER-MACHART, Jean-Paul SEGUELA (Haute-Garonne) [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836).

— 7 décembre 1986 : élection de M. Gérard GRIGNON (Saint-Pierre-et-Miquelon) [*J.O.* 11 décembre 1986] (p. 14885).

4. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR ORDRE ALPHABETIQUE.

M. Aymar ACHILLE-FOULD, décédé le 11 avril 1986, remplacé par M. Jean-Claude DALBOS.

M. Maurice ARRECKX, démission le 29 septembre 1986, remplacé par M. Michel HAMAIDE.

M. André AUDINOT, décédé le 18 avril 1986, remplacé par M. Pierre CLAISSE.

M. Gérard BAPT, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986) ; réélu le 28 septembre 1986.

M. Jacques BARDET, devenu député le 30 septembre 1986, en remplacement de Mme Hélène MISSOFFE, démissionnaire.

M. Dominique BAUDIS, élu le 28 septembre 1986. Démission le 24 octobre 1986, remplacé par M. Pierre BAUDIS.

M. Pierre BAUDIS, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986) ; devenu député le 25 octobre 1986, en remplacement de M. Dominique BAUDIS, démissionnaire.

M. Alain BILLON, devenu député le 24 octobre 1986, en remplacement de M. Lionel JOSPIN, élu député de la Haute-Garonne.

M. Jacques BOYON, nommé membre du Gouvernement le 19 août 1986 ; cessation de son mandat le 19 septembre 1986 ; remplacé par M. Lucien GUICHON.

M. Maurice CHARRETIER, démission le 29 septembre 1986, remplacé par M. Jean-Michel FERRAND.

M. Pierre CLAISSE, devenu député le 19 avril 1986, en remplacement de M. André AUDINOT, décédé.

M. Roger COUTURIER, devenu député le 30 septembre 1986, en remplacement de M. André JARROT, démissionnaire.

M. Jean-Claude DALBOS, devenu député le 12 avril 1986, en remplacement de M. Aymar ACHILLE-FOULD, décédé.

M. Marcel DASSAULT, décédé le 18 avril 1986, remplacé par M. Arthur DEHAINE.

M. Gaston DEFFERRE, décédé le 7 mai 1986, remplacé par M. Jean-Jacques LEONETTI.

M. Arthur DEHAINE, devenu député le 19 avril 1986, en remplacement de M. Marcel DASSAULT, décédé.

M. Jean DIEBOLD, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 28 septembre 1986.

M. Jean-Michel FERRAND, devenu député le 30 septembre 1986 en remplacement de M. Maurice CHARRETIER, démissionnaire.

M. Roger FOSSE, devenu député le 30 septembre 1986 en remplacement de M. Jean LECANUET, démissionnaire.

M. Gérard GRIGNON élu le 7 décembre 1986.

M. Lucien GUICHON, devenu député le 20 septembre 1986, en remplacement de M. Jacques BOYON, nommé membre du Gouvernement.

M. Michel HAMAIDE, devenu député le 30 septembre 1986, en remplacement de M. Maurice ARRECKX, démissionnaire.

M. André JARROT, démission le 29 septembre 1986, remplacé par M. Roger COUTURIER.

M. Lionel JOSPIN, élu député de la Haute-Garonne le 28 septembre 1986, cesse d'exercer son mandat de député de Paris.

M. Jean LECANUET, démission le 29 septembre 1986, remplacé par M. Roger FOSSE.

M. Jean-Jacques LEONETTI, devenu député le 7 mai 1986 en remplacement de M. Gaston DEFFERRE, décédé.

Mme Hélène MISSOFFE, démission le 29 septembre 1986, remplacée par M. Jean BARDET.

M. Pierre MONTASTRUC, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 28 septembre 1986.

M. Pierre ORTET, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 28 septembre 1986.

M. Pierre PASQUINI, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 24 août 1986.

M. Albert PEN jusqu'au 1er octobre 1986 (élu sénateur).

M. Maurice POURCHON, devenu député le 9 octobre 1986, en remplacement de M. Roger QUILLOT, élu sénateur.

M. Roger QUILLOT jusqu'au 1er octobre 1986 (élu sénateur), remplacé par M. Maurice POURCHON.

M. Alex RAYMOND, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986).

M. Jacques ROGER-MACHART, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 28 septembre 1986.

M. Jean-Paul SEGUELA, élection annulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 28 septembre 1986.

M. Emile ZUCCARELLI, élection anulée (décision du Conseil constitutionnel du 8 juillet 1986), réélu le 24 août 1986.

5. — MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE PAR CIRCONSCRIPTION.

Ain : M. BOYON (Jacques), jusqu'au 19 septembre 1986 (nommé membre du Gouvernement) ; M. GUICHON (Lucien), à partir du 20 septembre 1986.

Bouches-du-Rhône : M. DEFFERRE (Gaston), décédé le 7 mai 1986 ; M. LEONETTI (Jean-Jacques) à partir du 8 mai 1986.

Corse (Haute) : MM. PASQUINI (Pierre), ZUCCARELLI (Emile), jusqu'au 8 juillet 1986 ; élection annulée par décision du Conseil constitutionnel ; réélus le 24 août 1986.

Garonne (Haute) : MM. BAPT (Gérard), BAUDIS (Pierre), DIEBOLD (Jean), MONTASTRUC (Pierre), ORTET (Pierre), RAYMOND (Alex), ROGER-MACHART (Jacques), SEGUELA (Jean-Paul), jusqu'au 8 juillet 1986 (élection annulée par décision du Conseil constitutionnel), MM. BAPT (Gérard), BAUDIS (Dominique), DIEBOLD (Jean), JOSPIN (Lionel), MONTASTRUC (Pierre), ORTET (Pierre), ROGER-MACHART (Jacques), SEGUELA (Jean-Paul), à partir du 29 septembre 1986 ; M. BAUDIS (Dominique), démissionnaire le 24 octobre 1986, remplacé par M. BAUDIS (Pierre).

Gironde : M. ACHILLE-FOULD (Aymar), décédé le 11 avril 1986 ; M. DALBOS (Jean-Claude), à partir du 12 avril 1986.

Oise : M. DASSAULT (Marcel), décédé le 18 avril 1986 ; M. DEHAINE (Arthur), à partir du 19 avril 1986.

Paris : M. JOSPIN (Lionel), jusqu'au 28 septembre 1986 (élu député de la Haute-Garonne) ; M. BILLON (Alain), à partir du 24 octobre 1986.

Puy-de-Dôme : M. QUILLIOT (Roger), jusqu'au 1er octobre 1986 (élu sénateur) ; M. POURCHON (Maurice), à partir du 9 octobre 1986.

Saint-Pierre-et-Miquelon : M. PEN (Albert), jusqu'au 1er octobre 1986 (élu sénateur) ; M. GRIGNON (Gérard), élu le 7 décembre 1986.

Saône-et-Loire : M. JARROT (André), jusqu'au 29 septembre 1986 (démissionnaire) ; M. COUTURIER (Roger), à partir du 30 septembre 1986.

Seine-Maritime : M. LECANUET (Jean), jusqu'au 29 septembre 1986 (démissionnaire) ; M. FOSSE (Roger), à partir du 30 septembre 1986.

Somme : M. AUDINOT (André), décédé le 18 avril 1986 ; M. CLAISSE (Pierre), à partir du 19 avril 1986.

Val d'Oise : Mme MISSOFFE (Hélène), jusqu'au 29 septembre 1986 (démissionnaire) ; M. BARDET (Jean), à partir du 30 septembre 1986.

Var : M. ARRECKX (Maurice), jusqu'au 29 septembre 1986 (démissionnaire) ; M. HAMAIDE (Michel), à partir du 30 septembre 1986.

Vaucluse : M. CHARRETIER (Maurice), jusqu'au 29 septembre 1986 (démissionnaire) ; M. FERRAND (Jean-Michel), à partir du 30 septembre 1986.

B. — DEPUTES DECEDES.

M. Aymar ACHILLE-FOULD (Gironde), décédé le 11 avril 1986, [*J.O.* du 13 avril 1986] (p. 5446).

M. André AUDINOT (Somme), décédé le 18 avril 1986, [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597).

M. Marcel DASSAULT (Oise), décédé le 18 avril 1986, [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597).

M. Gaston DEFFERRE (Bouches-du-Rhône), décédé le 7 mai 1986 [*J.O.* du 8 mai 1986] (p. 6175).

C. — DEPUTES NOMMES MEMBRES DU GOUVERNEMENT.

Nommé secrétaire d'Etat : M. Jacques BOYON, décret du 19 août 1986 [*J.O.* du 20 août 1986] (p. 10110).

D. — DEMISSION DE DEPUTES.

MM. ARRECKX (Maurice), CHARRETIER (Maurice), JARROT (André), Mme MISSOFFE (Hélène), [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793) ; M. LECANUET (Jean) [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11836) ; M. BAUDIS (Dominique) [*J.O.* du 25 octobre 1986] (p. 12871).

III. — GROUPES POLITIQUES

I. — Groupe socialiste.

Font partie de ce groupe (196 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152). — Président : M. Joxe (Pierre). — MM. Adevah-Poeuf (Maurice), Anciant (Jean), Auroux (Jean), Mme Avice (Edwige), MM. Ayrault (Jean-Marie), Badet (Jacques), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barailla (Régis), Bardin (Bernard), Barrau (Alain), Bartolone (Claude), Bassinet (Philippe), Beaufils (Jean), Bêche (Guy), Bellon (André), Belorgey (Jean-Michel), Bérégovoy (Pierre), Bernard (Pierre), Berson (Michel), Besson (Louis), Billardon (André), Bockel (Jean-Marie), Bonnemaison (Gilbert), Bonrepaux (Augustin), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bourguignon (Pierre), Brune (Alain), Cambolive (Jacques), Carraz (Roland), Cartelet (Michel), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Chanfrault (Guy), Chapuis (Robert), Charzat (Michel), Chauveau (Guy-Michel), Chénard (Alain), Chevallier (Daniel), Chevènement (Jean-Pierre), Chouat (Didier), Chupin (Jean-Claude), Clert (André), Coffineau (Michel), Colin (Georges), Collomb (Gérard), Colonna (Jean-Hugues), Mme Cresson (Edith), MM. Darinot (Louis), Defferre (Gaston), Dehoux (Marcel), Delebarre (Michel), Delehedde (André), Derosier (Bernard), Deschaux-Beaume (Freddy), Dessein (Jean-Claude), Destrade (Jean-Pierre), Dhaille (Paul), Douyère (Raymond), Drouin (René), Mme Dufoix (Georgina), MM. Dumas (Roland), Dumont (Jean-Louis), Durieux (Jean-Paul), Durupt (Job), Emmanuelli (Henri), Evin (Claude), Fabius (Laurent), Faugaret (Alain), Fleury (Jacques), Florian (Roland), Forgues (Pierre), Fourré (Jean-Pierre), Mme Frachon (Martine), MM. Franceschi (Joseph), Frêche (Georges), Fuchs (Gérard), Garmendia (Pierre), Mlle Gaspard (Françoise), MM. Germon (Claude), Giovannelli (Jean), Gourmelon (Joseph), Goux (Christian), Grimont (Jean), Guyard (Jacques), Hernu (Charles), Hervé (Edmond), Hervé (Michel), Huguet (Roland), Mme Jacq (Marie), MM. Jalton (Frédéric), Janetti (Maurice), Jospin (Lionel), Josselin (Charles), Journet (Alain), Joxe (Pierre), Kucheida (Pierre), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lacombe (Jean), Laignel (André), Mme Lalumière (Catherine), MM. Lambert (Jérôme), Lang (Jack), Laurain (Jean), Laurissergues (Christian), Lavédrine (Jacques), Le Baill (Georges), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Déaut (Jean-Yves), Ledran (André), Le Drian (Jean-Yves), Le Foll (Robert), Lefranc (Bernard), Le Garrec (Jean), Lejeune (André), Lemoine (Georges), Lengagne (Guy), Le Pensec (Louis), Mme Leroux (Ginette), MM. Loncle (François), Louis-Joseph-Dogué (Maurice), Mahéas (Jacques), Malandain (Guy), Malvy (Martin), Marchand (Philippe), Margnes (Michel), Mas (Roger), Mauroy (Pierre), Mellick (Jacques), Menga (Joseph), Mermaz (Louis), Métais (Pierre), Metzinger (Charles), Mexandeau (Louis), Michel (Claude), Michel (Henri), Michel (Jean-Pierre), Mitterrand (Gilbert), Mme Mora (Christiane), MM. Moulinet (Louis), Natiez (Jean), Mmes Neiertz (Véronique), Nevoux (Paulette), MM. Notebart (Arthur), Nucci (Christian), Oehler (Jean), Ortet (Pierre), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Pesce (Rodolphe), Peuziat (Jean), Pezet (Michel), Pierret (Christian), Pistre (Charles), Poperen (Jean), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Proveux (Jean), Puaud (Philippe), Queyranne (Jean-Jack), Quilès (Paul), Quilliot (Roger), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Richard (Alain), Rocard (Michel), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Mme Roudy (Yvette), MM. Sainte-Marie (Michel), Sanmarco (Philippe), Santrot (Jacques), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schreiner (Bernard), Mme Sicard (Odile), MM. Siffre (Jacques), Souchon (René), Mmes Soum (Renée), Stievenard (Gisèle), M. Strauss-Kahn (Dominique), Mme Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Tavernier (Yves), Théaudin (Clément), Mmes Toutain (Ghislaine), Trautmann (Catherine), MM. Vadepied (Guy), Vauzelle (Michel), Vivien (Alain), Wacheux (Marcel), Worms (Jean-Pierre).

S'inscrivent à ce groupe [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Léonetti (Jean-Jacques) ; [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532) : MM. Nallet (Henri), Stirn (Olivier) ; [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967) : MM. Ortet (Pierre) ; Roger-Machart (Jacques) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : M. Bapt (Gérard) ; [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548) : M. Pourchon (Maurice) ; [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13019) : M. Billon (Alain).

Cessent d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 8 mai 1986] (p. 6175) : M. Defferre (Gaston) ; [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575) : MM. Bapt (Gérard), Ortet (Pierre), Raymond (Alex), Roger-Machart (Jacques) ; [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837) : M. Quilliot (Roger).

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :

S'apparentent à ce groupe (16 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152) : MM. Alfonsi (Nicolas), Bonnet (Alain), Mme Bouchardeau (Huguette), MM. Calmat (Alain), Castor (Elie), Césaire (Aimé), Crépeau (Michel), Fiszbin (Henri), Nallet (Henri), Pen (Albert), Rigal (Jean), Saint-Pierre (Dominique), Schwartzenberg (Roger-Gérard), Stirn (Olivier), Welzer (Gérard), Zuccarelli (Emile).

Cessent d'être apparentés [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532) : MM. Nallet (Henri), Stirn (Olivier) ; [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575) : M. Zuccarelli (Emile) ; [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837) : M. Pen (Albert).

S'apparente à ce groupe : [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967) : M. Zuccarelli (Emile).

II. — Groupe du Rassemblement pour la République.

Font partie de ce groupe (147 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5152). — Président : M. Messmer (Pierre). — MM. André (René), Ansquer (Vincent), Auberger (Philippe), Aubert (Emmanuel), Bachelet (Pierre), Barate (Claude), Barnier (Michel), Baumel (Jacques), Bechter (Jean-Pierre), Bénouville (Pierre de), Bernard (Michel), Besson (Jean), Blot (Yvan), Bonhomme (Jean), Borotra (Franck), Bourg-Broc (Bruno), Boyon (Jacques), Brial (Benjamin), Bruné (Paulin), Cabal (Christian), Cassabel (Jean-Pierre), Cavaillé (Jean-Charles), César (Gérard), Chaban-Delmas (Jacques), Charbonnel (Jean), Charié (Jean-Paul), Charles (Serge), Charroppin (Jean), Chartron (Jacques), Chasseguet (Gérard), Chastagnol (Alain), Cointat (Michel), Corrèze (Roger), Cousin (Bertrand), Couve (Jean-Michel), Couveinhes (René), Cuq (Henri), Dassault (Marcel), Debré (Bernard), Debré (Jean-Louis), Debré (Michel), Delalande (Jean-Pierre), Delatre (Georges), Delevoye (Jean-Paul), Delmar (Pierre), Demange (Jean-Marie), Demuynck (Christian), Deniau (Xavier), Devedjian (Patrick), Dhinnin (Claude), Drut (Guy), Dubernard (Jean-Michel), Dugoin (Xavier), Durr (André), Falala (Jean), Fanton (André), Fillon (François), Foyer (Jean), Fritch (Edouard), Galley (Robert), Gastines (Henri de), Gaulle (Jean de), Ghysel (Michel), Goasduff (Jean-Louis), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gonelle (Michel), Gorse (Georges), Gougy (Jean), Goulet (Daniel), Grussenmeyer (François), Guéna (Yves), Guichard (Olivier), Hannoun (Michel), Hardy (Francis), Hart (Joël), Houssin (Pierre-Rémi), Mme Hubert (Elisabeth), MM. Jacob (Lucien), Jacquot (Alain), Jarrot (André), Jeandon (Maurice), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Kuster (Gérard), Labbé (Claude), Lafleur (Jacques), Lamant (Jean-Claude), Lauga (Louis), Legendre (Jacques), Legras (Philippe), Léonard (Gérard), Léontieff (Alexandre), Lepercq (Arnaud), Limouzy (Jacques), Lipkowski (Jean de), Lorenzini (Claude), Louet (Henri), Mancel (Jean-François), Marcus (Claude-Gérard), Marlière (Olivier), Masson (Jean-Louis), Mauger (Pierre), Mazeaud (Pierre), Médecin (Jacques), Messmer (Pierre), Miossec (Charles), Mme Missoffe (Hélène), MM. Narquin (Jean), Nenou-Pwataho (Maurice), Nungesser (Roland), Oudot (Jacques), Paccou (Charles), Mmes Panafieu (Françoise de), Papon (Christine), MM. Parent (Régis), Pascallon (Pierre), Pasquini (Pierre), Perben (Dominique), Perbet (Régis), Péricard (Michel), Peyrefitte (Alain), Pinte (Etienne), Poujade (Robert), Préaumont

(Jean de), Raoult (Eric), Raynal (Pierre), Renard (Michel), Richard (Lucien), Rocca-Serra (Jean-Paul de), Rolland (Hector), Roux (Jean-Pierre), Rufenacht (Antoine), Seguela (Jean-Paul), Sourdille (Jacques), Taugourdeau (Martial), Terrot (Michel), Tiberi (Jean), Toga (Maurice), Toubon (Jacques), Tranchant (Georges), Ueberschlag (Jean), Valleix (Jean), Vivien (Robert-André), Vuillaume (Roland), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

S'inscrivent à ce groupe [*J.O.* du 23 avril 1986] (p. 5692) : M. Dehaine (Arthur) ; [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777) : M. Dalbos (Jean-Claude) ; [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837) : M. Pasquini (Pierre) ; [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11936) : MM. Bardet (Jean), Couturier (Roger), Ferrand (Jean-Michel), Guichon (Lucien), Seguela (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 31 octobre 1986] (p. 13124) : M. Fosse (Roger).

Cessent d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597) : M. Dassault (Marcel) ; [*J.O.* du 9 juillet 1986] : MM. Pasquini (Pierre), Séguéla (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 21 septembre 1986] (p. 11370) : M. Boyon (Jacques) ; [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793) : M. Jarrot (André), Mme Missoffe (Hélène).

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :

S'apparentent à ce groupe (8 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153) : MM. Beaujan (Henri), Bécam (Marc), Béguet (René), Chammougon (Edouard), Féron (Jacques), Hersant (Jacques), Kiffer (Jean), Savy (Bernard).

III. — Groupe Union pour la démocratie française.

Font partie de ce groupe (114 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153). — Président : M. Gaudin (Jean-Claude). — MM. Abelin (Jean-Pierre), Achille-Fould (Aymar), Alphandéry (Edmond), Arreckx (Maurice), Aubert (François d'), Barbier (Gilbert), Barrot (Jacques), Bayard (Henri), Bayrou (François), Beaumont (René), Benoit (René), Bernard-Reymond (Pierre), Bichet (Jacques), Birraux (Claude), Blanc (Jacques), Bleuler (Pierre), Blum (Roland), Mme Boisseau (Marie-Thérèse), MM. Bollengier-Stragier (Georges), Bouvard (Loïc), Bouvet (Henri), Briane (Jean), Brocard (Jean), Bussereau (Dominique), Caro (Jean-Marie), Carré (Antoine), Cazalet (Robert), Chantelat (Pierre), Charretier (Maurice), Chollet (Paul), Chometon (Georges), Clément (Pascal), Colin (Daniel), Colombier (Georges), Couanau (René), Couepel (Sébastien), Cozan (Jean-Yves), Daillet (Jean-Marie), Delattre (Francis), Delfosse (Georges), Deniau (Jean-François), Deprez (Charles), Dermaux (Stéphane), Desanlis (Jean), Dimeglio (Willy), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Durand (Adrien), Durieux (Bruno), Erhmann (Charles), Farran (Jacques), Ferrari (Gratien), Fèvre (Charles), Fréville (Yves), Fuchs (Jean-Paul), Gantier (Gilbert), Gaudin (Jean-Claude), Geng (Francis), Gengenwin (Germain), Giscard d'Estaing (Valéry), Griotteray (Alain), Haby (René), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hyest (Jean-Jacques), Jacquat (Denis), Jacquemin (Michel), Jean-Baptiste (Henri), Jégou (Jean-Jacques), Klifa (Joseph), Koehl (Emile), Lacarin (Jacques), Lachenaud (Jean-Philippe), Lamassoure (Alain), Lecanuet (Jean), Lory (Raymond), Mamy (Albert), Maran (Jean), Marcellin (Raymond), Marty (Elie), Mathieu (Gilbert), Maujouän du Gasset (Joseph-Henri), Mayoud (Alain), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Micaux (Pierre), Michel (Jean-François), Millon (Charles), Montesquiou (Aymeri de), Mme Moreau (Louise), MM. Mouton (Jean), Moyne-Bressand (Alain), Ornano (Michel d'), Paecht (Arthur), Mme Papon (Monique), MM. Pelchat (Michel), Peretti Della Rocca (Jean-Pierre de), Poniatowski (Ladislas), Proriol (Jean), Revet (Charles), Reymann (Marc), Rigaud (Jean), Roatta (Jean), Robien (Gilles de), Rossi (André), Saint-Ellier (Francis), Salles (Jean-Jack), Seitlinger (Jean), Soisson (Jean-Pierre), Stasi (Bernard), Tenaillon (Paul-Louis), Trémège (Gérard), Vasseur (Philippe), Virapoullé (Jean-Paul), Vuibert (Michel).

S'inscrivent à ce groupe [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129) : M. Claisse (Pierre) ; [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11936) : M. Hamaide (Michel) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : M. Montastruc (Pierre) ; [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248) : M. Grignon (Gérard).

Cessent d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 13 avril 1986] (p. 5446) : M. Achille-Fould (Aymar) ; [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793) : MM. Arreckx (Maurice), Charretier (Maurice) ; [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837) : M. Lecanuet (Jean).

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement.

S'apparentent à ce groupe (17 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153) : MM. Allard (Jean), Audinot (Gautier), Barre (Raymond), Baudis (Pierre), Bégault (Jean), Bigeard (Marcel), Bousquet (Jean), Mme Boutin (Christine), MM. Branger (Jean-Guy), Brochard (Albert), Deprez (Léonce), Hersant (Robert), Hunault (Xavier), Kergueris (Aimé), Ligot (Maurice), Montastruc (Pierre), Wiltzer (Pierre-André) ; [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13625) : M. Baudis (Pierre).

Cessent d'être apparentés [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575) : MM. Baudis (Pierre), Montastruc (Pierre).

IV. — Groupe Front national.

Font partie de ce groupe (35 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153). — Président : M. Le Pen (Jean-Marie). — MM. Arrighi (Pascal), Bachelot (François), Baeckeroot (Christian), Bompard (Jacques), Briant (Yvon), Ceyrac (Pierre), Chaboche (Dominique), Chambrun (Charles de), Chauvierre (Bruno), Descaves (Pierre), Domenech (Gabriel), Frédéric-Dupont (Edouard), Freulet (Gérard), Gollnisch (Bruno), Herlory (Guy), Holeindre (Roger), Jalkh (Jean-François), Le Jaouen (Guy), Le Pen (Jean-Marie), Martinez (Jean-Claude), Mégret (Bruno), Perdomo (Ronald), Peyrat (Jacques), Peyron (Albert), Mme Piat (Yannick), MM. Porteu de la Morandière (François), Reveau (Jean-Pierre), Rostolan (Michel de), Roussel (Jean), Schenardi (Jean-Pierre), Sergent (Pierre), Sirgue (Pierre), Spieler (Robert), Stirbois (Jean-Pierre), Wagner (Georges-Paul).

Cessent d'appartenir à ce groupe [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129) : M. Chauvierre (Bruno) ; [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575) : M. Briant (Yvon).

V. — Groupe communiste.

Font partie de ce groupe (32 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153). — Président : M. Lajoinie (André). — MM. Ansart (Gustave), Asensi (François), Auchedé (Rémy), Barthe (Jean-Jacques), Bocquet (Alain), Bordu (Gérard), Chomat (Paul), Combrisson (Roger), Deschamps (Bernard), Ducoloné (Guy), Fiterman (Charles), Gayssot (Jean-Claude), Giard (Jean), Mme Gœuriot (Colette), MM. Gremetz (Maxime), Hage (Georges), Hermier (Guy), Mmes Hoffmann (Jacqueline), Jacquaint (Muguette), MM. Jarosz (Jean), Lajoinie (André), Le Meur (Daniel), Leroy (Roland), Marchais (Georges), Mercieca (Paul), Montdargent (Robert), Peyret (Michel), Porelli (Vincent), Reyssier (Jean), Rigout (Marcel), Rimbault (Jacques), Roux (Jacques).

Apparentés aux termes de l'article 19 du règlement :

S'apparentent à ce groupe (3 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153) : MM. Moutoussamy (Ernest), Hoarau (Elie), Vergès (Paul).

VI. — Liste des députés n'appartenant à aucun groupe.

(9 membres) [*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153) : MM. Audinot (André), Bernardet (Daniel), Borrel (Robert), Diebold (Jean), Gouze (Hubert), Lambert (Michel), Pinçon (André), Royer (Jean), Thien Ah Koon (André).

Deviennent députés non inscrits [*J.O.* du 15 avril 1986] (p. 5467) : M. Dalbos (Jean-Claude) ; [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597) : MM. Claisse (Pierre), Dehaine (Arthur) ; [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129) : M. Chauvierre (Bruno) ; [*J.O.* du 8 mai 1986] (p. 6175) : M. Léonetti (Jean-Jacques) ; [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575) : M. Briant (Yvon) ; [*J.O.* du 29 août 1986] (p. 10526) : MM. Pasquini (Pierre), Zuccarelli (Emile) ; [*J.O.* du 21 septembre 1986] (p. 11370) : M. Guichon (Lucien) ; [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11793) : MM. Bardet (Jean), Couturier (Roger), Ferrand (Jean-Michel), Hamaide (Michel) ; [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837) : M. Bapt (Gérard), Baudis (Dominique), Diebold (Jean), Fossé (Roger), Montastruc (Pierre), Ortet (Pierre), Roger-Machart (Jacques), Séguéla (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 10 octobre 1986] (p. 12202) : M. Pourchon (Maurice) ; [*J.O.* du 25 octobre 1986] (p. 12872) : MM. Baudis (Pierre), Billon (Alain) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14885) : M. Grignon (Gérard).

Cessent d'être non inscrits [*J.O.* du 19 avril 1986] (p. 5597) : M. Audinot (André) ; [*J.O.* du 23 avril 1986] (p. 5692) : M. Dchaine (Arthur) ; [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777) : M. Delbos (Jean-Claude) ; [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129) : M. Claisse (Pierre) ; [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Léonetti (Jean-Jacques) ; [*J.O.* du 9 juillet 1986] (p. 8575) : M. Diebold (Jean) ; [*J.O.* du 2 octobre 1986] (p. 11837) : M. Pasquini (Pierre) ; [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11936) : MM. Bardet (Jean), Couturier (Roger), Ferrand (Jean-Michel), Guichon (Lucien), Hamaide (Michel), Séguéla (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967) : MM. Ortet (Pierre), Roger-Machart (Jacques), Zuccarelli (Emile) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : MM. Bapt (Gérard), Montastruc (Pierre) ; [*J.O.* du 17 octobre 1986] : M. Pourchon (Maurice) ; [*J.O.* du 25 octobre 1986] (p. 12872) : M. Baudis (Dominique) ; [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13019) : M. Billon (Alain) ; [*J.O.* du 31 octobre 1986] (p. 13124) : M. Fosse (Roger) ; [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13625) : M. Baudis (Pierre) ; [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248) : M. Grignon (Gérard).

VII. — Déclarations politiques.

[*J.O.* du 3 avril 1986] (p. 5153).

IV. — BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

1. — Bureau d'âge [2 avril 1986] (p. 43).

Président : M. Frédéric-Dupont (Edouard).

Secrétaires : MM. Audinot (Gautier), Lambert (Jérôme), Jalkh (Jean-François), Mlle Hubert (Elisabeth), MM. Raoult (Eric), Welzer (Gérard).

2. — Bureau de l'Assemblée nationale.

Election du Président de l'Assemblée nationale : [2 avril 1986] (p. 45, 46) : est élu au 2e tour M. Chaban-Delmas (Jacques).

Nomination des trois questeurs : [4 avril 1986] (p. 69) : MM. Corrèze (Roger), Laurissergues (Christian), Geng (Francis).

Election des six vice-présidents : [4 avril 1986] (p. 69) : sont élus au 2e tour : MM. Millon (Charles), Labbé (Claude), Mestre (Philippe) ; au 3e tour : MM. Billardon (André), Evin (Claude), Michel (Jean-Pierre).

Nomination des douze secrétaires : [4 avril 1986] (p. 71) : MM. Balligand (Jean-Pierre), Blanc (Jacques), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Bourg-Broc (Bruno), Brial (Benjamin), Briant (Yvon), Gollnisch (Bruno), Mme Lecuir (Marie-France), M. Mauger (Pierre), Mme Papon (Monique), MM. Robien (Gilles de), Virapoullé (Jean-Paul).

V. — COMMISSIONS PERMANENTES

I. — Commission des affaires culturelles, familiales et sociales

a) *Membres* [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203) : MM. Abelin (Jean-Pierre), Audinot (André), Audinot (Gauthier), Auroux (Jean), Bachelot (François), Barbier (Gilbert), Bardin (Bernard), Barrau (Alain), Barrot (Jacques), Bayard (Henri), Bayrou (François), Beaujean (Henri), Beguet (René), Benoît (René), Berson (Michel), Bichet (Jacques), Bleuler (Pierre), Bocquet (Alain), Mme Boisseau (Marie-Thérèse), MM. Bollengier-Stragier (Georges), Bonrepaux (Augustin), Bourg-Broc (Bruno), Mme Boutin (Christine), MM. Bouvet (Henri), Brial (Benjamin), Cabal (Christian), Carraz (Roland), Carre (Antoine), Cassaing (Jean-Claude), Cathala (Laurent), Cavaillé (Jean-Charles), Césaire (Aimé), Ceyrac (Pierre), Chammougon (Edouard), Chanfrault (Guy), Chantelat (Pierre), Chollet (Paul), Chouat (Didier), Clert (André), Coffineau (Michel), Collomb (Gérard), Colombier (Georges), Colonna (Jean-Hugues), Couanau (René), Cousin (Bertrand), Dassault (Marcel), Debré (Bernard), Dehoux (Marcel), Delalande (Jean-Pierre), Delehedde (André), Delmar (Pierre), Demuynck (Christian), Domenech (Gabriel), Drut (Guy), Mme Dufoix (Georgina), MM. Dugoin (Xavier), Durieux (Jean-Paul), Durr (André), Evin (Claude), Falala (Jean), Ferrari (Gratien), Florian (Roland), Mme Frachon (Martine), MM. Fuchs (Jean-Paul), Gengenwin (Germain), Ghysel (Michel), Giovannelli (Jean), Guyard (Jacques), Haby (René), Hage (Georges), Hannoun (Michel), Hardy (Francis), Herlory (Guy), Hermier (Guy), Hoarau (Elie), Mmes Hoffmann (Jacqueline), Hubert (Elisabeth), Jacq (Marie), Jacquaint (Muguette), MM. Jacquat (Denis), Jacquemin (Michel), Jacquot (Alain), Jalkh (Jean-François), Jalton (Frédéric), Janetti (Maurice), Kuster (Gérard), Lacarin (Jacques), Lachenaud (Jean-Philippe), Lamant (Jean-Claude), Lambert (Jérôme), Laurain (Jean), Mme Lecuir (Marie-France), MM. Le Foll (Robert), Legendre (Jacques), Mme Leroux (Ginette), MM. Louis-Joseph-Dogué (Maurice), Maran (Jean), Marchais (Georges), Metzinger (Charles), Michel (Jean-François), Mitterrand (Gilbert), Mme Mora (Christiane), MM. Moulinet (Louis), Narquin (Jean), Nénou-Pwataho (Maurice), Mmes Panafieu (Françoise) (de), Papon (Christiane), Papon (Monique), MM. Pelchat (Michel), Peretti Della Rocca (Jean-Pierre de), Péricard (Michel), Pesce (Rodolphe), Peyron (Albert), Mme Piat (Yannick), MM. Pinçon (André), Pinte (Etienne), Proveux (Jean), Puaud (Philippe), Queyranne (Jean-Jack), Quilliot (Roger), Ressier (Jean), Mme Roudy (Yvette), MM. Roux (Jacques), Salles (Jean-Jack), Santrot (Jacques), Savy (Bernard), Schreiner (Bernard), Séguéla (Jean-Paul), Mme Sicard (Odile), M. Spieler (Robert), Mmes Stievenard (Gisèle), Sublet (Marie-Josèphe), MM. Sueur (Jean-Pierre), Taugourdeau (Martial), Terrot (Michel), Théaudin (Clément), Thien Ah Koon (André), Toga (Maurice), Mmes Toutain (Ghislaine), Trautmann (Catherine), MM. Ueberschlag (Jean), Valleix (Jean), Zuccarelli (Emile).

b) *deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 12 avril 1986] (p. 5408) : M. Dubernard (Jean-Michel) ; [*J.O.* du 22 avril 1986] (p. 5659) : M. Dalbos (Jean-Claude) ; [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729) : M. Dehaine (Arthur) ; [*J.O.* du 7 juin 1986] (p. 7141) : M. Foyer (Jean) ; [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532) : MM. Fritch (Edouard), Tiberi (Jean) ; [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8288) : M. Nenou-Pwataho (Maurice) ; [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882) : M. Brial (Benjamin) ; [*J.O.* du 24 juillet 1986] (p. 9151) : M. Drut (Guy) ; [*J.O.* du 14 août 1986] (p. 9991) : M. Chauvierre (Bruno) [*J.O.* du 7 octobre 1986] (p. 12011) : M. Zuccarelli (Emile) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : M. Séguéla (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : MM. Belorgey (Jean-Michel), Natiez (Jean) ; [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12599) : M. Pourchon (Maurice) ; [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13020) : M. Billon (Alain) ; [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994) : MM. Bardet (Jean), Ferrand (Jean-Michel) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : M. Lemoine (Georges) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Belorgey (Jean-Michel) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : M. Lemoine (Georges) ; [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185) : Mme Sicard (Odile).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 12 avril 1986] (p. 5408) : M. Beaujean (Henri) ; [*J.O.* du 7 juin 1986] (p. 7141) : M. Drut (Guy) ; [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532) : MM. Brial (Benjamin), Nenou-Pwataho (Maurice) ; [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8288) : M. Tiberi (Jean) ; [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 24 juillet 1986] (p. 9151) : M. Foyer (Jean) ; [*J.O.* du 12 septembre 1986] (p. 11060) : M. Dehaine (Arthur) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : MM. Janetti (Maurice), Lambert (Jérôme), Zuccarelli (Emile) ; [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275) : M. Dugoin (Xavier) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : M. Belorgey (Jean-Michel) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Lemoine (Georges) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : Mme Sicard (Odile) ; [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185) : M. Lemoine (Georges).

d) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président : M. Barrot (Jacques) ; vice-présidents : MM. Bayard (Henri), Delalande (Jean-Pierre), Fuchs (Jean-Paul), Pinte (Etienne) ; secrétaires : M. Hannoun (Michel), Mlle Hubert (Elisabeth), MM. Gengenwin (Germain), Pelchat (Michel).

II. — Commission des affaires étrangères.

a) *Membres* [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5203) : MM. Achille-Fould (Aymard), Adevah-Pœuf (Maurice), Ansquer (Vincent), Arreckx (Maurice), Barre (Raymond), Bellon (André), Bernard (Pierre), Bigeard (Marcel), Blanc (Jacques), Bonhomme (Jean), Bordu (Gérard), Boucheron (Jean-Michel) (Charente), Caro (Jean-Marie), Chambrun (de, Charles), Chasseguet (Gérard), Chénard (Alain), Chevènement (Jean-Pierre), Crépeau (Michel), Daillet (Jean-Marie), Debré (Michel), Delatre (Georges), Deniau (Jean-François), Deniau (Xavier), Dhaille (Paul), Dumas (Roland), Ehrmann (Charles), Fabius (Laurent), Fiszbin (Henri), Frédéric-Dupont (Edouard), Garmendia (Pierre), Mme Gaspard (Françoise), MM. Giscard d'Estaing (Valéry), Godefroy (Pierre), Godfrain (Jacques), Gollnisch (Bruno), Gorse (Georges), Goulet (Daniel), Gremetz (Maxime), Hernu (Charles), Jospin (Lionel), Julia (Didier), Kaspereit (Gabriel), Kiffer (Jean), Koehl (Emile), Labarrère (André), Laborde (Jean), Lajoinie (André), Mme Lalumière (Catherine), MM. Lecanuet (Jean), Le Déaut (Jean-Yves), Le Pen (Jean-Marie), Le Pensec (Louis), Lipkowski (Jean de), Loncle (François), Marcus (Claude-Gérard), Mathieu (Gilbert), Mauroy (Pierre), Mermaz (Louis), Mme Missoffe (Hélène), MM. Montdargent (Robert), Montesquiou (Aymeri de), Mme Neiertz (Véronique), MM. Notebart (Arthur), Nungesser (Roland), Peyrefitte (Alain), Raynal (Pierre), Rolland (Hector), Rostolan (Michel de), Seitlinger (Jean), Stasi (Bernard), Stirn (Olivier), Vadepied (Guy).

b) *deviennent membres de cette commission :* [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11937) : MM. Deprez (Charles), Geng (Francis) ; [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967) ; M. Hamaide (Michel) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12070) ; MM. Fossé (Roger) ; Foyer (Jean), Montastruc (Pierre) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : Mme Avice (Edwige), MM. Le Drian (Jean-Yves), Quilès (Paul), Mme Soum (Renée) ; [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Labarrère (André), Le Pensec (Louis), Mauroy (Pierre) ; [*J.O.* du 16 octobre 1986] (p. 12504) : M. Demange (Jean-Marie) ; [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310) : M. Baudis (Pierre) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : M. Hervé (Edmond) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886) : M. Derosier (Bernard) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Le Déaut (Jean-Yves), Mme Gaspard (Françoise).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : M. Deprez (Charles) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Labarrère (André), Le Pensec (Louis), Mauroy (Pierre) ; [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275) : Mme Avice (Edwige), Le Drian (Jean-Yves), Quilès (Paul), Mme Soum (Renée) ; [*J.O.* du 16 octobre 1986] (p. 12504) : M. Debré (Michel) ; [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310) : M. Montastruc (Pierre) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : Mme Gaspard (Françoise) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886) : M. Le Déaut (Jean-Yves) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : MM. Derosier (Bernard), Hervé (Edmond).

d) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président : M. Lecanuet (Jean) (jusqu'au 28 septembre 1986) ; vice-présidents : MM. Deniau (Jean-François), Marcus (Claude-Gérard), Peyrefitte (Alain) ; secrétaires : M. Ehrmann (Charles), Mme Missoffe (Hélène) (jusqu'au 28 septembre 1986), M. Raynal (Pierre) ; [*J.O.* du 10 octobre 1986] (p. 12202) : Président : M. Dumas (Roland), secrétaire : M. Deniau (Xavier).

III. — Commission de la défense nationale et des forces armées.

a) *Membres* [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) : M. Ansart (Gustave), Mme Avice (Edwige), MM. Bachelet (Pierre), Baumel (Jacques), Bechter (Jean-Pierre), Benouville (Pierre de), Bernard (Michel), Bernard-Reymond (Pierre), Borel (André), Boucheron (Jean-Michel) (Ille-et-Vilaine), Bouvard (Loïc), Branger (Jean-Guy), Briane (Jean), Briant (Yvon), Brocard (Jean), Cassabel (Jean-Pierre), Castor (Elie), Chaban-Delmas (Jacques), Chartron (Jacques), Chauveau (Guy-Michel), Colin (Daniel), Corrèze (Roger), Cozan (Jean-Yves), Darinot (Louis), Defferre (Gaston), Delfosse (Georges), Deprez (Charles), Deschaux-Beaume (Freddy), Dessein (Jean-Claude), Dimeglio (Willy), Faugaret (Alain), Fillon (François), Fiterman (Charles), Foyer (Jean), Frêche (Georges), Fuchs (Gérard), Gastines (Henri de), Gaudin (Jean-Claude), Gourmelon (Joseph), Gouze (Hubert), Mme Harcourt (Florence d'), MM. Holeindre (Roger), Joxe (Pierre), Lafleur (Jacques), Lavédrine (Jacques), Ledran (André), Le Drian (Jean-Yves), Lefranc (Bernard), Lorenzini (Claude), Louet (Henri), Mauger (Pierre), Maujouän du Gasset (Joseph-Henri), Mellick (Jacques), Mesmin (Georges), Mestre (Philippe), Parent (Régis), Pen (Albert), Peyrat (Jacques), Peyret (Michel), Poujade (Robert), Quilès (Paul), Reveau (Jean-Pierre), Richard (Lucien), Rigal (Jean), Rimbault (Jacques), Roatta (Jean), Rocard (Michel), Sainte-Marie (Michel), Sergent (Pierre), Siffre (Jacques), Mme Soum (Renée), M. Wiltzer (Pierre-André).

b) *deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 21 mai 1986] (p. 6549) : M. Léonetti (Jean-Jacques) ; [*J.O.* du 7 juin 1986] (p. 7141) : M. Drut (Guy) ; [*J.O.* du 12 juillet 1986] (p. 8728) : M. Briant (Yvon) ; [*J.O.* du 24 juillet 1986] (p. 9151) : M. Foyer (Jean) ; [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9511) : M. Porteu de la Morandière (François) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12070) : M. Deprez Charles ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Labarrère (André), Le Pensec (Louis), Mauroy (Pierre) ; [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275) : M. Dugoin (Xavier), Mme Avice (Edwige), MM. Le Drian (Jean-Yves), Quilès (Paul), Mme Soum (Renée) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : M. Pezet (Michel) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886) : M. Lang (Jack) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Fuchs (Gérard) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : M. Pezet (Michel) ; [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : M. Fuchs (Gérard).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 7 juin 1986] (p. 7141) : M. Foyer (Jean) ; [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604) : M. Briant (Yvon) ; [*J.O.* du 24 juillet 1986] (p. 9151) : M. Drut (Guy) ; [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11937) ; M. Déprez (Charles) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : M. Foyer (Jean) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : Mme Avice (Edwige), MM. Le Diran (Jean-Yves), Quilès (Paul, Mme Soum (Renée) ; [*J.O.* du 11 octobre 1986] (p. 12275) : MM. Adevah-Pœuf (Maurice), Labarrère (André), Le Pensec (Louis), Mauroy (Pierre) ; [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802) : M. Fuchs (Gérard) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886) : M. Pezet (Michel) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Lang (Jack) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : MM. Deprez (Charles), Fuchs (Gérard) ; [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : M. Pezet (Michel).

d) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président : M. Fillon (François) ; vice-présidents : MM. Baumel (Jacques), Bouvard (Loïc), Roatta (Jean) ; secrétaires : MM. Bechter (Jean-Pierre), Briane (Jean), Maujouän du Gasset (Joseph-Henri).

IV. — Commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

a) *Membres* [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) : MM. Alphandery (Edmond), Anciant (Jean), Arrighi (Pascal), Auberger (Philippe), d'Aubert (François), Auchedé (Rémy), Baeckeroot (Christian), Balligand (Jean-Pierre), Bapt (Gérard), Barate (Claude), Barnier (Michel), Bêche (Guy), Bérégovoy (Pierre), Bonnet (Alain), Bousquet (Jean), Boyon (Jacques), Charbonnel (Jean), Charzat (Michel), Cointat (Michel), Combrisson (Roger), Descaves (Pierre), Douyère (Raymond), Dumont (Jean-Louis), Durieux (Bruno), Emmanuelli (Henri), Féron (Jacques), Fréville (Yves), Gantier (Gilbert), Germon (Claude), Giard (Jean), Goux (Christian), Griotteray (Alain), Guéna (Yves), Jarosz (Jean), Jegou (Jean-Jacques), Josselin (Charles), Le Garrec (Jean), Lengagne (Guy), Léontieff (Alexandre), Ligot (Maurice), Mancel (Jean-François), Marcellin (Raymond), Margnes (Michel), Martinez (Jean-Claude), Mégret (Bruno), Mercieca (Paul), Miossec (Charles), Nallet (Henri), Natiez (Jean), d'Ornano (Michel), Mme Osselin (Jacqueline), MM. Paecht (Arthur), Pascallon (Pierre), Pierret (Christian), de Préaumont (Jean), Proriol (Jean), Raoul (Eric), Richard (Alain), de Rocca Serra (Jean-Paul), Rodet (Alain), Roger-Machart (Jacques), Rossi (André), Roux (Jean-Pierre), Rufenacht (Antoine), Sanmarco (Philippe), Soisson (Jean-Pierre), Sourdille (Jacques), Strauss-Kahn (Dominique), Tranchant (Georges), Trémège (Gérard), Vasseur (Philippe), Vivien (Alain), Vivien (Robert-André).

b) *deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 29 mai 1986] (p. 6833) : M. Gaulle (Jean de) ; [*J.O.* du 12 septembre 1986] (p. 11060) : M. Dehaine (Arthur) ; [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967) : M. Roger-Machart (Jacques) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12070) : M. Bapt (Gérard) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : M. Zucarelli (Emile) ; [*J.O.* du 18 novembre 1986] (p. 13733) : M. Moutoussamy (Ernest) [*J.O.* du 4 décembre 1986] (p. 14586) : M. Auchedé (Rémy) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886) : MM. Alfonsi (Nicolas), Welzer (Gérard) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Le Garrec (Jean), Mme Osselin (Jacqueline) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : MM. Laignel (André), Poperen (Jean) ; [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : MM. Le Garrec (Jean), Roger-Machart (Jacques).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 29 mai 1986] (p. 6833) : M. Charbonnel (Jean) ; [*J.O.* du 12 septembre 1986] (p. 11060) : M. Boyon (Jacques) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : M. Natiez (Jean) ; [*J.O.* du 18 novembre 1986] (p. 13733) : M. Auchedé (Rémy) ; [*J.O.* du 4 décembre 1986] (p. 14586) : M. Moutoussamy (Ernest) ; [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14776) : M. Le Garrec (Jean), Mme Osselin (Jacqueline) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : MM. Alfonsi (Nicolas), Welzer (Gérard) ; [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132) : MM. Le Garrec (Jean), Roger-Machart (Jacques) ; [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : MM. Laignel (André), Poperen (Jean).

d) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président : M. Ornano (Michel d') ; rapporteur général : M. Vivien (Robert-André) ; vice-présidents : MM. Barnier (Michel), Gantier (Gilbert), Guéna (Yves) ; secrétaires : MM. Bousquet (Jean), Tranchant (Georges), Vasseur (Philippe).

V. — Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

a) *Membres* [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) : MM. Alfonsi (Nicolas), Allard (Jean), André (René), Asensi (François), Aubert (Emmanuel), Barthe (Jean-Jacques), Bartolone (Claude), Baudis (Pierre), Bécam (Marc), Belorgey (Jean-Michel), Besson (Louis), Blot (Yvan), Bockel (Jean-Marie), Bonnemaison (Gilbert), Bourguignon (Pierre), Bussereau (Dominique), Charles (Serge), Charretier (Maurice), Clément (Pascal), Cuq (Henri), Debré (Jean-Louis), Delattre (Francis), Delebarre (Michel), Derosier (Bernard), Devedjian (Patrick), Ducoloné (Guy), Fanton (André), Franceschi (Joseph), Fritch (Edouard), Geng (Francis), Guichard (Olivier), Hersant (Robert), Hervé (Edmond), Hyest (Jean-Jacques), Jean-Baptiste (Henry), Kergueris (Aimé), Klifa (Joseph), Laignel (André), Lamassoure (Alain), Lang (Jack), Le Meur (Daniel), Lemoine (Georges), Léonard (Gérard), Limouzy (Jacques), Mahéas (Jacques), Mamy (Albert), Marchand (Philippe), Marlière (Olivier), Mazeaud (Pierre), Menga (Joseph), Messmer (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Millon (Charles), Moutoussamy (Ernest), Mme Nevoux (Paulette), MM. Pasquini (Pierre), Perben (Dominique), Perdomo (Ronald), Poperen (Jean), Reymann (Marc), Saint-Pierre (Dominique), Sapin (Michel), Sarre (Georges), Schwartzenberg (Roger-Gérard), Sirgue (Pierre), Stirbois (Jean-Pierre), Tenaillon (Paul-Louis), Tiberi (Jean), Toubon (Jacques,), Vauzelle (Michel), Wagner (Georges-Paul), Welzer (Gérard), Worms (Jean-Pierre).

b) *deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532) : MM. Brial (Benjamin), Nenou-Pwataho (Maurice) ; [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8288) : M. Tiberi (Jean) ; [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882) : M. Fritch (Edouard) ; [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069) : MM. Pasquini (Pierre), Chometon (Georges) ; Desanlis (Jean), Saint-Ellier (Francis) ; [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163) : M. Lambert (Jérôme) ; [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787) : M. Pezet

(Michel); [*J.O.* du 18 novembre 1986] (p. 13733): M. Auchedé (Rémy); [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310); M. Montastruc (Pierre); [*J.O.* du 4 décembre 1986] (p. 14586): M. Moutoussamy (Ernest); [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802): Mme Gaspard (Françoise), MM. Belorgey (Jean-Michel), Fuchs (Gérard); [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886): MM. Le Déaut (Jean-Yves), Le Garrec (Jean), Mme Osselin (Jacqueline), M. Pezet (Michel); [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933): MM. Alfonsi (Nicolas), Derosier (Bernard), Hervé (Edmond), Lang (Jack), Lemoine (Georges), Welzer (Gérard); [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132): MM. Deprez (Charles), Mouton (Jean), Fuchs (Gérard), Le Garrec (Jean), Roger-Machart (Jacques), Mme Sicard (Odile); [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185): M. Lemoine (Georges); [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301): MM. Laignel (André), Pezet (Michel), Poperen (Jean).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 17 juin 1986] (p. 7532): MM. Fritch (Edouard), Tiberi (Jean); [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8288): M. Nenou-Pwataho (Maurice); [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882): M. Brial (Benjamin); [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11937): M. Geng (Francis); [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163): M. Belorgey (Jean-Michel); [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787): M. Besson (Louis); [*J.O.* du 18 novembre 1986] (p. 13733): M. Moutoussamy (Ernest); [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310): MM. Desanlis (Jean), Chometon (Georges), Saint-Ellier (Francis); [*J.O.* du 4 décembre 1986] (p. 14586): M. Auchedé (Rémy); [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14802): MM. Hervé (Edmond), Lemoine (Georges), Pezet (Michel); [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14886): MM. Alfonsi (Nicolas), Derosier (Bernard), Lang (Jack), Welzer (Gérard); [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933): MM. Belorgey (Jean-Michel), Fuchs (Gérard), Mme Gaspard (Françoise), MM. Le Déaut (Jean-Yves), Le Garrec (Jean), Mme Osselin (Jacqueline); [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132): MM. Laignel (André), Lemoine (Georges), Pezet (Michel), Poperen (Jean); [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185): Mme Sicard (Odile); [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301): MM. Fuchs (Gérard), Le Garrec (Jean), Roger-Machart (Jacques).

d) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président: M. Toubon (Jacques); vice-présidents: MM. Clément (Pascal), Jean-Baptiste (Henry), Mazeaud (Pierre); secrétaires: MM. Debré (Jean-Louis), Delattre (Francis), Tenaillon (Paul-Louis).

VI. — Commission de la production et des échanges.

a) *Membres* [*J.O.* du 5 avril 1986] (p. 5204) et rectificatif [*J.O.* du 6 avril 1986] (p. 5245): MM. Ayrault (Jean-Marc), Badet (Jacques), Baraillа (Régis), Bassinet (Philippe), Beaufils (Jean), Beaumont (René), Bégault (Jean), Bernardet (Daniel), Besson (Jean), Billardon (André), Birraux (Claude), Blum (Roland), Bompard (Jacques), Borotra (Franck), Borrel (Robert), Mme Bouchardeau (Huguette), MM. Brochard (Albert), Brune (Alain), Bruné (Paulin), Calmat (Alain), Cambolive (Jacques), Cartelet (Michel), Cazalet (Robert), César (Gérard), Chaboche (Dominique), Chapuis (Robert), Charié (Jean-Paul), Charoppin (Jean), Chastagnol (Alain), Chauvierre (Bruno), Chevalier (Daniel), Chomat (Paul), Chometon (Georges), Chupin (Jean-Claude), Colin (Georges), Couepel (Sébastien), Couve (Jean-Michel), Couveinhes (René), Mme Cresson (Edith), MM. Delevoye (Jean-Paul), Demange (Jean-Marie), Deprez (Léonce), Dermaux (Stéphane), Desanlis (Jean), Deschamps (Bernard), Destrade (Jean-Pierre), Dhinnin (Claude), Diebold (Jean), Dominati (Jacques), Dousset (Maurice), Drouin (René), Dubernard (Jean-Michel), Durand (Adrien), Durupt (Job), Farran (Jacques), Fèvre (Charles), Fleury (Jacques), Forgues (Pierre), Fourré (Jean-Pierre), Freulet (Gérard), Galley (Robert), de Gaulle (Jean), Gayssot (Jean-Claude), Goasduff (Jean-Louis), Mme Gœuriot (Colette), MM. Gonelle (Michel), Gougy (Jean), Grimont (Jean), Grussenmeyer (François), Hart (Joël), Hersant (Jacques), Hervé (Michel), Houssin (Pierre-Rémy), Huguet (Roland), Hunault (Xavier), Jacob (Lucien), Jarrot (André), Jeandon (Maurice), Journet (Alain), Kucheida (Jean-Pierre), Labbé (Claude), Lacombe (Jean), Lambert (Michel), Lauga (Louis), Laurissergues (Christian), Le Baill (Georges), Legras (Philippe), Le Jaouen (Guy), Lejeune (André), Lepercq (Arnaud), Leroy (Roland), Lory (Raymond), Malandain (Guy), Malvy (Martin), Marty (Elie), Mas (Roger), Masson (Jean-Louis), Mayoud (Alain), Médecin (Jacques), Metais (Pierre), Mexandeau (Louis), Micaux (Pierre), Michel (Claude), Michel (Henri), Montastruc (Pierre), Mme Moreau (Louise), MM. Mouton (Jean), Moyne-Bressand (Alain), Nucci (Christian), Oehler (Jean), Ortet (Pierre), Oudot (Jacques), Paccou (Charles), Patriat (François), Pénicaut (Jean-Pierre), Perbet (Régis), Peuziat (Jean), Pezet (Michel), Pistre (Charles), Poniatowski (Ladislas), Porelli (Vincent), Porteu de la Morandière (François), Portheault (Jean-Claude), Prat (Henri), Ravassard (Noël), Raymond (Alex), Renard (Michel), Revet (Charles), Rigaud (Jean), Rigout (Marcel), de Robien (Gilles), Roussel (Jean), Royer (Jean), Saint-Ellier (Francis), Schenardi (Jean-Pierre), Souchon (René), Tavernier (Yves), Vergès (Paul), Virapoullé (Jean-Paul), Vuibert (Michel), Vuillaume (Roland), Wacheux (Marcel), Wagner (Robert), Weisenhorn (Pierre).

b) *deviennent membres de cette commission* [*J.O.* du 12 avril 1986] (p. 5408): M. Beaujean (Henri); [*J.O.* du 2 mai 1986] (p. 5949): M. Claisse (Pierre); [*J.O.* du 29 mai 1986] (p. 6833): M. Charbonnel (Jean); [*J.O.* du 4 octobre 1986] (p. 11937): M. Diebold (Jean); [*J.O.* du 5 octobre 1986] (p. 11967): M. Ortet (Pierre); [*J.O.* du 9 octobre 1986] (p. 12163): M. Janetti (Maurice); [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787): M. Besson (Louis); [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994): M. Couturier (Roger); [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14310): MM. Desanlis (Jean), Chometon (Georges), Saint-Ellier (Francis).

c) *Cessent d'appartenir à cette commission* [*J.O.* du 12 avril 1986] (p. 5408): M. Dubernard (Jean-Michel); [*J.O.* du 8 mai 1986] (p. 6176): M. Chauvierre (Bruno); [*J.O.* du 29 mai 1986] (p. 6833): M. Gaulle (Jean de); [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9511): M. Porteu de la Morandière (François); [*J.O.* du 8 octobre 1986] (p. 12069): M. Chometon (Georges), Desanlis (Jean), Saint-Ellier (Francis); [*J.O.* du 16 octobre 1986] (p. 12504): M. Demange (Jean-Marie); [*J.O.* du 23 octobre 1986] (p. 12787): M. Pezet (Michel); [*J.O.* du 17 décembre 1986] (p. 15132): M. Mouton (Jean).

d) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président: M. Dominati (Jacques); vice-présidents: MM. Birraux (Claude), Goasduff (Jean-Louis), Mayoud (Alain), Weisenhorn (Pierre); secrétaires: MM. Chastagnol (Alain), Couepel (Sébastien), Farran (Jacques), Masson (Jean-Louis).

VII. — Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

a) *Membres* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289): MM. Anciant (Jean), Branger (Jean-Guy), Chénard (Alain), Chomat (Paul), Deniau (Xavier), Deprez (Charles), Freulet (Gérard), Gastines (Henri de), Gaulle (Jean de), Germon (Claude), Griotteray (Alain), Hernu (Charles), Margnes (Michel), Moulinet (Louis), Nungesser (Roland).

b) *Bureau* [*J.O.* du 9 avril 1986] (p. 5289). — Président: M. Nungesser (Roland); vice-présidents: MM. Deprez (Charles), Gastines (Henri de); secrétaires: Branger (Jean-Guy), Gaulle (Jean de).

VI. — COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

Constituées pour l'examen :

— du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605) ;

— du projet de loi relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (n° 109) [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre la criminalité et la délinquance (n° 153) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465) ;

— du projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat (n° 155) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465) ;

— du projet de loi relatif à l'application des peines (n° 156) [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465) ;

— du projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social (n° 297) [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512) ;

— du projet de loi relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France (n° 200) [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627) ;

— du projet de loi relatif à la liberté de communication (n° 299) [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833) ;

— du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales (n° 345) [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956) ;

— du projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés (n° 372) [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601) ;

— du projet de loi complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 366) [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021) ;

— du projet de loi tendant à favoriser l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux (n° 215) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630) ;

— du projet de loi relatif à l'organisation économique en agriculture (n° 260) [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630) ;

— du projet de loi de finances pour 1987 (n° 363) [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853) ;

— du projet de loi relatif à la famille (n° 427) [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937) ;

— du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social (n° 483) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188) ;

— du projet de loi relatif aux procédures de licenciement (n° 496) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189) ;

— du projet de loi relatif au conseil de prud'hommes (n° 495) [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189) ;

— du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485) [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

VII. — COMMISSIONS « AD HOC »

Chargées d'examiner les demandes de levée de l'immunité parlementaire :

N° 252 (M. Gérard Freulet).

Membres [*J.O.* du 10 juillet 1986] (p. 8604) : MM. Aubert (Emmanuel), Bassinet (Philippe), Belorgey (Jean-Michel), Brocard (Jean), Devedjian (Patrick), Ducoloné (Guy), Fanton (André), Godfrain (Jacques), Hyest (Jean-Jacques), Marchand (Philippe), Micaux (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Richard (Alain), Sapin (Michel), Wagner (Georges-Paul).

Deviennent membres de cette commission [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792) : M. Dumas (Roland) ; [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9399) : Mme Jacquaint (Muguette).

Cessent d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8792) : M. Marchand (Philippe) ; [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9399) : M. Ducoloné (Guy).

Bureau [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882). — Président : M. Fanton (André) ; vice-présidents : MM. Bassinet (Philippe), Micaux (Pierre) ; secrétaires : MM. Hyest (Jean-Jacques), Sapin (Michel).

N° 254 (M. André Laignel).

Membres [*J.O.* du 16 juillet 1986] (p. 8732) : MM. Aubert (Emmanuel), Bassinet (Philippe), Belorgey (Jean-Michel), Brocard (Jean), Devedjian (Patrick), Ducoloné (Guy), Dumas (Roland), Fanton (André), Godfrain (Jacques), Hyest (Jean-Jacques), Joxe (Pierre), Micaux (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Richard (Alain), Wagner (Georges-Paul).

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9399) : Mme Jacquaint (Muguette).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9399) : M. Ducoloné (Guy).

Bureau [*J.O.* du 18 juillet 1986] (p. 8882). — Président : M. Aubert (Emmanuel) ; vice-présidents : MM. Bassinet (Philippe), Brocard (Jean) ; secrétaires : MM. Belorgey (Jean-Michel), Wagner (Georges-Paul).

N° 340 (M. Henri Bouvet).

Membres [*J.O.* du 7 août 1986] (p. 9730) : MM. Aubert (Emmanuel), Bassinet (Philippe), Belorgey (Jean-Michel), Brocard (Jean), Devedjian (Patrick), Dumas (Roland), Fanton (André), Godfrain (Jacques), Hyest (Jean-Jacques), Mme Jacquaint (Muguette), MM. Micaux (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Richard (Alain), Sapin (Michel), Wagner (Georges-Paul).

VIII. — COMMISSIONS D'ENQUÊTE

Commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986.

Membres [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185) : MM. André (René), Asensi (François), Aubert (Emmanuel), Blot (Yvon), Bonnemaison (Gilbert), Bouvet (Henri), Cassaing (Jean-Claude), Clément (Pascal), Cuq (Henri), Debré (Jean-Louis), Deschaux-Beaume (Freddy), Ducoloné (Guy), Jacquemin (Michel), Joxe (Pierre), Lamassoure (Alain), Mamy (Albert), Mazeaud (Pierre), Michel (Jean-Pierre), Richard (Alain), Sapin (Michel), Wagner (Georges-Paul).

Cesse d'appartenir à cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : M. Deschaux-Beaume (Freddy).

Devient membre de cette commission [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15301) : M. Billardon (André).

Bureau [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15248). — Président : M. Clément (Pascal) ; vice-présidents : MM. Mamy (Albert), Mazeaud (Pierre) ; secrétaires : MM. André (René), Bouvet (Henri) ; rapporteur : M. Aubert (Emmanuel).

IX. — DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A L'ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Représentants titulaires [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497) : MM. Baumel (Jacques), Bassinet (Philippe), Bérégovoy (Pierre), Caro (Jean-Marie), Chambrun (Charles de), Delebarre (Michel), Galley (Robert), Gremetz (Maxime), Koehl (Emile), Mermaz (Louis), Seitlinger (Jean), Valleix (Jean) ; [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994) : Mme Lalumière (Catherine), M. Oehler (Jean).

Représentants suppléants [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497) : MM. André (René), Bichet (Jacques), Bordu (Gérard), Chartron (Jacques), Dhaille (Paul), Fourré (Jean-Pierre), Grussenmeyer (François), Hunault (Xavier), Montastruc (Pierre), Oehler (Jean), Prat (Henri), Sirgue (Pierre) ; [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13994) : M. Chénard (Alain).

X. — DELEGATION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE POUR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Membres [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5498) : MM. Chaboche (Dominique), Cointat (Michel), Couveinhes (René), Derosier (Bernard), Deschamps (Bernard), Jacquat (Denis), Josselin (Charles), Lacombe (Jean), Mme Lalumière (Catherine), MM. Lauga (Louis), Ligot (Maurice), Lipkowski (Jean de), Montesquiou (Aymeri de), Nallet (Henri), Proriol (Jean), Renard (Michel), Sarre (Georges), Souchon (René) ; [*J.O.* du 31 octobre 1986] (p. 13124) : M. Bockel (Jean-Marie), en remplacement de M. Sarre (Georges), dimissionnaire.

Bureau [*J.O.* du 15 mai 1986] (p. 6375) : président : M. Cointat (Michel) ; vice-présidents : Mme Lalumière (Catherine), MM. Josselin (Charles), Ligot (Maurice), Lipkowski (Jean de) ; [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6637) : secrétaires : MM. Chaboche (Dominique), Proriol (Jean).

XI. — DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE A DES ORGANISMES EXTRA PARLEMENTAIRES

Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membres titulaires [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Gantier (Gilbert), Margnes (Michel).

Membres suppléants [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Mancel (Jean-François), Giard (Jean).

Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Borotra (Franck), Mme Gœuriot (Colette).

Comité consultatif des courses.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Hunault (Xavier).

Comité consultatif du fonds national des abattoirs.

Membre titulaire [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Prat (Henri).

Membre suppléant [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Ravassard (Noël).

Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

Membre [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7600) : M. Debré (Bernard).

Comité consultatif pour la gestion du fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

Membres [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089) : MM. Proriol (Jean), Janetti (Maurice).

Comité de contrôle du fonds forestier national.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Lauga (Louis), Chometon (Georges).

Comité de gestion du fonds de soutien aux hydrocarbures.

Membres [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : MM. Vasseur (Philippe), Le Jaouen (Guy).

Comité de liaison pour le transport de personnes handicapées.

Membre [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089) : M. Metzinger (Charles).

Comité des finances locales.

Membres titulaires [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : MM. Barate (Claude), Millon (Charles).

Membres suppléants [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : MM. Jegou (Jean-Jacques), Charles (Serge).

Comité des prix de revient des fabrications d'armements.

Membres [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088) : MM. Brocard (Jean), Cointat (Michel).

Comité directeur du fonds d'aide et de coopération.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : MM. Deniau (Xavier), Sourdille (Jacques), Portheault (Jean-Claude).

Comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer.

Membres [*J.O.* du 11 juillet 1986] (p. 8658) : MM. Beaujean (Henri), Debré (Michel), Maran (Jean), Pen (Albert), Renard (Michel), Virapoullé (Jean-Paul).

Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer.

Membres titulaires [*J.O.* du 28 juin 1986] (p. 8053) : MM. Brial (Benjamin), Lafleur (Jacques), Soisson (Jean-Pierre).

Membres suppléants [*J.O.* du 28 juin 1986] (p. 8053) : MM. Nenou-Pwataho (Maurice), Leontieff (Alexandre), Fritch (Edouard).

Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7600) : M. Marcus (Claude-Gérard).

Commission centrale de classement des débits de tabac.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Natiez (Jean), Trémège (Gérard) ; [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14309) : MM. Trémège (Gérard), Balligand (Jean-Pierre).

Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux.

Membre [*J.O.* du 7 mai 1986] (p. 6129) : M. Godfrain (Jacques).

Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Marchand (Philippe).

Commission consultative des droits de l'Homme.

Membres [*J.O.* du 31 mai 1986] (p. 6913) : M. Pinte (Etienne) ; [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14850) : M. Deniau (Jean-François).

Commission consultative des fréquences.

Membres titulaires [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660) : MM. Bichet (Jacques), Bourg-Broc (Bruno).

Membres suppléants [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660) : M. Béguet (René), Mme Harcourt (Florence d'), M. Péricard (Michel), Mme Papon (Monique).

Commission consultative pour la production de carburants de substitution.

Membres [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : MM. Cartelet (Michel), Delevoye (Jean-Paul).

Commission consultative pour les services de communication audiovisuelle et les services de vidéographie diffusée.

Membres titulaires [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661) : MM. Bichet (Jacques), Bourg-Broc (Bruno).

Membres suppléants [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661) : Mme Papon (Monique), M. Terrot (Michel).

Commission d'accès aux documents administratifs.

Membre titulaire [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6635) : M. Léonard (Gérard).

Membre suppléant [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6635) : M. Bussereau (Dominique).

Commission des comptes de la sécurité sociale.

Membres [*J.O.* du 21 juin 1986] (p. 7708) : MM. Barrot (Jacques), Pinte (Etienne).

Commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations.

Membres [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777) : M. Pierret (Christian), Roux (Jean-Pierre), Soisson (Jean-Pierre).

Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membres titulaires [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Bayard (Henri), Tenaillon (Paul-Louis).

Membres suppléants [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Durieux (Jean-Paul), Bonnemaison (Gilbert).

Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Membres [*J.O.* du 3 mai 1986] (p. 5993) : MM. André (René), Clément (Pascal).

Commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Lachenaud (Jean-Philippe), Durupt (Job).

Commission nationale d'urbanisme commercial.

Membres titulaires [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777) ; [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679) : MM. Masson (Jean-Louis), Blum (Roland), Farran (Jacques), Bassinet (Philippe), Destrade (Jean-Pierre).

Membres suppléants [*J.O.* du 25 avril 1986] (p. 5777) ; [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9679) : MM. Jeandon (Maurice), Borotra (Franck), Porelli (Vincent), Michel (Claude), Nucci (Christian).

Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Haby (René), Ehrmann (Charles).

Commission plénière de la caisse nationale de crédit agricole.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Tavernier (Yves), César (Gérard), Poniatowski (Ladislas).

Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires.

Membres [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : MM. Belorgey (Jean-Michel), Bussereau (Dominique), Léonard (Gérard).

Commission supérieure de la caisse nationale de prévoyance.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Ghysel (Michel).

Commission supérieure des caisses d'épargne.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : MM. Cointat (Michel), Proriol (Jean).

Commission supérieure des sites.

Membres [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661) : Mme Jacq (Marie), M. Kuster (Gérard).

Commission supérieure du crédit maritime mutuel.

Membres [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088) : MM. Miossec (Charles), Renard (Michel), Goasduff (Jean-Louis), Beaufils (Jean), Lacombe (Jean), Chaboche (Dominique).

Conseil d'admistration d'Antenne 2.

Membre [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433), [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185) : M. Aubert (François d').

Conseil d'administration de France-Régions 3.

Membres [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433) : M. Fuchs (Jean-Paul) ; [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14932) : M. Gaudin (Jean-Claude).

Conseil d'administration de la caisse nationale de l'industrie.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Weisenhorn (Pierre), Kucheida (Jean-Pierre).

Conseil d'administration de la caisse nationale des banques.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : MM. Douyère (Raymond), Ligot (Maurice).

Conseil d'administration de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.

Membre [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : M. Pinte (Etienne).

Conseil d'administration de la société de radiodiffusion et de télévision pour l'outre-mer.

Membre [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433), [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14932) : M. Brune (Paulin).

Conseil d'administration de l'établissement d'hospitalisation public de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre titulaire [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : M. Roux (Jacques).

Membre suppléant [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : M. Cathala (Laurent).

Conseil d'administration de l'établissement national des convalescents de Saint-Maurice.

Membre [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089) : M. Schenardi (Jean-Pierre).

Conseil d'administration de l'établissement public Autoroutes de France.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Fèvre (Charles).

Conseil d'administration de l'établissement public de diffusion.

Membre [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660) : M. Cousin (Bertrand).

Conseil d'administration de l'établissement public de la cité des sciences et de l'industrie.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Saint-Ellier (Francis).

Conseil d'administration de l'institut national de la communication audioviauelle.

Membres [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433) : M. Auroux (Jean) ; [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185) : M. Péricard (Michel).

Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Béguet (René).

Conseil d'administration de Radio-France.

Membre [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433), [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14932) : Mme Boutin (Christine).

Conseil d'administration de Radio-France Internationale.

Membre [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433), [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14933) : M. Deniau (Xavier).

Conseil d'administration de télévision française 1.

Membre [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660), [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10433) : M. Péricard (Michel).

Conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Membres [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7660) : M. Bayrou (François), Mme Panafieu (Françoise de), M. Durieux (Bruno).

Conseil national de la cinématographie.

Membres titulaires [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661) : MM. Jacquat (Denis), Guéna (Yves).

Membres suppléants [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7661) : MM. Queyranne (Jean-Jack), Aubert (François d').

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membres titulaires [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548) : MM. Séguéla (Jean-Paul), Raoult (Eric).

Membres suppléants [*J.O.* du 17 octobre 1986] : MM. Bourg-Broc (Bruno), Cassaing (Jean-Claude).

Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : M. Rigaud (Jean).

Membre suppléant [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : M. Gonelle (Michel).

Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Auberger (Philippe).

Membre suppléant [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Vasseur (Philippe).

Conseil national des services publics départementaux.

Membres [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7372) : MM. Devedjian (Patrick), Klifa (Joseph), Léonard (Gérard), Tenaillon (Paul-Louis).

Conseil national des transports.

Membres titulaires [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : MM. Raymond (Alex), Schenardi (Jean-Pierre) ; [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548) : Mme Bouchardeau (Huguette).

Membres suppléants [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : Mme Bouchardeau (Huguette) ; devenue titulaire le 17 octobre 1986) ; Lory (Raymond) ; [*J.O.* du 31 octobre 1986] (p. 13124) : M. Fourré (Jean-Pierre).

Conseil national du bruit.

Membre [*J.O.* du 13 juin 1986] (p. 7371) : M. Houssin (Pierre-Rémy).

Conseil d'administration du centre national d'ophtalmologie des quinze-vingts.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Moulinet (Louis).

Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membres titulaires [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Aubert (Emmanuel), Le Pensec (Louis), Couveinhes (René).

Membres suppléants [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Bussereau (Dominique), Jean-Baptiste (Henry), Roussel (Jean).

Conseil de gestion du fonds national pour le développement de la vie associative.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Fuchs (Jean-Paul).

Conseil national de la montagne.

Membres [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7089) : MM. Michel (Jean-François), Trémège (Gérard), Durand (Adrien), Chevallier (Daniel).

Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088) : M. Séguéla (Jean-Paul).

Membre suppléant [*J.O.* du 6 juin 1986] (p. 7088) : M. Bourg-Broc (Bruno).

Conseil national de prévention de la délinquance.

Membres [*J.O.* du 23 mai 1986] (p. 6635) : MM. Devedjian (Patrick), Blum (Roland), Ducoloné (Guy).

Conseil national du crédit.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Alphandéry (Edmond), Tranchant (Georges).

Conseil national du tourisme.

Membre titulaire [*J.O.* du 5 juin 1986] (p. 7053) : M. Chastagnol (Alain).

Membre suppléant [*J.O.* du 5 juin 1986] (p. 7053) : Mme Moreau (Louise).

Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membres [*J.O.* du 6 juin 1986 et du 23 octobre 1986] (p. 7089 et 12787) : M. Raoult (Eric), Mamy (Albert), Pasquini (Pierre).

Conseil supérieur de l'adoption.

Membre [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6873) : Mme Nevoux (Paulette).

Conseil supérieur de la mutualité.

Membre [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : M. Bichet (Jacques).

Conseil supérieur de la coopération.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : MM. Dumont (Jean-Louis), Hart (Joël).

Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers.

Membre titulaire [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Vuillaume (Roland).

Membres suppléants [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Montastruc (Pierre) [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548) : M. Claisse (Pierre).

Conseil supérieur de la sûreté nucléaire.

Membre [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : M. Mouton (Jean).

Conseil supérieur de l'aviation marchande.

Membre titulaire [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Labbé (Claude).

Membre suppléant [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : M. Fourré (Jean-Pierre).

Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Proriol (Jean), Jarrot (André), Micaux (Pierre) ; [*J.O.* du 17 octobre 1986] (p. 12548) : M. Borotra (Franck).

Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Dalbos (Jean-Claude), Chouat (Didier).

Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membres titulaires [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Dugoin (Xavier), Mancel (Jean-François), Revet (Charles).

Membres suppléants [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Gengenwin (Germain), Balligand (Jean-Pierre), Métais (Pierre).

Conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6417) : MM. Lepercq (Arnaud), Rigout (Marcel).

Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membres [*J.O.* du 30 mai 1986] (p. 6874) : M. Jacquemin (Michel), Mme Papon (Christiane).

Haut conseil du secteur public.

Membres [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6418) : MM. Bachelet (Pierre), Baeckeroot (Christian), Cointat (Michel), Jegou (Jean-Jacques), Gaulle (Jean de), Chomat (Paul).

XII. — AUTRES DELEGATIONS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Délégation de l'Assemblée nationale pour la planification.

Membres [*J.O.* du 24 avril 1986] (p. 5729) : MM. Barnier (Michel), Charzat (Michel), Chomat (Paul), Clément (Pascal), Descaves (Pierre), Durieux (Bruno), Fèvre (Charles), Fuchs (Gérard), Griotteray (Alain), Laignel (André), Le Garrec (Jean), Mme Missoffe (Hélène), MM. Séguéla (Jean-Paul), Souchon (René), Weisenhorn (Pierre) ; [*J.O.* du 24 octobre 1986] (p. 12830) : MM. Séguéla (Jean-Paul), Lipkowski (Jean de).

Bureau [*J.O.* du 30 octobre 1986] (p. 13070) ; Président : M. Griotteray (Alain) ; vice-présidents : MM. Chomat (Paul), Descaves (Pierre), Durieux (Bruno), Fuchs (Gérard), Séguéla (Jean-Paul).

Délégation parlementaire pour la communication audiovisuelle (1).

Membres [*J.O.* du 18 juin 1986] (p. 7568) : MM. Baumel (Jacques), Mexandeau (Louis), Mme Moreau (Louise), MM. Péricard (Michel), Schreiner (Bernard).

Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membres [*J.O.* du 16 avril 1986] (p. 5497) : M. Bayard (Henri), Mmes Boisseau (Marie-Thérèse), Boutin (Christine), M. Debré (Michel), Mmes Frachon (Martine), Gaspard (Françoise), M. Hannoun (Michel), Mmes Hoffmann (Jacqueline), Jacq (Marie), M. Legras (Philippe), Mmes Papon (Christiane), Piat (Yannick), M. Proveux (Jean), Mmes Roudy (Yvette), Toutain (Ghislaine).

Bureau [*J.O.* du 27 juin 1986] (p. 7997) : Président : M. Bayard (Henri) ; vice-présidents : Mmes Papon (Christiane), Toutain (Ghislaine) ; rapporteurs : M. Hannoun (Michel), Mme Boutin (Christiane) ; renouvellement [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13997) : président : M. Bayard (Henri), vice-présidents : Mmes Papon (Christiane), Toutain (Ghislaine).

Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membres titulaires [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916) : MM. Bassinet (Philippe), Birraux (Claude), Chapuis (Robert) Galley (Robert), Giard (Jean), Julia (Didier), Le Baill (Georges), Wiltzer (Pierre-André).

Membres suppléants [*J.O.* du 30 avril 1986] (p. 5916) : MM. Hervé (Edmond), Micaux (Pierre), Le Déaut (Jean-Yves), Bernard (Michel), Asensi (François), Weisenhorn (Pierre), Mexandeau (Louis), Moyne-Bressand (Alain).

Bureau [*J.O.* du 16 mai 1986] (p. 6424), [*J.O.* du 20 novembre 1986] (p. 13998) : vice-président : M. Bassinet (Philippe) ; secrétaire : M. Julia (Didier).

(1) La délégation a été supprimée par l'article 4 § VIII de la loi n° 86-1210 du 27 novembre 1986.

XIII. — HAUTE COUR DE JUSTICE

Juges titulaires.

Premier tour de scrutin : aucun candidat n'obtient la majorité absolue des membres composant l'Assemblée [23 avril 1986] (p. 279).

XIV. — SESSIONS

Seconde session ordinaire de 1985-1986 : ouverture le 2 avril 1986 [2 avril 1986] (p. 43) ; clôture le 30 juin 1986 [30 juin 1986] (p. 2689).

Troisième session extraordinaire de 1985-1986 : ouverture le 1er juillet 1986 [1er juillet 1986] (p. 2705) ; décrets des 26 juin, 11 juillet, 24 juillet 1986) ; clôture le 12 août 1986 [12 août 1986] (p. 4316).

Première session ordinaire de 1986-1987 : ouverture le 2 octobre 1986 [2 octobre 1986] (p. 4321) ; clôture le 20 décembre 1986 [20 décembre 1986] (p. 7989).

XV. — COMPOSITION DU DEUXIÈME GOUVERNEMENT DE M. JACQUES CHIRAC

(Décrets des 20 et 25 mars 1986)

[*J.O.* des 21 et 26 mars 1986] (p. 4863 et 4996)

1. — Par ordre alphabétique.

M. Jacques CHIRAC, Premier ministre.

Mme Michèle ALLIOT-MARIE, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement.

MM. Jean ARTHUIS, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi.

Michel AURILLAC, ministre de la coopération.

Edouard BALLADUR, ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation.

Didier BARIANI, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères.

Mme Michèle BARZACH, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille.

MM. Christian BERGELIN, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports.

Bernard BOSSON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales.

Camille CABANA, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation.

Alain CARIGNON, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement.

Mme Nicole CATALA, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle.

MM. Albin CHALANDON, garde des sceaux, ministre de la justice.

Hervé de CHARETTE, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan.

Georges CHAVANES, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

Jean-Jacques DESCAMPS, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme.

Alain DEVAQUET, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Jacques DOUFFIAGUES, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports.

Gaston FLOSSE, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud.

Georges FONTES, secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

André GIRAUD, ministre de la défense.

Ambroise GUELLEC, secrétaire d'Etat à la mer.

François GUILLAUME, ministre de l'agriculture.

Alain JUPPÉ, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget.

François LEOTARD, ministre de la culture et de la communication.

Gérard LONGUET, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.

Alain MADELIN, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme.

Claude MALHURET, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme.

Pierre MEHAIGNERIE, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

Mme Lucette MICHAUX-CHEVRY, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la francophonie.

MM. René MONORY, ministre de l'éducation nationale.

Michel NOIR, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur.

Robert PANDRAUD, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité.

Charles PASQUA, ministre de l'intérieur.

Bernard PONS, ministre des départements et territoires d'outre-mer.

Jean-Bernard RAIMOND, ministre des affaires étrangères.

André ROSSINOT, ministre chargé des relations avec le Parlement.

André SANTINI, secrétaire d'Etat aux rapatriés.

Philippe SEGUIN, ministre des affaires sociales et de l'emploi.

Philippe de VILLIERS, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication.

Adrien ZELLER, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale.

2. — Par ministère.

Premier ministre	Jacques CHIRAC.
Ministre d'Etat, chargé de l'économie, des finances et de la privatisation	Edouard BALLADUR.
Garde des sceaux, ministre de la justice	Albin CHALANDON.
Ministre de la défense	André GIRAUD.
Ministre de la culture et de la communication	François LEOTARD.
Ministre des affaires étrangères	Jean-Bernard RAIMOND.
Ministre de l'intérieur	Charles PASQUA.
Ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports	Pierre MEHAIGNERIE.
Ministre des départements et territoires d'outre-mer	Bernard PONS.
Ministre de l'éducation nationale	René MONORY.
Ministre des affaires sociales et de l'emploi	Philippe SEGUIN.
Ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme	Alain MADELIN.
Ministre de l'agriculture	François GUILLAUME.
Ministre de la coopération	Michel AURILLAC.
Ministre chargé des relations avec le Parlement	André ROSSINOT.
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan	Hervé de CHARETTE.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget	Alain JUPPÉ.

Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur ..... Michel NOIR.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation ... Camille CABANA.
Ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité ..... Robert PANDRAUD.
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports ..... Jacques DOUFFIAGUES.
Ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement... Alain CARIGNON.
Ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur..... Alain DEVAQUET.
Ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services..... Georges CHAVANES.
Ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille..... Michèle BARZACH.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la francophonie ..... Lucette MICHAUX-CHEVRY.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme..... Claude MALHURET.
Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports ..... Christian BERGELIN.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication ..... Philippe de VILLIERS
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères Didier BARIANI.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales ..... Bernard BOSSON.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud..... Gaston FLOSSE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement .... Michèle ALLIOT-MARIE.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle ..... Nicole CATALA.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale ..... Adrien ZELLER.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi ..... Jean ARTHUIS.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T..... Gérard LONGUET.
Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'induistrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme ..... Jean-Jacques DESCAMPS.
Secrétaire d'Etat aux anciens combattants ..... Georges FONTES.
Secrétaire d'Etat aux rapatriés André SANTINI.
Secrétaire d'Etat à la mer..... Ambroise GUELLEC.

3. — Modifications.

Décret du 19 août 1986 [*J.O.* du 20 août 1986] (p. 10110) :

M. Bernard BOSSON, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales. Ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

M. Jacques BOYON, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense.

M. Camille CABANA, fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation. Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la réforme administrative.

M. Yves GALLAND, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales.

M. Gérard LONGUET, fin de ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. Ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.

Décret du 8 décembre 1986 [*J.O.* du 9 décembre 1986] (p. 14772).

M. Alain DEVAQUET, fin de ses fonctions de ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur.

ASSEMBLÉE NATIONALE

TABLE DES MATIÈRES

SESSIONS DE 1986

(8e législature)

A

ABATTEMENTS

Voir *Impôts locaux* **3.**

ABDALLAH (Georges Ibrahim)

Instruction pénale

Voir *Questions orales sans débat* **108.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Justice.

ACCESSION A LA PROPRIETE

Voir *Logement et habitat* **2, 5.**

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

1. — Proposition de loi n° 29 relative à la **protection de l'emploi des salariés victimes d'un accident de trajet.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean-Claude Gayssot et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 119 tendant à modifier l'article L. 468 du code de la sécurité sociale et relative à l'assurance contre certains **accidents du travail.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Pierre Micaux et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 228 tendant à modifier l'article L. 452-4 du code de la sécurité sociale afin de permettre à certains **employeurs** de se garantir par une **assurance en cas de faute inexcusable.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Vincent Anquer. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Proposition de loi n° 324 tendant à modifier l'article L. 452-4 du code de la sécurité sociale et à permettre à l'employeur de se garantir par une **assurance en cas de faute inexcusable.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Guy Le Jaouen et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. — Proposition de loi n° 325 tendant à modifier l'article L. 452-4 du code de la sécurité sociale afin d'autoriser **l'assurance des petits employeurs contre leur propre faute inexcusable** et tendant au partage des responsabilités en cas de faute inexcusable non prouvée.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Jean-François Michel. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. — Proposition de loi n° 411 tendant à modifier l'article L. 452-4 du code de la sécurité sociale et à permettre à l'employeur de se garantir par une **assurance en cas de faute inexcusable.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 octobre 1986 par M. Etienne Pinte et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Retrait le 29 octobre 1986.

7. — Proposition de loi n° 454 tendant à modifier les articles L. 452-2 et L. 452-4 du **code de la sécurité sociale** et à permettre à l'**employeur** de se garantir par une **assurance en cas de faute inexcusable.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Etienne Pinte et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. — Proposition de loi n° 519 tendant à mettre en concurrence les organismes de sécurité sociale, les entreprises d'assurance et les sociétés mutualistes, pour la **gestion du risque accidents du travail et maladies professionnelles.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Gilles de Robien. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Assurance contre la faute inexcusable

Voir *Politique économique et sociale* **5.**
Questions orales sans débat **46.**

ACCORDS DE SECURITE SOCIALE

Voir *Traités et conventions* **5.**

ACTE UNIQUE EUROPEEN

Voir *Questions au Gouvernement* **242.**
Traités et conventions **8.**

ACTION DIRECTE (Groupe terroriste)

Voir *Questions au Gouvernement* **15.**

ACTIONNAIRES ET ASSOCIES

Actionnariat populaire

Voir *Politique économique et sociale* **1.**

ACTIONS (parts sociales)

d'Elf-Aquitaine

Voir *Questions orales sans débat,* **104.**

de Sacilor et Usinor

Voir *Questions orales sans débat* **101, 117.**

ACTION SOCIALE ET SOLIDARITE NATIONALE

1. — Proposition de loi n° 123 tendant à prendre en compte les **ressources du concubin notoire** pour l'attribution des prestations d'aide sociale.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 190 tendant à autoriser les collectivités locales à subordonner leurs **prestations complémentaires d'aide sociale** à des critères de nationalité, de résidence ou de ressources.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3. — Proposition de loi n° 448 tendant à instituer une **allocation différentielle de ressources.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Emile Koehl. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Commune* **7.**

ACTION SPECIFIQUE (part sociale)

Voir *Politique économique et sociale* **3.**

ADMINISTRATION ET REGIMES PENITENTIAIRES

1. — Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par M. Pierre Mazeaud, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à la suite d'une mission effectuée, du 2 au 11 octobre 1986 sur les **conditions de financement et de fonctionnement des établissements pénitentiaires aux Etats-Unis (n° 499)** [27 novembre 1986].

Voir *Questions au Gouvernement* **80, 143, 197, 237.**

Affaire Oriach

Voir *Questions au Gouvernement* **12.**

Service national dans l'administration pénitentiaire

Voir *Procédure pénale* **1.**

ADOPTION

1. — Proposition de loi n° 605 relative à l'**adoption prénatale.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 19 décembre 1986 par M. Michel de Rostolan et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Famille* **7.**

AERONAUTIQUE (industrie)

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

AEROPORTS

Aéroport de Rochefort-Saint-Aignan

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

AFFAIRES ETRANGERES

1. — Proposition de loi n° 136 tendant à assurer le **règlement de la dette russe.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Jean-Pierre Delalande. — Renvoi à la commission des affaires étrangères.

2. — Rapport d'information déposé par M. Jean Valleix en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée consultative du Conseil de l'Europe,** sur l'activité de cette Assemblée au cours de sa 37e session ordinaire (1985-1986) **(n° 595)** [18 décembre 1986].

3. — Rapport d'information déposé par M. Jean Valleix en application de l'article 29 du règlement, au nom des délégués de l'Assemblée nationale à l'**Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale,** sur l'activité de cette Assemblée au cours de ses 31e et 32e sessions ordinaires (1985-1986) **(n° 596)** [18 décembre 1986].

AFRIQUE

Développement de l'

Voir *Questions au Gouvernement* **113.**

AFRIQUE DU NORD (anciens combattants d'-)

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Economie, finances et privatisation **1.**
Pensions civiles et militaires de retraite **1, 2.**

AFRIQUE DU SUD

Voir *Droits de l'Homme, libertés publiques* **2.**
Questions au Gouvernement **43, 60, 189, 195.**

Visite du Premier ministre d'-

Voir *Questions au Gouvernement* **222, 224.**

AGENCE CENTRALE DE PRESSE (A.C.P.)

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Communication.

AGENCE FRANCE PRESSE (A.F.P.)

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Communication.
Presse, édition et imprimerie **3.**
Questions au Gouvernement **234.**

AGENCE DE L'INFORMATIQUE

Voir *Questions au Gouvernement* **186.**

AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (A.N.P.E.)

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Affaires sociales et emploi.
Politique économique et sociale **1.**

AGENCES MATRIMONIALES

Voir *Mariage et régimes matrimoniaux* **1.**

AGRICULTEURS

Droits des conjoints

Voir *Questions au Gouvernement* **135.**

Fiscalité

Voir *Lois de finances* **2** (première partie), après l'article 11, article 12, article 13.

Pensions d'invalidité des -

Voir *Questions orales sans débat* **25.**

Protection sociale des -

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Agriculture.

Retraite des -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.
Questions au Gouvernement **135.**
Questions orales sans débat **25.**

Revenu des -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.
Questions au Gouvernement **163, 236.**

AGRICULTURE

1. — Proposition de loi n° 86 tendant à modifier le décret-loi du 17 juin 1938 sur la délimitation de l'aire d'appellation de la « **noix de Grenoble** ».

Sénat (première lecture), n° **156** (1972-1973). — Dépôt le 15 décembre 1972 par M. Vérillon. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapporteur : M. Paul Mistral. — Rapport n° **60** (1973-1974) (5 décembre 1973). — Discussion le 20 décembre 1973. — Adoption le 20 décembre 1973. — Proposition de loi n° **45** (1973-1974).

Assemblée nationale (première lecture), cinquième législature : n° **923**. — Dépôt le 20 décembre 1986. — Renvoi à la commission de la production et des échanges ; sixième législature : n° **30**. — Dépôt le 18 avril 1973. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Henri Michel (5 octobre 1973 ; septième législature : n° **128**. — Dépôt le 17 juillet 1981. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Christian Nucci (17 septembre 1981) ; huitième législature : n° **86**. — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Christian Nucci (29 mai 1986), remplacé par M. Alain Mayne-Bressand (3 juillet 1986).

2. — Proposition de loi n° 229 tendant à élargir aux personnes sur lesquelles le chef d'exploitation ou son conjoint exerce ou a exercé la tutelle, la **qualité d'aide familiale pour l'application du livre VII du code rural.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Jean-Jack Salles. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Projet de loi n° 260 relatif à l'**organisation économique en agriculture.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 11 juillet 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. François Guillaume, ministre de l'agriculture. — Urgence déclarée le 7 octobre 1986. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Louis Goasduff (31 juillet 1986). — Rapport n° **370** (7 octobre 1986. — Discussion les 7 et 8 octobre 1986. — Adoption le 8 octobre 1986. — Projet de loi n° **38**.

Sénat (première lecture) n° **5** (1986-1987). — Dépôt le 16 octobre 1986. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapporteur : M. Michel Sordel. — Rapport n° **32** (1986-1987) (29 octobre 1986). — Discussion les 6 et 7 novembre 1986. — Adoption le 7 novembre 1986. — Projet de loi n° **10** (1986-1987).

Assemblée nationale (deuxième lecture) n° **437**. — Dépôt le 7 novembre 1986. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

Bureau [*J.O.* du 27 novembre 1986] (p. 14282).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Louis Goasduff. — Rapport n° **492** (26 novembre 1986. — Discussion le 17 décembre 1986. — Adoption avec modifications le 17 décembre 1986. — Projet de loi n° **80**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Sordel. — Rapport n° **79** (1986-1987) 26 novembre 1986. — Discussion le 19 décembre 1986. — Adoption définitive le 19 décembre 1986. — Projet de loi n° **42** (1986-1987).

Loi n° 86-1321 du 30 décembre 1986 publiée au *J.O.* du 31 décembre 1986 (p. 15889).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 octobre 1986] (p. 4386, 4404).

Accords interprofessionnels et nouveau droit de la concurrence (compatibilité entre) : *Josselin (Charles)* (p. 4392) ; *Guillaume (François)* (p. 4410).

Agriculteurs (formation des -) : *Goulet (Daniel)* (p. 4406).

Agriculture du sud-ouest (problème de l'-) : *Marty (Elie)* (p. 4400).

Agriculture méridionale (problème de l'-) : *Bompard (Jacques)* (p. 4394).

Aménagement du milieu rural : *Métais (Pierre)* (p. 4397).

Commercialisation des produits : *Godfrain (Jacques)* (p. 4399).

Conseil supérieur d'orientation d'économie agricole (composition du -) : *Guillaume (François)* (p. 4388, 4410, 4411) ; *Revet (Charles)* (p. 4391) ; *Josselin (Charles)* (p. 4393) ; *Métais (Pierre)* (p. 4397) ; *Le Jaouen (Guy)* (p. 4398) ; *Patriat (François)* (p. 4405).

Conseil supérieur d'orientation d'économie agricole (missions du -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4386) ; *Guillaume (François)* (p. 4388, 4410) ; *Revet (Charles)* (p. 4391) ; *Josselin (Charles)* (p. 4393) ; *Bompard (Jacques)* (p. 4394) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4397) ; *Patriat (François)* (p. 4405).

Cotisations à la mutualité sociale agricole (paiement des -) : *Rigout (Marcel)* (p. 4389) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4398).

Crédit agricole : *Gengenwin (Germain)* (p. 4496).

Espagne et Portugal (entrée de l'- dans le Marché commun) : *Godfrain (Jacques)* (p. 4399) ; *Marty (Elie)* (p. 4400).

Filière (mise en œuvre d'une politique de -) : *Guillaume (François)* (p. 4387).

G.A.T.T. (contraintes nées du -) : *Rigout (Marcel)* (p. 4390).

Interprofessions (bilan des - existantes) : *Josselin (Charles)* (p. 4392) ; *Patriat (François)* (p. 4305) ; *Chauveau (Guy Michel)* (p. 4407).

Interprofessions (constitution d'- responsables) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4386, 4387) ; *Guillaume (François)* (p. 4387, 4388, 4409, 4410) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4390, 4391) ; *Cointat (Michel)* (p. 4396) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 4396, 4397) ; *Goulet (Daniel)* (p. 4406) ; *Lauga (Louis)* (p. 4409).

Office du blé (évolution de l'-) : *Cointat (Michel)* (p. 4395) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4408).

Office du lait : *Guillaume (François)* (p. 4410).

Offices par produit (efficacité et missions des -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 4386) ; *Rigout (Marcel)* (p. 4389, 4390) ; *Josselin (Charles)* (p. 4392). *Cointat (Michel)* (p. 4396) ; *Métais (Pierre)* (p. 4397) ; *Lambert (Michel)* (p. 4399) ; *Patriat (François)* (p. 4404, 4405) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 4407, 4408) ; *Lauga (Louis)* (p. 4408) ; *Guillaume (François)* (p. 4410).

Participation dans l'agriculture : *Godfrain (Jacques)* (p. 4398).

Prix agricoles et inflation : *Bompard (Jacques)* (p. 4393).

Productions animales et notamment bovines (crise dans les -) : *Rigout (Marcel)* (p. 4389) ; *Patriat (François)* (p. 4405).

Production laitière en Normandie : *Lamhert (Michel)* (p. 4399).

Retraite des agriculteurs : *Revet (Charles)* (p. 4391).

Revenu agricole : *Métais (Pierre)* (p. 4397) ; *Le Jaouen (Guy)* (p. 4398) ; *Marty (Elie)* (p. 4399) ; *Guillaume (François)* (p. 4411).

Discussion des articles [7 octobre 1986] (p. 4411) : [8 octobre 1986] (p. 4468).

Avant l'article 1er : amendement n° 61 de M. Guy Le Jaouen ; conduite de la politique agricole française compte tenu des équilibres qualitatifs et financiers du fait de l'entrée de l'Espagne et du Portugal au sein de la C.E.E. ; volonté de défendre l'agriculture française face aux accords liant la France aux partenaires de la Communauté européenne ; rejeté ; amendement n° 46 de M. Marcel Rigout soutenu par M. Vincent Porelli ; décisions de politique agricole prises dans les accords internationaux ; non acceptation des décisions contraires à l'intérêt national ; application de l'article 55 de la Constitution ; utilité de coordonner les économies des pays membres de la Communauté (p. 4411) ; utilisation du droit de veto ; intégration de la France à la Communauté économique européenne ; suppression des montants compensatoires sur le porc ; rejeté.

Titre I : *dispositions relatives au conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire.*

Article 1er *(composition et rôle du conseil supérieur d'orientation de l'économie agricole et alimentaire)* : nécessité de pratiquer une refonte approfondie de l'organisation des marchés ; intégration des industries agro-alimentaires comme partenaire principal de la filière (p. 4412) ; places laissées aux représentants des agriculteurs dans le conseil supérieur d'orientation réduit à quinze membres ; élimination des salariés ; pouvoir quasi délibératif du conseil supérieur ; amendements identiques n° 48 de la commission et 26 de M. Charles Revet (insérant dans le premier alinéa du paragraphe 1 de cet article après les mots : « conseil supérieur d'orientation », les mots : « et de coordination ») ; amendement n° 62 de M. Guy Le Jaouen (substituant dans le premier alinéa du paragraphe 1 de cet article aux mots : « de l'économie agricole et alimentaire », les mots : « d'organisation et de coordination de l'économie

agricole et agro-alimentaire ») ; modification du titre du conseil supérieur d'orientation ; amendements n° 48 et 26 : adoptés ; amendement n° 62 : devenu sans objet ;

— en conséquence l'intitulé du titre 1er est ainsi modifié.

Amendement n° 75 de M. André Lejeune soutenu par M. Noël Ravassard (substituant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article aux mots : « du ministre intéressé », les mots : « de l'Etat ») ; détermination des ministres intéressés ; rejeté ; amendement n° 6 de M. Paul Chomat soutenu par M. Bernard Deschamps (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots : « production agricole », les mots : « élu pour cinq ans au scrutin proportionnel sur proposition des organisations syndicales ») (p. 4413) ; amendement n° 64 de M. Guy Le Jaouen (même objet) ; rôle du conseil supérieur d'orientation ; intégration d'une partie des représentants des agriculteurs à la politique du pouvoir ; exclusion de certains syndicats agricoles de tout débat ; nécessité de faire entrer au conseil supérieur un membre de chaque syndicat à vocation nationale ; modalités d'élection des représentants de la production ; dysfonctionnement du conseil supérieur tenant à l'attitude du syndicat majoritaire ; détermination du mode de désignation des représentants de la transformation et de la commercialisation ; amendement n° 6 : rejeté ; amendement n° 64 : rejeté ; amendements identiques n° 49 de la commission et 27 de M. Charles Revet (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « produits agricoles », les mots : « ainsi que des organisations interprofessionnelles ») ; représentation des interprofessions au conseil supérieur d'orientation ; composition restreinte du conseil (p. 4414) ; amendement n° 27 : retiré ; amendement n° 49 : rejeté ; amendement n° 7 de M. Marcel Rigout soutenu par Mme Colette Goeuriot (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « des produits agricoles », les mots : « ainsi que des salariés de ces différentes activités économiques et de la consommation ») ; amendement n° 76 de M. André Lejeune soutenu par M. Noël Ravassard (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « des produits agricoles », les mots : « des salariés de ces différentes activités ») ; amendement n° 77 de M. André Lejeune soutenu par M. François Patriat (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « des produits agricoles », les mots : « et de la consommation ») ; rôle croissant des salariés, ouvriers, employés et cadres dans la filière ; présence des représentants de consommateurs ; maintien de la composition actuelle du conseil supérieur d'orientation (p. 4415) ; amendements n° 7, 76 et 77 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 63 de M. Guy Le Jaouen (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « produits agricoles », les mots : « et un représentant de chaque organisation syndicale à vocation générale ») : retiré ; amendements identiques n° 50 de la commission, 28 de M. Charles Revet et 65 de M. Guy Le Jaouen (substituant à la fin du premier alinéa du paragraphe I de cet article aux mots : « de l'économie », les mots : « et de coordination de l'économie agricole et ») : adoptés ; amendements identiques n° 51 de la commission, n° 1 de M. Michel Cointat et 29 de M. Charles Revet (compétence du conseil supérieur d'orientation pour l'ensemble des productions agricoles et forestières) (p. 4416) ; harmonisation des compétences du conseil supérieur avec celles du ministère de l'agriculture ; amendements 51, 1 et 29 : adoptés ; amendements identiques n° 52 de la commission et 8 de M. Paul Chomat soutenu par M. Marcel Rigout (insérant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « ou par recommandation » les mots : « rendu public ») ; nécessité de rendre publics les avis et recommandations du conseil supérieur d'orientation ; dangers résultant de cette obligation ; adoptés ; amendements quasi-identiques n° 53 de la commission et 30 de M. Charles Revet (compétence du conseil supérieur d'orientation pour définir les orientations de la politique agricole, agro-alimentaire, et forestière notamment en matière d'investissements et de commerce extérieur) ; amendement n° 9 de M. Bordu soutenu par M. Bernard Deschamps (insérant dans le 3e alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « notamment en matière », les mots : « de revenus agricoles ») ; amendement n° 78 de M. André Lejeune soutenu par M. Alain Brune (insérant à la fin du 3e alinéa (*a*) de cet article après les mots : « développement agricole », les mots : « de politique agricole commune ») ; surplus de productivité globale dégagé par l'agriculture en 1980 (p. 4417) ; accroissement de l'endettement des agriculteurs ; intégration du conseil supérieur dans l'élaboration et le suivi d'une politique de redressement des revenus agricoles ; prise en compte de la politique agricole commune ; amendement n° 98 du Gouvernement (compétence du conseil supérieur d'orientation pour les orientations économiques de la politique forestière, de la politique agricole et agro-alimentaire, notamment en matière d'investissements de développement agricole et de commerce extérieur) ; amendement n° 53 : rejeté ; amendement n° 30 : retiré ; amendement n° 98 : adopté ; amendements n° 9 et 78 : devenus sans objet ; amendement n° 10 de M. Bernard Deschamps (complétant le 3e alinéa du paragraphe I de cet article par les mots : « utilisation d'éventuels excédents ») ; évolution de la production et de la consommation ; sous-alimentation ; intérêt du conseil supérieur pour la finalité de la production (p. 4418) ; nature du conseil supérieur d'orientation ; commercialisation de l'ensemble de la production et utilisation optimale des excédents ; rejeté ; amendement n° 11 de M. Marcel Rigout (mise en œuvre des clauses de sauvegarde pour les productions dont le prix de marché n'atteint pas le prix fixé) ; non respect des prix agricoles fixés à Bruxelles ; crise du secteur de la viande ovine ; cas de la fraise ; échelle de fixation des cours internationaux ; problématique de l'amendement relevant des autorités communautaires (p. 4419) ; rejeté au scrutin public ; amendements identiques n° 31 de M. Charles Revet et 66 de M. Guy Le Jaouen (compétence du conseil supérieur pour les priorités de la recherche, de la formation, du développement et leur cohérence avec les orientations économiques) : retirés ; amendement n° 79 de M. André Lejeune soutenu par M. Charles Josselin (compétence du conseil supérieur d'orientation pour les programmes d'activité des budgets des offices d'intervention et des organismes interprofessionnels reconnus) ; absence de référence à la recherche ; inopportunité de faire du conseil supérieur un forum ; affectation d'une masse de crédits entre les différentes parties prenantes sur recommandation du conseil supérieur ; rejeté (p. 4420) ; amendements identiques n° 54 de la commission et 32 de M. Charles Revet (insérant dans le 4e alinéa du paragraphe I de cet article après le mot : « moyen », les mots : « notamment ceux ») ; élargissement du domaine d'intervention du conseil supérieur à l'ensemble des moyens aux matières d'orientation de valorisation de la production agricole) : adoptés ; amendements identiques n° 33 de M. Charles Revet et 67 de M. Guy Le Jaouen (insérant après le 4e alinéa *b* du paragraphe I de cet article l'alinéa suivant : « *b bis* - la coordination et l'organisation de la production agricole ») : retirés ; amendement n° 80 de M. Guy Lejeune soutenu par M. Alain Brune (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 34 de M. Charles Revet (compétence du conseil supérieur pour l'exercice des activités des offices d'intervention des organisations professionnelles reconnues ainsi que pour l'extension des accords et l'extension des conventions conclues par celles-ci) ; sous-amendement n° 97 de M. Yvon Briant (substituant dans cet amendement aux mots : « offices d'intervention », les mots « fonds d'action et de modernisation ») ; amendement n° 68 de M. Guy Le Jaouen (même objet) ; amendement n° 34 : retiré ; sous-amendement n° 97 : devenu sans objet ; remplacement progressif des offices par des commissions ; amendement n° 68 : rejeté ; amendement n° 93 de M. Yvon Briant (substituant à la fin du 5e alinéa (*c*) du paragraphe I de cet article aux mots : « offices d'intervention », les mots de « fonds d'actions et de modernisation ») ; inopportunité de faire continuellement référence aux offices (p. 4421) ; effondrement des revenus des agriculteurs ; suppression progressive des offices ; rejeté ; amendement n° 35 de M. Charles Revet (compétence du conseil supérieur pour l'élaboration des objectifs du plan de la nation et de ses modalités d'exécution) : retiré ; amendement n° 55 de la commission (compétence du conseil supérieur pour les règles de mise en marché et de commercialisation définies par l'autorité administrative compétente) : adopté ; amendement n° 81 de M. André Lejeune soutenu par M. Noël Ravassart (présisant que les présidents et les directeurs des organismes cités à la ligne précédente participent aux travaux pour leur domaine de compétence du conseil supérieur d'orientation en tant que de besoin) : rejeté ; amendement n° 56 de la commission (rédactionnel) (p. 4422) ; adopté ; amendement n° 37 de M. Charles Revet (cas de conflit et de désaccord lors de la conclusion d'une convention entre les offices et les organisations interprofessionnelles) ; amendement n° 57 de la commission (même objet) : adoptés ; amendement n° 36 de M. Charles Revet (ressources du conseil supérieur d'orientation) ; renforcement de l'efficacité du conseil ; inopportunité de prévoir dans la loi des ressources propres pour le conseil ; retiré ; amendement n° 92 de M. André Lejeune soutenu par M. Alain Brune (précisant que les avis et les recommandations du conseil supérieur sont consignés dans un rapport transmis chaque année au Parlement, au Gouvernement et au conseil économique et social) ; rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Titre II : *dispositions relatives aux organisations interprofessionnelles et aux offices d'intervention dans le secteur agricole et alimentaire.*

Avant l'article 2. — Amendement n° 94 de M. Yvon Briant (substituant dans l'intitulé du titre II aux mots : « offices d'intervention », les mots : « fonds d'action et de modernisation ») (p. 4423) ; devenu sans objet ; amendement n° 14 de M. Marcel Rigout (suppression de la taxe de co-responsabilité sur le lait et les céréales) ; négation du principe des quotas ; rejeté ; admendements identiques n° 2 de M. Michel Cointat et 38 de M. Charles Revet (remplaçant dans l'article 1er de la loi du 6 octobre 1982 relative à la création d'office d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés les mots : « sont créés », par les mots : « peuvent être créés ») ; transfert des activités des offices vers les interprofessions ; retirés ; amendement n° 12 de M. Paul Chomat soutenu par M. Bernard Deschamps (précisant que les offices sont des établissements publics à caractère industriel et commercial) ; détermination des moyens d'un office par le Parlement ; nécessité de supprimer la tutelle de l'Etat (p. 4424) ; substitution de la notion de contrôle à la notion précise et connue de tutelle ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 15 de M. Paul Chomat soutenu par M. Marcel Rigout (réglementation des centrales d'achats) ; limitation de la puissance des centrales d'achats ; arbitrage à l'intérieur des organisations interprofessionnelles ; rejeté (p. 4425).

Article 2 *(modification des articles 3, 4, 5, 7 et 32 de la loi du 6 octobre 1982) ;* remise en cause de l'existence des offices ; désengagement de l'Etat ; disparition de la mission visant à garantir un niveau de vie équitable aux agriculteurs [8 octobre 1986] (p. 4468) ; connaissance et prévisions des marchés ; gestion des filières ; exemple de la Franche-Comté ; organisation interprofessionnelle dans le secteur du gruyère ; préoccupation des salariés de l'O.N.I.C. (p. 4469) ; suppression d'emplois ; insuffisance des missions assignées aux offices d'intervention ; rôle des offices dans le développement de l'agriculture des zones de montagne et des zones défavorisées ; amendement n° 58 de la commission (précisant que les offices d'intervention peuvent être créés dans le secteur agricole et alimentaire par décret en Conseil d'Etat) ; sous-amendement n° 99 du Gouvernement (rédigeant ainsi le début du deuxième alinéa du paragraphe I de cet amendement : « Art. 1er. Afin d'atteindre les objectifs définis par l'article 39 du traité instituant la Communauté économique européenne et dans la limite... ») ; nécessité de replacer en son cadre naturel l'activité des offices ; sous-amendement n° 99 : adopté (p. 4470) ; amendement n° 58 ainsi modifié : adopté au scrutin public ; *article 3 de la loi du 6 octobre 1982* (missions des offices) ; amendement n° 19 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Daniel Le Meur (supprimant le texte proposé pour cet article de la loi du 6 octobre 1982) ; inopportunité de cantonner les offices à l'exécution des tâches communautaires ou nationales de gestion des marchés ; exemple de la production porcine ; différence de taux d'incorporation de céréales communautaires dans l'alimentation animale ; incompatibilité de la politique différenciée des revenus avec la politique agricole commune ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 18 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Marcel Rigout (supprimant au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article de la loi les mots « en conformité avec les principes, les objectifs et les règles de la politique agricole commune ») ; puissance bureaucratique des instances communautaires ; multiplication des décisions prises à la majorité (p. 4471) ; rejeté ; amendement n° 40 de M. Charles Revet (rédigeant ainsi après les mots « et dans le cadre défini par le » la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article de la loi : « conseil supérieur d'orientation, les offices ou les comités interprofessionnels de coordination et d'organisation des marchés agricoles et alimentaires ont pour mission : ») : retiré ; amendement n° 39 de M. Charles Revet : retiré ; amendement n° 69 de M. Guy Le Jaouen (même objet) : retiré ; amendement n° 95 de M. Yvon Briant (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article de la loi au mot « office » les mots « fonds d'action et de modernisation ») : non soutenu ; amendement n° 16 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Marcel Rigout (amélioration des revenus agricoles pour les petites et moyennes exploitations) ; amendement n° 82 de M. André Lejeune soutenu par M. Noël Ravassard (même objet) ; disparité entre les revenus des exploitations agricoles ; attribution sélective des aides ; prise en compte des revenus agricoles par les offices ; inopportunité de traiter des problèmes de zone de montagne et les différences de revenu dans ce texte ; amendement n° 16 : rejeté (p. 4472) ; amendement n° 82 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 70 de M. Guy Le Jaouen (complétant le deuxième alinéa, 1°, du texte proposé pour cet article de la loi par les mots « dans le respect des critères de qualité et de normes des produits importés et l'établissement des calendriers d'importation des produits sensibles) ; amendement n° 23 de M. Marcel Rigout soutenu par M. Jacques Roux (même objet) ; nécessité d'établir des références pour empêcher les produits importés de venir concurrencer les produits français sur le marché français ; maîtrise des flux commerciaux ; établissement de calendriers d'importation pour les produits sensibles ; amendements n° 70 et 23 : rejetés ; amendement n° 24 de M. Paul Chomat soutenu par M. Marcel Rigout (communication par les administrations et les organismes interprofessionnels ou professionnels des informations d'ordre technique et économique dont ils disposent) ; nécessité que les offices disposent des informations nécessaires à une bonne gestion des marchés (p. 4473) ; rejeté ; amendement n° 47 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Daniel Le Meur (rédigeant ainsi le quatrième alinéa, 3°, du texte proposé pour cet article de la loi : « 3° De mettre en œuvre les orientations communautaires ») ; inopportunité d'appliquer des orientations communautaires contraires à l'intérêt du pays ; rejeté ; amendement n° 41 de M. Charles Revet (complétant le texte proposé pour cet article de la loi par l'alinéa suivant : « D'aider à la commercialisation des produits de la filière ») ; rôle des offices dans la commercialisation ; transfert d'une partie des attributions des offices aux interprofessions ; retiré ; amendement n° 83 de M. André Lejeune soutenu par M. Alain Brune (complétant le texte proposé pour cet article de la loi par l'alinéa suivant : « 4° De maintenir et développer l'agriculture de montagne et des zones défavorisées ») ; mise en place d'une politique différenciée selon les régions ; politique de prix tenant compte des surcoûts de production ; utilité de la loi montagne ; compétence verticale par secteur de promotion des offices (p. 4474) ; affectation des crédits à la politique agricole en zones de montagne ; rejeté au scrutin public ; *article 4 de la loi du 6 octobre 1982* (ressources des offices) : amendements identiques n° 59 de la commission, n° 42 de M. Charles Revet, n° 71 de M. Guy Le Jaouen et n° 84 de M. Charles Josselin (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet cet article de la loi les mots « ou des participations des organisations interprofessionnelles ») ; inopportunité que les interprofessions participent au financement des offices ; relation entre office et interprofession basée sur le partenariat (p. 4475) ; cas des campagnes promotionnelles nécessitant des participations professionnelles et interprofessionnelles ; amendements n° 59, 42, 71 et 84 : adoptés ; amendement n° 17 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Jacques Roux (rédigeant ainsi après les mots « des collectivités territoriales » la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article de la loi du 6 octobre 1982 : « et les ressources procurées par l'application des dispositions de l'article 12 de la loi n° 80-502 du 4 juillet 1980 ») ; financement des offices par les interprofessions ; décret d'application de la loi de 1975 ; inopportunité de substituer un prélèvement en douane prenant la forme de cotisation sur les produits importés à la participation des interprofessions au financement des offices ; rejeté ; amendement n° 72 de M. Guy Le Jaouen (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article de la loi) : retiré ; *article 5 de la loi du 6 octobre 1982* (composition des conseils de direction des offices et conditions de majorité) : amendement n° 20 de M. Marcel Rigout (composition du conseil de direction des offices) ; responsabilisation dans les organismes (p. 4476) ; importance de la prééminence des représentants de la base de la filière ; suppression de la tutelle administrative sur les offices ; articulation entre professionnels et administration ; rejeté ; amendement n° 43 de M. Charles Revet (insérant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article de la loi après les mots « des offices » les mots « ou le conseil d'administration des Cicoma ») : retiré ; amendement n° 73 de M. Guy Le Jaouen (composition du conseil de direction) ; adjonction des représentants de syndicats agricoles considérés comme « représentatifs » ; rejeté ; amendement n° 85 de M. André Lejeune (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article de la loi aux mots « les pouvoirs publics » les mots « l'Etat ») ; représentation de l'Etat dans les offices ; rejeté ; amendement n° 21 de M. Paul Chomat soutenu par M. Alain Brune (précisant que le président du conseil de direction de l'office est élu en son sein par ledit conseil) : rejeté ; amendement n° 86 de M. André Lejeune (supprimant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article de la loi les mots : « après avis du conseil supérieur d'orientation de l'économie

agricole et alimentaire ») (p. 4477) ; absence de tutelle du conseil supérieur sur les offices ; rejeté ; amendement n° 22 de M. Paul Chomat (complétant le troisième alinéa du texte proposé pour cet article de la loi par les mots « sur proposition du conseil de direction ») ; amendement n° 87 de M. André Lejeune (même objet) ; non intervention du conseil de direction de l'office dans la nomination du directeur chargé de l'administration d'un établissement public ; nature juridique de l'office ; amendements n° 22 et 87 : rejetés ; amendement n° 44 de M. Charles Revet (précisant que lorsque le Cicoma s'est substitué à l'office, le président est élu par le conseil d'administration) : retiré ; *après l'article 5 de la loi du 6 octobre 1982 :* amendement n° 88 de M. André Lejeune soutenu par M. Alain Brune (précisant que pour l'exécution des budgets des offices des décisions portant affectation de crédits pour les interventions à effectuer, ou fixant les règles de ces interventions sont préparées par le directeur de l'office) ; nécessité de donner une plus grande autonomie de gestion aux offices ; rejeté ; *article 7 de la loi du 6 octobre 1982* (relation entre les offices et les interprofessions) ; amendement n° 74 de M. Guy Le Jaouen (précisant que les organisations interprofessionnelles remplaceront dans un certain délai à compter de la promulgation de la présente loi les offices d'intervention) (p. 4478) ; amendement n° 4 de M. Michel Cointat (précisant que les attributions dévolues aux offices sont progressivement confiées à des organisations professionnelles reconnues) ; amendement n° 45 de M. Charles Revet (même objet) ; amendement n° 60 de la commission (même objet) ; initiative du transfert de compétences appartenant aux interprofessions et non aux offices ; fixation du transfert par un calendrier ; cas où les interprofessions ne sont pas encore assez charpentées pour assurer un transfert immédiat de compétence ; définition d'une période transitoire ; amendements n° 45 et 74 : retirés (p. 4479) ; sous-amendement n° 100 du Gouvernement (complétant l'amendement n° 60 par l'alinéa suivant : « transitoirement les offices peuvent conclure des conventions avec les organisations interprofessionnelles reconnues) : adopté ; amendement n° 100, ainsi modifié : adopté au scrutin public ; amendement n° 4 : satisfait ; amendement n° 89 de M. André Lejeune soutenu par M. Noël Ravassard (soumission des organisations interprofessionnelles reconnues au contrôle économique et financier de l'Etat) : rejeté ; *article 32 de la loi du 6 octobre 1982 :* amendement n° 90 de M. André Lejeune (rédigeant ainsi le début du texte proposé pour cet article de la loi : « les dispositions des articles 3, 7, 8, 9, 10 et 12 de la présente loi... ») : réservé ;

— article 2 : réservé.

Article 3 *(abrogation des articles 8 et 9 de la loi du 6 octobre 1982) :* amendements identiques n° 25 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Daniel Le Meur et n° 91 de M. André Lejeune (de suppression) ; nécessité de pouvoir prendre des mesures nécessaires en cas d'absence d'accord interprofessionnel (p. 4480) ; inopportunité de placer les interprofessions sous la tutelle des offices : rejetés ;

— article 3 : adopté.

Article 2 (précédemment réservé) : *article 32 de la loi du 6 octobre 1982* (suite) : amendement n° 90 de M. André Lejeune précédemment réservé : devenu sans objet ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 5 de M. Michel Cointat (application de la présente loi aux départements d'outre-mer et aux territoires d'outre-mer) ; compétence de l'ancien F.O.R.M.A. sur les départements d'outre-mer ; problèmes financiers soulevés par cette application ; retiré ; amendement n° 95 de Yvon Briant (substituant dans le texte de la loi du 6 octobre 1982 les mots « fonds d'action et de modernisation » aux mots « office d'intervention ») ; devenu sans objet (p. 4481).

Explications de vote (p. 4481).

Agriculture (intérêt de l') ; *Blanc (Jacques)* (p. 4483).

Amélioration du texte par le Parlement : *Blanc (Jacques)* (p. 4482).

Amendements de l'opposition (non prise en compte des -) : *Rigout (Marcel)* (p. 4482) ; *Josselin (Charles)* (p. 4483).

Interprofessions (passage vers les -) : *Cointat (Michel)* (p. 4484) ; *Guillaume (François)* (p. 4484).

Offices (efficacité et nécessité des -) : *Blanc (Jacques)* (p. 4482) ; *Josselin (Charles)*, (p. 4483).

Maintien du caractère semi-public de l'agriculture : *Cointat (Michel)* (p. 4488).

Pluralisme syndical : *Le Jaouen (Guy)* (p. 4483).

Soumission de l'agriculture aux décisions internationales : *Rigout (Marcel)* (p. 4482).

Vote négatif du groupe communiste : *Rigout (Marcel)* (p. 4482).

Vote négatif du groupe socialiste : *Josselin Charles* (p. 4483).

Vote positif du groupe Front national : *Le Jaouen (Guy)* (p. 4483).

Vote positif du groupe R.P.R. *Cointat (Michel)* (p. 4484).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4484).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [17 décembre 1986] (p. 7761).

Question préalable de M. Marcel Rigout : *Rigout (Marcel)* (p. 7761, 7762, 7763) ; *Revet (Charles)* (p. 7763) ; rejetée au scrutin public (p. 7763).

Abattoirs (mise aux normes européennes) : *Le Jaouen (Guy)* (p. 7764).

Accord C.E.E.-Etats-Unis sur les importations de maïs américain en Espagne (avenir de l'-) : *Rigout (Marcel)* (p. 7762).

Agriculture (difficultés de l'-, et notamment des secteurs de l'élevage et du lait) : *Rigout (Marcel)* (p. 7762, 7763) ; *Revet (Charles)* (p. 7763) ; *Le Jaouen (Guy)* (p. 7764) ; *Giard (Jean)* (p. 7764).

Conseil supérieur d'orientation et de coordination (composition et rôle du -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 7761) ; *Guillaume (François)* (p. 7761) ; *Revet (Charles)* (p. 7763) ; *Giard (Jean)* (p. 7764).

Conseil supérieur d'orientation et de coordination (exclusion des salariés et des consommateurs du -) : *Pistre (Charles)* (p. 7765).

Interprofessions (compétences transférées des offices aux -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 7761) ; *Guillaume (François)* (p. 7761) ; *Revet (Charles)* (p. 7763) ; *Le Jaouen (Guy)* (p. 7764) ; *Giard (Jean)* (p. 7764).

Offices (opportunité du maintien des -) : *Pistre (Charles)* (p. 7765).

Politique agricole commune (conséquence de la -) : *Rigout (Marcel)* (p. 7762, 7763) ; *Le Jaouen (Guy)* (p. 7764) ; *Giard (Jean)* (p. 7764).

Revenus agricoles : *Rigout (Marcel)* (p. 7761) ; *Le Jaouen (Guy)* (p. 7764).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 7765, 7766).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7766).

4. — Proposition de loi n° 278 relative à l'appellation d'origine « **olives de Nyons** » ou « olives noires de Nyons » et « huile d'olive de Nyons ».

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Rodolphe Pesce et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Christian Nucci (13 novembre 1986), remplacé par M. Henri Michel (18 décembre 1986).

5. — Proposition de loi n° 294 tendant à développer l'agriculture française en améliorant les **conditions de vie et de travail des exploitants agricoles familiaux.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. - Rapporteur : M. Marcel Rigout (18 décembre 1986).

6. — Proposition de loi n° 516 tendant à assouplir les **conditions d'apports des sociétés dans une exploitation agricole à responsabilité limitée.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Michel Hannoun. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

7. — Proposition de loi n° 517 tendant à harmoniser les **systèmes d'imposition des exploitations agricoles à responsabilité limitée.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Michel Hannoun. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

8. — Projet de loi n° 570 modifiant la loi n° 84-609 du 16 juillet 1984 relative à l'**usage vétérinaire de substances anabolisantes** et à l'interdiction de diverses autres substances.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 décembre 1986 par MM. Jacques Chirac, Premier ministre et François Guillaume, ministre de l'agriculture. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

9. — Proposition de loi n° 577 tendant à une meilleure **protection des producteurs et consommateurs de produits issus de l'agriculture biologique.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Michel Sapin et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, agriculture, B.A.P.S.A.
Questions au Gouvernement **37, 225.**

Fiscalité

Voir *Lois de finances* **2** (première partie), après l'article 10 et l'article 11.
Lois de finances rectificatives **2**, après l'article 26.

Fiscalité (sécheresse)

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.

Négociation de Bruxelles

Voir *Questions au Gouvernement* **288, 296.**

Prêts

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**

Prix

Voir *Questions orales sans débat* **9.**

Sécheresse

Voir *Lois de finances rectificatives* **2.**

T.V.A.

Voir *Lois de finances* **2** (première partie), article 10.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.
Questions au Gouvernement **37, 225.**

AGRO-ALIMENTAIRE (industrie)

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.
Lois de finances rectificatives **1.**

AIDE A DOMICILE

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

AIDE JUDICIAIRE

Voir *Déportés, internés et résistants* **3.**

AIDE MEDICALE URGENTE

Voir *Santé publique* **3.**

AIDE PERSONNALISEE AU LOGEMENT (A.P.L.)

Voir *Logement et habitat* **2.**
Lois de finances **2**, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.
Lois de finances rectificatives **1.**
Questions au Gouvernement **127, 139.**

AIDES FAMILIAUX

Voir *Agriculture* **2.**

AIX-EN-PROVENCE

Lycée militaire d'-

Voir *Questions orales sans débat* **137.**

ALCOOLISME

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi.

ALGERIE

Voir *Cérémonies et fêtes légales* **1.**
Traités et conventions **1.**

Enfants enlevés et retenus en -

Voir *Questions orales sans débat* **105, 148.**

ALLEMAGNE

Convention franco-allemande

Voir *Questions orales sans débat* **98.**

ALLOCATION DE GARDE POUR LES ENFANTS A DOMICILE

Voir *Famille* **5.**

ALLOCATION DIFFERENTIELLE DE RESSOURCES

Voir *Action sociale et solidarité nationale* **3.**

ALLOCATION PARENTALE D'EDUCATION

Voir *Famille* **5.**
Questions au Gouvernement **165.**

ALLOCUTIONS

1. — M. Marcel Dassault, président d'âge [2 avril 1986] (p. 43) (prononcée par M. Edouard Frédéric-Dupont) : chômage ; lois sociales imposées par le Général de Gaulle ; démocratie à l'usine [2 avril 1986] (p. 43).

2. — M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale [2 avril 1986] (p. 46) : égalité de droits et de devoirs de tous les députés ; hommage à M. Marcel Dassault, doyen d'âge empêché ce jour ; institutions de la Ve République [2 avril 1986] (p. 46).

ALSACE

Emploi en -

Voir *Questions orales sans débat* **100, 114, 139.**

ALSTHOM (entreprise)

Voir *Questions orales sans débat* **74.**

AMENAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Voir *Assemblée nationale*, amendement (droit d').
Politique économique et sociale **5.**
Travail **14.**

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

AMENAGEMENT RURAL

Voir *Nouvelle-Calédonie* **1**

AMENDEMENT COLUCHE

Déductibilité fiscale des dons aux « restaurants du cœur ».

Voir *Questions au Gouvernement* **210.**
Lois de finances, **2**, première partie, après l'article 2.

AMENDEMENT GISCARD D'ESTAING

Délai de reprise fiscale

Voir *Lois de finances rectificatives* **1**, avant l'article 11, amendement n° 201.
Motions de censure **3.**

AMENDEMENT SEGUIN

Voir *Politique économique et sociale* **5**.
Rappels au règlement **484 à 486, 488 à 493, 495 à 519**.
Travail **14**.

AMIOT (chantiers navals)

Voir *Questions orales sans débat* **116**.

AMNISTIE

Voir *Grâce et amnistie*.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

1. — Proposition de loi n° 38 tendant à accorder le bénéfice de la **carte du combattant** et de la législation sur les victimes de guerre à tous les Français qui combattirent volontairement dans les rangs de l'**armée républicaine d'Espagne** ainsi qu'à leur famille.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Marcel Rigout et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 136 tendant à étendre à certains membres des **compagnies républicaines de sécurité** le bénéfice de la loi n° 74-1044 du 9 décembre 1974 donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux **opérations affectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Pierre Mauger et Arthur Paecht. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 142 tendant à accorder le bénéfice de la **campagne double** aux **anciens combattants en Afrique du Nord,** fonctionnaires et assimilés.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. François Porteu de la Morandière et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 145 tendant à accorder le bénéfice de la **campagne double** aux fonctionnaires et assimilés **anciens combattants d'Afrique du Nord.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Pierre Mauger et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. — Proposition de loi n° 179 tendant à accorder le bénéfice de la **campagne double** aux fonctionnaires et assimilés **anciens combattants en Afrique du Nord.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. — Proposition de loi n° 186 tendant à accorder le bénéfice de la **campagne double** aux fonctionnaires **anciens combattants d'Afrique du Nord.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. André Delehedde et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. — Proposition de loi n° 224 tendant à accorder le bénéfice de la **campagne double** aux fonctionnaires et assimilés, **anciens combattants d'Afrique du Nord.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Jean Brocard. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. — Proposition de loi n° 270 tendant à permettre le **départ à la retraite,** dès l'âge de cinquante-cinq ans, des **anciens combattants ayant servi en Afrique du Nord** pendant la période s'étendant du 1er janvier 1952 au 2 juillet 1962, qui sont demandeurs d'emploi, en fin de droits ou pensionnés à taux égal ou supérieur à 60 %.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Pierre Mauger. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

9. — Proposition de loi n° 271 tendant à prendre en compte pour l'octroi d'une **retraite anticipée** la durée du séjour effectué au titre du **service militaire en Afrique du Nord** entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Pierre Mauger et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

10. — Proposition de loi n° 274 tendant à assouplir les conditions d'attribution de la **carte de combattant volontaire de la résistance.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Maurice Adevah-Pœuf et et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

11. — Proposition de loi n° 276 tendant à la reconnaissance de la **pathologie propre aux anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Paul Chomat et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Déportés, internés et résistants* **1**.
Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre **1**.

Mémorial pour les anciens combattants d'Afrique du Nord

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1**.

ANGERS

Liaison routière - Les Sables-d'Olonne

Voir *Questions orales sans débat* **124**.

ANIMAUX

1. — Proposition de loi n° 328 destinée à assurer la continuité de la mission de **service public de l'équarrissage.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Paul Chollet et M. Michel Gonelle. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Michel Vuibert (13 novembre 1986).

2. — Proposition de loi n° 360 tendant à assurer le financement du **service d'équarrissage.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par M. Jean-Paul Delevoye. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Alain Chastagnol (9 octobre 1986).

3. — Proposition de loi n° 607 tendant à renforcer la **protection animale.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 20 décembre 1986 par M. Roland Nungesser. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

ANTARCTIQUE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, D.O.M.-T.O.M.

ANTIGUA

Aéroport d'-

Voir *Questions au Gouvernement* **190**.

APARTHEID

Voir *Afrique du Sud*.

APPAREILS AUTOMATIQUES

Taxe sur les -

Voir *Lois de finances rectificatives* **1**, après l'article 2.

APPRENTISSAGE
Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi, questions.
Politique économique et sociale **1**.

ARDENNES
Voir *Questions orales sans débat* **118**.

ARMEES

Equipement des -
Voir *Questions au Gouvernement* **103**.

ARMEMENT MARITIME
Voir *Industrie* **2**.
Questions orales sans débat **50**.

Chantier naval de La Ciotat
Voir *Questions au Gouvernement* **154**.

Chantiers navals
Voir *Questions au Gouvernement* **9, 124, 147, 152**.

ARMENIE (génocide)
Voir *Droits de l'Homme, libertés publiques* **3**.

ARME A NEUTRON
Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Défense.

ARMES ET MUNITIONS
Voir *Ordre public* **13**.
Questions orales sans débat **82**.

ARMES NUCLEAIRES
Voir *Questions au Gouvernement* **56**.

Nouvelle composante stratégique terrestre
Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Défense.

Tactiques
Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Défense.

ARSENAUX ET ETABLISSEMENTS DE L'ETAT
Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Défense.
Questions orales sans débat **65**.

ARTISANAT ET ARTISANS
Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, article 61.

ASCENSEURS
Voir *Accidents du travail et maladies professionnelles* **7**.

ASSEMBLEE
Voir *Elections et référendums* **22**.

ASSEMBLEE NATIONALE
Voir *Parlement* **8**.
Rappels au règlement **446, 447, 448**.

Absentéisme des députés
Voir *Rappels au règlement* **375**.

Amendement (droit d'-)
Voir *Politique économique et sociale* **5**, Commission mixte paritaire.
Rappels aux règlement **476, 477**.

Amendement (reprise par - de l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail)
Voir *Politique économique et sociale* **5**, Commission mixte paritaire.
Travail **14**.

Amendements (discussion commune et vote des -)
Voir *Rappels au règlement* **299**.

Amendements (discussion des -)
Voir *Rappels au règlement* **372**.

Amendements (irrecevabilité des - aux termes de l'article 98, alinéa 5, du règlement concernant les amendements hors du cadre du projet ou de la proposition)
Voir *Travail* **9**, avant l'article 1.

Amendements (recevabilité des -)
Voir *Politique économique et sociale* **5**, Commission mixte paritaire.
Rappels au règlement **129, 132, 134, 135, 272, 273, 293**.
Travail **9**, avant l'article 1er.

Amendements (réserve)
Voir *Politique économique et sociale* **5**, Commission mixte paritaire.
Ordre public **4**, avant l'article 1er.
Travail **9**, avant l'article 1er.
Rappels au règlement **250** et **284**.

Amendements soumis à la commission (sens du mot « soumis »)
Voir *Rappels au règlement* **240, 241, 242**.

Amendements (vote des -)
Voir *Logement et habitat* **2**.
Rappels au règlement **281, 282, 283**.

Articles (réserve des -)
Voir *Rappels au règlement* **276, 286, 292**.

Commission (détermination de le - saisie au fond)
Voir *Rappels au règlement* **287**.

Commission (renvoi d'un texte en - pour examen supplémentaire)
Voir *Enseignement supérieur et post-baccalauréat* **5**.

Commission (réunion de la - pour examiner les amendements)
Voir *Presse, édition et imprimerie* **2**.
Rappels au règlement **233, 234, 238**.

Commission des finances
Voir *Commission des finances*.

Commission mixte paritaire (droit d'amendement sur le texte de la -)
Voir *Rappels au règlement* **476, 477**.

Commissions
Voir *Rappels au règlement* **315**.

Commissions (organisation des travaux)
Voir *Rappels au règlement* **442, 443**.

Commissions (rapport des - en séance)
Voir *Rappels au règlement* **294**.

Commissions d'enquête et de contrôle
Voir *Décès d'un étudiant au quartier latin*.
Energie **3**.
Environnement **3**.
Industrie **1, 2**.
Ordre public **15, 16, 17, 18**.
Travail **11**.
Rappels au règlement **435, 437, 445, 447, 452**.

Commissions mixtes paritaires (amendements sur le texte des -)
Voir *Rappels au règlement* **312**.

Commissions saisies pour avis
Voir *Rappels au règlement* **316**.

Conférences des présidents (réunion) :

M. Jacques Chaban-Delmas : informe les membres de la conférence des présidents que celle-ci se réunira à 19 h 30 [5 décembre 1986] (p. 7143) ; M. Pierre Joxe : souhaite que le

Gouvernement organise un débat général sur la politique d'éducation nationale ; demande au Gouvernement de venir s'expliquer devant la représentation nationale (p. 7143).

Délégation de vote

Voir *Rappels au règlement* **318, 319.**

Discussion des articles (clôture : article 57 du règlement)

Voir *Travail* **9,** articles 1er et 2.
Rappels au règlement **154, 155, 184, 185, 192.**

Documents particuliers déposés sur le bureau de l'-

1. — Rapport annuel du **comité du contentieux fiscal,** douanier et des changes [16 mai 1986] (p. 960).

2. — Rapport annuel de la Cour des comptes au titre de l'année 1986 [25 juin 1986] (p. 2458).

Garantie conférée par le caractère juridictionnel de la Cour : *d'Ornano (Michel)* (p. 2458).

Liens entre le Parlement et la Cour : *d'Ornano (Michel)* (p. 2459).

Rapport de la Cour sur les aides publiques à la presse : *d'Ornano (Michel)* (p. 2459).

3. — Rapport du Premier ministre sur la **situation démographique en France** [10 : juillet 1986] (p. 3153).

4. — Rapport du Premier ministre sur la **protection et le contrôle des matières nucléaires** pour l'année 1985 [5 août 1986] (p. 4105).

5. — Rapport de gestion de **l'office national des forêts** pour l'année 1985 [7 août 1986] (p. 4141).

6. — Rapport du Premier ministre sur l'activité du **centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles** et sur l'utilisation des crédits qui lui sont confiés [2 octobre 1986] (p. 4324).

Durée des séances

Voir *Rappels au règlement* **473.**

Engagement de la responsabilité du Gouvernement (article 49-3 de la Constitution)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**
Politique économique et sociale **3.**

Incidents de séance

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**
Elections et référendums **1.**
Politique économique et sociale **5,** Commission mixte paritaire.
Rappels au règlement **1, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144.**
Travail **9,** avant l'article 1er.

Initiative législative

Voir *Rappels au règlement* **314.**

Motion tendant à réunir l'Assemblée nationale en comité secret

Voir *Politique économique et sociale* **5,** Commission mixte paritaire.

Motions de procédure

Voir *Rappels au règlement* **440.**

Ordre du jour

Voir *Travail* **14.**

Organisation d'un débat de politique générale

Voir *Questions au Gouvernement* **286.**

Président de séance (mise en cause du -)

Voir *Politique économique et sociale* **5,** Commission mixte paritaire.

Rapporteurs (rôle des -)

Voir *Travail* **14.**

Rapports (modalité de distribution des -)

Voir *Rappels au règlement* **442.**

Régime des séances

Voir *Ordre du jour.*

Règlement

Voir *Parlement* **2.**

Respect du temps de parole

Voir *Audiovisuel* **4.**

Scrutin public

Voir *Rappels au règlement* **472.**

Secrétaires (rôle des -)

Voir *Rappels au règlement* **317, 318, 319.**

Secrétaire général de l'Assemblée et de la présidence (Paul Borgniet)

Voir *Hommages (à la mémoire de Paul Borgniet).*

Sécurité

Voir *Rappels au règlement* **324.**

Suspension de séance

Voir *Rappels au règlement* **370, 374.**
Travail **14.**

Vérification du quorum

Voir *Politique économique et sociale* **5,** Commission mixte paritaire.
Rappels au règlement **170.**
Travail **9,** article 1er.
Travail **14.**

Vote (délégation de -)

Voir *Politique économique et sociale* **5,** Commission mixte paritaire.

ASSISTANCE PUBLIQUE

De Paris

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'AMENAGEMENT DES STRUCTURES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES (A.D.A.S.E.A.)

Voir *Lois de finances rectificatives* **2.**

ASSOCIATION POUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES (A.F.P.A.)

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Affaires sociales et emploi : discussion générale et questions.

ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS

1. — Proposition de loi n° 59 tendant à compléter l'article 5 de la *loi du 1er juillet 1901 relative au* **contrat d'association.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean-Pierre Delalande. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Patrick Devedjian (29 mai 1986).

2. — Proposition de loi n° 146 visant à encourager le **mécénat** individuel et collectif.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Michel Barnier. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. — Proposition de loi n° 515 tendant à alléger les **charges sociales des clubs sportifs** sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants bénévoles.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Christian Demuynck. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Coopération et développement* **6**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Culture.
Professions libérales et travailleurs indépendants **2**.
Questions au Gouvernement **243**.
Travail **15**.

Actions en faveur des -

Voir *Questions au Gouvernement* **78**.

Associations étrangères liées au terrorisme.

Voir *Etrangers* **5**.

S.O.S. racisme

Voir *Questions au Gouvernement* **144**.

Subventions aux -

Voir *Questions au Gouvernement* **198**.

ASSOCIATIONS INTERMEDIAIRES

Voir *Politique économique et sociale* **5**.

ASSURANCE MALADIE MATERNITE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi.
Questions au Gouvernement **171**, **226**.

— des artisans et commerçants

Voir *Questions orales sans débat* **167**.

ASSURANCE VIEILLESSE : FONCTIONNAIRES CIVILS ET MILITAIRES

Policiers

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Intérieur.

ASSURANCE VIEILLESSE : GENERALITES

1. — Proposition de loi n° 28 tendant à assurer le **paiement mensuel des pensions** de retraite ou d'invalidité.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean Reyssier et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 129 tendant à abroger l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 modifiée par la loi n° 86-75 du 17 janvier 1986 relative à la limitation des possibilités de **cumuls entre pensions de retraite et revenus d'activité**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Etienne Pinte et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Projet de loi n° 259 portant diverses mesures relatives au **financement des retraites et pensions.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 11 juillet 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation et M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget. — Urgence déclarée le 15 juillet 1986. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Robert-André Vivien (18 juillet 1986). — Rapport n° **296** (17 juillet 1986). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur pour avis : M. Michel Pelchat (17 juillet 1986). — Discussion les 24 et 25 juillet 1986. — Adoption le 25 juillet 1986. — Projet de loi n° **24**.

Sénat (première lecture) n° **479** (1985-1986). — Dépôt le 29 juillet 1986. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Marcel Fortier. — Rapport n° **483** (1985-1986) (30 juillet 1986). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. — Rapporteur pour avis : M. Louis Boyer. — Avis n° **486** (1985-1986) (31 juillet 1986). — Discussion le 5 août 1986. — Adoption le 5 août 1986. — Projet de loi n° **145** (1985-1986).

Loi n° 86-966 du 18 août 1986, publiée au *J.O.* du 19 août 1986 (p. 10078).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 juillet 1986] (p. 3815, 3841).

Question préalable de M. Pierre Joxe (S) : *Bêche (Guy)* (p. 3824 à 3828) ; *Bachelot (François)* (p. 3828 à 3830) ; *Juppé (Alain)* (p. 3830) ; rejetée au scrutin public (p. 3831).

Motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie (C) : *Mercieca (Paul)* (p. 3854 à 3856) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3856 à 3860) ; rejetée au scrutin public (p. 3860).

Age de la retraite (coût de l'- pour les finances de la sécurité sociale) : *Pelchat (Michel)* (p. 3818, 3819) ; *Juppé (Alain)* (p. 3820, 3821) ; *Bêche (Guy)* (p. 3826) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3846) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3853).

Age de la retraite (relèvement de l'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3817) ; *Pelchat (Michel)* (p. 3818, 3819) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3849).

Assurance vieillesse et démographie : *Vivien (Robert-André)* (p. 3817) ; *Juppé (Alain)* (p. 3821) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3831) ; *Laborde (Jean)* (p. 3851) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3856).

Capitalisation (retour à la -) : *Pelchat (Michel)* (p. 3819) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3832) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3844) ; *Spieler (Robert)* (p. 3849) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3854) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3859).

Chômage (conséquences du -) sur les comptes de la sécurité sociale) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3816).

Commission d'évaluation et de sauvegarde de l'assurance vieillesse (mise en place d'une -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3817) ; *Pelchat (Michel)* (p. 3820) ; *Juppé (Alain)* (p. 3821) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 3823) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3843) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3846, 3847) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3854).

Compensation démographique et transferts inter-régime : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3831) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3854).

Contribution sur les revenus : *Vivien (Robert-André)* (p. 3817) ; *Pelchat (Michel)* (p. 3819) ; *Juppé (Alain)* (p. 3821, 3822, 3830) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 3823) ; *Bêche (Guy)* (p. 3827) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3850) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3851) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3859).

Contribution sur les revenus (conditions d'exonération de la -) : *Juppé (Alain)* (p. 3822, 3830) ; *Bêche (Guy)* (p. 3827) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3831) ; *Giard (Jean)* (p. 3832).

Contrôle parlementaire sur les dépenses sociales : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3859).

Cotisation vieillesse (relèvement de la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3817) ; *Juppé (Alain)* (p. 3822) ; *Bêche (Guy)* (p. 3826).

Coûts de gestion : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3857).

Dépenses de santé (évaluation et maîtrise des -) : *Coffineau (Michel)* (p. 3843) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3854).

Dettes patronales impayées : *Giard (Jean)* (p. 3832).

Epargne retraite (développement de l'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3817, 3818) ; *Pelchat (Michel)* (p. 3820) ; *Juppé (Alain)* (p. 3822) ; *Giard (Jean)* (p. 3832).

Feuille de paye « vérité » (établissement d'une -) : *Tranchant (Georges)* (p. 3842).

Financement de la sécurité sociale (réforme du -) : *Bêche (Guy)* (p. 3828) ; *Giard (Jean)* (p. 3833) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3847) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3855, 3856).

Fiscalisation des ressources de la sécurité sociale : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 3832).

Fonctionnaires (prélèvement sur les -) : *Coffineau (Michel)* (p. 3843).

Harmonisation des régimes de retraite : *Pelchat (Michel)* (p. 3819) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3844) ; *Laborde (Jean)* (p. 3852).

Interruption volontaire de grossesse (remboursement de l'-) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3858).

Prélèvements obligatoires (hausse des -) : *Bêche (Guy)* (p. 3826, 3827) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 3844, 3845) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3858).

Prise en charge à 100 % de la 26e maladie (éventuelle suppression de la -) : *Bassinet (Philippe)* (p. 3850).

Prolongation facultative de l'activité : *Juppé (Alain)* (p. 3821, 3822) ; *Giard (Jean)* (p. 3833) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3844) ; *Pinte (Etienne)* (p. 3847) ; *Zeller (Adrien)* (p. 3854).

Réforme structurelle de la sécurité sociale : *d'Ornano (Michel)* (p. 3823, 3824) ; *Bachelot (François)* (p. 3828, 3829) ; *Briant (Yvon)* (p. 3852).

Régimes de retraite de base (finalité des -) : *Pelchat (Michel)* (p. 3819).

Régime des étrangers et régime des nationaux (séparation des -) : *Bachelot (François)* (p. 3830).

Revalorisation des retraites (blocage de la -) : *Osselin (Jacqueline)* (p. 3846).

Situation financière de la sécurité sociale) : *Bêche (Guy)* (p. 3825) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3841) ; *Coffineau (Michel)* (p. 3843) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 3849) ; *Auberger (Philippe)* (p. 3850, 3851).

Discussion des articles [25 juillet 1986] (p. 3866, 3897).

Avant l'article 1er : amendement n° 30 de M. François Bachelot : réservé jusqu'après l'amendement n° 32 ; amendement n° 31 de M. François Bachelot (Gouvernement devant déposer à la session d'avril 1987 un projet de loi réalisant la refonte des régimes de base des différents risques couverts par la sécurité sociale) ; amendement n° 6 de M. Paul Mercieca (même objet) ; défauts actuels du régime de protection sociale ; contribution de l'Etat aux régimes spéciaux (p. 3866) ; rôle économique et social des régimes de retraite ; inconvénients du système de retraite par capitalisation ; valeur du principe de compensation ; discriminations entre les revenus introduites par l'amendement n° 6 de M. Paul Mercieca ; importance de la branche vieillesse dans le déficit de la sécurité sociale ; amendement n° 31 : rejeté (p. 3867) ; amendement n° 6 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 21 de M. Guy Bêche (création d'une commission chargée de réfléchir sur les problèmes de financement des divers régimes de sécurité sociale) ; nécessité d'une réforme durable de l'ensemble du financement de la sécurité sociale ; rôle de la commission des comptes de la sécurité sociale ; rejeté ; amendement n° 32 de M. François Bachelot (création d'un comité consultatif d'assurés sociaux chargé d'examiner la gestion des organismes nationaux de sécurité sociale et de faire rapport au Gouvernement sur cette gestion) ; caractère démocratique de la pratique du comité consultatif d'usagers ; absence de contrôle parlementaire sur la gestion de la sécurité sociale (p. 3868) ; absence de définition des pouvoirs d'investigation du comité ; rejeté ; amendement n° 30 de M. François Bachelot précédemment réservé : devenu sans objet ; amendement n° 7 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Jean Giard (création auprès de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale d'un fonds de garantie des cotisations suppléant les employeurs défaillants dans le versement des cotisations) ; montant des dettes patronales impayées ; taux de recouvrement des cotisations du régime de sécurité sociale (p. 3869) ; rejeté au scrutin public.

Titre Ier : *institution d'une contribution sur le revenu des personnes physiques de 1985 et 1986.*

Article 1er *(institution au profit de la caisse nationale d'asssurance vieillesse des travailleurs salariés d'une contribution sur le revenu des personnes physiques de 1985 et 1986)* : développement du chômage ; politique familiale du Gouvernement ; nécessité de prévoir un revenu parental générateur de parts de retraite ; politique en faveur de la vieillesse menée par le Gouvernement entre 1981 et 1986 (p. 3870) ; amendements identiques n° 8 de M. Paul Mercieca et n° 33 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Jean-Claude Martinez (de suppression) ; causes des difficultés financières de l'assurance vieillesse ; inopportunité de l'institution de la contribution sur le revenu des personnes physiques pour 1985 et 1986 ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes étant compensé par un prélèvement sur les pensions de retraite ; urgence à dégager des ressources supplémentaires pour la caisse nationale d'assurance vieillesse (p. 3871) ; politique familiale du Gouvernement ; allégements fiscaux contenus dans le projet de loi de finances pour 1987 ; évolution du taux des prélèvements obligatoires entre 1981 et 1985 (p. 3872) ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 12 de M. Jean-Claude Martinez (tendant dans cet article à insérer après les mots : « leur revenu », les mots : « à l'exception des retraites et pensions ») ; utilisation d'authentiques héros de la Résistance comme un fonds électoral ; cas des fonctionnaires n'étant pas imposés dans le cadre de l'article 1er et de l'article 9 du projet ; rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement de M. Guy Bêche** (p. 3873) ; **rappel au règlement de M. Guy Ducoloné** ; amendement n° 13 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Jean-Claude Martinez (tendant dans cet article à supprimer les mots : « 1985 et ») ; nécessité de limiter le prélèvement aux revenus de 1986 pour respecter le principe de non rétroactivité ; rejeté ; amendement n° 14 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Guy Herlory (tendant dans cet article après les mots « une contribution » à insérer le mot « exceptionnelle ») ; historique du recours à des prélèvements exceptionnels (p. 3874) ; caractère provisoire de la contribution de 0,4 % ; rejeté ; amendement n° 15 de M. Pascal Arrighi (tendant à la fin de cet article à supprimer les mots : « dont le produit est versé à la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés ») ; principe de non affectation des recettes aux dépenses ; lecture d'extraits d'un ouvrage de finances publiques de M. Jean-Claude Martinez ; rejeté ; amendement n° 38 de M. Etienne Pinte (tendant à compléter cet article par les dispositions suivantes : « à charge pour elle de répartir la part revenant aux autres régimes de salariés assurant la charge primaire de l'assurance vieillesse ») ; cotisations des régimes spéciaux et autonomes étant assises sur des assiettes différentes de celle du régime général de la sécurité sociale ; exemple de la caisse autonome des clercs de notaires (p. 3875) ; affectation du produit de la contribution de 0,4 % à la caisse nationale d'assurance vieillesse ; compensation entre le régime général et les régimes spéciaux et autonomes ; retiré ;

— article 1er : adopté.

Article 2 *(taux et assiette de la contribution instituée au profit de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)* : exonération du revenu des contribuables placés dans les tranches les plus élevées du barème de l'impôt sur le revenu ; amendement n° 9 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Jean Giard (de suppression) ; caractère limitatif des cas d'exonération de la contribution de 0,4 % ; assiette de la contribution (p. 3876) ; rejeté ;

— article 2 : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 22 de M. Guy Bêche soutenu par M. Louis Moulinet (rétablissement des dispositions des articles 885 A à 885 X, 990 A, 1723 *ter* 00A, 1723 *ter* 00B et 1727 du code général des impôts dans leur rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 24 de la loi de finances rectificative pour 1986) ; nécessaire réintroduction des dispositions relatives à l'impôt sur les grandes fortunes ; rejeté.

Article 3 *(application aux profits de construction de la contribution instituée au profit de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés)* : amendement n° 23 de M. Guy Bêche (tendant dans la première phrase de cet article à insérer avant la date : « 1986 », les mots « 1985 et ») ; nécessité que les profits immobiliers réalisés en 1985 soient soumis à la contribution de 0,4 % ; rejeté ; amendement n° 24 de M. Guy Bêche (contribution de 0,4 % s'appliquant également aux produits des placements soumis en 1986 au prélèvement prévu par l'article 125 A du code général des impôts au taux de 0,8 %) (p. 3877) ; loi de finances pour 1985 ayant reconduit à titre permanent au taux de 1 % la contribution instituée en 1984 pour le produits des placements à revenu fixe soumis à prélèvements libératoires ; assiette de la contribution de 0,4 % ; nécessaire encouragement de l'épargne ; rejeté ;

— article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 51 de M. Guy Bêche (recouvrement de la contribution créée par l'article 1er étant subordonné au dépôt d'un rapport établi par le Gouvernement et présentant les conditions dans lesquelles la caisse nationale d'assurance vieillesse utilisera le produit de cette contribution) ; amendement n° 50 de M. Guy Bêche (dépôt avant le 15 avril 1987 d'un rapport retraçant l'utilisation par la caisse nationale d'assurance vieillesse du produit de la contribution instituée par l'article 1er) ; contrôle parlementaire sur la sécurité sociale (p. 3878) ; produit de la contribution étant destiné à combler les besoins financiers de la caisse nationale d'assurance veillesse ; amendement n° 51 : rejeté ; amendement n° 50 : rejeté.

Article 4 *(inapplicabilité de la contribution aux personnes non imposables à l'impôt sur le revenu)* : adopté.

Article 5 *(modalités d'établissement et de recouvrement de la contribution)* : amendement n° 48 du Gouvernement (rédac-

tionnel) : adopté ; amendement n° 17 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Guy Herlory (tendant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « 1985 et ») : retiré ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(institution d'une décote sur la contribution au bénéfice de titulaires de revenus modestes)* : amendement n° 25 de M. Guy Bêche soutenu par Mme Marie-France Lecuir (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer respectivement à deux reprises aux sommes : « 160 francs » et « 140 francs » les sommes : « 432 francs » et « 375 francs ») ; nombre des contribuables exonérés de la contribution (p. 3879) ; montant de la décote ; rejeté ; amendement n° 18 de M. Michel Cointat soutenu par M. Georges Tranchant (tendant à rédiger ainsi le début du troisième alinéa de cet article : « le montant de 140 francs ci-dessus est doublé pour chaque enfant à charge et titulaire de la carte d'invalidité ») ; amendement n° 4 de la commission (même objet) ; doublement de la majoration de décote pour tout enfant invalide ; amendement n° 18 : retiré ; amendement n° 4 : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(échéancier de paiement de la contribution)* : adopté.

Article 8 *(institution d'un seuil spécifique de non recouvrement)* : amendement n° 19 de M. Michel Pelchat (différents cas d'exonération de la contribution de 0,4 %) (p. 3880) ; amendement n° 26 de M. Guy Bêche soutenu par Mme Marie-France Lecuir (même objet) ; amendement n° 27 de M. Guy Bêche soutenu par Mme Marie-France Lecuir (même objet) (p. 3881) ; nécessaire exonération des contribuables à revenus modestes frappés par l'invalidité, mis à la retraite ou en pré-retraite ou demandeurs d'emploi ou ayant perdu leur conjoint durant l'année prise en compte pour le calcul de la contribution ; nécessité de soustraire à la contribution exceptionnelle les personnes ayant eu un incident grave au cours de l'année ; niveau du seuil d'exonération général retenu dans le projet ; nombre de contribuables bénéficiant d'une exonération ; procédure d'examen de recours gracieux et de dégrèvement ; inconvénients du système des recours gracieux ; difficulté d'application du système d'exonération institué en 1984 ; amendement n° 19 : retiré ; repris par M. Guy Bêche ; nécessaire amélioration des rapports entre l'administration et les administrés ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 26 : rejeté ; amendement n° 27 : rejeté ;

— article 8 : adopté.

Titre II : *dispositions relatives au relèvement de la retenue pour pensions civiles et militaires de retraite.*

Article 9 *(relèvement de 0,7 % du taux de la retenue pour pensions applicable aux fonctionnaires civils et militaires)* : impossibilité de créer des taxes parafiscales au profit d'une personne publique ; irrecevabilité d'un amendement de M. Jean-Claude Martinez ; montant des sommes en cause ; mensualisation des pensions et retraites ; amendements identiques n° 10 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Jean Giard, n° 28 de M. Guy Bêche, n° 35 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Guy Herlory (de suppression) ; évolution du pouvoir d'achat des agents de l'Etat (p. 3897) ; politique de suppression d'emplois budgétaires ; rapport retraité-actif dans la fonction publique ; montant des plus-values fiscales pour 1986 ; mensualisation des retraites ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 37 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Jean-Claude Martinez (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « des périodes postérieures au 1er août 1986 », les mots : « de la période comprise entre le 1er août 1986 et le 31 décembre 1987 ») (p. 3898) ; caractère exceptionnel du prélèvement sur le revenu ; retiré ; amendement n° 20 de Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Claude Martinez (tendant à l'article L. 61 du code des pensions civiles et militaires de retraite à remplacer les mots ; « à l'exclusion d'indemnités », par les mots : « y compris les indemnités ») ; exclusion des primes du calcul de l'assiette du prélèvement ; rapport Douyère ; interrogation de M. Robert-André Vivien sur le niveau des connaissances de M. Jean-Claude Martinez ; démagogie anti-fonctionnaires de M. Jean-Claude Martinez s'arrêtant aux limites des franchises universitaires ; rejeté au scrutin public (p. 3899) ;

— article 9 : adopté au scrutin public.

Après l'article 9 : amendement n° 1 de M. Georges Tranchant (suppression du principe de retenue à la source des cotisations sociales) ; amendement n° 46 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Claude Martinez (même objet) ; amendement n° 45 de M. Bernard Claude Savy (même objet) ; amendement n° 47 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Claude Martinez (même objet) ; amendement n° 49 de M. Gilbert Gantier (même objet) ; nécessité d'établir une fiche de paye réelle ; nécessité d'une prise de conscience du poids de la protection sociale en France (p. 3900) ; nécessaire développement du sens des responsabilités chez les Français ; nécessité que figure sur les bulletins de paye le montant brut des rémunérations correspondant à la totalité des sommes déboursées par l'employeur pour le salarié (p. 3901) ; notion de feuille de paye vérité ; difficulté posée aux entreprises en cas d'adoption des amendements en discussion (p. 3902) ; problèmes pratiques posés par l'amendement n° 1 de M. Georges Tranchant (p. 3903) ; risque de voir l'assiette de l'impôt sur le revenu étendue au salaire brut (p. 3904) ; salariés n'ayant pas maîtrise des dépenses de protection sociale ; complexité des systèmes proposés par les amendements ; droit des salariés à connaître le montant exact des cotisations qui sont versées en leur nom (p. 3905) ; possibilité pour les entreprises de faire figurer le détail des charges sociales sur les bulletins de paye ; amendement n° 1 : retiré ; amendement n° 46 : retiré ; amendement n° 45 : rejeté au scrutin public (p. 3906) ; amendement n° 47 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 49 : adopté (p. 3907).

Explications de vote (p. 3907).

Assiette des cotisations sociales : *Bassinet (Philippe)* (p. 3908) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3908).

Commission de sauvegarde de la sécurité sociale : *Juppé (Alain)* (p. 3909).

Financement des retraites : *Tranchant (Georges)* (p. 3908) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3908) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3909).

Montant des prélèvements obligatoires : *Bachelot (François)* (p. 3907).

Situation financière de la sécurité sociale : *Bachelot (François)* (p. 3907) ; *Tranchant (Georges)* (p. 3907) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 3908) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3909).

Vote hostile du Front national : *Bachelot (François)* (p. 3907).

Vote hostile du groupe communiste : *Mercieca (Paul)* (p. 3909).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 3908).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 3908).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3909).

4. — Proposition de loi n° 582 tendant à l'aménagement des **conditions de départ à la retraite.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Etienne Pinte. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **8, 9.**
Lois de finances **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi.
Questions au Gouvernement, **226.**

Accords de retraite complémentaire

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

— des mères d'enfants handicapés

Voir *Questions orales sans débat* **35.**

ASSURANCE VIEILLESSE : REGIMES AUTONOMES ET SPECIAUX

1. — Proposition de loi n° 18 relative à la **retraite à cinquante ans des marins.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Roland Leroy et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 54 tendant à assurer le **paiement mensuel des pensions** de retraite ou d'invalidité servies par le régime de sécurité sociale dans les **mines.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. —

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 55 portant amélioration des **retraites minières.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Rémy Auchede et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Proposition de loi n° 57 tendant à étendre le bénéfice de la majoration de deux ans de la durée d'assurance vieillesse par enfant aux ayants-droit du **régime minier.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. — Proposition de loi n° 285 relative à la **retraite des professions libérales.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Lucien Richard. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

ASSURANCES

Agents généraux d'-

Voir *Lois de finances rectificatives* **2**, article 10.

ATTENTAT DANS LES LOCAUX DE LA POLICE JUDICIAIRE

Annonce d'un attentat dans les locaux d'une annexe de la police judiciaire, quai de Gesvres à Paris, M. Jean-Pierre Michel, vice-président [9 juillet 1986] (p. 3065) ; décès de M. Marcel Badevent, inspecteur divisionnaire de police, M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 3065).

AUDIOVISUEL

1. — Proposition de loi n° 15 relative à la **liberté de communication.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Valéry Giscard d'Estaing. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 242 tendant à modifier les dispositions de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle, relative au **droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Robert-André Vivien. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 281 tendant à limiter le **cumul de certaines activités dans le secteur de la communication.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Bruno Durieux. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Projet de loi n° 299 relatif à la **liberté de communication.**

Sénat (première lecture) n° **402** (1985-1986). — Dépôt le 11 juin 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication ; lettre de M. Jacques Chirac, en date du 4 juillet 1986, relative à la consultation des Assemblées territoriales de Nouvelle-Calédonie et dépendances, de Polynésie française et de Wallis et Futuna sur ce projet. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. — Rapport n° **413** (1985-1986) (19 juin 1986) ; rapport supplémentaire n° **415** (1985-1986) (25 juin 1986) ; 2e rapport supplémentaire n° **442** (1985-1986) (8 juillet 1986). — Discussion les 25, 26, 30 juin, 1er, 2, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23 et 24 juillet 1986. — Projet de loi n° **136** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture) n° **299.** — Dépôt le 24 juillet 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Péricard (31 juillet 1986). — Rapport n° **339** (4 août 1986). — Renvoi pour avis : à la commission des finances, de l'économie générale et du plan (25 juillet 1986) ; rapporteur pour avis : M. Jean de Préaumont (31 juillet 1986) ; à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (25 juillet 1986) ; rapporteur pour avis : M. Alain Lamassoure (31 juillet 1986) ; à la commission de la production et des échanges (25 juillet 1986) ; rapporteur pour avis : M. Gilles de Robien (31 juillet 1986). — Discussion les 4 et 5 août 1986 : Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Texte considéré comme adopté le 8 août 1986, la motion de censure déposée le 5 août 1986 n'étant pas adoptée. — Projet de loi : n° **33.**

Sénat (deuxième lecture) n° **496** (1985-1986). — Dépôt le 12 août 1986. — Renvoi à la commission spéciale.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 9 août 1986] (p. 9833) ;
Bureau [*J.O.* du 12 août 1986] (p. 9919).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Péricard. — Rapport n° **347** (11 août 1986). — Discussion le 12 août 1986. — Adoption avec modifications le 12 août 1986. — Projet de loi n° **35.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. — Rapport n° **497** (1985-1986) (12 août 1986). — Discussion le 12 août 1986. — Adoption définitive le 12 août 1986. — Projet de loi n° **152** (1985-1986).

Saisine du conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 18 septembre 1986 [*J.O.* du 19 septembre 1986] (p. 11294). — Dispositions déclarées non conformes : dans le texte du premier alinéa de l'article 4, les mots : « en Conseil des ministres » ; les articles 39 et 41 ; dans le texte de l'article 62 de la loi, le membre de phrase ainsi conçu : « qui reprend les règles générales fixées selon les modalités prévues à l'article 27 pour les services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre » ; dans le texte du deuxième alinéa, *in fine* de l'article 103, les mots : « en Conseil des ministres ». Sont inséparables des articles 39 et 41 les dispositions suivantes de la loi : les articles 28 à 31 ; dans le texte de l'article 10, la mention de l'article 31 ; dans le texte des articles 70 et 71, la mention des articles 30 et 31 de la loi ; dans le texte de l'article 77, la mention de l'article 39 ; dans le texte de l'article 90-III et dans celui de l'article 94, la référence aux articles 29 et 30 ; le deuxième alinéa de l'article 105 ; le 2° de l'article 110 et l'article 111.

Loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986, publiée au [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11755).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 299
et ceux de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
1		Principe de la liberté des télécommunications.	Première lecture : 5 août 1986 (1)	4106	1
2		Définition de la télécommunication et de la communication audiovisuelle.	Première lecture : 5 août 1986 (1)	4106	2
3		Institution et mission de la Commission nationale de la communication et des libertés.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4106 4292	3
		TITRE PREMIER **De la Commission nationale de la communication et des libertés**			
		CHAPITRE PREMIER			
4		Définition et composition de la Commission nationale.	Première lecture (1) 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4106 4292	4
5		Statut des membres de la Commission nationale.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4106 4293	5
6		Transmission au Premier ministre et publication des délibérations de la Commission nationale.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4107 4293	6
7		Moyens de fonctionnement de la Commission nationale.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4107 4293	7
	7 *bis* (Sénat)	Obligations des membres et agents de la Commission nationale.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4107 4293	8
8		Association de la Commission nationale à la définition de la position de la France dans les négociations internationales.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4107	9
9		Pourvoirs de la Commission nationale.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4107 4293	10
10		Principes applicables aux exploitants d'installations de télécommunications.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4107	11
11		Normes relatives aux matériels et techniques.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4107	12
12		Compétences de la Commission nationale à l'égard des sociétés nationales de programme.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4107	13
13		Communication publicitaire.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4107 4293	14
	13 *bis* (Sénat)	Protection de l'enfance et de l'adolescence.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4107 4293	15

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
14		Campagnes électorales.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4107	16
15		Concurrence.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4108	17
			C.M.P. : 12 août 1986	4293	
16		Rapport public et suggestions de la Commission nationale.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4108	18
17	supprimé par le Sénat				
18		Moyens d'information et d'enquête de la Commission nationale.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4108	19
			C.M.P. : 12 août 1986	4293	
19		Représentation de l'Etat en justice par le président de la Commission nationale.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4108	20
20 21 22	Retirés				
		TITRE II			
		(De l'usage des procédés de télécommunications)			
		CHAPITRE PREMIER			
		DES SERVICES UTILISANT LA VOIE HERTZIENNE			
		Section I			
		Règles générales d'attribution des fréquences			
23		Définition et attribution des bandes de fréquences par le Premier ministre.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4108	21
			C.M.P. : 12 août 1986	4293	
24		Attribution de fréquences par la Commission nationale.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4108	22
			C.M.P. : 12 août 1986	4294	
		Section II			
		Règles applicables aux usages autres que les services de communication audiovisuelle diffusés			
25		Procédure d'attribution des autorisations.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4108	23
26		Fixation par décret en Conseil d'Etat de la limite supérieure des fréquences pouvant être attribuées par la commission nationale.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4108	24
			C.M.P. : 12 août 1986	4294	
		Section III			
		Règles applicables aux services de communication audiovisuelle diffusés			
27		Conditions techniques d'usage des fréquences.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4108	25
			C.M.P. : 12 août 1986	4294	
28		Fréquences attribuées aux sociétés nationales de programme.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4108	26
			C.M.P. : 12 août 1986	4294	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
29	Supprimé A.N.	Modifications des fréquences attribuées aux sociétés nationales de programme.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4109	
30	Retiré				
31		*Règles générales applicables à l'exploitation des services de communication audiovisuelle diffusés.*	*Première lecture (1) : 5 août 1986*	*4109*	27
			C.M.P. : 12 août 1986	*4294*	
			[Dispositions déclarées inséparables des articles 39 et 41 de la loi par décision du Conseil constitutionnel n° 86-217 DC du 18 septembre 1986].		
32		Règles particulières applicables à l'exploitation de services de communication audiovisuelle diffusés.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4109	
			C.M.P. : 12 août 1986	4294	
33		Procédure d'autorisation de l'usage des fréquences par les services de radiodiffusion sonore par voie hertzienne terrestre.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4109	
			C.M.P. : 12 août 1986	4294-4295	
			[Dispositions déclarées inséparables des articles 39 et 41 de la loi par décision du Conseil constitutionnel n° 86-217 DC du 18 septembre 1986.]		
34		Procédure d'autorisation de l'usage des fréquences pour la diffusion de services de télévision par voie hertzienne terrestre.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4109	
			C.M.P. : 12 août 1986	4295	
			[Dispositions déclarées inséparables des articles 39 et 41 de la loi par décision du Conseil constitutionnel n° 86-217 DC du 18 septembre 1986.]		
35		Procédure d'attribution des droits d'usage des fréquences affectées à la radiodiffusion par satellite.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4109	
			C.M.P. : 12 août 1986	4295	
			[Dispositions déclarées inséparables des articles 39 et 41 de la loi par décision du Conseil constitutionnel n° 86-217 DC du 18 septembre 1986.]		
36		Publicité des autorisations.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4109	32
		CHAPITRE 2 **DES SERVICES DE RADIODIFFUSION SONORE ET DE TELEVISION DISTRIBUES PAR CÂBLE.**			
37		Obligations générales relatives aux services de radiodiffusion sonore et de télévision distribués par câble.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4110	33

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
38		Autorisation d'établissement et d'exploitation des réseaux câblés.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4110 4295	34
		CHAPITRE III **DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES SERVICES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE SOUMIS A AUTORISATION**			
39		Interdiction du prête-nom.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4110	35
40		Forme nominative des actions.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4110 4295	36
41		Informations mises à la disposition des usagers des services autorisés.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4110 4295	37
42		Information à communiquer à la Commission nationale.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4110 4295	38
43		Participation au capital des sociétés autorisées à exploiter un service de communication audiovisuelle.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4110	39 (Déclaré non conforme à la Constitution)
44		Participations étrangères.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4110 4295	40
45		Régime du cumul des autorisations.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4110 4295-4296	41 (Déclaré non conforme à la Constitution)
46		Moyens d'action de la Commission nationale à l'égard des titulaires d'autorisation.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4110-4111	42
		CHAPITRE IV **DISPOSITIONS RELATIVES AUX SERVICES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE SOUMIS A DECLARATION PREALABLE**			
47		Services soumis à déclaration préalable.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4111	43
		TITRE III **Du secteur public de la communication**			
48		Mission des sociétés nationales de programme.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4111 4296	44
	48 *bis* (Sénat)	Possibilité de créer une société nationale chargée de la conception et de la programmation d'émissions de télévision diffusées par satellite.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4111 4296	45
	48 *ter* (Sénat)	Régime juridique des sociétés nationales de programme.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4111 4296	46

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
49		Composition du capital et des conseils d'administration des sociétés nationales de programme.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4111 4296	47
50		Obligations imposées aux sociétés nationales de programme.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4111-4112 4296	48
51		Statut juridique et missions de l'I.N.A.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4112 4296	49
52		Conseil d'administration de l'I.N.A.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4112	50
53		Statut juridique et missions de la société chargée d'assurer la diffusion et la transmission des programmes des sociétés nationales T.D.F.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4112	51
54		Statut juridique et missions de la société française de production et de création audiovisuelles.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4112	52
55		Financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4112 4297	53
56	Retiré				
57		Déclarations et communications du Gouvernement.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4112	54
58	Retiré				
59		Retransmission des débats parlementaires. Accès à l'antenne des formations politiques.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4112-4113 4297	55
	59 *bis* (Sénat)	Diffusion d'émissions à caractère religieux.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4113	56
60		Principes généraux du statut du personnel et des journalistes du secteur public de la communication audiovisuelle. Exercice du droit de grève et service minimum.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4113 4297	57
		TITRE IV **De la cession de la société nationale de programme dénommée « Télévision Française 1 »**			
61		Transfert au secteur privé du capital de TF1.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4113 4297	58
	61 *bis* A (A.N.)	Valeur et prix de cession de la société de programme TF1.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4113 4297	59
	61 *bis* (Sénat)	Règles d'acquisition par le personnel d'une fraction de 10 % du capital de la société TF1.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4113-4114 4297-4298	60
	61 *ter* (Sénat)	Règle de l'appel public à l'épargne pour 40 % du capital.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4114 4298	61

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	62	Conditions de la cession de 50 % du capital de TF1 à un groupe d'acquéreurs. Cahier des charges de base.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4114 4298	62
63	Supprimé (A.N.)	Fixation des prix d'offre et de cession.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4114 4298	
64		Appel des candidatures.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4114 4298	63
65		Présentation par les candidats d'un projet d'exploitation du service.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4114 4298-4299	64
66		Régime applicable à la nouvelle société.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4114 4299	65
67		Représentation du personnel salarié dans le conseil d'administration de TF1 et représentation de l'Etat pendant la période au cours de laquelle il détiendra une part du capital de la société.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4115	66
68		Compétence de la juridiction administrative sur les litiges auxquels peuvent donner lieu les opérations de privatisation de TF1.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4115	67
69	Supprimé (Sénat)				
70		Droits acquis des personnels de TF1.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4115 4299	68
	70 *bis* (Sénat)	Plan de dégagement des cadres.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4115 4299	69
		TITRE V **Du développement de la création cinématographique**			
71		Relations entre les services de communication audiovisuelle diffusant des films et le cinéma.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4115	70
	71 *bis* (Sénat)	Institution d'une taxe finançant le compte de soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4115	71
	71 *ter* (Sénat)	Contrôle exercé par le centre national de la cinématographie.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4115	72
72	Supprimé (Sénat)				
	72 *bis* (Sénat)	Limitation des coupures publicitaires dans les œuvres cinématographiques.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4115-4116 4299	73
		TITRE VI **Dispositions pénales**			
73		Sanction de la violation de l'interdiction de prête-nom.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4116	74
	73 *bis* (Sénat)	Sanction du défaut d'information de la commission nationale sur les acquisitions de participations dans le capital des sociétés titulaires d'une autorisation relative à un service de communication audiovisuelle.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4116	75

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
74		Sanction de la violation des obligations de mise au nominatif des actions et de mise à disposition du public des renseignements sur les dirigeants de l'entreprise.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4116	76
75		Sanction de l'inobservation des règles relatives à la détention du capital d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service de radiodiffusion ou de télévision.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4116	77
76		Sanction des émissions illégales.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4116	78
77		Sanction de la violation des dispositions relatives à la diffusion et à l'exploitation des œuvres cinématographiques.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4116 4299-4300	79
		TITRE VII **Dispositions diverses**			
78		Fonds de soutien à l'expression radiophonique local.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4116	80
79		Cotisation des services de communication audiovisuelle autorisés.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4116 4300	81
	79 *bis* (Sénat)	Coordination.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4116	82
80		Extension du droit de réponse.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4116	83
81		Modification des articles 93-2, 94 et 95 de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4116-4117	84
82		Rapport sur l'état de la communication audiovisuelle dans la région.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117	85
83		Modification de l'article L. 112-12 du code de la construction et de l'habitation.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117	86
84		Dispositions applicables à la région de Corse.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117	87
85		Diffusion des œuvres cinématographiques dans les territoires d'outre-mer et à Mayotte.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117	88
	85 *bis* (Sénat)	Coordination dans le texte de la loi du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117	89
86		Dispositions applicables aux régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117	90
87		Dispositions applicables au territoire de la Polynésie française.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117	91
88		Dispositions applicables au territoire de la Nouvelle-Calédonie.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117	92
89		Dispositions applicables à l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117	93
	89 *bis* (Sénat) supprimé (A.N.)		Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4117 4300	
90		Dispositions particulières aux zones de montagne.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117	94
91		Définition des entreprises de communication audiovisuelle.	Première lecture (1) : 5 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4117 4300	95

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE VIII			
		Dispositions transitoires et finales			
92		Maintien en fonction de la Haute Autorité jusqu'à l'installation de la C.N.C.L.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117	96
	92 *bis* (A.N.)	Maintien des attributions de la Haute Autorité dans un délai d'un mois à compter de la date de réception des dossiers.	C.M.P. : 12 août 1986	4300	97
93		Indemnisation des membres de la Haute Autorité.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117	98
94		Constitution initiale de la C.N.C.L.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4117-4118	99
			C.M.P. : 12 août 1986	4300	
95		Services placés sous l'autorité de la C.N.C.L.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4118	100
	95 *bis* (A.N.)	Maintien en fonction du conseil d'administration de TF1 pendant la période de transition.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4118	101
			C.M.P. : 12 août 1986	4300	
96	Retiré				
97		Dispositions transitoires applicables aux sociétés nationales de programme et à l'I.N.A.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4118	102
			C.M.P. : 12 août 1986	4300	
98		Dispositions transitoires applicables à T.D.F.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4118	103
99		Transferts patrimoniaux à l'intérieur du secteur public de l'audiovisuel.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4118	104
			C.M.P. : 12 août 1986	4300	
100		Maintien en vigueur des autorisations accordées par la Haute Autorité.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4118	105
101		Régime des S.L.E.C. titulaires d'autorisation.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4118	106
102 103	Retirés				
104		Fin des autorisations de faire diffuser des programmes par satellites.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4118	107
	Supprimé (A.N.)		C.M.P. : 12 août 1986	4300	
105		Application de la loi dans les T.O.M. et à Mayotte.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4118	108
			C.M.P. : 12 août 1986	4300	
	105 *bis* (A.N.)	Suppression du Carrefour international de la communication.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4118	109
			C.M.P. : 12 août 1986	4300	
106		Abrogations.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4118-4119	110
			C.M.P. : 12 août 1986		
	106 *bis* (Sénat)		Première lecture (1) : 5 août 1986	4119	
	Supprimé (A.N.)		C.M.P. : 12 août 1986	4300	
107		Abrogation des dispositions relatives aux compétences de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle.	Première lecture (1) : 5 août 1986	4119	111

(1) Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution le 5 août 1986, p. 4105. Adoption du projet en première lecture, à la suite du rejet de la motion de censure, le 8 août 1986 (p. 4180).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 août 1986] (p. 3985, 4017), [5 août 1986] (p. 4037, 4061, 4083).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : *Chirac (Jacques)* (p. 4102, 4103).

Exception d'irrecevabilité : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4017 à 4025) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4025 à 4030) ; Péricard (Michel) (p. 4030, 4031). Rejetée au scrutin public (p. 4031).

Motion de renvoi en commission : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4097 à 4100) ; *Pelchat (Michel)* (p. 4100 et 4101) ; *Péricard (Michel)* (p. 4101, 4102). Rejetée (p. 4102).

Question préalable : *Hage (Georges)* (p. 4037 à 4040) ; *Colin (Daniel)* (p. 4040 à 4042) ; *Péricard (Michel)* (p. 4042) : Rejetée au scrutin public (p. 4042).

Agence France-Presse : *Briant (Yvon)* (p. 4071).

Autonomie culturelle de la France : *de Préaumont (Jean)* (p. 3995) ; *Léotard (François)* (p. 4003, 4009) ; *Toubon (Jaques)* (p. 4030).

Cinéma (protection du -) : *Péricard (Michel)* (p. 3994) ; *de Préaumont (Jean)* (p. 3995) ; *Lang (Jack)* (p. 4052, 4053) ; *de Villiers (Philippe)* (p. 4090).

Cinquième et sixième chaînes (création et annulation des concessions des -) *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3985, 4021) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4028) ; *Baumel (Jacques)* (p. 4051) ; *Diméglio (Willy)* (p. 4077).

Commission nationale de la communication et des libertés (compétences et statut de la -) *Péricard (Michel)* (p. 3991, 3992) ; *de Préaumont (Jean)* (p. 3994) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 3996, 3997) ; *de Robien (Gilles)* (p. 3999) ; *Léotard (François)* (p. 4004, 4005, 4093, 4095, 4096) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4011) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4018, 4019) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4026, 4029) ; *Hage (Georges)* (p. 4040) ; *Colin (Daniel)* (p. 4041, 4042) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 4043) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4045, 4046) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4048) ; *d'Aubert (François)* (p. 4065) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4069) ; *Guéna (Yves)* (p. 4075) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4080) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4099) ; *Pelchat (Michel)* (p. 4101).

Concentration et pluralisme dans l'audiovisuel : *Barrot (Jacques)* (p. 3987) ; *Péricard (Michel)* (p. 3994) ; *Léotard (François)* (p. 4005, 4093, 4094) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4023) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4025, 4026, 4030) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4046, 4047) ; *d'Aubert (François)* (p. 4064, 4065) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4074) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4080) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4098).

Concurrence internationale dans l'audiovisuel : *de Préaumont (Jean)* (p. 3995) ; *de Robien (Gilles)* (p. 4000) ; *Léotard (François)* (p. 4003, 4096) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4029) ; *Colin (Daniel)* (p. 4042) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4048) ; *Baumel (Jacques)* (p. 4051, 4052) ; *André (René)* (p. 4066) ; *Mamy (Albert)* (p. 4070) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 4088).

Conseil constitutionnel (rôle du —) : *Péricard (Michel)* (p. 3988, 3989, 4031) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4017, 4018, 4031).

Contrôle de l'Etat sur l'audiovisuel : *Péricard (Michel)* (p. 3989, 3991) ; *Léotard (François)* (p. 4001, 4002, 4003) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4020) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4026, 4027) ; *Guéna (Yves)* (p. 4075) ; *Colin (Daniel)* (p. 4040, 4041) ; *Baumel (Jacques)* (p. 4050) ; *Mamy (Albert)* (p. 4071) ; *Diméglio (Willy)* (p. 4076).

Coopération culturelle européenne : *Léotard (François)* (p. 4096) ; *de Préaumont (Jean)* (p. 3995) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4047) ; *Lang (Jack)* (p. 4053).

Création audiovisuelle française : (chute et stimulation de la -) : Péricard (Michel) (p. 3993) ; *de Préaumont (Jean)* (p. 3995) ; *Léotard (François)* (p. 4001, 4002, 4005, 4094, 4096) ; *Lang (Jack)* (p. 4054, 4055) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 4087).

Délégation parlementaire pour l'audiovisuel : *Péricard (Michel)* (p 3992) ; *Hage (Georges)* (p. 4038).

Déréglementation des télécommunications et de la radiodifusion (en France et à l'étranger) : *Péricard (Michel)* (p. 3988, 3992) ; *de Préaumont (Jean)* (p. 3994) ; *de Robien (Gilles)* (p. 3999) ; *Léotard (François)* (p. 4003, 4005) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4011, 4012, 4089) ; *Colin (Daniel)* (p. 4041) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4070) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 4078).

Désinformation : *Holeindre (Roger)* (p. 4061, 4062, 4063).

Direction générale des télécommunications et ministère des P.T.T. (rôle et prélèvement financier sur les -) *Péricard (Michel)* (p. 3992, 3993) ; *de Préaumont (Jean)* (p. 3994) ; *de Robien (Gilles)* (p. 3999) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4010, 4011, 4012, 4013, 4088, 4089) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4045).

Enfants (protection des -) : *André (René)* (p. 4067) ; *Léotard (François)* (p. 4096).

Espace hertzien (nature juridique de l'-) : *Toubon (Jacques)* (p. 4026) ; *Lang (Jack)* (p. 4052).

Financement des chaînes de télévision (par la publicité et la redevance) : *Barrot (Jacques)* (p. 3987, 4046) ; *Péricard (Michel)* (p. 3996) ; *de Préaumont (Jean)* (p. 3994, 3995) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 3998) ; *d'Aubert (François)* (p. 4066) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4072, 4073) ; *Léotard (François)* (p. 4094, 4096).

Grande-Bretagne (audiovisuel en -) : *Lang (Jack)* (p. 4054) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4072) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4073) ; *de Villiers (Philippe)* (p. 4091).

Haute autorité : *Péricard (Michel)* (p. 3991) *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4018, 4019) ; *Léotard (François)* (p. 4093).

Institut national de l'audiovisuel (rôle de l'-) : *Hage (Georges)* (p. 4039) ; *Péricard (Michel)* (p. 3988) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 3995) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4027) ; *Hage (Georges)* (p. 4038) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4072).

Monopoles de la D.G.T. de T.D.F. (suppression des -) : *Péricard (Michel)* (p. 3988, 3992) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4029) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4045) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4068) ; *Briant (Yvon)* (p. 4070).

Multimédias (groupes) : *Léotard (François)* (p. 4007) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4023, 4024) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4029) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4048) ; *d'Aubert (François)* (p. 4065) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4074) ; *Péricard (Michel)* (p. 4062).

Perspectives économiques du secteur de la communication (en métropole et dans les D.O.M.) *Péricard (Michel)* (p. 3998) ; *Léotard (François)* (p. 4008) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4010) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4070) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 4077). *Deprez (Léonce)* (p. 4079).

Plan câble : *de Robien (Gilles)* (p. 3999) ; *Léotard (François)* (p. 4005) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4010) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4027) ; *Colin (Daniel)* (p. 4069) ; *Longuet (Gérard)* (p. 4089).

Partis politiques : (émissions publicitaires des - à la télévision) : *Lamassoure (Alain)* (p. 3997).

Presse écrite (intérêt de la - nationale et régionale) : *Barrot (Jacques)* (p. 4046) ; *d'Aubert (François)* (p. 4070) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4073) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4080) ; *Léotard (François)* (p. 4096).

Publicité : *Baumel (Jacques)* (p. 4051).

Radio-France (stations décentralisées de -) : *de Préaumont (Jean)* (p. 3998) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4027) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4099).

Radio-France internationale : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4024) ; *Guéna (Yves)* (p. 4075) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4099).

R.F.O. : *Renard (Michel)* (p. 4085,4086) ; *Léotard (François)* (p. 4096).

Radios locales : *Lamassoure (Alain)* (p. 3998) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4050) ; *Baumel (Jacques)* (p. 4051).

Rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 3985, 3986).

Rappel au règlement de M. Jean Le Garrec : *Le Garrec (Jean)* (p. 4009).

Rappel au règlement de M. Claude Labbé : *Labbé (Claude)* (p. 4009, 4010) ; *Billardon (André)* (p. 4010).

Rappel au règlement de M. Willy Dimeglio : *Dimeglio (Willy)* (p. 4037) ; *Billardon (André)* (p. 4037).

Rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4037).

Rappel au règlement de M. Marcel Bigeard : *Bigeard (Marcel)* (p. 4063, 4064).

Rappel au règlement de M. Dominique Bussereau : *Bussereau (Dominique)* (p. 4088).

Respect du temps de parole : *Mexandeau (Louis)* (p. 4070) ; *Chaban-Delmas (Jacques)* (p. 4070).

Satellites : *Péricard (Michel)* (p. 3991) ; *Léotard (François)* (p. 4005) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4048).

Secteur public audiovisuel (rôle du -) : *Péricard (Michel)* (p. 3993) ; *de Préaumont (Jean)* (p. 3995) ; *Léotard (François)* (p. 4005, 4006, 4094, 4095) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4024) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4045, 4048, 4049) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4046) ; *Baumel (Jacques)* (p. 4050) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4072, 4073) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 4087) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4099) ; *Péricard (Michel)* (p. 4101).

Sénat (examen du projet au -) : *Barrot (Jacques)* (p. 3987) ; *Péricard (Michel)* (p. 3987, 3988) ; *Léotard (François)* (p. 4000, 4008) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4018) ; *Hage (Georges)* (p. 4037) ; *Pelchat (Michel)* (p. 4100) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4102, 4103).

S.F.P. : *Péricard (Michel)* (p. 3993, 3994) ; *de Préaumont (Jean)* (p. 3995) ; *Léotard (François)* (p. 4001, 4096) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4029, 4030) ; *Hage (Georges)* (p. 4039) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4046) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4048, 4049) ; *Baumel (Jacques)* (p. 4051) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 4054) ; *Joxe (Pierre)* (p. 4054) *de Villiers (Philippe)* (p. 4091).

T.D.F. : *Péricard (Michel)* (p. 3991) ; *Léotard (François)* (p. 4001) ; *Hage (Georges)* (p. 4038).

TF1 (privatisation de -) : *Péricard (Michel)* (p. 3993) ; *de Préaumont (Jean)* (p. 3995) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 3997, 3998) ; *Léotard (François)* (p. 4006, 4007, 4008, 4093, 4094, 4097) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4020, 4021, 4022, 4023) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4025, 4026, 4029) ; *Hage (Georges)* (p. 4038, 4039) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 4043, 4044, 4045) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4045) ; *Baumel (Jacques)* (p. 4053) ; *d'Aubert (François)* (p. 4064) ; *André (René)* (p. 4066) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 4069) ; *Mamy (Albert)* (p. 4071) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4072) ; *Guéna (Yves)* (p. 4074, 4075) ; *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 4076) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4079) ; *Carraz (Roland)* (p. 4083, 4084) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 4087) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4098, 4099, 4100) ; *Péricard (Michel)* (p. 4101).

Transparence financière des opérateurs privés : *Péricard (Michel)* (p. 3994).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 4103).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [12 août 1986] (p. 4281).

C.N.C.L. : *Péricard (Michel)* (p. 4281) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 4283) ; *d'Aubert (François)* (p. 4287) ; *Léotard (François)* (p. 4292).

Dispositif anti-concentration : *Péricard (Michel)* (p. 4282) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4285) ; *d'Aubert (François)* (p. 4287, 4288) ; *Léotard (François)* (p. 4291).

Exploitation des satellites : *Péricard (Michel)* (p. 4283) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4289) ; *Léotard (François)* (p. 4292).

I.N.A. (rôle de l'-) : *Schreiner (Bernard)* (p. 4284).

Plan câble : *Schreiner (Bernard)* (p. 4285).

Privatisation de TF1 : *Péricard (Michel)* (p. 4282) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 4283) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4285) ; *d'Aubert (François)* (p. 4287).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Péricard (Michel)* (p. 4281) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4284) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4288) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4289) ; *Léotard (François)* (p. 4292).

Radio France internationale : *Péricard (Michel)* (p. 4282) ; *Baumel (Jacques)* (p. 4286).

Rappel au règlement de M. Alain Richard : *Richard (Alain)* (p. 4281).

Rappel au règlement de M. François d'Aubert : *d'Aubert (François)* (p. 4292).

Recettes du secteur public de l'audiovisuel : *Péricard (Michel)* (p. 4282) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4284) ; *d'Aubert (François)* (p. 4287) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4288) ; Léotard (François) (p. 4292).

Relations entre le secteur public et le secteur privé de l'audiovisuel : *Domenech (Gabriel)* (p. 4283) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4285) ; *Baumel (Jacques)* (p. 4286) ; *Léotard (François)* (p. 4291).

Répartition des fréquences : *Péricard (Michel)* (p. 4282).

Rôle de l'Etat en matière audiovisuelle : *Domenech (Gabriel)* (p. 4283) ; *Léotard (François)* (p. 4291).

Discussion du texte de la C.M.P. [12 août 1986] (p. 4292).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 4292 à 4300).

Article 7 : amendement n° 1 du Gouvernement (tendant à substituer aux deux premières phrases du troisième alinéa de cet article les dispositions suivantes : « les crédits nécessaires à l'accomplissement des missions de la commission sont inscrits au budget général de l'Etat ») ; statut financier de la commission nationale de la communication et des libertés ; autonomie financière de la commission ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution (p. 4301).

Article 55 : amendement n° 2 du Gouvernement (tendant à rédiger ainsi les deux premières phrases du premier alinéa de cet article « il approuve également le montant du produit attendu des recettes provenant de la publicité de marques. Ces recettes sont plafonnées à compter de 1987 et pour les deux années suivantes ») ; répartition et plafonnement des recettes publicitaires ; rôle du Parlement ; collecte de la redevance ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 70 : amendement n° 3 du Gouvernement (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; nécessité que le secteur public contribue à l'effort de réduction de la dépense publique ; statut des réalisateurs ; notion de licenciement de fait ; statut des salariés intermittents ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 72 *bis* : amendement n° 4 du Gouvernement (tendant à supprimer la fin de la dernière phrase du premier alinéa de cet article) après les mots « identifiable comme tel » ; limitation des interruptions publicitaires lors de la diffusion d'une œuvre cinématographique ; exemple de R.T.L. télévision ; rôle de la commission nationale de la communication et des libertés (p. 4303) ; limitation des coupures publicitaires ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 94 : amendement n° 5 du Gouvernement (tendant dans l'avant dernier alinéa de cet article à substituer aux mots « dans un délai d'un mois » les mots « dans un délai de vingt jours ») ; délai pendant lequel les membres de la commission nationale de la communication et des libertés participent à la cooptation d'autres membres ; problème des vacances judiciaires de la Cour de cassation ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Article 104 : amendement n° 6 du Gouvernement (tendant à rétablir cet article dans la rédaction suivante « les autorisations de faire diffuser des programmes par satellites de télédiffusion directe délivrées en application de l'article 7 de la loi du 29 juillet 1982 prennent fin à compter de la date de publication de la présente loi. Le retrait de l'autorisation ouvre droit à réparation du préjudice éventuellement subi par le titulaire » ; annulations des autorisations délivrées le 12 mars 1986 pour l'usage des canaux de T.D.F.1 et T.D.F.2 ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution.

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire, modifié par les amendements n° 1 à 6 du Gouvernement (p. 4304).

5. — Projet de loi n° 366 complétant la loi n° 86-897 du 1er août 1986 portant **réforme du régime juridique de la presse** et la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la **liberté de communication.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 2 octobre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication. — Urgence déclarée le 9 octobre 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Péricard. — Rapport n° **371** (7 octobre 1986). — Discussion les 9 et 10 octobre 1986. — Adoption le 10 octobre 1986. — Projet de loi n° **39**.

Sénat (première lecture), n° **7** (1986-1987) . — Dépôt le 16 octobre 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. — Rapport n° **19** (1986-1987) (21 octobre 1986). — Discussion le 21 octobre 1986. — Rejet le 21 octobre 1986. — Proposition de loi n° **5** (1986-1987).

Assemblée nationale deuxième lecture), n° **410**. — Dépôt le 22 octobre 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 29 octobre 1986] (p. 13021). — Bureau [*J.O.* du 7 novembre 1986] (p. 13402).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Michel Péricard. — Rapport n° **433** (6 novembre 1986). — Discussion le 8 novembre 1986. — Adoption avec modifications le 8 novembre 1986. — Projet de loi n° **42**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Adrien Gouteyron. — Rapport n° **64** (1986-1987) (6 novembre 1986). — Discussion le 12 novembre 1986. — Adoption définitive le 12 novembre 1986. — Projet de loi n° **11** (1986-1987).

Loi n° 86-1210 du 27 novembre 1986, publiée au *J.O.* du 28 novembre 1986 (p. 14297).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [9 octobre 1986] (p. 4499, 4533).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4506, 4507, 4508, 4509) ; *Kuster (Gérard)* (p. 4509, 4510) ; rejetée au scrutin public (p. 4510).

Question préalable de M. Pierre Joxe : *Schreiner (Bernard)* (p. 4511, 4512, 4513) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4513, 4514, 4515) ; rejetée au scrutin public (p. 4515).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe : *Carraz (Roland)* (p. 4540, 4541, 4542, 4543) ; *Péricard (Michel)* (p. 4543, 4544) ; rejetée au scrutin public (p. 4545).

Annulation par le Conseil constitutionnel des dispositions de limitation des concentrations dans la presse et l'audiovisuel (motifs de l'-) : *Péricard (Michel)* (p. 4499, 4501) ; *Léotard (François)* (p. 4503) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4506) ; *Kuster (Gérard)* (p. 4509) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4514) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 4515) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4517) ; *d'Aubert (François)* (p. 4519) ; *Bellon (André)* (p. 4521) ; *Baumel (Jacques)* (p. 4522) ; *Pelchat (Michel)* (p. 4533).

Câbles et satellites (retard de la France dans les -) : *Péricard (Michel)* (p. 4500) ; *Léotard (François)* (p. 4503) ; *Baumel (Jacques)* (p. 4523).

Capitaux étrangers (risque de contrôle de l'audiovisuel par les -) : *Schreiner (Bernard)* (p. 4512) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4518).

Commission nationale de la communication et des libertés (rôle de la - dans le contrôle des concentrations et renforcement de ses pouvoirs) : *Péricard (Michel)* (p. 4501) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4507) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4512) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4514) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 4517) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4518) ; *d'Aubert (François)* (p. 4520, 4521) ; *Béguet (René)* (p. 4536) ; *Léotard (François)* (p. 4538) ; *Carraz (Roland)* (p. 4542) ; *Péricard (Michel)* (p. 4543).

Concentration dans la presse et l'audiovisuel (dispositif de limitation des -) : *Péricard (Michel)* (p. 4501) ; *Léotard (François)* (p. 4505, 4538) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4508) ; *Kuster (Gérard)* (p. 4509) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4518) ; *d'Aubert (François)* (p. 4519) ; *Bellon (André)* (p. 4522) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4523) ; *Pelchat (Michel)* (p. 4533, 4534) ; *Béguet (René)* (p. 4536) ; *Carraz (Roland)* (p. 4541).

Concurrence internationale et échanges en matière de communication : *Péricard (Michel)* (p. 4500) ; *Léotard (François)* (p. 4504).

Contrôle de sociétés (notion de -) :- *Léotard (François)* (p. 4505) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4507, 4508) ; *Kuster (Gérard)* (p. 4510) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4518) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4524) ; *Carraz (Roland)* (p.4542).

Coopération européenne en matière audiovisuelle : *Fiterman (Charles)* (p. 4519).

Désinformation : *Domenech (Gabriel)* (p. 4516).

Difficultés d'application et complexité du projet de loi : *Péricard (Michel)* (p. 4501) ; *Kuster (Gérard)* (p. 4509) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 4515) ; *Bellon (André)* (p. 4522) ; *Carraz (Roland)* (p. 4540).

Equilibre entre les médias : *Barrot (Jacques)* (p. 4513) ; *Léotard (François)* (p. 4538).

Equipe rédactionnelle (abandon de la notion d'-) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4508) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4513) ; *Bellon (André)* (p. 4522) ; *Carraz (Roland)* (p. 4542).

Groupes français et étrangers de communication (et notamment stratégie des groupes Hachette, Havas et Hersant) : *Péricard (Michel)* (p. 4501) ; *Léotard (François)* (p. 4503, 4504) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4507) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4512) ; *d'Aubert (François)* (p. 4520) ; *Loncle (François)* (p. 4534).

Initiatives décentralisées en matière audiovisuelle (développement des -) : *Fiterman (Charles)* (p. 4519).

Multimédia (groupe et réglementation -) : *Léotard (François)* (p. 4504, 4505) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4518) ; *Carraz (Roland)* (p. 4541).

Pouvoir politique (contrôle de l'audiovisuel par le -) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4518) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4511, 4512) ; *Loncle (François)* (p. 4534).

Pluralisme : *Schreiner (Bernard)* (p. 4513) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4523) ; *Carraz (Roland)* (p. 4542).

Presse écrite (intérêts de la -) : *Barrot (Jacques)* (p. 4513, 4514) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4537).

Privatisation de TF 1 : *d'Aubert (François)* (p. 4520) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 4516) ; *Baumel (Jacques)* (p. 4523) ; *Carraz (Roland)* (p. 4543).

Publicité (partage des ressources de la -, et création d'un observatoire du marché publicitaire) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4509) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4511) ; *Barrot (Jacques)* (p. 4514, 4515) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4537) ; *Léotard (François)* (p. 4538).

Redevance (diminution de la -) : *Loncle (François)* (p. 4534) ; *Léotard (François)* (p. 4539).

Réglementation anticoncentration à l'étranger (aux Etats-Unis notamment) : *Léotard (François)* (p. 4506) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4507) ; *Kuster (Gérard)* (p. 4510).

Séparation des fonctions de publicitaires, de producteurs, de programmateurs et de diffuseurs : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4508) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 4513) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 4524) ; *Carraz (Roland)* (p. 4542).

Service public de l'audiovisuel (affaiblissement du -) : *Schreiner (Bernard)* (p. 4511) ; *Fiterman (Charles)* (p. 4519) ; *Loncle (François)* (p. 4536).

Discussion des articles [9 octobre 1986] (p. 4544) [10 octobre 1986] (p. 4591, 4629).

Avant l'article 1er : amendement n° 19 de M. Jean-Jack Queyranne (plurarité des entreprises de communication contribuant à l'exercice effectif de la liberté de communication) ; pluralisme devant reposer sur la concurrence ; texte de septembre 1986 visant explicitement à développer la liberté de la communication audiovisuelle (p. 4544) ; rejeté ; amendement n° 20 de M. Bernard Schreiner (mise en œuvre du pluralisme de la communication garantie par les dispositions de la présente loi et par la C.N.C.L.) ; rôles respectifs du législateur et de la C.N.C.L. ; danger consistant à inviter la C.N.C.L. à fixer elle-même sa propre jurisprudence ; comparaison de la C.N.C.L. et de la commission Caillavet ; rejeté ; amendement n° 21 de M. Jean-Jack Queyranne (commission nationale de la communication et des libertés veillant par ces recommandations au respect de l'expression libre et pluraliste des courants de pensée et d'opinion) ; rôle de la C.N.C.L. à l'égard de la presse écrite (p. 4545) ; équipes d'information auxquelles peut recourir la C.N.C.L. ; rôle de la C.N.C.L. dans la répartition des fréquences et à l'égard du secteur privé ; rejeté (p. 4546) ; amendement n° 24 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Roland Carraz (moyens de la C.N.C.L.) ; investigations de la C.N.C.L. dans le domaine de la presse ; C.N.C.L. et commission Caillavet ; rejeté ; amendement n° 22 de M. Bernard Schreiner (définition de l'entreprise de communication) ; spécificité des entreprises de communication (p. 4547) ; inopportunité de replacer la presse écrite dans un système d'autorisation ; rejeté ; amendement n° 23 de M. Jean-Jack Queyranne (définition de la notion de contrôle) ; moyens de la commission pour apprécier les situations de concentration ; inapplicabilité du texte sans définition de la notion de contrôle ; rejeté.

Article 1er *(rétablissement des articles 28 à 31 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication)* (p. 4548) ; modalités de répartition des fréquences dans le domaine de la radio et de la télévision ; obligation de réserve des membres de la C.N.C.L. ; attitude de M. Michel Droit (p. 4549) ; régime de l'autorisation ne permettant pas d'imposer aux personnes privées le respect des missions de service public ; pouvoirs de la C.N.C.L. ; rôle de la C.N.C.L. dans la régulation des différents services de communication audiovisuelle ; rôles respectifs du législateur et de la C.N.C.L. (p. 4550) ; inoppor-

tunité de substituer à la Haute-Autorité une nouvelle instance ; partage des ressources publicitaires ; attitude de M. Michel Droit ; **rappel au règlement** de M. Bertrand Cousin (p. 4551) ; nomination de M. Michel Droit à la C.N.C.L. ; organisation des travaux de l'Assemblée ; compétences de la C.N.C.L. (p. 4552) ; nombre d'emplois créés par les radios locales privées ; adaptation de la loi à la technologie actuelle ; désignation par l'Académie française d'un membre de la C.N.C.L. ; *article 29 de la loi du 30 septembre 1986 :* amendement n° 1 de la commission (critères d'autorisation par la C.N.C.L. des services de radio) (p. 4553) ; sous-amendement n° 25 de M. Jean-Jack Queyranne (tendant après les mots « pour le public » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet amendement : « veille aux risques d'abus de position dominante et d'entrave à la concurrence dans le partage des ressources publicitaires entre les médias notamment au niveau régional ») ; sous-amendement n° 54 du Gouvernement (tendant après les mots « au regard » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet amendement : « des impératifs prioritaires que sont la sauvegarde du pluralisme des courants d'expression socioculturels et la diversification des opérateurs et de la nécessité ») ; participation des candidats dans des régies publicitaires et dans des entreprises éditant des publications ; problème de concentration au niveau régional ; répartition des ressources publicitaires au niveau régional (p. 4554) ; sous-amendement n° 25 : rejeté ; signification de la notion de diversification des opérateurs ; sous-amendement n° 54 : adopté ; amendement n° 1 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 26 de M. Bernard Schreiner (obligation pour la C.N.C.L. dans l'hypothèse où il ne peut exister qu'une seule fréquence dans une zone donnée d'imposer au candidat à l'autorisation des obligations destinées à assurer une expression libre et pluraliste des idées et courants d'opinion) ; rareté des fréquences dans certaines zones ; rejeté ; amendement n° 27 de M. Jean-Jack Queyranne (critères de la C.N.C.L. dans les appréciations qu'elle porte quant aux risques d'abus de position dominante et d'entrave à la concurrence dans le partage des ressources publicitaires entre les médias) ; partage des recettes publicitaires au niveau régional (p. 4555) ; rejeté (p. 4556) ; *article 30 de la loi du 30 septembre 1986 :* amendement n° 2 de la commission (critères de l'autorisation accordée par la commission) ; sous-amendement n° 55 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 28 de M. Bernard Schreiner : devenu sans objet ; *article 31 de la loi du 30 septembre 1986 :* amendement n° 3 de la commission (critères dont doit tenir compte la C.N.C.L. pour l'autorisation des services de radiodiffusion par satellite) ; sous-amendement n° 56 du Gouvernement (de coordination) ; choc que constitue pour le marché publicitaire la privatisation de TF 1 (p. 4592) ; situation de la presse écrite ; sous-amendement n° 56 : adopté ; amendement n° 3, ainsi modifié : adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 29 de M. Bernard Schreiner (publication quotidienne des services de communication audiovisuelle diffusant des informations politiques et générales devant comporter une équipe rédactionnelle autonome et suffisante composée de journalistes professionnels au sens de l'article L. 761-2 du code du travail) ; constitution de sociétés et de rédacteurs à TF 1 et Antenne 2 ; notion d'équipe rédactionnelle (p. 4593) ; inutilité de la notion d'équipe rédactionnelle pour garantir le pluralisme ; texte permettant à un groupe de presse de prendre le contrôle de plusieurs médias de nature différente ; statut des journalistes des radios locales ; rejeté au scrutin public (p. 4594) ; amendement n° 30 de M. Jean-Jack Queyranne (obligation pour toute personne cédant ou acquérant une part du capital ou des droits de vote d'une entreprise de communication ayant pour effet de transférer à l'acquéreur 5 % et plus du capital ou des droits de vote de cette entreprise ou ayant pour effet de lui faire détenir plus de 25 % du capital ou des droits de vote, d'en faire la déclaration à la C.N.C.L.) ; information de la C.N.C.L. sur les mouvements de capitaux à l'intérieur des entreprises de communication ; délai dont dispose la C.N.C.L. pour apprécier le transfert au regard des dispositions relatives au pluralisme ; législation sur la concurrence devant s'appliquer aux entreprises de communications.

Article 2 *(limitation des participations au capital des sociétés titulaires d'autorisations relatives à des services de télévision par voie hertzienne) :* article 39 de la loi du 30 septembre 1986 n'interdisant pas de cumuler des prises de participation d'un montant de 25 % dans toutes les chaînes nationales (p. 4595) ; décision du Conseil constitutionnel ; situation des télévisions hertziennes nationales ; mouvements de regroupement de journaux en cours ; situation des télévisions régionales ; partage des recettes publicitaires entre le secteur privé et le secteur public ; seuil de concentration retenu pour les télévisions par satellite et les télévisions régionales (p. 4596) ; notion de contrôle ; nécessité d'une équipe rédactionnelle au sein des entreprises de communication ; informations diffusées par les radios locales ; *article 39 de la loi du 30 septembre 1986 :* amendement n° 31 de M. Jean-Jack Queyranne (possibilité pour une même personne de ne détenir de participation que dans le capital d'une seule société titulaire d'une autorisation relative à un service de télévision nationale par voie hertzienne) ; répartition des fréquences de télévision sur le plan national ; situation de TF 1 ; notion de participation croisée (p. 4597) ; pouvoir d'appréciation de la C.N.C.L. en matière de contrôle des concentrations ; impossibilité pour une seule personne de contrôler plus d'une chaîne nationale ; rejeté ; amendement n° 32 de M. Bernard Schreiner (tendant à supprimer le dernier alinéa du paragraphe 2 du texte proposé pour cet article) ; problème de concentration en matière de satellite ; intérêt du satellite TDF 2 ; opportunité de limiter à 5 % la troisième participation dans les satellites (p. 4598) ; nécessité que les intervenants français puissent intervenir sans limitation sur le satellite ; rejeté ; amendement n° 33 de M. Jean-Jack Queyranne (tendant dans le paragraphe III du texte proposé pour l'article 39 de la loi du 30 septembre 1986 à substituer aux mots « de la moitié » les mots « du quart ») ; possibilité pour une personne ou un groupe de détenir jusqu'à 50 % du capital d'une chaîne de télévision régionale ; nécessité que les entreprises de presse soient présentes dans le capital des sociétés de télévision régionale ; insuffisance des dispositions relatives aux abus de position dominante ; participation dans le capital des sociétés de télévision régionale (p. 4599) ; difficultés de la presse écrite régionale ; rejeté ; amendement n° 34 de M. Bernard Schreiner (impossibilité pour une personne possédant ou contrôlant une ou plusieurs publications périodiques principalement consacrées aux programmes de radiodiffusion et de télévision diffusés par les entreprises de communication audiovisuelle de détenir, directement ou indirectement, aucune participation dans le capital ou les droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service de télévision national) ; nécessité d'éviter que les hebdomadaires consacrés aux programmes de radiodiffusion et de télévision puissent intervenir ou être partie prenante dans des groupes appropriés dans une télévision nationale ; impossibilité pour la C.N.C.L. d'obliger une entreprise à abandonner une publication ; position de M. Bertelsmann ; situation des hebdomadaires de télévision (p. 4600) ; rejeté ;

— article 2 : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 35 de M. Jean-Jack Queyranne (obligation pour une société titulaire d'une autorisation relative à un service de télévision par voie hertzienne de consacrer une part de ses ressources à la production de programme) ; nécessaire séparation des fonctions publicitaire d'information et de production ; rôle des Sofica ; commission nationale de la communication et des libertés fixant la part maximale d'émissions produites par l'exploitant du service (p. 4601) ; rejeté ; amendement n° 36 de M. Bernard Schreiner (impossibilité pour une personne détenant directement ou indirectement une participation dans le capital ou les droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service de télévision national d'assurer directement ou indirectement la collecte des ressources publicitaires d'un autre service de radiodiffusion national) ; nécessité d'éviter la concentration des fonctions de diffuseur et de régisseur dans les régies et agences de publicité ; modalités de constitution de Canal plus ; rejeté.

Article 3 *(limitation des cumuls d'autorisations relatives à des services de communication audiovisuelle)* (p. 4602) ; situation des titulaires d'autorisations pour des radios émettant en modulation de fréquence ; interdiction à un titulaire d'autorisation pour une télévision hertzienne régionale de cumuler plusieurs autorisations dans la même zone ; sens de la décision du conseil constitutionnel ; constitution de véritables empires médiatiques pouvant mettre en cause le pluralisme (p. 4603) ; caractère peu contraignant du dispositif proposé ; inopportunité de laisser la C.N.C.L. forger sa propre jurisprudence ; situation aux Etats-Unis ; attitude des grands groupes de communication (p. 4604) ; *article 41 de la loi du 30 septembre 1986 :* amendement n° 14 de M. Michel Péricard (de coordination) ; définition du service de radiodiffusion à caractère national ; adopté ; amendement n° 37 de M. Jean-Jack Queyranne (tendant après les

mots « territoire métropolitain » à rédiger ainsi la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article : « ou plus de 20 millions d'habitants, ne peut devenir titulaire d'une autre autorisation de même nature. Le cumul d'autorisations pour des services de même : nature ne peut excéder la desserte de 20 millions d'habitants ») ; autorisation en matière de radiodiffusion sonore ; inopportunité d'interdire aux radios périphériques de créer de nouveaux services et de limiter de façon trop brutale les réseaux fédérés ; rejeté ; *article 41-1 de la loi du 30 septembre 1986 :* amendement n° 38 de M. BernardSchreiner (tendant dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 41-1 de la loi du 30 septembre 1986 à substituer aux mots « dépasse au total » le mot « atteint ») ; situation du réseau N.R.J. (p. 4605) ; dispositif proposé permettant de posséder deux réseaux de radio desservant plus de quatre millions d'habitants ; adopté ; amendement n° 39 de M. Jean-Jack Queyranne (tendant dans le troisième alinéa (2°) du texte proposé pour l'article 41-1 de la loi du 30 septembre 1986 à substituer au mot « trente » le mot « vingt ») ; réduction de trente à vingt millions de personnes de la population touchée par les radios dont l'autorisation est détenue par un même titulaire ; rejeté ; amendement n° 40 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (tendant à rédiger ainsi le cinquième alinéa (4°) du texte proposé pour cet article : « 4° Editer ou contrôler une publication quotidienne d'information politique ou générale à caractère régional ou local, en position dominante dans la zone ») ; définition du terme de « position dominante » ; impossibilité d'exiger la coïncidence entre la zone d'extension d'une radio, d'une télévision ou d'un réseau câblé et la zone de diffusion d'un quotidien concerné ; rejeté ; amendement n° 4 de la commission (de coordination). adopté ; amendement n° 41 de M. Bernard Schreiner soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (tendant dans le cinquième alinéa (4°) du texte proposé pour cet article à substituer au pourcentage « 20 % » le pourcentage « 15 % ») (p. 4606) ; possibilité pour les quotidiens représentant moins de 20 % du total de la diffusion des quotidiens nationaux d'avoir une chaîne de télévision nationale et une chaîne de radio nationale ; rejeté ; *article 41-2 de la loi 30 septembre 1986 :* amendement n° 5 de la commission (tendant après les mots « national ou non » à rédiger ainsi la fin du troisième alinéa (2°) du texte proposé pour cet article : « dont l'audience potentielle cumulée, dans la zone considérée, dépasse 10 % des audiences potentielles cumulées dans la même zone, de l'ensemble des services, publics ou autorisés, de même nature ») ; cumul d'autorisations concernant le service de radio ; adopté ; amendement n° 42 de M. Bernard Schreiner soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (tendant à rédiger l'avant-dernier alinéa (4°) du texte proposé pour cet article : « 4° éditer ou contrôler une publication quotidienne d'information politique ou générale à caractère régional ou local, en position dominante dans la zone ») ; seuil retenu par le projet de loi permettant de détenir plusieurs publications ; rejeté ; amendement n° 6 de la commission (tendant dans l'avant dernier alinéa (4°) du texte proposé pour cet article à insérer après le mot « éditer » les mots « ou contrôler ») : adopté (p. 4607) ; *article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 :* amendement n° 7 de la commission (tendant dans le troisième alinéa (2°) du texte proposé pour cet article à insérer après les mots « société titulaire d'autorisation » les mots « ou a placé celle-ci sous son autorité ou sa dépendance ») ; hypothèse de contrôle par des moyens autre que financiers ou juridiques ; adopté ; amendement n° 15 de M. Michel Péricard (définition de la personne regardée comme titulaire d'une autorisation) ; amendement n° 8 de la commission (même objet) ; nécessité d'éviter toute discrimination entre les différentes radios périphériques ; nécessité de soumettre les satellites diffusant sur la France en langue française au même système d'autorisation que les radios ; exemple de R.T.L. ; assimilation des télévisions terrestres aux télévisions par satellites ; amendement n° 15 : adopté ; en conséquence, amendement n° 8 : devenu sans objet (p. 4630) ; amendement n° 9 de la commission (définition du réseau à caractère national en matière de radiodiffusion sonore par voie hertzienne) ; seuil de diffusion retenu par le projet ; exemple du réseau N.R.J. ; adopté, amendement n° 58 du Gouvernement (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 10 de la commission (définition de l'audience potentielle d'un service de communication audiovisuelle) : adopté ; *article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 :* amendement n° 57 du Gouvernement (champ d'application de cet article) : nécessité de rendre systématique la consultation de la C.N.C.L. par les autorités ayant vocation à intervenir dans le domaine de la concentration (p. 4631) ; inopportunité que le ministre de l'économie puisse statuer sur une concentration sans l'avis préalable de la C.N.C.L. ; dispositions générales relatives à la concentration s'appliquant aussi aux entreprises de communication ; possibilité de ne saisir les tribunaux pour les situations de concentration excessive dans la presse qu'à partir du seuil de diffusion de 30 % ; inopportunité qu'un ministre des finances intervienne dans un domaine que le conseil constitutionnel a considéré comme un domaine essentiel des libertés publiques (p. 4632) ; utilité d'appliquer à la presse le droit commun de la concurrence ; adopté ; en conséquence, amendement n° 11 de la commission et sous-amendement n° 18 de Mme Christine Boutin : devenus sans objet ; amendement n° 48 de M. François d'Aubert (Commission nationale de la communication et des libertés veillant à ce que le contrôle des services de télévision et de radiodiffusion ou de leur régie publicitaire par une agence de publicité ou une centrale d'achat d'espace ne créé pas les conditions d'une concurrence déloyale) ; conditions de financement des médias ; intégration verticale à partir d'agences de publicité vers tous les supports médiatiques ; C.N.C.L. devant être amenée à opérer des investigations dans les groupes de presse (p. 4633) ; adopté ; *après l'article 41-4 de la loi du 30 septembre 1986 :* amendement n° 51 de M. François d'Aubert (commission de la concurrence veillant à ce que le cumul de position dominante ou d'activité dans les secteurs de l'audiovisuel, de l'édition, de la presse, de la publicité ou des télécommunications n'entrave abusivement l'accès aux marchés et supports correspondants ») ; sous-amendement n° 59 du Gouvernement (rédactionnel) ; système des synergies excessives naissant de l'utilisation par un groupe multimédia de tous les supports dont il dispose ; pratique d'autopublicité ; rôle de la C.N.C.L. ; risque de confusion entre les parties rédactionnelle et publicitaire des émissions ; promotion rédactionnelle à travers les émissions normales (p. 4634) ; sous-amendement verbal de M. Jean-Jack Queyranne à l'amendement n° 51 de M. François d'Aubert (tendant à rédiger ainsi cet amendement : « article 41-5 : La commission nationale de la communication et des libertés et la commission de la concurrence prévue...) ; coexistence du rôle de la commission nationale et de la commission de la concurrence ; sous-amendement de M. Jean-Jack Queyranne : rejeté ; sous-amendement n° 59 : adopté ; amendement n° 51, ainsi modifié : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(coordination) :* bilan de la loi de 1982 sur l'audiovisuel (p. 4635) ; création d'une Haute-Autorité indépendante du pouvoir politique ; modernisation du service public ; augmentation des recettes publicitaires de TF1 ; suppression de la redevance sur les magnétoscopes ; évolution des radios du service public ; situation de FR3 ; marché potentiel de la publicité télévisuelle (p. 4636) ; abrogation de la loi de 1982 ; suppression du C.N.C.A. ; avenir de la S.F.P. et de l'I.N.A. ;

— article 4 : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 12 de la commission (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article 17 de la loi du 30 septembre 1986 à insérer après les mots « autorité administrative ou judiciaire » le mot « compétente ») : adopté (p. 4637) ; amendement n° 16 de la commission (mise en demeure par la C.N.C.L. de faire cesser les abus de position dominante et les pratiques entravant le libre exercice de la concurrence dont elle aurait eu connaissance) ; sous-amendement n° 52 de M. Bertrand Cousin (tendant après les mots « elle peut notamment » rédiger ainsi la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet amendement « mettre en demeure les entreprises concernées de procéder à des cessions d'actifs ») ; sous-amendement n° 53 de M. Bertrand Cousin (tendant dans le troisième alinéa de cet amendement à supprimer les mots « ou ne procèdent pas aux cessions d'actifs prescrites ») ; renforcement des compétences de la C.N.C.L. en faveur de la protection de la libre concurrence ; justice devant saisie dès lors que ceux à qui la C.N.C.L. aura adressé des mises en demeure ne s'y seront pas conformés ; sanction pénale du refus de procéder à des cessions d'actifs après mise en demeure de la C.N.C.L. (p. 4638) ; sous-amendements n° 52 et 53 : adoptés ; amendement n° 16, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 47 de M. Léonce Deprez soutenu par M. Bertrand Cousin (création sous l'autorité de l'Etat avec la participation du Parlement d'un observatoire du marché publicitaire regroupant les différentes entreprises de communication) ; nécessité que le développement des médias de télévision n'aboutissent pas à déstabiliser les recettes publicitaires de la presse écrite ; domaine de la loi et du règlement (p. 4639) ; retiré.

Article 5 *(limitation des concentrations dans le secteur de la presse écrite) :* prise en compte de l'existence des groupes

de presse ; possibilité offerte par le droit moderne des sociétés d'exercer une influence déterminante sur la gestion d'un journal sans en posséder le capital ; nécessité d'une définition claire de la notion de contrôle ; seuil de diffusion retenu ; valeur du considérant du Conseil constitutionnel sur la définition du pluralisme ; situation du groupe Hersant (p. 4640) ; avenir de la presse d'opinion ; prise en compte de la notion d'entreprise de presse ; volonté du Gouvernement de ménager M. Hersant ; rôles respectifs de la commission de la concurrence et de la C.N.C.L. ; moyen de contrôler le seuil de diffusion de 30 % retenu (p. 4641) ; définition de la notion de contrôle ; prohibitions édictées à l'article 11 concernant l'ensemble des personnes physiques ou morales ou leurs groupements qui directement ou indirectement procèdent aux opérations d'acquisition, de prise en location-gérance ou de prise de contrôle que ces personnes soient ou non des entreprises éditrices ; **rappel au règlement** de M. Roland Carraz (p. 4642) ; amendement n° 43 de M. Bernard Schreiner soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (rétablissement des seuils maximaux de diffusion fixés par la loi de 1984) ; situation du groupe de M. Hersant à l'égard de la loi de 1984 ; rejeté ; amendement n° 44 de M. Jean-Jack Queyranne (tendant au début de la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article à insérer après les mots « prise en location-gérance » les mots « ou la substitution de titres ») ; absorption de l'*Aurore* par *le Figaro* (p. 4643) ; rejeté ; amendement n° 13 de la commission (tendant à compléter le troisième alinéa du paragraphe I de cet article par les mots « ou s'entend de toute situation dans laquelle une personne physique ou morale ou un groupement de personnes physiques ou morales, aurait placé une publication sous son autorité ou sa dépendance ») ; précision de la notion de contrôle ; définition du contrôle donnée par l'article 355-1 de la loi de 1966 sur les sociétés ; rôles respectifs du législateur et du conseil constitutionnel ; opération de prise de contrôle indirect ; situation du *Midi libre* et de l'*Indépendant de Perpignan* ; adopté ; amendement n° 45 de M. Bernard Schreiner soutenu par M. François Loncle (tendant à supprimer le paragraphe III de l'article 5) (p. 4644) ; nécessité de maintenir la loi de 1984 ; rappel de la décision du conseil constitutionnel sur la loi de 1984 ; inopportunité d'abroger l'ordonnance 1944 et la loi de 1984 ; rejeté ;

— article 5 : adopté au scrutin public.

Titre : amendement n° 46 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (tendant à rédiger ainsi le titre du projet de loi : projet de loi visant à assurer le pluralisme et à limiter la concentration des entreprises de communication) ; rôle de la commission nationale de la communication et des libertés (p. 4645) ; ignorance des concentrations verticales ; nomination de M. Michel Droit à la C.N.C.L. ; moyens comparés de la Haute autorité et de la C.N.C.L. ; rejeté ;

— en conséquence le titre du projet de loi demeure dans sa rédaction initiale (p. 4646).

Explications de vote (p. 4647).

Académie française : *Léotard (François)* (p. 4649).

Bilan de la loi de 1982 : *Léotard (François)* (p. 4649).

C.N.C.L. (rôle de la -) : *Hage (Georges)* (p. 4647) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4648) ; *Béguet (René)* (p. 4648).

Conseil constitutionnel (rôle du -) : *Hage (Georges)* (p. 4647) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4648) ; *Béguet (René)* (p. 4648) ; *Léotard (François)* (p. 4649).

Dispositif anti-concentration : *Hage (Georges)* (p. 4647) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4648).

Droits du Parlement : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 4648) ; *Léotard (François)* (p. 4648, 4649).

Influence de la presse sur la vie politique : *Domenech (Gabriel)* (p. 4647, 4648).

Vote hostile du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 4647).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Béguet (René)* (p. 4648).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4650) ;

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [8 novembre 1986] (p. 6057).

Commission nationale de la communication et des libertés (composition de la -) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6059).

Commission nationale de la communication et des libertés (rôle de la -) : *Péricard (Michel)* (p. 6057) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6058) ; *Léotard (François)* (p. 6060).

Concentrations dans l'audiovisuel : *Péricard (Michel)* (p. 6057, 6058) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6059).

Concentrations en matière de presse : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6058, 6059).

Décision du conseil constitutionnel : *Péricard (Michel)* (p. 6057) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6058) ; *Léotard (François)* (p. 6060).

Duplication des programmes sur plusieurs fréquences : *Péricard (Michel)* (p. 6058) ; *Léotard (François)* (p. 6061).

Législation sur la concentration aux Etats-Unis : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6058) ; *Léotard (François)* (p. 6060).

Participations déjà détenues à la date de promulgation de la loi : *Péricard (Michel)* (p. 6058) ; *Léotard (François)* (p. 6060, 6061).

Procédure pour l'adoption du projet : *Péricard (Michel)* (p. 6057) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6058) ; *Léotard (François)* (p. 6059).

Sociétés locales d'exploitation du câble : *Léotard (François)* (p. 6061).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 6061).

Après l'article 5 : amendement n° 1 du Gouvernement : (sociétés locales d'exploitation du câble) ; lourdeur de la procédure prévoyant l'obligation de constituer une société d'économie mixte d'exploitation pour les réseaux câblés : adopté.

Explications de vote (p. 6064).

Abstention du groupe Front national : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 6066).

Commission nationale de la communication et des libertés (composition de la) : *Assensi (François)* (p. 6065).

Contenu des programmes : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 6065, 6066).

Décision du conseil constitutionnel : *Carraz (Roland)* (p. 6064) ; *Asensi (François)* (p. 6065).

Législation sur la concentration aux Etats-Unis : *Asensi (François)* (p. 6065).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Carraz (Roland)* (p. 6064).

Vote négatif du groupe communiste : *Asensi (François)* (p. 6065).

Vote négatif du groupe socialiste : *Carraz (Roland* (p. 6065).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la C.M.P. modifié par l'amendement n° 1 du Gouvernement, au scrutin public (p. 6066).

Voir *Presse, édition et imprimerie* **2**.
Radiodiffusion et télévision.

AUTO-ECOLE

Voir *Taxe sur la valeur ajoutée* **1**.

AUTOMOBILE

Voir *Commerce et artisanat* **2**.

AUTOMOBILE (industrie)

Voir *Loi de finances* **2**.

AUTORITE PARENTALE

Voir *Famille* **1**.

AUTOROUTES

Projet A 26

Voir *Questions orales sans débat* **47**.

Projet A 64

Voir *Questions orales sans débat* **7**, **53**.

AUTO-STOP

Voir *Police de la route et circulation routière* **2**.

AUTRICHE

Voir *Traités et conventions* **19**.

AUXILIAIRES DE VIE

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi, questions.

AVIATION CIVILE

Voir *Environnement* **1**.

AVICULTEURS

Voir *Questions au Gouvernement* **120**.

AVOCATS

Voir *Justice* **3**.

AVORTEMENT

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi, questions.
Loi de finances rectificative **1**, article 8.
Rappels au règlement **357, 424, 426**.
Sécurité sociale **6**.
Vie, médecine et biologie **2**.

Remboursement par la sécurité sociale

Voir *Famille* **5**.
Politique économique et sociale **5**.
Questions au Gouvernement **267**.
Rappels au règlement **439, 453**.

B

BACCALAUREAT

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I, enseignement scolaire.

BANANE

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.

BANGLADESH

Voir *Traités et conventions* **4**.

BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Voir *Politique économique et sociale* **1**.

Chèques payants

Voir *Questions orales sans débat* **164**.
Questions au Gouvernement **252**.

Taxe de tenue de compte bancaire

Voir *Questions au Gouvernement* **205**.
Questions orales sans débat **18**.

B.A.P.S.A.

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.

BARRAGE DE PETIT SAUT (Guyane)

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.

BATELLERIE

Voir *Transports fluviaux*.

BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS

1. — Proposition de loi n° 272 tendant à instituer une **garantie de paiement des prestations contractuelles** relevant de l'article 1779-3° du code civil.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Jean-Pierre Roux. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — Proposition de loi n° 311 tendant à organiser la **lutte contre les termites**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Joseph-Henri Maujouän du Gasset. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Elie Marty (13 novembre 1986).

3. — Proposition de loi n° 453 relative à la **responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Roland Blum. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (27 novembre 1986).

Fin de chantier (licenciement de)

Voir *Travail* **14**.

BAUX COMMERCIAUX

1. — Proposition de loi n° 417 visant à modifier le champ d'application de l'article 3 de la loi du 17 mars 1909 relative à la **cession du droit au bail entraînant cessation d'activité du cédant.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 octobre 1986 par M. Jean-Marie Demange. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Lamassoure (27 novembre 1986).

2. — Projet de loi n° 484 relatif au **renouvellement des baux commerciaux en 1987.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 19 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services. — Urgence déclarée le 4 décembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Lamassoure (21 novembre 1986). — Rapport n° **500** (27 novembre 1986). — Discussion le 4 décembre 1986. — Adoption le 4 décembre 1986. — Projet de loi n° **54**.

Sénat (première lecture), n° **93** (1986-1987). — Dépôt le 5 décembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. René-Georges Laurin. — Rapport n° **97** (1986-1987) (10 décembre 1986). — Discussion le 11 décembre 1986. — Adoption le 11 décembre 1986. — Projet de loi n° **27** (1986-1987).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **546**. — Dépôt le 11 décembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Lamassoure. — Rapport n° **564** (17 décembre 1986). — Discussion le 17 décembre 1986. — Adoption définitive le 17 décembre 1986. — Projet de loi n° **78**.

Loi n° 86-1291 du 23 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 24 décembre 1986 (p. 15541).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [4 décembre 1986] (p. 7099).

Blocage des loyers (maintien du -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7101).

Commerce indépendant et rural (problèmes et mutation du -) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 7101, 7105).

Concertation avec les locataires et les propriétaires (organisation d'une -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 7100) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 7101) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7102) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7104).

Droit au bail et maintien du commerçant dans les lieux : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 7101) ; *Asensi (François)* (p. 7103) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7103).

Grandes surfaces (inopportunité d'une ouverture des - le dimanche) : *Chavanes (Georges)* (p. 7104).

Liberté des loyers (organisation du retour à la -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 7099, 7100) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7100, 7104) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 7101) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7101, 7102) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7102) ; *Asensi (François)* (p. 7102) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7103, 7104).

Location (types exclus du système de plafonnement pour 1987) : *Chavannes (Georges)* (p. 7100) ; *Asensi (François)* (p. 7102).

Loi Royer (application de la -) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 7101) ; *Chavannes (Georges)* (p. 7104).

Rapport Rueff-Armand (recommandations du -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 7103) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7104).

Statut du commerçant et du conjoint : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 7101).

Taux de révision des loyers pour 1987 : *Lamassoure (Alain)* (p. 7099) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7100) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7102) ; *Asensi (François)* (p. 7102).

Discussion des articles (p. 7104).

Article unique *(valeur du coefficient de revalorisation plafond des loyers commerciaux)* amendement n° 3 de M. François Asensi (tendant à fixer le coefficient de revalorisation plafond à 1,95) amendement n° 1 de la commission des lois (tendant à fixer le coefficient de revalorisation plafond à 2) ; amendement n° 3 : rejeté ; amendement n° 1 : adopté (p. 7104).

— article unique, ainsi modifié : adopté.

Après l'article unique : amendement n° 2 de la commission des lois (tendant à organiser un retour progressif à la liberté des loyers à partir de 1988) ; sous-amendement n° 4 du Gouvernement à l'amendement n° 2 de la commission des lois (tendant à supprimer le paragraphe deux de cet amendement) ; sous-amendement n° 5 du Gouvernement à l'amendement n° 2 de la commission des lois (précisant que l'article 23-6 du décret du 30 septembre 1953 est abrogé à compter du 1er janvier 1991) ; concertation entre les organisations représentatives de propriétaires et de locataire sur les modalités de retour à la liberté des baux (p. 7105) ; retraits des demandes de scrutin public ; incidente de M. P. Joxe sur le projet de loi Devaquet ; sous-amendement n° 4 : adopté ; sous-amendement n° 5 : adopté ; amendement n° 2 : adopté après modification.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7106).

DEUXIEME LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1986] (p. 7755).

Concertation avec les locataires et les propriétaires (organisation d'une - sur la sortie du système actuel de fixation des loyers) : *Lamassoure (Alain)* (p. 7755) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7756) ; *Marchand (Philippe)* (p. 7756) ; *Chomat (Paul)* (p. 7756).

Liberté des loyers (inquiétude des professionnels face au dispositif organisant la - et opposition du groupe communiste à ces mécanismes) : *Marchand (Philippe)* (p. 7756) ; *Chomat (Paul)* (p. 7756).

Liberté des loyers (suppression du dispositif organisant la - au Sénat) : *Lamassoure (Alain)* (p. 7755) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7755).

Taux de révision des loyers pour 1987 : *Lamassoure (Alain)* (p. 7755) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7755, 7756).

Discussion des articles [17 décembre 1986] (p. 7756).

Article 2 (supprimé par le Sénat) : demeure supprimé (p. 7756).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7756).

BAUX D'HABITATION

Voir *Logement et habitat* **3.**

BAUX RURAUX

Voir *Agriculture* **5.**

BENEVOLAT

Voir *Associations et mouvements* **3.**
Sports **1.**

BIDASSOA

Blocage de l'embouchure de la - par des chalutiers espagnols

Voir *Questions au Gouvernement* **121.**

BIENS VACANTS

Voir *Communes* **1.**

BOIS

Voir *Bâtiments et travaux publics* **2.**

BOIS ET FORETS

1. — Proposition de loi n° 43 tendant à la sauvegarde, la restauration et la mise en valeur des **forêts méditerranéennes.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Vincent Porelli et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

2. — Proposition de loi n° 420 relative à la **défense de la forêt méditerranéenne contre les incendies.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 octobre 1986 par Mme Louise Moreau. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : Mme Louise Moreau (13 novembre 1986).

3. — Proposition de loi n° 421 relative à la **protection de la forêt méditerranéenne.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 octobre 1986 par M. Jacques Farran. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jacques Farran (11 décembre 1986).

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.

Forêt méditerranéenne (lutte contre les incendies de la -)

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Environnement.
Questions au Gouvernement **125.**

Incendies de forêt

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.
Loi de finances rectificative **2,** article 25.

BOISSONS ET ALCOOLS

1. — Proposition de loi n° 67 relative à la **distillation en franchise de droits** d'une partie de la production d'eau-de-vie naturelle des exploitants agricoles.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

2. — Proposition de loi n° 68 visant à abroger les dispositions relatives aux **zones protégées** figurant au code **des boissons.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 218 tendant à définir le **récoltant producteur d'eau-de-vie naturelle** français et à reconnaître ses droits.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Gilbert Barbier. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

4. — Proposition de loi n° 279 tendant à étendre les compétences du **comité interprofessionnel des vins des Côtes-du-Rhône, Côtes du Ventoux, Coteaux du Tricastin** et modifiant les lois n° 79532 du 4 juillet 1979 et n° 55-1535 du 28 novembre 1955.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Henri Michel et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Henri Michel (13 novembre 1986).

5. — Proposition de loi n° 310 tendant à maintenir l'animation et la **vie locale des bourgs ruraux.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Joseph-Henri Maujouän du Gasset. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Impôts et taxes* **1**.

Vente autorisée par les casinos

Voir *Jeux et paris* **2**.

BONIFICATION D'INTERET

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.

BONS DE REMIS

Voir *Loi de finances rectificative* **2**, après l'article 26.

BOTHA (Pick)

Venue en France du Premier ministre d'Afrique du Sud -

Voir *Questions au Gouvernement* **195, 222, 224**.

BOUCHON (Affaire Marcel Bouchon)

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, article 58.

BOUILLEURS DE CRU

Voir *Boissons et alcools* **1** et **3**.
Impôts et taxes **1**.
Loi de finances **2** *(article 21)*.

BOURSES ET ALLOCATIONS D'ETUDES

Voir *Enseignement* **1**.
Enseignement supérieur et post-baccalauréat **5**.
Loi de finances **2**, deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.

BOUSSY-SAINT-ANTOINE

Brigade de gendarmerie

Voir *Questions orales sans débat* **135**.

BOVINS

Voir *Questions au Gouvernement* **262, 271**.

BREVETS D'INVENTION

Voir *Propriété industrielle* **1**.

BRUNOY

Brigade de gendarmerie

Voir *Questions orales sans débat* **135**.

BUDGET ANNEXE DE LA NAVIGATION AERIENNE

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

BUDGET ANNEXE DES P ET T (PRELEVEMENTS SUR LE -)

Voir *Loi de finances rectificative* **2**.

BUDGET DE L'ETAT

Déficit

Voir *Questions au Gouvernement* **50**.

« Trous » budgétaires pour l'année 1988

Voir *Loi de finances rectificative* **2**.
Questions au Gouvernement **49, 50, 56**.

BUDGET SOCIAL DE LA NATION

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi.

BUREAU DES RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES

Suppression d'emplois au -

Voir *Questions orales sans débat* **8**.

BURKINA FASO

Voir *Traité et conventions* **8, 11, 12**.

C

CABLES (Communication par)

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, communication.

CADASTRE

Voir *Mutualité sociale agricole* **1**.

CAISSE D'AIDE A L'EQUIPEMENT DES COLLECTIVITES LOCALES (C.A.E.C.L.)

Voir *Loi de finances* **2**.
Loi de finances rectificative **1**.
Questions au Gouvernement **76, 102**.

Prélèvement sur la -

Voir *Loi de finances rectificative* **1**, article 6.

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

Voir *Questions au Gouvernement* **102, 250**.

CAISSE NATIONALE DE RETRAITE DES AGENTS DES COLLECTIVITES LOCALES

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Intérieur ; texte de la Commission mixte paritaire.
Loi de finances rectificatives **2**.
Questions au Gouvernement **167**.

CALAMITES ET CATASTROPHES NATURELLES

Dans le domaine agricole

Voir *Questions au Gouvernement* **114**.

En Ariège

Voir *Questions orales sans débat* n° **27**.

CANADA

Accords de pêche avec le -

Voir *Questions au Gouvernement* **294**.

CANNE A SUCRE

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.

CARBURANTS ET COMBUSTIBLES

1. — Proposition de loi n° 126 visant à autoriser l'**utilisation de composés oxygénés organiques dans l'essence** afin de réduire les importations de pétrole brut.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Jean Royer et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Paul Delevoye (13 juin 1986).

CARREFOUR DU DEVELOPPEMENT

Affaire du -

Voir *Questions au Gouvernement* **51, 249, 295**.

Utilisation des fonds de l'association -

Voir *Motions de censure* **1**.

CARREFOUR INTERNATIONAL DE LA COMMUNICATION

Voir *Questions au Gouvernement* **41**.

CARTE DU COMBATTANT

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **1, 10.**
Déportés, internés et résistants **3.**
Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre **1.**

CARTE DE RESIDENT

Voir *Etrangers* **5.**

CARTE MEDICALE D'URGENCE

Voir *Santé publique* **2.**

CARTE NATIONALE D'IDENTITE

Infalsifiable

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.
Ordre public **5.**
Questions au Gouvernement **79.**

CASINOS

Voir *Jeux et paris* **2.**

CASSIN (René)

Voir *Funérailles nationales* **1.**

CATTENOM

Centrale de -

Voir *Traités et conventions* **20.**

C.D.F. CHIMIE

Voir *Questions au Gouvernement* **201.**

CENTRES DE GESTION ET ASSOCIATIONS AGREEES

Voir *Loi de finances* **2** (première partie), article 8.

CEREALES

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.

Taxes sur les -

Voir *Questions orales sans débat* **165.**

CEREMONIES PUBLIQUES ET FETES LEGALES

1. — Proposition de loi n° 231 tendant à reconnaître officiellement le caractère de **journée nationale du souvenir** et du recueillement à la journée du **19 mars,** date anniversaire du **cessez-le-feu survenu en Algérie** en **1962.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Daniel Le Meur. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

CESSIONS

Voir *Baux commerciaux* **1.**

CHALIER (Yves) (Affaire du carrefour du développement)

Voir *Questions au Gouvernement* **249, 295.**

CHAMBRES A GAZ

Thèse sur les -

Voir *Questions au Gouvernement* **88.**

CHAMBRES DES PROFESSIONS LIBERALES

Voir *Professions libérales et travailleurs indépendants* **2.**

CHANGES

Libération des -

Voir *Questions au Gouvernement* **272.**

CHANTIERS NAVALS

Voir *Questions au Gouvernement* **177.**
Questions orales sans débat **116.**

CHARBON

Voir *Energie* **2.**

En Lorraine

Voir *Questions orales sans débat* **162.**

Houillères du Nord-Pas-de-Calais

Voir *Questions orales sans débat* **143.**

CHARBONNAGES DE FRANCE

Voir *Energie* **1.**

CHARENTE-MARITIME

Emploi en -

Voir *Questions au Gouvernement* **293.**

CHARGES COMMUNES

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Economie, finances et privatisation.

CHARGES DEDUCTIBLES

Voir *Famille* **6.**

CHASSE

Voir *Traités et conventions* **6.**

CHEQUES

Voir *Loi de finances rectificative* **1.**

CHEVAUX DE COURSE

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, article 59.

CHILI

Crédits au -

Voir *Questions au Gouvernement* **184.**

CHOMAGE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**
Questions au Gouvernement **244.**
Questions orales sans débat **107.**

En Lorraine

Voir *Questions orales sans débat* **138.**

Lutte contre le -

Voir *Questions au Gouvernement* **263.**

Indemnisation du —

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Affaires sociales et emploi.
Questions au Gouvernement **256.**

Chômeurs en fin de droits

Voir *Questions au Gouvernement* **30.**

CHOMEURS

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **8.**

CHYPRE

Intérêts français à -

Voir *Questions orales sans débat* **51.**

Statut de -

Voir *Questions orales sans débat* **51.**

CIMETIERES ET POMPES FUNEBRES

1. — Proposition de loi n° 85 relative au **service extérieur des pompes funèbres** et aux **chambres funéraires.**

Assemblée nationale (première lecture), n° **1694**. — Dépôt le 5 mai 1971 par Mme Solange Troisier. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Terrenoire. — Rapport n° **2118** (10 décembre 1971). — Discussion le 17 décembre 1971. — Adoption le 17 décembre 1971. — Proposition de loi n° **545**.

Sénat (première lecture), n° **135** (1971-1972). — Dépôt le 18 décembre 1971. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. — Rapporteur : M. Garet. — Rapport n° **172** (1971-1972). — Discussion le 10 mai 1972. — Adoption le 10 mai 1972. — Proposition de loi n° **76** (1971-1972) (27 avril 1972).

Assemblée nationale (deuxième lecture), 4e législature, n° **2303**. — Dépôt le 12 mai 1972. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — 5e législature, n° **269**. — Dépôt le 2 mai 1973. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — 6e législature, n° **484**. — Dépôt le 30 juin 1978. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — 7e législature, n° **122**. — Dépôt le 17 juillet 1981. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard (30 juillet 1981). 8e législature, n° **85**. — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Albert Mamy (29 mai 1986).

2. — Proposition de loi n° 394 tendant à aménager l'exercice du **monopole des pompes funèbres**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

CINEMA

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Communication.

Rapports cinéma-télévision

Voir *Audiovisuel* **4**.

CINQUIEME CHAINE

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Communication.

CIRCULATION ROUTIERE

Voir *Transports* **4**.

CLIMATISME

Voir *Santé publique* **1**.

CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE

Voir *Action sociale et solidarité nationale* **3**.
Famille **7**.

CODE DE LA NATIONALITE FRANÇAISE

Voir *Français, nationalité française* **4**.
Loi de finances **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi.
Questions au Gouvernement **217, 266, 283, 289**.

CODE DE LA ROUTE

Voir *Transports* **4**.

CODE DE LA SECURITE SOCIALE

Voir *Accidents du travail et maladies professionnelles* **7**.

CODE DE L'URBANISME

Voir *Impôts et taxes* **5**.
Questions au Gouvernement **134**.

CODE DE PROCEDURE CIVILE

Voir *Justice* **3**.

CODE DE PROCEDURE PENALE

Voir *Ordre public* **14**.

CODE DES COMMUNES

Voir *Communes* **6**.
Police et sécurité **2**.

CODE DES DEBITS DE BOISSONS

Voir *Boissons et alcool* **5**.
Jeux et paris **2**.

CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

Voir *Défense* **2**.

CODE DU TRAVAIL

Voir *Travail* **12**.

CODE ELECTORAL

Voir *Elections et référendums* **16, 18, 22**.

CODE GENERAL DES IMPOTS

Voir *Politique économique et sociale* **4**.
Propriété industrielle **1**.

COLLECTIVITES LOCALES

1. — Proposition de loi n° 116 portant **statut des élus municipaux, départementaux et régionaux** et démocratisation de ces fonctions électives.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — Proposition de loi n° 292 modifiant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la **répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Olivier Guichard. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3. — Proposition de loi n° 293 tendant à **créer** un **département français et une région française de l'océan Indien**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. André Thien Ah Koon. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

4. — Proposition de loi n° 334 visant à restituer au **représentant de l'Etat dans le département** la compétence en matière de **surveillance des mineurs placés hors du domicile parental**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Pierre Mazeaud. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. — Projet de loi n° 345 portant dispositions diverses relatives aux **collectivités locales**.

Sénat (première lecture) n° **423** (1985-1986). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur M. Paul Girod. — Rapport n° **431** (1985-1986) (3 juillet 1986). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. — Rapporteur pour avis : M. Charles Descours. — Avis n° **430** (1985-1986) (2 juillet 1986). — Discussion les 4 et 6 août 1986. — Adoption le 6 août 1986. — Projet de loi n° **146** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture) n° **345**. — Dépôt le 7 août 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur M. Dominique Perben (7 août 1986). — Rapport n° **346** (8 août 1986). — Discussion le 11 août 1986. — Adoption le 11 août 1986. — Projet de loi n° **34**.

Sénat (deuxième lecture) n° **499** (1985-1986). — Dépôt le 12 août 1986. — Renvoi à la commission des lois constitu-

tionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Commission mixte paritaire :
Nomination [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956).
Bureau [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9956), rectificatif [*J.O.* du 14 août 1986] (p. 9991).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Dominique Perben. — Rapport n° **348** (12 août 1986). — Discussion le 12 août 1986. — Adoption avec modifications le 12 août 1986. — Projet de loi n° **36**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **500** (1985-1986) (12 août 1986). — Discussion le 12 août 1986. — Adoption définitive le 12 août 1986. — Projet de loi n° **151** (1985-1986).

Loi n° 86-972 du 19 août 1986, publiée au *J.O.* du 22 août 1986 (p. 10190).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 345
et ceux de la loi 86-972

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE I **Dispositions relatives aux compétences et aux institutions locales**			
1		Aménagement du principe de la constructibilité limitée dans les communes dépourvues de plan d'occupation des sols.	Première lecture : 11 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4215 308	1
	1 *bis* (Sénat)	Mise à disposition des services extérieurs de l'Etat pour l'instruction de certaines demandes de permis de construire.	Première lecture : 11 août 1986	4217	2
2		Compétence des services municipaux en matière de règles d'hygiène.	Première lecture : 11 août 1986	4217	3
3		Représentants des communes aux conseils d'administration des centres communaux d'action sociale.	Première lecture : 11 août 1986	4217	4
4		Suppression des conseils départementaux de développement social.	Première lecture : 11 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4219 309	5
5		Transfert de compétences aux régions des ports fluviaux et voies navigables.	Première lecture : 11 août 1986	4223	6
6		Contrôle des archives régionales.	Première lecture : 11 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4223 4309	7
7		Abrogation des dispositions permettant le retrait d'une commune membre d'un établissement public de coopération intercommunale.	Première lecture : 11 août 1986	4225	8
8		Possibilité pour les collectivités et établissements publics de conclure des contrats comportant des clauses compromissoires.	Première lecture : 11 août 1986	4226	9
	8 *bis* (Sénat)	Bureau du conseil général et du conseil régional.	Première lecture : 11 août 1986	4228	10
	8 *ter* (Sénat)	Répartition des charges des écoles à fréquentation intercommunale.	Première lecture : 11 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4231 4309	11
	8 *quater* (Sénat)	Prise en charges des dépenses du fonctionnement des collèges.	Première lecture : 11 août 1986	4235	12
	8 *quinquies* (Sénat)	Répartition des contributions versées par les groupements scolaires chargés des collèges.	Première lecture : 11 août 1986	4235	13
	8 *sexies* (Sénat)	Etablissements d'enseignement public artistique.	Première lecture : 11 août 1986	4235	14
	8 *septies* (Sénat)	Dénomination des établissements d'enseignement public.	Première lecture : 11 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4235 4309	15
	8 *octies* (Sénat)	Suppression des sections au sein des comités économiques et sociaux régionaux.	Première lecture : 11 août 1986	4237	16
	8 *nonies* (Sénat)	Institution pour la communes de redevance sur certains ouvrages d'art.	Première lecture : 11 août 1986	4237	17
	8 *decies* (Sénat)	Contribution des communes aux dépenses d'aide sociale.	Première lecture : 11 août 1986	4239	18
	8 *undecies* (Sénat)	Aide des collectivités locales aux établissements d'enseignement privés.	Première lecture : 11 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4239 4309	19

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE II **Dispositions relatives à la fonction publique territoriale**			
9		Conventions de coopération entre anciennes et nouvelles structures de gestion des personnels territoriaux.	Première lecture : 11 août 1986	4246	20
10		Répartition des cotisations dues aux centres de gestion pour l'année 1986.	Première lecture : 11 août 1986	4246	21
11		Délai de versement des cotisations dues aux centres de gestion.	Première lecture : 11 août 1986	4246	22
	11 *bis* (Sénat)	Répartition de l'excédent éventuel du compte administratif du syndicat des communes.	Première lecture : 11 août 1986	4246	23
	11 *ter* (Sénat)	Suppression du régime dérogatoire applicable au département de Seine-et-Marne.	Première lecture : 11 août 1986	4246	24
	11 *quater* (Sénat)	Conseil d'administration du centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de la région d'Ile-de-France.	Première lecture : 11 août 1986	4246	25
12		Dispositions transitoires applicables aux personnels territoriaux.	Première lecture : 11 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4247 4310	26
13		Dispositions transitoires applicables aux personnels de Paris.	Première lecture : 11 août 1986	4251	27
	13 *bis* (Sénat)	Suppression du détachement des fonctionnaires auprès des parlementaires.	Première lecture : 11 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4251 4310	28
14		Dispositions relatives à la mobilité.	Première lecture : 11 août 1986	4252	29
	14 *bis* (Sénat)	Maintien du centre de formation des personnels communaux.	Première lecture : 11 août 1986	4252	30
	14 *ter* (Sénat)	Compétence du centre de formation des personnels communaux et du centre interdépartemental de gestion de la grande couronne de Paris pour l'organisation de concours.	Première lecture : 11 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4252 4310	31
	14 *quater* (Sénat)	Organisation des concours régionaux pour la région d'Ile-de-France.	Première lecture : 11 août 1986	4253	32
	14 *quinquies* (A.N.)	Modalités de la prise en charge financière par l'Etat des agents des directions départementales de l'équipement.	Première lecture : 11 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4253 4310	33
		TITRE III **Diverses dispositions financières et budgétaires**			
	15 A (Sénat)	Informations relatives au prélèvement opéré sur la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.	Première lecture : 11 août 1986	4254	34
15		Mandatement des dépenses de fonctionnement et remboursement de la dette en capital, avant le vote du budget.	Première lecture : 11 août 1986	4256	35
16		Obligation d'incorporer le déficit d'exécution au compte administratif.	Première lecture : 11 août 1986	4257	36
17		Délai d'adoptation du budget primitif.	Première lecture : 11 août 1986	4257	37
18		Transmission des décisions budgétaires modificatives.	Première lecture : 11 août 1986	4257	38
19		Notification des délibérations fiscales.	Première lecture : 11 août 1986	4257	39
	19 *bis* (Sénat)	Taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes.	Première lecture : 11 août 1986	4257	40
20		Suspension des pouvoirs de l'ordonnateur.	Première lecture : 11 août 1986 C.M.P. : 12 août 1986	4257 4310	41

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
21		Extension des nouvelles règles de contrôle au département.	Première lecture : 11 août 1986	4257	42
22		Plafonnement des garanties d'emprunts accordées par les régions.	Première lecture : 11 août 1986	4257	43
	22 *bis* (Sénat)	Maintien pour 1987 du régime transitoire prévu pour la dotation globale de fonctionnement pour 1986.	Première lecture : 11 août 1986	4258	44
			C.M.P. : 12 août 1986	4310	
23 Supprimé		Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle.	Première lecture : 11 août 1986	4260	
	24 (Sénat)	Progression de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 11 août 1986	4260	45
	25 (Sénat)	Potentiel fiscal des communes de plus de 200 000 habitants.	Première lecture : 11 août 1986	4261	46
	26 (Sénat)	Taxe sur les engins de remontée mécanique.	Première lecture : 11 août 1986	4262	47
	27 (Sénat)	Subrogation de la commune au département pour la perception de la taxe sur les engins de remontée mécanique.	Première lecture : 11 août 1986	4262	48
	28 (A.N.)	Attribution du fonds de compensation pour la T.V.A. correspondant aux dépenses d'investissement déléguée aux services de l'Etat.	Première lecture : 11 août 1986	4263	49
			C.M.P. : 12 août 1986	4311	

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 août 1986] (p. 4185).

Action sanitaire et sociale : *Perben (Dominique)* (p. 4185) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4187, 4205, 4208) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4188) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4195) ; *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 4196) ; *Mamy (Albert)* (p. 4198) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4199) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4203).

Bureau des assemblées régionales et départementales (modalités d'élection des -) : *Perben (Dominique)* (p. 4185) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4187, 4208) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4188) ; *Raoult (Eric)* (p. 4189, 4190) ; *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 4196) ; *Mamy (Albert)* (p. 4198) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4199).

Coopération intercommunale : *Bosson (Bernard)* (p. 4187, 4208) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4199) ; *Menga (Joseph)* (p. 4201) ; *Diméglio (Willy)* (p. 4204, 4205).

Décentralisation (pause et remise en question de la -) : *Bosson (Bernard)* (p. 4186) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4188) ; *Raoult (Eric)* (p. 4189) ; *Rossi (André)* (p. 4191) ; *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 4196) ; *Menga (Joseph)* (p. 4200) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 4201).

D.G.F. (évolution de la -) : *Perben (Dominique)* (p. 4186) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4187, 4206) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4203).

D.G.E. : *Mercieca (Paul)* (p. 4191) ; *Revet (Charles)* (p. 4200) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 4202) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4206).

Elu local (statut de l'-) : *Raoult (Eric)* (p. 4190).

Famille (aide des collectivités locales à la -) : *Perdomo (Ronald)* (p. 4194).

Finances locales : *Bosson (Bernard)* (p. 4187, 4206, 4207, 4208, 4209) ; *Raoult (Eric)* (p. 4190) ; *Mercieca (Paul)* (p. 4191) ; *Rossi (André)* (p. 4192) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4195).

Fonction publique territoriale : *Perben (Dominique)* (p. 4185) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4186, 4206, 4208) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4188, 4189) ; *Raoult (Eric)* (p. 4190) ; *Rossi (André)* (p. 4192) ; *Delebarre (Michel)* (p. 4195) ; *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 4196) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4197) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4199) ; *Menga (Joseph)* (p. 4201) ; *Ledran (André)* (p. 4203, 4204).

Investissements des établissements d'enseignement privé (aide aux -) : *Perben (Dominique)* (p. 4185) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4187) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4189) ; *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 4197) ; *Mamy (Albert)* (p. 4198) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 4202).

Règles d'urbanisme : *Mamy (Albert)* (p. 4198) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4199) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4203) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4208).

Discussion des articles [11 août 1986] (p. 4215).

Titre Ier : *dispositions relatives aux compétences et aux institutions locales.*

Article 1er *(aménagement du principe de la constructibilité limitée dans les communes dépourvues de plans d'occupation des sols)* : constructions dans les petites communes ; amendement n° 24 du Gouvernement (de suppression) : retiré ; amendement n° 1 de M. Charles Revet (assouplissement des règles d'urbanisme dans les communes rurales) (p. 4215) ; sous-amendement n° 69 de la commission (visant dans le cinquième alinéa de cet amendement à substituer aux mots : « après délibération du conseil municipal justifiée par l'intérêt de la commune », les mots : « sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de la commune le justifie ») ; sous-amendement n° 63 : adopté ; amendement n° 1 : adopté après modification ; amendement n° 74 de M. Louis Besson (tendant à permettre de considérer certaines constructions contribuant au maintien d'une exploitation agricole en zone de montagne comme étant de l'intérêt de la commune) (p. 4216) ; rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 1er *bis* *(mise à la disposition des services extérieurs de l'Etat pour l'instruction de certaines demandes de permis de construire)* : amendement n° 25 du Gouvernement (précisant les modalités de cette mise à disposition) ; liberté de choix du maire pour l'instruction des demandes de permis de construire ; rejeté ;

— article 1er *bis* : adopté.

Article 2 *(compétences des services municipaux en matière d'hygiène et de santé publique)* : adopté.

Article 3 *(modalités de désignation des représentants des communes aux conseils d'administration des centres communaux d'action sociale)* : représentation de la minorité (p. 4217) ; amendements identiques n° 28 de M. Paul Mercieca, n° 48 de M. Ronald Perdomo soutenu par M. Guy Herlory et n° 51 de

M. Bernard Derosier (de suppression) ; représentation proportionnelle (p. 4218) ; rejetés au scrutin public ;

— article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 75 de M. Jean-Louis Masson (délai d'examen des dossiers par les C.O.T.O.R.E.P.) : rejeté.

Article 4 *(suppression des conseils départementaux de développement social)* (p. 4219) ; élaboration d'un schéma départemental des services sociaux et médico-sociaux (p. 4220) ; rôle du secteur associatif en matière d'action sociale ; consultations auxquelles doit procéder le président du conseil général sur le schéma social départemental ; amendements identiques n° 29 de M. Jean-Jacques Barthe et n° 52 de M. Bernard Derosier (de suppression) (p. 4221) : rejetés ; amendement n° 8 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 9 de la commission (modalités de cette consultation pour les domaines de compétences communs à l'Etat et aux départements) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(pérennisation des dispositions relatives aux transferts de compétences aux régions des ports fluviaux et voies navigables)* : conditions d'entretien des rivières navigables et des canaux ;

— article 5 : adopté.

Article 6 *(alignement du régime de contrôle des archives régionales sur le droit commun)* : amendement n° 49 de M. François Porteu de la Morandière (extension aux musées municipaux des avantages fiscaux dont bénéficient les donations aux musées nationaux ; augmentation du taux de la T.V.A. sur les publications et films pornographiques) ; musées locaux (p. 4223) ; adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 5 de M. Ronald Perdomo soutenu par M. Guy Herlory (possibilité pour les collectivités territoriales de conduire des actions en faveur de la famille) ; compétence exclusive de l'Etat pour la politique familiale ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 4 de M. Ronald Perdomo (instaurant l'obligation de vérifier la régularité des conditions de séjour d'un étranger lors de l'instruction d'un dossier d'aide sociale) (p. 4224) ; lutte contre l'immigration clandestine ; rejeté au scrutin public (p. 4225).

Article 7 *(abrogation des dispositions permettant le retrait d'une commune membre d'un établissement public de coopération intercommunale)* (p. 4225) ; adopté.

Article 8 *(possibilité pour les collectivités établissements publics de conclure des contrats comportant des clauses compromissoires)* : amendement n° 30 de M. Guy Ducoloné soutenu par Mme Muguette Jacquaint (de suppression) ; projet Eurodineysland ; investissements touristiques étrangers ; rejeté ; amendement n° 53 de M. Bernard Derosier (précisant que l'autorisation de compromettre est accordée pour chaque opération par décret en Conseil d'Etat) (p. 4226) : rejeté ;

— article 8 : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 79 de M. Jean-Louis Masson (précisant que les conseillers régionaux sont élus au scrutin uninominal majoritaire à deux tours) ; réforme du code électoral ; découpage électoral (p. 4227) ; retiré.

Article 8 *bis* *(modalités d'élection du bureau du conseil général et du conseil régional)* ; suppression de la représentation proportionnelle ; amendements identiques n° 31 de M. Daniel Le Meur soutenu par Mme Muguette Jacquaint, n° 50 de M. Ronald Perdomo et n° 54 de M. Bernard Derosier soutenu par M. Louis Besson (de suppression) (p. 4228) ; représentation de l'opposition (p. 4229) ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 77 de M. Jean-Louis Masson (élection des vice-présidents au scrutin majoritaire et des secrétaires au scrutin proportionnel) ; rejeté ;

— article 8 *bis* : adopté (p. 4230).

Après l'article 8 *bis* : amendement n° 78 de M. Jean-Louis Masson (règle d'incompatibilité pour les élections municipales entre les parents en ligne directe) (p. 4230) ; rejeté ; amendement n° 80 de M. Jean-Louis Masson (cendant à restaurer les conseils d'arrondissement) ; nombre de niveaux d'administrations locales ; rejeté.

Article 8 *ter* *(répartition des charges des écoles à fréquentation intercommunale)* (p. 4231) ; problèmes d'application de la loi du 22 juillet 1983 ; fermeture de classes (p. 4232) ; rôle des commissaires de la République dans la conclusion d'accords locaux ; amendement n° 81 de M. Jean-Louis Masson (précisant que l'application des dispositions de l'article 23 de la loi du 22 juillet 1983 est différée de cinq ans) : retiré ; amendement n° 55 de M. Louis Besson (précisant la notion de capacité d'accueil) (p. 4233) ; possibilité de créer le critère du nombre d'enfants scolarisés dans la commune pour l'affectation de la D.G.F. (p. 4234) ; rejeté ; amendement n° 10 de la commission (garanties apportées pour la situation des enfants à la rentrée scolaire de 1986) : adopté ;

— article 8 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *quater* *(répartition des contributions versées par les groupements scolaires chargés des collèges)* : adopté.

Article 8 *quinquies* *(répartition des contributions versées par les groupements scolaires chargés des collèges)* : adopté.

Article 8 *sexies* *(établissements d'enseignement public artistique)* : adopté.

Article 8 *septies* *(dénomination des établissements d'enseignement public)* : amendement n° 11 de la commission (précisant la liste des établissements pour lesquels la région est compétente) (p. 4235) ; adopté ; amendement n° 84 de M. Jean-Louis Masson (visant à subordonner le changement de dénomination à l'avis conforme du maire ou du conseil d'administration de l'établissement) : rejeté ; amendement n° 56 de M. Bernard Derosier (précisant qu'en cas de désaccord entre la collectivité de rattachement et celle d'implantation les établissements prennent le nom de la rue où ils sont domiciliés) : rejeté ;

— article 8 *septies*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 8 *septies* : amendement n° 82 de M. Jean-Louis Masson (précisant que les dispositions de l'article 31 de la loi du 9 janvier 1986 sont applicables dans les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin) ; liberté de choix de l'entreprise de pompes funèbres dans les départements concordataires ; rejeté ; amendement n° 85 de M. Jean-Louis Masson (information des conseillers sur les réunions du conseil municipal) : rejeté ; amendement n° 83 de M. Jean-Louis Masson (précisant certaines conditions dans lesquelles un conseiller municipal doit être déclaré démissionnaire) (p. 4236) ; retiré.

Article 8 *octies* *(suppression des sections au sein des comités économiques et sociaux régionaux)* ; compétences de la région pour l'enseignement supérieur et l'audiovisuel ;

— article 8 *octies* : adopté.

Article 8 *nonies* *(institution par les communes de redevances sur certains ouvrages d'art)* (p. 4237) ; amendements identiques n° 32 Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par M. Jean-Jacques Barthe et n° 57 de M. Bernard Derosier (de suppression) : rejetés ;

— article 8 *nonies* : adopté.

Après l'article 8 *nonies* : amendement n° 87 de M. Jean-Louis Masson (précisant que les dispositions sur les modifications aux limites territoriales des communes ne sont pas applicables à celles qui ont fusionné depuis plus de dix ans dans le cadre de la loi du 16 juillet 1971) ; coopération intercommunale ; retiré ; amendement n° 88 de M. Jean-Louis Masson (précisant les conditions dans lesquelles une personne publique peut déclarer un bien immobilier comme étant à l'abandon) ; amendement n° 89 de M. Jean-Louis Masson (même objet) (p. 4238) ; amendements n° 88 et n° 89 : retirés.

Article 8 *decies* *(calcul de la contribution des communes aux dépenses d'aide sociale)* : adopté.

Après l'article 8 *decies* : amendement n° 90 de M. Jean-Louis Masson (précisant que, dans les départements d'Alsace-Lorraine, les charges des fabriques comprennent l'entretien des presbytères) : retiré ; amendement n° 91 de M. Jean-Louis Masson (possibilité pour les collectivités locales de créer des prestations d'aide sociale supplémentaires subordonnées à une durée de résidence sur leur territoire ou à la nationalité du bénéficiaire) : rejeté.

Article 8 *undecies* *(aide des collectivités locales aux établissements d'enseignement privé)* (p. 4239) ; financement de

l'informatique ; garanties d'emprunt (p. 4240) ; distinction entre les établissements du premier et du second degré (p. 4241) ; versement de la taxe d'apprentissage ; choix entre le financement des élèves et le financement des établissements (p. 4242) ; frais de fonctionnement des établissements d'enseignement privé ; niveau d'équipement de l'enseignement public ; possibilité de bonifications d'emprunt (p. 4243) ; construction de 100 000 places de lycées publics ; amendements identiques n° 33 de M. Paul Mercieca et n° 58 de M. Bernard Derosier (de suppression) ; aide publique aux investissements des établissements d'enseignement privé agricole (p. 4244) ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 44 du Gouvernement (possibilité pour les collectivités territoriales de donner des garanties d'emprunt aux établissements d'enseignement privé ; équipements informatiques de ces établissements) : adopté au scrutin public ; amendement n° 19 de M. Gilbert Gantier, n° 12 de la commission, n° 20, 21, 22 et 23 de M. Gilbert Gantier : devenus sans objet ; amendement n° 59 de M. Bernard Derosier (tendant à subordonner l'application de cet article à une réforme de la taxe d'apprentissage) : retiré ;

— article 8 *undecies*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 8 *undecies* : amendement n° 60 de M. Bernard Derosier (instituant un fonds régional pour le développement des premières formations technologiques et un fonds national de péréquation de la taxe d'apprentissage) (p. 4245) ; retiré.

Titre II : *dispositions relatives à la fonction publique territoriale.*

Article 9 *(convention de coopération entre les anciennes et les nouvelles structures de gestion des personnels territoriaux) :* adopté.

Article 10 *(versement et répartition des cotisations dues aux centres de gestion pour l'année 1986) :* amendement n° 61 de M. Bernard Derosier (de suppression) : rejeté ;

— article 10 : adopté.

Article 11 *(calendrier du versement des cotisations) :* adopté.

Article 11 *bis* *(versement et répartition des cotisations dues aux centres de gestion pour l'année 1986) :* adopté.

Article 11 *ter* *(suppression du régime dérogatoire applicable au département de Seine-et-Marne) :* adopté.

Article 11 *quater* *(modification de la composition du conseil d'administration du centre interdépartemental de gestion de la Grande Couronne)* (p. 4246) ; adopté.

Après l'article 11 *quater* : amendement n° 2 de M. Charles Revet (complétant la liste des fonctionnaires municipaux qui peuvent être recrutés directement) ; carrière des fonctionnaires territoriaux ; rejeté.

Article 12 *(dispositions transitoires applicables aux personnels territoriaux et recours à des agents contractuels) :* maintien des effectifs des services de l'Etat ; exemple de l'éducation nationale (p. 4247) ; amendement n° 34 de M. Paul Mercieca (de suppression) : rejeté ; amendement n° 35 de M. Jean-Jacques Barthe (suppression du paragraphe I-A de cet article) ; intégration des personnels des offices publics d'H.L.M. dans la fonction publique territoriale ; rejeté ; amendement n° 62 de M. Bernard Derosier (prolongation de l'existence de la commission administrative paritaire des personnels des offices publics d'H.L.M.) (p. 4248) ; rejeté ; amendement n° 70 de M. Dominique Perben (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 63 de M. Bernard Derosier (maintien en vigueur pendant un an des dispositions visées au paragraphe I de cet article) : rejeté ; amendement n° 64 de M. Bernard Derosier (suppression du paragraphe II de cet article) : rejeté ; amendement n° 6 de M. Maurice Dousset (possibilité pour les départements et régions de recruter des agents contractuels pour occuper des emplois permanents) ; amendement n° 47 de M. Pierre-Rémy Houssin soutenu par M. Jean-Claude Lamant (même objet) ; spécificité des emplois régionaux et départementaux par rapport aux emplois communaux (p. 4249) ; création d'un corps d'administrateur des collectivités territoriales ; retirés ; amendement n° 71 de la commission (rédactionnel) : adopté (p. 4250) ; amendement n° 95 de M. Jean-Louis Masson (extension des dispositions du paragraphe II de cet article aux syndicats mixtes comportant des régions ou des départements) : non soutenu ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(dispositions transitoires applicables aux personnels de Paris) :* amendements identiques n° 36 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint et n° 65 de M. Bernard Derosier (de suppression) ; rejetés ;

— article 13 : adopté.

Article 13 *bis* *(suppression du détachement de fonctionnaires auprès de parlementaires) :* amendements identiques n° 37 de M. Daniel Le Meur soutenu par Mme Muguette Jacquaint et n° 66 de M. Bernard Derosier (de suppression) : rejetés ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) (p. 4251) ; adopté ; amendement n° 15 de la commission (précisant que les détachements en cours de fonctionnaires auprès de personnes physiques sont maintenus) : adopté ;

— article 13 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(suppression des dispositions transitoires relatives à la mobilité) :* amendements identiques n° 38 de M. François Asensi soutenu par M. Jean-Jacques Barthe et n° 67 de M. Bernard Derosier (de suppression) ; mobilité entre la fonction publique territoriale et la fonction publique d'Etat ; rejetés ;

— article 14 : adopté.

Article 14 *bis* *(maintien du centre de formation des personnels communaux — C.F.P.C.) :* adopté.

Article 14 *ter* *(compétences provisoires du C.F.P.C. pour l'organisation de certains concours) :* amendement n° 39 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) (p. 4252) ; rejeté ; amendement n° 16 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 26 du gouvernement (concours organisés par un centre départemental ou interdépartemental de gestion) : adopté ;

— article 14 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *quater* *(compétences provisoires du centre interdépartemental de gestion de la Grande Couronne de Paris pour l'organisation de certains concours) :* amendement n° 96 de M. François Asensi soutenu par M. Paul Mercieca (de suppression) ; recrutement d'agents des offices publics d'H.L.M. ; rejeté ;

— article 14 *quater* : adopté.

Après l'article 14 *quater* : amendement n° 45 du Gouvernement (inscription au budget de l'Etat des rémunérations des agents des D.D.E. rémunérés sur des crédits autres que le personnel) (p. 4253) ; adopté.

Titre III : *diverses dispositions financières et budgétaires.*

Article 15 A *(conséquences du prélèvement opéré sur la C.N.R.A.C.L.) :* situation financière de la C.N.R.A.C.L. (p. 4254) ; privatisation des services publics communaux ;

— article 15 A : adopté.

Après l'article 15 A : amendement n° 40 de M. Paul Mercieca (possibilité pour les communes et leurs groupements de moins de 2 000 habitants d'opter en faveur de la première part de la D.G.E.) ; subventions spécifiques aux petites communes ; rejeté ; amendement n° 92 de M. Jean-Louis Masson (possibilité pour le conseil général d'attribuer aux établissements publics ou aux groupements de communes créant des zones d'habitation et des zones commerciales, artisanales ou industrielles, d'une partie de la taxe professionnelle perçue par le fonds départemental) (p. 4255) ; non soutenu ; amendement n° 93 de M. Jean-Louis Masson (établissement d'un lien entre l'augmentation de la taxe foncière sur les propriétés non bâties et la taxe d'habitation) : non soutenu ; amendement n° 94 de M. Jean-Louis Masson (création d'un abattement de 15 % sur la valeur locative de l'habitation principale d'un contribuable âgé de plus de soixante-cinq ans et ayant élevé trois enfants) : non soutenu.

Article 15 *(mandatement des dépenses de fonctionnement et du remboursement de la dette en capital avant le vote du budget primitif) :* adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 3 de M. Charles Revet (précisant que le comptable municipal a un délai de 15 jours pour exécuter les dépenses mandatées par le maire) (p. 4256) ; retiré.

Article 16 *(obligation d'incorporer le déficit d'exécution au compte administratif) :* adopté.

Article 17 *(délai de transmission du budget primitif au représentant de l'Etat dans le département) :* adopté.

Article 18 *(délai de transmission du compte administratif au représentant de l'Etat dans le département) :* adopté.

Article 19 *(délai de notification des délibérations visées à l'article 1639 A bis du code général des impôts) :* adopté.

Article 19 *bis* *(taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes) :* adopté.

Article 20 *(suspension des pouvoirs de l'ordonnateur) :* amendement n° 17 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Article 21 *(extension des nouvelles règles de contrôle aux départements) :* adopté.

Article 22 *(plafonnement des garanties d'emprunt accordées par les régions) :* amendement n° 18 de la commission (visant à insérer dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article après les mots : « personnes de droit privé », les mots : « y compris à des lycées privés situés sur son territoire ») : retiré ;

— article 22 : adopté (p. 4257).

Article 22 *bis* *(maintien pour 1987 du régime transitoire prévu pour la D.G.F. de l'année 1986) :* blocage du mécanisme de péréquation instauré pour la D.G.F par la loi de novembre 1985 ; critères de répartition de la D.G.F. ; amendements identiques n° 72 de M. Louis Besson et n° 97 de M. Edmond Alphandéry (de suppression) (p. 4258) ; modifications à apporter aux critères des logements sociaux ou du potentiel fiscal) ; communes touristiques et communes de moins de 2 000 habitants (p. 4259) ; adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 23 (supprimé par le Sénat) *(fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) :* communes des régions sidérurgiques et minières ;

— article 23 : supprimé.

Article 24 *(garantie de progression de la D.G.F.) :* reconduction des dotations perçues par les communes touristiques ; communes de moins de 2 000 habitants ; villes-centre (p. 4260) ;

— article 24 : adopté.

Article 25 *(définition du potentiel fiscal des communes de plus de 200 000 habitants) :* amendements identiques n° 43 de M. François Asensi et n° 73 de M. Louis Besson (de suppression) ; grandes villes ; critères de répartition de la D.G.F (p. 4261) ;

— article 25 : adopté.

Article 26 *(taxe communale et départementale sur les engins de remontée mécanique) :* assujettissement de ces taxes à la T.V.A. ;

— article 26 : adopté.

Article 27 *(subrogation de la commune au département pour la perception de la taxe sur les engins de remontée mécanique) :* adopté.

Après l'article 27 : amendement n° 27 du Gouvernement (élargissement des compétences des SOFERGIE aux ouvrages publics affectés à une activité dont les recettes sont soumises à la T.V.A.) ; financement des investissements des collectivités territoriales par crédit-bail ; rejeté (p. 4262) ; amendement n° 46 du Gouvernement (possibilité pour les collectivités territoriales de bénéficier du fonds de compensation de la T.V.A. pour les investissements réalisés en maîtrise d'ouvrage délégués aux services de l'Etat) : adopté (p. 4263).

Explications de vote (p. 4263).

Abstention du groupe Front national : *Herlory (Guy)* (p. 4264).

Décentralisation (effets de la -) : *Herlory (Guy)* (p. 4263).

Famille (action en faveur de la -) : *Herlory (Guy)* (p. 4263).

Finances locales : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4264).

Fonction publique territoriale : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4264) ; *Derosier (Bernard)* (p. 4264) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4264) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4264).

Vote hostile du groupe communiste : *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 4264).

Vote hostile du groupe socialiste : *Derosier (Bernard)* (p. 4264).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 4264).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 4264).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4264).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [12 août 1986] (p. 4305).

Aide aux établissements d'enseignement privé : *Perben (Dominique)* (p. 4305) ; *Perdomo (Ronald)* (p. 4305) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4308).

Donations aux musées municipaux : *Perben (Dominique)* (p. 4305).

Dotation globale de fonctionnement : *Perben (Dominique)* (p. 4305) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 4306) ; *Deprez (Léonce)* (p. 4307) ; *Richard (Alain)* (p. 4307) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4308).

Personnels des directions générales de l'équipement : *Perben (Dominique)* (p. 4305) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4308).

Prise en charge par les communes des frais de scolarité pour les enseignements primaire et maternel : *Perben (Dominique)* (p. 4305) ; *Bosson (Bernard)* (p. 4308).

Rôle des différentes collectivités locales : *Deprez (Léonce)* (p. 4306).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 4308 à 4311).

Explications de vote (p. 4311).

Aide aux établissements d'enseignement privé : *Derosier (Bernard)* (p. 4311).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4311).

6. — Proposition de loi n° 428 portant adaptation du **régime administratif et financier de la ville de Paris.**

Sénat (première lecture), n° **2** (1986-1987). — Dépôt le 7 octobre 1986 par M. Pierre-Christian Taittinger et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Christian de la Malène. — Rapport n° **21** (1986-1987) (23 octobre 1986). — Discussion le 29 octobre 1986. — Adoption le 29 octobre 1986. — Proposition de loi n° **7** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **428**. — Dépôt le 30 octobre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (6 novembre 1986). — Rapport n° **447** (13 novembre 1986). — Discussion le 21 novembre 1986. — Adoption le 21 novembre 1986. — Proposition de loi n° **46**.

Sénat (deuxième lecture), n° **78** (1986-1987). — Dépôt le 24 novembre 1986. - Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Christian de la Malène. — Rapport n° **98** (1986-1987) (10 décembre 1986). — Discussion le 17 décembre 1986. — Adoption définitive le 17 décembre 1986. Projet de loi n° **37** (1986-1987).

Loi n° 86-1308 du 29 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 30 décembre 1986 (p. 15773).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [21 novembre 1986] (p. 6688).

Exception d'irrecevabilité de M. Jean-Marie Le Pen (p. 6692) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 6692, 6693, 6704) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6694, 6695) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 6695) ; *Galland (Yves)* (p. 6695, 6606) ; rejetée au scrutin public (p. 6696).

Question préalable de M. Pierre Joxe (p. 6696) : *Dumas (Roland)* (p. 6696, 6697, 6698, 6699) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6699, 6700) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 6699) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 6700) ; *Galland (Yves)* (p. 6700, 6701, 6702) ; rejetée au scrutin public (p. 6702).

Assemblées parlementaires (assimilation des crédits de fonctionnement du Conseil de Paris à ceux des -) : *Dumas (Roland)*

(p. 6696) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6699) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 6700) ; *Asensi (François)* (p. 6702) ; *Avice (Edwige)* (p. 6709).

Budget d'investissement de la ville de Paris (modalités de présentation du -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6704) ; *Sarre (Georges)* (p. 6708).

Cour régionale des comptes d'Ile-de-France (demande de contrôle des crédits de questure de la ville de Paris) : *Dumas (Roland)* (p. 6697, 6698) ; *Galland (Yves)* (p. 6701) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6705).

Cour régionale des comptes d'Ile-de-France (pression sur la - et indépendance de la -) : *Dumas (Roland)* (p. 6698) ; *Galland (Yves)* (p. 6701).

Constitution (respect de l'article 72 de la -) : *Dumas (Roland)* (p. 6698, 6699) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 6700).

Contrôle des comptes de questure pour la période 1977-1986 : *Dumas (Roland)* (p. 6697) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 6700).

Contrôle sur pièces (absence de - pour les crédits de questure) : *Dumas (Roland)* (p. 6698).

Cour des comptes (droit d'évocation) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6690) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 6693) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6694) ; *Galland (Yves)* (p. 6696) ; *Dumas (Roland)* (p. 6698) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6705) ; *Tibéri (Jean)* (p. 6707, 6709) ; *Sarre (Georges)* (p. 6709).

Crédits de fonctionnement du Conseil de Paris (changement des modalités de contrôle de l'utilisation des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6688, 6689, 6690) ; *Galland (Yves)* (p. 6690, 6691, 6692, 6696) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 6693) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6694) ; *Dumas (Roland)* (p. 6696, 6697, 6698) ; *Asensi (François)* (p. 6703) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6704, 6705) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 6706) ; *Tibéri (Jean)* (p. 6707, 6708) ; *Sarre (Georges)* (p. 6709).

Commission chargée de formuler les propositions (présidence de la -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6689) ; *Dumas (Roland)* (p. 6699).

Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 (respect de l'article XV de la -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6689, 6695) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 6694) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6696) ; *Dumas (Roland)* (p. 6697) ; *Asensi (François)* (p. 6702).

Décret-loi du 21 avril 1939 (condition de l'abrogation du -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6689) ; *Galland (Yves)* (p. 6691) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 6693).

Exception d'irrecevabilité (abus de la procédure d'-) : *Limouzy (Jacques)* (p. 6695).

Loi (intervention du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel pour l'élaboration de la -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 6695).

Loi « P.L.M. » (effet de la - sur l'augmentation des frais de fonctionnement du Conseil de Paris) : *Galland (Yves)* (p. 6692, 6701) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6704).

Maire de Paris (pouvoir concentré par le -) : *Avice (Edwige)* (p. 6709).

Œuvres sociales de la ville de Paris (absence de gestion en commun des - avec celles du département et de l'assistance publique de Paris) : *Sarre (Georges)* (p. 6708).

Officiers municipaux (retraites des -) : *Galland (Yves)* (p. 6692, 6701) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6704) ; *Sarre (Georges)* (p. 6708).

Police municipale (répartition des pouvoirs de - entre le maire et le préfet de Paris) : *Galland (Yves)* (p. 6692) ; *Asensi (François)* (p. 6703) ; *Tibéri (Jean)* (p. 6706) ; *Sarre (Georges)* (p. 6708) ; *Avice (Edwige)* (p. 6710).

Propositions de loi (rareté) : *Limouzy (Jacques)* (p. 6700).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 6702).

Référé de la Cour des comptes de 1982 (délai de réponse aux -) : *Galland (Yves)* (p. 6691, 6701).

Règlement intérieur du Conseil de Paris (questions écrites et d'actualité) : *Sarre (Georges)* (p. 6708) ; *Avice (Edwige)* (p. 6709, 6710).

Services publics municipaux (assouplissement de la gestion et privatisation des -) : *Asensi (françois)* (p. 6703) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6704) ; *Tibéri (Jean)* (p. 6706) ; *Sarre (Georges)* (p. 6708).

Spécificité et régime dérogatoire de Paris : *Mazeaud (Pierre)* (p. 6688) ; *Galland (Yves)* (p. 6692, 6695) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 6693) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 6694, 6699) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 6699) ; *Asensi (François)* (p. 6702) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6704) ; *Sarre (Georges)* (p. 6609) ; *Avice (Edwige)* (p. 6609).

Discussion des articles (p. 6710).

Article 1er *(budget d'investissement de la ville de Paris)* : adopté au scrutin public.

Après l'article 1er : amendement n° 1 du Gouvernement (retraite des anciens officiers municipaux) : adopté.

Article 2 *(contrôle des crédits mis à la disposition du Conseil de Paris)* (p. 6710) ; amendement n° 23 de M. François Asensi (de suppression) : rejeté ; amendements identiques n° 2 de la commission des lois et n° 26 de M. Michel Sapin (suppression du paragraphe I de cet article) : adoptés ; amendement n° 3 de la commission des lois (tendant à confier la présidence de la commission chargée de formuler les propositions sur le projet de budget à un président de chambre de la Cour des comptes désigné par le premier président) : adopté ; amendement n° 4 de la commission des lois (précisant que le contrôle est exercé par une commission composée de membres élus par le Conseil de Paris en son sein et reconnaissant un droit d'évocation à la Cour des comptes) : sous-amendement n° 30 de M. Jean Tibéri à cet amendement (précisant que le pouvoir de la commission s'exerce sous la contrôle de la Cour des comptes et sous réserve de ses droits d'évocation et de réformation) ; sous-amendement n° 30 : adopté ; amendement n° 4 : adopté après modification ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(règlement du Conseil de Paris)* (p. 6711) ; amendement n° 28 de M. Georges Sarre soutenu par M. louis Moulinet (tendant à préciser le droit des conseils d'arrondissement en matière de questions écrites et à l'étendre aux conseillers de Paris) ; amendement n° 5 de la commission des lois (tendant à supprimer la référence aux questions écrites) ; submersion du secrétariat général, et surcharge des services de la ville ; amendement n° 28 : rejeté ; amendement n° 5 : adopté ; amendement n° 6 de la commission des lois (de coordination) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(rôle international de Paris)* : amendement n° 7 de M. Pierre Mazeaud (rédactionnel) (p. 6712) : adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(mise en commun des services de la ville et du département de Paris)* : amendement n° 18 de M. Louis Moulinet (précisant qu'une convention est conclue entre le conseil municipal et le conseil général ; préciser ses moyens et services communs) : rejeté ; amendement n° 19 de M. Louis Moulinet (tendant à préciser que les œuvres sociales du personnel de la ville de Paris sont gérées en commun avec celles du personnel du département et de l'assistance publique) : rejeté ;

— article 5 : adopté.

Article 6 *(coopération interdépartementale dans la région parisienne)* : adopté.

Article 7 *(suppression du pouvoir de convocation des conseils par le préfet de police)* : adopté.

Article 8 *(répartition des pouvoirs de police entre le maire et le préfet de police)* : amendements identiques n° 20 de Mme Edwige Avice soutenu par M. Louis Moulinet et n° 24 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) (p. 6713) ; absence de création d'une police municipale à Paris ; amendements n° 20 et 24 : rejetés ; amendement n° 8 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 9 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 10 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 11 de la commission des lois (tendant à étendre les pouvoirs du maire de Paris à la délivrance des permis de stationnement) ; sous-amendement n° 31 du Gouvernement (tendant à restreindre la compétence du maire au seul permis de stationnement accordé aux petits marchands) ; sous-amendement n° 31 : adopté ; amendement n° 11 : adopté ; amendement n° 12 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 6714) ; adopté ; amendement n° 13 de la commission des lois (constatation des infractions au règlement départemental sur les parcs et jardins de la ville de Paris par les personnels du service des parcs et jardins) : adopté ;

amendement n° 29 de M. Gilbert Gantier (tendant à rédiger ainsi la fin de la deuxième phrase du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 9 de la loi du 31 décembre 1975 : « aux agents de la direction de l'eau et de la propreté habilités à cet effet » après les mots : « sont applicables ») : non soutenu ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(mise à disposition réciproque des moyens et services pour la gestion des services publics locaux) :* amendement n° 25 de M. François Asensi (de suppression) ; privatisation des services municipaux de la ville de Paris ; rejeté ; amendement n° 21 de M. Georges Sarre soutenu par M. Louis Moulinet (précisant que ses conventions sont présentées au Conseil de Paris, débattues et approuvées par lui) : rejeté ;

— article 9 : adopté.

Article 10 *(condition du détachemernt de certains agents de la ville de Paris auprès d'entreprises) :* amendement n° 14 de M. Pierre Mazeaud (tendant à maintenir dans sa rédaction actuelle l'article 27 de la loi de 1975) : adopté (p. 6716) ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(coordination formelle dans la loi du 31 décembre 1975) :* adopté.

Article 12 *(transfert conventionnel du pouvoir de tarification de certains établissements sociaux) :* amendement n° 27 de M. Francis Delattre (tendant à insérer dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « le département d'implantation » les mots : « avec l'accord exprès de celui-ci ») : non soutenu ;

— article 12 : adopté.

Article 13 *(abrogations) :* amendement n° 22 de Mme Edwige Avice soutenu par M. Louis Moulinet (de suppression) : retiré ; amendement n° 15 de la commission des lois (rédactionnel) : maintien des pouvoirs du préfet de police en matière de lutte contre l'incendie dans la petite couronne ; adopté ;

— en conséquence, le texte de cet amendement devient l'article 13.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 6707).

Voir *Action sociale et solidarité nationale* **2.**
Départements d'outre-mer **4.**
Enseignement privé **2.**
Tourisme et loisirs **1.**

Emprunts des -

Voir *Loi de finances* **2.**

Financement des -

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.
Questions au Gouvernement **96.**

Fiscalité des -

Voir *Questions au Gouvernement* **167.**

Intervention économique des -

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.

Lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie

Voir *Loi de finances rectificative* **2,** article 24.

Personnel des -

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.

Tarif des prestations des -

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.

T.V.A. sur le téléphone

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, après l'article 63.

Urbanisme des -

Voir *Urbanisme* **1.**

COLONNES DE BUREN (Palais Royal)

Voir *Questions au Gouvernement* **46.**

COMITE NATIONAL DE GESTION

Voir *Communes* **7.**

COMITE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Voir *Recherche* **2.**

COMITES D'ENTREPRISE

Voir *Travail* **15.**

Prestations sociales versées par les -

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

COMMERCE ET ARTISANAT

1. — Proposition de loi n° 131 tendant à décentraliser les décisions en matière d'**urbanisme commercial.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Claude Birraux (9 octobre 1986).

2. — Proposition de loi n° 327 tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 relative à **l'exploitation des voitures dites de « petite remise ».**

Assemblée nationale (première lecture). - Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Edouard Frédéric-Dupont. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges-Paul Wagner (27 novembre 1986).

3. — Proposition de loi n° 389 relative aux **modalités et aux délais de règlement des factures** établies pour un fournisseur de marchandises, l'exécution de travaux ou de prestations de services.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Vincent Ansquer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Albert Mamy (23 octobre 1986).

4. — Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement par M. Jean-Louis Masson, au nom de la commission de la production et des échanges sur **l'actualisation de la législation en matière d'urbanisme commercial** (n° 497) [26 novembre 1986].

5. — Proposition de loi n° 583 tendant à améliorer le financement du régime d'**aide au départ des artisans et commerçants âgés.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Baux commerciaux* **1.**
Impôts et taxes **5.**
Questions au Gouvernement **142.**

Régimes sociaux des artisans et commerçants

Voir *Questions orales sans débat* **167.**

Statut fiscal et social des commerçants et artisans

Voir *Questions orales sans débat* **84.**

COMMERCE EXTERIEUR

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Economie, finances et privatisation.
Questions au Gouvernement **192.**

Déficit du -

Voir *Questions au Gouvernement* **87.**

Ecole nationale d'exportation

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Economie, finances et privatisation II.

COMMISSARIAT GENERAL AU PLAN

Voir *Questions au Gouvernement* **202.**
Questions orales sans débat **89.**

COMMISSARIATS DE QUARTIERS

Voir *Questions orales sans débat* **42.**

COMMISSION

Renvoi d'un texte en -

Voir *Assemblée nationale*

COMMISSION AICARDI

Voir *Loi de finances* **2.**

COMMISSION DE CONCILIATION FISCALE

Voir *Questions orales sans débat* **92.**

COMMISSION DES FINANCES

Réunion de la -

M. Michel d'Ornano : annonce qu'il réunira la commission des finances pour examiner les amendements déposés par le Gouvernement au texte de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances pour 1987 [16 décembre 1986] (p. 7624).

COMMISSION DES INFRACTIONS FISCALES

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, article 58.

COMMISSION NATIONALE DE LA COMMUNICATION ET DES LIBERTES (C.N.C.L.)

Voir *Audiovisuel* **5.**
Loi de finances **2,** deuxième partie, Communication.

COMMISSION NATIONALE D'URBANISME COMMERCIAL

Voir *Commerce et artisanat* **1** *et* **4.**

COMMISSION POUR LA TRANSPARENCE ET LE PLURALISME DANS LA PRESSE

Voir *Presse, édition et imprimerie* **2.**

COMMISSIONS D'ENQUETE ET DE CONTROLE

Voir *Assemblée nationale.*
C.E.E.
Ordre public **5.**

COMMISSIONS DEPARTEMENTALES D'URBANISME COMMERCIAL

Voir *Commerce et artisanat* **1** *et* **4.**

COMMISSIONS PERMANENTES

Voir *Parlement* **8.**

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

1. — Proposition de résolution n° 152 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de **l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne.**

Assemblée nationale. — Dépôt le 27 mai 1986 par M. Jacques Godfrain. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Henri Cuq (20 juin 1986). — Rapport n° **263** (17 juillet 1986). — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères (14 novembre 1986). — Rapporteur pour avis : M. Jean-Marie Caro (18 novembre 1986).

Inscription à l'ordre du jour des conclusions du rapport de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Jacques Godfrain tendant à la création *d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté économique européenne.*

Explications de vote [12 novembre 1986] (p. 6151).

Abstention du groupe communiste : *Roux (Jacques)* (p. 6152).

Conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal sur les agriculteurs et les industriels : *Godfrain (Jacques)* (p. 6151) ; *Roux Jacques* (p. 6151, 6152).

Entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. (remise en cause de l'-) : *Dumas (Roland)* (p. 6151) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6152).

Opposition du groupe communiste à l'élargissement : *Roux (Jacques)* (p. 6151).

Vote négatif du groupe socialiste : *Dumas (Roland)* (p. 6151).

Adoption au scrutin public de l'inscription à l'ordre du jour complémentaire (p. 6152).

Retrait de l'ordre du jour complémentaire de la discussion des conclusions du rapport de la commission des lois sur la proposition de résolution de M. Jacques Godfrain tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. : adopté au scrutin public [18 novembre 1986] (p. 6484) ; retrait de la proposition de l'ordre du jour en conséquence (p. 6484).

Explication des députés de la majorité, présidents de commission et représentants des groupes sur ce retrait : *Joxe (Pierre)* (p. 6483).

Inopportunité de l'inscription de cette proposition à l'ordre du jour : *Joxe (Pierre)* (p. 6483).

Relations de la France avec l'Espagne et le Portugal : *Joxe (Pierre)* (p. 6483).

Résultat du scrutin public sur l'inscription de cette résolution à l'ordre du jour complémentaire : *Joxe (Pierre)* (p. 6483).

Voir *Questions au Gouvernement* **242.**

Elargissement

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.

Espagne et Portugal

Voir *Ordre du jour complémentaire.*

Montants compensatoires monétaires.

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.
Questions au Gouvernement **32, 37.**

Politique agricole commune.

Voir *Agriculture* **3, 5.**
Loi de finances **2,** deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.
Questions au Gouvernement **32, 157, 185, 227, 236, 245, 257, 262, 271, 288, 296.**
Questions orales sans débat **142.**

Politique industrielle commune

Voir *Motions de censure* **5.**
Politique économique et sociale **3.**

Projet d'avion spatial Hermès

Voir *Questions au Gouvernement* **150.**

Projet d'unité du marché financier

Voir *Questions au Gouvernement* **112.**

Rapports avec les Etats-Unis

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.
Questions au Gouvernement **112.**
Questions orales sans débat **1.**

Réajustement monétaire et problèmes agricoles.

Voir *Questions au Gouvernement* **7.**

COMMUNAUTES EUROPEENNES

1. — Rapport d'Information n° 149 établi au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes instituées par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 par M. Michel Cointat et plusieurs de ses collègues [27 mai 1986].

2. — Rapport d'Information établi par M. Michel Cointat au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour les communautés européennes, instituées par la loi n° 79-564 du 6 juillet 1979 (n° **493**) [26 novembre 1986].

Voir *Agriculture* **5.**
Président de la République **2.**

3. — Conclusions de la délégation :

3/86 Fixation des prix agricoles pour la campagne 1986, par M. Louis Lauga (feuilleton n° 22 du 21 mai 1986).

5/86 La protection des consommateurs dans la Communauté, par M. Dominique Chaboche (feuilleton n° 32 du 4 juin 1986).
6/86 L'acte unique européen et la réforme institutionnelle, par Mme Catherine Lalumière (feuilleton n° 37 du 11 juin 1986).
7/86 Les problèmes de la viande bovine dans la Communauté, par M. René Souchon (feuilleton n° 37 du 11 juin 1986).
8/86 Harmonisation des accises sur les boissons alcooliques (nouvelles propositions de directives), par M. Michel Cointat (feuilleton n° 42 du 18 juin 1986).
9/86 Arrêt de la Cour de justice des communautés européennes du 30 avril 1986 et politique commune des transports aériens, par M. Charles Josselin (feuilleton n° 51 du 2 juillet 1986).
10/86 Diverses affaires concernant le Parlement européen portées devant la Cour de justice des Communautés (financement de la campagne électorale 1984, immunités parlementaires, budget 1986), par M. Charles Josselin (feuilleton n° 51 du 2 juillet 1986).
11/86 Les quotas laitiers, par M. René Souchon (feuilleton n° 55 du 9 juillet 1986).
12/86 L'énergie nucléaire en Europe, par M. Louis Lauga (feuilleton n° 83 du 15 octobre 1986).
13/86 Les problèmes de la pêche maritime dans la Communauté, par M. Jean Lacombe (feuilleton n° 87 du 22 octobre 1986).
14/86 Budget communautaire, par M. Michel Cointat (feuilleton n° 92 du 29 octobre 1986).
15/86 L'action communautaire dans le secteur du tourisme, par M. Jean Proriol (feuilleton n° 97 du 5 novembre 1986).
16/86 La proposition de 16e directive T.V.A., par M. Michel Cointat (feuilleton n° 97 du 5 novembre 1986).
17/86 La libéralisation des mouvements de capitaux et l'intégration financière dans la Communauté, par M. Charles Josselin (feuilleton n° 105 du 19 novembre 1986).
18/86 Les relations C.E.E./Etats-Unis, par M. Maurice Ligot (feuilleton n° 105 du 19 novembre 1986).
19/86 EUREKA, par M. Bernard Derosier (feuilleton n° 109 du 26 novembre 1986).
20/86 Les problèmes actuels du marché ovin dans la Communauté, par M. Jean Proriol (feuilleton n° 113 du 3 décembre 1986).
21/86 Les femmes et le droit communautaire, par M. Jean-Marie Bockel (feuilleton n° 119 du 10 décembre 1986).
22/86 L'achèvement du marché intérieur, par Mme Catherine Lalumière (feuilleton n° 123 du 17 décembre 1986).

COMMUNES

1. — Proposition de loi n° 22 tendant à attribuer aux communes les **biens vacants et sans maître** ayant un caractère d'immeuble.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. François Asensi et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Asensi (20 juin 1986).

2. — Proposition de loi n° 100 tendant à modifier l'article 36 de la loi n° 86-29 du 9 janvier 1986, portant **dispositions diverses relatives aux collectivités locales.**

Sénat (première lecture) n° **326** (1985-1986). — Dépôt le 8 avril 1986 par MM. Charles Ferrant et Paul Caron. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **352** (1985-1986) (24 avril 1986). — Discussion le 6 mai 1986. — Adoption le 6 mai 1986. — Proposition de loi n° **118** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture) n° **100**. — Dépôt le 6 mai 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (29 mai 1986).

3. — Proposition de loi n° 130 tendant à compléter l'article L. 122-9 du code des communes quant à l'**élection des maires et des adjoints** en cas de rectifications juridictionnelles des résultats d'élections municipales.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par MM. Gilbert Barbier et Henri Bouvet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Aimé Kergueris (20 juin 1986).

4. — Proposition de loi n° 158 tendant à modifier l'article 62 du **code de l'administration communale** en vue de faire cesser l'incompatibilité existant entre les fonctions de géomètre du cadastre et le **mandat de maire** ou d'adjoint.

Assemblée nationale (première lecture), n° **2058**. — Dépôt le 6 octobre 1966 par M. Lepage. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Fanton. — Rapport n° **2129** (9 novembre 1966). — Discussion le 8 décembre 1966 (voir 2e législature : Maires **1**). — Adoption le 8 décembre 1966. — Proposition de loi n° **606**.

Sénat (première lecture), n° **97** (1966-1967). — Dépôt le 9 décembre 1966. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Geoffroy. — Rapport n° **210** (1966-1967) (21 décembre 1966). — Discussion le 13 avril 1967. — Rejet le 13 avril 1967. — Proposition de loi n° **97** (1966-1967).

Assemblée nationale (deuxième lecture), 3e législature, n° **96**. — Dépôt le 18 avril 1967. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — 4e législature, n° **29**. — Dépôt le 12 juillet 1968. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — 5e législature, n° **271**. — Dépôt le 2 mai 1973. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — 6e législature, n° **483**. — Dépôt le 30 juin 1978. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Sauvaigo (5 octobre 1978). — 7e législature, n° **152**. — Dépôt le 17 juillet 1981. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard (11 septembre 1981. — 8e législature, n° **158**. — Dépôt le 3 juin 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (20 juin 1986).

5. — Proposition de loi n° 358 tendant à inscrire dans les dépenses obligatoires des communes, l'**entretien et la conservation des monuments érigés** sur leur territoire, **en mémoire des fusillés ou des morts aux combats de la Résistance.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par M. Roger Corrèze et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. — Proposition de loi n° 381 relative aux délais et aux modalités de **convocation aux réunions des conseils municipaux.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

7. — Proposition de loi n° 458 relative à la création d'un **« comité national de gestion des œuvres sociales du personnel des communes et des établissements publics communaux et intercommunaux ».**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Lucien Richard. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Dominique Perben (27 novembre 1986).

8. — Proposition de loi n° 584 tendant à modifier la loi du 16 juillet 1971 relative aux **fusions et regroupements de communes** afin de prolonger le délai d'octroi de majoration de subventions de l'Etat accordées aux communes fusionnées.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. François Grussenmeyer et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Enseignement* **3**.
Finances locales **2**.

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT

Poursuite du débat sur la loi de finances rectificative dans la nuit du 28 mai 1986 jusqu'à son terme : Rossinot (André), ministre chargé des relations avec le Parlement [28 mai 1986] (p. 1338).

COMPAGNIE FRANÇAISE DE NAVIGATION RHENANE

Voir *Questions orales sans débat* **144.**

COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE

Accord C.G.E.-A.T.T.

Voir *Questions au Gouvernement* **155.**

COMPAGNIES REPUBLICAINES DE SECURITE (C.R.S.)

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **2.**

COMPTE D'EPARGNE RETRAITE

Voir *Loi de finances rectificatives* **1.**

CONCENTRATIONS

Voir *Commerce et artisanat* **4.**
Presse, édition et imprimerie **2.**

CONCILIATEURS

Voir *Justice* **4.**

CONCOURS

Voir *Examens, concours et diplômes.*

CONCUBINAGE

— et logement

Voir *Logement et habitat* **2.**

Situation fiscale des concubins

Voir *Action sociale et solidarité nationale* **1.**
Famille **2.**
Impôts et taxes **3.**
Loi de finances rectificative **1.**

CONCURRENCE

Voir *Prix et concurrences.*

CONFLITS DU TRAVAIL

Voir *Travail* **4.**

CONGES ET VACANCES

Congé formation

Voir *Travail* **1.**

Congé parental d'éducation

Voir *Questions au Gouvernement* **19.**

Congés de conversion

Voir *Travail* **14.**

Congés payés (fiscalité des -)

Voir *Lois de finances* **2** (première partie), article 4.

CONGRES DU TERRITOIRE

Voir *Nouvelle-Calédonie* **1.**

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Application des articles 46 et 61, alinéa 1 de la Constitution :

Décision du 12 août 1986 déclarant conforme à la Constitution la loi organique relative au régime électoral de la collectivité locale de Saint-Pierre-et-Miquelon [*J.O.* du 13 août 1986] (p. 9954).

Décision du 22 décembre 1986 déclarant conforme à la Constitution la loi organique relative au maintien en activité des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation [*J.O.* du 23 décembre 1986] (p. 15500).

Décision du 6 janvier 1987 déclarant conforme à la Constitution la loi organique relative aux magistrats de l'ordre judiciaire servant dans les organisations internationales [*J.O.* du 13 janvier 1987] (p. 469).

Application de l'article 61, alinéa 2, de la Constitution :

Décision des 25 et 26 juin 1986 déclarant conforme à la Constitution la loi autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social [*J.O.* du 27 juin 1986] (p. 7978) ; rectificatif [*J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8285).

Décision des 1er et 2 juillet 1986 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à l'élection des députés, et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnance les circonscriptions électorales *J.O.* du 3 juillet 1986] (p. 8282) ; rectificatif [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9395).

Décision du 3 juillet 1986 déclarant non conformes à la Constitution les articles 18.II et 30 de la loi de finances rectificative pour 1986 [*J.O.* du 4 juillet 1986] (p. 8342).

Décision du 29 juillet 1986 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions de l'article 11, du 5° de l'article 12 et de l'article 21 de la loi portant réforme du régime juridique de la presse [*J.O.* du 30 juillet 1986] (p. 9393).

Décision du 26 août 1986 déclarant conforme à la Constitution la loi relative aux contrôles et vérification d'identité [*J.O.* du 27 août 1986] (p. 10438).

Décision du 3 septembre 1986 déclarant non conforme à la Constitution, l'article 4 de la loi relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat [*J.O.* du 5 septembre 1986] (p. 10786).

Décision du 3 septembre 1986 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à l'application des peines [*J.O.* du 5 septembre 1986] (p. 10788).

Décision du 3 septembre 1986 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à la lutte contre la criminalité et la délinquance [*J.O.* du 5 septembre 1986] (p. 10788).

Décision du 3 septembre 1986 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions suivantes de la loi relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France : dans l'article 1er-I, les mots : « dûment ratifiées et non dénoncées » ; dans l'article 15-II, la deuxième phrase du douzième alinéa de l'article 35 *bis* de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 [*J.O.* du 5 septembre 1986] (p. 10790).

Décision du 18 septembre 1986 déclarant non conformes à la Constitution les dispositions suivantes de la loi relative à la liberté de communication : dans le texte du premier alinéa de l'article 4, les mots : « en Conseil des ministres » ; les articles 39 et 41 ; dans le texte de l'article 62 de la loi, le membre de phrase ainsi conçu « qui reprend les règles générales fixées selon les modalités prévues à l'article 27 pour les services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre » ; dans le texte du deuxième alinéa, *in fine* de l'article 103, les mots : « en Conseil des ministres ». Sont inséparables des articles 39 et 41 les dispositions suivantes de la loi : les articles 28 à 31 ; dans le texte de l'article 10, la mention de l'article 31 ; dans le texte des articles 70 et 71, la mention des article 30 et 31 de la loi ; dans le texte de l'article 77, la mention de l'article 39 ; dans le texte de l'article 90-III et dans celui de l'article 94, la référence aux articles 29 et 30 ; le deuxième alinéa de l'article 105 ; le 2° de l'article 110 et l'article 111 [*J.O.* du 19 septembre 1986] (p. 11294).

Décision du 18 novembre 1986 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés [*J.O.* du 19 novembre 1986] (p. 13769).

Décision du 22 décembre 1986 déclarant conforme à la Constitution la loi relative à la limite d'âge et aux modalités de recrutement de certains fonctionnaires civils de l'Etat [*J.O.* du 23 décembre 1986] (p. 15500).

Décision du 29 décembre 1986 déclarant non conforme à la Constitution l'article 99 de la loi de finances pour 1987 [*J.O.* du 30 décembre 1986] (p. 15802).

Décision du 29 décembre déclarant les dispositions du deuxième alinéa de l'article 41 de la loi de finances rectificative pour 1986 non conformes à la Constitution et inséparables de celles du premier alinéa du même article [*J.O.* du 30 décembre 1986] (p. 15802).

Décision du 23 janvier 1987 déclarant non conforme à la Constitution la loi transférant à la juridiction judiciaire le

celles du premier alinéa du même article [*J.O.* du 30 décembre 1986] (p. 15802).

Décision du 23 janvier 1987 déclarant non conforme à la Constitution la loi transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du Conseil de la concurrence [*J.O.* du 25 janvier 1987] (p. 924).

Décision du 23 janvier 1987 déclarant non conforme à la Constitution l'article 39 de la loi portant diverses mesures d'ordre social [*J.O.* du 25 janvier 1987] (p. 925).

Voir *Audiovisuel* **5.**
Loi de finances **2,** deuxième partie, communication.

CONSEIL D'ETAT

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **1.**

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. — Proposition de loi organique n° 343 tendant à assurer la **représentation des retraités** au conseil économique et social.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 août 1986 par M. Etienne Pinte et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Services du Premier ministre.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (Jean-Louis Mandinaud)

Voir *Enseignement supérieur et post-baccalauréat* **6.**

CONSEILLERS GENERAUX

Voir *Départements* **2.**
Elections et référendums **8.**

CONSEILLERS MUNICIPAUX

Voir *Collectivités locales* **1.**
Elections et référendums **4.**

CONSEILLERS REGIONAUX

Voir *Collectivités locales* **1.**

CONSEIL NATIONAL DE PREVENTION DE LA DELINQUANCE

Voir *Police et sécurité* **3.**

CONSEIL NATIONAL DE SECURITE

Voir *Défense,* **3.**

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT FRANÇAIS (C.N.P.F.)

Voir *Entreprises publiques,* **1.**

Proposition du - sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Voir *Travail* **9.**

CONSEIL SUPERIEUR D'ORIENTATION DE L'ECONOMIE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE

Voir *Agriculture* **3.**

CONSEIL SUPERIEUR DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER (Elections au -)

Voir *Français de l'étranger* **1.**

CONSEIL SUPERIEUR D'ORIENTATION D'ECONOMIE AGRICOLE

Voir *Agriculture* **3.**

CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Voir *Justice* **1.**
Loi de finances **2,** deuxième partie, Affaires sociales et Emploi.
Travail **13, 14.**

CONSEILS GENERAUX

Voir *Départements* **1.**

CONSOMMATION

1. — Proposition de loi n° 234 tendant à modifier l'article 27 de la loi n° 78-22 du 10 janvier 1978 relative à **l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Bruno Bourg-Broc. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

CONSTITUTION

1. — Proposition de loi constitutionnelle n° 470 tendant à modifier l'**article 64 de la Constitution.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 14 novembre 1986 par M. Jean Foyer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (11 décembre 1986).

Article 40 de la Constitution.

Voir *Rappels au règlement* **367.**

Article 44, alinéa 2, de la Constitution.

Voir *Rappels au règlement* **216, 217, 218, 221, 223, 227, 228, 242.**
Travail **9.**

Article 44, alinéa 3 (application de l'-).

Voir *Ordre public* **4,** article 4.

Article 49 alinéa 3 de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **181.**

Article 73 de la -.

Voir *Rappels au règlement* **367.**

Institutions de la Ve République.

Voir *Motions de censure* **2.**

Respect de l'esprit de la -.

Voir *Message du Président de la République.*

CONTRATS D'ASSOCIATION

Voir *Associations et mouvements* **1.**
Enseignement privé **2.**

CONTRATS DE CONVERSION

Voir *formation professionnelle et promotion sociale.*

CONTRATS DE PLAN

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**

CONTRATS DE TRAVAIL

à durée déterminée et de travail temporaire.

Voir *Politique économique et sociale* **1.**

CONTRIBUTIONS INDIRECTES

Voir *Impôts et taxes.*

CONTROLE DES CHANGES

Voir *Questions au Gouvernement* **214.**

CONTROLE FISCAL

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Economie, Finances et Privatisation II.

CONTROLES D'IDENTITE

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**
Etrangers **6.**
Ordre public **5, 10, 14.**
Police et sécurité **1.**

Compétence de la police municipale.

Voir *Questions au Gouvernement* **10.**

COOPERATION

Voir *Traités et conventions* **11, 12, 14.**

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT

1. — Proposition de loi n° 26 tendant à lutter contre la **faim dans le monde**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Robert Montdargent et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

2. — Proposition de loi n° 303 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les **conditions de fonctionnement et de gestion du miniatère de la coopération.** — Dépôt à l'Assemblée nationale le 31 juillet 1986 par M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Léonard (23 octobre 1986). — Rapport n° **445** (13 novembre 1986).

COOPERATIVES, GROUPEMENTS ET SOCIETES

Voir *Agriculture* **5**.

Coopératives d'utilisation du matériel agricole (C.U.M.A.).

Voir *Loi de finances rectificative* **2**, article 27.

COREE DU SUD

Visite en France du Chef de l'Etat de -.

Voir *Questions au Gouvernement* **14**.

CORPS DIPLOMATIQUE ET CONSULAIRE

1. — Proposition de loi n° 147 tendant à **abroger l'article 21** de la loi n° 86-76 du 17 janvier 1986 portant **diverses dispositions d'ordre social.**

Sénat (première lecture). n° **317** (1985-1986). — Dépôt le 21 mars 1986 par M. Pierre-Christian Taittinger. — Renvoi à la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Chaumont. — Rapport n° **367** (1985-1986) (6 mai 1986). — Discussion le 15 mai 1986. — Adoption le 15 mai 1986. — Proposition de loi n° **119** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture). n° **147**. — Dépôt le 15 mai 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean-François Deniau (29 mai 1986). — Rapport n° **247** (26 juin 1986). — Discussion le 30 juin 1986. — Adoption le 30 juin 1986. — Proposition de loi n° **11**.

Loi n° 86-827 du 11 juillet 1986 publiée au *J.O.* du 12 juillet 1986 (p. 8702).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [30 juin 1986] (p. 2651).

Ambassadeurs (conditions de nomination des -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2652).

Conditions d'accès au corps fixées par la loi de 1986 : *Deniau (Jean-François)* (p. 2651).

Conseil constitutionnel (censure partielle du -) : *Deniau (Jean-François)* (p. 2652) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2653) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 2654).

Droits acquis (préservation des -) : *Deniau (Jean-François)* (p. 2652) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 2653).

Gestion du corps des ministres plénipotentiaires : *Deniau (Jean-François)* (p. 2652).

Indice de recrutement : *Deniau (Jean-François)* (p. 2651, 2652).

Majorité de la précédente législature (hésitations de la -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 2653).

Ministres plénipotentiaires (nombre de postes budgétaires créés) : *Neiertz (Véronique)* (p. 2654).

Ministres plénipotentiaires (spécificité du corps des -) : *Deniau (Jean-François)* (p. 2651).

Mobilité du personnel : *Neiertz (Véronique)* (p. 2654) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 2654).

Modernisation du ministère des affaires étrangères : *Neiertz (Véronique)* (p. 2653).

Discussion de l'article unique (p. 2654).

Article unique *(abrogeant l'article 21 de la loi du 17 janvier 1986 portant diverses dispositions d'ordre social).*

Explications de vote [30 juin 1986] (p. 2654).

Tour extérieur au ministère des relations extérieures (organisation du -) : *Bellon (André)* (p. 2654, 2655).

Adoption, au scrutin public, de l'article unique du projet de loi (p. 2655).

CORSE

(Desserte de la -)

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire et B.A.N.A.

Violence en -

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Intérieur.

COTISATIONS SOCIALES

Voir *Départements d'outre-mer* **2**.

Agricoles

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.

Entrée des - dans le domaine des taxes parafiscales

Voir *Faits personnels* **13**.

Retenue à la source des -

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **3**.

C.O.T.O.R.E.P.

Voir *Questions au Gouvernement* **86**.
Questions orales sans débat **35**.

COUR D'APPEL

Chambre spécialisée de la - pour le terrorisme

Voir *Ordre public* **6**.

COUR DE CASSATION

Age de la retraite des magistrats hors hiérarchie à la -)

Voir *Magistrature* **1**.

COUR DES COMPTES

1. — Proposition de loi n° 120 relative à la nomination des **conseillers référendaires à la Cour des comptes.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Jean-Pierre Soisson et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Henry Jean-Baptiste (29 mai 1986).

Age de la retraite à la -

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **1**.

Rapport de la -

Voir *Assemblée nationale* (documents particuliers déposés sur le Bureau de l'-).

COUR DE SURETE DE L'ETAT

Voir *Ordre public* **3**.

COUVERTURE DES ACTES DE POLICE

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Intérieur.

CREANCES ET DETTES

1. — Proposition de loi n° 157 tendant à modifier le 3° de l'**article 2102 du code civil.**

Assemblée nationale (première lecture) n° **518**. — Dépôt le 26 juillet 1963 par M. Michel Hoguet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Hoguet. — Rapport n° **793** (20 décembre 1963). — Discussion le 14 avril 1964 (voir 2e législature : *Privilèges* **1**). — Adoption le 14 avril 1964. — Proposition de loi n° **168**.

Sénat (première lecture) n° **147** (1963-1964). — Dépôt le 16 avril 1964. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jozeau-Marigné. — Rapport n° **321** (1963-1964). — Discussion le 5 novembre 1964. — Rejet le 5 novembre 1964. — Proposition de loi n° **11** (1964-1965).

Assemblée nationale (deuxième lecture), 2e législature, n° **1156.** — Dépôt le 6 novembre 1964. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — 3e législature, n° **15.** — Dépôt le 4 avril 1967. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — 4e législature, n° **27.** — Dépôt le 12 juillet 1968. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — 5e législature, n° **270.** — Dépôt le 2 mai 1973. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — 6e législature, n° **482.** — Dépôt le 30 juin 1978. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Maurice Charretier (5 octobre 1978), remplacé par M. Pierre-Charles Krieg (4 octobre 1979). — 7e législature, n° **151.** — Dépôt le 17 juillet 1981. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (11 septembre 1981. — 8e législature, n° **157.** — Dépôt le 3 juin 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (20 juin 1986).

Voir *Bâtiment et travaux publics* **1.**

CRECHES

Voir *Famille* **6.**

CREDIT

Voir *Consommation* **1.**

Encadrement du -

Voir *Questions au Gouvernement* **272.**

CREDIT AGRICOLE

Privatisation du -

Voir *Loi de finances rectificative* **1.**
Politique économique et sociale **1,** article 4 (p. 806).

CREDIT-BAIL

Voir *Marchés financiers* **12.**

CRIMINALITE

Voir *Ordre public* **4.**

CULTURE

Voir *Traités et conventions* **17, 22.**

Crédits de la -

Voir *Questions orales sans débat* **41.**

CUMULS

- d'emplois

Voir *Audiovisuel* **3.**

Emploi-retraite

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **2.**
Loi de finances rectificative **2,** article 26.
Politique économique et sociale **5.**
Défense **2.**

D

DEBITS DE BOISSONS

Voir *Boissons et alcools* **5.**

DECES D'UN ETUDIANT AU QUARTIER LATIN

M. Jacques Chaban-Delmas président : transmet à la famille de M. Malik Oussékine les condoléances des membres de l'Assemblée ; **M. François Asensi** : exprime l'émotion des députés communistes ; souhaite que le ministre de l'intérieur vienne s'expliquer dans les délais les plus brefs ; **M. Pierre Joxe** : rappelle que le groupe socialiste a déposé une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les instructions données par le ministre de l'intérieur aux forces de l'ordre ; **M. Philippe Séguin** exprime l'émotion du Gouvernement à la suite du décès de M. Malik Oussékine ; Gouvernement ayant manifesté la preuve de sa volonté de prise en considération des préoccupations des étudiants et des lycéens ; M. Jacques Chaban-Dalmas : propose que la séance doit suspendue durant quelques minutes en signe de deuil [6 décembre 1986], (p. 7193).

Voir *Questions au Gouvernement* **276, 285.**

DECLARATIONS DES HOMMES POLITIQUES

Déclaration de M. Albin Chalandon (sur l'instruction de l'affaire Georges Ibrahim Abdallah).

Voir *Questions orales sans débat* **108.**

Déclaration de M. Charles Pasqua (attitude de certains hommes politiques sous l'Occupation).

Voir *Questions au Gouvernement* **71.**

Eventuelle spéculation contre le franc.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**

Interview au Washington Times de M. Jacques Chirac.

Voir *Questions au Gouvernement* **231.**

DECLARATIONS DU GOUVERNEMENT

1. Politique générale du Gouvernement par M. Jacques Chirac, Premier ministre (n° **6**) [9 avril 1986] et débat sur cette déclaration.

Discussion [9 avril 1986] (p. 87, 145).

Accords avec le Front national : *Jospin (Lionel)* (p. 95) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 156) ; *Stirn (Olivier)* (p. 159) ; *Chirac (Jacques)* (p. 162).

Allégement des charges des entreprises : *Chirac (Jacques)* (p. 88).

Amérique latine et Asie (rôle de la France en -) : *Chirac (Jacques)* (p. 93).

Amnistie fiscale : *Chirac (Jacques)* (p. 89) ; *Jospin (Lionel)* (p. 96) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 155).

Anciens combattants d'Afrique du Nord (mémorial des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 91).

Audiovisuel (privatisation de l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 90) ; *Jospin (Lionel)* (p. 97, 98) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147) ; *Lajoinie (André)* (p. 151).

Autorisation administrative de licenciement (suppression de l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 89) ; *Jospin (Lionel)* (p. 97) ; *Lajoinie (André)* (p. 149).

Chambre de la Cour d'appel de Paris compétente en matière d'actes terroristes (création d'une -) : *Chirac (Jacques)* (p. 90).

Charge de la preuve en matière fiscale (renversement de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 90) ; *Jospin (Lionel)* (p. 96).

Chômage : *Chirac (Jacques)* (p. 87, 89, 163) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 99) ; *Lajoinie (André)* (p. 149).

Circonscriptions électorales (détermination des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 89, 90) ; *Jospin (Lionel)* (p. 98).

Cohabitation (coexistence entre le Président de la République et le Premier ministre) : *Jospin (Lionel)* (p. 95) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 103).

Commission nationale de la communication et des libertés (suppression de la Haute autorité et mise en place d'une -) : *Chirac (Jacques)* (p. 90) ; *Jospin (Lionel)* (p. 97) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 157).

Compétitivité des entreprises (amélioration de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 89) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 155).

Conjoncture internationale (bénéfices de la -) : *Jospin (Lionel)* (p. 97) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 100).

Contrainte extérieure (desserrement de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 90) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Contrôles d'identité (renforcement des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 90) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Corps intermédiaires (concertation avec les -) : *Chirac (Jacques)* (p. 88).

Coût de la main-d'œuvre en France et en Allemagne : *Emmanuelli (Henri)* (p. 154).

Décentralisation de la négociation collective : *Chirac (Jacques)* (p. 89) ; *Jospin (Lionel)* (p. 97).

Défense spatiale (attention portée à la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 91).

Délinquance et insécurité : *Chirac (Jacques)* (p. 87, 162) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 99) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Démocratisation du secteur public : *Le Garrec (Jean)* (p. 158).

Dénatalité (risques de la -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 106) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Départements d'outre-mer (économie des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 89, 163).

Dépendance énergétique (réduction de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 93).

Dévaluation (justifications de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 88, 161) ; *Jospin (Lionel)* (p. 96) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 100, 101) ; *Lajoinie (André)* (p. 148) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 151, 152, 154).

Dissuasion nucléaire (crédibilité de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 91) ; *Jospin (Lionel)* (p. 98) ; *Messmer (Pierre)* (p. 148).

Droit de la concurrence (réforme du -) : *Chirac (Jacques)* (p. 90) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 102).

Droits sociaux (atteintes aux -) : *Lajoinie (André)* (p. 149).

Economies budgétaires : *Jospin (Lionel)* (p. 96) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 102) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 155).

Ecoutes téléphoniques : *Chirac (Jacques)* (p. 90).

Education (politique de l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 92) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147) ; *Lajoinie (André)* (p. 151).

Elu (rôle et missions de l'-) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 105).

Emploi des jeunes (mesures en faveur de l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 89) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 102) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Engagement de la responsabilité (raisons de l'-) : *Messmer (Pierre)* (p. 111).

Enseignements artistiques (promotion des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 92).

Enseignement professionnel (refonte de l'-) : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 102).

Enseignement supérieur (autonomie de l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 92) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Est-Ouest (dialogue - et rôle de la France) : *Chirac (Jacques)* (p. 93).

Etrangers (régime juridique des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 90) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 99) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Etroitesse de la majorité parlementaire : *Jospin (Lionel)* (p. 95, 96) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 106) ; *Messmer (Pierre)* (p. 145, 148) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 156) ; *Stirn (Olivier)* (p. 159) ; *Chirac (Jacques)* (p. 161).

Europe (construction de l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 93) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 100).

Europe (défense de l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 91).

Finances publiques (équilibre des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 97) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 101, 102) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Financement de l'audiovisuel (publicité) : *Chirac (Jacques)* (p. 90).

Fiscalité de l'épargne : *Chirac (Jacques)* (p. 89).

Immigration : *Chirac (Jacques)* (p. 87) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 106) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Immobilier et secteur du bâtiment (abrogation de la loi Quilliot) : *Chirac (Jacques)* (p. 89, 93, 161) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Impôts (allégement des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 90).

Industrie (crise de l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 87) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 158).

Inflation (recul de l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 87) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 154, 155).

Installation des jeunes agriculteurs : *Chirac (Jacques)* (p. 92).

Institutions (fonctionnement des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 94) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 103) ; *Messmer (Pierre)* (p. 145).

Jeux olympiques (organisation en France des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 92).

Légimité des élus du Front national : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 104).

Libéralisation de l'économie : *Chirac (Jacques)* (p. 89) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 102) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 155).

Liberté des prix : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 101) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 155).

Libertés publiques (protection des -) : *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Loi sur la transparence des entreprises de presse (abolition de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 90).

Majorité (union de la -) : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 99, 100).

Marchés agricoles (orientation et gestion des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 92).

Menaces proférées contre M. Henri Emmanuelli : *Joxe (Pierre)* (p. 152).

Moyen-Orient (politique française au -) : *Chirac (Jacques)* (p. 93).

Montants compensatoires : *Emmanuelli (Henri)* (p. 154).

« Nouvelle composante nucléaire terrestre » (missiles mobiles) : *Chirac (Jacques)* (p. 91) ; *Jospin (Lionel)* (p. 98).

Officiers détenus en Nouvelle-Zélande : *Chirac (Jacques)* (p. 93).

Ordonnances (recours aux -) : *Chirac (Jacques)* (p. 94, 162) ; *Jospin (Lionel)* (p. 96) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 103) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 105) ; *Messmer (Pierre)* (p. 145, 146) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 156) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 160).

Otages français au Liban : *Chirac (Jacques)* (p. 93).

Parti communiste (place du -) : *Lajoinie (André)* (p. 150).

Parti socialiste (rôle du -) : *Jospin (Lionel)* (p. 94, 95).

Peine incompressible de trente ans : *Chirac (Jacques)* (p. 90).

Police nationale (organisation et missions de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 90).

Politique agricole commune : *Chirac (Jacques)* (p. 92).

Politique familiale (promotion de la - et allocation parentale d'éducation) : *Chirac (Jacques)* (p. 91, 92) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Politique fiscale de la majorité (caractère inégalitaire de la -) : *Jospin (Lionel)* (p. 97) ; *Lajoinie (André)* (p. 149) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 155).

Préférence nationale (notion de -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 107).

Président de la République (remise en cause du -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 106).

Privatisation des entreprises nationales (dénationalisations) : *Chirac (Jacques)* (p. 89, 162, 163) ; *Jospin (Lionel)* (p. 97) ; *Lajoinie (André)* (p. 149) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 157, 158) ; *Stirn (Olivier)* (p. 159).

Protection sociale (évolution de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 91, 92) ; *Lajoinie (André)* (p. 150).

Rapatriés (action en faveur des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 91).

Rappels au règlement : *Defferre (Gaston)* (p. 118, 153) ; *Chirac (Jacques)* (p. 153).

Reconquête du marché intérieur : *Lajoinie (André)* (p. 150).

Redressement économique des D.O.M.-T.O.M. : *Chirac (Jacques)* (p. 89, 163).

Respect des engagements électoraux : *Chirac (Jacques)* (p. 88, 161).

Revenu des agriculteurs : *Chirac (Jacques)* (p. 87, 92) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 154).

Rôle du Parlement (renforcement du -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 104).

Salaires des fonctionnaires (blocage des -) : *Lajoinie (André)* (p. 149).

Scrutin majoritaire (rétablissement du -) : *Chirac (Jacques)* (p. 89, 90, 162) ; *Jospin (Lionel)* (p. 98) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 102) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 104, 105) ; *Messmer (Pierre)* (p. 146) ; *Lajoinie (André)* (p. 149).

Spéculation menée par le Gouvernement contre le franc : *Emmanuelli (Henri)* (p. 152) ; *Chirac (Jacques)* (p. 152).

Taux d'intérêt : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 101) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 155).

Taxe intérieure sur les produits pétroliers : *Chirac (Jacques)* (p. 162).

Terrorisme (lutte contre le -) : *Chirac (Jacques)* (p. 90) ; *Messmer (Pierre)* (p. 147).

Thèses libérales (recours aux -) : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 100) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 157) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 160).

Explications de vote (p. 163).

Audiovisuel (politique de l'-) : *Toubon (Jacques)* (p. 169).

Austérité (politique d'-) : *Deschamps (Bernard)* (p. 170).

Bilan du premier gouvernement Chirac : *Joxe (Pierre)* (p. 164).

Conjoncture internationale (amélioration de la -) : *Bayrou (François)* (p. 165).

Contexte institutionnel : *Bayrou (François)* (p. 165, 166) ; *Toubon (Jacques)* (p. 168).

Dévaluation (raisons de la -) : *Toubon (Jacques)* (p. 168).

Ecoutes téléphoniques (projet de commission sur les - en 1981) : *Toubon (Jacques)* (p. 169).

Lois de programmation militaire (exécution des -) : *Joxe (Pierre)* (p. 164).

« Nouvelle composante nucléaire terrestre » : *Joxe (Pierre)* (p. 164).

Ordonnances (recours aux -) : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 168) ; *Toubon (Jacques)* (p. 168).

Parti communiste (place du - dans la société française) : *Deschamps (Bernard)* (p. 170).

Programme de la majorité (nature du -) : *Joxe (Pierre)* (p. 165).

Rapports entre la majorité et le Front national : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 166, 167).

Sécurité (renforcement de la -) : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 167).

Solidarité nationale (accent porté sur la -) : *Thien Ah Koon (André)* (p. 171).

Taxe professionnelle : *Joxe (Pierre)* (p. 164).

Approbation de la déclaration de politique générale du Gouvernement par scrutin public à la tribune (p. 171).

2. — Déclaration du Gouvernement sur la **lutte contre le terrorisme** présenté par M. Jacques Chirac, Premier ministre (n° **373**) [8 octobre 1986] et débat sur cette déclaration.

Discussion [8 octobre 1986] (p. 4443).

Action des services de sécurité : *Chirac (Jacques)* (p. 4444) ; *Lajoinie (André)* (p. 4445) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4447) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4449).

Attentats à Paris (bilan et suites des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 4443) ; *Lajoinie (André)* (p. 4445).

Attitude du Gouvernement à l'égard des organisations terroristes : *Chirac (Jacques)* (p. 4444).

Attitude des précédents gouvernements à l'égard des organisations terroristes : *Lajoinie (André)* (p. 4445) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4452).

Consensus national (réalité ou apparence du -) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4446) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4449).

Indemnisation des victimes d'attentats : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4447).

Moyens juridiques de lutte contre le terrorisme (et notamment loi du 7 septembre 1986) : *Chirac (Jacques)* (p. 4443) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4447) ; *Messmer (Pierre)* (p. 4453, 4454).

Otages français au Liban : *Lajoinie (André)* (p. 4446) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4450).

Peine de mort et terrorisme : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4453) ; *Messmer (Pierre)* (p. 4454).

Rôle de certains Etats : *Chirac (Jacques)* (p. 4444) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4447, 4448) ; *Jospin (Lionel)* (p. 4450) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4453) ; *Messmer (Pierre)* (p. 4454).

Rôle de Monseigneur Capucci : *Jospin (Lionel)* (p. 4451) ; *Pandraud (Robert)* (p. 4451).

Terrorisme et communautés étrangères vivant en France : *Chirac (Jacques)* (p. 4444) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4452).

Terrorisme et politique étrangère : *Chirac (Jacques)* (p. 4445) ; *Lajoinie (André)* (p. 4446) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 4448) ; *Messmer (Pierre)* (p. 4453).

DECORATIONS

1. — Proposition de loi n° 282 tendant à rétablir le **Mérite social.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Lucien Richard. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 312 tendant à instituer une **médaille d'honneur du bénévolat.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Joseph Maujouän du Gasset. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 386 relative à la **répartition des préjudices moraux et matériels** subis par les personnes de citoyenneté française engagées personnellement dans le drame des **événements d'Algérie.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Sergent. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Médaille d'honneur du travail.

Voir *Questions orales sans débat* **150.**

DEDUCTIONS FISCALES

Voir *Impôt sur le revenu* **6.**

DEFENSE

1. — Proposition de loi n° 127 tendant à protéger la **seconde carrière des militaires retraités.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Pierre Messmer et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (29 mai 1986). — Rapporteur pour avis : M. Pierre Mauger (20 juin 1986).

2. — Proposition de loi n° 219 relative à la **défense civile.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par Mme Florence d'Harcourt. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

3. — Proposition de loi n° 244 relative à la création d'un **Conseil national de sécurité.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

4. — Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la **coopération industrielle franco-allemande** en matière d'**hélicoptères de combat (n° 249)** par M. Henri Louet [2 juillet 1986].

5. — Proposition de loi n° 316 tendant à compléter l'article 47-1 de la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Pierre Bachelet. - Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

6. — Rapport d'information déposé par MM. Jean-Pierre Bechter et Pierre-André Wiltzer en application de l'article 145

du règlement au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la nouvelle composante des **forces nucléaires stratégiques (n° 368)** [3 octobre 1986].

7. — Proposition de loi n° 392 relative à la **défense civile.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Jean-Michel Stirbois et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

8. — Projet de loi de programme n° 432 relative à **l'équipement militaire pour les années 1987-1991.**

Lettre rectificative.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. André Giraud, ministre de la défense. — Urgence déclarée le 13 novembre 1986. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées. — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères (14 novembre 1986). — Rapporteur pour avis : M. Jacques Godfrain (18 novembre 1986). — Avis n° **554** (12 décembre 1986). — Renvoi pour avis à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan (14 novembre 1986). — Rapporteur pour avis : M. Yves Guéna (14 novembre 1986). — Avis n° **532** (9 décembre 1986).

9. — Proposition de loi n° 465 tendant à garantir le **droit au travail des retraités militaires.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Guy Herlory et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

DEFENSE CIVILE

Voir *Défense* **2, 7.**
Loi de finances **2,** deuxième partie, Défense ; Intérieur ; Services du Premier ministre.

— contre les risques nucléaires.

Voir *Questions au Gouvernement,* **36, 53, 62, 66, 67, 70.**

DEFENSE NATIONALE

Voir *Dissuasion.*
Espace.
Force d'action rapide.
Gendarmerie nationale.
Loi de finances **2,** deuxième partie, Défense.
Service national.

Décès accidentel de trois soldats.

Voir *Questions orales sans débat* **166.**

Défense opérationnelle du territoire.

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Défense.

Equipement des armées en matériel.

Voir *Questions au Gouvernement* **56.**

Loi de programmation militaire.

Voir *Questions au Gouvernement* **56.**

Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, Défense.

DELEGATION A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET A L'ACTION REGIONALE

Voir *Loi de finances* **2.**

DELEGATION AUX LIBERTES

Voir *Droits de l'Homme, Libertés publiques* **1.**

DELEGATIONS PARLEMENTAIRES

— pour le contrôle des services secrets.

Voir *Parlement* **1.**

— pour l'information nucléaire.

Voir *Energie* **5.**

DELEGUES DU PERSONNEL

Voir *Travail* **12.**

DELEGUES SYNDICAUX

— chez Renault.

Voir *Questions au Gouvernement* **170.**

DELINQUANCE

Voir *Ordre public* **4.**
Police et sécurité **3.**

— dans les établissements scolaires.

Voir *Questions au Gouvernement* **141.**

— et immigration.

Voir *Etrangers* **5.**

DELITS, CRIMES ET CONTRAVENTIONS

— en matière fiscale.

Voir *procédures fiscales et douanières.*

DEMOGRAPHIE

Voir *Famille* **8.**
Impôt sur le revenu **8, 9.**
Loi de finances **2,** deuxième partie, Affaires sociales et Emploi.

Chute de la natalité.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**
Famille **5.**

Déséquilibre démographique.

Voir *famille* **5.**

Déséquilibre démographique entre Français et étrangers.

Voir *Etrangers* **5.**

Fécondité.

Voir *Famille* **5.**

DENATIONALISATIONS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**
Loi de finances **2,** deuxième partie, Economie, Finances et Privatisation **1.**
Motions de censure **5.**
Politique économique et sociale **1.**
Questions au Gouvernement **64.**
Questions orales sans débat **158.**

Discussion du projet d'habilitation concernant les-.

Voir *Questions au Gouvernement* **13.**

DEPARTEMENTS

1. — Proposition de loi n° 95 relative à la **durée du mandat du président du Conseil général** lorsque l'élection de celui-ci a été acquise au **bénéfice de l'âge.**

Sénat (première lecture) n° **84** (1983-1984). — Dépôt le 1er décembre 1983 par MM. Henri Belcour et Georges Mouly. — Renvoi à la commission les lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. François Collet. — Rapport n° **174** (1983-1984) (21 décembre 1983). — Discussion le 25 avril 1984. — Adoption le 25 avril 1984. — Proposition de loi n° **94** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), septième législature : n° **2063.** — Dépôt le 25 avril 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Worms (17 mai 1984) ; huitième législature : n° **95.** — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (29 mai 1986).

2. — Proposition de loi n° 182 tendant à modifier l'article 24 de la loi n° 86-16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification des dispositions relatives aux fonctionnement des conseils généraux afin d'instituer l'**élection des membres du bureau du conseil général** au scrutin majoritaire.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Pierre-Rémy Houssin et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Départements d'outre-mer* **4.**

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

1. — Proposition de loi n° 239 tendant à modifier la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux **compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Michel Debré et M. Jean-Paul Virapoulle. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — Proposition de loi n° 243 tendant à porter **amnistie des arriérés de cotisations** dues par les **travailleurs non salariés non agricoles des départements d'outre-mer** au titre de l'assurance vieillesse et de l'assurance maladie.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Thien Ah Koon. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 376 tendant à ériger **deux départements à la Réunion.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. André Thien Ah Koon. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Dominique Bussereau (23 octobre 1986).

4. — Proposition de loi n° 459 relative à la **réorganisation de la Réunion.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Paul Verges et Elie Hoarau. — Renvoi à la commission des constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

5. — Projet de loi de programme n° 479 relatif au **développement des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte.**

Sénat (première lecture), n° **11** (1986-1987). — Dépôt le 16 octobre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Louis Virapoulle. — Rapport n° **58** (1986-1987) (4 novembre 1986). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur pour avis : M. Henri Goetschy, avis n° **61** (1986-1987) (5 novembre 1986) ; à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur pour avis : M. Josselin de Rohan, avis n° **62** (1986-1987) (6 novembre 1986) ; à la commission des affaires sociales ; rapporteur pour avis M. Franz Duboscq, avis n° **63** (1986-1987) (6 novembre 1986). — Discussion les 12, 13 et 14 novembre 1986. — Adoption le 14 novembre 1986. — Projet de loi n° **20** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **479**. — Dépôt le 18 novembre 1986. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Jean-Paul de Rocca Serra (21 novembre 1986). — Rapport n° **491** (21 novembre 1986). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (18 novembre 1986). — Rapporteur pour avis : M. Jean-Paul Virapoulle (21 novembre 1986). — Avis n° **481** (19 novembre 1986) ; à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (18 novembre 1986). — Rapporteur pour avis : M. Jean Maran (18 novembre 1986), avis n° **482** (19 novembre 1986). — Discussion les 25, 26, 27 novembre 1986. — Deuxième délibération (art. 9) 27 novembre 1986. — Adoption le 27 novembre 1986. — Projet de loi n° **47**.

Sénat (deuxième lecture), n° **84** (1986-1987). — Dépôt le 28 novembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Louis Virapoullé. — Rapport n° **86** (1986-1987) (3 décembre 1986). — Discussion le 17 décembre 1986. — Adoption définitive le 17 décembre 1986. — Projet de loi n° **38** (1986-1987).

Loi n° 86-1383 du 31 décembre 1986 publiée au *J.O.* du 3 janvier 1987 (p. 110).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi de programme n° 479
et ceux de la loi 86-1383 du 31 décembre 1986

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE PREMIER **Dispositions générales**			
1		Objectifs de la loi de programme, parité sociale globale.	Première lecture : 26 novembre 1986	6822	1
2		Programme de développement économique et social pour la période 1987-1991.	Première lecture : 26 novembre 1986	6827	2
3		Rapport d'exécution de la loi de programme annexée au projet de loi de finances.	Première lecture : 27 novembre 1986	6858	3
4		Intégration des dispositions de la loi dans la loi de Plan.	Première lecture : 27 novembre 1986	6858	4
		TITRE II **Dispositions relatives au développement de l'activité économique, à l'emploi des jeunes à la formation professionnelle dans les départements d'outre-mer et à la mobilité entre l'outre-mer et la métropole**			
5		Création de zones franches.	Première lecture : 27 novembre 1986	6859	5
6		Procédure de création des zones franches.	Première lecture : 27 novembre 1986	6867	6
7		Suspension de divers droits.	Première lecture : 27 novembre 1986	6868	7
8		Exonération de la taxe professionnelle pour la création ou l'implantation d'entreprises dans les zones franches.	Première lecture : 27 novembre 1986	6869	8
9		Exonération pour les embauches de jeunes de 16 à 25 ans.	Première lecture : 27 novembre 1986 Seconde délibération 27 novembre 1986	6879 6903	9
	9 *bis* (Sénat)	Mobilité et formation des jeunes en métropole.	Première lecture : 27 novembre 1986	6882	10
10		Destination et répartition des crédits d'Etat supplémentaires réservés à l'apprentissage et à la formation professionnelle.	Première lecture : 27 novembre 1986	6888	11
		TITRE III **Dispositions relatives au développement social.**			
11		Définition de la parité sociale globale.	Première lecture : 27 novembre 1986	6889	12
12		Commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale.	Première lecture : 27 novembre 1986	6893	13
13		Suppression de la condition d'activité professionnelle pour l'attribution des prestations familiales.	Première lecture : 27 novembre 1986	6896	14
14		Compensation dans la dotation générale de décentralisation de l'extension de l'allocation compensatrice aux adultes handicapés.	Première lecture : 27 novembre 1986	6899	15

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE IV **Dispositions diverses**			
15		Possibilité de versement de l'allocation logement aux bailleurs ou aux prêteurs.	Première lecture : 27 novembre 1986	6899	16
16		Modalités d'affectation et de répartition des crédits d'Etat supplémentaires destinés aux équipements scolaires.	Première lecture : 27 novembre 1986	6900	17
	16 *bis* (Sénat)	Protection, aménagement et mise en valeur du littoral, zone économique exclusive.	Première lecture : 27 novembre 1986	6900	18
17		Décret en Conseil d'Etat précisant les modalités d'application de la présente loi.	Première lecture : 27 novembre 1986	6901	19

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [25 novembre 1986] (p. 6727, 6749) ; [26 novembre 1986] (p. 6794, 6818).

Exception d'irrecevabilité : *Vergès (Paul)* (p. 6735 à 6737) ; *Debré (Michel)* (p. 6737 à 6740) ; rejetée au scrutin public (p. 6740).

Question préalable : *Césaire (Aimé)* (p. 6741 à 6744) ; *Pons (Bernard)* (p. 6744) ; *Renard (Michel)* (p. 6749 à 6751) ; rejetée au scrutin public (p. 6752).

Motion de renvoi en commission : *Le Foll (Robert)* (p. 6817 à 6819) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6819 à 6822) ; rejetée au scrutin public (p. 6822).

Agence nationale pour la promotion et l'insertion des travailleurs d'outre-mer : *Maran (Jean)* (p. 6730) ; *Debré (Michel)* (p. 6738).

Allocations familiales : *Maran (Jean)* (p. 6729) ; *Vergès (Paul)* (p. 6735, 6736).

Annexes au projet de loi : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6727).

Article 73 de la Constitution : *Vergès (Paul)* (p. 6737) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6765).

Autosuffisance alimentaire : *Montdargent (Robert)* (p. 6755) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6760) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6766).

Bananes (et planteurs de -) : *Renard (Michel)* (p. 6751).

Barrage de Petit Saut : *Castor (Elie)* (p. 6798).

Bilan de la gauche outre-mer : *Le Foll (Robert)* (p. 6817).

Canne à sucre : *Renard (Michel)* (p. 6751) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6760) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 6751) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6766) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 6766) ; *Pons (Bernard)* (p. 6813).

Concertation préalable à l'établissement du projet de loi : *Renard (Michel)* (p. 6749) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6759) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6765) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 6801) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6818).

Contrats de plan : *Césaire (Aimé)* (p. 6742) ; *Pons (Bernard)* (p. 6744) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 6764) ; *Castor (Elie)* (p. 6798) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6800) ; *Lacombe (Jean)* (p. 6806) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6817).

Crédits supplémentaires : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6727) ; *Pons (Bernard)* (p. 6733, 6812) ; *Renard (Michel)* (p. 6750) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6753) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6756) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6765) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 6802).

Décentralisation et déconcentration : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6732) ; *Vergès (Paul)* (p. 6737) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6743) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6759) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 6796) ; *Castor (Elie)* (p. 6797) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6800) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 6802) ; *Pons (Bernard)* (p. 6807, 6812 à 6814) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6817, 6818).

Décentralisation (dotations de -) : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 6763).

Démographie outre-mer : *Vergès (Paul)* (p. 6737).

Formation professionnelle outre-mer : *Maran (Jean)* (p. 6730) ; *Debré (Michel)* (p. 6740) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 6767) ; *Castor (Elie)* (p. 6798) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6801).

Guadeloupe (réforme foncière) : *Beaujan (Henri)* (p. 6758) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6759).

Guyane : *Holeindre (Roger)* (p. 6762, 6807, 6808) ; *Bruné (Paulin)* (p. 6805) ; *Pons (Bernard)* (p. 6815).

Inégalités de revenus outre-mer : *Vergès (Paul)* (p. 6735) ; *Hoarau (Elie)* (p. 6795) ; *Bruné (Paulin)* (p. 6804).

Institutions de l'outre-mer (département et région) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6731) ; *Pons (Bernard)* (p. 6734) ; *Debré (Michel)* (p. 6738).

Investissement (aide fiscale à l'-) : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6727) ; *Debré (Michel)* (p. 6739) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6742) ; *Pons (Bernard)* (p. 6744, 6814) ; *Renard (Michel)* (p. 6750) ; *Montdargent (Robert)* (p. 6755) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6756) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6768) ; *Hoarau (Elie)* (p. 6795) ; *Castor (Elie)* (p. 6798) ; *Bruné (Paulin)* (p. 6804).

Logement : *Beaujean (Henri)* (p. 6756) ; *Hoarau (Elie)* (p. 6795).

Loi de programme du 30 juillet 1960 : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6727) ; *Debré (Michel)* (p. 6738) ; *Pons (Bernard)* (p. 6811).

Martinique (équipement de la -) : *Césaire (Aimé)* (p. 6742) ; *Pons (Bernard)* (p. 6744) ; *Holeindre (Roger)* (p. 6762).

Mayotte : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 6752) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 6762 à 6764) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6799, 6800) ; *Pons (Bernard)* (p. 6811, 6813, 6816).

Minimum vieillesse outre-mer : *Franceschi (Joseph)* (p. 6802) ; *Bruné (Paulin)* (p. 6803) ; *Pons (Bernard)* (p. 6807).

Mobilité : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6727, 6728) ; *Maran (Jean)* (p. 6730, 6769, 6770) ; *Pons (Bernard)* (p. 6734) ; *Debré (Michel)* (p. 6738) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6741) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6757) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6760) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 6767) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 6797) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6800).

Octroi de mer : *Césaire (Aimé)* (p. 6743) ; *Pons (Bernard)* (p. 6744) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6757) ; *Bruné (Paulin)* (p. 6804).

Parité sociale globale et égalité sociale : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6728) ; *Maran (Jean)* (p. 6729, 6730, 6769) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6732, 6733) ; *Pons (Bernard)* (p. 6734, 6758, 6812 à 6815) ; *Verges (Paul)* (p. 6735) ; *Debré (Michel)* (p. 6739) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6741) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6753) ; *Montdargent (Robert)* (p. 6754) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6757) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 6761) ; *Holeindre (Roger)* (p. 6762) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6767) ; *Hoarau (Elie)* (p. 6795) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 6796, 6797) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 6802).

Parité sociale globale (commission nationale d'évaluation) : *Maran (Jean)* (p. 6729) ; *Debré (Michel)* (p. 6740) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6741) ; *Pons (Bernard)* (p. 6744, 6758).

Pêche : *Renard (Michel)* (p. 6751) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6758) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6765) ; *Castor (Elie)* (p. 6798) ; *Lacombe (Jean)* (p. 6806, 6807).

Plan Caraïbe (du président Reagan) : *Renard (Michel)* (p. 6751) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6768) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6799) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6801) ; *Pons (Bernard)* (p. 6816).

Préférence nationale : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 6752).

Prêts aux agriculteurs : *Beaujean (Henri)* (p. 6757) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 6766) ; *Castor (Elie)* (p. 6798).

Radio France outre-mer (R.F.O.) : *Maran (Jean)* (p. 6730) ; *Debré (Michel)* (p. 6740) ; *Renard (Michel)* (p. 6751) ; *Jalton (Frédéric)* (p. 6759) ; *Holeindre (Roger)* (p. 6762).

Rappel au règlement de M. Ernest Moutoussamy : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6728) ; *Ornano (Michel d')* (p. 6728, 6729) ; *Millon (Charles)* (p. 6729).

Rappel au règlement de M. Robert Montdargent : *Montdargent (Robert)* (p. 6758) ; *Pons (Bernard)* (p. 6758).

Région de l'océan Indien (et îles éparses) : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 6752) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6768) ; *Pons (Bernard)* (p. 6812).

Relations avec la C.E.E. : *Virapoulié (Jean-Paul)* (p. 6731, 6733) ; *Pons (Bernard)* (p. 6733) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6743) ; *Renard (Michel)* (p. 6751) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6756).

Service national : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6799) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6800).

Situation économique et sociale de l'outre-mer : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6727) ; *Maran (Jean)* (p. 6730) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6730) ; *Debré (Michel)* (p. 6738) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6764) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 6767) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6767) ; *Hoarau (Elie)* (p. 6795) ; *Pons (Bernard)* (p. 6812) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6819).

Tourisme (et littoral) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 6753) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6758) ; *Pons (Bernard)* (p. 6812, 6816).

Transport maritime et monopole du pavillon : *Césaire (Aimé)* (p. 6743) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 6761) ; *Lacombe (Jean)* (p. 6806) ; *Pons (Bernard)* (p. 6813).

Transports aériens : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6732) ; *Renard (Michel)* (p. 6750).

Travailleurs indépendants (prestations familiales) : *Thien Ah Koon (André)* (p. 6761).

Usine de Grosse Montagne : *Chammougon (Edouard)* (p. 6766).

Usine de Savannah : *Hoarau (Elie)* (p. 6795) ; *Pons (Bernard)* (p. 6813).

Zones franches : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6727) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6732) ; *Pons (Bernard)* (p. 6734, 6744, 6815) ; *Debré (Michel)* (p. 6739) ; *Césaire (Aimé)* (p. 6743) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6757) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6767) ; *Castor (Elie)* (p. 6797, 6798) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6801) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 6802) ; *Lacombe (Jean)* (p. 6806) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6818).

Zones franches à la Guadeloupe : *Chammougon (Edouard)* (p. 6766).

Discussion des articles [26 novembre 1986] (p. 6822), [27 novembre 1986] (p. 6840, 6879).

Titre Ier : *dispositions générales.*

Article 1er *(objectifs de la loi-programme ; parité sociale globale)* : relations des départements d'outre-mer avec les pays voisins ; bilan de la gauche en la matière ; négociations avec la Communauté économique européenne ; parité sociale globale (p. 6822) ; égalité sociale ; acquis de la décentralisation ; inefficacité de la mobilité ; racisme ; effets pervers de la défiscalisation ; aspect culturel du projet (p. 6823) ; prestations familiales prévues par la nouvelle loi sur la famille ; parité sociale globale ; insuffisance des salaires du secteur productif ; responsabilité de l'actuelle majorité dans la situation économique et sociale des D.O.M. ; amendement n° 85 de M. Robert Le Foll (réécriture de l'article 1er et suppression de l'objectif de mobilité) ; inefficacité de la migration (p. 6824) ; rejeté ; amendement n° 86 de M. Frédéric Jalton (référence à la formation professionnelle) : rejeté ; amendements identiques n° 12 de M. Elie Hoarau et n° 87 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (suppression de la référence à la mobilité) : rejetés ; amendement n° 13 de M. Elie Hoarau (mobilité entre la métropole et les départements d'outre-mer) : rejeté ; amendements identiques n° 17 de M. Elie Hoarau et n° 88 de M. Robert Le Foll (substitution de l'égalité sociale à la parité sociale) (p. 6825) ; rejetés ; amendement n° 89 de M. Frédéric Jalton (départements d'outre-mer et collectivité territoriale de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon constituant des pôles de rayonnement pour eux-mêmes et pour la Nation) : rejeté ; amendement n° 18 de M. Elie Hoarau (référence aux régions comme pôles de rayonnement) : rejeté ; amendement n° 19 de M. Elie Hoarau (caractère spécifique des départements d'outre-mer, de Saint-Pierre et Miquelon et de Mayotte) : rejeté (p. 6826) ;

— article 1er : adopté au scrutin public.

Article 2 et annexes *(programme de développement économique et social pour la période 1987-1991 ; crédits supplémentaires du budget de l'Etat ; réalisation de la parité sociale globale)* : extension des dotations régionales de formation professionnelle et d'apprentissage à Mayotte ainsi que des contrats de plan ; mesures en faveur de l'emploi ; transport maritime (p. 6827) ; répartition des crédits par département et région d'outre-mer ; défiscalisation ; protection des petits agriculteurs contre la concurrence sauvage résultant de la création de zones franches ; expérience des filières production-commercialisation ; S.O.C.O.P.O.R. ; régression des crédits du ministère de la culture consacrés à l'outre-mer ; transfert de crédits des ministères techniques à la loi de programme ; octroi de mer ; relations avec la Communauté économique européenne (p. 6828) ; coût prohibitif du fret ; principes de l'annualité budgétaire ; octroi de mer ; amendement n° 2 de M. Jean-Claude Martinez (suppression de la référence aux annexes) ; critères de la loi (p. 6829) ; valeur normative des annexes ; retiré (p. 6830) ; amendement n° 4 de M. Jean-Paul de Rocca Serra (inscription des crédits supplémentaires par rapport à ceux figurant en loi de finances initiale pour 1986) ; mise en cause de l'annualité budgétaire ; adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (modification de la répartition des crédits supplémentaires en faveur de Mayotte) (p. 6841) ; adopté ; amendement n° 22 de M. Elie Hoarau (aide communautaire ne pouvant se substituer aux interventions financières de l'Etat) ; amendement n° 90 de M. Frédéric Jalton (aide communautaire ne pouvant entraîner une diminution des interventions financières de l'Etat) : rejetés (p. 6842) ; amendement n° 23 de M. Elie Hoarau (substitution de l'égalité sociale à la parité sociale globale) : rejeté (p. 6843) ; amendements identiques n° 91 de M. Elie Castor et n° 142 de M. Elie Hoarau (référence aux régions dans l'annexe I) ; compétences des régions concernant le développement économique ; contrats de plan Etat-région (p. 6844) ; absence de valeur législative des annexes ; pas de délibération possible sur leur texte ; cas des lois de plan ; rejetés ; amendement n° 144 de M. Elie Hoarau (réalisation de 10 000 logements sociaux par an pendant cinq ans) ; augmentation du prix des terrains du fait de la défiscalisation ; problème foncier ; doublement des crédits pour le logement social (p. 6845) ; politique suivie en la matière sous la précédente législature ; rejeté ; amendement n° 146 de M. Elie Hoarau (octroi de primes et d'aides à l'investissement productif après avis favorable des collectivités locales concernées) ; inefficacité des primes ; chasseurs de primes dans les départements d'outre-mer ; rejeté ; amendement n° 93 de M. Robert Le Foll (référence aux collectivités locales en matière de transport aérien) ; inclusion de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte dans le dispositif tendant à l'amélioration de la desserte aérienne : rejeté ; amendement n° 159 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (liaisons aériennes entre les départements d'outre-mer et leur environnement géographique) (p. 6846) ; aide de l'Etat aux régions pour l'organisation des transports régionaux ; rejeté ; amendement n° 149 de M. Elie Hoarau (association des régions à la politique des transports aériennes) : rejeté ; amendement n° 160 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (effort en faveur des transports maritimes) : rejeté ; amendement n° 172 de M. Robert Montdargent (concurrence dans le transport aérien respectant les objectifs du service public) : rejeté ; amendement n° 94 de M. Robert Le Foll (aménagement tarifaire pour le désenclavement de Saint-Pierre-et-Miquelon) (p. 6847) ; rejeté ; amendement n° 96 de M. Aimé Césaire (mise en place d'une société de navigation d'intérêt interrégional dans les départements français des Caraïbes) ; monopole du pavillon ; retiré ; amendement n° 186 de M. Jean Lacombe (régulation de l'offre de transport maritime notamment étrangère) ; conférences maritimes sur la Réunion, les Antilles et la Guyane ; monopole du pavillon ; réglementation européenne ; adopté ; amendement n° 187 de M. Jean Lacombe (coût des transports) ; aménagement tarifaire afin de favoriser les industries locales créatrices d'emploi) (p. 6848) ; modulation des tarifs du fret ; adopté ; amendement n° 148 de M. Elie Hoarau (installation des jeunes agriculteurs et modernisation des exploitations agricoles) :

adopté ; amendement n° 161 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (installation des jeunes agriculteurs et réforme agraire) ; réforme foncière à la Guadeloupe ; rôle des S.A.F.E.R. ; solidarité entre les départements d'outre-mer ; rejeté ; amendement n° 97 de M. Robert Le Foll (filières production-commercialisation instituées à la Réunion ; extension à d'autres secteurs et à d'autres départements d'outre-mer ou collectivités) ; dangers de la défiscalisation (p. 6849) ; réglementation visant à la production hors sol ; rejeté ; amendement n° 158 de M. Elie Hoarau (définition et régime fiscal spécifique du rhum) ; remise en cause de la fiscalité préférentielle du rhum au plan européen ; article 95 du Traité de Rome (p. 6850) ; intérêt de la Déclaration de Luxembourg de janvier 1966 ; rejeté ; amendement n° 98 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (rattrapage du S.M.I.C. outre-mer) ; égalité sociale ; rejeté ; amendement n° 163 de M. Elie Castor (plan vert en Guyane) : retiré ; amendement n° 153 de M. Elie Hoarau (association des assemblées régionales aux programmes d'équipement) (p. 6851) ; Opération Intégrée de Développement à la Réunion ; rejeté ; amendement n° 99 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (ajout de la formation générale dans l'annexe IV) ; compétences des régions en matière d'équipement ; rejeté ; amendement n° 165 de M. Aimé Césaire (retard de l'outre-mer lié à la colonisation) ; effort de rattrapage prioritaire (p. 6852) ; rejeté ; amendement n° 100 de M. Frédéric Jalton (référence en matière de formation professionnelle à la loi de décentralisation du 7 janvier 1983) : retiré ; amendement n° 188 du Gouvernement (application des mesures en faveur de la formation professionnelle à Mayotte à partir de 1988) : adopté ; amendement n° 166 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (équipements sociaux pour les enfants) ; augmentation du minimum vieillesse outre-mer durant la précédente législature ; allocation compensatrice aux adultes handicapés ; rejeté (p. 6853) ; amendement n° 179 de M. Paulin Bruné (calendrier d'abaissement du coût des communications téléphoniques entre la métropole et l'outre-mer) ; financement des centres hospitaliers de la Guyane et des infrastructures routières ; crédits prévus pour la forêt guyanaise ; francophonie ; îles Eparses de l'océan Indien (p. 6854) ; retiré ; amendement n° 9 rectifié du Gouvernement (insertion d'une annexe VI relative au plan de développement particulier de Mayotte) ; sous-amendement n° 137 de M. Henry Jean-Baptiste (délai maximum de cinq ans pour la réforme du régime juridique applicable à Mayotte) ; sous-amendement n° 138 de M. Henry Jean-Baptiste (extension à Mayotte par ordonnance des textes intervenus dans le domaine législatif) (p. 6855) ; augmentation des crédits pour Mayotte ; convention entre le Gouvernement et la collectivité territoriale ; recours aux ordonnances pour l'adaptation et l'extension à Mayotte de la législation métropolitaine ; sous-amendement n° 138 : retiré ; sous-amendement n° 137 : adopté ; amendement n° 9 rectifié, ainsi modifié : adopté ;

— article 2 et annexes ainsi modifiés : adoptés (p. 6856).

Après l'article 2 : amendement n° 29 de M. Elie Hoarau (rattrapage du S.M.I.C. outre-mer en cinq ans) ; indemnité de vie chère pour les fonctionnaires ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 140 de M. Elie Hoarau (avenant au contrat de plan pour les équipements scolaires, sanitaires et sociaux) ; retard considérable de l'outre-mer (p. 6857) ; rejeté.

Article 3 *(rapport d'exécution de la loi de programme annexée au projet de loi de finances)* : amendement n° 101 de M. Robert Le Foll (rapport d'exécution par département d'outre-mer et par collectivité territoriale à statut particulier) ; héritage de la droite à la Réunion en matière d'équipements scolaires, sanitaires et sociaux ; rejeté ; amendement n° 32 de M. Elie Hoarau (rapport d'exécution de la loi soumis pour avis aux instances délibératives des collectivités concernées) : rejeté ; amendement n° 33 de M. Elie Hoarau (avis des instances délibératives des collectivités concernées sur le rapport d'exécution de la loi de programme) : rejeté ;

— article 3 : adopté.

Article 4 : adopté (p. 6858).

Titre II : *dispositions relatives au développement de l'activité économique, à l'emploi des jeunes, à la formation professionnelle dans les départements d'outre-mer et à la mobilité entre l'outre-mer et la métropole.*

Avant l'article 5 : amendement n° 34 de M. Elie Hoarau (ajout des termes « stable et qualifié » au terme « emploi » dans le titre II) ; baisse en 1987 des crédits de l'éducation nationale pour les départements d'outre-mer ; déréglementation et déstabilisation de l'emploi ; rejeté.

Article 5 *(création de zones franches)* : compensation pour les collectivités locales des pertes de recettes induites par la création des zones franches ; atteintes au droit du travail ; concurrence déloyale entre les communes d'un secteur sur lequel serait instituée une zone franche ; exemple de certains ports métropolitains (p. 6859) ; discussion au sein du conseil économique et social ; liquidation du secteur productif local ; maintien du droit du travail ; exemple des pêcheries internationales de Guyane française (p. 6860) ; décision revenant aux collectivités locales ; engagement du Président de la République pour la retraite des agents des collectivités territoriales ; compatibilité des zones franches avec le Traité de Rome ; exemple de Rhodes et des Canaries (p. 6861) ; extension des zones franches à la Corse ; droit du travail ; compétences des régions ; objectif de l'autosuffisance alimentaire ; utilisation de la main-d'œuvre locale ; exemple du département de Seine-et-Marne avec Marne-la-Vallée ; chasseurs de primes (p. 6862) ; procédure de création des zones franches ; compagnie internationale des pêches de Guyane ; statut d'extra-territorialité ; pillage des richesses de la Guyane par les sociétés étrangères ; perception de primes et de subventions ; création à la demande des collectivités locales ; objectif de l'exportation (p. 6863) ; demande de chefs d'entreprise et de chambres consulaires ; accord nécessaire de toutes les collectivités concernées pour la création de zones franches ; activité de M. Magnan dirigeant de la compagnie internationale des pêches de Guyane ; amendement n° 35 de M. Elie Hoarau (de suppression) : rejeté ; amendement n° 103 de M. Jean Lacombe (création de zones franches conformément au schéma d'aménagement de la région) (p. 6864) ; rejeté ; amendement n° 104 de M. Jean Lacombe (zones franches devant permettre l'installation de nouvelles entreprises créatrices d'emplois sans porter atteinte au régime des salaires et droits sociaux en vigueur) ; mise en cause de M. Magnan par M. Elie Castor ; application du droit du travail ; rejeté ; amendement n° 106 de M. Frédéric Jalton (application intégrale du droit du travail et du droit social dans les zones franches) ; amendement n° 36 de M. Elie Hoarau (application du droit du travail dans les zones franches) (p. 6865) ; rappel au règlement de M. Philippe Bassinet ; rejetés ; amendement n° 105 de M. Jean Lacombe (régime des zones franches concourrant à l'allégement des formalités administratives) ; guichet unique des formalités d'implantation des entreprises ; raccourcissement des délais ; rejeté ; amendement n° 167 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (autorisation préalable du conseil régional pour la commercialisation des produits issus des zones franches) (p. 6866) ; protection des entreprises locales existantes ; commercialisation des produits issus des zones franches ; accord signé par le parti socialiste avec le parti communiste réunionnais ; rejeté ;

— article 5 : adopté au scrutin public.

Article 6 *(procédure de création des zones franches)* : amendement n° 37 de M. Elie Hoarau (de suppression) : rejeté ; amendement n° 38 de M. Elie Hoarau (zones franches créées et délimitées par délibération du conseil régional après avis du conseil général des chambres consulaires et avis conforme du ou des conseils municipaux de la ou des communes d'implantation) (p. 6867) ; rejeté ; amendement n° 39 de M. Elie Hoarau (création et délimitation des zones franches par décret sur proposition du conseil régional et après avis du conseil général des chambres consulaires et avis conforme du ou des conseils municipaux de la ou des communes concernées) ; avis conforme de toutes les collectivités concernées pour la création de zones franches ; rejeté ; amendement n° 40 de M. Elie Hoarau (suppression de la référence au décret pour la création des zones franches) : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 41 de M. Elie Hoarau (rédactionnel) : rejeté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(suspension des droits de douane, des taxes sur le chiffre d'affaires, des droits indirects y compris l'octroi de mer et le droit additionnel à l'octroi de mer dans les zones franches pour les productions destinées à l'exportation)* : amendement n° 42 de M. Elie Hoarau (de suppression) ; atteinte aux compétences des régions du fait de la suspension de l'octroi de mer et de son droit additionnel (p. 6868) ; rejeté ;

— article 7 : adopté.

Article 8 *(exonération de la taxe professionnelle pour la création ou l'implantation d'entreprises dans les zones franches)* : amendement n° 44 de M. Elie Hoarau (de suppression) : rejeté ; amendement n° 45 de M. Elie Hoarau (entreprises des zones

franches devant établir leur siège social dans la commune d'implantation) : rejeté ; amendement n° 107 de M. Frédéric Jalton (accord préalable d'une commission paritaire d'agrément pour l'installation d'entreprises dans les zones franches) : retiré ;

— article 8 : adopté (p. 6869).

Après l'article 8 : amendement n° 110 de M. Georges Lemoine (développement d'activités éventuellement consacrées à l'exportation dans les zones franches ne devant pas porter atteinte aux entreprises ne bénéficiant pas des mêmes avantages et ayant des activités similaires hors zones franches) : rejeté ; amendement n° 176 de M. François Porteu de la Morandière (possibilité pour les « holdings » de bénéficier des exonérations fiscales en faveur de l'investissement dans les départements d'outre-mer institué par l'article 238 *bis* HA du code général des impôts) ; installation de sociétés « holdings » dans les zones franches (p. 6869) ; encouragement à l'investissement dans les départements d'outre-mer ; retiré (p. 6870).

Article 9 *(exonération pour les embauches de jeunes de 16 à 25 ans)* (p. 6879) ; secteur de la pêche artisanale ; extension de l'exonération aux associations-lois de 1901, aux coopératives et aux collectivités locales ; amendement n° 47 de M. Elie Hoarau (de suppression) : retiré ; amendement n° 177 de M. François Porteu de la Morandière (exonération de cotisations sociales pour l'embauche de jeunes réservée aux nationaux et ressortissants de la C.E.E.) ; préférence nationale ; émigration clandestine en Guyane (p. 6880) ; associations et coopératives ouvrières ; jeunes immigrés de la deuxième génération ; rejeté au scrutin public ; rappel au règlement de M. Pascal Arrighi (p. 6881) ; préférence nationale et préférence européenne ; amendement n° 52 de M. Elie Hoarau (exonération de cotisations sociales pour l'embauche de jeunes réservée aux entreprises à jour de leurs cotisations ou ayant obtenu des délais de paiement) : adopté ;

— article 9, ainsi modifié : rejeté.

Après l'article 9 : amendement n° 112 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (mesures en faveur de l'embauche et de la formation des 26-40 ans) : rejeté au scrutin public (p. 6882).

Article 9 *bis* *(mobilité et formation des jeunes en métropole)* : modification de la situation économique de la métropole ; racisme ; chômage des migrants nouvellement arrivés ; agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer ; organisation de l'expatriation ; rapatriement des corps des assurés sociaux originaires des départements d'outre-mer ; avantages de la mobilité ; stratégie de paupérisation du parti communiste (p. 6883) ; agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer ; principe de la libre circulation des habitants d'outre-mer ; circulaire de M. Pierre Messmer relative au peuplement de la Nouvelle-Calédonie ; difficultés de logement et d'emploi des migrants en métropole ; licenciement d'employés ressortissants d'outre-mer à l'agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs d'outre-mer (p. 6884) ; défense préférentielle des Français et des européens ; amendement n° 54 de M. Ernest Moutoussamy (de suppression) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 114 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (formation générale des migrants) (p. 6885) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 57 de M. Elie Hoarau (aide à la réinstallation des migrants dans leur département d'origine) ; amendement n° 170 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (aide au retour des migrants dans leur pays d'origine) (p. 6886) ; préférence nationale ; amendement n° 57 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 170 : adopté ; amendement n° 135 de M. Michel Debré (création d'un organisme chargé de la mobilité entre l'outre-mer et la métropole) ; possibilité pour le nouvel organisme de rechercher des emplois pour les migrants ; compétence en matière de logement et de formation permanente (p. 6887) ; aide aux migrants chargés de famille pour la prise de congé dans leur département d'origine ; position du groupe socialiste sur la migration ; amendement n° 135 : adopté au scrutin public ;

— article 9 *bis* : adopté au scrutin public (p. 6888).

Article 10 *(destination et répartition des crédits d'Etat supplémentaires réservés à l'apprentissage et à la formation professionnelle)* : amendement n° 116 de M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (rédactionnel) (p. 6888) ; attitude du groupe du Rassemblement national ; adopté ; amendement n° 61 de M. Elie Hoarau (compétences des régions en matière de formation professionnelle) : rejeté au scrutin public ;

— article 10, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Titre III : *dispositions relatives au développement social.*

Article 11 *(définition de la parité sociale globale)* : légalisation de l'inégalité (p. 6889) ; conditions d'attribution et montant des prestations ; mesures d'adaptation nécessitées par la situation particulière de l'outre-mer ; égalité sociale ; mutualité sociale agricole ; réserves foncières et spéculation (p. 6890) ; assurance contre les calamités naturelles ; parité sociale globale ; mutualité sociale agricole (p. 6891) ; amendement n° 118 de M. Robert Le Foll (substitution de l'égalité sociale à la parité sociale globale) ; combat des socialistes en faveur de la paix sociale en outre-mer ; acquis de la décentralisation ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 120 de M. Robert Le Foll (substitution de l'égalité sociale à la parité sociale globale) : rejeté ; amendements identiques n° 66 de M. Elie Hoarau et n° 121 de M. Frédéric Jalton (suppression de la référence à des mesures d'adaptation nécessitées par la situation particulière de l'outre-mer) : rejetés ; amendement n° 67 de M. Elie Hoarau (suppression de la possibilité de consacrer les sommes complémentaires destinées à atteindre la parité sociale globale à des actions collectives) : rejeté (p. 6892) ; amendement n° 122 de M. Robert Le Foll (période d'adaptation pour atteindre l'égalité sociale) : rejeté ; amendement n° 68 de M. Elie Hoarau (compétence des régions en matière de développement social ; affectation des sommes complémentaires destinées à atteindre la parité sociale globale à des actions collectives selon des modalités définies par le conseil régional) : rejeté ; amendement n° 123 de M. Frédéric Jalton (ventilation des sommes complémentaires destinées à atteindre la parité sociale globale ; augmentation de la part individuelle) : rejeté ;

— article 11 : adopté.

Article 12 *(commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale)* : commission allant à l'encontre des textes sur la décentralisation ; excédents de la caisse générale de sécurité sociale de Guyane (p. 6893) ; amendement n° 70 de M. Elie Hoarau (de suppression) ; danger des mesures d'adaptation nécessitées par la situation particulière de l'outre-mer pour l'application de la parité sociale globale ; modalités d'utilisation des sommes tendant à réaliser la parité sociale globale ; risque d'arbitraire entre la métropole et l'outre-mer et entre les départements d'outre-mer ; pénalisation des salariés de droit privé en matière d'allocations familiales ; rejeté ; amendement n° 71 de M. Ernest Moutoussamy (nouvelle rédaction de l'article 12 ; composition de la commission nationale d'évaluation de l'égalité sociale ; objectif de l'égalité sociale) : rejeté ; amendement n° 72 de M. Elie Hoarau (nouvelle rédaction de l'article 12 : composition de la commission nationale de l'égalité sociale ; objectif de l'égalité sociale) (p. 6894) ; rejeté ; amendement n° 124 de M. Robert Le Foll (substitution de l'égalité sociale à la parité sociale globale) : rejeté ; amendement n° 125 de M. Georges Lemoine (composition de la commission nationale de la parité sociale globale assurant la majorité aux élus des collectivités locales) : rejeté ; amendement n° 126 de M. Georges Lemoine (commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale devant soumettre au Gouvernement une estimation du coût de l'égalité sociale et proposer des modalités d'utilisation des sommes destinées à l'assuré) ; amendement n° 127 de M. Robert Le Foll (commission nationale de la parité sociale globale devant soumettre au Gouvernement une estimation du coût de l'égalité sociale et proposer des modalités d'utilisation individuelles ou collectives des sommes versées pendant la période transitoire de cinq ans pour la réalisation de l'égalité sociale) ; présence de représentants de toutes les collectivités d'outre-mer dans la commission nationale d'évaluation ; élection par les assemblées concernées ; amendement n° 126 : rejeté ; amendement n° 127 : retiré ; amendement n° 73 de M. Elie Hoarau (suppression de la référence aux différences dans les régimes de cotisation) ; amendement n° 128 de M. Frédéric Jalton (suppression de la référence aux différences dans les régimes de cotisation) (p. 6895) ; rejetés ; amendement n° 74 de M. Elie Hoarau (rapport de la commission nationale d'évaluation de la parité sociale globale aux collectivités locales) : rejeté ;

— article 12 : adopté.

Article 13 *(suppression de la condition d'activité professionnelle pour l'attribution des prestations familiales)* : prestations de sécurité sociale non applicables dans les départements d'outre-mer (p. 6896) ; extension à l'outre-mer du régime d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés non agricoles ; refus de paiement des cotisations ; amnistie ; régime d'assurance maladie des non salariés non agricoles ; délai de cinq ans pour l'extension de prestations familiales et des cotisations y

afférentes ; amendement n° 6 de la commission (de cohérence) ; complément familial ; adopté ; amendement n° 156 du Gouvernement (délai de trois ans pour l'extension aux travailleurs indépendants de prestations familiales et des cotisations y afférentes ; possibilité de dérogation) (p. 6897) ; difficultés de certains employeurs et de travailleurs indépendants à régler leurs cotisations ; amendement n° 156 : rejeté au scrutin public (p. 6898) ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(compensation, dans la dotation générale de décentralisation, de l'extension de l'allocation compensatrice aux adultes handicapés) :* amendement n° 77 de M. Elie Hoarau (de suppression) : rejeté ; amendement n° 131 de M. Robert Le Foll (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 79 de M. Elie Hoarau (compensation de l'extension de l'allocation compensatrice aux adultes handicapés) : rejeté ;

— article 14 : adopté.

Titre IV : *dispositions diverses.*

Article 15 *(possibilité de versement de l'allocation logement aux bailleurs ou aux prêteurs) :* amendement n° 81 de M. Elie Hoarau (de suppression) : rejeté ; amendement n° 134 de M. Frédéric Jalton (versement de l'allocation logement aux bailleurs ou aux prêteurs en cas de non paiement des loyers ou de non remboursement de la dette contractée en vue d'accéder à la propriété) ; inégalité entre les citoyens d'outre-mer et de la métropole ; rejeté ;

— article 15 : adopté (p. 6899).

Après l'article 15 : amendement n° 82 de M. Elie Hoarau (suppression du prélèvement spécial effectué au profit du fonds d'action sociale obligatoire — F.A.S.O. — sur les allocations servies dans les départements d'outre-mer) : rejeté.

Article 16 *(modalités d'affectation et de répartition des crédits d'Etat supplémentaires destinés aux équipements scolaires) :* amendement n° 83 de M. Elie Hoarau (création d'une commission d'évaluation dans chaque département d'outre-mer ayant pour mission d'établir un état du parc mobilier et scolaire et de proposer à l'Etat les moyens financiers supplémentaires à mettre en œuvre) : rejeté ; amendement n° 171 de M. Elie Castor (évaluation par une commission composée d'élus et de représentants de l'Etat des moyens supplémentaires nécessaires à la modernisation du parc immobilier et mobilier scolaire) : rejeté ;

— article 16 : adopté (p. 6900).

Article 16 *bis* *(protection, aménagement et mise en valeur du littoral ; zone économique exclusive) :* politique du tourisme ; adopté.

Article 17 *(décret en Conseil d'Etat précisant les modalités d'application de la présente loi) :* amendement n° 84 de M. Elie Hoarau (délai de six mois pour la prise de décret en Conseil d'Etat précisant les modalités d'application de la présente loi) : rejeté ;

— article 17 : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 178 de M. François Porteu de la Morandière (création d'une région de l'océan Indien) ; détermination de la France dans l'océan Indien (p. 6901) ; retiré ; amendement n° 185 de M. Jean-Claude Martinez (suppression de l'impôt sur le revenu en Guadeloupe) (p. 6902) ; rejeté au scrutin public (p. 6903).

Seconde délibération du projet de loi (p. 6903).

Article 9 : amendement n° 1 du Gouvernement (rétablissement du texte de cet article dans la rédaction du Sénat) (p. 6903) ; adopté au scrutin public ;

— en conséquence, cet article est ainsi rétabli (p. 6903).

Explications de vote (p. 6904).

Constitutionnalité de la loi programme : *Verges (Paul)* (p. 6905).

Inégalité entre la métropole et l'outre-mer : *Le Foll (Robert)* (p. 6904) ; *Vergès (Paul)* (p. 6905).

Opposition (attitude de l'-) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6905) ; *Debré (Michel)* (p. 6906).

Mayotte (départementalisation de -) : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 6906).

Parité sociale globale : *Vergès (Paul)* (p. 6905).

Préférence nationale : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 6906).

Régionalisation : *Le Foll (Robert)* (p. 6904).

Situation économique et sociale des D.O.M. : *Vergès (Paul)* (p. 6904).

Spécificité des populations d'outre-mer : *Le Foll (Robert)* (p. 6904).

Vote favorable du groupe R.P.R. : *Debré (Michel)* (p. 6906).

Vote favorable du groupe U.D.F. : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6905).

Vote hostile du groupe communiste : *Vergès (Paul)* (p. 6905).

Vote hostile du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 6904).

Zones franches : *Le Foll (Robert)* (p. 6904).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6906).

Voir *Enseignement secondaire* **2**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, D.O.M.-T.O.M.
Politique économique et sociale **4**.
Saint-Pierre-et-Miquelon **1**.

Desserte aérienne des -

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

Développement du tourisme dans les -

Voir *Tourisme et loisirs* **3**.

Economie des -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1**.

Fonction publique locale dans les -

Voir *Questions orales sans débat* **34**.

Fiscalité dans les -

Voir *Loi de finances rectificative* **1**, article 12.

Loi de programme pour les -

Voir *Questions au Gouvernement* **156**.

Politique de la santé aux Antilles

Voir *Questions orales sans débat* **161**.

Politique sociale dans les -

Voir *Questions au Gouvernement* **31, 156**.

Problèmes européens

Voir *Traités et conventions* **6**.

DEPORTES, INTERNES ET RESISTANTS

1. — Proposition de loi n° 113 tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots « **victimes de la déportation du travail** » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 mai 1986 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 280 tendant à la reconnaissance du **statut d'interné et de déporté** aux **prisonniers civils de la province de Nghe-An, détenus par le Viet-Minh** entre 1946 et 1954.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Bernard Stasi et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 419 tendant à la **pleine reconnaissance des droits des anciens résistants.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 octobre 1986 par M. Marcel Rigout et plusieurs de ses collègues. —

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — **Proposition de loi n° 520** tendant à la reconnaissance du **statut d'interné politique aux prisonniers civils de la province de Nghe-An, détenus par le Viet-Minh entre 1946 et 1954.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Pierre Messmer et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

DEPUTES

Démission de -

Voir *Rappels au règlement* **1, 2, 3, 4, 313.**

DESARMEMENT

Voir *Questions au Gouvernement* **93, 162.**

DETTE EXTERIEURE

- de l'Etat.

Voir *Questions au Gouvernement* **140.**

DETTE PUBLIQUE

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, économie, finances et privatisation I.

Création d'une caisse d'amortissement.

Voir *Loi de finances rectificative* **1.**

DETTE RUSSE

Voir *Affaires étrangères* **1.**

DEVALUATION

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**

DEVAQUET (Projet)

Voir *Enseignement supérieur et post-baccalauréat. Projet Devaquet.*

DIFFAMATION

Voir *Droit pénal* **4.**

DIPLOMES

Voir *Examens, concours et diplômes.*

DIRECTEUR D'ECOLE

Voir *Enseignement préscolaire et élémentaire.*

DIRECTION GENERALE DE LA SECURITE EXTERIEURE (D.G.S.E.)

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, défense.

DISSUASION

Voir *Défense* **6.**

Nouvelle composante nucléaire terrestre.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**

DIVERSES DISPOSITIONS D'ORDRE SOCIAL

Voir *Corps diplomatique et consulaire* **1.**

DIVORCE

1. — **Proposition de loi n° 318** relative à l'égalité des parents divorcés pour l'attribution de la **garde des enfants.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission les lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — **Proposition de loi n° 550** tendant à autoriser la conversion en capital d'une rente compensatoire et modifiant certaines dispositions du code civil relatives au **divorce.**

Assemblée nationale (première lecture). 7e législature : n° **1693.** — Dépôt le 30 juin 1983 par M. Jean-Pierre Michel. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législature et de l'administration générale de la République. — **Rapporteur :** M. Amédée Renault. — Rapport n° **2041** (18 avril 1984). — Discussion le 24 avril 1984. — Adoption le 24 avril 1984. — Proposition de loi n° **546.**

Sénat (première lecture), n° **274** (1983-1984). — Dépôt le 25 avril 1984. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Charles Jolibois. — Rapport n° **399** (1983-1984). — Discussion le 11 décembre 1986. — Adoption le 11 décembre 1986. — Proposition de loi n° **29** (1986-1987).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **550.** — Dépôt le 12 décembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Pensions de réversion* **2.**

DOCKERS

Voir *Questions orales sans débat* **127.**

DOCUMENTS DEPOSES SUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Voir *Assemblée nationale.*

DOMAINE PUBLIC ET PRIVE

1. — **Proposition de loi n° 132** tendant à définir, délimiter et protéger le **domaine public maritime naturel.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Raymond Marcellin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (29 mai 1986).

- en Guyane

Voir *Questions orales sans débat* **6.**

DONATIONS-PARTAGES

Voir *Successions et libéralités* **1.**

DOTATION GLOBALE D'EQUIPEMENT

Voir *Finances locales* **1, 2.**
Questions orales sans débat **24.**

DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (D.G.F.)

Voir *Collectivités locale* **5.**
Questions au Gouvernement **96.**

DOUANES

Fraude

Voir *Traités et conventions.*

DROGUE

1. — **Proposition de loi n° 356** tendant à renforcer l'efficacité de la **lutte contre la toxicomanie.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par M. Jacques Toubon. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — **Proposition de loi n° 387** tendant à **lutter contre la drogue** par des mesures appropriées d'information, de prévention, de soins aux toxicomanes, de réinsertion sociale et une action renforcée pour réprimer les trafics et prendre des initiatives internationales.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Jacques Roux et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Asensi (11 décembre 1986).

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, affaires sociales et emploi. Discussion générale et questions.

Lutte contre la -

Voir *Questions au Gouvernement* **204.**

Lutte contre la toxicomanie.

Voir *Famille* **5.**
Ordre public **4.**
Questions au Gouvernement **141.**
Questions orales sans débat **178.**

DROIT AU BAIL

Voir *Baux commerciaux* **1.**

DROIT D'ASILE

Voir *Etrangers* **5.**

DROIT D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE

Voir *Loi de finances rectificative* **2,** après l'article 17.

DROIT DE PREEMPTION

Voir *Logement et habitat* **2.**

DROIT PENAL

1. — Proposition de loi n° 39 tendant à supprimer **l'interdiction de séjour.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — Proposition de loi n° 69 tendant au rétablissement de la **peine de mort.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (29 mai 1986).

3. — Proposition de loi n° 81 tendant à rétablir la **peine de mort.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges-Paul Wagner (29 mai 1986).

4. — Proposition de loi n° 97 relative à la protection des personnes victimes de **diffamation.**

Sénat (première lecture), n° **424** (1983-1984). — Dépôt le 21 juin 1984 par M. Pierre Schiele. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : Mme Geneviève Le Bellegou-Begum. — Rapport n° **242** (1984-1985) (17 avril 1985). — Discussion le 22 mai 1985. — Adoption le 22 mai 1985. — Proposition de loi n° **105** (1984-1985).

Assemblée nationale (première lecture) : septième législature : n° 2693. — Dépôt le 22 mai 1985. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; huitième législature : n° **97**. — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Georges-Paul Wagner (29 mai 1986).

5. — Proposition de loi n° 221 relative à **l'exécution effective de la sanction pénale.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Pierre Mazeaud et M. Gabriel Kaspereit. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

6. — Proposition de loi n° 273 tendant à instaurer quatre cas d'exception à la loi du 9 octobre 1981 abolissant la **peine de mort.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Roland Nungesser. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

7. — Proposition de loi n° 352 relative à la **fraude informatique**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par M. Jacques Godfrain et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

8. — Proposition de loi n° 507 tendant à instaurer cinq cas d'exception à la loi du 9 octobre 1981 abolissant la **peine de mort.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Pierre Micaux. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Charles Millon (11 décembre 1986).

9. — Proposition de loi n° 586 relative à la **prévention et à la répression du recel.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Gilbert Bonnemaison et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Ordre public* **4.**
Transports **4.**

Réforme du code pénal.

Voir *Questions au Gouvernement* **12.**

DROITS DE L'HOMME, LIBERTES PUBLIQUES

1. — Proposition de loi n° 34 tendant à créer une **délégation aux libertés.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Gérard Bordu et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Guy Ducoloné (20 juin 1986).

2. — Proposition de loi n° 52 tendant à interdire les relations économiques, commerciales, culturelles, militaires et politiques avec l'**Afrique du Sud,** tant que durera le régime d'**apartheid.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Maxime Gremetz et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires étrangères.

3. — Proposition de loi n° 114 tendant à reconnaître le **génocide** dont le **peuple arménien** fut victime en 1915.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Questions au Gouvernement* **43, 172.**

DROITS SOCIAUX

Voir *Politique économique et sociale* **4.**

DUBIGEON (chantier naval)

Voir *Questions au Gouvernement* **177.**

DUVALIER (Jean-Claude)

Expulsion de -

Voir *Questions au Gouvernement* **14.**

E

EAU ET ASSAINISSEMENT

Déficit en eau de la région Aquitaine

Voir *Questions orales sans débat* **163.**

ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Services du Premier ministre.

Suppression de la troisième voie d'accès à l'-

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **1.**

ECOLE NATIONALE D'EXPORTATION

Voir *Commerce extérieur.*

ECOLE TECHNIQUE NORMALE DES ARMEMENTS TERRESTRES

Voir *Questions orales sans débat* **28.**

ECOLES

Directeurs d'-

Voir *Enseignement préscolaire et élémentaire* **1.**

ECOLES MATERNELLES

Voir *Questions au Gouvernement* **199.**

ECOLES MILITAIRES

Recrutement

Voir *Questions orales sans débat* **137.**

ECONOMIE ET FINANCES

Voir *Traités et conventions* **13, 18, 20.**

ECOUTES TELEPHONIQUES

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**

EDUCATION SEXUELLE

Voir *Enseignement secondaire* **1.**

ELECTIONS ET REFERENDUMS

1. — Projet de loi n° 8 relatif à l'**élection des députés** et autorisant le Gouvernement à délimiter par **ordonnances** les circonscriptions électorales.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 avril 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur ; lettre de M. Jacques Chirac, en date du 16 mai 1986, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française sur ce projet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (16 avril 1986). — Rapport n° **111** (15 mai 1986). — Discussion le 20 mai 1986. Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution. Texte considéré comme adopté le 22 mai 1986, la motion de censure déposée le 20 mai 1986 n'étant pas adoptée. — Projet de loi n° **2.**

Sénat (première lecture), n° **390** (1985-1986). — Dépôt le 27 mai 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du réglement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Larché. — Rapport n° **391** (1985-1986) (28 mai 1986). — Discussion les 3 et 4 juin 1986. — Adoption le 4 juin 1986. — Projet de loi n° **122** (1985-1986).

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 2 juillet 1986 (*J.O.* du 3 juillet 1986) (p. 8282). — Rectificatif (*J.O.* du 30 juillet 1986) (p. 9395).

Loi n° 86-825 du 11 juillet 1986, publiée au *J.O.* du 12 juillet 1986 (p. 8700).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 8
et ceux de la loi n° 86-825

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE PREMIER **DISPOSITIONS MODIFIANT LE REGIME ELECTORAL DE L'ASSEMBLEE NATIONALE**			
1		Rétablissement de certaines dispositions du code électoral antérieures à la loi du 10 juillet 1985.	Première lecture (1) : 20 mai 1986	981	1
2		Révision des limites des circonscriptions en fonction de l'évolution démographique.	Première lecture (1) : 20 mai 1986	981	2
3		Abrogation du 2e alinéa de l'article L. 178-1 du code électoral.	Première lecture (1) : 20 mai 1986	981	3
4		Modification des dispositions concernant les territoires de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française.	Première lecture (1) : 20 mai 1986	981	4
		TITRE II **DISPOSITIONS AUTORISANT LE GOUVERNEMENT A DELIMITER PAR ORDONNANCES LES CIRCONSCRIPTIONS ELECTORALES**			
5		Autorisant le Gouvernement à établir la délimitation des circonscriptions dans un délai de 6 mois.	Première lecture (1) : 20 mai 1986	981	5
6		Autorisant le Gouvernement à déterminer les circonscriptions du territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de celui de la Polynésie française dans le même délai.	Première lecture (1) : 20 mai 1986	981	6
7		Création d'une Commission pour avis indépendante, avant transmission des ordonnances au Conseil d'Etat.	Première lecture (1) : 20 mai 1986	981	7
8		Dépôt du projet de ratification avant le 31 décembre 1986.	Première lecture (1) : 20 mai 1986	981	8
		TITRE III **DISPOSITIONS DIVERSES**			
	9A (A.N.)	Additif à l'article L. 30 du code électoral.	Première lecture (1) : 20 mai 1986	981	9
9		Entrée en vigueur du nouveau système électoral pour le prochain renouvellement de l'Assemblée nationale.	Première lecture (1) : 20 mai 1986	981	10

(1) Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution le 20 mai 1986, p. 980. Adoption du projet en première lecture, à la suite du rejet de la motion de censure le 22 mai 1986 (p. 1071).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 mai 1986] (p. 966).

Attachement de certains membres de l'opposition au scrutin majoritaire : *Pasqua (Charles)* (p. 977).

Circonscriptions (découpage des -) : *Clément (Pascal)* (p. 967, 968) ; *Pasqua (Charles)* (p. 978).

Circonscriptions (démographie des différentes - et écarts de population) : *Clément (Pascal)* (p. 968, 969) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 969) ; *Pasqua (Charles)* (p. 973, 978) ; *Chirac (Jacques)* (p. 979).

Commission des sages (instauration d'une -) : *Clément (Pascal)* (p. 970) ; *Pasqua (Charles)* (p. 978) ; *Chirac (Jacques)* (p. 979).

Débat (absence de -) : *Joxe (Pierre)* (p. 969) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 970).

Dissolution (droit de -) : *Pasqua (Charles)* (p. 974).

Enracinement du scrutin majoritaire dans l'histoire constitutionnelle : *Pasqua (Charles)* (p. 976).

Indépendance de l'élu : *Clément (Pascal)* (p. 966).

Institutions de la Ve République (scrutin majoritaire nécessaire au fonctionnement des -) : *Pasqua (Charles)* (p. 974).

Liberté de choix de l'électeur : *Clément (Pascal)* (p. 966) ; *Pasqua (Charles)* (p. 974 à 976).

Majorité (expression de la -) : *Clément (Pascal)* (p. 967).

Majorité de Gouvernement (scrutin majoritaire garantissant une -) : *Clément (Pascal)* (p. 966, 967) ; *Pasqua (Charles)* (p. 973, 974, 976) ; *Chirac (Jacques)* (p. 978).

Occupation (rôle de l'opposition pendant l'-) : *Pasqua (Charles)* (p. 975).

Ordonnances (recours aux -) : *Pasqua (Charles)* (p. 977).

Rappels aux règlements : *Asensi (François)* (p. 970, 971) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 971) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 971, 972) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 972, 973).

Rapprochement entre l'élu et l'électeur : *Clément (Pascal)* (p. 966) ; *Pasqua (Charles)* (p. 975).

Taux de participation : *Clément (Pascal)* (p. 967).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (20 mai 1986) (p. 980).

Adoption du projet de loi, à la suite du rejet de la motion de censure (22 mai 1986) (p. 1071).

2. — Proposition de loi n° 60 tendant à prévoir des dispositions relatives aux **déclarations de patrimoine et de revenus** à établir par les parlementaires, les membres du Gouvernement et les maires des communes de plus de 30 000 habitants.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean-Pierre Delalande. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Patrick Devedjian (29 mai 1986).

3. — Proposition de loi n° 76 tendant à abroger la loi n° 85-690 du 10 juillet 1986 modifiant le code électoral et relative à l'**élection des députés.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par MM. Gilbert Barbier et Henri Bouvet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (29 mai 1986).

4. — Proposition de loi n° 77 tendant à modifier les conditions de présentation des candidats à l'**élection des conseillers municipaux** dans les communes de 3 500 habitants au plus.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Pierre Weisenhorn. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (29 mai 1986).

5. — Proposition de loi n° 83 tendant à tirer toutes les conséquences de l'**incompatibilité** instituée **entre un mandat de parlementaire et l'exercice de fonctions publiques non électives.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Ronald Perdomo (29 mai 1986).

6. — Proposition de loi n° 93 tendant à réprimer **la falsification des procès-verbaux** des opérations électorales.

Sénat (première lecture), n° **203** (1982-1983), dépôt le 2 avril 1983 par M. Pierre Salvi et n° **283** (1982-1983), dépôt le 29 avril 1983 par M. Jean Colin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Salvi. — Rapport n° **380** (1982-1983) (8 juin 1983). — Discussion le 15 juin 1983. — Adoption le 15 juin 1983. — Proposition de loi n° **140** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), septième législature : n° **1686,** dépôt le 16 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Poperen (1er juillet 1983), huitième législature : n° **93.** — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (29 mai 1986).

7. — Proposition de loi n° 94 tendant à compléter l'article L 30 du code électoral, relatif à l'**inscription sur les listes électorales** en dehors des périodes de révision. — *Sénat* (première lecture), n° **221** (1982-1983), dépôt le 8 avril 1983 par M. Henri Belcour et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. François Collet. — Rapport n° **395** (1982-1983) (15 juin 1983). — Discussion le 21 juin 1983. — Adoption le 21 juin 1983. — Proposition de loi n° **148** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), septième législature : n° **1606,** dépôt le 21 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Richard (7 juillet 1983), huitième législature : n° **94.** — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (29 mai 1986).

8. — Proposition de loi n° 112 tendant à instituer la représentation proportionnelle pour **l'élection des conseillers généraux.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Jean Giard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

9. — Proposition de loi n° 121 tendant à élargir la procédure du **vote par procuration.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

10. — Proposition de loi n° 226 tendant à modifier la situation juridique des **fonctionnaires et agents publics exerçant une fonction élective nationale ou européenne.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Albert Brochard. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

11. — Proposition de loi n° 330 tendant à prévenir et à sanctionner les **fraudes électorales.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Alain Griotteray. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

12. — Proposition de loi n° 331 tendant à adapter la législation afférente aux **sondages d'opinion** et à l'**affichage publicitaire politique** en période préélectorale.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

13. — Proposition de loi n° 361 relative au **financement des campagnes électorales** lors des élections législatives, cantonales et municipales.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par Mme Florence d'Harcourt. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

14. — Proposition de loi organique n°362 tendant à créer un nouveau cas de **déchéance du mandat parlementaire.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par Mme Florence d'Harcourt. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

15. — Projet de loi n° 372 relatif à la **délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 8 octobre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur. Lettre de M. Jacques Chirac, en date du 10 octobre 1986, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances et de la Polynésie française sur ce projet. — Urgence déclarée le 9 octobre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législature et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (9 octobre 1986). — Rapport n° **401** (10 octobre 1986). — Discussion le 10 octobre 1986. Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Texte considéré comme adopté le 13 octobre 1986, la motion de censure déposée le 10 octobre 1986 n'étant pas adoptée. — Projet de loi n° **40.**

Sénat (première lecture), n° **8** (1986-1987). — Dépôt le 16 octobre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Larché. — Rapport n° **15** (1986-1987). — Discussion le 17 octobre 1986. — Rejet le 17 octobre 1986. — Projet de loi n° **4** (1986-1987).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **404.** — Dépôt le 17 octobre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 18 octobre 1986] (p. 12601). — Bureau [*J.O.* du 22 octobre 1986] (p. 12755).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Pascal Clément. — Rapport n° **408** (21 octobre 1986). — Discussion le 22 octobre 1986. Engagement de la responsabilité du Gouvernement, conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Texte considéré comme adopté le 23 octobre 1986, aucune motion de censure n'ayant été déposée. — Projet de loi n° **41.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Larché. — Rapport n° **18** (1986-1987) (21 octobre 1986). — Discussion le 24 octobre 1986. — Projet de loi n° **6** (1986-1987).

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 18 novembre 1986 (*J.O.* du 19 novembre 1986) (p. 13769).

Loi n° 86-1197 du 24 novembre 1986, publiée au *J.O.* du 25 novembre 1986 (p. 14171).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [10 octobre 1986] (p. 4586).

Conclusion favorable de la commission des sages sur 535 circonscriptions : *Clément (Pascal)* (p. 4587) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4589).

Découpage effectué dans le cadre de la loi Paris, Lyon, Marseille : *Clément (Pascal)* (p. 4587).

Ecart de population : *Pasqua (Charles)* (p. 4589).

Garantie imposée par la loi du 11 juillet 1986 : *Clément (Pascal)* (p. 4586, 4587) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4588, 4589) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4589).

Ordonnances (recours aux -) : *Clément (Pascal)* (p. 4586).

Refus du Président de la République de signer les ordonnances : *Clément (Pascal)* (p. 4588) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4590).

Scrutin majoritaire (rétablissement du -) : *Clément (Pascal)* (p. 4586) ; *Pasqua (Charles)* (p. 4588) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4589).

Sondage effectué sur l'équité du découpage (conclusion positive du -) : *Chirac (Jacques)* (p. 4589).

Valeur constitutionnelle du principe de découpage par l'Assemblée (absence de -) : *Clément (Pascal)* (p. 4587).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49-3 de la Constitution (p. 4590).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [22 octobre 1986] (p. 5145).

Commission (examen du projet en -) : *Clément (Pascal)* (p. 5145).

Commission des sages (rôle et respect des observations de la -) : *Clément (Pascal)* (p. 5146) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5148).

Découpage (qualité du) : *Clément (Pascal)* (p. 5146) ; *Mexandeau (Louis)* (p. 5146).

Ecart démographique entre les circonscriptions : *Clément (Pascal)* (p. 5146) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5147).

Equité du projet de loi : *Clément (Pascal)* (p. 5145) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5148) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5149).

Motion de censure (absence de dépôt d'une -) : *Joxe (Pierre)* (p. 5147).

Motions de procédure (retrait des -) : *Joxe (Pierre)* (p. 5147) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5148).

Refus du Président de la République de signer les projets d'ordonnance : *Clément (Pascal)* (p. 5145) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5148) ; *Chirac (Jacques)* (p. 5148).

Scrutin majoritaire (avantage du - et notamment pour les institutions de la Ve République) : *Clément (Pascal)* (p. 5145, 5147).

Vote du projet de loi par les députés (possibilité de -) : *Joxe (Pierre)* (p. 5148) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5148).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49-3 de la Constitution (p. 5149).

16. — Proposition de loi organique n° 377 modifiant les dispositions du code électoral relatives à la **composition de l'Assemblée nationale et du Sénat.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. André Thien Ah Koon. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (27 novembre 1986).

17. — Proposition de loi n° 378 portant modification des dispositions du code électoral relatives à **l'élection des députés et des sénateurs** ainsi qu'à l'**élection des conseillers régionaux.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. André Thien Ah Koon. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

18. — Proposition de loi n° 393 modifiant le seuil à partir duquel les **conseillers municipaux** sont **élus** au scrutin de liste à la représentation proportionnelle.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Jean-Paul Fuchs. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (27 novembre 1986).

19. — Proposition de loi organique n° 409 tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 modifiée, relative à l'**élection du Président de la République** au suffrage universel afin d'élargir aux conseillers régionaux le droit de présentation des candidats à cette élection.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 21 octobre 1986 par M. Pierre Pascallon et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (27 novembre 1986).

20. — Proposition de loi constitutionnelle n° 423 tendant à **inclure le mode de scrutin pour les élections législatives dans la Constitution.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 octobre 1986 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

21. — Proposition de loi organique n° 424 tendant à **moraliser la vie publique.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 27 octobre 1986 par M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

22. — Proposition de loi n° 462 tendant à modifier les dispositions du **code électoral** relatives à l'**élection des députés à l'Assemblée nationale et à la répartition de la représentation sénatoriale.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par MM. Elie Hoarau et Paul Verges. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

23. — Proposition de loi n° 608 tendant à lutter contre la **fraude électorale.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 20 décembre 1986 par M. Roland Nungesser. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Français de l'étranger* **1.**
Partis et groupements politiques **1.**
Scrutins (modes de -).

Découpage électoral

Voir *Questions au Gouvernement* **105, 106, 181.**
Rappels au règlement **311.**

Ecarts de population entre circonscriptions

Voir *Elections et référendums* **1.**

Fraude

Voir *Questions au Gouvernement* **52.**

ELECTIONS LEGISLATIVES

Voir *Elections et référendums* **16.**

ELECTIONS MUNICIPALES

Voir *Elections et référendums* **18.**

ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Voir *Travail* **12.**

ELECTIONS REGIONALES

Mode de scrutin

Voir *Questions au Gouvernement* **246.**

ELECTIONS SENATORIALES

Voir *Elections et référendums* **16.**

ELECTRICITE DE FRANCE - GAZ DE FRANCE

Voir *Questions orales sans débat* **123.**
Travail **11.**

Distribution de l'électricité

Voir *Questions orales sans débat* **131.**

Grève à -

Voir *Questions orales sans débat* **109.**

ELECTRONIQUE (industrie)

Voir *Lois de finances* **2.**

ELEVAGE

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.

-ovin

Voir *Questions au Gouvernement* **114.**

ELF-AQUITAINE

Voir *Questions orales sans débat* **104.**

ELOGES FUNEBRES

Hommage à la mémoire de M. **Aymar Achille-Fould,** député de la Gironde, décédé le 11 avril 1986 [16 avril 1986] (p. 179) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale prononce son éloge funèbre [22 avril 1986] (p. 197) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre, y associe le Gouvernement (p. 197).

Hommage à la méoire de M. **André Audinot,** député de la Somme, décédé le 18 avril 1986 [22 avril 1986] (p. 197) ; M. Jacques Chaban-Delmas, Président de l'Assemblée nationale prononce son éloge funèbre [29 avril 1986] (p. 559) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre, y associe le Gouvernement (p. 559).

Hommage à la mémoire de M. **Marcel Dassault,** député de l'Oise, décédé le 18 avril 1986 [22 avril 1986] (p. 197) ; M. Jacques Chaban-Delmas, Président de l'Assemblée nationale prononce son éloge funèbre [30 avril 1986] (p. 629) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre, y associe le Gouvernement (p. 630).

Hommage à la mémoire de **Gaston Defferre,** député des Bouches-du-Rhône, décédé le 7 mai 1986 : M. Jacques Chaban-Delmas, Président de l'Assemblée nationale, prononce son éloge funèbre (p. 855) [13 mai 1986] (p. 855, 856) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre, y associe le Gouvernement (p. 856).

ELUS LOCAUX

1. — Proposition de loi n° 288 tendant à dégager, en l'absence de faute, la **responsabilité personnelle des magistrats municipaux.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Joseph-Henri Maujouän-du-Gasset. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Statut des -

Voir *Collectivités locales* **5.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Intérieur.

EMPLACEMENT RESERVE DES P.O.S.

Voir *Logement et Habitat* **2.**

EMPLOI ET ACTIVITE

1. — Proposition de loi n° 63 tendant à favoriser l'embauche par le **relèvement de certains seuils d'application de la législation sociale et fiscale.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 64 tendant à remplacer, en vue de favoriser l'embauche, l'**autorisation administrative préalable en matière de licenciement économique** par une **notification.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean Brocard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Retrait le 3 octobre 1986.

3. — Proposition de loi n° 184 tendant à établir une **préférence nationale en matière d'emploi.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Jean-François Jalkh et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Proposition de loi n° 223 tendant à assurer la garantie des **engagements pris vis-à-vis des préretraités.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Jean Foyer. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. — Proposition de loi n° 317 tendant à favoriser l'**emploi des jeunes.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

6. — Proposition de loi n° 382 tendant à créer des **fonds régionaux d'initiative économique pour l'emploi et la croissance.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Jacques Rimbault et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, affaires sociales et emploi.
Service national **2**.

- dans les zones à fort taux de chômage

Voir *Politique économique et sociale* **1**.

- des jeunes

Voir *Déclarations du gouvernement* **1**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, affaires sociales et emploi.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi, Questions.
Loi de finances rectificative **1**.
Politique économique et sociale **1**.
Questions au Gouvernement **1, 26, 111, 130, 176, 244, 283, 274**.
Questions orales sans débat **54**.

EMPLOYES DE MAISON

Voir *Impôt sur le revenu* **3**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi.

EMPLOYEURS

Voir *Accidents du travail et maladies professionnelles* **7**.

EMPRUNTS

Emprunt russe

Voir *Affaires étrangères* **1**

EMPRUNTS POUR L'ACHAT DE LOGEMENT

Voir *Logement*

ENERGIE

1. — Proposition de loi n° 25 tendant à assurer le **remboursement de la T.V.A. payée par le personnel des Houillères nationales** pour le combustible qui lui est attribué.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Rémy Auchede et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. — Proposition de loi n° 42 portant création d'un **droit d'entrée sur les charbons importés des pays tiers.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Bernard Deschamps et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

3. — Proposition de résolution n° 108 tendant à créer une **commission de contrôle** sur le fonctionnement des services de contrôle de la **sécurité nucléaire en France.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 14 mai 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Olivier Marlière (13 juin 1986). — Rapport n° **248** (26 juin 1986).

4. — Proposition de loi n° 178 relative aux **lignes de transport E.D.F.** et à l'indemnisation des dégâts permanents.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Jean Briane. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

5. — Proposition de loi n° 188 tendant à créer une **délégation parlementaire à l'information nucléaire.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Daniel Bernardet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

6. — Proposition de loi n° 587 relative à la **sûreté nucléaire.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Laurent Fabius et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Economies d'-

Voir *Lois de finances* **2**, (première partie), article 14.
Lois de finances **2**, deuxième partie, après l'article 72.
Questions au Gouvernement **216**

Incitation aux économies d'énergie

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

ENFANTS

Garde des -

Voir *Famille* **5**.

- maltraités

Voir *Famille* **5**.

- naturels

Voir *Famille* **1**.

ENGRAIS

Voir *Questions au Gouvernement* **201**.

ENSEIGNANTS

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.

Professeurs d'enseignement général des colléges (P.E.G.C.).

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.

ENSEIGNEMENT

1. — Proposition de loi n° 45 relative à la **gratuité**, à l'**aide sociale** en matière **scolaire** et **universitaire** et à la prime de rentrée scolaire.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Michel Peyret et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 49 tendant à encourager et à accélérer **l'évolution vers l'égalité des sexes à travers les manuels scolaires.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par Mme Jacqueline Hoffmann et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 335 tendant à créer des caisses de péréquation permettant la **répartition entre les communes des charges de fonctionnement des écoles publiques** accueillant des enfants de plusieurs communes.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Jean-Pierre Roux. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.

Education civique

Voir *Questions au Gouvernement* **151**.

Education physique et sportive

Voir *Questions orales sans débat* **90**.

Missions académiques à la formation des personnels de l'éducation nationale

Voir *Questions orales sans débat* **147**.

Personnels non enseignants

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.

Rapport de M. Jean-Claude Martinez sur les crédits de l'éducation nationale relatifs à l'enseignement scolaire

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.

Syndicalisme dans l'

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.

Ecole nationale des ingénieurs des eaux et forêts

Voir *Questions orales sans débat* **151**.

- privé

Voir *Questions au Gouvernement* **280**.

ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Culture.

ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET ELEMENTAIRE

1. — Proposition de loi n° 79 tendant à créer un **grade de directeur d'école.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Pierre Messmer et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.

Aménagement du temps scolaire

Voir *Questions orales sans débats* **171**.

ENSEIGNEMENT PRIVE

1. — Proposition de loi n° 295 tendant à autoriser les collectivités locales à accorder des **subventions d'investissement aux établissements d'enseignement privé sous contrat d'association.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 383 tendant à autoriser les collectivités locales à concourir aux **dépenses d'investissement des établissements privés sous contrat.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Michel Pelchat. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.

Collèges de l'-

Voir *Questions au Gouvernement* **191**.

Enseignement supérieur libre

Voir *Enseignement supérieur et post-baccalauréat* **5**.

Forfait d'externat

Voir *Questions au Gouvernement* **44**.

Subventions des collectivités locales à l'-

Voir *Collectivités locales* **5**.
Questions au Gouvernement **44**.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

1. — Proposition de loi n° 50 tendant au développement de **l'éducation sexuelle.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Michel Peyret et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 138 tendant à supprimer l'alinéa 15-4 de la loi de décentralisation n° 83-663 du 22 juillet 1983 afin de faire participer les communes des départements d'outre-mer aux **frais de fonctionnement des collèges.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Michel Debré. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Limouzy (20 juin 1986).

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.
Questions au Gouvernement **279**.

Conséquence de la décentralisation sur l'-

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.

Lycées

Voir *Questions au Gouvernement* **26**.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET POST-BACCALAUREAT

1. — Proposition de loi n° 75 relative aux **universités.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Pierre Messmer et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 162 tendant à réformer **l'enseignement médical** et les études médicales

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Bernard Debré et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 306 sur la **limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur** et sur l'éméritat.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Jean Foyer. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Proposition de loi n° 333 visant à rétablir à 68 ans la **limite d'âge des professeurs de l'enseignement supérieur.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Pierre Mazeaud et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. — Projet de loi n° 430 sur l'**enseignement supérieur.**

Sénat (première lecture), n° **452** (1985 - 1986). — Dépôt le 11 juillet 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapporteur : M. Paul Seramy. — Rapport n° **22** (1986 - 1987) (23 octobre 1986). — Discussion les 23, 28 et 29 octobre 1986. — Adoption le 29 octobre 1986 . — Projet de loi n° **8** (1986 - 1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **430**. — Dépôt le 30 octobre 1986 — Lettre de M. le Premier ministre, en date du 23 octobre 1986, relative à la consultation des assemblées territoriales de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et de Wallis et Futuna sur ce projet. — Renvoi à la commission des affaires cultutelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. René Couanau (6 novembre 1986). — Rapport n° **489** (20 novembre 1986). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (19 novembre 1986). — Rapporteur pour avis : M. Claude Birraux (27 novembre 1986). — Discussion le 28 novembre 1986.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [28 novembre 1986] (p. 6959).

Exception d'irrecevabilité : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6975 à 6982) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 6982 à 6985) ; *Couanau (René)* (p. 6985) ; *Kuster (Gérard)* (p. 6985 à 6988) ; rejetée au scrutin public (p. 6988).

Accès des non bacheliers et des étudiants ayant interrompu leurs études : *Mandinaud (Jean-Louis)*, rapporteur du conseil économique et social (p. 6970).

Autonomie des universités : *Mandinaud (Jean-Louis)* (p. 6968) ; *Devaquet (Alain)* (p. 6971).

Bourses (insuffisance et augmentation du nombre des -) : *Couanau (René)* (p. 6962) ; *Mandinaud (Jean-Louis)* (p. 6970) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6980).

Commission (nécessité d'un renvoi du texte en -) : *Barrot (Jacques)* (p. 6988 à 6990) ; *Monory (René)* (p. 6990 à 6992).

Cycles (sélection entre les -) : *Mandinaud (Jean-Louis)* (p. 6969) ; *Devaquet (Alain)* (p. 6974).

Diplômes nationaux et diplômes d'université : *Couanau (René)* (p. 6963) ; *Mandinaud (Jean-Louis)* (p. 6969) ; *Devaquet (Alain)* (p. 6973).

Doctorats (régime des -) : *Couanau (René)* (p. 6964) ; *Birraux (Claude)* (p. 6965, 6966).

Droits d'inscription : *Couanau (René)* (p. 6961, 6962) ; *Mandinaud (Jean-Louis)* (p. 6969) ; *Devaquet (Alain)* (p. 6973) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6980).

Enseignement supérieur libre : *Arrighi (Pascal)* (p. 6984, 6985).

Entrée à l'université (accès de tous les bacheliers à l'université et sélection) : *Couanau (René)* (p. 6960, 6961) ; *Mandinaud (Jean-Louis)* (p. 6969) ; *Devaquet (Alain)* (p. 6973, 6974) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6977) ; *Kuster (Gérard)* (p. 6986).

Etablissements publics fédérés (constitution d'-) : *Couanau (René)* (p. 6963) ; *Mandinaud (Jean-Louis)* (p. 6968) ; *Devaquet (Alain)* (p. 6972, 6973) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6978 à 6980).

Etudiants (insuffisance du nombre d'-) : *Couanau (René)* (p. 6959) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6978).

Evaluation des universités (rétablissement d'une commission d'-) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6981) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 6983).

Grandes écoles (exclusion des - du projet de loi) : *Mandinaud (Jean-Louis)* (p. 6967) ; *Devaquet (Alain)* (p. 6972).

Ingénieurs (formation des -) : *Birraux (Claude)* (p. 6965).

Loi Savary (application de la -) : *Couanau (René)* (p. 6960).

Manifestations (signification des -) : *Devaquet (Alain)* (p. 6971) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6975, 6976) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 6982).

Personnalités extérieures et professeurs associés : *Couanau (René)* (p. 6964) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6981) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 6983, 6984).

Professeurs et maîtres assistants (responsabilités respectives et représentation des - au sein des conseils) : *Couanau (René)* (p. 6964) ; *Mandinaud (Jean-Louis)* (p. 6968, 6969) ; *Devaquet (Alain)* (p. 6972) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6981).

Professeurs titulaires étrangers (recrutement de -) : *Birraux (Claude)* (p. 6966).

Professionnalisation : *Mandinaud (Jean-Louis)* (p. 6967, 6968) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6976).

Rappel au règlement de M. François Bachelot : *Bachelot (François)* (p. 6993).

Rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : *Bassinet (Philippe)* (p. 6992).

Rappel au règlement de M. Alain Bocquet : *Bocquet (Alain)* (p. 6970).

Rappel au règlement de M. Jean-Pierre Chevènement : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 6975, 6992, 6993).

Rappel au règlement de M. Jean Giard : *Giard (Jean)* (p. 6966, 6967).

Rappel au règlement de M. Guy Hermier : *Hermier (Guy)* (p. 6969, 6993).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 6966) ; *Chaban-Delmas (Jacques)* (p. 6966).

Rappel au règlement de M. Louis Mexandeau : *Mexandeau (Louis)* (p. 6970, 6971).

Recherche et universités : *Birraux (Claude)* (p. 6965, 6966) ; *Devaquet (Alain)* (p. 6972) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 6982, 6983).

Recteur (droit du - à l'inscription d'office des étudiants) : *Couanau (René)* (p. 6961) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6977).

Ressources extérieures (et notamment assimilation des universités aux fondations concernant le régime fiscal des legs) : *Couanau (René)* (p. 6963) ; *Mandinaud (Jean-Louis)* (p. 6969) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 6985).

Service public de l'enseignement supérieur (principe de la réaffirmation du -) : *Couanau (René)* (p. 6962) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6981).

Universités (missions des -) : *Devaquet (Alain)* (p. 6974, 6975).

6. — Proposition de loi d'orientation sur l'université n° 580.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Bruno Gollnisch. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Projet Devaquet.*
Questions au Gouvernement **278.**

Projet Devaquet

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

1. — Proposition de loi n° 51 relative à la réforme de la **taxe d'apprentissage.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Marcel Rigout et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.

ENTREPRISE MINIERE ET CHIMIQUE (E.M.C.)

Voir *Mines et carrières* **1.**

ENTREPRISES

1. — Proposition de loi n° 65 interprétative de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la **sous-traitance.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean Brocard. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Dominique Bussereau (29 mai 1986).

2. — Proposition de loi n° 194 sur les **transmissions d'entreprises.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 10 juin 1986 par M. Maurice Ligot et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. — Proposition de loi n° 321 tendant à consolider les **fonds propres des entreprises.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Georges Chometon. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

4. — Proposition de loi n° 460 tendant à favoriser la **création et le développement d'entreprises en Ile-de-France.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Bernard-Claude Savy. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Franck Borotra (11 décembre 1986).

Aide à la création d'-.

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, avant l'article 60 et article 60.

Charges des -.

Voir *Lois de finances* **2.**

Reprise par les salariés.

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, avant l'article 60.

Transmission d'-.

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, avant l'article 60.

ENTREPRISES EDITRICES

Voir *Presse, Edition et Imprimerie* **2.**

ENTREPRISES PUBLIQUES

1. — Proposition de loi n° 32 sur l'adhésion des membres des directions des entreprises publiques et nationalisées à des **associations patronales privées.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Paul Chomat et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Bilan des -

Voir *Politique économique et sociale* **1**.

Personnel dirigeant.

Voir *Questions au Gouvernement* **119**.

Statut des administrateurs

Voir *Politique économique et sociale* **5**.

ENVIRONNEMENT

1. — Proposition de loi n° 143 relative à la **dépose par aéronef de passagers** à des fins de loisirs aux sommets et aux cols de **haute montagne.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Pierre Mazeaud. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Paul Charié (13 juin 1986).

2. — Proposition de résolution n° 469 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les causes et les conséquences de la **pollution du Rhin, provoquée par l'incendie d'un entrepôt de produits chimiques à Bâle.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 13 novembre 1986 par M. Emile Koehl et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Reymann (4 décembre 1986). — Rapport n° **574** (18 décembre 1986), commun aux propositions de résolution n°s 469, 490, 523 (« Environnement » 2, 3, 4).

3. — Proposition de résolution n° 490 tendant à la création d'une **commission d'enquête sur la pollution du Rhin,** consécutive à l'accident de l'usine bâloise du groupe Sandoz.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 21 novembre 1986 par M. Jean-Marie Bockel et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Reymann (4 décembre 1986). — Rapport n° **574** (18 décembre 1986), commun aux propositions de résolution 469, 490, 523 (« Environnement » 2, 3, 4).

4. — Proposition de résolution n° 523 tendant à la création d'une **commission d'enquête sur les conséquences écologiques et économiques pour le Rhin et l'Alsace des accidents survenus dans une usine de produits chimiques de Bâle.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 4 décembre 1986 par M. Jean Ueberschlag et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Reymann (11 décembre 1986). — Rapport n° **574** (18 décembre 1986), commun aux propositions de résolution n°s 469, 490, 523 (« Environnement » 2, 3, 4).

Voir *Traités et conventions* **7, 9, 10**.

Politique européenne de l'-.

Voir *Traités et conventions* **6**.

EPARGNE ET INVESTISSEMENT

1. — Projet de loi n° 443 sur **l'épargne.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Robert-André Vivien (27 novembre 1986). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (26 novembre 1986).

Livret A.

Voir *Questions au Gouvernement* **53**.

Livret d'épargne retraite.

Voir *Lois de finances* **2**.

EQUARRISSAGE

Voir *Animaux* **1, 2**.

EQUIPEMENT

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

EQUIPE REDACTIONNELLE

Voir *Presse, édition et imprimerie* **2**.

ESPACE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, défense.

ESPAGNE

Voir *Communautés européennes* **2**.
C.E.E..

Guerre d'-.

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **1**.

ESSAIS NUCLEAIRES

Voir *Questions au Gouvernement* **162**.

ETABLISSEMENT NATIONAL DES INVALIDES DE LA MARINE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, mer.

ETAT

Sûreté de l'-.

Voir *Procédure pénale* **2**.

ETAT CIVIL

1. — Proposition de loi n° 269 permettant de **choisir pour les enfants le nom du père ou celui de la mère.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Famille* **7**.

ETATS-UNIS

Rapports avec la C.E.E.

Voir *Questions au Gouvernement* **24**.

ETHANOL

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, agriculture B.A.P.S.A.

ETHIOPIE

Droits de l'homme en -.

Voir *Questions au Gouvernement* **43**.

ETRANGERS

1. — Proposition de loi n° 71 visant à créer des **conseils consultatifs des communautés étrangères** vivant en France.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (29 mai 1986).

2. — Proposition de loi n° 72 relative à l'**acquisition de la nationalité française** et au **retour dans le pays d'origine.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (29 mai 1986).

3. — Proposition de loi n° 73 visant à l'interdiction définitive du territoire français aux étrangers ayant contrevenu à la **législation sur les stupéfiants.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Gabriel Kaspereit. — Renvoi à la commission

des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Debré (29 mai 1986).

4. — Proposition de loi n° 96 tendant à faciliter le **retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays.**

Sénat (première lecture), n° **186** (1983-1984). — Dépôt le 7 janvier 1984 par M. Edouard Bonnefous (rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 22 décembre 1983) sous le titre : « Proposition de loi tendant à faciliter le retour volontaire des travailleurs immigrés dans leur pays ». — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Henri Collard. — Rapport n° **273** (1983-1984) (24 avril 1984). — Discussion le 2 mai 1984. — Adoption le 2 mai 1984. — Nouveau titre : « Proposition de loi tendant à faciliter le retour volontaire des travailleurs étrangers dans leur pays ». — Proposition de loi n° **97** (1983-1984).

Assemblée nationale (première lecture), septième législature, n° **2080**. — Dépôt le 2 mai 1984. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. — Projet de loi n° 200 rectifié relatif aux **conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 juin 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur. — Urgence déclarée le 9 juillet 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (20 juin 1986). — Rapport n° **251** (7 juillet 1986). — Discussions les 9, 10, 11, 15 et 16 juillet 1986. — Deuxième délibération (art. 2). — Adoption le 16 juillet 1986. — Projet de loi n° **22**.

Sénat (première lecture), n° **460** (1985-1986). — Dépôt le 18 juillet 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Charles Jolibois. — Rapport n° **482** (1985-1986) (30 juillet 1986). — Discussion les 31 juillet et 1er août 1986. — Adoption le 1er août 1986. — Projet de loi n° **143** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **341**. — Dépôt le 4 août 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 5 août 1986] (p. 9627). — Bureau [*J.O.* du 6 août 1986] (p. 9681).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Pierre Mazeaud. — Rapport n° **344** (7 août 1986). — Discussion le 7 août 1986. — Adoption avec modifications le 7 août 1986. — Projet de loi n° **32**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Charles Jolibois. — Rapport n° **491** (1985-1986) (5 août 1986). — Discussion le 7 août 1986. — Adoption définitive le 7 août 1986. — Projet de loi n° **150** (1985-1986).

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 3 septembre 1986 (*J.O.* du 5 septembre 1986) (p. 10790). — Dispositions déclarées non conformes : dans l'article 1er, les mots : « dûment ratifiées et non dénoncées » ; dans l'article 15-II, la deuxième phrase du douzième alinéa de l'article 35 *bis* de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945.

Loi n° 86-1025 du 9 septembre 1986. — publiée au *J.O.* du 12 septembre 1986 (p. 11035).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 200 et ceux de la loi n° 86-1025

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE I **Dispositions modifiant l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France**			
1		Conditions d'entrée sur le territoire français (article 5 de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 10 juillet 1986	3132	1
			C.M.P. : 7 août 1986	4140	
2		Délivrance de la carte de résident (article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 11 juillet 1986	3172-3199	2
			Seconde délibération 16 juillet 1986	3362	
			C.M.P. : 7 août 1986	4140	
3		Séjour prolongé hors du territoire national (article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 11 juillet 1986	3208	3
			C.M.P. : 7 août 1986	4140	
4		Sanctions pénales des règles relatives à l'entrée et au séjour des étrangers en France (article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 15 juillet 1986	3243	4
5		Reconduite à la frontière (chapitre IV et article 22 *nouveaux* de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 15 juillet 1986	3252-3269	5
			C.M.P. : 7 août 1986	4140	
6		Coordination.	Première lecture : 15 juillet 1986	3279	6
7		Régime de l'expulsion (article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 15 juillet 1986	3280	7
			C.M.P. : 7 août 1986	4140	
8		Procédure de l'expulsion (article 24 de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 16 juillet 1986	3309	8
9		Personnes ne pouvant faire l'objet d'une expulsion (article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 16 juillet 1986	3311	9
			C.M.P. : 7 août 1986	4140	
10		Expulsion en cas d'urgence absolue (article 26 de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 16 juillet 1986	3342	10
			C.M.P. : 7 août 1986	4140	
	10 *bis* A.N.	Nouveau chapitre V *bis*, regroupant les dispositions communes à la reconduite à la frontière et à l'expulsion.	Première lecture : 16 juillet 1986	3346	11
11		Exécution d'office de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière (article 26 *bis* de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 16 juillet 1986	3346	12
			C.M.P. : 7 août 1986	4141	
12		Sanctions pénales du non-respect des mesures d'éloignement du territoire (article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 16 juillet 1986	3349	13
13		Assignation à résidence (article 28 de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 16 juillet 1986	3352	14

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
14		Maintien administratif des étrangers (article 35 *bis* de l'ordonnance du 2 novembre 1945).	Première lecture : 16 juillet 1986 C.M.P. : 7 août 1986	3354 4141	15
		TITRE II **Dispositions diverses**			
15		Non-motivation des décisions de refus de visa d'entrée en France.	Première lecture : 16 juillet 1986	3356	16
16		Dispositions transitoires concernant les mineurs étrangers.	Première lecture : 16 juillet 1986	3357	17
17		Abrogation de l'article 8 de la loi n° 81-973 du 29 octobre 1981.	Première lecture : 16 juillet 1986	3359	18
	18 A.N.	Abrogation de l'article 272 du code pénal.	Première lecture : 16 juillet 1986	3360	19
	19 A.N.	Intitulé de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945.	C.M.P. : 7 août 1986	4141	20

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [9 juillet 1986] (p. 3047, 3083), [10 juillet 1986] (p. 3103).

Exception d'irrecevabilité : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3058 à 3060) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3060, 3061) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 3061 à 3064) ; rejetée (p. 3065).

Motion de renvoi en commission : *Ducoloné (Guy)* (p. 3121 à 3123) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3123) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 3124, 3125) ; rejetée au scrutin public (p. 3126).

Question préalable : *Dufoix (Georgina)* (p. 3065 à 3068) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3068) ; *Deniau (Xavier)* (p. 3069) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 3070 à 3074) ; rejetée (p. 3074).

Aide au développement (mise en œuvre d'une aide au) : *Pasqua (Charles)* (p. 3057, 3058) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3058) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 3070) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3103) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 3107).

Ambassadeurs des pays francophones d'Afrique (position des - sur le texte) : *Pasqua (Charles)* (p. 3057).

Assimilation des étrangers à la communauté nationale : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3061) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 3071) ; *Blot (Yvon)* (p. 3111, 3112).

Cardinal Decourtray (position du -) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3059).

Carte de dix ans unique pour les résidents étrangers (adoption à l'unanimité de la - en 1984) : *Dufoix (Georgina)* (p. 3066) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 3073) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3094) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p.3109) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 3124).

Carte de résident (fin de l'attribution de plein droit de la -) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3059) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3105) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3118, 3120).

Contrôle à l'entrée du territoire (notamment par la police de l'air et des frontières) : *Pasqua (Charles)* (p. 3056) ; *Hannoun (Michel)* (p. 3090).

Coût social des immigrés : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 3063) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3094).

C.R.S. (nombre de - à Paris) : *Pasqua (Charles)* (p. 3052).

Culture (problèmes liés aux différences de -) : *Pasqua (Charles)* (p. 3053) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 3071) ; *Blot (Yvon)* (p. 3112).

Démographie comparée des Français et des immigrés : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 3062) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3065) ; *Hannoun (Michel)* (p. 3091) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3095) ; *Charles (Serge)* (p. 3096) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 3110).

Destabilisation des communautés étrangères régulièrement installées : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3058) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3067) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 3106) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 3109) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 3111) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3122).

Deuxième génération (situation des jeunes de la -) : *Pasqua (Charles)* (p. 3055, 3118) ; *Deschamps (Bernard)* (p.3084) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3103) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3105) ; *Collomb (Gérard)* (p. 3114).

Discrimination à l'emploi : *Pasqua (Charles)* (p. 3054).

Droit d'asile et statut des réfugiés : *Pasqua (Charles)* (p. 3056, 3119) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3068, 3069) ; *Deniau (Xavier)* (p. 3069) ; *Clément (Pascal)* (p.3087) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3103) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3105) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3121).

Etrangers (nombre des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3049) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 3062) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3084) ; *Clément (Pascal)* (p. 3086) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 3087) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3092) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 3110) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 3117) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3122).

Etrangers ayant quitté le territoire depuis plus d'un an (situation des -) : *Pasqua (Charles)* (p. 3118) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 3125).

Etrangers en situation régulière (protection des -) : *Pasqua (Charles)* (p. 3054, 3118).

Etranger mineur (problèmes de l'expulsion de l'-) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3051) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3060) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3105) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3109) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3118).

Etranger résidant en France depuis qu'il est âgé de plus de 10 ans (protection de l'-) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3051) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3105) ; *Mamy (Albert)* (p. 3107) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 3109).

Expulsion (nouveau régime de l'-) : *Pasqua (Charles)* (p. 3057, 3120) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3060) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3085) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 3109).

Expulsion en urgence absolue : *Pasqua (Charles)* (p. 3057).

Formation professionnelle des étrangers : *Pasqua (Charles)* (p. 3054) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3084).

Grève de la faim menée par deux jeunes à Lyon : *Dufoix (Georgina)* (p. 3067).

Identité française (contenu de l'-) : *Dufoix (Georgina)* (p. 3066) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3104) ; *Blot (Yvan)* (p. 3112).

Immigration (apport de l'- à la société française) : *Pasqua (Charles)* (p. 3052) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3058, 3059) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 3066) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 3071) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3083) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 3087) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 3116, 3117).

Immigration clandestine (lutte contre l'-) : *Pasqua (Charles)* (p. 3053, 3056) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3059) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3084) ; *Hannoun (Michel)* (p. 3090) ; *Collomb (Gérard)* (p. 3113) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3124).

Immigration et chômage (liens entre -) : *Pasqua (Charles)* (p. 3053) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3083) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3093) ; *Mamy (Albert)* (p. 3106) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3123).

Immigration et délinquance : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 3064) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3069) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3083) ; *Hannoun (Michel)* (p. 3090) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3093) ; *Charles (Serge)* (p. 3096) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3103) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3105) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 3108) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 3108) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 3109) ; *Blot (Yvan)* (p. 3112) ; *Raoult (Eric)* (p. 3115) ; *Briant (Yvon)* (p. 3116) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3121).

Immigration et racisme (amalgame entre politique de l'-) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 3070, 3072) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3092).

Immigration massive (danger de l'-) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 3061, 3063) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 3071) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3093, 3094).

Immigration pour causes économiques : *Pasqua (Charles)* (p. 3053) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 3063) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 3072).

Interdiction du territoire : *Pasqua (Charles)* (p. 3120).

Islam (incompatibilité entre l'- et la culture française) : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3092) ; *Charles (Serge)* (p. 3096) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3105) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 3117).

Législations étrangères (état des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3051) ; *Clément (Pascal)* (p. 3086) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 3109) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3119).

Logement des étrangers : *Pasqua (Charles)* (p. 3054).

Mogador (incidents survenus rue -) : *Pasqua (Charles)* (p. 3051, 3052).

Moyens d'existence (existence de - pour l'obtention de la carte de résident) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3050) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3104).

Nationalité française (critères d'attribution de la -) : *Pasqua (Charles)* (p. 3054, 3118, 3120) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 3073) ; *Clément (Pascal)* (p. 3087) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 3089) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3089, 3111) ; *Toubon (Jacques)* (p. 3096) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 3109, 3111).

Ordre public (notion d'-) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3050, 3051) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3057, 3117, 3118) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3085) ; *Clément (Pascal)* (p. 3087) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3104) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 3110).

Peines permettant l'expulsion ou le refus de carte de séjour (seuil des -) : *Deschamps (Bernard)* (p. 3085) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3093) ; *Mamy (Albert)* (p. 3107) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 3109) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 3125).

Préférence nationale : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 3063, 3064) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3095).

Protection sociale des étrangers : *Pasqua (Charles)* (p. 3054).

Rappels au règlement : *Gollnisch (Bruno)* (p. 3058) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3069).

Reconduction à la frontière par décision administrative : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3050) ; *Pasqua (Charles)* (p. 3056) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3060) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3085) ; *Hannoun (Michel)* (p. 3091) ; *Mamy (Albert)* (p. 3106) ; *Briant (Yvon)* (p. 3116).

Reconduction à la frontière par décision administrative (contrôle et recours contre la décision de -) : *Pasqua (Charles)* (p. 3056, 3057, 3118, 3119) ; *Clément (Pascal)* (p. 3086) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3104) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 3110, 3111) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 3111).

Regroupement familial (principe du -) : *Pasqua (Charles)* (p. 3054, 3055, 3119) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3084) ; *Clément (Pascal)* (p. 3086) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 3088) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 3105).

Régularisation des travailleurs clandestins en 1981 : *Pasqua (Charles)* (p. 3053, 3054) ; *Gaspard (Françoise)* (p. 3088) ; *Hannoun (Michel)* (p. 3091).

Retour (incitation au -) : *Pasqua (Charles)* (p. 3054, 3055) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 3107).

Sédentarisation des populations immigrées : *Gaspard (Françoise)* (p. 3088) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 3107).

Seine-Saint-Denis (problème de l'immigration en -) : *Raoult (Eric)* (p. 3114, 3115).

Travail clandestin (lutte contre le -) : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 3059) ; *Hannoun (Michel)* (p. 3091) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 3122).

Visas (restauration des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 3050).

Discussion des articles [10 juillet 1986] (p. 3132), [11 juillet 1986] (p. 3171, 3199), [15 juillet 1986] (p. 3243, 3269), [16 juillet 1986] (p. 3309,3342).

Avant l'article 1er : amendement n° 167 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Roger Holeindre (insérant à l'article 3 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 après les mots : « départements » les mots : « et territoires ») ; territoires d'outre-mer de la République relevant d'une organisation particulière ; rejeté.

Titre 1er : *dispositions modifiant l'ordonnance n° 4526-58 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.*

Article 1er : *(conditions d'entrée sur le territoire français)* : suppression de la phrase selon laquelle la production des documents visés à justification confère le droit d'entrée sur le territoire français ; contrat moral passé entre l'étranger et l'Etat français ; référence à la menace contre l'ordre public (p. 3132) ; immigration clandestine ne résultant pas d'une entrée clandestine ; manière dont se fait concrètement le contrôle à l'entrée ; effectif de la police de l'air et des frontières ; nombre de personnes franchissant chaque année les frontières ; problème de l'évaluation des moyens d'existence ; suppression du jour franc dont pouvait bénéficier toute personne se voyant opposer le refus d'entrée ; problème des réfugiés (p. 3133) ; contrôles dans le métro ; établissement de visa ne pouvant se faire que par la voie de négociation de pays à pays (p. 3134) ; fragilisation de la situation de l'ensemble de la population étrangère entrant ou résidant régulièrement en France ; traitement différencié des étrangers selon leur pays d'origine ; affaiblissement des moyens offerts à tout étranger pour faire valoir ses droits ; plus grande possibilité d'arbitraire ; diversité du mouvement migratoire illégal ; loi de 1981 maintenant l'exigence de la présentation aux frontières de certains documents ; application de la réglementation pour ceux arrivant pour un premier séjour en France ; renforcement de l'arbitraire administratif (p. 3135) ; possibilité de refuser l'accès au territoire français devenant la référence légale ; problème de l'étranger venant rejoindre son conjoint régulièrement autorisé à résider sur le territoire français ; amendement n° 85 de M. Jean-Marie Bockel (de suppression) ; amalgame entre problèmes des conditions d'entrée et problèmes de l'immigration clandestine (p. 3136) ; entrée en France ne constituant pas un droit pour les étrangers mais une faculté qui leur est accordée ; définition des moyens d'existence ; possibilité pour l'étranger ne possédant pas le titre de séjour nécessaire ou ne justifiant pas des moyens d'existence d'appeler son consul ou de demander l'assistance d'un conseil ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 44 de M. Roger Holeindre (production d'un visa sauf si l'étranger ressort d'un Etat membre de la Communauté économique européenne) ; obligation de produire un visa ; refus d'installation de refugiés Muong du Laos en Guyane (p. 3137) ; problème du travail au noir ; situation des étrangers rentrant en France avec un visa de touriste et faisant régulariser leur situation par de faux papiers ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 149 de M. Michel Debré (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe 1 de cet article après les mots ; « convention internationale » les mots : « dûment ratifiées et non dénoncées ») ; convention franco-allemande prévoyant que le contrôle aux frontières entre les Etats membres sera supprimé et reporté aux frontières extérieures de la Communauté (p. 3138) ; nécessité d'une ratification parlementaire de cette convention ; impossibilité d'opposer au Parlement une convention non ratifée ; problème du passage des personnes abordé sous le seul angle économique ; libre circulation des personnes découlant de l'esprit des traités instituant les Communautés économiques européennes ; possibilité pour un Etat de prévoir des contrôles sans les rendre systématiques (p. 3139) ; adopté ; amendement n° 45 de M. Bruno Gollnisch soutenu par M. Pascal Arrighi (insérant dans le deuxième alinéa (2°) du paragraphe 1 de cet article après les mots : « convention internationale » les mots : « effectivement appliquées par les partenaires de la France ») ; rejeté ; amendement n° 86 de M. Jean-Marie Bockel soutenu

par M. Jean-Michel Belorgey (supprimant dans le deuxième alinéa du paragraphe 1 de cet article les mots : « à ses moyens d'existence et ») ; justification des conditions de séjour de l'étranger ; notion de moyens d'existence existant déjà dans la législation à propos de l'application de la loi de 1984 relative aux gens venant faire des études en France ou qui entendent y séjourner sans exercer de profession ; détermination des documents pouvant être demandés à la frontière ; cas des visites familiales ; problème pour les demandeurs d'asile (p. 3140) ; annulation du visa par les services de la police de l'air et des frontières lorsqu'un étranger se présente avec des ressources manifestement insuffisantes ; précision des conditions d'entrée par décret en Conseil d'Etat ; suppression du Bumidom, organisme chargé de former les jeunes Réunionnais et Antillais en métropole ; création de l'Agence nationale pour l'insertion et la promotion des travailleurs (p. 3141) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 46 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Guy Herlory (prévoyant la production d'un certificat médical délivré par un médecin agréé par l'administration française ou par l'ambassade ou le consulat de France dans le pays d'origine) ; problèmes de santé publique posés par les brassages de population ; soumission des étrangers venant s'installer à une visite médicale sous l'auspice de l'office national d'immigration) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 47 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Roger Holeindre (prévoyant la production d'une attestation d'assurance couvrant l'ensemble des dépenses de santé auxquelles l'étranger peut être exposé pendant son séjour) ; promesses faites par M. Robert Pandraud en vue du rétablissement des visas pour les ressortissants des pays du Maghreb (p. 3142) ; coût social des étrangers ; règlement des dépenses de santé engagées par les étrangers sur le territoire pouvant faire l'objet de conventions internationales ; rejeté ; amendement n° 150 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jacques Roux (supprimant le paragraphe 2 de cet article) ; caractère flou de la notion de menace pour l'ordre public ; sursis à exécution de vingt-quatre heures ne jouant plus pour l'immigré mais pour l'administration ; rejeté ; amendement n° 87 de M. Jean-Marie Bockel (prévoyant que la production des documents, visas et justifications confère le droit d'entrée sur le territoire français) ; contrat moral existant entre les étrangers et le pays d'accueil ; maintien d'une disposition du texte actuellement en vigueur (p. 3143) ; souveraineté de l'Etat exigeant qu'il n'y ait pas de droit acquis à un étranger entrant en France ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 48 de M. Bruno Gollnisch soutenu par M. Pascal Arrighi (substituant dans le deuxième alinéa du paragraphe 2 de cet article au mot : « peu » le mot : « doit ») ; amendement n° 168 de M. Bruno Gollnisch soutenu par M. Pascal Arrighi (substituant dans le deuxième alinéa du paragraphe 2 de cet article aux mots : « peut être » le mot : « est ») ; loi prescrivant et n'ouvrant pas de faculté ; amendement n° 48 : retiré ; marge d'appréciation laissée à l'administration ; amendement n° 168 : rejeté ; amendement n° 2 de M. Michel Hannoun (de forme) : adopté ; amendement n° 49 de M. Jean-Marie Le Pen (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe 2 de cet article après les mots : « l'ordre public » les mots : « ou la santé publique ») : devenu sans objet ; amendement n° 88 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Gérard Fuchs (prévoyant que l'étranger est immédiatement informé de ses droits dans une langue qu'il comprend) ; suppression de la journée franche avant laquelle il ne peut être procédé à aucun rapatriement (p. 3144) ; appel au personnel des grandes compagnies aériennes dans les aéroports ; obligations résultant de la Convention européenne des droits de l'Homme ; absence de fonctionnaires interprètes de tous les dialectes et langues dans la police ou dans les douanes ; disponibilité des interprètes (p. 3145) ; conventions internationales comportant parfois des dispositions inapplicables ; rejeté ; amendement n° 151 de M. François Asensi soutenu par M. Guy Ducoloné (supprimant le paragraphe 3 de cet article) ; problème pour trouver rapidement un traducteur ; nécessité de laisser à l'étranger un délai d'un jour franc pour faire valoir ses droits ou son bon droit ; amendement n° 89 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Michel Sapin (prévoyant qu'en aucun cas le refus d'entrée ne peut donner lieu à une mesure de rapatriement contre le gré de l'intéressé avant le délai d'expiration d'un jour franc) ; problème de l'évaluation des moyens d'existence ; possibilité d'un sursis à exécution de vingt-quatre heures en cas de demande conforme de l'autorité consulaire ; inopportunité qu'une autorité étrangère ait la capacité de faire que la loi s'applique ou ne s'applique pas (p. 3146) ; inapplicabilité du délai d'un jour franc lorsque l'étranger est originaire d'une nation où les relations aériennes ou maritimes ne sont pas fréquentes ; disposition ne jouant pas pour les réfugiés ; amendement n° 151 : rejeté ; amendement n° 89 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 50 de M. Bruno Gollnisch soutenu par M. Pascal Arrighi (supprimant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe 3 de cet article les mots : « ..., sauf si l'autorité consulaire demande un sursis à exécution de vingt-quatre heures ») ; inopportunité de donner à une autorité étrangère un droit de regard sur le fonctionnement de l'administration française (p. 3147) ; finalité de l'institution consulaire ; signification des mots « la décision de refus d'entrée est immédiatement exécutoire lorsqu'il faut attendre un nouvel avion » ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 51 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-François Jalkh (substituant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa du paragraphe 3 de cet article aux mots : « maintenu dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pendant le temps strictement nécessaire à » les mots : « retenu jusqu'à ») ; existence dans la plupart des grandes villes de centres de rétention administrative ; rejeté ; amendement n° 197 de M. Jean-Marie Bockel (prévoyant que lorsqu'un étranger demande à bénéficier du droit d'asile la décision de refus ne peut être prise que par le ministre de l'intérieur après consultation du ministre des affaires étrangères) (p. 3148) ; rejeté au scrutin public ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 52 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-François Jalkh (abrogeant l'article 5-1 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) ; documents exigés à l'entrée du territoire afin de restreindre les conditions d'entrée ; regroupement familial ; cas où certains pays étrangers appliqueraient la réciproque et s'opposeraient au regroupement familial des familles françaises ; rejeté ; amendement n° 170 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Pascal Arrighi (abrogeant le dernier alinéa de l'article 6 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) ; nécessité d'éviter la multiplication excessive des documents administratifs d'entrée et de séjour des étrangers (p. 3149) ; rejeté ; amendement n° 53 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Pierre Stirbois (documents devant être présentés à l'officier d'état civil en cas de mariage) ; recours à la procédure du mariage blanc ; rejeté ; amendement n° 54 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Pierre Stirbois (documents devant être présentés aux autorités administratives pour procéder à l'inscription scolaire des enfants) ; présence de plus en plus importante d'enfants étrangers dans les écoles ; baisse du niveau et retard dans les études ; silence du Gouvernement et du Rapporteur sur les amendements « inadmissibles » du Front national ; nombre des Français vivant à l'étranger ; opérations de régularisation effectuées en 1981 ; rejeté (p. 3150) ; amendement n° 55 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Pierre Stirbois (documents devant être présentés par les étrangers désirant accéder au bénéfice de l'aide sociale) ; possibilité d'accéder au bénéfice de l'aide sociale constituant pour les étrangers une incitation à entrer en France ; droit à l'aide sociale aux personnes âgées ; impossibilité pour les étrangers de se voir accorder le bénéfice de l'aide sociale systématiquement s'ils n'entrent pas dans une des catégories prévues ; cas de l'aide médicale gratuite ; rejeté ; **rappel au règlement de** M. Jean-Pierre Schenardi (p. 3151) ; amendement n° 56 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Pierre Stirbois (documents devant être présentés par les étrangers désirant accéder aux locations d'un logement H.L.M.) ; crise du logement ; distinction des étrangers en situation clandestine et des étrangers en situation régulière ; déclaration de M. Gérard Freulet selon laquelle il refuserait d'accueillir dans son hôtel des clients maghrébins ; amendement n° 56 : rejeté ; **rappel au règlement** de M. François Porteu de la Morandière (p. 3152, 3153) ; amendement n° 171 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Pascal Arrighi (délivrance de la carte de séjour temporaire à l'étranger suivant en France un enseignement) ; non acceptation des étudiants n'arrivant pas à passer leurs examens ; absence de contrôle de l'autorité universitaire indépendante ; affiliation des étudiants « fantômes » aux organisations terroristes (p. 3171) ; rejeté ; amendement n° 57 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-François Jalkh (production d'un certificat médical délivré par un médecin agréé par l'administration pour l'obtention de la carte de résident) : rejeté ; amendement n° 172 de M. Jean-Marie Le Pen (même objet) : rejeté.

Article 2 *(délivrance de la carte de résident)* : suppression de l'attribution de plein droit de la carte de séjour à un certains nombre de catégories pour les subordonner à l'absence de menaces pour l'ordre public ; consensus sur l'attribution de la carte de séjour de dix ans ; précarisation de la situation

des étrangers en France depuis plus d'un certain nombre d'années et surtout des jeunes (p. 3172) ; appel à certains réflexes des Français face à certaines situations ; cas des étrangers condamnés présentant une menace réelle pour l'ordre public ; impossibilité de traiter un étranger dont le conjoint est français de la même manière qu'un autre étranger ; insertion des étrangers vivant en France depuis plus de quinze ans ; pourcentage des étrangers incarcérés pour infraction aux règles de séjour ; possibilité de comparer la délinquance des étrangers à celle des échantillons correspondants de la société française ; absence de contenu juridique de la notion d'ordre public (p. 3173) ; élargissement de la catégorie des bénéficiaires de la carte de séjour aux étrangers ayant combattu dans l'Armée française ou ayant participé à la Résistance ; problème des personnes ayant perdu la qualité de citoyen français du fait de leur mariage avec un étranger ou de l'accession de leur territoire à l'indépendance ; laxisme instauré par Mme Questiaux dans la loi du 29 octobre 1981 ; liens entre montée de la délinquance et insécurité et progression de l'immigration ; problèmes des séjours temporaires ; nombre d'étudiants étrangers inscrits pour l'année universitaire 1983-1984 ; âge moyen des étudiants étrangers (p. 3174) ; autorité décidant qu'il y a menace pour l'ordre public ; naturalisation de plein droit des étrangers ayant servi dans la Résistance ; réaffirmation de la stabilité des étrangers en situation régulière (p. 3175) ; insertion dans la société française des jeunes immigrés ; réduction du rôle de l'administration dans l'attribution des cartes de séjour ; attitude de M. Jean-Pierre Schenardi à Dreux, face à la délinquance ; critiques soulevées par la loi de 1984 par la déchéance de l'autorité parentale ; cas où l'autorité parentale ne s'exerce plus sur les enfants majeurs ; amendement n° 90 de M. Jean-Marie Bockel (de suppression) ; notion de menace pour l'ordre public ; abus pratiqués par certaines municipalités lors de la délivrance des cartes (p. 3176) ; rejeté au scrutin public ; taux d'absentéisme sur les bancs de l'opposition ; suspension de séance après l'examen de l'amendement suivant si la majorité est toujours absente ; amendement n° 58 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Pascal Arrighi (supprimant l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) ; acuité du débat sur l'immigration dans les Bouches-du-Rhône et à Marseille ; absence d'élus R.P.R. ou U.D.F. de ce département ; liens de la délinquance et de l'immigration ; cohérence entre le désir de faciliter le regroupement familial et la politique d'attribution de plein droit de la carte de résident (p. 3177) ; rejeté au scrutin public ; amendements identiques n°s 91 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Gérard Fuchs, 143 de M. Jean-Jacques Hyest et 152 de M. Georges Hage soutenu par M. Guy Ducoloné (supprimant le paragraphe 1 de cet article) ; maintien des situations dans lesquelles l'attribution de la carte de résident de dix ans est automatique ; cas d'un jeune étranger entré en France avec sa famille à l'âge de cinq ans ; situation d'incertitude et de précarité ne facilitant pas l'insertion ; amendement n° 143 : retiré ; situation où l'étranger ne peut être expulsé et l'administration refuse de lui accorder la carte de résident (p. 3178) ; amendements n°s 91 et 152 : rejetés ; amendement n° 92 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Jean-Michel Belorgey (supprimant dans le paragraphe 1 de cet article les mots : « sauf si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public ») ; cas des étrangers expulsables mais non expulsés et auxquels on oppose la menace qu'ils constituent pour refuser une carte de dix ans ; refus de la carte de résident mettant l'étranger dans une situation d'être reconduit à la frontière par une procédure offrant moins de garanties que l'expulsion ; rejeté ; amendement n° 19 de la commission (substituant à la fin du paragraphe 1 de cet article aux mots : « ne peut être refusé » le mot : « est délivré de plein droit ») (p. 3179) ; adopté au scrutin public ; amendement n° 20 de la commission (cas de l'étranger marié depuis au moins un an dont le conjoint est de nationalité française à la condition que la communauté de vie des époux soit effective) ; amendement n° 173 de M. Jean-Marie Le Pen (même objet) ; nécessité d'éviter les mariages de complaisance ou mariages blancs contractés dans le seul but d'obtenir de plein droit la carte de résident ; amendement n° 173 : retiré ; développement d'une « traite des blanches et des blancs » ; problème de la détermination du critère de « communauté effective de vie entre les époux » ; amendement n° 20 : adopté ; amendement n° 174 de M. Jean-Marie Le Pen (abrogeant le (2°) du premier alinéa de cet article) ; possibilité pour l'étranger d'exercer une profession dans tous les domaines (p. 3180) ; rejeté ; amendement n° 153 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Guy Ducoloné (supprimant le paragraphe 2 de cet article) ; amendement n° 75 de M. Jean-Marie Le Pen (abrogeant le (3°) du premier alinéa de cet article) ; amendement n° 93 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (cas des personnes déchues de l'autorité parentale) ; problème de « l'exercice même partiel de l'autorité parentale » ; impossibilité pour le père naturel ayant reconnu son enfant d'avoir l'autorité parentale dès lors que la mère a reconnu le même enfant ; amendements n°s 153 et 175 : rejetés (p. 3181) ; amendement n° 93 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 21 de la commisison (complétant le deuxième alinéa du paragraphe deux de cet article par les mots : « ou qu'il subvienne effectivement à ses besoins ») ; sous-amendement n° 199 de M. Jean-Yves Le Déaut (substituant dans cet amendement au mot : « effectivement » le mot « habituellement ») ; prise en considération du cas où l'étranger père ou mère d'un enfant français survient effectivement aux besoins de cet enfant ; habitude supposant la continuité et la régularité ; problème de l'exercice de l'autorité parentale partielle ; renversement de la charge de la preuve ; maintien de l'exigence de l'exercice de l'autorité parentale à titre alternatif ; sous-amendement n° 199 : rejeté ; amendement n° 21 : adopté au scrutin public ; amendement n° 176 de M. Jean-Marie Le Pen (abrogeant le (5°) du premier alinéa de cet article) (p. 3182) ; réussite dans de bonnes conditions de l'insertion des étrangers ; texte de l'amendement tendant à établir une impossibilité d'assurer correctement le regroupement familial ; prise en considération des étrangers souhaitant obtenir la nationalité française ; (p.3183) ; rejeté ; amendement n° 191 de M. Jean-Yves Le Déaut (personne ayant perdu la nationalité française en raison du mariage avec un étranger ou de l'acquisition par mesure individuelle d'une nationalité étrangère ou à raison du transfert de souveraineté de certains territoires) ; réintégration dans la nationalité française ; lien entre le texte sur l'entrée et séjour des étrangers en France et le code de la nationalité ; cas des personnes ayant perdu la nationalité française ; application de l'article 14 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 ; examen de toute demande individuelle ; réduction des cas de pluri-nationalités opérés par la convention de Strasbourg de 1961 ; rejeté (p. 3184) ; amendement n° 177 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-François Jalkh (abrogeant le 6° du premier alinéa) : octroi de plein droit de la carte de résident privilégié de dix ans à l'apatride justifiant trois ans de résidence en France ; devenu sans objet ; amendement n° 192 de M. Jean-Yves Le Déaut (cas des étrangers de nationalité indéterminée pouvant justifier de leur naissance sur un territoire de la République française tel qu'il était constitué à la date du 28 juillet 1960) ; personnes de culture française dont les enfants vont dans les écoles françaises habitant pour la plupart dans l'océan Indien ; cas des militaires et des résistants ; application de l'article 155-1 du code de la nationalité (p. 3185) ; rejeté ; amendement n° 154 de M. Jacques Roux soutenu par M. Guy Ducoloné (supprimant le paragraphe cinq de cet article) : rejeté ; amendement n° 196 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-François Jalkh (abrogeant les (8°) et (9°) du premier alinéa de l'article 15 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) ; amendement n° 94 de M. Jean-Marie Bockel (étranger justifiant par tous les moyens résider en France habituellement depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans) ; situation des jeunes arrivés en France avant l'âge de dix ans et des personnes résidant en France depuis un certain nombre d'années ; maintien de la référence des quinze années pour l'étranger installé en France depuis une certaine période ; amendements n°s 196 et 94 : rejetés (p. 3186) ; amendement n° 40 de la commission (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe 5 de cet article après les mots : « en situation régulière » les mots : depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans ou ») ; maintien des dispositions actuelles de l'ordonnance du 2 novembre 1945 ; référence à d'éventuelles condamnations à trois mois de prison ou plus ; absence de signification de l'expression « en situation régulière concernant les enfants de dix à seize ans » ; opportunité que l'adjonction proposée par la commission figure avant l'expression « en situation régulière » et non après (p. 3199) ; possibilité de présupposer que les jeunes concernés sont en situation régulière ; proposition de M. Gérard Fuchs conduisant à faire bénéficier de l'attribution de plein droit des personnes entrées irrégulièrement en France au titre d'un faux regroupement familial ; intéressé n'étant pas à l'origine d'un regroupement familial irrégulier ; amendement n° 200 de M. Gérard Fuchs (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe 5 de cet article après les mots : « en France » les mots : « depuis qu'il a atteint au plus l'âge de dix ans ou ») ; situation des enfants ne suivant pas automatiquement celle des parents (p. 3200) ; nécessité de faire en sorte que le projet ne constitue pas une incitation à des regroupements clandestins ; amendement n° 200 : adopté ; amendement n° 40 : devenu sans objet ; amendement n° 95 de M. Jean-Marie Bockel (supprimant dans le deuxième alinéa du

paragraphe 5 de cet article les mots : « et qui n'a pas été condamné définitivement pour crime ou délit à une peine au moins égale à trois mois d'emprisonnement ou à plusieurs peines d'emprisonnement au moins égal au total à trois mois ») ; abus de regroupement familial ; nécessité de prendre en compte la situation des jeunes enfants ; cas des jeunes condamnés à une peine ; précarisation de la situation des jeunes ; impossibilité d'admettre la suppression de toute référence à une condamnation pénale (p. 3201) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 59 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (nécessité pour l'étranger d'apporter la preuve qu'il a payé régulièrement ses impôts et taxes) ; amendement n° 178 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (rédigeant ainsi après les mots : « et qui n'a » la fin du deuxième alinéa du paragraphe 5 de cet article : « jamais été condamné définitivement pour crime ou délit à une peine de prison ferme ») ; amendement n° 22 de la commisison (rédigeant ainsi après les mots : « à une peine au moins égale à » la fin du deuxième alinéa du paragraphe 5 de cet article : « 6 mois d'emprisonnement sans sursis ou un an avec sursis ou à plusieurs peines d'emprisonnement au moins égal au total à ces mêmes durées ») ; lutte contre la fraude fiscale ; cas des étrangers voulant exercer une activité professionnelle en France notamment commerciale (p. 3202) ; relèvement du seuil des sanctions pénales retenues par le Gouvernement ; non prise en considération de tout délit même mineur ; intégration des étrangers en situation régulière et des étrangers ne commettant pas de crime ou de délit grave ; inopportunité de savoir s'il s'agit de petite, de moyenne ou de grande délinquance ; grandes distorsions entre les grandes juridictions (p. 3203) ; silence du Gouvernement pour condamner les propositions d'amendements du Front national ; caractère excessif des trois mois avec sursis ; intérêt manifesté par des autorités morales, religieuses et philosophiques à la grève de la faim à Lyon ; amendements n°s 59 et 178 : rejetés ; sous-amendement n° 201 à l'amendement n° 22 de la commission de M. Jean-Marie Bockel soutenu par Mme Georgina Dufoix (complétant le dernier alinéa de cet amendement par les mots : « au cours des cinq dernières années ») ; problèmes sociaux et de relations internationales posés par l'immigration ; absence de volonté de chantage manifestée par les deux jeunes qui ont suivi une grève de la faim (p. 3204) ; sanctions disparaissant du casier judiciaire au bout d'un certain nombre d'années variable suivant qu'il s'agit de délit ou de crime ; rejeté ; amendement n° 22 : adopté au scrutin public ; amendements n°s 12, 3 et 4 de M. Michel Hannoun : devenus sans objet ; contravention de police pouvant entraîner un emprisonnement d'un jour à deux mois maximum (p. 3205) ;

— article 2, ainsi modifié : rejeté.

Après l'article 2 : amendement n° 60 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Roger Holeindre (prévoyant qu'à compter du 1er janvier 1987, la carte de résident est valable trois ans) ; conséquence du choix du socialisme dans le tiers monde ; attachement de M. Roger Holeindre à l'intégration à l'époque des événements d'Algérie (p. 3206) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 179 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Dominique Chaboche (même objet) ; attitude à prendre par rapport à certaines interventions du Front national ; développement de thèses dangereuses et pernicieuses ; rejeté ; amendement n° 61 de M. Jean-Marie le Pen (abrogeant le dernier alinéa de l'article 17 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) ; rejeté (p. 3207).

Article 3 *(séjour prolongé hors du territoire national)* : durée de la prolongation de la période à la demande de l'intéressé ; cas des étrangers travaillant pour des entreprises françaises étrangères à l'étranger dont les déplacements strictement professionnels peuvent les éloigner de la France pour des durées supérieures à douze mois ; conséquences de l'article pour les étrangers prêts à tenter l'expérience du retour dans leur pays d'origine ; projet de réinsertion nécessitant un délai supérieur à un an (p. 3208) ; multiplication d'enclaves étrangères au cœur des villes où les étrangers reconstituent leur environnement ; seuil de saturation des possibilités de francisation ; identité et mœurs de chaque groupe ethnique ; existence d'un racisme anti-français ; déclaration de la guerre d'Algérie par le Gouvernement socialiste ; déclaration de M. Maurice Thorez à M. Jean Sainteny en départ pour l'Indochine (p. 3209) ; contenu de l'identité française ; problème de la mise en œuvre concrète du dispositif prévu à cet article ; suspicion généralisée à l'encontre des immigrés ; état des législations étrangères dans le monde ; possiblité de prolonger le délai à la demande de l'intéressé (p. 3210) ; cas des étrangers rentrant chez eux à dessein pour empocher l'indemnité de retour sachant qu'avec de faux papiers ils reviendront en France ; amendement n° 96 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Jean-Michel Belorgey (de suppression) ; vocation de la carte de résident de dix ans ; cas des doubles rattachements ; nécessité de permettre aux gens de faire l'essai d'une réadaptation dans leur pays d'origine ; notions d'effectivité et d'habitude ; possibilité de prolonger la période de rupture de résidence d'une année à la demande de l'intéressé (p. 3211) ; désordre constaté dans les flux migratoires dus à la législation actuelle ; réalité de la volonté d'insertion lorsqu'un étranger titulaire de la carte de résident quitte le territoire français pendant plus de douze mois consécutifs ; motif de la prolongation ; amendement n° 96 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 155 de M. Jean Giard soutenu par M. Paul Mercieca (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 au mot : « douze » les mots : « vingt-quatre ») ; amendement n° 62 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-François Jalkh (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 au mot : « douze » le mot : « six ») ; amendement n° 180 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-François Jalkh (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 au mot : « douze » le mot : « huit ») (p. 3212) ; nécessité que l'étranger puisse conserver la situation qu'il a acquise en France ; réduction de la durée d'absence du territoire français du titulaire d'une carte de résident ; délai de six mois décourageant toute tentative individuelle de réinsertion ; amendement n° 155 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 62 : rejeté ; amendement n° 180 : rejeté ; amendement n° 5 de M. Michel Hannoun (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 après les mots « douze mois consécutifs » les mots « sauf pour des raisons professionnelles dûment prouvées ») ; amendement n° 98 de M. Jean-Marie Bockel (même objet) ; amendement n° 5 : retiré ; amendement n° 5 : repris par M. Jean-Marie Bockel (p. 3213) ; nécessité de laisser un pouvoir d'appréciation à l'administration ; possibilité pour l'intéressé de faire valoir toutes les raisons ; amendement n° 98 : retiré ; amendement n° 5 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 63 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (substituant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 au mot : « immigrant » le mot : « arrivant ») ; projet de loi concernant les étrangers en situation d'immigration ; rejeté (p. 3214) ; amendement n° 181 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (substituant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1985 au mot : « immigrant » le mot : « immigré ») ; affirmations de M. Jean-Marie Le Pen selon lesquelles il y aurait en France plus de six millions d'immigrés ; rejeté ; amendement n° 97 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (prévoyant que cette disposition n'est pas applicable à l'étranger qui a quitté le territoire français pour des raisons d'ordre familial) ; motifs pour lesquels l'absence pendant un an ne sera pas prise en considération ; nécessité de préciser l'idée de prolongation ; propos tenus sur certains bancs à propos des regroupements familiaux ; problème du contrôle des départs (p. 3215) ; nécessité de laisser une possibilité d'appréciation ; impossibilité de considérer comme résident l'étranger qui passe douze mois consécutifs dans son pays d'origine ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 99 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Michel Sapin (non application de l'article 3 à l'étranger qui a quitté le territoire français pour des raisons scolaires) ; introduction d'une certaine automaticité par le premier alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (p. 3216) ; abandon de sa carte de résident par l'étranger acceptant l'aide au retour ; notion de prescription extinctive ; définition jurisprudentielle de la résidence ; inopportunité de faire en sorte que la prolongation soit automatique ; complexité de la notion de force majeure ; amendement n° 99 : rejeté ; amendement n° 100 de M. Jean-Marie Bockel (non application de l'article 3 à l'étranger retenu hors du territoire français pendant une période de douze mois consécutifs pour une raison de force majeure) (p. 3217) ; complexité de la notion de force majeure ; contradiction entre la jurisprudence administrative et la jurisprudence de droit commun ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 64 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Pascal Arrighi (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) ; rejeté ; amendement n° 6 de M. Michel Hannoun (insérant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 18 de

l'ordonnance du 2 novembre 1945 après le mot : « France », les mots : « auprès du représentant de l'Etat du département de rattachement ») ; précision sur l'autorité compétente auprès de laquelle l'intéressé peut faire la demande de renouvellement de son autorisation (p. 3218) ; retiré ; amendement n° 7 de M. Michel Hannoun (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 18 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par les mots : « auprès des autorités diplomatiques ou consulaires françaises dans le pays où il séjourne ») ; retiré ; amendement n° 13 de M. Michel Hannoun (prévoyant que la prolongation mentionnée est d'une durée de six mois renouvelable) ; amendement n° 13 : retiré ; amendement n° 13 : repris par les membres du groupe du socialiste et soutenu par M. Georgina Dufoix : rejeté ;

— article 3 : adopté au scrutin public (p. 3219).

Article 4 : *(sanctions pénales des règles relatives à l'entrée et au séjour des étrangers en France)* : reconduction à la frontière ; garanties judiciaires ; opportunité de donner compétence à la commission existant dans d'autres cas ; caractère non suspensif du recours administratif lorsqu'il s'agit de la reconduction à la frontière ; suppression de toute information de l'inspection du travail ; prononcé de la reconduction à la frontière par le tribunal correctionnel ; sanctions encourues par les immigrés clandestins (p. 3243) ; nécessité de faire en sorte que le séjour en France des immigrés ne présente plus les avantages économiques qui sont actuellement les siens ; instauration du principe de la « préférence nationale » ; effet négatif de l'immigration clandestine sur les conditions d'existence des étrangers et sur la reconnaissance de leurs droits ; responsabilité de certains employeurs français ; lutte contre les employeurs de main-d'œuvre clandestine ; nombre d'employeurs poursuivis pour utilisation de main-d'œuvre clandestine entre 1983 et 1986 ; insuffisance des sanctions encourues par l'étranger qui a pénétré ou séjourné irrégulièrement en France ; suppression de la référence à une relation de travail clandestin (p. 3244) ; suppression de la possibilité pour les tribunaux de prononcer, à titre principal, la reconduction à la frontière d'un étranger en situation irrégulière ; amendement n° 101 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) ; transfert du pouvoir judiciaire au pouvoir administratif de la décision de reconduction à la frontière ; suppression d'un moyen de lutte contre le travail clandestin et de lutte contre l'emploi des salariés en situation irrégulière ; profusion d'ateliers clandestins ; difficulté pour l'administration de faire appliquer les décisions prises par les tribunaux (p. 3245) ; nombre de décisions de reconduction à la frontière prononcées par le tribunal correctionnel de la Drôme n'ayant pu être appliquées ; reconnaissance à la personne étrangère d'un droit de rester pour une période de six mois renouvelable lorsque la relation de travail est confirmée par l'inspection du travail ; difficulté actuelle pour faire partir un étranger n'ayant pas de papiers ou lorsqu'il ne veut pas rentrer dans son pays d'origine ; lutte menée par le Gouvernement contre le travail clandestin dans le 13e arrondissement de Paris, dans le quartier du Sentier et en Seine-Saint-Denis (p. 3246) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 23 de la commission (supprimant, dans le premier alinéa du texte proposé par l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, les mots : « soit aux stipulations des conventions internationales ») ; question des réfugiés ou des demandeurs d'asile ; documents et visas exigés par les conventions internationales ne s'appliquant pas à l'asile ; adopté ; amendement n° 65 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Bruno Megret (substituant, dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, aux mots : « d'un mois », les mots : « trois mois ») ; développement d'une politique de préférence nationale ; renforcement des sanctions touchant ceux qui pénètrent ou qui séjournent de façon irrégulière sur le territoire ; nombre important d'étrangers déférés devant les tribunaux ignorant la réglementation avec laquelle ils se trouvent en infraction (p. 3247) ; rejeté ; amendement n° 102 de M. Jean-Marie Bockel (substituant, à la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, aux mots « 2 000 à 20 000 F », les mots : « 180 à 8 000 F ») ; question du caractère dissuasif des mesures proposées face à l'immigration clandestine ; effets du renforcement des pénalités contre les employeurs organisant un travail clandestin se traduisant par une multiplication des poursuites ; nombre d'immigrés ne pouvant pas payer les amendes prévues par le projet de loi ; effets d'affichage ; rejeté ; amendements identiques n° 24 de la commission et n° 156 de M. Georges Hage soutenu par M. Guy Ducoloné (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945); maintien de la possibilité, pour les juridictions pénales, de prononcer à titre principal la mesure d'éloignement ; problème de savoir si l'intéressé pourra payer l'amende s'il est reconduit automatiquement à la frontière (p. 3248) ; adoptés ; amendements n° 103 de M. Jean-Marie Bockel, n° 182 de M. Jean-Marie Le Pen, n° 8 de M. Michel Hannoun : devenus sans objet ; amendement n° 104 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Jean-Michel Belorgey (insérant, après le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, l'alinéa suivant : « cette peine ne s'applique pas aux étrangers mentionnés à l'article 25, 1° à 6° ») ; problème de savoir comment une interdiction du territoire peut emporter de plein droit la reconduite du condamné à la frontière si certaines catégories de personnes ne sont pas expulsables ; retiré ; amendement n° 105 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par Mme Françoise Gaspard (prévoyant que dans tous les cas où un prévenu allègue l'existence d'une relation de travail la juridiction doit en aviser l'inspection du travail avant de statuer) ; projet de loi recelant une difficulté par rapport à l'emploi clandestin ; répression à l'encontre de l'employeur clandestin ; instabilité du travail dont étaient titulaires 90 % des gens qui ont été régularisés ; travail clandestin représentant une part non négligeable du marché du travail pour l'hôtellerie et pour différents petits métiers (p. 3249) ; inopportunité de donner un privilège de six mois aux travailleurs clandestins ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 66 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Bruno Mégret (substituant, dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, au mot : « trois », le mot : « cinq ») ; peines de prison frappant les étrangers entrant ou séjournant clandestinement en France ; rejeté ; amendement n° 183 de M. Jean-Marie Le Pen également soutenu par M. Bruno Mégret (substituant, dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article 19 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, au mot : « trois », le mot : « quatre ») ; rejeté ; amendement n° 25 de la commission (de conséquence) ; interdiction du territoire constituant une sanction plus grave que la reconduite à la frontière ; possibilité de reconduction à la frontière de gens inexpulsables (p. 3250) ; différence juridique entre l'expulsion et la reconduction à la frontière ; adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 67 de M. Jean-Marie Le Pen (aggravation des peines prévues à l'encontre des individus qui, par actes directs ou indirects, auront facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation et le séjour irrégulier d'un étranger) : rejeté ; amendement n° 184 de M. Jean-Marie Le Pen (même objet) : rejeté ; amendement n° 157 de M. Guy Ducoloné (même objet) ; aggravation des sanctions contre les patrons utilisant de la main-d'œuvre clandestine (p. 3251) ; nombre des procès-verbaux dressés en 1984 à l'encontre des patrons utilisant de la main-d'œuvre clandestine ; rejeté ; amendement n° 68 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-François Jalkh (prévoyant que tout véhicule ayant servi à commettre l'infraction par voie fluviale, maritime ou aérienne sera confisqué) : rejeté.

Article 5 *(reconduite à la frontière)* ; problème des garanties judiciaires et administratives (p. 3252) ; possibilité d'envisager le recours devant la commission ; caractère non suspensif du recours contre la décision administrative ; détermination de l'autorité pouvant juger si le titre dont se prévaut l'étranger est contrefait, falsifié, altéré, établi sous un autre nom que le sien ; effectivité de la reconduite à la frontière ; effet suspensif de la procédure judiciaire constituant une garantie considérable ; création d'une catégorie de personnes pouvant être reconduites à la frontière quelle que soit leur situation ; intervention des autorités consulaires des puissances étrangères ; reconnaissance d'enclaves étrangères du type des concessions internationales de Shangaï (p. 3253) ; utilisation des magistrats judiciaires dans des manœuvres dilatoires ; soumission de toutes les mesures administratives et les décisions des préfets au contrôle du juge administratif ; dégagement, par le Conseil d'Etat, de la notion « d'erreur manifeste d'appréciation » ; appréciation portée par l'administration sur le caractère irrégulier d'une situation ; impossibilité pour l'intéressé de se procurer des documents transfrontières en 24 heures ; difficultés auxquelles se heurtent en l'état actuel de la législation la police de l'air et des frontières et les services des douanes (p. 3254) ; nombre d'étrangers reconduits aux frontières par les services douaniers et de la P.A.F. au cours de l'année 1985 ; opposition de la procédure juridictionnelle d'ordre judiciaire ou administratif à une décision administrative ; exigences constitutionnelles prévoyant une procédure juridictionnelle ; combinaison du texte

en discussion et de celui concernant la procédure de comparution immédiate ; impossibilité pour l'autorité administrative de décider seule de la matérialité du motif de la décision s'agissant des libertés publiques de l'étranger ; cas de l'étranger reconduit à la frontière alors qu'il est en réalité en situation régulière ou qu'il fait partie des catégories d'étrangers protégés contre les mesures d'éloignement du territoire (p. 3255) ; immigration clandestine de ressortissants originaires du Sud-Est asiatique dans le département de la Moselle ; insuffisance des moyens de la police des frontières à Metz ; absence d'instructions données concernant les libertés individuelles depuis le mois de mars 1986 ; retour à une situation prévalant depuis 1945 (p. 3256) ; nature des mesures prises au niveau des bureaux des étrangers dans les préfectures ; expression « droits identiques » pour les nationaux et les étrangers ne signifiant pas que les étrangers aient tous les droits ; existence du sursis à exécution ; amendements identiques n° 106 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par Mme Georgina Dufoix et n° 158 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jacques Roux (de suppression) ; administration devenant juge et partie ; délai nécessité par la procédure judiciaire ; complexité de l'opération et limites de la prétendue rapidité ou efficacité de la procédure administrative (p. 3257) ; nécessité de laisser aux seuls pouvoirs judiciaires la compétence ; augmentation des effectifs de la police de l'air et des frontières et développement de la coopération entre les différentes forces de sécurité et de contrôle travaillant aux frontières ; amendements n°s 106 et 158 : rejetés au scrutin public ; amendements identiques n° 26 de la commission, n° 14 de M. Michel Hannoun et n° 107 de M. Jean-Marie Bockel (supprimant, dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945, le mot : « altéré ») ; difficulté pour juger de l'altération d'un titre de séjour (p. 3258) ; amendements n°s 26, 14 et 107 : adoptés (p. 3259) ; amendement n° 69 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. François Porteu de la Morandière (insérant après le sixième alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 l'aniléa suivant : « si l'étranger refusait de se prêter aux vérifications d'identité ») ; sous-amendement n° 202 de M. François Porteu de la Morandière (prévoyant la prise des empreintes digitales des dix doigts) ; constitution accordant aux Français des droits et leur imposant des devoirs ; vérifications d'identité ; prise des empreintes digitales des dix doigts sans l'intervention du procureur de la République (p. 3269) ; cas des étrangers dont les cartes d'identité sont falsifiées, dont l'état civil dans leur pays d'origine est impossible à contrôler ; sous-amendement n° 202 : rejeté ; amendement n° 69 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 70 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jacques Peyrat (justification par l'étranger de ressources régulières) ; amendement n° 185 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jacques Peyrat (justification par l'étranger de ressources licites) ; arrivée toutes les nuits entre une heure et trois heures du matin d'une colonne de « fourmis » en provenance de Vintimille (p. 3270) ; entrée de la drogue dans le département des Alpes-maritimes par la « filière tunisienne » ; problèmes rencontrés à la frontière franco-italienne dans la région de Menton ; assimilation entre l'étranger fraudeur et l'étranger victime de difficultés passagères telles que le chômage ou l'hospitalisation ; banalisation des thèmes de l'extrême droite (p. 3271) ; amendement n° 70 : rejeté au scrutin public, amendement n° 185 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 186 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Gérard Freulet (cas de l'étranger menant des actions qui pourraient porter préjudice aux actions de la France dans le monde) ; article 5 concernant non pas l'expulsion mais la reconduite à la frontière ; nécessité que les étrangers puissent continuer à mener une vie démocratique ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 108 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Gérard Fuchs (prévoyant que l'étranger est immédiatement informé de ses droits dans une langue qu'il comprend) ; sous-amendement n° 203 de M. Pierre Descaves (précisant que si l'étranger ne peut comprendre aucune des langes connues des autorités celles-ci sont autorisées à utiliser le français) (p. 3272) ; cas de reconduite à la frontière ayant créé des situations dommageables pour l'intéressé ; nécessité de rétablir le jour franc prévu dans la législation actuelle ; possibilité pour l'étranger d'avertir un conseil ; non confusion entre langue et dialecte (p. 3273) ; sous-amendement n° 203 : rejeté ; **rappel au règlement** de M. Pascal Arrighi ; amendement n° 109 de MM. Bockel, Belorgey, Gérard Fuchs et Mme Gaspard soutenu par M. Jean-Michel Belorgey (supprimant au début du huitième alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 les mots : « si l'autorité consulaire le demande ») ; inopportunité de faire dépendre la sauvegarde de droits individuels de personnes migrantes de l'intervention de leurs autorités nationales (p. 3274) ; expression « mise en mesure » signifiant que l'on procure à l'étranger le moyen de joindre son autorité consulaire ; intervention du consul n'apparaissant pas protectrice des droits des étrangers ; rejeté au scrutin public ; amendements identiques n°s 27 de la commission et 71 de M. Jean-Marie Le Pen (supprimant l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) ; reconduite à la frontière apparaissant moins grave que l'expulsion ; intervention de la commission composée de magistrats de l'ordre judiciaire et administratif dans le seul cas de l'expulsion ; personnes auxquelles le renouvellement de la carte de séjour temporaire a été refusé et qui se maintiennent néanmoins sur le territoire plus d'un mois (p. 3275) ; pratique des guichets ; impossibilité pour certaines personnes de s'expliquer devant une commisison pour démontrer qu'elles ont un droit à obtenir la prolongation de leur séjour ; confusion entre reconduite à la frontière et expulsion ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 110 de M. Jean-Marie Bockel : devenu sans objet ; amendement n° 72 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Roger Holeindre (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 22 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 3276) ; devenir de l'Algérie socialiste ; propos tenus par le recteur de la mosquée de Paris sur les propositions du Front national ; rétablissement des visas avec l'Algérie en contradiction avec les accords d'Evian ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 190 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Michel Sapin (prévoyant que le recours pour excès de pouvoir contre un arrêté de reconduite à la frontière suspend l'exécution de la décision) (p. 3277) ; comparaison entre procédure judiciaire et procédure administrative ; établissement de l'effet suspensif du recours ; principe de l'exécution immédiate des décisions administratives ; possibilité de sursis à exécution en matière d'entrée et de séjour des étrangers par l'intermédiaire de l'article R-96 du code des tribunaux administratifs ; amalgame entre étrangers honnêtes et malhonnêtes ; procédures devant les tribunaux administratifs (p. 3278) ; rejeté au scrutin public ;

— article 5, ainsi modifié, adopté au scrutin public.

Article 6 *(coordination)* : poursuite par le Gouvernement de la politique de la gauche ; insertion des immigrés en situation régulière ; négociation de l'implantation de la culture islamique en France ; position de M. Keitane « leader des beurs » conduisant à une remise en cause radicale de l'identité française (p. 3279) ; amendement n° 193 de la commission (de coordination) : adopté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(régime de l'expulsion)* : projet supprimant le caractère de gravité que la menace à l'ordre publique devait avoir selon la législation en vigueur ; maintien de la commission chargée de donner un avis sur certains problèmes liés aux expulsions ; existence de trois catégories d'étrangers en France ; cas de ceux ne souhaitant ni repartir ni s'assimiler ; maintien sur le territoire d'étrangers voulant conserver certaines de leurs coutumes, de leurs habitudes et pratiques culturelles (p. 3280) ; délégation aux préfets des départements sensibles des compétences d'urgence ; exemple où l'autorité administrative n'a pu pratiquer l'expulsion car la commission départementale avait donné un avis défavorable ; notion de menaces graves difficile à déterminer en droit (p. 3281) ; expulsion ne constituant pas une sanction supplémentaire mais une mesure de sûreté ; amendements identiques n° 111 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par Mme Georgina Dufoix et 159 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (de suppression) ; diminution du solde migratoire depuis 1981 ; conciliation de la fermeté aux frontières et de la justice ; renforcement de la liberté d'appréciation de l'administration et aggravation des risques d'erreurs et d'arbitraire ; lutte contre les mariages blancs ; avis de la commission d'expulsion s'imposant au ministre lorsqu'il est défavorable ; retour à la notion de simples menaces pour l'ordre public et au caractère consultatif de l'avis de la commission d'expulsion (p. 3282) ; évaluation de la quantité d'étrangers en situation irrégulière ; définition par la jurisprudence administrative de la notion de menace pour l'ordre public ; diminution du solde migratoire depuis 1981 ; amendements n°s 111 et 159 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 112 de M. Jean-Marie Bockel (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 après le mot « menace » le mot : « grave ») ; expulsion ne concernant pas les clandestins (p. 3283) ; compétence du ministre de l'intérieur pour prendre l'arrêté d'expulsion et du représentant de l'Etat dans les départements pour prendre la mesure de reconduite à la frontière ; amendement n° 112 : rejeté ; amendement n° 73 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu

par M. Christian Baeckeroot (prévoyant que peut être expulsé tout étranger condamné définitivement à une peine de prison ferme ou avec sursis) ; amendement n° 187 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Christian Baeckeroot (même objet) ; expulsion du délinquant étranger ; développement d'une catégorie de délinquants qui ne le seraient pas devenus s'ils avaient su que des menaces réelles pesaient sur eux ; amendements n°s 73 et 87 : rejetés ; amendement n° 74 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-François Jalkh (supprimant la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) (p. 3284) ; rejeté ; amendement n° 113 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Gérard Fuchs (insérant dans la deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 après le mot : « avis » le mot : « conforme ») ; exemples de cas où la commission a émis un avis contraire à celui du représentant du ministre de l'intérieur ; caractère non juridictionnel de la commission : rejeté ; amendement n° 114 de M. Jean-Marie Bockel (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : rejeté ; amendement n° 28 de la commission (substituant au début du dernier alinéa du texte proposé pour l'article 23 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 aux mots : « dans ceux des départements frontières qui figurent sur une liste arrêtée par le ministre de l'intérieur » les mots : « dans les départements d'outre-mer ») : adopté ; amendement n° 75 de M. Jean-Marie Le Pen : devenu sans objet ; amendement n° 188 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (prévoyant que la personne qui a fait l'objet d'une mesure d'expulsion ne peut plus revendiquer le statut de réfugié politique) ; cas des terroristes d'Allemagne, d'Italie ou d'Espagne qui viennent demander l'asile en France (p. 3285) ; rejeté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté au scrutin public (p. 3286).

Article 8 *(procédure d'expulsion)* : pouvoirs et mode de fonctionnement de la commisison chargée de donner au Gouvernement un avis sur les expulsions d'étrangers ; réduction de quinze à huit jours pour la notification de la réunion de la commission à l'étranger menacé d'expulsion ; possibilité d'arrêter l'expulsion prise à l'encontre d'un Français ; responsabilité de la commission compte tenu de sa composition ; amendements identiques n°s 76 de M. Jean-Marie Le Pen, 115 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Michel Sapin et 160 de M. Jacques Roux soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) ; amendement n° 76 : retiré (p. 3309) ; nécessité que la personne déférée devant la commission dispose du temps nécessaire pour préparer sa défense ; décision d'expulsion revenant au pouvoir exécutif ; amendements n°s 115 et 160 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 77 de M. Jean-Marie Le Pen (supprimant l'article 24 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) : retiré ; amendement n° 116 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Michel Sapin (conditions dans lesquelles peut avoir lieu la reconduite à la frontière et l'expulsion) ; reconduite à la frontière apparaissant moins grave que l'expulsion ; possibilité pour une personne reconduite à la frontière de revenir en France alors que sa situation a été régularisée ; rejeté (p. 3310) ; amendement n° 117 de M. Jean-Marie Bockel (supprimant le paragraphe I de cet article) ; condition de fonctionnement de la commission ; risques d'arbitraire et multiplication des procédures administratives ; rejeté ; amendement n° 118 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Gérard Fuchs (supprimant le paragraphe II de cet article) ; absence du caractère juridictionnel de la commission ; rejeté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 10 de M. Jean-Louis Masson (intervention de l'officier d'Etat civil avant le mariage d'un couple dont l'un au moins des futurs conjoints est étranger) ; non soutenu.

Article 9 *(personnes qui ne peuvent faire l'objet d'une expulsion)* : sédentarisation en France de la plus grande partie des étrangers (p. 3311) ; personnes non expulsables en vertu de la loi d'octobre 1981 ; fragilité de la deuxième génération d'immigrés ; responsabilité de la collectivité à l'égard de la deuxième génération ; risque de marginalisation ; problèmes de l'insertion ; inopportunité de déstabiliser l'immigré en voie d'insertion au moment où il renconte le plus de difficultés (p. 3312) ; article visant à lutter contre la petite délinquance et non contre les actes de terrorisme ; réalité de la petite délinquance étrangère ; possibilité d'acquérir la nationalité française après un délai de six mois à compter du mariage au terme de l'article 37-1 du code de la nationalité française ; institution sur la tête du mineur d'une responsabilité pénale du fait d'autrui (p. 3313) ; notion de communauté de vie effective ; déchéance de l'autorité parentale ; possibilité d'expulser un étranger qui aura été responsable de deux accidents de la circulation graves dans les dix dernières années ; protection des étrangers qui désirent s'insérer dans la communauté nationale ; amendements identiques n°s 78 de M. Jean-Marie Le Pen, 119 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par Mme Georgina Dufoix et 161 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Michel Peyret (de suppression) (p. 3314) ; amendement n° 78 : retiré ; création des conditions d'un petit terrorisme et d'une délinquance évidente ; impossiblité d'accepter l'expulsion des étrangers mineurs et des installés étrangers avant l'âge de dix ans ; inopportunité d'allonger la période probatoire des mariages unissant français et étrangers ; développement de la population maghrébine à Marseille d'ici une quinzaine d'année (p. 3315) ; dépassement du seuil de saturation dans un certain nombre de collectivités locales ; amendements n°s 119 et 161 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 120 de M. Jean-Marie Bockel (complétant le premier alinéa de l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par les mots : « ni d'une décision judiciaire de reconduite à la frontière en application de l'article 18 ») ; travail accompli dans les quartiers et dans les H.L.M. en faveur de l'insertion, du logement ou de la cohabitation de population rencontrant des difficultés à vivre ensemble ; nécessité d'éviter que les personnes non expulsables puissent être expulsées « par la bande » à la suite d'une décision de reconduite à la frontière (p. 3316) ; amendement n° 120 : rejeté ; amendement n° 121 de M. Jean-Marie Bockel (complétant le premier alinéa de l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par les mots : « ni d'un arrêté de reconduite à la frontière en application de l'article 22) : rejeté ; amendement n° 144 de M. Jean-Jacques Hyest (non expulsabilité de l'étranger mineur qui n'a pas atteint l'âge de seize ans) ; conditions nécessaires pour expulser un mineur ; possibilités de menaces contre l'ordre public de la part de mineur ; souci d'humanité ; mise en jeu par les mineurs de leur propre responsabilité (p. 3317) ; délinquance des mineurs qualifiés de « jeunes Yougoslaves » ; organisation de la délinquance des jeunes Yougoslaves par les parents ou par la famille ; amendement prenant en compte la situation de certains jeunes adolescents Français ou étrangers pouvant relever du tribunal pour enfants ; amendement n° 144 : rejeté au scrutin public (p. 3318) ; amendement n° 194 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 29 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 122 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Gérard Velzer (supprimant après les mots : « dix-huit ans » la fin du deuxième alinéa (1°) du paragraphe I de cet article) ; article donnant à l'autorité administrative un pouvoir discrétionnaire pour apprécier la possibilité de subvenir à des besoins ; pourcentage des étrangers résidant en France y habitant depuis plus de dix ans ; amendement n° 194 : adopté ; amendement n° 29 : satisfait ; amendement n° 122 devenu sans objet ; amendement n° 123 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Gérard Fuchs (insérant après le deuxième alinéa (1°) du paragraphe I de cet article l'alinéa suivant : « l'étranger qui justifie par tous moyens résider en France habituellement depuis au plus l'âge de dix ans ») ; problème des enfants yougoslaves ; cas des enfants arrivés en France avant l'âge de dix ans (p. 3319) ; immigrés de la deuxième génération ; impossibilité d'expulser des enfants arrivés en France avant l'âge de dix ans ; cas des étrangers voulant s'intégrer et redoutant d'en être empêchés par d'autres étrangers ; inopportunité de ne pas prévoir dans la loi l'interdiction d'expulser les jeunes (p. 3320) ; amendement n° 123 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 145 de M. Jean-Jacques Hyest (situation de l'étranger mineur âgé de seize ans au moins et de moins de dix-huit ans) : devenu sans objet ; amendement n° 124 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (substituant dans le troisième alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « un an » les mots : « six mois ») ; code de la nationalité prévoyant que la communauté de vie dans le mariage pouvait être considérée comme effective au bout de six mois ; amendement n° 124 : rejeté ; amendement n° 125 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Gérard Welzer (rédigeant ainsi le quatrième alinéa (3°) du paragraphe I de cet article : « (3°) étranger père ou mère d'un enfant français résidant en France ; ne peuvent se prévaloir de cette disposition les personnes déchues de l'autorité parentale au sens des articles 378 et 378-1 du code civil ») ; effectivité de la participation à l'éducation de l'enfant ; code civil ne prévoyant pas dans ses articles la notion d'autorité parentale partielle (p. 3321) ; intégration ne signifiant pas la banalisation de la délinquance ; rejeté ; amendement n° 30 de la commission (complétant l'avant-dernier alinéa (3°) du paragraphe I de cet article par les mots : « ou qu'ils subviennent effectivement à

ses besoins ») : adopté ; amendement n° 41 de la commission (de coordination) ; inexpulsabilité des enfants arrivés en France avant l'âge de dix ans ; application du seuil de condamnation des étrangers arrivés en France avant l'âge de dix ans et à ceux qui en durée y résident depuis plus de dix ans ; inexpulsabilité des enfants arrivés en France avant l'âge de dix ans sauf s'ils tombent dans le droit commun de l'expulsion (p. 3322) ; inopportunité d'expulser des gens vers des pays qui ne représentent rien à leur yeux ; possibilité pour les jeunes arrivés en France avant l'âge de dix ans de demander et d'obtenir la nationalité française ; non identité des droits entre étrangers et nationaux ; amendement n° 41 : adopté au scrutin public ; amendement n° 126 de M. Jean-Marie Bockel : retiré ; amendement n° 31 de la commission (de coordination) ; amendement n° 11 de Jean-Louis Masson (rédigeant ainsi après les mots : « égal à la fin » du dernier alinéa du paragraphe I de cet article : « un mois d'emprisonnement ou à plusieurs peines d'emprisonnement au moins égal à un mois ou à une peine au moins égal à trois mois d'emprisonnement avec sursis) : non soutenu (p. 3323) ; nécessité d'atteindre un certain âge pour demander la nationalité française ; inopportunité de comparer six mois d'emprisonnement ferme et un an avec sursis pour une ou plusieurs condamnations ; mesures visant l'ensemble de la jeunesse immigrée ; amendement n° 31 : adopté ; amendement n° 15 et 16 de M. Michel Hannoun : devenus sans objet ; amendement n° 127 de M. Jean-Marie Bockel (supprimant le paragraphe 3 de cet article) : rejeté au scrutin public ;

— article 9, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Après l'article 9 : amendement n° 17 de M. Michel Hannoun (prévoyant que l'étranger qui n'est pas expulsable ni reconductible à la frontière reçoit une carte de séjour) ; vide juridique dans lequel se trouvent les étrangers qui ne sont ni expulsables ni reconductibles à la frontière et qui ne peuvent prétendre à l'attribution de plein droit d'une carte de résident (p. 3324) ; possibilité d'attribution d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident après étude individuelle du dossier ; amendement n° 17 de M. Michel Hannoun retiré ; amendement n° 17 : repris par le groupe socialiste et soutenu par M. Jean-Marie Bockel : rejeté ; amendement n° 128 de M. Jean-Marie Bockel (prévoyant que l'étranger qui fait l'objet d'une décision judiciaire ou d'un arrêté de reconduite à la frontière ou d'un arrêté d'expulsion et qui ne peut ni regagner son pays d'origine ni se rendre dans aucun autre pays reçoit un titre de séjour) ; type de délinquants qui n'ont plus aucun lien avec un quelconque pays ; rejeté (p. 3325).

— **Article 10** *(expulsion en cas d'urgence absolue)* : référence à la nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou pour la sécurité publique ; maintien d'une hiérarchie dans le régime d'expulsion ; possibilité pour le ministre de prendre un arrêté d'expulsion sans que l'étranger puisse comparaître devant la commission d'expulsion ; risque de dérapage parfois grave (p. 3342) ; texte donnant des garanties aux fonctionnaires et à la juridiction administrative ; amendements identiques n°s 129 Jean-Marie Bockel soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut et 162 de M. François Asensi soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) ; rareté des mesures d'expulsion ayant fait l'objet d'annulation par le Conseil d'Etat ; institution d'une procédure discriminatoire ; risque de multiplication des accrocs ; caractère vague de la notion d'ordre public ; insertion de la notion d'urgence absolue dans le texte de 1981 (p. 3343) ; amendements n°s 129 et 162 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 130 de M. Jean-Marie Bockel (rédigeant ainsi après les mots : « être prononcée » la fin du deuxième alinéa de cet article : « lorsqu'elle répond à une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou pour la sécurité publique ») : rejeté ; amendement n° 131 de M. Jean-Marie Bockel (prévoyant que la procédure de cet article n'est pas applicable aux étrangers mineurs de 18 ans) ; amendement n° 148 de M. Jean-Jacques Hyest (prévoyant que cette procédure n'est pas appliquée aux étrangers mineurs n'ayant pas atteint l'âge de seize ans) ; impossibilité de croire que les étrangers mineurs représentent une menace d'une particulière gravité pour l'ordre public ; amendement n° 148 : retiré ; amendement n° 148 : repris par les membres du groupe socialiste ; protection des mineurs en cas d'urgence absolue comme dans le cas d'une « expulsion normale » (p. 3344) ; nécessité de laisser à l'Etat la possibilité de procéder aux opérations rendues nécessaires par le comportement criminel de certains jeunes ; cas des commandos suicides d'enfants syriens opérant au Liban ; amendement n° 131 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 148 : rejeté au scrutin public ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 79 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-François Jalkh (supprimant le deuxième alinéa de l'article 26 de l'ordonnance du 2 novembre 1945) ; champ d'application de la procédure d'urgence absolue (p. 3345) ; proximité entre les députés du Front national et certains de la majorité ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 32 de la commission (de coordination) : adopté.

Article 11 *(exécution d'office de l'arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière)* : point de départ de la procédure partant de la notification ; notification permettant la mise en œuvre d'un certains nombre de garanties (p. 3346) ; exécution d'office de l'arrêté par l'administration ; rédaction contraire aux principes généraux du droit public ; recours ne pouvant être exercé que si la personne a eu connaissance de la décision par notification ; notification créant l'opposabilité aux tiers ; amendements identiques n°s 132 de M. Jean-Marie Bockel et 163 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Jean Jarosz (de suppression) ; inopportunité de rendre possible l'exécution d'office de l'arrêté prononçant la reconduite à la frontière (p. 3347) ; nécessité pour l'administration de pouvoir faire son travail ; absence d'effets suspensifs des recours en droit commun ; lenteur et engorgement des tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 133 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par Mme Françoise Gaspard (rédigeant ainsi le début du texte proposé pour l'article 26 *bis* de l'ordonnance du 2 novembre 1945 : « après notification à l'intéressé, l'arrêté... ») ; notification apparaissant comme une nécessité dans le droit commun positif car elle crée l'opposabilité aux tiers ; rejeté ; amendement n° 134 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Gérard Fuchs (supprimant dans le texte proposé pour l'article 26 *bis* de l'ordonnance du 2 novembre 1945 les mots : « ou la reconduite à la frontière ») ; différence qualitative entre expulsion et reconduite à la frontière ; distinction fondamentale entre les sanctions ne touchant pas aux éléments de procédure qui entourent ces mêmes sanctions ; rejeté (p.3348) ; amendement n° 18 de M. Michel Hannoun (complétant le texte proposé pour l'article 26 *bis* de l'ordonnance du 2 novembre 1945 par les mots : « conformément aux articles 22 et 23) : retiré ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(sanctions pénales du non respect des mesures d'éloignement du territoire)* : mission pour laquelle sont investis les députés du Front national ; bagarre survenue dans le quartier turc de Paris, opposant Turcs de gauche contre Turcs de droite ; inassimilation des Tamouls installés à Ceylan depuis deux siècles ; situation des Pakistanais en Angleterre ; caractère de parti politique de l'amical des Algériens en Europe (p. 3349) ; lutte contre la clandestinité passant par la lutte contre les employeurs de main-d'œuvre clandestine ; amendement n° 135 de M. Jean-Marie Bockel (supprimant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 les mots : « ou qui aura tenté de se soustraire ») ; suppresion de la notion de la tentative de se soustraire à l'exécution d'un arrêté d'expulsion ; rejeté ; amendement n° 33 de la commission (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 aux mots : « à celle de la mesure prescrite à l'article 272 du code pénal » les mots : « d'une mesure de reconduite à la frontière ») ; expulsion des vagabonds ; adopté ; (p. 3350) ; amendement n° 80 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Bruno Gollnisch (subsitutant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 aux mots : « six mois à trois mois » les mots : « cinq ans ») ; étrangers expulsés disposant d'une très grande quantité de moyens dilatoires ; rejeté ; amendement n° 189 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Bruno Gollnisch (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 aux mots : « six mois à trois ans » les mots « dix mois à trois ans ») ; refus de l'accès sur leur sol de la part des pays dont sont originaires les plus importantes communautés étrangères sur le territoire français ; retiré ; amendement n° 136 de M. Jean-Marie Bockel (inapplicabilité de la disposition prévue à l'article 12 lorsque l'étranger se trouve dans l'impossibilité de quitter le territoire français) ; nécessité d'éviter la multiplication des situations de non droit ; rejeté ; amendement n° 34 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 81 de M. Jean-Marie Le Pen : devenu sans objet ; amendement n° 137 de M. Jean-Marie Bockel (substituant dans le dernier aliéna du texte proposé pour l'article 27 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 au mot : « dix » le mot : « trois ») ; possibilité pour le tribunal de prononcer à l'encontre du condamné l'interdiction du territoire

pour une durée pouvant aller jusqu'à dix ans (p. 3351), rejeté ; amendement n° 195 de la commission (précisant que l'interdiction du territoire emporte de plein droit reconduite du condamné à la frontière le cas échéant à l'expiration de sa peine d'emprisonnement) ; adopté ; amendement n° 138 de M. Jean-Marie Bockel (prévoyant que ces dispositions ne sont pas applicables aux étrangers mineurs de dix-huit ans) ; rejeté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(assignation à résidence) :* extension du champ d'application de l'assignation à résidence à l'étranger ayant fait l'objet d'une mesure de reconduite à la frontière lorsqu'il ne peut être envoyé dans son pays d'origine ni dans aucun autre pays ; difficultés rencontrées dans l'exécution des jugements de reconduite à la frontière des ressortissants marocains (p. 3352) ; risque de dérapage ; rappel au règlement de M. Pascal Arrighi ; engagement du Gouvernement à ce que les décisions administratives soient appliquées ; amendement n° 35 de la commission (insérant dans l'article 28 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 après les mots : « l'étranger qui a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion » les mots : « ou qui doit être reconduit à la frontière ») ; unification des conditions dans lesquelles une mesure d'éloignement du territoire peut être écartée à la demande de l'intéressé lui-même et donner lieu à une assignation à résidence (p. 3353) ; adopté.

En conséquence ce texte devient l'article 13 ; amendement n° 139 de M. Jean-Marie Bockel : devenu sans objet.

Article 14 : *(maintien administratif des étrangers) :* mot d'ordre circulant à l'initiative des autorités maghrébines de la prison des Baumettes ; amendement n° 82 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Bruno Gollnisch (rétention de l'étranger par décision écrite motivée du préfet) : retiré ; amendement n° 140 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par Mme Georgina Dufoix (supprimant le paragraphe I de cet article) : rejeté ; amendement n° 141 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par Mme Georgina Dufoix (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article après le mot : « soit » les mots : « ayant plus de dix-huit ans ») : rejeté ; amendement n° 36 de la commission (rédactionnel) (p. 3354) ; adopté ; amendement n° 164 de M. Georges Hages soutenu par M. Michel Peyret (supprimant le paragraphe II de cet article) ; refus de l'extension de la retenu administrative des étrangers) : rejeté ; amendement n° 37 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 204 du Gouvernement (rédigeant ainsi après les mots : « départ d'un étranger » la fin du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article : « qui a fait l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'une mesure de reconduite à la frontière ») ; possiblité pour le préfet de maintenir dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire l'étranger qui n'est pas en mesure de déférer immédiatement à la décision lui refusant l'autorisation d'entrer sur le territoire ou faisant l'objet d'un arrêté d'expulsion ; prolongation du délai à soixante-douze heures en cas de difficultés particulières faisant obstacle au départ d'un étranger dont l'expulsion a été décidée ; adopté ; amendement n° 165 de M. Jean Giard soutenu par M. Michel Peyret (de conséquence) : rejeté ; amendement n° 38 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 205 du Gouvernement (insérant après la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article la phrase suivante : « ce droit d'appel appartient également au ministère public et aux représentants de l'Etat dans les départements ») ; possibilité pour les commissaires de la République et les procureurs de la République d'interjeter appel (p. 3355) ; droit reconnu aux représentants de l'Etat en matière d'infraction forestière, de pêche, de chasse ou de voierie ; l'amendement n° 205 devient l'amendement n° 205 rectifié (insérant après la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article « outre à l'intéressé et au ministère public, le droit d'appel appartient au représentant de l'Etat dans le département ») : adopté ;

— article 14, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 9 de M. Michel Hannoun (constitution d'une délégation parlementaire pour les problèmes de l'immigration) : retiré.

Avant l'article 15 : amendement n° 1 de M. Jean-Louis Masson (possibilité pour les collectivités locales de réserver aux nationaux les prestations supplémentaires d'aide sociale) ; non soutenu.

Titre II : *Dispositions diverses.*

Article 15 *(non motivation des décisions de refus du visa d'entrée en France) :* obligation de motiver résultant de la loi de 1979 ; refus de l'entrée du territoire à un étranger motivé par des questions de sécurité et d'ordre public (p. 3356) ; contentieux dans les juridictions administratives entraînés par le principe de la motivation ; nécessité d'une motivation dès lors qu'un acte administratif fait grief ; amendements identiques n°s 142 de M. Jean-Marie Bockel et 166 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) ; champ d'application de la loi de 1979 ; exclusion des services diplomatiques et consulaires ; inexistence d'une motivation de refus de visa dans aucun pays au monde ; amendements n°s 142 et 166 : rejetés ;

— article 15, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *(dispositions transitoires concernant les mineurs étrangers) :* regroupements familiaux ; augmentation du nombre de chômeurs ; nécessité de réserver les prestations sociales par priorité aux Français (p. 3357) ; mise en situation régulière des enfants entrés sur le territoire avant le 7 décembre 1984 ; adaptation du droit aux faits ; situation inextricable résultant de la combinaison de la loi du 17 juillet 1984 et des textes récents sur l'immigration familiale ; amendement n° 147 de M. Jean-Jacques Hyest (insérant dans cet article après les mots : « cette date » les mots : « et jusqu'à qu'ils aient, le cas échéant, atteint l'âge de seize ans ») ; prise en considération du cas d'un mineur étranger entré en France à l'âge de 15 ans et neuf mois avant le 7 décembre 1984) retiré ;

— article 16, adopté au scrutin public (p. 3358).

Article 17 *(application du droit commun aux départements d'outre-mer) :* comportement dangereux de MM. Ibrahim Sousse et Omar Massalha tous deux membres de l'O.L.P. et résidant à Paris ; situation de l'étranger n'obtenant pas le droit de passage ; société multi-culturelle contribuant à l'éclatement de la société française ; développement d'une colonisation à l'envers (p. 3359) ; apport des différentes cultures à la construction de la France ; divergences apparues entre les membres de la majorité ; lutte contre l'immigration clandestine et droit pour ceux qui sont en situation régulière de pouvoir être protégés ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 39 de la commission (abrogeant l'article 272 du code pénal) ; cas des vagabonds expulsables ; adopté ; amendement n° 83 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-François Jalkh (régime des associations étrangères) ; suppression de l'obligation faite aux associations étrangères de déposer une autorisation préalable auprès de l'administration (p. 3360) ; liberté d'association accordée en 1981 aux étrangers ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 84 de M. Jean-Marie Le Pen soutenu par M. Jean-Pierre Reveau (abrogeant les articles 23 et 44 du code de la nationalité) ; principe de l'accès automatique des jeunes immigrés à la nationalité française ; rejeté au scrutin public.

Seconde délibération du projet de loi : (p. 3361).

Article 2 : priorité de l'insertion ; création d'un sentiment d'insécurité et de précarité chez quatre millions d'étrangers pour quelques centaines d'expulsions et quelques milliers de reconduites à la frontière de plus ; problème des enfants de la deuxième génération ; **rappel au règlement** de M. Jean Brocard ; amendement n° 1 de la commission (remplaçant au début de cet article les mots : « la carte de résident est délivrée de plein droit » par les mots : sauf si la présence de l'étranger constitue une menace pour l'ordre public, la carte de résident est délivrée de plein droit ») (p. 3362) ; vote négatif dont a fait l'objet l'article 2 ; assouplissement de la condition relative à la non condamnation pénale ; absence de droits acquis pour les étrangers à demeurer sur le sol national ; amendement n° 1 : adopté ;

En conséquence article 2 est ainsi rétabli (p. 3363).

Explications de vote (p. 3363).

Abstention du groupe Front national : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 3366).

Communautés étrangères (déstabilisation des-) : *Dufoix (Georgina)* (p. 3366).

Convention franco-allemande portant suppression des contrôles aux frontières : *Debré (Michel)* (p. 3364) ; *Pandraud (Robert)* (p. 3370).

Education et langue française (intégration par l'- et la-) : *Debré (Michel)* (p. 3364).

Employeurs de travailleurs clandestins (lutte contre les-) : *Ducoloné (Guy)* (p. 3367).

Guerre (attitude des communautés étrangères en cas de-) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 3365).

Identité française : *Dufoix (Georgina)* (p. 3367).

Impuissance des gouvernements successifs face à l'immigration : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 3365).

Législations étrangères : *Debré (Michel)* (p. 3363).

Loi de 1981 (inefficacité des dispositifs de la-) : *Pandraud (Robert)* (p. 3368, 3369).

Ordre public (interprétation jurisprudentielle de la notion d'-) : *Pandraud (Robert)* (p. 3369).

Police de l'air et des frontières (moyens de la-) : *Pandraud (Robert)* (p. 3370).

Politique nataliste (mise en œuvre d'une-) : *Debré (Michel)* (p. 3364).

Société pluriculturelle (possibilité pour la France de devenir une-) : *Dufoix (Georgina)* (p. 3366).

Vote négatif du groupe du communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 3368).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Debré (Michel)* (p. 3364).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 3368).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3371).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [7 août 1986] (p. 4136).

Assimilation des étrangers : *Mazeaud (Pierre)* (p. 4136, 4137).

Code de la nationalité (réforme du-) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 4136) ; *Hannoun (Michel)* (p. 4138).

Communautés étrangères (déstabilisation des-) : *Worms (Jean-Pierre)* (p. 4139).

Convention européenne sur les travailleurs migrants : *Hannoun (Michel)* (p. 4137, 4138).

Démographie (problème de la-) : *Sergent (Pierre)* (p. 4138).

Etrangers entrés en France avant l'âge de dix ans (délivrance de plein droit de la carte de résidence aux-) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 4136).

Expulsion des mineurs : *Mazeaud (Pierre)* (p. 4136) ; *Pandraud (Robert)* (p. 4137).

Flux migratoire : *Hannoun (Michel)* (p. 4137) ; *Pandraud (Robert)* (p. 4137).

Reconduite à la frontière : *Mazeaud (Pierre)* (p. 4136).

Secrétariat d'Etat à l'immigration et police des étrangers (création d'un- et d'une-) : *Sergent (Pierre)* (p. 4138).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 4140, 4141).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 4141).

6. — Proposition de loi n° 230 relative à l'**expulsion des étrangers en infraction avec la loi.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Jean-François Jalkh. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Sirgue (23 octobre 1986).

7. — Proposition de loi n° 353 tendant à modifier les conditions de fonctionnement de l'**Office français de protection des réfugiés et apatrides** créé par la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par M. Pierre de Benouville et M. Jean-Pierre Bechter. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

8. — Proposition de loi n° 457 tendant à autoriser **l'exécution d'office d'un arrêté d'expulsion ou de reconduite à la frontière d'un étranger, malgré l'opposition de celui-ci.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Jean-Pierre Stirbois. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Sirgue (27 novembre 1986).

Voir *Lois de finances* **2.**
Questions au Gouvernement **47, 82, 145.**

Contrôle d'identité des -

Voir *Ordre public* **5.**

- délinquants

Voir *Questions au Gouvernement* **237.**

Etudiants étrangers

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Enseignement supérieur et recherche II.

Expulsion d'-

Voir *Etrangers* **5.**
Questions au Gouvernement **183.**

Immigration clandestine

Voir *Questions au Gouvernement* **107.**

Régime juridique des -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**

ETUDIANTS

Protection sociale des -

Voir *Traités et conventions* **5.**

ETUDIANTS ET LYCEENS

Manifestations d'-

Voir *Projet Devaquet.*
Questions au Gouvernement **247, 248.**

EUREKA (projet)

Voir *Questions au Gouvernement* **148**
Questions orales sans débat **38, 76.**

EURODISNEYLAND (projet d'-)

Voir *Questions au Gouvernement* **145.**
Questions orales sans débat **60.**

EUROPE

Voir *Traités et conventions* **6.**

Défense de l'-

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, défense.

EUROPE DES TRANSPORTS

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

EXAMENS, CONCOURS ET DIPLOMES

Diplômes nationaux et diplômes d'université

Voir *Enseignement supérieur et post-baccalauréat* **5.**

Doctorats (régime des -)

Voir *Enseignement supérieur et post-baccalauréat* **5.**

Droits d'inscription aux concours administratifs

Voir *Loi de finances rectificative* **1,** article 4.

EXCEPTIONS D'IRRECEVABILITE

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**
Enseignement supérieur et post-bacalauréat **5.**
Etrangers **5.**
Loi de finances rectificative **1**
Nouvelle-Calédonie **1.**
Ordre public **4, 6.**
Parlement **2.**
Politique économique et sociale **1.**

Presse, édition et imprimerie **2**
Procédure pénale **1**.
Travail **9, 13, 14.**

EXONERATIONS
Voir *Impôts et taxes* **5.**

EXPULSIONS
Voir *Etrangers* **5, 6.**

EXPULSIONS ET SAISIES
Voir *Logement et habitat* **2.**
Questions au Gouvernement **239.**

F

FAILLITES, REGLEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS

1. — Proposition de loi n° 167 tendant à renforcer la **responsabilité des personnes morales et de leurs dirigeants** en cas de règlement judiciaire.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Jean-Jacques Barthe et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — Proposition de loi n° 240 tendant à modifier diverses dispositions d'ordre social incluses dans la loi n° 84-148 du 1er mars 1984 relative à la prévention et au **règlement amiable des difficultés des entreprises**, modifiée par la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Gilbert Gantier et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3. — Proposition de loi n° 241 tendant à modifier diverses dispositions d'ordre social de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au **redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Gilbert Gantier et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

4. — Proposition de loi n° 286 tendant à compléter et modifier la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au **redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Henri Louet. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

5. — Proposition de loi n° 416 tendant à modifier l'article 57 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 et à permettre la continuation des **publications attachées au jugement d'ouverture consécutif à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 octobre 1986 par M. Jean-Marie Demange. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean Allard (27 novembre 1986).

Voir *Questions orales sans débat* **152.**

FAIM DANS LE MONDE
Voir *Coopération et développement* **1.**

FAITS PERSONNELS

1. - M. Jean-Claude Martinez : ses observations sur sa « légèreté intellectuelle » dont l'a accusé M. Philippe Séguin ; illégitimité permanente du recours aux ordonnances ; exercice de la souveraineté nationale ; recours aux décrets-lois en 1924 [23 avril 1986] (p. 377).

2. - M. Raymond Douyère : précise qu'il n'est pas un « menteur » contrairement aux affirmations de M. Pierre Mauger ; assimile ce dernier au « petit vieux » qui à la fin du « bébête show » s'exclame : « intellectuel non ? » ; M. Pierre Mauger : précise que son affirmation avait le caractère d'une interrogation [5 mai 1986] (p. 679) ; M. Georges Hage (p. 679).

3. - Mme Huguette Bouchardeau : ses observations sur la mise en cause dont elle a été l'objet de la part du ministre de l'industrie, des P.T.T. et du tourisme ; information relative à l'accident de Tchernobyl ; indignité à utiliser la peur ; imprécision des informations fournies par les spécialistes [14 mai 1986] (p. 909) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P.T.T. et du tourisme : impossibilité d'exploiter la peur ; regrette la suppression du conseil d'information sur l'énergie nucléaire ; rétablissement de cette structure sous une forme opérationnelle (p. 909).

4. - M. Jean-Claude Martinez : ses observations sur les propos de M. Pierre Joxe relatifs à son intervention [15 mai 1986] (p. 939).

5. - M. Georges Hage : interdiction de la constitution de groupe de défense d'intérêts particuliers, locaux ou professionnels [5 juin 1986] (p. 1812) ; M. André Billardon, vice-président (p. 1812).

6. - M. Guy Herlory : précise que les députés du Front national ne sont pas situés à l'extrême droite mais incarnent la droite populaire et nationale [6 juin 1986] (p. 1863).

7. - M. Christian Goux : position de M. Tranchant lors de la création de l'obligation du paiement par chèque au-delà de 5 000 francs en novembre 1983 [24 juin 1986] (p. 2409).

8. - M. Louis Mermaz : nécessité d'apporter de la mesure dans les propos dès lors que ceux-ci ne sont pas susceptibles de poursuites lorsqu'ils sont prononcés dans l'Assemblée ; rappelle que son nom a été prononcé dans l'affaire de l'O.N.A.S.E.C. ; chantage exercé par M. Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés à l'encontre de M. Morin, président du conseil d'administration de l'Office ; soi-disant « arrosage de l'Aude » ; explications fournies par M. Raymond Courrière, précédent secrétaire d'Etat ; apparente M. Santini à un secrétaire d'Etat aux calomnies [25 juin 1986] (p. 2458).

9. - M. Bruno Gollnisch : mort d'un enfant constituant un drame affreux ; attitude du journal Hara-Kiri lors d'un accident à l'occasion duquel plusieurs centaines de jeunes sont morts brûlés vifs dans un dancing à Saint-Laurent-du-Pont [2 juillet 1986] (p. 2781).

10. - M. Jean-Pierre Schenardi : demande l'application de l'article 71-5 du règlement à l'encontre de M. Guy Ducoloné ; rappelle que le fascisme est une déviation du socialisme et que M. Bettino Craxi s'appelle en réalité M. Benito Craxi ; précise que si « M. Guy Ducoloné n'avait pas ce grand âge, il lui demanderait réparation de ce qu'il a dit sur la pelouse de l'Assemblée nationale » [11 juillet 1986] (p. 3220).

11. - M. Roger Holeindre : tient à préciser que personne ne l'a jamais traité « de menteur » ; précise qu'il n'a fait que citer une phrase de Mme Georgina Dufoix et une phrase de l'ancien ministre des affaires étrangères [11 juillet 1986] (p. 3220) ; M. Guy Ducoloné : précise que des propos racistes et xénophobes ont été prononcés ; estime que les propos de M. Roger Holeindre rappelant une déclaration de Maurice Thorez à M. Sainteny au moment de la guerre d'Indochine sont erronés (p. 3220).

12. - M. Jean-Claude Martinez : regrette d'avoir été mis en cause par MM. Guy Ducoloné et Guy Bêche ; explique pourquoi il a accolé les termes « mythologique » et « Résistance » et, « Résistance » et « sécurité sociale » ; refuse d'être confondu avec ceux qui « offrent des appartements et des voitures à des hotesses ou détournent dans l'Isère des fonds pour leur campagne électorale » [25 juillet 1986] (p. 3884).

13. - M. Jean-Claude Martinez : notion de « fait du Prince » ; décision de saisine du Conseil constitutionnel ; nécessité de faire entrer les cotisations sociales dans le domaine des taxes parafiscales [25 juillet 1986] (p. 3910).

14. - M. François Loncle : insultes prononcées par M. Michel Péricard à son encontre lors de la lecture du

rapport sur le projet de loi réformant l'audiovisuel ; nombre de licenciements pour délit d'opinion prononcés en 1974 ; précise que, lorsqu'il travaillait à la télévision, « il n'avait pas de ligne directe entre son bureau et le ministère de l'information », à l'instar de M. Michel Péricard [4 août 1986] (p. 4013) ; M. Michel Péricard : rappelle que, lors de la présentation de son rapport sur l'audiovisuel, M. Loncle l'a traité de « valet de chambre » (p. 4014).

15. - M. Pascal Arrighi : rôle du rapporteur spécial [21 octobre 1986] (p. 5103).

16. - M. Dominique Strauss-Kahn : possibilité pour un fonctionnaire d'exercer des responsabilités politiques dans une organisation ; possibilité pour le Gouvernement de reprocher à ce fonctionnaire ses prises de position politique dans le seul cas où elles lui porteraient tort [22 octobre 1986] (p. 5199) ; M. Bruno Durieux : incompatibilité entre l'exercice des fonctions de commissaire ou de commissaire-adjoint au Plan et l'exercice de responsabilités politiques notoires ; absence de mise en cause de M. Dominique Strauss-Kahn dans sa manière de servir ou sa compétence (p. 5199).

17. - M. Roger Holeindre : proteste contre les déclarations de M. Elie Castor à son égard ; « Plan vert » en Guyane [26 novembre 1986] (p. 6807) ; bilan positif de l'arrivée de 1 500 laotiens en Guyane (p. 6808).

18. - M. Hector Rolland : sa mise en cause par M. Pierre Joxe laissant entendre qu'« il ne savait pas lire » ; compliments du Président de la République sur ses écrits ; précise qu'il a fait part à M. Alain Devaquet de son opinion sur son projet de loi ; propos des manifestants n'étant pas dirigés contre le projet de loi Devaquet mais contre une forme de société [4 décembre 1986] (p. 7120).

19. - M. Christian Pierret : propos insultants employés à son égard par M. Alain Juppé à propos de l'inflation ; analyse de la situation par M. Jacques Chirac ; différentiel entre la France et la R.F.A. ; ampleur des interventions de la Banque de France pour soutenir le franc [11 décembre 1986] (p. 7517, 7518) ; M. Alain Juppé : caractère non injurieux de ses propos envers M. Christian Pierret ; rappelle qu'il a été traité d'« incompétent » ; coïncidence entre les propos de M. Jacques Chirac et les siens sur l'inflation ; différentiel d'inflation avec la R.F.A. (p. 7518).

FAMILLE

1. — Proposition de loi n° 118 tendant à instituer l'égalité des parents d'enfants naturels et des parents divorcés en matière d'**autorité parentale**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Jean-Jacques Barthe et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (20 juin 1986).

2. — Proposition de loi n° 128 tendant à reconnaître certains droits supplémentaires à la femme, mère de famille, et, à assimiler au regard de l'impôt sur le revenu les **contribuables vivant en état de concubinage notoire** aux **contribuables mariés**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Michel Debré et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi d'orientation familiale n° 175.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Jean Briane. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Proposition de loi n° 236 pour **la femme, l'enfant et la famille**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par Mme Florence d'Harcourt. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. — Projet de loi n° 427 relatif à la **famille**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 29 octobre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille. — Urgence déclarée le 30 octobre 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Bernard Debré (5 novembre 1986). Rapport n° **438** (12 novembre 1986). — Discussion les 18 et 19 novembre 1986. — Adoption le 19 novembre 1986. Projet de loi n° **44**.

Sénat (première lecture), n° **76** (1986-1987). — Dépôt le 20 novembre 1986. Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Henri Collard. — Rapport n° **90** (1986-1987) (4 décembre 1986). — Discussion les 8 et 9 décembre 1986. — Adoption le 9 décembre 1986. – Projet de loi n° **22** (1986-1987).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **528**. — Dépôt le 9 décembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire.

Nomination [*J.O.* du 12 décembre 1986] (p. 14937). — Bureau [*J.O.* du 13 décembre 1986] (p. 14971).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Bernard Debré. Rapport n° **548** (12 décembre 1986). — Discussion le 17 décembre 1986. — Adoption avec modifications le 17 décembre 1986. — Projet de loi n° **79**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. — Rapport n° **110** (1986-1987) (12 décembre 1986). Discussion le 20 décembre 1986. — Adoption définitive le 20 décembre 1986. — Projet de loi n° **44** (1986-1987).

Loi n° 86-1307 du 29 décembre 1986. Publiée au *J.O.* du 30 décembre 1986 (p. 15771).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 novembre 1986] (p. 6461, 6484), [19 novembre 1986] (p. 6517).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe (p. 6469) : *Frachon (Martine)* (p. 6469, 6470, 6471) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 6471, 6472, 6473, 6474) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6474, 6475) ; rejetée au scrutin public (p. 6475).

Question préalable de M. Pierre Joxe (p. 6475) : *Dufoix (Georgina)* (p. 6475, 6476, 6477) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 6484, 6485, 6486) ; *Debré (Bernard)* (p. 6486, 6487) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6487, 6488) ; rejetée au scrutin public (p. 6488).

Allocation de garde pour les enfants à domicile : *Debré (Bernard)* (p. 6464) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6487) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6475) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6477) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6494) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 6499) ; *Briant (Yvon)* (p. 6501) ; *de Robien (Gilles)* (p. 6519) ; *Leroux (Ginette)* (p. 6526) ; *Chapuis (Robert)* (p. 6527).

Allocation pour jeune enfant : *Debré (Bernard)* (p. 6464).

Allocation parentale d'éducation : *Debré (Bernard)* (p. 6464, 6519) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6467, 6468, 6487, 6530, 6531) ; *Frachon (Martine)* (p. 6470) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6575) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6477) ; *Papon (Christiane)* (p. 6492) ; *Michel (Jean-François)* (p. 6496) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6500) ; *Briant (Yvon)* (p. 6501) ; *Roudy (Yvette)* (p. 6517) ; *de Robien (Gilles)* (p. 6519) ; *Boisseau (Marie-Thérèse)* (p. 6522) ; *Chapuis (Robert)* (p. 6527).

Cumul de l'A.P.E. et de l'A.J.E. (absence de -) : *Toutain (Ghislaine)* (p. 6494) ; *Bélorgey (Jean-Michel)* (p. 6500) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6522) ; *Debré (Bernard)* (p. 6522) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6531).

Déclin démographique de la France et de l'Europe et nécessité d'une politique nataliste : *Debré (Bernard)* (p. 6461) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6466) ; *Frachon (Martine)* (p. 6469) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 6471) ; *Papon (Christiane)* (p. 6491) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6494) ; *Michel (Jean-François)* (p. 6495) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 6497) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 6498) ; *Briant (Yvon)* (p. 6501) ; *Boisseau (Marie-Thérèse)* (p. 6522) ; *Hannoun (Michel)* (p. 6523).

Dépenses supplémentaires imputables au projet : *Barrot (Jacques)* (p. 6475) ; *Debré (Bernard)* (p. 6487) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6487, 6530) ; *Bayard (Henri)* (p. 6488, 6489).

Enfants maltraités : *Herlory (Guy)* (p. 6503, 6504) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6530).

Excédents de la C.N.A.F. (utilisation des-) : *Debré (Bernard)* (p. 6463) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6475) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 6484) ; *Michel (Jean-François)* (p. 6496) ; *de Robien (Gilles)* (p. 6519).

Exceptions d'irrecevabilité (recours aux -) : *Barrot (Jacques)* (p. 6474).

Famille traditionnelle : *Piat (Yannick)* (p. 6490, 6491).

Familles ayant des enfants rapprochés : *Dufoix (Georgina)* (p. 6477) ; *Debré (Bernard)* (p. 6487) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6495) ; *Stiévenard (Gisèle)* (p. 6524).

Familles défavorisées (aide aux -) : *Frachon (Martine)* (p. 6470, 6471) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 6471) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6472) ; *Debré (Bernard)* (p. 6487) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6499, 6500, 6501) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6502) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6521).

Fiscalité (mesures en faveur de la famille et égalité fiscale des couples mariés et non mariés ; quotient familial, charges des adolescents) : *Debré (Bernard)* (p. 6463, 6486, 6487) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6467) ; *Frachon (Martine)* (p. 6470) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6476, 6477) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 6485) ; *Papon (Christiane)* (p. 6492) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6493) ; *Michel (Jean-François)* (p. 6496) ; *Briant (Yvon)* (p. 6501) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6502) ; *de Robien (Gilles)* (p. 6520) ; *Hannoun (Michel)* (p. 6523) ; *Leroux (Ginette)* (p. 6525).

Garde des enfants (notamment, crèche familiale et utilisation de T.U.C. pour la-) : *Dufoix (Georgina)* (p. 6476) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 6486) ; *Papon (Christiane)* (p. 6492) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6494, 6495) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 6499) ; *Chapuis (Robert)* (p. 6527) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6528).

Grossesses médicalement assistées (procréation artificielle) : *Papon (Christiane)* (p. 6493) ; *Michel (Jean-François)* (p. 6496) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6529, 6530).

Immigrés (octroi des prestations familiales aux - et préférence nationale) : *Debré (Bernard)* (p. 6462, 6487) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6468) ; *Frachon (Martine)* (p. 6470) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 6472, 6473) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6477) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 6485) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 6498) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6499) ; *Briant (Yvon)* (p. 6501) ; *Roudy (Yvette)* (p. 6518) ; *Leroux (Ginette)* (p. 6425).

I.V.G. (et notamment remboursement de l'-) : *Debré (Bernard)* (p. 6462,6465) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 6472) ; *Michel (Jean-François)* (p. 6496) ; *Briant (Yvon)* (p. 6502) ; *Roudy (Yvette)* (p. 6517) ; *de Robien (Gilles)* (p. 6519).

Fléaux sociaux (lutte contre les - et notamment contre la drogue) : *Debré (Bernard)* (p. 6465) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6468).

Logement (politique en faveur des familles) : *Barzach (Michèle)* (p. 6468) ; *Frachon (Martine)* (p. 6470) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 6485) ; *Papon (Christiane)* (p. 6492) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6497) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 6499) ; *de Robien (Gilles)* (p. 6520) ; *Stiévenard (Gisèle)* (p. 6524) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6529).

Médias (image de la famille véhiculée par les -) : *Debré (Bernard)* (p. 6462) ; *Papon (Christiane)* (p. 6493) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 6498).

Mesures natalistes (efficacité des -) : *Frachon (Martine)* (p. 6469, 6470) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6475).

Politique scolaire (notamment en matière de santé et prestations familiales) : *Barzach (Michèle)* (p. 6468, 6529) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 6497) ; *de Robien (Gilles)* (p. 6420).

Pouvoir d'achat des prestations familiales (baisse du - depuis 1950) : *Frachon (Martine)* (p. 6470) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 6484) ; *Bayard (Henri)* (p. 6488) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6502).

Préférence familiale : *Baeckeroot (Christian)* (p. 6485).

Prestations sous conditions de ressources (disparition de certaines - et notamment des prêts aux jeunes ménages) : *Debré (Bernard)* (p. 6464, 6465) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6476, 6477) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 6485, 6486) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 6489) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6493) ; *Michel (Jean-François)* (p. 6497) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6500) ; *Briant (Yvon)* (p. 6501) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6502) ; *Roudy (Yvette)* (p. 6518) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6521) ; *Stiévenard (Gisèle)* (p. 6524) ; *Lamant (Jean-Claude)* (p. 6525) ; *Leroux (Ginette)* (p. 6526) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6530).

Prestations familiales des ressortissants des D.O.M.-T.O.M. : *Jacquaint (Muguette)* (p. 6497).

Prime de déménagement (suppression de la -) : *Debré (Bernard)* (p. 6465) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 6477) ; *Bayard (Henri)* (p. 6489) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6493) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 6500) ; *Stiévenard (Gisèle)* (p. 6524) ; *Lamant (Jean-Claude)* (p. 6525) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6529).

République démocratique allemande (mesures natalistes prises en -) : *Michel (Jean-François)* (p. 6496) ; *Briant (Yvon)* (p. 6501).

Salaire maternel : *Frachon (Martine)* (p. 6470) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 6485) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6495) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6529).

Sécurité sociale (démantèlement de la -) : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 6489).

Sélectivité des prestations familiales (nécessité d'une -) : *Bonhomme (Jean)* (p. 6527).

Statut de la mère de famille (et notamment retraite) : *Frachon (Martine)* (p. 6470) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6475) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 6486) ; *Piat (Yannick)* (p. 6491) ; *Papon (Christiane)* (p. 6493) ; *Michel (Jean-François)* (p. 6497) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 6499) ; *Briant (Yvon)* (p. 6501) ; *de Robien (Gilles)* (p. 6519) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6529).

Travail des femmes : *Barzach (Michèle)* (p. 6467, 6521) ; *Frachon (Martine)* (p. 6470, 6471) ; *Barrot (Jacques)* (p. 6475) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 6485) ; *Bayard (Henri)* (p. 6489) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 6495) ; *Roudy (Yvette)* (p. 6517) ; *Debré (Bernard)* (p. 6518) ; *Boisseau (Marie-Thérèse)* (p. 6522).

Troisième enfant (caractère prioritaire du -) : *Debré (Bernard)* (p. 6462) ; *Barzach (Michèle)* (p. 6467) ; *Bayard (Henri)* (p. 6488) ; *Papon (Christiane)* (p. 6492) ; *Michel (Jean-François)* (p. 6496) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 6502) ; *de Robien (Gilles)* (p. 6519) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 6521).

Discussion des articles [19 novembre 1986] (p. 6543, 6576).

Avant l'article 1er : amendement n° 47 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint (augmentation de 20 % de la cotisation patronale aux caisses d'allocation familiale pour les entreprises de plus de cinquante salariés) ; nécessaire augmentation des allocations familiales ; inopportunité d'un alourdissement des charges des entreprises ; rejeté.

Chapitre I. *Allocation pour jeune enfant.*

Article 1er : *(substitution de l'allocation pour jeune enfant à l'allocation au jeune enfant)* : amendement n° 64 de Mme Georgina Dufoix soutenu par Mme Ghislaine Toutain (de suppression) ; allocations pour jeune enfant n'étant pas cumulables en cas de naissance rapprochée (p. 6549) ; rapprochement des naissances constituant pour la structure familiale une épreuve pouvant décourager la constitution de famille nombreuse ; rejeté au scrutin public.

— article 1er : adopté.

Article 2 : *(conditions d'attribution de l'allocation pour jeune enfant)* : amendements identiques n° 48 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint et n° 66 de Mme Georgina Dufoix soutenu par Mme Martine Frachon (de suppression) ; suppression du cumul des différentes allocations pour jeune enfant aggravant la situation des familles les plus modestes (p. 6550) ; règle actuelle du cumul des allocations au jeune enfant ; cas des naissance de jumeaux ; rejetés ; *article L. 531-1 du code de la sécurité sociale* (Conditions générales d'attribution de l'allocation pour jeune enfant) : amendement n° 67 de Mme Georgina Dufoix (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article à substituer au mot : « pour » le mot : « au ») : devenu sans objet ; amendement n° 35 de Mme Yannick Piat soutenu par M. Pierre Sergent (tendant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 531-1 du code de la sécurité sociale à insérer après les mots : « pour jeune enfant » les mots : « de nationalité française ou ressortissant de la Communauté européenne ») ; volonté du groupe Front national de favoriser les enfants français ou ressortissants de la Communauté européenne ; droits attachés à la territorialité ; rejeté ; amendement n° 68 de Mme Georgina Dufoix (allocation pour jeune enfant étant versée pendant la grossesse et après la naissance jusqu'à un âge déterminé) (p. 6551) ; projet de loi prévoyant implicitement que l'allocation est versée pendant la grossesse et après la naissance ; rejeté ; amendement n° 69 de Mme Georgina Dufoix soutenu par Mme Martine Frachon (attribution d'une allocation pour jeune enfant à chaque enfant) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 70 de Mme Georgina Dufoix (tendant à supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code de la sécurité sociale) :

devenu sans objet ; amendement n° 2 de la commission (autorisation du cumul des A.J.E. en cas de grossesse gémellaire) ; grossesse gémellaire étant souvent subie ; absence de différence de fond entre la naissance de jumeaux et deux naissances rapprochées de dix mois ; adoption de l'amendement risquant de conduire à une discrimination injustifiable à l'égard des familles connaissant des naissances très rapprochées (p. 6552) ; adopté au scrutin public.

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Chapitre II. *Allocation parentale d'éducation :*

Article 3 *(extension de l'allocation parentale d'éducation) :* nécessité d'offrir à la mère de famille un véritable choix entre l'exercice de son activité antérieure et l'éducation de ses enfants ; inopportunité de subordonner le bénéfice de l'allocation parentale d'éducation au fait d'avoir exercé antérieurement une activité professionnelle (p. 6553) ; suppression de toute référence à une activité antérieure entraînant un surcoût de 10 à 15 milliards ; catégories sociales concernées par l'A.P.E. ; amendement n° 71 de Mme Georgina Dufoix (de suppression) ; montant de l'A.P.E. nouvelle formule ; projet favorisant les familles les plus aisées ; nécessité que l'allocation parentale d'éducation puisse être versée à des femmes travaillant à mi-temps (p. 6554) ; proposition d'une A.P.E. mi-taux mi-temps ; rejeté au scrutin public ; *article L. 532-1 du code de la sécurité sociale :* conditions générales d'ouverture du droit ; amendement n° 3 de la commission (rédactionnel) ; nombre de femmes ayant travaillé dix ans dans les dix ans précédant la naissance de leur troisième enfant ; A.P.E. nouvelle s'apparentant à un salaire maternel ; projet avantageant les familles les plus favorisées (p. 6555) ; adopté ; amendement n° 37 de M. François Bachelot : devenu sans objet ; amendement n° 4 de la commission (possibilité pour la personne bénéficiant de l'allocation parentale d'éducation de suivre une formation professionnelle non rémunérée) ; sous-amendement oral de Mme Martine Frachon à l'amendement n° 4 de la commission (tendant dans cet amendement à supprimer les mots : « non rémunérée) ; A.P.E. mi-taux étant comptatible avec une rémunération mi-taux ; inopportunité de préciser que la formation ne doit pas être rémunérée ; rejeté ; amendement n° 4 : adopté ; amendement n° 112 du Gouvernement (allocation parentale d'éducation étant versée à mi-taux à la personne bénéficiaire d'une allocation parentale d'éducation définie au premier alinéa et justifiant de l'exercice d'une activité professionnelle à temps partiel) (p. 6556) ; Gouvernement ne souhaitant pas s'opposer à la prise en compte d'une volonté de réinsertion professionnelle ; adopté ; **article L. 532-4 du code de la sécurité sociale** : règles de non cumul ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 113 du Gouvernement (allocation parentale d'éducation à mi-taux étant cumulable avec les indemnisations prévues au (1°) et (3°) du présent article correspondant à l'activité à taux réduit que le bénéficiaire exerce) ; exception au principe posé par le projet de loi d'un non cumul de l'allocation parentale d'éducation avec de véritable revenu de remplacement ; adopté ;

— article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 79 de Mme Ghislaine Toutain (tendant à insérer après l'article 3 l'article suivant : au premier alinéa de l'article L. 122 28-1 du code du travail au mot : « deux ans » sont substitués les mots : « trois ans ») ; harmonisation de la durée du congé parental d'éducation avec celle de la nouvelle allocation parentale d'éducation ; rejeté ; amendement n° 80 de Mme Ghislaine Toutain : devenu sans objet (p. 6557) ; amendement n° 60 de M. Charles Revet (mère de famille ayant résilié son contrat de travail pour se consacrer à sa famille pouvant solliciter son réembauchage) ; nécessité que l'intéressée puisse bénéficier d'un stage de formation professionnelle rémunéré lui permettant d'être opérationnelle dès son retour dans l'entreprise ; sous-amendement oral de Mme Georgina Dufoix à l'amendement n° 60 (tendant à substituer au mot : « la mère de famille qui a résilié » les mots : « le parent qui a suspendu ») ; partenaires sociaux devant discuter de l'allongement éventuel du congé parental d'éducation : rejeté ; amendement n° 60 : rejeté au scrutin public.

Chapitre III. *Allocation de garde d'enfant à domicile :*

Article 4 : *(création d'une allocation de garde d'enfant à domicile) :* amendement n° 81 de Mme Martine Frachon soutenu par Mme Georgina Dufoix (de suppression) ; transfert de charges au détriment des familles plus défavorisées ; avancée représentée par la création de l'allocation de garde d'enfant ; rejeté ;

— article 4 : adopté.

Article 5 *(conditions d'attribution et montant de l'allocation de garde d'enfant à domicile)* (p. 6558) ; amendement n° 82 de Mme Martine Frachon (de suppression) : devenu sans objet ; *article L. 533-1 du code de la sécurité sociale :* amendement n° 7 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 84 de Mme Georgina Dufoix soutenu par Mme Ghislaine Toutain (tendant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article à substituer au mot : « acquittées » les mots : « patronales acquittées par l'employeur ») ; montant de l'allocation de garde ne devant être calculée qu'en fonction des seules cotisations patronales : rejeté ; amendement n° 114 du Gouvernement (possibilité d'un cumul d'une allocation parentale d'éducation à mi-taux avec une allocation de garde d'enfant à domicile à taux réduit) ; adopté ; amendement n° 50 de Mme Jacqueline Hoffmann (entreprises participant au financement des différents modes de garde pour 0,5 % du montant des salaires payés pendant l'année) ; nécessité de construire des crèches de haute qualité sanitaire et pédagogique (p. 6559) ; charges des entreprises ; rejeté ; *après l'article L. 533-1 du code de la sécurité sociale :* amendement n° 85 de Mme Georgina Dufoix (personne assurant la garde d'un enfant au domicile des parents et percevant à ce titre l'allocation prévue au présent chapitre devant être agréée dans les conditions prévues par le code de la famille et de l'aide sociale pour les assistantes maternelles) ; valeur du service de la protection maternelle et infantile ; délivrance d'un agrément aux assistantes maternelles ; mère de famille n'ayant pas besoin d'être spécialiste pour garder son enfant ; rejeté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Chapitre IV : *Examens médicaux de la mère et de l'enfant.*

Article 6 *(dispositions relatives aux examens médicaux de l'enfant) : article L. 534-1 du code de la sécurité sociale :* (subordination du versement de l'allocation pour jeune enfant pour la période de grossesse de la mère à l'observation par celle-ci des prescriptions fixées par l'article L. 159 de la santé publique) : amendement n° 86 de Mme Georgina Dufoix (tendant dans le texte proposé pour cet article du code de la sécurité sociale à substituer aux mots : « pour jeunes » les mots : « aux jeunes ») : devenu sans objet ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article L. 534-3 du code de la sécurité sociale* (substitution de la fraction des allocations familiales à l'allocation au jeune enfant pour l'application de l'article L. 164-1 du code de la santé publique) : amendement n° 87 de Mme Georgina Dufoix (tendant dans le texte proposé pour cet article à substituer au mot : « pour » le mot : « au ») (p. 6560) ; devenu sans objet ; *après l'article L. 534-3 du code de la sécurité sociale :* amendement n° 88 de Mme Martine Frachon (versement de l'allocation de garde d'enfant à domicile, lorsque ne sont dues ni l'allocation familiale ni l'allocation au jeune enfant, étant subordonnée à l'observation des obligations édictées à l'article L. 164-1 du code de la santé publique) ; nécessité que les familles les plus défavorisées puissent bénéficier d'examens médicaux ; rejeté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Chapitre V. *Dispositions communes aux prestations familiales.*

Article 7 *(dispositions communes aux prestations familiales) :* amendements identiques n° 52 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint et n° 90 de M. Jean-Michel Belorgey soutenu par Mme Georgina Dufoix (de suppression) ; attitude du Gouvernement tendant à dissuader les bénéficiaires étrangers de réclamer leur droit ; définition par le décret de décembre 1984 de nouvelles conditions familiales pour rentrer en France ; dispositions de cet article ne remettant pas en cause le principe de territorialité des prestations familiales ; cohérence entre la législation des prestations familiales et celles concernant le regroupement familial (p. 6561) ; rejetés ; amendement n° 40 de Mme Yannick Piat soutenu par M. Jean-François Jalkh (bénéfice des prestations familiales réservé aux enfants de nationalité française ou ressortissants de la Communauté européenne) ; amendement n° 107 de M. Yvon Briant (même objet) ; politique de préférence nationale et européenne du Front national ; inopportunité d'une discrimination dès lors que les allocataires se trouvent régulièrement sur le sol français ; rejetés ;

— article 7 : adopté.

Chapitre VI : *Dispositions diverses et transitoires.*

Article 8 *(aménagement et suppression de prestations)* : amendement n° 91 de Mme Véronique Neiertz soutenu par Mme Martine Frachon (de suppression) ; recentrage des aides en faveur des familles jeunes et nombreuses ; nécessaires simplifications du système des allocations familiales (p. 6562) ; rejeté ; amendements identiques n° 53 de Mme Jacqueline Hoffmannn, n° 92 de Mme Véronique Neiertz soutenu par Mme Martine Frachon et n° 104 de M. Jean Roussel soutenu par M. Jean-François Jalkh (tendant à supprimer le paragraphe I de cet article) ; maintien du complément familial devant être versé pendant un an ; lorsque la famille passe de trois à deux enfants) : rejetés ; amendements identiques n° 54 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint et n° 93 de Mme Véronique Neiertz soutenu par Mme Georgina Dufoix (tendant à supprimer le paragraphe II de cet article) ; nécessaire maintien du versement de la prime de déménagement lorsque le changement de logement est entraîné par l'obtention d'un emploi, le départ à la retraite dans une autre ville ou la naissance d'un enfant quel que soit son rang) (p. 6563) ; rejetés ; amendement n° 115 du Gouvernement (cas de maintien de la prime de déménagement) ; amendements identiques n° 12 de la commission et n° 110 de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Guy Herlory (même objet) ; maintien de la prime de déménagement à l'occasion de la naissance d'un enfant de troisième rang ; amendement n° 115 : adopté ; amendements n° 112 et 110 : devenus sans objet (p. 6564) amendements identiques n° 46 de Mme Yannick Piat soutenu par M. Guy Herlory et n° 55 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint et n° 109 de Mme Véronique Neiertz soutenu par Mme Martine Frachon (tendant à supprimer le paragraphe III de cet article) ; nécessité de maintenir la prime de déménagement dès le premier enfant ; modulation de la suppression de la prime de déménagement (p. 6576) ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 116 du Gouvernement (abrogation de l'article L. 831-6 du code de la sécurité sociale) ; amendements identiques n° 13 de la commission et n° 111 de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Guy Herlory (même objet) ; maintien de la prime de déménagement à l'occasion de la naissance d'un enfant de rang trois ne pouvant s'appliquer à une allocation de logement ; amendement n° 116 : adopté ; en conséquence les amendements n° 13 et 111 deviennent sans objet ; amendement n° 41 de Mme Yannick Piat soutenu par M. Christian Baeckeroot (disposition de l'article L. 542-3 du code de la sécurité sociale s'appliquant exclusivement pour les enfants français ou ressortissants de la Communauté européenne) ; rejeté au scrutin public ; (p. 6577) ; amendements identiques n° 42 de Mme Yannick Piat soutenu par M. Christian Baeckeroot, n° 94 de Mme Véronique Neiertz soutenu par Mme Martine Frachon et n° 105 de M. Yvon Briant (tendant à supprimer le paragraphe IV de cet article) ; prise en charge du congé parental par les entreprises (p. 6578) ; modestie de la contribution demandée aux entreprises pour le financement du plan famille (p. 6579) ; budgétisation des allocations familiales ; amendement n° 94 : retiré ; amendements n° 42 et 105 : rejetés au scrutin public ; amendements identiques n° 83 de Mme Yannick Piat soutenu par M. Christian Baeckeroot et n° 95 de Mme Véronique Neiertz soutenu par Mme Ghislaine Toutain (suppression du paragraphe V de cet article) ; inopportunité de supprimer les prêts aux jeunes ménages ; prêts aux jeunes ménages n'ayant pas le caractère de prestation familiale (p. 6580) ; rejetés au scrutin public ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(suppression de la prime de déménagement accordée aux bénéficiaires de l'aide personnalisée au logement)* : amendements identiques n° 14 de la commission, n° 56 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint n° 96 de Mme Véronique Neiertz soutenu par Mme Martine Frachon (de suppression) ; nécessaire maintien de la prime de déménagement aux bénéficiaires de l'A.P.L. lorsque le déménagement résulte de la naissance d'un troisième enfant ; adoptés ;

— en conséquence l'article 9 est supprimé.

Article 10 *(dispositions transitoires concernant l'allocation au jeune enfant et l'allocation parentale d'éducation)* : amendement n° 97 de Mme Véronique Neiertz soutenu par Mme Ghislaine Toutain (de suppression) : retiré ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 16 de la commission : (rédactionnel) (p. 6581) ; adopté ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 117 du Gouvernement (tendant dans le dernier alinéa de cet amendement après les mots : « en vigueur » à insérer le mot : « antérieurement ») ; droits acquis se rapportant aux allocations différentielles versées antérieurement à la date d'entrée en application de la présente loi ; adopté ; amendement n° 19, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 20 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (rédactionnel) ; sous-amendement n° 118 du Gouvernement (tendant dans le dernier alinéa de cet amendement après le mot : « applicable » à insérer le mot : « antérieurement ») : adopté ; amendement n° 21, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 22 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 23 de la commission (rédactionnel) (p. 6582) ; adopté ; amendement n° 24 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 57 de Mme Jacqueline Hoffmann (augmentation de 15 % pour les entreprises de plus de cent salariés de la cotisation patronale aux caisses d'allocation familiale) ; allongement à 24 semaines de la durée du congé de maternité ; rejeté ;

Article 11 *(de coordination)* : amendement n° 99 de Mme Georgina Dufoix soutenu par Mme Ghislaine Toutain (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 25 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 26 de la commission (tendant à la fin du paragraphe II de cet article à substituer au mot : « supprimée » les mots : « remplacée par la mention des articles L. 534-1 à 534-4 ») ; spécificité des prestations versées dans les départements d'outre-mer ; rejeté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté (p. 6583).

Article 12 *(modification de l'article L. 226-1 du code du travail : congés de naissance ou d'adoption)* : amendement n° 106 de M. Yvon Briant (de suppression) : non soutenu ; amendement n° 63 de M. Gilbert Gantier (partenaires sociaux négociant dans le cadre des conventions collectives des modalités de prise en charge par l'employeur du ou des jours de congés attribués à l'occasion de chaque naissance survenue au foyer du salarié ou de l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption) ; amendement n° 89 de Mme Ghislaine Toutain (rédactionnel) ; amendement n° 27 de la commisison (rédactionnel) ; amendement n° 63 : rejeté ; amendement n° 89 : rejeté ; amendement n° 27 : adopté ; amendement n° 58 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint (peines prévues à l'article L. 261-1 du code du travail étant doublées pour les chefs d'entreprise contrevenant aux dispositions des articles L. 213-1 et L. 221-5 du code du travail) ; sanctions relatives à l'interdiction du travail de nuit et du dimanche pour les femmes ; rejeté ; amendement n° 59 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par Mme Muguette Jacquaint (possibilité dans les entreprises du secteur privé d'accorder en cas de maladie d'un enfant des congés pouvant aller jusqu'à 120 heures maximum pour une année) ; domaine des conventions collectives (p. 6584) ; rejeté ;

— article 12, ainsi rédigé : adopté.

Article 13 *(date d'entrée en vigueur des nouvelles conditions d'attribution des droits)* : amendement n° 100 de Mme Véronique Neiertz soutenu par Mme Ghislaine Toutain (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 28 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 101 de Mme Véronique Neiertz soutenu par Mme Martine Frachon (tendant dans le paragraphe I de cet article à substituer aux mots : « à compter du premier jour du mois civil suivant la promulgation de la présente loi » les mots : « le 1er avril 1987 ») ; amendement n° 29 de la commission (même objet) ; inopportunité que les prestations créées ne soient servies qu'au 1er avril 1987 : amendement n° 101 : retiré ; amendement n° 29 : adopté ; amendement n° 30 de la commission (rédactionnel) : amendement n° 31 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 32 de la commission (rédactionnel) (p. 6585) : adopté ; amendement n° 33 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Article 14 *(date d'effet des abrogations)* : amendement n° 102 de Mme Véronique Neiertz soutenu par Mme Ghislaine Toutain (de suppression) : devenu sans objet ; amendement n° 119 du Gouvernement (date d'entrée en vigueur différée pour les nouvelles dispositions relatives aux primes de déménagement) ; adopté ; amendement n° 34 de la commisison (tendant dans cet article après le mot : « abrogation » à insérer les mots : « des modifications ») : devenu sans objet ; amendement n° 103 de Mme Véronique Neiertz soutenu par Mme Ghislaine Toutain (tendant à la fin de l'article 14 à substituer

au mot : « à compter du premier jour du mois civil suivant sa promulgation » les mots : « le 1er avril 1987 ») : retiré ;

— article 14, ainsi rédigé : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 44 de Mme Yannick Piat soutenu par M. Guy Herlory (possibilité pour les communes, les départements et les régions de conduire des actions en faveur de la démographie et de la famille) ; caractère préoccupant de la situation démographique de la France ; arrêt du tribunal administratif de Paris ayant nié à la ville de Paris la possibilité de réserver aux Français et aux ressortissants de la Communauté européenne l'allocation parentale d'éducation qu'elle avait créée ; rôle des collectivités locales en matière de politique familiale ; rejeté ; amendement n° 45 de Mme Yannick Piat soutenu par M. Michel de Rostolan (abrogation de la loi relative à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et aux modalités de financement de cette mesure) (p. 6586) ; nécessaire suppression du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse ; engagement du Gouvernement à aborder le problème dans la prochaine discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social ; I.V.G. devant être pratiquée dans les meilleures conditions de sécurité ; amendement n° 45 : retiré (p. 6587).

Explications de vote : (p. 6587).

Aide pour le troisième enfant : *Peyrat (Jacques)* (p. 6587) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 6589).

Politique familiale (grand principe de la - et propositions des groupes politiques) : *Peyrat (Jacques)* (p. 6588) ; *Bonhomme (Jean)* (p. 6588) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 6589).

Transfert de charges au détriment des familles les plus défavorisées : *Toutain (Ghislaine)* (p. 6589) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 6589).

Vote négatif du Front national : *Peyrat (Jacques)* (p. 6587).

Vote négatif du groupe communiste : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 6589).

Vote négatif du groupe socialiste : *Toutain (Ghislaine)* (p. 6589).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Bonhomme (Jean)* (p. 6588).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 6589).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [17 décembre 1986] (p. 7756).

Allocations aux jeunes enfants (cumul des - pour les naissances multiples) : *Debré (Bernard)* (p. 7757) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7757).

Allocation parentale d'éducation (extension de l'- et alignement du congé parental d'éducation) : *Debré (Bernard)* (p. 7757).

Deuxième enfant (nécessité d'une politique du -) : *Frachon (Martine)* (p. 7759).

Départements d'outre-mer (égalité sociale des -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7758).

Droits ouverts par chaque enfant (égalité des -) : *Frachon (Martine)* (p. 7759).

Familles immigrées (octroi de prestations aux -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7757).

Ordonnance Séguin : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7757).

Pauvreté (lutte contre la grande -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7758).

Politique familiale (nécessité d'une -) : *Debré (Bernard)* (p. 7757) ; *Bayard (Henri)* (p. 7758).

Prêts d'accession à la propriété : *Frachon (Martine)* (p. 7759).

Prêts aux jeunes ménages (suppression des -) : *Debré (Bernard)* (p. 7757) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7757) ; *Frachon (Martine)* (p. 7759).

Lecture du texte de la commission mixe paritaire (p. 7759, 7760).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la C.N.P. (p. 7760).

6. — Proposition de loi n° 508 relative à la **dignité et à la liberté des familles.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par Mme Jacqueline Hoffmann et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. — Proposition de loi n° 509 tendant à compléter le code de la famille et de l'aide sociale afin de permettre aux **anciens pupilles de l'Etat, devenus majeurs,** d'obtenir les **renseignements concernant leurs origines familiales.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Hector Rolland. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

8. — Proposition de loi n° 518 tendant à instaurer un **revenu maternel au profit des mères de famille nombreuse.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Michel de Rostolan et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

9. — Proposition de loi n° 590 tendant à la création d'un **salaire parental.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Yvon Briant. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Impôt sur le revenu* **8, 9.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Affaires sociales et Emploi.
Lois de finances **2,** deuxième partie, Affaires sociales et Emploi, questions.

Action prioritaire en faveur de la -

Voir *Famille* **5.**
Motions de censure **5.**
Politique économique et sociale **3.**

Allocation parentale d'éducation

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Affaires sociales et Emploi.

Famille défavorisée

Voir *Famille* **5.**

Fiscalité

Voir *Questions au Gouvernement* **174.**

Troisième enfant

Voir *Famille* **5.**

FAUTE INEXCUSABLE

Voir *Accidents du travail et maladies professionnelles* **2, 3, 4, 5, 6, 7.**
Questions orales sans débat **46.**

FEDERATIONS SPORTIVES

Voir *Associations et mouvements* **3.**

FEMMES

1. — Proposition de loi n° 48 tendant à la **protection des femmes victimes de violences ou sévices de la part de leur conjoint.**

Assemblée nationale (première lecture)— Dépôt le 23 avril 1986 par Mme Colette Goeuriot et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 62 tendant à faire évoluer les **représentations de la femme au travers de la publicité.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par Mme Colette Goeuriot et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 606 relative à la **dignité de la femme.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 19 décembre 1986 par M. Michel de Rostolan et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitu-

tionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Affaires sociales et Emploi.

Droits de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **4**

Femmes enceintes

Voir *Travail* **6**.

Mères de famille

Voir *Famille* **5, 6**.

FERMAGE

Voir *Baux ruraux* **1**

FEUILLE DE PAYE « VERITE »

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **3**
Questions orales sans débat **93**.

FILIATION

Voir *Famille* **7**.

FINANCES LOCALES

1. — Proposition de loi n° 164 relative à la **dotation globale d'équipement**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — Proposition de loi n° 245 tendant à accorder aux **communes de moins de 2 000 habitants** un droit d'option en faveur de la première part de la **dotation globale d'équipement.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Collectivités locales* **5**.
Questions au Gouvernement **238**.
Questions orales sans débat **130**.

F.I.N.U.L.

Voir *Questions au Gouvernement* **223**.

FIOUL

Fiscalité sur le -

Voir *Lois de finances* **2** (première partie), article 7.

T.V.A. sur le - agricole

Voir *Loi de finances rectificative* **1**, article 3.

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

1. — Proposition de loi n° 169 visant à rétablir à soixante-huit ans la **limite d'âge des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes** et à supprimer le tour extérieur pour la nomination aux grades d'inspecteur général et de contrôleur général dans les corps d'inspection et de contrôle.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Pierre Mazeaud et M. Jacques Toubon. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Olivier Marlière. — Rapport n° **435** (6 novembre 1986). — Discussion le 3 décembre 1986 (discussion générale commune aux propositions de loi n°s 151 et 169). — Adoption le 3 décembre 1986. — Nouveau titre : Proposition de loi relative à la limite d'âge et aux modalités de recrutement de certains fonctionnaires civils de l'Etat. — Proposition de loi n° **53**.

Sénat (première lecture) n° **92** (1986-1987). — Dépôt le 4 décembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Hubert Haenel. — Rapport n° **101** (1986-1987) (10 décembre 1986). — Discussion le 11 décembre 1986. — Adoption le 11 décembre 1986. — Proposition de loi n° **26** (1986-1987).

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 22 décembre 1986 (*J.O.* du 23 décembre 1986) (p. 15500). Conforme en totalité.

Loi n° 86-1304 du 23 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 26 décembre 1986 (p. 15595).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune à la proposition de loi organique n° 151 et à la proposition de loi n° 169 [3 décembre 1986] (p. 7048, 7065) : voir **Magistrature 1**.

Discussion des articles de la proposition de loi n° 169 [3 décembre 1986] (p. 7072).

Article 1er *(maintien en activité, sur leur demande, des membres du Conseil d'Etat et des magistrats de la Cour des comptes lorsqu'ils atteignent l'âge limite résultant de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1986) :* amendement n° 8 de M. Jean-François Deniau soutenu par M. Pierre Mazeaud (insérant après les mots : « les membres du Conseil d'Etat, les magistrats de la Cour des comptes » les mots : « et les membres de l'inspection générale des finances ») : rétablissement de la parité entre les membres de l'inspection générale des finances et ceux des autres grands corps de l'Etat concernant l'âge de la retraite (p. 7072) ; adopté ; amendement n° 3 de M. Pierre Mazeaud (rédigeant ainsi la fin de cet article après les mots : « maintenu en activité » les mots : « jusqu'à ce qu'ils atteignent la limite d'âge qui était en vigueur avant l'intervention de la loi précitée pour exercer respectivement les fonctions de conseiller d'Etat et de conseiller maître à la Cour des comptes ou s'ils n'ont pas atteint ce dernier grade celle de conseiller référendaire ») ; sous-amendement n° 12 du Gouvernement (rédigeant ainsi le début de cet amendement : « , en surnombre jusqu'à ce qu'ils atteignent... ») ; problème des conseillers référendaires à la Cour des comptes ; maintien en activité des membres du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes en surnombre ; renforcement de la capacité des deux juridictions ; problème du financement nécessaire pour les postes en surnombre ; impact limité de la dépense budgétaire (p. 7073) ; sous-amendement n° 12 : adopté ; amendement n° 3, ainsi rectifié et modifié : adopté.

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 2 de M. Pierre Mazeaud (extension des dispositions de la proposition aux professeurs de l'enseignement supérieur) ; sous-amendement n° 13 du Gouvernement insérant dans cet amendement après les mots : « maintenu en activite » les mots : « en surnombre ») ; amendement n° 1 rectifié de M. Jean-Claude Martinez (même objet) ; diminution du nombre des directeurs de recherche, indifférence à l'égard du corps de l'Université ; limite d'âge pour la retraite aux Etats-Unis (p. 7074) ; situation de l'inspection des finances ; amendement n° 1 rectifié : retiré ; sous-amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(recrutement, à titre temporaire, des membres du Conseil d'Etat et des magistats de la Cour des comptes admis à la retraite) :* amendements identiques n° 14 du Gouvernement et n° 10 de M. Alain Lamassoure (de suppression) : adoptés ;

— en conséquence, l'article 2, supprimé ; amendement n° 9 de M. Jean-François Deniau : devenu sans objet.

Article 3 *(abrogeant l'article 8 de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984) :* amendement n° 4 de M. Pierre Mazeaud (tour extérieur dans les corps d'inspection générale) (p. 7075) ; réduction de la proportion des emplois ouverts au tour extérieur ; mise en place d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures ; conditions de compétence et de connaissances techniques ; caractéristiques des corps concernés (p. 7076) ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet ; amendement n° 4 : adopté ;

— en conséquence ce texte devient l'article 3.

Après l'article 3 : amendement n° 11 de M. Alain Lamassoure (modalité du tour extérieur des conseillers référendaires) ; application d'un système identique pour les conseillers référendaires à celui choisi pour certains corps d'inspection et de contrôle ; contrôle des aptitudes ; situation de la Cour des comptes (p. 7077) ; composition du comité de sélection ; cas de la nomination des présidents de chaînes de télévision ; retiré ; amendement n° 5 de M. Pierre Mazeaud (rémunération

des fonctionnaires et magistrats maintenus en activité en application de la présente loi) : adopté ; amendement n° 6 de M. Pierre Mazeaud (recul de la limite d'âge) ; possibilité de cumuler les deux possibilités de recul d'un an de la limite d'âge ; adopté ; amendement n° 7 de M. Pierre Mazeaud (suppression de la troisième voie d'accès à l'E.N.A.) (p. 7078) ; dépérissement du troisième concours (p. 7079) ; nature de la troisième voie ; proportion des diplômés dans les candidats à la troisième voie (p. 7080) ; amendement n° 7 : adopté au scrutin public.

Titre

Amendement n° 15 de M. Olivier Marlière (rédigeant ainsi le titre de la proposition de loi : « proposition de loi relative à la limite d'âge et aux modalités de recrutement de certains fonctionnaires civils de l'Etat ») ; texte dépassant la seule question de la limite d'âge ; adopté.

— en conséquence le titre de la proposition de loi est ainsi rédigé.

Explications de vote (p. 7081)

E.N.A. (suppression de la troisième voie d'accès à l'-) : *Ducoloné (Guy)* (p. 7081).

Vote négatif du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 7082).

Vote positif du groupe Front national : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 7082)

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 7082).

2. — Proposition de loi n° 171 relative à certaines modalités exceptionnelles d'**accès aux corps de fonctionnaires.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Pierre Mauger. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3. — Proposition de loi n° 222 tendant à rétablir le **titre de préfet.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Pierre Mazeaud. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

4. — Proposition de loi n° 268 tendant à rétablir le **titre de préfet.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Alain Griotteray. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

5. — Proposition de loi n° 309 tendant à rendre obligatoire la publication des motifs dans les **conflits collectifs du travail** dans les services publics.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Lucien Richard. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. — Proposition de loi n° 350 tendant à préciser les conditions d'avancement des **fonctionnaires en position de détachement spécial.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Défense* **5.**
Elections et referendums **10.**
Questions au Gouvernement **131.**

Echange de - européens

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Services du Premier ministre.

Effectifs

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Services du Premier ministre.

Primes attribuées aux T.P.G.

Voir *Questions orales sans débats* **30.**

Primes des agents des impôts

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, article 57.

Réduction des effectifs

Voir *Loi de finances rectificative* **1.**

Tour extérieur

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **1.**

FONCTION PUBLIQUE

Voir *Lois de finances* **2.**

Gréve dans la -

Voir *Questions au Gouvernement* **117.**

Politisation

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Services du Premier ministre.
Questions au Gouvernement **131.**

Rapport Belin-Gisserot

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Services du Premier ministre.

Rémunérations

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Services du Premier ministre.

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

1. — Proposition de loi n° 233 relative à la gestion des agents de catégorie B des **collectivités territoriales de Seine-et-Marne** et tendant à modifier l'article 18 de la loi modifiée n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Jean-Jacques Hyest. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Communes* **7.**
Collectivités locales **5.**
Lois de finances **2,** deuxième partie : Intérieur.

- dans les D.O.M.

Voir *Questions orales sans débat* **34.**

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Voir *Organismes de placements collectifs.*

FONDS DE COMMERCE

Fiscalité sur les cessions de -

Voir *Lois de finances* **2** (première partie), article 9.

Solidarité entre le propriétaire et le bailleur pour les dettes fiscales

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, article 58.

FONDS EXCEPTIONNEL D'AIDE ET DE DEVELOPPEMENT

Voir *Nouvelle-Calédonie* **1.**

FONDS SPECIAL DE GRANDS TRAVAUX

Voir *Questions au Gouvernement* **33.**

Suppression du-

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

FORCE D'ACTION RAPIDE

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Défense.

FORCE OCEANIQUE STRATEGIQUE (F.O.S.T.)

Voir *Défense* **8.**

FORCES NUCLEAIRES STRATEGIQUES (F.N.S.)

Voir *Défense* **8.**

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PROMOTION SOCIALE

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**
Famille **8.**
Lois de finances **2.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Affaires sociales et Emploi.

Contrats de conversion

Voir *Travail* **14.**

- des jeunes

Voir *Questions au Gouvernement* **187.**

Formations en alternance

Voir *Politique économique et sociale* **1.**
Questions au Gouvernement **281.**

FRANÇAIS D'OUTRE-MER

Indemnisation des -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Economie, finances et privatisation.

FRANÇAIS (langue)

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Communication.

FRANÇAIS DE L'ETRANGER

1. — Projet de loi n° 342 modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative au **Conseil supérieur des Français à l'étranger.**

Sénat (première lecture), n° **419 (1985-1986).** — Dépôt le 25 juin 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères et M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale. — Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. — Rapport n° **455** (1985-1986) (16 juillet 1986). — Discussion le 5 août 1986. — Adoption le 5 août 1986. — Projet de loi n° **144** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **342.** — Dépôt le 5 août 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (7 août 1986). — Rapport n° **365** (2 octobre 1986). — Rapporteur suppléant : M. Olivier Marlière. — Discussion le 3 octobre 1986. — Adoption le 3 octobre 1986. — Projet de loi n° **37.**

Loi n° 86-1115 du 15 octobre 1986, publiée au *J.O.* du 17 octobre 1986 (p. 12530).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 octobre 1986] (p. 4351).

Question préalable de M. Pierre Joxe : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4353 à 4357) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4357, 4358) ; *Marlière (Olivier)* (p. 4359) ; *Bariani (Didier)* (p. 4359) ; rejetée au scrutin public (p. 4360).

Actions en faveur des Français de l'étranger : *Cresson (Edith)* (p. 4362) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4363) ; *Bariani (Didier)* (p. 4367).

Association de défense des Français de l'étranger, Union des Français de l'étranger et Mme Edith Cresson (conférence de presse de l'- sur le projet de loi) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4354) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4357) ; *Welzer (Gérard)* (p. 4365).

Commission des affaires étrangères (absence de saisine de la -) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4354) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4357).

Conseil supérieur des Français de l'étranger (fonction et réforme du -) : *Marlière (Olivier)* (p. 4351) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4354, 4355) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4358) ; *Delattre (Francis)* (p. 4360) ; *Cresson (Edith)* (p. 4361) ; *Briant (Yvon)* (p. 4363, 4364) ; *Welzer (Gérard)* (p. 4364) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4365).

Consultation du C.S.F.E. et concertation sur le projet (absence de -) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4354) ; *Marlière (Olivier)* (p. 4359).

Elections législatives de 1978 (circonscriptions de rattachement des Français de l'étranger pour les -) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4356) ; *Cresson (Edith)* (p. 4362) ; *Bellon (André)* (p. 4366).

« Etats généraux » des Français de l'étranger : *Bariani (Didier)* (p. 4367).

Mode de scrutin (réforme du - et, notamment, représentation des tendances minoritaires) : *Marlière (Olivier)* (p. 4352, 4359, 4366) ; *Bariani (Didier)* (p. 4353, 4359, 4367) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4355, 4356, 4357) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4358) ; *Delattre (Francis)* (p. 4360, 4361) ; *Cresson (Edith)* (p. 4361) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 4362) ; *Montdargent (Robert)* (p. 4363) ; *Welzer (Gérard)* (p. 4364) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4365) ; *Bellon (André)* (p. 4366).

Rappel au règlement de M. Pascal Arrighi : *Arrighi (Pascal)* (p. 4359) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4360).

Rappels au règlement de M. Bruno Gollnisch : *Gollnisch (Bruno)* (p. 4351, 4358, 4360) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4351, 4358, 4360).

Sénateurs représentant les Français de l'étranger (et notamment appartenance politique des -) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 4355, 4356).

Statut des délégués des Français de l'étranger : *Welzer (Gérard)* (p. 4364) ; *Bariani (Didier)* (p. 4367).

Discussion des articles [3 octobre 1986] (p. 4367).

Article 1er *(nouveau mode de scrutin pour les élections des membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger)* (p. 4367) ; politisation des problèmes des Français de l'étranger ; absence de consultation du C.S.F.E. ; conférence de presse de l'A.D.F.E et de l'U.F.E. ; découpage des circonscriptions ; institution du scrutin majoritaire à un tour (p. 4368) ; amendement n° 1 de M. Gérard Welzer (de suppression) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 2 de M. Gérard Welzer soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (précisant que l'élection se fait à la majorité relative dans les circonscriptions ayant un seul siège) ; nécessité de garder la représentation proportionnelle ; zones à quatre sièges (p. 4369) ; amendement n° 2 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 11 de M. Gérard Welzer (précisant que l'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour dans les circonscriptions de deux sièges) ; seuil d'application du scrutin majoritaire ; rejeté (p. 4370) ; amendement n° 12 de M. Gérard Welzer soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (précisant que l'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour dans les circonscriptions de trois sièges) ; problème de panachage dans les circonscriptions où l'élection a lieu au scrutin majoritaire ; remplacement des candidats isolés élus ; inadaptation du scrutin proportionnel aux circonscriptions de moins de quatre sièges ; rejeté ; amendement n° 13 de M. Jean-Yves Le Déaut soutenu par M. André Bellon (précisant que l'élection a lieu au scrutin majoritaire à un tour dans les circonscriptions de quatre sièges) (p. 4371) ; rejeté ; amendements n° 6, 7 et 8 de M. Gérard Welzer : devenus sans objet ; amendement n° 9 de M. Gérard Welzer (tendant à substituer la représentation proportionnelle au plus fort reste au système de répartition des restes à la plus forte moyenne dans le texte proposé pour l'article 8 de la loi du 7 juin 1982) ; panachage dans les circonscriptions où l'élection se fait au scrutin majoritaire à un tour ; rejeté ; amendement n° 10 de M. Gérard Welzer soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut (tendant à limiter le

nombre de suppléants sur une même liste) ; difficultés posées par la présence simultanée de bulletins individuels et de listes dans les petites circonscriptions ; information des élections sur les modalités du scrutin (p. 4372) ; rejeté ;

— article 1er : adopté au scrutin public (p. 4373).

Article 2 *(entrée en application de la loi) :* adopté (p. 4373).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4373).

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Affaires étrangères.

FRANÇAIS MUSULMANS

Aides aux -

Voir *Questions au Gouvernement* **51**.

FRANÇAIS (NATIONALITE FRANÇAISE)

1. — Proposition de loi n° 37 tendant à reconnaître la nationalité française à tout **étranger résiatant.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — Proposition de loi n° 70 modifiant les conditions d'**acquisition de la nationalité française** à raison de la naissance et de la résidence en France.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pascal Clément (29 mai 1986).

3. — Proposition de loi n° 82 tendant à modifier le **code de la nationalité française.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Stirbois (29 mai 1986).

4. — Proposition de loi n° 183 tendant à réformer le **code de la nationalité.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Pierre Mazeaud et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

5. — Projet de loi n° 444 portant réforme du **code de la nationalité française.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre etM. Albin Chalandon, garde des Sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (21 novembre 1986). — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères (4 décembre 1986). — Rapporteur pour avis : M. Jean Foyer 11 décembre 1986).

FRAUDE

Voir *Elections et référendums* **6**.

FRONTALIERS

Voir *Questions au Gouvernement* **123**.

FRONT DE LIBERATION NATIONAL KANAQUE SOCIALISTE (F.L.N.K.S.)

Voir *Nouvelle-Calédonie* **1**.
Questions orales sans débat **170**.

FRONT NATIONAL

Alliance avec le -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1**.

FRUITS ET LEGUMES

Voir *Agriculture* **5**.

FUNERAILLES NATIONALES

1. — Proposition de loi n° 511 relative à l'**inhumation au Panthéon de la dépouille du Président Cassin.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Henri Bouvet. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

G

GARDE A VUE

Voir *Ordre public* **6**.

GENDARMERIE NATIONALE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Défense.
Questions orales sans débat **135**.

GENDRON (Société)

Voir *Questions orales sans débat* **113**.

GENERAL AGREEMENT ON TARIFS AND TRADE (G.A.T.T.)

Voir *Questions au Gouvernement* **157**.

GEOMETRES

Voir *Ordres professionnels* **1, 2**.

- du cadastre

Voir *Communes* **4**.

GISCARD D'ESTAING

Amendement -

Voir *Amendement Giscard d'Estaing.*

GOLF

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, article 59.

GOUVERNEMENT

Programme du -

Voir *Questions au Gouvernement* **48, 283, 289**.

GRACE ET AMNISTIE

Amnistie fiscale et douanière

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1**.
Loi de finances rectificative **1**, après l'article 6 amendement n° 41.
Questions au Gouvernement **3**.

GRAFFENSTADEN MACHINES OUTILS (Société)

Voir *Questions orales sans débat* **100, 139**.

GRANDES SURFACES

Voir *Commerce et artisanat* **4**.

GRANDS PROJETS CULTURELS

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Culture.
Questions au Gouvernement **46, 58**.

GREVE

Voir *Travail* **11**.

- dans la fonction publique

Voir *Questions au Gouvernement* **179, 188**.

Droit de -
Voir *Audiovisuel* **2.**
Questions orales sans débat **109.**
Travail **5.**

- dans l'audiovisuel
Voir *Questions au Gouvernement* **149.**

- dans le secteur public
Voir *Questions du Gouvernement* **116.**

Occupation de locaux
Voir *Questions au Gouvernement* **34.**

GROSSESSE MÉDICALEMENT ASSISTÉE
Voir *Famille* **5.**

GROUPEMENT DES INDUSTRIES D'ARMEMENT TERRESTRE (G.I.A.T.)
Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Défense.

GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION EN COMMUN (G.A.E.C.)
Voir *Loi de finances rectificative* **1,** article 3 et après l'article 3.
Lois de finances **2,** deuxième partie, Intérieur.

GROUPES POLITIQUES
Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.

Surveillance policière des -
Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.

GUADELOUPE
Voir *Départements d'outre-mer* **5.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, D.O.M.-T.O.M.

Centre informatique
Voir *Questions orales sans débat* n° **72.**

Fiscalité en -
Voir *Questions orales sans débat* **111.**

GUERRE D'INDOCHINE
Voir *Rappels au règlement* **327, 328.**

GUYANE
Voir *Départements d'outre-mer* **5.**
Faits personnels **17.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, D.O.M.-T.O.M.

H

HABITATIONS A LOYERS MODERES (H.L.M.)
Voir *Lois de finances* **2** (première partie), article 14.

Bail dans les -
Voir *Logement et habitat* **2.**

Loyers et charges
Voir *Logement et habitat* **2.**
Questions au Gouvernement **118, 139.**

Vente des -
Voir *Logement et habitat* **2.**

HALLES (Forum des -)

Interpellation de mineurs au -
Voir *Questions au Gouvernement* **99.**

HANDICAPES

1. — Proposition de loi n° 47 tendant à la reconnaissance de la **langue des signes française.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 165 tendant à assurer une large **information sur les problèmes des personnes atteintes d'un handicap.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 468 tendant à modifier l'article 35-I de la loi n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées, relatif aux **conditions d'attribution de l'allocation aux adultes handicapés.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Serge Charles. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Famille* **8.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, affaires sociales et emploi.

Aide à domicile
Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, après l'article 63.

Adultes
Voir *Questions orales sans débat* **146.**
Départements d'outre-mer **5.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Affaires sociales et emploi.

Prestations sociales
Voir *Questions au Gouvernement* **172** et **207.**

HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL

Suppression de la -
Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**
Audiovisuel **4.**

HERMES (projet d'avion spatial -)
Voir *Questions au Gouvernement* **115.**

HERSANT (groupe)
Voir *Presse, édition et imprimerie* **2.**
Questions au Gouvernement **48, 75.**

HEURE D'ETE
Voir *Questions orales sans débat* **160.**

HOMMAGES

1. - A la mémoire de Robert Schuman :

Message de M. le Président de la République lu par M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale : empreinte laissée par Robert Schuman sur la période suivant la fin de la deuxième Guerre mondiale ; déclaration du 9 mai 1950 fixant la démarche déterminant encore la construction européenne ; association de la France et de l'Allemagne ; prudence vis-à-vis des revendications supranationales [25 juin 1986] (p. 2444) ; nécessité de l'union européenne ; achèvement de la construction européenne ; attaques formulées à son égard (p. 2445).

Allocution de M. Jean Lecanuet, président de la commission des affaires étrangères : union de l'Europe transcendant les nationalismes ; conceptions mises en avant par Robert Schuman ; ouverture d'un dialogue vers l'Est ; lancement le 9 mai 1950 de la création de la première Communauté européenne ; grandes étapes de la construction européenne [25 juin 1986] (p. 2445) ; déclaration du 9 mai 1950 ; définition d'une communauté de sécurité et de défense (p. 2446).

Allocution de M. Jacques Chirac, Premier ministre : centième anniversaire de la naissance de Robert Schuman ; réconciliation franco-allemande ; lancement de la Communauté européenne du charbon et de l'acier le 9 mai 1950 [25 juin 1986] (p. 2446) ; engagement européen de la France ; soumission prochaine au Parlement de la ratification de l'Acte Unique ; renforcement de la coopération politique ; nécessité de la construction de l'Europe (p. 2447).

2. - A la mémoire de Paul Borgniet, secrétaire général honoraire de l'Assemblée et de la présidence : Chaban-Delmas (Jacques), président [1er juillet 1986] (p. 2705) ; Rossinot (André), ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 2705).

HONFLEUR

Construction d'un pont

Voir *Questions orales sans débat* **121**.

HOPITAUX, ETABLISSEMENTS DE SOINS ET DE CURE

1. — Proposition de loi n° 117 tendant à modifier certaines dispositions relatives aux établissements d'hospitalisation publique et à rétablir les **attributions des services hospitaliers**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Bernard Debré. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 161 relative aux **activités du secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Bernard Debré et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 174 tendant à prévoir des dispositions transitoires pour les agents titulaires et non titulaires de l'établissement visé au 7° de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant **dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Louis Besson et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Projet de loi n° 504 relatif aux **établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 3 décembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi.
Questions au Gouvernement **38**.

Effectifs des -

Voir *Questions orales sans débat* **35**.

Forfait hospitalier

Voir *Politique économique et sociale* **5**.

Hospitalisation privée

Voir *Politique économique et sociale* **5**.
Questions au Gouvernement **297**.
Questions orales sans débat **141**.

HOTELLERIE ET RESTAURATION

Voir *Questions au Gouvernement* **81**.

I

ILES EPARSES

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.

ILLETTRISME

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., enseignement scolaire.

IMMEUBLES

Voir *Propriété* **1**.

IMMIGRATION

Voir *Etrangers* **5**.

IMMIGRES

Voir *Etrangers* **5**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi, questions.

Accès aux écoles maternelles

Voir *Questions au Gouvernement* **199**.

IMMOBILIER

Voir *Professions et activités immobilières*.

IMMUNITES PARLEMENTAIRES

Voir *Parlement* **4, 6**.

IMPOTS ET TAXES

1. — Proposition de loi n° 125 visant à modifier le **régime fiscal d'évaluation des stocks de vins et eaux de vie** à appellation d'origine contrôlée.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Bruno Bourg-Broc et plusieurs de ses collègues. - Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. — Proposition de loi n° 140 tendant à porter amnistie fiscale et douanière et à éditer les premières mesures d'urgence pour rétablir la justice et la liberté dans les **procédures fiscales et douanières**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. — Proposition de loi n° 264 tendant à l'harmonisation du **régime fiscal des couples mariés et des couples en état de concubinage**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

4. — Proposition de loi n° 385 tendant à instaurer une **taxe d'entretien des sites classés**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Jean-François Michel. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Lamassoure (27 novembre 1986).

5. — Proposition de loi n° 390 tendant à modifier l'article L. 142-2 du code de l'urbanisme instituant une **taxe départementale d'espaces verts**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Vincent Ansquer. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Louis Masson (13 novembre 1986).

6. — Proposition de loi n° 461 relative aux mesures d'urgence à prendre en faveur d'une **démocratisation de la fiscalité**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Roger Combrisson et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

7. — Projet de loi n° 571 modifiant les **procédures fiscales et douanières**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 décembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Propriété industrielle* **1**.
Questions au Gouvernement **3**.
Traités et conventions **8, 15, 19, 21**.

Allègements fiscaux

Voir *Questions au Gouvernement* **50**.
Questions orales sans débat **80**.

Contribution de 0,4 % sur le revenu en faveur de la caisse nationale d'assurance vieillesse

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **3.**

Contributions indirectes

Voir *Loi de finances rectificative* **2,** article 14.

Dénonciations anonymes

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, article 57.

Droit de consommation sur les tabacs

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, après l'article 63.

Perquisitions fiscales

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, article 57.

Recouvrement

Voir *Loi de finances rectificative* **2,** article 16.

Revenus mobiliers

Voir *Loi de finances rectificative* **2,** article 9.

Saisie de documents comptables

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, article 57.

- sur les fonds communs de placement et les S.I.C.A.V. de trésorerie.

Voir *Questions au Gouvernement* **23.**

- sur les gains aux jeux de hasard

Voir *Questions au Gouvernement* **18.**

IMPOTS LOCAUX

1. — Proposition de loi n° 163 tendant à limiter le taux de la **taxe foncière sur les propriétés non bâties.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — Proposition de loi n° 187 visant à modifier le calcul de l'**assiette de la taxe professionnelle.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Gérard Trémège. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3. — Proposition de loi n° 349 tendant à compléter l'article 1411 du code général des impôts afin de faire bénéficier d'un abattement sur la **taxe d'habitation** les **personnes âgées** de plus de soixante-cinq ans et ayant élevé trois enfants et plus.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Serge Charles (27 novembre 1986).

4. — Proposition de loi n° 379 relative à la suppression de la **taxe professionnelle.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Xavier Hunault. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Lamassoure (27 novembre 1986).

Taxe sur les remontées mécaniques

Voir *Collectivités locales* **5.**

IMPOT SUR LE REVENU

1. — Proposition de loi n° 19 tendant à accorder une **demi-part supplémentaire** aux contribuables mariés exerçant chacun une activité salariée et ayant au moins un enfant à charge.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Paul Mercieca et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. — Proposition de loi n° 20 tendant, en cas de décès d'un contribuable, à faire bénéficier ses héritiers de l'**étalement de droit du paiement de l'impôt sur le revenu du défunt.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean Giard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

3. — Proposition de loi n° 291 tendant à accorder aux personnes employant du personnel à des **tâches familiales ou ménagères** un **abattement pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Roland Blum. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

4. — Proposition de loi n° 451 tendant à accorder aux personnes employant du personnel en vue de faciliter le **maintien à domicile des personnes âgées** un **abattement pour le calcul de l'impôt sur le revenu.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Jacques Médecin. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

5. — Proposition de loi n° 452 tendant à favoriser l'**emploi du personnel dans les familles,** en leur accordant les mêmes **avantages fiscaux** qu'aux entreprises.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Bernard-Claude Savy. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

6. — Proposition de loi n° 466 tendant à autoriser les contribuables à **déduire de leur revenu imposable les dépenses** occasionnées par l'emploi de **personnel occupé à des tâches familiales ou ménagères.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par MM. Guy Herlory, François Porteu de la Morandière et Michel de Rostolan. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

7. — Proposition de loi n° 581 relative à l'élargissement du domaine d'application de l'échelonnement du revenu exceptionnel aux **professions imposées dans la catégorie des bénéfices non commerciaux.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Pierre Micaux. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

8. — Proposition de loi n° 591 tendant à instaurer une **compensation fiscale** en faveur des contribuables ayant supporté des **charges de famille nombreuse.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Yvon Briant. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

9. — Proposition de loi n° 592 tendant à accorder une **part entière par enfant** pour le calcul du **quotient familial.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Yvon Briant. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

10. — Proposition de loi n° 593 tendant à la **suppression du plafonnement** du **quotient familial** institué par la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Yvon Briant. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Famille* **6.**
Rappels au règlement **326.**

Charges de famille

Voir *Famille* **5.**

- des médecins

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, après l'article 59 ; après l'article 60.

Evaluation administrative (professions indépendantes)

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, après l'article 55.

Imposition forfaitaire

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, après l'article 55.

Procédures de contrôle

Voir *Procédures fiscales et douanières.*

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES

Voir *Loi de finances rectificative* **1**, article 13.

IMPOT SUR LES SOCIETES

Voir *Loi de finances rectificative* **1**.

Abaissement du taux de l'-

Voir *Loi de finances rectificative* **1**, article 1er.

Entreprises des D.O.M.

Voir *Loi de finances rectificative* **2**, après l'article 16.

Frais généraux

Voir *Lois de finances* **2** (première partie), article 5.

Sociétés mères et filiales

Voir *Lois de finances* **2** (première partie), article 6 ; après l'article 9.

IMPRIMERIE NATIONALE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Economie, finances et privatisation II.

INCENDIES DE FORETS

Voir *Bois et forêts.*

INCIDENTS DE SÉANCE

Voir *Assemblée nationale.*

INCOMPATIBILITES

Voir *Elections et référendums* **3**.

INDEMNISATIONS

Voir *Ordre public* **12**.

INDONESIE

Voir *Rappels au règlement* **320**.

INDUSTRIE

1. — Proposition de loi n° 3 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur l'utilisation des fonds publics accordés au **groupe Boussac.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 8 avril 1986 par M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Guy Ducoloné (9 octobre 1986). — Rapport n° **425** (29 octobre 1986).

2. — Proposition de résolution n° 257 tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner l'**utilisation des fonds publics** dont ont bénéficié les **chantiers navals** et plus généralement les entreprises relevant de la filière maritime, et de faire toutes propositions portant d'une part réparation des détournements de fonds et d'autre part en vue d'une nouvelle efficacité économique et sociale de la filière maritime.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 10 juillet 1986 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (9 octobre 1986). — Rapport n° **426** (29 octobre 1986).

3. — Rapport d'information déposé par M. Alain Chastagnol en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges sur les **hautes technologies et l'accès au marché japonais (n° 369)** [3 octobre 1986].

4. — Rapport d'information déposé par M. Jacques Dominati en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, sur l'**avenir industriel de la France** (Actes du colloque des 7 et 8 octobre 1986) (**n° 431**) par M. Jacques Dominati [31 octobre 1986].

5. — Proposition de résolution n° 530 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur la gestion de la **sidérurgie française.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 9 décembre 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Privatisation de l'- d'armement

Voir *Politique économique et sociale* **1**.

INFLATION

Voir *Rappels au règlement* **325** et **470**.

INFORMATIQUE

Voir *Droit pénal* **7**.

INITIATIVE DE DEFENSE STRATEGIQUE (I.D.S.)

Voir *Questions au Gouvernement* **93, 148, 178**.

INSECTES

Voir *Lutte antivectorielle.*

INSEMINATION ARTIFICIELLE

Voir *Vie, médecine et biologie* **3**.

INSPECTION DU TRAVAIL

Voir *Travail* **9**.

INSTITUT DE RECHERCHE METABOLIQUE DE CAEN

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Enseignement supérieur et recherche.

INSTITUT DES LANGUES ORIENTALES (Implantation de l'-)

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Enseignement supérieur et recherche.

INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL

Voir *Audiovisuel* **4**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Communication.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Communication, questions.

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE PEDAGOGIQUE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., Enseignement scolaire.

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES (I.N.S.E.E.)

Voir *Politique économique et sociale* **6**.

INSTITUT NATIONAL DES APPELLATIONS D'ORIGINE (I.N.A.O.)

Voir *Loi de finances rectificative* **2**, article 23 et deuxième délibération.

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I., Enseignement scolaire.

Revalorisation de la carrière des -

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Education nationale I, Enseignement scolaire.

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE (I.U.T.)

Voir *Questions au Gouvernement* **110**.
Questions orales sans débat **44**.

INTERDICTION DE SEJOUR

Droit pénal 1.

INTERMEDIAIRES FINANCIERS

1. — Proposition de loi n° 513 tendant à modifier les conditions exigées pour la constitution de **sociétés commerciales de remisiers et de gérants de portefeuille.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Pierre Mazeaud. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE (I.V.G.)

Voir *Avortement.*

INVALIDES DE GUERRE

Voir *Questions orales sans débat* **56.**

INVESTISSEMENTS

Voir *Lois de finances* **2.**
Traités et conventions **4.**

Aide aux-

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**

Incitation fiscale à l'-

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**

ISLAM

Voir *Etrangers* **5.**

J

JEUNES

Emploi des -

Voir *Emploi et activité* **5.**
Questions au Gouvernement **176, 187.**

JEUNES AGRICULTEURS

Voir *Agriculture* **5.**

JEUNESSE OUVRIERE CHRETIENNE (J.O.C.)

Voir *Questions au Gouvernement* **78.**

JEUX ET PARIS

1. — Proposition de résolution n° 214 tendant à la création d'une **commission d'enquête sur le fonctionnement du loto.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 25 juin 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Gérard Léonard (9 octobre 1986). — Rapport n° **429** (30 octobre 1986).

2. — Proposition de loi n° 512 tendant à modifier certaines dispositions relatives aux **casinos autorisés.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Léonce Deprez et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Henri Cuq (11 décembre 1986). — Rapport n° **565** (17 décembre 1986). — Discussion le 17 décembre 1986. — Adoption le 17 décembre 1986. — Proposition de loi n° **76.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1986] (p. 7719).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7721, 7722) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7722, 7723) ; *Galland (Yves)* (p. 7724) ; *Cuq (Henri)* (p. 7724) ; rejetée (p. 7725) ;

Question préalable de M. André Lajoinie : *Chomat (Paul)* (p. 7725, 7726) ; *Bachelet (Pierre)* (p. 7726) ; *Galland (Yves)* (p. 7726) ; rejetée (p. 7726).

Amendements du Gouvernement (nature contestable de certains - sur le D.M.O.S. et le texte de C.M.P. sur la loi de finances pour 1987) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7721).

Boissons (vente de - dans les casinos) : *Cuq (Henri)* (p. 7720) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7722).

Casinos (situation financière des -) : *Cuq (Henri)* (p. 7719) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7723) ; *Galland (Yves)* (p. 7724).

Casinos étrangers (et notamment des pays de l'Est) : *Cuq (Henri)* (p. 7719) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7723) ; *Galland (Yves)* (p. 7726).

Chômeurs (aide aux -) : *Chomat (Paul)* (p. 7725).

Fiscalité des casinos : *Galland (Yves)* (p. 7721) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 7727).

Groupes de pression (présence et absence de - dans l'hémicycle : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7721) ; *Chomat (Paul)* (p. 7725) ; *Moreau (Louise)* (p. 7727).

Loi du 12 juillet 1983 sur l'interdiction des machines à sous : *Cuq (Henri)* (p. 7719) ; *Galland (Yves)* (p. 7720, 7724) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7721) ; *Moreau (Louise)* (p. 7727).

Machines à sous (installation de - dans les casinos) : *Cuq (Henri)* (p. 7719, 7720) ; *Galland (Yves)* (p. 7720, 7721, 7724) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7721) ; *Deprez (Léonce)* (p. 7723) ; *Chomat* (Paul) (p. 7725) ; *Bachelet (Pierre)* (p. 7726) ; *Moreau (Louise)* (p. 7727) ; *Peyron (Albert)* (p. 7727).

Navires (jeux d'argent sur les -) : *Le Meur (Daniel)* (p. 7726).

Ordre du jour de la fin de session : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7721).

Pauvreté (lutte contre la -) : *Chomat (Paul)* (p. 7725).

Stations touristiques classées (avenir des - et exemple de Bandol) : *Deprez (Léonce)* (p. 7722, 7723) ; *Bachelet (Pierre)* (p. 7726) ; *Moreau (Louise)* (p. 7727) ; *Peyron (Albert)* (p. 7727).

Trafic et recel de machines à sous : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7721, 7722) ; *Galland (Yves)* (p. 7724).

Discussion des articles (p. 7728).

Article 1er (*introduction de machines à sous dans les casinos autorisés*) : adopté.

Après l'article 1er amendement n° 1 du Gouvernement (tendant à exonérer du droit de timbre les cartes d'entrée dans les salles de casino où sont installés des appareils de jeux automatiques) : adopté.

Article 2 (*exploitation de plusieurs débits de boissons dans les casinos autorisés*) : adopté.

Explications de vote (p. 7728).

Jeux (importance des -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7728).

Vote positif du groupe Front national : *Golinisch (Bruno)* (p. 7728).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 7728).

Casinos (fiscalité)

Voir *Loi de finances rectificative* **2,** article 27.

JEUX OLYMPIQUES

— d'hiver de 1992

Voir *Loi de finances rectificative* **2,** article 20.

Organisation en France des -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**

JOURNALISTES

Voir *Questions au Gouvernement* **97, 98.**

JOURNAUX

Voir *Presse, édition et imprimerie* **2.**

JUGES DE L'APPLICATION DES PEINES

Voir *Droit pénal* **5.**
Procédure pénale **1.**

JURES

Voir *Questions au Gouvernement* **277.**

JUSTICE

1. — **Proposition de loi n° 17** tendant à instituer l'exécution provisoire de droit des décisions rendues en première instance par les **conseils de prud'hommes.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Charles Fiterman et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Guy Ducoloné (20 juin 1986).

2. — **Proposition de loi n° 134** tendant à rétablir les **tribunaux permanents des forces armées.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

3. — **Proposition de loi n° 160** tendant à instaurer, pour l'avocat d'un demandeur, l'obligation impérative de porter à la connaissance de la juridiction saisie la **constitution du défendeur.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration de la République.

4. — **Proposition de loi n° 315** tendant à conférer aux **conciliateurs** le statut d'auxiliaire de justice et la fonction de suppléant du juge d'instance.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

5. — **Proposition de loi n° 467** tendant à modifier l'article 18 de la loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 fixant les règles garantissant l'**indépendance des membres des tribunaux administratifs.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Pierre-Rémy Houssin. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (27 novembre 1986).

K

KAHN (Jean-François) (Directeur de *L'événement du jeudi*)

Voir *Questions au Gouvernement* **96.**
Audiovisuel **4.**

KERGUELEN (ILES)

Pavillon des -

Voir *Questions orales sans débat* **50.**

KLAUS BARBIE

Procès de -

Voir *Questions au Gouvernement* **291.**

L

LABORATOIRES D'ANALYSES ET DE BIOLOGIE MEDICALE

Voir *Santé publique* **4.**

LAIT

Voir *Questions orales sans débat* **142.**

Production de -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, agriculture B.A.P.S.A.
Questions au Gouvernement **245.**

Production de - en montagne

Voir *Questions orales sans débat* **52.**

Quotas laitiers

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, agriculture B.A.P.S.A.

Taxe de coresponsabilité laitière

Voir *Questions au Gouvernement* **69.**
Questions orales sans débat **52.**

LANCE-GRENADES

Emploi de - par la police

Voir *Questions orales sans débat* **155.**

LANGUE DES SIGNES FRANÇAISE

Voir *Handicapés* **1.**

LANGUES ET CULTURES ETRANGERES

1. — **Proposition de loi n° 115** relative à l'**enseignement de la langue et de la culture arméniennes.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

LANGUES ET CULTURES REGIONALES

1. — **Proposition de loi n° 166** relative aux langues de France et aux **cultures régionales.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Guy Hermier et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — **Proposition de loi n° 177** relative au statut et à la promotion des **langues et cultures régionales.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Jean Briane. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Questions orales sans débat* **115.**

LIBAN

Voir *Questions au Gouvernement* **215.**

Otages français au -

Voir *Questions au Gouvernement* **231, 232.**
Questions orales sans débat **49.**

Troupes françaises au -

Voir *Questions au Gouvernement* **223.**

LIBERTES INDIVIDUELLES

Respect des -

Voir *Questions au Gouvernement* **108.**

LIBERTES PUBLIQUES

Liberté de manifestation

Voir *Ordre public* **5.**

Liberté d'expression

Voir *Questions au Gouvernement* **172.**

Liberté d'information

Voir *Questions au Gouvernement* **218.**

Liberté d'opinion

Voir *Ordre public* **1.**

LIBYE

Voir *Terrorisme.*

Attitude de la C.E.E. et de la France au regard de l'intervention américaine en -

Voir *Questions au Gouvernement* **5.**

Position de la France sur le conflit américano-libyen

Voir *Questions au Gouvernement* **11.**

LICENCIEMENTS

Voir *Emploi et activité* **2.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, affaires sociales et emploi, questions.
Travail **14.**

Autorisation administrative

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, affaires sociales et emploi.
Questions au Gouvernement **63.**

Suppression de l'autorisation administrative de -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**
Motions de censure **4.**
Politique économique et sociale **1.**
Travail **9, 14.**

LIEN FIXE TRANSMANCHE

Voir *Transports*

LISTES ELECTORALES

Voir *Elections et référendums* **7.**

LIVRES

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, communication.

LOGEMENT ET HABITAT

1. — Proposition de loi n° 185 tendant à faciliter l'**accession des locataires** d'habitations à loyer modéré et **la propriété de leur logement.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Charles Millon. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

2. — Projet de loi n° 215 tendant à favoriser l'investissement locatif et l'**accession à la propriété de logements sociaux.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Pierre Mehaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. — Urgence déclarée le 17 juillet 1986. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. René Beaumont (3 juillet 1986). — Rapport n° **258** (10 juillet 1986). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles de la législation et de l'administration générale de la République (1er juillet 1986). — Rapporteur pour avis : M. André Fanton (3 juillet 1986). — Discussion les 17, 18, 21, 22 et 23 juillet 1986. — Adoption le 23 juillet 1986. — Projet de loi n° **23.**

Sénat (première lecture), n° **476** (1985-1986). — Dépôt le 24 juillet 1985. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Alphonse Arzel. — Rapport n° **26** (1986-1987) (23 octobre 1986). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur pour avis : M. Jean Faure ; avis n° **27** (1986-1987) (23 octobre 1986) ; à la commission des affaires sociales. — Rapporteur pour avis : M. José Balarello. — Avis n° **28** (1986-1987) (23 octobre 1986). — Discussion les 30 octobre, 4, 5, 6 novembre 1986. — Adoption le 6 novembre 1986. — Projet de loi n° **9** (1986-1987).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **436.** — Dépôt le 7 novembre 1986. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 14 novembre 1986] (p. 13630).

Bureau [*J.O.* du 28 novembre 1986] (p. 14312).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. René Beaumont. — Rapport n° **498** (27 novembre 1986). — Discussion le 2 décembre 1986. — Adoption avec modifications le 2 décembre 1986. — Projet de loi n° **51.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Luc Dejoie. — Rapport n° **81** (1986-1987) (27 novembre 1986). — Discussion le 11 décembre 1986. — Adoption définitive le 11 décembre 1986. — Projet de loi n° **24** (1986-1987).

Loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986. — Publiée au *J.O.* du 24 décembre 1986 (p. 15531).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 215 et ceux de la loi n° 86-1290

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE I **Des rapports entre bailleurs et locataires** CHAPITRE PREMIER *Dispositions générales*			
1		Caractère d'ordre public et champ d'application de la loi.	Première lecture : 17 juillet 1986	3462	1
	1er *bis* (Sénat)	Locations de locaux vacants.	C.M.P. : 2 décembre 1986	7017	2
2		Contenu du contrat de location.	Première lecture : 17 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3467 7017	3
3		Clauses réputées non écrites.	Première lecture : 18 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3480 7018	4
4		État des lieux.	Première lecture : 18 juillet 1986	3483	–
	Supprimé (Sénat)				
5		Rémunération des intermédiaires.	Première lecture : 18 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3484 7018	5
6		Obligations du bailleur.	Première lecture : 18 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3484 7018	6
7		Obligations du locataire.	Première lecture : 18 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3487 7018	7
8		Cession du contrat de location et sous-location.	Première lecture : 18 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3491 7018	8
		CHAPITRE II *De la durée du contrat de location*			
9		Durée du contrat de location et reconduction tacite.	Première lecture : 21 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3560-3572 7018	9
10		Contrat de location d'une durée inférieure à 4 ans.	Première lecture : 21 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3586 7018	10
11		Droit de résiliation du locataire.	Première lecture : 18 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3493 7019	11

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
12	Supprimé (A.N.)	Extension de la notion de « bailleur personne physique » en ce qui concerne l'attribution de certains droits.	Première lecture : 21 juillet 1986	3591	12
	Rétabli (C.M.P.)		C.M.P. : 2 décembre 1986	7019	
13		Transmission du contrat de location en cas d'abandon du domicile ou de décès du locataire.	Première lecture : 18 juillet 1986	3493	13
			C.M.P. : 2 décembre 1986	7019	
14		Congé.	Première lecture : 22 juillet 1986	3612	14
			C.M.P. : 2 décembre 1986	7019	
	14 *bis* (Sénat)	Prorogation du contrat de location.			
	Supprimé (C.M.P.)		C.M.P. : 2 décembre 1986	7019	
		CHAPITRE III			
		Du loyer et des charges			
15		Fixation du loyer et révision des loyers des contrats en cours.	Première lecture : 18 juillet 1986	3504	15
			C.M.P. : 2 décembre 1986	7019	
16		Remise d'une quittance ou d'un reçu au locataire.	Première lecture : 18 juillet 1986	3518	16
17		Dépôt de garantie.	Première lecture : 18 juillet 1986	3519	17
			C.M.P. : 2 décembre 1986	7019	
18		Charges récupérables.	Première lecture : 18 juillet 1986	3522	18
			C.M.P. : 2 décembre 1986	7019	
19		Suspension provisoire des effets de la clause de résiliation de plein droit pour non-paiement du loyer, des charges et du dépôt de garantie.	Première lecture : 21 juillet 1986	3543	19
			C.M.P. : 2 décembre 1986	7019	
		CHAPITRE IV			
		Dispositions transitoires			
20		Entrée en vigueur des nouvelles dispositions.	Première lecture : 21 juillet 1986	3553	20
			C.M.P. : 2 décembre 1986	7020	
21		Procédure de majoration du loyer lors du renouvellement des contrats en cours à la date de publication de la loi.	Première lecture : 22 juillet 1986	3613	21
			Seconde délibération : 23 juillet 1986	3793	
			C.M.P. : 2 décembre 1986	7020	
22		Congé donné pour les contrats en cours.	Première lecture : 22 juillet 1986	3621	22
			C.M.P. : 2 décembre 1986	7020	
23		Application des dispositions transitoires des articles 21 et 22.	Première lecture : 22 juillet 1986	3623	23
			C.M.P. : 2 décembre 1986	7020	
24		Commission départementale de conciliation.	Première lecture : 22 juillet 1986	3627	24
			C.M.P. : 2 décembre 1986	7020	

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		CHAPITRE V *Modification de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948*			
25		Locaux vacants.	Première lecture : 22 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3611-3638 7020	25
26		Baux conclus à l'expiration d'un bail de l'article 3 *ter* de la loi du 1er septembre 1948.	Première lecture : 22 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3648 7020	26
27		Titulaires du droit au maintien en cas d'abandon de domicile ou de décès de l'occupant.	Première lecture : 22 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3649 7021	27
28		Sortie progressive de la loi de 1948 pour les locaux des catégories II B et II C. Champ d'application.	Première lecture : 22 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3650 7021	28
29		Non-application de l'article 28 pour les locataires ou occupants de bonne foi âgés de plus de 65 ans.	Première lecture : 22 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3653 7021	29
30		Montant du loyer.	Première lecture : 22 juillet 1986	3656	30
31		Procédure de conclusion du bail.	Première lecture : 22 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3657 7021	31
32		Sort des travaux effectués par le locataire.	Première lecture : 22 juillet 1986	3658	32
33		Situation du locataire à l'expiration d'un bail conclu en application de l'article 28.	Première lecture : 22 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3659 7021	33
34		Contrats de location conclus à l'expiration des baux des articles 3 *bis*, 3 *quater*, 3 *quinquies* et 3 *sexies* de la loi de 1948.	Première lecture : 22 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3659 7021	34
	34 *bis* (Sénat)	Application des normes prévues à l'article 25 du projet aux baux de sortie de la loi de 1948.	C.M.P. : 2 décembre 1986	7021	35
		CHAPITRE VI *Dispositions relatives aux logements appartenant aux organismes d'H.L.M. ou gérés par eux*			
35		Statut des locataires d'H.L.M.	Première lecture : 22 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3674 7021	36
36		Fixation des loyers par les organismes d'H.L.M.	Première lecture : 22 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3684 7022	37
37		Exceptions à l'article 36.	Première lecture : 22 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3688 7022	38
38		Limite aux augmentations des loyers.	Première lecture : 22 juillet 1986	3690	39

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
39		Logements appartenant aux collectivités locales.	Première lecture : 22 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3690 7022	40
		CHAPITRE VII *Des procédures de concertation*			
40		Création d'une commission nationale de concertation	Première lecture : 23 juillet 1986	3700	41
41		Accords collectifs locaux dans le secteur des bailleurs institutionnels.	Première lecture : 23 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3704 7022	42
42		Représentativité des organisations de bailleurs, de gestionnaires et de locataires.	Première lecture : 23 juillet 1986	3708	43
43		Rôle des représentants d'organisations de locataires.	Première lecture : 23 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3709 7022	44
		CHAPITRE VIII *Dispositions diverses*			
44		Révision de loyers-plafonds.	Première lecture : 23 juillet 1986	3713	45
45		Non-application de certaines dispositions du projet de loi aux logements des organismes H.L.M.	Première lecture : 23 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3715 7022	46
46	Supprimé (A.N.)	Non-application de certaines dispositions du projet de loi aux logements des organismes H.L.M. ayant fait l'objet d'un contrat de location	Première lecture : 23 juillet 1986	3715	–
47		Non-application de certaines dispositions du projet aux logements soumis à la loi de 1948.	Première lecture : 23 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3716 7022	47
48		Non-application de certaines dispositions du projet de loi aux logements régis par une convention A.P.L.	Première lecture : 23 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3716 7022	48
49		Non-application de certaines dispositions du projet de loi aux logements réglementés en contrepartie de primes ou de prêts spéciaux du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique.	Première lecture : 23 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3716 7022	49
50		Logements loués à titre exceptionnel et transitoire par les collectivités locales.	Première lecture : 23 juillet 1986	3717	50
51		Contrats n'ayant pas été mis en conformité avec la loi du 22 juin 1982.	Première lecture : 23 juillet 1986	3717	51
52		Sort des accords collectifs entre bailleurs et locataires.	Première lecture : 23 juillet 1986	3717	52
53		Sort des accords d'amélioration conclus entre le bailleur et l'état.	Première lecture : 23 juillet 1986	3718	53
54		Respect des loyers-plafonds fixés par les conventions A.P.L. et les règlements des prêts spéciaux.	Première lecture : 23 juillet 1986	3718	54
	55 A (Sénat) Supprimé (C.M.P.)	Obligation au bailleur d'adresser une offre de vente aux locataires et occupants de bonne foi pour les locaux qu'ils occupent ; Droit de préférence.	C.M.P. : 2 décembre 1986	7022	–
55		Abrogation de la loi du 22 juin 1982.	Première lecture : 23 juillet 1986	3720	55

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	55 *bis* A (Sénat)	Abrogation de l'ordonnance n° 58-1444 du 31 décembre 1958.	C.M.P. : 2 décembre 1986	7023	56
	55 *bis* (A.N.)	Sociétés civiles professionnelles. Bénéfice des dérogations et autorisations à titre personnel.	Première lecture : 23 juillet 1986	3727	57
	55 *ter* (A.N.)	Inapplicabilité des dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation aux sociétés civiles professionnelles ; bénéfice des dérogations et autorisations à titre personnel.	Première lecture : 23 juillet 1986	3728	58
	Supprimé (Sénat)				
	Rétabli (C.M.P.)		C.M.P. : 2 décembre 1986	7023	
	55 *quater* (Sénat)	Dispositions relatives à la pêche en eau douce et à la gestion des ressources piscicoles.	C.M.P. : 2 décembre 1986	7023	59
	55 *quinquies* (Sénat)	Dispositions relatives à diverses simplifications administratives en matière d'urbanisme.	C.M.P. : 2 décembre 1986	7023	60
		TITRE II **De l'accession à la propriété de certains logements sociaux**			
56		Dispositions applicables aux cessions, aux transformations d'usage et aux démolitions d'éléments du patrimoine immobilier.	Première lecture : 23 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3729 7023	61
57		Entrée en vigueur de l'article 56 ; dispositions transitoires.	Première lecture : 23 juillet 1986	3752	62
	57 *bis* (Sénat)	Abrogation du décret-loi du 28 février 1852 sur les sociétés de crédit foncier.	C.M.P. : 2 décembre 1986	7024	63
		TITRE III **Mesures destinées à favoriser le développement de l'offre foncière**			
	58 A (A.N.)	Réduction des contraintes résultant d'un plan d'occupation des sols par l'ensemble des communes.	Première lecture : 23 juillet 1986	3753	–
	Supprimé (Sénat)				
58		Plafond légal de densité.	Première lecture : 23 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3768 7024	64
	58 *bis* (Sénat)	Disparition du plafond de densité faute de décision positive de la commune dans un certain délai.	C.M.P. : 2 décembre 1986	7024	65
59		Conditions d'exclusion des surfaces nécessaires à l'isolation thermique en acoustique dans les calculs de la surface de plancher.	Première lecture : 23 juillet 1986	3771	66
60		Condition particulière de modification d'un P.O.S. et application anticipée d'un P.O.S. en cours d'établissement.	Première lecture : 23 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3771 7024	67
61		Droit de préemption urbain.	Première lecture : 23 juillet 1986	3777	68
	61 *bis* (A.N.)	Hypothèse de substitution du droit de préemption urbain à une zone d'intervention foncière.	Première lecture : 23 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3781 7024	69
	61 *ter* (A.N.)	Coordination.	Première lecture : 23 juillet 1986	3782	70

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
62		Procédure d'approbation d'un plan d'aménagement de zone.	Première lecture : 23 juillet 1986	3783	71
63		Conditions de délivrance du permis de construire dans un lotissement.	Première lecture : 23 juillet 1986	3784	72
	63 *bis* (Sénat)	Dispositions relatives à la Corse.	C.M.P. : 2 décembre 1986	7025	73
		TITRE IV **Dispositions portant allégement des conditions de fonctionnement des organismes d'H.L.M.**			
64		Allégement des dispositions comptables relatives aux offices publics d'aménagement et de construction.	Première lecture : 23 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3786 7025	74
	64 *bis* (A.N.)	Hypothèse où le conseil d'administration d'un office public d'aménagement décide de rester soumis aux règles de la comptabilité publique.	Première lecture : 23 juillet 1986 C.M.P. : 2 décembre 1986	3787 7025	75
	64 *ter* (Sénat)	Nomination d'un comptable.	C.M.P. : 2 décembre 1986	7025	76
65	Supprimé (A.N.)	Possibilité de transfert du patrimoine des offices d'H.L.M. à des sociétés anonymes d'H.L.M. ou à des sociétés d'économie mixte locale.	Première lecture : 23 juillet 1986	3789	–
	65 *bis* (A.N.)	Recouvrement des sommes dues par les acquéreurs d'H.L.M.	Première lecture : 23 juillet 1986	3790	77
66		Remplacement des statuts-types des sociétés anonymes d'H.L.M. et des coopératives d'H.L.M. par des clauses-types.	Première lecture : 23 juillet 1986	3791	78
67		Hypothèque légale prise par la caisse de garantie du logement social.	Première lecture : 23 juillet 1986	3791	79
	68 (Sénat)	Adjonction de dépendances, annexes, jardins privatifs ou collectifs accolés ou non aux immeubles.	C.M.P. : 2 décembre 1986	7025	80

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [17 juillet 1986] (p. 3391, 3421, 3452).

Exception d'irrecevabilité de M. Bernard Deschamps : *Deschamps (Bernard)* (p. 3401, 3402, 3403, 3404) ; *Raoult (Eric)* (p. 3404, 3405, 3406) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3406) ; rejetée au scrutin public (p. 3406).

Motion de renvoi en commission de M. Paul Mercieca : *Giard (Jean)* (p. 3454, 3455) ; *Briane (Jean)* (p. 3455, 3456) ; *Dominati (Jacques)* (p. 3456) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3456) rejetée au scrutin public (p. 3456).

Question préalable de M. Pierre Joxe : *Malandain (Guy)* (p. 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3411, 3412, 3413) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3413) ; rejetée au scrutin public (p. 3413).

Aide personnalisée au logement : *Deschamps (Bernard)* (p. 3402) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3427) ; *Badet (Jacques)* (p. 3434) ; *Oehler (Jean)* (p. 3440) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3454) ; *Giard (Jean)* (p. 3454, 3455).

Amélioration de l'habitat : *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3413, 3428, 3452) ; *Giard (Jean)* (p. 3428) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3433).

Commissions des rapports locatifs : *Giard (Jean)* (p. 3455) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3456).

Crise du logement dans les grandes villes : *Beaumont (René)* (p. 3391, 3392) ; *Fanton (André)* (p. 3397) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3397, 3452) ; *Raoult (Eric)* (p. 3404, 3405) ; *Boyon (Jacques)* (p. 3436) ; *Briane (Jean)* (p. 3456).

Déréglementation de l'urbanisme : *Briant (Yvon)* (p. 3435) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3452).

Droit au logement et à l'habitat : *Fanton (André)* (p. 3395, 3396) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3397) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3401, 3402, 3403) ; *Raoult (Eric)* (p. 3404) ; *Malandain (Guy)* (p. 3407) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3421) ; *Badet (Jacques)* (p. 3433) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3442).

Droit de préemption urbain : *Beaumont (René)* (p. 3394) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3398) ; *Raoult (Eric)* (p. 3406) ; *Besson (Louis)* (p. 3430).

Durée et rupture du bail : *Beaumont (René)* (p. 3393) ; *Fanton (André)* (p. 3395) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3399, 3400) ; *Raoult (Eric)* (p. 3405) ; *Malandain (Guy)* (p. 3410) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3424) ; *Clément (Pascal)* (p. 3421) ; *Koehl (Emile)* (p. 3445).

Equilibre des relations entre bailleurs et locataires : *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3397, 3399, 3453) ; *Malandain (Guy)* (p. 3410) ; *Tiberi (Jean)* (p. 3422) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3424) ; *Boyon (Jacques)* (p. 3436) ; *Oehler (Jean)* (p. 3440, 3441) ; *de Robien (Gilles)* (p. 3442) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3444) ; *Koehl (Emile)* (p. 3445).

Institution du bail dans les H.L.M. : *Malandain (Guy)* (p. 3410, 3411) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3425) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3429) ; *Badet (Jacques)* (p. 3434).

Logement du Quart-Monde : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3442, 3443) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3453).

Logement et aménagement du territoire : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 3442, 3443).

Loi de 1948 (extinction progressive de la) : *Beaumont (René)* (p. 3393) ; *Fanton (André)* (p. 3396) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3400, 3453) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3413) ; *Tiberi (Jean)*

(p. 3423) ; *Clément (Pascal)* (p. 3427) ; *Besson (Jean)* (p. 3430) ; *Pezet (Michel)* (p. 3437, 3438) ; *de Robien (Gilles)* (p. 3441) ; *Koehl (Emile)* (p. 3445).

Mesures fiscales et financières en faveur du logement : *Beaumont (René)* (p. 3393) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3398, 3452) ; *Raoult (Eric)* (p. 3404) ; *Malandain (Guy)* (p. 3407, 3408) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3412) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3431) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3433) ; *Pezet (Michel)* (p. 3438) ; *de Robien (Gilles)* (p. 3441) ; *Mesmin (Georges)* (p. 3443) ; *Deprez (Charles)* (p. 3446) ; *Giard (Jean)* (p. 3454).

Modalités de construction en milieu rural : *Beaumont (René)* (p. 3394) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3398) ; *Fèvre (Charles)* (p. 3438).

Modalités de révision des P.O.S. : *Guyard (Jacques)* (p. 3429) ; *Besson (Jean)* (p. 3430) ; *Fèvre (Charles)* (p. 3438) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 3439) ; *Koehl (Emile)* (p. 3445).

Montant du loyer (hors H.L.M.) : *Beaumont (René)* (p. 3393) ; *Fanton (André)* (p. 3395, 3396) ; *Malandain (Guy)* (p. 3410) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3424, 3425) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3428, 3429) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3431) ; *Giard (Jean)* (p. 3455).

Montant du loyer des H.L.M. : *Beaumont (René)* (p. 3394) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3400, 3406, 3454) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3402) ; *Besson (Jean)* (p. 3430) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 3447).

Plafond légal de densité : *Beaumont (René)* (p. 3394) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3398) ; *Raoult (Eric)* (p. 3406) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3425) ; *Besson (Jean)* (p. 3430) ; *Deprez (Charles)* (p. 3446).

Politique du logement en Suède : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3411).

Politique du logement menée avant 1981 (et notamment loi de 1977) : *Deschamps (Bernard)* (p. 3402) ; *Malandain (Guy)* (p. 3408) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3428) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3431) ; *Oehler (Jean)* (p. 3440) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3444) ; *Giard (Jean)* (p. 3455).

Politique du logement menée par les gouvernements socialistes (et notamment Loi Quilliot) : *Beaumont (René)* (p. 3392) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3399) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3402) ; *Raoult (Eric)* (p. 3404) ; *Malandain (Guy)* (p. 3409) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3412) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 3421, 3422) ; *Tiberi (Jean)* (p. 3423) ; *Clément (Pascal)* (p. 3426) ; *Besson (Jean)* (p. 3430) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3431) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3433) ; *Briant (Yvon)* (p. 3435) ; *Fèvre (Charles)* (p. 3438) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 3439) ; *Oehler (Jean)* (p. 3440) ; *de Robien (Gilles)* (p. 3441) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3444) ; *Giard (Jean)* (p. 3454).

Possibilité de faire exécuter des travaux pour le compte du bailleur : *Malandain (Guy)* (p. 3410).

Procédure d'approbation des Z.A.C. : *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3398) ; *Besson (Jean)* (p. 3430).

Propositions du Parti communiste en matière de logement : *Deschamps (Bernard)* (p. 3403) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3432).

Rappel au règlement de M. Bernard Deschamps : *Deschamps (Bernard)* (p. 3456, 3457).

Rappel au règlement de M. Bernard Deschamps : *Deschamps (Bernard)* (p. 3457) ; *Billardon (André)* (p. 3457).

Réglementation de la période transitoire : *Fanton (André)* (p. 3395) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3400, 3453) ; *Raoult (Eric)* (p. 3405) ; *Malandain (Guy)* (p. 3410) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3413) ; *Tiberi (Jean)* (p. 3423) ; *de Robien (Gilles)* (p. 3441) ; *Mesmin (Georges)* (p. 3443).

Répartition de la propriété immobilière : *Malandain (Guy)* (p. 3409).

Situation et modalités de gestion des organismes H.L.M. : *Beaumont (René)* (p. 3393) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3401, 3453) ; *Malandain (Guy)* (p. 3411) ; *Tiberi (Jean)* (p. 3424) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3429) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3432) ; *Badet (Jacques)* (p. 3434, 3435) ; *Briant (Yvon)* (p. 3435) ; *Deprez (Charles)* (p. 3446) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 3447).

Situation du secteur du bâtiment et des travaux publics : *Beaumont (René)* (p. 3391) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 3402) ; *Malandain (Guy)* (p. 3408) ; *Tiberi (Jean)* (p. 3423) ; *Guyard (Jacques)* (p. 3427, 3429) ; *Besson (Jean)* (p. 3430) ; *Ligot (Maurice)* (p. 3432) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 3439) ; *Chapuis (Robert)* (p. 3444, 3445) ; *Deprez (Charles)* (p. 3446) ; *Giard (Jean)* (p. 3455).

Sociétés d'économie mixte (situation des) : *Boyon (Jacques)* (p. 3436, 3437) ;

Travail des commissions : *Giard (Jean)* (p. 3454, 3455) ; *Briane (Jean)* (p. 3455, 3456) ; *Dominati (Jacques)* (p. 3456).

Vente des logements H.L.M. : *Beaumont (René)* (p. 3394) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3400) ; *Tiberi (Jean)* (p. 3424) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3425) ; *Clément (Pascal)* (p. 3427) ; *Besson (Jean)* (p. 3430) ; *Porelli (Vincent)* (p. 3431) ; *Badet (Jacques)* (p. 3434).

Discussion des articles [17 juillet 1986] (p. 3457) ; [18 juillet 1986] (p. 3480, 3504) ; [21 juillet 1986] (p. 3543, 3572) ; [22 juillet 1986] (p. 3612, 3638, 3670) ; [23 juillet 1986] (p. 3700, 3726, 3768).

Avant l'article 1er : amendement n° 362 de M. Guy Malandain (exercice du droit à l'habitat) [17 juillet 1986] (p. 3457) ; amendement n° 176 de M. Paul Chomat soutenu par M. Michel Peyret (même objet) ; amendement n° 177 de M. Bernard Deschamps (équilibre des droits et obligations réciproques des bailleurs et des locataires) ; notion de droit à l'habitat ; démantèlement de l'institution H.L.M. ; liaison entre le droit au logement et le logement social (p. 3458) ; nécessité de définir le principe devant présider aux relations entre le propriétaire-bailleur et le locataire ; échec de l'exercice du droit à l'habitat dans tous les pays d'Europe où il a été adopté ; rejetés ; amendement n° 183 de M. Bernard Deschamps (participation des employeurs au logement social) (p. 3459) ; rétablissement de la contribution des entreprises à l'effort de construction à un niveau de 1 % ; suppression de la discrimination des 0,1 % actuellement opérée à l'encontre des travailleurs immigrés ; allégement des charges des entreprises ; rejeté ; amendement n° 182 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Mercieca (tendant avant l'article 1er à insérer l'article suivant : dans le premier alinéa de l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation le taux de 0,77 % est remplacé par le taux de 0,9 %) (p. 3460) ; nécessité de porter le taux de la contribution des entreprises à l'effort de construction à 0,77 % à 0,9 % ; rôle de la contribution des entreprises ; rejeté ; amendement n° 181 de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Mercieca (comité d'entreprise ou comité d'établissement décidant du mode d'investissement et de l'affectation de la contribution sur les salaires à l'effort de construction visé à l'article L. 313-1 du code de la construction et de l'habitation ; rapport de l'inspection générale des finances aux termes duquel la participation des entreprises à l'effort de construction ne profiterait pas aux salariés des entreprises cotisantes (p. 3461) ; rejeté ; amendement n° 186 de M. Bernard Deschamps (structure des recettes du Fonds national de l'habitation) ; contribution des bailleurs à l'alimentation du Fonds national de l'habitat ; rejeté.

Titre 1er : *Des rapports entre bailleurs et locataires.*

Chapitre 1er : *Dispositions générales.*

Article 1er *(caractère d'ordre public et champ d'application de la loi)* : financement de la construction et de la réhabilitation des logements sociaux ; fonction des prêts locatifs et explosion budgétaire de l'A.P.L. (p. 3462) ; suppression du système du tiers payant pour le versement de l'A.P.L. ; définition de l'habitation principale ; situation particulière des meublés professionnels ; problème des logements de fonctions ; projet de loi conservant le cadre général des rapports individuels entre locataires et propriétaires définis par la loi Quilliot (p. 3463) ; souci du Gouvernement de relancer la construction afin de permettre la création d'emploi dans le secteur du bâtiment public ; réhabilitation des logements H.L.M. ; nécessité d'une loi de plan prévoyant de construire 100 000 logements locatifs sociaux par an ; amendement n° 1 de la commission des lois (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « qui déroge le cas échéant disposition du chapitre II du titre VIII du livre IIIe du code civil ») ; influence sur le code civil de la déclaration du caractère d'ordre public des textes législatifs ; adopté ; amendements identiques n° 103 de la commission, 2 de la commission des lois, 190 de M. Bernard Deschamps et 363 de M. Guy Malandain (tendant dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « non meublé ») (p. 3464) ; situation des locations en meublé au regard du champ d'application de la loi ; adoptés ; amendement n° 365 de M. Guy Malandain (tendant dans la deuxième phrase du premier alinéa de cet article à supprimer le mot « principale » après le mot : « habitation ») ; situation des personnes vivant périodiquement dans des lieux différents ; jurisprudence de la Cour de cassation

ayant soustrait les résidences secondaires du champ d'application de la loi de 1982 ; notion de résidence principale ; rejeté ; amendement n° 310 de M. Jean Rigaud (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à supprimer les mots : « ou à usage mixte, professionnel et d'habitation principale ») : non soutenu ; amendement n° 3 de la commission des lois (tendant au début du deuxième alinéa de cet article après les mots : « elle ne s'applique » à insérer les mots : « ni aux locaux meublés ») ; nécessité d'exclure du champ d'application de la loi les locaux meublés dont les bailleurs exercent la profession définie par la loi du 2 avril 1949 (p. 3465) ; risques d'une transformation des logements en faux meublés ; adopté ; amendement n° 189 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots : « occupation d'un emploi » les mots : « exécution d'un contrat de travail ») ; existence d'organismes possédant des logements où ils y logent certains de leurs salariés sans qu'il s'agisse pour autant de logements de fonction ; rejeté ; amendements identiques n° 104 de la commission et 364 de M. Guy Malandain (champ d'application de la loi) ; amendement n° 4 de la commission des lois (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à supprimer les mots : « ni aux locations assorties d'une promesse de vente acceptée par le bénéficiaire ; amendement n° 496 de M. Gilbert Mathieu (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substitueer aux mots : « devant accepter par le bénéficiaire » les mots : « unilatérale de vente acceptée en tant que tel par le bénéficiaire ») ; contrat de location-accession étant par nature exclus du champ d'application de la loi ; exclusion du champ d'application de la loi des locaux meublés d'ordre professionnel ; amendement n° 496 : retiré (p. 3466) ; amendement n° 4 : adopté ; amendements n° 104 et 364 : devenus sans objet ; amendement n° 191 de M. Bernard Deschamps (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : « ni aux locations meublées louées par des loueurs professionnels ») ; devenu sans objet ; amendement n° 501 de M. Gilbert Gantier (tendant à compléter le dernier alinéa de cet article par les mots : « ni aux logements pour la construction desquels un permis de construire a été délivré après le 1er janvier 1986 ») : non soutenu ; amendement n° 497 de M. Gilbert Mathieu (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par les mots : ni aux baux emphytéotiques) ; exclusion du champ d'application de la loi des baux emphytéotiques ; rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(conclusion du contrat de location) :* âge auquel peut être perçue l'allocation logement ; nécessaire extension de l'allocation logement aux préretraités ; importance du contrat de location (p. 3467) ; information du locataire sur la chose louée ; réduction du contrat de location à un inventaire des devoirs du locataire ; absence de communication de la dernière quittance de loyer du locataire précédent ; opportunité pour les organismes H.L.M. de renégocier les prêts locatifs aidés dont ils avaient pu disposer depuis 1977 ; amendement n° 477 de M. Jean Roussel (de suppression) ; nécessité de rétablir le bail verbal en France ; nécessité d'un bail écrit ; rejeté ; amendement n° 5 de la commission des lois (contenu du contrat de location) (p. 3468) ; nécessité d'établir un état des lieux ; sous-amendement n° 490 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 5 de la commission des lois (locataire pouvant demander pendant le premier mois de la période de chauffe que l'état des lieux soit complété pour ce qui concerne les éléments de chauffage) ; date de l'état des lieux ; obligation du bailleur de délivrer le logement en bon état ; sous amendements identiques n° 153 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard et du Gouvernement à l'amendement n° 5 de la commission des lois (tendant dans la première phrase du dernier alinéa de cet amendement à insérer après les mots : « du locataire » les mots : « ou à défaut par huissier de justice à l'initiative de la partie la plus diligente et à frais partagés par moitié ») ; obligation d'établir l'état des lieux (p. 3469) ; existence d'un état des lieux constituant une garantie contre d'éventuels litiges ultérieurs ; état des lieux devant être annexé au contrat ; adoptés ; amendement n° 5, ainsi modifié : adopté ; en conséquence, les amendements n° 311 de M. Jean Rigaud, 337 de M. Charles Fèvre, 418 de M. Gilbert Mathieu, 366 de M. Guy Malandain, 312 de M. Jean Rigaud : devenus sans objet ; amendement n° 192 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Mercieca (contrat de location d'un local faisant l'objet d'un contrat de prêt conclus avec le crédit foncier de France ou la caisse centrale de coopération économique) ; amendement n° 367 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (même objet) ; amendement n° 193 de M. Bernard Deschamps (même objet) ; communication aux locataires du contrat de prêt conclus par son bailleur avec le Crédit foncier de France ou avec la caisse centrale de coopération économique (p. 3470) ; information du candidat locataire sur l'ensemble des données servant à déterminer son loyer ; rejetés ; amendement n° 313 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Geramin Gengenwin (tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article) ; établissement d'un contrat de location étant obligatoire aussi bien pour le bailleur que pour les locataires ; rejeté ; amendement n° 6 de la commission des lois (tendant à supprimer l'avant dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 7 de la commission des lois (bailleurs ne pouvant se prévaloir de la violation des dispositions du présent article ; amendement n° 6 : adopté ; violation de l'article 2 entraînant nécessairement la nullité d'ordre public du contrat de location (p. 3471) ; interdiction faite au bailleur de se réclamer d'une violation de l'article 2 pour obtenir une nullité à son profit ; juge pouvant soulever d'office la nullité d'ordre public ; amendement n° 7 : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté (p. 3472).

Article 3 *(clause réputée non écrite) :* visite de l'appartement loué (p. 3480) ; amendement n° 164 de M. Georges Mesmin (tendant à supprimer le quatrième alinéa (*c*) de cet article) ; mode de paiement du loyer ; prélèvement automatique sur le compte courant ; réglementation des loyers des logements vacants dans la loi de 1982 ; rejeté ; amendement n° 165 de M. Georges Mesmin (tendant à supprimer le cinquième alinéa (*d*) de cet article) ; possibilité de prélèvement des loyers directement sur le salaire dans la limite cessible (p. 3481) ; prélèvement sur salaire ne pouvant être ordonné que par le juge ; situation des locataires préférant le prélèvement direct sur leur compte ; rejeté ; amendement n° 89 de M. Georges-Paul Wagner (tendant à supprimer le huitième alinéa (*g*) de cet article) ; clause résolutoire en cas de troubles de jouissance répétés causés aux autres occupants de l'immeuble ; avantages de la clause résolutoire (p. 3482) ; adopté ; amendement n° 368 de M. Guy Malandain, nos 491 et 195 de M. Bernard Deschamps, n° 543 de M. Alain Lamassoure : devenus sans objet ; amendements identiques n° 90 de M. Georges-Paul Wagner et n° 394 de M. Jean Rigaud soutenu par Pierre Micaux (légitimité de l'interdiction d'exercice faite au locataire de toute activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle) ; intrusion, de la part du bailleur, dans la vie personnelle du locataire ; sélection des locataires sur la base de critères politiques, syndicaux, associatifs ou confessionnels ; rejetés ; amendement n° 8 de la commission des lois (tendant, dans le dernier alinéa (*j*) de cet article, à supprimer les mots : « dans le respect de ses obligations principales ») : adopté ; amendement n° 369 de M. Guy Malandain (tendant à compléter cet article par l'alinéa suivant : « *k*) qui interdit l'hébergement temporaire ») : retiré ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(état des lieux) :* (p. 3483) ; cas de résiliation de plein droit du bail ; amendement n° 9 de la commission des lois (de suppression) : adopté ; amendement n° 370 de M. Guy Malandain : devenu sans objet ;

— article 4 : supprimé.

Article 5 *(rémunération des intermédiaires) :* amendement n° 315 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Pierre Micaux (rédactionnel) : adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(obligations du bailleur) :* possibilité laissée aux parties de convenir, par une clause expresse du contrat de location des travaux que le locataire fera exécuter ; modalités de leur imputation sur le loyer ; obligation pour le propriétaire de mettre à la disposition du locataire un logement en bon état ; amendement n° 10 de la commission des lois (rédactionnel) ; distribution des amendements ; adopté (p. 3484) ; amendement n° 502 de M. Gilbert Gantier (tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa (*a*) de cet article, à substituer aux mots : « en bon état de réparation de toute espèce », les mots : « en bon état d'usage ») : non soutenu ; amendement n° 196 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa (*a*) de cet article) ; imputation de travaux sur le montant du loyer ; obligation du propriétaire de louer un logement en bon état ; rejeté ; amendement n° 11 de la commission des lois (tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa (*a*) de cet article, à supprimer les mots : « lorsque le bailleur est une personne physique ») ; suppression

de toute distinction entre bailleur personne physique et bailleur personne morale ; adopté ; amendement n° 371 de M. Guy Malandain (tendant, dans la deuxième phrase du deuxième alinéa (*a*) de cet article, à insérer après le mot : « travaux », le mot : « courants ») (p. 3485) ; possibilité d'imputer sur le loyer les travaux exécutés par le locataire lui-même ; rejeté ; amendement n° 555 du Gouvernement (tendant, à la fin du deuxième alinéa (*a*) de cet article, après les mots : « le locataire », à insérer les mots : « exécutera ou ») : adopté ; amendement n° 372 de M. Guy Malandain (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 197 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (tendant à compléter le deuxième alinéa (*a*) de cet article par la phrase suivante : « dans ce dernier cas, la durée initiale du contrat de location est portée à huit ans ») ; doublement de la durée du bail au cas où le locataire accepte de faire les travaux ; rejeté ; amendement n° 373 de M. Guy Malandain (durée et modalités de l'imputation) ; cas où le montant des travaux n'a pu être totalement imputé sur les loyers pendant la durée du bail ; adopté (p. 3486) ; amendement n° 374 de M. Guy Malandain (tendant, à la fin du troisième alinéa (*b*) de cet article, à supprimer les mots : « hormis ceux qui, consignés dans l'état des lieux, auraient fait l'objet de la clause expresse mentionnée au *a* ci-dessus ») ; garantie des vices ou défauts de nature à faire obstacle à la jouissance du logement ; rejeté ; amendement n° 316 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Charles Revet (tendant, dans le dernier alinéa (*d*) de cet article, à substituer aux mots : « aux aménagements réalisés », les mots : « à la réalisation de petits aménagements ») ; bailleur pouvant s'opposer aux aménagements constituant une transformation de la chose louée ; rejeté ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(obligations du locataire) :* travaux que le locataire doit admettre dans les locaux loués ; justification des charges récupérables (p. 3487) ; obligation d'assurance du locataire ; amendement n° 198 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (loi du 22 juin 1982 relative aux droits et obligations des locataires et des bailleurs définissant les obligations du locataire) ; définition des réparations en location ; rejeté ; amendement n° 12 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendements identiques n° 199 de M. Bernard Deschamps et n° 375 de M. Guy Malandain soutenus par M. Jacques Badet (tendant, dans la première phrase du deuxième alinéa (*a*) de cet article, à insérer après le mot : « récupérable », les mots : « dûment justifiées ») ; notion de « charges récupérables » ; rejeté ; amendement n° 376 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (tendant à compléter la première phrase du deuxième alinéa (*a*) de cet article, par les mots : « sauf si, après mise en demeure restée sans effet, le bailleur n'a pas respecté ses obligations définies à l'article 6 ») (p. 3488) ; locataire ne devant pas être son propre juge ; rejeté ; amendement n° 317 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Pierre Micaux (tendant, à la fin du quatrième alinéa (*c*) de cet article, à supprimer les mots : « ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement ») ; dommages causés par des actes de sabotage au propriétaire et au locataire ; rejeté ; amendements identiques n° 105 de la commission et n° 13 de la commission des lois (tendant, à la fin du cinquième alinéa (*d*) de cet article, à substituer aux mots : « et vices de construction », les mots : « vices de construction, cas fortuit ou force majeure ») : adopté ; amendement n° 377 de M. Guy Malandain (réalisation par le bailleur de réparations urgentes ne pouvant être différées jusqu'à la fin du contrat de location ») ; travaux nécessaires au maintien en état et à l'entretien normal des locaux loués ne mettant pas en cause le principe même de location de ces locaux ; possibilité d'exécution des travaux d'amélioration des parties communes ; rejeté ; amendement n° 14 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 201 de M. Bernard Deschamps (tendant à compléter la deuxième phrase du sixième alinéa (*e*) de cet article, par les mots : « sous réserve que ceux-ci aient un caractère d'urgence ») (p. 3489) ; rejeté ; amendement n° 378 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jean Oehler (tendant, après le mot : « dont », à rédiger ainsi la fin du dernier alinéa (*g*) de cet article : « le locataire de l'immeuble est responsable au regard de la loi ») ; obligation d'assurance ne devant porter que sur l'immeuble ou le logement concerné ; rejeté ; amendement n° 503 de M. Georges-Paul Wagner (tendant à compléter le dernier alinéa (*g*) de cet article par les mots : « ou contre les risques particuliers que fait courir l'exercice, dans les locaux, d'une activité politique, syndicale, associative ou confessionnelle ») : rejeté ; amendement n° 106 de la commission (justification de la souscription à une assurance couvrant les risques locatifs) ; sous-amendement n° 379 de M. Guy Malandain à l'amendement n° 106 de la commission (tendant, au début de cet amendement à supprimer les mots : « chaque année ») ; sous-amendement n° 380 de M. Guy Malandain à l'amendement n° 106 de la commission (tendant, dans la deuxième phrase de cet amendement à substituer aux mots : « ce dernier », les mots : « l'organisme d'habitations à loyer modéré ») ; situation des locataires de logements H.L.M. (p. 3490) ; dangers de permettre au bailleur de se substituer au locataire pour souscrire un contrat d'assurance à ses frais ; interdiction de toute clause du contrat de location dans lequel le locataire serait obligé de souscrire une assurance auprès d'une compagnie choisie par le bailleur ; sous-amendements n° 379 et 380 : rejetés ; amendement n° 106 : adopté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(cession du contrat de location et de sous-location) :* amendement n° 202 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret ; prix du loyer par mètre carré de surface habitable des locaux sous-loués ne pouvant excéder celui payé par le locataire principal ») : rejeté ; amendement n° 381 de M. Guy Malandain (dispositions de la présente loi étant applicables au contrat de sous-location) (p. 3491) ; loyer payé par le sous-locataire ne pouvant être supérieur à celui acquitté par le locataire principal proportionnellement à la surface occupée ; rejeté ;

— article 8 : adopté.

Réserve des articles 9 et 10 du projet ; motifs de la demande du Gouvernement (p. 3492).

Chapitre II : *de la durée du contrat de location.*

Article 9 *(durée normale du contrat de location) :* réservé jusqu'après l'article 20.

Articles additionnels après l'article 9 : réservés jusqu'après l'article 20.

Article 10 *(contrat de location d'une durée inférieure) :* réservé jusqu'après l'article 20.

Article 11 *(droit de résiliation du locataire) :* droit du locataire de résilier le contrat de location au terme de chaque année ; amendement n° 169 de M. Georges Mesmin soutenu par M. Pierre Micaux (de suppression) ; situation du locataire confronté à un cas de force majeure ; différence des délais de résiliation du contrat pour le bailleur et le locataire ; mobilité de l'emploi ; rejeté ; amendement n° 25 de la commission des lois (locataire pouvant résilier le contrat de location à tout moment dans les conditions de forme et de délai prévues à l'article 14) : adopté ; amendement n° 92 de M. Georges-Paul Wagner et n° 322 de M. Jean Rigaud : devenus sans objet ;

— le texte de l'amendement n° 25 devient l'article 11.

Article 12 *(extension à certaines personnes morales des droits accordés au bailleur personne physique) :* réservé jusqu'après l'article 20.

Article 13 *(transmission du contrat de location en cas d'abandon de domicile ou de décès du locataire) :* (p. 3493) ; développement de l'union libre chez les jeunes ; suppression de la référence au « concubin notoire » témoignant de la prééminence d'une position de caractère moral sur une réalité sociale incontournable ; amendement n° 63 de M. Georges-Paul Wagner (de suppression) ; réglementation de l'abandon de domicile (p. 3494) ; rejeté ; amendement n° 77 de M. Jean Roussel soutenu par M. Georges-Paul Wagner (transmission du contrat de location à l'ascendant du bailleur, ses enfants mineurs jusqu'à leur majorité, ainsi qu'aux personnes gravement handicapées) ; opposition du Front national à ce que la situation de concubinage entraîne des effets juridiques ; concubinage aggravant le déclin démographique français ; rejeté ; amendements identiques n° 113 de la commission de la production et n° 64 de M. Georges-Paul Wagner (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à supprimer les mots : « du concubin notoire ») ; inexistence juridique de la notion de « concubinage notoire » (p. 3495) ; concubinage chez les couples âgés ; avantages fiscaux accordés aux concubins notoires ; déductions fiscales pour les candidats à l'accession à la propriété étant réservées aux couples mariés ; politique familiale ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 78 de M. Jean Roussel soutenu par M. Georges-Paul Wagner (tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « il en sera de même en cas de décès du locataire ») ; distinction entre les amendements devenus sans objet et les amendements retirés (p. 3496) ;

amendement n° 78 : retiré ; amendements identiques n° 114 de la commission de la production et n° 65 de M. Georges-Paul Wagner (tendant, dans le deuxième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « au concubin notoire ») ; amendement n° 65 : retiré ; amendement n° 114 : rejeté ;

— article 13 : adopté.

Article 14 *(congés)* : réservé jusqu'après l'article 20 (p. 3496).

Chapitre III : *du loyer et des charges.*

Article 15 *(fixation des loyers et révision des loyers des contrats en cours)* : risque d'une augmentation considérable d'un grand nombre de loyers ; valeur de la loi de 1977 ; montant de l'allocation personnalisée au logement (p. 3504) ; situation des accédants à la propriété ; liberté des loyers pour les logements vacants ; importance de la concertation ; fixation des nouveaux loyers au moment des renouvellements des contrats de location ; nécessaire maintien de la commission départementale des rapports locatifs ; risque d'une hausse des loyers ; prix du logement à Paris (p. 3505) ; risque d'une dégradation du patrimoine ; part du budget familial consacrée au logement ; alourdissement prévisible du contentieux ; politique familiale et politique du logement, moyens du retour à l'équilibre du marché ; aide personnalisée au logement ; valeur de la réforme de 1977 ; loyer des organismes H.L.M. (p. 3506) ; mise en place d'un dispositif permettant au préfet de surveiller l'évolution des loyers ; liaison entre l'augmentation de l'offre de logement et la baisse des loyers ; valeur du plan d'accompagnement du Gouvernement ; amendement n° 209 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (loyer des logements faisant l'objet d'une première location étant fixé entre les parties par référence au loyer habituellement constaté dans le voisinage au cours des trois dernières années) ; amendement n° 391 de M. Guy Malandain (loyers des logements faisant l'objet d'une nouvelle location étant librement fixés entre les parties par référence à ceux pratiqués pour des logements équivalents loués depuis moins de trois ans et plus d'un an) ; caractère peu satisfaisant de la pratique de révision des loyers sur la base d'un indice (p. 3507) ; loyers des logements faisant l'objet d'une nouvelle location ou d'un renouvellement du contrat de location ; principe de la liberté contractuelle entre les parties ; commission prévue à l'article 40 n'ayant qu'un rôle consultatif ; rappel au règlement de M. Guy Malandain (p. 3508) ; amendement n° 209 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 391 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 392 de M. Guy Malandain : devenu sans objet ; rappel au règlement de M. Guy Malandain ; **rappel au règlement de M. Jean Tiberi** (p. 3509) ; amendement n° 115 de la commission (majoration du loyer consécutive à la réalisation de travaux d'amélioration du logement) ; obligation du bailleur de délivrer le logement en bon état et de l'entretenir ; sous-amendement n° 556 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 115 de la commission soutenu par M. Michel Peyret (majoration du loyer consécutive à la réalisation de travaux n'entrant en vigueur que dès lors que le rythme annuel de réhabilitation des logements locatifs sociaux atteint le niveau de 200 000 logements par an) (p. 3510) ; sous-amendement n° 557 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 115 de la commission soutenu par M. Michel Peyret (majoration du loyer consécutive à la réalisation des travaux n'entrant en vigueur que dès lors que le rythme de la construction atteindra annuellement le niveau de 150 000 logements aidés en accession à la propriété) ; sous-amendement n° 558 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 115 de la commission soutenu par M. Michel Peyret (majoration du loyer consécutive à la réalisation de travaux n'entrant en vigueur que lorsque le rythme de la construction atteindra le niveau de 100 000 logements locatifs sociaux) ; sous-amendement n° 559 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 115 de la commission soutenu par M. Michel Peyret (dispositions prévoyant la majoration du loyer consécutive à la réalisation de travaux n'entrant en vigueur que dès lors que l'aide personnalisée au logement sera versée directement à son bénéficiaire) ; moyens de l'agence nationale de l'amélioration de l'habitat ; attachement du groupe communiste à ce que l'Assemblée se prononce par scrutins publics sur chacun des sous-amendements ; sous-amendement n° 556 : rejeté au scrutin public (p. 3511) ; sous-amendement n° 557 : rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 558 : rejeté au scrutin public ; observations sur la multiplication des scrutins publics ; impossibilité de préjuger du vote de l'Assemblée nationale sur chacun des sous-amendements ; sous-amendement n° 559 : rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 560 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 115 de la commission soutenu par M. Michel Peyret (dispositions prévoyant la majoration du loyer consécutive à la réalisation de travaux n'entrant en vigueur que dès lors que pourront bénéficier de l'allocation de logement les personnes âgées de plus de soixante ans) (p. 3512) ; mise en œuvre de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution ; sous-amendement n° 560 : vote réservé en application de l'article 44-3 de la Constitution ; **rappel au règlement de M. André Fanton** ; sous-amendement n° 561 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 115 de la commission soutenu par M. Michel Peyret (dispositions prévoyant la majoration du loyer consécutive à la réalisation de travaux n'entrant en vigueur que lorsque la progression des aides personnelles au logement sera garantie à un niveau supérieur ou égal à celui de l'inflation) ; pressions s'exerçant sur les députés communistes pour les empêcher de développer leurs propositions ; vote réservé (art. 44-3) ; **rappel au règlement de M. Bernard Deschamps** ; **rappel au règlement de M. Jacques Badet** (p. 3513) ; **rappel au règlement de M. Bernard Deschamps** ; sous-amendement n° 562 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 115 de la commission soutenu par M. Michel Peyret (dispositions prévoyant la majoration du loyer consécutive à la réalisation de travaux n'entrant en vigueur que dès lors que les organismes d'habitation à loyer modéré pourront renégocier les emprunts en cours contractés pour la construction d'amélioration de logements locatifs sociaux (p. 3514) ; vote réservé (art. 44-3) ; sous-amendement n° 563 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 115 de la commission soutenu par M. Michel Peyret (dispositions prévoyant la majoration du loyer consécutive à la réalisation de travaux n'entrant en vigueur que dès lors que les organismes d'habitation à loyer modéré pourront bénéficier pour les logements construits avant le 1er janvier 1973 d'une exonération de la taxe foncière sur les propriété bâties de 35 ans) : vote réservé (art. 44-3) ; sous-amendement n° 564 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 115 de la commission (dispositions prévoyant la majoration du loyer consécutive à la réalisation de travaux n'entrant en vigueur que dès lors que les procédures de saisies ou d'expulsions à l'encontre de locataires de bonne foi seront supprimées) ; nécessaire création d'un fonds départemental de l'habitat ayant pour objet de dédommager les bailleurs lorsque les locataires sont de bonne foi ; vote réservé (art. 44-3) ; sous-amendement n° 565 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 115 de la commission (dispositions prévoyant la majoration du loyer consécutive à la réalisation de travaux n'entrant en vigueur que lorsque les plafonds de ressources des bénéficiaires de logements locatifs sociaux seront portés à quatre fois le niveau minimum inter-professionnel de croissance pour un célibataire) vote réservé (art. 443) ; sous-amendement n° 566 de M. Bernard Deschamps à l'amendement n° 115 de la commission (dispositions prévoyant la majoration du loyer consécutive à la réalisation de travaux n'entrant en vigueur que dès lors que les accédants à la propriété disposant d'une habitation principale financée au moyen d'un prêt aidé à l'accession à la propriété pourront renégocier les prêts contractés sans perdre le bénéfice de l'aide personnalisée au logement) : vote réservé (art. 443) ; amendement n° 115 ; vote réservé (art. 44-3) ; amendement n° 29 de la commission des lois (révision du loyer ne pouvant excéder au terme de chaque année du contrat la variation de l'indice national mesurant le coût de la construction publié par l'I.N.S.E.E.) ; inopportunité de la création d'un indice national représentatif du coût de la prestation offerte aux locataires (p. 3515) ; valeur de l'indice I.N.S.E.E. du coût de la construction ; distorsion entre l'indice du coût de la construction et l'indice reflétant le coût de la gestion des loyers ; vote réservé (art. 44-3) ; amendement n° 500 de M. Jacques Boyon (tendant à compléter la première phrase du dernier alinéa de cet article par les mots : « qui sera publié au plus tard trois ans après la promulgation de la présente loi ») : retiré ; amendement n° 393 de M. Jean Oehler (saisine en cas de désaccord sur le montant du nouveau loyer de la commission départementale des rapports locatifs) ; recours à la commission départementale étant contraire au principe du texte tendant à établir un contrat libre entre bailleurs et locataires ; vote réservé (art. 44-3) ; amendement n° 504 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Georges Mesmin (possibilité pour les parties d'indexer le niveau du loyer sur le prix de biens, produits ou services, en relation directe avec l'objet de la convention ou l'activité de l'une des parties) (p. 3516) ; vote réservé (art. 44-3) ; observations sur l'amendement n° 392 du groupe socialiste déclaré devenu sans objet ; Gouvernement s'opposant à l'augmentation de toutes les taxes portant sur les entreprises ; fonds départementaux de l'habitat ;

— article 15, modifié par les amendements n° 15 et 29 : adopté au scrutin public en vertu de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Rappel au règlement de M. Michel Peyret.

Après l'article 15 : amendement n° 394 de M. Guy Malandain (majoration de loyer consécutive à la réalisation de travaux visant à réaliser des économies d'énergie) ; possibilité d'augmenter le loyer en cours de bail en fonction de tous les travaux spécifiés au moment de la signature du contrat ; hausse du loyer justifiée par les travaux devant être équilibré par une diminution des charges correspondantes (p. 3517) : rejeté.

Article 16 *(remise d'une quittance ou d'un reçu au locataire)* : amendement n° 116 de la commission (tendant, dans la première phrase du premier alinéa de cet article, après le mot : « locataire », à insérer les mots : « qui en fait la demande ») ; amendement n° 505 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Georges Mesmin (même objet) ; obligation faite au bailleur de fournir une quittance de loyer devant être liée à la demande préalable du locataire ; amendement n° 116 : adopté ; amendement n° 505 : devenu sans objet ; amendement n° 395 de M. Guy Malandain (tendant à compléter la deuxième phrase du premier alinéa de cet article par les mots : « qui mentionnera l'imputation que le locataire a déclaré donner au paiement effectué conformément à l'article 1253 du code civil ») ; situation du locataire ne payant pas la totalité de son loyer ou de ses charges ; débiteur pouvant spécifier, lorsqu'il paie une dette, de quelle partie de la dette il s'acquitte ; rejeté ; amendement n° 30 de la commission des lois (tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article) ; mentions que doit comporter une quittance ne relevant pas du domaine de la loi (p. 3518) ; domaines de la loi et du règlement ; rejeté ; amendement n° 210 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Mercieca (contenu de la quittance ou du reçu) ; imputations faites par le locataire devant s'imposer au bailleur ; rejeté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 17 *(dépôt de garanties)* : dépréciation du dépôt de garantie (p. 3519) ; amendement n° 211 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (versement des neuf dixièmes du dépôt de garantie à un fonds départemental de l'habitat) ; indemnisation des bailleurs dans le cadre de l'article 26 de la loi du 22 juin 1982 ; rôle du dépôt de garantie ; rejeté ; amendement n° 212 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (dépôt de garantie ne pouvant être prévu lorsque le loyer est payable d'avance pour une période supérieure à deux mois) : rejeté (p. 3520) ; amendement n° 213 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (dépôt de garantie étant déposé sur une catégorie de comptes de dépôt créée par décret en Conseil d'Etat intitulé « livret dépôt de garantie ») ; financement du logement social ; injustice du système consistant à laisser le dépôt de garantie entre les mains du bailleur ; rejeté ; amendement n° 567 de M. Jean Roussel soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (tendant à supprimer la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article) ; nécessité d'admettre une variation contrôlée du montant du dépôt de garantie ; réévaluation du dépôt de garantie en cours de bail ; rejeté ; amendement n° 506 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Georges Mesmin (tendant, à la fin de la deuxième phrase du troisième alinéa de cet article, à supprimer les mots : « éventuellement renouvelé ») ; amendement n° 328 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Ladislas Poniatowski (même objet) ; revalorisation du dépôt de garantie au moment du renouvellement du bail (p. 3521) ; montant du dépôt de garantie devant obligatoirement être calculé sur le montant du loyer convenu entre les parties ; coût d'un changement de locataire ; révision du dépôt de garantie à la fin du bail ; rejetés ; amendement n° 214 de M. Bernard Deschamps (montant du dépôt de garantie étant réévalué au taux d'intérêt légal appliqué annuellement) ; situation du bailleur réclamant à son locataire à titre de dépôt de garantie une somme supérieure au montant autorisé par la loi ; rejeté ;

— article 17 : adopté.

Article 18 *(charges récupérables)* : nature des charges récupérables (p. 3522) ; amendement n° 215 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Mercieca (tendant, dans le quatrième alinéa (3°) de cet article, à substituer au mot : « impositions », les mots : « taxes locatives ») ; impositions fiscales pouvant être imputées sur les charges récupérables ; volonté du Gouvernement d'incorporer dans les charges locatives des H.L.M. les salaires liés à l'entretien des parties communes et à l'élimination des ordures ménagères ; nature des charges récupérables ; frais de gardiennage ; rejeté ; amendement n° 31 de la commission des lois (tendant, à la fin de la première phrase du sixième alinéa de cet article, à substituer aux mots : « de régularisations au moins annuelles », les mots : « d'une régularisation annuelle ») : adopté ; amendements identiques n° 117 de la commission, n° 216 de M. Bernard Deschamps et n° 396 de M. Guy Malandain (tendant, dans la première phrase du sixième alinéa de cet article, après le mot : « communication », à supprimer le mot : « soit ») ; demande de provisions pour charges locatives devant être accompagnée à la fois des résultats antérieurs arrêtés lors de la précédente régularisation et du budget prévisionnel (p. 3523) ; difficulté d'établir un budget prévisionnel pour les petits propriétaires ; nécessité que la composition des charges soit parfaitement connue et appréciée du locataire ; adoptés ; amendement n° 217 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Mercieca (justification du décompte par nature des charges) : rejeté après rectification ; amendement n° 329 de M. Jean Rigaud soutenu par M. Ladislas Poniatowski (tendant, à la fin de la deuxième phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « s'il y a lieu, par l'administrateur de la copropriété », les mots : « son mandataire ») ; risque d'une confusion entre l'administrateur de biens et le syndic (p. 3524) ; administrateur de la copropriété n'étant jamais le représentant du bailleur ; amendement n° 568 de la commission des lois (tendant, après les mots : « à la disposition des locataires », à supprimer la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article) : adopté ; amendement n° 329 : devenu sans objet ; amendements identiques n° 118 de la commission, n° 32 de la commission des lois, n° 218 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Mercieca et n° 397 de M. Guy Malandain soutenu par M. Robert Chapuis (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; risque d'une évaluation forfaitaire des charges ; inégalités entre les locataires (p. 3525) ; risque d'une évaluation forfaitaire des charges ; évolution des charges de chauffage ; adoptés ;

— article 18, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 18 : amendement n° 398 de M. Guy Malandain (action en paiement des charges locatives se prescrivant par cinq ans) : rejeté (p. 3526).

Article 19 *(clause de résiliation de plein droit pour non paiement du loyer, des charges et du dépôt de garantie)* : volonté résolue du groupe communiste de défendre les locataires et les petits accédants à la propriété ; situation des familles les plus pauvres ; mise en jeu de la clause résolutoire pour non paiement du loyer ou des charges (p. 3543) ; amendement n° 94 de M. Georges-Paul Wagner (tendant après les mots : « de location pour », à rédiger ainsi la fin du premier alinéa de cet article : « la non-exécution de l'une de ses clauses ne produit effet qu'un mois après un commandement exécuté et demeuré infructueux ») ; clause résolutoire du bail pouvant jouer dans le cadre de trouble de jouissance répété causé aux autres occupants de l'immeuble ; suspension du jeu de la clause résolutoire pouvant jouer en cas de non-exécution de l'une des clauses du bail ; rejeté ; amendements identiques n° 119 de la commission, n° 219 de M. Bernard Deschamps et n° 399 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à insérer après le mot : « charges », les mots : « dûment justifiées ») nécessité de faire référence aux charges dûment justifiées dans les clauses de résiliation du contrat de location (p. 3544) ; rejeté ; amendements identiques n° 220 de M. Bernard Deschamps et n° 400 de M. Guy Malandain (tendant, dans le premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « qu'un mois », les mots : « que deux mois ») ; clause résolutoire n'étant applicable que deux mois seulement après un commandement de payer ; délais de mise en application de la clause résolutoire (p. 3545) ; conditions dans lesquelles sont délivrés les actes d'huissiers ; amendement n° 221 de M. Bernard Deschamps (délais de paiement du loyer des locataires défaillants) ; amendement n° 401 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (même objet) ; amendement n° 507 de M. Gilbert Mathieu (même objet) ; règles de la discussion commune des amendements ; article 19 autorisant le juge à accorder des délais de paiement à un locataire défaillant ; délais fixés par l'article 1244 du code civil ; amendement n° 507 : non défendu (p. 3546) ; amendement n° 401 : retiré ; inopportunité de multiplier les possibilités d'allonger les délais de paiement pour les locataires ; nécessité de la création d'un fonds départemental de l'habitat ayant pour objet de dédommager les bailleurs ; amendement n° 221 : rejeté ; amendement n° 403 de M. Guy Malandain (forme de la demande en délais de paiement) ; procédure de la demande

en délais de paiement ; rejeté ; amendement n° 402 de M. Guy Malandain (délais de paiement de droit)(p. 3547) ; clause résolutoire ne pouvant jouer de plein droit dès lors que le juge a déterminé que le locataire était solvable et que sa situation financière pouvait être redressée ; inopportunité de donner des injonctions au juge ; rejeté ; amendements identiques n° 120 de la commission et n° 404 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (tendant à compléter le troisième alinéa de cet article, par les mots : « dûment justifiées ») ; charges locatives pouvant donner lieu au versement de provisions (p. 3548) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 405 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (contenu du commandement de payer) ; ignorance de ses droits du locataire en défaut de paiement) ; rejeté ; amendement n° 33 de la commission des lois (tendant à supprimer la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article) : adopté ;

— article 19, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 223 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Guy Ducoloné (réquisition des logements libres) ; phénomène de vacance d'appartements étant la conséquence du dysfonctionnement du marché immobilier privé (p. 3549) ; existence de moyens dans le code de la construction et de l'habitation pour réquisitionner les logements vacants dans les villes où sévit la crise de l'habitat ; rôle du préfet ; modalités d'indemnisation des propriétaires des logements réquisitionnés ; suffisance de la procédure légale en vigueur ; rejeté ; amendement n° 224 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Guy Ducoloné (employeur du secteur privé mettant un logement à la disposition de l'un de ses salariés en conséquence du contrat de travail qui le lie à celui-ci étant tenu de pourvoir à son relogement lorsque la rupture dudit contrat intervient de son fait, hormis le cas de faute grave du salarié) ; problèmes posés par les logements de fonction (p. 3550) ; dispositif proposé dissuadant l'employeur de loger ses employés ; liaisons entre le projet et la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; rejeté ; amendement n° 225 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Mercieca (abrogation des dispositions de l'article 819 du code de procédure civile relatives à la saisie-gagerie) ; possibilités offertes aux propriétaires de pratiquer une saisie-gagerie sur le mobilier de leurs locataires ; saisie-gagerie concernant les bourgs ruraux (p. 3551) ; rejeté ; amendement n° 226 de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Mercieca (impossibilité pour le bailleur d'user de la saisie-gagerie à l'encontre de son locataire sans l'autorisation du juge) : rejeté.

Chapitre IV : *dispositions transitoires.*

Avant l'article 20 amendement n° 406 de M. Guy Malandain (tendant à supprimer l'intitulé du chapitre IV) ; existence de dispositions transitoires pouvant être permanentes ; motif que doit invoquer le bailleur pour vendre ou reprendre pour lui-même ou des membres de sa famille son logement ; rôle de la commission départementale ; rôle des mesures transitoires (p. 3552) ; nécessité de prévoir des dispositions transitoires de protection des locataires en place ; rejeté.

Article 20 *(entrée en application des nouvelles dispositions)* : projet de loi risquant de provoquer une spéculation massive aux dépens des locataires ; caractère illusoire de la protection liée aux mesures transitoires (p. 3553) ; nécessité de suspendre pendant un an les saisies et expulsions pour élaborer une nouvelle loi sur l'indemnisation des bailleurs ; amendement n° 509 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (tendant, à la fin du premier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « des chapitres I à III », les mots : « des chapitres I à IV ») ; risque de voir augmenter dans des proportions trop importantes les loyers dans les grandes villes ; objet des dispositions transitoires ; impossibilité d'une période transitoire en cas de logements vacants (p. 3554) ; logique du Gouvernement tendant à revenir aux règles du marché ; loyers faisant l'objet d'une procédure d'encadrement conventionnel ; nécessité de jouer pendant la période transitoire l'augmentation de l'offre ; volet fiscal de la politique gouvernementale du logement (p. 3555) ; mesures destinées à accroître l'offre foncière ; mobilité du parc de logements ; financement du logement social ; risque d'un envol des loyers dans les grandes villes ; rejeté ; amendement n° 407 de M. Guy Malandain soutenu par M. Robert Chapuis (tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa, et les troisième et quatrième alinéas de cet article) ; sous-amendement n° 575 de M. Robert Chapuis à l'amendement n° 407 de M. Guy Malandain (tendant, dans cet amendement, à substituer aux mots : « les troisième et », le mot : « le ») (p. 3556) ; opposition étant contrainte de débattre sans connaître les choix faits par le Gouvernement entre son texte et les propositions de la commission ; termes des contrats venant à expiration avant le 1er octobre 1987 étant prorogé de plein droit de douze mois ; remise en cause des contrats en cours ; explications de la demande de réserve des article 9 et suivants ; application des dispositions de l'article 20 aux baux en cours ; durée de la période transitoire (p. 3557) ; loi Quilliot reprenant sur certains points les accords Delmon ; sous-amendement n° 575 : rejeté ; amendement n° 407 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 229 de M. Bernard Deschamps (tendant à supprimer la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article) ; contrats en cours devant rester régis par le régime juridique antérieur au présent projet de loi ; rejeté ; amendement n° 34 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 228 de M. Bernard Deschamps (tendant à supprimer les deux derniers alinéas de cet article) ; impossibilité pratique de connaître les loyers pratiqués dans le voisinage (p. 3558) ; rejeté ; amendement n° 35 de la commission des lois (tendant, dans l'avant-dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « dans les huit mois suivant la publication de la présente loi », les mots : « avant le 1er octobre 1987 ») : adopté ; amendement n° 508 de M. Jacques Boyon (tendant, à la fin de l'avant-dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « douze mois », les mots : « huit mois ») ; modalités d'augmentation des loyers pour le renouvellement des contrats de location ; rejeté ; amendement n° 36 de la commission des lois (tendant à supprimer la deuxième phrase du dernier alinéa de cet article) ; suppression de l'obligation de mise en conformité ; existence d'une rupture de contrat dans le régime transitoire ; adopté (p. 3559) ;

— article 20, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 9, précédemment réservé *(durée normale du contrat de location)* : modalités du renouvellement des contrats dans la loi du 22 juin 1982 ; bail de trois ans étant d'une durée insuffisante ; renouvellement du bail à l'issue de la première période de location ; renouvellement du bail de quatre ans par tacite reconduction (p. 3560) ; **rappel au règlement de M. André Fanton** ; commission ayant ramené la durée de tous les baux à trois ans (p. 3561) ; amendement n° 203 de M. Bernard Deschamps (durée et renouvellement du contrat de location) ; amendement n° 62 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Jean Roussel (même objet) ; renouvellement du contrat de location devant être de droit ; possibilité pour le bailleur, à la fin du contrat, de reprendre le logement ou de modifier le contrat de location ; distinction entre les personnes physiques et les personnes morales (p. 3572) ; reconduction du bail ; durée du bail ; amendement n° 203 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 62 : rejeté ; amendement n° 15 de la commission des lois (tendant à supprimer le premier alinéa de cet article) ; amendement n° 16 de la commission des lois (tendant à rédiger ainsi le deuxième alinéa de cet article : « le contrat de location est conclu pour une durée au moins égale à trois ans ») ; nécessité de ne pas établir de distinction entre les personnes physiques et les personnes morales ; liaison entre la période transitoire et la durée du bail (p. 3573) ; droits et devoirs des locataires et des bailleurs ; liaison entre la réduction de la durée du bail et l'allongement de la période transitoire ; risques inflationnistes dans les villes les plus sensibles à la crise du logement (p. 3574) ; durée du bail ; durée de la période transitoire (p. 3575) ; réduction de la durée du bail de quatre à trois ans ; nombre de logements soumis à la loi de 1948 ; nécessité de permettre aux locataires de bénéficier d'une période transitoire aussi longue que possible ; pratique actuelle des « dessous de table » (p. 3576) ; sécurité du locataire ; plan de reprise dans le domaine du logement ; amélioration du patrimoine des H.L.M. ; amendement n° 15 : adopté ; amendement n° 16 : adopté au scrutin public ; amendements n° 166 de M. Georges Mesmin et n° 319 de M. Jean Rigaud : devenus sans objet ; amendement n° 17 de la commission des lois (cas de renouvellement du contrat de location) ; risque d'augmentation des loyers liés au renouvellement du bail ; entretien des logements (p. 3577) ; loi de 1948 ayant conduit à une multiplication des logements insalubres ; durée du bail et sécurité des locataires ; délai de préavis dû au locataire par le bailleur ; amendement n° 17 : adopté au scrutin public ; amendement n° 382 de M. Guy Malandain (motif du congé donné au locataire par le bailleur) ; nécessité de ne reconnaître au bailleur un droit au congé que pour des motifs sérieux et légitimes (p. 3578) ; notion de « congé motivé » ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 383 de M. Guy Malandain (règles de renouvellement du contrat de location) ; règles du congé donné au locataire ; possibilité pour le locataire

d'avoir recours à la commission départementale de conciliation pour contester le caractère légitime et sérieux du motif du congé ; rôle de la commission départementale de conciliation après la période transitoire ; rejeté ; amendement n° 18 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 3579) ; **rappel au règlement de M. Guy Malandain** ; adopté ; amendement n° 107 de la commission (tendant dans le premier alinéa de cet article à substituer aux mots : « et reconduit tacitement pour une durée de quatre ans » les mots : « se reconduit tacitement d'année en année aux clauses et conditions initiales ») ; amendements identiques n° 19 de la commission des lois et n° 320 de M. Jean Rigaud (même objet) ; substitution à la tacite reconduction pour trois ans d'une reconduction tacite annuelle (p. 3580) ; réduction à une seule année de la durée du bail reconduit ; engagement pris sur la durée du bail devant les associations de locataires par le ministre de l'équipement, du logement et de l'aménagement du territoire et des transports ; distinction entre personne morale et personne physique ; part du parc locatif détenue par des bailleurs du secteur privé (p. 3581) ; durée du bail ; durée différente selon les régions de la période transitoire ; durée du contrat renouvelé par tacite reconduction ; amendement n° 107 : rejeté au scrutin public ; amendements n° 19 et n° 320 : adoptés ; amendement n° 499 de M. Jacques Boyon (durée et renouvellement du contrat de location passé entre une société d'économie mixte et un locataire pour un logement financé à l'aide de primes ou de prêts spéciaux à la construction, consentis par le Crédit Foncier de France ou la Caisse centrale de coopération économique) : retiré (p. 3582) ;

— article 9 : adopté au scrutin public.

Après l'article 9 (amendements précédemment réservés) : amendement n° 204 de M. Bernard Deschamps (droit de préemption du locataire en cas de vente du logement) ; conditions de renouvellement du bail ; nécessité de permettre à un locataire à qui il est donné congé en raison de la vente du logement, de se substituer à l'acquéreur (p. 3583) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 388 de M. Guy Malandain (droit de résiliation et de refus de renouvellement du contrat de location prévu en cas de reprise pour occupation personnelle et familiale ou en cas de vente, ne pouvant être exercé à l'encontre de tout locataire âgé de plus de soixante-cinq ans ou gravement handicapé, dont les ressources sont inférieures à une somme définie par décret) ; sous-amendement n° 569 de M. Bernard Deschamps (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet amendement à supprimer les mots : « prévu en cas de reprise pour occupation personnelle et familiale ou en cas de vente ») ; sous-amendement n° 570 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Guy Ducoloné (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet amendement à substituer aux mots « 65 ans » les mots « 60 ans ») ; sous-amendement n° 571 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Guy Ducoloné (tendant à la fin du deuxième alinéa de cet amendement à substituer aux mots « 65 ans » les mots « 60 ans ») ; amendement n° 205 de M. Bernard Deschamps (résiliation ou non renouvellement du contrat de location ne pouvant être exercés à l'égard de tout locataire handicapé ou âgé de plus de soixante-dix ans dont les ressources annuelles sont inférieures à trois fois le montant annuel du salaire minimum de croissance) ; situation des personnes âgées ou handicapées (p. 3584) ; durée du bail et de la période transitoire ; risque qu'une trop grande protection des personnes âgées ne se retourne contre elles ; sous-amendement n° 569 : rejeté ; situation des locataires âgés de plus de soixante ans (p. 3585) ; situation des bailleurs partant à la retraite ; sous-amendements n° 570, 571 : rejetés ; amendement n° 388 : rejeté ; amendement n° 205 : rejeté au scrutin public après rectification.

Article 10 (précédemment réservé) *(contrat de location d'une durée inférieure à la normale)* : possibilité de conclure un contrat de location d'une durée inférieure à la normale pour des raisons d'ordre professionnel ; extension des dispositions de cet article à tous les bailleurs, personnes physiques ou morales (p. 3586) ; raisons familiales ou professionnelles pouvant seules être invoquées pour conclure un bail de moins de trois ans ; amendement n° 384 de M. Guy Malandain (contrat de location d'une durée inférieure à la normale) ; nécessité de préciser que le contrat de location ne peut concerner que le domicile propre du propriétaire concerné ; motifs permettant la conclusion de contrat de location d'une durée inférieure à la normale ; droit du locataire au renouvellement de son bail ; cas de non réalisation de l'événement (p. 3587) ; existence de logements vacants n'étant pas mis sur le marché en raison de la peur de leurs propriétaires de ne pas pouvoir les récupérer ; rejeté ; amendement n° 167 de M. Georges Mesmin (tendant à rédiger ainsi le début de la première phrase du premier alinéa de cet article : « quand le locataire le demande, ou quand un événement précis... ») ; locataire ayant parfois intérêt à ne louer que pour un an ; possibilité pour le locataire de résilier à tout moment le bail de trois ans ; rejeté ; amendement n° 20 de la commission des lois (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « personne physique ») ; personne morale n'ayant pas de raison familiale ou professionnelle ; rejeté ; amendement n° 21 de la commission des lois (tendant à la fin de la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « quatre ans mais de moins un an » les mots « trois ans ») ; amendement n° 108 de la commission (même objet) ; amendement n° 91 de M. Georges Paul Wagner (même objet) (p. 3588) ; nécessité de ne pas autoriser de baux inférieurs à un an ; amendement n° 21 : rejeté ; amendements n° 108 et 91 : adoptés ; amendement n° 385 de M. Guy Malandain (bailleur devant confirmer par lettre recommandée la réalisation de l'événement trois mois avant le terme du contrat) ; amendement n° 109 de la commission (même objet) ; durée du préavis ; amendement n° 385 : rejeté ; amendement n° 109 : adopté ; amendements identiques n° 22 de la commission des lois et n° 386 de M. Guy Malandain (tendant à supprimer le troisième alinéa de l'article 10) ; autorisation du bailleur à reporter le terme du contrat de location ; adoptés ; amendement n° 206 de M. Bernard Deschamps : devenu sans objet ; amendement n° 23 de la commission des lois (locataire étant déchu de plein droit de tout titre d'occupation du local en cas de réalisation de l'événement) ; sous-amendement n° 492 de M. Bernard Deschamps (tendant à la fin du deuxième alinéa de cet amendement à substituer aux mots « sa conclusion » les mots « la non réalisation de l'événement ») ; hypothèse d'une confirmation par le bailleur d'un événement qui ne se serait pas produit (p. 3589) ; confirmation de la réalisation de l'événement ayant justifié la conclusion d'un contrat de location d'une durée inférieure à la normale ; impossibilité de déterminer la date de non réalisation d'un événement ; sous-amendement n° 492 : rejeté (p. 3590) ; sous-amendement oral de la commission (tendant à rédiger ainsi le premier alinéa de cet amendement : « si lorsque l'événement s'est produit le bailleur en confirme la réalisation, le locataire... ») : adopté ; amendement n° 23, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 110 de la commission : devenu sans objet ; amendement n° 24 de la commission des lois (de coordination) ; adopté ; amendements identiques n° 111 de la commission et n° 387 de M. Guy Malandain (rédactionnels) : adoptés ;

— article 10, ainsi modifié : adopté au scrutin public (p. 3591).

Article 12 (précédemment réservé) *(extension à certaines personnes morales des droits reconnus aux bailleurs personnes physiques)* : amendements identiques n° 112 de la commission, n° 26 de la commission des lois et n° 93 de M. Georges-Paul Wagner (de suppression) ; nécessité de n'établir aucune différence entre les personnes physiques et les personnes morales ; adoptés ;

— en conséquence, cet article est supprimé (p. 3592).

Article 14 (précédemment réservé) *(congés)* : amendement n° 66 de M. Georges-Paul Wagner (durée du délai de préavis applicable aux congés) ; nécessaire rétablissement de l'égalité entre le bailleur et le locataire en ce qui concerne le délai de préavis ; rejeté ; amendement n° 207 de M. Bernard Deschamps (point de départ du délai de préavis ; règles prévues par le code de procédure civile (p. 3612) ; rejeté ; amendement n° 27 de la commission des lois (tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article) ; adopté ; amendement n° 208 de M. Bernard Deschamps, n° 327 de M. Jean Rigaud et n° 389 de M. Guy Malandain : devenus sans objet ; amendement n° 390 de M. Guy Malandain (saisine de la commission départementale des rapports locatifs en cas de contestation) ; commission départementale des rapports locatifs n'étant maintenue qu'au titre des dispositions transitoires ; rejeté ; amendement n° 28 de la commission des lois (de coordination) : adopté ;

— article 14, ainsi modifié : adopté.

Article 21 *(procédure de majoration du loyer lors du renouvellement des contrats en cours à la date de publication de la loi)* : autorisation du bailleur à proposer, à l'expiration du contrat en cours, un nouveau loyer fixé par référence à ceux constatés dans le voisinage ; liberté du loyer lors du renouvellement du bail (p. 3613) ; rôle de la commission départementale des rapports locatifs ; nécessité que la charge de la preuve incombe au bailleur ; taux d'effort des familles en faveur du logement ; nombre de logements locatifs supplé-

mentaires prévus par le Plan du Gouvernement (p. 3614) ; intangibilité et durée du bail ; allongement de la durée de la période transitoire ; amendements identiques n° 230 de M. Bernard Deschamps et n° 408 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (de suppression) ; amendement n° 408 : retiré ; amendement n° 230 : rejeté ; amendement n° 409 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (modalités de réévaluation des loyers pour les contrats de location en cours à la date de publication de la présente loi) (p. 3615) ; modalités d'augmentation des loyers des contrats en cours ; renversement de la charge de la preuve ; rejetés ; amendement n° 510 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (tendant au début du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « pour les contrats de location en cours à la date de publication de la présente loi ») ; nécessaire adoption de la même réglementation pour la fixation des nouveaux loyers et des loyers des contrats en cours ; rejeté ; amendement n° 513 de M. Jean Roussel (tendant dans le premier alinéa de cet article à insérer après les mots « proposé au locataire » les mots « au moins ») (p. 3616) ; nécessité que le propriétaire puisse présenter six mois au moins avant le terme du contrat sa nouvelle proposition ; allongement du délai de réflexion pour le locataire ; adopté ; amendement n° 331 de M. Jean Rigaud (tendant à la fin du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « fixé par référence aux loyers habituellement constatés dans le voisinage au cours des trois dernières années pour les nouvelles locations de logements comparables) ; amendement n° 410 de M. Guy Malandain soutenu par M. Robert Chapuis (même objet) ; inopportunité de donner toute liberté aux bailleurs pour fixer le montant des loyers ; mise en place d'une véritable ségrégation sociale ; marché du logement étant peu concurrentiel ; indexation du loyer sur les loyers du voisinage ; valeur de la référence aux nouvelles locations ; amendement n° 331 : rejeté (p. 3617) ; amendement n° 410 : adopté ; amendement n° 412 de M. Guy Malandain (notification du nouveau loyer devant comporter à peine de nullité la reproduction intégrale du présent article et le montant des loyers proposés et les références utilisées pour le fixer ; amélioration de l'information du locataire ; amendement n° 580 du Gouvernement (tendant à insérer après le premier alinéa de l'article 21 l'alinéa suivant : « la notification prévue ci-dessus comporte, à peine de nullité, la reproduction intégrale du présent article et le montant du loyer proposé ») ; nécessaire justification de la proposition d'augmentation du loyer ; amendement n° 580 : adopté ; amendement n° 412, après rectification : devenu sans objet (p. 3618) ; amendements identiques n° 121 de la commission et n° 411 de M. Guy Malandain soutenu par M. Robert Chapuis (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer au mot « quatre » le mot « trois ») ; durée du délai de réflexion du locataire ; renversement de la charge de la preuve ; rejetés ; amendement n° 37 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 577 du Gouvernement (tendant après les mots « terme du contrat » à rédiger ainsi la fin de la première phrase de l'avant-dernier alinéa de cet article : « celui-ci est reconduit de plein droit aux conditions antérieures de loyers éventuellement révisés ») ; nécessité que le bailleur saisisse lui-même le juge ; adopté ; amendements identiques n° 122 de la commission, n° 38 de la commission des lois et n° 479 de M. Jean-Claude Martinez (de coordination) : adoptés ; amendement n° 480 de M. Jean-Claude Martinez soutenu par M. Jean Roussel (tendant à compléter le 4e alinéa de cet article par la phrase suivante : « le juge ne peut fixer un loyer inférieur à celui payé à l'expiration du contrat précédent venu à échéance ») (p. 3619) ; amendement n° 514 de M. Charles Revet (tendant à compléter l'avant-dernier alinéa de cet article par la phrase suivante : « le juge ne peut fixer un loyer inférieur à celui payé à l'expiration du contrat précédent venu à échéance, sauf pour le locataire à faire la preuve du caractère abusif du montant de celui-ci ») ; impossibilité d'enfermer le juge dans une obligation ; impossibilité d'interdire qu'une remise à niveau ne puisse se faire à la baisse ; retirés (p. 3620) ; amendement oral de M. André Fanton (tendant à rédiger ainsi le début du dernier alinéa de cet article « en cas de hausse convenue entre les parties ou fixée judiciairement, celle-ci s'applique... ») : adopté ; demande du Gouvernement qu'à la fin du débat il soit procédé à une seconde délibération de l'article 21 ;

— article 21, ainsi modifié : adopté.

Article 22 *(congés donnés pour les contrats en cours)* : possibilité de non renouvellement du contrat en cas de vente par le bailleur personne physique ou morale ; nécessité d'assurer une certaine stabilité au locataire ; amendement n° 231 de M. Bernard Deschamps (de suppression) : rejeté ; amendement n° 511 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Guyard (tendant au début du premier alinéa de cet article à supprimer les mots « pour les contrats en cours à la date de publication de la présente loi ») ; inopportunité de rendre définitives les dispositions prévues pour la période transitoire (p. 3621) ; rejeté ; amendement n° 39 de la commission des lois (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sous réserve des dispositions de l'article 14 de la loi du 22 juin 1982 ») ; situation des locataires âgés de plus de soixante-dix ans dont les ressources annuelles sont inférieures à une fois et demie le montant annuel du S.M.I.C. ; protection des personnes âgées ; adopté ; amendement n° 40 de la commission des lois (tendant à compléter l'article 22 par l'alinéa suivant : « en cas de congé pour vendre le droit de préemption du locataire prévu à l'article 11 de la loi du 22 juin 1982, reste applicable ») ; sous-amendement n° 573 de M. Jean-Pierre Schenardi (tendant à compléter cet amendement par les mots « s'il apporte la preuve qu'il a fourni la possibilité de le contacter dans les délais prévus par la loi ») ; droit de préférence pour la vente du local au locataire ; droit de préemption du locataire (p. 3622) ; rejeté ; valeur du droit de préemption institué par l'article 11 de la loi Quilliot ; maintien de la notion de congé motivé ; amendement n° 40 : adopté ;

— article 22, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 23 *(application des dispositions transitoires des articles 21 et 22)* : différentes dates d'application des dispositions transitoires en fonction de l'intensité de la crise du logement selon les villes ; amendements identiques n° 80 de M. Jean Roussel, n° 170 de M. Georges Messmin et n° 332 de M. Jean Rigaud (de suppression) (p. 3623) ; nécessité de ne pas établir de discrimination entre les villes en fonction de leur population ; durée de la période transitoire ; maintien de l'application de la loi de 1948 pour toutes les personnes âgées ; lien entre les dispositions transitoires et l'article 23 ; durée des dispositions transitoires ; amélioration des infrastructures routières et des transports (p. 3624) ; durée de la période transitoire en fonction de la population des agglomérations ; rejetés ; amendement n° 493 de M. Bernard Deschamps (dispositions des articles 21 et 22 s'appliquant au renouvellement des contrats en cours à la date de promulgation de la présente loi) ; amendement n° 413 de M. Guy Malandain (même objet) ; amendement n° 481 de M. Jean-Claude Martinez soutenu par M. Jean Roussel (même objet) ; amendement n° 41 de la commission des lois (même objet) ; rôle du secteur H.L.M. (p. 3625) ; nécessaire amélioration des routes et des transports ; problème du prix des terrains ; amendement n° 481 : retiré ; nécessité de remplacer les échéances fixées dans le projet par des dates précises ; valeur des distinctions suivant la population des différentes communes ; rôle des préfets et des directeurs régionaux de l'équipement (p. 3626) ; amendements n° 493 et n° 413 : rejetés ; amendement n° 41 : adopté ; amendement n° 512 de M. Guy Malandain (application des dispositions de l'article 23 aux contrats nouveaux signés avant le 31 décembre 1995) : devenu sans objet ; amendement n° 482 de M. Jean-Claude Martinez soutenu par M. Jean Roussel (baux venant à expiration après la publication de la présente loi et tacitement reconduits pour une durée au moins égale à trois ans n'étant pas soumis à l'issue de cette période aux dispositions du chapitre IV) ; problème des taux tacitements reconduits avec le même loyer pendant trois ans ; procédure de contrôle conventionnel des loyers ; rejeté ;

— article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 *(commission départementale de conciliation)* (p. 3627) ; rôle de la commission départementale de conciliation ; rôle de la commission départementale des rapports locatifs ; amendement n° 233 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (de suppression) ; maintien à titre transitoire de la commission départementale dans sa seule fonction de conciliation ; suppression des protections des responsables d'associations de locataires ; rôle de la commission nationale ; rôle du conseil départemental de l'habitat (p. 3628) ; rejeté ; amendement n° 414 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « de conciliation » les mots « de rapport locatif ») ; système de concertation dans le domaine des H.L.M. ; rejeté ; amendements identiques n° 123 de la commission et n° 483 de M. Jean-Claude Martinez soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (rédactionnels) : adoptés ; amendement n° 415 de M. Guy Malandain soutenu par Mme Martine Frachon (tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots « les contestations des motifs des congés, les litiges relatifs aux charges locatives, les litiges

sur les réparations locatives ») ; attributions de la commission départementale de conciliation ; rôle des préfets ; rejeté (p. 3629) ; amendement n° 416 de M. Guy Malandain soutenu par Mme Martine Frachon (parties ne pouvant agir en justice avant un délai de deux mois) ; nécessité que tout bailleur ou tout locataire désirant saisir la justice soit obligé de consulter la commission départementale de conciliation avant de porter un différend devant le juge ; rôle de la commission de conciliation ; amendement n° 42 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 43 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ;

— article 24, ainsi modifié : adopté.

Chapitre V : *modifications de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948.*

Article 25 *(locaux vacants)* (p. 3630) ; objectifs originals de la loi de 1948 ; nécessaire libération des loyers de certaines catégories de logements régis par la loi de 1948 ; durée du contrat de location des logements régis par la loi de 1948 ; nécessité d'exiger une remise aux normes de certains logements régis par la loi de 1948 ; modalités de réalisation des travaux (p. 3631) ; **rappel au règlement de M. Guy Malandain** ; amendement n° 234 de M. Bernard Deschamps (de suppression) (p. 3638) ; loi de 1948 constituant un facteur de rigidité du marché locatif ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 417 de M. Guy Malandain (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à insérer les mots « ou devenus vacants » les mots « et satisfaisant à des normes minimales de confort et d'habitabilité ») ; nécessité que les locaux soumis à la loi de 1948 et devenus vacants satisfassent aux normes minimales de confort et d'habitabilité ; effet des travaux de réhabilitation sur l'emploi ; intérêt des opérations programmées ou groupées de réhabilitation ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 235 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Mercieca (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à insérer après les mots « présente loi » les mots « à l'exception de ceux classés en catégorie IV ») (p. 3639) ; nécessité que les logements appartenant à la catégorie IV échappent à la liberté des loyers ; rejeté ; amendement n° 44 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 346 du Gouvernement (dispositions de l'article 25 n'étant pas applicables aux locaux classés en catégorie IV) : adopté ; amendement n° 418 de M. Guy Malandain (possibilité pour le nouveau locataire de demander à son bailleur la mise en conformité des locaux avec les normes définies par le décret prévu au dernier alinéa de l'article 25) ; mise aux normes des locaux soumis à la loi de 1948 (p. 3640) ; date à laquelle l'obligation de faire des travaux sera constatée ; rejeté ; amendements identiques n° 45 de la commission, n° 355 de M. Alain Lamassoure et n° 484 de M. Jean-Claude Martinez soutenu par M. Jean Roussel (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « à tout moment » les mots « lors de la signature du bail ») ; amendement n° 96 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Jean Roussel (même objet) ; amendement n° 171 de M. Georges Mesmin (même objet) ; amendement n° 345 du Gouvernement (même objet) ; mise en forme des locaux soumis à la loi de 1948 ; amendement n° 96 : retiré ; inopportunité que le locataire puisse demander les améliorations après son entrée dans les lieux, sans que les autres termes du contrat soient changés (p. 3641) ; amendement n° 171 : retiré ; sortie du champ d'application de la loi de 1948 devant accélérer la réhabilitation du patrimoine immobilier ; coût pour un propriétaire de la réhabilitation (p. 3642) ; problèmes posés par la mise en conformité des logements avec les normes minimales de confort et d'habitabilité ; locataire risquant de ne pas être en situation d'imposer à son bailleur la mise aux normes lors de la signature de son contrat ; situation des personnes les plus pauvres (p. 3643) ; compensation du coût des travaux par une augmentation du loyer ; distinction entre les logements de catégorie III et les logements de catégorie IV ; amendements n° 45, n° 355 et n° 484 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 345 : adopté ; amendement n° 353 de la commission (contrat de location devant déterminer le délai dans lequel le bailleur est tenu de réaliser les travaux nécessaires) (p. 3644) ; devenu sans objet ; amendement n° 584 du Gouvernement (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « il peut également, à défaut d'accord entre les parties, se prononcer sur une demande de modification du loyer présenté par le bailleur ») ; liberté totale des loyers pour les logements non conformes ; adopté ; amendement n° 236 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (bail ne prenant effet qu'après exécution des travaux ordonnés par le juge) ; possibilité pour le juge de prescrire des travaux de mise aux normes si le local ne répond pas à des normes minimales de confort et d'habitabilité ; rejeté ; amendement n° 46 de la commission des lois (dispositions de l'article 25 étant également applicables aux locaux faisant l'objet d'un contrat de location conclu en application de l'article 28) ; sous-amendement n° 572 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Mercieca (tendant à compléter cet amendement par la phrase suivante : « les dispositions précédentes doivent figurer en termes apparents au contrat de location à peine de nullité dudit contrat ») ; applicabilité des dispositions de l'article 25 aux contrats de location conclus pour les appartements de catégorie II-B et II-C ; mention dans le bail des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 25 (p. 3645) ; information des locataires ; sous-amendement n° 572 : adopté ; amendement n° 46, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 419 de M. Guy Malandain (montant du loyer lorsque la mise en conformité est matériellement impossible) ; amendement n° 237 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (même objet) ; cas des logements exigus ; amendement n° 419 : adopté ; amendement n° 237 : rejeté ; amendement n° 420 de M. Guy Malandain (cas de désaccord sur la mise aux normes minimales entre le bailleur et le locataire ; rôle de la commission des rapports locatifs ; rejeté ; amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Delalande (actions en justice pouvant être exercées par les associations régulièrement déclarées depuis au moins cinq ans et ayant pour objet de lutter contre l'exclusion sociale et culturelle des personnes ou groupes sociaux les plus déshérités) (p. 3646) ; situation du Quart Monde à l'égard du problème du logement ; risque d'une multiplication du contentieux ; rôle des associations caritatives ; valeur des initiatives départementales en faveur du logement des personnes les plus déshéritées ; retiré ; repris par M. Robert Chapuis : rejeté (p. 3647) ;

— article 25, ainsi modifié : adopté.

Article 26 *(baux conclus à l'expiration d'un bail de l'article 3* ter *de la loi du 1er septembre 1948) :* amendement n° 238 de M. Bernard Deschamps (de suppression) ; abrogation de l'article 8 de la loi du 1er septembre 1948 ; maintien dans les lieux des personnes morales occupant des locaux à usage professionnel ou exerçant une activité désintéressée ; inopportunité de faire subventionner par des bailleurs privés des personnes morales ; rejeté ; amendement n° 47 de la commission des lois (tendant à supprimer la dernière phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de l'article 26) ; rédaction de l'article 3 de la loi du 1er septembre 1948 (p. 3648) ; réintégration des logements de la catégorie IV dans le champ d'application de la loi de 1948 ; adopté ; amendement n° 421 de M. Guy Malandain (tendant dans le II de cet article à supprimer la référence « 8 ») : retiré ; amendement n° 347 du Gouvernement (location des locaux classés dans la catégorie IV dans les communes n'étant pas visées par le premier alinéa de l'article 3 *bis* de la loi du 1er septembre 1948) : adopté ;

— article 26, ainsi modifié : adopté.

Article 27 *(titulaires du droit au maintien dans les lieux en cas d'abandon du domicile ou de décès de l'occupant) :* amendement n° 239 de M. Bernard Deschamps (de suppression) ; définition des titulaires du droit au maintien dans les lieux en cas d'abandon de domicile ou de décès de l'occupant ; rejeté ; amendement n° 240 de M. Bernard Deschamps (tendant dans le deuxième alinéa de cet article après le mot « conjoint » à insérer les mots « ou au concubin notoire ») ; amendement n° 422 de M. Guy Malandain (même objet) (p. 3649) ; reprise du bail par le concubin notoire ; amendement n° 240 : rejeté ; amendement n° 422 : rejeté après rectification ; amendement n° 48 de la commission des lois (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « gravement handicapés » les mots « handicapés visés au 2° de l'article 27) ; notion de personne gravement handicapée ; adopté ; amendement n° 82 de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Jean Roussel (impossibilité pour le locataire de sous-louer ou de céder son bail) : retiré ;

— article 27, ainsi modifié : adopté.

Article 28 *(sortie progressive de la loi de 1948 des logements des catégories II-B et II-C) :* amendement n° 241 de M. Bernard Deschamps (de suppression) (p. 3650) ; libération immédiate des loyers des logements des catégories II-B et II-C ; assouplissement des normes de qualité fixées par la loi de 1948 ; définition des catégories II-B et II-C ; audition en commission des associations de locataires ; nécessité d'entamer le processus de sortie de la loi de 1948 (p. 3651) ; rejeté ; amendements

identiques n° 125 de la commission soutenu par M. Ladislas Poniatowski, n° 49 de la commission des lois et n° 485 de M. Jean-Claude Martinez (tendant au début du premier alinéa de cet article à insérer après les mots « le bailleur d'un local » les mots « classé en sous-catégorie II-B ou II-C ») ; amendement n° 423 de M. Guy Malandain (même objet) ; définition des sous-catégories II-B et II-C ; diversité des propriétaires soumis à la loi de 1948 ; nombre de logements encore soumis à la loi de 1948 et caractéristiques de leurs locataires ; nécessité de sortir du système de transmissibilité du bail (p. 3652) ; situation du logement en République fédérale allemande ; amendements n° 125, n° 49 et n° 485 : adoptés ; amendement n° 423 : devenu sans objet ; amendements identiques n° 486 de M. Jean-Claude Martinez soutenu par M. Jean Roussel et n° 547 de M. Alain Lamassoure soutenu par M. Ladislas Poniatowski (tendant dans le premier alinéa de cet article après les mots « peut proposer » à insérer les mots « chaque année ») ; possibilité pour le bailleur de proposer chaque année au locataire un nouveau bail conforme à l'article 28 ; rejeté ; amendements identiques n° 126 de la commission soutenu par M. Ladislas Poniatowski, n° 50 de la commission des lois, n° 172 de M. Georges Mesmin, n° 356 de M. Alain Lamassoure et n° 487 de M. Jean-Claude Martinez (tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article) : adoptés ; amendements n° 83 de M. Jean Roussel et n° 424 de M. Guy Malandain : devenus sans objet ;

— article 28, ainsi modifié : adopté.

Article 29 *(protection de certains locataires ou occupants) :* inopposabilité de l'article 28 aux locataires âgés de plus de soixante-cinq ans ou dont les ressources sont inférieures à un seuil fixé par décret (p. 3653) ; amendement n° 127 de la commission (inopposabilité des dispositions de l'article 28 aux locataires ou occupants de bonne foi dont les ressources cumulées sont inférieures à trois le salaire minimum interprofessionnel de croissance ou aux locataires ou occupants de bonne foi âgés de plus de ans ou handicapés) ; sous-amendements identiques n° 494 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret et n° 578 de Mme Martine Frachon (tendant dans le deuxième alinéa de cet amendement à substituer aux mots « trois fois » les mots « quatre fois ») ; sous-amendement n° 495 de M. Bernard Deschamps (tendant dans le dernier alinéa de cet amendement à substituer aux mots « soixante-cinq ans » les mots « soixante ans ») ; exclusion de l'ensemble des locataires de plus de soixante-cinq ans du dispositif de sortie de la loi de 1948 ; domaine respectif de la loi et du règlement ; nécessaire égalité entre les locataires (p. 3654) ; fixation du seuil des ressources relevant du domaine réglementaire ; cas particulier des propriétaires dont les ressources sont inférieures à celles de leurs locataires ; sous-amendements n° 495, 494 et 578 : rejetés ; amendement n° 127 : rejeté ; amendement n° 84 de M. Jean Roussel (tendant dans l'article 29 à supprimer les mots « âgé de plus de soixante-cinq ans ») : retiré ; amendement n° 242 de M. Bernard Deschamps (tendant dans cet article à substituer aux mots « soixante-cinq ans » les mots « soixante ans ») ; amendement n° 357 de M. Alain Lamassoure (tendant dans cet article à substituer aux mots « 65 ans » les mots « 70 ans ») ; amendement n° 84 : retiré ; amendement n° 357 : non soutenu ; amendement n° 242 : rejeté ; amendement n° 425 de M. Guy Malandain (tendant dans cet article à insérer après les mots « plus de soixante-cinq ans » les mots « ou handicapés ») ; amendement n° 358 de M. Jacques Farran (même objet) ; situation des personnes handicapées au regard des problèmes du logement (p. 3655) ; situation des locataires dont les revenus sont supérieurs à quatre fois le S.M.I.C. ; adopté après rectification ; amendement n° 358 : devenu sans objet ;

— article 29, ainsi modifié : adopté.

Article 30 *(durée du contrat conclu en application de l'article 28) :* montant du loyer des logements des catégories II B et II C ; amendement n° 243 de M. Bernard Deschamps (de suppression) : rejeté ; amendement n° 51 de la commission des lois (contrat de location conclu en application de l'article 28 étant d'une durée de huit ans) ; sous-amendement n° 585 de M. Guy Malandain (tendant dans la deuxième phrase du texte proposé pour l'article 30 de cet amendement à supprimer les mots « nouvelle location de ») : adopté ; amendement n° 51, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 488 de M. Jean-Claude Martinez : devenu sans objet ; amendement n° 426 de M. Guy Malandain (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « les conditions d'application de cet alinéa seront déterminées par décret pris en Conseil d'Etat ») : retiré (p. 3656) ; amendement n° 52 de la commission des lois (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « par quart au cours des quatre années » les mots « par huitième au cours des huit années ») ; amendement n° 489 de M. Jean-Claude Martinez (même objet) ; amendement n° 52 : adopté ; amendement n° 489 : devenu sans objet ;

— article 30, ainsi modifié : adopté.

Article 31 *(procédure de majoration du loyer) :* amendement n° 244 de M. Bernard Deschamps (de suppression) ; distribution des amendements ; rejeté ; amendement n° 53 de la commission des lois (possibilité pour le locataire dans les deux mois à compter de la réception de la proposition du bailleur de faire connaître à celui-ci qu'il remplit les conditions de l'article 29) : adopté ; amendement n° 54 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 55 de la commission des lois (rédactionnel) (p. 3657) ; adopté ; amendement n° 56 de la commission des lois (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 57 de la commission des lois (tendant dans la deuxième phrase du septième alinéa de l'article 31 à substituer aux mots « tribunal compétent » les mots « le jugé ») ; amendement n° 58 de la commission des lois (même objet) ; adoptés ; amendement n° 59 de la commission des lois (tendant à la fin du dernier alinéa de cet article à supprimer les mots « et des textes subséquents ») : adopté ;

— article 31, ainsi modifié : adopté.

Article 32 *(travaux effectués par le locataire) :* amendement n° 245 de M. Bernard Deschamps (de suppression) : rejeté ; amendement n° 175 de M. Georges Mesmin (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à insérer après le mot « effectué » les mots « depuis moins de cinq ans ») situation du locataire d'un logement soumis à la loi de 1948 et ayant réalisé des travaux normalement à la charge du propriétaire ») ; modalités d'évaluation des travaux réalisés par le locataire (p. 3658) ;

— article 32 : adopté.

Article 33 *(situation du local à expiration du contrat conclu en application de l'article 28) :* amendement n° 246 de M. Bernard Deschamps (de suppression) : rejeté ; amendement n° 60 de la commission des lois (de coordination) ; sous-amendement n° 579 de M. Guy Malandain (tendant, après les mots « du présent titre » à insérer les mots « sans que la hausse du loyer puisse dépasser un seuil fixé par décret en Conseil d'Etat ») : rejeté ; amendement n° 60 : adopté ; amendement n° 427 de M. Guy Malandain : devenu sans objet ;

— en conséquence, l'amendement n° 60 devient l'article 33.

Article 34 *(contrat de location conclu à l'expiration des baux des articles 3 bis, 3 quater, 3 quinquies et 3 sexies) :* amendement n° 247 de M. Bernard Deschamps (de suppression) : rejeté ; amendement n° 428 de M. Guy Malandain (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par les mots « sous réserve de la mise aux normes de confort et d'habitabilité de ces locaux ») ; nécessité que la mise aux normes de confort et d'habitabilité des locaux soit effectuée avant le retour à la liberté des loyers ; rejeté ;

— article 34 : adopté.

Nombre d'amendements restant déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale (p. 3659).

Chapitre VI : *dispositions relatives aux logements appartenant aux organismes d'habitation à loyer modéré ou gérés par eux.*

Avant l'article 35 : amendement n° 336 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (système d'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 3670) ; nécessité de modifier le système actuel d'attribution des logements locatifs sociaux ; responsabilités de l'équipe municipale ; rôle du plan local de l'habitat ; contingents préfectoraux ; destination des crédits d'Etat en faveur du logement (p. 3671) ; cautionnement par les collectivités locales des emprunts des organismes d'H.L.M. ; rejeté ; amendement n° 86 de M. Georges Paul Wagner soutenu par M. Bruno Mégret (Français et ressortissants des pays membres de la Communauté économique européenne bénéficiant d'un accès prioritaire aux habitations à loyer modéré) ; nationalité devant être un critère prépondérant d'accès au logement H.L.M. ; conditions de logement des familles de travailleurs immigrés se trouvant en situation légale sur le territoire national ; problèmes posés par la concentration des populations étrangères (p. 3672) ; droit au logement des

travailleurs immigrés ; nécessité de cesser d'interdire de fait l'accès de certaines communes aux travailleurs immigrés ; attitude du parti communiste à l'égard des travailleurs immigrés ; rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement de M. Guy Malandain** (p. 3673) ; **rappel au règlement de M. Bernard Deschamps.**

Article 35 *(possibilité de surloyer et de contrat de location pour les logemens H.L.M.) :* statut des différentes catégories de locataires H.L.M. ; (p. 3674) suppression de la fixation nationale des loyers ; situation des locataires dont les ressources dépasseront les plafonds fixés pour l'attribution d'un logement H.L.M. ; nécessaire suppression des surloyers ; possibilité pour les organismes H.L.M. de conclure des baux dans les conditions du droit commun ; nécessaire retour à l'équilibre de gestion des organismes d'H.L.M. ; nécessaire abrogation de la loi de 1977 (p. 3675) ; surloyers dans les organismes H.L.M. ; précarisation du statut des locataires H.L.M. ; disparition de la spécificité du régime de location en H.L.M. (p. 3676) ; modalités d'attribution des logements sociaux ; attribution de logements sociaux devant être conditionnée à l'appartenance à la communauté nationale ou européenne ; valeur du principe du surloyer ; affectation des sommes perçues grâce au surloyer (p. 3677) ; nécessaire assouplissement du fonctionnement des offices publics d'aménagement et de construction ; justification du système du surloyer ; cas des personnes dont la situation financière s'est améliorée depuis leur entrée en logement H.L.M. ; volonté des organismes H.L.M. d'obtenir la liberté de fixer leur loyer (p. 3678) ; prélèvement sur la caisse de retraite des collectivités locales ; rôle du préfet dans la surveillance de l'évolution des loyers H.L.M. ; organismes H.L.M. disposant du produit des ventes des appartements et des maisons individuelles qui leur appartiennent ; problème du surloyer ; éventuel établissement d'un bail en cas de surloyer (p. 3679) ; amendements identiques n° 128 de la commission et n° 259 de M. Bernard Deschamps (de suppression) ; amendement n° 128 ayant été adopté en commission par une majorité de circonstance ; réduction de la durée d'exonération du foncier bâti ; institutionnalisation du surloyer ; autorisation des organismes H.L.M. à conclure des baux dans les conditions du droit commun ; (p. 3680) ; pratique par l'office départemental d'H.L.M. de la Seine-Saint-Denis des surloyers ; groupe socialiste étant favorable à l'application du surloyer ; amendements n° 128 et n° 249 : rejetés au scrutin public ; *article L. 441-3 du code de la construction et de l'habitation* (possibilité de surloyer et obligation éventuelle de conclusion de contrat de location de droit commun) : amendement n° 333 de M. René Beaumont (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 334 de M. René Beaumont (tendant dans la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code de la construction à insérer après les mots « qu'ils établissent » les mots « par immeuble ou groupe d'immeubles ») ; barème fixé par les organismes d'H.L.M. devant tenir compte de la localisation du logement ; adopté ; amendement n° 429 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (tendant à compléter la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code de la construction par les mots « et de la localisation de l'immeuble ») ; détermination du niveau du surloyer ; retiré ; amendement n° 430 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jean Oehler (surloyer ne devant pas permettre que l'objet initial des habitations à loyer modéré, telles que définies par l'article L. 411-1, soit détourné) (p. 3681) ; nécessité de garantir au détenteur de revenus modestes que les H.L.M. leur seront réservées ; modalités d'attribution des logements H.L.M. ; rejeté ; amendement n° 544 de M. Jacques Badet (tendant à supprimer le 2e alinéa du texte proposé pour l'article L. 441-3 du code de la construction) ; nécessité que le système du surloyer soit dissocié de toute pratique de bail ; problème posé par l'application d'un bail au locataire entré de bonne foi dans un logement H.L.M. ; adopté ; amendement n° 335 de M. René Beaumont (rédactionnel) : devenu sans objet ; *article L. 441-4 du code de la construction et de l'habitation* (possibilité de conclusion de contrat de location de droit commun) : amendement n° 556 de M. Jacques Badet (de suppression) ; problème posé par la possibilité de conclusion de contrat de location de droit commun dans les H.L.M. (p. 3682) ; adopté ; *article L. 441-5 du code de la construction et de l'habitation* (dispositions relatives aux contrats conclus en application des articles L. 441-3 et L. 441-4) ; amendement n° 431 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (de suppression) : adopté ;

— article 35, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 35 : amendement n° 250 de M. Bernard Deschamps (augmentation de loyer ne pouvant entraîner annuellement une hausse supérieure à celle de la variation de l'indice du coût de la construction) ; réduction de la durée d'exonération concernant le foncier bâti ; plafond de ressources pour lesquelles s'applique le surloyer ; autonomie de gestion des organismes H.L.M. (p. 3683) ; montant du loyer des H.L.M. ; rejeté.

Article 36 *(règles de fixation des loyers des logements H.L.M.) :* propositions du parti communiste pour les usagers du logement, l'institution H.L.M. et l'accession à la propriété (p. 3684) ; exclusion créée par le système actuel d'attribution de logements sociaux ; montant du plafond de ressources permettant l'attribution de ces logements ; montant des loyers ; amélioration des conditions de financement de la construction neuve et de rénovation des logements existants ; habilitation des organismes d'habitation à loyer modéré à fixer librement les loyers des logements faisant l'objet d'une nouvelle location ; récupération des charges liées à la rémunération d'un gardien ou d'une concierge (p. 3685) ; incapacité des offices d'H.L.M. à assurer l'entretien et la sécurité des immeubles ; surloyer devant contribuer à l'équilibre financier des offices d'H.L.M. ; contrôle du préfet sur la gestion des offices d'H.L.M. ; gardiennage des organismes H.L.M. ; amendement n° 251 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (de suppression) ; loyer des logements reloués après le départ du locataire (p. 3686) ; augmentation du nombre des personnes sans domicile fixe ; nécessité d'une véritable politique d'aide à la pierre ; rejeté ; *article L. 442-1-1 du code de la construction et de l'habitation* (liberté de fixation des loyers des logements H.L.M.) amendement n° 129 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 432 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (procédure de fixation du loyer) ; nécessité d'une concertation avec les associations de locataires ; rejeté ; *article L. 442-1-2 du code de la construction et de l'habitation* (transmission au représentant de l'Etat des délibérations des organismes d'H.L.M. concernant les loyers) : amendements identiques n° 130 de la commission et n° 433 de M. Guy Malandain soutenu par M. Robert Chapuis (de suppression) (p. 3687) ; contrôle du représentant du Gouvernement sur les loyers des organismes H.L.M. ; renégociation de la dette des organismes H.L.M. ; niveau des actions de réhabilitation sur crédits Palulos ; montant des loyers des organismes H.L.M. ; rejetés ;

— article 36, ainsi modifié : adopté.

Article 37 *(dispositions transitoires régissant les loyers des logements H.L.M.) :* montant des aides personnalisées au logement ; conséquences budgétaires de la hausse des loyers des logements appartenant aux organismes H.L.M. ; amendement n° 252 de M. Bernard Deschamps (tendant à rédiger ainsi la deuxième phrase de l'article 37 : « à compter de cette date leurs loyers peuvent évoluer dans la limite annuelle de la variation de l'indice du coût de la construction ») ; amendement n° 434 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (même objet) ; modalités d'évolution des loyers H.L.M. ; nécessaire négociation de l'évolution des loyers en accord avec la commission nationale prévue à l'article 40 ; dettes des organismes H.L.M. (p. 3689) ; amendements n° 252 et n° 434 : rejetés ;

— article 37 : adopté.

Après l'article 37 : amendement n° 523 de M. Michel Debré soutenu par M. Eric Raoult (organismes d'habitations à loyer modéré étant tenus de donner priorité aux jeunes femmes enceintes qui demandent un logement ou un changement de logement) ; famille et logement ; engagement du Gouvernement de modifier le décret du 19 mars 1986 relatif à l'attribution de logements H.L.M. dans un sens plus favorable à la famille ; retiré ; repris par M. Bruno Mégret : rejeté.

Article 38 *(suppression de dispositions fixant un loyer-plancher devenues sans objet) ;* augmentation des loyers des organismes H.L.M. étant contenue dans des limites n'excédant pas plus de 1 à 2 % de l'évolution moyenne de l'indice des prix ;

— article 38 : adopté.

Article 39 *(champ d'application des articles L. 442-1 à L. 442-9 du code de la construction et de l'habitation)* (p. 3690) ; cas des logements appartenant aux collectivités locales ; amendement n° 253 de M. Bernard Deschamps (maintien de certaines dispositions de la loi de 1948) : rejeté ;

— article 39 : adopté.

Rappel au règlement de M. Bruno Gollnisch (p. 3691).

Refus du président de séance de prononcer la réserve demandée des articles 40 à 43 jusqu'après l'article 55.

Chapitre VIII : *des procédures de concertation.*

Article 40 *(commission nationale de concertation)* (p. 3700) ; rôle de la commission nationale de concertation ; comparaison de ses compétences avec celles qui lui étaient conférées dans la loi Quilliot (p. 3701) ; valeur de la concertation entre bailleurs et locataires ; différents niveaux de négociations institués dans la loi Quilliot ; compétences de la commission nationale de concertation ; amendement n° 255 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (commission nationale des rapports locatifs étant saisie pour avis de tout projet de loi ou de décret en rapport avec son objet) ; désignation des membres des commissions de conciliation (p. 3702) ; rejeté ; amendement n° 435 de M. Jean Oehler (tendant dans la première phrase du premier alinéa de cet article à substituer aux mots « de concertation » les mots « des rapports locatifs ») ; maintien de la commission nationale des rapports locatifs ; rejeté ; amendement n° 436 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (tendant à compléter le premier alinéa de cet article par la phrase suivante « elle élabore des accords collectifs de location ») ; rôle de la commission nationale des rapports locatifs ; rôle du Gouvernement en matière de fixation des hausses de loyer ; nécessité d'une structure de concertation entre bailleurs et locataires au niveau national ; rejeté ; amendement n° 437 de M. Guy Malandain (accords conclus au sein de la commission nationale de concertation s'appliquant obligatoirement aux organismes signataires et pouvant être étendus par décret) ; rappel du rôle de la commission Delmon (p. 3703) ; rejeté ;

— article 40 : adopté.

Après l'article 40 : amendement n° 438 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jean Oehler (création auprès du représentant de l'Etat, dans chaque département, d'une commission départementale des rapports locatifs) ; logique induite par la décentralisation ; maintien de la commission de conciliation pendant toute la durée de la période transitoire ; rejeté.

Article 41 *(accords collectifs locaux dans le secteur des bailleurs institutionnels)* (p. 3704) ; domaine des accords collectifs locaux ; amendement n° 254 de M. Bernard Deschamps (de suppression) ; possibilité pour les associations de locataires et de bailleurs institutionnels de conclure des accords locaux ; rejeté ; amendements identiques n° 131 de la commission et n° 439 de M. Guy Malandain (tendant au début du premier alinéa de cet article après les mots « les bailleurs » à insérer les mots « notamment ceux ») ; impossibilité pour les bailleurs privés de conclure des accords locaux (p. 3705) ; rejetés ; amendement n° 132 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 516 de M. Gilbert Gantier (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à insérer après les mots « peuvent conclure » les mots « soit avec la majorité des locataires, soit ») : non soutenu ; amendements identiques n° 133 de la commission et n° 440 de M. Jean Oehler (tendant dans la deuxième phrase du douzième alinéa de cet article à substituer aux mots « peuvent porter » les mots « portent notamment ») ; domaines sur lesquels peuvent porter les accords collectifs locaux ; adoptés ; amendement n° 441 de M. Guy Malandain (tendant dans la deuxième phrase du douzième alinéa de cet article après les mots « parties communes » à insérer les mots « et privatives ») ; impossibilité que des accords collectifs concernent l'entretien des parties privatives ; rejeté ; amendement n° 256 de M. Bernard Deschamps (caractère obligatoire des accords collectifs locaux dans le secteur des bailleurs institutionnels) : rejeté ; amendement n° 517 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Charles Revet (tendant dans l'avant dernier alinéa de cet article à insérer après les mots « ont été conclus » les mots « soit par la majorité des locataires, soit ») ; cas des immeubles sans association de locataires mais où la majorité des locataires souhaite conclure un accord ; retiré ; amendement n° 442 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (tendant dans l'avant dernier alinéa de cet article après le mot « concernés » à insérer les mots « ou affiliées à une organisation siégeant à la commission nationale visée à l'article 40) (p. 3706) ; représentativité des organisations siégeant à la commission nationale visée à l'article 40 ; rejeté ; amendement n° 443 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (tendant dans l'avant dernier alinéa de cet article après les mots « locataires concernés » à substituer au mot « et » le mot « ou ») ; possibilité de conclure un accord soit lorsqu'il est signé par des associations de locataires soit lorsqu'une majorité de locataires se manifeste ; rejeté ; amendements identiques n° 134 de la commission et n° 444 de M. Guy Malandain (possibilité pour les bailleurs de proposer directement aux locataires des accords semblables aux accords collectifs locaux dans le secteur des bailleurs institutionnels ; amendement n° 444 : retiré (p. 3707) ; possibilité pour les bailleurs de passer directement des accords avec les locataires ; sous-amendement n° 586 du Gouvernement à l'amendement n° 134 de la commission (tendant, après les mots « dès lors qu'ils » à rédiger ainsi la fin de la deuxième phrase de cet amendement « ont été approuvés par écrit par la majorité des locataires dans un délai d'un mois à compter de la notification par le bailleur ») : adopté ; amendement n° 134, ainsi modifié : adopté ;

— article 41, ainsi modifié : adopté.

Article 42 *(représentativité des organisations de bailleurs, de gestionnaires et de locataires)* : amendement n° 257 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (de suppression) : rejeté ;

— article 42 : adopté (p. 3708).

Après l'article 42 : amendement n° 445 de M. Jean Oehler (saisine de la commission départementale des rapports locatifs en cas de contestation relative à l'application des articles 14, 15, 25, 31 et 43 du projet de loi) : rejeté.

Article 43 *(représentation des associations de locataires auprès des bailleurs institutionnels)* : amendement n° 259 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (de suppression) : rejeté ; amendement n° 260 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (tendant dans le premier alinéa de cet article à insérer après le mot « association » les mots « dès lors qu'elle adhère à une association membre de la commission nationale de concertation ou ») ; critères de représentativité des associations nationales ; rejeté ; amendement n° 446 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (tendant dans le premier alinéa de cet article à insérer après les mots « 10 % des locataires » les mots « ou des personnes affiliées à une organisation siégeant à la commission nationale prévue à l'article 40 ») ; possibilité de se prévaloir de l'appartenance à des associations représentatives affiliées à des organisations nommément désignées pour siéger au sein de la commission visée à l'article 40 ; rejeté ; amendement n° 88 de M. Georges-Paul Wagner (tendant à supprimer le deuxième alinéa de cet article) ; pouvoir des associations de locataires en ce qui concerne la vérification des charges (p. 3709) ; obligation pour les bailleurs d'informer chaque trimestre les représentants des associations sur les différents aspects de la gestion de l'immeuble ; rôle de l'association des locataires ; rejeté ; amendement n° 447 de M. Guy Malandain (rédactionnel) : adopté ; amendements identiques n° 135 de la commission et n° 448 de M. Guy Malandain (tendant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article à insérer après les mots « les bailleurs » les mots « ou, s'il y a lieu, l'administrateur de la copropriété ») ; conditions d'application de l'article 43 dans les immeubles soumis au statut de la copropriété ; ordre de discussion des amendements (p. 3710) ; adoptés ; amendement n° 261 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (tendant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article à substituer aux mots « informe chaque » les mots « consulte au moins une fois par ») ; amendement n° 449 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (même objet) ; consultation des associations de locataires sur la gestion de l'immeuble ; contraintes d'information pesant sur les bailleurs ; amendements n° 261 et 449 : rejetés ; amendement n° 262 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (tendant à compléter le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « ils peuvent être assistés par un représentant de l'organisation départementale ou nationale à laquelle leur association est affiliée ») ; nécessité qu'un représentant de l'organisation des locataires puisse accompagner ceux-ci lors de leur entretien avec le bailleur ; inopportunité d'un encadrement des mécanismes collectifs ; rejeté ; amendement n° 263 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Jean Giard (mise à disposition des associations de locataires dans chaque bâtiment d'habitation d'un panneau d'affichage) : rejeté (p. 3711) ; amendement n° 450 de M. Guy Malandain (possibilité pour les représentants des associations de locataires d'assister à l'assemblée générale de copropriété) ; locataires n'ayant pas à intervenir dans le fonctionnement de la copropriété ; rejeté ;

— article 43, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 43 : amendement n° 264 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (congé notifié à un représentant statutaire d'associations de locataires devant être soumis à la commission départementale des rapports locatifs) ; amendement n° 451 de M. Jean Oehler soutenu par M. Guy Malandain (même objet) ; nécessaire protection des représentants statutaires d'une association de locataires contre tout congé abusif ; risque d'un détournement de procédure (p. 3712) ; amendement n° 264 : rejeté ; rôle des associations de locataires ; refus du président de séance de suspendre celle-ci ; amendement n° 451 : rejeté.

Chapitre VIII : *dispositions diverses.*

Article 44 *(révision des loyers-plafonds fixés par les prêts du Crédit foncier de France)* : régime du loyer des logements financés sur des prêts spéciaux et des primes du Crédit foncier de France et de la Caisse centrale de coopération économique (p. 3713) ; suppression de la clause d'atténuation ; modalités de révision annuelle du loyer ; rôle des associations de locataires et de leurs responsables ; amendement n° 518 de M. Jacques Boyon (tendant au début de cet article à supprimer les mots « à compter du premier renouvellement aux reconductions suivant la publication de la présente loi ») ; impossibilité de modifier les loyers-plafonds en cours de contrat ; rejeté ; amendement n° 519 de M. Jacques Boyon (rédactionnel) : adopté ;

— article 44, ainsi modifié : adopté (p. 3714).

Article 45 *(non application de certaines dispositions du projet de loi aux logements des organismes H.L.M.)* : amendement n° 587 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 136 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 137 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 452 de M. Guy Malandain soutenu par M. Robert Chapuis (de cohérence) ; suppression de toute référence aux contrats de location pour les immeubles loués par des organismes H.L.M.) ; amendement n° 137 : retiré ; amendement n° 452 : adopté ;

— article 45, ainsi modifié : adopté.

Article 46 *(non application de certaines dispositions du projet de loi aux logements des organismes H.L.M. ayant fait l'objet d'un contrat de location)* : suppression des baux de trois ans dans le secteur H.L.M. ; détermination des charges récupérables dans le secteur non H.L.M. ; amendement n° 453 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (de suppression) (p. 3715) ; adopté ; amendement n° 138 de la commission : devenu sans objet ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Article 47 *(non application de certaines dispositions du projet de loi aux logements soumis à la loi du 1er septembre 1948)* : adopté.

Article 48 *(non application de certaines dispositions du projet de loi aux logements régis par une convention A.P.L.)* : amendement n° 588 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 139 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 140 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 48, ainsi modifié : adopté.

Article 49 *(non application de certaines dispositions du projet de loi aux logements réglementés en contrepartie de primes ou de prêts spéciaux du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique)* : amendement n° 520 de M Jacques Boyon (tendant à rédiger ainsi le début de cet article : « les dispositions des cinq premiers alinéas des articles 18 et 23 ne sont pas applicables aux logements appartenant aux sociétés d'économie mixte et aux logements dont... ») ; amendement n° 141 de la commission (même objet) ; amendement n° 454 de M. Guy Malandain (même objet) ; amendement n° 589 du Gouvernement (même objet) ; harmonisation des dispositions applicables aux sociétés d'économie mixte et aux logements financés sur des primes ou des prêts du Crédit foncier de France ou de la Caisse centrale de coopération économique avec celles applicables aux logements d'organismes H.L.M. (p. 3716) ; amendement n° 454 : devenu sans objet ; impossibilité d'établir un régime particulier pour les sociétés d'économie mixte ; amendement n° 520 : rejeté ; amendement n° 141 : adopté ; amendement n° 589 : devenu sans objet ;

— article 49, ainsi modifié : adopté.

Article 50 *(logements loués à titre exceptionnel et transitoire par les collectivités locales)* : amendement n° 142 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 50, ainsi modifié : adopté.

Article 51 *(contrats n'ayant pas été mis en conformité avec la loi du 22 juin 1982)* : adopté.

Article 52 *(sort des accords collectifs entre bailleurs et locataires)* : amendement n° 143 de la commission (accords collectifs conclus en application de la loi Quilliot continuant de produire effet jusqu'à leur terme ou jusqu'à la date d'effet de leur dénonciation par l'une ou l'autre des parties) : adopté ; amendement n° 455 de M. Guy Malandain : devenu sans objet ;

— en conséquence, le texte de l'amendement n° 143 devient l'article 52 (p. 3717).

Article 53 *(sort des accords d'amélioration conclus entre le bailleur et l'Etat)* : amendement n° 144 de la commission (contrats d'amélioration conclus en application de l'article 59) : adopté ;

— en conséquence, cet amendement devient l'article 53.

Après l'article 53 : amendement n° 456 de M. Guy Malandain (sanctions applicables aux bailleurs ayant subordonné la conclusion d'un contrat de location à une remise d'argent ou de valeur ne correspondant pas au paiement du loyer et des charges ou au dépôt de garantie) ; amendement n° 457 de M. Guy Malandain (sanctions du propriétaire ayant exercé d'une manière frauduleuse son droit de résiliation ou de non renouvellement du contrat pour reprise ou pour vente prévue par la présente loi) ; amendement n° 458 de M. Guy Malandain (sanctions de l'entrave apportée sciemment à l'exercice des droits conférés aux associations de locataires) ; rejetés.

Article 54 *(respect des loyers-plafonds fixés par les conventions A.P.L. et les règlements des prêts spéciaux)* : amendement n° 145 de la commission (inclusion dans les loyers visés à cet article de ceux qui ont été fixés en fonction d'accords collectifs prévus à l'article 41) ; sous-amendement n° 583 du Gouvernement (impossibilité que les accords conclus en application de l'article 41 puissent conduire à déroger aux règles de fixation du loyer) (p. 3718) ; sous-amendement n° 583 : adopté ; amendement n° 145, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence, cet amendement devient l'article 54.

Après l'article 54 : amendement n° 270 de M. Bernard Deschamps (locaux collectifs à l'usage des résidents) ; amendement n° 459 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (même objet) ; amendement n° 271 de M. Bernard Deschamps (même objet) ; obligation pour les bâtiments de plus de 50 logements dont le permis de construire a été demandé postérieurement à la publication de la présente loi de comporter des locaux collectifs à l'usage des résidents ; inopportunité d'inscrire la gratuité de l'occupation des locaux collectifs à l'usage des résidents dans la loi (p. 3719) ; rôle des locaux collectifs des collectivités locales ; amendement n° 270 : rejeté ; amendements n° 459 et n° 271 : rejetés.

Article 55 *(abrogation de la loi du 22 juin 1982)* : amendement n° 269 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (tendant à compléter cet article par les mots « et de son titre III ») ; nécessaire rétablissement du titre III de la loi du 22 juin 1982 ; intitulé de l'organisation des rapports collectifs de location ; rejeté ; amendement n° 265 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (tendant dans cet article à insérer après les mots « ces articles » la référence « trente-cinq ») ; nécessaire maintien de la commission nationale des rapports locatifs (p. 3720) ; rejeté ; amendement n° 266 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (tendant, dans cet article, après les mots « ces articles » à insérer la référence « cinquante ») ; bâtiments d'habitation de plus de 50 logements dont le permis de construire a été demandé postérieurement à la publication de la présente loi devant comporter des locaux collectifs à l'usage des résidents ; rejeté ; amendement n° 267 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (tendant, dans cet article, après les mots « ces articles » à insérer les références « 62, 63 ») ; information du locataire sur l'étendue de ses droits ; rejeté ; amendement n° 268 de M. Bernard Deschamps (tendant, dans cet article, après les mots « ces articles » à insérer la référence « 64 ») :

rejeté ; amendements identiques n° 460 de M. Guy Malandain et n° 522 de M. Jean-Pierre Delalande (rétablissement de l'article 80 de la loi Quilliot) ; possibilité pour les associations dont le but est d'aider les personnes en difficultés à se réinsérer, de louer des logements H.L.M. à titre temporaire (p. 3721); maintien de l'article 80 offrant des possibilités de sous-location ; amendements n° 460 et 522 : retirés ; amendement n° 521 de M. Gilbert Mathieu (tendant, dans cet article, à supprimer la référence « et 81 ») : non soutenu ; amendement n° 61 de la commission des lois (tendant, à la fin de cet article, à substituer aux mots « et 81 » les mots « 81 et 82 ») ; validité des ventes antérieurement conclues ; adopté ;

— article 55, ainsi modifié : adopté (p. 3722).

Après l'article 55 : amendement n° 272 de M. Bernard Deschamps (modifiant le dernier alinéa de l'article 50 de la loi n° 82-526 du 22 juin 1982); maintien de l'article 50 de la loi Quilliot ; rejeté ; amendement n° 359 de M. Etienne Pinte (abrogeant l'arrêté du 1er octobre 1986 faisant obligation aux candidats des logements sociaux locatifs situés en région parisienne de résider dans cette même région depuis plus d'un an) ; problème de la transmission du bénéfice des plans d'épargne logement entre parents et enfants ; réforme des conditions d'attribution des H.L.M. (p. 3727) ; retiré ; amendement n° 548 de M. Jean Tibéri soutenu par M. Eric Raoult (inapplicabilité des dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation aux sociétés civiles professionnelles) ; amendement n° 549 de M. Jean Tibéri soutenu par M. Eric Raoult (bénéfice des dérogations et autorisations à titre personnel) ; problème de la transformation des logements en locaux de bureaux ou de commerces ; opportunité de prévoir des autorisations dérogatoires pour les professions libérales à titre personnel ; problèmes financiers des jeunes exerçant des professions libérales (p. 3728) ; amendements n° 548 et n° 549 : adoptés.

Avant l'article 56.

Titre II : *de l'accession à la propriété de certains logements sociaux.*

Amendement n° 146 de la commission (rédactionnel) : adopté.

Article 56 *(dispositions applicables aux cessions, aux transformations d'usage et aux démolitions d'éléments du patrimoine immobilier)* (p. 3729) ; possibilité d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les accédants dont l'acquisition est financée à titre prépondérant par un prêt aidé de l'Etat ; vente des logements H.L.M. ; nécessité que la commune ait un pouvoir de décision pour la vente de logements sociaux ; effort de certaines collectivités locales en faveur de la construction sociale notamment en centre-ville ; cas des ventes à des locataires occupants (p. 3730) ; difficultés d'équilibre budgétaire rencontrées par les offices d'H.L.M. ; réforme de la procédure de vente des logements sociaux ; diminution du délai accordé au représentant de l'Etat pour formuler sa décision et définition de ses possibilités d'opposition à la vente ; simplification de la procédure concernant les démolitions d'immeubles vétustes ; réhabilitation de certains îlots sensibles tels que les « Minguettes » ou les « 4000 » de La Courneuve ; financement complémentaire des organismes H.L.M. grâce à la vente de logements (p. 3731) ; exclusion de la collectivité locale du processus de mise en vente ; développement excessif du contrat de location ; inadaptation des mécanismes des politiques d'accession à la propriété ; crise du bâtiment et des travaux publics ; rareté et logement ; nombre de ventes permises par la législation en vigueur (p. 3732) ; cas de la cité H.L.M. des « Bosquets » à Montfermeil ; développement de l'insécurité ; politique mise en œuvre en Grande-Bretagne ; droit de veto confié au représentant de l'Etat (p. 3733) ; nécessité de renforcer la mobilité au regard de la politique du logement ; taux des droits de mutation ; prise en compte de la qualité de la construction ; problème de la réhabilitation de logements construits depuis moins de 20 ans ; difficultés auxquelles sont confrontés les accédants modestes à la propriété ; renégociation des emprunts (p. 3734) ; difficultés financières des offices d'H.L.M. supportées par les collectivités locales ; garanties que les collectivités territoriales apportent pour le placement des logements H.L.M. ; diversification du statut des occupants des logements sociaux ; affectation du produit de la vente des appartements ; prise en compte des avis formulés par les maires au représentant de l'Etat (p. 3735) ; amendement n° 275 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (de suppression) ; inopportunité de prévoir une nouvelle législation en matière de vente de logements d'H.L.M. ; problème des impayés ; détournement des logements publics dans les mairies communistes ; amendement n° 275 : rejeté ; *article L. 443-7 du code de la construction et de l'habitation* (procédure de cession des logements sociaux) : amendement n° 147 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 67 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (supprimant à la fin du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code les mots « et qui répondent à des normes d'habitabilité minimales fixées par décret en Conseil d'Etat ») ; détermination des bénéficiaires de la procédure de cession et conditions de celle-ci ; insertion de normes d'habitabilité minimales ; possibilité de normes allégées concernant les maisons individuelles ; amendement n° 67 : retiré ; amendement n° 69 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Bruno Mégret (supprimant les six derniers alinéas du texte proposé pour cet article du code) ; achat des logements H.L.M. par leurs occupants ; inopportunité de ne pas prévoir l'avis du maire (p. 3737) ; appréciation des conséquences de la cession en matière de garantie d'emprunt et sur l'évolution de l'urbanisme ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 524 de M. Georges-Paul Wagner (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) : retiré ; amendement n° 461 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (nécessité d'un accord entre l'organisme propriétaire, la commune du lieu d'implantation et le représentant de l'Etat dans le département pour l'aliénation) ; retour à la procédure de la loi de 1983 ; rejeté au scrutin public (p. 3738) ; amendement n° 276 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Marcel Rigout (substituant à la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code aux mots « qui consulte la commune d'implantation » les mots « et de la commune d'implantation ») ; amendement n° 148 de la commission (de précision) ; possibilité pour les communes de donner leur accord pour l'accession à la propriété des logements H.L.M. ; soutien des députés communistes à l'accession à la propriété (p. 3739) ; amendement n° 276 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 148 : adopté ; amendement n° 149 de la commission (consultation des collectivités publiques ayant participé au financement ou accordé leur garantie aux emprunts contractés pour la construction des logements) ; sous-amendement n° 590 du Gouvernement (supprimant dans l'amendement n° 149 les mots « participé au financement ou ») ; opportunité de réserver la consultation aux collectivités locales ayant accordé leur garantie ; sous-amendement n° 590 : adopté ; amendement n° 149 : adopté après modifications ; amendement n° 277 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (substituant dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article du code au mot « peut » le mot « doit ») ; cas dans lesquels le représentant de l'Etat peut s'opposer à la vente de logements locatifs sociaux ; nécessité de réduire l'endettement des accédants à la propriété (p. 3740) ; responsabilité des membres des conseils d'administration des offices d'H.L.M. ; amendement n° 277 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 278 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Jean Giard (supprimant dans le quatrième alinéa « *a* » du texte proposé pour cet article du code le mot « excessivement ») ; amendement n° 338 de M. Charles Fèvre (substituant dans le quatrième alinéa « *a* » du texte proposé pour cet article du code au mot « excessivement » les mots « de manière sensible ») ; possibilité pour le commissaire de la République de s'opposer à la vente de logements H.L.M. ; nécessité de laisser une certaine marge de manœuvre et d'appréciation au représentant de l'Etat ; amendement n° 278 : rejeté (p. 3741) ; amendement n° 338 : adopté après rectification ; amendement n° 462 de M. Guy Malandain (complétant le sixième alinéa « *c* » du texte proposé pour cet article du code par les mots « au regard des normes prévues au premier alinéa ») : retiré ; *article L. 443-8 du code de la construction et de l'habitation* (règles applicables en cas de circonstances économiques ou sociales particulières) : amendement n° 301 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Jean Giard (supprimant le texte proposé pour cet article du code) ; vente des logements locatifs sociaux les plus récents et les plus attractifs contribuant à dévaloriser l'institution H.L.M. ; intérêt de l'innovation architecturale dans la construction sociale ; possibilité de procéder à des ventes exceptionnelles ; amendement n° 301 : rejeté ; *article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation* (bénéficiaires des cessions de logements sociaux ; cessions avec transformations d'usage) : amendement n° 279 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (complétant le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots « et à la condition que celui-ci l'occupe depuis plus de cinq ans ») ; possibilité de vendre un logement H.L.M. à son locataire dès lors que ce dernier l'occupe depuis plus de cinq ans ; amélioration du cadre de vie des locataires des cités H.L.M. (p. 3742) ; rejeté ;

amendement n° 68 soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (conditions tenant à la nationalité, à la solvabilité et à la tranquillité du locataire prétendant à l'accession à la propriété) ; préférence nationale ; introduction de réserves à l'accession à la propriété : rejeté ; amendement n° 339 de M. Charles Fèvre (insérant dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « logements vacants » les mots « et que le locataire n'est pas acquéreur ») ; conséquences du refus d'un locataire de devenir acquéreur (p. 3743) ; retiré ; amendement n° 280 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (insérant dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « locataires de l'organisme » les mots « dans la commune d'implantation puis ») ; vente de logements locatifs sociaux vacants ; nécessité de donner la priorité d'achat aux habitants de la commune ; opportunité de laisser à l'organisme le libre choix du bénéficiaire dans le cas où le locataire ne se porte pas acquéreur ; rejeté ; amendement n° 281 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Jean Giard (complétant la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots « ne disposant pas de ressources supérieures à celles qui sont fixées pour l'octroi des prêts aidés par l'Etat pour la construction de logements en accession à la propriété ») ; nécessité de réserver la vente des logements locatifs vacants en priorité à des familles modestes ; rejeté ; amendement n° 282 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (complétant la deuxième phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots « et par priorité aux demandeurs de logements de la commune ») ; relogement des populations modestes de Paris dans les communes de banlieue ; rejeté (p. 3744) ; amendement n° 283 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (prévoyant que l'acquéreur doit occuper personnellement le logement à titre principal pendant quinze ans) : rejeté ; amendements identiques n° 150 de la commission et n° 463 de M. Guy Malandain (substituant dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article du code au mot « deux » le mot « cinq ») ; durée minimale d'occupation imposée à l'acquéreur ; amendement n° 354 de la commission (cas de dérogation à la durée minimale d'occupation) (p. 3745) ; amendements n° 150 et n° 463 : adoptés ; amendement n° 354 : adopté ; amendement n° 464 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (précisant que, pendant une période de dix ans à compter de l'acte de cession, toute aliénation volontaire d'un logement acquis dans les conditions définies aux articles L. 443-7 et L. 443-8, doit être précédée d'une déclaration d'intention à l'organisme vendeur) ; amendement n° 465 de M. Guy Malandain soutenu par M. Jacques Badet (notification de la déclaration d'intention à la commune concernée) ; amendement n° 285 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (prévoyant qu'un organisme H.L.M. ayant vendu un logement dispose en cas de vente ultérieure d'un droit de préemption pendant une période de quinze ans) ; droit de rachat préférentiel de l'organisme H.L.M. vendeur (p. 3746) ; exercice du droit de préemption des communes ; amendement n° 464 : rejeté ; amendement n° 465 : devenu sans objet ; amendement n° 285 : rejeté ; amendement n° 151 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 284 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (insérant dans le quatrième alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « ou à une société d'économie mixte » les mots « sous réserve que les capitaux publics y soient majoritaires ») ; distinction entre sociétés d'économie mixte à capitaux publics majoritaires et sociétés d'économie mixte à capitaux privés majoritaires ; rejeté ; amendement n° 152 de la commission (de forme) : adopté (p. 3747) ; amendement n° 286 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (complétant le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code par les mots « dans la limite de 5 % de la totalité des logements d'un même ensemble d'habitation) ; possibilité de permettre dans certains quartiers d'habitat social l'installation de commerces et le développement d'activités ou d'associations ; utilité des ventes avec transformation d'usage ; rejeté ; amendement n° 287 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (droit de préemption de la commune d'implantation) : rejeté ; *après l'article L. 443-11 du code de la construction et de l'habitation :* amendement n° 70 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (prévoyant que, lorsque le logement est vendu à son locataire, le prix de vente est fixé par le service des domaines et que l'évaluation doit intervenir dans un délai d'un mois à compter de la demande) : rejeté ; *article L. 443-12 du code de la construction et de l'habitation* (fixation du prix de vente) : amendement n° 288 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (fixation du prix de vente et évaluation par le service des domaines) (p. 3748) ; rejeté ; amendement n° 71 de M. Georges-Paul Wagner : retiré ; *article L. 443-13 du code de la construction et de l'habitation* (affectation du produit des ventes) : amendement n° 348 du Gouvernement (précisant que, lorsqu'un organisme d'habitations à loyer modéré vend un logement à l'un de ses locataires, il continue à rembourser les prêts comportant une aide de l'Etat selon l'échéancier initialement prévu) ; possibilité pour le candidat acquéreur d'obtenir de l'organisme vendeur une facilité de paiement égale à 20 % du prix de vente du logement ; part du remboursement du prêt restituée à la caisse des prêts H.L.M. ou à la caisse des dépôts et consignations ; gestion éventuelle du prêt à un crédit immobilier (p. 3749); maintien des garanties d'emprunt du Trésor ; amendement n° 348 : adopté ; amendement n° 289 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (insérant dans le troisième alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « programmes nouveaux de construction » le mot « puis ») ; affectation des sommes retirées de la vente des logements locatifs sociaux en priorité au financement de la construction de nouveaux logements sociaux ; restauration des constructions existantes ; rejeté ; amendement n° 290 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (précisant que les acquisitions prévues aux articles L. 443-7, 8 et 12 ne peuvent donner lieu à des versements de commissions, ristournes ou rémunérations quelconques au profit d'intermédiaires) (p. 3750) ; rejeté ; *article L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation* (exercice des fonctions de syndic de copropriété par l'organisme vendeur) : amendement n° 72 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (substituant à la fin du texte proposé pour cet article du code aux mots « y demeure propriétaire » les mots « demeure propriétaire de la majorité des ») ; possibilité pour les accédants à la propriété de logements sociaux de choisir librement leur syndic de copropriété ; retiré ; *article L. 443-15-1 du code de la construction et de l'habitation* (démolition des bâtiments à usage d'habitation appartenant aux organismes d'H.L.M.) : amendement n° 291 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Marcel Rigout (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « à loyer modéré » les mots « et construits avec l'aide de l'Etat ») ; cas où les organismes H.L.M. possèdent des locaux acquis par délégation du droit de préemption d'une collectivité publique dans le cadre d'une opération future d'aménagement ; statut des logements n'ayant pas été construits avec l'aide de l'Etat ; amendement n° 291 : adopté ; amendement n° 292 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Marcel Rigout (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code après le mot « département » les mots « de la commune d'implantation ») ; amendement n° 591 du Gouvernement (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « représentant de l'Etat dans le département » les mots « qui consultent la commune d'implantation ») (p. 3751) ; nécessité de l'accord préalable de la commune concernée en cas de démolition d'un bâtiment H.L.M. ; amendement n° 292 : rejeté ; amendement n° 591 : adopté ; *article L. 443-15-2 du code de la construction et de l'habitation* (aliénation des logements acquis par des sociétés d'économie mixte) : amendement n° 153 de la commission (de rectification) : adopté ;

— article 56, ainsi modifié : adopté.

Article 57 *(entrée en vigueur de l'article 56 ; dispositions transitoires) :* amendement n° 293 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (de suppression) : rejeté ; amendement n° 154 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 57, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 57 : amendement n° 526 de M. Bruno Mégret soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (précisant que les Français et les ressortissants des pays membres de la C.E.E. bénéficient d'un accès prioritaire aux logements H.L.M.) : rejeté (p. 3752).

Avant l'article 58 : amendement n° 527 de M. Elie Marty soutenu par M. Charles Fèvre (travaux autorisés en l'absence de plan d'occupation des sols opposable aux tiers ou de tout document d'urbanisme en tenant lieu, en dehors des parties actuellement urbanisées de la commune) ; amendement n° 528 de M. Léonce Deprez (même objet) ; réduction des contraintes résultant de l'existence d'un plan d'occupation des sols pour l'ensemble des communes ; limitations auxquelles sont soumises les communes non dotées d'un plan d'occupation des sols ; élaboration d'une carte simplifiée ; règle de la constructibilité limitée (p. 3753) ; établissement d'une carte communale ne

dépendant plus de l'élaboration d'un plan d'occupation des sols ; demande de l'avis des architectes des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement pour éviter tout dérapage architectural ; allégement des contraintes pesant sur les communes rurales ; non opposabilité aux tiers des cartes communales ; risque de mitage (p. 3754) ; réalisation de construction dans les petites communes non dotées de plan d'occupation des sols, à condition qu'elles aient une carte communale ; nécessité de développer l'offre foncière ; amendement n° 527 : adopté ; amendement n° 528 : retiré ; amendement n° 592 de M. Charles Revet (possibilité pour le maire, par dérogation au plan d'occupation des sols, de délivrer après délibération du conseil municipal une autorisation de construction, installation ou travaux dans des conditions autres que celles définies par le plan d'occupation des sols) (p. 3755) ; impossibilité d'accorder les possibilités de dérogation au plan d'occupation des sols ; problème des permis de construire maîtrisés dorénavant par les collectivités locales ; amendement n° 592 : retiré (p. 3756).

Titre III : *mesures destinées à favoriser le développement de l'offre foncière.*

Article 58 *(plafond légal de densité)* : possibilité de supprimer le plafond légal de densité et le droit de préemption ; suppression des dispositifs d'information et de consultation du public (p. 3768) ; discriminations entre les communes bénéficiant du P.L.D. et celles n'en bénéficiant pas ; amendement n° 295 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Jean Giard (de suppression) ; abolition du versement pour dépassement de P.L.D. ; inefficacité du P.L.D. ; opportunité pour les communes de décider elles-mêmes du maintien éventuel du plafond (p. 3769) ; rejeté ; amendement n° 466 de M. Guy Malandain (supprimant le paragraphe 5 de cet article) ; problème des participations imposées aux promoteurs par les communes pour financer des équipements lourds ; conséquences néfastes de la concentration en centre ville ; problème de la prise en compte des constructions existant à vocation habitation dans les calculs du P.L.D. ; rigidité du plafond ; rejeté ; amendement n° 98 de M. Jean Tibéri soutenu par M. Eric Raoult (précisant que la décision de la commune supprimant le plafond légal de densité est sans effet sur le régime des zones d'aménagements concertées) ; définition de la Z.A.C. ne prenant pas en compte la suppression du P.L.D. (p. 3770) ; adopté ;

— article 58, ainsi modifié : adopté.

Article 59 *(conditions d'exclusion des surfaces nécessaires à l'isolation thermique ou accoustique dans les calculs de la surface de plancher)* : amendement n° 155 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— en conséquence ce texte devient l'article 59.

Après l'article 59 : amendement n° 531 de M. Léonce Deprez soutenu par M. Georges Mesmin (précisant que l'incompatibilité des plans d'occupation des sols avec les schémas directeurs ne peut être invoquée qu'à l'occasion d'un recours dirigé contre les plans) ; hiérarchie entre les documents d'urbanisme ; élaboration des schémas directeurs ; rejeté.

Article 60 *(condition particulière de modification d'un P.O.S et application anticipée d'un P.O.S. en cours d'établissement)* (p. 3771) ; dérogation aux procédures de modification du P.O.S. pour la suppression ou la réduction des emplacements réservés par les collectivités locales pour la construction des équipements ou l'aménagement d'espaces naturels ; enquête publique précédant la révision d'un P.O.S. ; simplification des procédures liées aux zones d'aménagement concertées ; abaissement du coût de viabilisation des terrains ; application anticipée des dispositions d'un P.O.S. (p. 3772) ; allégement de la procédure de modification d'un P.O.S. lorsqu'elle concerne la suppression de la réduction d'emplacements réservés à de futurs équipements publics au profit de la commune ; amendements identiques n° 296 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret et 467 de M. Guy Malandain (de suppression) ; réduction des emprises réservées sans enquête publique ; application anticipée du P.O.S. (p. 3773) ; amendements n° 296 et 467 : rejetés ; amendement n° 532 de M. Charles Revet (limitation à cinq ans de la durée de la servitude résultant de l'inscription au plan d'occupation des sols d'emplacements réservés au bénéfice d'une commune ou d'un établissement public intercommunal) ; possibilité pour le conseil municipal de renouveler la période de réserve de cinq ans ; assouplissement de la mise en place des plans d'occupation des sols (p. 3774) ; recours au vote par division sur l'amendement n° 532 ; paragraphe 1 de l'amendement 532 : rejeté ; paragraphe 2 de l'amendement 532 : adopté ; amendement 532, ainsi modifié : adopté ; amendements identiques n° 474 de M. Emile Koehl et 534 de M. Germain Gengenwin (substituant dans le deuxième alinéa de cet article au mot : « modification » le mot : « rectification ») ; amendement n° 474 : non soutenu ; procédure de remaniement de plans d'occupation des sols ; amendement n° 534 : retiré ; amendement n° 536 de M. Jean-Pierre Delalande (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots : « ou d'un établissement public de coopération intercommunale », les mots : « qui n'a pas pour objet la création ou la restauration d'un parc naturel ou de loisir ») ; cas des emplacements réservés inscrits au plan d'occupation des sols concernant la création ou la restauration d'espaces verts ou de loisir dans des zones qui en sont dépourvues ; retiré ; amendement n° 475 de M. Emile Koehl (complétant le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante : « cette disposition n'est applicable que pour les terrains non acquis par la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale) : non soutenu ; amendement n° 535 de M. Germain Gengenwin (complétant le deuxième alinéa de cet article par la phrase suivante « cette disposition n'est applicable que pour les terrains non acquis par la collectivité ») ; suppression d'emplacements réservés ; amendement n° 475 repris par M. Emile Koehl (p. 3775) ; faculté du conseil municipal de changer la destination d'un emplacement réservé ; amendement n° 475 : rejeté ; amendement n° 535 : devenu sans objet ; amendement n° 537 de M. Jean-Pierre Delalande (supprimant dans le sixième alinéa (*c*) de cet article les mots : « de façon sensible ») ; protection des espaces boisés ; nécessité de laisser une marge d'appréciation aux collectivités locales ; discussion d'amendements non examinés par la commission ; possibilité pour tout parlementaire de déposer des amendements même tardivement ; amendement n° 537 : adopté ; amendement n° 476 de M. Emile Koehl (substituant aux deux dernières phrases du dernier alinéa de cet article la phrase suivante : « cette délibération n'est possible que pendant six mois à compter de l'arrêté de mise en œuvre de la révision du plan d'occupation des sols ») (p. 3776) ; amendement n° 538 de M. Germain Gengenwin (même objet) ; amendement n° 476 : non soutenu ; incitation faite aux communes d'accélérer la procédure en cas de modification d'un P.O.S. ; réduction de la portée de l'application anticipée du plan ; amendement n° 538 : rejeté ; amendement n° 156 de la commission (substituant dans la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article au mot : « six » le mot : « dix-huit ») ; durée de validité de la délibération du conseil municipal prévoyant l'application anticipée d'un P.O.S. en cours d'établissement ; rejeté ; amendement n° 157 de la commission (supprimant la dernière phrase du deuxième alinéa de cet article) : devenu sans objet ;

— article 60 ainsi modifié : adopté.

Après l'article 60 : amendement n° 539 de M. Charles Revet (supprimant la première phrase de l'article 1234-1 du code de l'urbanisme) : retiré.

Article 61 *(droit de préemption urbain)* : remise en cause du droit de préemption des communes (p. 3777) ; amendements identiques n° 297 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat et 468 de M. Guy Malandain (de suppression) ; article facilitant le droit de préemption des communes ; superficie des terrains sur lesquels le droit de préemption s'appliquait avant la loi de juillet 1985 (p. 3778) ; amendements n° 297 et 468 : rejetés ; amendement n° 74 de M. Georges Mesmin (abrogeant les articles L. 211.1 à L. 211.7 ; L. 212.1 à L. 212.5 et L. 213.1 à L. 213.18 du code de l'urbanisme) ; nuisances causées par le droit de préemption ; exigences de certaines collectivités pour les équipements imposés aux promoteurs ; droits de transaction ; droits de promotion urbains constituant un instrument d'intervention foncière ; procédure existant dans les autres pays libéraux (p. 3779) ; amendement n° 74 rejeté ; amendement n° 469 de M. Guy Malandain (application transitoire de disposition prévue par le premier alinéa de l'article L.211.1 du code de l'urbanisme) : retiré ; amendement n° 158 de la commission (supprimant dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 211.1 du code de l'urbanisme les mots « de plein droit ») ; droit de préemption constituant une simple faculté ; adopté ; amendement n° 349 du Gouvernement (précisant que, lorsqu'un lotissement a été autorisé, la commune peut exclure du champ d'application des droits de préemption urbain la vente des lots issus de ce lotissement) ; sous-amendement n° 576 de M. Jean Tibéri soutenu par M. Eric Raoult (insérant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet amendement après le mot « autorisé » les mots : « ou une zone d'aménagement concertée créée ») ; stabilité du droit

de construire pendant cinq ans au minimum ; stabilisation du droit des sols dans les lotissements ; amendement n° 576 : adopté ; amendement n° 349, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 298 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Paul Chomat (précisant que le conseil général peut exercer le droit de préemption urbain lorsque la commune ne l'a pas institué ou renonce à son exercice) ; opportunité de prévoir un droit d'intervention en faveur du conseil général en cas d'inaction d'une commune ; rejeté (p. 3780) ; amendement n° 159 de la commission (de rectification) : adopté ;

— article 61 ainsi modifié : adopté.

Après article 61 : amendement n° 75 de M. Georges Mesmin (abrogeant le paragraphe 2 du titre premiere du livre 2 du code de l'urbanisme) : retiré ; amendement n° 76 de M. Georges Mesmin : retiré ; amendement n° 102 de M. Jean Tibéri soutenu par M. Eric Raoult (précisant qu'en cas d'exercice du droit de préemption urbain, la juridiction de l'expropriation se prononce dans les deux mois de sa saisine) ; amendement n° 540 de M. Charles Revet (même objet) ; amendement n° 478 de M. Jean Roussel soutenu par M. Bruno Gollnish (même objet) ; longueur des délais nécessaires pour faire aboutir les procédures ; effort mis en œuvre par des juridictions de l'expropriation pour traiter rapidement les dossiers (p. 3781) ; amendement n° 102 et 540 : retirés ; amendement n° 478 : rejeté ; amendement n° 160 de la commission (hypothèse de substitution du droit de préemption urbain à une zone d'intervention foncière) ; régime juridique applicable aux zones d'intervention foncière (p. 3782) ; adopté ; amendement n° 582 du Gouvernement (de coordination) : adopté ; amendement n° 340 de M. Claude Birraux (précisant que le deuxième alinéa de l'article L. 261.10 du code de la construction et de l'habitation est abrogé) : non soutenu ;

Article 62 *(procédure d'approbation d'un plan d'aménagement de zone)* : amendements identiques n° 299 de M. Bernard Deschamps soutenu par Robert Montdargent et 470 de M. Guy Malandain (de suppression) ; limitation des procédures de consultation et d'association dans la procédure d'approbation d'un P.A.Z. ; amendement n° 470 : retiré ; réservation d'emplacement dans le P.O.S. pour prévoir la réalisation future d'un équipement public précis ; amendement n° 299 : rejeté ; amendement n° 541 de M. Jean-Pierre Delalande (protection des espaces boisés classés) : retiré ;

— article 62 : adopté (p. 3783).

Après l'article 62 : amendement n° 542 de M. Charles Revet (intervention de la commission d'arrondissement dans les communes où un plan d'occupation des sols n'a pas été approuvé) ; cas d'une divergence de vue entre le maire et le représentant de l'Etat au sujet de l'instruction d'une demande de permis de construire dans les communes non dotées de P.O.S. ; règle de constructibilité en milieu rural ; opportunité de soumettre l'autorité du maire à la tutelle d'une commission d'arrondissement ; rejeté.

Article 63 *(conditions de délivrance du permis de construire dans un lotissement)* : amendement n° 471 de M. Guy Malandain soutenu par M. Robert Chapuis (de suppression) ; conséquence découlant des modifications d'urbanisme prises d'une municipalité plusieurs années après l'achèvement d'un lotissement ; rejeté ;

— article 63 : adopté (p. 3784).

Titre IV : *dispositions portant allégement des conditions de fonctionnement des organismes d'habitation à loyer modéré* :

Avant l'article 64 : amendement n° 304 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (composition des conseils d'administration des sociétés anonymes d'habitation à loyer modéré ou des sociétés d'économie mixte locales ayant vocation à réaliser des travaux de construction de logements locatifs sociaux) ; retour des représentants des locataires au sein des conseils d'administration des offices d'H.L.M. ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 303 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Robert Montdargent (reversement de la taxe sur la valeur ajoutée perçue par l'Etat pour les dépenses d'investissements des organismes d'habitation à loyer modéré à ces mêmes organismes) ; exonération de la T.V.A. sur les dépenses d'équipements des organismes d'H.L.M. ; cas des dépenses d'investissements (p. 3785) ; rejeté au scrutin public.

Article 64 *(allégement des dispositions comptables relatives aux offices publics d'aménagement et de construction)* : évolution vers la privatisation des organismes d'H.L.M ; augmentation de la taxe foncière sur les propriétés bâties contribuant aux difficultés rencontrées par les organismes d'H.L.M. ; possibilités pour les O.P.A.C. de bénéficier d'un régime comparable à celui de certains établissements publics, industriels et commerciaux non soumis aux règles de la comptabilité publique (p. 3786) ; amendement n° 305 de M. Bernard Deschamps soutenu par Marcel Rigout ; (de suppression) : rejeté ; amendement n° 350 du Gouvernement (précisant que, par délibération de son conseil d'administration, un office public et d'aménagement et de construction peut décider d'être soumis en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises de commerce) : adopté après rectification ; amendements identiques n° 161 de la commission et n° 472 de M. Guy Malandain : devenus sans objet ;

— article 64, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 64 : amendement n° 351 du Gouvernement (hypothèse où le conseil d'administration d'un office public d'aménagement décide de rester soumis aux règles de la comptabilité publique) (p. 3787) ; possibilité pour les organismes de choisir leur comptable ; adopté après rectification ; amendement n° 360 de M. Jean Tibéri soutenu par M. Eric Raoult (précisant que les offices publics d'aménagement et de construction ne sont pas assujettis aux dispositions de la loi du 17 juillet 1978) ; loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ; caractère privé des contrats passés par les O.P.A.C. ; possibilités pour les locataires de participer à la gestion financière des offices d'aménagement et de construction ; exemple de l'office public de Paris (p. 3788) ; amendement n° 360 : rejeté.

Article 65 *(possibilité de transfert du patrimoine des offices d'H.L.M. à des sociétés anonymes d'H.L.M. ou à des sociétés d'économie mixte locales)* : dissolution des offices publics d'H.L.M. au profit des sociétés anonymes (p. 3789) ; cas de l'office départemental d'H.L.M. de la Seine-Saint-Denis ; amendements identiques n° 162 de la commission et 306 de M. Bernard Deschamps (de suppression) ; passage de l'office à la société anonyme ou à la société d'H.L.M. ; amendements 162 et 306 : adoptés.

— En conséquence l'article 65 est supprimé.

Après l'article 65 : amendement n° 352 du Gouvernement (recouvrement des sommes dues par les acquéreurs d'H.L.M.) (p. 3790) ; apport personnel rendant plus facile l'accession à la propriété des locataires d'H.L.M. ; adopté.

Article 66 *(remplacement des statuts types des sociétés anonymes d'H.L.M. et des coopératives d'H.L.M. par des clauses types)* : amendement n° 307 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (de suppression) ; instauration de clauses types approuvées par décret ; application du droit des sociétés ou sociétés d'H.L.M. sans modifier les statuts types ; rejeté ; amendement n° 308 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots : « garantissant le caractère social de ces organismes et leur but non lucratif ») : rejeté ;

— article 66 : adopté.

Article 67 *(hypothèque légale prise par la Caisse de garantie du logement social)* : adopté.

Après l'article 67 : amendement n° 361 de M. Charles Fèvre (insérant dans le premier alinéa de l'article IV de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture après les mots : « par dérogation à l'article III ci-dessus ne sont pas tenues de recourir à un architecte les personnes physiques », les mots « et les communes ») ; coût du recours à l'architecte pour les petites communes (p. 3791) ; problème de qualité architecturale des ouvrages publics ; amendement n° 361 : rejeté ; amendement n° 342 de M. Claude Birraux (insérant un titre V après l'article 67) : non soutenu ; amendement n° 344 de M. Claude Birraux (champ d'application de la loi du 13 juillet 1979 concernant le domaine du logement) : non soutenu ; date où la délibération du conseil municipal prévoyant l'application anticipée des nouvelles dispositions devient exécutoire ; seconde délibération du projet de loi ; bailleur supportant le soin de saisir le juge en cas de désaccord sur le loyer (p. 3792).

Seconde délibération du projet de loi :

Article 21 : amendement n° 1 du Gouvernement (précisant qu'en cas de désaccord ou à défaut de réponse du locataire quatre mois avant le terme du contrat, le bailleur peut saisir la commission mentionnée à l'article 24 dans les conditions et

délais prévus à cet article); **rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch ; équilibre des rapports entre locataires et bailleurs ; adopté ;

— article 21, ainsi modifié : adopté.

Explications de vote (p. 3793).

Abstention du groupe Front national : *Mégret (Bruno)* (p. 3794).

Accession sociale à la propriété : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3795) ; *Chomat (Paul)* (p. 3797).

Bâtiment et travaux publics (crise du secteur du) : *Raoult (Eric)* (p. 3795) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3795) ; *Chomat (Paul)* (p. 3796).

Droit au logement (disparition du -) : *Malandain (Guy) (p. 3796).*

Locataires (précarisation des -) : *Malandain (Guy)* (p. 3796) ; *Chomat (Paul)* (p. 3797).

Loi Quillot (maintien partiel de la -) : *Mégret (Bruno)* (p. 3794).

Organismes H.L.M. (gestion des -) : *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3797).

Logement (mise en œuvre d'un -) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 3797-3798).

Préférences familiales et nationales : *Mégret (Bruno)* (p. 3794).

Vote négatif du groupe socialiste : *Malandain (Guy)* (p. 3796).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Raoult (Eric)* (p. 3795).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 3795).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3798).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [2 décembre 1986] (p. 7011).

Accédants à la propriété en difficulté (aide aux - notamment par le maintien de l'A.P.L. en cas de négociation d'un nouveau prêt) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7017) ; *Chomat (Paul)* (p. 7017).

Accession sociale à la propriété et vente de logements H.L.M. : *Beaumont (René)* (p. 7012) ; *Raoult (Eric)* (p. 7012) ; *Chomat (Paul)* (p. 7014) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7007, 7017).

Cessions immobilières des administrations (régime des - et notamment du ministère de la défense) : *Beaumont (René)* (p. 7013) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7016).

Construction et offre foncière (reprise de la -) : *Beaumont (René)* (p. 7011) ; *Raoult (Eric)* (p. 7013) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p.7016).

Débat en C.P.M. (condition du - et amendements déposés en -) : *Malandain (Guy)* (p. 7014, 7015).

Droit au logement (remise en cause du -) : *Chomat (Paul)* (p. 7013) ; *Malandain (Guy)* (p. 7014).

Financement du logement social (abrogation de la loi de 1977 sur le -) : *Chomat (Paul)* (p. 7014).

Loi de 1948 (mécanisme d'extinction de la -) : *Beaumont (René)* (p. 7012) ; *Malandain (Guy)* (p. 7015) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7015).

Main-d'œuvre du secteur des B.T.P. (problème de qualification de la -) : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7016).

Pêche en eau douce (modification de la loi de 1984 sur la -) ; *Beaumont (René)* (p. 7012).

Période transitoire (organisation d'une -) : *Beaumont (René)* (p. 7012) ; *Malandain (Guy)* (p. 7015) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7015).

Rapports bailleurs-locataires (et notamment équilibre des -) : *Beaumont (René)* (p. 7011, 7012) ; *Raoult (Eric)* (p. 7013) ; *Malandain (Guy)* (p.7014).

Urbanisme (modification des règles et notamment suppression du P.L.D. et régime des P.O.S.) : *Beaumont (René)* (p. 7012) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 7016).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7017 à 7025).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la C.A.P. (p. 7025).

3. — Proposition de loi n° 217 tendant à relancer la construction immobilière par le retour au régime de la **liberté contractuelle entre bailleurs et locataires** et l'établissement d'**incitations fiscales.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Jean-Pierre Roux. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

4. — Proposition de loi n° 265 visant à faciliter le développement du **logement locatif privé.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

5. — Proposition de loi n° 266 visant à faciliter l'**acquisition des terrains par les accédants à la propriété.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Claude Birraux. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Charles Revet (9 octobre 1986).

6. — Proposition de loi n° 418 visant à faciliter la **reconstruction d'immeubles après sinistre.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 octobre 1986 par M. Jean-Marie Demange. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Lamassoure (27 novembre 1986).

Voir *Bâtiments et travaux publics* **2.**
Lois de finances **2.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

Accession à la propriété

Voir *Lois de finances* **2** (première partie), article 14.

Allocation-logement

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**

A.N.A.H.

Voir *Questions orales sans débat* **159.**

Construction patronale

Voir *Lois de finances* **2** (première partie), article 14.

Droit au -

Voir *Logement et habitat* **2.**

Financement des -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

Mesures fiscales

Voir *Logement et habitat* **2.**

Prêts (renégociation des -)

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, après l'article 73.

Situation des ménages ayant emprunté pour acquérir un -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

LOI DE 1948

Voir *Logement et habitat* **2.**

LOI QUILLIOT

Voir *Logement et habitat* **2.**

Abrogation de la -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**

LOIS DE FINANCES

1. — Proposition de loi organique n° 4 tendant à modifier l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 en vue de démocratiser la **préparation, la discussion et le contrôle**

de l'exécution des lois de finances et d'accroître les pouvoirs du Parlement.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 8 avril 1986 par M. Roger Combrisson et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Barthe (20 juin 1986).

2. — Projet de loi de finances pour 1987 (n° 363).

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 2 octobre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation et M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget ; — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan ;

— Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; à la commission des affaires étrangères, à la commission de la défense nationale et des forces armées ; à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (8 octobre 1986).

Rapport général : n° 395 (9 octobre 1986).

Rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan : M. Robert-André Vivien.

Tome I. — Rapport général.

Tome II. — Examen de la première partie du projet de loi de finances. Conditions générales de l'équilibre financier.

Tome III. — Examen de la deuxième partie du projet de loi de finances. Moyens des services et dispositions spéciales.

Rapporteurs spéciaux de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan

I. — BUDGET GENERAL

1. — *Dépenses civiles*

Annexe n° 1. — Affaires étrangères... Jean-François Mancel
Annexe n° 2. — Affaires sociales et emploi : Emploi ..... Jean Bousquet
Annexe n° 3. — Affaires sociales et emploi : Formation professionnelle.. Gérard Bapt
Annexe n° 4. — Affaires sociales et emploi : Santé et famille ..... Guy Bêche
Annexe n° 5. — Affaires sociales et emploi : Section commune, affaires sociales ..... Arthur Dehaine
Annexe n° 6. — Agriculture : Dépenses ordinaires ..... Michel Cointat
Annexe n° 7. — Agriculture : Dépenses en capital ..... Jean Proriol
Annexe n° 8. — Anciens combattants Gérard Trémège
Annexe n° 9. — Coopération ..... Jacques Sourdille
Annexe n° 10. — Culture et communication : Communication et radio-télévision ..... Jean de Préaumont
Annexe n° 11. — Culture et communication : Culture ..... Jean de Gaulle
Annexe n° 12. — Départements et territoires d'outre-mer : départements d'outre-mer ..... J.-P. de Rocca Serra
Annexe n° 13. — Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer ..... Alexandre Léontieff
Annexe n° 14. — Economie, finances et privatisation : Charges communes Edmond Alphandéry
Annexe n° 15. — Economie, finances et privatisation : Commerce, artisanat et services ..... Jean-Louis Dumont
Annexe n° 16. — Economie, finances et privatisation : Commerce extérieur ..... Claude Germon
Annexe n° 17. — Economie, finances et privatisation : Privatisation ..... Alain Griotteray
Annexe n° 18. — Economie, finances et privatisation : Services financiers . Philippe Auberger
Annexe n° 19. — Education nationale : Enseignement scolaire ..... Jean-Claude Martinez
Annexe n° 20. — Education nationale : Enseignement supérieur ..... Yves Fréville
Annexe n° 21. — Education nationale : Recherche ..... Jean Giard
Annexe n° 22. — Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Aménagement du territoire .. Jean-Pierre Balligand
Annexe n° 23. — Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Aviation civile, météorologie et budget annexe de la navigation.. Gilbert Gantier
Annexe n° 24. — Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Environnement ..... Alain Richard
Annexe n° 25. — Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Services communs, transports terrestres ..... Michel Barnier
Annexe n° 26. — Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Urbanisme et logement..... Maurice Ligot
Annexe n° 27. — Industrie, postes et télécommunications et tourisme : Industrie ..... Philippe Vasseur
Annexe n° 28. — Industrie, postes et télécommunications et tourisme : Tourisme ..... Pascal Arrighi
Annexe n° 29. — Intérieur : administration générale et collectivités locales ..... André Rossi
Annexe n° 30. — Intérieur : Sécurité.. Jacques Féron
Annexe n° 31. — Justice ..... Raymond Marcellin
Annexe n° 32. — Mer ..... Antoine Rufenacht
Annexe n° 33. — Premier ministre : Conseil économique et social ..... Michel Margnes
Annexe n° 34. — Premier ministre : Jeunesse et sports ..... Eric Raoult
Annexe n° 35. — Premier ministre : Plan ..... Jacques Roger-Machart
Annexe n° 36. — Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale ..... Michel Cointat
Annexe n° 37. — Premier ministre : Fonction publique ; Services généraux ..... Bruno Durieux

2. — *Dépenses militaires*

DEFENSE

Annexe n° 38. — Titre III ..... Yves Guéna
Annexe n° 39. — Titres V et VI ..... Arthur Paecht

II. — BUDGETS ANNEXES

Annexe n° 40. — Imprimerie nationale, Journaux officiels ..... Alain Vivien
Annexe n° 41. — Légion d'honneur, Ordre de la Libération ..... Alain Bonnet
Annexe n° 42. — Monnaies et médailles ..... Jean Jarosz
Annexe n° 43. — Postes et télécommunications ..... François d'Aubert
Annexe n° 44. — Prestations sociales agricoles ..... Alain Rodet

III. — DIVERS

Annexe n° 45. — Comptes spéciaux du Trésor ..... Georges Tranchant
Annexe n° 46. — Taxes parafiscales .. Raymond Douyère

Avis

Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, avis n° 396 (9 octobre 1986)

Tome I. — Affaires sociales et emploi : Emploi ..... Etienne Pinte
Tome II. — Affaires sociales et emploi : Formation professionnelle ..... Jacques Legendre
Tome III. — Affaires sociales et emploi : Protection sociale ..... Claude Evin
Tome IV. — Affaires sociales et emploi : Santé et famille ..... Michel Hannoun
Tome V. — Anciens combattants ..... Guy Herlory
Tome VI. — Culture et communication : Communication et radiotélévision ... Michel Pelchat
Tome VII. — Culture et communication : Culture ..... Jean-Paul Fuchs
Tome VIII. — Education nationale : Enseignement scolaire ..... René Couanau
Tome IX. — Education nationale : Enseignement supérieur ..... Jean-Claude Cassaing
Tome X. — Education nationale : Recherche ..... Jean-Michel Dubernard
Tome XI. — Premier ministre : Jeunesse et sports ..... Georges Hage
Tome XII. — Prestations sociales agricoles ..... Germain Gengenwin

Commission des affaires étrangères, avis n° 397 (9 octobre 1986)

Tome I. — Affaires étrangères : Affaires européennes ..... Jean-Marie Daillet
Tome II. — Affaires étrangères : Relations culturelles ; Premier ministre : francophonie ..... Xavier Deniau
Tome III. — Affaires étrangères : Services diplomatiques et généraux .... Jean-François Deniau
Tome IV. — Affaires sociales et emploi : Immigration ..... Daniel Goulet
Tome V. — Agriculture ..... Gérard Bordu
Tome VI. — Coopération ..... André Bellon
Tome VII. — Culture et communication ..... Jean-Marie Caro
Tome VIII. — Défense ..... Alain Peyrefitte
Tome IX. — Economie, finances et privatisation : Commerce extérieur .. Aymerie de Montesquiou
Tome X. — Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Aviation civile et météorologie ..... Bruno Gollnisch
Tome XI. — Mer ..... Louis Le Pensec
Tome XII. — Premier ministre : Droits de l'Homme ..... Claude-Gérard Marcus
Tome XIII. — Défense ..... Alain Peyrefitte

Commission de la défense nationale et des forces armées, avis n° 398 (9 octobre 1986)

Tome I. — Affaires étrangères ..... Loïc Bouvard
Tome II. — Intérieur : Défense civile Mme Florence d'Harcourt
Tome III. — Premier ministre : Secrétariat général de la défense nationale ..... Michel Peyret
Tome IV. — Défense : Air ..... Gérard Fuchs
Tome V. — Défense : Espace et forces nucléaires ..... Jacques Baumel
Tome VI. — Défense : Gendarmerie .. Robert Poujade
Tome VII. — Défense : Forces terrestres ..... Jean Briane
Tome VIII. — Défense : Marine ..... Jean Brocard
Tome IX. — Défense : Personnel militaire et service national ..... Guy-Michel Chauveau
Tome X. — Défense : Recherche et industrie d'armement ..... Jean-Pierre Bechter
Tome XI. — Défense : Soutien général des forces ..... Jacques Peyrat

Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, avis n° 399 (9 octobre 1986)

Tome I. — Départements et territoires d'outre-mer : Départements d'outre-mer ..... Gérard Léonard
Tome II. — Départements et territoires d'outre-mer : Territoires d'outre-mer Henry Jean-Baptiste
Tome III. — Intérieur : Administration générale et collectivités locales ..... Pascal Clément
Tome IV. — Intérieur : Sécurité ..... Yvan Blot
Tome V. — Justice : Administration centrale et services judiciaires ..... Pierre Pasquini
Tome VI. — Justice : Administration pénitentiaire et éducation surveillée . Gilbert Bonnemaison
Tome VII. — Premier ministre : Fonction publique ..... Alain Lamassoure

Commission de la production et des échanges, avis n° 400 (9 octobre 1986)

Tome I. — Agriculture ..... Alain Mayoud
Tome II. — Agriculture : Indutries agro-alimentaires ..... Louis Lauga
Tome III. — Départements et territoires d'outre-mer ..... Pierre Micaux
Tome IV. — Economie, finances et privatisation : Commerce, artisanat et services ..... Jean-Paul Charié
Tome V. — Economie, finances et privatisation : Commerce extérieur .. Jean-Pierre Destrade
Tome VI. — Education nationale : Recherche ..... Robert Chapuis
Tome VII. — Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Aménagement du territoire .. Jean Royer
Tome VIII. — Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Aviation civile et météorologie ..... Claude Labbé
Tome IX. — Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Environnement ..... Yves Tavernier
Tome X. — Industrie, postes et télécommunications et tourisme : Industrie ..... Pierre Weisenhorn
Tome XI. — Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Services communs, transports terrestres ..... Franck Borotra
Tome XII. — Industrie, postes et télécommunications et tourisme : Tourisme ..... Léonce Deprez
Tome XIII. — Equipement, logement, aménagement du territoire et transports : Urbanisme et logement ..... Charles Fèvre
Tome XIV. — Mer ..... Jean Lacombe
Tome XV. — Premier ministre : Plan Jean-Pierre Schenardi
Tome XVI. — Postes et télécommunications ..... Ladislas Poniatowski
Tome XVII. — Prestations sociales et agricoles ..... Marcel Rigout

Discussion générale et première partie les 14, 15, 16, 17 octobre 1986. Adoption le 17 octobre 1986.
Discussion de la deuxième partie les 21, 22, 23, 24, 27, 28, 29, 30, 31 octobre 1986, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 14 novembre 1986. **Seconde délibération** des articles 34 et état B, 35 et état C, 37, 40, 42, 54 et état H, 56, 63 *ter*, 66 A, 66 B, 32 et état A. Adoption le 14 novembre 1986. Projet de loi de finances n° **43**.

Sénat (première lecture), n° **66** (1986-1987), dépôt le 17 novembre 1986. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur général, M. Maurice Blin. — Rapport général n° **67** (1986-1987) (17 novembre 1986).

Tome I. — Le budget de 1987 et son contexte économique et financier.

ANNEXE. — Observations de la Commission des finances sur le rapport annuel de la Cour des comptes (M. Jean-Pierre Masseret, Rapporteur).

Tome II. — Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances.)

Tome III. — Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapports spéciaux

I. — Budgets civils

A. — Budget général

Annexes n°	MM.
1. — Affaires étrangères	Josy Moinet
Affaires sociales et emploi :	
2. — I. — Section commune, III. Emploi	Jacques Mossion
3. — Affaires sociales	Jacques Oudin
4. — Agriculture	Roland du Luart
5. — Anciens combattants	Emmanuel Hamel
6. — Coopération	André-Georges Voisin
Culture et communication :	
7. — Culture	Raymond Bourgine
8. — Communication	Jean Cluzel
9. — Départements et territoires d'outre-mer	Henri Goetschy
Economie, finances et privatisation :	
10. — I. Charges communes	André Fosset
11. — II. Services financiers	Michel Manet
12. — Commerce extérieur	Tony Larue
13. — III. Commerce et artisanat	René Ballayer
Education nationale :	
14. — I. Enseignement scolaire	Jacques Delong
II. Recherche et enseignement supérieur	
15. — I. Recherche	Pierre Croze
16. — 2. Enseignement supérieur	Jacques Descours Desacres
Equipement, logement, aménagement du territoire et transports :	
17. — I. Urbanisme, logement et services communs	Michel Durafour
18. — II. Routes et sécurité routière	Robert Schwint
19. — III. Aménagement du territoire	Geoffroy de Montalembert
IV. Transports :	
20. — 1. Section commune, 3. Transports terrestres	Mlle Irma Rapuzzi
21. — 2. Aviation civile, 4. Météorologie	Marcel Fortier
22. — Voies navigables	Robert Schwint
23. — V. Environnement	Robert Vizet
Industrie et tourisme :	
I. Industrie.	
24. — I. Industrie, 2. Industrie, Recherche et services communs	Jean-François Pintat
25. — II. Tourisme	Roger Chinaud
Intérieur :	
26. — Administration centrale et sécurité	Joseph Raybaud
27. — Administration territoriale, collectivités locales et décentralisation	Bernard Pellarin
28. — Justice	Georges Lombard
Mer :	
29. — Marine marchande	René Regnault
30. — Ports maritimes	Tony Larue
Services du Premier ministre :	
31. — I. Services généraux	Maurice Couve de Murville
32. — II. S.G.D.N.	Emmanuel Hamel
33. — III. Conseil économique et social	Mme Paulette Fost
34. — IV. Plan	Gérard Delfau
35. — Economie sociale	Robert Vizet
36. — V. Jeunesse et sports	Stéphane Bonduel

B. — Budgets annexes

37. — Imprimerie nationale	Robert Vizet
38. — Journaux officiels	Mme Paulette Fost
39. — Légion d'honneur - Ordre de la Libération	Louis Perrein
40. — Navigation aérienne	Marcel Fortier
41. — Monnaies et médailles	Louis Perrein
42. — Postes et télécommunications	Henri Torre
43. — Prestations sociales agricoles	Roland du Luart

II. — Défense

44. — Exposé d'ensemble, défenses en capital	Jean Francou
45. — Dépenses ordinaires	Modeste Legouez

III. — Autres dispositions

46. — Comptes spéciaux du Trésor	Lucien Neuwirth

Commission des affaires culturelles, avis n° 88 (1986-1987)

Tome I. — Culture, par M. Michel Miroudot.
Tome II. — Cinéma. Théâtre dramatique, par M. Jacques Carat.
Tome III. — Environnement, par M. Hubert Martin.
Tome IV. — Enseignement scolaire, par M. Paul Séramy.
Tome V. — Enseignement agricole, par M. Albert Vecten.
Tome VI. — Enseignements supérieurs, par M. Pierre Brantus.
Tome VII. — Enseignement technique, par M. Marcel Vidal.
Tome VIII. — Recherche scientifique et technique, par M. Pierre Laffitte.
Tome IX. — Jeunesse et sports, par M. Jean Dclaneau.
Tome X. — Temps libre et éducation populaire, par Mme Hélène Luc.
Tome XI. — Communication, par M. Adrien Gouteyron.
Tome XII. — Relations culturelles, scientifiques et techniques, par M. Jacques Pelletier.

Commission des affaires économiques et du Plan, avis n° 69 (1986-1987)

N° 69. — Avis présenté, au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, sur le projet de loi de finances pour 1987, adopté par l'Assemblée nationale :

Tome I. — Agriculture, par M. Michel Sordel.
Tome II. — Aménagement rural, par M. Maurice Arreckx.
Tome III. — Industries agricoles et alimentaires, par M. Charles-Edmond Lenglet.
Tome IV. — Industrie, par M. Francisque Collomb.
Tome V. — Energie, par M. Roland Grimaldi.
Tome VI. — Recherche scientifique, par M. Jacques Valade.
Tome VII. — Commerce et artisanat, par M. Raymond Brun.

Tome VIII. — Consommation et concurrence, par M. Henri Bangou.
Tome IX. — Commerce extérieur, par M. Marcel Daunay.
Tome X. — Aménagement du territoire, par M. Jean Puech.
Tome XI. — Plan, par M. Bernard Barbier.
Tome XII. — Routes et voies navigables, par M. Jacques Braconnier.
Tome XIII. — Ports maritimes, par M. Claude Prouvoyeur.
Tome XIV. — Logement, par M. Robert Laucournet.
Tome XV. — Urbanisme, par M. André Rouvière.
Tome XVI. — Tourisme, par M. Paul Malassagne.
Tome XVII. — Environnement, par M. Bernard-Charles Hugo.
Tome XVIII. — Transports terrestres, par M. Georges Berchet.
Tome XIX. — Aviation civile, par M. Bernard Legrand.
Tome XX. — Marine marchande, par M. Yves Le Cozannet.
Tome XXI. — Postes et télécommunications, par M. Jean-Marie Rausch.
Tome XXII. — Départements d'outre-mer, par M. Lucien Delmas.
Tome XXIII. — Territoires d'outre-mer, par M. Pierre Lacour.

Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, avis n° 70 (1986-1987)

Tome I. — Affaires étrangères, par M. Claude Mont.
Tome II. — Affaires étrangères. Relations culturelles, par M. Paul Alduy.
Tome III. — Coopération, par M. Paul d'Ornano.
Tome IV. — Défense. — Section commune, par M. Xavier de Villepin.
Tome V. — Défense. — Section gendarmerie, par M. Michel Alloncle.
Tome VI. — Défense. — Section forces terrestres, par M. Jacques Chaumont.
Tome VII. — Défense. — Section air, par M. Albert Voilquin.
Tome VIII. — Défense. — Section marine, par M. Max Lejeune.

Commission des affaires sociales, avis n° 71 (1986-1987)

Tome I. — Anciens combattants, par M. André Rabineau.
Tome I. — Santé et action sociale, par M. Louis Boyer.
Tome III. — Sécurité sociale, par M. Charles Descours.
Tome IV. — Travail et formation professionnelle, par MM. Louis Souvet et Jean Madelain.
Tome V. — Prestations sociales agricoles, par M. Pierre Louvot.
Tome VI. — Départements d'outre-mer, par M. Roger Lise.
Tome VII. — Logement social, par M. Charles Bonifay.

Commission des lois constitutionnelles de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, avis n° 72 (1986-1987)

Tome I. — Intérieur. Décentralisation, par M. Pierre Salvi.
Tome II. — Intérieur. Police, par M. Paul Masson.
Tome III. — Intérieur. Sécurité civile, par M. Paul Girod.
Tome IV. — Justice. Services généraux, par M. Germain Authié.
Tome V. — Justice. Administration pénitentiaire, par M. Jacques Thyraud.
Tome VI. — Intérieur. Education surveillée, par M. Charles de Cuttoli.
Tome VII. — Départements d'outre-mer, par M. Louis Virapoullé.
Tome VIII. — Territoires d'outre-mer, par M. Jean-Marie Girault.

Discussion les 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 novembre, 1, 2, 3, 4, 5 et 6 décembre 1986. Adoption le 6 décembre 1986. Projet de loi n° **21** (1986-1987).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **527**. — Dépôt le 8 décembre 1986. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 10 décembre 1986] (p. 14853). — Bureau [*J.O.* du 11 décembre 1986] (p. 14888).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Robert-André Vivien. — Rapport n° **533** (10 décembre 1986). — Discussion le 16 décembre 1986. — Adoption avec modifications le 16 décembre 1986. — Projet de loi n° **75**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **104** (1986-1987) (10 décembre 1986). — Discussion le 17 décembre 1986. — Adoption définitive le 17 décembre 1986. — Projet de loi n° **36** (1986-1987).

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 29 décembre 1986 (*J.O.* du 30 décembre 1986 (p. 15801). Article déclaré non conforme : 99.

Loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 31 décembre 1986 (p. 15820).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 363
et ceux de la loi n° 86-1317 du 30 décembre 1986

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIERE PARTIE CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER TITRE PREMIER DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES I. — IMPOTS ET REVENUS AUTORISES A. — DISPOSITIONS ANTERIEURES			
I		Autorisation de percevoir les impôts existants.	Première lecture : 15 octobre 1986	4789	1
		B. — MESURES FISCALES a. *Allégements fiscaux*			
2		Barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement.	Première lecture : 15 octobre 1986 16 octobre 1986	4792 4819	2
	2 *bis* A (Sénat)	Modification de l'article 238 *bis* 7° du code général des impôts.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7670	3
	2 *bis* B (Sénat)	Régime fiscal des dons effectués par les entreprises au profit d'établissements d'enseignement supérieur.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7670	4
	2 *bis* (A.N.)	Régime fiscal des versements effectués au profit de fondations d'associations d'intérêt général agréées par le ministère de l'économie et des finances.	Première lecture : 17 octobre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	4986 7670	5
		b. *Allégements des charges fiscales des entreprises*			
3		Allégement de la taxe professionnelle.	Première lecture : 16 octobre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	4829-4854 7670	6
4		Déduction fiscale au titre des congés payés.	Première lecture : 16 octobre 1986 Seconde délibération : 17 octobre 1986	4865 5043	7
	4 *bis* (A.N.)	Régime concernant les congés payés.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7677	8
5		Suppression progressive de la taxe sur certains frais généraux.	Première lecture : 16 octobre 1986 Seconde délibération : 17 octobre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	4872 5043 7671	9
6		Provision pour les implantations commerciales à l'étranger.	Première lecture : 16 octobre 1986	4905	10
	6 *bis* (A.N.)	Commercialisation à l'étranger des biens produits par les entreprises ou établissements dont les résultats sont soumis à l'impôt sur les sociétés.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7678	11
7		Allégements concernant les utilisateurs de certains produits pétroliers.	Première lecture : 16 octobre 1986 Seconde délibération : 17 octobre 1986	4906 5044	12
	7 *bis* (A.N.)	Récupération de la T.V.A. de 5,5 % sur les gains de courses réalisés par les entraîneurs de chevaux dont ils sont propriétaires.	Première lecture : 16 octobre 1986	4909	13

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	7 *ter* (A.N.)	Assujettissement des opérations de l'administration des P.T.T. à la T.V.A.	Première lecture : 17 octobre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	5015 7671	14
8		Abattement de 20 % applicable aux adhérents des centres de gestion et associations agréées.	Première lecture : 16 octobre 1986	4910	15
9		Allégement du droit sur les cessions de fonds de commerce et les conventions assimilées.	Première lecture : 16 octobre 1986	4913	16
	9 *bis* (A.N.) supprimé	Exonération de l'impôt forfaitaire annuel pour les sociétés en liquidation.	Première lecture : 16 octobre 1986 Seconde délibération : 17 octobre 1986	4917 5044	
		c. *Mesures en faveur de l'agriculture*			
10		Assouplissement des règles de la taxe sur la valeur ajoutée agricole.	Première lecture : 16 octobre 1986	4918	17
11		Création d'un régime transitoire super-simplifié pour l'imposition des petits et moyens exploitants agricoles.	Première lecture : 16 octobre 1986 17 octobre 1986	4924 4934	18
	11 *bis* (A.N.)	Possibilité pour un exploitant agricole de revenir au régime forfaitaire.	Première lecture : 17 octobre 1986	4936	19
	11 *ter* (A.N.)	Incitation à adopter le régime transitoire.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7678	20
12		Assouplissement des modalités d'imposition des bénéfices réels agricoles.	Première lecture : 17 octobre 1986 Seconde délibération : 17 octobre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	4937 5044 7671-7679	21
13		Amélioration du régime des revenus exceptionnels des exploitants agricoles.	Première lecture : 17 octobre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	4940 7672	22
		d. *Mesures en faveur du logement*			
14		Mesures en faveur des acquéreurs de logements neufs.	Première lecture : 17 octobre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	4945 7672	23
	14 *bis* (Sénat)	Mesures concernant les dépenses payées à compter du 1er janvier 1987.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7672	24
15		Taxe libératoire pour les profits de construction en sursis d'imposition.	Première lecture : 17 octobre 1986	4955	25
	15 *bis* (Sénat)	Echanges de titres résultant d'une fusion ou d'une scission.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7672	26
		e. *Mesure relative à la transmission du patrimoine*			
16		Allégement des droits sur les donations-partages.	Première lecture : 17 octobre 1986 Seconde délibération : 17 octobre 1986	4973 5045	27
	16 *bis* (Sénat)	Droits portant sur les œuvres cinématographiques ainsi que droits d'entrée dans les salles de spectacle cinématographique.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7672	28
	16 *ter* A (A.N.)	Déduction de la T.V.A. pour les agriculteurs.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7680	29
	16 *ter* (Sénat)	Mesures concernant les articles 704 et 916 A du code général des impôts.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7672	30
		C. — MESURES DE SIMPLIFICATION ET D'ACTUALISATION			
	AA (Sénat)	Droit d'inscription aux concours de recrutement d'agents des collectivités locales perçu par celles-ci.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7672	31
17		Suppression du régime dit « de vente restreinte » du tabac.	Première lecture : 17 octobre 1986	4980	32
18		Simplification de la déclaration de revenus et du recouvrement des impôts directs.	Première lecture : 17 octobre 1986	4982	33
19		Mesures concernant certaines valeurs mobilières.	Première lecture : 17 octobre 1986	4983	34

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
20		Aménagement de la fiscalité indirecte.	Première lecture : 17 octobre 1986	4984	35
	20 *bis* (Sénat)	Modification du § II de l'article 30 de la loi de finances pour 1985 (n° 84-1208 du 29 décembre 1984).	C.M.P. : 16 décembre 1986	7673	36
21	Supprimé A.N.	Aménagement du régime fiscal des bouilleurs de cru.	Première lecture : 17 octobre 1986	4989	
22		Reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières.	Première lecture : 17 octobre 1986	4993	37
23		Reconduction de mesures temporaires.	Première lecture : 17 octobre 1986	4993	38
	23 *bis* A (Sénat)	Mesures concernant les salaires et indemnités accessoires.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7673	39
	23 *bis* B (A.N.)	Création d'une taxe sur les allumettes et les briquets pour la lutte contre les incendies de forêt.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7680	40
	23 *bis* C (A.N.)	Création d'une taxe de sûreté due par les entreprises de transport public aérien.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7681	41
	23 *bis* (A.N.)	Application du taux majoré de T.V.A. aux services ou produits en vente dans les établissements interdits aux mineurs. Relèvement de frais de timbre.	Première lecture : 17 octobre 1986	4996	42
24		Réévaluation des taux de la taxe et de la redevance portant sur les installations classées.	Première lecture : 17 octobre 1986	4996	43
	24 *bis* (A.N.)	Exonération de la taxe de francisation étendue aux bateaux de plaisance de 2 à 3 tonneaux.	Première lecture : 17 octobre 1986	4998	44
	24 *ter* (A.N.)	Cotisations forfaitaires dues par les services de communication audiovisuelle. Taxe perçue par le fonctionnement de la C.N.C.L.	Première lecture : 17 octobre 1986	5020	45
	24 *quater* (Sénat)	Fonds de compensation pour la T.V.A. au titre des subventions d'investissement pour les départements et pour les régions.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7673	46
		II. RESSOURCES AFFECTEES			
25		Dispositions relatives aux affectations.	Première lecture : 17 octobre 1986	5000	47
26		Taxe sur les huiles perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles.	Première lecture : 17 octobre 1986	5000	48
27		Redevance perçue au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures.	Première lecture : 17 octobre 1986	5000	49
28		Fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement.	Première lecture : 17 octobre 1986 Seconde délibération : 17 octobre 1986	5001-5017 5045	50
29		Abrogation de l'article 1620 du code général des impôts relatif aux ressources affectées à l'Institut national des appellations d'origine.	Première lecture : 17 octobre 1986	5001	51
	29 *bis* (Sénat)	Augmentation des redevances sur l'eau tarifée au m³ pour les besoins domestiques.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7673	52
		TITRE II **DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES**			
30		Confirmation des dispositions législatives antérieures.	Première lecture : 17 octobre 1986	5001	53
31		Majoration des rentes viagères.	Première lecture : 17 octobre 1986	5022	54
		TITRE III **DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES**			
32		Equilibre général du budget.	Première lecture : 17 octobre 1986 Secondes délibérations : 17 octobre 1986 14 novembre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	5025 5046 6436 7673-7682	55

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		DEUXIEME PARTIE **MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES** TITRE PREMIER **DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1987** A. — OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF **I. — BUDGET GENERAL**			
33		Budget général. — Services votés.	Première lecture : 14 novembre 1986	6420	56
34		Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services civils.	Première lecture : 14 novembre 1986 Seconde délibération : 14 novembre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	6421 6424 7675-7683	57
35		Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services civils.	Première lecture : 14 novembre 1986 Seconde délibération : 14 novembre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	6421 6427 7686	58
36		Mesures nouvelles. — Dépenses ordinaires des services militaires.	Première lecture : 12 novembre 1986	6194	59
37		Mesures nouvelles. — Dépenses en capital des services militaires.	Première lecture : 12 novembre 1986 Seconde délibération : 14 novembre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	6195 6430 7675	60
38		Autorisations d'engagement par anticipation.	Première lecture : 14 novembre 1986	6422	61
		II. BUDGETS ANNEXES			
39		Budgets annexes. — Services votés.	Première lecture : 22 octobre 1986 27 octobre 1986 29 octobre 1986 30 octobre 1986 13 novembre 1986 14 novembre 1986	5199 5346 5492 5587 6284 6422	62
40		Budgets annexes. — Mesures nouvelles.	Première lecture : 22 octobre 1986 27 novembre 1986 29 octobre 1986 30 octobre 1986 13 novembre 1986 14 novembre 1986 Seconde délibération : 14 novembre 1986	5199 5346 5492 5587 6284 6422 6430	63
		III. — OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE			
41		Comptes d'affectation spéciale. — Opérations définitives. — Services votés.	Première lecture : 13 novembre 1986	6217	64
42		Comptes d'affectation spéciale. — Opérations définitives. — Mesures nouvelles.	Première lecture : 13 novembre 1986 Seconde délibération : 14 novembre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	6218 6431 7675	65
43		Modification du compte d'affectation spéciale « Soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie des programmes audiovisuels ».	Première lecture : 23 octobre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	5249 7675	66

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		B. — OPÉRATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE			
44		Comptes retraçant des opérations à caractère temporaire. — Services votés.	Première lecture : 13 novembre 1986	6221	67
45		Comptes d'affectation spéciale. — Opérations à caractère temporaire. — Mesures nouvelles.	Première lecture : 13 novembre 1986	6221	68
46		Comptes de commerce. — Mesures nouvelles.	Première lecture : 13 novembre 1986	6221	69
47		Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers. — Mesures nouvelles.	Première lecture : 13 novembre 1986	6221	70
48		Comptes d'avances. — Mesures nouvelles.	Première lecture : 13 novembre 1986	6221	71
49		Comptes de prêts. — Mesures nouvelles.	Première lecture : 13 novembre 1986	6221	72
50		Clôture de quatre comptes spéciaux du trésor.	Première lecture : 13 novembre 1986	6221	73
		C. — DISPOSITIONS DIVERSES			
51		Perception des taxes parafiscales.	Première lecture : 14 novembre 1986	6321	74
52		Crédits évaluatifs.	Première lecture : 14 novembre 1986	6326	75
53		Crédits provisionnels.	Première lecture : 14 novembre 1986	6328	76
54		Reports de crédits.	Première lecture : 14 novembre 1986 Seconde délibération : 14 novembre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	6329 6431 7675	77
55		Financement de grands travaux intéressant la région d'Ile-de-France.	Première lecture : 29 octobre 1986	5488	78
56		Répartition du produit de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du service public de la communication audiovisuelle et approbation du produit de la publicité de marques affecté à la télévision.	Première lecture : 14 novembre 1986 Seconde délibération : 14 novembre 1986	6321 6435	79
		TITRE II **DISPOSITIONS PERMANENTES**			
		A. — MESURES CONCERNANT LA FISCALITE			
		a. *Amélioration des garanties des contribuables*			
57		Garantie des contribuables en matière de perquisition.	Première lecture : 14 novembre 1986	6332-6344	80
58		Garantie des contribuables en matière de procédure.	Première lecture : 14 novembre 1986	6352	81
59		Aménagement des méthodes forfaitaires d'imposition à l'impôt sur le revenu.	Première lecture : 14 novembre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	6365 7675	82
		b. *Mesures diverses*			
	60 A (A.N.)	Création d'un « carry back financier ».	Première lecture : 14 novembre 1986	6374	83
60		Régime des créateurs d'entreprise.	Première lecture : 14 novembre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	6399 7676	84
	60 *bis* (Sénat)	Disposition relative à l'imposition des dividendes mis en paiement à compter du 1er janvier 1988.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7676	85
61		Mesures en faveur de l'artisanat.	Première lecture : 14 novembre 1986	6404	86
62		Extension du champ d'intervention des Sofergie.	Première lecture : 14 novembre 1986	6404	87

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
63	Supprimé (Sénat)	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur. Mesure en faveur des familles nombreuses.	Première lecture : 14 novembre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	6409 7676	—
	63 *bis* (A.N.)	Emploi de personnes à domicile par les contribuables.	Première lecture : 14 novembre 1986	6409	88
	63 *ter* (A.N.)	Remboursement de T.V.A. aux constructeurs de résidences de tourisme.	Première lecture : 14 novembre 1986 Seconde délibération : 14 novembre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	6411 6436 7676	89
		c. *Mesures de recouvrement*			
64	retiré (A.N.)	Aménagement des modalités de recouvrement de la redevance sur les appareils récepteurs de télévision.	Première lecture : 14 novembre 1986	6417	—
65		Recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires.	Première lecture : 14 novembre 1986 C.M.P. : 16 décembre 1986	6417 7676	90
		B. — AUTRES MESURES			
	66 A (A.N.) (73 *bis*) supprimé A.N.	Situation des personnels culturels en service à l'étranger.	Première lecture : 24 octobre 1986 Seconde délibération : 14 novembre 1986	5333 6436	91
	66 B (A.N.) (73 *ter*) supprimé A.N.	Crédits relatifs à la francophonie.	Première lecture : 24 octobre 1986 Seconde délibération : 14 novembre 1986	5335 6436	—
	66 C (A.N.) (73 *quater*)	Dépôt d'un rapport devant le Parlement sur la couverture sociale des exploitants agricoles en difficulté.	Première lecture : 30 octobre 1986	5588	
		Anciens combattants			
66		Pensions militaires d'invalidité.	Première lecture : 22 octobre 1986	5122	92
		Départements et territoires d'outre-mer			
67		Prise en charge par l'Etat des frais de fonctionnement de la préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon.	Première lecture : 8 novembre 1986	6114	93
		Economie, finances et privatisation			
		I. — Charges communes			
68		Modification des règles d'assujettissement à la contribution de solidarité.	Première lecture : 13 novembre 1986	6216	94
		III. — Commerce et artisanat			
69		Elargissement des conditions d'octroi de l'indemnité de départ bénéficiant aux professions artisanales, industrielles et commerciales.	Première lecture : 21 octobre 1986	5101	95
70		Actualisation des montant maximum de la taxe pour les frais des Chambres de métiers.	Première lecture : 21 octobre 1986	5101	96
71		Financement des stages d'initiation à la gestion réservés aux futurs artisans.	Première lecture : 21 octobre 1986	5103	97
	71 *bis* (A.N.)	Rapport sur l'évolution des charges résultant des transferts de compétences en matière d'enseignements publics et privés de l'enseignement secondaire du 2e cycle.	Première lecture : 4 novembre 1986	5751	98
		Equipement, logement, aménagement du territoire et transports			
		I. — Urbanisme, logement et services communs			
72		Aide personnalisée au logement.	Première lecture : 29 octobre 1986	5488	[99] non conforme à la Constitution.
		Intérieur			

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
73		Financement des dépenses de fonctionnement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris.	Première lecture : 7 novembre 1986	6031	100
	73 *bis* (A.N.)	Cf. 66 A.			
	73 *ter* (A.N.)	Cf. 66 B.			
	73 *quater* (A.N.)	Cf. 66 C.			
	74 (Sénat)	Présentation annuelle au Parlement d'un Etat par le Gouvernement de l'effort budgétaire et financier consacré par l'Etat aux collectivités territoriales de métropole ainsi qu'à leurs établissements publics.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7676	101
	75 (Sénat)	Identification des crédits relatifs à la francophonie dans l'état récapitulatif des crédits concourant à l'action culturelle de la France à l'étranger.	C.M.P. : 16 décembre 1986	7676	102

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [14 octobre 1986] (p. 4689, 4707) ; [15 octobre 1986] (p. 4733, 4768, 4787).

Question préalable de M. André Lajoinie : *Leroy (Roland)* (p. 4707 à 4710) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4710) : rejetée au scrutin public (p. 4711).

Administration (modernisation de l'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4693) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4698) ; *Juppé (Alain)* (p. 4748).

Agrément fiscal : *Juppé (Alain)* (p. 4751).

Aides à l'industrie : *Vivien (Robert-André)* (p. 4693) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4698).

Allégements fiscaux (répartition entre les ménages et les entreprises) : *Ornano (Michel d')* (p. 4694) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4700, 4789) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4712) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4715) ; *Guéna (Yves)* (p. 4734) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4736) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 4740) ; *Barate (Claude)* (p. 4745).

Bonifications d'intérêt : *Vivien (Robert-André)* (p. 4693).

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (prélèvement sur la -) : *Giard (Jean)* (p. 4720).

Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4692) ; *Royer (Jean)* (p. 4718) ; *Juppé (Alain)* (p. 4719) ; *Giard (Jean)* (p. 4720) ; *Becam (Marc)* (p. 4746) ; *Juppé (Alain)* (p. 4747).

Charges des entreprises (taxes sur les frais généraux et le fioul, provision pour congés payés) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4692) ; *Ornano (Michel d')* (p. 4694) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4700) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4712, 4713) ; *Miossec (Charles)* (p. 4722) ; *Bouvet (Henri)* (p. 4733) ; *Barate (Claude)* (p. 4745) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4779) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4780) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4783).

Chômage (indemnisation du -) : *Leroy (Roland)* (p. 4707) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 4722) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4738) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4769).

Contrats de plan Etat-région : *Le Garrec (Jean)* (p. 4737) ; *Juppé (Alain)* (p. 4747).

Cotisations de sécurité sociale et prélèvements sociaux : *Gantier (Gilbert)* (p. 4712) ; *Barate (Claude)* (p. 4746) ; *Juppé (Alain)* (p. 4751) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4770) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4779) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4783) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4789).

Croissance : *Leroy (Roland)* (p. 4707) ; *Pascallon (Pierre)* (p. 4739).

D.A.T.A.R. : *Sourdille (Jacques)* (p. 4741).

Débudgétisations et rebudgétisations : *Vivien (Robert-André)* (p. 4692) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4699).

Défense (budget de la -) : *Balladur (Edouard)* (p. 4699) ; *Leroy (Roland)* (p. 4709) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4773) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4783).

Défense civile : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4774).

Déficit budgétaire : *Balladur (Edouard)* (p. 4696, 4698) ; *Goux (Christian)* (p. 4711) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4715) ; *Barate (Claude)* (p. 4745) ; *Juppé (Alain)* (p. 4750) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4769) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4777).

Déficit extérieur : *Leroy (Roland)* (p. 4707) ; *Cresson (Edith)* (p. 4740) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4788).

Départements et territoires d'outre-mer : *Balladur (Edouard)* (p. 4700) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4773).

Dépenses culturelles : *Juppé (Alain)* (p. 4748).

Dépenses locales : *Juppé (Alain)* (p. 4748).

Dépenses publiques : *Vivien (Robert-André)* (p. 4692) ; *Goux (Christian)* (p. 4711) ; *Guéna (Yves)* (p. 4734) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4774) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4782) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4788).

Déréglementation : *Ornano (Michel d')* (p. 4695).

Dette extérieure : *Balladur (Edouard)* (p. 4697) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4782).

Dette publique : *Vivien (Robert-André)* (p. 4692) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4697, 4698) ; *Juppé (Alain)* (p. 4749) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4777) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4782).

Economies d'énergie : *Drouin (René)* (p. 4743) ; *Juppé (Alain)* (p. 4749) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4770).

Electronique : *Drouin (René)* (p. 4744).

Emploi : (niveau de l'- et créations d'-) : *Balladur (Edouard)* (p. 4697, 4703, 4787) ; *Leroy (Roland)* (p. 4708) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4769) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4782).

Emploi (politique en faveur de l'-) : *Balladur (Edouard)* (p. 4699, 4701) ; *Cresson (Edith)* (p. 4740) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4773).

Emprunts des collectivités locales : *Giard (Jean)* (p. 4720).

Entreprises : *Ornano (Michel d')* (p. 4694) ; *Cresson (Edith)* (p. 4740) ; *Juppé (Alain)* (p. 4751).

Entreprises (création et transmission d'-) : *Balladur (Edouard)* (p. 4701) ; *Pierret (Christian)* (p. 4717) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4721) ; *Geng (Francis)* (p. 4723, 4724) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4775).

Entreprises publiques : *Balladur (Edouard)* (p. 4698).

Environnement international : *Vivien (Robert-André)* (p. 4689) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4696) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4715).

Epargne et livret d'épargne-retraite : *Vivien (Robert-André)* (p. 4691) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4703, 4787, 4788) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4715) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4799).

Epargne (fiscalité de l'-) : *Pierret (Christian)* (p. 4718).

Exportation de capitaux : *Leroy (Roland)* (p. 4708).

Fonction publique (et effectifs de la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4693) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4698) ; *Leroy (Roland)* (p. 4708) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 4737) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4777).

Formation professionnelle : *Zuccarelli (Emile)* (p. 4722) ; *Cresson (Edith)* (p. 4740) ; *Juppé (Alain)* (p. 4749) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4770) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4777).

Franc : *Balladur (Edouard)* (p. 4697).

Fraude fiscale : *Juppé (Alain)* (p. 4750) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4771).

Hypothèses économiques du Gouvernement : *Goux (Christian)* (p. 4711) ; *Juppé (Alain)* (p. 4747) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4781).

Immigration : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4774).

Impôt sur le revenu : *Vivien (Robert-André)* (p. 4692) ; *Juppé (Alain)* (p. 4751) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4776) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4778).

Impôt sur les grandes fortunes et impôt sur le patrimoine : *Leroy (Roland)* (p. 4709) ; *Pierret (Christian)* (p. 4717, 4718) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4738) ; *Juppé (Alain)* (p. 4750) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4771) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4789).

Impôt sur les sociétés : *Ornano (Michel d')* (p. 4694) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4701) ; *Pierret (Christian)* (p. 4717) ; *Guéna (Yves)* (p. 4734) ; *Barate (Claude)* (p. 4745) ; *Juppé (Alain)* (p. 4751).

Impôts locaux : *Giard (Jean)* (p. 4719) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4774) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4780) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4783).

Industrie automobile : *Ducoloné (Guy)* (p. 4713, 4714).

Inflation (rythme de l'- et écart avec nos principaux partenaires) : *Balladur (Edouard)* (p. 4697, 4703, 4787) ; *Pierret (Christian)* (p. 4716) ; *Cresson (Edith)* (p. 4740) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4769) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4776, 4777) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4781).

Investissement des entreprises (niveau de l'- et aide fiscale à l'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4691) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4697, 4701, 4787) ; *Auberger (Philippe)* (p. *Pierret (Christian)* (p. 4717) ; *Royer (Jean)* (p. 4718) ; *Miossec (Charles)* (p. 4722) ; *Geng (Francis)* (p. 4724) ; *Richard (Lucien)* (p. 4734) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4736) ; *Juppé (Alain)* (p. 4750) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4770, 4771) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4775) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4779) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4781).

Justice sociale et fiscale : *Leroy (Roland)* (p. 4708, 4709) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 4722) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4738, 4739) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4769, 4771) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4779).

Liberté des prix et concurrence : *Ornano (Michel d')* (p. 4694, 4695) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4702).

Logement (aide fiscale au -) : *Ornano (Michel d')* (p. 4694) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4700) ; *Miossec (Charles)* (p. 4723) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4783).

Parlement (prérogatives du -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4772).

Participation et actionnariat populaire : *Balladur (Edouard)* (p. 4696) ; *Goux (Christian)* (p. 4712).

Politique économique du nouveau Gouvernement : *Vivien (Robert-André)* (p. 4691) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4695).

Politique familiale : *Toutain (Ghislaine)* (p. 4744, 4745) ; *Barate (Claude)* (p. 4745) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4774).

Politique monétaire et encadrement du crédit : *Ornano (Michel d')* (p. 4694) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4701, 4702).

Prélèvement sur les entreprises pétrolières : *Gantier (Gilbert)* (p. 4712).

Prélèvements obligatoires (niveau et réduction des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4692) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4700, 4788) ; *Leroy (Roland)* (p. 4710) ; *Goux (Christian)* (p. 4711) ; *Pierret (Christian)* (p. 4716) ; *Guéna (Yves)* (p. 4734) ; *Douyère (Raymond)* (p. 4738) ; *Blot (Yvan)* (p. 4742) ; *Barate (Claude)* (p. 4745) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4769) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4773) ; *Combrisson (Roger)* (p. 4780) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4783).

Préretraités : *Demange (Jean-Marie)* (p. 4725).

Privatisation et offre publique de vente sur Elf Aquitaine : *Ornano (Michel d')* (p. 4693) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4699, 4703) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4788).

Professions libérales : *Balladur (Edouard)* (p. 4701) ; *Bouvet (Henri)* (p. 4733).

Rappel au règlement de M. Jean-Claude Martinez : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 4704) ; *Chaban-Delmas (Jacques)* (p. 4704).

Rappel au règlement de M. Christian Pierret : *Pierret (Christian)* (p. 4752) ; *Juppé (Alain)* (p. 4752).

Rappel au règlement de M. Raymond Douyère : *Douyère (Raymond)* (p. 4752).

Rapport Belin-Gisserot : *Ornano (Michel d')* (p. 4695) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4698) ; *Juppé (Alain)* (p. 4748).

Recherche (dépenses de -) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 4722) ; *Siszbin (Henri)* (p. 4743) ; *Juppé (Alain)* (p. 4748) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4770) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4789).

Réforme fiscale américaine : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4773, 4775).

Relations entre l'administration et les contribuables (commission Aicardi) : *Balladur (Edouard)* (p. 4702, 4789) ; *Margnes (Michel)* (p. 4741, 4742) ; *Juppé (Alain)* (p. 4750) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4775) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4783).

Report en arrière (« carry back ») : *Ornano (Michel d')* (p. 4694).

Sécurité : *Balladur (Edouard)* (p. 4699) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4769) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4773) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4783).

Sécurité sociale (dépenses de - et contrôle du Parlement sur la -) : *Ornano (Michel d')* (p. 4695) ; *Juppé (Alain)* (p. 4751) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4772) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 4779).

Secteur public : *Le Garrec (Jean)* (p. 4737) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4770).

Services votés : *Juppé (Alain)* (p. 4748) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4772).

Seuils sociaux : *Geng (Francis)* (p. 4723).

Situation économique et bilan de la gestion socialiste : *Vivien (Robert-André)* (p. 4690) ; *Ornano (Michel d')* (p. 4694) ; *Balladur (Edouard)* (p. 4695) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 4712) ; *Durieux (Bruno)* (p. 4735) ; *Barate (Claude)* (p. 4745) ; *Fabius (Laurent)* (p. 4769) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 47788).

Tabac (régime de vente restreinte pour les militaires et les vieillards dans les hospices) : *Combrisson (Roger)* (p. 4780).

Taxe professionnelle : *Balladur (Edouard)* (p. 4700) ; *Auberger (Philippe)* (p. 4715) ; *Giard (Jean)* (p. 4719) ; *Ligot (Maurice)* (p. 4721) ; *Geng (Francis)* (p. 4723) ; *Richard (Lucien)* (p. 4734) ; *Barate (Claude)* (p. 4745) ; *Juppé (Alain)* (p. 4750) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 4775) ; *Tranchant (Georges)* (p. 4783).

Transferts de charges sur les collectivités locales : *Combrisson (Roger)* (p. 4781).

Zones d'entreprises expérimentales (zones franches) : *Sourdille (Jacques)* (p. 4741) ; *Blot (Yvan)* (p. 4743).

PREMIERE PARTIE

Discussion des articles [15 octobre 1986] (p. 4787) ; [16 octobre 1986] (p. 4819, 4854, 4905) ; [17 octobre 1986] (p. 4934, 4970, 5014).

Titre 1er. — *Dispositions relatives aux ressources.*

I. — Impôts et revenus autorisés.

A. — *Dispositions antérieures.*

Article 1er *(autorisation de percevoir les impôts existants)* (p. 4789) : information du Parlement ; nécessité d'une modification de la loi organique ; taxe parafiscale ; niveau des prélèvements obligatoires ; orientation donnée par le Président de la République expliquant le résultat favorable de la baisse des prélèvements obligatoires observée cette année (p. 4790) ; comptes d'affectation spéciale dans lequel sont inscrits un certain nombre de recettes de privatisation ; portée de cet article ; contrôle parlementaire sur la sécurité sociale ; nécessité d'organiser un référendum sur la suppression de l'impôt sur le revenu ; taxes parafiscales ; rôle du comité des finances locales (p. 4791) ; évolution du montant des prélèvements obligatoires ; effort d'économie de l'Etat devant être relayé par un effort équivalant des régimes sociaux et des collectivités locales ;

— article 1er : adopté au scrutin public.

B. — *Mesures fiscales.*

a) *Allégement fiscaux.*

Article 2 *(barème de l'impôt sur le revenu et mesures d'accompagnement)* (p. 4792) : modification du barème de l'impôt sur le revenu favorisant les personnes les plus aisées ; montant des réductions obtenues par les entreprises ; nécessité d'une réforme du financement de la sécurité sociale ; plafonnement de la déduction pour frais professionnel et du bénéfice de l'abattement de 20 % ; réduction d'impôt résultant du

nouveau système compensé par l'alourdissement des cotisations sociales ; modification des seuils des tranches en fonction de l'inflation prévisionnelle (p. 4793) ; paradoxe constitué par l'afflux de nouvelles réductions ou déductions s'appliquant aux opérations d'accession à la propriété et de financement des logements locatifs privés ; suppression de la réduction fiscale applicable aux dépenses d'économie d'énergie ; réductions fiscales applicables aux dons faits aux associations humanitaires ; diminution de l'impôt sur le revenu compensé par le relèvement des prélèvements sociaux ; caractère contestable de la réalité de l'allégement fiscal ; hypothèses économiques sur lesquelles est fondée la loi de finances ; valeur des tableaux diffusés par le ministère de l'économie et des finances ; allégements considérables en faveur des plus aisés ; fiscalité du corps médical (p. 4794) ; situation sociale et fiscale des médecins conventionnés du secteur II ; concentration de la charge fiscale ; inégalité devant les possibilités de fraude (p. 4795) ; nécessité de définir une politique familiale réelle ; proposition du Front national d'instaurer un revenu maternel d'au moins cinq mille francs par mois en faveur des mères se consacrant entièrement à l'éducation de leurs enfants ; nécessaire abrogation du plafonnement du quotient familial ; nécessité de le porter à une part par enfant ; généralisation de la décote à l'ensemble des contribuables (p. 4796) ; méthodologie du tableau sur les variations de pressions fiscales ; situation fiscale des médecins ; amendement n° 63 de M. Jean-Claude Martinez (suppression dans un délai de cinq ans de l'impôt sur le revenu) (p. 4797) ; historique des projets et propositions prévoyant la suppression de l'impôt sur le revenu ; part de l'impôt sur le revenu dans les recettes fiscales ; effet d'une éventuelle suppression de l'impôt sur le revenu (p. 4798) ; caractère inflationniste d'un relèvement de la T.V.A. ; nombre de contribuables concernés par les mesures en faveur des familles ; demi-part supplémentaire et augmentation des frais de garde jouant essentiellement pour les revenus supérieurs ; plafonnement de l'allégement fiscal procuré par la demi-part supplémentaire pour les personnes seules élevant un enfant ; rejeté au scrutin public (p. 4799) ; amendement n° 155 de M. Christian Pierret soutenu par M. Christian Goux (rétablissement des tranches à 60 et 65 % du barème de l'impôt sur le revenu) ; amendement n° 77 de M. Roger Combrisson (même objet) ; abaissement du taux maximal à 58 % ayant pour conséquence de ramener le taux effectif maximal appliqué aux revenus des capitaux mobilier bénéficiant de l'avoir fiscal de 47,5 à 37 % ; revenu des contribuables bénéficiaires des frais de garde (p. 4800) ; abaissement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu pour restaurer l'initiative individuelle ; nombre de foyers exonérés de l'impôt sur le revenu ; nécessité d'une réduction globale de l'impôt sur le revenu de 5 % combinée au rétablissement des tranches à 65 et 60 % ; caractère injuste de la taxe d'habitation (p. 4801) ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 64 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Christian Baeckeroot (suppression du plafonnement de la réduction d'impôt résultant de l'application du quotient familial) ; amendement n° 265 M. Yvon Briant (même objet) ; caractère néfaste du plafonnement du quotient familial ; amendement n° 265 : non soutenu ; plafonnement du quotient familial pénalisant prioritairement les contribuables chargés de famille ; mode de calcul du quotient familial conférant un avantage croissant avec le revenu ; élargissement du bénéfice de la déduction pour frais de garde (p. 4802) ; plan de restructuration des prestations familiales annoncé par le Gouvernement ; amendement n° 64 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 248 de M. Gilles de Robien (premier enfant à charge des contribuables célibataires, divorcés ou soumis à l'imposition distincte prévue au (4°) de l'article 6 du code général des impôts ouvrant droit à une demi-part de quotient familial) ; avantage du concubinage au détriment du mariage ; nécessité d'instituer une réelle solidarité en faveur des personnes seules avec un enfant et ne disposant que de faibles ressources ; réduction résultant du quotient familial à 13 770 F pour les deux demi-parts additionnelles correspondant au premier enfant ; plafonnement de l'avantage procuré aux personnes seules par la demi-part supplémentaire (p. 4803) ; amendement n° 248 : retiré ; amendement n° 266 de M. Yvon Briant (tendant à rédiger ainsi la première phrase du dernier alinéa du paragraphe 8 de cet article : « toutefois la réduction d'impôt est limité à 13 770 F lorsque les demi-parts additionnelles sont au nombre de deux ») : non soutenu ; amendement n° 139 de M. Christian Pierret soutenu par Mme Jacqueline Osselin (tendant dans le troisième alinéa du paragraphe II de cet article à substituer à la somme « 13 770 F » la somme « 19 770 F ») ; Gouvernement ne s'opposant qu'au concubinage des cadres ; notion de femme seule ; revenu à partir duquel la demi-part supplémentaire pour enfant à charge d'une personne seule s'applique ; nécessité de limiter l'effet de la demi-part supplémentaire aux personnes seules ayant un revenu modeste (p. 4804) ; rejeté ; amendement n° 140 de M. Christian Pierret (tendant dans le troisième alinéa du paragraphe II de cet article à substituer à la somme « 13 770 F » la somme « 18 770 F ») ; politique de réduction des taux marginaux d'imposition appliqués à partir de 1983 ; distribution de l'impôt sur le revenu ; revenu à partir duquel la demi-part supplémentaire pour enfant à charge d'une personne seule s'applique ; rejeté ; amendement n° 141 de M. Christian Pierret (réduction du revenu à partir duquel la demi-part d'une personne seule s'applique) : rejeté ; amendement n° 142 de M. Christian Pierret (même objet) : rejeté ; amendement n° 143 de M. Christian Pierret (même objet) : rejeté ; amendement n° 144 de M. Christian Pierret (même objet) : rejeté (p. 4805) ; amendement n° 201 de M. Edmond Alphandery (tendant à fixer les règles d'actualisation annuelles du plafond du quotient familial) : non soutenu ; amendement n° 78 de M. Paul Mercieca (tendant à alléger l'impôt sur le revenu de contribuables modestes dont la situation matérielle s'est fortement dégradée par la survenance d'un événement grave) (p. 4819) ; mécanisme du report en arrière pour les entreprises ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 133 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Christian Baeckeroot (accordant une part par enfant pour le calcul du quotient familial) ; nécessité d'une révision de la fiscalité pour éviter de pénaliser les couples mariés (p. 4820) ; allégement de l'imposition des familles nombreuses ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 267 de M. Yvon Briant (attribuant des demi-parts supplémentaires à des contribuables mariés ou veufs ayant des enfants à charge) : non soutenu ; amendement n° 268 de M. Yvon Briant (tendant à insérer dans le premier alinéa de l'article 154 *ter* du code général des impôts après les mots : « veuf ou divorcé », les mots : « qui justifie d'un emploi au moins à mi-temps ou ne peut exercer son emploi du fait d'une longue maladie ou d'une infirmité ») ; non soutenu ; amendement n° 202 de M. Edmond Alphandery soutenu par M. Charles Revet (déduction des frais de garde d'enfants) ; relèvement de la déduction pour frais de garde ; création d'une allocation de garde d'enfant permettant aux familles d'être partiellement exonérées de cotisations sociales pour l'emploi d'une personne à domicile (p. 4821) ; retiré ;

— article 2, adopté au scrutin public.

Après l'article 2 : amendement n° 82 de M. Paul Mercieca (tendant à rétablir l'impôt sur les grandes fortunes) ; inutilité de la réouverture du débat sur l'I.G.F. ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 83 de M. Roger Combrisson (tendant à supprimer l'avoir fiscal et à créer une retenue à la source sur les revenus de capitaux mobiliers donnant lieu à crédit d'impôts) (p. 4822) ; lien entre la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés et l'augmentation de l'avoir fiscal ; rôle de l'avoir fiscal dans la capitalisation des entreprises ; rejeté ; amendement n° 84 de M. Rémy Auchedé (tendant à supprimer le système du prélèvement obligatoire) (p. 4823) ; amélioration de la situation financière des entreprises ; redressement du taux d'épargne ; rôle du marché financier (p. 4824) ; amendement n° 84 : rejeté ; amendement n° 85 de M. Jean Giard (tendant à créer un dégrèvement de 600 F sur la taxe d'habitation pour les contribuables non imposables à l'impôt sur le revenu) ; réforme de la fiscalité locale ; inopportunité d'un dégrèvement uniforme sur la taxe d'habitation ; existence d'un allégement de cette taxe pour les contribuables non soumis à l'impôt sur le revenu ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 128 de M. Georges Tranchant (tendant à supprimer dans le premier alinéa du (3°) du 1 de l'article 39 du code général des impôts les mots : « 80 % ») ; compte courant d'associés (p. 4825) ; retiré ; amendement n° 160 de M. Gilbert Gantier (tendant à majorer l'abattement pratiqué sur le montant des primes de départ à la retraite) ; existence d'une déduction forfaitaire sur les pensions et retraites ôtant sa justification à cet abattement (p. 4826) ; meilleure organisation du régime de retraite ayant permis l'amélioration de la situation des retraités ; retiré ; amendement n° 129 de M. Georges Tranchant (suppression des articles 125-B et 125-C du code général des impôts) ; amendement n° 130 de M. Georges Tranchant (de conséquence) : retirés ; **rappel au règlement** de M. Jacques Roger-Machart (p. 4827).

Avant l'article 3 : amendement n° 38 de M. Alain Griotteray soutenu par M. Gilbert Gantier (suppression du régime d'imposition spécifique aux plus-values immobilières à court terme) ; constitution d'un groupe de travail sur l'allégement de la fiscalité du patrimoine ; retiré ; amendement n° 81 de

M. Jean Giard (tendant à porter à 50 % le taux global de l'impôt sur les sociétés) ; objectif du Gouvernement étant d'atteindre le taux de 42 % en 1988 ; encouragements fiscaux à l'investissement (p. 4828) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 131 de M. Georges Tranchant (tendant à supprimer l'article 212 du code général des impôts) : retiré.

b) *Allégements des charges fiscales des entreprises.*

Article 3 *(Allégement de la taxe professionnelle)* (p. 4829) : distorsion entre les communes engendrée par le gel des bases d'imposition de la taxe professionnelle à leur valeur prise en compte pour le calcul de l'imposition en 1987 (p. 4830) ; modicité de l'effort d'allégement consenti par le Gouvernement ; utilité de l'augmentation de la taxe professionnelle pour le développement des villes nouvelles ; mécanisme de compensation et d'allégement de base d'imposition (p. 4831) ; compensation des mesures de dégrèvement pour les communes ; aide fiscale à l'investissement ; cas de la R.F.A. ; dispositif de correction de la taxe professionnelle des lois de finances de 1982 et 1985 (p. 4832) ; coût du dispositif d'allégement ; séparation du fonds national de péréquation en un fonds pour la compensation et un fonds pour la péréquation ; modifications introduites dans les prévisions budgétaires des communes ; risque de hausse de la taxe d'habitation ; suppression de la taxe professionnelle dans ses formes actuelles (p. 4833) ; insuffisances des dispositifs d'allégement ; création d'un impôt de substitution et problème posé par l'utilisation de la valeur ajoutée comme nouvelle base d'imposition ; suppression de la taxe professionnelle par un transfert sur la T.V.A. (p. 4834) ; harmonisation communautaire des taux de T.V.A. ; utilisation du produit de l'allégement (p. 4835) ; possibilité de diminuer le plafond de la cotisation par rapport à la valeur ajouté ; dispositif de lissage de l'augmentation des bases ; caractère excessif des frais d'établissement des rôles ; nécessité de changer d'assiette ; exonération de jeunes médecins s'installant en milieu rural (p. 4836) ; équilibre financier de la sécurité sociale ; conséquences de la décentralisation sur la fiscalité locale ; déséquilibre entre impôts directs et impôts indirects dans la fiscalité locale ; opportunité d'un impôt assis sur la valeur ajoutée ; réforme parallèle de la taxe d'habitation ; information des collectivités locales sur leurs ressources dans les délais habituels ; neutralité de la réforme pour les budgets locaux et les contribuables (p. 4837) ; difficulté de la réforme de la taxe professionnelle ; problèmes posées par le remplacement de cette taxe par une hausse de la T.V.A ; abaissement du plafond de la cotisation par rapport à la valeur ajoutée ; nécessité de disposer d'un instrument fiscal du type de la taxe professionnelle (p. 4838) ; disparité régionale pour la perception de cette taxe ; possibilité de départementalisation des taux ou du prélèvement ; changement d'assiette (p. 4839) ; amendement n° 86 de M. Jean Giard (de suppression) ; nécessité d'éviter un transfert de la taxe professionnelle sur les trois autres taxes locales en 1987 et 1988 ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 65 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Christian Baeckeroot (tendant à supprimer la taxe professionnelle par transfert de la T.V.A.) (p. 4855) ; amendement n° 87 de M. Jean Giard (tendant à inclure les stocks actifs financiers dans les bases de la taxe professionnelle) ; insuffisance de l'allégement de taxes professionnelles consenti par le Gouvernement ; détérioration de l'emploi ; inopportunité d'une discussion commune de ces deux amendements ; nécessité de faire évoluer la taxe professionnelle vers un impôt sur le capital (p. 4856) ; amendement n° 65 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 87 : rejeté ; amendement n° 164 de M. Christian Pierret (tendant à plafonner la taxe professionnelle à 3,9 % de la valeur ajoutée d'une entreprise) ; amendement n° 165 de M. Christian Pierret (tendant à instituer un dégrèvement total de la taxe professionnelle pour sa frraction excédant 4,5 % de la valeur ajoutée de l'entreprise et un dégrèvement de 50 % pour la fraction comprise entre 3,6 % et 4,5 % de la valeur ajoutée) ; amendement n° 212 de M. Bruno Durieux (tendant à réduire le plafond de taxe professionnelle par rapport à la valeur ajoutée et à prendre pour référence le taux moyen national pour la détermination du montant de la taxe) (p. 4857) ; nécessité de tenir compte de la concentration de la taxe professionnelle ; modalité d'allégement laissant inchangée l'inégalité des taux entre communes et la nature des bases pénalisante pour l'emploi et l'investissement ; inopportunité de la suppression de la taxe professionnelle, du choix de la valeur ajoutée comme base et de la départementalisation des taux (p. 4858) ; dispositif de lissage de l'évolution des bases d'imposition ; abaissement du plafond des cotisations par rapport à la valeur ajoutée ; nécessité d'éviter un alourdissement des charges de compensation pour l'Etat ; constitution d'un groupe d'études sur la réforme de la taxe professionnelle (p. 4859) ; risque d'un transfert de charge sur la taxe d'habitation ; coût comparé du dispositif de plafonnement de la valeur ajoutée et de dispositifs d'écrêtement des bases ; amendement n° 164 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 165 : rejeté ; amendement n° 212 : rejeté ; amendement n° 1 de M. Philippe Vasseur (répartition de l'allégement supplémentaire de 5 milliards) (p. 4860) ; dispositif de lissage de l'évolution des bases ; retiré ; amendement n° 249 de M. Francis Geng soutenu par M. Bruno Durieux (application anticipée du dispositif de lissage de l'évolution des bases) ; retiré ; amendement n° 250 de M. Francis Geng (tendant à substituer dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe II de l'article 3, aux mots : « réduite de la moitié du montant qui excède », les mots : établie d'après ») ; maintien des règles relatives à la période de référence pour le calcul de la taxe professionnelle (p. 4861) ; retiré ; amendement n° 163 de M. Gilbert Gantier (tendant à modifier l'assiette de la taxe professionnelle) ; taxe professionnelle constituant un frein à l'investissement ; inopportunité d'un changement de base ; retiré ; amendement n° 30 de la commission (précisant que la base retenue pour le calcul de la réduction prévue au nouvel article 1465-A du code général des impôts s'entend avec application de la réduction accordée l'année précédente au titre de ce même article) ; mécanisme de réduction des bases en cas de création d'établissement ne s'appliquant pas à l'occasion des transferts de base d'imposition d'un établissement à l'autre ; adopté (p. 4862) ; amendement n° 166 de M. Christian Pierret (tendant à supprimer dans le troisième alinéa du paragraphe II de cet article : « et 1472-A *bis* ») : devenu sans objet ; amendement n° 31 de la commission (précisant que le mécanisme de réduction des bases en cas de création d'établissement ne s'appliquera ni aux impositions établies au titre des années antérieures à 1988 ni dans le cas où la création résulte d'un simple transfert de base d'imposition d'un établissement à l'autre) : adopté ; amendement n° 167 de M. Christian Pierret soutenu par M. Jean-Pierre Balligand (compensation du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle perçue par les collectivités locales) ; nécessité du maintien d'une péréquation croissante entre les collectivités locales ; rejeté ; amendement n° 157 de M. Christian Pierret (tendant à modifier les incidences des mécanismes de la compensation et du lissage) ; incidences des modalités d'allégement de la taxe professionnelle sur les villes nouvelles et les collectivités locales en forte croissance (p. 4863) ; nécessité de la neutralisation de l'effet de taux pour maîtriser la charge de la taxe professionnelle ; rejeté ; amendement n° 158 de M. Christian Pierret (de conséquence) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 159 de M. Christian Pierret soutenu par Mme Jacqueline Osselin (tendant à modifier l'indexation des ressources du Fonds national de compensation de la taxe professionnelle et du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle) : rejeté ; amendement n° 32 de la commission des finances (tendant à supprimer dans cet article la mention du montant de la dotation versée par l'Etat au Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle en 1987) ; adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté au scrutin public (p. 4864).

Après l'article 3 : amendement n° 88 de M. Jean Jarosz (tendant à supprimer la contribution de la C.A.E.C.L. au budget de l'Etat prévue par la loi de finances rectificative pour 1986) ; rejeté au scrutin public.

Article 4 *(déductions fiscales au titre des congés payés)* (p. 4865) : article 39 du code général des impôts ; déductibilité des provisions pour congés payés ; inconvénients du système retenu par le Gouvernement en cas de diminution de la masse salariale (p. 4866) ; dispositif en retrait par rapport aux mesures annoncées ; charges des entreprises (p. 4867) ; inopportunité d'une déductibilité intégrale de la provision pour congés payés ; (p. 4868) ; suppression de l'effet pénalisant du dispositif en cas de diminution de la masse salariale ; amendement n° 89 de M. Paul Mercieca (de suppression) ; rejeté ; amendement n° 117 de M. Georges Tranchant (tendant à limiter les effets négatifs du dispositif de déductibilité de la provision pour congés payés pour les entreprises dont la masse salariale diminue) ; retiré ; amendement n° 281 de M. Georges Tranchant soutenu par M. Arthur Dehaine (même objet) ; amendement n° 270 de M. Gérard Trémège (tendant à assimiler l'indemnité pour congés payés correspondant aux droits acquis durant la période neutralisée à une moins-value à long terme en cas de cessation d'activité) ; retiré (p. 4869) ; amendement n° 281 : adopté ; amendement n° 171 de M. Gilbert Gantier (précisant que l'indemnité pour congés payés peut, sur option, être considérée

comme une charge normale de l'exercice au cours duquel le salarié prend ses vacances) : retiré ; amendement n° 270 de M. Gérard Trémège repris par M. Christian Baeckeroot ; sous-amendement n° 280 de M. Pascal Arrighi (tendant à compléter le deuxième alinéa du paragraphe I de cet amendement par les mots : « qui interviendrait avant le 31 décembre 1987 et, pour les années ultérieures, une moins value à court terme dont l'imputation est étalée sur cinq ans par part égale, la première imputation pouvant être effectuée sur le premier exercice clos à compter du 31 décembre 1987 ») ; étalement sur cinq ans de cette déductibilité supplémentaire ; nature de la provision pour congés payés ; neutralisation de la provision de 1986 ; sous-amendement n° 280 : rejeté au scrutin public (p. 4870) ; amendement n° 270 : rejeté ;

— article 4, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 137 de M. Pascal Arrighi (tendant à rendre déductible les cotisations d'assurance sociale volontaire pour les professions indépendantes non agricoles) ; projet de loi sur l'épargne-retraite ; rejeté ; amendement n° 259 de M. Christian Pierret (tendant à réévaluer le seuil d'exigibilité de la taxe sur les salaires pour les associations) ; menaces contre le système associatif ; régime de déductibilité des dons faits par les contribuables (p. 4871) ; création d'un fonds de garanties de l'économie sociale ; rejeté au scrutin public.

Article 5 *(suppression progressive de la taxe sur certains frais généraux)* (p. 4872) : utilité de cette taxe pour limiter les dépenses de train de vie des entreprises ; instauration d'une telle taxe aux Etats-Unis ; existence d'un système plus contraignant au Japon (p. 4873) ; possibilité de faire évoluer les seuils d'exonération prévus par la loi de 1983 (p. 4874) ; amendements identiques n° 90 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Jean Jarosz et n° 173 de M. Christian Pierret (de suppression) ; conditions d'institution de cette taxe (p. 4875) ; moralisation des pratiques de certains dirigeants d'entreprise ; déductibilité des frais généraux engagés pour l'exportation ; notion de frais généraux ; caractère progressif de la suppression de cette taxe (p. 4876) ; amendements n° 90 et 173 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 68 de M. Pascal Arrighi (tendant à supprimer immédiatement la taxe sur certains frais généraux) : retiré ; amendement n° 269 de M. Yvon Briant (tendant à ramener cette taxe à 10 % en 1987) : non soutenu ; amendement n° 33 de la commission (tendant à ramener cette taxe à 15 % pour 1987) ; compétitivité des entreprises ; rapprochement de la fiscalité sur le fioul lourd et le gaz industriel de la moyenne européenne ; précautions prises pour l'évaluation des frais généraux (p. 4877) ; adopté ;

— article 5, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 66 de M. Pascal Arrighi (tendant à porter à 100 000 francs le plafond d'amortissement pour les voitures particulières) ; cas des médecins généralistes ; rejeté ; amendement n° 67 de M. Pascal Arrighi (tendant à actualiser le barème de la taxe sur les salaires) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 138 de M. Pascal Arrighi (tendant à autoriser la déductibilité des cotisations d'assurance sociale volontaire) (p. 4878) ; étude du régime de protection sociale à l'occasion de l'examen de la loi sur l'épargne ; rejeté ; amendement n° 175 de M. Pierre Bérégovoy soutenu par M. Christian Pierret (tendant à abaisser à 40 % le taux d'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis et à rétablir le taux de 50 % pour les bénéfices distribués) ; aides fiscales à l'investissement (p. 4879) ; opportunité d'une réduction uniforme des taux de l'impôt sur l'ensemble des bénéfices ; distinction entre la mise en réserve du bénéfice et son investissement ; nécessité de laisser l'utilisation de la réserve inscrite au passif sous la responsabilité de l'entreprise ; rejeté ; amendement n° 174 de M. Pierre Bérégovoy soutenu par M. Jacques Roger-Machard (tendant à ramener à 42 % le taux d'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis et à rétablir le taux de 50 % pour les bénéfices distribués) (p. 4880) ; opportunité d'une diminution de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ; financement des investissements par les capitaux propres coûtant plus cher que le financement par l'appel à l'endettement ; nécessité d'obtenir une neutralité fiscale pour le financement des investissements (p. 4881) ; contenu de la loi sur l'épargne ; suppression éventuelle de la double imposition en matière de revenu d'actions ; réduction du taux de l'impôt sur les sociétés sur les bénéfices distribués à l'exemple d'autres pays ; amendement n° 174 : rejeté au scrutin public (p. 4882) ;

Article 6 *(provision pour les implantations à l'étranger)* : suppression de l'agrément administratif pour les investissements commerciaux à l'étranger inférieurs à cinq millions de francs ; amendement n° 91 de M. Paul Mercieca (de suppression) ; insuffisance des investissements des entreprises en France (p. 4905) ; rejeté ;

— article 6 : adopté.

Article 7 *(allégements concernant les utilisateurs de certains produits pétroliers)* : diminution de la T.I.P.P. sur le fioul lourd et de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel ; déductibilité de la T.V.A. sur le gazole (p. 4906) ; mauvaise répercussion de la baisse du prix du pétrole sur les utilisateurs ; surtaxation du fioul et du gaz industriel ; réforme du statut du gazole des transporteurs routiers ; reconstitution des marges du raffinage ; amendement n° 34 de la commission soutenu par M. Michel d'Ornano (tendant à diminuer les prélèvements sur le fioul lourd et le gaz naturel par rapport aux dispositions du texte proposé pour cet article) (p. 4907) ; sous-amendement n° 279 de M. Michel d'Ornano (tendant à substituer dans le paragraphe I de cet amendement au nombre « 16,50 » le nombre : « 17 » et au nombre : « 0,56 » le nombre « 0,59 ») ; déductibilité de la T.V.A. pour le gazole utilisé dans les transports internationaux ; adopté ; amendement n° 34 : adopté après modification : amendement n° 69 de M. Bruno Mégret soutenu par M. Pascal Arrighi (tendant à limiter l'exigibilité de la T.I.P.P. sur le gaz naturel au stade de l'utilisateur final direct) (p. 4908) : rejeté ; amendement n° 70 de M. Bruno Mégret soutenu par M. Pascal Arrighi (tendant à doubler le seuil d'assujettissement à la T.I.P.P. sur le gaz naturel) : rejeté ; amendement n° 71 de M. Bruno Mégret soutenu par M. Pascal Arrighi (tendant à autoriser les entreprises qui acquittent la T.I.P.P. sur le gaz naturel à la répercuter sur les utilisateurs assujettis) ; complexité des modalités de répercussions ; rejeté ; amendement n° 178 de M. Gilbert Gantier (tendant à rendre déductible la T.V.A. sur le gazole) : retiré ;

— article 7 ainsi modifié : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 145 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Pierre Descaves (tendant à préciser que les sommes attribuées par les sociétés de courses au titre des gains réalisés par les entraîneurs pour les chevaux dont ils sont propriétaires sont assujetties à la T.V.A. au taux de 5,5 %) ; existence d'une circulaire administrative précisant que la T.V.A. payée sur les gains de courses n'est pas déductible (p. 4909) ; nature juridique des prix gagnés aux courses par les éleveurs ; adopté ; amendement n° 146 de M. Pascal Arrighi : réservé jusqu'après l'article 24.

Article 8 *(abattement de 20 % applicable aux adhérents des centres de gestion et associations agréés)* : généralisation du système du salaire fiscal aux contribuables assujettis au régime réel et à ceux relevant du régime forfaitaire (p. 4910) ; amendement n° 147 de M. Pascal Arrighi (tendant à supprimer la première phrase du deuxième alinéa du 4 *bis* de l'article 158 du code général des impôts) : rejeté au scrutin public (p. 4911) ; amendement n° 148 de M. Pascal Arrighi : retiré ; amendement n° 204 de M. Jean-Jacques Hyest soutenu par M. Edmond Alphandery (tendant à porter la limite fixée au cinquième alinéa (*a*) de l'article 158-5 du code général des impôts à 400 000 F pour les médecins conventionnés) ; bonne connaissance des revenus des médecins conventionnés par les services fiscaux ; inopportunité de l'instauration de limites particulières pour l'abattement de 20 % : retiré ; amendement n° 94 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Paul Chomat (tendant à instaurer des limitations de chiffres d'affaires pour accorder le bénéfice des abattements de 10 et de 20 % aux adhérents des centres de gestion) ; problèmes des centres prélevant des cotisations disproportionnées par rapport à leurs besoins ; ouverture d'un droit aux abattements de 20 et de 10 % à l'ensemble des artisans et commerçants imposés au forfait ou n'étant pas adhérents à un centre de gestion (p. 4912) ; problème du salaire fiscal ; bénéfices retirés de l'administration fiscale de l'adhésion des contribuables aux centres et associations de gestion agréés ; amendement n° 94 : rejeté ;

— article 8 : adopté (p. 4913).

Article 9 *(allégement des droits sur les cessions des fonds de commerce et des conventions assimilées)* (p. 4913) ; affiliation au centre de gestion agréé ne constituant pas une garantie contre la fraude fiscale ; problème des droits d'enregistrement payés par l'acheteur ; imposition sur les plus-values acquittées par le vendeur ; amendement n° 149 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Pierre Descaves (tendant à modifier les taux des droits de mutations sur les cessions) (p. 4914) ; modulation des droits d'enregistrement pour les P.M.E. en cas de cession

de fonds de commerce ; taux de 13,80 % trop élevé ; amendement n° 149 : retiré ; amendement n° 251 de M. Francis Geng soutenu par M. Edmond Alphandery (tendant à substituer dans cet article à la somme de « 200 000 F » la somme de « 300 000 ») ; allégement des droits sur les cessions des petits fonds de commerce ; problème des fonds implantés en milieux rural ; retiré ;

— article 9 : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 253 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Pierre Descaves (tendant à supprimer dans l'article 209 *sexies* du code général des impôts les mots : « sur agrément du ministre de l'économie, des finances et du Plan ») (p. 4915) ; réforme de la fiscalité des groupes ; retiré ; amendement n° 182 de M. Gilbert Gantier (tendant à supprimer la procédure de l'agrément prévu à l'article 209 *sexies* du code général des impôts pour les sociétés françaises dont 98 % au moins du capital est détenu directement ou indirectement par une autre société française) ; coût du dispositif proposé par cet amendement ; retiré (p. 4916) ; amendement n° 35 de commission (tendant à exonérer les sociétés mises en liquidation de l'imposition forfaitaire annuelle) ; amendement n° 22 de M. Gérard Trémège (même objet) ; nécessité de ne pas trop avancer le moment à partir duquel une société est exonérée de l'imposition forfaitaire annuelle ; rôle de cette imposition pour l'accélération des procédures de liquidation des sociétés inactives ; amendement n° 35 : adopté ; amendement n° 22 : devenu sans objet ; amendement n° 252 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Pierre Descaves (tendant à supprimer l'imposition forfaitaire annuelle pour les petites entreprises) (p. 4917) ; rejeté ; amendement n° 179 de M. Charles Revet (tendant à autoriser les commerçants, artisans et chefs d'entreprise à tenir compte de l'érosion monétaire pour le calcul des plus-values lors de la cession de leur fonds de commerce ou de leur entreprise) ; complexité du système d'actualisation des prix d'acquisition ; existence de dispositions fiscales destinées à atténuer les conséquences de cette taxation sur les P.M.E. ; retiré.

c) *Mesures en faveur de l'agriculture.*

Article 10 *(assouplissement des règles de la T.V.A. agricole)* (p. 4918) ; réforme de la fiscalité agricole ; création d'un régime super simplifié ; abaissement de la limite du forfait ; possibilité pour les exploitants soumis au régime transitoire de bénéficier de l'abattement de 20 % en cas d'adhésion à des centres de gestion ; possibilité pour les G.A.E.C. soumis au forfait d'opter pour le régime transitoire ; nécessité de tenir compte de la fiscalité foncière ; possilibité d'extension des règles applicables à la franchise aux personnes physiques dont le revenu annuel global provient pour 50 % seulement d'une activité agricole ; dispositions relatives au tourisme à la ferme (p. 4919) ; nécessité de tenir compte de la situation internationale et de la fixation des prix à Bruxelles ; possibilité d'encourager l'investissement dans l'agriculture ; exemple des pays ayant institué un système de provision ; amendement n° 183 de M. Michel Cointat (tendant à créer une option pour l'assujettissement à la T.V.A. des locations de bâtiments ruraux) ; rapprochement de la législation agricole et de la législation de droit commun ; difficultés d'installation des jeunes ; régime de l'impôt sur les revenus des agriculteurs pluriactifs ; abaissement des coûts de production et notamment des coûts fiscaux (p. 4920) ; révocabilité de l'option trimestrielle de déclaration de T.V.A. lorsque la conduite de l'exploitation le justifie ; problème du reversemement de T.V.A. réclamée à la suite d'une succession ou d'une cession d'exploitation agricole ; amendement n° 183 : retiré ;

— article 10 : adopté.

Après l'article 10 : amendement n° 186 de M. Sébastien Couepel (tendant à assujettir les produits d'origine agricole, de la pêche, de la pisciculture et de l'aviculture n'ayant subi aucune transformation au taux réduit de T.V.A.) (p. 4921) ; différence des taux de T.V.A. entre les achats et les ventes pénalisant certains agriculteurs ; cas des productions hors sol ; inopportunité d'une hausse de T.V.A. sur les produits agricoles n'ayant pas subi de transformation ; délais de remboursement des crédits de T.V.A. par le Trésor ; rejeté ; amendement n° 187 de M. Jacques Farran soutenu par M. Aymeri de Montesquiou (tendant à réduire l'imposition des revenus annexes des agriculteurs) (p. 4922) ; amendement n° 199 de M. Jean Giard soutenu par M. Jean Jarosz (tendant à permettre aux exploitants agricoles soumis de plein droit ou sur option au régime réel ou au régime transitoire de l'article 68 F du code général des impôts de rattacher à leurs bénéfices agricoles les recettes accessoires les activités de tourisme à la ferme) ; amendement n° 200 de M. Jean Giard soutenu par M. Jean Jarosz (tendant à préciser que le plafond prévu au premier alinéa du I de l'article 6 de la loi de finances pour 1986 prend en compte la situation particulière des zones de montagnes défavorisées) ; réduction de l'imposition des revenus annexes des agriculteurs provenant d'une activité de tourisme ; aide à l'investissement dans les zones de montagnes et dans les zones en difficulté ; majoration des plafonds de déduction des annuités d'emprunt ; existence de modalités et d'impositions simplifiées pour les agriculteurs réalisant certaines opérations commerciales telles que le tourisme à la ferme (p. 4923) ; extension par instruction de ses dispositions aux agriculteurs soumis au régime réel ; relèvement du seuil de qualification des recettes accessoires pour ces mêmes exploitants ; règle de comptabilisation des déductions des remboursements d'emprunt ; amendement n° 187 : retiré ; amendements n° 199 et 200 : retirés.

Article 11 *(création d'un régime transitoire super simplifié pour les impositions des petits et moyens exploitants agricoles)* : application de ce régime aux exploitants qui abandonnent le forfait (p. 4924) ; rétablissement du seuil de passage du forfait au réel à 500 000 F et application du régime transitoire entre 500 000 et 750 000 F ; non prise en considération des stocks, créances et dettes dans ce régime ; apparition de difficultés à l'échelle européenne ; problèmes des fonds propres et des entreprises agricoles ; modernisation de gestion des exploitations agricoles (p. 4925) ; problème de la banalisation de la comptabilité et du traitement fiscal ; accélération des délais des remboursements forfaitaires de T.V.A. ; fixation des prix au niveau européen ; caractère excessif de l'impôt foncier (p. 4926) ; assouplissement et simplification des régimes d'assujettissement à l'impôt sur le revenu ; assouplissement des règles de T.V.A. agricole ; création d'une aide à l'installation des agriculteurs (p. 4927) ; amendement n° 124 de M. Dominique Bussereau soutenu par M. Charles Revet (prévoyant que les groupements agricoles d'exploitation en commun relevant du forfait ont la possibilité d'exercer une option pour le régime transitoire ; amendement n° 188 de M. Michel Cointat (même objet) ; différents types de G.A.E.C. ; possiblité pour les G.A.E.C. relevant le droit du régime forfaitaire d'exercer une option pour le régime transitoire (p. 4934) ; coût de certains centres de gestion et d'association agricole ; absence d'obligations comptables pesant sur les exploitants agricoles, membres d'un G.A.E.C. ; problème de la formation des agriculteurs ; régime transitoire visant à des simplifications fiscales ; assujettissement des G.A.E.C. à la tenue d'une comptabilité détaillée ; amendement n° 124 et 188 : retirés ; amendement n° 192 de M. Christian Pierret soutenu par M. Christian Goux (insérant après le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article l'alinéa suivant : « les exploitants agricoles placés sous ce régime d'imposition doivent faire une déclaration de consistance au service des impôts dont dépend chacune de leur exploitation, de leur créance, de leur dette, de leur stock. ») ; assujettissement des agriculteurs à une déclaration de stock constituant une complication inutile ; rejeté ; amendement n° 189 de M. Michel Cointat soutenu par M. Georges Tranchant (insérant dans le premier alinéa du IV *bis* de l'article 158 du code général des impôts après les mots « régime réel d'imposition » les mots « ou sous le régime prévu à l'article 68 F ») ; possibilité pour les agriculteurs imposés au régime transitoire et simplifié de bénéficier des avantages fiscaux réservés aux exploitants soumis au bénéfice réel qui adhèrent à un centre de gestion agréé ; volonté du Gouvernement d'alléger et de simplifier la fiscalité agricole (p. 4935) ; abattement de 20 % ; réduction sensible des obligations comptables ; intérêt des amendements n° 188, 189, 190 pour les groupements d'exploitation en commun ; soumission de l'associé d'une E.A.R.L. à l'impôt sur les personnes physiques ; amendement n° 189 : retiré ; amendement n° 190 de M. Jean-Paul Virapoulle soutenu par M. Charles Revet (prévoyant que les dispositions de cet article prennent effet à compter du 1er janvier 1987) ; amendement n° 191 de M. Michel Cointat soutenu par M. Georges Tranchant (même objet) ; report d'un an l'application des dispositions de cet article instituant un régime transitoire ; compréhension entre le Gouvernement et sa majorité entre les questions agricoles ; amendement n° 190 : retiré ; amendement n° 191 : adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 193 de M. Michel Cointat soutenu par M. Georges Tranchant (prévoyant que lorsque les recettes d'un exploitant agricole individuel mesurées sur la moyenne des deux années consécutives s'abaissent en dessous de 300 000 F, l'intéressé, peut sur option, être soumis

au régime du forfait) ; amendement n° 194 de M. Aymeri de Montesquiou soutenu par M. Charles Revet (même objet) (p. 4936) ; cas de la baisse d'activité d'entreprise ; possibilité pour l'exploitant de retourner au régime forfaitaire ; amendement n° 193 : adopté après rectification ; amendement n° 194 : devenu sans objet.

Article 12 *(assouplissement des modalités d'imposition des bénéfices réels agricoles) :* amendement n° 196 de M. Christian Pierret soutenu par M. Christian Goux (supprimant le paragraphe I de cet article) ; rétablissement de la règle dite des 50 % ; complication de la gestion, de la comptabilité, de la fiscalité agricole ; rejeté ; amendement n° 198 de M. Christian Pierret soutenu par M. Christian Goux (prévoyant que les exploitants agricoles imposés d'après le régime de bénéfices réels et qui touchent une pension de retraite au titre de l'année 1987, et dont les recettes ne dépassent pas un seuil, sont soumis au régime du forfait) ; rejeté ; amendement n° 206 de M. Edmond Alphandery (prévoyant que les exploitants agricoles placés sous un régime réel d'imposition peuvent constituer à la clôture de chaque exercice une provision en franchise d'impôt égale à 10 % de leurs résultats dans la limite de 50 000 F) ; possibilité pour les agriculteurs percevant la dotation aux jeunes agriculteurs de déduire 20 000 F de leur bénéfice durant les cinq premières années d'exploitations ; autofinancement des investissements agricoles ; constitution d'une franchise d'impôts ; risque d'investissement artificiel et de report d'imposition non justifié ; désengagement de l'Etat des bonifications d'intérêt aux agriculteurs (p. 4938) ; majoration de la fiscalité sur les tabacs ; adopté ; amendement n° 195 de M. Christian Pierret soutenu par M. Christian Goux (rédigeant ainsi, après les mots « peuvent déduire » la fin du deuxième alinéa du paragraphe IV de cet article : « de leurs bénéfices imposables après application, le cas échéant de l'article 73 B du code général des impôts 20 000 F durant chacune des cinq premières années d'activité) ; application d'une réduction de 50 % et déduction postérieure des 20 000 F ; originalité fiscale des dispositifs proposés ; niveau élevé de la taxe sur les métaux précieux ; rejeté au scrutin public ; souhait du Gouvernement que le vote de la première partie du projet de loi de finances intervienne dans la nuit du vendredi 17 octobre ; application stricte du règlement ; recours au scrutin public retardant les débats ; seconde délibération sur les amendements adoptés par inadvertance (p. 4939) ; amendement n° 271 de M. Marcel Rigout soutenu par M. Jean Jarosz (supprimant le troisième alinéa du paragraphe IV de cet article) ; création d'une exonération en supprimant la réintégration ; agriculteur bénéficiant d'un simple différé pendant cinq ans en vertu des dispositions de cet article ; dispositions compromettant l'existence de nombreuses exploitations ; rejeté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(amélioration du régime des revenus exceptionnels des exploitants agricoles) :* amendement n° 272 de M. Rémy Auchedé (substituant par deux fois dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article à la somme de « 100 000 F » celle de « 50 000 F ») ; calcul des bénéfices d'après une moyenne triennale ; inconvénients lorsque la situation de l'exploitation se modifie (p. 4940) ; calcul de la taxation ; relèvement du seuil prévu à cet article excluant, du fait de l'application du régime du quotient, un grand nombre d'exploitations ; problème des professions connaissant des fluctuations de revenus extrêmement importantes ; possibilité d'appliquer une telle disposition pour l'ensemble des revenus ; amendement n° 272 : rejeté ; amendement n° 208 de M. Michel Cointat soutenu par M. Georges Tranchant (substituant dans la première phrase du troisième alinéa du paragraphe II de cet article aux mots « pour les » les mots « pendant les quatre) » ; limitation à cinq ans de la durée de l'option pour le régime de la moyenne triennale ; mécanisme de la moyenne triennale supposant une certaine stabilité des modalités d'imposition du bénéfice ; retiré ; amendement n° 210 de M. Michel Cointat soutenu par M. Georges Tranchant (supprimant le dernier alinéa du paragraphe II de cet article) (p. 4941) ; sous-amendement n° 283 de M. Charles Revet (possibilité pour les exploitants agricoles éleveurs de réévaluer au bilan la valeur de leur cheptel vif) ; amendement n° 127 de M. Dominique Bussereau (supprimant le dernier alinéa du paragraphe II de cet article) ; augmentation des impositions de l'année de cessation ; engagement du Gouvernement de revoir la fiscalité agricole à l'occasion de l'examen du budget pour 1987 ; situation des éleveurs français ; adoption progressive du système de l'imposition au réel dans le domaine agricole ; amendement n° 127 : non soutenu ; opportunité de retenir le mécanisme des stocks à rotation lente ; dispositif du Gouvernement tendant à taxer au taux marginal l'année de cession ou de cessation d'activité ; amendement n° 210 : retiré ; en conséquence le sous-amendement n° 283 : devenu sans objet ; amendement n° 273 de M. Marcel Rigout soutenu par M. Jean Jarosz (substituant dans le dernier alinéa du paragraphe II de cet article au mot « marginal » le mot « moyen ») ; atténuation de l'imposition des stocks lors des cessions ou cessations (p. 4942) ; inopportunité d'adoucir la progressivité du barème de l'impôt sur le revenu en retenant le taux moyen ; rejeté ;

— article 13 : adopté.

Après l'article 2 : amendements précédement réservés : amendements n° 219, 162, 218 et 156 réservés jusqu'après la discussion de l'article 20.

Après l'article 13 : amendement n° 40 de M. Roland Leroy soutenu par M. Rémy Auchedé (mesures en faveur de la sécurité maritime) ; drame de l'Aber-Wrac ; amputation des moyens accordées à la société nationale en mer ; suppression de postes dans les personnels affectés à la surveillance maritime ; prélèvement sous forme de taxes annuelles sur les sommes consacrées par les entreprises à la publicité et au sponsoring dans le domaine de la voile et du motonautisme ; attachement de la commission des finances au renforcement des moyens de la société nationale de sauvetage en mer (p. 4943) ; difficultés des entreprises françaises construisant des bateaux de plaisance et des engins nautiques ; sort des crédits adoptés en seconde lecture lors du débat sur la loi de finances initiale de 1986 ; amendement n° 40 : rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Paul Chomat (p. 4944).

d) *Mesures en faveur du logement.*

Article 14 *(mesures en faveur des acquéreurs de logements neufs) :* disposition favorisant la construction locative privée ; sabotage des aides personnelles ; diminution des crédits consacrés à la construction sociale ; coût comparé de la construction d'un logement social et de celle d'un logement privé (p. 4945) ; détournement de fonds publics ; incitations fiscales profitant aux familles aisées ; efficacité des incitations aux travaux de réabilitation des logements existants ; effort en faveur du logement social ; situation des ménages ayant accédé à la propriété dans les années de forte inflation en empruntant à des taux nominaux élevés ; renégociation des emprunts ; effort de l'Etat portant sur le logement neuf ; relance de l'emploi dans le bâtiment ; prise en compte du rendement du placement (p. 4946) ; multiplication des impayés ; crise de la construction ; hausse des coûts de financement ; familiarisation des déductions des intérêts d'emprunt ; cas des investissements dans le bâtiment ; augmentation des crédits de l'urbanisme et du logement ; baisse des bonifications d'intérêt ; relèvement de la réduction d'impôt en faveur des couples mariés pour les intérêts d'emprunts contractés pour l'acquisition de la résidence principale ; évolution des taux d'intérêt réels (p. 4947) ; amendement n° 41 de M. Paul Chomat (complétant le paragraphe I de cet article par l'alinéa suivant : « les dispositions de l'alinéa précédent ne sont applicables qu'aux contribuables dont les ressources annuelles imposables sont inférieures au double des plafonds de ressources des bénéficiaires de prêts aidés par l'Etat pour l'accession à la propriété ») ; nécessité de privilégier les modestes accédants à la propriété ; question du foncier bâti ; endettement des accédants en période de forte inflation ; priorité donnée à la construction de logements neufs ; rejeté ; amendement n° 42 de M. Paul Chomat soutenu par M. Rémy Auchedé (reversement au contribuable de la taxe sur la valeur ajoutée perçue par l'Etat pour les dépenses destinées à économiser l'énergie) ; non reconduction pour 1987 et les années suivantes des mesures fiscales incitant à la réalisation des travaux d'économie d'énergie ; conséquences pour la balance commerciale (p. 4948) ; rejeté ; amendement n° 43 de M. Paul Chomat soutenu par Mme Muguette Jacquaint (reversement aux organismes publics d'habitations à loyers modérés de la taxe sur la valeur ajoutée perçue par l'Etat pour les dépenses d'investissement de ces organismes) ; allégement des charges pesant sur la gestion des organismes publics d'H.L.M. ; déséquilibre de gestion sur les logements construits postérieurement à 1977 ; autorisation donnée aux organismes d'H.L.M. de renégocier les emprunts contractés pour construire ; inopportunité de limiter un éventuel reversement de la T.V.A. aux organismes publics de H.L.M. ; inopportunité de réouvrir le débat sur l'I.G.F. ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 44 de M. Paul Chomat soutenu par Mme Muguette Jacquaint (taux de la participation des employeurs à l'effort de

construction) (p. 4949) ; amputation du 1 % logement ; augmentation progressive des ressources disponibles au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction par le produit des remboursements des prêts antérieurement consentis ; réforme de la participation des employeurs par l'augmentation de la dotation au fonds national d'aide au logement ; rejeté ; amendement n° 45 de M. Paul Chomat (supprimant le paragraphe II de cet article) ; augmentation de la possibilité de réduction d'impôts en faveur d'une personne physique achetant un logement neuf en vue de le louer ; avantage fiscal profitant aux personnes aisées ; situation difficile du bâtiment ; déblocage du million de francs ajouté dans la loi de finances initiale pour 1986 sur la réserve parlementaire à la dotation de la société nationale de sauvetage en mer (p. 4950) ; cas de la famille moyenne souhaitant investir son épargne dans un logement afin de le remettre ultérieurement à ses enfants ; réduction de l'engagement de location ; situation des catégories intermédiaires ayant des revenus trop élevés pour bénéficier des logements aidés et trop faibles pour accéder à la propriété ; rejeté ; amendement n° 216 de M. Gilbert Gantier (insérant après la première phrase du quatrième alinéa du paragraphe II de cet article la phrase suivante : « cette réduction peut être pratiquée chaque année en cas d'investissement successif ») : non soutenu ; amendement n° 282 du Gouvernement (prévoyant que la réduction d'impôts peut être pratiquée chaque année en cas de souscription successive avec plafonnement de la réduction d'impôt) ; possibilité pour les souscripteurs de parts de sociétés immobilières, d'investissement ou de sociétés civiles de placements immobiliers de bénéficier pleinement de la nouvelle réduction d'impôt ; inopportunité que le Gouvernement dépose tardivement des amendements importants ; amendement n° 282 : adopté ; amendement n° 119 de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Pascal Arrighi (taux de la réduction d'impôt) (p. 4951) ; développement des incitations fiscales en faveur du logement ; amélioration de la situation des souscripteurs de parts de sociétés immobilières d'investissement ou de sociétés civiles de placement immobilier ; amendement n° 119 : retiré ; amendement n° 46 de M. Paul Chomat (supprimant le paragraphe III de cet article) ; possibilité pour les propriétaires bailleurs de ne déclarer que 85 % des loyers perçus ; cas d'un logement loué 4 000 F par mois ; étude de la revue : « le Particulier » portant sur différents plans de financement pour l'acquisition d'un logement locatif privé ; rejeté ; amendement n° 47 de M. Paul Chomat soutenu par Mme Muguette Jacquaint (prévoyant que le bénéfice des dispositions visées au paragraphe II et III du présent article est accordé sous réserve de fixation des loyers des logements ainsi aidés à des montants ne pouvant excéder par mètre carré le double des loyers maximums pratiqués dans le département pour les logements de type d'habitation à loyer modéré ordinaire) (p. 4952) ; fourchette de loyer pour un quatre pièces de quatre-vingt-dix mètres carrés situé à Paris ; inopportunité de limiter la liberté contractuelle du bailleur et du preneur plus que ne le fait la législation sur les loyers de droit commun ; redéfinition de l'ensemble des relations entre bailleurs et locataires par la loi Méhaignerie ; rejeté ; amendement n° 52 de M. Paul Chomat soutenu par Mme Muguette Jacquaint (prévoyant que les dispositions du paragraphe II et III du présent article entrent en vigueur dès que le juge sera autorisé à maintenir dans les lieux un locataire en difficulté) ; problème des familles en difficulté ; inflation des loyers ; cas des saisies et expulsions ; rejeté ; amendement n° 53 de M. Paul Chomat soutenu par Mme Muguette Jacquaint (entrée en vigueur des dispositions des paragraphes II et III du présent article) ; conséquences néfastes de la loi Méhaignerie ; cas des familles aux revenus moyens ne pouvant subir de forts termes et qui seront conduites à déménager (p. 4953) ; ouverture du logement social à de larges couches de la population ; logique du groupe communiste ; montant des crédits affectés par l'Etat au financement de l'allocation de logement social et de l'aide personnalisée au logement ; amendement n° 53 : rejeté ;

— article 14, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 118 de M. Jean Royer (prévoyant que les dépenses d'entretien et d'équipements de sécurité, dont la liste est fixée par décret ouvrent droit à une réduction d'impôt) ; entretien du patrimoine immobilier ; amélioration de la sécurité ; lutte contre le travail au noir ; accentuation de l'incitation fiscale à la construction neuve (p. 4954) ; récupération sous forme de T.V.A. des sommes échappant à l'Etat du fait du travail au noir ; soutien du groupe socialiste à l'amendement n° 118 de M. Jean Royer ; amendement n° 118 : rejeté au scrutin public.

Article 15 *(taxe libératoire pour les profits de construction en sursis d'imposition)* : amendement n° 220 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Maurice Ligot (substituant dans la première phrase du deuxième alinéa (III *bis*) de cet article à la date du 31 décembre 1986 celle de 1er janvier 1987) ; report de la date limite au-delà de laquelle les profits de construction réalisés en 1979 seront libérés de toutes impositions ; retiré ; amendement n° 57 de M. Paul Chomat soutenu par M. Rémy Auchedé (substituant dans le deuxième alinéa de cet article au pourcentage 6 % celui de 20 %) ; relèvement de la taxe forfaitaire permettant aux entreprises de construction de logements de se libérer des réserves de bénéfices non soumis à l'impot sur les sociétés (p. 4955) ; rejeté au scrutin public (p. 4956) ;

— article 15 : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 74 de M. Pascal Arrighi (abrogation des articles 990 D à 990 H du code général des impôts) ; intérêt et caractère éventuellement dissuasif de la taxe annuelle de 3 % sur les immeubles détenus par des personnes morales ayant leur siège social hors de France ; conditions dans lesquelles cette taxe s'applique aux sociétés ayant leur siège en Suisse (p. 4970) ; taxation de l'actif des sociétés dans les autres pays européens ; rejeté ; amendement n° 223 de M. Léonce Deprez soutenu par M. Maurice Ligot (bénéfice pour les propriétaires de locaux d'habitation meublés placés sous le régime du forfait et percevant un loyer total inférieur à 45 000 F d'une réfaction de 50 % des recettes brutes) ; mise à jour du plafond de réfaction ; retiré.

e) *mesures relatives à la transmission du patrimoine.*

Avant l'article 16 : amendement n° 224 de M. Christian Pierret (tendant, à l'article 790-A du code général des impôts, à substituer à la somme 100 000 F celle de 30 000 F) ; abattement par part effectué pour la perception des droits de mutation à titre gratuit exigibles sur les donations de titres consenties à l'ensemble du personnel d'une entreprise ; mise en place d'un groupe de travail sur l'imposition du patrimoine (p. 4971) ; relèvement du montant de l'abattement, il y a deux ans, rejeté après rectification ; amendement n° 225 de M. Gilbert Gantier (cas où l'héritier ou le légataire d'une entreprise individuelle ou de titres d'une société non cotée peut demander la suspension du paiement des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière) ; nécessité de faciliter la transmission aux héritiers des entreprises individuelles ; suspension des droits en cas de décès lorsque l'héritier ou le légataire d'une entreprise individuelle ou des titres d'une société non cotée s'engage à permettre la poursuite d'une exploitation industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale ; rétablissement de l'abattement sur les donations partages ; rappel des dispositifs permettant d'éviter que le paiement des droits dus au titre de la transmission à titre gratuit d'une entreprise ne pose de trop graves difficultés aux héritiers (p. 4972) ; distinction dans la transmission par héritage entre la valeur du patrimoine et l'outil de travail ; problèmes posés par la transmission d'entreprise à titre gratuit ; retiré.

Article 16 *(allégement des droits sur les donations partages)* : coût budgétaire de l'article ; opportunité de la limite fixée pour la réduction de 25 % des droits ; disposition de la loi du 3 août 1981 ; droits de succession constituant un moyen de rattraper l'évasion fiscale accumulée ; valeur des incitations fiscales à la transmission du patrimoine ; distinction entre l'outil de travail et les éléments du patrimoine non productif (p. 4973) ; transmission d'entreprise ; comparaison de l'imposition sur les patrimoines en France et dans les autres pays développés ; suppression complète de l'impôt sur les grandes fortunes plus injuste qu'un impôt sur les grandes fortunes imparfait ; politique conduite de 1981 à 1985 consistant à favoriser l'épargne investie dans les entreprises plutôt que les patrimoines improductifs ; modernisation du système fiscal devant aller dans le sens d'un impôt sur le capital faible par son taux et large par son assiette (p. 4974) ; assiette de l'I.G.F. ; imposition du capital aux Etats-Unis ; définition du bien professionnel ; amendement n° 104 de M. Paul Mercieca (de suppression) : rejeté ; amendement n° 261 de M. Christian Pierret soutenu par M. Jacques Roger-Machart (réduction des droits de mutation afférents aux cessions d'entreprise ou de la majorité des droits sociaux d'une société industrielle, commerciale ou agricole) ; amendement n° 247 de M. Gilles de Robien soutenu par M. Edmond Alphandery (même objet) (p. 4975) ; transmission d'entreprise à titre onéreux ; nécessité d'inciter les chefs d'entreprise à organiser leur succession ; inopportunité

que les dispositions de l'article 16 s'appliquent également aux successions des particuliers ; mise en place d'un groupe de travail chargé de réfléchir à l'ensemble de la fiscalité sur le capital ; réglementation des biens professionnels dans le cadre de l'impôt sur les grandes fortunes (p. 4976) ; possibilité pour le chef d'entreprise d'une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée de distinguer ses biens professionnels et ses biens privés ; évolution de l'abattement à la base pour les successions à titre gratuit ; opportunité de supprimer toute distinction selon l'âge du donateur ; amendement n° 261 : rejeté après rectification ; amendement n° 247 : rejeté ; amendement n° 152 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Pierre Descaves (tendant dans le deuxième alinéa de cet article à substituer au pourcentage 25 % le pourcentage 35 % et au pourcentage 15 % le pourcentage 25 %) ; caractère insuffisant de l'incitation pour les donations-partages ; inopportunité de bouleverser la structure de la fiscalité des mutations à titre gratuit ; rejeté (p. 4977) ; amendement n° 36 rectifié de la commission (application des dispositions de cet article aux donations-partages consenties par actes passés à compter du 1er décembre 1986) : adopté ; amendement n° 27 de M. Gérard Trémège soutenu par M. Maurice Ligot (réduction de 15 % s'appliquant aux actes passés entre la date d'entrée en vigueur de la loi et le 31 décembre 1987 pour les donateurs ayant plus de soixante-quinze ans révolus au 30 juin 1985) ; situation des personnes de plus de soixante-quinze ans n'ayant pas transmis leur bien en raison de l'absence du tout système incitatif ; risque d'un afflux artificiel de donations-partages ; retiré ; amendement n° 254 de M. Maurice Ligot (transmission des biens professionnels) (p. 4978) ; problème de la transmission des entreprises dépassant celui du problème de la donation-partage ; nombre de défaillances d'entreprise provoqués par les difficultés consécutives à la maladie ou au décès du propriétaire de l'entreprise ; allégement du poids fiscal de la transmission à titre gratuit ; nécessaire extension aux héritiers du régime fiscal favorable prévu pour la reprise de l'entreprise par ses salariés ; neutralisation fiscale du choix du successseur ; nécessité de faciliter un véritable marché de l'offre et de la demande des petites et moyennes entreprises ; dépôt prochain d'un projet de loi sur l'épargne comportant une amélioration du dispositif tendant au rachat d'entreprise par les salariés ; retiré ;

— article 16 : ainsi modifié : adopté (p. 4979).

Après l'article 16 : amendement n° 153 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Pierre Descaves (modification des droits applicables à la transmission des patrimoines par voie de succession en ligne directe et entre époux) ; gage consistant à relever des droits qui sont déjà considérables ; retiré (p. 4980).

C. — *Mesures de simplification et d'actualisation.*

Article 17 *(suppression du régime dit de vente restreinte du tabac)* : amendement n° 105 de M. Jean Jarosz (de suppression) ; suppression du régime de vente restreinte du tabac s'appliquant aux malades nécessiteux reccueillis dans les hospices ; lutte contre le tabagisme ne constituant qu'un prétexte ; rejeté au scrutin public (p. 4981) ;

— article 17 : adopté.

Article 18 *(simplification de la déclaration de revenus et du recouvrement des impôts directs)* : suppression de la limite de non imposition propre aux personnes ayant perçu des indemnités journalières de maladie ; suppression de la déduction du revenu imposable en vertu des contrats d'assurance décès conclus entre 1950 et 1958 ;

— article 18 : adopté.

Article 19 *(mesures concernant certaines valeurs mobilières)* : amendement n° 106 de M. Roger Combrisson (de suppression) ; conséquences du développement sans frein du marché financier ; nécessité d'éviter la perte fiscale résultant de l'appréciation forfaitaire des frais d'acquisition des valeurs mobilières ; réglementation de l'assurance décès ; rôle du marché financier en France ; rejeté ;

— article 19 : adopté.

Après l'article 19 : amendement n° 107 de M. Ernest Moutoussamy (diminution du taux de la taxe sur la valeur ajoutée sur les fournitures scolaires dans les D.O.M-T.O.M.) ; prix des fournitures scolaires dans les départements d'outre-mer ; allocation de rentrée scolaire ; défiscalisation des investissements dans les départements et territoires d'outre-mer ; augmentation de 25 % des crédits consacrés aux D.O.M.-T.O.M. ; rejeté ; amendement n° 245 de M. Jacques Farran (réévaluation à 400 000 F de la limite fixée au I de l'article 125 C du code général des impôts) ; renforcement de la trésorerie des petites et moyennes entreprises ; rémunération des comptes bloqués d'associés (p. 4983) ; avantages pour les P.M.E. des comptes courants d'associés ; retiré.

Article 20 *(aménagement de la fiscalité indirecte)* : double taxation des appareils automatiques ; amendement n° 108 de Jean Giard soutenu par M. Roger Combrisson (de suppression) ; assujettissement par la loi de finances pour 1985 à la T.V.A. des appareils automatiques ; déductibilité sur recette de la T.V.A. pour les exploitants des appareils automatiques ; suppression de la taxe forfaitaire d'Etat ; rejeté ; amendement n° 226 de M. Christian Pierret soutenu par M. Michel Margnes (appareils automatiques devant être munis d'un compteur de recette inviolable) (p. 4984) ; risque d'évasion fiscale ; nécessité de n'accorder la suppression de la taxe d'Etat que pour les machines munies d'un système de comptage fiable ; délais accordés par le Gouvernement pour la mise en place d'un compteur de recette ; fraude étant d'autant plus importante que la fiscalité est confiscatoire et absurde ; rejeté ; amendement n° 262 de M. Christian Pierret (tendant après la première phrase du troisième alinéa de cet article à insérer la phrase suivante : « tous les appareils déjà installés devront faire l'objet d'une telle déclaration avant le 1er juillet 1987) ; rejeté ;

— article 20 : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 219 de M. Jean-Paul Fuchs (régime fiscal des versements effectués au profit de fondations, d'associations d'intérêts général agréés par le ministère de l'économie et des finances) ; amendement n° 162 de M. Philippe Vasseur (même objet) ; amendement n° 218 de M. Jean-Paul Fuchs (même objet) (p. 4985) ; amendement n° 156 de M. Christian Pierret soutenu par M. Jacques Roger-Machart (même objet) ; amendement n° 284 du Gouvernement (même objet) ; amendement n° 219 : non soutenu ; initiative de la part d'associations caritatives dans la lutte contre la pauvreté ; amendement n° 218 : non soutenu ; suppression de 100 millions de francs de crédits pour la lutte contre la grande pauvreté (p. 4986) ; création d'un avantage minimal de 25 % pour les dons allant jusqu'à 500 F ; relèvement du plafond de déductibilité de ses dons de 1 à 1,25 % ; amendement du Gouvernement ne faisant pas de distinction selon le type d'activité des œuvres d'intérêt général bénéficiant de la déduction d'impôt régie par l'article 238 *bis* du code général des impôts ; rappel d'une proposition de M. Alain Juppé tendant à instituer une réduction non pas du revenu imposable mais de l'impôt (p. 4987) ; crédit d'impôts concernant les ménages dont le revenu est inférieur à 10 000 F par mois ; avantage d'autant plus important que la tranche d'imposition est plus élevée ; coût de la mesure ; nécessité d'une incitation plus immédiate pour que les associations caritatives puissent dès l'hiver, bénéficier de dons ; propositions du parti communiste en matière de lutte contre la pauvreté (p. 4988) ; amendement n° 162 : retiré ; repris par M. Pascal Arrighi ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 156 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 284 : adopté.

Article 21 *(aménagement du régime fiscal des bouilleurs de cru)* : promesses faites par le Premier ministre sur le rétablissement du droit des bouilleurs de cru à distiller en franchise de taxe dix litres d'alcool pur par an ; impossibilité pour le bouilleur de cru de retrouver sa mise s'il est tenu compte de l'immobilisation de son versement forfaitaire ; réduction n'étant accordée qu'au produit distillé dans des appareils munis de compteurs agréés par l'administration (p. 4989) ; caractère restrictif de la définition des ayants droit ; nécessaire rétablissement de la distillation en franchise de droit d'une partie de leur récolte ; non transmissibilité du privilège des bouilleurs de cru ; intérêt des vergers pour l'équilibre écologique des campagnes ; bouilleurs de cru n'étant pas responsables de l'augmentation de l'alcoolisme (p. 4990) ; intransmissibilité du privilège des bouilleurs de cru ; opportunité d'une autorisation géographiquement limitée ; demande par le Gouvernement de la réserve du vote sur tous les amendements en application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 75 de M. Jean-Claude Martinez soutenu par M. Pascal Arrighi (de suppression) ; amendement n° 154 de M. Pascal Arrighi (de suppression) ; amendement n° 227 de M. Christian Goux (de suppression) ; privilèges du bouilleur de cru combattus par des groupes industriels de dimensions internationales ; disparition massive des vergers au profit d'autres cultures primées ; amendements n° 75, 154 et 227 : vote réservé en application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 4991) ;

amendement n° 228 de M. François Grussenmeyer (réduction de 50 % du droit de consommation sur 5 litres d'alcool pur par an jusqu'au 31 décembre 1996) ; amendement n° 275 de M. Marcel Rigout soutenu par M. Rémy Auchedé (même objet) ; amendement n° 274 de M. Marcel Rigout soutenu par M. Rémy Auchedé (même objet) ; création d'une discrimination entre les exploitants agricoles à titre principal et les autres propriétaires de vergers ; obligation de poser un compteur sur l'alambic ; nécessaire suppression de la date limite d'application ; délai pour subordonner l'exonération à l'utilisation de compteur ; reniement des promesses faites par le Premier ministre ; importation d'alcool entre 1960 et 1986 (p. 4992) ; caractère irréaliste de la mise en place du compteur ; amendements n° 228, 275, 274 : vote réservé en application de l'article 44-3 de la Constitution.

— article 21 : rejeté au scrutin public.

Article 22 *(reconduction du prélèvement sur les entreprises pétrolières) :* amendement n° 111 de M. Jean Jarosz (de suppression) ; nécessité d'une contribution exceptionnelle de 5 % sur le montant des provisions pour fluctuation des cours ; bilan des entreprises dont l'objet principal est de faire en sorte que les premières transformations de pétrole brut se fassent en France ; rejeté.

— article 22 : adopté.

Article 23 *(reconduction de mesures temporaires) :* amendement n° 255 de M. Jean Bonhomme (tendant dans le paragraphe I de cet article à supprimer la référence 1464-B) (p. 4993) ; non soutenu ; amendement n° 112 de M. Paul Mercieca (tendant à supprimer le deuxième alinéa II de l'article 23) ; rappel du dispositif temporaire d'aide à l'investissement pour la presse mise en place en 1945 ; valeur de l'article 39 *bis* du code général des impôts ; rejeté ; amendement n° 256 de M. Christian Pierret soutenu par M. Emile Zuccarelli (somme rapportée par l'article 39 *bis* du code général des impôts ne pouvant ouvrir droit à nouvelles provisions) : rejeté ; amendement n° 263 de M. Christian Pierret soutenu par M. Emile Zuccarelli (Gouvernement devant déposer dans les trois mois un rapport indiquant la manière dont il envisage la création d'un fonds de développement aux entreprises de presse renonçant aux dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts ou ne pouvant en bénéficier) ; rejeté ; amendement n° 76 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Pierre Descaves (tendant dans le paragraphe 7 de l'article 23 à substituer au mot : « établi » les mots : « et de la taxe professionnelle établie ») ; non reconduction du prélèvement de 3,6 % sur le montant de la taxe d'habitation (p. 4994) ; nécessaire suppression du droit d'assiette et de recouvrement de 4 % en matière de taxe professionnelle ; retiré ; amendement n° 232 de M. Gilbert Gantier (tendant dans la première phrase du premier alinéa de l'article 44 *quater* du code général des impôts à supprimer les mots : « créées du 1er janvier 1983 au 31 décembre 1986 ») ; non soutenu ; amendement n° 29 de M. Gérard Trémège (tendant à compléter cet article par le paragraphe suivant : « VIII-I les dispositions prévues par l'article 44 *quater* du code général des impôts sont reconduits à compter du 1er janvier 1987 et pour une durée de 5 ans ») : non soutenu ; amendement n° 233 de M. Gilbert Gantier (tendant à la fin de la première phrase du paragraphe C du (2°) de l'article 189 *sexies* du code général des impôts à remplacer les mots : « du 1er janvier 1982 au 31 décembre 1986 » par les mots : « à compter du 1er janvier 1982 ») : non soutenu ; amendement n° 231 de M. Christian Pierret soutenu par M. Christian Goux (prorogation des dispositions prévues à l'article 199 *sexies* 2 C jusqu'au 31 décembre 1999) ; nécessaire reconduction des mesures fiscales en faveur des économies d'énergie des particuliers ; rejeté ;

— article 23, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 23 : amendement n° 113 de M. Ernest Moutoussamy (tarif de la soulte des rhums et tafias introduits en France) ; importance de la production de rhum à partir de la canne à sucre dans l'économie des départements d'outre-mer ; soulte ayant perdu de son caractère dissuasif (p. 4996) ; nécessité de rétablir le taux de 42 % des droits applicables ; Gouvernement poursuivant ses efforts pour obtenir de Bruxelles le maintien du régime dérogatoire pour le rhum ; rejeté ; amendement n° 257 de M. Christian Pierret soutenu par M. Christian Goux (Gouvernement devant déposer dans les trois mois un rapport sur la création d'un mécanisme spécifique d'incitation fiscale à l'investissement populaire dans la presse) ; nécessité de favoriser la création de titres nouveaux d'informations politiques ou générales en faisant bénéficier de crédits d'impôt les épargnants répondant aux souscriptions publiques ; rejeté ; amendement n° 288 du Gouvernement (majoration du taux de la taxe sur la valeur ajoutée pour les services et biens réalisés dans les établissements à caractère pornographique ; montant minima des frais de commandement et de poursuite ; droit de timbre perçu pour l'établissement des cartes de séjour des étrangers ; délivrance du certificat de résidence pour les ressortissants algériens donnant lieu à la perception du droit à laquelle elle devait être soumise) ; adopté.

Article 24 *(réévaluation des taux de la taxe et de la redevance portant sur les installations classées) :* amendement n° 59 rectifié de M. Paul Chomat soutenu par M. Jean Jarosz (tendant dans l'article 24 à substituer aux mots : « porté à 10 000 F », les mots : « portés à 20 000 F, le taux de 1 000 F est porté à 5 000 F ») (p. 4996) ; amendement n° 234 corrigé de M. Gilbert Gantier (tendant dans cet article à substituer au taux 10 000 F le taux 6 000 F) ; réévaluation des droits fixes acquittés par les entreprises et installations classées dont les activités sont soumises à autorisation ; création de postes d'inspecteurs des installations classées ; rôle du service des établissements classés ; inopportunité d'augmenter trop sensiblement la taxe unique applicable aux établissements classés et de la réduire pour les artisans et les entreprises inscrits au répertoire des métiers (p. 4997) ; rôle des taxes sur les établissements classés ; rejeté ; amendement n° 235 de M. Gilbert Gantier : retiré ; amendement n° 60 de M. Paul Chomat (tendant dans cet article à substituer au taux 2 000 F le taux 1 000 F) : rejeté ; amendement n° 236 de M. Gilbert Gantier : retiré ; amendement n° 61 de M. Paul Chomat (tendant dans cet article à substituer au taux 4 800 F le taux 3 000 F) : rejeté ;

— article 24 : adopté.

Après l'article 7 (amendements précédemment réservés) : amendement n° 146 de M. Pascal Arrighi (déduction de la taxe sur la valeur ajoutée payée par les entreprises comprise dans le montant des redevances facturées par l'administration des P.T.T.) ; amendement n° 286 du Gouvernement (même objet) ; sous-amendement n° 289 de M. François d'Aubert (neutralité financière pour le budget général jusqu'à l'exercice 1990 de l'amendement n° 286 du Gouvernement) : discussion des amendements réservée jusqu'après l'article 30.

Après l'article 24 : amendement n° 237 de M. Roland Nungesser soutenu par M. Georges Tranchant (exonération de la taxe de navigation et de francisation sur les navires de plaisance de moins de trois tonneaux) ; modicité de la perte de recette étant sans commune mesure avec l'impact économique que cette disposition aura pour les industries nautiques : adopté ; amendement n° 285 du Gouvernement (plafond des cotisations forfaitaires dus par les services de communication audiovisuelle) (p. 4999) ; suppression de la facturation actuellement opérée par les P.T.T. sur les installations de stations radio-électriques privées ; taux des taxes et redevances ayant été calculé de façon à ce que la charge pesant sur les redevables reste identique ; réservé jusqu'après l'article 30.

II. — *Ressources affectées.*

Article 25 *(dispositions relatives aux affectations) :* adoptées.

Article 26 *(taxes sur les huiles perçues au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles) :* adopté.

Article 27 *(redevances perçues au profit du fonds de soutien aux hydrocarbures) :* adopté (p. 5000).

Après l'article 27 : amendement n° 239 de M. Christian Goux (Gouvernement devant déposer un rapport retraçant les mesures prises en 1986 et 1987 pour assurer la renégociation des prêts faits par les collectivités locales ainsi que sur le montant des dotations budgétaires correspondantes) ; évolution des taux d'intérêt depuis 1981 ; influence de cette évolution sur le budget des collectivités locales ; mesures prises par la C.A.E.C.L. afin d'annuler la dette des collectivités les plus frappées par l'évolution des taux d'intérêt grâce à l'allongement de la durée des remboursements et des prêts les plus chers ; retiré, après correction.

Article 28 *(fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement) :* réservé jusqu'après l'article 30.

Article 29 *(abrogation de l'article 1620 du code général des impôts relatif aux ressources affectées à l'institut national des appellations d'origine) :* adopté.

Titre II. — **Dispositions relatives aux charges.**

Article 30 *(confirmation de dispositions législatives antérieures)* ; adopté (p. 5001).

Rappel au règlement de M. Christian Goux (p. 5014).

Après l'article 7 (amendements précédemment réservés) : amendement n° 146 de M. Pascal Arrighi ; amendement n° 286 du Gouvernement ; sous-amendement n° 289 de M. François d'Aubert à l'amendement n° 286 du Gouvernement : non soutenu ; amendement n° 146 : non soutenu ; assujettissement des opérations de l'administration des télécommunications à la T.V.A. ; allégement des charges des entreprises ; maîtrise par la direction générale des télécommunications de ses coûts ; rétablissement de la concurrence avec des produits et services déjà fiscalisés ; absence de remise en cause du cadre actuel du budget annexe des P.T.T. ; dépôt tardif de l'amendement (p. 5015) ; modification à due concurrence du prélèvement effectué sur le budget annexe ; dépôt tardif de l'amendement du Gouvernement ; décret en Conseil d'Etat prévu risquant d'être un moyen pour limiter la déduction possible de la T.V.A. par la D.G.T. de manière que le versement final corresponde à celui prévu dans le budget (p. 5016) ; nécessité d'accorder aux services de télécommunications la déductibilité de la taxe sur la valeur ajoutée ; débudgétisation du budget annexe des P.T.T. ; conditions dans lesquelles fut modifié l'emprunt Giscard ; amendement n° 286 : adopté au scrutin public.

Article 28 (précédemment réservé) (p. 5017) ; réforme de la dotation globale de fonctionnement adoptée en novembre 1985 ; annonce par M. Bosson d'un nouveau texte sur la dotation globale de fonctionnement ; modification des critères de répartition et des dotations internes ; proposition du parti communiste en matière de D.G.F. ; amendement n° 240 de M. Christian Pierret soutenu par M. Alain Richard (dotation globale de fonctionnement des syndicats d'agglomérations nouvelles) ; problèmes financiers des syndicats d'agglomérations nouvelles ; nécessité d'un accès des syndicats d'agglomération à la distribution de la D.G.F. (p. 5018) ; nécessité d'instaurer en faveur des syndicats d'agglomération un prélèvement sur la D.G.F. de même nature que celui effectué en faveur des villes-centre des communautés urbaines ; charges de remboursement des emprunts des syndicats d'agglomération ; nécessité d'une renégociation des emprunts contractés à des taux d'intérêt très élevés de façon à alléger la charge des syndicats communautaires ; rejeté ; amendement n° 114 de M. Jean Giard soutenu par M. Jean Jarosz (tendant à la fin de cet article à substituer au pourcentage « 16, 154 » le pourcentage « 17, 539 ») (p. 5019) ; amendement n° 290 du Gouvernement (tendant à la fin de cet article à substituer au pourcentage « 16, 154 » le pourcentage « 16, 125 ») ; renégociation des emprunts des collectivités locales ; concertation engagée par M. Méhaignerie avec les présidents des syndicats d'agglomérations nouvelles pour examiner les modalités d'application de la loi du 13 juillet 1983 ; modification du taux applicable à la base de T.V.A. pour le calcul de la D.G.F. ; amendement n° 114 : rejeté ; amendement n° 290 : adopté ;

— article 28, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 24 : amendement n° 285 du Gouvernement (précédement réservé) (p. 5020) ; plafond de la cotisation forfaitaire dont le produit doit permettre de financer des opérations de contrôle du ressort de la C.N.C.L. institution de diverses redevances et taxes au profit du budget général dont sont redevables les utilisateurs d'installations de télécommunication à usage privé ; adopté après rectification (p. 5021).

Article 31 *(majoration des rentes viagères)* : situation des rentiers viagers ; majoration des rentes privées de 1,7 % ; retard dans la mensualisation ; nécessité de créer un fonds faisant appel à l'épargne publique et affecté au règlement global et immédiat du problème ; responsabilité de l'Etat à l'égard des rentes viagères ; rapport de la Cour des comptes de 1979 ; revalorisation intervenue ces dernières années n'ayant pas suivi l'évolution des prix (p. 5023) ; mensualisation des pensions ; revalorisation des rentes viagères ;

— article 31 : adopté.

Après l'article 31 : amendement n° 115 de M. Roger Combrisson (possibilité pour les porteurs, lors du paiement des intérêts de l'emprunt d'Etat à 7 % de 1973, de recevoir la totalité de la valeur du coupon dans la mesure où celle-ci ne dépasse pas la moyenne des intérêts versés par l'Etat pour les autres emprunts émis l'année précédente) ; dérive de la charge de la dette publique ; remboursement de l'emprunt Giscard ; inopportunité que les porteurs d'emprunt Giscard puissent obtenir une réduction supplémentaire sur le prix d'achat des actions des sociétés dénationalisées ; rejeté (p. 5124).

Article 32 et Etat A *(équilibre général du budget)* (p. 5025 à 5037) ; évolution des prélèvements obligatoires ; réduction d'impôts compensée par une augmentation des prélèvements sociaux ; nécessité d'une réforme structurelle de la sécurité sociale ; budget des collectivités locales ; évolution de la taxe professionnelle ; absence de diminution significative des dépenses de fonctionnement ; compte d'affectation spéciale recevant les recettes des dénationalisations ; problème des budgets annexes ; compte amortissement et provision des budgets annexes ; loi de finances entraînant une baisse relative du déficit budgétaire ; persistance du Gouvernement dans sa passivité au regard de l'investissement productif ; réforme de la fiscalité locale ; politique familiale ; situation fiscale des cadres ; rôle de la fonction publique ; baisse des moyens affectés à la recherche ; évolution du chômage (p. 5039) ; allégement fiscal accordé aux ménages bénéficiant exclusivement aux hauts et très hauts revenus ; prélèvements sociaux ; réduction d'impôt procurée par la demi-part supplémentaire octroyée au premier enfant à charge des personnes seules ; suppression de la taxe sur les frais généraux ; déductibilité fiscale de la provision pour congés payés ; diminution du déficit budgétaire ; nécessité de favoriser l'investissement productif ; diminution des prélèvements obligatoires ; politique familiale (p. 5040) ; accélération de la suppression de la taxe sur les frais généraux ; remise en ordre de la fiscalité pétrolière ; assujettissement des télécommunications à la T.V.A. ; réduction du déficit budgétaire ; diminution du produit des impôts de 27 milliards ; effort en faveur des familles ; amendement n° 116 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Jean Jarosz (de suppression) : rejeté ; amendement n° 291 du Gouvernement (évaluation des recettes) (p. 5041) ; adopté ; amendement n° 242 de M. Christian Goux (Gouvernement devant déposer avant la première session ordinaire de 1987-1988 un rapport retraçant les mesures prises en 1987 pour achever le processus de mensualisation des pensions dans la fonction publique) ; rejeté ;

— article 32 et état A annexé : adoptés au scrutin public.

Demande par le Gouvernement d'une seconde délibération des articles 4, 5, 7, 9 *bis* nouveau, 12 et 16 de la première partie de la loi de finances ainsi que pour coordination des articles 28 et 32 (p. 5042).

Deuxième délibération de la première partie :

Article 4 *(déductions fiscales au titre des congés payés)* : amendement n° 1 du Gouvernement (tarif du droit fixe d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière) : adopté ;

— article 4 ainsi modifié : adopté.

Article 5 *(suppression progressive de la taxe sur certains frais généraux)* : amendement n° 2 du Gouvernement (tarif du droit de consommation sur les alcools) (p. 5043) ; adopté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 7 *(allégement concernant les utilisateurs de certains produits pétroliers)* : amendement n° 3 du Gouvernement (tendant à supprimer le paragraphe III de cet article) ; relèvement des droits sur les tabacs ayant des conséquences dangereuses au regard des objectifs de lutte contre l'inflation ; adopté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *bis* *(exonération de l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés)* : amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) ; nécessité du maintien de l'imposition forfaitaire annuelle (pour éviter que des sociétés inactives subsistent indéfiniment) : adopté ;

— en conséquence l'article 9 *bis* est supprimé.

Article 12 *(assouplissement des modalités d'imposition des bénéfices réels agricoles)* (p. 5044) ; amendement n° 5 du Gouvernement (exploitants agricoles percevant la dotation prévue par le décret du 17 mars 1981 modifié et placés sous un régime réel d'imposition, pouvant déduire 20 000 francs de leurs bénéfices durant chacune des cinq premières années d'activité) ; nécessité de faciliter l'investissement dans l'agriculture en abaissant de manière significative les taux de l'impôt sur le revenu ; adopté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 16 *(allégement des droits sur les donations-partages)* : amendement n° 6 du Gouvernement (tendant à supprimer le paragraphe II de cet article) : adopté ;

— article 16, ainsi modifié : adopté.

Article 28 *(fixation du taux de prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement)* : amendement n° 7 du Gouvernement (tendant à la fin de cet article à substituer au pourcentage « 16, 125 » le pourcentage « 16, 137 ») : adopté ;

— article 28, ainsi modifié : adopté (p. 5045).

Article 32 et état A *(équilibre général du budget)* (p. 5046 à 5051) ; amendement n° 8 du Gouvernement (évaluation de recettes) (p. 5051) ; adopté ;

— article 32 et état A annexé, ainsi modifiés : adoptés (p. 5052).

DEUXIEME PARTIE

AFFAIRES ETRANGERES

Discussion générale [24 octobre 1986] (p. 5275, 5297).

Acte unique européen (ratification de l'-) : *Daillet (Jean-Marie)* (p.5278) ; *Dumas (Roland)* (p.5290) ; *Gremetz (Maxime)* (p.5298) ; *Bosson (Bernard)* (p.5317).

Action culturelle et de coopération (régression des crédits affectés à l'-) : *Dehaine (Arthur)* (p. 5275) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5283, 5316).

Afghanistan (situation en - et situation de la France auprès des organisations non gouvernementales agissant en -) : *Malhuret (Claude)* (p. 5288) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5300) ; *Vadepied (Guy)* (p. 5306).

Afrique (politique de la France envers l'-) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5282) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5286).

Afrique du Sud (relations de la France avec l'-) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5285, 5315) ; *Malhuret (Claude)* (p. 5289, 5320) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 5298, 5299) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 5301, 5302) ; *Vadepied (Guy)* (p. 5320).

Agents diplomatiques (carrière des -) : *Deniau (Jean-François)* (p. 5277) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5293).

Aide publique au développement (augmentation de l'-) : *Dehaine (Arthur)* (p. 5275) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5283, 5286).

Allemagne fédérale (relations de la France avec l'-) : *Dumas (Roland)* (p. 5290) ; *Bellon (André)* (p. 5291) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5300) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5314) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5319).

Amérique latine (relations de la France avec - et notamment avec l'Amérique centrale) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5282) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5286) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5300) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5303, 5304).

Armes nucléaires américaines (présence des - en Europe) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5282) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5293) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 5298) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5314).

Asie (relations de la France avec les pays asiatiques et notamment avec les pays d'Asie du sud-est) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5287, 5315) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5311).

Bourses d'étude accordées aux étudiants étrangers : *Dehaine (Arthur)* (p. 5275) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5280) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5283, 5316).

Chili (situation au - et envoi d'une mission parlementaire au -) : *Malhuret (Claude)* (p. 5288) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5300) ; *Vadepied (Guy)* (p. 5306).

Communauté économique européenne (élargissement de la - à l'Espagne et au Portugal) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5284) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5303).

Compétences du Président de la République et du Premier ministre en matière de politique étrangère (conséquence de la cohabitation sur les -) : *Dumas (Roland)* (p. 5291) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5292) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5302) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5303) ; *Chambrun (Charles de)* (p. 5307) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5313, 5314).

Construction européenne (progression de la -) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5278) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5286) ; *Dumas (Roland)* (p.5292) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5302).

Contributions de la France aux organisations internationales (poids des - et notamment cas de la contribution à l'U.N.E.S.C.O.) : *Dehaine (Arthur)* (p. 5276) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5283, 5315) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 5305).

Contrôle des armements (négociation entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. sur le -) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5281) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5285, 5314) ; *Dumas (Roland)* (p. 5289) ; *Bellon (André)* (p. 5291) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5293) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 5298) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5304).

Défense européenne (création d'une -) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5281).

Défense nationale (extension de la conception de la - à la bataille l'avant) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5281).

Diffusion de la culture française à l'étranger : *Baumel (Jacques)* (p. 5311) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 5312, 5313).

Direction générale des relations culturelles scientifiques et techniques (compétence de la -) : *Deniau (Jean-François)* (p. 5277) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5280) ; *Proveux (Jean)* (p. 5310, 5311) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5314).

Etablissements d'enseignement français à l'étranger (rôle et personnels des -) : *Dehaine (Arthur)* (p. 5276) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5280) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5283, 5317).

Espagne (relations de la France avec l'-) : *Dumas (Roland)* (p. 5290) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5300) ; *Raymond (Jean-Bernard)* (p. 5314) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5319).

Ethiopie (révision des modalités d'aide à l'- et problème des réfugiés de l'- à Djibouti) : *Malhuret (Claude)* (p. 5288) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5300, 5301).

Fonctionnaires représentant les intérêts économiques français à l'étranger : *Deniau (Jean-François)* (p. 5277) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5316).

Français de l'étranger (action en faveur des -) : *Dehaine (Arthur)* (p. 5276) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5283, 5316) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5307, 5308).

Iran (normalisation des relations de la France avec l'-) : *Raymond (Jean-Bernard)* (p. 5284, 5286, 5313) ; *Dumas (Roland)* (p. 5291) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5292) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5300).

Japon (exportations du - vers la C.E.E.) : *Gantier (Gilbert)* (p. 5311) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5319).

Liban (politique française vis-à-vis de la situation au -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5283, 5284, 5315) ; *Dumas (Roland)* (p. 5290) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5300) ; *Stasi (Bernard)* (p. 5304).

Libye (position de la France vis-à-vis de la -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5285).

Maliens (expulsion des -) : *Vadepied (Guy)* (p. 5305) ; *Chambrun (Charles de)* (p. 5307).

Marché européen (unification du -) : *Lalumière (Catherine)* (p. 5302) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5318).

Modernisation et informatisation du ministère des affaires étrangères : *Dehaine (Arthur)* (p. 5276) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5277) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5283, 5314) ; *Dumas (Roland)* (p. 5289).

Nicaragua (aide de la France au -) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5282) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5287, 5315) ; *Gremetz (Maxime)* (p.5299).

Pacifique (présence de la France dans le -) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5282) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5287).

Pays en voie de développement (problèmes des -) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 5293) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 5298) ; *Vadepied (Guy)* (p. 5306).

Politique agricole commune : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5278, 5318) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5303).

Politique culturelle européenne et coopération scientifique et technique : *Lalumière (Catherine)* (p. 5304) ; *Bosson (Bernard)* (p. 5319).

Politique étrangère (continuité et modification de la -) : *Dumas (Roland)* (p. 5289, 5290) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5292).

Proche-Orient (politique de la France vis-à-vis du - et notamment relations avec les pays arabes) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5282) ; *Raimond* (Jean-Bernard) (p. 5284, 5313) ; *Dumas (Roland)* (p. 5290) ; *Bellon (André)* (p. 5291, 5313) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 5299).

Programmes Hermès et Airbus (négociation sur les -) : *Montesquiou (Aymeride)* (p. 5306, 5307) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5316).

Projet Euréka : *Lalumière (Catherine)* (p. 5303) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5314).

Radio-France internationale (rôle de -) : *Dumas (Roland)* (p. 5289) ; *Proveux (Jean)* (p. 5311) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5312) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5316).

Rappel au règlement de M. Maxime Gremetz : *Gremetz (Maxime)* (p. 5321) ; *Malhuret (Claude)* (p. 5321).

Rapports Est-Ouest (place de la France dans les -) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5281) ; *Raymond (Jean-Bernard)* (p. 5285) ; *Dumas (Roland)* (p. 5280, 5290) ; *Bellon (André)* (p. 5291).

Secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme (création et rôle du -) : *Marcus (Claude Gérard)* (p. 5279) ; *Malhuret (Claude)* (p. 5288, 5289, 5320) ; *Bellon (André)* (p. 5291) ; *Vadepied (Guy)* (p. 5305, 5306) ; *Mégret (Bruno)* (p. 5309, 5310).

Secrétariat d'Etat à la francophonie (création et rôle du -) : *Dehaine (Arthur)* (p. 5275) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5280, 5281) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5283) ; *Michaux-Chevry (Lucette)* (p. 5287, 5313) ; *Hamaide (Michel)* (p. 5309).

Syrie (relation de la France avec la - et rupture de l'Angleterre avec la -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5285, 5315) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 5315).

Terrorisme (lutte contre le -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5282, 5285) ; *Bellon (André)* (p. 5292).

U.N.R.W.A (relèvement de la contribution de la France à l'-) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5301) ; *Raymond (Jean-Bernard)* (p. 5316).

Visas (rétablissement de la procédure des -) : *Dehaine (Arthur)* (p. 5276) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5277) ; *Raymond (Jean-Bernard)* (p. 5283, 5316) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5308).

Procédure des questions (p. 5321).

Aide privée à caractère humanitaire (encouragement de l'-) : *Gonelle (Michel)* (p. 5323) ; *Malhuret (Claude)* (p. 5323) ; *Mégret (Bruno)* (p. 5323).

Chypre (situation à -) : *Godefroy (Pierre)* (p. 5322) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5322).

Conflit israélo-arabe : *Goulet (Daniel)* (p. 5321) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5321, 5322).

Pays arabes (relations de la France avec les -) : *Goulet (Daniel)* (p. 5321) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5321, 5322).

Secrétaires adjoints des affaires étrangères (carrière des -) ; *Deniau (Xavier)* (p. 5322) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 5322).

Secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme (rôle du -) : *Mégret (Bruno)* (p. 5323, 5324) ; *Malhuret (Claude)* (p. 5324).

Examen des crédits inscrits à la ligne « Affaires étrangères » (p. 5327).

Etat B — titre III : amendement n° 77 de M. Michel de Rostolan (tendant à supprimer les crédits affectés à l'office universitaire et culturel pour l'Algérie) : rejeté ; amendement n° 178 de M. Michel de Rostolan (tendant à réduire les crédits du titre III de l'Etat B de 10 millions de francs) : retiré ; amendement n° 84 de M. Michel de Rostolan (tendant à supprimer les crédits du Conseil de la francophonie) (p. 5327) ; rejeté ;

— titre III : adopté au scrutin public.

Titre IV : amendement n° 79 de M. Michel de Rostolan (tendant à réduire de 8 millions de francs les crédits affectés aux bourses aux étudiants étrangers) : rejeté ; amendement n° 80 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Bruno Mégret (tendant à amputer de 2 millions de francs les crédits d'aide d'intervention publique) (p. 5328) ; utilisation des subventions ; amendement portant en fait sur les crédits d'aide au développement transférés au ministère de la coopération ; rejeté ; amendement n° 81 de M. Michel de Rostolan (tendant à réduire de 26 millions de francs les crédits des bourses accordées aux étudiants étrangers) : rejeté ; amendement n° 82 de M. Pierre Descaves (tendant à réduire les crédits de 40 millions de francs) : rejeté ; amendement n° 93 de M. Michel de Rostolan (tendant à réduire de 396 102 493 F les crédits servant à financer la participation aux organismes internationaux relevant des Nations Unies) ; problème de l'U.N.E.S.C.O. ; rejeté ;

— titre IV : adopté au scrutin public (p. 5329).

Titre V — *autorisations de programme :* adopté ; crédits de paiement : adopté.

Titre VI : *autorisations de programme :* adopté ; crédits de paiement : adopté.

Examen des crédits inscrits à la ligne « Services du Premier ministre » : (voir budget du Premier ministre). I — « services généraux » :

Etat B, titre III : amendement n° 47 de M. Bruno Mégret (tendant à supprimer le traitement du secrétaire d'Etat chargé des droits de l'Homme) ; clarification du rôle du secrétaire d'Etat aux droit de l'Homme (p. 5330) ; évolution des démocraties en Amérique latine ; conception des droits de l'Homme : rejeté ; amendement n° 48 de M. Bruno Mégret (tendant à réduire les crédits du titre III de l'Etat B de 1 743 524 F) ; existence de devoirs à côté des droits de l'Homme (p. 5331) ; suppression des subventions accordées à S.O.S. racisme et à la ligue des droits de l'Homme ; imprécision de l'action du secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme ; rejeté ; rappel au règlement de M. Bruno Mégret.

— titre III : adopté au scrutin public.

Rappel au règlement de M. André Bellon ; **rappel au règlement** de M. Robert Montdargent.

Titre V : *autorisations de programme :* adopté ; crédits de paiement : adopté.

Titre VI : *autorisations de programme :* adopté ; crédits de paiement : adopté.

Après l'article 73 : amendement n° 28 de la commission des affaires étrangères (tendant à préciser les cas dans lesquels sera réservé le recours au poste de détaché budgétaire) ; sous-amendement n° 85 de M. Xavier Deniau (visant à insérer dans cet amendement après les mots : « rentrée scolaire 1987 » les mots : « dans le cadre d'un plan pluriannuel ») ; sous-amendement n° 86 du gouvernement (précisant que les crédits ainsi libérés feront l'objet d'un rapport au Parlement et pourront être redéployés en faveur du système scolaire à l'étranger et notamment pour l'amélioration du nombre et de la situation des recrutés locaux) ; situation des personnels culturels en service à l'étranger (p. 5333) ; existence d'un plan de redéploiement des crédits consacrés à l'enseignement à l'étranger ; (p. 5334) ; sous-amendement n° 86 : adopté ; sous-amendement n° 85 : adopté ; amendement n° 28 : adopté après modification ; amendement n° 29 de la commission des affaires étrangères (précisant que les crédits à la francophonie sont identifiés dans l'état récapitulatif des crédits concourant à l'action culturelle de la France à l'étranger présenté en annexe à la loi de finance) ; indications données sur les crédits prévus pour le sommet francophone de février à Paris et pour la préparation du sommet de Québec ; amendement n° 29 : adopté (p. 5335).

AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI

Discussion générale [5 novembre 1986] (p. 5833, 5882, 5877) ; [6 novembre 1986] (p. 5903, 5927).

A.F.P.A (rôle et crédits de l'-) : *Bapt (Gérard)* (p. 5848) ; *Legendre (Jacques)* (p. 5884) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5867) ; *Auroux (Jean)* (p. 5880) ; *Jacguaint (Muguette)* (p. 5898) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5921) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5923).

Animation sociale : *Dufoix (Georgina)* (p. 5909) ; *Leroux (Ginette)* (p. 5918).

A.N.P.E. (rôle et moyens de l'-) : *Bousquet (Jean)* (p. 5837) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5840) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5887) ; *Bachelot (François)* (p. 5877) ; *Auroux (Jean)* (p. 5880) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5881) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5924).

Allocation parentale d'éducation (réforme de l'-) : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 5891) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5931).

Apprentissage : *Legendre (Jacques)* (p. 5884) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5885).

Autorisation administrative de licenciement (conséquences de la suppression de l'-) : *Séguin (Philippe)* (p. 5886, 5872) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5881) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 5890) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5921) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5923).

Auxiliaires de vie : *Bayard (Henri)* (p. 5891, 5892).

Chômeurs (indemnisation et formation des -) : *Bousquet (Jean)* (p. 5839) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5868, 5869).

Code de la nationalité (réforme du -) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5917, 5919) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5936, 5937).

Congés de formation-conversion dans la sidérurgie : *Goeuriot (Colette)* (p. 5907, 5908).

Contrats de travail atypiques (travail temporaire à durée déterminée et travail à temps partiel) : *Séguin (Philippe)* (p. 5866) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 5890).

Contrôle parlementaire sur la sécurité sociale, le budget social de la nation et le budget du ministère ; *Dehaine (Arthur)* (p. 5833, 5834) ; *Evin (Claude)* (p. 5834) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5840) ; *Bèche (Guy)* (p. 5841) ; *Bapt (Gérard)* (p. 5846) ; *Legendre (Jacques)* (p. 5864) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5865, 5868) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5881) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5898) ; *Berson (Michel)* (p. 5911) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5934).

Convention collective et loi : *Pinte (Etienne)* (p. 5840) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5935).

Emploi (grands principes de la politique de l'-) : *Bousquet (Jean)* (p. 5837, 5838) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5840) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 5890, 5891).

Emploi (situation du marché de l'-) : *Bousquet (Jean)* (p. 5837) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5839) ; *Bachelot (François)* (p. 5877) ; *Auroux (Jean)* (p. 5878, 5879) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5881) ; *Dimeglio (Willy)* (p. 5919).

Emploi (nouveaux gisements d'-) : *Pinte (Etienne)* (p. 5840) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5868) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 5890) ; *Dimeglio (Willy)* (p. 5919).

Employés de maison : *Herlory (Guy)* (p. 5888, 5889).

Entreprises (charges pesant sur les -) : *Bousquet (Jean)* (p. 5838) ; *Chambrun (Charles de)* (p. 5884, 5885) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5924).

Entreprises intermédiaires (suppression des crédits aux -) : *Sublet (Marie-Josèphe)* (p. 5893) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5893).

Famille (politique de la -) (généralités) : *Bèche (Guy)* (p. 5842) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5870) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 5891) ; *Pinçon (André)* (p. 5892, 5893) ; *Michel (Jean-François)* (p. 5899, 5900) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5908) ; *Chollet (Paul)* (p. 5910, 5911), *Baeckeroot (Christian)* (p. 5920, 5921) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5031, 5932).

Famille (rôle de la -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 5904) ; *Chollet (Paul)* (p. 5911) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 5913) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5932).

Famille (statut de la mère de -) : *Michel (Jean-François)* (p. 5899) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 5913).

Femmes (action en faveur des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 5870, 5936) ; *Toutain (Ghislaine)* (p. 5906, 5907) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 5920).

Formation des adultes : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5880) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 5912) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5935).

Formation professionnelle (grands principes et financement de la -) : *Bapt (Gérard)* (p. 5845) ; *Legendre (Jacques)* (p. 5862, 5863) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5866, 5867) ; *Descaves (Pierre)* (p. 5894, 5895) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5897, 5898) ; *Berson (Michel)* (p. 5911) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5924).

Garde des enfants (allocations et mesures fiscales) : *Séguin (Philippe)* (p. 5868) ; *Duhernard (Jean-Michel)* (p. 5887) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 5891) ; *Chollet (Paul)* (p. 5910) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5931).

Gestions des caisses de la sécurité sociale : *Evin (Claude)* (p. 5836) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5889) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5935).

Handicapés (allocation aux adultes -) : *Auroux (Jean)* (p. 5879) ; *Roux (Jacques)* (p. 5883) ; *Bayard (Henri)* (p. 5892) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5909) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 5917).

Handicapés (politique en faveur des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 5869) ; *Roux (Jacques)* (p. 5883) ; *Chanfrault (Guy)* (p. 5916, 5917) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5923) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5932, 5933).

Hôpitaux (budget global des -) : *Bèche (Guy)* (p. 5841) ; *Hannoun (Michel)* (p. 5845) ; *Duhernard (Jean-Michel)* (p. 5886) ; *Royer (Jean)* (p. 5922, 5923) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5829).

Hôpitaux (équipement des - et cartes sanitaires) : *Hannoun (Michel)* (p. 5843, 5844) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5870) ; *Roux (Jacques)* (p. 5882, 5883) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5895) ; *Mora (Christiane)* (p. 5912) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5913, 5929, 5930) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 5915).

Hôpitaux (réintroduction du secteur privé dans les -) : *Bèche (Guy)* (p. 5841) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5896) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 5916) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5930).

Hospitalisation des personnes âgées (et alternatives à l'-) : *Hannoun (Michel)* (p. 5844) ; *Frachon (Martine)* (p. 5910) ; *Laborde (Jean)* (p. 5915) ; *Leroux (Ginette)* (p. 5918) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5932).

Immigration (politique de l'-) : *Goulet (Daniel)* (p. 5864, 5865) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5869) ; *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5917, 5918).

Livret d'épargne-retraite : *Séguin (Philippe)* (p. 5871, 5037) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5887) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5905).

Logement des personnes âgées : *Frachon (Martine)* (p. 5910) ; *Laborde (Jean)* (p. 5914, 5915) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5932).

Lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme : *Roux (Jacques)* (p. 5882) ; *Loncle (François)* (p. 5898) ; *Soum (Renée)* (p. 5914) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5930).

Lutte contre la toxicomanie : *Dehaine (Arthur)* (p. 5834) ; *Bèche (Guy)* (p. 5842) ; *Hannoun (Michel)* (p. 5843) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5870) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 5896, 5897) ; *Soum (Renée)* (p. 5914) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5930).

Médecins (nombre, formation et activité des -) : *Evin (Claude)* (p. 5837) ; *Bèche (Guy)* (p. 5841) ; *Roux (Jacques)* (p. 5882) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5896) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5929).

Médecins (rémunération et tarifs conventionnels des -) : *Evin (Claude)* (p. 5836) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5871) ; *Bachelot (François)* (p. 5878) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5896).

Médecins scolaires : *Hannoun (Michel)* (p. 5844) ; *Clert (André)* (p. 5903).

Objecteurs de conscience : *Dehaine (Arthur)* (p. 5834).

P.A.I.O. (mission locale et délégation pour l'insertion des jeunes en difficulté) : *Bapt (Gérard)* (p. 5845) ; *Garmendia (Pierre)* (p. 5893, 5894) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5897) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5923) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5935).

Participation des salariés : *Séguin (Philippe)* (p. 5866) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5881).

Pauvreté (lutte contre la -) : *Evin (Claude)* (p. 5834) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5868, 5869) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5887) ; *Métais (Pierre)* (p. 5898, 5899) ; *Dufoix (Georgina)* (p. 5908) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5933).

Plan pour l'emploi des jeunes : *Bousquet (Jean)* (p. 5837) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5840) ; *Bapt (Gérard)* (p. 5845) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5867) ; *Auroux (Jean)* (p. 5879) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5881) ; *Welzer (Gérard)* (p. 5886) ; *Berson (Michel)* (p. 5911) ; *Dimeglio (Willy)* (p. 5919) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5923, 5924).

Politique hospitalière : *Dehaine (Arthur)* (p. 5833) ; *Evin (Claude)* (p. 5836) ; *Bèche (Guy)* (p. 5841, 5842) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5870) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5877) ; *Auroux (Jean)* (p. 5883) ; *Duhernard (Jean-Michel)* (p. 5886) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5890) ; *Hervé (Edmond)* (p. 5895) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 5916) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5929, 5930).

Prévention sanitaire : *Bèche (Guy)* (p. 5842) ; *Roux (Jacques)* (p. 5882) ; *Soum (Renée)* (p. 5914) ; *Leroux (Ginette)* (p. 5919).

Prise en charge des maladies longues et coûteuses : *Séguin (Philippe)* (p. 5872) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5887) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5890) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5933, 5934).

Prud'hommes (élection des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 5840) ; *Moulinet (Louis)* (p. 5921) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5924).

Recherches sanitaires : *Hannoun (Michel)* (p. 5843).

Régime de sécurité sociale des départements du Rhin et de la Moselle : *Seitlinger (Jean)* (p. 5888) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5934).

Retraite (âge de la -) : *Dehaine (Arthur)* (p. 5833) ; *Evin (Claude)* (p. 5836) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5871, 5935) ; *Welzer (Gérard)* (p. 5885) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5905).

Retraites (montant des -) : *Evin (Claude)* (p. 5836) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5871) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5933).

Sécurité sociale (grands principes de la -) : *Evin (Claude)* (p. 5835, 5836) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 5889) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5994, 5905).

S.I.D.A. (prévention et recherche du -) : *Duhernard (Jean-Michel)* (p. 5886).

Situation démographique de la France : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 5917).

Situation financière de l'assurance maladie : *Dehaine (Arthur)* (p. 5833) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5872) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 5888) ; *Coffineau (Michel)* (p. 5905) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5934).

Situation financière de l'assurance vieillesse : *Evin (Claude)* (p. 5836) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5871) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5933).

Situation financière de la sécurité sociale : *Evin (Claude)* (p. 5835, 5836) ; *Bocquet (Alain)* (p. 5887, 5888) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5933).

Stages d'initiation à la vie professionnelle : *Bapt (Gérard)* (p. 5845) ; *Legendre (Jacques)* (p. 5863) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5868) ; *Berson (Michel)* (p. 5911).

S.M.I.C. : *Bachelot (François)* (p. 5877) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5923).

Thermalisme : *Lacarin (Jacques)* (p. 5884).

Travail dissimulé (lutte contre le -) : *Bousquet (Jean)* (p. 5838).

T.U.C. : *Bousquet (Jean)* (p. 5837) ; *Legendre (Jacques)* (p. 5863) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5868).

Vieillesse (politique de la -) : *Frachon (Martine)* (p. 5909).

Procédure des questions [6 novembre 1986] (p. 5938).

Accord sur les procédures de licenciement économique : *Roux (Jacques)* (p. 5945) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5945, 5946).

A.F.P.A. (centres de l'- dans le Doubs) : *Bèche (Guy)* (p. 5940) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5941).

A.F.P.A. (centres de l'- dans le Limousin) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5940) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5940).

Allocations familiales (fiscalisation des -) : *Papon (Christiane)* (p. 5952) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5952).

Allocations familiales (touchées par les immigrés) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 5939) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5940).

Alternative à l'hospitalisation : *Bachelot (François)* (p. 5938).

Apprentissage (financement de l'-) : *Chantelat (Pierre)* (p. 5954) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5954, 5955).

Auxiliaires de vie : *Chantelat (Pierre)* (p. 5954) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5954).

Centres sociaux (avenir des -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5950) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5950).

Condition féminine : *Savy (Bernard-Claude)* (p. 5941) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5942).

Curatelles d'Etat (financement des -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5950) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5950).

Emploi dans les A.S.S.E.D.I.C. : *Ducoloné (Guy)* (p. 5944) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5944).

Enfants handicapés dans les départements d'outre-mer : *Renard (Michel)* (p. 5956) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5956).

Charges des entreprises : *Chambrun (Charles de)* (p. 5939) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5939).

Contrats d'agglomération pour l'insertion sociale des familles immigrées : *Bêche (Guy)* (p. 5941) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5941).

Entreprises nouvelles (création d'-) : *Béguet (René)* (p. 5956) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5956).

Formation et emploi des jeunes : *Vadepied (Guy)* (p. 5941) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5941, 5943, 5945) ; *Kuster (Gérard)* (p. 5943) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 5944) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5950, 5951) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5951) ; *André (René)* (p. 5955).

Infirmiers libéraux : *Bachelot (François)* (p. 5938) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5938).

Interruption volontaire de grossesse et contraception : *Savy (Bernard-Claude)* (p. 5942) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5942) ; *Rolland (Hector)* (p. 5952, 5955) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5953, 5955) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5953).

Lutte contre la toxicomanie : *Debré (Michel)* (p. 5952) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5952).

Nouveaux gisements d'emplois : *Bachelot (François)* (p. 5938) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5938).

Organisations patronales (représentativité des -) : *Descaves (Pierre)* (p. 5948) ; *Séguin (Philippe)* (p. 5948).

Pensions (mensualisation des -) ; *Durr (André)* (p. 5943) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5943, 5944).

Pensions (montant des -) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 5949) ; Zeller (Adrien) (p. 5949).

Personnes âgées dépendantes : *Dalbos (Claude)* (p. 5942) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5942) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 5949) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5950).

Pharmacie d'officine (situation de la -) : *Chantelat (Pierre)* (p. 5947) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5947, 5948).

Plan d'épargne retraite et régime complémentaire : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5953) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5953, 5954).

Plan famille : *Baeckeroot (Christian)* (p. 5954) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5954).

Pré-retraités : *André (René)* (p. 5955) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5955).

Projet brestois de construction hospitalière : *Gourmelon (Joseph)* (p. 5940) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5940).

Provisions budgétaires : *Kuster (Gérard)* (p. 5943) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5943).

Régime social des immigrés clandestins : *Jalkh (Jean-François)* (p. 5939) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5939).

Regroupement familial des immigrés polygames : *Jalkh (Jean-François)* (p. 5938) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5938).

Rôle des régions dans la formation professionnelle : *Vadepied (Guy)* (p. 5941) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5941).

S.I.D.A (recherche sur le -) : *Debré (Michel)* (p. 5952) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5952).

Soins infirmiers à domicile : *Bollengier-Stragier (Georges)* (p. 5947) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5947).

Taxe sur les salaires dans les activités de service : *Bachelot (François)* (p. 5938) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5938).

Travailleurs frontaliers : *Grussenmeyer (François)* (p. 5943) ; *Arthuis (Jean)* (p. 5943).

Utilisation des scanners dans le traitement des cancers : *Bachelot (François)* (p. 5948) ; *Barzach (Michèle)* (p. 5949).

Veuves (situation des jeunes -) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5946) ; *Zeller (Adrien)* (p. 5946, 5947).

Examen des crédits (p. 5959).

Etat B, titre III : adopté au scrutin public.

Etat B, titre IV : amendement n° 154 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. François Bachelot (réduction des crédits) ; nécessaire diminution des crédits en faveur des actions de formation féminine ; crédits destinés au centre d'information sur les droits de la Femme et à des financements d'action en faveur de la formation professionnelle (p. 5959) ; subventions perçues par un certain nombre d'associations ; nécessité de discrimination positive en faveur des femmes ; retiré ; amendements identiques n° 151 de M. Bernard-Claude Savy soutenu par M. Jean Bonhomme, n° 169 de M. Michel de Rostolan et n° 189 de M. Yvon Briant (réduction des crédits) ; nécessité de supprimer les crédits destinés à la prise en charge des dépenses occasionnées par l'interruption volontaire de grossesse ; officialisation de l'avortement de convenance ; nombre des cessations volontaires de grossesse (p. 5960) ; amendement tendant à supprimer des crédits existant antérieurement sous la forme de subventions à des associations ; interruption volontaire de grossesse ne pouvant être un moyen de contraception ; importance du problème justifiant qu'il ne soit pas réglé au détour d'une discussion budgétaire ; inopportunité d'assimiler l'interruption volontaire de grossesse au génocide (p. 5961) ; amendement n° 189 : retiré ; promesse du Gouvernement de revoir la question à l'occasion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social ; amendement n° 151 : retiré ; amendement n° 169 : rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement de M. François Bachelot** ; amendement n° 173 de M. François Loncle soutenu par Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) ; rattachement du haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme au ministère des affaires sociales contraire à la volonté de lutter contre l'alcoolisme ; absence de diminution des crédits de la lutte contre l'alcoolisme : retiré ; amendement n° 176 de M. Michel Coffineau (réduction des crédits) ; durée des stages d'initiation à la vie professionnelle ; bilan des contrats de qualification et d'adaptation ; formation en alternance devant devenir un véritable moyen de formation des jeunes (p. 5963) ; nombre et durée des stages d'initiation à la vie professionnelle ; nombre des contrats d'adaptation et de qualification ; rejeté ; amendement n° 174 de M. Michel Coffineau (réduction des crédits) ; contrôle parlementaire sur le budget du ministère des affaires sociales (p. 5964) ; nombre de stages de qualification, d'insertion et d'orientation ; regret de la commission de voir inscrit dans le budget un crédit d'intervention non affecté de cette importance ; utilisation par le précédent Gouvernement des crédits d'intervention non affectés (p. 5965) ; demande de la commission des affaires culturelles que le ministre s'engage à venir rendre compte avant le 30 juin 1987 de l'utilisation de ces crédits ; nécessité

d'une adaptation souple aux besoins de formation et d'insertion professionnelle ; regret du Gouvernement que certains amendements tendent à l'éclatement d'un crédit de répartition conforme à l'article 7 de la loi organique relative aux lois de finances ; financement des missions locales et des P.A.I.O. ; maintien des actions en faveur des femmes ; échec des entreprises intermédiaires ; rejeté ; amendement n° 175 de Mme Marie-France Lecuir (rèduction des crédits) (p. 5966) ; provisions inscrites au chapitre 44-77 devant servir à financer des stages d'insertion pour les jeunes, des stages destinés aux chômeurs de longue durée, des entrerpises intermédiaires, des P.A.I.O. et des missions locales ; rejeté ; amendement n° 177 de M. Gérard Bapt (réduction des crédits) ; rappelle la conclusion de la commission des finances sur la provision non affectée (p. 5967) ; pouvoir d'achat de l'allocation pour les adultes handicapés ; rejeté ; amendement n° 178 de Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) ; nombre, durée et rémunération des stagiaires des stages d'insertion ; financement de l'exonération des charges sociales par une diminution du nombre de stages et de leur durée ; rejeté ; amendement n° 179 de Mme Georgina Dufoix soutenu par M. Michel Coffineau (de réduction) ; attitude du Gouvernement ; récente décision du conseil des ministres sur le minimum social ; insuffisance financière du plan de M. Adrien Zeller ; rejeté ; amendément n° 180 de Mme Martine Frachon (réduction des crédits) : non soutenu ; amendement n° 181 de Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) ; action en faveur des femmes ; utilisation des crédits de la condition féminine ; rejeté ; amendement n° 182 de Mme Christiane Mora (réduction des crédits) ; propose l'affectation immédiate de la provision non affectée aux financements des entreprises intermédiaires (p. 5969) ; rôle des entreprises intermédiaires : rejeté ; amendement n° 183 de Mme Ginette Leroux soutenu par Mme Marie-France Lecuir (financement des centre sociaux) : rejeté ; amendement n° 184 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Jean Laborde (réduction des crédits) ; aide sociale en faveur des personnes âgées ; nécessaire développement du maintien à domicile ; rejeté ; amendement n° 185 de Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) ; refus du Gouvernement de se prêter à la discussion budgétaire : retiré ; **titre IV** : réduction des crédits : adopté.

Titre V : autorisations de programme et crédit de paiement : adopté.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adopté.

Après l'article 73 : amendement n° 186 de M. Michel Coffineau (Gouvernement devant déposer avant la fin de l'année 1987 un rapport retraçant les mesures prises grâce à la provision de 2 845 millions de francs, inscrite à l'article 10 du chapitre 44-77 de la section III, du fascicule du ministère des affaires sociales et de l'emploi) (p. 5979) ; inopportunité de déposer un rapport le 31 décembre 1987, dernier jour d'utilisation des crédits ; rappel des demandes de la commission des affaires sociales ; contrôle parlementaire ultérieur dans le projet de loi de finances pour 1988 ; rejeté.

AGRICULTURE B.A.P.S.A.

Discussion générale [30 octobre 1986] (p. 5511, 5535).

Allocation de remplacement en cas de maternité : *Rodet (Alain)* (p. 5518) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5520).

Agriculteurs sans couverture sociale (cas des -) : *Rodet (Alain)* (p. 5519) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5520) ; *Rigout (Marcel)* (p. 5521) ; *Revet (Charles)* (p. 5525) ; *Patriat (François)* (p. 5537) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 5539) *Marty (Elie)* (p. 5540).

B.A.P.S.A. (et notamment financement du -) : *Rodet (Alain)* (p. 5518, 5519) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5519, 5520) ; *Patriat (François)* (p. 5536) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 5540) ; *Guillaume (François)* (p. 5550).

Bonification des taux d'intérêt (diminution des crédits de -) : *Cointat (Michel)* (p. 5513) ; *Mayoud (Alain)* (p. 5515) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5527) ; *Guillaume (François)* (p. 5550).

Bourses de l'enseignement agricole (alignement des - sur celles de l'enseignement général) : *Cointat (Michel)* (p. 5513) ; *Mayoud (Alain)* (p. 5515) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5522) ; *Guillaume (François)* (p. 5551).

Coexploitant (statut du -) : *Rodet (Alain)* (p. 5519) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5538) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 5540).

Coopération avec les pays en voie de développement : *Deschamps (Bernard)* (p. 5524).

Cotisations sociales (niveau et mode de calcul des -) : *Mayoud (Alain)* (p. 5516) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5519) ; *Rigout (Marcel)* (p. 5521) ; *Patriat (François)* (p. 5537) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5538) ; *Lambert (Michel)* (p. 5543) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 5544) ; *Guillaume (François)* (p. 5550).

Diversification des activités des agriculteurs : *Souchon (René)* (p. 5542).

Elargissement de la communauté à l'Espagne et au Portugal : *Godfrain (Jacques)* (p. 5529) ; *Labarrère (André)* (p. 5530) ; *Le Jaouen (Guy)* (p. 5536) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5539) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 5546).

Endettement des exploitants agricoles : *Mayoud (Alain)* (p. 5515) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 5523) ; *Revet (Charles)* (p. 5525).

Enseignement agricole privé et maisons familiales (financement des -) : *Mayoud (Alain)* (p. 5515) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5522, 5523) ; *Colombier (Georges)* (p. 5530) ; *Lambert (Michel)* (p. 5543) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 5549) ; *Guillaume (François)* (p. 5551).

Enseignement et formation agricoles (développement des crédits pour -) : *Proriol (Jean)* (p. 5514, 5515) ; *Mayoud (Alain)* (p. 5515) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5522) ; *Revet (Charles)* (p. 5524) ; *Marty (Elie)* (p. 5540) ; *Lambert (Michel)* (p. 5543) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 5544) ; *Guillaume (François)* (p. 5551).

Fiscalité agricole et foncière (réforme de la -) : *Mayoud (Alain)* (p. 5516) ; *Lambert (Michel)* (p. 5543).

Forêt (développement de la - et notamment du massif méditerranéen) : *Bompard (Jacques)* (p. 5526) ; *Souchon (René)* (p. 5542) ; *Guillaume (François)* (p. 5552).

Hydraulique agricole (effort d'équipement en faveur de l'-) : *Proriol (Jean)* (p. 5514) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 5546) ; *Guillaume (François)* (p. 5552).

Industries agro-alimentaires (et notamment insuffisance de la recherche et développement des -) : *Proriol (Jean)* (p. 5514) ; *Lauga (Louis)* (p. 5516, 5517) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5528) ; *Guillaume (François)* (p. 5552).

Installation des jeunes (aide à l'-) : *Mayoud (Alain)* (p. 5515) ; *Rodet (Alain)* (p. 5519) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5527) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5538) ; *Guillaume (François)* (p. 5550).

Lait (production de -) : *Cointat (Michel)* (p. 5512, 5513, 5528) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5522) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 5523) ; *Revet (Charles)* (p. 5524) ; *Colombier (Georges)* (p. 5530) ; *Le Jaouen (Guy)* (p. 5536) ; *Marty (Elie)* (p. 5540, 5541) ; *Souchon (René)* (p. 5542, 5543) ; *Lambert (Michel)* (p. 5544) ; *Brune (Alain)* (p. 5544, 5545) ; *Chouat (Didier)* (p. 5545, 5546) ; *Guillaume (François)* (p. 5554).

Maïs (accord entre la C.E.E. et les Etats-Unis sur les importations de - en Europe) : *Labarrère (André)* (p. 5531) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 5539) ; *Guillaume (François)* (p. 5554).

Modernisation des services du ministère : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5522) ; *Guillaume (François)* (p. 5550).

Montants compensatoires monétaires (démantèlement des -) : *Tavernier (Yves)* (p. 5528).

Mutation et modernisation de l'agriculture : *Proriol (Jean)* (p. 5514) ; *Mayoud (Alain)* (p. 5515, 5516) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5519, 5520) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5522) ; *Souchon (René)* (p. 5541) ; *Guillaume (François)* (p. 5550).

Offices professionnels (développement du rôle des -) : *Cointat (Michel)* (p. 5512) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 5524).

Politique agricole commune : *Cointat (Michel)* (p. 5511, 5512) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5522) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 5529, 5530) ; *Le Jaouen (Guy)* (p. 5536) ; *Malvy Martin)* (p. 5547, 5548) ; *Guillaume (François)* (p. 5553).

Politique communautaire méditerranéenne : *Mayoud (Alain)* (p. 5516).

Porc (démantèlement des montants compensatoires sur le -) : *Tavernier (Yves)* (p. 5528) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 5529) ; *Guillaume (François)* (p. 5555).

Promotion des produits (baisse des actions de -) : *Bordu (Gérard)* (p. 5558).

Protection sociale agricole : *Revet (Charles)* (p. 5524) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5538) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 5539).

Rappel au règlement de M. Yves Tavernier : *Tavernier (Yves)* (p. 5556).

Recherche (crédits de -) : *Proriol (Jean)* (p. 5514) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5527) ; *Le Jaouen (Guy)* (p. 5536) ; *Guillaume (François)* (p. 5552, 5553).

Relations entre la C.E.E. et les Etats-Unis (notamment accord de Punta Del Este) : *Bordu (Gérard)* (p. 5517) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 5523) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 5530) ; *Guillaume (François)* (p. 5554).

Retraite des agriculteurs (et notamment parité avec celle des salariés) : *Gengenwin (Germain)* (p. 5519, 5520) ; *Rigout (Marcel)* (p. 5520) ; *Revet (Charles)* (p. 5525) ; *Colombier (Georges)* (p. 5530) ; *Patriat (François)* (p. 5537) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5538) ; *Marty (Elie)* (p. 5540) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 5548, 5549).

Revenu des agriculteurs (et notamment baisse du -) : *Cointat (Michel)* (p. 5511) ; *Proriol (Jean)* (p. 5514) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 5523) ; *Labarrère (André)* (p. 5531) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 5540) ; *Marty (Elie)* (p. 5540) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 5544) ; *Malvy (Martin)* (p. 5547) ; *Guillaume (François)* (p. 5547, 5551) ; *Cresson (Edith)* (p. 5547).

S.A.F.E.R. (moyens affectés aux -) : *Tavernier (Yves)* (p. 5527).

Sécheresse (indemnisation des conséquences de la -) : *Tavernier (Yves)* (p. 5528) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 5532) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5537) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 5546) ; *Guillaume (François)* (p. 5551).

Subventions (poids des - dans la politique agricole) : *Le Jaouen (Guy)* (p. 5535, 5536).

Sucre (production de - dans les D.O.M.-T.O.M.) : *Guillaume (François)* (p. 5553).

Taxe de produits et notamment sur les céréales : *Rodet (Alain)* (p. 5519) : *Gengenwin (Germain)* (p. 5520) ; *Rigout (Marcel)* (p. 5521) ; *Labarrère (André)* (p. 5531) ; *Patriat (François)* (p. 5537) ; *Guillaume (François)* (p. 5550).

Viande (difficultés du secteur de la -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5522) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 5540) ; *Lambert (Michel)* (p. 5544) ; *Malvy (Martin)* (p. 5548) ; *Guillaume (François)* (p. 5550).

Viande (production ovine) : *Revet (Charles)* (p. 5524, 5525) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 5529) ; *Guillaume (François)* (p. 5555).

Viande ovine (et notamment révision du règlement communautaire de 1981) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 5529) ; *Souchon (René)* (p. 5542) ; *Malvy (Martin)* (p. 5548) ; *Guillaume (François)* (p. 5555).

Viticulteurs : *Bompard (Jacques)* (p. 5525, 5526).

Zones de montagne et zones défavorisées (politique en faveur des -) : *Barbier (Gilbert)* (p. 5518) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5522) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5527) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 5538) ; *Souchon (René)* (p. 5542) ; *Barbier (Gilbert)* (p. 5544) ; *Guillaume (François)* (p. 5551).

Procédure des questions (p. 5556).

Abattoirs (habilitation des - à l'exportation) : *Legendre (Jacques)* (p. 5582) ; *Guillaume (François)* (p. 5582).

Coopératives d'utilistion du matériel agricole (relations des - avec les collectivités locales) : *Gouze (Hubert)* (p. 5569) ; *Guillaume (François)* (p. 5569).

Cotisations sociales (niveau et mode de calcul des -) : *Bollengier-Stragier (Georges)* (p. 5560) ; *Guillaume (François)* (p. 5560, 5569, 5575, 5583) ; *Paccou (Charles)* (p. 5569) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5574) ; *André (René)* (p. 5583).

Crédit de référence de T.V.A. (remboursement du -) : *Paccou (Charles)* (p. 5556) ; *Guillaume (François)* (p. 5556, 5557).

Contractuels des C.F.A. et C.F.P.P.A. (titularisation des -) : *Jarosz (Jean)* (p. 5558) ; *Guillaume (François)* (p. 5559).

Cotisations de retraite facultatives (déductibilité des -) : *Paccou (Charles)* (p. 5556) ; *Guillaume (François)* (p. 5557).

Débroussaillage forestier (incitation fiscale au -) : *Le Jaouen (Guy)* (p. 5566) ; *Guillaume (François)* (p. 5566).

Elevage bovin : *Rigout (Marcel)* (p. 5559) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5572) ; *Guillaume (François)* (p. 5572, 5581) ; *Lejeune (André)* (p. 5574) ; *Corrèze (Roger)* (p. 5585).

Elevage ovin (notamment réglementation communautaire de 1981) : *Rigout (Marcel)* (p. 5560) ; *Lepercq (Arnaud)* (p. 5571) ; *Guillaume (François)* (p. 5571, 5572, 5585) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5572) ; *Lejeune (André)* (p. 5574) ; *Corrèze (Roger)* (p. 5585).

Enseignement agricole privé et maisons familiales (financement des -) : *Gengenwin (Germain)* (p. 5566) ; *Guillaume (François)* (p. 5566, 5579, 5581, 5582) ; *Jacob (Lucien)* (p. 5578) ; *Maujouan du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 5581).

Enseignement et formation agricoles (crédits de l'-) : *Jarosz (Jean)* (p. 5558, 5559) ; *Guillaume (François)* (p. 5559, 5566, 5577) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5566) ; *Briane (Jean)* (p. 5576, 5577) » ; *Jacob (Lucien)* (p. 5578).

Equipement hydraulique (programme d'-) : *Laborde (Jean)* (p. 5567, 5584) ; *Guillaume (François)* (p. 5567) ; *Louet (Henri)* (p. 5584).

Ethanol végétal (production d'-) ; *Cartelet (Michel)* (p. 5567, 5568) ; *Guillaume (François)* (p. 5568) ; *Cointat (Michel)* (p. 5568).

Génisses du troupeau laitier (élevage des -) : *Bouvard (Loïc)* (p. 5572) ; *Guillaume (François)* (p. 5572).

Indemnités versées aux agriculteurs de Seine-et-Marne touchés par le projet euro-Disneyland (réinvestissement des -) : *Bourg Broc (Bruno)* (p. 5582) ; *Guillaume (François)* (p. 5582).

Indemnités d'hivernage : *Besson (Jean)* (p. 5576) ; *Guillaume (François)* (p. 5576).

Ingénieurs des travaux ruraux, des eaux et forêts et des travaux agricoles (travaux des -) : *André (René)* (p. 5584) ; *Guillaume (François)* (p. 5584).

Installation des jeunes : *Bordu (Gérard)* (p. 5559) ; *Guillaume (François)* (p. 5559).

Installation des jeunes en production laitière : *Guillaume (François)* (p. 5559, 5578) ; *Couepel (Sébastien)* (p. 5577, 5578).

Maïs (accord entre la C.E.E. et les Etats-Unis sur les importations de -) : *Peyret (Michel)* (p. 5558) ; *Guillaume (François)* (p. 5558, 5568) ; *Penicaut (Jean-Pierre)* (p. 5568).

Palmipèdes gras (prêts spéciaux de modernisation pour les installations relatives aux -) : *Penicaut (Jean-Pierre)* (p. 5568).

Politique agricole commune (révision de la -) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5573) ; *Guillaume (François)* (p. 5573).

Produits fermiers (transformation des -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5574) ; *Guillaume (François)* (p. 5575).

Quotas laitiers : *Godefroy (Pierre)* (p. 5557) ; *Guillaume (François)* (p. 5557, 5565, 5570, 5571, 5573, 5574, 5577, 5578, 5581) ; *Aubert (François d')* (p. 5565) ; *Penicaut (Jean-Pierre)* (p. 5568) ; *André (René)* (p. 5570) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5573, 5574) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 5577) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 5580) ; *Hunault (Xavier)* (p. 5581).

Quotas laitiers (problèmes posés par les - aux entreprises fromagères) : *Fanton (André)* (p. 5575) ; *Guillaume (François)* (p. 5575, 5576).

Rappel au règlement de M. Marcel Rigout : *Rigout (Marcel)* (p. 5558).

Régime d'imposition supersimplifié : *Le Jaouen (Guy)* (p. 5566) ; *Guillaume (François)* (p. 5567, 5576) ; *Besson (Jean)* (p. 5576).

S.A.F.E.R. (moyens des -) : *Bordu (Gérard)* (p. 5559) ; *Gouze (Hubert)* (p. 5569) ; *Guillaume (François)* (p. 5569).

Sécheresse (mesures d'indemnisation de la -) et indemnisation des calamités agricoles : *Guillaume (François)* (p. 5560, 5580, 5583, 5584) ; *Guéna (Yves)* (p. 5579, 5580) ; *Deniau (Savier)* (p. 5583).

Stocks à rotation lente (prise en compte des - en matière fiscale) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5584) ; *Guillaume (François)* (p. 5585).

Tabac (évolution des prix du -) : *Gengenwin (Germain)* (p. 5573) ; Guillaume (François) (p. 5573, 5574).

Taxe de coresponsabilité sur le lait (utilisation du produit de la -) : *Desanlis (Jean)* (p. 5580) ; *Guillaume (François)* (p. 5580).

Taxe sur le foncier non bâti (diminution de la -) : *Lejeune (André)* (p. 5574).

Taxes céréalières : *Auberger (Philippe)* (p. 5579) ; *Guillaume (François)* (p. 5579).

Zones de montagne et zones défavorisées (classement des communes et régions en -) : *Gouze (Hubert)* (p. 5569) ; *Guillaume (François)* (p. 5569, 5574, 5576, 5577) ; *Goulet (Daniel)* (p. 5576) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 5577).

Zones de montagne et zones défavorisées (politique en faveur des -) : *Lepercq (Arnaud)* (p. 5571) ; *Guillaume (François)*

(p. 5571, 5572) ; *Raynal (Pierre)* (p. 5571) ; *Corrèze (Roger)* (p. 5585).

Examen des crédits (p. 5585).

Crédits inscrits à la ligne agriculture.

Etat B, titre III : adopté au scrutin public.

Titre IV : amendement n° 120 de M. Edmond Alphandéry (réduction des crédits) ; affectation de ces crédits au secteur des semences et des plants (p. 5585) ; quotas laitiers ; retiré ;

— titre IV : adopté au scrutin public.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adopté au scrutin public.

Titre VI : amendement n° 117 de M. Guy Le Jaouen (tendant à réduire les autorisations de programme et les crédits de paiement) ; rôle des S.A.F.E.R. (p. 5586) ; rejeté ; autorisations de programme et crédits de paiement : adopté ;

— titre VI : adopté au scrutin public.

Budget annexe des prestations agricoles :

Crédits ouverts à l'article 39 au titre des services votés : adopté au scrutin public ;

Crédits ouverts au paragraphe II de l'article 40 au titre des mesures nouvelles : adopté au scrutin public (p. 5587).

Après l'article 73 : amendement n° 115 de M. Charles Pistre (tendant à créer un rapport annuel sur l'utilisation des crédits affectés au chapitre 44-53 du budget de l'agriculture concernant les interventions en faveur de l'orientation et de la valorisation de la production agricole) ; rôle du comité supérieur d'orientation ; rejeté ; amendement n° 121 de M. Edmond Alphandéry (précisant que le Gouvernement déposera avant 12 octobre 1987 un rapport sur le financement de la couverture sociale des exploitants en difficulté précisant notamment la contribution de l'Etat à ce financement) ; cas des agriculteurs ne pouvant payer leurs cotisations et radiés de la mutualité sociale ; cas des agriculteurs ayant cessé leur activité sans indemnité de chômage ; condition d'accès au C.N.S.E.A. (p. 5588) ; secours distribués aux victimes de la sécheresse et aux producteurs de lait en difficulté ; retiré ; amendement n° 121 repris par M. Charles Pistre : adopté au scrutin public (p. 5589).

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Voir *Equipement, logement, aménagement du territoire et transports.*

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion générale [22 octobre 1986] (p. 5107).

Anciens d'Afrique du Nord (notamment question de la campagne double) : *Herlory (Guy)* (p. 5110) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 5111) ; *Laurain (Jean)* (p. 5112) ; *Brocard (Jean)* (p. 5114) ; *Proveux (Jean)* (p. 5115) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5116) ; *Delehedde (André)* (p. 5117) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 5117).

Centre d'études et de recherches sur l'appareillage des handicapés (C.E.R.A.H.) : *Trémège (Gérard)* (p. 5109) ; *Laurain (Jean)* (p. 5112) ; *Fontes (Georges)* (p. 5119).

Commémoration de l'entrée en guerre des Etats-Unis en 1917 : *Fontes (Georges)* (p. 5119).

Commémoration du cessez-le-feu en Algérie : *Laurain (Jean)* (p. 5112) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5116) ; *Delehedde (André)* (p. 4117) ; *Fontes (Georges)* (p. 5119).

Commémoration du soixante-dixième anniversaire de la publication *Le Feu* d'Henri Barbusse : *Jarosz (Jean)* (p. 5113) ; *Fontes (Georges)* (p. 5119).

Dépenses d'administration et effectifs : *Trémège (Gérard)* (p. 5107, 5108) ; *Herlory (Guy)* (p. 5110) ; *Delehedde (André)* (p. 5117) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 5117) ; *Fontes (Georges)* (p. 5118).

Déportés du travail : *Jarosz (Jean)* (p. 5113).

Echelle 4 : *Bigeard (Marcel)* (p. 5116).

Information historique : *Herlory (Guy)* (p. 5110) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 5111) ; *Laurain (Jean)* (p. 5112) ; *Fontes (Georges)* (p. 5119).

Invalides (Institution des -) : *Trémège (Gérard)* (p. 5107) ; *Laurain (Jean)* (p. 5112) ; *Fontes (Georges)* (p. 5118).

« Malgré nous » : *Laurain (Jean)* (p. 5112).

Nécropoles : *Trémège (Gérard)* (p. 5108) ; *Laurain (Jean)* (p. 5112) ; *Fontes (Georges)* (p. 5118).

Office national des anciens combattants (O.N.A.C.) : *Trémège (Gérard)* (p. 5108) ; *Laurain (Jean)* (p. 5111) ; *Proveux (Jean)* (p. 5115) ; *Delehedde (André)* (p. 5117) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 5117) ; *Fontes (Georges)* (p. 5118, 5119).

Prisonniers en Indochine (commission médicale sur la pathologie des -) : *Brocard (Jean)* (p. 5114).

Proportionnalité des pensions : *Herlory (Guy)* (p. 5110) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 5111) ; *Laurain (Jean)* (p. 5112).

Rapatriement des restes des soldats tombés en Indochine : *Trémège (Gérard)* (p. 5108) ; *Herlory (Guy)* (p. 5109) ; *Brocard (Jean)* (p. 5113) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5116) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 5117) ; *Fontes (Georges)* (p. 5118).

Rapport constant : *Trémège (Gérard)* (p. 5108, 5109) ; *Herlory (Guy) (p. 5109)* ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 5111) ; *Laurain (Jean)* (p. 5112) ; *Jarosz (Jean)* (p. 5113) ; *Brocard (Jean)* (p. 5114) ; *Proveux (Jean)* (p. 5115) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5116) ; *Delehedde (André)* (p. 5117) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 5117) ; *Fontes (Georges)* (p. 5118).

Retraite anticipée ou bonifiée pour les anciens combattants : *Le Meur (Daniel)* (p. 5116) ; *Delehedde (André)* (p. 5117).

Veuves, et familles des morts : *Herlory (Guy)* (p. 5110) ; *Laurain (Jean)* (p. 5112) ; *Jarosz (Jean)* (p. 5113) ; *Brocard (Jean)* (p. 5114) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 5115) ; *Mathieu (Gilbert)* (p. 5117).

Procédure des questions (p. 5120).

Anciens d'Afrique du Nord (notamment question de la campagne double) : *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 5120) ; *Hart (Joël)* (p. 5121) ; *Fontes (Georges)* (p. 5121) ; *Bayard (Henri)* (p. 5121).

Attribution de la carte du combattant : *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 5120) ; *Hart (Joël)* (p. 5121) ; *Fontes (Georges)* (p. 5121).

Chômage et difficultés sociales des anciens combattants : *Bayard (Henri)* (p. 5122).

Commémoration du cessez-le-feu en Algérie : *Schemardi (Jean-Pierre)* (p. 5120) ; *Fontes (Georges)* (p. 5120).

Commémoration du soixante-dixième anniversaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis d'Amérique : *Griotteray (Alain)* (p. 5121) ; *Fontes (Georges)* (p. 5121).

Information historique : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5120) ; *Fontes (Georges)* (p. 5120).

Proportionnalité des pensions : *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 5120).

Rapport constant : *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 5120) ; *Hart (Joël)* (p. 5121) ; *Colombier (Georges)* (p. 5122) ; *Fontes (Georges)* (p. 5122).

Veuves, et familles des morts : *Ravassard (Noël)* (p. 5120, 5121).

Examen des crédits (p. 5122).

Crédits inscrits à la ligne « Anciens combatttants » et article 66 rattaché à ce budget.

Etat B, titre III : amendement n° 42 de M. François Porteu de la Morandière soutenu par M. Jean-Pierre Schenardi (réduction des crédits du parc automobile du secrétariat d'Etat) : retiré (p. 5122).

Titre III : adopté au scrutin public.

Titre IV : adopté au crutin public (p. 5122).

Article 66 *(majoration des pensions militaires d'invalidité)* : adopté (p. 5123).

Après l'article 66 : amendement n° 41 rectifié de M. Jean Laurain soutenu par M. Alain Brune (rapport du Gouvernement au Parlement sur les conséquences financières de l'achèvement du rattrapage définitif du rapport constant) ; engagements de M. Jacques Chirac avant les élections ; déclarations de M. Jean Laurain au Sénat en 1981 et devant l'U.F.A.C. en 1982 ; rejeté (p. 5123).

COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion générale [21 octobre 1986] (p. 5083).

Apprentissage : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5084) ; *Lepercq (Arnaud)* (p. 5088) ; *Descaves (Pierre)* (p. 5090) ; *Rodet (Alain)* (p. 5091) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5094).

Assistance technique : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5084) ; *Chometon (Georges)* (p. 5091) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5094).

Charges salariales : *Chavanes (Georges)* (p. 5093).

Crédits (montant et répartition des -) : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5084) ; *Charié (Jean-Paul)* (p. 5085) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5088) ; *Rodet (Alain)* (p. 5090) ; *Destrades (Jean-Pierre)* (p. 5090) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5093).

Droit de la concurrence : *Charié (Jean-Paul)* (p. 5085, 5086) ; *Lepercq (Arnaud)* (p. 5088) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5089) ; *Chometon (Georges)* (p. 5091) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5093).

Formation des commerçants et artisans : *Lepercq (Arnaud)* (p. 5088) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5089) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5089) ; *Chometon (Georges)* (p. 5091) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5094).

Grandes surfaces commerciales (rôle et politique des prix des -) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 5085) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5087) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5094).

Importance économique du secteur (et notamment impact sur l'emploi) : *Charié (Jean-Paul)* (p. 5084) ; *Lepercq (Arnaud)* (p. 5087) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5088) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5089) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5092).

Modernisation du commerce : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5086, 5087).

Ouverture des commerces le dimanche : *Chavanes (Georges)* (p. 5095).

Paracommercialisme : *Descaves (Pierre)* (p. 5090) ; *Chometon (Georges)* (p. 5091) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5095).

Politique menée entre 1981 et 1986 : *Lepercq (Arnaud)* (p. 5087) ; *Rodet (Alain)* (p. 5090).

Prêts bonifiés : *Dumont (Jean-Louis)* (p. 5084) ; *Chometon (Georges)* (p. 5091) ; *Destrades (Jean-Pierre)* (p. 5092) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5094).

Programme d'orientation pour l'artisanat : *Chavanes (Georges)* (p. 5094, 5095).

Régime des prix : *Lepercq (Arnaud)* (p. 5088) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5089) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5093).

Services (politique des -) : *Chavanes (Georges)* (p. 5096).

Seuils sociaux et fiscaux : *Micaux (Pierre)* (p. 5089).

Statut fiscal des commerçants et artisans : *Lepercq (Arnaud)* (p. 5088) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5089) ; *Chometon (Georges)* (p. 5092) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5094, 5095).

Statut social des commerçants et artisans : *Micaux (Pierre)* (p. 5090) ; *Rodet (Alain)* (p. 5091) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5095).

Urbanisme commercial : *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5086) ; *Micaux (Pierre)* (p. 5089) ; *Destrades (Jean-Pierre)* (p. 5092) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5093).

Zones sensibles : *Rodet (Alain)* (p. 5091) ; *Chometon (Georges)* (p. 5091) ; *Destrades (Jean-Pierre)* (p. 5092).

Procédure des questions (p. 5096).

Chambres consulaires : *Descaves (Pierre)* (p. 5087) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5097).

Indemnité de départ : *Lepercq (Arnaud)* (p. 5096) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5096).

Plan pour l'emploi des jeunes et apprentissage : *Charles (Serge)* (p. 5096, 5097) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5097).

Population employée dans le commerce : *Porelli (Vincent)* (p. 5098) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5098).

Retraite des commerçants et artisans : *Deschamps (Bernard)* (p. 5097) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5097, 5098).

Revalorisation des retraites des commerçants et artisans : *Lepercq (Arnaud)* (p. 5096) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5096).

Transmission des fonds en zones rurales : *Porelli (Vincent)* (p. 5098) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5098).

Travail du dimanche : *Porelli (Vincent)* (p. 5098) ; *Chavanes (Georges)* (p. 5098).

Examen des crédits (p. 5098).

Etat B, titre III : amendement n° 34 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Jean-Pierre Descaves (réduction des crédits) ; conséquences du terrorisme sur la fréquentation des hôtels à Paris et en Ile-de-France (p. 5098) ; subventions aux associations ; études et actions d'information en matière de commerce et artisanat ; action de sensibilisation ; études économiques intéressant l'artisanat ; aide au développement de la négociation collective (p. 5099) ; nombre d'associations de la loi de 1901 percevant des subventions de l'Etat ; Etat ne pouvant verser que des subventions d'intérêt national ; subventions aux associations ; amendement n° 34 : retiré ;

— titre III : adopté.

Etat B, titre IV : amendement n° 35 de M. Pascal Arrighi (réduction des crédits) : rejeté ; amendement n° 36 de M. Pascal Arrighi (réduction des crédits) : rejeté ;

— titre IV : adopté (p. 5100).

Titre VI : *autorisations de programmes et crédits de paiement* : adopté.

Article 69 *(élargissement des conditions d'octroi de l'indemnité de départ bénéficiant aux professions industrielles artisanales et commerciales)* : adopté.

Après l'article 69 : amendement n° 33 de M. Jean-Paul Charié (tendant dans le cinquième alinéa de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1972 à remplacer les sommes de 20 à 40 F par les sommes 40 et 80 F) ; relèvement du taux de la taxe acquittée par les établissements dont la surface de vente est supérieure à 400 mètres carrés et dont le chiffre d'affaires dépasse 500 000 F ; financement de l'indemnité de départ ; engagement du Gouvernement à étudier la mise en place d'un nouveau dispositif susceptible d'assurer la totalité de ce financement ; retiré.

Article 70 *(actualisation du montant maximum de la taxe pour frais de chambre des métiers)* : amendement n° 32 de Mme Colette Gœuriot soutenu par M. Vincent Porelli (tendant à la fin de cet article à substituer à la somme 398 F la somme 390 F) ; amendement n° 40 de M. Edmond Alphandéry (tendant à la fin de cet article à substituer à la somme 398 F la somme 404 F) ; amendement n° 15 de la commission (tendant à la fin de cet article à substituer à la somme 398 F la somme 400 F) ; moyens de chambres des métiers pour mener leurs actions de formation professionnelle, formation initiale devant être assurée par un véritable service public d'éducation nationale (p. 5101) ; montant du droit fixe ; inopportunité d'une plus grande étatisation de la formation professionnelle ; nécessité de permettre aux chambres de métiers de majorer la taxe qu'elles perçoivent auprès des artisans ; transfert de charges en matière de formation professionnelle demandé aux chambres de métiers ; amendement n° 32 : rejeté ; amendement n° 40 : adopté par assis et levé ; amendement n° 15 : devenu sans objet ;

— article 70, ainsi modifié : adopté (p. 5102).

Article 71 *(financement des stages d'initiation à la gestion réservés aux futurs artisans)* : amendement n° 31 de M. Vincent Porelli soutenu par M. Bernard Deschamps (de suppression) ; orientation gouvernementale en matière professionnelle reposant sur des engagements financiers extérieurs au budget de l'Etat ; suppression des crédits affectés au stage d'initiation à la gestion d'entreprises artisanales ; modalité de financement des stages d'initiation à la gestion ; rejeté ;

— article 71 : adopté.

COMMERCE EXTERIEUR

Voir *Economie, finances et privatisation* **II**.

COMMUNICATION

Voir *Culture et communication*.

COOPERATION

Discussion générale [23 octobre 1986] (p. 5250, 5661).

Afrique (priorité de l'- en matière de coopération) : *Bellon (André)* (p. 5253) ; *Guéna (Yves)* (p. 5261) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5262).

Aide alimentaire : *Bordu (Gérard)* (p. 5262).

Aide publique au développement (évolution et montant de l'-) : *Sourdille (Jacques)* (p. 5250) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5253,

5254) ; *Guéna (Yves)* (p. 5261) ; *Bordu (Gérard)* (p. 5262) ; *Vivien (Alain)* (p. 5264).

Aide bilatérale ou multilatérale : *Sourdille (Jacques)* (p. 5250) ; *Vivien (Alain)* (p. 5264).

Assistance technique : *Bellon (André)* (p. 5252) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5253) ; *Guéna (Yves)* (p. 5261, 5262) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5264).

Bourses scolaires et universitaires : *Sourdille (Jacques)* (p. 5251) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5265) ; *Guéna (Yves)* (p. 5262).

Champs géographiques de la coopération : *Sourdille (Jacques)* (p. 5251) ; *Guéna (Yves)* (p. 5261, 5262) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5263).

Concours financiers : *Sourdille (Jacques)* (p. 5251) ; *Bellon (André)* (p. 5252) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5254) ; *Guéna (Yves)* (p. 5261).

Crédits (montant et répartition des -) : *Sourdille (Jacques)* (p. 5251) ; *Bellon (André)* (p. 5252) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5255) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 5256) ; *Vivien (Alain)* (p. 5264).

Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) : *Sourdille (Jacques)* (p. 5251) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5255) ; *Guéna (Yves)* (p. 5261) ; *Vivien (Alain)* (p. 5264).

P.V.D. (situation des) : *Sourdille (Jacques)* (p. 5250) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5253) ; *Bordu (Gérard)* (p. 5262).

Recherche (montant de l'effort de -) : *Bellon (André)* (p. 5252) ; *Vivien (Alain)* (p. 5264).

Rôle du F.M.I à l'égard de certains états : *Aurillac (Michel)* (p. 5254) ; *Vivien (Alain)* (p. 5264).

Situation intérieure de certains états africains (Afrique du Sud, Ethiopie, Tchad, Guinée, Haïti, Madagascar) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 5256, 5257) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 5263).

Soutien aux initiatives privées : *Bellon (André)* (p. 5252) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5256) ; *Vivien (Alain)* (p. 5264).

Structures ministérielles (réorganisation des -) : *Sourdille (Jacques)* (p. 5251) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5256) ; *Vivien (Alain)* (p. 5263).

Subventions : *Aurillac (Michel)* (p. 5255).

Procédure des questions (p. 5265).

Bourses scolaires et universitaires : *Aurillac (Michel)* (p. 5267).

Coopération avec la Guinée : *Deniau (Xavier)* (p. 5265) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5266).

Enseignement du français : *Deniau (Xavier)* (p. 5266) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5266, 5267) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 5268).

Evaluation des résultats de la coopération : *Jalkh (Jean-François)* (p. 5266) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5267, 5268).

Evolution des crédits de la recherche : *Aurillac (Michel)* (p. 5267).

Fédération mondiale des villes jumelées (F.M.V.J.) : *Dalbos (Jean-Claude)* (p. 5265) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5267).

Formation des cadres étrangers : *Sourdille (Jacques)* (p. 5268) ; *Aurillac (Michel)* (p. 5268).

Madagascar : *Aurillac (Michel)* (p. 5266, 5267).

Modalité d'octroi des crédits de coopération : *Jalkh (Jean-François)* (p. 5266).

Politique française au Tchad : *Aurillac (Michel)* (p. 5267).

Examen des crédits (p. 5268).

Etat B, titre III : adopté.

Titre IV : amendement n° 75 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; augmentation des crédits affectés à l'aide internationale ; coopération financière devant être réservée aux pays favorables à la France ; inopportunité de cette aide soit dispersée entre de trop grands nombres d'associations (p. 5268) ; association Carrefour du développement ; diminution des crédits destinés aux initiatives privées ; principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays étrangers ; information de l'Assemblée nationale sur l'utilisation des différents concours financiers accordés ; orientation politique de la F.M.V.J. (p. 5269) ; retiré ;

— réduction des crédits du titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adopté.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adopté (p. 5270).

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION .

Discussion générale [13 novembre 1986] (p. 6284) ; [14 novembre 1986] (p. 6313).

Agence centrale de presse (A.C.P.) : *Pelchat (Michel)* (p. 6287).

Agence France-presse (A.F.P.) : *Pelchat (Michel)* (p. 6287) ; *Léotard (François)* (p. 6289, 6291).

Agence d'images A.I.T.V. : *Léotard (François)* (p. 6289).

Aides à la presse : *Léotard (François)* (p. 6290) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 6294) ; *Leroy (Roland)* (p. 6296) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6303).

Aides à la presse (article 39 *bis* du code général des impôts) : *Léotard (François)* (p. 6290) ; *Leroy (Roland)* (p. 6296) ; *Diméglio (Willy)* (p. 6300) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6303).

Antenne 2 : *Pelchat (Michel)* (p. 6287).

Bande F.M. : *Pelchat (Michel)* (p. 6286).

Câble : *Pelchat (Michel)* (p. 6296) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 6301).

Cahiers des charges : *Schreiner (Bernard)* (p. 6294) ; *Aubert (François d')* (p. 6302).

Cinéma : *Caro (Jean-Marie)* (p. 6288) ; *Léotard (François)* (p. 6291).

Collectivités locales : *Baumel (Jacques)* (p. 6300) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 6301).

Commission nationale de la communication et des libertés (C.N.C.L.) : *Préaumont (Jean de)* (p. 6285) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 6288) ; *Léotard (François)* (p. 6288, 6289) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 6292) ; *Leroy (Roland)* (p. 6297) ; *Aubert (François d')* (p. 6302).

Création audiovisuelle : *Léotard (François)* (p. 6291) ; *Colin (Daniel)* (p. 6298).

Concurrence internationale et compétitivité de l'audiovisuel : *Préaumont (Jean de)* (p. 6284).

Conseil constitutionnel : *Préaumont (Jean de)* (p. 6285) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6303).

Cinquième chaîne : *Péricard (Michel)* (p. 6295).

Droit de diffusion et de retransmission : *Pelchat (Michel)* (p. 6287).

Espace culturel européen : *Caro (Jean-Marie)* (p. 6288).

FR3 : *Léotard (François)* (p. 6292) ; *Baumel (Jacques)* (p. 6300).

Groupes multimédias : *Préaumont (Jean de)* (p. 6285) ; *Leroy (Roland)* (p. 6297) ; *Diméglio (Willy)* (p. 6300).

Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) : *Pelchat (Michel)* (p. 6286) ; *Léotard (François)* (p. 6291).

Langue française : *Caro (Jean-Marie)* (p. 6288) ; *Léotard (François)* (p. 6289).

Livres : *Caro (Jean-Marie)* (p. 6288).

Loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication : *Pelchat (Michel)* (p. 6286) ; *Léotard (François)* (p. 6289).

Objectivité : *Péricard (Michel)* (p. 6295).

P.D.G. du secteur public : *Schreiner (Bernard)* (p. 6293) ; *Péricard (Michel)* (p. 6295).

Presse hebdomadaire régionale : *Deprez (Léonce)* (p. 6303).

Privatisation de TF1. : *Préaumont (Jean de)* (p. 6284) ; *Léotard (François)* (p. 6289, 6292).

Publicité : *Léotard (François)* (p. 6290) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 6293, 6294) ; *Baumel (Jacques)* (p. 6300).

Radio-France Internationale (R.F.I.) : *Caro (Jean-Marie)* (p. 6288) ; *Léotard (François)* (p. 6289, 6291).

Radio-France outre-mer (R.F.O.) : *Pelchat (Michel)* (p. 6287) ; *Léotard (François)* (p. 6291).

Radios décentralisées de Radio-France : *Pelchat (Michel)* (p. 6286) ; *Léotard (François)* (p. 6292) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 6294) ; *Boutin (Christine)* (p. 6299).

Redevance (et taxe sur les magnétoscopes) : *Léotard (François)* (p. 6291) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 6293) ; *Colin (Daniel)* (p. 6298) ; *Aubert (François d')* (p. 6302) ; *Deprez (Léonce)* (p. 6303).

Redevance (prélèvement sur le service de la -) : *Colin (Daniel)* (p. 6298).

Satellite (et notamment T.D.F.1 et T.D.F.2.) : *Caro (Jean-Marie)* (p. 6288).

Société française de production (S.F.P.) : *Préaumont (Jean de)* (p. 6285) ; *Pelchat (Michel)* (p. 6287) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 6294) ; *Aubert (François d')* (p. 6302).

Service public (dépenses et effectifs du -) : *Léotard (François)* (p. 6290, 6291) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 6293) ; *Colin (Daniel)* (p. 6298).

T.D.I. : *Pelchat (Michel)* (p. 6286).

Télécommunications : *Leroy (Roland)* (p. 6297).

Télédiffusion de France (T.D.F.) : *Pelchat (Michel)* (p. 6287) ; *Aubert (François d')* (p. 6305).

T.V.5. : *Léotard (François)* (p. 6289).

T.V.6. : *Schreiner (Bernard)* (p. 6293).

Procédure des questions [13 novembre 1986] (p. 6303) ; [14 novembre 1986] (p. 6313).

Agence centrale de presse (A.C.P.) : *Schreiner (Bernard)* (p. 6317) ; *Léotard (François)* (p. 6318).

Agence France-presse (A.F.P.) : *Briant (Yvon)* (p. 6313, 6314) ; *Léotard (François)* (p. 6318).

Cahiers des charges : *Schreiner (Bernard)* (p. 6317).

Entreprises (accès à la télévision des -) : *Lamant (Jean-Claude)* (p. 6313) ; *Léotard (François)* (p. 6313).

Institut national de l'audiovisuel (I.N.A.) : *Trautmann (Catherine)* (p. 6304, 6305) ; *Léotard (François)* (p. 6305).

Privatisation de TF1 : *Loncle (François)* (p. 6304) ; *Léotard (François)* (p. 6304).

Radio-France internationale (R.F.I.) : *Moulinet (Louis)* (p. 6316) ; *Léotard (François)* (p. 6316).

Radio-France outre-mer (R.F.O.) : *Fritch (Edouard)* (p. 6314) ; *Léotard (François)* (p. 6314).

Radios décentralisées de Radio-France : *Metzinger (Charles)* (p. 6315) ; *Léotard (François)* (p. 6316).

Radios locales privées : *Osselin (Jacqueline)* (p. 6317) ; *Léotard (François)* (p. 6317).

Redevance (prélèvement sur le service de la -) : *Léotard (François)* (p. 6316).

Satellites (T.D.F.1.-T.D.F.2.) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6305) ; *Léotard (François)* (p. 6306).

SEPT : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6305) ; *Léotard (François)* (p. 6306).

T.F.6 : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 6305) ; *Léotard (François)* (p. 6306).

Examen des crédits (p. 6318).

Etat B, titre III : adopté.

Etat B, titre IV : amendement n° 286 de M. Christian Pierret soutenu par M. Bernard Schreiner (transfert des crédits affectés aux réductions de tarifs S.N.C.F. pour le transport de presse au fonds d'aide pour la presse française à l'étranger et au fonds d'aide aux quotidiens nationaux à faible capacité publicitaire) ; absence de réforme des aides à la presse (p. 6318) ; tarif S.N.C.F. ; aides à la presse ; article 39 *bis* du code général des impôts ; statut des vendeurs colporteurs ; rejeté ;

Etat C, titre V : adopté.

Etat C, titre VI : adopté (p. 6319).

Ligne 54 de l'état E (p. 6319) : adoptée (p. 6321).

Article 51 et état E (précédemment réservé) : adoptés (p. 6321).

Article 56 *(montant et répartition du produit de la redevance)* : amendement n° 282 de Mme Christine Boutin (prélèvement de 25 millions de francs sur les crédits de la redevance) ; conséquences sur le recouvrement de la redevance (p. 6321) ; modification par le Gouvernement des évaluations du produit de la redevance ; fonctionnement défectueux de ce service ; adopté au scrutin public ; amendement n° 289 de M. Michel Pelchat (affectation à Antenne 2 du prélèvement sur le service de la redevance) (p. 6322) : retiré ; amendement n° 283 de Mme Christine Boutin (affectation à Radio-France du prélèvement sur le service de la redevance) : retiré.

— article 56 : ainsi modifié : adopté.

Après l'article 60 : amendement n° 236 de M. Christian Pierret (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la possibilité pour les entreprises de presse de bénéficier de tarifs postaux préférentiels modulés en fonction de l'importance de leurs ressources publicitaires) ; rapport Vedel de 1979 ; loi du 4 thermidor an IV ; aide à la presse ; tarifs postaux (p. 6323) ; rejeté ; amendement n° 237 de M. Christian Pierret (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un mécanisme d'incitation fiscale à l'investissement populaire dans la presse) ; mesures fiscales en faveur de la création audiovisuelle dans la loi de finances pour 1986 (p. 6324) ; rejeté ; amendement n° 238 de M. Christian Pierret (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur la création d'un fonds de développement aux entreprises de presse renonçant aux dispositions de l'article 39 *bis* du code général des impôts ou ne pouvant en bénéficier) ; constitution de provision en franchise d'impôts par les quotidiens d'informations politiques ou générales ayant une faible capacité publicitaire ; participation des entreprises de presse dans le secteur de l'audiovisuel au moyen de l'article 39 *bis* du code général des impôts ; rejeté (p. 6325).

CULTURE

Discussion générale [23 octobre 1986] (p. 5207).

Action culturelle et grands travaux (différentiation budgétaire entre-) : *Gaulle (Jean de)* (p. 5207) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5209) ; *Queyranne (Jean-Jacques)* (p. 5215) ; *Léotard (François)* (p. 5229).

Action internationale : *Queyranne (Jean-Jacques)* (p. 5215) ; *Léotard (François)* (p. 5232).

Aides à la presse : *Gaulle (Jean de)* (p. 5207) ; *Léotard (François)* (p. 5229).

Associations subventionnées par l'Etat (nombre des -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5209) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5213) ; *Queyranne (Jean-Jacques)* (p. 5215) ; *Léotard (François)* (p. 5231).

Audiovisuel (avenir de l'-) : *Schreiner (Bernard)* (p. 5219) ; Léotard (François) (p. 5231).

Bilan de la politique de la culture entre 1981 et 1986 : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5209) ; *Panafieu (Françoise de)* : (p. 5216).

Cathédrale de Strasbourg (réfection de la -) : *Kœhl (Emile)* (p. 5222).

Colonnes de Buren : *Arrighi (Pascal)* (p. 5214) ; *Spieler (Robert)* (p. 5220).

Conventions de développement culturel entre l'Etat et les collectivités locales : *Gaulle (Jean de)* (p. 5208) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5210) ; *Hermier (Guy)* (p. 5211) ; *Queyranne (Jean-Jacques)* (p. 5214) ; *Léotard (François)* (p. 5232).

Décentralisation de la culture : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5210) ; *Bachelot (François)* (p. 5213) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 5219) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5221) ; *Léotard (François)* (p. 5231, 5232).

Développement culturel (crédits de -) : *Gaulle (Jean de)* (p. 5208) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5221) ; *Metzinger (Charles)* (p. 5222).

Enseignement artistique : *Gaulle (Jean de)* (p. 5209) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5210) ; *Hermier (Guy)* (p. 5211) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5213) ; *Queyranne (Jean-Jacques)* (p. 5215) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5217) ; *Proriol (Jean)* (p. 5223) ; *Léotard (François)* (p. 5233).

Etat (rôle de l'- dans la politique culturelle) ; *Mégret (Bruno)* (p. 5218) ; *Spieler (Robert)* (p. 5220) ; *Metzinger (Charles)* (p. 5222) ; *Léotard (François)* (p. 5227, 5228).

Europe de la culture : *Léotard (François)* (p. 5233).

Grand Louvre : *Gaulle (Jean de)* (p. 5207) ; *Léotard (François)* (p. 5229, 5230).

Maisons de la culture et centres d'action culturelle (atteinte aux -) : *Hermier (Guy)* (p. 5211) ; *Queyranne (Jean-Jacques)* (p. 5216) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5221).

Mécénat (développement du -) : *Gaulle (Jean de)* (p. 5209) ; *Hermier (Guy)* (p. 5212) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5213) ; *Benoit (René)* (p. 5220).

Musée d'Orsay et Institut du monde arabe (achèvement du -) : *Gaulle (Jean de)* (p. 5207) ; *Hermier (Guy)* (p. 5211) ; *Léotard (François)* (p. 5229).

Musées (statut des -) : *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5213).

Opéra de la Bastille : *Gaulle (Jean de)* (p. 5207, 5208) ; *Hermier (Guy)* (p. 5211) ; *Queyranne (Jean-Jacques)* (p. 5214, 5215) ; *Griotteray (Alain)* (p. 5217) ; *Léotard (François)* (p. 5230).

Orchestres parisens (subventions aux -) : *Panafieu (Françoise de)* (p. 5217).

Patrimoine (sauvegarde et valorisation du -) : *Gaulle (Jean de)* (p. 5208, 5209) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5210) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 5213) ; *Queyranne (Jean-Jacques)* (p. 5215) ; *Panafieu (Françoise de)* (p. 5217) ; *Benoit (René)* (p. 5219, 5220) ; *Kœhl (Emile)* (p. 5221) ; *Proriol (Jean)* (p. 5223) ; *Léotard (François)* (p. 5230, 5232).

Spectacles (crédits affectés aux -) : *Gaulle (Jean de)* (p. 5208).

Théâtre (crédits pour le -) *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5210) ; *Queyranne (Jean-Jacques)* (p. 5215) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 5221).

Procédure des questions (p. 5233).

Associations subventionnées par l'Etat : *Léotard (François)* (p. 5234).

Conservatoires des régions (financement des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 5235) ; *Léotard (François)* (p. 5235).

Création musicale en France (situation de la -) : *Delalande (Jean Pierre)* (p. 5235, 5236) ; *Villiers (Philippe de)* (p. 5236).

Culture et valeurs fondamentales (relation entre -) : *Mégret (Bruno)* (p. 5233) ; *Léotard (François)* (p. 5233, 5234).

Ecole des beaux arts à Versailles (création d'une -) : *Pinte (Etienne)* (p. 5236) ; *Léotard (François)* (p. 5236).

Mécénat (développement du -) : *Spieler (Robert)* (p. 5234) *Villiers (Philippe de)* (p. 5234, 5235, 5237) ; *Papon (Christiane)* (p. 5237) ; *Baumel (Jacques)* (p. 5237).

Musée des peintres de la Seine (création d'un -) : *Baumel (Jacques)* (p. 5238) ; *Léotard (François)* (p. 5238).

Radio-France-outre-mer (émissions culturelles de -) : *Papon (Christiane)* (p. 5237) ; *Léotard (François)* (p. 5237, 5238).

Sculpture (efforts en faveur de la -) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5236) ; *Léotard (François)* (p. 5236, 5237).

Examen des crédits (p. 5238).

Culture et communication : culture.

Etat B, titre III : amendement n° 60 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean le Garrec (réduction des crédits) ; création d'un poste supplémentaire à la Bibliothèque nationale gagée sur la suppression d'un emploi prévu pour créer le conservatoire du musée des plans et reliefs ; transfert du musée des plans et reliefs à Lille (p. 5238) ; date de la signature de la convention entre le ministère de la culture et ville de Lille ; rapatriement de la collection à l'Hôtel national des Invalides ; maquette de l'an 2000 ; rejeté ; **rappel au règlement de M. Jean Le Garrec** (p. 5239) ; amendement n° 61 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; création de treize emplois contractuels pour le cabinet du ministre de la culture ; abondement des emplois prévus pour les musées nationaux ; présence d'un secrétariat d'Etat ; subvention versée à S.O.S. racisme ; rejeté ; amendement n° 62 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; suppression des crédits affectés au théâtre national de l'Odéon au profit du théâtre de l'Europe ; moyen de fonctionnement du théâtre du Vieux Colombier (p. 5240) ; avenir du théâtre de l'Europe ; rejeté ; amendement n° 63 de M. Charles Metzinger soutenu par Mme Marie-France Lecuir (réduction de crédits) ; subvention allouée à l'Opéra de Paris ; places gratuites grevant le budget du théâtre national de l'Opéra ; diminution des actions en faveur des jeunes ; subvention au conservatoire de région ; réduction du nombre des places de servitudes ; enseignement artistique ; rejeté ; amendement n° 64 de Mme Marie-France Lecuir soutenu par M. Guy Vadepied (réduction des crédits) (p. 5241) ; diminution de crédits consacrés aux maisons de la culture et aux centres d'action culturelle ; célébration du dixième anniversaire du centre Georges Pompidou ; étude sur l'impact culturel du projet Disneyland (p. 5242) ; baisse de la fréquentation dans les monuments historiques ; création de la mission « patrimoine 2000 » ; rejeté.

Titre IV : amendement n° 65 de M. Charles Metzinger soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; diminution des crédits pour les acquisitions des musées ; avantage fiscal à l'exportation d'œuvres d'art au détriment de l'importation ; rejeté (p. 5243) ; amendement n° 66 de Mme Marie-France Lecuir soutenu par M. Guy Vadepied (réduction des crédits) ; installation d'une compagnie dramatique au théâtre de l'Athénée ; aide au profit de M. Francis Huster ; rejeté ; amendement n° 67 de M. Bernard Schreiner soutenu par M. Guy Vadepied (réduction de crédits) ; diminution des crédits destinés aux régions ; développement de la politique culturelle régionale ; inventaire régional des orgues ; crédits consacrés à la danse ; rejeté ; amendement n° 68 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction de crédits) ; crédits relatifs à la danse relevant de la direction de la musique (p. 5244) ; sort des compagnies de danse ; maintien des crédits d'aide à la création chorégraphique ; coût de l'Ecole nationale supérieure de Marseille ; création d'une délégation à la danse ; soutien des grandes institutions telles que le ballet de l'Opéra de Paris ; rejeté (p. 5245).

Etat C, titre V : amendement n° 69 de M. Roland Carraz soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (réduction des autorisations de programmes et des crédits de paiement) ; réduction des crédits consacrés à la chanson, au rock et aux variétés ; T.V.A. sur les concerts étrangers ; colonnes de Buren ; rejeté ; amendement n° 71 de M. Charles Metzinger soutenu par Mme Marie-France Lecuir (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) (p. 5246) ; abondement de crédits pour la recherche archéologique et ethnologique ; évolution des crédits consacrés aux travaux d'entretien des monuments historiques entre 1980 et 1986 ; suppression du fonds spécial de grands travaux ; rejeté ; amendement n° 73 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; introduction d'un volet culture scientifique et technique dans les contrats de plan Etat-régions ; responsabilité des régions et des entreprises dans le domaine de la culture scientifique et technique ; rejeté ; amendement n° 70 de M. Guy Vadepied (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; promotion des industries culturelles (p. 5247) ; politique en faveur de la facture instrumentale et du son, de l'image et des nouvelles technologies ; subventions accordées à différentes associations ; rejeté ; amendement n° 74 de M. Jean-Jack Queyranne (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; engagement de l'Etat dans le domaine du cinéma ; diminution de la cassette personnelle du ministre (p. 5248) ; rejeté ; amendement n° 72 de Mme Marie-France Lecuir soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (réduction des crédits de paiement) ; suppression de dotations budgétaires permettant de mettre en place des coproductions sur le plan international ; aménagement d'un appartement de fonction dans le Palais de Chaillot ; plan patrimoine ; incitation fiscale ; rejeté.

Article 43 *(modification de l'article 61 de la loi n° 83-1179 du 29 décembre 1983) :* adopté.

Etat D : *autorisation d'engagements accordés par anticipation sur les crédits.*

Titre III : adopté (p. 5249).

DEFENSE

Discussion générale [12 novembre 1986] (p. 6119, 6152, 6169).

Abstention du groupe socialiste : *Joxe (Pierre)* (p. 6185) ; *Giraud (André)* (p. 6191).

Accords entre le ministère de la défense et les autres ministères (notamment en faveur de l'insertion des jeunes) : *Avice (Edwige)* (p. 6179) ; *Boyon (Jacques)* (p. 6187).

Arme à neutron (abandon de l'-) : *Harcourt (Florence d')* (p. 6184).

Armes nucléaires tactiques : (notamment missile Hades et emploi des -) : *Baumel (Jacques)* (p. 6123) ; *Briant (Yvon)* (p. 6128) ; *Fillon (François)* (p. 6156) ; *Giraud (André)* (p. 6159) ; *Peyret (Michel)* (p. 6162) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 6170) ; *Quilès (Paul)* (p. 6173) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 6183) ; *Mesmin (Georges)* (p. 6186).

Armée de métier (évolution vers l'-) : *Guéna (Yves)* (p. 6120) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 6123) ; *Sergent (Pierre)* (p. 6172).

Armée de terre (crédits de l'-) : *Briane (Jean)* (p. 6127).

Armes chimiques : *Giraud (André)* (p. 6169).

Arsenaux et ouvriers d'Etat (situation des -) : *Quilès (Paul)* (p. 6174) ; *Rimbault (Jacques)* (p. 6174, 6175) ; *Le Drian (Yves)* (p. 6180, 6182).

Aviation embarquée (renouvellement de l'-) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 6125) ; *Brocard (Jean)* (p. 6129) ; *Giraud (André)* (p. 6189).

Avion de combat futur : *Paecht (Arthur)* (p. 6121) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 6125) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 6126) ; *Fillon (François)* (p. 6156) ; *Giraud (André)* (p. 6189).

Avion de transport à long rayon d'action (développement d'un -) : *Fuchs (Gérard)* (p. 6127) ; *Sergent (Pierre)* (p. 6171) ; *Briant (Yvon)* (p. 6179) ; *Branger (Jean-Guy)* (p. 6180, 6181) ; *Gouze (Hubert)* (p. 6183) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 6184) ; *Giraud (André)* (p. 6188).

Budget d'équipement (progression du -) : *Paecht (Artur)* (p. 6120) ; *Louet (Henri)* (p. 6161) ; *Roatta (Jean)* (p. 6185).

Carburants (conséquence de la baisse des -) : *Guéna (Yves)* (p. 6119).

Char A.M.X. Leclerc (construction du -) : *Briane (Jean)* (p. 6128) ; *Sergent (Pierre)* (p. 6172) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 6177) ; *Giraud (André)* (p. 6189).

Commission commune des affaires étrangères et de la défense (opportunité de créer une -) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6175).

Composante aérienne stratégique (avenir de la -) : *Branger (Jean-Guy)* (p. 6180) ; *Giraud (André)* (p. 6190).

Composante stratégique terrestre sol-sol (et notamment missile FX ou F4) : *Paecht (Arthur)* (p. 6122) ; *Baumel (Jacques)* (p. 6122, 6123) ; *Fuchs (Gérard)* (p. 6127) ; *Giraud (André)* (p. 6159, 6190) ; *Sergent (Pierre)* (p. 6172) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 6176) ; *Briant (Yvon)* (p. 6180) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 6183).

Coopération industrielle européenne en matière d'armement (développement de la -) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 6125) ; *Briane (Jean)* (p. 6128) ; *Peyret (Michel)* (p. 6163) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6175) ; *Roatta (Jean)* (p. 6185) ; *Mesmin (Georges)* (p. 6186).

Défense civile : *Peyrat (Jacques)* (p. 6177) ; *Avice (Edwige)* (p. 6178) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 6184) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6184) ; *Boyon (Jacques)* (p. 6187).

Défense de l'Europe (participation de la France à la -) : *Briane (Jean)* (p. 6128) ; *Louet (Henri)* (p. 6161, 6162) ; *Sergent (Pierre)* (p. 6172).

Défense opérationnelle du territoire (D.O.T. — organisation de la -) : *Briane (Jean)* (p. 6127) ; *Giraud (André)* (p. 6160) ; *Sergent (Pierre)* (p. 6172) ; *Poujade (Robert)* (p. 6130, 6131) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 6177) ; *Avice (Edwige)* (p. 6178) ; Harcourt (Florence d') (p. 6183) ; *Boyon (Jacques)* (p. 6186).

Dépenses d'interventions extérieures : *Guéna (Yves)* (p. 6119).

Détection aéroportée (système de -) : *Fuchs (Gérard)* (p. 6126) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 6170) ; *Harcourt (Florence d')* (p. 6184) ; *Giraud (André)* (p. 6189).

Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E. — moyens de la -) : *Peyrat (Jacques)* (p. 6152) ; *Briant (Yvon)* (p. 6180) ; *Roatta (Jean)* (p. 6185) ; *Giraud (André)* (p. 6190, 6191).

Ecoles militaires (avenir des -) : *Avice (Edwige)* (p. 6179). *Boyon (Jacques)* (p. 6187).

Effectifs (réduction des -) : *Guéna (Yves)* (p. 6119) ; *Briane (Jean)* (p. 6128) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 6131, 6132).

Effectifs (répartition des — par armes entre appelés et engagés) : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 6131, 6132).

Espace (prise en compte de l'- et développement d'une défense spatiale) : *Baumel (Jacques)* (p. 6123) ; *Fillon (François)* (p. 6155) ; *Sergent (Pierre)* (p. 6173) ; *Quilès (Paul)* (p. 6174) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 6182).

Esprit de défense (renforcement de l'-) : *Giraud (André)* (p. 6160) ; *Bigeard (Marcel)* (p. 6170, 6171) ; *Sergent (Pierre)* (p. 6171).

Evaluation en francs constants des crédits prévisionnels de l'équipement militaire : *Paecht (Arthur)* (p. 6121) ; *Giraud (André)* (p. 6121).

Exportations d'armement (développement des -) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 6124, 6125).

Féminisation de l'armée : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 6131) ; *Boyon (Jacques)* (p. 6186, 6187).

Financement extra-budgétaire de la modernisation de la flotte de surface (éventuellement recours à l'emprunt) : *Paecht (Arthur)* (p. 6121, 6122) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6176).

Flotte de surface (insuffisance des crédits pour la -) : *Paecht (Arthur)* (p. 6121) ; *Brocard (Jean)* (p. 6129) ; *Quilès (Paul)* (p. 6174) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6175) ; *Briant (Yvon)* (p. 6179) ; *Le Drian (Yves)* (p. 6181) ; *Giraud (André)* (p. 6190).

Force d'action rapide (caractéristique de la -) : *Gouze (Hubert)* (p. 6193).

Gendarmerie (budget de la -) : *Poujade (Robert)* (p. 6130, 6131) ; *Giraud (André)* (p. 6190).

Gendarmes auxiliaires (apport des -) : *Poujade (Robert)* (p. 6130).

Groupement des industries d'armement terrestre (G.I.A.T.) (situation du -) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 6124) ; *Giraud (André)* (p. 6190).

« Guerre des médias » (prise en compte de la -) : *Giraud (André)* (p. 6160) ; *Sergent (Pierre)* (p. 6172).

Hélicoptère de combat franco-allemand : *Briane (Jean)* (p. 6128) ; *Giraud (André)* (p. 6189).

Hermès (projet -) : *Baumel (Jacques)* (p. 6123) ; *Giraud (André)* (p. 6190).

Impact économique de la défense : *Giraud (André)* (p. 6161) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6176).

Industries aéronautique et aérospatiale (avenir des -) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p.6125).

Industries d'armement (situation des -) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 6123, 6126) ; *Giraud (André)* (p. 6157).

Pacifique Sud (présence française dans le -) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 6154).

Patrouilleurs de la gendarmerie transférés de Rochefort à Lorient : *Branger (Jean-Guy)* (p. 6181) ; *Giraud (André)* (p. 6190).

Personnels militaires (situation des -) : *Fuchs (Gérard)* (p. 6126) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 6177) ; *Giraud (André)* (p. 6187).

Plateau d'Albion (vulnérabilité du -) : *Baumel (Jacques)* (p. 6123).

Porte-avion Richelieu (poursuite du programme -) : *Paecht (Arthur)* (p. 6121) ; *Brocard (Jean)* (p. 6129) ; *Louet (Henri)* (p. 6162) ; *Giraud (André)* (p. 6160, 6189) ; *Briant (Yvon)* (p. 6179).

Postes permanents à l'étranger (diminution du nombre des -) : *Peyrat (Jacques)* (p. 6153).

Produit intérieur brut marchand consacré à la défense (part du -) : *Paecht (Arthur)* (p. 6121) ; *Giraud (André)* (p. 6157, 6188) ; *Sergent (Pierre)* (p. 6173) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 6177) ; *Mesmin (Georges)* (p. 6185).

Programmes Hélios et Syracuse II. : *Baumel (Jacques)* (p. 6123) ; *Fillon (François)* (p. 6156) ; *Louet (Henri)* (p. 6161) ; *Briant (Yvon)* ; (p. 6179) ; *Bouvard (Loïc)* (p. 6182) ; *Giraud (André)* (p. 6190).

Recherche et développement : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 6126).

Reconversion dans la vie civile : *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 6132).

Service d'information et de relation publique des armées (S.I.R.P.A.) (crédits du -) : *Peyrat (Jacques)* (p. 6153) ; *Sergent (Pierre)* (p. 6172) ; *Giraud (André)* (p. 6191).

Service national (évolution du -) : *Guéna (Yves)* (p. 6120) ; *Fillon (François)* (p. 6156, 6157) ; *Avice (Edwige)* (p. 6178) ; *Giraud (André)* (p. 6188).

Sous-marins nucléaires d'attaque : *Giraud (André)* (p. 6159, 6189) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6175).

Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (S.N.L.E.) (modernisation et lancement de nouvelles générations et missile M 5) : *Baumel (Jacques)* (p. 6122) ; *Fillon (François)* (p. 6156) ; *Giraud (André)* (p. 6159) ; *Brocard (Jean)* (p. 6129) ; *Louet (Henri)* (p. 6161).

Soutien général des forces (notion de -) : *Peyrat (Jacques)* (p. 6152).

Terrorisme (développement du -) : *Giraud (André)* (p. 6158) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 6177).

Union de l'Europe occidentale (relance de l'-) : *Harcourt (Florence d')* (p. 6184).

Volontaires du service long (V.S.L.) (nombre et coût des -) : *Guéna (Yves)* (p. 6179) ; *Chauveau (Guy-Michel)* (p. 6132) ; *Quilès (Paul)* (p. 6174) ; *Avice (Edwige)* (p. 6178).

Procédure des questions (p. 6191).

Arsenal de Brest (situation de l'-) : *Gourmelon (Joseph)* (p. 6194) ; *Giraud (André)* (p. 6194).

Avions Marcel Dassault (situation de la société des -) : *Sainte-Marie (Michel)* (p. 6193) ; *Giraud (André)* (p. 6193).

Carrière et solde des militaires (dégradation de la -) : *Peyrat (Jacques)* (p. 6191, 6192) ; *Giraud (André)* (p. 6192).

Europe spatiale (création de l'-) : *Koehl (Emile)* (p. 6191) ; *Giraud (André)* (p. 6191).

Gendarmerie (charge de travail de la -) : *Dessein (Jean-Claude)* (p. 6192, 6193) ; *Giraud (André)* (p. 6193).

Image de l'armée donnée par l'école : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 6192) ; *Giraud (André)* (p. 6192).

Examen des crédits (p. 6194).

Article 36 *(ouverture des autorisations de programme et crédits de paiement au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services militaires) :* amendement n° 217 Michel Peyret (réduction des crédits) ; insuffisance des moyens consacrés au service militaire ; délabrement de la conscription ; instauration des volontaires pour le service long ; évolution vers l'armée de métier ; entraînement des réserves (p. 6194) ; inopportunité de relancer le débat sur la conscription ou l'armée professionnalisée ; rejeté ;

— article 36 : adopté.

Article 37 *(ouverture, au titre des mesures nouvelles en dépenses en capital, d'autorisations de programme et de crédits de paiement) :* discordance entre l'article 37 et le fascicule budgétaire de la défense ; amendement n° 224 de M. Robert Montdargent (réduction des autorisations de programme et des crédits paiements) ; utilisation de l'armement tactique sur le champ de bataille ; éventuelle coproduction de l'avion de combat futur entre la société Dassault et un constructeur américain ; suspension du prédéveloppement du moteur M 88 adapté au Rafale (p. 6195) ; opposition des députés communistes à la réalisation de l'avion de combat européen ; achat de F 18 américains pour remplacer les Super Etendards ; intégration de l'arme tactique dans la dissuasion globale ; crédits consacrés au Rafale ; radicalisation des positions du groupe communiste (p. 6196), amendement n° 224 : rejeté ; amendement n° 220 de M. Arthur Paecht (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement) ; amendement n° 221 (même auteur et même objet) ; levée des réserves formulées dans la loi de programmation sur la construction du parte-avions à propulsion nucléaire et sur l'acquisition d'un système aéroporté de détection lointaine ; retirés (p. 6197).

Titre V : autorisation de programme et crédits de paiement : adopté au scrutin public.

Titre VI : autorisation de programme et crédits de paiement : adopté.

Etat D, titre III : adopté (p. 6198).

D.O.M.-T.O.M.

Discussion générale [8 novembre 1986] (p. 6066, 6083).

Antarctique : *Léontieff (Alexandre)* (p. 6071) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 6075).

Agriculture dans les D.O.M.-T.O.M. : *Micaux (Pierre)* (p. 6075) ; *Maran (Jean)* (p. 6092) ; *Renard (Michel)* (p. 6097) ; *Pons (Bernard)* (p. 6109).

B.U.M.I.D.O.M. (rôle et crédits du -) : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6066) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6085).

Charges sociales : *Thien Ah Koon (André)* (p. 6098) ; *Pons (Bernard)* (p. 6110).

Desserte aérienne des D.O.M.-T.O.M. : *Micaux (Pierre)* (p. 6076) ; *Renard (Michel)* (p. 6097) ; *Bruné (Paulin)* (p. 6102).

Echanges avec la métropole et activités commerciales internationales : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6066) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 6094) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 6100).

Efforts financiers en faveur des D.O.M.-T.O.M. : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6066) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 6068, 6069) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6072) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 6074, 6086) ; *Micaux (Pierre)* (p. 6075) ; *Pons (Bernard)* (p. 6077, 6085, 6108) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6084) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6088) ; *Asensi (François)* (p. 6091) ; *Louis-Joseph Dogué (Maurice)* (p. 6094) ; *Verges (Paul)* (p. 6095) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 6097) ; *Castor (Elie)* (p. 6100) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 6100) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6104) ; *Fritch (Edouard)* (p. 6107).

Evolution institutionnelle et politique des D.O.M.-T.O.M. : *Léontieff (Alexandre)* (p. 6068) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6072) ; *Pons (Bernard)* (p. 6077) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6104).

F.I.D.E.S. (rôle du -) : *Léontieff (Alexandre)* (p. 6069) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 6075) ; *Pons (Bernard)* (p. 6078).

F.I.D.O.M. (rôle et crédits du -) : *Léonard (Gérard)* (p. 6072) ; *Pons (Bernard)* (p. 6078, 6108, 6111) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6085) ; *Maran (Jean)* (p. 6092) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 6097) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6105) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6106).

Forces armées d'outre-mer : *Debré (Michel)* (p. 6089) ; *Pons (Bernard)* (p. 6109).

Formation professionnelle (et notamment principe de mobilité) : *Pons (Bernard)* (p. 6077, 6109) ; *Debré (Michel)* (p. 6090) ; *Verges (Paul)* (p. 6095) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 6097) ; *Chammougon (Edouard)* (p. 6100).

Guadeloupe : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6084) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6107) ; *Pons (Bernard)* (p. 6108).

Guyane : *Micaux (Pierre)* (p. 6076). *Renard (Michel)* (p. 6096) ; *Castor (Elie)* (p. 6099, 6100) ; *Bruné (Paulin)* (p. 6102, 6103, 6104) ; *Pons (Bernard)* (p. 6110).

Investissements dans les D.O.M.-T.O.M. (notamment défiscalisation) : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6067) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 6068, 6072) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 6072, 6086) ; *Debré (Michel)* (p. 6090) ; *Renard (Michel)* (p. 6097) ; *Virapoullé (Jean-Paul de)* (p. 6101) ; *Bruné (Paulin)* (p. 6102) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6106) ; *Pons (Bernard)* (p. 6109).

Logement dans les D.O.M.-T.O.M. : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6067) ; *Debré (Michel)* (p. 6090) ; *Verges (Paul)* (p. 6095) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 6097) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6106).

Martinique : *Maran (Jean)* (p. 6091, 6092) ; *Castor (Elie)* (p. 6100) ; *Bruné (Paulin)* (p. 6104).

Mayotte : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6067) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6072) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 6085, 6086, 6087) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 6087, 6088) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6101) ; *Pons (Bernard)* (p. 6108).

Ministère des D.O.M.-T.O.M. : *Pons (Bernard)* (p. 6077) ; *Debré (Michel)* (p. 6089) ; *Renard (Michel)* (p. 6096).

Nouvelle Calédonie : *Léontieff (Alexandre)* (p. 6069, 6070) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 6074) ; *Le Foll (Robert)* (p. 6088) ; *Holeindre (Roger)* (p. 6092, 6093, 6108) ; *Pons (Bernard)* (p. 6093, 6108, 6109, 6111) ; *Louis-Joseph Dogué (Maurice)* (p. 6094) ; *Nénou-Pwataho (Maurice)* (p. 6094, 6095) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6101) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6105).

Opération intégrée de développement (O.I.D.) : *Verges (Paul)* (p. 6096) ; *Pons (Bernard)* (p. 6110).

Pacifique Sud (présence de la France dans le -) : *Léontieff (Alexandre)* (p. 6068, 6069, 6072) ; *Flosse (Gaston)* (p. 6083, 6084) ; *Lemoine (Georges)* (p. 6105) ; *Fritch (Edouard)* (p. 6107, 6108) ; *Pons (Bernard)* (p. 6111, 6112).

Parité sociale globale : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6067) ; *Asensi (François)* (p. 6091) ; *Verges (Paul)* (p. 6095) ; *Pons (Bernard)* (p. 6109).

Polynésie française : *Léontieff (Alexandre)* (p. 6070, 6071) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 6075) ; *Fritch (Edouard)* (p. 6107) ; *Pons (Bernard)* (p. 6111).

Projet de loi de programme pour le développement des départements d'outre-mer et des collectivités territoriales de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6067) ; *Léonard (Gérard)* (p. 6072) ; *Asensi (François)* (p. 6091) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 6093, 6094).

Radio-France outre-mer : *Debré (Michel)* (p. 6090) ; *Renard (Michel)* (p. 6097).

Recherche dans les D.O.M.-T.O.M. : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 6075) ; *Castor (Elie)* (p. 6098).

Régionalisation : *Le Foll (Robert)* (p. 6088) ; *Renard (Michel)* (p. 6096) ; *Castor (Elie)* (p. 6098) ; *Pons (Bernard)* (p. 6109).

Ressortissants des D.O.M.-T.O.M. en métropole (situation des -) : *Le Foll (Robert)* (p. 6089).

Réunion : *Verges (Paul)* (p. 6096) ; *Thien Ah Koon (André)* (p. 6098) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 6101, 6102) ; *Pons (Bernard)* (p. 6109, 6110).

Situation économique dans les D.O.M. : *Rocca Serra (Jean-Paul de)* (p. 6066) ; *Asensi (François)* (p. 6090) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6106).

Tourisme dans les D.O.M.-T.O.M. : *Micaux (Pierre)* (p. 6076) ; *Beaujean (Henri)* (p. 6107) ; *Pons (Bernard)* (p. 6111).

Wallis et Futuna : *Léontieff (Alexandre)* (p. 6071) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 6075) ; *Brial (Benjamin)* (p. 6102) ; *Pons (Bernard)* (p. 6110, 6111).

Procédure des questions (p. 6112).

Effet des accords internationaux : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 6112) ; *Pons (Bernard)* (p. 6112).

F.I.D.O.M. (rôle et crédits du -) : *Castor (Elie)* (p. 6112) ; *Pons (Bernard)* (p. 6112).

Formation professionnelle : *Le Foll (Robert)* (p. 6113) ; *Pons (Bernard)* (p. 6113).

Guyane : *Castor (Elie)* (p. 6112) ; *Pons (Bernard)* (p. 6112).

Martinique : *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 6112) ; *Pons (Bernard)* (p. 6112).

Discussion des crédits (p. 6113).

Etat B, titre III : amendement n° 211 de M. Jean-Claude Martinez (réduction des crédits) ; qualité de la gestion de l'Office culturel scientifique et technique canaque ; création de l'université du Pacifique Sud (p. 6113) ; nécessaire participation à l'effort des chambres de commerce en faveur de la formation continue ; financement de l'université du Pacifique Sud ; rôle et contrôle de l'Office culturel scientifique et technique canaque ; retiré ;

— titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Article 67 *(prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité)* : adopté.

Après l'article 73 : amendement n° 131 de M. Ernest Moutoussamy (Gouvernement devant déposer chaque année, un rapport sur la répartition dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, des crédits de la loi de programme et des contrats de plan) ; montant des crédits que le projet de budget prévoit d'allouer aux crédits de plan (p. 6114) ; inopportunité d'introduire dans le budget de 1987 une disposition portant sur une loi de programme non encore adoptée par le parlement ; rejeté (p. 6115).

ECONOMIE, FINANCES ET PRIVATISATION

I. Charges communes. — Comptes spéciaux du Trésor. — Taxes parafiscales. — Rapatriés.

Discussion générale [7 novembre 1986] (p. 6035), [13 novembre 1986] (p. 6206).

Abstention de M. Willy Diméglio sur le budget des rapatriés : *Diméglio (Willy)* (p. 6048).

Amnistie (amélioration de la loi d'-) : *Barate (Claude)* (p. 6047) ; *Bapt (Gérard)* (p. 6051).

Bonifications d'intérêt (coût des -) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6035, 6036) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6053).

Budget des rapatriés (insuffisance du -) : *Santini (André)* (p. 6045) ; *Barate (Claude)* (p. 6047) ; *Diméglio (Willy)* (p. 6047) ; *Descaves (Pierre)* (p. 6051).

Charges communes (importance et hétérogénéité du budget des -) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6035) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6042, 6043) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6053).

Commission de la privatisation (rôle de la -) : *Balladur (Edouard)* (p. 6044).

Compte d'affectation des produits de la privatisation : *Tranchant (Georges)* (p. 6037, 6038) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6043, 6044).

Comptes de commerce : *Tranchant (Georges)* (p. 6038).

Comptes de prêt : *Tranchant (Georges)* (p. 6039).

Comptes spéciaux du Trésor (nombre des -) : *Tranchant (Georges)* (p. 6037).

Conseil de la concurrence (budget du futur) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6036).

Contribution exceptionnelle de 1 % de solidarité (calcul de la -) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6036).

Création monétaire par les opérations du Trésor (limitation de la -) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6036) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6043).

Critiques de la majorité sur le projet de budget des rapatriés : *Bapt (Gérard)* (p. 6207).

Dette publique (gestion de la -) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6037) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6043, 6044).

Dette publique (service de la -) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6036, 6037) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6043) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6052, 6053).

Entreprises nationalisées en 1981 (bilan des -) : *Griotteray (Alain)* (p. 6041).

Etroitesse du marché financier : *Griotteray (Alain)* (p. 6041, 6042).

Fonctionnaires, militaires ou magistrats (réparation des préjudices subis par les -) : *Santini (André)* (p. 6046).

Français musulmans rapatriés (harkis) (situation des -) : *Santini (André)* (p. 6045) ; *Barate (Claude)* (p. 6045) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 6049) ; *Bapt (Gérard)* (p. 6051) ; *Descaves (Pierre)* (p. 6052).

Indemnisation des Français d'outre-mer : *Barate (Claude)* (p. 6047) ; *Descaves (Pierre)* (p. 6052).

Indemnisation des rapatriés : *Santini (André)* (p. 6045, 6209) ; *Barate (Claude)* (p. 6046) ; *Diméglio (Willy)* (p. 6048) ; *Bapt (Gérard)* (p. 6050, 6208) ; *Descaves (Pierre)* (p. 6052, 6206) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6208).

Mémorial pour les morts d'Afrique du Nord (édification d'un -) : *Barate (Claude)* (p. 6046) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 6049, 6050) ; *Santini (André)* (p. 6209).

Obligations assimilables du Trésor (création des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 6043).

Office national à l'action sociale éducative et culturelle (O.N.A.S.E.C.) (suppression de l'-) : *Santini (André)* (p. 6045) ; *Barate (Claude)* (p. 6046) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 6049) ; *Bapt (Gérard)* (p. 6051).

Opérations de soutien financier à l'industrie cinématographique (comptes retraçant les -) : *Tranchant (Georges)* (p. 6038).

Participations étrangères dans les entreprises privatisées : *Griotteray (Alain)* (p. 6041).

Privatisations à l'étranger (expérience des -) : *Griotteray (Alain)* (p. 6042).

Réinstallation (remise et aménagement des dettes des rapatriés) : *Barate (Claude)* (p. 6047) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6208) ; *Santini (André)* (p. 6209).

Retraites des rapatriés : *Barate (Claude)* (p. 6047) ; *Diméglio (Willy)* (p. 6048) ; *Séguéla (Jean-Paul)* (p. 6049) ; *Bapt (Gérard)* (p. 6050) ; *Descaves (Pierre)* (p. 6052) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6208) ; *Santini (André)* (p. 6209).

Taxes parafiscales (évolution du nombre des - et du produit des -) : *Douyère (Raymond)* (p. 6039) ; *Balladur (Edouard)* (p. 6044, 6045, 6209) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 6206, 6207).

Taxes parafiscales affectées à l'agriculture (intérêt des actions entreprises avec les -) : *Douyère (Raymond)* (p. 6039, 6040).

Taxes parafiscales sans base légale au-delà du 31 décembre (opportunité de supprimer l'autorisation du Parlement pour la perception des -) : *Douyère (Raymond)* (p. 6040).

Procédure des questions (p. 6209).

Entreprises nouvelles et taxe professionnelle : *Legras (Philippe)* (p. 6209) ; *Juppé (Alain)* (p. 6210).

Harkis (mesures en faveur des -) : *Sergent (Pierre)* (p. 6210) ; *Santini (André)* (p. 6210).

Reconstitution de carrière pour les fonctionnaires civils et militaires : *Sergent (Pierre)* (p. 6210) ; *Santini (André)* (p. 6210).

Taxe parafiscale du Fonds forestier national pour les étrangers (réduction de la -) : *Legras (Philippe)* (p. 6209) ; *Juppé (Alain)* (p. 6210).

Examen des crédits (p. 6211).

— **Charges communes.**

Etat B, titre I : amendement n° 202 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Pascal Arrighi (réduction des crédits) ; cas de l'U.N.E.S.C.O. ; personnalité du directeur général ; service des emprunts contractés pour la construction du siège de l'U.N.E.S.C.O. à Paris ; retiré.

Titre I : réduction de crédits : adopté.

Titre II : réduction de crédits : adopté.

Titre III. : adopté.

Etat B, titre IV : amendement n° 196 de M. Michel Coffineau soutenu par Mme Marie-France Lecuir (réduction de crédits) ; financement de l'exonération de charges sociales pour l'embauche des jeunes ; dispositif favorisant des embauches qui se seraient produites avant de susciter un mouvement d'embauches nouvelles ; opportunité de pérenniser les exonérations sur quatre ou cinq ans ; non respect par le C.N.P.F. de ses engagements (p. 6211) ; efficacité des dispositions proposées ; problème de transfert entre âges différents ; crédits consacrés aux actions en faveur des demandeurs d'emploi ou des travailleurs handicapés ; accueil favorable du dispositif par des jeunes et les chefs d'entreprise ; programme « jeunes volontaires » ; rejeté ; amendement n° 197 de Mme Martine Frachon soutenu par Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) ; rétablissement des crédits pour les actions en faveur des chômeurs de longue durée de moins de vingt-cinq ans ; suppression des contrats « emploi-formation » pour les chômeurs de longue durée ; rejeté (p. 6212) ; amendement n° 198 de Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) ; garantie de ressource accordée aux travailleurs handicapés qui sont employés dans les centres d'aide par le travail ; rejeté ; amendement n° 199 de M. Michel Coffineau soutenu par Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) ; prélèvement sur les crédits destinés à l'exonération des charges sociales en cas de création d'emplois de la somme nécessaire au financement de stage pour les jeunes âgés de seize à vingt-cinq ans sortis sans aucune qualification du système scolaire ; rejeté ; amendement n° 200 de Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) ; nombre de formations en alternance promises par le C.N.P.F. ; rétablissement des stages « jeunes volontaires » ; mise en place des « petits boulots » ; rejeté ; amendement n° 1 de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Merciera (réduction des crédits) (p. 6213) ; paiement par l'Etat de la prime d'épargne logement accordés aux souscripteurs de plan et compte d'épargne logement ; prise en charge de la prime par les organismes bancaires ; retour au système d'exonération des taxes foncières sur les propriétés bâties dont bénéficiaient les accédants à la propriété et les organismes d'H.L.M. ; rejeté ; amendement n° 203 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; prêts consentis à des fonctionnaires (p. 6214) ; contribution exceptionnelle de solidarité ; développement d'une démagogie anti-fonctionnaire ; financement des logements des salariés par le biais du 1 % construction ; rejeté ;

— titre IV : adopté.

Etat C, titre V : amendement n° 204 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; participation de la France aux organismes internationaux ; aide aux pays en voie de développement (p. 6215) ; engagements contractés par la France auprès de certaines organisations ; retiré ;

— titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Etat C, titre VI : amendement n° 205 de M. Christian Baeckeroot (réduction des autorisations de programme et crédits de paiement) ; amendement n° 206 de M. Christian Baeckeroot (réduction des crédits) ; amendement n° 207 de M. Christian Baeckeroot (réduction des autorisations de programmes et des crédits de paiement) ; retirés ;

— titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Article 68 *(remplaçant à l'article 4 de la loi du 4 novembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi les termes : « traitement mensuel afférent à indice nouveau majoré de 248 de la fonction publique » par « traitement annuel afférent à l'indice brut 259 de la fonction publique »)* : amendement n° 193 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (rédigeant ainsi après les mots : « privé d'emploi » la fin de cet article en remplaçant les mots « à l'indice nouveau majoré de 248 », par les mots « à l'indice brut 259 ») ; institution d'une contribution exceptionnelle de solidarité dans la fonction publique en faveur des travailleurs privés d'emploi ; dispositif prenant en compte les différents emplois à temps partiel et les globalisant ainsi que les heures supplémentaires (p. 6216) ; rétablissement de la parité entre les fonctionnaires au bas de l'échelle ayant une rémunération sous forme de traitement et ceux percevant l'essentiel de leur rémunération sous forme des rémunérations annexes et de primes non assujetties au 1 % ; seuil d'exonération ; imperfections du dispositif ; rejeté ;

— article 68 : adopté.

Compte spécieux du Trésor :

Article 41 *(montant des crédits ouverts au ministère au titre des services votés des opérations définitives des comptes d'affectation spéciale) :* Fonds national pour le développement des adductions d'eau ; prélèvement sur le Pari mutuel (p. 6217) ;

— article 41 : adopté.

Article 42 *(montant des autorisations de programmes ouvertes au ministère au titre des mesures nouvelles des opérations définitives des dépenses civiles en capital des comptes d'affectation spéciale) :* amendements n° 209 de Mme Christine Boutin et 215 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (réduction des crédits de paiement ouvert au paragraphe II de cet article) ; service de la redevance violant le principe de la spécialité budgétaire ; décroissance de la productivité du service de la redevance ; suppression de la taxe sur les magnétoscopes ; diminution des dépenses de fonctionnement du service concerné pour les affecter à Radio-France ; défense des stations décentralisées de Radio-France (p. 6218) ; problème de la perception de la redevance de la télévision ; amendements n°s 209 et 215 : adoptés ; amendement n° 192 de Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits de paiement ouverts au paragraphe II de cet article) ; organisation des jeux olympiques d'hiver de 1992 ; renforcement des moyens du fonds national pour le développement de la vie associative ; liste des associations subventionnées en 1985 (p. 6219) ; montant des crédits affectés au Fonds national pour le développement du sport ; jeux olympiques en Savoie ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 208 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Pierre Descaves (réduction des crédits de paiement ouverts au paragraphe II de cet article) ; montant des subventions aux associations des crédits « d'études », de « recherches » et d'« expérimentation » ; contrôle de l'utilisation (p. 6220) ; retiré ;

— article 42, ainsi modifié : adopté.

Article 44 *(montant des crédits ouverts aux ministres au titre des services votés des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale) :* adopté.

Article 45 *(autorisations de programme et crédits de paiement ouverts au titre des mesures nouvelles des opérations à caractère temporaire des comptes d'affectation spéciale) :* adopté.

Article 46 *(autorisations de programme ouvertes au titre des mesures nouvelles au titre des comptes de commerce) :* adopté.

Article 47 *(autorisation de découvert au titre des mesures nouvelles des comptes de règlement avec les gouvernements étrangers) :* adopté.

Article 48 *(crédits de paiement ouverts au titre des mesures nouvelles des comptes d'avance du Trésor au ministre de l'économie, des finances et de la privatisation) :* adopté.

Article 49 *(crédits de paiement ouverts aux ministères au titre des mesures nouvelles des comptes de prêt) :* adopté.

Article 50 *(clôture du compte spécial du Trésor n° 903-01 « consolidation des prêts spéciaux à la construction »)* : adopté.

Aprés l'article 73 : amendement n° 194 de M. Christian Pierret soutenu par M. Gérard Bapt (augmentation des redevances au profit du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales) ; **rappel au règlement** de M. Michel Cointat (p. 6221) ; rejeté.

Taxes parafiscales.

Article 51, état E : tableau des taxes parafiscales dont la perception est autorisée en 1987 (p. 6222 à 6236).

Lignes 1 à 53 de l'état E : adoptées.

Lignes 55 à 57 de l'état E : adoptées.

Ligne 58 : amendement n° 226 du Gouvernement (de suppression) ; suppression de la taxe au profit de l'association Promoca ; critiques générales formulées à l'encontre des taxes parafiscales ; action de formation des collaborateurs d'architectes ; adopté ;

— en conséquence, la ligne 58 de l'état E est supprimée.

Ligne 59 : adoptée ;

— article 51 et état E annexé : vote réservé jusqu'à l'examen des crédits relatif à la communication (p. 6237).

II Services financiers, commerce extérieur. Budget annexe des monnaies et médailles et budget annexe de l'Imprimerie nationale.

Discussion générale [13 novembre 1986] (p. 6243).

Agro-alimentaire (renforcement de l'-) : *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 6250) ; *Cointat (Michel)* (p. 6263).

Aides à l'exportation (garanties C.O.F.A.C.E., « prestations Sésame », financement de la B.F.C.E. etc.) : *Germon (Claude)* (p. 6249) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 6251) ; *Noir (Michel)* (p. 6254, 6255).

Capitalisme populaire : *Mégret (Bruno)* (p. 6268, 6269) ; *Juppé (Alain)* (p. 6270, 6271).

Chambres régionales des comptes (mise en place des -) : *Juppé (Alain)* (p. 6245).

Commerce extérieur (dégradation du -) : *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 6250) ; *Noir (Michel)* (p. 6253) ; *Jarosz (Jean)* (p. 6267).

Commission de la concurrence (moyens de la future -) : *Auberger (Philippe)* (p. 6244).

Consommation (politique du Gouvernement en matière de -) : *Mercieca (Paul)* (p. 6264, 6265).

Contrôle fiscal (modalités d'exercice du -) : *Auberger (Philippe)* (p. 6244) ; *Juppé (Alain)* (p. 6246, 6257).

Direction générale des douanes et des droits indirects : *Auberger (Philippe)* (p. 6244) ; *Juppé (Alain)* (p. 6246).

Direction générale des impôts : *Auberger (Philippe)* (p. 6244).

Droit de la concurrence (définition d'un nouveau droit de la -) : *Juppé (Alain)* (p. 6246).

Ecole nationale d'exportation (suppression de l'-) : *Germon (Claude)* (p. 6250) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6252) ; *Noir (Michel)* (p. 6254) ; *Cresson (Edith)* (p. 6263).

Effectifs des servives financiers (diminution des -) : *Auberger (Philippe)* (p. 6243) ; *Juppé (Alain)* (p. 6245, 6246).

Esprit d'exportation (développement d'un -) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6251) ; *Hamaide (Michel)* (p. 6265, 6266) ; *Mégret (Bruno)* (p. 6268).

Exportations françaises (structure des -) : *Germon (Claude)* (p. 6248) ; *Noir (Michel)* (p. 6254) ; *Chambrun (Charles de)* (p. 6260) ; *Cresson (Edith)* (p. 6261) ; *Cointat (Michel)* (p. 6263).

Implantations françaises à l'étranger (problème des -) : *Noir (Michel)* (p. 6253) ; *Juppé (Alain)* (p. 6270).

Imprimerie nationale (budget de l'-) : *Vivien (Alain)* (p. 6257, 6258) ; *Noir (Michel)* (p. 6259, 6260) ; *Mercieca (Paul)* (p. 6265).

Inflation (niveau de l'-) : *Germon (Claude)* (p. 6248) ; *Noir (Michel)* (p. 6253).

Informatisation des services financiers : *Auberger (Philippe)* (p. 6243, 6244) ; *Juppé (Alain)* (p. 6245).

Institut des hautes études du commerce extérieur (opportunité de créer un -) : *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 6250).

Japon (relations économiques de la France et du -) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6251, 6252).

Monnaies et médailles (budget des -) : *Jarosz (Jean)* (p. 6255, 6256) ; *Noir (Michel)* (p. 6258, 6259) ; *Sainte-Marie (Michel)* (p. 6269) ; *Juppé (Alain)* (p. 6271).

Négociations commerciales internationales (et notamment problèmes agricoles) : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6252) ; *Noir (Michel)* (p. 6254).

Obstacles non tarifaires à la circulation des produits : *Germon (Claude)* (p. 6249) ; *Revet (Charles)* (p. 6268).

Pièces de dix francs (nouvelles -) : *Jarosz (Jean)* (p. 6256) ; *Noir (Michel)* (p. 6258).

Plan d'action R.F.A (définition d'un -) : *Noir (Michel)* (p. 6255).

P.M.E. et P.M.I. (insuffisance des - à l'exportation et soutien aux -) : *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 6250) ; *Cointat (Michel)* (p. 6264) ; *Hamaide (Michel)* (p. 6265) ; *Jarosz (Jean)* (p. 6267) ; *Revet (Charles)* (p. 6268) ; *Juppé (Alain)* (p. 6270).

Politique industrielle (méfaits de l'absence de -) : *Cresson (Edith)* (p. 6261, 6262).

Ports de la Seine-Maritime (problèmes des -) : *Revet (Charles)* (p. 6267).

Prix du pétrole et cours du dollar (effet de la baisse conjuguée des -) : *Germon (Claude)* (p. 6248) ; *Cresson (Edith)* (p. 6260) ; *Cointat (Michel)* (p. 6264).

Recouvrement des impôts (problème du -) : *Juppé (Alain)* (p. 6247, 6270) ; *Richard (Alain)* (p. 6266).

Rémunération des vérificateurs fiscaux : *Richard (Alain)* (p. 6266) ; *Juppé (Alain)* (p. 6270).

Solde industriel (dégradation du) : *Germon (Claude)* (p. 6249) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 6251) ; *Noir (Michel)* (p. 6253) ; *Cresson (Edith)* (p. 6260, 6261).

Transfert du ministère à Bercy et aménagement du Grand-Louvre : *Juppé (Alain)* (p. 6247, 6248).

Volontaires du service national d'entreprise (doublement du nombre des -) : *Germon (Claude)* (p. 6250) ; *Noir (Michel)* (p. 6254).

Procédure des questions (p. 6271).

Gaz norvégien du gisement de Troll (problème de la fourniture de -) : *Cointat (Michel)* (p. 6272) ; *Noir (Michel)* (p. 6272, 6273).

Japon et Pacifique (renforcement de la présence française dans ces zones) : *Chastagnol (Alain)* (p. 6272) ; *Noir (Michel)* (p. 6272).

Plan d'action R.F.A. : *Cointat (Michel)* (p. 6271) ; *Noir (Michel)* (p. 6271).

Produits financiers de la privatisation (affectation des -) : *Christian Baeckeroot* (p. 6271) ; *Noir (Michel)* (p. 6271).

Examen des crédits (p. 6277).

Services financiers.

Etat B, titre III : amendement n° 273 de M. Jean-Pierre Balligand soutenu par Mme Catherine Lalumière (réduction des crédits) ; équipement des services de laboratoire dépendant de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ; rejeté ; amendement n° 274 de M. Alain Richard soutenu par Mme Catherine Lalumière (réduction des crédits) (p. 6277) ; rejeté ; amendement n° 275 de M. Michel Margnes soutenu par Mme Catherine Lalumière (réduction des crédits) : rejeté ; amendement n° 276 de M. Jean Anciant soutenu par Mme Catherine Lalumière (réduction des crédits) ; diminution de crédits affectant la promotion de la qualité des produits et des services et le travail de l'A.F.N.O.R. et du laboratoire national d'essais ; rejeté ; amendement n° 277 de M. Jean Anciant soutenu par Mme Catherine Lalumière (réduction des crédits) (p. 6278) ; diminution des crédits affectés à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ; maintien des activités de conseil et d'assistance aux collectivités locales pour la fixation de leurs tarifs ; activités de la branche « concurrence » ; retour à l'agriculture d'une partie des services de la répression des fraudes ; effectivité de la suppression du contrôle des prix en 1987 (p. 6279) ; répression des fraudes ; rejeté ; amendement n° 278 de Mme Catherine Lalumière soutenu par Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) ; amputation des crédits de l'Institut national de la consommation ; rôle de l'I.N.C. ;

publication du journal « 50 milliions de consommateurs » ; réforme de l'I.N.C. ; jugement de la Cour des comptes sur le fonctionnement administratif de l'I.N.C. ; rejeté ; amendement n° 279 de M. Guy Bèche soutenu par Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) (p. 6280) ; diminution de crédits frappant les associations sociales d'éducation populaire de jeunesse et des associations périscolaires ; aides servant à assurer le niveau de représentation des consommateurs dans divers instances officielles ; encouragements au développement d'actions au sein de chaque organisation de consommateurs ; rejeté ; amendement n° 280 de Mme Marie-France Lecuir (réduction des crédits) (p. 6281) ; réalité de la défense du consommateur ; déclin du consumérisme ; nécessité d'actualiser certaines actions lancées dans le passé ; rejeté ;

— titre III. : adopté.

Etat B, titre IV : amendement n° 225 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Pierre Descaves (réduction des crédits) ; intentions du Gouvernement dans le domaine des subventions (p. 6282) ; cas des associations de consommateurs ; subvention à l'Institut de science mathématique et d'économie appliquée et au Centre de recherche économique sur l'épargne ; participation de la France au fonctionnement de divers organismes internationaux à vocation économique et statistique ; attaques menées par M. Pierre Descaves contre les associations de consommateurs ; retiré ;

— titre IV : réduction des crédits : adoptée (p. 6283).

Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Budget annexe des monnaies et médailles.

Crédits ouverts à l'article 39 au titre des services votés : adoptés.

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I, de l'article 40, au titre des mesures nouvelles : adoptées.

Crédits inscrits au paragraphe II, de l'article 40, au titre des mesures nouvelles : adoptés.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale.

Crédits ouverts à l'article 39 au titre des services votés : adoptés.

Autorisations de programme inscrites au paragraphe I de l'article 40 au titre des mesures nouvelles : adoptées.

Crédits inscrits au paragraphe II de l'article 40 au titre des mesures nouvelles : adoptés.

Voir *Commerce et artisanat.*

EDUCATION NATIONALE

I. — ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Discussion générale [3 novembre 1986] (p. 5695, 5721).

Baccalauréat : *Monory (René)* (p. 5707, 5708, 5732) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5715) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5726).

Bourses : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5701) ; *Monory (René)* (p. 5709) ; *Carraz (Roland)* (p. 5722).

B.T.S. et D.U.T. : *Monory (René)* (p. 5708, 5732) ; *Carraz (Roland)* (p. 5722).

Calendrier scolaire : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5714).

Collèges : *Monory (René)* (p. 5707) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5723).

Crédits (évolution des -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5699) ; *Monory (René)* (p. 5705) ; *Hermier (Guy)* (p. 5710) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5717) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5723).

Décentralisation et transfert de charges sur les collectivités locales : *Couanau (René)* (p. 5705) ; *Monory (René)* (p. 5707, 5732) ; *Hermier (Guy)* (p. 5711) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5714) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5718).

Déconcentration : *Couanau (René)* (p. 5705) ; *Monory (René)* (p. 5709).

Désectorisation : *Hermier (Guy)* (p. 5711) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5730) ; *Monory (René)* (p. 5730).

Directeurs d'école : *Monory (René)* (p. 5706).

Education physique et sportive : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5722).

Ecole normale : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5717).

Effectifs scolaires : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5701) ; *Couanau (René)* (p. 5703) ; *Haby (René)* (p. 5712).

Emplois non-enseignants : *Couanau (René)* (p. 5704) ; *Hermier (Guy)* (p. 5711) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5714) ; *Proveux (Jean)* (p. 5725) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5727) ; *Monory (René)* (p. 5723).

Enfants d'immigrés : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5715) ;

Enseignant (postes d'-) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5701) ; *Couanau (René)* (p. 5703) ; *Monory (René)* (p. 5709, 5729, 5731) ; *Hermier (Guy)* (p. 5710) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5714) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5727).

Enseignants (statut social des -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5701) ; *Couanau (René)* (p. 5704) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5714) ; *Monory (René)* (p. 5732).

Enseignement privé : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5701) ; *Couanau (René)* (p. 5704) ; *Monory (René)* (p. 5709, 5731, 5732, 5733) ; *Hermier (Guy)* (p. 5711) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5716, 5731) ; *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5723, 5724) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5724, 5725) ; *Pinte (Etienne)* (p. 5727, 5728).

Enseignement technique et professionnel : *Couanau (René)* (p. 5704) ; *Haby (René)* (p. 5712) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5717) ; *Carraz (Roland)* (p. 5721, 5732) ; *Catala (Nicole)* (p. 5728).

Formations en alternance : *Monory (René)* (p. 5709, 5733) ; *Royer (Jean)* (p. 5728) ; *Catala (Nicole)* (p. 5728, 5729).

Illettrisme : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5700) ; *Monory (René)* (p. 5706).

Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5702).

Lycées : *Couanau (René)* (p. 5704) ; *Monory (René)* (p. 5707) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5715, 5731).

Mise à disposition : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5702) ; *Couanau (René)* (p. 5703) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5725, 5726, 5730) ; *Monory (René)* (p. 5729, 5730).

« Plan informatique pour tous » : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5701) ; *Monory (René)* (p. 5706).

Privatisation de services assurés par l'éducation nationale : *Proveux (Jean)* (p. 5725).

Professeur d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.) : *Couanau (René)* (p. 5704) ; *Monory (René)* (p. 5707, 5730) ; *Haby (René)* (p. 5712) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5717) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5727).

Prolongation de la scolarité : *Couanau (René)* (p. 5703).

Rappel au règlement de M. Pascal Arrighi : *Arrighi (Pascal)* (p. 5697).

Rappel au règlement de M. Pascal Arrighi : *Arrighi (Pascal)* (p. 5718).

Rappel au règlement de M. Jean-Claude Cassaing : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5698).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 5695).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 5698, 5699).

Rappel au règlement de M. Vincent Porelli : *Porelli (Vincent)* (p. 5697).

Rapport de M. Jean-Claude Martinez : *Joxe (Pierre)* (p. 5695, 5699) ; *Ornano (Michel d')* (p. 5695, 5696) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 5696, 5697) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5697) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 5697) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5698) ; *Monory (René)* (p. 5699).

Syndicalisme enseignant : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5701, 5702) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5714, 5715).

Procédure des questions (p. 5733).

Assocations sportives de l'enseignement public et de l'enseignement privé (subventions aux -) : *Vasseur (Philippe)* (p. 5736) ; *Monory (René)* (p. 5737).

Bourses : *Porelli (Vincent)* (p. 5733, 5734) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5741) ; *Monory (René)* (p. 5741, 5742).

Directeurs d'écoles privées : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5739, 5740) ; *Monory (René)* (p. 5740).

Drogue, violence et alcool : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5734) ; *Berson (Michel)* (p. 5738) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 5738, 5739, 5740) ; *Raoult (Eric)* (p. 5740).

Dyslexiques : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5739) ; *Monory (René)* (p. 5739).

Emplois (création et suppression des -) : *Hermier (Guy)* (p. 5734) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5734) ; Monory (René) (p. 5734, 5735, 5742) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5741, 5742) ; *Proveux (Jean)* (p. 5742).

Enseignements artistiques : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5736) ; *Monory (René)* (p. 5736).

Enseignement supérieur privé : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5740) ; *Monory (René)* (p. 5740).

Enseignement technique et professionnel : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5735) ; *Catala (Nicole)* (p. 5735).

Fermeture de classes : *Godfrain (Jacques)* (p. 5739) ; *Monory (René)* (p. 5739).

Etudes surveillées : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5733) ; *Monory (René)* (p. 5733).

Internat : *Porelli (Vincent)* (p. 5733).

Langues vivantes : *Desanlis (Jean)* (p. 5740) ; *Monory (René)* (p. 5740, 5741).

Maternelles : *Colonna (Jean-Hugues)* (p. 5737) ; *Monory (René)* (p. 5738).

Mises à disposition : *Berson (Michel)* (p. 5738) ; *Alliot-Marie (Michèle)* (p. 5739) ; *Dessein (Jean-Claude)* (p. 5741).

« Plan informatique pour tous » : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5737) ; *Monory (René)* (p. 5737).

Transfert de charges sur les collectivités locales (notamment construction et entretien des lycées) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5733) ; *Roux (Jacques)* (p. 5734) ; *Monory (René)* (p. 5734, 5736) ; *Gengenwin (Germain)* (p. 5735, 5736).

Examens des crédits (p. 5747).

Etat B, titre III : amendement n° 125 de M. Christian Baeckeroot (réduction de crédits alloués à des associations et mouvements pédagogiques de l'enseignement public) : libre choix de l'école ; proposition de loi sénatoriale du 20 novembre 1979 ; bons scolaires ; suppression de la carte scolaire (p. 5747) ; suppression de postes mis à disposition ; retiré ;

— titre III : adopté.

Etat B, titre IV : amendement n° 134 de M. Jacques Guyard (réduction des crédits alloués à la formation continue des personnels de l'enseignement privé) : rejeté ; amendement n° 135 de M. Augustin Bonrepaux (suppression des crédits affectés à l'équipement informatique des établissements privés) ; suppression de 12 000 postes d'instituteurs ; « plan informatique pour tous » (p. 5748) ; postes placés en décharges syndicales ; taux d'encadrement dans l'enseignement primaire public ; mises à disposition ; parité entre enseignement public et enseignement privé ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 136 de M. Jean-Claude Cassaing (réduction de crédits) ; mises à disposition ; (p. 5749) ; gestion de la sécurité sociale par des représentants désignés par les syndicats ; retiré ;

— titre IV : adopté (p. 5750).

Etat C, titre V : amendement n° 137 de M. Jacques Guyard (réduction des autorisations de programme et des crédits de paiement consacrés aux économies d'énergie) ; renforcement des moyens affectés à la lutre contre la toxicomanie ; nombre de maîtres d'internat et de surveillants d'externat ; falsification des chiffres du bilan budgétaire par Mme Michèle Alliot-Marie (p. 5750) ; économies d'énergie ; rejeté ;

— Etat C, titre V : adopté.

Etat C, titre VI : adopté (p. 5751).

Après l'article 71 : amendement n° 130 de M. Jacques Blanc (rapport au Parlement sur l'évolution des charges résultant, pour les régions, les transferts de compétences en matière d'établissement public et privé de l'enseignement secondaire) ; transfert de charges au détriment des collectivités locales (p. 5751) ; vétusté du patrimoine immobilier (p. 5752) ; nécessaire rallonge budgétaire pour les lycées ; plan de création de 100 000 places ; intervention de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales ; inconvénients des financements croisés (p. 5753) ; prolongation de la scolarité à dix-huit ans ; coûts des prêts spéciaux de la C.A.E.C.L. ; adopté.

Après l'article 73 : amendement n° 138 de M. Roland Carraz (dépôt par le Gouvernement d'un état récapitulatif des crédits affectés à l'enseignement professionnel et technologique) (p. 5754) ; article 19 de la loi de programme sur l'enseignement technique et technologique ; image de l'enseignement technique (p. 5755) ; rejeté (p. 5756).

II. — RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Discussion générale [4 novembre 1986] (p. 5756, 5771).

A.N.V.A.R. (Réduction des aides de l'-) : *Chapuis (Robert)* (p. 5760) ; *Birraux (Claude)* (p. 5772) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5777) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5779) ; *Drouin (René)* (p. 5782) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5784).

A.T.O.S. (personnel - et notamment - des bibliothèques) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5764) ; *Roux (Jacques)* (p. 5765) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5774) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5784).

Bourses de l'enseignement supérieur : *Freville (Yves)* (p. 5701) ; *Seguela (Jean-Paul)* (p. 5773) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5775) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 5781).

C.N.R.S. (unité du - et statut des personnels) : *Bassinet (Philippe)* (p. 5776, 5777).

Coopération internationale en matière de recherche (et notamment participation des entreprises européennes à l'I.D.S.) : *Giard (Jean)* (p. 5757) ; *Birraux (Claude)* (p. 5772).

Coopération scientifique et technologique européenne (et notamment programme Euréka) : *Giard (Jean)* (p. 5757) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5759) ; *Birraux (Claude)* (p. 5772) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5784).

Crédits de fonctionnement en matériel des universités (et notamment - affectés aux bibliothèques et à l'informatique) : *Freville (Yves)* (p. 5762) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5763) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5774) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5786).

Droits d'inscription universitaire (niveau des -) : *Freville (Yves)* (p. 5761) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5763) ; *Seguela (Jean-Paul)* (p. 5773) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5775) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 5781).

Effort budgétaire de recherche (et notamment diminution de l'- et non respect des objectifs de la loi de 1982) : *Giard (Jean)* (p. 5756) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5758) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 5764) ; *Birraux (Claude)* (p. 5771) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5775, 5776) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5777) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5779) ; *Mégret (Bruno)* (p. 5780) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5782, 5783).

Emploi scientifique (évolution de l'-) : *Giard (Jean)* (p. 5756) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5758) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5759) ; *Birraux (Claude)* (p. 5771) ; *Le Déhaut (Jean-Yves)* (p. 5779, 5780).

Enseignement supérieur privé (aide à l'-) : *Freville (Yves)* (p. 5761) ; *Bachelot (François)* (p. 5773).

Enseignement supérieur technologique (développement de l'- et notamment des I.U.T.) : *Freville (Yves)* (p. 5761) ; *Forgues (Pierre)* (p. 5778) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5786).

Equipement (niveau des crédits d'-) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5763) ; *Roux (Jacques)* (p. 5765) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5785, 5786).

Evaluation de la recherche publique (procédure de l'- et rôle des instances élues dans l'-) : *Giard (Jean)* (p. 5757, 5758) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5758) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5776) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 5777, 5778).

Fonds industriel de modernisation (suppression du -) : *Chapuis (Robert)* (p. 5760) ; *Birraux (Claude)* (p. 5771) ; *Drouin (René)* (p. 5782) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5784).

Fonds de la recherche et de la technologie : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5777) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5779) ; *Drouin (René)* (p. 5782) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5783).

Grands programmes de recherche (avenir des -) : *Giard (Jean)* (p. 5757) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5758) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5760).

Ingénieurs, techniciens et administratifs (personnels du C.N.R.S.) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5780).

Ministère de la recherche (suppression du -) : *Bassinet (Philippe)* (p. 5775) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 5777).

Œuvres et actions sociales en faveur des étudiants : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5763, 5764) ; *Roux (Jacques)* (p. 5765) ; *Seguela (Jean-Paul)* (p. 5773) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5774, 5775) ; *Giovannelli (Jean)* (p. 5781).

Organismes publics de recherche (avenir des -) : *Chapuis (Robert)* (p. 5759) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5783).

O.R.S.T.O.M. (rôle et organisation d'un audit de l' -) : *Giard (Jean)* (p. 5771) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5779).

Personnels des C.R.O.U.S. (situation des -) : *Giovannelli (Jean)* (p. 5781).

Personnel enseignant (recrutement et déblocage des carrières du -) : *Freville (Yves)* (p. 5761, 5762) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5763) ; *Roux (Jacques)* (p. 5765) ; *Seguela (Jean-Paul)* (p. 5773) ; *Schwartzemberg (Roger-Gérard)* (p. 5774) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5785).

Premiers cycles universitaires (rénovation des -) : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5763) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5774).

Professionnalisation des filières : *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5763) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5787).

Rappel au règlement de M. Louis Mexandeau : *Mexandeau (Louis)* (p. 5787, 5788).

Recherche des entreprises nationalisées : *Chapuis (Robert)* (p. 5760) ; *Birraux (Claude)* (p. 5771).

Recherche industrielle (aide à la -) : *Giard (Jean)* (p. 5757) ; *Dubernard (Jean-Michel)* (p. 5758) ; *Chapuis (Robert)* (p. 5760) ; *Birraux (Claude)* (p. 5771) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5776) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5779) ; *Mégret (Bruno)* (p. 5781) ; *Drouin (René)* (p. 5782) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5783).

Recherche militaire (augmentation des crédits de la -) : *Giard (Jean)* (p. 5756) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5776) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5783).

Recherche universitaire : *Freville (Yves)* (p. 5762) ; *Cassaing (Jean-Claude)* (p. 5763, 5764) ; *Roux (Jacques)* (p. 5765) ; *Birraux (Claude)* (p. 5772) ; *Seguela (Jean-Paul)* (p. 5773) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5775) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5787).

Réformes universitaires (et notamment autonomie et sélection) : *Freville (Yves)* (p. 5762) ; *Bachelot (François)* (p. 5772, 5773) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 5774) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 5775).

Statut des chercheurs : *Mégret (Bruno)* (p. 5779, 5780).

Subventions versées aux universités (modalité d'attribution des -) : *Freville (Yves)* (p. 5762).

Procédure des questions (p. 5788, 5795).

Crédits d'investissement du ministère en 1987 (orientation des -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 5796) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5797).

Emplois dans les établissements d'enseignement supérieur (suppression d') : *Rigaud (Jean)* (p. 5791) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5791).

Enseignement supérieur privé (et notamment aide à l'enseignement agricole) : *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 5789) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5789, 5796) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 5795, 5796).

Etudiants étrangers (conditions d'inscription des -) : *Raoult (Eric)* (p. 5789) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5790).

Evaluation et classement des universités : *Koehl (Emile)* (p. 5791) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5791, 5792).

H.L.M. pour les étudiants (construction de -) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5788).

Institut des langues orientales (implantation nouvelle de l'-) : *Raoult (Eric)* (p. 5789) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5789).

Institut de recherche métaboliques Cycéron de Caen : *Seguela (Jean-Paul)* (p. 5797) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5797).

Œuvres universitaires (situation et réforme des -) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 5788) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5789, 5790).

Politique générale de recherche (déclaration et conférence de presse du ministre sur la -) ; *Jean (Briane)* (p. 5790) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5791).

Stratégie de recherche de la France : *Mégret (Bruno)* (p. 5796) ; *Devaquet (Alain)* (p. 5796).

Thèses (régime des -) : *Jean (Briane)* (p. 5790).

Examen des crédits (p. 5797).

Etat B, titre III : amendement n° 139 de M. Jean-Hugues Colonna soutenu par Roger-Gérard Schwartzenberg (tendant à réduire la création d'emplois sans préciser le chiffre de maîtres de conférence pour l'E.P.S. gagé par la suppression de dix-neuf emplois de professeurs adjoints à la section scolaire) : rejeté ;

— titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisation de programme et crédits de paiement : adopté (p. 5797).

Titre VI : autorisation de programme et crédits de paiement : adopté (p. 5798).

EMPLOI

Voir *Affaires sociales et emploi.*

ENVIRONNEMENT

Discussion générale [29 octobre 1986] (p. 5492)

Air (qualité de l'-) : *Carignon (Alain)* (p. 5495) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5497).

Animaux non domestiques (protection des -) : *Nungesser (Roland)* (p. 5499).

Association de protection de l'environnement (diminution des crédits accordés aux -) : *Richard (Alain)* (p. 5494) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5494) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5498) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5498) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5501).

Bruit (lutte contre le -) : *Carignon (Alain)* (p. 5496, 5497, 5501) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5498, 5499).

Chasse (intervention concernant la -) : *Richard (Alain)* (p. 5493) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5501).

Conservatoire du littoral (diminution des moyens du -) : *Richard (Alain)* (p. 5493) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5498).

Eau et rivières (protection de l'- et des -) : *Tavernier (Yves)* (p. 5494) ; *Carignon (Alain)* (p. 5495, 5496, 5501) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5497, 5498) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 5500).

Forêt méditerranéenne (lutte contre les incendies dans la -) : *Carignon (Alain)* (p. 5496, 5501) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5499) ; *Peyron (Albert)* (p. 5499).

Inspection des établissements classés (rattachement administratif de l'-) : *Richard (Alain)* (p. 5493) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5494) ; *Carignon (Alain)* (p. 5497, 5501) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 5500).

Parcs nationaux et régionaux (stagnation des crédits pour les -) : *Richard (Alain)* (p. 5493) ; *Carignon (Alain)* (p. 5496) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 5500) ; *Mesmin (Georges)* (p. 5500).

Pêche (action concernant la -) : *Richard (Alain)* (p. 5493).

Pluies acides : *Tavernier (Yves)* (p. 5495) ; *Carignon (Alain)* (p. 5495) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5499).

Recherche sur l'environnement (diminution des crédits de la -) : *Richard (Alain)* (p. 5493) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5494) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5498) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 5500) ; *Carignon (Alain)* (p. 5501).

Réserves et espace naturel protégé : *Richard (Alain)* (p. 5494) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5494) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5498) ; *Bouchardeau (Huguette)* (p. 5500) ; *Carignon (Alain)* (p. 5501).

Risques technologiques et naturels majeurs (prévention des - et délégation aux -) : *Richard (Alain)* (p. 5493) ; *Tavernier (Yves)* (p. 5495) ; *Carignon (Alain)* (p. 5496, 5501, 5502) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5498).

Terres agricoles (déprise des -) : *Carignon (Alain)* (p. 5496).

Procédure des questions (p. 5502).

Bruit à proximité des aéroports (et notamment celui d'Orly) : *Nevoux (Paulette)* (p. 5502) ; Carignon (Alain) (p. 5502).

Pêche en eau douce (régime de la -) : *Grussenmeyer (François)* (p. 5502) ; *Carignon (Alain)* (p. 5502, 5503).

Examen des crédits (p. 5503).

Etat B, titre III : adopté.

Etat B, titre IV : amendement n° 114 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Pierre Descaves (tendant à réduire les crédits de subventions aux associations) (p. 5503) ; ministère de

l'environnement subventionnant non des associations mais des actions ; actions menées par ce ministère pour l'emploi des jeunes ; amendement n° 114 : retiré.

Etat B, titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiements : adopté.

Etat C, titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adopté (p. 5504).

EQUIPEMENT, LOGEMENT, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, TRANSPORTS, BUDGET ANNEXE DE LA NAVIGATION AERIENNE

Discussion générale [28 octobre 1986] (p. 5383, 5405, 5429).

Aéroport de Rochefort-Saint-Agnant : *Bussereau (Dominique)* (p. 5416) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5431).

Agences d'urbanisme (crédits destinés aux -) : *Fèvre (Charles)* (p. 5393) ; *Riguaud (Jean)* (p. 5412, 5413) ; *Badet (Jacques)* (p. 5420) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5433).

Aide personnalisée au logement : *Ligot (Maurice)* (p. 5390, 5391) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5392) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5400) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5408, 5417) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5416) ; *Mayoud (Alain)* (p. 5419) ; *Badet (Jacques)* (p. 5420) ; *Chomat (Paul)* (p. 5422).

Aides fiscales et budgétaires à la construction dans le secteur libre : *Schénardi (Jean-Pierre)* (p. 5398) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5405) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5417).

Aménagement du territoire (politique de l'-) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5394) ; *Royer (Jean)* (p. 5396) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5399) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5407) ; *Souchon (René)* (p. 5413, 5414).

Architecture (loi du 3 janvier 1977) : *Fèvre (Charles)* (p. 5393).

D.A.T.A.R. (rôle de la -) : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5394, 5495) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5418).

Comité interministériel des villes : *Ligot (Maurice)* (p. 5390) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5393).

Concours de l'Etat aux transports parisiens : *Barnier (Michel)* (p. 5383, 5385) ; *Borotra (Franck)* (p. 5386) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5397) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5409) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5415).

Construction aéronautique : *Gantier (Gilbert)* (p. 5386, 5487) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 5388) ; *Labbé (Claude)* (p. 5389) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5410, 5411, 5431) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5424).

Contrat de plan Etat-région : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5394) ; *Royer (Jean)* (p. 5395) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5399).

Contribution aux tarifs sociaux de la S.N.C.F. : *Borotra (Franck)* (p. 5386) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5401) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5412).

Contrôle aérien (personnel du -) : *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 5413) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5431).

Desserte aérienne des D.O.M-T.O.M : *Labbé (Claude)* (p. 5389) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5410).

Europe des transports : *Rostolan (Michel de)* (p. 5388) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5397) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5410) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5415).

Exonération de la taxe foncière : *Schénardi (Jean-Pierre)* (p. 5398) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5432).

Financement des logements aidés (P.L.A. et P.C.) : *Ligot (Maurice)* (p. 5391) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5392) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5400) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5405, 5406, 5408, 5417) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5416, 5417) ; *Mayoud (Alain)* (p. 5419) ; *Badet (Jacques)* (p. 5420, 5421) ; *Chomat (Paul)* (p. 5421, 5422).

H.L.M. (situation des offices d'-) : *Fèvre (Charles)* (p. 5392) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5401).

Incitations fiscales à l'investissement dans l'immobilier locatif : *Ligot (Maurice)* (p. 5489) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5391, 5392) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5405).

Lien fixe Transmanche : *Douffiagues (Jacques)* (p. 5411) ; *Auroux (Jean)* (p. 5423).

Limitation de vitesse sur les autoroutes : *Fèvre (Charles)* (p. 5398) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5432).

Logement du Quart monde : *Tibéri (Jean)* (p. 5401) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5432).

Loi d'orientation des transports intérieurs (bilan de la -) : *Fèvre (Charles)* (p. 5397) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 5415, 5416) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5431).

Pôles de conversion : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5494) ; *Billardon (André)* (p. 5421) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5432).

Prime à l'aménagement du territoire : *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 5393) ; *Royer (Jean)* (p. 5395) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5399) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5399) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5407, 5414) ; *Souchon (René)* (p. 5413) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5418) ; *Billardon (André)* (p. 5421).

Programme d'incitation aux économies d'énergie : *Fèvre (Charles)* (p. 5392) ; *Schénardi (Jean-Pierre)* (p. 5398) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5399) ; *Tibéri (Jean)* (p. 5401) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5417) ; *Mayoud (Alain)* (p. 5419) ; *Chomat (Paul)* (p. 5422).

Programme T.G.V. : *Barnier (Michel)* (p. 5384) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5410, 5411) ; *Auroux (Jean)* (p. 5423).

Recherche : *Le Garrec (Jean)* (p. 5399) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5410).

Redevance de sécurité dans les transports aériens : *Rostolan (Michel de)* (p. 5388) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5410).

Rénovation de l'habitat : *Ligot (Maurice)* (p. 5389) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5392) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5406) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5417) ; *Badet (Jacques)* (p. 5420) ; *Chomat (Paul)* (p. 5422).

Rôle de l'infrastructure routière dans l'aménagement du territoire : *Royer (Jean)* (p. 5395) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5417).

Sécurité ferroviaire : *Barnier (Michel)* (p. 5384) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5498) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5411).

Sécurité routière : *Barnier (Michel)* (p. 5383, 5384) ; *Borotra (Franck)* (p. 5386) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5401, 5402) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5407, 5432) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5418).

Situation dans le secteur bâtiment et des travaux publics : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5405) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5417).

Situation de la S.N.C.F. : *Barnier (Michel)* (p. 5384) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5397) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 5401) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5409, 5430) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5414, 5415) ; *Auroux (Jean)* (p. 5423).

Situation des ménages ayant emprunté pour l'achat de leur logement (et notamment rachat par les H.L.M.) : *Ligot (Maurice)* (p. 5390) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5392) ; *Schénardi (Jean-Pierre)* (p. 5398) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5406, 5432) ; *Guyard (Jacques)* (p. 5416).

Suppression du fonds spécial de grands travaux : *Barnier (Michel)* (p. 5383) ; *Borotra (Franck)* (p. 5385) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5392) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5412, 5430) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5418) ; *Mayoud (Alain)* (p. 5419) ; *Auroux (Jean)* (p. 5422).

Transport aérien (déréglementation) : *Rostolan (Michel de)* (p. 5388) ; *Labbé (Claude)* (p. 5388) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 5413) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5415) ; *Auroux (Jean)* (p. 5424) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5431).

Transports aériens (situation des compagnies de -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 5387, 5388) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5409, 5410) ; *Fourré (Jean-Pierre)* (p. 5425).

Transports routiers et routes : *Barnier (Michel)* (p. 5383) ; *Borotra (Franck)* (p. 5386) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5406, 5407, 5409) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5410).

Villes nouvelles (situation des -) : *Guyard (Jacques)* (p. 5416) ; *Vivien (Alain)* (p. 5418, 5419) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5432).

Voies navigables et batellerie : *Barnier (Michel)* (p. 5385) ; *Borotra (Franck)* (p. 5385, 5386) ; *Fèvre (Charles)* (p. 5398) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5411, 5430) ; *Nungesser (Roland)* (p. 5415) ; *Auberger (Philippe)* (p. 5418) ; *Auroux (Jean)* (p. 5424) ; *Mellick (Jacques)* (p. 5425, 5426).

Procédure des questions (p. 5422).

Aide personnalisée au logement : *Laborde (Jean)* (p. 5437) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5437).

Alsace (aménagement du territoire en -) ; *Grussenmeyer (François)* (p. 5453) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5453).

Autoroute A 26 de Calais à Reims (poursuite de l'-) ; *Legendre (Jacques)* (p. 5439) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5439).

Charente-Maritime (désenclavement de la -) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 5446) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5446) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5446).

Construction aéronautique (programme Airbus et A.T.R. 42) ; *Roger-Marchart (Jacques)* (p. 5442, 5443) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5443).

Contrat de plan Etat-S.N.C.F. (respect du -) ; *Portheault (Jean-Claude)* (p. 5449) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5449).

Corse (desserte aérienne de la -) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 5450) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5450).

Directions départementales de l'équipement et (organisation des -) : *Chomat (Paul)* (p. 5441) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5441).

Emploi dans le bâtiment et les travaux publics : *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5437, 5440) ; *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 5440).

Emprunts contractés pour accéder à la propriété en période d'inflation élevée (probèmes des -) : *Lepercq (Arnaud)* (p. 5453) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5453).

Equipement (personnels de l'-) : *Chomat (Paul)* (p. 5440) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5441).

Friches industrielles et crédits du F.I.A.T. : *Durieux (Bruno)* (p. 5442) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5442).

H.L.M. (montant des travaux sans conventionnement dans les -) : *Bordu (Gérard* (p. 5447) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5447, 5448).

H.L.M. (récupération des charges de gardiennage dans les -) sur les locataires) : *Porelli (Vincent)* (p. 5441) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5441).

H.L.M. des Bosquets à Montfermeil (réhabilitation de l'-) : *Raoult (Eric)* (p. 5439) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5439).

Liaisons aériennes entre villes (conditions des -) : *Godfrain (Jacques)* (p. 5451) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5451).

Logements anciens (action en faveur des -) : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5433, 5434) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5452) ; *Dhinnin (Claude)* (p. 5452).

Lorraine et Nord-Pas-de-Calais (problème du logement social en -) ; *Drouin (René)* (p. 5436, 5437).

Massif Central (désenclavement du -) : *Malvy (Martin)* (p. 5444) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5444, 5445).

Météorologie nationale (moyens de la -) : *Hoffmann (Jacqueline)* (p. 5448, 5449) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5440).

Opérations programmées de l'amélioration de l'habitat (réalisation des -) : *César (Gérard)* (p. 5451, 5452) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5452).

Outre-mer (desserte aérienne de l'-) : *Demuynck (Christian)* (p. 5453, 5454) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5454).

Pays de la Loire (réalisation de grandes infrastructures dans les) : *Narquin (Jean)* (p. 5438) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5438, 5439).

Personnes de bonne foi ne pouvant payer leur loyer (problèmes des -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 5447) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5447).

Pôles de conversions pour la région de Lisieux : *Fanton (André)* (p. 5445) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5446).

Pyrénées-Orientales (circulation automobile dans les -) : *Sergent (Pierre)* (p. 5435, 5436) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5436).

Réhabilitation des quartiers dégradés : *Laborde (Jean)* (p. 5437) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5437).

Rappel au règlement de M. Guy Malandaln : *Malandain (Guy)* (p. 5450) ; *Millon (Charles)* (p. 5450).

Rocade-Est de Calais (achèvement de la -) : *Blot (Yvan)* (p. 5452, 5453).

Rocade-Nord-Ouest de Lille (poursuite des travaux de la -) : *Delfosse (Georges)* (p. 5434) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5434, 5435).

Train à grande vitesse (T.G.V.) (prolongation du - jusqu'à Bourg-Saint-Maurice) : *Rigaud (Jean)* (p. 5442) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5442).

Train à grande vitesse-Est (T.G.V.-Est) : *Reymann (Marc)* (p. 5435) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5435).

Train à grande vitesse-Nord (T.G.V.-Nord) : *Legendre (Jacques)* (p. 5439, 5440) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5440).

Tramway assurant la liaison Saint-Denis-Bobigny : *Raoult (Eric)* (p. 5445) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5445).

Tramway de Nantes : *Chenard (Alain)* (p. 5443) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5443, 5444).

Transport fluvial (avenir du -) : *Bordu (Gérard)* (p. 5448) ; *Douffiagues (Jacques)* (p. 5448).

Travaux d'économie d'énergie (avantages fiscaux pour les -) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 5437, 5438) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5438).

Tunnel du Puy-Morens (construction du -) : *Bonrepaux (Augustin)* (p. 5451) ; *Méhaignerie (Pierre)* (p. 5451).

Examen des crédits [29 octobre 1986] (p. 5459, 5487) ;

Vote des crédits inscrits à la ligne « Equipement, logement, aménagement du territoire et transports » des Etats B et C : réservé jusqu'à la discussion des crédits du ministère chargé de l'environnement.

Etat B, titre III : amendement n° 107 de M. Paul Chomat (réduction de crédits) ; crédits des centres d'études techniques et de l'équipement ; rejeté ; amendement n° 97 de M. Marcel Wacheux (réduction de crédits) ; crédits affectés aux dépenses d'informatique, de bureautique et de télématique ; utilisation de ces crédits au profit de la restructuration des zones minières ; déclaration de M. Jacques Chirac en 1974 ; crédits consacrés aux zones minières entre 1982 et 1986 (p. 5459) ; effort supplémentaire du Gouvernement en faveur des zones minières ; rejeté ; amendement n° 98 de M. Robert Chapuis (réduction des crédits) ; aménagement du territoire ; diminution des autorisations de programme destinées à favoriser la localisation d'activités créatrices d'emplois ; réflexion sur le mode d'attribution des primes ; protestation du Conseil régional Rhône-Alpes contre la diminution de la prime régionale à l'aménagement du territoire ; implantation en France d'investissements internationalement mobiles ; diminution en 1986 du montant des primes d'aménagement du territoire (p. 5460) ; rejeté ; amendement n° 99 de Mme Muguette Jacquaint (réduction des crédits) ; crédits de fonctionnement des centres d'étude technique et de l'équipement et des laboratoires des ponts et chaussées ; fonctionnement de l'Ecole nationale de l'aviation civile ; dangers de la déréglementation ; guerre tarifaire ; rejeté ; **rappel au reglement** de M. André Fanton (p. 5461) ; **rappel au règlement** de M. Alain Richard.

Titre IV : amendement n° 95 de M. Pascal Arrighi (réduction de crédits) ; saupoudrage des subventions ; plus grande transparence dans l'utilisation de l'argent public ; subventions destinées aux associations départementales d'information sur le logement ; retiré ; amendement n° 106 de M. Jean-Claude Portheault (réduction de crédits) ; insuffisance des subventions au profit des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (p. 5462) ; efficacité des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ; mission des architectes des Bâtiments de France ; rejeté ; amendement n° 92 de M. Christian Goux soutenu par M. Jacques Roger-Machart (réduction de crédits) ; budget des aides de l'Etat à l'exploitation du transport aérien commercial ; ouverture de la ligne des Antilles-Guyane aux compagnies privées ; inconvénient de la déréglementation (p. 5463) ; possibilité pour l'Etat de fixer un maximum pour les plus hauts tarifs d'Air-France ; organisation du transport aérien ; respect des engagements de l'Etat au titre du protocole signé avec Air-Inter pour l'exploitation du Mercure ; problème des Antilles ; retiré ; amendement n° 96 de M. Jean-Claude Martinez soutenu par M. Pierre Descaves (réduction de crédits) ; versements effectués au profit de la S.N.C.F. (p. 5464) ; effort de la S.N.C.F. ; concours publics aux entreprises de transports ferroviaires dans les différents pays modernes ; coût des emprunts nécessaires à certaines grandes réalisations telles que le T.G.V. Sud-Ouest ; contrat de plan Etat-S.N.C.F. ; retiré.

Etat C, titre V : amendement n° 100 de Mme Odile Sicard (réduction des autorisations de programmes et des crédits de paiement) ; réalisation d'études relatives aux politiques locales de l'habitat ; spécificité des agences d'urbanisme (p. 5465) ; situation des agences d'urbanisme ayant passé avec l'Etat un contrat d'objectifs ; retiré ; amendement n° 111 de M. Jacques Roger-Machart (réduction des autorisations de programmes) ; aide aux entreprises en matière de recherche ; nouveaux programmes aéronautiques ; problèmes de la construction aéronautique ; aides au programme Airbus A/330 et A/340 (p. 5466) ; réalisation de la grande soufflerie cryogénique de l'Office national d'étude et de recherche aérospatiale ; retiré ; amendement n° 93 de M. Michel Cartelet (réduction des autorisations de programme) ; budget des voies navigables ; mise à grand gabarit de la Seine ; développement du réseau de voies fluviales ; non inscription dans le budget 1986

de la liaison Bray-sur-Seine/Nogent-sur-Seine ; priorité acordée à la sauvegarde à la restauration du réseau existant (p. 5467) ; construction du barrage de l'Aube ; crise de la batellerie ; fin des transports à pertes de la S.N.C.F. ; amendement n° 93 : retiré.

Titre VI : amendement n° 112 de M. Jacques Roger-Machart : retiré ; amendement n° 110 de M. Alain Richard (réduction des autorisations de programmes) ; maintien de la continuité des contrats de développement en matière de transport public urbain (p. 5468) ; restrictions apportées aux subventions ; rattrapage tarifaire ; gains de productivité ; connexion au R.E.R. des lignes de Cergy et Poissy ; maintien des contrats de développement ; volonté du Gouvernement de développer les transports en commun de province ; mise en service des métros et tramways de provinces ; rejeté.

Etat D, titre III : adopté (p. 5469).

Article 55 *(déterminant les parts respectives de l'Etat et de la région d'Ile-de-France dans le financement des travaux d'infrastructure de transports en commun de la région d'Ile-de-France)* : amendement n° 2 de M. Paul Chomat soutenu par M. Vincent Porelli (substituant dans le troisième alinéa de cet article au nombre 364,25 le nombre 304,25) ; conséquences du budget de 1987 pour les transports collectifs urbains ; tramway de la Seine-Saint-Denis ; retiré ;

— article 55, adopté.

Article 72 *(modification des conditions d'attribution de l'aide personnalisée au logement)* : amendements identiques n°s 5 de M. Paul Chomat soutenu par M. Vincent Porelli et 101 de M. Jean Oehler (de suppression) ; mise en place d'un nouveau régime d'A.P.L. ; diminution de l'aide au logement accordée aux familles de locataires ou d'accédants logés dans le secteur H.L.M. ; inopportunité de réserver le logement H.L.M. aux seuls plus démunis (p. 5488) ; mise en place d'un système de tiers payant pour l'allocation logement et pour l'A.P.L. dans les départements et territoires d'outre-mer ; augmentation globale des crédits accordés à l'urbanisme ; revalorisation de l'aide au logement ; extension du fonds d'aide aux impayés à l'ensemble du territoire ; insuffisance des prêts locatifs aidés en Alsace ; finalité sociale de l'A.P.L. ; effet pervers de la réglementation actuelle ; utilisation de l'aide personnalisée au logement pour équilibrer la situation financière des organismes H.L.M. ; A.P.L. aboutissant à des différenciations fortes entre logements anciens et logements neufs (p. 5489) ; nombre de P.L.A. et de prêts locatifs intermédiaires engagés en 1987 ; amendements n°s 5 et 101 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 102 de M. René Drouin soutenu par M. Jean Oehler (aide personnalisée au logement) ; intentions du Gouvernement à propos de la modification des conditions d'octroi de l'A.P.L. ; retiré ;

— article 72 : adopté.

Après l'article 72 : amendement n° 104 de M. Guy Malandain (précisant que le Gouvernement déposera sur le bureau des assemblées parlementaires un rapport sur l'utilisation des crédits consacrés au financement des primes à l'amélioration du logement à usage locatif et à occupation sociale et des primes à l'amélioration de l'habitat concourant à des opérations d'économie d'énergie dans le secteur du logement) ; mise en œuvre d'une politique de maîtrise de l'énergie ; absence de tranche nouvelle au profit du fonds spécial de grands travaux (p. 5490) ; budget de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie ; opération de réhabilitation ; incitations fiscales ; amélioration des primes pour l'amélioration de l'habitat et des moyens de l'agence nationale de l'amélioration de l'habitat ; amendement n° 104 : retiré ; amendement n° 105 de Mme Jacqueline Osselin (dépôt par le Gouvernement d'un rapport sur le bilan des opérations de développement social des quartiers) ; évaluation des actions du comité interministériel pour les villes ; restructuration des quartiers défavorisés (p. 5491) ; nécessité d'une solidarité intercommunale ; crédits versés par les ministères ; maintien des moyens des commissions de développement social des quartiers ; retiré.

Budget annexe de la navigation aérienne.

Crédits ouverts à l'article 39 : adoptés ; autorisations de programme inscrites au paragraphe 1er de l'article 40 : adoptées ; crédits ouverts au paragraphe 2 de l'article 40 : adoptés (p. 5492).

Voir *Environnement.*

FONCTION PUBLIQUE

Voir *Services du Premier ministre.*

INDUSTRIE

Discussion générale [31 octobre 1986] (p. 5605, 5627).

Actions de reconversion (crédits aux) : *Madelin (Alain)* (p. 5607, 5637) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 5611).

Agence nationale pour la valorisation de la recherche (A.N.V.A.R.) : *Madelin (Alain)* (p. 5608) ; *Billardon (André)* (p. 5622).

Aide à la création d'entreprise : *Descaves (Pierre)* (p. 5620).

Aides aux entreprises entre 1981 et 1986 (accroissement des -) : *Madelin (Alain)* (p. 5605) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 5610) ; *Cresson (Edith)* (p. 5614) ; *Borotra (Franck)* (p. 5616) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5632).

Approvisionnements en matières premières (sécurité des -) : *Madelin (Alain)* (p. 5607).

Associations (subventions versées aux -) : *Descaves (Pierre)* (p. 5620, 5621).

Budget du ministère de l'industrie (baisse du -) : *Madelin (Alain)* (p. 5606) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 5610) ; *Chometon (Georges)* (p. 5628).

Chantiers navals (situation dans les -) : *Madelin (Alain)* (p. 5607) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 5611).

Charbon (situation des Charbonnages de France et houillères nationales) : *Vasseur (Philippe)* (p. 5611) ; *Borotra (Franck)* (p. 5616) ; *Malvy (Martin)* (p. 5629) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5633, 5634) ; *Madelin (Alain)* (p. 5635).

Charges supportées par les entreprises : *Vasseur (Philippe)* (p. 5610) ; *Descaves (Pierre)* (p. 5619).

Commissariat au Plan (suppression du -) : *Charzat (Michel)* (p. 5628).

Compétitivité de l'industrie française (baisse de la -) : *Madelin (Alain)* (p. 5605) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 5610) ; *Borotra (Franck)* (p. 5615, 5616) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 5617) ; *Billardon (André)* (p. 5621) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 5631).

Composants électroniques (industrie des -) : *Cresson (Edith)* (p. 5615) ; *Madelin (Alain)* (p. 5636).

Directeur de l'industrie (nomination de M. Jacques Maisonrouge comme -) : *Billardon (André)* (p. 5623).

Ecole des mines (développement de l'-) : *Madelin (Alain)* (p. 5608).

Electricité de France, Gaz de France (E.D.G.-G.D.F.) : *Borotra (Franck)* (p. 5616) ; *Malvy (Martin)* (p. 5629).

Electronique et informatique (effort en faveur de la filière -) : *Madelin (Alain)* (p. 5608, 5609, 5636) ; *Cresson (Edith)* (p. 5614) ; *Billardon (André)* (p. 5622).

Energie (politique de maîtrise de l'- et notamment rôle de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie) : *Madelin (Alain)* (p. 5608, 5636) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5612, 5613) ; *Borotra (Franck)* (p. 5616) ; *Billardon (André)* (p. 5622) ; *Malvy (Martin)* (p. 5629) ; *Hervé (Michel)* (p. 5633) ; *Kucheida (Jean-Pierre)* (p. 5634).

Energie nucléaire (programme nucléaire) : *Madelin (Alain)* (p. 5608) ; *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5612) ; *Malvy (Martin)* (p. 5629).

Entreprises en difficulté (subventions aux -) : *Madelin (Alain)* (p. 5607).

Entreprises publiques (bilan et dotations en capital aux -) : *Madelin (Alain)* (p. 5607, 5635) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 5611).

Espace (exploitation industrielle de l'-) : *Madelin (Alain)* (p. 5609).

Etat (désengagement de l'-) : *Madelin (Alain)* (p. 5606) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 5610) ; *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5618).

Fonds industriel de modernisation (disparition du -) : *Cresson (Edith)* (p. 5614) ; *Billardon (André)* (p. 5622) ; *Madelin (Alain)* (p. 5622) ; *Hervé (Michel)* (p. 5633).

Grands contrats (aide aux -) : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5618).

Hautes-Pyrénées (emplois dans les -) : *Bleuler (Pierre)* (p. 5630) ; *Madelin (Alain)* (p. 5636, 5637).

Incitation aux risques (mécanisme de l'-) : *Madelin (Alain)* (p. 5608).

Industries pétrolières (prélèvement sur les -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 5632).

Industrie textile (situation de l'-) : *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5613) ; *Cresson (Edith)* (p. 5614).

Investissement industriel (situation et aide aux -): *Cresson (Edith)* (p. 5614, 5615); *Chometon (Georges)* (p. 5628, 5629); *Gantier (Gilbert)* (p. 5632); *Hervé (Michel)* (p. 5633).

Lorraine (problème de la -): *Goeuriot (Colette)* (p. 5617).

Machine-outil (situation du secteur de la -): *Weisenhorn (Pierre)* (p. 5613); *Cresson (Edith)* (p. 5614); *Madelin (Alain)* (p. 5636).

Marques et brevets (protection des -): *Madelin (Alain)* (p. 5607, 5608).

Métrologie (effort pour le secteur de la -): *Madelin (Alain)* (p. 5608); *Hervé (Michel)* (p. 5633).

Ministère de l'industrie (réorganisation du -): *Madelin (Alain)* (p. 5609).

Obstacles non tarifaires au commerce international: *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5618).

Petites et moyennes industries (mesures en faveur des -): *Descaves (Pierre)* (p. 5620).

Pression fiscale sur les entreprises (allégement de la -): *Madelin (Alain)* (p. 5606, 5607); *Vasseur (Philippe)* (p. 5610, 5611); *Borotra (Franck)* (p. 5611); *Gantier (Gilbert)* (p. 5632).

Privatisation (finalité et modalité de la -): *Charzat (Michel)* (p. 5627).

Recherche et développement (aide): *Cresson (Edith)* (p. 5615); *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5619); *Madelin (Alain)* (p. 5636).

Sécurité des installations nucléaires: *Madelin (Alain)* (p. 5607); *Malvy (Martin)* (p. 5629).

Sidérurgie (situation de la -): *Drouin (René)* (p. 5630, 5631); *Madelin (Alain)* (p. 5636).

Télécommunications: *Madelin (Alain)* (p. 5607, 5608).

Transmission des entreprises: *Madelin (Alain)* (p. 5608).

Zones d'entreprise (création des -): *Bleuler (Pierre)* (p. 5630).

Procédure des questions (p. 5637).

Basse Normandie (emploi en - et cas de la société Moulinex): *Lambert (Michel)* (p. 5643); *Madelin (Alain)* (p. 5644).

Industrie sucrière en Guadeloupe (crise de l'-): *Beaujean (Henri)* (p. 5639); *Madelin (Alain)* (p. 5639).

Machine outil (secteur de la -): *Oehler (Jean)* (p. 5637); *Madelin (Alain)* (p. 5637, 5641); *Chomat (Paul)* (p. 5641).

Machinisme agricole (cas de la société Huard U.S.F.): *Hunault (Xavier)* (p. 5643); *Madelin (Alain)* (p. 5643).

Nord-Pas-de-Calais (situation du secteur charbonnier dans le-): *Auchedé (Bruno)* (p. 5640); *Madelin (Alain)* (p. 5640, 5641).

Pas-de-Calais (emploi dans le -): *Auchedé (Bruno)* (p. 5644); *Madelin (Alain)* (p. 5644).

Politique charbonnière: *Kiffer (Jean)* (p. 5638); *Madelin (Alain)* (p. 5638, 5639).

Politique énergétique (et notamment économies d'énergie): *Portheault (Jean-Claude)* (p. 5631); *Madelin (Alain)* (p. 5637, 5641, 5642); *Auchedé (Bruno)* (p. 5641).

Potasse d'Alsace: *Oehler (Jean)* (p. 5638); *Madelin (Alain)* (p. 5638).

Sidérurgie (investissement dans la -); *Kiffer (Jean)* (p. 5639); *Madelin (Alain)* (p. 5639).

Textile (industrie du): *Chomat (Paul)* (p. 5642); *Madelin (Alain)* (p. 5642).

Transmission des entreprises: *Charié (Jean-Paul)* (p. 5639, 5640); *Madelin (Alain)* (p. 5640).

T.V.A. sur les télécommunications (institution de la -): *Descaves (Pierre)* (p. 5642); *Madelin (Alain)* (p. 5642).

Zones d'entreprise: *Lambert (Michel)* (p. 5643); *Madelin (Alain)* (p. 5643, 5644); *Charles (Serge)* (p. 5644).

Examen des crédits (p. 5645).

Etat B, titre IV: amendement n° 126 de M. Pierre Descaves (réductions des crédits); contrôle des parlementaires sur les subventions versées; dépôt des dossiers constitués par les associations lors de leur demande précédente; subventions accordées aux associations; retiré; amendement n° 127 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Bruno Mégret (réductions des crédits) (p. 5644); suppression des crédits d'intervention prévus au titre de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche; rôle de l'A.N.V.A.R.; problème de l'aide à l'innovation; capital risque; rejeté; amendement n° 128 de M. Pierre Descaves (réduction des crédits); inopportunité de recourir à des organismes publics pour favoriser la création d'entreprise; cas de l'agence nationale pour la création d'entreprise (p. 5646); retiré.

Après l'article 73: amendement n° 122 de M. Gilbert Gantier (dépôt d'un rapport au Parlement sur les conséquences du prélèvement sur les entreprises pétrolières institué par la loi de finances pour 1985); modalité de calcul du prélèvement sur les entreprises pétrolières; évolution du cours du pétrole; retiré; **rappel au règlement** de M. Guy Malandin (p. 5647, 5648).

INTERIEUR

Discussion générale [7 novembre 1986] (p. 5879, 6001).

Actions et concours financiers en faveur des collectivités locales: *Rossi (André)* (p. 5879); *Clément (Pascal)* (p. 5981); *Pasqua (Charles)* (p. 5992).

Archives du ministère de l'intérieur (disparition d'-): *Joxe (Pierre)* (p. 6003).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales: *Rossi (André)* (p. 5980); (p. 5982); *Pasqua (Charles)* (p. 5993); *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 6007); *Derosier (Bernard)* (p. 6013); *Delattre (Francis)* (p. 6019); *Galland (Yves)* (p. 6029).

Carte nationale d'identité infalsifiable: *Feron (Jacques)* (p. 5983); *Pasqua (Charles)* (p. 5990).

Charges des collectivités locales (augmentation des -): *Rossi (André)* (p. 5979); *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5997); *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 6007).

Corse (violences en -); *Pasquini (Pierre)* (p. 6016, 6017).

« Couverture » des actes de police par la hiérarchie (actions et propos des ministres sur la -) (évocation de la rue Mogador): *Joxe (Pierre)* (p. 6002); *Pasqua (Charles)* (p. 6029).

Déconcentration: *Rossi (André)* (p. 5980); *Pasqua (Charles)* (p. 5993).

Décentralisation: *Clément (Pascal)* (p. 5981); *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5996, 5997); *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 6007); *Derosier (Bernard)* (p. 6012).

Défense et sécurité civile (insuffisance des moyens de la - et réforme de l'organisation): *Feron (Jacques)* (p. 5984); *Blot (Yvan)* (p. 5987); *Harcourt (Florence d')* (p. 5987, 5988, 6016, 6030); *Pasqua (Charles)* (p. 5989, 5991, 5992, 6030, 6031); *Joxe (Pierre)* (p. 6001, 6030, 6031); *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 6009, 6010).

Délinquance et criminalité (lutte contre la - et action de prévention): *Feron (Jacques)* (p. 5984); *Blot (Yvan)* (p. 5985); *Pasqua (Charles)* (p. 5989, 5990); *Joxe (Pierre)* (p. 6002); *Aubert (Emmanuel)* (p. 6005); *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 6006); *Deprez (Léonce)* (p. 6010); *Delattre (Francis)* (p. 6018); *Pandraud (Robert)* (p. 6029).

Dotation globale d'équipement: *Clément (Pascal)* (p. 5982); *Pasqua (Charles)* (p. 5992); *Deprez (Léonce)* (p. 6011).

Dotation globale de fonctionnement: *Clément (Pascal)* (p. 5982); *Deprez (Léonce)* (p.6011).

Elu local (statut de l'-): *Couepel (Sébastien)* (p. 6017, 6018).

Endettement des collectivités locales: *Rossi (André)* (p. 5979); *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 6007); *Galland (Yves)* (p. 6030).

Etrangers (part des - et notamment des clandestins dans la criminalité): *Feron (Jacques)* (p. 5984); *Blot (Yvan)* (p. 5985); *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 6009).

Fiscalité locale (poids et réforme de la -): *Rossi (André)* (p. 5979, 5980); *Clément (Pascal)* (p. 5982); *Martinez (Jean-Claude)* (p. 5996).

Fonction publique territoriale (statut et réforme de la -): *Rossi (André)* (p. 5980); *Clément (Pascal)* (p. 5981); *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 6007); *Derosier (Bernard)* (p. 6013); *Delattre (Francis)* (p. 6019).

Fonds de compensation de la T.V.A.: *Clément (Pascal)* (p. 5980, 5982); *Pasqua (Charles)* (p. 5993).

Forêt (incendies de - du massif méditerranéen): *Feron (Jacques)* (p. 5984); *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 5994, 5995); *Aubert (Emmanuel)* (p. 6006).

Gardiens de la paix (amélioration du recrutement des -): *Pasqua (Charles)* (p. 5991); *Delattre (Francis)* (p. 6018).

Insécurité (montée de l'- après 1981): *Pasqua (Charles)* (p. 6004).

Martinique (insuffisance et moyens de la police à la -) : *Maran (Jean)* (p. 6015, 6017).

Lycées et collèges (transfert des charges liées aux -) : *Rossi (André)* (p. 5979) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5992).

Maliens (expulsion de -) : *Joxe (Pierre)* (p. 6002) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 6008).

Pension de retraite des policiers et pension de réversion aux veuves : *Ducoloné (Guy)* (p. 6015) ; *Delattre (Francis)* (p. 6019).

Personnel des préfectures et services extérieurs de l'Etat (répartition des charges entre l'Etat et le département notamment pour les D.D.A.S.S.) : *Pasqua (Charles)* (p. 5992) ; *Galland (Yves)* (p. 6030).

Police (hiérarchisation et encadrement de la -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 6005) ; *Cuq (Henri)* (p. 6014) ; *Pandraud (Robert)* (p. 6029).

Police (professionnalisation de la -) : *Joxe (Pierre)* (p. 6001, 6002, 6003).

Police (renforcement de la présence sur le terrain et création d'emplois dans la -) : *Feron (Jacques)* (p. 5983) ; *Blot (Yvan)* (p. 5986) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5989, 5990) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 6005) ; *Cuq (Henri)* (p. 6013) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6014) ; *Delattre (Francis)* (p. 6018).

Police (respect du plan de modernisation de la - et efforts complémentaires) : *Feron (Jacques)* (p. 5983) ; *Blot (Yvan)* (p. 5987) ; *Pasqua (Charles)* (p. 5990) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 6008) ; *Cuq (Henri)* (p. 6013) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6014).

Polices municipales et sociétés de gardiennage : *Blot (Yvan)* (p. 5987) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 6015) ; *Delattre (Francis)* (p. 6019).

Policiers (mesures catégorielles en faveur des -) : *Pasqua (Charles)* (p. 5991) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 6008) ; *Cuq (Henri)* (p. 6013, 6014) ; *Delattre (Francis)* (p. 6018, 6019).

Prisons (construction de - et notamment de - privées) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 6006).

Rappel au règlement de M. Dominique Bussereau : *Bussereau (Dominique)* (p. 5987).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 6008) ; *Labbé (Claude)* (p. 6008).

Région (place de la - dans les collectivités décentralisées) : *Rossi (André)* (p. 5980).

Rôle économique des collectivités locales et notamment des investissements (usines-relais et ateliers relais) : *Deprez (Léonce)* (p. 6010, 6011) ; *Delattre (Francis)* (p. 6019) ; *Galland (Yves)* (p. 6030).

Surveillance policière des partis politiques : *Joxe (Pierre)* (p. 6003).

Tarifs des prestations des collectivités locales (libre fixation des -) : *Delattre (Francis)* (p. 6019) ; *Galland (Yves)* (p. 6030).

Taxe professionnelle (problème de la -) : *Pasqua (Charles)* (p. 5993) ; *Derosier (Bernard)* (p. 6012) ; *Galland (Yves)* (p. 6030).

Terrorisme (lutte contre le -) : *Feron (Jacques)* (p. 5983, 5984) ; *Joxe (Pierre)* (p. 6001).

Tribunaux administratifs : *Clément (Pascal)* (p. 5980).

Vignettes et droit de mutation (sensibilité économique des recettes des -) : *Deprez (Léonce)* (p. 6011).

Procédure des questions (p. 6019).

Armes à feu (règle d'utilisation des - par les policiers) : *Mégret (Bruno)* (p. 6021, 6022) ; *Pandraud (Robert)* (p. 6022).

Corse (lutte contre le terrorisme et le banditisme en -) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 6022) ; *Pasqua (Charles)* (p. 6023).

Délinquance immigrée : *Mégret (Bruno)* (p. 6021) ; *Pandraud (Robert)* (p. 6021).

D.G.F. (cas particulier des communes à forte densité d'H.L.M.) : *Bollengier-Stragier (Georges)* (p. 6019, 6020) ; *Galland (Yves)* (p. 6020).

D.G.F. (critères d'attribution et notamment critère de l'effort fiscal et de la population) : *Raoult (Eric)* (p. 6025) ; *Galland (Yves)* (p. 6025, 6028, 6029) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 6028).

D.G.F. (dotation supplémentaire touristique) : *Hart (Joël)* (p. 6024) ; *Galland (Yves)* (p. 6025).

Elu local (statut de l'-) : *Dugoin (Xavier)* (p. 6025) ; *Galland (Yves)* (p. 6025, 6026).

Fonction publique territoriale (application du statut et réforme de la -) : *Dugoin (Xavier)* (p. 6024) ; *Galland (Yves)* (p. 6024).

Fonds de compensation de la T.V.A. : *Hart (Joël)* (p. 6024) ; *Galland (Yves)* (p. 6025.

Impôts locaux (poids des - dans les municipalités communistes et socialistes) : *Raoult (Eric)* (p. 6025) ; *Galland (Yves)* (p. 6025).

Incendies de forêts (lutte contre les - du massif méditerranéen) : *Zuccarelli (Emile)* (p. 6026) ; *Pasqua (Charles)* (p. 6026, 6027).

Métro (sécurité dans le -) : *Maujoüan Du Gasset (Joseph-Henri)* (p. 6020) ; *Pandraud (Robert)* (p. 6020, 6021).

Policiers (formation des - et notamment au tir) : *Douyère (Raymond)* (p. 6027, 6028) ; *Pandraud (Robert)* (p. 6028).

Rappel au règlement de M. Edmond Alphandéry : *Alphandéry (Edmond)* (p. 6022) ; *Labbé (Claude)* (p. 6022).

Tribunaux adminsitratifs (conditions de fonctionnement des -) : *Douyère (Raymond)* (p. 6023) ; *Pasqua (Charles)* (p. 6023).

Examen des crédits (p. 6031).

Crédits inscrits à la ligne intérieur :

Etat B, titre III : adopté.

Titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisation de programme et crédits de paiement : adoptés.

Titre VI : autorisation de programme et crédits de paiement : adoptés.

Article 73 : *(régime de la participation des départements de la petite couronne au financement des dépenses de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris)* (p. 6031) ; adopté (p. 6032).

Voir *Sécurité*

JEUNESSE ET SPORTS

Discussion générale [4 novembre 1986] (p. 5798).

Aménagement du temps des enfants (- scolaire et extrascolaire) : *Calmat (Alain)* (p. 5802) ; *Drut (Guy)* (p. 5804) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 5808) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5812).

Associations (diminution des subventions aux - et réforme des modalités d'attribution) : *Asensi (François)* (p. 5804, 5805) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5805, 5806) ; *Barrau (Alain)* (p. 5807) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5809, 5810) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5810, 5811).

Bourse du défi (institution de la -) : *Raoult (Eric)* (p. 5800) ; *Roux (Jacques)* (p. 5801) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5812).

Centres de vacances (réduction des crédits pour les -) : *Raoult (Eric)* (p. 5798, 5799) ; *Calmat (Alain)* (p. 5803) ; *Barrau (Alain)* (p. 5807) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5813).

Comité national de la prévention de la délinquance (renforcement de la participation au -) : *Raoult (Eric)* (p. 5798).

Education populaire (atteinte portée à l'-) : *Raoult (Eric)* (p. 5799) ; *Calmat (Alain)* (p. 5803) ; *Barrau (Alain)* (p. 5807) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5810).

Equipements sportifs (production et gestion des -) : *Drut (Guy)* (p. 5804) ; *Cathala (Laurent)* (p. 5809) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5814).

Evaluation des capacités physiques des jeunes Français : *Pelchat (Michel)* (p. 5804) ; *Cathala (Laurent)* (p. 5809) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5813).

Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) (création de postes Fonjep) : *Raoult (Eric)* (p. 5799) ; *Roux (Jacques)* (p. 5801) ; *Barrau (Alain)* (p. 5807).

Fonds national de développement du sport (F.N.D.S.) (prévision et utilisation du -) : *Raoult (Eric)* (p. 5798) ; *Roux (Jacques)* (p. 5800, 5801) ; *Calmat (Alain)* (p. 5802) ; *Drut (Guy)* (p. 5804) ; *Pelchat (Michel)* (p. 5805) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 5808) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5809) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5810, 5811).

Formation des cadres et animateurs : *Bergelin (Christian)* (p. 5812, 5814).

Formation et entraînement des sportifs : *Bergelin (Christian)* (p. 5813, 5814).

Jeux olympiques (préparation des jeux d'Albertville, de Séoul et de Calgary) : *Raoult (Eric)* (p. 5800) ; *Roux (Jacques)* (p. 5800) ; *Drut (Guy)* (p. 5804) ; *Cathala (Laurent)* (p. 5809) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5810, 5813).

Maison des jeunes et de la culture (M.J.C.) : *Raoult (Eric)* (p. 5799).

Mécénat (promotion du -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 5811).

Médecine sportive : *Drut (Guy)* (p. 5804) ; *Cathala (Laurent)* (p. 5809) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5814).

Politique sportive : *Raoult (Eric)* (p. 5800) ; *Calmat (Alain)* (p. 5802) ; *Drut (Guy)* (p. 5804) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 5806) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5813).

Réorganisation des services du secrétariat d'Etat : *Raoult (Eric)* (p. 5798) ; *Drut (Guy)* (p. 5803) ; *Barrau (Alain)* (p. 5807) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5811).

Sections sport-étude (et cas du lycée du Parc impérial à Nice) : *Ehrmann (Charles)* (p. 5808).

Toxicomanie (lutte contre la -) : *Raoult (Eric)* (p. 5798) ; *Drut (Guy)* (p. 5804) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 5806) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5812).

Procédure des questions (p. 5815).

Association Léo Lagrange (subvention à l'-) : *Corrèze (Roger)* (p. 5817).

Associations (subventions versées aux -) : *Birraux (Claude)* (p. 5816) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5816, 5817) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 5817).

Centres de vacances (gestion et financement des -) : *Dugoin (Xavier)* (p. 5820, 5821) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5821).

Commission sportive instituée en région Provence-Alpes-Côte d'Azur (financement de la -) : *Perdomo (Ronald)* (p. 5817) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5817).

Cotisations de sécurité sociale dues par les associations pour l'emploi de professionnels extérieurs exerçant une activité accessoire (problème des -) : *Demuynck (Christian)* (p. 5821) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5821).

Ecurie de formule 1 française (création d'une -) : *Charrié (Jean-Paul)* (p. 5820) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5820).

Institut national de l'éducation populaire de Marly-le-Roy (avenir de l'-) : *Hahy (René)* (p. 5815) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5815).

Jeunes du contingent appelés comme animateurs sportifs : *Briane (Jean)* (p. 5815) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5815).

Jeux Olympiques (moyens financiers pour préparer les -) : *Kuster (Gérard)* (p. 5819, 5820) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5820).

Loto sportif (montant des enjeux du -) : *Corrèze (Roger)* (p. 5817, 5818) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5818).

Maison des jeunes et de la culture (financement des -) : *Brocard (Jean)* (p. 5815, 5816) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5816).

Patrimoine (participation des jeunes à la mise en valeur du -) : *Kuster (Gérard)* (p. 5818) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5818).

Pelote basque (institution de paris sur la -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 5819) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5819).

Postes Fonjep (fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire) (gestions des -) : *Dugoin (Xavier)* (p. 5820) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5820).

Professeurs de sport (avenir du corps des -) : *Corrèze (Roger)* (p. 5818, 5819) ; *Bergelin (Christian)* (p. 5819).

Examen des crédits (p. 5821).

Services du Premier ministre : V. — Jeunesse et sport.

Etat B, titre III : amendement n° 144 Mme Jacqueline Osselin (réduction des crédits) (p. 5821) ; modification de la répartition des crédits inscrits dans le budget ; restructuration de l'administration centrale ; rôle des associations et du mouvement associatif ; rénovation des centres de vacances ; rejeté ; amendement n° 145 de M. Henri Nallet (réduction des crédits) ; crédits destinés aux déplacements ; méconnaissance de l'utilité sociale et de la mission éducative des organisations de jeunesse et d'éducation populaire ; travail de la Jeunesse agricole catholique ; frais de déplacement des formateurs ou de ceux qui sont en formation ; rejeté (p. 5822) ; amendement n° 146 de M. Jean Laurain (réduction des crédits) ; revalorisation des crédits d'interventions en direction des associations d'éducation populaire ; crédits de matériel destiné à l'information et à l'achat de documentation et de matériel pour les activités scientifiques des jeunes ; rejeté au scrutin public ;

— titre III : adopté.

Etat B, titre IV : amendement n° 140 de M. Jean-François Jalkh : (réduction des crédits) ; subventions accordées par le département de la jeunesse et des sports à certaines associations ; activité de certaines associations (p. 5823) ; cas de l'association « l'Union des femmes françaises » d'obédience communiste ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 141 de M. Jean-François Jalkh (réduction des crédits) : rejeté ; amendement n° 143 de M. Christian Baeckeroot soutenu par M. Jean-François Jalkh : retiré.

— titre IV : réduction de crédits : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adopté.

Etat C, titre VI : amendement n° 142 de M. Jean-François Jalkh (réduction de crédits) : rejeté ; autorisations de programme et crédits de paiement : adopté.

Après l'article 73 : amendement n° 147 de M. Laurent Cathala (prévoyant que le Gouvernement informera par un rapport la représentation nationale sur l'utilisation des fonds alloués au fonds national pour le développement du sport) (p. 5824) ; propositions contenues dans le programme du R.P.R. ; participation de quatre rapporteurs des deux assemblées au conseil d'administration du fonds national pour le développement du sport ; rejeté ; amendement n° 148 de Mme Odile Sicard (présentation par le Gouvernement d'un rapport sur l'utilisation des fonds en provenance du pari mutuel urbain alloués au fonds national pour le développement de la vie associative) ; réduction des crédits pour la promotion des activités de temps libre et de l'éducation populaire ; création par la loi de finances de 1985 du fonds national de développement de la vie associative ; rejeté (p. 5825).

JUSTICE

Discussion générale [27 octobre 1986] (p. 5347, 5373).

Centres fermés (centre de Juvisy) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5357) ; *Menga (Joseph)* (p. 5364) ; *Chollet (Paul)* (p. 5366) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5368).

Comparution immédiate : *Chalandon (Albin)* (p. 5353).

Conditions de travail des personnels de la justice : *Pasquini (Pierre)* (p. 5348).

Conseils de prud'hommes : *Sapin (Michel)* (p. 5366) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5368).

Création d'une Cour d'appel à Nice : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5359) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5367).

Dépénalisation : *Pasquini (Pierre)* (p. 5349) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5352, 5353).

Education surveillée : *Marcellin (Raymond)* (p. 5348) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5350) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5354, 5367) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5357) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5359) ; *Asensi (François)* (p. 5360) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 5362) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 5364) ; *Menga (Joseph)* (p. 5365) ; *Chollet (Paul)* (p. 5366).

Emplois (création et suppression d'-) : *Marcellin (Raymond)* (p. 5347) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5352, 5353, 5355) ; *Mamy (Albert)* (p. 5360) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 5363) ; *Sapin (Michel)* (p. 5365).

Emplois (« juges volants » et conciliateurs bénévoles) : *Marcellin (Raymond)* (p. 5347) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5353, 5367, 5368) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5357) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5358).

Etablissements pénitentiaires : *Marcellin (Raymond)* (p. 5347) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5351) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5352, 5353) ; *Mamy (Albert)* (p. 5361) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 5363) ; *Chollet (Paul)* (p. 5366).

Etablissements pénitentiaires (prisons privées) : *Marcellin (Raymond)* (p. 5347) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5351) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5354, 5367) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5358) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5359) ; *Asensi (François)* (p. 5360) ; *Mamy (Albert)* (p. 5361) ; *Sapin (Michel)* (p. 5365).

Filiation (droit de la-) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5359).

Hauts magistrats (limite d'âge) : *Marcellin (Raymond)* (p. 5347) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5353, 5367) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5357) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 5359).

Indépendance de la justice : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5357) ; *Mamy (Albert)* (p. 5362).

Juges d'instruction (emploi) : *Marcellin (Raymond)* (p. 5347) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 5349).

Juge unique : *Pasquini (Pierre)* (p. 5350).

Lenteur de la justice : *Pasquini (Pierre)* (p. 5349) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5352) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 5356) ; *Mamy (Albert)* (p. 5360).

Libération collective de détenus : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5351) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5368).

Magistrats des tribunaux administratifs : *Mazeaud (Pierre)* (p. 5359).

Modernisation de la justice : *Chalandon (Albin)* (p. 5353, 5355, 5367) ; *Mamy (Albert)* (p. 5361) ; *Sapin (Michel)* (p. 5365).

Peines de substitution : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5351) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5354) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 5362).

Prévention : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 5350) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 5363).

Prime d'activité pour les magistrats : *Chalandon (Albin)* (p. 5353, 5368) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5357).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 5369) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5369).

Recours à la justice : *Pasquini (Pierre)* (p. 5349) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 5356) ; *Mamy (Albert)* (p. 5361).

Terrorisme : *Marcellin (Raymond)* (p. 5348).

Toxicomanie : *Marcellin (Raymond)* (p. 5348) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5355, 5368) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 5358) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 5363) ; *Sapin (Michel)* (p. 5365) ; *Chollet (Paul)* (p. 5366).

Transfert de charges à l'avantage des collectivités locales : *Marcellin (Raymond)* (p. 5347) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5354) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 5363).

Procédure des questions (p. 5373).

Affaire Abdallah : *Welzer (Gérard)* (p. 5374) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5375).

Aide judiciaire : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 5373) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5373).

Création d'une Cour d'appel à Nice : *Arrighi (Pascal)* (p. 5374) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5374).

Education surveillée : *Welzer (Gérard)* (p. 5374) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5375).

Libération collective de détenus : *Welzer (Gérard)* (p. 5374) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5375).

Maison d'arrêt de Brest : *Gourmelon (Joseph)* (p. 5375) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5375).

Terrorisme (primes de risque des magistrats et fonctionnaires chargés de réprimer le - et situations de leurs ayants-droit) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 5375, 5376) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5376).

Toxicomanie : *Welzer (Gérard)* (p. 5374) ; *Chalandon (Albin)* (p. 5375).

Examen des crédits (p. 5376).

Etat B, titre III : amendement n° 87 de M. Georges-Paul Wagner soutenu par M. Pierre Sirgue (réduction des crédits) ; stage effectué par les élèves de l'Ecole nationale de la magistrature (p. 5376) ; retiré ; amendement n° 88 de M. Georges-Paul Wagner (réduction de crédits) ; examen de la plausibilité dans le cadre de l'obtention de l'aide judiciaire ; retiré ; amendements n° 89, 90 et 91 de M. Georges-Paul Wagner soutenus par M. Pierre Sirgue (suppression des crédits de la Commission nationale de l'informatique et des libertés) : rejetés (p. 5377).

Etat B, titre III : adopté au scrutin public.

Etat B, titre IV : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés.

Etat C, titre VI : autorisations de programme et crédits de paiement : adoptés (p. 5378).

LEGION D'HONNEUR ET ORDRE DE LA LIBERATION

Discussion générale [27 octobre 1986] (p. 5345).

Attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 : *Bonnet (Alain)* (p. 5346).

Dames éducatrices (statut des -) : *Chalandon (Albin)* (p. 5346).

Maison d'éducation : *Bonnet (Alain)* (p. 5345, 5346).

Subventions : *Bonnet (Alain)* (p. 5345).

Procédure des questions (p. 5346).

Attribution de la Légion d'honneur aux anciens d'Indochine : *Holeindre (Roger)* (p. 5346).

Légion d'honneur (nominations et promotions) : *Chalandon (Albin)* (p. 5346).

Examen des crédits (p. 5346).

Budget annexe de la Légion d'honneur :

Crédits ouvert à l'article 39 au titre des services votés : adopté (p. 5346).

Autorisations de programme inscrites au paragraphe premier de l'article 40 au titre des mesures nouvelles : adoptées.

Crédits de paiement inscrits au paragraphe deux de l'article 40 : adopté.

Budget annexe de l'Ordre de la Libération :

Crédits ouvert à l'article 39 au titre des services votés : adopté.

Crédits ouverts au paragraphe deux de l'article 40 au titre des mesures nouvelles : adopté (p. 5346).

LOGEMENT

Voir *Equipement, logement, aménagement du territoire et transports.*

MER

Discussion générale [21 octobre 1986] (p. 5061).

Aide majeure à la navigation de Ouessant (abandon de l'-) : *Rufenacht (Antoine)* (p. 5061, 5062) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5065) ; *Cousin (Bertrand)* ; *Leroy (Roland)* (p. 5066) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5069) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5072).

Armement français (restructuration de l'-) : *Rufenacht (Antoine)* (p. 5063) ; *Le Pensec (Louis)* (p. 5066).

Chantiers navals (liquidation des -) : *Leroy (Roland)* (p. 5066).

Commercialisation des produits : *Lacombe (Jean)* (p. 5065) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 5068).

Crédits de la mer (montant des -) : *Rufenacht (Antoine)* (p. 5062) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5064) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 5067).

Ecole de Paimpol (fermeture de l'-) : *Cousin (Bertrand)* (p. 5066) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5072, 5074).

Endettement dans les comptes d'exploitation des navires (part de l'-) : *Lacombe (Jean)* (p. 5064).

Etablissement national des invalides de la marine (E.N.I.M.) (problème de l'-) : *Rufenacht (Antoine)* (p. 5062) ; *Lacombe (Jean)* (p. 5065) ; *Cousin (Bertrand)* (p. 5065) ; *Leroy (Roland)* (p. 5066) ; *Kerguéris (Aimé)* (p. 5068) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 5068) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5071, 5072).

Société nationale de sauvetage en mer (S.N.S.M.) (soutien financier à la -) : *Rufenacht (Antoine)* (p. 5062) ; *Cousin (Bertrand)* (p. 5066) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 5068) ; *Beaufils (Jean)* (p. 5069) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5072, 5073).

Valorisation des produits : *Kerguéris (Aimé)* (p. 5067) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5073).

Procédure des questions (p. 5074).

Aide majeure à la navigation d'Ouessant : *Peuziat (Jean)* (p. 5078) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5078, 5079) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5078).

Affaires maritimes à Calais (ouverture d'un quartier des -) : *Blot (Yvan)* (p. 5075, 5076) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5976).

Coopérative étaploise : *Deprez (Léonce)* (p. 5077) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5077).

Cultures maritimes et tourisme (cohabitation entre -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5079) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5079).

Cultures marines (cession au tiers) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 5074) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5074, 5075).

Ensablement de la baie de Somme : *Hart (Joël)* (p. 5075) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 5075).

Flotte de pêche (modernisation de la -): *Peuziat (Jean)* (p. 5078); *Guellec (Ambroise)* (p. 5078).

Golf Persique (menace sur les navires français dans le -): *Chaboche (Dominique)* (p. 5077); *Guellec (Ambroise)* (p. 5077).

I.F.R.E.M.E.R. (rôle de l'-): *Miossec (Charles)* (p. 5076); *Guellec (Ambroise)* (p. 5076).

Marine marchande (rénovation de la -): *Guéna (Yves)* (p. 5079); *Guellec (Ambroise)* (p. 5079).

Mauritanie (négociation avec la - pour la langouste): *Peuziat (Jean)* (p. 5078); *Guellec (Ambroise)* (p. 5078).

Pêche « marinière en mer du Nord »: *Deprez (Léonce)* (p. 5077); *Guellec (Ambroise)* (p. 5077).

Port de Boulogne (chute d'activité du -): *Vasseur (Philippe)* (p. 5076) *Guellec (Ambroise)* (p. 5076, 5077).

Port de Calais (calendrier des réalisations prévues pour le -): *Blot (Yvan)* (p. 5075); *Guellec (Ambroise)* (p. 5075).

Ports (compétitivité des -): *Lipkowski (Jean de)* (p. 5074); *Guellec (Ambroise)* (p. 5075).

Ports départementaux (équipement des -); *Peuziat (Jean)* (p. 5078); *Guellec (Ambroise)* (p. 5078).

Ports d'intérêt national (avenir des -): *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 5077, 5078); *Guellec (Ambroise)* (p. 5078).

Société nationale de sauvetage en mer (soutien à la -): *Peuziat (Jean)* (p. 5078); *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 5079); *Guellec (Ambroise)* (p. 5078, 5079).

Examens des crédits (p. 5080).

Etat B, titre III: amendement n° 26 de M. Dominique Chaboche soutenu par M. Pascal Arrighi (réduction de crédits); problème de la société de sauvetage en mer; mission de service public de l'association; retiré; amendement n° 27 de M. Dominique Chaboche (réduction de crédits): retiré;

— *réduction de crédits*: adoptée.

Titre IV: adopté.

Etat C, titre V: *autorisations de programmes et crédit de paiement*: adoptés.

Titre VI: *autorisations de programmes et crédit de paiement*: adoptés (p. 5080).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Discussion générale [31 octobre 1986] (p. 5648, 5659).

Assujettissement des télécommunications à la T.V.A.: *Aubert (François d')* (p. 5648, 5649); *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5651); *Mexandeau (Louis)* (p. 5653); *Charles (Serge)* (p. 5654); *Auchedé (Rémi)* (p. 5660); *Longuet (Gérard)* (p. 5666).

Cabines téléphoniques: *Aubert (François d')* (p. 5649); *Jarosz (Jean)* (p. 5660); *Longuet (Gérard)* (p. 5665).

Centre électronique de l'Ouest (situation du -): *Aubert (François d')* (p. 5650).

C.G.C.T.: *Aubert (François d')* (p. 5650); *Longuet (Gérard)* (p. 5665).

Effectifs de la poste (et notamment problème des bureaux de poste ruraux): *Aubert (François d')* (p. 5649); *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5650); *Mexandeau (Louis)* (p. 5652, 5653, 5663); *Jarosz (Jean)* (p. 5659); *Longuet (Gérard)* (p. 5662, 5663, 5665).

Endettement des P. et T.: *Aubert (François d')* (p. 5648); *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5651); *Longuet (Gérard)* (p. 5664).

Filière électronique: *Aubert (François d')* (p. 5649); *Mexandeau (Louis)* (p. 5653).

Influence de la concurrence sur le marché des télécommunications et le statut juridique des P. et T.: *Mégret (Bruno)* (p. 5652); *Mexandeau (Louis)* (p. 5653); *Charles (Serge)* (p. 5653); *Auchedé (Rémi)* (p. 5660, 5661); *Longuet (Gérard)* (p. 5661, 5662, 5663, 5665).

Investissements des P. et T.: *Aubert (François d')* (p. 5650); *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5650); *Longuet (Gérard)* (p. 5664).

Plan câble: *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5651); *Mexandeau (Louis)* (p. 5653); *Auchedé (Rémi)* (p. 5660); *Longuet (Gérard)* (p. 5662).

Politique industrielle des P. et T.: *Aubert (François d')* (p. 5650); *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5651); *Longuet (Gérard)* (p. 5664).

Prélèvements sur le budget annexe des P. et T.: *Aubert (François d')* (p. 5648, 5649); *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5650, 5651); *Charles (Serge)* (p. 5654); *Jarosz (Jean)* (p. 5660); *Longuet (Gérard)* (p. 5661, 5664).

Radio-téléphonie: *Aubert (François d')* (p. 5649, 5650); *Mégret (Bruno)* (p. 5651); *Longuet (Gérard)* (p. 5662).

Recherche: *Aubert (François d')* (p. 5649).

Satellite: *Aubert (François d')* (p. 5649).

Services financiers de la poste: *Aubert (François d')* (p. 5649); *Poniatowski (Ladislas)* (p. 5651); *Mexandeau (Louis)* (p. 5652); *Longuet (Gérard)* (p. 5662).

Tarification téléphonique: *Aubert (François d')* (p. 5648); *Charles (Serge)* (p. 5654).

Traitements et retraites: *Jarosz (Jean)* (p. 5659); *Longuet (Gérard)* (p. 5663).

Procédure des questions (p. 5666).

Assujettissement des télécommunications à la T.V.A.: *Oehler (Jean)* (p. 5668).

Evolution des effectifs de la poste: *Oehler (Jean)* (p. 5668); *Longuet (Gérard)* (p. 5668).

Filière électronique: *Richard (Alain)* (p. 5667); *Longuet (Gérard)* (p. 5667, 5668).

Mise en place des téléports: *Oehler (Jean)* (p. 5668); *Berson (Michel)* (p. 5669, 5670); *Longuet (Gérard)* (p. 5670).

Plan câble: *Berson (Michel)* (p. 5666, 5667); *Longuet (Gérard)* (p. 5667); *Richard (Alain)* (p. 5667, 5668).

Rôle de la Direction générale des télécommunications et concurrence dans les P. et T.: *Mégret (Bruno)* (p. 5666); *Longuet (Gérard)* (p. 5666).

Tarification des communications téléphoniques: *Charles (Serge)* (p. 5668); *Longuet (Gérard)* (p. 5668, 5669); *Richard (Alain)* (p. 5669).

Examen des crédits (p. 5670).

Crédits ouverts à l'article 39 au titre des services votés: adoptés.

Crédits ouverts à l'article 40 au titre des mesures nouvelles: amendement n° 129 du Gouvernement (de coordination): adopté; amendement n° 94 de M. Louis Mexandeau (réduction des crédits ouverts au paragraphe 2 de l'article 40); déséquilibre dans l'affectation des crédits d'investissement de la Direction générale des télécommunications; intérêt et financement du plan câble (p. 5670); système de la fibre optique; importance des besoins de la commutation en investissement; surinvestissement de la France; rejeté;

— crédits ouverts à l'article 40: adoptés après modification (p. 5671).

Voir: *P. et T., Tourisme.*

RAPATRIÉS

Voir: *Economie, finances et privatisation.*

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Voir: *Education nationale*

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

Discussion générale [22 octobre 1986] (p. 5149, 5179).

Centre interministériel de renseignements administratifs: *Cabana (Camille)* (p. 5180).

Centre mondial informatique (suppression du -): *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5156).

Commissariat général au Plan (budget du - et avenir du Plan): *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5156, 5157); *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 5157, 5158); *Charette (Hervé de)* (p. 5183, 5184); *Le Garrec (Jean)* (p. 5187, 5188); *Strauss-Kahn (Dominique)* (5190, 5191).

Conseil économique et social (budget et suppression du -): *Margnes (Michel)* (p. 5155, 5156); *Cabana (Camille)* (p. 5180); *Bachelot (François)* (p. 5185).

Contractuels (recrutement de - et titularisation des non titulaires) : *Lamassoure (Alain)* (p. 5152) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5182, 5183) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5185).

Décentralistion (conséquences de la - sur la fonction publique d'Etat) : *Ligot (Maurice)* (p. 5184, 5185) ; *Hannoun (Michel)* (p. 5188, 5189).

Défense civile : *Cointat (Michel)* (p. 5153, 5154).

Délégation à l'économie sociale (diminution des dotations budgétaires à la -) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5156) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5184) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5187).

Documentation française : *Cabana (Camille)* (p. 5180).

Echanges de fonctionnaires avec les pays étrangers (et notamment création d'une Ecole européenne d'administration) : *Lamassoure (Alain)* (p. 5152) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5182).

Ecole nationale d'administration (réforme de l'- et suppression de la troisième voie d'accès) : *Durieux (Bruno)* (p. 5150) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 5152) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5182) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5184, 5185) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5187) ; *Hannoun (Michel)* (p. 5189).

Effectif de la fonction publique (évolution de l'- et notamment politique de recrutement) : *Durieux (Bruno)* (p. 5150, 5151) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 5152, 5153) ; *Cabana (Camille)* (p. 5175) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5182) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5184) ; *Bachelot (François)* (p. 5186) ; *Hannoun (Michel)* (p. 5188).

Fonction publique (poids budgétaire de la -) : *Durieux (Bruno)* (p. 5150) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 5151).

Formation des fonctionnaires et formation continue : *Lamassoure (Alain)* (p. 5152) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5182) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5184).

Grève des fonctionnaires (droit de -) : *Hannoun (Michel)* (p. 5189).

Grève récente de fonctionnaires (appel des syndicats à la-) : *Charette (Hervé de)* (p. 5181) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5189).

Institut international d'administration publique : *Ligot (Maurice)* (p. 5185).

Journaux officiels et centre national d'informatique juridique : *Vivien (Alain)* (p. 5159) ; *Cabana (Camille)* (p. 5180, 5181).

Médiateur (moyens du -) : *Cabana (Camille)* (p. 5180).

Modernisation de l'administration : *Durieux (Bruno)* (p. 5150) ; *Cabana (Camille)* (p. 5179) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5182) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5185) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5185, 5186) ; *Charzat (Michel)* (p. 5191).

Neuvième Plan (et notamment contrats de plan et absence de rapport intermédiaire sur l'exécution du -) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5157) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5183) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5188).

Obligation de neutralité et politisation des fonctionnaires : *Durieux (Bruno)* (p. 5150) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5181) ; *Charzat (Michel)* (p. 5192).

Organismes indépendants de recherches économiques (non réévaluation des subventions aux -) : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 5156).

Rapport Belin-Gisserot (application des conclusions du -) : *Durieux (Bruno)* (p. 5151) ; *Cabana (Camille)* (p. 5179) ; *Hannoun (Michel)* (p. 5188).

Rémunérations des fonctionnaires (évolution des -) : *Durieux (Bruno)* (p. 5150) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5182) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5185) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 5186, 5187) ; *Hannoun (Michel)* (p. 5188) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 5190) ; *Charzat (Michel)* (p. 5191, 5192).

Rémunérations annexes des fonctionnaires (modalités d'attribution des -) : *Durieux (Bruno)* (p. 5150) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5185) ; *Hannoun (Michel)* (p. 5188).

Secrétariat général de la défense nationale (crédits affectés au -) : *Cointat (Michel)* (p. 5153, 5154) ; *Peyret (Michel)* (p. 5154) ; *Cabana (Camille)* (p. 5180).

Secteur privé (mobilité entre le secteur public et le -) : *Charette (Hervé de)* (p. 5182) ; *Ligot (Maurice)* (p. 5185).

Service d'information et de diffusion : *Cabana (Camille)* (p. 5180).

Statut de la fonction publique (maintien et révision du -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 5151) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5181) ; *Bachelot (François)* (p. 5186).

Statut de la fonction publique territoriale (réforme du -) : *Hannoun (Michel)* (p. 5189).

Syndicats des fonctionnaires (rôle des -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 5152).

Systèmes d'information (délégation interministérielle pour la sécurité des - et service central de sécurité) : *Cabana (Camille)* (p. 5180).

Tour extérieur : (réforme des procédures de nomination au -) : *Hannoun (Michel)* (p. 5185).

Procédure des questions (p. 5192).

Contractuels (situation des -) : *Charette (Hervé de)* (p. 5193).

Droit de grève des fonctionnaires (maintien des dispositions existantes en matière de -) : *Charette (Hervé de)* (p. 5194).

E.N.A. (suppression et maintien de l'-) : *Bachelot (François)* (p. 5192) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5192).

Institut international d'administration publique : *Charette (Hervé de)* (p. 5193).

Plan (avenir du - et absence de rapport annuel d'exécution du 9e Plan) : *Charette (Hervé de)* (p. 5194, 5195).

Rémunérations annexes des fonctionnaires (modalité d'attribution des - et rapport Blanchart sur les -) : *Briant Yvon* (p. 5192, 5193) ; *Charette (Hervé de)* (p. 5193, 5194).

Examen des crédits (p. 5195).

I. — *Services généraux.*

Mise aux voix de ces crédits à la suite de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat chargé des droits de l'Homme (voir : « Affaires étrangères ») ; amendement n° 57 de M. François Bachelot (tendant à supprimer les crédits de l'E.N.A.) ; remplacement de l'E.N.A. par un système éclaté ; rejeté ; amendement n° 37 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Pierre Descaves (tendant à supprimer les crédits du centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne) ; actions spécifiques dans le domaine des droits de l'Homme (p. 5195) ; Anvar ; rejeté ; amendement n° 38 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. François Bachelot (tendant à supprimer les crédits du conseil national de prévention de la délinquance) ; échec de la prévention aux Etats-Unis, en Angleterre et au Japon ; affectation de ces sommes à l'hospitalisation des drogués (p. 5196) ; rejeté (p. 5197).

Après l'article 56 : amendement n° 55 de M. Jean Le Garrec (tendant à rendre publiques les conclusions du rapport Belin-Gisserot et à instituer une annexe à ce rapport retraçant ses conséquences sur le budget de l'Etat en 1987) ; rapport Blanchart sur les rémunérations annexes des fonctionnaires ; évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires de 1980 à 1986 ; rapport Lassery ; intégration des conclusions du rapport Belin-Gisserot utilisé dans le projet de budget de 1987 dans le rapport de M. Bruno Durieux (p. 5197) ; rejeté au scrutin public (p. 5198).

II. — *Secrétariat général de la défense nationale.*

Etat B, titre III : adopté.

Etat C, titre V : autorisations de programmes : adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

III. — *Conseil économique et social :*

Rôle du Conseil économique et social.

Etat B, titre III : adopté.

IV. — *Plan.*

Etat B, titre III : adopté.

Réduction de crédits du titre IV : adoptée (p. 5198).

Etat C, titre VI : *autorisations de programme :* adoptées ; crédits de paiement : adoptés.

Après l'article 73 : amendement n° 56 de M. Dominique Strauss-Kahn (tendant à créer un rapport annuel public sur la répartition des crédits globalisés entre les différents centres de recherches rattachés au Plan) ; possibilité de suivre l'évolution des subventions attribuées aux organismes dont le financement est prévu à ce titre ; rejeté.

Budget annexe des journaux officiels :

Crédits ouverts à l'article 39 au titre des services votés : adoptés.

Autorisations de programme inscrit au paragraphe I de l'article 40 au titre des mesures nouvelles ; adoptées.

Crédits de paiement inscrits au paragraphe II de l'article 40 au titre des mesures nouvelles ; adoptés (p. 5199).

TOURISME

Discussion générale [3 novembre 1986] (p. 5675).

Agence nationale pour l'information touristique (A.N.I.T.) : *Arrighi (Pascal)* (p. 5675) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5680) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5681).

Camping caravaning : *Arrighi (Pascal)* (p. 5676).

Charges sociales pesant sur le tourisme : *Ehrmann (Charles)* (p. 5685).

Chèques vacances : *Arrighi (Pascal)* (p. 5675) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5679).

Contrats de plan Etat-régions : *Arrighi (Pascal)* (p. 5675) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5679) ; *Freulet (Gérard)* (p. 5680) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 5686).

Crédits du tourisme : *Arrighi (Pascal)* (p. 5675) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5679) ; *Freulet (Gérard)* (p. 5680) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5681) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 5684).

D.O.M.-T.O.M. (tourisme dans les -) : *Beaujean (Henri)* (p. 5682, 5683) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 5687).

Etalement des vacances : *Arrighi (Pascal)* (p. 5677) ; *Deprez (Léonce)* (p. 5678) ; *Freulet (Gérard)* (p. 5681) ; *Bouvet (Henri)* (p. 5684) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 5685) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 5686).

Fiscalité du tourisme : *Arrighi (Pascal)* (p. 5676) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5679) ; *Freulet (Gérard)* (p. 5681) ; *Beaujean (Henri)* (p. 5682) ; *Bouvet (Henri)* (p. 5684) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 5685) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 5686).

Golf : *Arrighi (Pascal)* (p. 5676).

Investissement dans le tourisme : *Deprez (Léonce)* (p. 5678).

Libération des prix de l'hôtellerie : *Arrighi (Pascal)* (p. 5676) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5679) ; *Freulet (Gérard)* (p. 5680, 5681) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 5685).

Livre blanc sur le tourisme : *Deprez (Léonce)* (p. 5678).

Poids économique du tourisme : *Arrighi (Pascal)* (p. 5675) ; *Deprez (Léonce)* (p. 5677) ; *Freulet (Gérard)* (p. 5680) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 5684) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 5685).

Promotion du tourisme et « Maison de la France » : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5679, 5680) ; *Freulet (Gérard)* (p. 5680) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5681) ; *Beaujean (Henri)* (p. 5683) ; *Bouvet (Henri)* (p. 5684) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 5686, 5687).

Secrétariat d'Etat au tourisme (réorganisation du -) : *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 5686).

Tourisme social : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 5679) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5682) ; *Porelli (Vincent)* (p. 5683) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 5687).

Tourisme vert : *Arrighi (Pascal)* (p. 5675) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5681) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 5687).

Touristes nord-américains : *Freulet (Gérard)* (p. 5680) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 5681) ; *Ehrmann (Charles)* (p. 5685).

Zones défiscalisées et zones franches : *Arrighi (Pascal)* (p. 5676).

Procédure des questions (p. 5688).

Chèques vacances : *Beaufils (Jean)* (p. 5688) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 5688).

Promotion du tourisme et « Maison de la France » : *Beaufils (Jean)* (p. 5688) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 5688, 5689) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 5688).

Touristes nord-américains : *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 5688) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 5689).

Exemen des crédits (p. 5689) (ligne « Industrie et Tourisme »).

Etat B, titre III : adopté au scrutin public.

Etat B, titre IV : adopté.

Etat C, titre V : adopté.

Etat C, titre VI : adopté (p. 5689).

TRANSPORTS

Voir *Equipement, logement, aménagement du territoire et transports.*

ARTICLES ET AMENDEMENTS PORTANT ARTICLES ADDITIONNELS NON RATTACHES
[14 novembre 1986] (p. 6326).

Article 52 et état F : *(crédits évaluatifs)* (p. 6326) ; modification de la présentation budgétaire traditionnelle ; relations entre le budget annexe des P.T.T. et le budget général de l'Etat (p. 6327) ;

— article 52 et état F : adoptés au scrutin public.

Article 53 et état G : *(crédits provisionnels)* (p. 6328) ;

— article 53 et état G : adoptés.

Article 54 et Etat H : *(report de crédits)* (p. 6329, 6330, 6331) ;

— article 54 et état H : adoptés.

Titre II : *dispositions permanentes :*

A. — *Mesures concernant la fiscalité.*

Article 57 *(garanties des contribuables en cas de perquisition)* : commission Aicardi ; suppression ou aménagement des formalités pour lesquelles les droits de la défense n'étaient manifestement pas respectés ; décrispation des relations entre l'administration et les contribuables ; renforcement du contrôle judiciaire et du rôle des organismes consultatifs ; aménagement des règles de la preuve ; simplification des sanctions fiscales et douanières (p. 6333) ; lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (p. 6334) ; respect du droit par l'administration fiscale et douanière ; abandon de la procédure de rectification d'office dans les contrôles de comptabilité ; généralisation des sursis de paiement ; taxation sur les dépenses ostensibles et notoires ; renversement de la charge de la preuve (p. 6335) ; maintien des moyens de lutte contre la fraude fiscale ; dispositions du code des douanes et du code général des impôts pouvant parfois prêter à l'arbitraire (p. 6336) ; amendement n° 292 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Jean Jarosz (de suppression) ; conditions de visite domiciliaire des agents des douanes (p. 6344) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 156 de la commission des finances (modification des garanties apportées au contribuable en cas de perquisition) ; sous-amendement n° 239 de M. Pierre Descaves (tendant à supprimer le cinquième alinéa du *b* du 2° du paragraphe I de cet amendement) (p. 6345) ; perquisition; maintien de l'hypothèse de flagrance ; diminution de la portée de l'article L 40 du Livre des procédures fiscales ; problème des dénonciations anonymes ; abrogation du droit de suite prévu à l'article L 44 du Livre des procédures fiscales ; droit d'exercice chez les assujettis (p. 6346) ; difficultés posées par le problème de l'inventaire sur place ; problème des saisies de documents comptables, des photocopies et des restitutions à opérer ; sous-amendement n° 239 : rejeté ; amendement n° 156 : adopté au scrutin public ; amendement n° 263 de M. Jean-Claude Martinez : devenu sans objet (p. 6347) ; amendement n° 9 de M. Georges Tranchant (tendant à supprimer le 2° de l'article 369 du code des douanes) ; interdiction faite aux tribunaux de relaxer les contre venants pour défaut d'intention ; retiré ; amendement n° 10 de M. Georges Tranchant (tendant à mettre à la charge de l'adminsitration la preuve des contraventions constatées dans le cadre des saisies effectuées par elle) (p. 6348) : retiré ; amendement n° 10 repris par M. Pascal Arrighi ; dépôt d'un projet de loi sur la fiscalité avant la fin de cette session ; amendement n° 10 : retiré ; amendement n° 157 de la commission des finances : (abrogation des articles L 39 à L 44 du Livre des procédures fiscales et remplacement des dispositions de l'article 38) (p. 6349) ; sous-amendement n° 249 de M. Pierre Descaves (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé par cet amendement pour l'article L 38 du Livre des procédures fiscales) ; opportunité de l'abrogation de l'article 44 du Livre des procédures fiscales ; dispositions en matière de droit de visite et de suite ; abrogation de l'article 40 du Livre des procédures fiscales ; problèmes des dénonciations anonymes (p. 6350) ; utilité des dénonciations dans les affaires de trafic

de drogue ou d'alcool ; problème des saisies de pièces comptables ; réserves susceptibles d'être inscrites sur le procès verbal (p. 6351) ; amendement n° 240 : retiré ; amendement n° 157 : adopté au scrutin public ; amendement n° 264 de M. Jean-Claude Martinez : devenu sans objet ;

— article 57 ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 58 *(garanties des contribuables en matière de procédure)* : (p. 6352) ; suppression de la procédure de la rectification d'office ; généralisation de la mise en demeure ; élargissement des droits des contribuables devant le juge adminsitratif ; possibilité de présenter des conclusions nouvelles après l'expiration des délais de recours ; modification de l'autorité compétente pour infliger des pénalités en cas de mauvaise foi ; modification des règles relatives au sursis de paiement (p. 6353) ; règles relatives à la charge de la preuve en cas de redressement pour insuffisance de prix ; lutte contre la fraude fiscale ; qualités des fonctionnaires des impôts ; existence de bavures ; nécessaire clarification des textes ; exemple de l'article 277 du Livre des procédures fiscales ; perversité du mode de calcul des primes allouées aux agents des impôts (p. 6354) ; inopportunité des objectifs quantitatifs du contrôle fiscal ; mise en place d'une circulaire mettant l'accent sur la qualité du contrôle ; rectification d'office ; possiblité pour le contribuable d'apporter des informations nouvelles en cours de procédure ; généralisation du sursis de paiement (p. 6355) ; multiplication des rectifications d'office après 1981 ; rupture avec la pratique du contrôle fiscal arrêtée par les gouvernements entre 1981 et 1985 et d'inspiration « sectaire, intolérante et orientée politiquement » (p. 6356) ; difficultés posées par l'obligation de garantie ; **rappel au règlement** de M. Christian Pierret ; **2e rappel au règlement** de M. Christian Pierret ; amendement n° 293 de M. Roger Combrisson (de suppression) ; extension des recours à la commission départementale (p. 6357) ; redressement pour l'insuffisance de prix déclarés ; modification de l'autorité compétente pour les pénalités ; amendement n° 293 : rejeté au scrutin public (p. 6358) ; amendement n° 265 de M. Jean-Claude Martinez (tendant à limiter la possibilité pour le vérificateur de reconstituer le chiffre d'affaires et les bénéfices au seul cas de fraude grave et caractérisée) (p. 6359) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 288 de M. Pascal Arrighi soutenu par M. Pierre Descaves (précisant que l'avis à tiers-détenteur et la saisie-arrêt ne sont pas des mesures conservatoires) ; affaires Bouchon (p. 6360) ; automaticité du sursis de paiement dès lors que les garanties sont constituées ; retiré ; amendement n° 243 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Jean-Claude Martinez (tendant à modifier le régime de l'action en référé fiscal) (p. 6361) ; retiré ; amendement n° 249 de M. Christian Goux soutenu par M. Michel Margnes (tendant à maintenir la charge de la preuve pour le contribuable dans le cas où il conteste l'avis formulé par la commission départementale des impôts directs et des taxes) : rejeté ; amendement n° 244 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Jean-Claude Martinez (tendant à encadrer la procédure de l'avis à tiers-détenteur) ; versement des sommes en garanties ne pouvant intervenir qu'à l'expiration du délai ouvert au contribuable pour faire opposition (p. 6362) ; possibilité pour les contribuables de demander un sursis de paiement ; retiré ; amendement n° 245 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Jean-Claude Martinez (tendant à supprimer la solidarité entre le propriétaire d'un fonds de commerce et son exploitant en cas d'irrégularités fiscales) ; problème de cette solidarité en matière d'impôts sur les revenus ou d'impôts sur les sociétés ; problème des locations fictives ; rejeté ; amendement n° 246 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Jean-Claude Martinez (tendant à supprimer la contrainte par corps) (p. 6363) ; rejeté ; amendement n° 247 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Jean-Claude Martinez (tendant à supprimer la commission des infractions fiscales) (p. 6364); maintien du caractère paritaire de cette commission ; absence de communication administrative du dossier aux contribuables ; retiré ;

— article 58 : adopté.

Article 59 *(aménagement des méthodes forfaitaires d'imposition à l'impôt sur le revenu)* (p. 6365) ; réforme des conditions d'application de la procédure de la taxation d'après les éléments du train de vie et suppression de la taxation d'après les dépenses ostensibles ou notoires ; suppression de la déclaration annuelle de certains éléments du train de vie (p. 6366) ; relèvement du seuil à partir duquel on applique la taxation forfaitaire ; élargissement des éléments du train de vie ; utilité de ces procédures notamment contre les trafiquants de drogue ; amendement n° 294 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Paul Mercieca (de suppression) ; substitution de la valeur locative cadastrale à la valeur locative réelle dans l'appréciation des éléments du train de vie ; dispositions de cet article tendant à favoriser la fiscalité des contribuables disposant de revenus non soumis à déclaration de la part de tiers (p. 6367) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 250 de M. Christian Pierret (tendant à la mise en œuvre du mécanisme prévu à cet article à partir de quatre éléments du train de vie et portant la majoration à cent pour cent lorsque le contribuable a disposé de plus de six éléments du train de vie) (p. 6368) ; suppression du système de majoration prévu par le texte en vigueur de l'article 168 du C.G.I. ; allégement des éléments du train de vie ; rejeté ; amendement n° 251 de M. Christian Pierret (tendant à revaloriser les bases d'évaluation des éléments du train de vie) ; actualisation éventuelle de la valeur locative des immeubles ; retiré ; amendement n° 158 de la commission des finances (modalités de prise en compte des employés de maison dans les éléments du train de vie) : adopté (p. 6369) ; amendement n° 210 de M. Gérard Trémège (tendant à retirer les cotisations de clubs de golf de la liste des éléments d'appréciation du train de vie) ; abrogation de l'article L 71 du Livre des procédures fiscales ; sous-amendement n° 301 de M. Michel d'Ornano (tendant à retirer les chevaux de course et de selle de la liste des éléments du train de vie) (p. 6370) ; sous-amendement n° 301 : adopté ; amendement n° 210 : adopté après modification ; amendement n° 269 de M. Christian Pierret (possibilité pour le contribuable d'apporter la preuve que ses revenus ou les cessions de son capital ou les emprunts contractés lui ont permis de financer les dépenses constatées en cas de taxation d'office sur les dépenses ostensibles ou notoires) : rejeté ; amendement n° 159 de la commission des finances (tendant à abroger l'article 171 du code général des impôts) : adopté au scrutin public (p. 6371) ;

— article 59, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 59 : amendement n° 12 de M. Etienne Pinte (tendant à porter à 250 000 F la limite supérieure de l'évaluation administrative pour les professions indépendantes) ; inopportunité d'une extension du régime de l'évaluation administrative ; amendement n° 12 : retiré ; amendement n° 19 de M. Gérard Trémège : devenu sans objet ; amendement n° 252 de M. Christian Pierret (tendant à obliger les membres des professions libérales de tenir des comptes bancaires personnels et professionnels séparés) (p. 6372) ; rejeté ; amendement n° 267 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (tendant à réévaluer le plafond du montant des frais déductibles au titre du groupe III pour les médecins conventionnés) : rejeté.

B. — *Mesures diverses :*

Avant l'article 60 : amendement n° 253 de M. Christian Pierret (tendant à maintenir l'article 44 *ter* du Code général des impôts sur la réduction d'impôt sur les sociétés pour les entreprises nouvellement créées) (p. 6373) ; réduction du revenu imposable du créateur d'entreprise en cas d'échec ; développement du capital risque en France ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 160 de la commission des finances (tendant à ramener de dix à cinq ans la durée du remboursement par le Trésor de la créance résultant du report en arrière des pertes des entreprises déficitaires) (p. 6374) ; amendement n° 160 repris non gagé par le Gouvernement : adopté après rectification (p. 6375) ; amendement n° 254 de M. Christian Pierret (tendant à appliquer le tarif des droits en ligne directe aux donations d'entreprise à des personnes non parentes) ; réévaluation de l'abattement dont bénéficient les salariés lors de la transmission d'entreprises ou de parts (p. 6398) ; rejeté ; amendement n° 255 de M. Christian Pierret (tendant à réévaluer l'abattement de transmission de parts et d'actions de société aux salariés) ; triplement de cet abattement depuis 1984 ; rejeté.

Article 60 *(régime des créateurs d'entreprises)* (p. 6399) ; absence de cumul entre l'ancien système d'exonération d'impôt sur les sociétés des entreprises nouvelles et le nouveau système instituant une prime d'assurance pour les créateurs en cas d'échec ; principe de la déduction sur le revenu net au titre des pertes liées au capital risque (p. 6400) ; amendement n° 161 de la commission des finances (tendant à exclure du bénéfice de ces dispositions les membres des sociétés créées exclusivement pour gérer une indivision successorale) ; inopportunité d'étendre les dispositions de cet article aux titres participatifs et quasi-fonds propres ; adopté ;

— article 60, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 60 : amendement n° 271 de M. Christian Pierret (tendant à étendre complètement le bénéfice de l'article

39 *bis* du code général des impôts aux hebdomadaires d'information politique et générale et tendant à fixer les taux des provisions prévues à cet article) (p. 6401) ; situation économique des entreprises de presse ; problème des bulletins municipaux officiels n'ayant pas de numéro de commission mixte paritaire ; inopportunité d'étendre aux hebdomaires le régime de T.V.A. réduite dont bénéficient les quotidiens ; rejeté ; amendement n° 272 de M. Jean Anciant (tendant à étendre le régime de T.V.A. réduite de 2,10 % dont bénéficient les quotidiens aux publications d'information politique et générale d'une périodicité au moins trimestrielle) : rejeté ; amendement n° 248 de M. Christian Pierret (tendant à limiter certaines dérives de l'application de l'article 39 *bis* du code général des impôts lorsqu'il s'agit d'amortissements effectués en fonction de l'acquisition d'éléments d'actif réalisés au moyen des bénéfices ou des provisions) (p. 6402) ; notion de publication d'information politique et générale ; rejeté ; amendement n° 3 de M. Gérard Trémège (tendant à autoriser la déductibilité des intérêts d'emprunt contractés par les médecins pour l'acquisition de parts dans les cliniques ayant la forme de S.A.R.L. ou de S.A. au même titre que pour les frais d'acquisition des parts de sociétés civiles de moyens ou de sociétés civiles professionnelles) (p. 6403) ; retiré.

Article 61 *(mesures en faveur de l'artisanat) :* adopté.

Article 62 *(extension du champ d'intervention des Sofergies) :* informations nouvelles conduisant le Rapporteur général à estimer, exceptionnellement, que l'Assemblée pourrait ne pas suivre l'avis de la commission des finances qui avait rejeté cet article (p. 6404) ; inopportunité d'un régime fiscal particulier ; amendements identiques n° 162 de la commission des finances et n° 270 de M. Christian Goux soutenu par M. Jacques-Roger Machart (de suppression) ; politique d'économies d'énergie ; rôle des incitations fiscales dans l'amélioration des logements et le maintien de l'emploi ; nature des informations nouvelles mentionnées par le Rapporteur général ; inopportunité de réunir la commission pour lui faire part de ces informations ; limitation dans le temps des avantages liés aux économies d'énergie (p. 6405) ; utilité du crédit-bail pour les collectivités locales ; amendements n° 162 et 270 : rejetés ; amendement n° 222 de M. Georges Tranchant (tendant à permettre aux Sofergies de financer les équipement réalisés par les établissements nationaux à caractère industriel et commercial) ; extension aux Sofergies des dispositions fiscales des Sicomis ; amendement n° 123 de M. Georges Tranchant (tendant à substituer dans la deuxième phrase du II de cet article aux mots : « ne sont pas » le mot : « sont ») (p. 6406) ; inopportunité d'une extension indéfinie des compétences des Sofergies ; amendement n° 124 de M. Georges Tranchant (tendant à préciser au 3° *sexies* de l'article 208 du code général des impôts que les dispositions de cet article ont étendues au financement des ouvrages et équipements utilisés par des collectivités territoriales pour une activité dont les recettes sont soumises à la T.V.A. pour la partie du bénéfice net provenant des opérations de crédit-bail) : retirés ;

— article 62, ainsi modifié : adopté.

Rappel au règlement de M. Christian Pierret (p. 6407) ; **2e rappel au règlement** de M. Christian Pierret (p. 6408).

Article 63 *(taxe différentielle sur les véhicules à moteur, mesures en faveur des familles nombreuses) :* exonération de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur pour les personnes ayant au moins cinq enfants à charge ; amendement n° 163 de M. Robert-André Vivien (de rectification) : adopté ; amendement n° 30 de M. Gilles de Robien (tendant à insérer dans le premier alinéa de cet article après le mot : « exonéré » les mots : « totalement ou partiellement ») : non soutenu (p. 6409) ; amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Pascal Arrighi (tendant à réserver le bénéfice de ces dispositions aux seuls véhicules de marques françaises) : retiré ; amendement n° 164 de la commission des finances (redactionnel) : adopté ;

— article 63, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 63 : amendement n° 300 de M. Etienne Pinte (tendant à rendre déductible à l'impôt sur le revenu les sommes versées pour l'emploi d'une aide à domicile par les contribuables âgés ou invalides) ; élargissement de ces mesures aux emplois périphériques ou de voisinage ; abattement de 10 % dont bénéficient les personnes âgées au titre des frais professionnels pour tenir compte de sujétions spécifiques de leur âge ; (p. 6410) ; amendement n° 300 : repris non gagé par le Gouvernement : adopté après rectification ; amendement n° 165 de la commission des finances (tendant à permettre aux personnes achetant des locaux situés dans une résidence de tourisme classé d'être remboursées de la T.V.A. dans les conditions de droit commun) ; sous-amendement n° 299 de M. Gérard Trémège à l'amendement n° 165 de la commission des finances (tendant à permettre l'application de ces mesures à compter du 1er janvier 1988) (p. 6411) ; sous-amendement n° 299 : adopté ; amendement n° 165 : adopté après modification ; amendement n° 280 de M. Xavier Deniau (tendant à réduire le taux de T.V.A. sur la consommation d'électricité de basse ou de moyenne tension dans les communes directement concernées par la construction d'une centrale nucléaire de grande puissance et pour les consommateurs ne bénéficiant pas d'un tarif préférentiel) ; non soutenu ; amendement n° 223 de M. Didier Julia soutenu par M. Georges Tranchant (tendant à modifier le mode de calcul de l'assiette de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur) ; retiré ; amendement n° 256 de M. Christian Pierret (tendant à diminuer le taux normal du droit de consommation des cigarettes afin de permettre une évolution des prix industriels du tabac) ; déficit de la S.E.I.T.A. (p. 6412) ; rejeté après rectification ; amendement n° 257 de M. Christian Pierret soutenu par M. Alain Vivien (tendant à rendre les syndicats d'agglomérations nouvelles éligibles à la D.G.F.) (p. 6413) ; difficultés financières des villes nouvelles ; mécanisme de la D.G.F. et lien entre son augmentation et l'augmentation des impôts locaux ; rejeté ; amendement n° 258 de M. Christian Pierret soutenu par M. Alain Vivien (précisant que la moitié des recettes de taxe professionnelle obtenues par un département sur les entreprises comprises dans le périmètre d'un syndicat d'agglomération nouvelle doit être obligatoirement affectée à la réalisation d'investissements dans ce même périmètre) ; sous-amendement n° 298 de M. André Laignel soutenu par M. Alain Vivien (prévoyant l'application de ses dispositions au 1er janvier 1987) ; exemples des syndicats d'agglomérations nouvelles de Rougeau-Sénart, Sénart-Ville nouvelle et Marne-la-Vallée (p. 6414) ; sous-amendement n° 298 : rejeté ; amendement n° 258 : rejeté ; amendement n° 268 de M. Christian Pierret (tendant à autoriser les collectivités locales à récupérer la T.V.A. sur les communications téléphoniques) : rejeté ; amendement n° 259 de M. Christian Pierret (possibilité pour les régions de voter des taux plutôt que des produits) : retiré ; amendement n° 297 de M. Edmond Alphandéry soutenu par M. Gilbert Gantier (tendant à étendre les dispositions applicables aux petites communes pour la majoration de retard des impôts perçus par voie de rôle à celles faisant partie d'une association réalisée dans le cadre de la loi de 1971) (p. 6415) ; difficultés créées par la variation des dates de majoration selon la taille de la commune ; retiré ; amendement n° 295 de M. Christian Goux (tendant à revenir sur la disposition concernant le délai de reprise adoptée dans la loi de finances rectificative de juillet 1986) : rejeté ; amendement n° 296 de M. Christian Goux (tendant à augmenter le délai de reprise de l'administration fiscale de trois à cinq ans pour les primes de départ volontaire, les indemnités de départ à la retraite et certaines indemnités d'assurance invalidité) (p. 6416) : rejeté.

C. — *Mesures de recouvrement*

Article 64 *(aménagement des modalités de recouvrement de la redevance sur les appareils récepteurs de télévision) :* difficultés de recouvrement de cette redevance ;

— article 64 : retiré.

Article 65 *(recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires) :*

— article 65 : adopté.

Après l'article 65 : amendement n° 16 de M. Jean-Louis Masson (prévoyant une péréquation de la taxe professionnelle versée par les grands établissements commerciaux) : non soutenu ; amendement n° 17 de M. Jean-Louis Masson (prévoyant un dispositif de limitation de l'augmentation du taux de la taxe sur les propriétés non bâties) : non soutenu ; amendement n° 20 de M. Charles Revet soutenu par M. Gérard Trémège (prévoyant un dispositif de limitation de l'évolution des taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties) (p. 6417) ; problème de l'actualisation des valeurs locatives foncières pour les impositions sur le foncier non bâti ; retiré ; amendement n° 18 de M. Gérard Trémège (tendant à substituer le régime général des intérêts de retard à l'amende fiscale de 200 % prévue pour toute infraction autre qu'un retard de déclaration à la taxe sur les voitures de tourisme des sociétés) : retiré ; problèmes des pénalités étant traité par le projet de loi sur la procédure fiscale et douanière.

Après l'article 72 : amendement n° 103 de M. Guy Malandain (tendant à rétablir pour les particuliers une déduction du revenu imposable fonction des investissements réalisés en vue d'économiser l'énergie) (p. 6418) ; rejeté.

Après l'article 73 : amendement n° 7 de M. Jean-Louis Masson (tendant à rendre applicable aux départements d'Alsace-Lorraine l'article 41 de la loi de finances pour 1962) : non soutenu ; amendement n° 262 de M. Christian Pierret (précisant que le Gouvernement déposera avant la fin de la première session ordinaire de 1987-1988 un rapport sur les mesures prises pour permettre aux emprunteurs de renégocier les prêts au logement à des taux compatibles avec le ralentissement de l'inflation) ; négociation de rééchelonnement entre les collectivités locales et la Caisse des dépôts et consignations (p. 6419) ; problème des P.A.P. ; rejeté ; amendement n° 291 de M. Pascal Arrighi (tendant à créer une délégation parlementaire pour le contrôle des subventions allouées aux associations) ; difficultés rencontrées par les rapporteurs spéciaux et notamment ceux de l'opposition ; examens des subventions réservées aux associations et taxes parafiscales ; retiré (p. 6420).

ARTICLES DE RECAPITULATION

[14 novembre 1986] (p. 6420).

Deuxième partie : moyens des services et dispositions spéciales.

Titre 1er : dispositions applicables à l'année 1987.

A. — Opération à caractère définitif.

I. — Budget général.

Article 33 *(montant des crédits ouverts aux ministres au titre des services votés)* : modifications apportées à la nomenclature budgétaire (p. 6420) ; association du président, du rapporteur général et de la commission des finances aux travaux de révision de cette nomenclature ; amendement n° 285 de M. Arthur Paecht (tendant à rectifier une erreur matérielle concernant les crédits de la défense) : adopté ;

— article 33, ainsi modifié : adopté.

Article 34 *(répartition des crédits ouverts aux ministres pour 1987 au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires des services civils)* ;

— article 34 : adopté.

Article 35 *(répartition des autorisations de programme ouvertes aux ministres pour 1987 au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital des services civils)* (p. 6421) ;

— article 35 : adopté.

Article 36 et 37 : adoptés lors de l'examen des crédits du ministère de la défense.

Article 38 *(répartition des crédits alloués aux ministres pour 1988 et qu'ils sont autorisés à engager en 1987 par anticipation)* ;

— article 38 : adopté.

II. — Budgets annexes.

Article 39 *(montant des crédits ouverts aux ministres pour 1987 au titre des services votés des budgets annexes)* : adopté ;

Article 40 *(montant des autorisations de programme ouvertes aux ministres pour 1987 au titre des mesures nouvelles)* : adopté.

Article 41 et 42 : examinés lors de l'examen des comptes spéciaux du Trésor.

Article 43 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de la culture et de la communication.

Article 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50 : examinés lors de l'examen des comptes spéciaux du Trésor.

Article 51 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de la culture et de la communication.

Article 52, 53, 54 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 55 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère des transports.

Article 56 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de la culture et de la communication.

Article 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65 : examinés lors de l'examen des articles non rattachés à un budget.

Article 66 : examiné lors de l'examen des crédits du secrétariat d'Etat aux anciens combattants.

Article 67 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère des départements et territoires d'outre-mer.

Article 68 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'économie, des finances et de la privatisation.

Article 69, 70, 71 : examinés lors de l'examen des crédits du ministère chargé du commerce, de l'artisanat et des services.

Article 72 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports.

Article 73 : examiné lors de l'examen des crédits du ministère de l'intérieur (p. 6422).

Seconde délibération de la deuxième partie :

Réductions de la taxe sur les frais généraux et sur le fioul lourd, et économies sur les primes de déménagement et d'épargne logement ; moyens affectés à la C.N.C.L. ; majoration de la participation de l'Etat des actions de renforcement de l'apprentissage engagées conjointement avec les régions ; politique de l'environnement ; organisation d'audits sur l'opportunité des prêts accordés aux Etats étrangers ; réforme de la rémunération des enseignants à l'étranger ; identification des crédits affectés à la francophonie ; moyens de la société nationale de sauvetage en mer (p. 6423) ; aide aux régions pour la reconstitution des zones sinistrées par les incendies du midi méditerranéen ; budget du conservatoire du littoral ; fond d'encouragement au métier d'art ; frais de personnel des maisons familiales rurales ; compensations pour les agriculteurs touchés par les quotas laitiers ; majoration des droits sur les alcools.

Article 34 et état B (p. 6424, 6425).

Etat B, titre III : amendement n° 9 du Gouvernement (majoration de crédits concernant les affaires étrangères) ; en application de l'article 96 du règlement, le Gouvernement demande la réserve des votes sur les articles soumis à une deuxième délibération et les amendements qui s'y rapportent ; instauration des visas ; amendement n° 10 du Gouvernement (majoration de crédits concernant la culture et la communication) : vote réservé ; amendement n° 11 du Gouvernement (réduction de crédits concernant l'économie, les finances et la privatisation : I. — Charges communes) : vote réservé ; amendement n° 12 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'équipement, le logement, l'aménagement du territoire et les transports) : réservé ; amendement n° 13 du Gouvernement (à la ligne « Industrie et tourisme », transfert de crédits) : vote réservé ; amendement n° 14 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les services du Premier ministre : I. — Services généraux) : vote réservé.

Titre IV. : amendement n° 15 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les affaires sociales et de l'emploi : II. — Affaires sociales) : vote réservé ; amendement n° 16 du Gouvernement (majoration des crédits concernant les affaires sociales et l'emploi : III. — Emploi) : vote réservé ; amendement n° 17 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'agriculture) ; formation agricole dans les maisons familiales et rurales ; faiblesse des crédits supplémentaires alloués à d'autres secteurs : vote réservé ; amendement n° 18 (majoration des crédits concernant la coopération) ; bourses allouées aux étudiants étrangers ; vote réservé ; amendement n° 19 du Gouvernement (réduction de crédit concernant l'économie, les finances et la privatisation : I. — Charges communes) : vote réservé ; amendement n° 20 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'économie, les finances et la privatisation : II. — Services financiers) : vote réservé ; amendement n° 21 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'éducation nationale : II. — Recherche et enseignement supérieur) : vote réservé (p. 6426) ; amendement n° 22 du Gouvernement (réduction de crédits concernant l'équipement, le logement, l'aménagement du territoire et les transports), primes de déménagement : vote réservé ; amendement n° 23 du Gouvernement (majoration des crédits concernant l'industrie et le tourisme) : vote réservé ; amendement n° 24 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'intérieur) : vote réservé ; amendement n° 25 du Gouvernement (majoration de crédits

concernant les services du Premier ministre : V. — Jeunesse et sport) : vote réservé ;

— article 34 et état B : vote réservé.

Article 35 et état C (p. 6427, 6428, 6429).

Titre VI : amendement n° 26 du Gouvernement (autoristions de programme et crédits de paiement concernant l'économie, les finances et la privatisation : I. — Charges communes) : vote réservé ; amendement n° 27 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et crédits de paiement concernant l'équipement, logement et l'aménagement du territoire et les transports) : vote réservé ; amendement n° 28 du Gouvernement (majoration des autorisations de programme et des crédits de paiement concernant la mer) : vote réservé ;

— article 35 et état C : vote réservé.

Article 37 : amendement n° 1 de M. Arthur Paecht soutenu par M. Gilbert Gantier (tendant à réduire les autorisations de programme et les crédits de paiement sur le titre V) : amendement n° 2 de M. Arthur Paecht (tendant à réduire les autorisations de programme et les crédits de paiement [de manière différente] sur le titre V) ; inscription en réserve des crédits de financement d'acquisition d'un système A.W.A.C.S. et de construction d'un porte-avions à propulsion nucléaire ; cohérence entre la loi de programmation militaire et le budget ; amendements n° 1 et 2 : retirés ; amendements n° 1 et 2 : repris par M. Christian Goux : votes réservés ; amendements identiques n° 29 du Gouvernement et 3 de M. Arthur Paecht soutenu par M. Gilbert Gantier (augmentation des crédits de paiement sur le titre V : vote réservé ;

— article 37 : vote réservé.

Article 40 (p. 6430) ; amendement n° 30 du Gouvernement (tendant à réduire les crédits ouverts au paragraphe II de cet article concernant le budget annexe des P.T.T) : vote réservé.

— article 40 : réservé.

Article 42 : amendement n° 31 du Gouvernement (majoration des crédits de paiement ouverts au paragraphe II de cet article au titre des dépenses ordinaires civiles) ; développement des radios locales dépendantes de Radio-France ; encouragement des activités de création d'Antenne 2 et de Radio-France ; amendement n° 31 : vote réservé ;

— article 42 : vote réservé.

Article 54 et état H (p. 6431, 6432, 6433, 6434) : amendement n° 32 du Gouvernement (tendant à insérer dans l'état H à la rubrique « Budget général, économie, finances et budget : I. — Charges communes » avant la ligne 33-96, la ligne suivante : « 33-95 : prestations et versements facultatifs ») : vote réservé ;

— article 54 et état H : réservé.

Article 56 : amendement n° 33 du Gouvernement (tendant à substituer à la somme 6 241,4 millions de francs, la somme 6 229,7 millions de francs au premier alinéa de cet article) : vote réservé ; amendement n° 4 de M. Michel Pelchat (tendant à augmenter le produit de la redevance affectée à T.D.F.) ; amendement n° 6 de Mme Christine Boutin (même objet) ; sommes allouées à Radio-France ; amendements n° 4 et 6 : votes réservés ; amendements identiques n° 5 de M. Michel Pelchat et n° 7 de Mme Christine Boutin (tendant à augmenter la redevance affectée à Antenne 2) ; amendement n° 34 du Gouvernement (tendant à augmenter la part de la redevance affectée à Antenne 2) ; efforts en faveur de la création sur Antenne 2 (p. 6435) ; amendements n° 5, 7 et 34 : votes réservés ; amendement n° 8 de Mme Christine Boutin (tendant à augmenter la part de la redevance affectée à Radio-France) ; amendement n° 35 du Gouvernement (tendant à augmenter la part de la redevance affectée à Radio-France) : votes réservés ;

— article 56 : vote réservé.

Article 63 *ter* : amendement n° 36 du Gouvernement (tendant à préciser que le taux normal du droit de consommation sur les cigarettes prévu à l'article 575 A du code général des impôts est porté à 49,30) : vote réservé.

Article 66 A : amendement n° 37 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé.

Article 66 B : amendement n° 38 du Gouvernement (de suppression) : vote réservé.

Article 32 et état A *(de coordination)* (p. 6436) ; amendement n° 39 du Gouvernement (modifiant les évaluations de recettes) ; effets optiques minorant artificiellement le déficit grâce à l'utilisation de crédits évaluatifs (p. 6448) : vote réservé ;

— article 34 et état B modifié par les amendements 9 à 25, article 35 et état C modifié par les amendements n° 26 à 28, article 37 modifié par l'amendement n° 29, article 40 modifié par l'amendement n° 30, article 42 modifié par l'amendement n° 31, article 54 et état H modifié par l'amendement n° 32, article 56 modifié par les amendements n° 33 à 35, article 63 *ter* : modifié par l'amendmeent n° 36, amendement 37 (de suppression de l'article 66 A) ; endement n° 38 (de suppression de l'article 66 B), article 32 et état A modifié par l'amendement n° 39 : adoptés au scrutin public.

Explications de vote (p. 6449).

Budget social (contrôle parlementaire sur le -) : *Ornano Michel d')* (p. 6452).

C.N.R.A.C.L. (augmentation des cotisations de la -) : *Combrisson (Roger)* (p. 6449).

Déficit budgétaire (réduction du -) : *Gantier (Gilbert)* (p. 6450) ; *Pierret (Christian)* (p. 6452).

Impôts, taxes et prélèvements obligatoires (évolution des -) : *Arrighi (Pascal)* (p. 6449, 6450) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 6451) ; *Pierret (Christian)* (p. 6451, 6452).

Famille (mesures en faveur de la -) : *Tranchant (Georges)* (p. 6451).

Formation professionnelle : *Tranchant (Georges)* (p. 6451).

Modifications introduites par l'Assemblée : *Gantier (Gilbert)* (p. 6451) ; *Ornano (Michel d')* (p. 6452).

Protection du contribuable : *Tranchant (Georges)* (p. 6451).

Prévisions économiques du Gouvernement (optimisme des -) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 6450).

Qualité du débat budgétaire : *Juppé (Alain)* (p. 6453).

Rapporteurs spéciaux (amélioration du contrôle des -) : *Ornano (Michel d')* (p. 6452).

Salariés (augmentation de l'imposition des -) : *Combrisson (Roger)* (p. 6449).

Services votés (possibilités pour la commission des finances de les examiner de manière approfondie à l'occasion de la session de printemps) : *Ornano (Michel d'-)* (p. 6452).

Taxes parafiscales : *Ornano (Michel d')* (p. 6452).

Taxe professionnelle : *Combrisson (Roger)* (p. 6449).

Vote hostile du groupe communiste : *Combrisson (Roger)* (p. 6449).

Vote hostile du groupe Front national : *Arrighi (Pascal)* (p. 6450).

Vote hostile du groupe socialiste : *Pierret (Christian)* (p. 6452).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 6451).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Gantier (Gérard)* (p. 6450).

Adoption de l'ensemble du projet du projet de loi au scrutin public (p. 6463).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [6 décembre 1986] (p. 7657).

Question préalable de M. André Lajoinie : *Giard (Jean)* (p. 7661, 7662) ; *Cointat (Michel)* (p. 7662, 7663) ; rejetée (p. 7662, 7663).

Alcools (droit sur les -) : *Houssin (Pierre-Rémy)* (p. 7666).

Amendement « Coluche » et régime fiscal des dons aux associations : *Roger-Machart (Jacques)* (p. 7668) ; *Juppé (Alain)* (p. 7669).

Amendements tendant à insérer des articles additionnels au texte de la commission mixte paritaire (dépôt d'-) ; *Juppé (Alain)* (p. 7657, 7658) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 7660) ; *Ornano (Michel d')* (p. 7660).

Agents des directions départementales de l'équipement (rémunération des -) : *Juppé (Alain)* (p. 7658).

Attitude du Gouvernement face aux propositions des parlementaires : *Descaves (Pierre)* (p. 7663, 7664).

Bicentenaire de la révolution française (préparation du -) : *Juppé (Alain)* (p. 7658).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (C.N.R.A.C.L.) (situation de la -) : *Pierret (Christian)* (p. 7664, 7665) ; *Combrisson (Roger)* (p. 7667) ; *Juppé (Alain)* (p. 7669).

Crédit d'impôts pour les personnes réalisant un investissement dans le logement neuf : *Vivien (Robert-André)* (p. 7659).

Déficit budgétaire : *Juppé (Alain)* (p. 7659) ; *Cointat (Michel)* (p. 7662) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7664) ; *Combrisson (Roger)* (p. 7667).

Emprunt Giscard (remboursement de l'-) : *Combrisson (Roger)* (p. 7667).

Enseignement (situation de l'-) : *Giard (Jean)* (p. 7661, 7662).

Fiscalité agricole (aménagement de la - pour soutenir l'agriculture) : *Juppé (Alain)* (p. 7659) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 7659) ; *Cointat (Michel)* (p. 7663, 7669).

Forêt méditerranéenne (protection de la - et taxe sur les allumettes et briquets) : *Juppé (Alain)* (p. 7658).

Inflation (taux de l'-) : *Cointat (Michel)* (p. 7662) ; *Cointat (Michel)* (p. 7667).

Méthodes forfaitaires d'imposition sur le revenu (aménagement des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7659, 7660).

Société-mères (régime fiscal des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7660).

Taxe de sûreté payée par les passagers du transport aérien : *Juppé (Alain)* (p. 7658).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7670 à 7677).

Discussion des articles (p. 7670).

Après l'article 4 : amendement n° 17 du Gouvernement (régime fiscal de l'indemnité pour congés payés) (p. 7677) ; attitude réservée des observateurs sur la réforme fiscale américaine ; faible nombre d'entreprises disposant d'une comptabilité en comptes consolidés établis selon des normes internationales ; adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 18 du Gouvernement (prévoyant que les dispositions de cet article s'appliquent également aux entreprises françaises dont l'établissement ou la filiale a pour seule activité la commercialisation des biens produits par les entreprises ou les établissements dont les résultats sont soumis à l'impôt sur les sociétés) : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 19 du Gouvernement (prévoyant que le premier alinéa du paragraphe IV *bis* de l'article 158 du code général des impôts est complété par les mots : « ou au régime prévu à l'article 68 F ») ; régime transitoire des agriculteurs (p. 7678) ; objet de l'abattement de 20 % ; opportunité d'accorder cet avantage à d'autres professions si elles sont affiliées à des centres de gestion agréés ; situation de crise de l'agriculture ; adopté.

Article 12 : amendement n° 24 du Gouvernement (prévoyant qu'à compter du 1er janvier 1986, les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition peuvent déduire chaque année de leurs bénéfices soit une somme de 10 000 F soit 10 % de ce bénéfice dans la limite de 20 000 F) (p. 7679) ; encouragement de l'investissement par le biais de la déduction fiscale ; résultats des négociations de Bruxelles ; mauvaise défense par le Gouvernement de la politique agricole ; problème des quotas laitiers ; adopté.

Après l'article 16 *bis* : amendement n° 20 du Gouvernement (insérant l'article suivant : « le 1° *quater* du IV de l'article 298 du code général des impôts est complété par les mots : « , par les coopératives d'utilisation de matériel agricole et par les entreprises de travaux agricoles) ; possibilité pour tous les agriculteurs de bénéficier de la déduction de la T.V.A. quel que soit leur mode d'exploitation ; pénalités devant être versées par les agriculteurs dépassant des quantités de référence dans les quotas laitiers ; adopté.

Après l'article 23 *bis* : amendement n° 1 du Gouvernement (création d'une taxe sur les allumettes et les briquets commercialisés en France continentale et en Corse) (p. 7680) ; protection des forêts méditerranéennes ; nécessité de créer un organisme coordonnant et animant les actions décidées et établissant un plan pluri-annuel de travaux ; cas de la forêt landaise ; propositions préparées par M. Haroun Tazieff ; problèmes des participations demandées aux propriétaires privés ; adopté ; amendement n° 16 du Gouvernement (création d'une taxe de sûreté due par les entreprises de transports publics aériens) (p. 7681) ; nécessité que le surcoût facturé aux passagers en raison de ce nouveau mécanisme n'engendre pas pour les compagnies aériennes de nouvelles obligations contractuelles ; adopté.

Etat A : amendement n° 23 du Gouvernement (modification des évaluations de recette) : adopté.

Etat B, titre III : amendement n° 2 du Gouvernement (réduction des crédits concernant la culture et la communication) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (réduction des crédits concernant l'éducation nationale : I. — Enseignement scolaire) : financement de la célébration du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen (p. 7682) ; opportunité de ne pas toucher au centre national d'enseignement à distance ; adopté ; amendement n° 4 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'équipement, le logement, l'aménagement du territoire et les transports) ; prise en charge de la rémunération des agents des directions départementales de l'équipement actuellement payés par les départements sur crédit autres que de personnel ; recrutement par les départements de personnels non titulaires affectés à des tâches d'entretien et de voierie, mise à la disposition des directions départementales de l'équipement ; régularisation de la situation juridique des personnels en cause ; recensement effectué en concertation entre l'Etat et les présidents de conseils généraux (p. 7683) ; garanties données aux présidents de conseils généraux ; rémunération des prestations effectués par les agents en cause pour le compte des communes ; nombre d'agents devant bénéficier du statut des personnels des collectivités locales ; adopté ; amendement n° 5 du Gouvernement (réduction des crédits concernant les services du Premier ministre : I. — Services généraux) ; célébration du bicentenaire de la révolution française et de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen ; manifestations organisées dans le département de l'Isère (p. 7684) ; adopté.

Etat B, titre IV amendement n° 6 du Gouvernement (réduction des crédits concernant les affaires étrangères) ; bicentenaire de la révolution française ; adopté ; amendement n° 7 du Gouvernement (réduction des crédits concernant la culture et la communication) : adopté ; amendement n° 21 du Gouvernement (majorant les crédits concernant l'économie et les finances et la privatisation : I. — Charges communes) ; situation de certains organismes débirentiers telle que la caisse nationale de prévoyance ; adopté ; amendement n° 8 du Gouvernement (réduction des crédits concernant l'éducation nationale : II. — Recherche et enseignement supérieur) : adopté ; amendement n° 9 du Gouvernement (réduction des crédits concernant l'intérieur) (p. 7685) ; adopté ; amendement n° 10 (majorant les crédits concernant les crédits concernant les services du Premier ministre : I. — Services généraux) : adopté ; amendement n° 11 du Gouvernement (réduction des crédits concernant les services du Premier ministre : V. — Jeunesse et sport) ; lisibilité de l'action confiée à la mission Baroin ; adopté.

Etat C, titre V : amendement n° 12 du Gouvernement (majoration des autorisations de programmes concernant l'équipement, le logement, l'aménagement du territoire et les transports) : adopté.

Etat C, titre VI : amendement n° 13 du Gouvernement (majorant les autorisations de programmes, concernant l'agriculture) ; crédits affectés au conservatoire de la forêt méditerranéennes (p. 7686) ; adopté ; amendement n° 14 du Gouvernement (réduction des autorisations de programmes et des crédits de paiement concernant l'éducation nationale : II. — Recherche et enseignement supérieur) : adopté ; amendement n° 15 du Gouvernement (réduction des autorisations de programmes et des crédits de paiement concernant l'industrie et le tourisme) : adopté ; amendement n° 22 du Gouvernement (réduction des crédits de paiement concernant l'intérieur) : adopté (p. 7687).

Explications de vote (p. 7687).

Emprunt Giscard : *Jarosz (Jean)* (p. 7687).

Financement des associations et des universités : *Gantier (Gilbert)* (p. 7688).

Laxisme du budget : *Pierret (Christian)* (p. 7689).

Prélèvements obligatoires : *Baeckeroot (Christian)* (p. 7688).

Recherche et actions industrielles (réduction des crédits consacrés à la -) : *Pierret (Christian)* (p. 7689).

Vote négatif du groupe communiste : *Jarosz (Jean)* (p. 7688).

Vote négatif du Front national : *Baeckeroot (Christian)* (p. 7688).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Gantier (Gilbert)* (p. 7688).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Cointat (Michel)* (p. 7690).

Adoption de l'enaemble du projet de loi au scrutin public (p. 7690).

Amendements déposés sur le texte de la commission mixte paritaire aur la - pour 1987.

Voir *Rappels au règlements* **474, 475.**

Conditions d'examen en commission de l'article 62 du projet de loi de financea pour 1986.

Voir *Lois de finances* **2,** (p. 6404, 6405).

Rapporteurs spéciaux (rôle des -).

Voir *Lois de finances* **2,** articles non rattachés, après l'article 73 (p. 6420) ; explications de vote (p. 6452).

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

1. — Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9). — Lettre rectificative n° **84** (23 avril 1986).

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 avril 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation et M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur général : M. Robert-André Vivien. — Rapport n° **148** (16 mai 1986). — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (22 avril 1986). — Rapporteur pour avis : M. Jean Brocard (24 avril 1986). — Avis n° **106** (7 mai 1986). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (22 avril 1986). — Rapporteur pour avis : M. Jean-Louis Goasduff (24 avril 1986). — Avis n° **110** (15 mai 1986). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (23 avril 1986). — Rapporteur pour avis : M. Bruno Bourg-Broc (24 avril 1986). — Avis n° **105** (7 mai 1986). — Discussion les 22, 23, 26, 27 et 28 mai 1986. — Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. — Texte considéré comme adopté le 2 juin 1986, la motion de censure déposée le 29 mai 1986 n'étant pas adoptée. Projet de loi n° **3.**

Sénat (première lecture). — n° **395** (1985-1986). — Dépôt le 2 juin 1986. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **398** (1985-1986) (6 juin 1986). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Paul Girod. — Avis n° **396** (1985-1986) ; à la commision des affaires sociales. — Rapporteur pour avis : M. Jean Madelain. — Avis n° **397** (1985-1986) (5 juin 1986). — Discussion les 11, 12, 13, 17 juin 1986. — Adoption le 17 juin 1986. — Projet de loi n° **126** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture). — n° **201.** — Dépôt le 18 juin 1986. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire

Nomination [*J.O.* du 19 juin 1986] (p. 7605). — Bureau [*J.O.* du 20 juin 1986] (p. 7664).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Robert-André Vivien. — Rapport n° **204** (20 juin 1986). — Discussion le 24 juin 1986. — Adoption avec modifications le 24 juin 1986. — Projet de loi n° **6.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **412** (1985-1986) (19 juin 1986). — Discussion le 24 juin 1986. — Adoption définitive le 24 juin 1986. — Projet de loi n° **128** (1985-1986).

Saisine du Conseil Constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 3 juillet 1986 (*J.O.* du 4 juillet 1986) (p. 8342). — Articles déclarés non conformes : 18-II et 30. — **Loi n° 86-824 du 11 juillet 1986,** publiée au *J.O.* du 12 juillet 1984 (p. 8688).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi de finances rectificative n° 9
et ceux de la loi de finances rectificative n° 86-824

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIERE PARTIE CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER			
1		Réduction du taux de l'impôt sur les sociétés.	Première lecture : 26 mai 1986	1164	1
2		Exonération pour 3 ans des participations assises sur les salaires pour les entreprises qui franchissent le seuil de 10 salariés.	Première lecture : 26 mai 1986	1196	2
	2 *bis* (A.N.) supprimé	Suppression de la taxe forfaitaire sur les appareils automatiques (article 564 *septies* et 564 *octies* du code général des impôts). Majoration de 8 % du tarif des droits de timbre.	Première lecture : 26 mai 1986 Seconde délibération : 27 mai 1986	1202 1286	—
3		Déduction à concurrence de 50 % de la T.V.A. sur le fioul domestique utilisé par les agriculteurs.	Première lecture : 26 mai 1986	1202	3
	3 *bis* (A.N.)	Régime d'imposition des groupements agricoles d'exploitation en commun (G.A.E.C.).	Première lecture : 26 mai 1986 C.M.P. : 24 juin 1986	1202 2404	4
4		Droit d'inscription aux concours administratifs.	Première lecture : 26 mai 1986 27 mai 1986 Seconde délibération : 27 mai 1986 C.M.P. : 24 juin 1986	1211 1225 1286 2404	5
5		Prélèvement sur les gains du loto et du loto sportif.	Première lecture : 27 mai 1986	1226	6
6		Contribution de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales au financement des dépenses de l'Etat au profit des collectivités locales.	Première lecture : 27 mai 1986 C.M.P. : 24 juin 1986	1230 2404	7
	6 *bis* A (Sénat)	Affectation au budget général sur la part des bénéfices de l'institut d'émission des D.O.M. d'une somme de 50 millions de francs versée au Trésor en 1986.	C.M.P. : 24 juin 1986	2404	8
	6 *bis* (A.N.)	Abattements d'impôts sur le revenu en faveur de l'épargne.	Première lecture : 27 mai 1986	1236	9
	6 *ter* (A.N.)	Droits d'examen pour l'obtention du permis de conduire porté à 130 F.	Première lecture : 27 mai 1986	1243	10
	6 *quater* (A.N.)	Amnistie fiscale et douanière pour le rapatriement des avoirs fiscaux à l'étranger.	Première lecture : 27 mai 1986	1256	11
	6 *quinquiès* (Sénat)	Suppression du droit d'escale des navires de plaisance prévu au § II de l'article 31 de la loi de finances pour 1982.	C.M.P. : 24 juin 1986	2404	12
7		Equilibre général.	Première lecture : 27 mai 1986 Seconde délibération : 27 mai 1986	1266-1279 1287	13

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		DEUXIEME PARTIE **MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES**			
		TITRE Ier **Dispositions applicables à l'année 1986**			
		OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF			
		Budget général			
8		Dépenses ordinaires des services civils. Ouvertures.	Première lecture : 27 mai 1986 28 mai 1986 C.M.P. : 24 juin 1986	1299 1339-1417 2405	14
9		Dépenses en capital des services civils. Ouvertures.	Première lecture : 28 mai 1986	1350	15
	9 *bis* (Sénat)	Annulation d'autorisation de programmes sur les crédits ouverts au ministre des D.O.M.-T.O.M. par la loi de finances pour 1986.	C.M.P. : 24 juin 1986	2405	16
10		Suppression d'emplois budgétaires.	Première lecture : 28 mai 1986	1352-1366	17
	11 A (A.N.)	Réduction de la période susceptible de vérifications par l'administration fiscale et la sécurité sociale.	Première lecture : 27 mai 1986 C.M.P. : 24 juin 1986	1291 2405	18
		TITRE II **Dispositions permanentes**			
11 supprimé		Aménagement des abattements d'impôt sur le revenu prévus en faveur de l'épargne.	Première lecture : 28 mai 1986	1376	—
	11 *bis* A (Sénat)	Abrogation des articles 1649 *ter* G et 1756 *quinquiès* du code général des impôts.	C.M.P. : 24 juin 1986	2405	19
	11 *bis* (lettre rectificative)	Aménagement du régime fiscal des organismes collectifs de placement.	Première lecture : 28 mai 1986	1385	20
	11 *ter* (lettre rectificative)	Régime fiscal des plus-values réalisées par les entreprises membres d'un fonds commun de placement.	Première lecture : 28 mai 1986	1391	21
12		Reconduction et extension des mesures temporaires en faveur des départements et territoires d'outre-mer.	Première lecture : 28 mai 1986 C.M.P. : 24 juin 1986	1394 2406	22
	12 *bis* (A.N.)	Abrogation de l'article 298 OA du code général des impôts relatif à un document que doivent remplir les exploitants agricoles assujettis à la T.V.A.	Première lecture : 28 mai 1986 (1)	1410-1428	23
13		Suppression de l'impôt sur les grosses fortunes.	Première lecture : 28 mai 1986 (1)	1413-1428	24
14 supprimé		Rapatriement des avoirs détenus à l'étranger.			—
	14 *bis* A (A.N.)	Abrogation des articles 1649 *ter* F et 1756 *quater* du code général des impôts.	Première lecture : 28 mai 1986 (1)	1428	25
	14 *bis* B (Sénat)	Possibilité d'effectuer par tout moyen de paiement les transactions permettant au porteur de rester anonyme.	C.M.P. : 24 juin 1986	2406	26
	14 *bis* (lettre rectificative)	Rétablissement de l'anonymat sur les transactions d'or.	Première lecture : 28 mai 1986 (1) C.M.P. : 24 juin 1986	1428 2406	27

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
15		Régime fiscal applicable aux intérêts des emprunts émis en France par les organisations internationales.	Première lecture : 28 mai 1986 (1)	1428	28
16		Base des impôts directs locaux en 1987.	Première lecture : 28 mai 1986 (1)	1428	29
	16 *bis* A (Sénat)	Crédits mis à la disposition des questeurs du Conseil de Paris et du Conseil régional d'Ile-de-France.	C.M.P. : 24 juin 1986	2407	30 (déclaré non conforme à la Constitution)
	16 *bis* (A.N.)	Diminution de la valeur locative des matériels agricoles pour l'assiette de la taxe professionnelle.	Première lecture : 28 mai 1986 (1)	1428	31
17		Création d'une caisse d'amortissement de la dette publique.	Première lecture : 28 mai 1986 (1)	1428	32
			C.M.P. : 24 juin 1986	2407	
18		Création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « compte d'affectation des produits de la privatisation ».	Première lecture : 28 mai 1986 (1)	1429	33
			C.M.P. : 24 juin 1986	2407	
19		Modification du fonctionnement du compte spécial de commerce 904-09 intitulé « gestion des titres de sociétés du secteur public et apports et avances sur fonds de dotation des établissements publics ».	Première lecture : 28 mai 1986 (1)	1429	34
20		Suppression des redevances instituées par les articles 11 et 26 de la loi de nationalisation n° 82-155 du 11 février 1982.	Première lecture : 28 mai 1986 (1)	1429	35
21		Financement du fonds de garantie des calamités agricoles.	Première lecture : 28 mai 1986 (1)	1429	36
22		Financement des cotisations d'assurance personnelle.	Première lecture : 28 mai 1986 (1)	1429	37
			C.M.P. : 24 juin 1986	2407	

(1) Engagement de la responsabilité du Gouvernement, conformément à l'article 49, alinéa III de la Constitution, le 28 mai 1986 (p. 1416). Adoption du projet de loi de finances rectificative pour 1986 en première lecture, à la suite du rejet de la motion de censure le 2 juin 1986 (p. 1541).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 mai 1986] (p. 1011) ; [23 mai 1986] (p. 1097, 1133).

Exception d'irrecevabilité : *Giard (Jean)* (p. 1110 à 1112) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1112 à 1113) ; rejetée au scrutin public (p. 1113).

Question préalable : *Mercieca (Paul)* (p. 1113 à 1116) ; *Rossi (André)* (p. 1116, 1117) ; rejetée au scrutin public (p. 1117).

Abattements sur les revenus des valeurs mobilières (égalisation des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1014) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1019) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1103) ; *Juppé (Alain)* (p. 1109) ; *Mercieca (Paul)* (p. 1114) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1149).

Agence française pour la maîtrise de l'énergie (économies imposées à l'-) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1100).

Agriculture (crise de l'-) : *Giard (Jean)* (p. 1147, 1148).

Agro-alimentaire (aides au secteur de l'-) : *Cointat (Michel)* (p. 1155, 1156) ; *Juppé (Alain)* (p. 1157).

Aide personnalisée au logement : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1097) ; *Juppé (Alain)* (p. 1104).

Aides publiques (réorientation des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 1020) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1099). *Ornano (Michel d')* (p. 1102).

Aide sociale des départements : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1023, 1024).

Alsace (aides au logement en -) : *Grussenmeyer (François)* (p. 1154) ; *Juppé (Alain)* (p. 1156).

Aménagement du territoire (politique de l'-) : *Ornano (Michel d')* (p. 1103) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1155).

Amnistie douanière et fiscale : *Balladur (Edouard)* (p. 1018) ; *Juppé (Alain)* (p. 1109, 1142, 1158) ; *Giard (Jean)* (p. 1110) ; *Mercieca (Paul)* (p. 1115, 1116) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1119) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1125) ; *Descaves (Jean-Pierre)* (p. 1134) ; *Pierret (Christian)* (p. 1141, 1142) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1144, 1145) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1150).

Annulations de crédits par arrêté (appréciation juridique des -) : *Rossi (André)* (p. 1116).

Anonymat sur l'or : *Vivien (Robert-André)* (p. 1013) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1018) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1119) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1150) ; *Juppé (Alain)* (p. 1150).

Budget 1986 (insuffisance des crédits et sincérité du -) : *Juppé (Alain)* (p. 1104, 1105) ; *Pierret (Christian)* (p. 1140) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1154, 1155).

Budget 1987 (caractéristiques du -) : *Balladur (Edouard)* (p. 1119, 1120) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1140).

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) (prélèvements sur la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1014, 1015) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1018) ; *Juppé (Alain)* (p. 1106, 1107, 1159) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1107 1139) ; *Giard (Jean)* (p. 1111, 1112) ; *Mercieca (Paul)* (p. 1114) ; *Jarosz (Jean)* (p. 1136) ; *Osselin (Jacqueline)* (p. 1153).

Caisse d'amortissement de la dette publique (création d'une -) : *Giard (Jean)* (p. 1110) ; *Mercieca (Paul)* (p. 1115) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1118) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1145).

Cession d'actifs par l'Etat : *Juppé (Alain)* (p. 1106) ; *Rossi (André)* (p. 1116) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1118) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1123).

Charte des droits des contribuables (élaboration d'une -) : *Balladur (Edouard)* (p. 1119) ; *Descaves (Jean-Pierre)* (p. 1134) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1146).

Chèques (obligation du paiement par -) : *Balladur (Edouard)* (p. 1018) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1125).

Chômage (développement du -) : *Balladur (Edouard)* (p. 1116) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1101).

Commerce extérieur (résultats du -) : *Balladur (Edouard)* (p. 1015, 1016) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1101) ; *Rossi (André)* (p. 1117) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1138) ; *Juppé (Alain)* (p. 1138).

Comptes d'affectation (utilisation des -) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1119) ; *Juppé (Alain)* (p. 1119, 1157) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1155).

Compte d'épargne-retraite : *Vivien (Robert-André)* (p. 1014) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1139) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1149) ; *Juppé (Alain)* (p. 1157).

Concours administratifs (droits d'inscription aux -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1145).

Contrôle des changes (assouplissement du -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1013) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1103) ; *Juppé (Alain)* (p. 1159).

Coût de la main-d'œuvre : *Balladur (Edouard)* (p. 1016).

Crédit agricole (éventuelle privatisation du -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1100) ; *Juppé (Alain)* (p. 1106).

Croissance (taux de -) : *Balladur (Edouard)* (p. 1015) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1100, 1101) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1148).

Culture (annulation de crédits de la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1013) ; *Juppé (Alain)* (p. 1108).

Débudgétisations (montant des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1012) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1016) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1102) ; *Juppé (Alain)* (p. 1105).

Déficit budgétaire : *Vivien (Robert-André)* (p. 1011, 1013) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1016, 1018) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1101) ; *Juppé (Alain)* (p. 1105, 1157) ; *Pierret (Christian)* (p. 1105) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1118) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1122) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1137) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1154).

Dette publique : *Vivien (Robert-André)* (p. 1013) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1016) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1101) ; *Mercieca (Paul)* (p. 1115) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1123) ; *Balligand (Jean-Pierre)* (p. 1154).

Effectifs de la fonction publique (réduction des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 1020) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1023) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1102, 1103) ; *Mercieca (Paul)* (p. 1114, 1115) ; *Jarosz (Jean)* (p. 1136) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1144).

Emploi des jeunes (contenu et financement des mesures pour l'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1012) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1017, 1018) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1023) ; *Juppé (Alain)* (p. 1105, 1141, 1158) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1122) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1123) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1140) ; *Pierret (Christian)* (p. 1140, 1141) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 1150 à 1152).

Emprunt des collectivités locales (dégradation des conditions d'-) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1107) ; *Giard (Jean)* (p. 1111, 1112).

Enseignement agricole privé : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1099, 1100) ; *Juppé (Alain)* (p. 1106).

Entreprises publiques (bilan et coût des -) : *Ornano (Michel d')* (p. 1101) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1121) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1158) ; *Juppé (Alain)* (p. 1158).

Environnement économique international : *Balladur (Edouard)* (p. 1015) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1104) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1122) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1139).

Epargne (priorité à l'-) : *Alphandéry (Edmond)* (p. 1139).

Equipement naval (crédits ouverts à l'-) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1098).

Etablissements d'enseignement privé (financement des -) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1023) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1122) ; *Jarosz (Jean)* (p. 1135).

Famille (politique de la -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1145, 1146).

Fiscalité locale : *Giard (Jean)* (p. 1111, 1112) ; *Mercieca (Paul)* (p. 1144) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1145).

Frais généraux (suppression de la taxe sur les -) : *Tranchant (Georges)* (p. 1124).

Immobilier (investissements étrangers dans l'-) : *Tranchant (Georges)* (p. 1124).

Impôt sur les grandes fortunes (suppression de l'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1015) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1018) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1102) ; *Mercieca (Paul)* (p. 1115) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1124, 1125) ; *Descaves (Jean-Pierre)* (p. 1134) ; *Jarosz (Jean)* (p. 1135).

Impôt sur les sociétés (réduction de l'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1013) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1018, 1019) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1102) ; *Juppé (Alain)* (p. 1108, 1109, 1157) ; *Mercieca (Paul)* (p. 1114) ; *Rossi (André)* (p. 1116) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1124) ; *Descaves (Jean-Pierre)* (p. 1134) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1144) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1149).

Inflation (lutte contre l'-) : *Balladur (Edouard)* (p. 1015) ; *Descaves (Jean-Pierre)* (p. 1133) ; *Pierret (Christian)* (p. 1142) ; *Juppé (Alain)* (p. 1143) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1148, 1149).

Investissement (baisse de l'-) : *Balladur (Edouard)* (p. 1016) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1137, 1139) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1148).

Loi de programmation militaire (retard pris dans l'exécution de la -) : *Brocard (Jean)* (p. 1021).

Loto (imposition des gains du -) : *Balladur (Edouard)* (p. 1018) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1023) ; *Juppé (Alain)* (p. 1107) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 1145).

Mariage et concubinage (traitement fiscal du -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1146, 1147).

Nouvelle-Calédonie (dotations supplémentaire à la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1012) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1123, 1124).

Obligations renouvelables du Trésor (charges des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 1017) ; *Pierret (Christian)* (p. 1017).

Organismes de placement collectif (fiscalité des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1014) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1019) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1103) ; *Juppé (Alain)* (p. 1109) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1113) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1149).

Outre-mer (dispositions fiscales en faveur de l'-) : *Balladur (Edouard)* (p. 1019) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1099) ; *Juppé (Alain)* (p. 1109).

Plan (exécution du IXe -) : *Jarosz (Jean)* (p. 1135).

Postes, téléphone et télécommunications (P.T.T.) (budget des -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1099).

Privatisation des entreprises publiques : *Giard (Jean)* (p. 1110) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1120).

Prix (liberté des -) : *Ornano (Michel d')* (p. 1103) ; *Pierret (Christian)* (p. 1142).

Prélèvements obligatoires : *Balladur (Edouard)* (p. 1017) ; *Descaves (Jean-Pierre)* (p. 1133).

Rappels au règlement : *Descaves (Jean-Pierre)* (p. 1113) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1113) ; *Pierret (Christian)* (p. 1118) ; *Briant (Yvon)* (p. 1152) ; *Pierret (Christian)* (p. 1152).

Rapport constant (rattrapage du -) : *Jarosz (Jean)* (p. 1136).

Recherche et technologie (annulation des crédits de la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1013) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1099) ; *Juppé (Alain)* (p. 1108) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1108, 1120) ; *Giard (Jean)* (p. 1110, 1111) ; *Pierret (Christian)* (p. 1142).

Renault (dotation en capital allouée à -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1097, 1098) ; *Ornano (Michel d')* (p. 1103) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1123).

Sécurité publique (crédits relatifs à la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1012) ; *Juppé (Alain)* (p. 1106) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1123) ; *Raoult (Eric)* (p. 1143, 1144).

Service national dans la police : *Brocard (Jean)* (p. 1021, 1022) ; *Juppé (Alain)* (p. 1106).

Seuils fiscaux et sociaux (limitation des conséquences du franchissement des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1013, 1014) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1019) ; *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1022) ; *Juppé (Alain)* (p. 1109) ; *Mercieca (Paul)* (p. 1116) ; *Rossi (André)* (p. 1116) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1123) ; *Descaves (Jean-Pierre)* (p. 1133) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1149).

Sidérurgie (crédits alloués à la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1012) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1018) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1099) ; *Juppé (Alain)* (p. 1105) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1137, 1138).

Sport (financement du -) : *Bourg-Broc (Bruno)* (p. 1023) ; *Juppé (Alain)* (p. 1107, 1108).

Taux d'intérêt (niveau des -) : *Ornano (Michel d')* (p. 1102) ; *Alphandéry (Edmond)* (p. 1137, 1139) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1149) ; *Juppé (Alain)* (p. 1156).

Taux de scolarisation et emploi (liens entre -) : *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1101).

Taxe professionnelle (remplacement de la - par une augmentation de la T.V.A.) : *Descaves (Jean-Pierre)* (p. 1133) ; *Juppé (Alain)* (p. 1157).

Taxe sur la valeur ajoutée sur le fioul agricole (abaissement de la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 1012) ; *Balladur (Edouard)* (p. 1019) ; *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1098, 1100) ; *Juppé (Alain)* (p. 1106) ; *Chevènement (Jean-Pierre)* (p. 1120) ; *Tranchant (Georges)* (p. 1123) ; *Giard (Jean)* (p. 1147).

Train à grande vitesse Atlantique (T.G.V.-atlantique) (exécution du -) : *Goasduff (Jean-Louis)* (p. 1098) ; *Juppé (Alain)* (p. 1104) ; *Rossi (André)* (p. 1117).

PREMIERE LECTURE

Discussion des articles [26 mai 1986] (p. 1163, 1193) ; [27 mai 1986] (p. 1225, 1255, 1279) ; [28 mai 1986] (p. 1339).

Avant l'article 1er : amendement n° 141 de M. Rémy Auchedé (paiement de l'impôt sur le revenu d'un foyer fiscal dont les revenus du travail n'ont pas dépassé quatre fois le S.M.I.C. annuel au cours de chacune des cinq années précédent un changement important de sa situation) (p. 1163) ; nécessité de faire payer à ces foyers l'impôt sur ses nouveaux revenus ; nécessaire limitation de cet avantage aux seuls revenus du travail n'ayant pas dépassé quatre fois le S.M.I.C. annuel ; législation en vigueur permettant aux services fiscaux d'accorder des délais de paiement ; remise gracieuse demandée aux services des impôts ; rejeté au scrutin public ;

Première partie : *conditions générales de l'équilibre financier :*

Article 1er *(abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés) :* neutralité à l'égard des bénéfices supplémentaires, distribués ou non (p. 1164) ; limitation du poids des prélèvements obligatoires ; opportunité économique de la mesure ; évolution de l'investissement dans l'industrie concurrentielle en 1984 et 1985 ; confusion entre l'entreprise et l'actionnaire ; évolution des aides fiscales à l'investissement depuis 1981 ; nécessité de constituer une réserve spéciale au passif (p. 1165) ; extension de la baisse de l'imposition de 50 % à 45 % aux bénéfices distribués ; avantages fiscaux accordés aux entreprises ; perte de compétitivité des entreprises ; insuffisance de la mesure consistant à réduire de 5 % l'impôt sur les bénéfices ; avoir fiscal ; comparaison internationale du niveau de prélèvement fiscal sur les bénéfices (p. 1166) ; nécessité de porter l'avoir fiscal à 100 % ; réglementation des acomptes ; dépôt de bilan affectant dans la plus grande majorité des cas les petites et moyennes entreprises ; absence de réduction de l'acompte provisionnel ; endettement des sociétés françaises ; diminution du produit de la fiscalité directe (p. 1167) ; diminution de la justice fiscale ; notion de double imposition ; rôle des actionnaires ; constitution de sociétés de personnes constituant un moyen d'échapper à la double imposition ; nécessaire neutralité fiscale à l'égard des entreprises ; caractère inopérant des mesures en faveur de l'investissement ; achat d'outillage opéré par les entreprises depuis 1980 (p. 1168) ; absence de confusion entre entreprises et actionnaires ; avoir fiscal ; système des acomptes ; modification apportée entre 1981 et 1985 à la structure de la fiscalité n'allant pas dans le sens de l'allégement de l'impôt direct ; caractère artificiel de la distinction entre l'actionnaire et l'entreprise ; amendements identiques n° 94 de M. Christian Pierret et n° 142 de M. Christian Goux (de suppression) ; évolution de l'investissement des entreprises privées du secteur concurrentiel en 1984-1985 (p. 1169) ; taux d'épargne des entreprises ; inscription de la réserve spéciale au passif du bilan se faisant sans agrément de l'administration fiscale ; usage des bénéfices non distribués étant laissé à la discrétion des entreprises ; réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés n'apportant aucune garantie quant à la relance de l'investissement et à la création d'emploi ; montant des dégrèvements de taxe professionnelle et autres avantages fiscaux accordés par l'Etat aux entreprises ; évolution du taux des investissements industriels (p. 1170) ; comparaison internationale du taux d'imposition des bénéfices ; investissements productifs dans l'O.C.D.E. entre 1980 et 1985 ; distinction entre bénéfices distribués et bénéfices investis étant sans fondement moral ; amendements n° 94 et n° 142 : rejetés ; amendement n° 118 de M. Pierre Bérégovoy soutenu par M. Christian Pierret (réduction du taux de l'impôt sur les sociétés à 40 % dans la mesure où le bénéfice est affecté après impôt à une réserve spéciale) (p. 1171) ; dispositif prévu dans la loi de finances pour 1986 ; nécessaire réduction du taux de l'impôt sur les sociétés afin de rapprocher la législation française des législations étrangères ; taux d'imposition unique assurant la neutralité des choix des entreprises face à l'augmentation des fonds propres par incorporation des bénéfices sur la distribution ; souci gouvernemental de développer l'action populaire (p. 1172) ; évolution de la Bourse au cours des dernières années ; montant des augmentations de capital en 1985 ; faiblesse de la capitalisation en bourse par rapport au produit intérieur brut ; Gouvernement et administration n'ayant pas à expliquer aux chefs d'entreprise comment gérer leurs affaires ; gage proposé par les membres du groupe socialiste ; rejeté au scrutin public (p. 1173) ; amendement n° 27 de M. Georges Tranchant (situation des sociétés dont l'exercice comptable ouvert en 1985 est clos en 1986) ; amendement n° 177 de M. Bruno Durieux soutenu par M. Gérard Trémège (même objet) ; cas des sociétés dont l'exercice social se trouve à cheval sur 1985 et 1986 ; création de disparités entre la compétitivité des entreprises ; société dont le bénéfice ne coïncide pas avec l'année civile continuant sur l'exercice 1985-1986 à bénéficer des dispositions d'allégement fiscal prévues auparavant ; réduction du taux de l'impôt sur les sociétés s'appliquant sans condition ; importance de l'arbitrage entre action et obligation (p. 1174) ; structure de la fiscalité ; taux plus élevé de T.V.A. bénéficiant aux exportations ; retirés ; **rappel au règlement de M. Raymond Douyère** (p. 1175-1176) ; rôle du président de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, en matière de recevabilité des amendements au regard de l'article 40 de la Constitution ; pouvoir d'amendement du Parlement (p. 1176) ; nécessité d'une institutionnalisation de l'accès des responsables de chaque groupe politique au service de la législation financière ; services du ministère des finances étant à la disposition de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, du président de la commission et du rapporteur général ; droit d'amendement des membres du Parlement ; amendement n° 95 de M. Christian Pierret (tendant dans le quatrième alinéa de l'article 158 du code général des impôts à substituer aux mots « la moitié » le pourcentage « 41 % ») ; inutilité d'augmenter le taux de l'avoir fiscal lorsque la situation boursière est suffisamment bonne ; évolution de l'indice de la Bourse ; rapporteur général ne se prononçant jamais sur l'évolution des cours de bourse (p. 1177) ; chiffrage des amendements de la majorité parlementaire ; nécessité de porter l'avoir fiscal à 100 % ; rejeté ; amendement n° 86 de M. Gérard Trémège (abrogation de l'article 223 *septies* du code général des impôts concernant l'imposition forfaitaire annuelle des sociétés) ; pénalisation financière des petites sociétés ne réalisant pas de bénéfices par une imposition forfaitaire annuelle ; examen du projet de loi de finances pour 1987 devant permettre de juger de l'opportunité de reconduire, voire de généraliser l'exonération ; caractère difficilement acceptable du gage proposé ; somme des gages des amendements déposés par les membres de la majorité parlementaire atteignant des montants exceptionnels ; retiré ; repris par M. Pierre Descaves (p. 1178) ; impossibilité de mettre aux voix un amendement qui a été retiré ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 51 de M. Pierre Descaves (suppression de la taxe sur certains frais généraux prévus à l'article 235 *ter* W du code général des impôts) ; amendement n° 85 de M. Gérard Trémège (tendant dans la première phrase de l'article 235 *ter* W du code général des impôts à remplacer le pourcentage « 30 % » par le pourcentage « 10 % ») ; baisse du

chiffre d'affaires des restaurants ; réduction de la taxe sur certains frais généraux allant dans le sens d'un allégement des charges des petites entreprises et répondant au souci du Gouvernement de redonner confiance aux chefs d'entreprise ; coût de la suppression de la taxe sur certains frais généraux (p. 1179) ; suppression devant figurer parmi les allégements fiscaux prioritaires ; modification de cette taxe afin de stimuler les exportations ; caractère peu souhaitable de l'augmentation de 75 % du prix des tabacs ; paralysie des ventes entraînée par la taxe sur certains frais généraux ; amendement n° 85 : retiré ; amendement n° 51 : rejeté au scrutin public (p. 1180) ;

— article 1er : adopté au scrutin public (p. 1181) ;

Après l'article 1er : amendement n° 71 de M. Pierre Descaves (réserves constituées à compter du 31 mai 1986) ; incitation à la restructuration des bilans des entreprises ; exonération du droit d'apport pour les incorporations des bénéfices, de réserves ou de provisions au capital lorsqu'elles sont accompagnées d'une augmentation du capital en numéraire d'égal montant (p. 1193) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 119 de M. Jean Jarosz (abrogation de l'article 19 de la loi de finances de 1985 instituant un report en arrière pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés) ; valeur tactique de l'amendement ; nécessité de rattraper le rapport constant en faveur des anciens combattants ; engagement du R.P.R. en faveur de ce rattrapage (p. 1194) ; caractère positif du report en arrière ; rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement de M. Jean Laurain** ; amendement n° 144 de M. Rémy Auchedé (instituant une retenue à la source sur les revenus des captiaux mobiliers égale à 24 % de la distribution brute) ; suppression de l'avoir fiscal (p. 1195) ; orientation de l'épargne vers les capitaux à risques ; rejeté au scrutin public.

Article 2 *(exonération pour trois ans des participations assises sur les salaires pour les entreprises franchissant le seuil de dix salariés)* : atténuation des seuils relatifs aux participations à la formation professionnelle continue et à l'effort de construction ; fixation d'abattement pour limiter l'effet de seuil ; mise en place d'un lissage sur cinq ans (p. 1196) ; retombées négatives sur le financement de l'industrie du bâtiment et des travaux publics et de la formation professionnelle ; effort public total en faveur du logement ; baisse du nombre des mises en chantier ; problème de l'exonération des participations affectées aux transports publics ; opportunité de porter le seuil des participations de dix à vingt salariés (p. 1197) ; non modification fondamentale des obligations des employeurs ; coût des dispositions pour l'industrie du bâtiment ; opportunité de percevoir les participations dès le premier salarié (p. 1198) ; droit au logement ; réduction du nombre des logements locatifs sociaux ; remise en cause des outils dont disposent les collectivités locales pour maîtriser leur urbanisme et pour constituer les réserves foncières nécessaires à l'implantation de logement sociaux et d'activités productives ; difficultés de la formation professionnelle continue ; accord général sur l'objectif d'atténuation des effets de seuils visés par le Gouvernement (p. 1199) ; intégration de ces dispositions dans un dispositif d'ensemble ; déséquilibre de la formation professionnelle ou du bâtiment ; progression des crédits publics affectés aux logements ; versements destinés aux transports en commun ; projet de loi sur le logement ; amendement n° 145 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Jean Giard (de suppression) ; dispositions en vigueur permettant une réduction forfaitaire de l'assiette de la participation (p. 1200) ; rejeté ; amendement n° 72 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Yvon Briant (substituant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article aux mots « dix salariés » les mots vingt salariés ») ; amendement n° 73 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Yvon Briant (substituant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe II de cet article aux mots « dix salariés » les mots « vingt salariés ») : retirés ; amendement n° 146 de M. Paul Mercieca (remplaçant dans l'article L 313-1 du code de la construction et de l'habitation le taux 0,77 % par le taux 0,9 %) ; participation des entreprises à l'effort de construction ; responsabilité des députés et du Gouvernement socialiste dans l'abaissement de la participation de 0,9 à 0,7 % (p. 1201) ; rejeté au scrutin public ;

— article 2 : adopté.

Après l'article 2 : amendements identiques n° 38 de la commission et n° 29 de M. Georges Tranchant (abrogation des articles 564 *septies* et 564 *octies* du code général des impôts) ; taxation des exploitants d'appareils automatiques ; non assujettissements de cette exploitation à la taxe sur la valeur ajoutée ; superposition de taxes pesant sur les appareils automatiques ; concertation avec la profession concernée ; nature du gage proposé ; amendement nos 38 et 29 : adoptés.

Article 3 *(déduction à concurrence de 50 % de la taxe sur la valeur ajoutée sur le fioul domestique utilisé par les agriculteurs)* (p. 1202) ; coût de la mesure ; opportunité de moduler cette disposition en fonction de la consommation des différents types d'exploitation ; baisse de 2 % du taux des prêts aux jeunes agriculteurs ; non démantèlement des montants compensatoires monétaires ; nombre des exploitations écartées du bénéfice de cette déduction ; détaxation d'un contingent de fioul de cinquante hectolitres par exploitation ; fonds dégagés pour les régions d'élevage ; problème des impôts fonciers (p. 1203) ; cas des transporteurs routiers ; difficultés des producteurs de céréales ; taxes pesant sur les céréaliculteurs et non sur leurs homologues des autres pays de la C.E.E. ; retour à la transparence fiscale du G.A.E.C. ; groupement justifiant la tenue d'une comptabilité de gestion en fonction de l'ensemble du chiffre d'affaires (p. 1204) ; restauration de la compétitivité de l'agriculture par l'allégement des coûts de production ; nécessité d'accorder aux dépenses agricoles une priorité dans le cadre du budget ; démantèlement partiel des montants compensatoires à la suite du réajustement monétaire ; fiscalité des G.A.E.C. ;

— article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendements identiques n° 39 de la commission, n° 2 de M. Michel Cointat et n° 178 de M. Pierre Godefroy (régime applicable aux groupements agricoles d'exploitation en commun) ; amendement n° 190 du Gouvernement (même objet) ; sous-amendements n° 193 de M. Pierre Cointat (cas où les recettes du groupement sont égales ou inférieures à 1 500 000 F) (p. 1205) ; alignement du régime d'imposition des G.A.E.C. sur celui des agriculteurs exploitant à titre individuel ; nombre des groupements ; fréquence des G.A.E.C. constitués autour de deux ou trois personnes ; G.A.E.C. familiaux ; limite de 1,5 million de francs pour les G.A.E.C. à trois associés ; passage au réel dans le cas des G.A.E.C. de deux associés ; évolution des groupements agricoles vers un système ne correspondant pas à leur philosophie initiale (p. 1206) ; réduction de la limite du forfait ; adoption des règles de gestion comparables à celles des entreprises ; simplification du régime réel ; amendement n° 2 : retiré ; amendement n° 178 (non soutenu) ; amendement n° 39 : rejeté ; sous-amendement n° 193 : adopté ; amendement n° 190 ainsi modifié : adopté (p. 1207) ; amendement n° 129 de M. Charles Revet (réévaluation de la valeur du cheptel vif au bilan des exploitants agricoles éleveurs) ; problème de l'application de la déduction de T.V.A. sur le fioul domestique aux agriculteurs soumis au forfait ; prise en compte de l'inflation en cas de maintien quantitatif et qualitatif du cheptel ; inopportunité d'augmenter les taux de T.V.A. ; évaluation des stocks en agriculture ; chute des cours de l'élevage ; amendement n° 129 : retiré ; amendement n° 90 de M. Pierre Descaves (fiscalité des théâtres présentant des revues à grand spectacle) (p. 1208) ; réduction du taux de la T.V.A. pour les recettes réalisées aux entrées des premières théâtrales dramatiques, lyriques, musicales ou chorégraphiques nouvellement créées ; notion de « revues à grand spectacle » ; rejeté ; amendement n° 75 de M. Pierre Descaves (paiement de la T.V.A. par le déclarant en douane) ; paiement de la T.V.A. par le déclarant en douane et demande de remboursement à l'importateur ; substitution de la responsabilité de l'Etat à celle du déclarant en douane ; subrogation du déclarant dans les droits de l'administration (p. 1209) ; rejeté ; amendement n° 70 de Mme Louise Moreau soutenu par M. Édmond Alphandery (taxe sur la valeur ajoutée perçue sur la fourniture de logement, la pension et la demi-pension dans les hôtels de tourisme de catégorie « quatre étoiles » et « quatre étoiles luxe ») ; application du taux réduit de T.V.A. ; intérêt de l'industrie touristique ; application du taux normal ; problème des villes vivant du tourisme et des congrès (p. 1210) ; coût de la mesure proposée dans l'amendement n° 70 ; amendement n° 110 : retiré.

Article 4 *(droit d'inscription aux concours administratifs)* : distinction entre les fonctionnaires de l'Etat et les autres fonctionnaires ; mesures à « caractère vexatoire, inutile et injuste » ; amendements identiques n° 96 de M. Christian Pierret soutenu par M. Jacques Roger-Machart et n° 147 de M. Rémy Auchedé (de suppression) ; effet des dispositions de l'article 4 sur les jeunes chômeurs faisant l'effort de passer les concours administratifs (p. 1211) ; égalité d'accès des citoyens à la fonction publique ; dissuasion des inscriptions « peu sérieuses » ; nombre de candidats s'inscrivant chaque année à des concours

de recrutement de fonctionnaires ; coût de gestion de cet afflux de candidature ; intérêt de cette disposition pour les collectivités locales ; caractère dissuasif de la somme de 150 F pour les plus démunis ; diversité des moyens pouvant être utilisés pour freiner les candidatures peu sérieuses (p. 1212) ; **rappel au règlement de** M. Christian Pierret ; droit d'inscription dans les universités (p. 1213) ; amendement n° 96 et n° 47 : rejetés au scrutin public ; multiplication des inscriptions aux concours administratifs ; problèmes pour les jeunes gens d'origine modeste ; engagement du Gouvernement à déposer en deuxième lecture un amendement reprenant la suggestion de M. Edmond Alphandery en faveur des jeunes chômeurs ; liberté d'accès aux concours administratifs ; introduction d'un système censitaire (p. 1225) ; possibilité d'utiliser d'autres moyens pour limiter la multiplication des inscriptions ;

— article 4 : rejeté.

Article 5 *(prélèvement sur les gains du loto et du loto sportif)* : espoir suscité dans le mouvement sportif par l'institution du loto sportif ; montant cumulé des ressources au fonds national du développement du sport ; caractère attrayant du montant des gains ; part du budget « jeunesse et sport » dans le budget général (p. 1226) ; effet nocif de l'arrêté du 21 avril 1986 ; fléchissement du budget de la jeunesse et des sports ; plafonnement de l'affectation au fonds national de développement du sport (p. 1227) ; nécessité d'un effort financier de l'Etat ; harmonisation fiscale du loto et du P.M.U. ; évolution du budget du ministère de la jeunesse et des sports pendant le mandat de M. Alain Calmat ; confirmation du caractère exceptionnel et conjoncturel de l'arrêté du 21 avril 1986 ; extension au loto et au loto sportif des dispositions existant depuis 1957 sur l'affectation des arrondis (p. 1228) ; explosion des enjeux ; financement du plan en faveur de l'emploi des jeunes ; évolution des moyens budgétaires du fonds national du développement du sport entre 1981 et 1985 ; projet de M. Henri Emmanuelli prévoyant un prélèvement progressif pour l'Etat et un prélèvement dégressif pour le fonds national de développement du sport ; découragement des parieurs ; effort de solidarité en faveur des jeunes ; amendements identiques n° 97 de M. Christian Pierret et n° 148 de M. Georges Hage (de suppression) ; caractère démagogique du prélèvement envisagé ; « rançonnement » du sport (p. 1229) ; caractère exceptionnel du prélèvement proposé ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 9 de M. Jean-Louis Masson (majoration des taxes instituées au profit de l'Etat sur les dépenses directes et indirectes de publicité affectées au profit du loto sportif et des tirages supplémentaires de la loterie nationale) : non soutenu ;

— article 5 : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 12 de M. Jean-Louis Masson (présentation au Parlement d'un bilan de la gestion du P.M.U., de la loterie nationale, du loto et du loto sportif) : non soutenu ; amendement n° 77 de M. Pierre Descaves (assujettissement à la T.V.A. des sommes attribuées par les sociétés de courses, au titre des gains de courses réalisés par les entraîneurs pour les chevaux dont ils sont propriétaires) : non soutenu.

Article 6 *(contribution de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales au financement des dépenses de l'Etat au profit des collectivités locales)* : prélèvement au profit du budget de l'Etat (p. 1230) ; collectivités locales ayant contracté des emprunts à taux élevés auprès de la C.A.E.C.L. ; octroi aux collectivités locales de prêts bonifiés consacrés à l'amélioration et à la modernisation des collèges ; relations financières entre l'Etat et les collectivités locales ; utilisation de la contribution de deux milliards de francs ; accord du Gouvernement avec la réforme de la D.G.E. ; autonomie de la C.A.E.C.L. ; politique vis-à-vis des emprunts des collectivités locales ; recours au marché obligataire par des collectivités dotées d'une certaine capacité financière (p. 1231) ; équilibre financier de la C.A.E.C.L. ; caractère exceptionnel de la contribution ; charge des emprunts des collectivités locales ; baisse des dépôts et livret « A » comprenant les ressources de la caisse ; financement des équipements publics ; création d'un fonds d'allégement de la dette des collectivités locales ; conséquence de la décentralisation ; prélèvement opéré sur le fonds de garantie des caisses d'épargne (p. 1232) ; emprunts à taux bonifiés de la caisse des dépôts et consignations ; rôle de la C.A.E.C.L. ; injustification des profits réalisés par la caisse ; accès direct au marché financier ; nécessité d'unifier les conditions de financement des collectivités locales sur le marché ; non alimentation de la C.A.E.C.L. par des ressources prélevées sur les livrets de caisse d'épargne (p. 1233) ; désétatisation de la caisse ; renchérissement du coût du crédit accordé aux collectivités locales ; problèmes des frais financiers des collectivités locales ayant contracté des emprunts ; amendements identiques n° 149 de M. Jean Giard et n° 168 de M. Christian Goux soutenu par M. Guy Malandain (de suppression) ; baisse des taux d'intérêt résultant de la politique engagée dès mars 1983 ; difficultés de l'appel au marché obligataire pour les petites collectivités locales ; transfert de charges de l'Etat vers les collectivités locales (p. 1234) ; utilisation des réserves de la C.A.E.C.L. ; rejetés au scrutin public.

Après l'article 6 : amendement n° 179 de M. Jean Giard (information relative aux montants et aux modalités de versement du prélèvement opéré sur la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales) ; institution par la loi de finances pour 1986 d'une ponction sur cette caisse ; justification du prélèvement ; cotisation-retraite des agents des collectivités locales ; compensation entre régimes sociaux et application à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (p. 1235) ; charge budgétaire du financement des régimes de protection sociale ; montant des réserves de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; niveau peu élevé du taux de cotisation employeur ; maintien des régimes de compensation et de surcompensation ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 40 de la commission (régime fiscal des revenus tirés des valeurs mobilières) ; sous-amendement n° 133 de M. Christian Pierret soutenu par M. Jacques Roger-Machart (substituant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet amendement aux mots : « 5 000 F pour une personne célibataire, veuve ou divorcée, de 8 000 F si cette personne est âgée de plus de soixante-cinq ans » les mots : « 8 000 F pour une personne célibataire, veuve ou divorcée ») (p. 1236) ; sous-amendement n° 150 de M. Jean Giard (complétant le deuxième alinéa du paragraphe I de cet amendement par la phrase suivante : « il est réservé aux contribuables assujettis jusqu'à la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu ») ; amendement n° 68 de Mme Louise Moreau (régime fiscal des valeurs mobilières) ; relèvement de l'abattement annuel à 10 000 F pour les couples mariés ; globalisation de l'abattement ; fixation à 8 000 F pour les personnes seules si elles sont âgées de soixante-cinq ans ; différences de traitement entre obligations et actions entraînant des désavantages pour l'affectation de l'épargne des ménages ; simplicité et avantage du régime des intérêts obligataires en France (p. 1237) ; imposition de la rémunération des fonds propres ; législation étrangère relative à l'imposition des revenus de valeurs mobilières ; opportunité d'orienter la législation fiscale vers la déductibilité des dividendes de l'impôt sur les sociétés ; absence de mesures en faveur des familles ; collectif sonnant le glas de la préférence pour une économie d'endettement au détriment de l'économie d'investissement ; développement du marché obligataire (p. 1238) ; développement sans précédent des activités spéculatives ; création de nouveaux instruments financiers ; simplification de la fiscalité de l'épargne ; situation des célibataires ; opportunité de pouvoir faire une déduction des revenus investis à long terme du revenu imposable ; chute du taux d'épargne des ménages ; mesures prises pour permettre aux épargnants ayant déjà opté pour le prélèvement libératoire de bénéficier d'un nouvel abattement de 10 000 F (p. 1239) ; rapprochement de la fiscalité des actions et des obligations ; financement d'une plus grande politique familiale ; incitation à l'épargne des personnes seules, célibataires ou divorcées de plus de soixante ans ; amendement n° 68 : retiré ; neutralité de la fiscalité à l'égard de la situation familiale des contribuables ; encouragement de l'épargne investie dans les entreprises (p. 1240) ; nécessité de ne pas recréer d'injustice entre couples mariés et couples non mariés ; sous-amendement n° 133 : rejeté ; sous-amendement n° 195 de M. Christian Pierret (substituant dans l'amendement n° 40 les mots : « soixante ans » aux mots : « soixante cinq ans ») ; limite de soixante-cinq ans ne correspondant pas à une démarcation économique pertinente ; rejeté ; inopportunité de réserver l'abattement sur les revenus de valeurs mobilières aux contribuables ne dépassant pas la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu (p. 1241) ; intention du Gouvernement de supprimer la mesure plafonnant à la dixième tranche du barème l'avantage fiscal relatif aux actions ; plafond de 320 000 F ; sous-amendement n° 150 : rejeté ; contradiction du vote par division sur l'amendement n° 40 avec les dispositions de l'article 40 de la Constitution ; reprise par le Gouvernement à son compte de l'amendement n° 40 de la commission ; amendement n° 196 du Gouvernement (régime fiscal des revenus des valeurs mobilières) : adopté ; en conséquence l'amendement n° 40 : devenu sans objet (p. 1242) ; amendement n° 3 du Gouvernement (précisant qu'à compter

du 1er juillet 1986 le droit d'examen prévu au paragraphe premier de l'article 967 du code général des impôts est porté à 130 F) ; augmentation du droit d'examen pour l'obtention du permis de conduire ; caractère anormalement faible du montant actuel du droit ; pénalisation financière des jeunes ; nouveau droit se superposant à la taxe perçue par les régions pour leur financement ; augmentation des droits sur les cartes d'identité de 50 à 115 F entre 1981 et 1985 ; relèvement des droits sur les passeports (p. 1243) ; financement de mesures sociales ; adopté (p. 1244) ; amendement n° 108 de M. Georges Tranchant (abrogeant les articles 990 D, 990 E, 990 F, 990 H du code général des impôts) ; nécessité d'abolir la taxe frappant les investissements étrangers en France dans l'immobilier ; nature du gage proposé par les auteurs de l'amendement n° 108 (p. 1255) ; retiré ; amendement n° 41 de la commission (amnistie des avoirs détenus irrégulièrement à l'étranger ayant été rapatriés en France avant le 1er janvier 1987) ; renforcement des mécanismes de rapatriement ; amnistie douanière et fiscale ; renforcement du dispositif de l'anonymat ; exclusion de l'amnistie des avoirs ayant fait l'objet de procédure administrative ou de procédure judiciaire avant le rapatriement ; instauration d'une taxe forfaitaire de 10 % pouvant freiner le retour des capitaux dont la disponibilité en France contribuerait à la relance de l'économie ; nécessité d'une amnistie interne ; encouragement à la fraude (p. 1256) ; caractère « ridicule » du taux de la taxe forfaitaire ; « blanchissement » des capitaux ; nature de l'amnistie prévue à l'article 82 de la loi de finances pour 1982; anonymat des rapatriements de capitaux illicitement exportés à l'étranger constituant un « mini scandale » ; non utilisation de l'anonymat en 1982 ; classement des enquêtes en cours relatives au rapatriements des créances hors délais et au non respect des obligations de cessions anticipées de devises ; problèmes des travailleurs frontaliers des départements de la Haute-Savoie et de l'Ain (p. 1257) ; ouverture des comptes en Suisse résultant d'une obligation imposée par la confédération helvétique aux travailleurs frontaliers ; cas des personnes titulaires de la double nationalité ; amnistie allant à l'encontre de la morale ; historique des amnisties fiscales et douanières ; montant des sommes ayant bénéficié de l'amnistie décrétée en 1982 ; prime gouvernementale aux fraudeurs (p. 1258) ; opposabilité des certificats d'acquittement de la taxe libératoire à toute vérification ; blanchissement des capitaux frauduleux ; vote en 1982 de mesures d'accompagnement en matière de lutte contre la fraude ; rapport d'information sur les moyens de lutte contre l'évasion des capitaux ; nature de l'amnistie votée en 1982 ; situation des possesseurs de biens immobiliers situés à l'étranger et irrégulièrement acquis (p. 1259) ; liberté pour les particuliers d'acquérir librement des résidences secondaires à l'étranger ; amnistie ne jouant pas si une action administrative est intentée ou si un contentieux est déjà entré dans la phase judiciaire ; renversement de la charge de la preuve en cas d'adoption de la charte du contribuable ; taxe de 10 % ne freinant pas le retour des capitaux ; problème des frontaliers ; montant des capitaux réintroduits en France après l'amnistie externe de 1982 (p. 1260) ; nécessité de l'anonymat ; impossibilité de développement du trafic sur les certificats ; sous-amendement n° 104 de M. Pierre Descaves (précisant qu'en cas de vérification fiscale les dispositions relatives à la taxation d'office, à l'évaluation d'office, à la rectification d'office sont inapplicables) (p. 1261) ; abandon de la souveraineté du Parlement ; modification par simple circulaire d'une loi votée par les élus ; extension de la garantie des contribuables en cas de vérification fiscale ; rejeté ; sous-amendements identiques n° 151 de M. Roger Combrisson et n° 191 de M. Christian Pierret (supprimant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet amendement les mots : « de manière anonyme ») ; rapatriement des capitaux résultant de la confiance ; caractère indispensable de l'anonymat du versement de la taxe spéciale de 10 % pour assurer l'efficacité du dispositif proposé ; sous-amendements n° 151 et n° 191 : rejetés au scrutin public (p. 1262) ; sous-amendement n° 152 de M. Jean Jarosz substituant à la fin de la première phrase du deuxième alinéa de cet amendement aux mots : « une taxe spéciale de 10 % libératoire du paiement de tous impôts, droits et taxes », les mots : « une taxe spéciale de 50 % ») ; sous-amendement n° 121 de M. Christian Pierret (substituant dans la première phrase du deuxième alinéa de cet amendement au pourcentage « 10 % », le pourcentage « 25 % ») ; application du taux de 50 % aux avoirs rapatriés ; application du taux de 25 % à la place de celui de 10 % ; sous-amendement n° 152 : rejeté ; sous-amendement n° 121 : rejeté ; sous-amendement n° 192 de M. Georges Tranchant (précisant que les intermédiaires agréés pourront régler la contre-valeur des sommes rapatriées en espèces moins le prélèvement obligatoire de 10 %) ; nécessité de prévoir que les établissements financiers recevant des sommes rapatriées ne soient pas contraints d'effectuer les virements bancaires ; inutilité des dispositions du sous-amendement n° 192 ; retiré ; sous-amendement n° 200 du Gouvernement (précisant que les comptables du Trésor délivrent un certificat anonyme attestant du paiement de la taxe et qui, en cas de contrôle ultérieur, est opposable aux administrations fiscales et douanières) (p. 1263) ; nombre des dossiers contentieux établis en 1985 par la direction nationale des enquêtes douanières ; contrôle des changes permettant de réprimer les fraudes ; sous-amendement n° 200 : adopté ; sous-amendement n° 105 de M. Pierre Descaves (impossibilité pour un contribuable de savoir si à une date déterminée une enquête est en cours) ; inefficacité de la mesure de l'anonymat et de la taxation au taux de 10 % ; retiré ; amendement n° 41 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 153 de M. Jean Giard (précisant que les cotisations dues au titre de la taxe d'habitation bénéficient d'un dégrèvement de 550 F pour tous les foyers fiscaux non imposables à l'impôt sur le revenu) (p. 1264) ; injustice représentée par la taxe d'habitation pour les foyers modestes ; taxe d'habitation ne prenant pas en compte les revenus des familles ; amendement ne distinguant pas entre la taxe d'habitation due au titre de la résidence principale et celle due au titre de la résidence secondaire ; contribuable non imposé au titre de l'impôt sur le revenu bénéficiant déjà d'un allégement de la taxe d'habitation lorsque cette dernière est supérieure à 1 000 F ; relèvement du seuil d'exonération de l'impôt sur les revenus pour les contribuables les plus modestes ; réforme de la fiscalité locale ; exonération en 1982 de la totalité de la taxe d'habitation pour les personnes âgées de plus de soixante ans non passibles de l'impôt sur le revenu ; dégrèvement de 3,6 % sur les frais d'assiette et de recouvrement de la taxe d'habitation (p. 1265) ; rejeté au scrutin public.

Article 7, Etat A *(équilibre général)* (p. 1266, 1267) : fiabilité des comptes soumis par la précédente majorité ; dotation supplémentaire de l'Etat à Renault et à la sidérurgie ; prise en compte du solde d'exécution des opérations du fonds de stabilitation des changes effectuées par la Banque de France pour défendre le franc ; montant de l'endettement public ; rapport de l'endetttement public au P.I.B. dans les autres pays industrialisés de l'O.C.D.E. ; arrêté d'annulation du 17 avril 1986 de certains crédits de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (p. 1268) ; baisse du taux de change du dollar ; baisse du prix du pétrole ne remettant pas en cause l'intérêt des investissements de maîtrise d'énergie ; risques de retournement de cette situation favorable ; dissociation de l'évolution de la consommation énergétique et de la croissance économique ; dotation en capital à la régie Renault et à la sidérurgie ; incitation pour les entreprises à embaucher des jeunes mais non à créer des emplois ; sincérité du budget pour 1986 ; réduction « incompréhensible et choquante » des crédits de la recherche (p. 1269) ; démantèlement de la recherche en Grande-Bretagne ; avenir des programmes mobilisateurs dans les filières de l'informatique, de l'électronique, des matériaux du génie biologique et médical et de la biotechnologie ; réussite à porter à l'actif des équipes ces dernières années ; impact de la recherche sur le tissu socio-économique ; financement de la sidérurgie ; avenir de la construcion navale (p. 1270) ; Agence française pour la maîtrise de l'énergie ; annulation des crédits du fonds de garantie du Fonds industriel de modernisation ; crédit de la filière électronique ; problème du rattrapage du rapport constant ; bénéfice de la campagne double pour les anciens d'Afrique du Nord (p. 1271) ; annulation des crédits servant à financer l'ensemble des structures mises en place depuis 1981 pour informer et orienter les jeunes en difficulté ; missions locales pour l'emploi ; intérêt de la notion de partenariat (p. 1272) ; annulation de crédits concernant le budget du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ; remplacement des stages de formation pour les moins qualifiés des jeunes par l'aide aux entreprises embauchant des jeunes plus faciles à placer (p. 1281) ; avenir des permanences d'accueil, d'information et d'orientation ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; économies réalisées sur le ministère des affaires sociales ; lutte contre la pauvreté ; amputation de l'allocation au adultes handicapés ; diminution des crédits de l'aide au retour ; crédits de l'I.N.S.E.R.M. ; budget voté de la culture pour 1986 ; dotations au Théâtre national de l'Opéra ; subventions aux organismes culturels autres que les établissements publics nationaux ; crédits pour l'Opéra de la Bastille (p. 1282) ; annulation de crédits portant sur les stages de formation ; rapport Schwartz ; politique d'accueil et d'orientation permettant d'éviter aux plus démunis la marginalisation dans le marché du travail ; subventions des associations luttant

contre la pauvreté ; sort fait à la recherche scientifique ; réduction des crédits de l'A.N.V.A.R. ; diminution des effectifs de la recherche publique ; part des innovations technologiques dans l'amélioration de la productivité (p. 1283) ; méconnaissance du fonctionnement de la recherche scientifique ; augmentation des crédits publics à la recherche dans tous les pays ; recherche agronomique ; suppression de crédits à l'A.N.V.A.R. ; objectif de 3 % du P.I.B. pour la recherche publique et privée ; déclarations de M. Michel Noir entre 1981 et 1985 concernant la part de la recherche ; amendement n° 154 de M. Rémy Auchedé soutenu par M. Jean Jarosz (de suppression) ; tableau récapitulatif des emplois supprimés (p. 1284) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 203 du Gouvernement (de coordination) ; baisse de la T.V.A. sur les appareils automatiques (p. 1285) ; adopté au scrutin public.

Seconde délibération du projet de loi : **article 2 *bis* :** amendement n° 1 du Gouvernement (supprimant l'article 2 *bis*) ; superposition des taxes dont sont frappés les jeux automatiques ; inopportunité de supprimer la taxe forfaitaire compte tenu du collectif budgétaire ; réservé.

Article 4 : amendement n° 2 du Gouvernement (exemptant du droit de timbre sur les inscriptions aux concours administratifs les candidats inscrits à l'A.N.P.E. et ceux dont les parents y sont inscrits) (p. 1286) ; inscription des deux parents à l'A.N.P.E. ; liberté de se présenter aux concours administratifs ; réservé.

Article 7 et état A (p. 1287, 1288) : amendement n° 3 du Gouvernement (de coordination) (p. 1289) ; réservé ; subordination de l'inscription au concours de recrutement au paiement d'un droit de 150 F ; **application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution** sur les articles 2 *bis*, 4 et 7 et l'état A annexé compte tenu des amendements n° 1, n° 2 et n° 3 déposés en seconde délibération ; article 2 *bis*, 4 et 7, ainsi modifié : adoptés au scrutin public.

Article 8 : amendement n° 170, après l'article 8, article 9, article 10 : réservés.

Avant l'article 11 : amendement n° 201 du Gouvernement (fixation à trois ans du délai de reprise prévu dans le livre des procédures fiscales) ; amélioration des relations entre contribuables et administrés ; présentation d'une charte des droits du contribuable dans le cadre du projet de budget pour 1987 ; participation du président Valéry Giscard d'Estaing à l'élaboration du texte de l'amendement n° 201 (p. 1290) ; impossibilité d'étendre la vérification approfondie sur une période supérieure à un an sous peine de nullité de l'imposition ; modification du livre des procédures fiscales ; abaissement de trois à quatre ans du délai pendant lesquel les administrations fiscales et de la sécurité sociale peuvent procéder à des vérifications et opérer des redressements ; notion de vérifications approfondies ; application immédiate des mesures aux vérifications notifiées (p. 1291) ; prolongation des délais de deux ans en cas de manœuvres frauduleuses ; « hyper-complexité » de la fiscalité ; reprise relative à la taxe sur le chiffre d'affaires ; égalité des citoyens devant les charges publiques et devant la loi fiscale ; alignement du régime fiscal des commerçants et artisans sur celui des traitements et salaires ; problème de l'application des lois fiscales dans le temps (p. 1292) ; cohérence de cette disposition avec « une certaine conception de la justice fiscale » ; protection du contribuable contre l'arbitraire à tous les stades de la procédure ; mission de contrôle *a posteriori* de l'administration fiscale ; priorité donnée à la recherche de la grande fraude par rapport à la petite fraude (p. 1293) ; remaniement complet du collectif budgétaire ; suppression des comités d'accueil, d'information et de contact pour les contribuables ; nombre des candidats aux concours administratifs ; limitation à un an de la vérification approfondie de la situation fiscale ; nature de l'acte mettant fin aux délais (p. 1294) ; amendement proposé M. Valéry Giscard d'Estaing et par le Gouvernement favorisant le développement de la fraude ; augmentation du nombre des contrôles ; suppression de postes pour les services financiers ; propositions émanant de M. Valéry Giscard d'Estaing ; mise en place d'une commission chargée d'étudier les rapports entre l'administration et les contribuables (p. 1295) ; suivi continu de la situation fiscale des contribuables assorti d'un contrôle sur pièces ; developpement excessif des procédures informatiques ; préoccupation concernant les titulaires de revenus déclarés par les tiers ; primauté de la volonté du législateur sur la jurisprudence du Conseil d'Etat (p. 1296) ; dispositions protectrices du contribuable vérifié datant de 1978 ; notification de fin de vérification mettant fin au délai d'un an pour vérification approfondie ; sous-amendement n° 207 de M. Jean-Claude Martinez (supprimant le paragraphe I de l'amendement n° 201) ; problème des taxes sur le chiffre d'affaires ; jurisprudence du Conseil d'Etat sur la provision pour congés payés (p. 1297) ; retiré ; délai de reprise portant sur l'ensemble des impôts, des cotisations sociales et sur la totalité des contribuables, entreprises et particuliers ; contrôles fiscaux portant sur les salariés notamment sur les déductions ; prolongation en 1963 du délai de reprise de trois à quatre ans résultant de l'extension de la T.V.A. au commerce et à la distribution (p. 1298) ; délai supplémentaire prévu dans l'amendement pour lutter contre la grande fraude ; amendement n° 201 : adopté au scrutin public.

Article 8, état B (précédemment réservé) : (dépenses ordinaires des services civils. — Ouverture) (p. 1299) ; disparition des crédits affectés aux droits de la femme ; rôle du Centre national d'information des droits de la femme ; part des femmes dans le nombre des chômeurs ; aide personnalisée au logement (p. 1300) ; impossibilité de faire des prévisions et de contrôler l'évolution de l'A.P.L. ; réduction de crédits concernant les interventions en faveur des entreprises performantes du secteur du bâtiment et des travaux publics ; politique sociale menée dans les villes ; opération « Banlieue 1989 » ; financement du plan pour l'emploi des jeunes ; évaluation chiffrée des projets de l'opposition réalisée par l'O.F.C.E. ; suppression de crédits pour la formation professionnelle des jeunes ; diminution de crédits concernant l'enseignement public (p. 1301) ; conditions d'examen des crédits par la commission des affaires culturelles ; augmentation du forfait d'externat des élèves de l'enseignement privé ; réduction des crédits pour les organismes nationaux ; plan « Informatique pour tous » ; débordement des lois de la République en faveur exclusive de l'enseignement privé ; stage pour les chômeurs de longue durée (p. 1302) ; financement d'actions nouvelles en faveur des droits de l'Homme ; rôle du secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme ; distinction établie par M. Claude Malhuret entre les droits civils et politiques et les droits économiques et sociaux ; dépôt d'amendements visant à annuler les crédits prévus pour le remboursement de l'I.V.G. ; histoire de l'avortement et de la contraception (p. 1303) ; mesures agricoles du collectif budgétaire ; abondement des crédits pour l'enseignement agricole privé ; action du Gouvernement de gauche en faveur du secteur de la viande ; détaxation du fioul ; restructuration laitière ; utilisation d'appelés du service national pour servir dans la police (p. 1304) ; réduction des effectifs des appelés ; affaiblissement de la base de l'armée de conscription ; crédits destinés à l'enseignement technique agricole privé ; importance du rôle des maisons familiales ; problème des accédants propriétaires ayant emprunté à des taux de remboursement constants ; intervention de l'Etat en faveur des travailleurs migrants ; aide au retour volontaire (p. 1305) ; diminution des crédits en contradiction avec les déclarations de membres du Gouvernement (p. 1306) ; politique d'injection massive de crédits publics menée entre 1981 et 1985 ; recentrage des missions de l'Etat ; politique de recherche ; annulations correspondant à des économies de trésorerie ; part de la recherche des entreprises dans le pourcentage du P.I.B. consacré à la recherche nationale ; nomination d'une déléguée à la condition féminine (p. 1340) ; impact du plan d'emploi des jeunes ; aide aux chômeurs de longue durée ; programme d'action sociale ; accroissement des moyens mis à la disposition de la formation professionnelle et essentiellement la formation en alternance en entreprise ; financement du bâtiment et des travaux publics (p. 1341) ; réaménagement monétaire et baisse des taux d'intérêt ; mise en place de la commission A.I.C.A.R.D.I. concernant les relations entre administration et contribuables ; allégements fiscaux proposés au Parlement dans le cadre de la loi de finances pour 1987 ; **rappel au règlement** de Mme Véronique Neiertz ; amendement n° 169 de M. Christian Goux soutenu par M. Augustin Bonrepaux (réduction des crédits du titre III de l'état B) ; abondement au titre des dépenses matérielles couvertes par le forfait d'externat attribué aux établissements privés ; amputation des crédits relatifs à l'enseignement public ; remise en cause des règles régissant la répartition des crédits entre enseignement public et enseignement privé (p. 1342) ; disparition des agents de service ; obligation faite à l'Etat de créer un établissement public en cas de carence des collectivités locales ; réservé ; amendement n° 55 de M. Pascal Arrighi (réduction des crédits du titre III de l'état B) ; problème de la troisième voie de recrutement à l'Ecole nationale d'administration ; réflexion sur les conditions d'accès à l'E.N.A. (p. 1343) ; diversification de recrutement ; retiré ; amendements identiques n° 37 de M. Bernard Savy, n° 54 de Mme Yann Piat et n° 87

de Jean-Claude Martinez (réduction des crédits du titre IV de l'état B, concernant la santé et la solidarité nationale) ; remboursement aux organismes de sécurité sociale des dépenses afférentes à l'interruption volontaire de grossesse ; avortement correspondant à une décision personnelle ; situation dramatique de la natalité en France ; hostilité totale du Front national à l'I.V.G. ; nombre d'I.V.G. pratiquées annuellement de 1975 à 1983 (p. 1344) ; impossibilité d'utiliser l'article 44 alinéa 3 de la Constitution ; inopportunité de débattre de l'I.V.G. lors de la discussion d'un collectif budgétaire ; problème des avortements illégaux avant 1974 ; réduction du nombre des I.V.G. dû à l'information sur la contraception (p. 1345) ; diminution du nombre des avortements ; infléchissement de la courbe des naissances ; politique « de mépris de la femme » ; nécessité d'abolir l'article 317 du code pénal ; complications résultant des avortements clandestins (p. 1346) ; application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ;

— article 8 état B, annexé : adoptés au scrutin public, à l'exclusion de tout amendement.

Après l'article 8, précédemment réservé : amendement n° 170 de M. Jean Laurain (achèvement du rattrapage du rapport constant pour les pensions des anciens combattants) ; engagement du Président de la République ; politique mise en œuvre depuis mai 1981 ; engagement des hommes politiques de la majorité envers le monde combattant ; amputation du budget des anciens combattants (p. 1347) ; impossibilité de formuler des injonctions au Gouvernement ; priorité mise sur l'effort de rattrapage du rapport constant (p. 1348) ; nécessité d'une volonté politique de rattrapage ; rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Jean Jarosz (p. 1349).

Article 9, état C, précédemment réservé : *(dépenses en capital des services civils : ouverture)* (p. 1350) : avenir des programmes mobilisateurs ; incidence des annulations de programmes dans le domaine des bio-technologies ; situation préoccupante de l'agro-alimentaire français ; financement du transfert du centre de documentation scientifique du C.N.R.S. à Nancy ; amputation des crédits de l'A.N.V.A.R. ; réduction des dotations de politique industrielle ; cas de l'usine de la Cellulose du Rhône et d'Aquitaine à Saint-Gaudens (p. 1351).

Titre V : autorisations de programme et crédits de paiement : adopté.

Titre VI : autorisations de programmme et crédits de paiement : adopté.

— Article 9, état C annexé : adoptés.

Article 10, état D, précédemment réservé : *(suppression d'emplois budgétaires)* (p. 1352, 1353, 1354, 1355) : suppression des postes d'inspecteurs et de contrôleurs du travail ; charge de travail résultant du dispositif d'exonération des charges sociales pour les entreprises embauchant un jeune de moins de vingt-cinq ans ; suppression d'emplois affectant la formation professionnelle ; formation et information relative aux droits de la femme (p. 1356) ; suppression d'emplois au ministère de la mer ; déclin du rôle maritime de la France ; négociation d'un volet spécifique « Méditerranée » pour l'Europe bleue ; aménagement du port de Dunkerque ; déséquilibre structurel financier de l'Etablissement national des Invalides de la marine (E.N.I.M.) ; diminution du budget de la culture ; déséquilibre de financement des grands travaux (p. 1357) ; restrictions budgétaires concernant la recherche ; conséquences pour l'enseignement supérieur ; intention de M. René Monory d'abroger la loi sur l'enseignement supérieur ; création d'une multitude d'établissements concurrents (p. 1358) ; suppression de quarante-neuf emplois dans le domaine de la solidarité nationale et de la santé ; amélioration de la médecine scolaire ; annulation de crédits concernant l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (p. 1370) ; diminution de postes de personnel de service dans l'éducation nationale ; contraction d'emplois concernant le ministère des relations extérieures ; difficulté d'un certain nombre de départements pour faire fonctionner la médecine scolaire (p. 1371) ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet ; réduction des effectifs dans le corps des médecins contractuels de santé scolaire ; conséquences de la réforme administrative de 1964 ; rattachement des infirmières et assistantes scolaires au ministère de l'éducation nationale en 1984 ; troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration (p. 1372) ; création de la situation interdisant toute adaptation de l'administration ; maintien du pouvoir d'achat moyen des fonctionnaires en fonction de l'inflation ; prise en compte du « G.V.T. positif » et non du « G.V.T. solde » ; suppression d'emplois de personnels non-enseignants ; problèmes de l'entretien des établissements (p. 1373) ; charges budgétaires moyennes et annuelles d'un fonctionnaire pour le budget de l'Etat ; évolution des missions de l'administration ; création d'emplois à la direction générale des impôts et de la direction générale des douanes par le Gouvernement socialiste ; politique de modernisation par l'informatique ; créations d'emplois en 1987 dans la recherche publique (p. 1374) ; rajeunissement des équipes de recherche ; longueur des procédures de recrutement par concours ; suppression des crédits du F.I.T. et de l'A.N.V.A.R. ; rôle des programmes I.D.S. et du M.I.T.I. ; nombre d'emplois supprimés depuis 1983 dans l'ensemble des services de l'Etat ; politique salariale de la fonction publique (p. 1375) ; amendements identiques n° 155 de M. Jean Giard soutenu par M. Paul Mercieca et n° 171 de M. Christian Goux soutenu par M. Christian Pierret (de suppression) : rejetés au scrutin public ;

— article 10 et état D annexé : adoptés au scrutin public.

Article 11 : *(aménagement des abattements d'impôt sur le revenu prévus en faveur de l'épargne)* : fiscalité sur les obligations et les actions (p. 1376) ; évolution moyenne du pouvoir d'achat des salaires de la fonction publique suivant le taux d'inflation ; **rappel au règlement** de M. Pascal Arrighi (p. 1377) ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet ; amendement n° 42 de la commission (de suppression) : adopté ;

— en conséquence l'article 11 : supprimé.

Après l'article 11 : amendement n° 1 de M. Michel Debré (précisant que les personnes vivant en état de concubinage notoire sont soumises à une imposition commune dans les conditions identiques à celles fixées pour les personnes mariées) (p. 1378) ; amendement n° 13 de M. Jean-Louis Masson (précisant que les personnes mariées peuvent effectuer séparément leurs déclarations de revenus) ; nécessité de faire en sorte que la fiscalité ne soit pas plus lourde pour les ménages mariés que pour les ménages en concubinage notoire ; désavantages en matière de quotient familial, d'abattement et de calcul de l'impôt ; avantages pour les couples mariés au regard des droits de succession ; mécanisme du quotient conjugal (p. 1379) ; notion de concubinage notoire ; inopportunité de permettre aux contribuables non mariés d'opter pour un statut juridique en fonction des incidences fiscales ; **rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch ; « conjugalisation » des avantages fiscaux liés à la fiscalité des valeurs mobilières ; prise en compte de la législation sociale (p. 1380) ; dispositions dans la loi de finances pour 1987 prenant en compte l'inégalité fiscale entre couples mariés et couples non mariés ; amendement n° 1 : retiré ; amendement n° 1 : repris par M. Bruno Mégret ; pénalisation des couples mariés dans des proportions considérables ; octroi d'une demi part additionnelle du fait de l'imposition séparée (p. 1381) ; rédaction d'un rapport annuel spécifique sur le problème des inégalités fiscales entre couples mariés et non-mariés ; amendement n° 1 : rejeté au scrutin public ; coût de l'égalisation fiscale ; problème de liberté individuelle pouvant se poser à propos de la reconnaissance de la notoriété du concubinage ; problème des plafonds de déductions concernant certains couples mariés à propos de la construction de leur logement ; déduction correspondant à l'avoir fiscal ; amendement n° 13 : rejeté au scrutin public (p. 1382) ; amendement n° 14 de M. Jean-Louis Masson (présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement sur le bilan comparé des avantages fiscaux, familiaux, sociaux ou autres dont bénéficient les couples mariés par rapport aux couples non-mariés) ; impossibilité de prévoir des injonctions au Gouvernement ; prohibition des dispositions n'ayant aucun rapport réel avec le contrôle parlementaire sur les finances publiques ; retiré ; amendement n° 130 de M. Charles Revet (calcul de l'impôt dû chaque année par les exploitants agricoles soumis à un régime réel d'imposition) ; spécificité agricole pour l'établissement des modalités d'imposition ; fluctuation des revenus ; établissement d'une moyenne sur quatre ans ; disposition permettant l'étalement des revenus agricoles (p. 1383) ; possibilité pour le revenu agricole d'être déficitaire au cours d'une année ; annualité de la fixation de la durée de l'exercice ; retiré ; amendement n° 156 de M. Paul Mercieca (précisant que le système du prélèvement libératoire est supprimé) ; injustice sociale et fiscale du dispositif ; prélèvement libératoire constituant une des règles majeures de la fiscalité de l'épargne ; montant des émissions sur le marché obligataire en 1985 ; coût du prélèvement libératoire pour le Trésor public ; rejeté (p. 1384).

Article 11 *bis* (lettre rectificative) *(produit des obligations, titres participatifs, effets publics)* : aménagement du

régime fiscal des organismes collectifs de placement ; limitation de l'évasion fiscale fondée sur le différentiel des conditions d'imposition entre la taxation des revenus des obligations et celle des plus-values réalisées sur les valeurs immobilières ; substitution de la notion de « couru » à celle « d'échu » pour les produits des obligations détenues par des organismes de placement collectif ; définition des règles de transmission du produit taxable dans les mains du porteur ; transition pour le paiement du prélèvement libératoire ; complexité de la comptabilité des S.I.C.A.V. et des F.C.P. ; risques de délocalisation de la gestion ; définition de l'assiette (p. 1385) ; amendements déposés par le Gouvernement prenant en compte les propositions de la commission ; nécessité de freiner les entrées et les sorties des S.I.C.A.V. ou des F.C.P. ; accroissement du coût de l'intermédiation financière ; exclusion du champ d'application de la comptabilisation en couru des O.R.T. émises avant le 1er juillet 1986 ; écart du taux d'imposition entre revenus obligataires en général et plus-values imposables ; possibilité de relever le taux d'imposition des plus-values (p. 1386) ; développement des S.I.C.A.V. et des F.C.P. ; opportunité d'exclure du jeu de l'article les fonds relatifs à la participation et les fonds salariaux ; discrimination entre les S.I.C.A.V. ; évasion fiscale favorisant les obligations par rapport aux actions dans un système de fiscalité de l'épargne déjà favorable aux obligations ; obligation de comptabiliser l'intérêt couru de leur placement ; exclusion des O.R.T. du champ d'application de la réforme (p. 1387) ; insertion dans la loi de la définition de l'intérêt couru ; report de la date d'application ; critères retenus par le pouvoir réglementaire pour distinguer entre catégories de S.I.C.A.V. et F.C.P. sur lesquels portera un droit de sortie ; dispositif applicable aux entreprises et aux particuliers ; amendement n° 109 de M. Georges Tranchant (substituant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article à la date « 1er juin 1986 » la date « 1er janvier 1987 ») ; amendement n° 31 du Gouvernement (substituant dans le premier alinéa de cet article à la date « 1er juin 1986 » la date « 1er juillet 1986 ») (p. 1388) ; temps nécessaire pour reprogrammer les ordinateurs servant à faire les comptes des S.I.C.A.V. et des F.C.P. ; amendement n° 109 : retiré ; amendement n° 31 : adopté ; amendement n° 84 du Gouvernement (détermination du produit couru lorsque l'intérêt est fixé en tout ou partie par référence à un ou plusieurs taux variables) ; définition de l'assiette de l'impôt ; adopté ; amendement n° 22 du Gouvernement (non application de la réforme aux obligations renouvelables du Trésor émises avant le 1er juin 1986 ou issues d'un renouvellement) : adopté (p. 1389) ; amendement n° 23 du Gouvernement (rédactionnel) ; sous-amendement n° 110 de M. Georges Tranchant (substituant dans cet amendement par deux fois à la date « 1er juillet 1986 » la date « 1er janvier 1987 ») ; sous-amendement n° 111 de M. Georges Tranchant (substituant dans cet amendement à la date « 30 juin 1986 » la date « 31 décembre 1986 ») : retirés ; amendement n° 23 : adopté ; amendement n° 24 du Gouvernement (fixation du droit d'entrée ou de sortie pour toutes les S.I.C.A.V. ou catégories de S.I.C.A.V.) ; substitution d'un dispositif extra-fiscal au dispositif fiscal d'origine ; cas des entreprises ayant des excédents temporaires de trésorerie et les investissant immédiatement ; réduction de la mobilité de l'épargne ; frais de gestion restant acquis aux S.I.C.A.V. (p. 1390) ; adopté ;

— article 11 *bis*, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *ter* (lettre rectificative) *(profit ou perte résultant des cessions de titres par un fonds commun de placement) :* régime fiscal des plus-values réalisées par les entreprises membres d'un F.C.P. ; aménagement de placement de trésorerie à très court terme ; conséquences des taux d'intérêt élevés ; statut juridique des F.C.P. ; répartition forfaitaire des plus-values réalisées par le fonds entre le court terme et le long terme ; amendement n° 43 de la commission (rédactionnel) (p. 1391) ; adopté ; amendement n° 181 de M. Gilbert Gantier (plus-values ou moins-values réalisées pour les parts de fonds commun de placement inscrits au bilan des entreprises) : adopté ;

— article 11 *ter*, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 11 *ter* : amendement n° 56 de M. Jean-Claude Martinez (soumission des indemnités parlementaires au droit commun de l'imposition) ; clarté des rémunérations de la haute fonction publique et des parlementaires ; égalité des citoyens devant la loi fiscale (p. 1392) ; fin des privilèges fiscaux dont bénéficient certaines professions ; suppression de l'impôt sur le revenu ; justification du régime spécifique des indemnités parlementaires ; réalité des abattements et dépenses des parlementaires ; tradition d'anti-parlementarisme existant dans certaines familles politiques (p. 1393) ; retours fréquents du parlementaire dans sa circonscription ; rejeté au scrutin public.

Article 12 *(reconduction et extension des mesures temporaires en faveur des départements et territoires d'outre-mer) :* incitation à l'investissement en outre-mer ; suppression de l'agrément fiscal et remplacement de celui-ci par une procédure d'accord tacite avec objection éventuelle ; taux de croissance dans les D.O.M. ; évolution des impôts et taxes à la Réunion ; essor de l'aquaculture aux Antilles (p. 1394) ; extension par la loi d'habilitation du champ des ordonnances économiques et sociales aux départements d'outre-mer ; situation économique des D.O.M.-T.O.M. ; coût d'une fiscalité dérogatoire ; contenu distinctif de l'acte d'objection par rapport à l'acte d'agrément ; nombre de chômeurs dans les D.O.M.-T.O.M. ; existence du fait colonial (p. 1395) ; problèmes de la S.A.F.E.R. de Guadeloupe ; concurrence et déréglementation du transport aérien sur les Antilles-Guyane ; reconduction et extension des mesures d'exonération fiscale temporaires applicables dans les D.O.M.-T.O.M. arrivant à échéance en décembre 1985 ; crise de l'hôtellerie ; participation des populations locales aux risques de l'entreprise économique ; nature des relations entre producteurs européens et producteurs des D.O.M. ; contenu de l'article 238 *bis* HB adopté en 1979 ; défiscalisation des investissements assurée pour dix ans (p. 1396) ; reprise d'une disposition fixée par la loi de programme de 1959 ; fragilisation consécutive à l'annualité ; absence de charges sociales dans l'île Maurice ; importance du principe de la généralisation en ce qui concerne le logement ; amendement n° 103 du Gouvernement (reconduction des dispositions du paragraphe I de l'article 208 *quater*, de l'article 238 *bis* HA, et du paragraphe II de l'article 1655 *bis* du code général des impôts jusqu'au 31 décembre 1996) (p. 1397) ; priorité donnée au développement et au redressement des D.O.M.-T.O.M. ; maintien d'une procédure d'approbation tacite ; information de l'administration pour les investissements supérieurs à 30 millions de francs ouvrant droit à déduction (p. 1398) ; application de ces dispositions à la Corse ; sous-amendement n° 126 de M. Michel Debré (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet amendement après le mot : « objection » le mot : « motivée ») ; procédure d'objection pour les investissements supérieurs à 30 millions de francs ; réservé (article 44-3) ; sous-amendement n° 197 de M. Henri Beaujean (application de la réduction d'impôt sur option du contribuable pour le calcul de l'impôt dû au titre de la seule année d'achèvement de l'immeuble) ; mobilisation de l'épargne locale ; opportunité de permettre aux catégories assujetties à l'impôt sur le revenu de bénéficier de la déduction de l'impôt maximal dès la première année (p. 1399) ; liaisons entre l'exonération fiscale et le maintien d'un certain effort d'investissement durant une certaine période ; retiré ; sous-amendement n° 206 de M. Michel Debré (application des déductions aux travaux de restauration des immeubles classés ou inscrits à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques) ; caractère limité du patrimoine des D.O.M.-T.O.M. ; soutien à l'investissement immobilier dans le logement neuf ; application du droit commun fiscal des monuments historiques dans les D.O.M.-T.O.M. ; retiré ; sous-amendement n° 198 de M. Henri Beaujean (possibilité pour les personnes physiques résidant dans les D.O.M. de déduire de leur revenu imposable le montant total des investissements directs effectués dans certains secteurs d'activité) ; sous-amendement n° 199 de M. Henri Beaujean (application des dispositions de l'article 238 *bis* HA du code général des impôts aux contribuables imposables à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux et dans la catégorie des bénéfices agricoles) (p. 1400) ; possibilité pour des contribuables assujettis à l'impôt sur le revenu d'investir à la Guadeloupe dans des secteurs très importants ; option pour le régime du bénéfice réel simplifié ; sous-amendements n° 198 et n° 199 : réservés (article 44-3) ; amendement n° 103 modifié par le sous-amendement n° 126, accepté par le Gouvernement : adopté au scrutin public en application de l'article 44-3 de la Constitution ;

— en conséquence l'article 12, ainsi rédigé : adopté.

Rappel au règlement de M. Christian Pierret (p. 1401).

Après l'article 12 : amendement n° 128 de M. Charles Revet (réévaluation du prix d'acquisition et de majoration éventuelle pour les calculs de la plus-value visée à l'article 39 *quindecies* du code général des impôts) ; plus-value concernant les commerçants, les artisans et certains chefs d'entreprise ; cas où la plus-value n'est le fait que de l'inflation ; **rappels au règlement** de MM. Bruno Gollnisch, Pascal Arrighi, Christian Pierret (p. 1402) ; **rappel au règlement** de

M. Jacques Roger-Machart ; demande de suspension de séance : rejetée au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch (p. 1403) ; demande de suspension de séance : rejetée au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet (p. 1404) ; demande du Gouvernement pour que la séance se poursuive jusqu'à son terme ; volonté de blocage de la part de certains groupes de l'Assemblée nationale ; **rappels au règlement** de MM. Bernard Deschamps, Jean Jarosz, Jean-Claude Martinez, Philippe Bassinet (p. 1405) ; **rappels au règlement** de MM. Gilbert Gantier, Bernard Deschamps (p. 1406) ; **rappel au règlement** de M. Christian Goux (p. 1407) ; **rappel au règlement** de M. Christian Pierret ; réforme du régime d'imposition des plus-values professionnelles à long terme (p. 1408) ; prise en compte de l'érosion monétaire ; évidence d'une telle réforme sur le plan social, pour les artisans et les commerçants ; frein à la mobilité du capital ; distorsion d'imposition pour les commerçants et artisans ayant acheté leur fonds de commerce et pour ceux qui l'ont créé ; nécessité d'un bénéfice réel ; amendement n° 128 : retiré ; **rappel au règlement** de M. Christian Goux (p. 1409) ; amendement n° 116 de M. Louis Lauga (abrogeant le deuxième alinéa du paragraphe I de l'article 69 du code général des impôts) ; suppression de la disposition diminuant progressivement le seuil de passage au réel ; régime de l'imposition réelle devant être considérée comme de droit commun ; instauration d'un régime réel super simplifié ; retiré ; amendement n° 115 de M. Louis Lauga (abrogeant l'article 298 *bis* OA du code général des impôts) ; obligation pour les exploitants agricoles assujettis à la T.V.A. de souscrire un document en double exemplaire faisant apparaître la répartition par type de production du montant des opérations réalisées dans l'année (p. 1410) ; réflexion engagée par la commission Aicardi ; réservé ; amendement n° 79 de M. Pierre Descaves (taux de T.V.A. concernant les travaux de composition, d'impression, d'expédition, de diffusion et de routage des écrits périodiques et la fourniture des matières premières nécessaires pour l'impression de ces écrits) ; cas des petites publications dans les petites communes ; existence d'un régime spécial de T.V.A. sur la presse se justifiant par la nécessité de favoriser la libre expression des opinions ; inopportunité de demander à des transporteurs routiers de gérer plusieurs taux de T.V.A. suivant la nature des marchandises transportées (p. 1411) ; amendement concernant les frais de routage et non les frais de routiers ; réservé ; amendement n° 80 de M. Pierre Descaves (abrogeant l'article 223 *septies* du code général des impôts à compter du 1er janvier 1987) ; problème de l'imposition forfaitaire annuelle ; déductibilité de l'imposition forfaitaire de l'impôt sur les sociétés ; réservé ; **rappel au règlement** de M. Pierre Joxe (p. 1412).

Article 13 *(suppression de l'impôt sur les grandes fortunes)* : demande de suspension de séance ; intervention du délai de quarante jours fixé par l'article 47 de la Constitution à partir du projet de loi de finances rectificative au cours de la nuit du 28 au 29 mai 1986 ; inscription de nombreux orateurs du même groupe sur un même article (p. 1413) ; suppression de l'I.G.F. ; réduction généralisée de l'impôt sur les sociétés ; modalités d'exonération des biens professionnels ; exonération des objets d'antiquité, d'art et de collection ; prélèvement spécifique sur les bons anonymes ; définition de l'assiette de l'impôt ; caractère inquisitorial de l'I.G.F. ; responsabilité de l'I.G.F. quant à l'effondrement de l'investissement immobilier ; complexité de la fiscalité des patrimoines (p. 1414) ; maintien de la taxation forfaitaire sur les bons anonymes ; **rappel au règlement** de M. Pascal Arrighi (p. 1415) ; durée exceptionnelle des débats pour une loi de finances rectificative ; jeu des interruptions de séance ; **application de l'article 49-3 de la Constitution** (p. 1416).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [24 juin 1986] (p. 2397).

Accord de la C.M.P. : *Vivien (Robert-André)* (p. 2398).

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) (prélèvement sur la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 2398) ; *Giard (Jean)* (p. 2399).

Compte d'affectation des produits de la privatisation (création d'un -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 2398) ; *Goux (Christian)* (p. 2400).

Comptes de la ville de Paris et du conseil régional d'Ile-de-France (contrôle des -) : *Goux (Christian)* (p. 2400, 2401) ; *Juppé (Alain)* (p. 2403, 2404).

Condition féminine (suppression des crédits à la -) : *Goux (Christian)* (p. 2400).

Construction navale (problèmes de la -) : *Porelli (Vincent)* (p. 2401) ; *Juppé (Alain)* (p. 2404).

Déclaration par les assureurs des contrats supérieurs à 100 000 F : *Vivien (Robert-André)* (p. 2398) ; *Goux (Christian)* (p. 2399).

Délai de reprise fiscale (amendement Giscard) : *Vivien (Robert-André)* (p. 2398) ; *Goux (Christian)* (p. 2400).

Distillation en franchise (droit de -) : *Grussenmeyer (François)* (p. 2402) ; *Juppé (Alain)* (p. 2403).

Fiscalité locale : *Vivien (Robert-André)* (p. 2398) ; *Juppé (Alain)* (p. 2398, 2399).

Formation professionnelle : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2401, 2402).

Impôt sur les sociétés (baisse du taux de l'-) : *Giard (Jean)* (p. 2399) ; *Tranchant (Georges)* (p. 2402).

Nouvelle-Calédonie (crédits à la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 2398) ; *Tranchant (Georges)* (p. 2402).

Paiement par chèque (suppression de l'obligation du -) : *Goux (Christian)* (p. 2399) ; *Tranchant (Georges)* (p. 2403).

Lecture du texte de la commission mixte paritaire (p. 2404 à 2408).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2409).

2. — Projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 485).

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 20 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation et M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Robert-André Vivien. — Rapport n° **503** (27 novembre 1986). — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (27 novembre 1986). — Rapporteur pour avis : M. Georges Mesmin (4 décembre 1986). — Avis n° **524** (4 décembre 1986). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (27 novembre 1986). — Rapporteur pour avis : M. Jean-Paul Delevoye (4 décembre 1986). — Avis n° **506** (4 décembre 1986). — Discussion le 11 décembre 1986. — Deuxième délibération (art. 23, 26 *bis*, 1er et état A) le 11 décembre 1986. — Adoption le 11 décembre 1986 (application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution). — Projet de loi **n° 58.**

Sénat (première lecture), n° **111** (1986-1987). — Dépôt le 15 décembre 1986. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **119** (1986-1987) (16 décembre 1986). — Discussion le 18 décembre 1986. — Adoption le 18 décembre 1986. — Projet de loi n° **40** (1986-1987).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **600.** — Dépôt le 19 décembre 1986. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302). — Bureau [*J.O.* du 20 décembre 1986] (p. 15302).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire. — Rapporteur : M. Robert-André Vivien. — Rapport n° **601** (19 décembre 1986). — Discussion le 20 décembre 1986. — Adoption avec modifications le 20 décembre 1986 (application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution). — Projet de loi n° **88.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **135** (1986-1987) (19 décembre 1986). — Discussion le 20 décembre 1986. — Adoption définitive le 20 décembre 1986. — Projet de loi n° **48** (1986-1987).

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 29 décembre 1986 [*J.O.* du 30 décembre 1986] (p. 15802). — Dispositions déclarées non conformes : 2e alinéa de l'article 41. — **Loi n° 86-1318 du 30 décembre 1986** publiée au *J.O.* du 31 décembre 1986 (p. 15873). — Rectificatif [*J.O.* du 28 janvier 1987] (p. 997).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 485
et ceux de la loi n° 86-1318 du 30 décembre 1986

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		PREMIERE PARTIE **CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER**			
1		Equilibre général.	Première lecture : 11 décembre 1986 Seconde délibération : 11 décembre 1986 C.M.P. : 20 décembre 1986	7491 7566 7975	1
		DEUXIEME PARTIE **MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES** TITRE Ier **DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 1986** A. — OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF 1. — **Budget général**			
2		Dépenses ordinaires des services civils. — Ouvertures.	Première lecture : 11 décembre 1986 C.M.P. : 20 décembre 1986	7496 7976	2
3		Dépenses ordinaires des services civils. — Ouvertures.	Première lecture : 11 décembre 1986	7506	3
4		Dépenses ordinaires des services militaires. — Ouvertures.	Première lecture : 11 décembre 1986	7509	4
5		Dépenses ordinaires des services militaires. — Ouvertures.	Première lecture : 11 décembre 1986	7511	5
	5 *bis* (A.N.)	Annulation d'une somme de 3 000 000 F au titre des dépenses ordinaires du budget de l'éducation nationale.	Première lecture : 11 décembre 1986	7511	6
	5 *ter* (A.N.)	Annulation d'une somme de 95 000 000 F au titre des dépenses ordinaires du budget de l'éducation nationale.	Première lecture : 11 décembre 1986	7511	7
	5 *quater* (Sénat)	Annulations de crédits au titre des dépenses en capital des services civils du budget de l'agriculture.	C.M.P. : 20 décembre 1986	7976	8
	5 *quinquies* (Sénat)	Annulation de crédits au titre des dépenses en capital des services civils du budget de l'agriculture.	C.M.P. : 20 décembre 1986	7976	9
		II. — **Budgets annexes**			
6		Budget annexes. — Ouvertures.	Première lecture : 11 décembre 1986	7511	10
	6 *bis* (Sénat)	III. — Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale. — Ouvertures.	C.P.M. : 20 décembre 1986	7976	11
		B. — AUTRES DISPOSITIONS			
7		Ratification du décret d'avance n° 86-1057 du 26 septembre 1986.	Première lecture : 11 décembre 1986	7528	12

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
8		Modification de la répartition du produit de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle.	Première lecture : 11 décembre 1986 C.M.P. 20 décembre 1986	7528-7564 7976	13
		TITRE II **DISPOSITIONS PERMANENTES**			
	9 A (Sénat)	Contrôle des subventions versées aux associations régies par la loi de 1901.	C.M.P. : 20 décembre 1986	7976	14
9		Mesures relatives à la fiscalité des valeurs mobilières.	Première lecture : 11 décembre 1986	7530	15
	9 *bis* (Sénat)	Prolongation au 1er février 1987 de l'amnistie fiscale et douanière.	C.M.P. : 20 décembre 1986	7976	16
	9 *ter* (Sénat)	Réduction de l'assiette de la taxe sur les excédents de provision des entreprises d'assurance dommage de 50 à 45 %.	C.M.P. : 20 décembre 1986	7976	17
10		Assouplissement du régime optionnel d'imposition des agents généraux d'assurances.	Première lecture : 11 décembre 1986	7532	18
11		Taxe professionnelle : précisions concernant les cas de suppression d'activité et la valeur locative de l'outillage industriel.	Première lecture : 11 décembre 1986	7532	19
12		Taxe foncière : précisions concernant certains immeubles.	Première lecture : 11 décembre 1986	7533	20
	12 *bis* (Sénat)	Taxe additionnelle au droit de bail.	C.M.P. : 20 décembre 1986	7976	21
13		Aménagement des taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicables aux parcs à décors animés illustrant un thème culturel.	Première lecture : 11 décembre 1986	7535	22
	13 *bis* (Sénat)	Aménagement en faveur des entreprises innovantes.	C.M.P. : 20 décembre 1986	7976-7978	23
14		Assouplissement des modalités de remboursement en matière de contributions indirectes.	Première lecture : 11 décembre 1986	7538	24
15		Suppression du papier timbré.	Première lecture : 11 décembre 1986	7539	25
16		Aménagement des procédures de recouvrement des créances du Trésor.	Première lecture : 11 décembre 1986	7539	26
	16 *bis* (A.N.)	Abattement du tiers au lieu de 20 % pour l'impôt sur les sociétés dans les D.O.M.	Première lecture : 11 décembre 1986	7539	27
17		Aménagement des dispositions fiscales applicables en Nouvelle-Calédonie.	Première lecture : 11 décembre 1986	7541	28
18		Régime fiscal de la contribution sociale de solidarité.	Première lecture : 11 décembre 1986 C.M.P. : 20 décembre 1986	7543 7976	29
19		Précision relative à la taxe sur l'électricité.	Première lecture : 11 décembre 1986	7544	30
	19 *bis* (Sénat)	Mesure fiscale en faveur des Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (C.A.U.E.).	C.M.P. : 20 décembre 1986	7977	31
20		Taxe pour financer les travaux routiers nécessaires à l'organisation des jeux olympiques d'hiver en 1992.	Première lecture : 11 décembre 1986	7545	32
	20 *bis* (A.N.)	Etablissement d'une taxe sur les véhicules immatriculés à l'étranger circulant sur le territoire français par les Etats appliquant une taxe sur les véhicules français circulant sur leur territoire.	Première lecture : 11 décembre 1986	7549	33
21		Suppression de la taxe de contrôle de conditionnement de certaines productions des départements d'outre-mer.	Première lecture : 11 décembre 1986	7550	34
22		Financement du fonds de garantie des calamités agricoles.	Première lecture : 11 décembre 1986	7550	35

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
23		Droit perçu au profit de l'Institut national des appellations d'origine (I.N.A.O.).	Première lecture : 11 décembre 1986	7551	—
			Seconde délibération : 11 décembre 1986	7565	
	Supprimé (A.N.)		C.M.P. : 20 décembre 1986	7977	
24		Remboursement aux collectivités locales des frais de personnel engagés pour la luttre contre l'alcoolisme et la toxicomanie.	Première lecture : 11 décembre 1986	7552	36
	24 *bis* (A.N.)	Validation de la perception de différentes taxes parafiscales à effectuer au profit du fonds national de développement agricole.	C.M.P. : 20 décembre 1986	7978	37
25		Contribution des associations syndicales de défense contre les incendies et de remise en valeur de la forêt aux dépenses de prévention des incendies de forêt.	Première lecture : 11 décembre 1986	7552	38
	25 *bis* (Sénat)	Taxe de défrichement.	C.M.P. : 20 décembre 1986	7977	39
	25 *ter* (Sénat)	Conditions de perceptions de la taxe de défrichement.	C.M.P. : 20 décembre 1986	7977	40
26	Retiré (A.N.)	Contribution de solidarité due par certains pensionnés du régime de retraite des personnes non salariées de l'agriculture.	Première lecture : 11 décembre 1986	7558	—
	26 *bis* (A.N.)	Mesure fiscale en faveur des coopératives d'utilisation de matériel agricole.	Première lecture : 11 décembre 1986	7559	—
	Supprimé (A.N.)		Seconde délibération : 11 décembre 1986	7565	—
	26 *ter* (A.N.)	Suppression des bons de remise pour les fruits et légumes.	Première lecture : 11 décembre 1986	7559	41 Non conforme à la Constitution
	26 *quater* (A.N.)	Motivation des décisions administratives individuelles défavorables par les services fiscaux.	Première lecture : 11 décembre 1986	7560	42
27		Mesure concernant les casinos.	Première lecture : 11 décembre 1986	7561	43
	28 (A.N.)	Rétroactivité au 1er janvier 1985 de l'indemnisation des victimes d'attentats.	Première lecture : 11 décembre 1986	7561	—
	Supprimé (Sénat)		C.M.P. : 20 décembre 1986	7977	
	29 (A.N.)	Mesure d'effacement par l'Etat des dettes de réinstallation des rapatriés d'Afrique du Nord.	Première lecture : 11 décembre 1986	7562	44
	29 *bis* (Sénat)	Création d'un compte unique affecté aux actions de formation des jeunes.	C.M.P. : 20 décembre 1986	7977	45
	30 (A.N.)	Affectation du produit de la redevance due par mètre carré de surface utile de plancher de bureau au budget d'équipement de la région Ile-de-France.	Première lecture : 11 décembre 1986	7564	46
		TITRE III **DISPOSITIONS CONCERNANT LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**			
	31 (A.N.) Supprimé	Ouverture d'un crédit de paiement de 50 000 000 F.	Première lecture : 11 décembre 1986	7564	—
			C.M.P. : 20 décembre 1986	7978	

Adoption en première lecture du projet de loi modifié par les amendements nos 2, 3 et 1 du Gouvernement en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, le 11 décembre 1986, (p. 7571).
Adoption de l'ensemble du texte proposé par la commission mixte paritaire modifié par les amendements nos 13 et 2 du Gouvernement, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, le 20 décembre 1986 (p. 7978).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [11 décembre 1986] (p. 7465, 7481).

Agriculture (crédits affectés à l'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7467) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 7469) ; *Balladur (Edouard)* (p. 7472) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 7476) ; *Rodet (Alain)* (p. 7495).

Annulation de crédits (utilisation de la procédure d'-) : *Mercieca (Paul)* (p. 7473) ; *Pierret (Christian)* (p. 7481) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7483).

Associations départementales d'aménagement des structures des exploitations agricoles (assujettissement des - à la T.V.A.) ; *Cuq (Henri)* (p. 7485) ; *Juppé (Alain)* (p. 7489, 7490).

Budget initial pour 1986 (polémiques sur les « trous » budgétaires et sincérité des évaluations initiales de crédits) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 7474) ; *Pierret (Christian)* (p. 7481) ; *Rodet (Alain)* (p. 7485) ; *Richard (Alain)* (p. 7487) ; *Juppé (Alain)* (p. 7490).

Budget annexe des P.T.T. (relations du budget général et du -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7466) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 7470) ; *Balladur (Edouard)* (p. 7473) ; *Pierret (Christian)* (p. 7481) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7483) ; *Juppé (Alain)* (p. 7490).

Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (situation de la -) : *Giard (Jean)* (p. 7478) ; *Juppé (Alain)* (p. 7489).

Casinos (régime fiscal des -) : *Mercieca (Paul)* (p. 7474) ; *Rodet (Alain)* (p. 7485) ; *Anciant (Jean)* (p. 7487).

Communauté économique européenne (élargissement de la - à l'Espagne et au Portugal) : *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 7470).

Conjoncture économique (et notamment inflation, tenue du franc et chômage) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 7475) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7477) ; *Pierret (Christian)* (p. 7480, 7482) ; *Juppé (Alain)* (p. 7490).

Déficit budgétaire (réduction du - par rapport aux prévisions ; *Vivien (Robert-André)* (p. 7465, 7470) ; *Balladur (Edouard)* (p. 7471, 7473) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7476) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7482).

Déficits publics (non réduction des -) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 7476) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7483).

Dépenses militaires : *Vivien (Robert-André)* (p. 7467) ; *Mesmin (Georges)* (p. 7468, 7469) ; *Balladur (Edouard)* (p. 7472) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 7476).

Dettes des collectivités locales : *Giard (Jean)* (p. 7478).

Dettes intérieure et extérieure de l'Etat (et notamment création de la caisse d'amortissement) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7467) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7477) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7483).

Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (structures de la -) : *Anciant (Jean)* (p. 7487).

Dispositions de validation d'interprétations de la législation fiscale infirmées par des décisions de justice (articles 11, 12, 18 et 19 du projet) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7467, 7468) ; *Mercieca (Paul)* (p. 7474) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7477) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7483) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7484) ; *Juppé (Alain)* (p. 7485, 7490).

E.D.F.-G.D.F. (rémunération des dotations en capital d'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7466) ; *Balladur (Edouard)* (p. 7472, 7473) ; *Pierret (Christian)* (p. 7481).

Education nationale (emploi de l'-) ; *Huguet (Roland)* (p. 7486).

Engagements budgétaires du Gouvernement (et notamment loi de programmation militaire, indemnisation des rapatriés, prisons privées et loi de programme sur les D.O.M.) : *Richard (Alain)* (p. 7487).

Epargne (absence de mesures sur l'-) : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 7488, 7489) ; *Juppé (Alain)* (p. 7489).

Industrie (crédits ouverts au ministère de l'- : Normed, B.R.G.M. et diversification en Lorraine) : *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 7469).

Magnétoscopes (taxes sur les -) : *Mercieca (Paul)* (p. 7474).

Obligations (régime fiscal des -) : *Anciant (Jean)* (p. 7486).

Politique économique du Gouvernement (changes, crédit et prix) : *Balladur (Edouard)* (p. 7470, 7471).

Privatisations (et notamment liens entre le projet de loi sur l'épargne et les -) : *Balladur (Edouard)* (p. 7471) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7477) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 7489) ; *Alphandery (Edmond)* (p. 7489) ; *Juppé (Alain)* (p. 7489).

Provision pour congés payés : *Descaves (Pierre)* (p. 7484).

Recettes fiscales (évolution des - et plus-values sur les -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7465, 7466) ; *Balladur (Edouard)* (p. 7472) ; *Mercieca (Paul)* (p. 7473) ; *Emmanuelli (Henri)* (p. 7476) ; *Tranchant (Georges)* (p. 7477) ; *Richard (Alain)* (p. 7487).

Recouvrement des créances fiscales (action civile) : *Descaves (Pierre)* (p. 7484).

Redevance sur les appareils de télévision : *Mercieca (Paul)* (p. 7474).

Régions industriellement sinistrées (et notamment région du Nord-Pas-de-Calais) : *Huguet (Roland)* (p. 7486).

Relations entre les administrations fiscales et douanières et les contribuables : *Balladur (Edouard)* (p. 7471) ; *Anciant (Jean)* (p. 7487).

Sécheresse (aide aux agriculteurs victimes de la -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7467) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 7469) ; *Emmanuellli (Henri)* (p. 7476).

Sidérurgie : *Huguet (Roland)* (p. 7486).

Taxe professionnelle (réduction des bases de la -) : *Giard (Jean)* (p. 7478).

Toxicomanie et alcoolisme (dépenses de personnel engagées par les collectivités locales dans la lutte contre la -) : *Huguet (Roland)* (p. 7486).

Discussion des articles [11 décembre 1986] (p. 7491).

Première partie : *conditions générales de l'équilibre financier :*

Article 1er *(équilibre général) :* (p. 7491 à 7495) ; charges fiscales des salariés ; modalité de la réduction du déficit budgétaire ; écart d'inflation entre la France et la R.F.A ;

— article 1er : adopté au scrutin public (p. 7496).

Deuxième partie : *moyens des services et dispositions spéciales :*

Titre 1er : *dispositions applicables à l'année 1986 :*

A. — *Opérations à caractère définitif :*

I. — *Budget général :*

Article 2 *(dépenses ordinaires des services civils — ouvertures)* (p. 7496) ; gestion des crédits du personnel du ministère de l'intérieur ; administration préfectorale ; équipement informatique (p. 7497) ; regroupement communal ; métro de Lille ; solidarité financière entre les syndicats d'agglomérations nouvelles et les communes ; évaluation initiale des dépenses du budget du logement ; évolution des prestations sociales versées par l'Etat ; non utilisation de financements pour les subventions et bonifications au titre des P.A.P et des P.L.A. ; fonds social urbain (p. 7498) ; diminution d'emplois à la direction générale à la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ; nécessité d'éviter le démantèlement de la branche répression des fraudes (p. 7499) ; différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne (p. 7500) ; rôle du déficit budgétaire dans l'évolution des prix ; crédit de l'enseignement privé ; salaires du personnel des maisons familiales rurales ; situation des syndicats d'agglomérations nouvelles (p. 7501) ; leur éligibilité à la D.G.F. ; produit de l'impôt sur le foncier bâti ; hypothèse d'une création d'une cotisation complémentaire semblable à celle des communautés urbaines ; informatisation des préfectures ; déplacement des C.R.S. et programme immobilier d'implantation des casernes (p. 7502) ; obligation de paiement par chèques ; augmentation des frais de justice ; aggravation de la répression ; méthode de calcul des crédits de personnel du ministère de l'intérieur ; partage des personnels de préfecture ; répartition de la subvention aux communautés urbaines ; financement des agglomérations nouvelles ; annulation de crédit sur le chapitre de financement des P.A.P. et P.L.A. ; fonds social urbain ; structure de la direction générale de la consommation, de la concurrence, et de la répression des fraudes ; crédits de l'enseignement agricole privé (p. 7503) ; frais de justice ; différentiel d'inflation entre la France et l'Allemagne ; **rappel au règlement** de M. Christian Pierret (p. 7504) ;

— crédits du titre premier : adoptés.

Titre III : amendement n° 44 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'éducation nationale : I. — Enseignement scolaire) ; rémunération des personnels enseignants de la section scolaire du budget de l'éducation nationale ; inflation ; adopté ;

— crédits du titre III ainsi modifiés : adoptés.

Titre IV : amendement n° 45 du Gouvernement (majoration de crédits concernant l'agriculture) ; enseignement technique agricole privé ; adopté ; amendement n° 14 de M. Christian Pierret (réduction de crédits concernant l'éducation nationale) (p. 7505) ; ressources de l'enseignement privé ; crédits accordés aux collectivités locales pour l'équipement des bâtiments judiciaires ; rejeté ;

— crédits du titre IV ainsi modifiés : adoptés.

— article 2 et état B ainsi modifiés : adoptés au scrutin public.

Article 3 et état C *(dépenses en capital des services civils — ouvertures)* (p. 7506, 7507) ; suppression de la moitié des crédits d'intervention de l'A.N.V.A.R. ; société alsacienne de construction mécanique ; problèmes financiers des agglomérations nouvelles ; annulation de crédits au ministère de l'environnement pour l'assainissement des cours d'eau et la protection des eaux souterraines.

Titre V : crédits de paiement et autorisations de programme : adoptés.

Titre VI : amendement n° 46 du Gouvernement (majoration des autorisations de programmes et des crédits de paiements concernant le ministère de l'éducation nationale : II. — Enseignement universitaire) ; financement des villes nouvelles ; opération « pôle de conversion » de l'I.U.T. de Lens (p. 7508) ; adopté au scrutin public ;

— autorisations de programme et crédits de paiement du titre VI ainsi modifiés : adoptés.

— article 3 et état C, ainsi modifiés : adoptés.

Article 4 *(dépenses ordinaires des services militaires — ouvertures)* : débat sur l'existence d'un « trou » dans le budget de la défense au printemps ; report sur l'exercice 1987 ; surcoût des opérations extérieures de 1986 (p. 7509) ; stocks de carburant ; maîtrise de la politique salariale (p. 7510) ; diminution du report de charges d'un exercice sur l'autre ; insuffisance des crédits de la loi de finances initiale par rapport aux objectifs de la loi de programmation ;

— article 4 : adopté.

Article 5 *(dépenses en capital des services militaires — ouvertures)* : adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 47 du Gouvernement (annulation de crédits concernant le ministère de l'éducation nationale : I. — Enseignement scolaire) ; amendement n° 48 du Gouvernement (annulation de crédits concernant le ministère de l'éducation nationale I. — Enseignement scolaire) ; amendement n° 47 et 48 : adoptés.

II. — *Budgets annexes :*

Article 6 *(budgets annexes — ouvertures)* : crédits de paiement supplémentaires du budget de la Légion d'honneur ; prélèvement du budget général sur le budget annexe des P. et T. ; filière électronique et rôles respectifs du ministère des P. et T. et du ministère de l'industrie (p. 7511) ; besoin d'investissement des P. et T. et de la D.G.T ; « plan câble » ; avenir de l'usine de fibres optiques du Cateau ; contractualisation du prélèvement du budget général sur le budget annexe des P. et T. ; accord C.G.E.-I.T.T.-A.T.T. (p. 7512) ; industrie téléphonique notamment dans la région du Trégorrois ; composants électroniques ; coopération internationale et européenne en matière de recherche ; amortissement de la subvention des P. et T. au C.N.E.S. ; crédits de l'agriculture et du B.A.P.S.A. (p. 7513) ; prélèvement de 0,7 % et de 0,4 % sur les revenus, au profit du régime général de sécurité sociale ; dépassements de crédit dus à la dette publique, aux rémunérations et cotisations sociales ; maintien du prélèvement sur le fonds de garantie des caisses d'épargne ; débudgétisations et rebudgétisations (p. 7514) ; assujettissement des télécommunications à la T.V.A. ; protection sociale des agriculteurs ; amendement n° 15 de M. Louis Mexandeau (réduction de crédits concernant le budget annexe des P. et T.) ; prélèvement budgétaire du budget général sur le budget annexe des P. et T. ; existence de prélèvements similaires en R.F.A. ; rapprochement des télécommunications et de l'informatique ; exemples d'I.B.M. et d'A.T.T. ; rôle du ministère des P. et T. dans la conduite de la filière électronique ; séparation des comptes de la poste et des télécommunications (p. 7515) ; « plan câble » (p. 7516) ; modernisation des petits bureaux de postes ruraux ; rôle de la D.G.T. dans le financement du moteur de la fusée Ariane ;

— article 6 : adopté (p. 7517).

B. — *Autres dispositions :*

Article 7 *(ratification du décret d'avance n° 86-1057 du 26 septembre 1986)* : adopté au scrutin public.

Article 8 *(modification de la répartition du produit de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)* : amendement de suppression n° 38 de M. Michel Pelchat ; financement du satellite T.D.F. 1 (p. 7528) ; budget de la SEPT ; moyens d'Antenne 2 ; TF1 ; faiblesses des prévisions concernant le produit de la redevance ; demande du Gouvernement pour la réserve du vote sur l'article 8 et l'amendement n° 38 (p. 7529) ;

Titre II : *dispositions permanentes.*

Article 9 *(mesures relatives à la fiscalité des valeurs mobilières)* : suppression de la retenue à la source de 10 % sur les revenus d'obligation ; imposition des organismes à but non lucratif (p. 7530) ;

— article 9 : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 27 de M. Christian Pierret soutenu par M. Alain Calmat (tendant à permettre l'application de l'article 100 *bis* du C.G.I. aux sportifs professionnels) ; amendement n° 37 de M. Alain Calmat (même objet) ; création du loto sportif et recettes affectées au sport (p. 7530) ; notion de sportifs professionnels ; généralisation des mesures d'étalement des revenus ; rejetés ; amendement n° 28 de M. Georges Tranchant (prévoyant une imposition forfaitaire de 16 % sur les plus-values réalisées sur les marchés à terme de marchandises) ; rapprochement du régime fiscal des opérateurs sur la bourse de commerce avec celui applicable aux opérateurs sur la bourse des valeurs mobilières (p. 7531) ; régime fiscal applicable au M.A.T.I.F. ; retiré.

Article 10 *(assouplissement du régime optionnel d'imposition des agents généraux d'assurance)* : adopté.

Article 11 *(taxe professionnelle : précisions concernant les cas de suppression d'activité et la valeur locative de l'outillage industriel)* : but de cet article revenant sur des décisions du Conseil d'Etat du 25 juin 1986 à propos de l'évaluation des bases (p. 7532) ; non respect des principes de non rétroactivité et de l'autorité de la chose jugée ; absence d'effet rétroactif pour les personnes ayant bénéficié de décisions du Conseil d'Etat ;

— article 11 : adopté.

Article 12 *(taxe foncière : précisions concernant certains immeubles)* : validation rétroactive d'une interprétation de l'administration contredite par la jurisprudence administrative (p. 7533) ; situation des contribuables en faveur desquels un jugement a été rendu ; installations concédées par les collectivités locales ; exonération de quinze ans de la taxe sur la propriété bâtie pour les logements sociaux en accession à la propriété (p. 7534) ; situation des accédants P.S.I. ; amendement n° 1 de la commission des finances (rédactionnel) : adopté ;

— article 12, ainsi modifié : adopté.

Article 13 *(aménagement des taux de la T.V.A. applicables aux parcs à décors animés illustrant un thème culturel)* : projet « Eurodisneyland » à Marne-la-Vallée (p. 7535) ; report de signature de la convention sur ce projet ; hypothèse d'une discrimination raciale à l'embauche ; hypothèse de l'extension du taux réduit de T.V.A. à l'ensemble des parcs récréatifs (p. 7536) ; limitation des réductions de cotisations sociales et de fiscalité pour les créations d'emplois au Nord et à l'Est ; parcs d'attraction du Sud de la France ; situation des forains ; délibération du conseil régional d'Ile-de-France pour une préférence nationale à l'embauche pour le projet « Eurodisneyland » (p. 7537) ; incitation fiscale à l'investissement ; hypothèse d'une réduction du taux de T.V.A. pour l'industrie automobile ; **rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch ;

— article 13 : adopté.

Article 14 *(assouplissement des modalités de remboursement en matière de contributions indirectes) :* adopté.

Article 15 *(suppression du papier timbré) :* adopté (p. 7538).

Article 16 *(aménagement des procédures de recouvrement des créances du Trésor) :* amendement (de suppression) n° 2 de la commission des finances ; amendement n° 41 du Gouvernement (précisant que les actions liées, même indirectement au recouvrement des créances fiscales sont exercés par les comptables visés à l'article L. 552 du L.P.F.) ; amendement n° 2 : rejeté ; amendement n° 41 : adopté après rectification ;

— en conséquence le texte de l'amendement n° 41 rectifié devient l'article 16.

Après l'article 16 : amendement n° 11 de M. Jean-Paul Virapoullé (extension du champ d'application de l'article 217 *bis* du C.G.I. aux exploitations appartenant au secteur des énergies nouvelles du B.T.P., des transports et de l'artisanat) (p. 7539) ; économie des départements d'outre-mer ; projet de loi de programme ; mesures de défiscalisation (p. 7540) ; promotion immobilière ; adopté.

Article 17 *(aménagement des dispositions fiscales applicables en Nouvelle Calédonie) :* amendement n° 17 de M. Robert Le Foll soutenu par M. Jean Anciant (suppression du paragraphe II de cet article) ; établissement des taxes foncières de l'année 1987 ; rejeté ; amendement n° 18 de M. Robert Le Foll soutenu par M. Jean Anciant (prolongeant la durée de révision régionale des valeurs locatives foncières en Nouvelles-Calédonie) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié, adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 29 de M. Georges Tranchant (tendant à limiter la durée des contrôles dans les entreprises relevant du régime dit du « réel simplifié ») ; projet de loi sur les procédures fiscales et douanières ; amendement n° 29 : retiré ; amendement n° 30 de M. Georges Tranchant (extension du champ d'application de l'article L. 279 du L.P.F. aux différends relatifs aux droits d'enregistrement) (p. 7542) ; retiré.

Article 18 *(régime fiscal de la contribution sociale de solidarité) :* amendement (de suppression) n° 3 de la commission des finances ; amendement ayant pour objet de valider une interprétation administrative infirmée par le Conseil d'Etat (p. 7543) ; mise en harmonie du compte fiscal et du compte social de l'entreprise, notamment pour les provisions pour charges ; rejeté (p. 7544) ;

— article 18 : adopté.

Article 19 *(précisions relatives à la taxe sur l'électricité) :* amendement (de suppression) n° 19 de M. Christian Pierret soutenu par M. Jean Anciant ; notion de ressources équivalentes ; régularisation des taux appliqués par la ville de Paris ; dérogations permettant de voter un taux supérieur à 8 % (p. 7544) ; amendement n° 19 : rejeté au scrutin public ;

— article 19 : adopté.

Article 20 *(taxe pour financer les travaux routiers nécessaires à l'organisation des jeux olympiques d'hiver en 1992) :* échec de la candidature de Paris aux jeux olympiques d'été ; insuffisance du budget du sport (p. 7545) ; insuffisance des mesures prises pour Albertville et la Savoie ; accélération du programme routier de désenclavement ; assiette de cette taxe spéciale d'équipement (p. 7546) ; crédits mis en réserve sur le fonds national pour le développement du sport ; amendement n° 20 de M. Christian Pierret soutenu par M. Louis Besson (tendant à supprimer dans la deuxième phrase du deuxième alinéa 1° du paragraphe I de cet article les mots : « assise et ») ; assujettissement à la taxe locale d'équipement des constructions édifiées dans les Z.A.C. ; retiré ; amendement n° 21 de M. Christian Pierret soutenu par M. Louis Besson (tendant à établir une liste des constructions, reconstructions et agrandissements exclus du champ d'application de la taxe) (p. 7547) ; possibilité pour le conseil général de moduler le taux de la taxe d'équipement ou d'exonérer certaines construction ; cas des villages de vacances : rejeté ; amendement n° 4 de la commission des finances (possibilité pour le conseil général d'exonérer de la taxe spéciale d'équipement les logements sociaux et les résidences principales ayant moins de 170 mètres carrés) ; sous-amendement n° 43 de M. Michel Barnier à l'amendement n° 4 de la commission des finances (tendant à exonérer de la taxe spéciale d'équipement certaines constructions à usage agricole, industriel ou artisanal) ; sous-amendement n° 40 de M. Louis Besson (même objet) (p. 7548) ; sous-amendement n° 43 : adopté ; sous-amendement n° 40 : devenu sans objet ; amendement n° 4 : adopté après modification ; amendement n° 5 de la commission des finances (possibilité pour le conseil général de moduler le taux de la taxe spéciale d'équipement selon les communes) ; sous-amendement n° 42 de M. Michel Barnier à l'amendement n° 5 de la commission des finances (possibilité pour le conseil général de moduler la taxe spéciale d'équipement selon les catégories de construction) ; sous-amendement n° 42 : retiré ; amendement n° 5 : adopté ; amendement n° 22 de M. Christian Pierret soutenu par M. Louis Besson (précisant que la taxe spéciale d'équipement ne peut être maintenue après le remboursement des emprunts contractés pour financer les travaux routiers nécessaires aux jeux olympiques d'hiver de 1992) ; maintien de la taxe spéciale d'équipement après le remboursement des emprunts ; retiré ;

— article 20, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 20 : amendement n° 51 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Edmond Alphandéry (tendant à instituer une taxe sur certains véhicules immatriculés dans un Etat étranger et circulant en France) (p. 7549) : adopté.

Article 21 *(suppression de la taxe de contrôle de conditionnement de certaines productions des départements d'outre-mer) :* adopté.

Article 22 *(financement du fonds de garantie des calamités agricoles) :* institution d'une taxe sur le « cheptel mort » ; recul structurel des prix et revenus agricoles (p. 7550) ;

— article 22 : adopté.

Article 23 *(droit perçu au profit de l'Institut national des appellations d'origine (I.N.A.O.)) :* participation financière des viticulteurs au financement des actions de contrôle qualitatif des vins d'appellation d'origine ; irrecevabilité opposée à l'amendement de M. Michel Cointat concernant les taxes sur les céréales et autres produits utilisées pour financer le B.A.P.S.A. ; amendement n° 39 de M. Gérard César (financement des syndicats de défense des appellations d'origine agréées pour organiser des examens analytiques et organoleptiques) (p. 7551) ; financement de l'I.N.A.O. ; nature juridique du droit perçu à l'occasion du contrôle de la qualité des vins ; hypothèse de la création d'une taxe parafiscale ; amendement n° 39 : retiré ; **rappel au règlement** de M. Raymond Douyère ; amendement n° 39 repris par M. Henri Emmanuelli : adopté ;

— article 23, ainsi modifié : adopté.

Article 24 *(remboursement aux collectivités locales des frais de personnel engagés pour la lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie) :* adopté.

Article 25 *(contribution des associations syndicales de défense contre les incendies et de remise en valeur de la forêt aux dépenses de prévention des incendies de forêt)* (p. 7552) ; financement du corps de sapeur-pompiers forestiers professionnels du département des Landes ; contribution des sylviculteurs (p. 7553) ; création du comité interministériel de lutte contre les incendies de forêt (p. 7554) ; révision de la fiscalité forestière et notamment de l'exonération trentenaire ; amendement (de suppression) n° 23 de M. Henri Emmanuelli ; compensation par l'Etat des sommes qui manqueront au budget du corps des pompiers volontaires (p. 7555) ; rejeté ; amendement n° 34 de M. Henri Emmanuelli (visant à substituer dans le premier alinéa de cet article aux mots : « aux dépenses de prévention » les mots : « aux dépenses de fonctionnement ») : rejeté ; amendement n° 35 de M. Henri Emmanuelli (visant à substituer dans le deuxième alinéa de cet article aux mots : « dans la limite de dix francs par hectare boisé », les mots : « dans la limite de 20 % maximum du budget de fonctionnement ») ; plafonnement de la participation des sylviculteurs (p. 7556) ; rejeté ; amendement n° 36 de M. Henri Emmanuelli (visant à substituer dans le deuxième alinéa de cet article aux mots : « par arrêté préfectoral » les mots : « par arrêté du président du conseil général ») : rejeté ;

— article 25 : adopté au scrutin public (p. 7557).

Rappel au règlement de M. Michel d'Ornano.

Article 26 *(contributions de solidarité dues par certains pensionnés du régime de retraite des personnes non salariés de l'agriculture) ;* suppression du mécanisme de 1982 sur la limitation du cumul entre les pensions de retraite et revenus d'activité ;

— article 26, retiré à la demande du Gouvernement.

Après l'article 26 : amendement n° 7 de M. Michel Cointat (extension des avantages fiscaux dont bénéficient les agriculteurs assujettis au régime du bénéfice réel et affiliés à un centre de gestion agréée, à ceux assujettis au régime du bénéfice réel simplifié) (p. 7558) ; retiré ; amendement n° 8 de M. Michel Cointat (étendant le bénéfice de la déduction partielle de T.V.A. au fioul utilisé par les C.U.M.A. pour leurs besoins agricoles) : adopté ; amendement n° 10 de M. Michel Cointat (tendant à abroger les bons de remis obligatoires pour les transporteurs routiers de fruits et légumes) ; sous-amendement n° 52 du Gouvernement (précisant qu'un décret fixe la date d'entrée en vigueur de cette disposition) ; sous-amendement n° 52 : adopté ; amendement n° 10 : adopté après modification (p. 7559) ; amendement n° 54 du Gouvernement (précisant les formes que peuvent prendre la motivation des sanctions fiscales) : adopté.

Article 27 *(mesures concernant les casinos)* : amendement (de suppression) n° 26 de M. Christian Pierret soutenu par M. Raymond Douyère (p. 7560) ; hypothèse d'un mécanisme de revenu minimal dans les départements ; crédit de lutte contre la pauvreté ; rejeté ;

— article 27 : adopté.

Après l'article 27 : amendement n° 12 de M. Jacques Toubon (tendant à l'application rétroactive au 1er janvier 1985 des mécanismes d'indemnisation des victimes d'attentats terroristes) (p. 7561) : adopté ; amendement n° 49 du Gouvernement (effaçant les dettes des rapatriés pour les prêts de réinstallation accordés avant le 31 mai 1981) (p. 7562) ; problème des Français légataires universels ou légataires de parents rapatriés n'étant pas eux-mêmes Français ; prêts consentis après 1981 (p. 7563) ; adopté ; amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Jegou (attribution à la région Ile-de-France de la totalité de la redevance due par mètre carré de surface utile de plancher de bureau) ; amendement n° 50 repris par le Gouvernement : adopté après rectification.

Titre III : *disposition concernant les comptes spéciaux du Trésor* : amendement n° 55 du Gouvernement (tendant à majorer l'estimation des rentrées de la redevance de télévision) : adopté.

Article 8 (précédemment réservé) *(modification de la répartition du produit de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle)* ; amendement (de suppression) n° 38 de M. Michel Pelchat : retiré ; amendement n° 53 du Gouvernement (majoration du produit de la redevance affecté à Antenne 2 et à la SEPT) (p. 7564) ; adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Seconde délibération du projet de loi.

Application de l'article 44-3 de la Constitution sur l'ensemble des amendements examinés en deuxième délibération et l'ensemble du projet de loi de finances rectificatives.

Article 23 : amendement n° 2 du Gouvernement (suppression du paragraphe II de cet article) ; I.N.A.O. ; vote réservé.

Article 26 *bis* (nouveau) : amendement (de suppression) n° 3 du Gouvernement ; fiscalité des C.U.M.A. ; vote réservé (p. 7565).

Article 1er et état A : (p. 7566 à 7570) ; amendement n° 1 du Gouvernement (de coordination) ; produit de la redevance télévision ; vote réservé (p. 7571).

Explications de vote.

Déficit budgétaire (débat sur le montant du -) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 7572).

Calendrier parlementaire (vide du -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 7571).

Commission Aicardi (report des mesures suggérées par la -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 7571).

Inflation : *Emmanuelli (Henri)* (p. 7572).

I.V.G. : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 7572).

Principes de non rétroactivité et d'autorité de la chose jugée (non respect des -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 7571).

Vote bloqué (utilisation de la procédure du - en deuxième délibération) : *Emmanuelli (Henri)* (p. 7572).

Vote positif du groupe Front national : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 7572).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, modifié par les amendements n° 2, 3 et 1, présentés par le Gouvernement en seconde délibération (p. 7572).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [20 décembre 1986] (p. 7970).

Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (prélèvement sur la -) : *Bartolone (Claude)* (p. 7973).

Dotation globale de fonctionnement (D.G.F.) : *Bartolone (Claude)* (p. 7973).

Formation professionnelle (fonds de la - et défiscalisation) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7970, 7971), *Ornano (Michel d')* (p. 7971) ; *Juppé (Alain)* (p. 7971, 7972).

Institut national des appellations d'origine (I.N.A.O.) : *Juppé (Alain)* (p. 7972).

Paris (régime administratif et financier ; fonds de questure ; taxe sur l'électricité) : *Bartolone (Claude)* (p. 7974, 7975).

Recherche (crédit impôt-recherche) : *Juppé (Alain)* (p. 7972).

Relations entre le fisc et les contribuables : *Mercieca (Paul)* (p. 7973).

Satellite T.D.F. 1 : *Vivien (Robert-André)* (p. 7970) ; *Juppé (Alain)* (p. 7971).

Taxe professionnelle (dotation de péréquation pour les villes nouvelles) : *Vivien (Robert-André)* (p. 7970) ; *Bartolone (Claude)* (p. 7974).

Villes nouvelles : *Bartolone (Claude)* (p. 7974) ; *Lachenaud (Jean-Philippe)* (p. 7975) ; *Juppé (Alain)* (p. 7975).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7975 à 7978).

Discussion des articles [20 décembre 1986] (p. 7978).

Article 13 *bis* : amendement n° 1 du Gouvernement (assouplissement des mécanismes de crédit d'impôt au bénéfice des entreprises nouvellement créées ou débutant des activités de recherche) : vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution.

Article 23 : amendement n° 3 du Gouvernement (de suppression) ; droit institué au profit de l'Institut national des appellations d'origine (I.N.A.O.) ; vote réservé (article 44, alinéa 3).

Après l'article 24 : amendement n° 2 du Gouvernement (validation de la perception de taxe parafiscale au profit du Fonds national de développement agricole) : vote réservé (article 44, alinéa 3 de la Constitution).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu des amendements n° 1, n° 2 et n° 3 du Gouvernement, au scrutin public (p. 7978).

Délais d'examen des -

Voir *Motions de censure* **3**.

LOIS DE PROGRAMME

Voir *Défense* **7, 8**.

LOIS DE REGLEMENT

1. — Projet de loi n° 160 portant **règlement définitif du budget de 1984.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 juin 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation et M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. — Projet de loi n° 568 portant **règlement définitif du budget de 1985.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 décembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation et Alain Juppé, ministre délégué

auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

LORRAINE

Chômage en -
Voir *Questions orales sans débat* **138.**

Emploi en -
Voir *Questions orales sans débat* **40, 44.**

LOTO SPORTIF

Affectation des recettes du -
Voir *Questions au Gouvernement* **28.**

Prélèvement sur les gains du loto et du -
Voir *Loi de finances rectificative* **1**, article 5.
Questions au Gouvernement **18.**

LOYERS
Voir *Questions au Gouvernement* **118, 127.**

LUTTE ANTIVECTORIELLE
Voir *Politique économique et sociale* **5.**

LUXEMBOURG
Voir *Traités et conventions* **20.**

LYCEES
Voir *Questions au Gouvernement* **164.**

Agitation dans les -
Voir *Questions au Gouvernement* **254.**

LYON

Traversée de - par les poids lourds
Voir *Questions orales sans débat* **128.**

M

MACHINES AGRICOLES
Voir *Agriculture* **5.**

MACHINES A SOUS
Voir *Jeux et paris* **2.**

MACHINES OUTILS
Voir *Questions orales sans débat* **100, 113, 139.**

MAGHREB
Voir *Questions orales sans débat* **103.**

MAGISTRATURE

1. — Proposition de loi organique n° 151 visant à rétablir à soixante-huit ans la **limite d'âge des magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 27 mai 1986 par MM. Pierre Mazeaud et Jacques Toubon. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Yvon Blot (20 juin 1986). — Rapport n° **434** (6 novembre 1986). — Discussion le 3 décembre 1986 (discussion générale commune aux propositions de loi n° 151 et 169). — Adoption le 3 décembre 1986. — Proposition de loi n° **52.**

Sénat (première lecture), n° **91** (1986-1987). — Dépôt le 4 décembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Hubert Haenel. — Rapport n° **100** (1986-1987) (10 décembre 1986). — Discussion le 11 décembre 1986. — Adoption le 11 décembre 1986. — Proposition de loi n° **25** (1986-1987).

Saisine du Conseil constitutionnel (articles 46 et 61, alinéa 1er de la Constitution). — Décision le 22 décembre 1986 (*J.O.* du 23 décembre 1986 (p. 15500).

Loi n° 86-1303 du 23 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 26 décembre 1986 (p. 15595).

PREMIERE LECTURE

de la proposition de loi organique n° 151 et de la proposition de loi n° 169.

Discussion générale commune [3 décembre 1986] (p. 7048, 7065).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe contre la proposition de loi relative à la limite d'âge au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes : retirée (p. 7052).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe contre la proposition de loi organique relative à la limite d'âge à la Cour de cassation : retirée (p. 7052).

Motion de renvoi en commission de M. Philippe Bassinet de la proposition de loi organique relative à la limite d'âge à la Cour de cassation : *Bassinet (Philippe)* (p. 7069, 7070) ; *Blot (Yvan)* (p. 7070) ;

— rejetée au scrutin public (p. 7070).

Qestion préalable de M. Pierre Joxe à la proposition de loi organique relative à la limite d'âge à la Cour de cassation : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7052 à 7056) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7056, 7057) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7057, 7058) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7058) ;

— rejetée au scrutin public (p. 7059).

Amendements déposés tardivement et modifiant substentiellement le texte : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7053) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7056, 7057) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7069) ; *Blot (Yvan)* (p. 7070).

Blocage de l'avancement au Conseil d'Etat à la Cour des comptes et à la Cour de cassation : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7053, 7054) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7058) ; *Peyret (Michel)* (p. 7059).

Conseillers référendaires à la Cour des comptes (situation des -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 7057).

Coût budgétaire de la réforme de 1984 : *Blot (Yvan)* (p. 7049) ; *Marlière (Olivier)* (p. 7056).

Dispositif facultatif de départ à la retraite (mise en œuvre d'un -) : (p. 7049) ; *Marlière (Olivier)* (p. 7050) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7052).

E.N.A. (suppression de la troisième voie d'accès à l'-) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7056) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 7068) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7070).

Jurisprudence (unité de la -) : *Blot (Yvan)* (p. 7049) ; *Marlière (Olivier)* (p. 7050).

Lenteur de la justice (aggravation de la -) : *Blot (Yvan)* (p. 7049) ; *Marlière (Olivier)* (p. 7050, 7069) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7052) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7054) ; *Peyret (Michel)* (p. 7059) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 7067) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7068).

Premier président et procureur général de la Cour de cassation (texte ne concernant pas les -) : *Blot (Yvan)* (p. 7048) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7055).

Président de section du Conseil d'Etat (texte visant à mettre à la retraite un -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7055).

Professeurs de l'enseignement supérieur (extention des dispositions du texte aux -) : *Marlière (Olivier)* (p. 7051) ; *Charette (Hervé de)* (p. 7051) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7056).

Rappels au règlement de M. Philippe Bassinet : *Bassinet (Philippe)* (p. 7066, 7077).

Rappel au règlement de M. Pierre Mazeaud : *Mazeaud (Pierre)* (p. 7057).

Réintégration en surnombre des personnes touchées par la loi de 1984 : *Blot (Yvan)* (p. 7049) ; *Marlière (Olivier)* (p. 7051) ; *Charette (Hervé de)* (p. 7051) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7054) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 7067) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 7069).

Tour extérieur pour l'accès au corps d'inspection et de contrôle (aménagement du -) : *Marlière (Olivier)* (p. 7051) ;

Charette (Hervé de) (p. 7051, 7052) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7055, 7056) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 7058) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 7068).

Discussion des articles de la proposition de loi organique n° 151 (p. 7071).

Article 1er *(limite d'âge des magistrats de la cour de cassation) :* amendement n° 1 de M. Pierre Mazeaud (rédactionnel) ; sous-amendement n° 3 du Gouvernement (insérant dans cet amendement après les mots : « maintenu en activité » les mots : « en surnombre ») ; problème du maintien en activité de plein droit ; maintien en activité dans les fonctions de conseillers et d'avocat général à la Cour de cassation suivant que le magistrat atteint par la limite d'âge est magistrat du siège ou magistrat du parquet ; sous-amendement n° 3 : adopté ; amendement n° 1, ainsi modifié : adopté ;

— en conséquence ce texte devient l'article 1er.

Après l'article 1er : amendement n° 2 de M. Pierre Mazeaud (rémunération des magistrats maintenus en activité en application de l'article 1er) ; maintien des rémunérations afférantes aux grades (p. 7071) ; conformité de cet amendement à l'article 40 de la Constitution : adopté.

Article 2 *(recrutement à titre temporaire de magistrats hors hiérarchie à la Cour de cassation admis à la retraite) :* amendement n° 4 du Gouvernement (de suppression) ; difficulté pour organiser un recrutement temporaire de magistrats à la Cour de cassation déjà en retraite : adopté.

— en conséquence l'article 2 est supprimé.

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi organique sous le titre suivant : proposition de loi organique relative au maintien en activité de magistrats hors hiérarchie de la Cour de cassation (p. 7072).

2. — Projet de loi organique n° 549 relatif aux **magistrats** de l'ordre judiciaire servant dans les **organisations internationales**

Sénat (première lecture), n° **411** (1985-1986). — Dépôt le 18 juin 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Thyraud. — Rapport n° **14** (1986-1987) (16 octobre 1986). — Discussion le 11 décembre 1986. — Adoption le 11 décembre 1986. — Projet de loi n° **28** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **549**. — Dépôt le 12 décembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (16 décembre 1986). — Rapport n° **663** (17 décembre 1986). — Discussion le 18 décembre 1986. — Adoption le 18 décembre 1986. — Projet de loi n° **82**.

Saisine du Conseil constitutionnel (articles 46 et 61, alinéa 1er de la Constitution). — Décision le 6 janvier 1987 (*J.O.* du 13 janvier 1987 (p. 469).

Loi n° 87-9 du 9 janvier 1987, publiée au *J.O.* du 13 janvier 1987 (p. 454).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1986] (p. 7796).

Abstention du groupe Front national : *Gollnisch (Bruno)*. (p. 7797).

Egalité de traitement entre les magistrats et les fonctionnaires civils et militaires qui vont travailler dans les institutions internationales : *Debré (Jean-Louis)* (p. 7796) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7796).

Parlement (dépossession du -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7797).

Discussion de l'article unique (p. 7797).

Article unique *(prévoyant que les magistrats détachés dans des organisations internationales ont droit, pour les calculs de l'ancienneté requise au titre de l'avancement de grade et d'échelon, à des majorations d'ancienneté) :* adopté (p. 7797).

MAGNETOSCOPES

Taxe sur les -

Voir *Questions au Gouvernement* **61, 72.**

MAISONS DE JEUX

Voir *Jeux et paris* **2.**

MAISONS DE LA CULTURE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Culture.

MAISONS DE RETRAITE MEDICALISEES

Voir *Questions au Gouvernement* **253.**

MALIENS

Expulsion de -

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Affaires étrangères, intérieur.
Questions au Gouvernement **183, 193.**

MALIK OUSSEKINE

Voir *Décès d'un étudiant au quartier latin.*
Questions au Gouvernement **276, 285.**
Questions orales sans débat **153.**
Rappels au règlement **444, 455, 459.**

MALLING (Moselle)

Reconstruction du pont de -

Voir *Questions orales sans débat* **120.**

MANDAT PARLEMENTAIRE

Voir *Elections et référendums* **14.**

MANUELS ET FOURNITURES SCOLAIRES

Voir *Enseignement* **2.**

MARCHES FINANCIERS

1. — Proposition de loi n° 12 relative à la création de **sociétés mobilières d'investissement (S.O.M.I.)** et d'un nouveau contrat financier, le **crédit-bail d'actions.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Vincent Ansquer. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. — Proposition de loi n° 322 relative aux valeurs mobilières donnant droit à l'**attribution de titres** représentant une quotité du capital d'une société tierce.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Jacques Oudot. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

MARIAGE ET REGIMES MATRIMONIAUX

1. — Proposition de loi n° 88 relative au **courtage matrimonial.** — *Sénat* (première lecture), n° **365** (1977-1978), dépôt le 23 mai 1978, par M. Henri Caillavet, sous le titre : *« Proposition de loi tendant à protéger les clients des agences matrimoniales »*, et n° **392** (1977-1978), dépôt le 1er juin 1978, par M. Francis Palmero et plusieurs de ses collègues, sous le titre : *« Proposition de loi portant statut des agences matrimoniales »*. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **49** (1977-1978), commun aux deux propositions. — Discussion le 15 novembre 1978. — Adoption le 15 novembre 1978. — Nouveau titre : *« Proposition de loi relative au courtage matrimonial »*. — Proposition de loi n° **23** (1978-1979).

Assemblée nationale (première lecture), 6e législature : n° **686**, dépôt le 15 novembre 1978. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Pasquini (30 novembre 1978), 7e législature : n° **138**, dépôt le 17 juillet 1981. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Hautecœur (11 septembre 1981), 8e législature : n° **88**, dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la

commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Paul-Louis Tenaillon (29 mai 1986).

MARINE MARCHANDE

Voir *Questions au Gouvernement* **88, 180.**
Transports **1, 2, 3.**

MARINE NATIONALE

Voir *Défense* **8.**

Flotte de surface de la -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, défense.

MARINS

Régime social des -

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

MARTINIQUE

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, D.O.M.-T.O.M.

Service de santé scolaire en -

Voir *Questions orales sans débat* **62.**

Violence en -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, intérieur.

MATRA (groupe)

Voir *Politique économique et sociale* **1.**

MATRA MANURHIN (Société)

Voir *Questions orales sans débat* **114.**

MAYOTTE

1. — Proposition de loi n° 189 tendant à modifier certaines dispositions de l'article 2 de la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 relative à Mayotte afin de prévoir la **consultation de la population** de cette collectivité **sur le choix de son statut.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Henry Jean-Baptiste. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Retrait le 12 novembre 1986.

2. — Proposition de loi n° 323 tendant à modifier certaines dispositions de l'article 2 de la loi n° 79-1113 du 22 décembre 1979 relative à Mayotte afin de prévoir la **consultation de la population** de cette collectivité **sur le choix de son statut.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Henry Jean-Baptiste et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, D.O.M.-T.O.M.

Statut de -

Voir *Saint-Pierre-et-Miquelon* **1.**

MECENAT

Voir *Associations et mouvements* **2.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, culture.

MEDECINE

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, affaires sociales et emploi.

Exercice libéral des praticiens hospitaliers

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

Ordre des médecins

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

— Scolaire

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, affaires sociales et emploi.

Tarifs médicaux

Voir *Professions et activités médicales* **1.**

MEDIATEUR

Voir *Parlement* **5.**

MEDICAMENTS

Remboursement des -

Voir *Questions au Gouvernement* **212.**

MEDITERRANEE

Stratégie de la France et sécurité en -

Voir *Questions au Gouvernement* **5.**

MENSUALISATION

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, affaires sociales et emploi, questions.

MERES DE FAMILLE

Voir *Femmes.*

MER ET LITTORAL

1. — Projet de loi n° 192 relatif à la recherche scientifique marine et portant modification de la loi n° 76-655 du 16 juillet 1976 relative à la **zone économique au large des côtes du territoire de la République.**

Sénat (première lecture), n° **285** (1985-1986). — Dépôt le 24 décembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Bernard Legrand. — Rapport n° **382** (1985-1986) (21 mai 1986). — Discussion le 5 juin 1986. — Adoption le 5 juin 1986. — Projet de loi n° 123 (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **192.** — Dépôt le 6 juin 1986. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Joël Hart (20 juin 1986). — Rapport n° **212** (25 juin 1986). — Discussion le 30 juin 1986. — Adoption le 30 juin 1986. — Projet de loi **n° 15.**

Loi n° 86-826 du 11 juillet 1986 publiée au *J.O.* du 12 juillet 1986 (p. 8702).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [30 juin 1986] (p. 2659).

Activités scientifiques dans la zone économique de 200 milles marins (contrôle des -) : *Hart (Joël)* (p. 2659) ; *Bariani (Didier)* (p. 2660).

Construction navale (problèmes de la) : *Porelli (Vincent)* (p. 2660, 2661) ; *Bariani (Didier)* (p. 2660).

Droit international de la mer (évolution du -) : *Hart (Joël)* (p. 2659) ; *Bariani (Didier)* (p. 2660) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2662).

Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (création de l'- en 1984) : *Bassinet (Philippe)* (p. 2662).

Océanographie et recherche marine fondamentale (distinction entre -) : *Bassinet (Philippe)* (p. 2661) ; *Bariani (Didier)* (p. 2662).

Opérations de recherche scientifique marine des ressortissants français (régime d'autorisation pour les -) : *Hart (Joël)* (p. 2660) ; *Bariani (Didier)* (p. 2660) ; *Bassinet (Philippe)* (p. 2662).

Recherche scientifique marine (organisation de la -) : *Bassinet (Philippe)* (p. 2662).

Discussion des articles [30 juin 1986] (p. 2663).

Article 1er *(compétence exercée par les autorités françaises dans la zone économique exclusive)* ; politique de relance de la filière maritime française ; absence de zone économique exclusive française en méditerranée ; prétexte des accords de réciprocité de pêche sur les littoraux français et espagnols ; mise en place d'une zone économique couvrant l'ensemble du plateau continental au large de nos côtes jusqu'à 50 milles ; inexistence de zone économique étatique en méditerranée ;

— article 1er : adopté.

Article 2 *(soumettant toute activité de recherche scientifique marine, menée dans la mer territoriale, dans la zone économique exclusive et sur la plateau continental, à une autorisation)* ; intégration des étangs et lagunes salés privés du littoral méditerranéen au domaine public maritime ; situation en Corse et dans le Languedoc-Roussillon (p. 2663) ; intervention du Conservatoire du littoral ; cas de l'étang de Vic dans l'Hérault ; maîtrise des espaces et préservation de ceux-ci constituant une revendication essentielle pour l'économie régionale ;

— article 2 : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 1 de M. Jacques Roux soutenu par M. Vincent Porelli (prévoyant que les étangs salés et lagunes du littoral méditerranéen appartenant aux personnes publiques ou privées sont intégrés au domaine public maritime) ; amendement sans rapport avec l'objet du projet de loi ; rejeté au scrutin public (p. 2664).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2664).

Voir *Départements d'outre-mer* 5.
Lois de finances **2**, deuxième partie, mer.

Droit international de la mer

Voir *Mer et littorial* **1**.

Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

Voir *Mer et littoral* **1**.

Zone économique

Voir *Mer et littoral* **1**.

METAYAGE

Voir *Baux ruraux* **1**.

MIGRATIONS

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.

MINES ET CARRIERES

1. — Proposition de loi n° 41 tendant à valoriser le **sel produit par les mines de potasse d'Alsace.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean Jarosz et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Vincent Porelli (18 décembre 1986).

- d'ardoises

Voir *Questions orales sans débat* **79**.

- de potasse d'Alsace

Voir *Questions orales sans débat* **64, 86**.

MINEURS

Voir *Collectivités locales* **4**.

Contrôle d'identité des -

Voir *Ordre public* **5**.

MINIMUM VIEILLESSE

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.

MINISTRE DE L'INTERIEUR

Voir *Ordre public* **17, 18**

Archives du -

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie : intérieur.

MINISTRES PLENIPOTENTIAIRES

Voir *Corps diplomatiques et consulaire*, **1**.

MISSIONS LOCALES POUR L'EMPLOI

Voir *Questions au Gouvernement*, **111**.

MOGADOR

Affaire de la rue de -

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie : Intérieur.

Voir *Etrangers* **5**

Voir *Rappels au règlement* **253, 257, 258, 259, 260, 261**.

MONACO

Voir *Traités et conventions* **3**.

MONNAIE

Voir *Questions au Gouvernement* **272**.

MONNAIES ET MEDAILLES

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, économie, finances et privatisation II.

Emission de nouvelles pièces de 10 F et de 100 F

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie : économie, finances et privatisation II.

MONOPOLE

Voir *Cimetières et pompes funèbres* **2**.

MONTAGNE

Voir *Environnement* **1**.
Tourisme et loisirs **1**.

MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES

Voir *Questions au Gouvernement* **25**.

MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Déficit budgétaire

Voir *Questions orales sans débat* **129, 132**.

MOTIONS DE CENSURE

1. — **Motion de censure** déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, par M. Pierre Joxe et cent vingt-cinq membres de l'Assemblée nationale le 14 mai 1986.

Discussion [15 mai 1986] (p. 915, 942).

Acquis sociaux (remise en cause des -) : *Chomat (Paul)* (p. 923).

Alternance (intérêt de l'-) : *Rocard (Michel)* (p. 916).

Assainissement économique (poursuite de l'-) : *Rocard (Michel)* (p. 916).

Audiovisuel (privatisation de l'-) : *Rocard (Michel)* (p. 919), *Chirac (Jacques)* (p. 934).

Autorisation administrative de licenciement (suppression de l'-) : *Rocard (Michel)* (p. 917) ; *Coffineau (Michel)* (p. 931) ; *Chirac (Jacques)* (p. 933).

« Carrefour du développement » (utilisation des fonds alloués au -) : *Pasquini (Pierre)* (p. 921).

Chômage (lutte contre le -) : *Rocard (Michel)* (p. 917) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 922) ; *Chomat (Paul)* (p. 923) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 925) ; *Chirac (Jacques)* (p. 932, 933).

Contrôles policiers (renforcement des -) : *Chomat (Paul)* (p. 924).

Défense nationale (déficit des paiements de la -) : *Pasquini (Pierre)* (p. 921).

Déficits publics (réduction des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 933).

Dévaluation (conséquences de la -) : *Rocard (Michel)* (p. 911) ; *Chirac (Jacques)* (p. 933) ; *Charzat (Michel)* (p. 938).

Emplois précaires (développement des -) : *Coffineau (Michel)* (p. 930).

Engagements électoraux (respect des -) : *Pasquini (Pierre)* (p. 920, 921, 922).

Entreprises publiques (bilan des -) : *Rocard (Michel)* (p. 919) ; *Chomat (Paul)* (p. 924) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 927).

Entreprises publiques (privatisation des -) : *Rocard (Michel)* (p. 919) ; *Pasquini (Pierre)* (p. 921) ; *Chomat (Paul)* (p. 924) ;

Fuchs (Jean-Paul) (p. 927, 928) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 937) ; *Charzat (Michel)* (p. 937, 938, 939).

Exonération des charges sociales : *Rocard (Michel)* (p. 917) ; *Coffineau (Michel)* (p. 930).

Formations en alternance : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 926).

Front national (positions du -) : *Briant (Yvon)* (p. 935, 936).

Impôt sur les grandes fortunes (suppression de l'-) : *Rocard (Michel)* (p. 917).

Impréparation des textes : *Rocard (Michel)* (p. 915) ; *Chomat (Paul)* (p. 923) ; *Charzat (Michel)* (p. 939).

Indices économiques (manipulation des -) : *Rocard (Michel)* (p. 917).

Injustice sociale (renforcement de l'-) : *Chomat (Paul)* (p. 924, 925).

Investissement (faiblesse de l'-) : *Chomat (Paul)* (p. 924).

Jeunes (emploi des -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 926, 927) ; *Chirac (Jacques)* (p. 933).

Obstruction parlementaire (pratique de l'-) : *Pasquini (Pierre)* (p. 920) ; *Chirac (Jacques)* (p. 932) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 937).

Ordonnances (recours aux -) : *Chomat (Paul)* (p. 923) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 928, 930).

Ordonnances (conjonction du recours au - et de l'article 49-3 de la Constitution) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 929) ; *Briant (Yvon)* (p. 935) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 937) ; *Charzat (Michel)* (p. 938).

Parlement (atteintes aux droits du -) : *Chomat (Paul)* (p. 923) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 930).

Participation des salariés à la vie et à la gestion des entreprises : *Pasquini (Pierre)* (p. 922) ; *Coffineau (Michel)* (p. 931).

Prix (contrôle des -) : *Rocard (Michel)* (p. 918) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 927).

Rappels au règlement : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 935) ; *Chirac (Jacques)* (p. 935) ; *Joxe (Pierre)* (p. 935).

Recherche et développement (effort pour la -) : *Rocard (Michel)* (p. 919) ; *Chomat (Paul)* (p. 924).

Réglementation (limitation du poids de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 932) ; *Briant (Yvon)* (p. 935).

Revenus agricoles : *Rocard (Michel)* (p. 918, 919).

Scrutin (mode de -) : *Pasquini (Pierre)* (p. 922).

Sécurité (mesures en faveur de la -) : *Chirac (Jacques)* (p. 934) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 936).

Spéculation (développement de la -) : *Rocard (Michel)* (p. 919) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 937).

Taux d'intérêt (niveau des -) : *Rocard (Michel)* (p. 918) ; *Chirac (Jacques)* (p. 933).

Explications de vote (p. 943).

Banques (dénationalisation des -) : *Auchedé (Rémy)* (p. 944).

Bilan économique de la France : *Gantier (Gilbert)* (p. 945).

Bureaucratie (continuation de la -) : *Megret (Bruno)* (p. 947).

Coopération entre entreprises françaises (incitation à la -) : *Auchedé (Rémy)* (p. 944).

Démographie (état de la -) : *Megret (Bruno)* (p. 946).

Ordonnances (conjonction du recours aux - et de l'article 49-3 de la Constitution : *Bartoloné (Claude)* (p. 943) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 943) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 949).

Participation des salariés : *Auchedé (Rémy)* (p. 944).

Préférence nationale (principe de la -) : *Megret (Bruno)* (p. 947, 948).

Privatisation des entreprises publiques : *Gantier (Gilbert)* (p. 946) ; *Megret (Bruno)* (p. 947).

Taux d'intérêt : *Gantier (Gilbert)* (p. 945, 946).

Rejet de la motion de censure le 16 mai 1986 au scrutin public (p. 957).

En conséquence le projet de loi (n° 7) autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social est considéré comme adopté en première lecture.

2. — Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, par M. Pierre Joxe et quatre-vingt-six membres de l'Assemblée nationale le 20 mai 1986.

Discussion [22 mai 1986] (p. 1027, 1061).

Article 49-3 (utilisation de l'-) : *Dumas (Roland* (p. 1027) ; *Debré (Michel)* (p. 1039) ; *Chirac (Jacques)* (p. 1042).

Bipolarisation de la vie : *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 1050) ; *Bartolone (Claude)* (p. 1054).

Cohabitation : *Millon (Charles)* (p. 1036) ; *Debré (Michel)* (p. 1040) ; *Sarre (Georges)* (p. 1046).

Commission des sages (instauration d'une -) : *Dumas (Roland)* (p. 1030) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1038) ; *Debré (Michel)* (p. 1041) ; *Chirac (Jacques)* (p. 1042, 1044) ; *Sarre (Georges)* (p. 1046) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1053) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1056).

Commission informelle « Toubon-Gaudin » : *Dumas (Roland)* (p. 1030) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 1050).

Découpage électoral (caractère secret et méfaits du -) : *Dumas (Roland)* (p. 1028) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1037) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 1049) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1053, 1054) ; *Pasqua (Charles)* (p. 1056).

Démocraties occidentales (modes de scrutin dans les -) : *Debré (Michel)* (p. 1039, 1040) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 1049) ; *Goulet (Daniel)* (p. 1051).

Dissolution (diminution de l'impact de la -) : *Debré (Michel)* (p. 1040) ; *Chirac (Jacques)* (p. 1043) ; *Guéna (Yves)* (p. 1048).

Ecarts de population : *Dumas (Roland)* (p. 1029) ; *Clément (Pascal)* (p. 1029) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1037) ; *Sarre (Georges)* (p. 1046) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1054).

Elus et électeurs (liens entre -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 1032) ; *Goulet (Daniel)* (p. 1051).

Front national (conséquences du scrutin majoritaire sur l'existence du -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 1032).

Groupes charnières (domination des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 1043).

Guadeloupe (intérêt de la représentation proportionnelle en -) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 1047, 1048).

Inscription du scrutin majoritaire dans la Constitution : *Debré (Michel)* (p. 1039) ; *Goulet (Daniel)* (p. 1052).

Libertés publiques (atteinte aux -) : *Dumas (Roland)* (p. 1031).

Majorité de gouvernement (- garantie par le scrutin majoritaire) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 1033) ; *Millon (Charles)* (p. 1035, 1036) ; *Debré (Michel)* (p. 1040) ; *Chirac (Jacques)* (p. 1043) ; *Sarre (Georges)* (p. 1045) ; *Guéna (Yves)* (p. 1049) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 1050) ; *Goulet (Daniel)* (p. 1052).

Majorité R.P.R.-U.D.F. (tensions au sein de la -) : *Sarre (Georges)* (p. 1046) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1053) ; *Bartoloné (Claude)* (p. 1055).

Membres de l'opposition favorables au scrutin majoritaire : *Millon (Charles)* (p. 1035).

Ordonnances d'habilitation électorale (contrôle juridictionnel des -) : *Dumas (Roland)* (p. 1028 à 1030) ; *Clément (Pascal)* (p. 1029).

Ordonnances d'habilitation électorale (recours aux -) : *Dumas (Roland)* (p. 1026) ; *Debré (Michel)* (p. 1039).

Paris-Lyon-Marseille (loi -) : *Dumas (Roland)* (p. 1030) ; *Chirac (Jacques)* (p. 1041) ; *Sarre (Georges)* (p. 1045).

Parlement (droits du -) : *Dumas (Roland)* (p. 1027) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1037) ; *Derosier (Bernard)* (p. 1053).

Parlement (rôle du - dans la vie politique) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 1032 à 1034) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1038) ; *Sarre (Georges)* (p. 1045) ; *Schwartzenberg (Roger-Gérard)* (p. 1050) ; *Bartoloné (Claude)* (p. 1055).

Parti communiste (conséquences du scrutin majoritaire sur le -) : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1037).

Partis politiques (rôle des - dans le choix des candidats) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 1032) ; *Chirac (Jacques)* (p. 1043) ; *Sarre (Georges)* (p. 1045).

Président de la République (attitude du -) : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 1038).

Rappel au règlement : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 1032).

Régime présidentiel (instauration d'un -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 1034) ; *Millon (Charles)* (p. 1035).

Scrutin majoritaire (enracinement du -) : *Millon (Charles)* (p. 1034, 1035) ; *Chirac (Jacques)* (p. 1042).

Scrutin majoritaire et institutions de la Ve République (indissociabilité du - et des -) : *Millon (Charles)* (p. 1035) ; *Chirac (Jacques)* (p. 1042, 1043) ; *Guéna (Yves)* (p. 1048, 1049) ; *Goulet (Daniel)* (p. 1051, 1052).

Terrorisme (lutte contre le -) : Dumas (Roland) (p. 1031).

Explications de vote (p. 1061).

Articles 38 et 49-3 de la Constitution (combinaison des -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1062) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 1063, 1064) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 1068).

Bipolarisation de la vie politique : *Hoarau (Elie)* (p. 1067).

Découpage électoral : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1061) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 1068).

Ecarts de représentativité : *Arrighi (Pascal)* (p. 1063).

Institutions de la Ve République : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1064, 1065) ; *Hoarau (Elie)* (p. 1066).

Majorité de gouvernement : *Arrighi (Pascal)* (p. 1063) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 1065) ; *Hoarau (Elie)* (p. 1066).

Majorité (division de la -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1061, 1062).

Outre-mer (représentation de l'-) : *Hoarau (Elie)* (p. 1065, 1066).

Précipitation dans l'action gouvernementale : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 1061).

Représentation territoriale (importance de la -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 1069).

Rejet de la motion de censure au scrutin public (p. 1071).

En conséquence, le projet de loi relatif à l'élection des députés et autorisant le Gouvernement à délimiter par ordonnances les circonscriptions électorales, modifié par les amendements 7, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 est considéré comme adopté en première lecture.

3. — Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, par M. Pierre Joxe et soixante-treize membres de l'Assemblée nationale le 29 mai 1986.

Discussion [30 mai 1986] (p. 1517).

Action sociale (réduction de l'-) : *Goux (Christian)* (p. 1520).

Amendement Giscard d'Estaing (assouplissement des délais de reprise fiscale) : *Goux (Christian)* (p. 1519) ; *Chirac (Jacques)* (p. 1522) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 1528).

Article 49-3 de la Constitution (utilisation abusive de l'-) : *Goux (Christian)* (p. 1517) ; *Combrisson (Roger)* (p. 1523) ; *Borotra (Franck)* (p. 1525) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1530).

Débat sur le collectif budgétaire (qualité et longueur du -) : *Chirac (Jacques)* (p. 1522).

Délais d'examen des lois de finances : *Gantier (Gilbert)* (p. 1530).

Départements et territoires d'outre-mer (défiscalisation des investissements dans les -) : *Chirac (Jacques)* (p. 1521).

Ecole et famille (absence de politique de l'- et de la -) : *Baeckeroot (Christian)* (p. 1529).

Emploi des jeunes (plan pour l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 1522).

Etats-Unis (dépendance à l'égard des -) : *Combrisson (Roger)* (p. 1525).

Fraude et spéculation (faveurs données à la -) : *Goux (Christian)* (p. 1518, 1519) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 1519) ; *Combrisson (Roger)*(p. 1524).

Impôt sur les grandes fortunes (suppression de l'-) : *Goux (Christian)* (p. 1519) ; *Combrisson (Roger)* (p. 1524) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 1528).

Impôt sur les sociétés (réduction de l'-) : *Goux (Christian)* (p. 1519) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 1527).

Majorité (cohésion de la -) : *Goux (Christian)* (p. 1518).

Obstruction : *Goux (Christian)*(p. 1517) ; *Boratra. (Franck)* (p. 1525, 1526).

Politique d'austérité (poursuite de la -) : *Combrisson (Roger)* (p. 1524).

Président de la République (rôle du -) : *Borotra (Franck)* (p. 1526).

Produit de la vente du secteur public (utilisation du -) : *Goux (Christian)* (p. 1518, 1520).

Programme de la majorité (réalisation du -) : *Chirac (Jacques)* (p. 1523) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 1528).

Recherche (réduction des crédits de la -) : *Goux (Christian)* (p. 1520).

Situation économique de la France : *Borotra (Franck)* (p. 1526) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 1530).

Explications de vote (p. 1531).

Amendement Giscard d'Estaing : *Bassinet (Philippe)* (p. 1532).

Amnistie pour les capitaux exportés : *Bassinet (Philippe)* (p. 1532).

Déficit budgétaire : *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 1535).

Délais d'examen des lois de finances : *Gollnisch (Bruno)* (p. 1535).

Emploi des jeunes : *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 1536).

Impôt sur les grandes fortunes (suppression de l'-) : *Bordu (Gérard)* (p. 1534).

Impôt sur les sociétés (baisse de l'-) : *Bordu (Gérard)* (p. 1533).

Interruption volontaire de grossesse (I.V.G.) (remboursement de l'- par la sécurité sociale) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 1534, 1535) ; *Juppé (Alain)* (p. 1535).

Investissement (insuffisance des aides fiscales à l'-) : *Jegou (Jean-Jacques)* (p. 1536).

Obligation de paiement par chèque au-dessus de 10 000 F (suppression de l'-) : *Bassinet (Philippe)* (p. 1532).

Obstruction : *Gollnisch (Bruno)* (p. 1534) ; *Dehré (Bernard)* (p. 1536).

Produit de la vente des sociétés nationalisées (utilisation du -) : *Bassinet (Philippe)* (p. 1532, 1533).

Recherche (diminution des crédits affectés à la -) : *Bassinet (Philippe)* (p. 1531).

Traitement des fonctionnaires (blocage du -) : *Bassinet (Philippe)* (p. 1533).

Rejet de la motion de censure au scrutin public le 2 juin 1986 (p. 1541).

En conséquence, le projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) est considéré comme adopté en première lecture.

4. — Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 2 de la Constitution, par M. Jean Auroux et soixante-deux membres de l'Assemblée nationale le 7 juin 1986.

Discussion [11 juin 1986] (p. 2087, 2107).

Accords d'entreprises signés par les sections syndicales (multiplication des -) : *Barrot (Jacques)* (p. 2094).

Autorisation administrative de licenciement (efficacité de l'- et intérêt de la suppression de l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 2091) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2095) ; *Briant (Yvon)* (p. 2097) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 2109) ; *Nallet (Henri)* (p. 2110, 2111) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2113) ; *Arthuis (Jean)* (p. 2115).

Chômage (développement du -) : *Chirac (Jacques)* (p. 2090) ; *Barnier (Michel)* (p. 2100) ; *Arthuis (Jean)* (p. 2114).

Chômage des jeunes (montée du - et lutte contre le -) : *Chirac (Jacques)* (p. 2090, 2091) ; *Barnier (Michel)* (p. 2101) ; *Arthuis (Jean)* (p. 2115).

Conception gouvernementale de l'entreprise et des rapports sociaux (archaïsme de la -) : *Auroux (Jean)* (p. 2189).

Conflits sociaux (développement des -) : *Auroux (Jean)* (p. 2088) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2108).

Entretien préalable pour les licenciements de moins de dix salariés (procédure de l'-) : *Chirac (Jacques)* (p. 2091) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2107).

Etat (rôle de l'- dans la vie écomique et sociale) : *Nallet (Henri)* (p. 2111, 2112).

Flexibilité (recours à la -) : *Barrot (Jacques)* (p. 2094, 2095).

Institutions représentatives des salariés (association des - aux licenciements) : *Coffineau (Michel)* (p. 2108).

Investissement (relance de l'-) : *Barrot (Jacques)* (p. 2094).

Modernisation (absence de volonté de - de la part du Gouvernement) : *Auroux (Jean)* (p. 2087) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2113).

Motifs économiques du licenciement (suppression des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 2091) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2093).

Mutualisation et coopération inter-entreprises (expérimentation d'un système de -) : *Barrot (Jacques)* (p. 2096).

Négociations collectives et politique contractuelle : *Auroux (Jean)* (p. 2089) ; *Chirac (Jacques)* (p. 2091) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2095, 2096) ; *Nallet (Henri)* (p. 2111) ; *Arthuis (Jean)* (p. 2115).

Obstruction de la part de l'opposition : *Chirac (Jacques)* (p. 2089) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2094) ; *Briant (Yvon)* (p. 2097) ; *Barnier (Michel)* (p. 2098) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2107).

Patronat (comportement du -) : *Auroux (Jean)* (p. 2088) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2096) ; *Porelli (Vincent)* (p. 2102) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2113).

Pouvoir d'achat des Français défavorisés : *Barnier (Michel)* (p. 2100).

Préférence nationale à l'emploi : *Briant (Yvon)* (p. 2098) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 2109, 2110).

Rappel au règlement : *Arrighi (Pascal)* (p. 2110).

Règlement (utilisation abusive du - par le Gouvernement et la majorité) : *Porelli (Vincent)* (p. 2102).

Revanche sociale (politique de -) : *Auroux (Jean)* (p. 2088) ; *Chirac (Jacques)* (p. 2092).

Syndicats (attitude des -) : *Barrot (Jacques)* (p. 2096) ; *Porelli (Vincent)* (p. 2102) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 2110) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2114).

Transports et constructions navales (situation dans les -) : *Porelli (Vincent)* (p. 2103).

Voies de recours judiciaires (amélioration des -) : *Barrot (Jacques)* (p. 2095, 2096).

Explications de vote (p. 2115).

Autorisation administrative de licenciement (inutilité de l'-) : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 2120) ; *Bachelot (François)* (p. 2121).

Dialogue social (remise en cause du -) : *Delebarre (Michel)* (p. 2118).

Obstruction : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 2119) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 2123).

Patronat (pression du -) : *Delebarre (Michel)* (p. 2116) ; *Peyret (Michel)* (p. 2124, 2125).

Rappel au règlement : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 2118).

Vote négatif du groupe R.P.R. : *Godfrain (Jacques)* (p. 2124).

Vote négatif du groupe U.D.F. : *Poniatowski (Ladislas)* (p. 2121).

Vote positif du groupe communiste : *Peyret (Michel)* (p. 2126).

Vote positif du groupe socialiste : *Delebarre (Michel)* (p. 2118).

Motion de censure rejetée au scrutin public (p. 2126).

5. — Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, par M. Pierre Joxe et quatre-vingt-deux membres de l'Assemblée nationale le 24 juillet 1986.

Discussion [28 juillet 1986] (p. 3925).

Collectivités publiques (dette des -) : *Chomat (Paul)* (p. 3934).

Coopération industrielle européenne : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3926) ; *Chirac (Jacques)* (p. 3942).

Déficits publics (maîtrise des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 3942).

Entreprises nationalisées (échec ou réussite des -) : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3926) ; *Chomat (Paul)* (p. 3934) ; *d'Aubert (François)* (p. 3936) ; *Chirac (Jacques)* (p. 3942).

Evaluation des entreprises privées : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3927) ; *Chomat (Paul)* (p. 3933) ; *d'Aubert (François)* (p. 3936) ; *Chirac (Jacques)* (p. 3943).

Familles (distribution d'actions aux -) : *Bachelot (François)* (p. 3940).

Intérêts nationaux (protection des -) : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3926) ; *Messmer (Pierre)* (p. 3930) ; *Chomat (Paul)* (p. 3932) ; *d'Aubert (François)* (p. 3938, 3939) ; *Chirac (Jacques)* (p. 3943).

P.D.G. des entreprises nationalisées (nomination des -) : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3928) ; *d'Aubert (François)* (p. 3938).

Produit des privatisations (utilisation du -) : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3928) ; *Chomat (Paul)* (p. 3933).

Parlement (droits du -) : *d'Aubert (François)* (p. 3936).

Participation : *Messmer (Pierre)* (p. 3930).

Privatisations (justification et ampleur des -) : *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 3926) ; *Messmer (Pierre)* (p. 3929) ; *Chomat (Paul)* (p. 3932) ; *Bachelot (François)* (p. 3940) ; *Briant (Yvon)* (p. 3942).

Refus du Président de la République de signer le projet d'ordonnance : *Messmer (Pierre)* (p. 3928, 3929, 3931) ; *d'Aubert (François)* (p. 3935, 3937) ; *Briant (Yvon)* (p. 3941).

Explications de vote (p. 3947).

Accord céréalier Etats-Unis-C.E.E : *Peyret (Michel)* (p. 3952).

Discussion générale (insuffisance de la -) : *Charzat (Michel)* (p. 3947).

Familles (distribution d'actions aux -) : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3955).

Grandes entreprises (dénationalisations des -) : *Charzat (Michel)* (p. 3948).

Intérêts nationaux (protection des -) : *Charzat (Michel)* (p. 3948) ; *Léonard (Gérard)* (p. 3950) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 3952).

Politique économique : *Peyret (Michel)* (p. 3951).

Préférence nationale pour l'emploi : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3954).

Privatisations à l'étranger : *Vasseur (Philippe)* (p. 3953).

Refus du Président de la République de signer le projet d'ordonnance : *Charzat (Michel)* (p. 3948) ; *Léonard (Gérard)* (p. 3949) ; *Vasseur (Philippe)* (p. 3952).

Renault (privatisation de -) : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 3954).

Vote de la motion de censure par le groupe socialiste : *Charzat (Michel)* (p. 3949).

Vote de la motion de censure par le groupe communiste : *Peyret (Michel)* (p. 3952).

Rejet de la motion de censure au scrutin public (p. 3955).

En conséquence est considéré comme adopté en première lecture le projet de loi relatif aux modalités d'application des privatisations décidées par la loi n° 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social.

6. — Motion de censure déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, par M. Pierre Joxe et soixante-seize membres de l'Assemblée nationale le 5 août 1986.

Discussion [8 août] (p. 4147).

Activités de littoral (avenir des -) : *Auchedé (Rémy)* (p. 4158).

Agence France-Presse (avenir de l'-) : *Briant (Yvon)* (p. 4163).

Article 49-3 (recours à l'-) : *Dumas (Roland)* (p. 4147) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4154) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 4156) ; *Briant (Yvon)* (p. 4163).

Antenne 2 (déficit d'- pour 1986) : *Dumas (Roland)* (p. 4148).

Câbles et satellites (réalisation des programmes) : *Chirac (Jacques)* (p. 4165).

Charbonnages (avenir des -) : *Auchedé (Rémy)* (p. 4157, 4158).

Chômage (développement du -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4159).

Commission nationale de la communication et des libertés (pouvoirs de la -) : *Auchedé (Rémy)* (p. 4156) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4164 à 4166).

Conseil constitutionnel (critiques portées contre le -) : *Dumas (Roland)* (p. 4149).

Corporatisme dans l'audiovisuel : *Bachelot (François)* (p. 4152).

Dette publique : *Vivien (Robert-André)* (p. 4159).

Etat et audiovisuel (rapport entre l'-) : *Bachelot (François)* (p. 4151) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4154) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4164).

Europe (action en faveur de l'-) : *Lamassoure (Alain)* (p. 4155) .

FR 3 (avenir de -) : *Chirac (Jacques)* (p. 4165).

Haute autorité (suppression de la -) : *Dumas (Roland)* (p. 4148).

Information (fonctions de l'-) : *Bachelot (François)* (p. 4150).

Liberté économique (développement de la -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 4154) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 4160, 4161).

Monopole de diffusion (fin du -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 4153).

Parlement (atteinte aux droits du -) : *Dumas (Roland)* (p. 4149).

Partis politiques (possibilité de publicité pour les - à la télévision) : *Lamassoure (Alain)* (p. 4154) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 4156).

Politique forestière : *Auchedé (Rémy)* (p. 4157).

Postes et télécommunications (démantèlement des -) : *Auchedé (Rémy)* (p. 4157).

Production audiovisuelle (déclin de la -) : *Briant (Yvon)* (p. 4163) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4165).

Président de la République (rôle du -) : *Dumas (Roland)* (p. 4149).

Publicité (évolution des ressources tirées de la -) : *Bachelot (François)* (p. 4152).

Radio-France Internationale (sort de -) : *Dumas (Roland)* (p. 4148) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 4156).

Rappel au règlement : *Le Garrec (Jean)* (p. 4162, 4163) ; *Chaban-Delmas (Jacques)* (p. 4163).

Satellite de diffusion directe (lancement du -) : *Bachelot (François)* (p. 4152).

Secteur public de l'audiovisuel (efficacité du -) : *Bachelot (François)* (p. 4151, 4152).

Secteur public de l'audiovisuel (financement du -) : *Dumas (Roland)* (p. 4148) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4154) ; *Auchedé (Rémy)* (p. 4156).

Sécurité (politique de - mise en œuvre par le Gouvernement) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4161).

Solidarité (remise en cause de la politique de -) : *Dumas (Roland)* (p. 4150).

Statuts du personnel (remise en cause des -) : *Auchedé (Rémy)* (p. 4156).

TF 1 (privatisation de -) : *Dumas (Roland)* (p. 4148) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 4154) ; *Briant (Yvon)* (p. 4163) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4164).

TF 1 (gestion de -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 4162).

Union pour la Démocratie française (U.D.F.) (importance de la composante au sein du Gouvernement) : *Lamassoure (Alain)* (p. 4155).

Explications de vote [8 août 1986] (p. 4169).

Agence France-Presse (statut de l'-) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 4178).

Antenne 2 (rapport de la future - et du pouvoir politique) : *Loncle (François)* (p. 4170).

Article 49-3 de la Constitution (recours à l'-) : *Loncle (François)* (p. 4169) ; *Dominati (Jacques)* (p. 4172).

Chômage (développement du -) : *Bocquet (Alain)* (p. 4174, 4175).

Commandes obligatoires à la société française de production (suppression des -) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 4177).

Commission nationale de la communication et des libertés (pouvoirs de la -) : *Loncle (François)* (p. 4170) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 4171) ; *Lipkowski (Jean de)* (p. 4177).

Distribution d'actions des chaînes publiques aux Français : *Ceyrac (Pierre)* (p. 4171).

Emissions (qualité des -) : *Ceyrac (Pierre)* (p. 4171).

Information et pouvoir politique : *Lipkowski (Jean de)* (p. 4177).

Libération de l'audiovisuel : *Dominati (Jacques)* (p. 4173).

Liberté de l'information dans les groupes privés (problème de la -) : *Loncle (François)* (p. 4170).

Médias (équilibre entre les différents -) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 4175).

Moyens de communication (révolution dans les -) : *Ceyrac (Pierre)* (p. 4170) ; *Léotard (François)* (p. 4179).

Opposition (attitude de l'-) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 4175, 4176) ; *Léotard (François)* (p. 4178, 4179).

Pouvoir économique sur l'audiovisuel (mainmise du -) : *Bocquet (Alain)* (p. 4173).

TF 1 (raisons de la privatisation de -) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 4177).

Motion de censure rejetée au scrutin public (p. 4180).

En conséquence, est considéré comme adopté en première lecture, le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la liberté de communication, modifié par les amendements et sous-amendements déposés ou acceptés par le Gouvernement (3e séance du 5 août 1986 : annexe).

7. — **Motion de censure** déposée en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, par M. Pierre Joxe et soixante-douze membres de l'Assemblée nationale le 10 octobre 1986.

Discussion [13 octobre 1986] (p. 4659).

Article 49, alinéa 3 de la Constitution (recours à l'-) : *Mermaz (Louis)* (p. 4659) ; *Clément (Pascal)* (p. 4667) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4671).

Avis favorable de la commission sur 535 circonscriptions : *Toubon (Jacques)* (p. 4662) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4670).

Bilan du Gouvernement : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4664).

Bipolarisation entre la droite et le parti socialiste : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4664).

Consultation des élus locaux par les préfets : *Chirac (Jacques)* (p. 4671).

Ecart et population : *Mermaz (Louis)* (p. 4660).

Eclatement artificiel des circonscriptions : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4665).

Elections législatives (date des futures -) : *Mermaz (Louis)* (p. 4660).

Elf-Erap (vente d'actions d'-) : *Mermaz (Louis)* (p. 4661) ; *Toubon (Jacques)* (p. 4664).

Front national (projet visant à éliminer le -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 4668).

Garanties entourant le découpage : *Toubon (Jacques)* (p. 4662) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4670).

Parlement (atteinte aux droits du -) : *Mermaz (Louis)* (p. 4659, 4662) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 4668, 4669).

Parlement (compétence du - pour effectuer le découpage) : *Mermaz (Louis)* (p. 4660) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 4668).

Parti communiste (projet visant à éliminer le -) : *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4665, 4666).

Président de la République (prérogatives du -) : *Mermaz (Louis)* (p. 4661, 4662) ; *Clément (Pascal)* (p. 4666).

Président de la République (refus du - de signer les ordonnances) : *Mermaz (Louis)* (p. 4660, 4661) ; *Clément (Pascal)* (p. 4666, 4667) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4671).

R.P.R. (projet visant à favoriser le -) : *Mermaz (Louis)* (p. 4660, 4661) ; *Cathala (Laurent)* (p. 4669) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4670).

Scrutin majoritaire (rétablissement du -) : *Toubon (Jacques)* (p. 4663) ; *Clément (Pascal)* (p. 4666) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 4667) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4670).

Sondage concluant à l'équité du découpage : *Mermaz (Louis)* (p. 4663) ; *Chirac (Jacques)* (p. 4670).

Val-de-Marne (modalités du découpage dans le -) : *Toubon (Jacques)* (p. 4663) ; *Gayssot (Jean-Claude)* (p. 4665) ; *Cathala (Laurent)* (p. 4669).

Explications de vote (p. 4671).

Article 49-3 (recours systématique à l'-) : *Goeuriot (Colette)* (p. 4674) ; *Mégret (Bruno)* (p. 4677) ; *Briant (Yvon)* (p. 4678).

Calvados (modalités du découpage dans le -) : *Mexandeau (Louis)* (p. 4671) ; *Ornano (Michel d')* (p. 4672) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 4674).

Découpages électoraux (historique des -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 4673).

Démocratie (atteinte à la -) : *Mégret (Bruno)* (p. 4676, 4677).

Démographie (crise de la -) : *Mégret (Bruno)* (p. 4677, 4678).

Meurthe-et-Moselle (modalités du découpage en -) : *Goeuriot (Colette)* (p. 4674, 4675).

Parti communiste (réduction de la représentation parlementaire du -) : *Goeuriot (Colette)* (p. 4675).

Président de la République (refus du - de signer l'ordonnance) : *Briant (Yvon)* (p. 4678).

Réorganisation artificielle des circonscriptions : *Mexandeau (Louis)* (p. 4672) ; *Goeuriot (Colette)* (p. 4674).

Saisine du Conseil d'Etat : *Mexandeau (Louis)* (p. 4671).

Scrutin majoritaire : *Mexandeau (Louis)* (p. 4673) ; *Bouvet (Henri)* (p. 4675, 4676) ; *Mégret (Bruno)* (p. 4677).

Vote négatif de M. Briant : *Briant (Yvon)* (p. 4678).

Vote négatif du groupe R.P.R. : *Limouzy (Jacques)* (p. 4674).

Vote négatif du groupe U.D.F. : *Bouvet (Henri)* (p. 4676).

Vote positif du groupe communiste : *Goeuriot (Colette)* (p. 4675).

Vote positif du groupe Front national : *Mégret (Bruno)* (p. 4678).

Vote positif du groupe socialiste : *Mexandeau (Louis)* (p. 4673).

Rejet de la motion de censure par scrutin public à la tribune (p. 4683).

En conséquence, est considéré comme adopté en première lecture le projet de loi relatif à la délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés, dans le texte qui a été inséré en annexe au compte-rendu de la deuxième séance du 10 octobre 1986.

MOTIONS DE RENVOI EN COMMISSION

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**
Etrangers **5.**
Nouvelle-Calédonie **1.**
Ordre public **4, 6.**
Politique économique et sociale **1.**
Presse, Edition et Imprimerie **2.**
Procédure pénale **1.**
Travail **9.**

MOYEN-ORIENT

Voir *Questions au Gouvernement* **208, 231, 232.**

MULTIMEDIA

Voir *Audiovisuel*

Législation

Voir *Presse, Edition et Imprimerie.*

MUSEE D'ORSAY

Voir *Questions orales sans débat* **67.**

MUSEES

— de la guerre d'Algérie

Voir *Questions orales sans débat* **87.**

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

1. — Proposition de loi n° 332 tendant à créer une commission chargée de procéder à un examen d'ensemble des problèmes posés par le **système du revenu cadastral** et de proposer les solutions les plus appropriées.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Vincent Ansquer. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

N

NATALITE

Voir *Démographie.*

NATIONALITE FRANÇAISE

Voir *Etrangers* **5.**

NAVIGATION AERIENNE

Voir *Budget annexe de la navigation aérienne.*

NICARAGUA

Voir *Questions au Gouvernement* **220.**

NICE-CHIMEZ

Services vétérinaires

Voir *Questions orales sans débat* **136.**

NOIX ET NOYERAIES

Voir *Agriculture* **1.**

NOM PATRONYMIQUE

Voir *Etat civil* **1.**

NORD-PAS-DE-CALAIS

Chômeurs du -

Voir *Questions au Gouvernement* **161.**

Distribution de l'électricité

Voir *Questions orales sans débat* **131.**

NORMANDIE

Plan routier

Voir *Questions orales sans débat* **121.**

NORMED

Voir *Questions au Gouvernement* **160.**

NOUVELLE-CALEDONIE

1. — Projet de loi n° 195 relatif à la **Nouvelle-Calédonie.**

Sénat (première lecture), n° **386** (1985-1986). — Dépôt le 21 mai 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre ; lettre en date du 28 mai 1986, relative à la consultation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean-Marie Girault. — Rapport n° **394** (1985-1986) (28 mai 1986). — Discussion les 4 et 10 juin 1986. — Adoption le 10 juin 1986. — Projet de loi n° **124** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture) n° **195**. — Dépôt le 11 juin 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Dominique Bussereau (13 juin 1986). — Rapport n° **211** (25 juin 1986). — Discussion les 8 et 9 juin 1986. — Adoption le 9 juillet 1986. — Projet de loi n° **20.**

Loi n° 86-844 du 17 juillet 1986, publiée au *J.O.* du 19 juillet 1986 (p. 8927).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 195
et ceux de la loi n° 86-844

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE Ier **CONSULTATION DES POPULATIONS DU TERRITOIRE**			
1		Consultation des populations de la Nouvelle-Calédonie sur l'accession du territoire à l'indépendance ou sur son maintien au sein de la République française.	Première lecture : 8 juillet 1986	2985	1
		TITRE II **MESURES D'AIDE EN FAVEUR DU TERRITOIRE**			
		CHAPITRE Ier **Fonds exceptionnel d'aide et de développement pour la Nouvelle-Calédonie**			
2		Création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer ; création d'un fonds exceptionnel d'aide et de développement par la Nouvelle-Calédonie pour 1986 et 1987.	Première lecture : 8 juillet 1986	2990	2
3		Définition de fonction du haut-commissaire et du comité, chargés de la répartition des crédits inscrits au Fonds.	Première lecture : 8 juillet 1986	2991	3
		CHAPITRE II **Indemnisation des personnes et des biens**			
4		Indemnisation par l'Etat des dommages liés aux événements survenus entre le 21 octobre 1984 et le 15 avril 1986.	Première lecture : 8 juillet 1986	2992	4
5		Champ d'application de cette indemnisation.	Première lecture : 8 juillet 1986	2992	5
6		Révision des indemnisations déjà perçues par certaines victimes.	Première lecture : 8 juillet 1986	2993	6
7		Délais de demandes d'indemnisation ou de révision.	Première lecture : 8 juillet 1986	2994	7
8		Consultation par le haut-commissaire d'une commission ; composition de cette commission.	Première lecture : 8 juillet 1986	2994	8
9		Délai de la décision.	Première lecture : 8 juillet 1986	2994	9
10		Montant de l'indemnité ; établissement d'une prime pour remise en état ou acquisition d'un bien situé hors Nouméa.	Première lecture : 8 juillet 1986	2995	10
11		Versement de l'indemnité aux ayants droit en cas de décès de la victime.	Première lecture : 8 juillet 1986	2995	11
12		Précisions sur le montant de l'indemnité.	Première lecture : 8 juillet 1986	2995	12
13		Subrogation de l'Etat à concurrence des sommes qu'il a versées dans les droits de la victime.	Première lecture : 8 juillet 1986	2995	13
14		Traitement des demandes en cours selon les dispositions de la présente loi.	Première lecture : 8 juillet 1986	2995	14

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		CHAPITRE III **Mesures d'ordre fiscal**			
15		Fixation de l'assiette, du taux et des modalités de recouvrement des impôts et détermination de ceux-ci par le congrès du territoire.	Première lecture : 8 juillet 1986	2996	15
16		Impositions soumises aux règles en vigueur à la date de publication de la loi n° 85-892 du 23 août 1985 sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie au *J.O.* de la Nouvelle-Calédonie et dépendances.	Première lecture : 8 juillet 1986	2997	16
17		Etablissement de l'impôt sur le revenu pour une période donnée.	Première lecture : 8 juillet 1986	2997	17
18		Période pendant laquelle les mesures fiscales de relance sont en vigueur.	Première lecture : 8 juillet 1986	2997	18
19		Exonération jusqu'au 31 décembre 1986 de la taxe générale à l'importation des matières premières ou emballage lorsqu'il n'existe pas de production ou de fabrication locale correpondante.	Première lecture : 8 juillet 1986	2997	19
20		Exonération de 75 % des droits d'enregistrement sur la constitution des sociétés créées en Nouvelle-Calédonie.	Première lecture : 8 juillet 1986	2997	20
21		Fixation des modalités d'application des articles 19 et 20 par le congrès du territoire.	Première lecture : 8 juillet 1986	2997	21
		TITRE III **MODALITES TRANSITOIRES D'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE**			
22		Administration du territoire selon les règles des lois n° 84-821 du 6 septembre 1984, n° 85-892 du 23 août 1985 et de l'ordonnance n° 85-992 du 20 septembre 1985 jusqu'à la publication de la loi tirant les conséquences de la consultation des populations du territoire.	Première lecture : 8 juillet 1986	2997	22
		CHAPITRE Ier **Compétences des régions**			
23		Compétences du conseil de région.	Première lecture : 8 juillet 1986	2998	23
	23 *bis* (Sénat)	Etablissement par la région d'un projet régional de développement économique et d'aménagement de l'espace.	Première lecture : 8 juillet 1986	2999	24
24		Transfert au territoire des compétences dévolues aux régions par la loi n° 85-892 du 23 août 1985 et l'ordonnance n° 85-992 du 20 septembre 1985.	Première lecture : 9 juillet 1986	3016	25
		CHAPITRE II **Moyens et modalités d'exercice des compétences des régions**			
25		Affectation et répartition des personnels des régions et des territoires.	Première lecture : 9 juillet 1986	3016	26
26		Ressources de la région.	Première lecture : 9 juillet 1986	3017	27

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
27		Force exécutoire sous un délai de quinze jours des délibérations des conseils de régions.	Première lecture : 9 juillet 1986	3018	28
		TITRE IV **DEVELOPPEMENT RURAL ET AMENAGEMENT FONCIER**			
28		Création d'un établissement public territorial dénommé Agence de développement rural et d'aménagement foncier.	Première lecture : 9 juillet 1986	3018	29
29		Composition du conseil d'administration de l'Agence.	Première lecture : 9 juillet 1986	3022	30
30		Nomination du directeur de l'Agence.	Première lecture : 9 juillet 1986	3022	31
31		Délibérations du conseil d'administration.	Première lecture : 9 juillet 1986	3023	32
32		Habilitations de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier.	Première lecture : 9 juillet 1986	3023	33
	32 *bis* (Sénat)	Possibilité de recours concernant les décisions du conseil d'administration de l'Agence.	Première lecture : 9 juillet 1986	3025	34
33		Indemnité viagère de départ.	Première lecture : 9 juillet 1986	3026	35
34		Personnalité morale de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier.	Première lecture : 9 juillet 1986	3026	36
35		Transfert des biens, droits et obligations de l'Office foncier et de l'Office de développement des régions.	Première lecture : 9 juillet 1986	3026	37
36		Modalités d'application du titre IV.	Première lecture : 9 juillet 1986	3026	38
		TITRE V **DROIT DU TRAVAIL**			
37		Répartition des compétences entre le congrès et l'assemblée territoriale en matière de droit du travail.	Première lecture : 9 juillet 1986	3026	39
	37 *bis* (Sénat)	Extension aux personnes relevant d'un statut de fonction publique ou de droit public des dispositions de l'article 26 de l'ordonnance du 13 novembre 1985.	Première lecture : 9 juillet 1986	3028	40
38		Règlements territoriaux.	Première lecture : 9 juillet 1986	3029	41
		TITRE VI **DISPOSITIONS DIVERSES**			
39		Reconnaissance de la personnalité morale aux groupements de droit particulier local ayant rempli certaines conditions.	Première lecture : 9 juillet 1986	3032	42
	39 *bis* (Sénat)	Force exécutoire des délibérations du congrès du territoire.	Première lecture : 9 juillet 1986	3032	43
	39 *ter* (Sénat)	Possibilité de création de sociétés d'économie mixte.	Première lecture : 9 juillet 1986	3032	44
40		Vote des décisions budgétaires par le congrès du territoire et les conseils de région.	Première lecture : 9 juillet 1986	3032	45
41		Régulation des prix assurée par un fonds territorial.	Première lecture : 9 juillet 1986	3032	46
42		Participation de l'Etat au financement des actions de formation professionnelle.	Première lecture : 9 juillet 1986	3032	47

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
43 supprimé					
	43 *bis* (Sénat)	Modifications de coordination rendues nécessaires par le transfert de la contribution foncière des régions au territoire.	Première lecture : 9 juillet 1986	3033	48
44		Abrogation de la plupart des ordonnances issues de la loi n° 85-892 du 23 août 1985.	Première lecture : 9 juillet 1986	3033	49

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [8 juillet 1986] (p. 2929, 2955, 2976).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe : *Franceschi (Joseph)* (p. 2933, 2935) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 2935) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2935, 2939) ; *Pons (Bernard)* (p. 2939, 2940) ; rejetée au scrutin public (p. 2940).

Motion de renvoi en commission : *Joxe (Pierre)* (p. 2926, 2980) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 2980, 2981) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2981, 2982) ; *Pons (Bernard)* (p. 2982, 2983).

Question préalable de M. Jean-Jacques Barthe : *Roux (Jacques)* (p. 2940, 2941) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 2941, 2942) ; *Holeindre (Roger)* (p. 2942, 2945) ; *Pons (Bernard)* (p. 2945, 2948) ; rejetée (p. 2948).

Aménagement foncier et développement rural : *Bussereau (Dominique)* (p. 2930, 2981) ; *Pons (Bernard)* (p. 2932, 2983) ; *Roux (Jacques)* (p. 2941) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2956) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2957) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2961, 2981) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2964) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2977, 2980).

Autodétermination (danger du principe d'-) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2938, 2939) ; *Pons (Bernard)* (p. 2940).

Contrôle de la légalité des actes au Congrès : *Bussereau (Dominique)* (p. 2930).

Déclaration de Nainville-les-Roches : *Bussereau (Dominique)* (p. 2929) ; *Roux (Jacques)* (p. 2940) ; *Holeindre (Roger)* (p. 2944).

Dotation supplémentaire prévue par la loi de finances : *Bussereau (Dominique)* (p. 2929) ; *Pons (Bernard)* (p. 2931).

Droit du travail (aménagement du -) : *Bussereau (Dominique)* (p. 2930) ; *Pons (Bernard)* (p. 2932) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2957, 2958).

Droit du travail (compétences pour définir les principes du -) : *Franceschi (Joseph)* (p. 2935) ; *Martinez (JeanClaude)* (p. 2936) ; *Pons (Bernard)* (p. 2939, 2940).

Droits coutumiers fonciers (remise en cause des -) : *Franceschi (Joseph)* (p. 2934) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2977, 2979) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 2981) ; *Pons (Bernard)* (p. 2983).

Droits du peuple kanak (prise en compte des -) : *Roux (Jacques)* (p. 2940, 2941) ; *Pons (Bernard)* (p. 2947) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2955, 2956) ; *Bordu (Gérard)* (p. 2960).

Economie calédonienne (problèmes de l'-) : *Pons (Bernard)* (p. 2930) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2961).

Enercal (problèmes de la société -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2965) ; *Pons (Bernard)* (p. 2971).

Engagements du Gouvernement vis-à-vis du F.N.L.K.S. (respect des -) : *Menga (Joseph)* (p. 2965).

Enseignement en Nouvelle-Calédonie (situation de l'-) : *Joxe (Pierre)* (p. 2978).

Etat (démission de l'- face aux troubles) : *Pons (Bernard)* (p. 2947, 2972).

Fiscalité (aménagement de la - pour favoriser la reprise économique) : *Bussereau (Dominique)* (p. 2930) ; *Pons (Bernard)* (p. 2931, 2932) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2961).

Fonction publique territoriale : *Nenou-Pwataho (Maurice)* (p. 2968).

Fonctionnaires en poste pendant les troubles (responsabilité des -) : *Holeindre (Roger)* (p. 2945).

Fonds d'aide et de développement pour la Nouvelle-Calédonie (création d'un -) : *Bussereau (Dominique)* (p. 2930) ; *Pons (Bernard)* (p. 2931) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2957).

Gâchis financier en Nouvelle-Calédonie : *Holeindre (Roger)* (p. 2969).

Gouvernements d'avant 1981 (responsabilité des - dans l'évolution de la situation calédonienne) : *Holeindre (Roger)* (p. 2943).

Gouvernements socialistes (critiques de la politique suivie par les -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2937) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 2958).

Haut commissaire (pouvoirs du -) : *Pons (Bernard)* (p. 2932) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2958).

Indemnisation des victimes de dommages (rupture de l'égalité suivant les charges publiques du fait de l'-) : *Franceschi (Joseph)* (p. 2934, 2935) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 2935) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2936, 2937) ; *Pons (Bernard)* (p. 2939).

Indemnisation des victimes de dommages (principe de l'-) : *Bussereau (Dominique)* (p. 2930) ; *Pons (Bernard)* (p. 2932) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2956) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2961).

Indépendance-association (plan d'-) : *Le Foll (Robert)* (p. 2956) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 2959) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2964).

Indépendantistes (soutien des thèses et encadrement des - par des européens tels que M. J. Guiart) : *Holeindre (Roger)* (p. 2943, 2944) ; *Pons (Bernard)* (p. 2946).

Indépendantistes du F.N.L.K.S. (représentativité des -) : *Holeindre (Roger)* (p. 2944) ; *Pons (Bernard)* (p. 2947, 2948) ; *Menga (Joseph)* (p. 2965).

Jeunes (problèmes de certains -) : *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2964).

Lepetite (Raoul) et Mitride (Maurice) (libération de -) : *Holeindre (Roger)* (p. 2970).

Lettre de Monseigneur André Fauchet : *Menga (Joseph)* (p. 2966) ; *Pons (Bernard)* (p. 2972).

Loi de programme établissant la parité sociale globale pour les D.O.M., Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon : *Pons (Bernard)* (p. 2930).

Loi du 25 août 1985 dite loi Pisani (méfaits de la -) : *Bussereau (Dominique)* (p. 2929) ; *Pons (Bernard)* (p. 2931) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2937).

Loi du 6 septembre 1984 (échec de la -) : *Bussereau (Dominique)* (p. 2929).

Lybie (liens du F.N.L.K.S. avec la -) : *Nenou-Pwataho (Maurice)* (p. 2968).

Nouvelle-Calédonie (histoire de la -) : *Le Foll (Robert)* (p. 2955).

Nouvelle-Calédonie (importance maritime de la -) : *Holeindre (Roger)* (p. 2970) ; *Brial (Benjamin)* (p. 2970).

« Occupation » du territoire par les forces de l'ordre : *Roux (Jacques)* (p. 2941) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 2941) ; *Holeindre (Roger)* (p. 2942) ; *Pons (Bernard)* (p. 2947).

Pacifique (renforcement de la présence de la France dans le -) : *Pons (Bernard)* (p. 2930) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 2934) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2936) ; *Holeindre (Roger)* (p. 2942, 2943) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2965) ; *Fritch (Edouard)* (p. 2971).

Pauvreté en Nouvelle-Calédonie : *Joxe (Pierre)* (p. 2978).

Pisani (responsabilité de M. -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2938, 2962).

Polynésiens de Nouvelle-Calédonie (situation des -) : *Fritch (Edouard)* (p. 2970).

Population (faiblesse et répartition de la - par ethnie) : *Holeindre (Roger)* (p. 2942, 2943, 2968) ; *Pons (Bernard)* (p. 2946) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2961, 2962).

Port-franc (création d'un -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2962).

Président de la République (réception par le - de trois présidents de régions F.L.N.K.S.) : *Pons (Bernard)* (p. 2947) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 2959).

Racisme en Nouvelle-Calédonie : *Menga (Joseph)* (p. 2966) ; *Nenou-Pwataho (Maurice)* (p. 2967) ; *Holeindre (Roger)* (p. 2969).

« Recolonisation » du territoire : *Franceschi (Joseph)* (p. 2935) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 2935) ; *Roux (Jacques)* (p. 2940) ; *Bordu (Gérard)* (p. 2960).

Referendum d'autodétermination (organisation d'un -) : *Bussereau (Dominique)* (p. 2929, 2930) ; *Pons (Bernard)* (p. 2931) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 2959) ; *Bordu (Gérard)* (p. 2960).

Réfugiés (problèmes des enfants -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2938, 2982) ; *Holeindre (Roger)* (p. 2945).

Régions (délimitation et compétences des -) : *Bussereau (Dominique)* (p. 2930) ; *Pons (Bernard)* (p. 2932).

Régions (incapacité des - à exercer leurs responsabilités) : *Pons (Bernard)* (p. 2932) ; *Roux (Jacques)* (p. 2941) ; *Bussereau (Dominique)* (p. 2942, 2957, 2980) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2956) ; *Joxe (Pierre)* (p. 2977, 2978).

Régions (maintien des -) : *Bussereau (Dominique)* (p. 2929) ; *Pons (Bernard)* (p. 2932) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2957).

Régions (remise en cause des compétences des -) : *Franceschi (Joseph)* (p. 2934, 2935) ; *Pons (Bernard)* (p. 2940) ; *Roux (Jacques)* (p. 2941) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2956).

Statuts du territoire (trop grand nombre de -) : *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2957) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2962) ; *Jean-Baptiste (Henry)* (p. 2963).

Terres (répartition des - entre ethnies) : *Pons (Bernard)* (p. 2946).

Troubles survenus en Nouvelle-Calédonie : *Bussereau (Dominique)* (p. 2929) ; *Franceschi (Joseph)* (p. 2933) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2935).

Université du Pacifique (création d'une -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 2963) ; *Pons (Bernard)* (p. 2971).

Wallisiens et Futuniens en Nouvelle-Calédonie (situation des -) : *Brial (Benjamin)* (p. 2970).

Discussion des articles.

Avant l'article 1er : amendement n° 49 de M. Gérard Bordu (reconnaissance de la légitimité du peuple kanak et droit à l'indépendance) ; amendement n° 1 de M. Jean-Claude Martinez (précisant que, indéfectiblement, la Nouvelle-Calédonie fait partie intégrante et inaliénable du territoire de la République) ; sous-amendement n° 83 de M. Jacques Limouzy (supprimant au début de cet amendement le mot : « indéfectiblement ») ; reconnaissance du droit à l'indépendance ; troisième projet gouvernemental de statut ; déclarations de M. Mitterrand, ministre de l'intérieur en 1954, après le discours de Mostaganem (p. 2983) ; souhait du Gouvernement que la Nouvelle-Calédonie reste française ; droit de propriété du premier occupant ; confusion entre propriété et souveraineté ; refus du droit international de faire du premier occupant le détenteur de la souveraineté territoriale ; amendement n° 49 : rejeté ; sous-amendement n° 83 : non soutenu ; amendement n° 1 : rejeté (p. 2984).

Titre 1er : *Consultation des populations du territoire.*

Article 1er *(autodétermination des populations de Nouvelle-Calédonie)* : hâte du Gouvernement à modifier tout ce qu'a fait le précédent Gouvernement ; création du fonds exceptionnel d'aide et de développement pour la Nouvelle-Calédonie ; report du scrutin au plus tard le 31 décembre 1987 ; choix entre l'accession à l'indépendance en association avec la France et le maintien d'un statut territorial ; référence à la loi cadre de 1956 dite « loi Defferre » ; nécessité que les populations connaissent avec exactitude les conditions dans lesquelles se présenteront à leurs suffrages les statuts alternatifs du territoire ; amendement n° 18 de M. Michel Sapin soutenu par M. Joseph Franceschi (substituant au début du premier alinéa de cet article aux mots : « dans un délai de douze mois à compter de la promulgation de la présente loi » les mots : « au plus tard le 31 décembre 1987 ») ; amendement n° 3 de M. Jean-Claude Martinez (substituant dans le premier alinéa de cet article au mot : « douze » le mot : « deux ») (p. 2985) ; relance de l'économie néo-calédonienne ; manque de respect à l'égard de l'Assemblée nationale ; nécessité que les habitants de Nouvelle-Calédonie soient fixés sur leur sort le plus rapidement possible ; amendements n° 18 et n° 3 : rejetés ; amendement n° 50 de M. Jacques Roux (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots : « les populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances seront » les mots : « le peuple kanak, dépositaire des droits imprescriptibles à l'autodétermination et les ethnies visées par le deuxième point de l'accord de Nainville-les-Roches de juillet 1983 sera ») ; amendement n° 4 de M. Jean-Claude Martinez (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots : « les populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie et dépendances » les mots : « l'ensemble des populations intéressées au sens de l'article L 11 du code électoral de la Nouvelle-Calédonie ») ; possibilité pour le peuple kanak de décider librement de son propre avenir ; composition du corps électoral ; formulation de la déclaration de Nainville-les-Roches ; non inscription dans la constitution du droit à autodétermination (p. 2986) ; indivisibilité du corps électoral ; définition des populations intéressées au sein du territoire ; précédent du territoires français des Afars et des Issas ; détermination des conditions de la consultation dans une loi ultérieure (p. 2987) ; caractère douteux du précédent du texte relatif aux territoires des Afars et des Issas ; amendement n° 50 : rejeté ; amendement n° 4 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 41 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (rédigeant ainsi la fin du premier alinéa de cet article après les mots : « seront consultées » : « au moyen d'un référendum à deux questions ») ; confusion entre souveraineté et organisation administrative ; références au référendum décidé par le Général de Gaulle à la Libération prévoyant deux questions ; consultation prévu à l'article 1er du projet ne constituant pas un référendum (p. 2988) ; amendement n° 41 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 19 de M. Michel Sapin soutenu par Joseph Franceschi (insérant dans le premier aliéna de cet article après les mots : « à l'indépendance » les mots : « en association avec la France ») ; notion d'indépendance-association admise par les milieux indépendantistes ; impossibilité pour le législateur français d'imposer par avance à un état devenu indépendant la négociation d'un accord relevant alors de sa seule souveraineté ; rejeté ; amendement n° 20 de M. Michel Sapin soutenu par Joseph Franceschi (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots : « éléments essentiels seront portés » les mots : « dispositions législatives seront portés ») ; nécessité que les populations intéressées connaissent les conditions dans lesquelles est envisageable le statut du territoire ; accession du territoire à l'indépendance ou maintien au sein de la République française avec un statut fondé sur l'autonomie et la régionalisation ; exemple de l'Algérie ; amendement n° 20 : rejeté (p. 2989) ;

— article 1er : adopté.

Titre II : *Mesures d'aide en faveur du territoire.*

Article 2 *(fonds exceptionnel d'aide et de développement pour la Nouvelle-Calédonie)* : paix civile régnant sur le territoire ; notion de redressement économique ; développement de la zone rurale ; nécessité d'affecter les fonds à des investissements ; absence de crédits pour la création d'entreprises ; aides à l'emploi et à l'intervention sociale ; amendement n° 75 de M. Jean-Pierre Soisson (prévoyant que le fonds contribue au développement et à l'aménagement du territoire particulièrement de l'intérieur et des îles) ; accent mis sur l'aide aux entreprises en difficulté ou en développement (p. 2990) ; action conduite dans le cadre des conventions pouvant être signées entre l'Etat et les communes ou entre l'Etat et les régions ; amendement n° 75 : retiré ; amendement n° 21 de M. Michel Sapin soutenu par M. Robert Le Foll (prévoyant que le fonds accorde des garanties et des bonifications d'intérêts) ; rôle du secteur bancaire ; maintien de la notion d'aide directe ; rejeté ; amendement n° 76 de M. Jean-Pierre Soisson (complétant le cinquième alinéa de cet article par les mots : « ainsi qu'aux créations d'entreprises ») : retiré ;

— article 2 : adopté.

Article 3 *(fonds exceptionnel d'aide et de développement pour la Nouvelle-Calédonie)* : composition du comité aidant le

Haut commissaire à répartir les crédits du fonds ; nécessité d'accorder une place suffisante au sein du comité aux représentants des zones rurales ; amendement n° 22 de M. Michel Sapin soutenu par M. Robert Le Foll (supprimant dans la troisième phrase du deuxième alinéa de cet article les mots : « le secrétaire général du territoire, un membre du congrès du territoire, désigné par le congrès en son sein ») (p. 2991) ; déséquilibre de la composition du comité ; définition des conditions d'intervention d'un fonds abondé par le crédit d'Etat par le haut-commissaire ; absence de chef de subdivision adminsitrative pour la région Sud ; amendement n° 22 : rejeté ;

— article 3 : adopté.

Chapitre II : *Indemnisation des personnes et des biens.*

Article 4 *(principe de l'indemnisation intégrale)* : amendement n° 51 de M. Jacques Roux (substituant dans cet article aux mots : « aux personnes et aux » les mots : « toutes les personnes appartenant à toutes les éthnies et à leur ») ; indemnisation risquant d'être discriminatoire à l'égard d'une ethnie ; formule visant toutes les populations de Nouvelle-Calédonie ; rejeté ;

— article 4 : adopté.

Article 5 *(définition des dommages indemnisables)* (p. 2992) ; **rappel au règlement** de M. Joseph Franceschi ; justice n'impliquant pas que la collectivité nationale rembourse les dommages subis par des bâtiments et par des éléments du patrimoine constituant des signes extérieurs de richesse ; amendement n° 23 de M. Georges Lemoine soutenu par M. Joseph Franceschi (insérant dans le quatrième alinéa) (3°) de cet article, après le mot : « habitation » le mot : « principale » ; difficulté de faire la part entre bateau de plaisance et bateau pouvant servir au transport entre le territoire et les îles ; amendement n° 24 de M. Michel Sapin soutenu par M. Joseph Franceschi (complétant le cinquième alinéa (4°) de cet article par les mots : « à l'exclusion des bateaux de plaisance et des avions de tourisme privé ») ; élargissement de l'indemnisation aux habitations secondaires ; amendements n° 23 et 24 : rejetés ;

— article 5 : adopté.

Article 6 *(révision des indemnités déjà accordées)* : amendement n° 5 de M. Jean-Claude Martinez (substituant dans cet article au mot : « pourront » le mot : « seront ») ; problème d'application des lois dans le temps (p. 2993) ; hypothèse où l'indemnisation prévue par la nouvelle loi permet de compléter les indemnisations déjà perçues ; retiré ;

— article 6 : adopté.

Article 7 *(modalités des recours en indemnisation)* : amendement n° 52 de M. Gérard Bordu (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots : « haut-commissaire » les mots : « tribunal administratif de Nouméa ») : retiré ;

— article 7 : adopté.

Article 8 *(évaluation du dommage et conditions de la décision)* : amendement n° 53 de M. Gérard Bordu (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots : « haut-commissaire » les mots : « tribunal administratif de Nouméa ») : devenu sans objet ; amendement n° 54 de M. Gérard Bordu (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots : « et du directeur des service fiscaux » les mots : « du directeur des services fiscaux et des représentants qualifiés des régions ») : rejeté ;

— article 8 : adopté.

Article 9 *(évaluation du dommage et conditions de la décision)* : amendement n° 55 de M. Jacques Roux (prévoyant que le tribunal administratif de Nouméa statue sur la demande d'indemnisation) : devenu sans objet ; amendement n° 44 de M. Jean-Claude Martinez soutenu par M. Roger Holeindre (prévoyant que l'indemnisation devra intervenir dans un délai maximum de deux mois à compter de la décision d'acceptation) (p. 2994) ; rejeté au scrutin public ;

— article 9 : adopté.

Article 10 *(prime d'incitation à la réinstallation en brousse)* : impossibilité de prévoir une indemnisation d'un sinistre au-delà de sa valeur ; amendement n° 25 de M. Michel Sapin soutenu par M. Joseph Franceschi (supprimant le deuxième alinéa de cet article) ; primes destinées à pratiquer un aménagement du territoire ; rejeté ;

— article 10 : adopté.

Article 11 *(modalités diverses)* : adopté.

Article 12 *(modalités diverses)* : adopté.

Article 13 *(modalités diverses)* : adopté.

Article 14 *(modalités diverses)* : amendement n° 45 de M. Roger Holeindre (rédactionnel) (p. 2995) ; rejeté ;

— article 14 : adopté.

Chapitre III : *Mesures d'ordre fiscal.*

Article 15 *(compétences du congrès)* : amendement n° 46 de M. Jean-Claude Martinez (suppression de l'impôt sur le revenu) ; institution de l'impôt sur le revenu en Nouvelle-Calédonie par la loi de finances rectificative 1982 ; nécessité de peupler le territoire ; absence d'I.R.P.P. à Tahiti ; nécessité que les calédoniens consentent un effort par le biais de l'impôt sur le revenu ; effet de l'augmentation proposée des taux de la taxe générale d'importation ; rejeté au scrutin public (p. 2996) ; amendement n° 47 de M. Jean-Claude Martinez (suppression de l'impôt sur le revenu) : retiré ;

— article 15 : adopté.

Article 16 *(règles fiscales en vigueur)* : adopté.

Article 17 *(impôt sur le revenu dû au titre des années 1985, 1986)* : adopté.

Article 18 *(rétroactivité des mesures fiscales de relance de l'économie)* : article risquant de désavantager les investisseurs calédoniens par rapport aux investisseurs métropolitains ; difficultés relatives au maintien des incitations fiscales aux investissements ;

— article 18 : adopté.

Article 19 *(allégement de la taxe générale à l'importation sur certains biens)* : adopté.

Article 20 *(exonération des droits d'enregistrement)* : adopté.

Article 21 *(modalités d'application des articles 19 et 20)* : problème d'interprétation des dispositions fiscales de relance de l'économie prise en 1985 par le Gouvernement Ukeiwé ;

— article 21 : adopté.

Titre III : *Modalités transitoires d'administration du territoire).*

Article 22 *(règles transitoires générales d'administration du territoire)* (p. 2997) ; adopté.

Chapitre I : *Compétences des régions.*

Article 23 *(définition de la compétence des régions)* : création des régions par la loi Pisani-Fabius ; signification du pouvoir conféré aux régions ; projet de loi remettant en cause l'existence des régions et des pouvoirs confiés sur le terrain à ceux qui sont le mieux placés pour les exercer ; problème de l'enseignement ; remise en cause du contrat entre les différentes populations et l'Etat ; amendement n° 56 de M. Jacques Roux (de suppression) ; problèmes des moyens financiers ; budgets arrêtés pour les trois régions dans lesquelles le F.L.N.K.S. est majoritaire ; possibilité pour les régions d'exercer leur compétence grâce aux moyens que le Gouvernement met à la disposition du territoire ; rejeté ; amendement n° 82 de M. Michel Sapin soutenu par M. Robert Le Foll (compétences de la region) (p. 2998) ; rétablissement des régions telles qu'elles existaient dans le projet de loi voté au mois d'août 1985 ; préservation de la paix civile ; rejeté ;

— article 23 : adopté.

Article 23 *bis* *(mise en œuvre des compétences de la région)* : restriction du champ d'intervention et de compétence des régions (p. 2999) ; amendement n° 77 de M. Jean-Pierre Soisson (complétant la première phrase du premier alinéa de cet article par les mots : de formation professionnelle et de formation continue ») ; nécessité que les instances régionales puissent intervenir dans le domaine de la formation professionnelle pour adapter les actions aux besoins et aux spécificités locales ; possibilité pour les régions de s'associer à des actions menées par l'Etat ou le territoire ; répartition finale des compétences entre Etat, territoire et région et commune retenue dans le statut définitif ; amendement n° 77 : retiré ; amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Soisson (réalisation par les régions des infrastructures d'intérêt général) : retiré ; amendement n° 26 de M. Michel Sapin (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots : « concours au » le mot « les ») : rejeté ; amendement n° 79 de M. Jean-Pierre Soisson (convention entre

Etat, territoire et région fixant les modalités de l'adaptation de la formation professionnelle et de la formation continue aux besoins et aux spécificités des régions) : retiré ; amendement n° 8 de M. Roger Holeindre (insérant dans le dernier alinéa de cet article après les mots : « langue vernaculaire » les mots : « et sous réserve que la langue française demeure la langue principale ») ; traitement identique des enfants calédoniens de race blanche et d'origine mélanésienne (p. 3000) ; faiblesse de la population sur le territoire ; rejeté ; amendement n° 9 de M. Roger Holeindre soutenu par M. Jean-Claude Martinez (insérant dans le dernier alinéa de cet article après les mots ; « ses langues » les mots : « facultatives au regard des scolarisés ») ; inopportunité que la langue française devienne une langue vernaculaire ; rejeté ;

— article 23 *bis* : adopté (p. 3001).

Article 24 *(compétences du territoire)* : amendement n° 57 de M. Gérard Bordu (de suppression) : rejeté ; amendement n° 10 de M. Roger Holeindre (de précison) : rejeté ;

— article 24 : adopté.

Chapitre II : *Moyens et modalités d'exercice des compétences des régions.*

Article 25 *(services et personnels concourant à l'exercice des compétences des régions)* : amendement n° 58 de M. Jacques Roux (de suppression) ; compétences de la région (p. 3016) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 11 de M. Roger Holeindre (précisant que l'ensemble des personnels rémunérés et recrutés pour les besoins des régions demeure à la charge des régions) ; possibilité que le territoire ait besoin des emplois non utilisés par les régions ; rejeté ;

— article 25 : adopté.

Article 26 *(ressources de la région)* : fixation de limites raisonnables au pouvoir des régions en matière de levée de l'impôt ; risque que les dépenses de fonctionnement soient disproportionnées par rapport aux dépenses d'équipement ; suppression du plafond pour les centimes additionnels ; pouvoir de contrôle du haut-commissaire ; amendement n° 59 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Jacques Roux (de suppression) : rejeté ; amendement n° 12 de M. Jean-Claude Martinez (limitation au pourcentage des centimes additionnels) (p. 3017) ; non assujettissement des terres canaques à l'imposition ; risque de voir une collectivité territoriale imposer sa tutelle sur une autre ; contrôle du haut-commissaire en matière fiscale apparaissant illusoire ; rejeté ;

— article 26 : adopté.

Article 27 *(contrôle de légalité exercé sur les délibérations des conseils des régions)* : adopté.

Titre IV : *Développement rural et aménagement foncier.*

Article 28 *(agence de développement rural et d'aménagement foncier)* : création de l'office foncier par la loi du 23 août 1985 (p. 3018) ; revendication historique des Mélanésiens pour la reconnaissance des droits fonciers coutumiers ; action menée par Paul Dijoud dès 1978 ; mise à l'écart des présidents des régions et de la coutume de toute intervention dans le domaine du foncier ; liaison entre développement rural et aménagement foncier ; limitation des transferts au conseil du territoire ; ressources de l'agence tirées du fonds exceptionnel d'aide et de développement ; inopportunité d'organiser pour quelques mois un transfert de compétences ; nécessaire évolution de la coutume (p. 3019) ; mise en valeur des 30 000 hectares détenus par l'office foncier et aujourd'hui sans affectation ; pouvoir d'évocation et d'arbitrage revenant au ministre chargé des territoires d'outre-mer ; amendement n° 60 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Jacques Roux (de suppression) ; organisation du démantèlement de l'office foncier ; relance des opérations de spoliation foncière contre les Kanaks ; rejeté ; amendement n° 80 de M. Jean-Pierre Soisson (substituant dans le premier alinéa de cet article au mot « territorial » les mots « d'Etat ») ; composition du conseil d'administration de l'établissement public territorial ; retiré ; amendement n° 27 de M. Michel Sapin soutenu par M. Joseph Menga (coexistence du statut foncier de droit civil et d'un statut foncier coutumier) ; reconnaissance des droits coutumiers sur le sol de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (p. 3020) ; importance symbolique de l'office foncier ; rôle du Gouvernement français dans les territoires d'outre-mer ; différence entre le droit sur la terre en France et en Calédonie (p. 3021) ; amendement n° 27 : rejeté ;

— article 28 : adopté.

Article 29 *(composition du conseil d'administration et ressources de l'agence)* : amendement n° 61 de M. Jacques Roux (de suppression) : rejeté ; amendement n° 13 de M. Roger Holeindre (substituant au début du septième alinéa de cet article au mot : « deux » le mot : « quatre ») ; doublement au sein du conseil d'administration de l'agence du nombre des représentants des organismes professionnels agricoles désignés par la haut-commissaire ; désignation par le conseil coutumier territorial en son sein de deux représentants ; amendement n° 14 de M. Roger Holeindre (substituant au début du huitième alinéa de cet article aux mots « un représentant » les mots « deux représentants ») : rejetés ;

— article 29 : adopté.

Article 30 *(composition du conseil d'administration et ressources de l'agence)* (p. 3022) ; amendement n° 62 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Jacques Roux (de suppression) : rejeté ;

— article 30 : adopté.

Article 31 *(pouvoirs du conseil d'administration)* : amendement n° 63 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Jacques Roux (de suppression) : rejeté ;

— article 31 : adopté.

Article 32 *(rôle de l'agence)* : recherche du dialogue ; rôle majeur dévolu à l'Etat dans l'évolution de la société calédonienne ; prise en considération du développement rural dans son ensemble pour compléter la politique d'aménagement foncier ; réunion prochaine du Forum du pacifique ; texte permettant une reprise en main du territoire ; opportunité d'utiliser le terme de « pays » à la place de celui de « région » (p. 3023) ; unité calédonienne ; nécessaire évolution de la coutume ; amendement n° 64 de M. Jacques Roux (de suppression) : rejeté ; amendement n° 28 de M. Joseph Menga (rédigeant ainsi la première phrase du deuxième alinéa de cet article : « cette rétrocession ne peut être opérée qu'au profit de groupements de droit particulier local titulaires de droits fonciers coutumiers sur les terres considérées ») ; nouvelles installations de colons blancs sur les terres où sont reconnus les droits fonciers coutumiers ; risques de trouble à l'ordre public ; rejeté ; amendement n° 48 de M. Roger Holeindre (prévoyant que la rétrocession se fera sous le régime de droit commun) (p. 3024) ; responsabilité des hauts fonctionnaires en poste au moment des troubles ; cas de deux incarcérés MM. Mitride et Lepetite ; rejeté ;

— article 32 : adopté.

Article 32 *bis* *(recours contre les délibérations du conseil d'administration)* : remise en cause du processus de reconnaissance des droits fonciers organisé par le précédent Gouvernement ; conseil d'administration ne comprenant qu'un petit nombre des membres au courant des problèmes des droits coutumiers ; amendement n° 65 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Jacques Roux (de suppression) : rejeté ; amendement n° 29 de M. Michel Sapin soutenu par M. Joseph Menga (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « du tiers des membres du » les mots « de deux au moins des quatre représentants des régions au ») ; nécessité de prévoir que les représentants des populations mélanésiennes que sont potentiellement les trois présidents de régions de l'intérieur et les îles puissent disposer d'un recours au ministre (p. 3025) ; rejeté ;

— article 32 *bis* : adopté.

Article 33 *(indemnité viagère et prime de réinstallation)* : amendement n° 66 de M. Jacques Roux (de suppression) : rejeté ;

— article 33 : adopté.

Article 34 *(convention d'assistance technique)* : amendement n° 67 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Jacques Roux (de suppression) : rejeté ;

— article 34 : adopté.

Article 35 *(dévolution du patrimoine de l'office foncier et de l'office de développement des régions)* : amendement n° 68 de M. Jacques Roux (de suppression) : rejeté ;

— article 35 : adopté.

Article 36 *(modalités d'application)* : amendement n° 81 de M. Jean-Pierre Soisson (de suppression) : retiré ;

— article 36 : adopté.

Titre V : *Droit du travail.*

Article 37 *(modification de l'ordonnance n° 85-1181 du 13 novembre 1985)* (p. 3026) ; préservation de la paix civile en Nouvelle-Calédonie ; compétence du territoire en matière de droit du travail sous réserve de la fixation par l'Etat des principes directeurs des droits du travail ; délimitation du principe général ; égalité devant l'éducation et devant l'accès aux fonctions de responsabilité ; détermination des seuils à partir desquels sont institués un comité d'hygiène et de sécurité, un comité d'entreprise et est organisée l'élection des délégués syndicaux et des délégués du personnel ; amendements identiques n° 30 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Robert Le Foll et 69 de M. Jacques Roux (de suppression) ; modification ou abrogation par le congrès du territoire de certains articles de l'ordonnance ayant valeur de règlements territoriaux (p. 3027) ; unification des droits du travail en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ; opportunité de réserver un délai permettant l'ouverture d'une négociation entre les partenaires sociaux ; suppression des seuils ; cas des ouvriers de la société le Nickel ; détermination des seuils ne relevant pas des principes directeurs du droit du travail ; amendements n° 30 et 69 : rejetés ;

— article 37 : adopté.

Article 37 *bis* *(clause d'indexation des salaires)* : application de l'article aux contrats en cours ; extension au secteur public et para-public de la règle de la non-indexation des salaires ; amendement n° 70 de M. Jacques Roux (de suppression) ; risques de disparités au sein de la fonction publique territoriale ; rejeté ;

— article 37 *bis* : adopté (p. 3028).

Article 38 *(déclassement de dispositions législatives)* : alignement de la législation du travail en Nouvelle-Calédonie sur celle de la Polynésie ; risque de déréglementation généralisée ; organisation systématique de négociations entre organisations syndicales et patronales avant que le congrès du territoire ne prenne les décisions de sa compétence en matière de droit du travail ; amendement n° 71 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Jacques Roux (de suppression) ; déclassement de dispositions législatives ; rejeté ; amendement n° 31 de M. Michel Delebarre soutenu par M. Robert Le Foll (supprimant dans cet article la référence « 16 ») ; inégalité entre les métropolitains et les calédoniens candidats aux élections ; conséquences de l'indépendance (p. 3029) ; rejeté ; amendement n° 32 de M. Joseph Franceschi soutenu par M. Robert Le Foll (supprimant dans cet article les mots « et 25 ») ; suppression du S.M.I.C. ; rejeté ; amendement n° 33 de M. Michel Sapin soutenu par M. Robert Le Foll (supprimant dans cet article les mots « le premier alinéa de l'article 48 ») ; disparition des comités d'hygiène et de sécurité ; rejeté ; amendement n° 34 de M. Georges Lemoine soutenu par M. Robert Le Foll (supprimant dans cet article les mots « l'article 58 ») ; détermination de la représentativité des organisations syndicales confiée au territoire ; rejeté ; amendement n° 35 de M. Joseph Franceschi soutenu par M. Robert Le Foll (supprimant dans cet article les mots « les deuxièmes alinéas des articles 65 et 67 ») ; consultation des délégués du personnel par l'employeur lorsque ce dernier envisage de procéder à un licenciement collectif pour motif économique ; rôle des comités d'entreprise en matière de licenciement collectif ; rejeté ; amendement n° 36 de M. Joseph Franceschi soutenu par M. Robert Le Foll (supprimant dans cet article la référence « 69 ») ; contribution versée chaque année par les employeurs pour financer les institutions sociales du comité d'entreprise (p. 3030) ; amendement n° 37 de M. Joseph Franceschi soutenu par M. Robert Le Foll (supprimant dans cet article la référence « 71 ») ; comités d'établissement et comités centraux d'entreprise ; rejeté ; amendement n° 38 de M. Joseph Franceschi soutenu par M. Robert Le Foll (supprimant dans cet article les références « 81 et 82 ») ; institution des commissions consultatives du travail auprès de l'exécutif du territoire ; répartition naturelle des compétences entre les principes directeurs relevant de la compétence de l'Etat et les principes du droit du travail ressortissant de la compétence du congrès du territoire ; rejeté ; amendement n° 39 de M. Joseph Franceschi soutenu par M. Robert Le Foll (supprimant dans cet article les références « 84 et 85 ») ; inopportunité que le texte permette aux assemblées territoriales de légiférer sur des problèmes paraissant d'intérêt national et concernant l'ensemble des populations (p. 3031) ; limitation des principes directeurs ; développement de la formation professionnelle et continue ; rejeté ; amendement n° 40 de M. Joseph Franceschi soutenu par M. Robert Le Foll (supprimant dans cet article les mots « et 117 à 121 ») ; statut de la main-d'œuvre étrangère en Nouvelle-Calédonie ; rejeté ;

— article 38 : adopté.

Titre VI : *Dispositions diverses.*

Article 39 *(groupements de droit particulier local)* : adopté.

Article 39 *bis* *(contrôle de légalité excercé sur les délibérations du congrès)* : amendement n° 72 de M. Jacques Roux (de suppression) ; possibilité pour le haut-commissaire d'annuler les délibérations du congrès dans un délai de quinze jours après qu'elles lui ont été transmises ; parallélisme entre le contrôle exercé sur les délibérations des conseils des régions et celui exercé sur les délibérations du congrès du territoire ; rejeté ;

— article 39 *bis* : adopté.

Article 39 *ter* *(création de sociétés d'économie mixte)* : adopté.

Article 40 *(adaptation des budgets du territoire et des régions)* : adopté.

Article 41 *(fonds territorial de régulation des prix agricoles)* : adopté.

Article 42 *(formation professionnelle)* : adopté.

Article 43 *(office culturel scientifique et technique kanak)* : supprimé par le Sénat (p. 3032).

Article 43 *bis* *(règle applicable à la contribution foncière)* : amendement n° 73 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Jacques Roux (de suppression) ; inopportunité d'assurer le transfert de la contribution foncière des régions au territoire ; rejeté ;

— article 43 *bis* : adopté.

Article 44 *(abrogations)* : préservation de l'office culturel, scientifique et technique kanak ; loi du 6 septembre 1984 portant statut de la Nouvelle Calédonie relative à la fonction publique permettant un recrutement des fonctionnaires des catégories A et B sans concours ; nécessité d'assurer une identité de niveau entre la fonction publique territoriale et celle d'administration d'Etat (p. 3033) ; caractère désuet du comportement de l'opposition ; inscription au budget des crédits concernant l'office culturel ; ouverture de la fonction publique aux Mélanésiens ; amendement n° 74 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu (de suppression) ; rôle évident de l'office foncier ; emploi du mot « colonialisme » ; droit pour un peuple de s'autodéterminer et d'être indépendant ; rejeté ;

— article 44 : adopté (p. 3034).

Explications de vote (p. 3034).

Corps électoral (composition du -) : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3037) ; *Pons (Bernard)* (p. 3039).

Espace (intérêt des D.O.M.-T.O.M. pour la conquête de l'-) : *Pons (Bernard)* (p. 3040).

Formation professionnelle : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 3035).

Gouvernement socialiste (responsabilité du -) : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 3038).

Outre-mer (conséquences des événements de Nouvelle-Calédonie pour le reste de l'-) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 3035).

Outre-mer (insertion de l'- dans la société française) : *Pons (Bernard)* (p. 3039).

Paix civile (retour à la -) : *Le Foll (Robert)* (p. 3036) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 3038).

Régions (remise en cause des -) : *Le Foll (Robert)* (p. 3036).

Vote négatif du groupe communiste : *Bordu (Gérard)* (p. 3039).

Vote négatif du groupe socialiste : *Le Foll (Robert)* (p. 3037).

Vote positif du groupe Front national : *Martinez (Jean-Claude)* (p. 3038).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 3039).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 3036).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 3040).

2. — Proposition de loi n° 412 tendant à modifier le mode d'**élection des conseillers municipaux en Nouvelle-Calédonie et dépendances.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 octobre 1986 par M. Jacques Lafleur et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (27 novembre 1986).

Voir *Questions au Gouvernement* **235**.
Questions orales sans débat **170**.
Saint-Pierre-et-Miquelon **1**.

Droit du travail en -

Voir *Nouvelle-Calédonie* **1**.

Indemnisation des victimes de dommages en -

Voir *Nouvelle-Calédonie* **1**.

Sécurité en -

Voir *Questions au Gouvernement* **29**.

Statut de la -

Voir *Nouvelle-Calédonie* **1**.

Taxe foncière

Voir *Loi de finances rectificative* **2**, article 17.

NUCLEAIRE

— Risque -

Voir *Questions au Gouvernement* **36, 53, 62, 66, 67, 70.**

O

OCEAN INDIEN

Voir *Collectivités locales* **3**.

OCTROI DE MER

Voir *Départements d'outre-mer* **1, 5**.
Questions au Gouvernement **112**.
Questions orales sans débat **2, 4**.

OFFICE CULTUREL CANAQUE

Voir *Nouvelle-Calédonie* **1**.

OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES REFUGIES ET APATRIDES

Voir *Etrangers* **8**.

OFFICE NATIONAL A L'ACTION SOCIALE EDUCATIVE ET CULTURELLE

Voir *Questions au Gouvernement* **153**.

OFFICE NATIONAL DE L'IMMIGRATION

Voir *Etrangers* **6**.

OFFICES D'INTERVENTION

Voir *Agriculture* **3**.

OPTICIENS - LUNETIERS

Voir *Professions et activités paramédicales* **1**.

OR

Anonymat sur l'-.

Voir *Loi de finances rectificative* **1**.

ORDONNANCES

Contenu des -.

Voir *Message du Président de la République.*

Discussion du projet d'habilitation concernant la dénationalisation.

Voir *Questions au Gouvernement* **13**.

Recours aux -.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1**.
Motions de censure **1**.
Politique économique et sociale **1**.

Refus du Président de la République de signer le projet d'- sur les privatisations.

Voir *Motions de censure* **5**.

ORDONNANCE SEGUIN

Voir *Famille* **5** (commission mixte paritaire).

ORDRE DU JOUR

Modification de l'ordre du jour : inopportunité de tenir une séance de nuit la veille de l'armistice du 8 mai 1945 ; M. Guy Ducoloné (p. 838) ; décision du Gouvernement de renoncer à la séance du soir ; M. Jacques Chaban-Delmas, président ; [7 mai 1986] (p. 1358).

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale : décision de la conférence des présidents tendant à ce que l'Assemblée siège du mardi au vendredi comme le prévoit le Règlement ([2 octobre 1986] (p. 4322).

Modification de l'ordre du jour prioritaire : Evin (Claude, vice-président) [7 nocembre 1986] (p. 6035).

Modification de l'ordre du jour prioritaire : demande du Gouvernement d'une discussion immédiate du texte concernant diverses mesures d'ordre social ; *M. Rossinot (André)* [19 décembre 1986] (p. 7888) ;

Modification de l'ordre du jour prioritaire : *M. Rossinot (André)* [19 décembre 1986] (p. 7959).

ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE

Voir *C.E.E.*

ORDRE PUBLIC

1. — Proposition de loi n° 36 tendant à la juste réparation des préjudices subis par les **victimes de mesures arbitraires** ou de violences en raison de leur action ou de leurs opinions anticolonialistes.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean-Jacques Barthe et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — Proposition de loi n° 92 tendant à réprimer l'**incitation** et l'**aide au suicide.**

Sénat (première lecture), n° **339** (1982-1983). — Dépôt le 24 mai 1983 par M. Etienne Dailly et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Etienne Dailly. — Rapport n° **359** (1982-1983) (2 juin 1983). — Discussion le 9 juin 1983. — Adoption le 9 juin 1983. — Proposition de loi n° **134** (1982-1983).

Assemblée nationale (première lecture), septième législature, n° **1570**. — Dépôt le 9 juin 1983. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. François Massot (23 juin 1983) ; huitième législature. — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3. — Proposition de loi n° 133 tendant à rétablir la **Cour de sûreté de l'Etat.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Henri Cuq (20 juin 1986).

4. — Projet de loi n° 153 relatif à la **lutte contre la criminalité et la délinquance.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 28 mai 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice. — Urgence déclarée le 25 juin 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Emmanuel Aubert (5 juin 1986). — Rapport n° **207** (20 juin 1986).

Discussion les 1er et 2 juillet 1986. — Adoption le 2 juillet 1986. — Projet de loi n° **17**.

Sénat (première lecture), n° **436** (1985-1986). — Dépôt le 3 juillet 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **456** (16 juillet 1986). — Discussion les 24 et 25 juillet 1986. — Adoption le 25 juillet 1986. — Projet de loi n° **137** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **300**. — Dépôt le 28 juillet 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465). — Bureau [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Emmanuel Aubert. — Rapport n° **337** (4 août 1986). — Discussion le 7 août 1986. — Adoption avec modifications le 7 août 1986. — Projet de loi n° **31**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Marcel Rudloff. — Rapport n° **488** (1985-1986) (31 juillet 1986). — Discussion le 7 août 1986. — Adoption définitive le 7 août 1986. — Projet de loi n° **147** (1985-1986).

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2, de la Constitution).

Décision le 3 septembre 1986 (*J.O.* du 5 septemnre 1986) (p. 10788).

Loi n° 86-1019 du 9 septembre 1986, publiée au *J.O.* du 10 septembre 1986 (p. 10954).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 153 et ceux de la loi n° 86-1019

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE Ier **DISPOSITIONS RELATIVES A LA REPRESSION DE L'ASSOCIATION DE MALFAITEURS ET DE CERTAINES FORMES DE VIOLENCE**			
1		Rétablissement de l'incrimination de l'association de malfaiteurs tendant à préparer certains délits particulièrement graves.	Première lecture : 2 juillet 1986	2769	1
2		Coordination résultant de l'adoption de l'article 1er dans l'article 267 du code pénal.	Première lecture : 2 juillet 1986	2771	2
3		Coordination résultant de l'adoption des articles 1 et 2 dans l'article 268 du code pénal.	Première lecture : 2 juillet 1986	2771	3
4		Aggravation de la peine de réclusion criminelle encourue pour les cas de coups et blessures, ayant entraîné la mort sans intention de la donner, sur des personnes en situation de faiblesse ou sur la personne d'un magistrat ou d'un juré dans l'exercice de ses fonctions.	Première lecture : 2 juillet 1986	2771, 2777	4
		TITRE II **DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROCEDURE DE LA COMPARUTION IMMEDIATE ET A LA PERIODE DE SURETE**			
5		Extension de la procédure de comparution immédiate.	Première lecture : 2 juillet 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2777, 2790 4135	5
	5 *bis* (A.N.)	Placement en détention provisoire d'une personne poursuivie si la peine est au moins d'un an d'emprisonnement en cas de flagrant délit, et d'au moins deux ans dans les autres cas.	Première lecture : 2 juillet 1986	2794	6
6		Prolongation à 48 heures du délai de convocation du tribunal.	Première lecture : 2 juillet 1986	2795	7
	6 *bis* (A.N.)	Fixation du délai minimum de l'audience de renvoi en cas de délit non flagrant.	Première lecture : 2 juillet 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2796 4135	8
	6 *ter* (A.N.)	Possibilité par le tribunal de renvoyer le dossier au procureur de la République pour ouvrir une information.	Première lecture : 2 juillet 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2797 4135	9
7		Instauration d'une période de sûreté de 30 ans.	Première lecture : 2 juillet 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2798 4135	10
	7 *bis* (sénat)	Durée du maintien de la période de sûreté en cas de commutation ou de remise d'une peine privative de liberté.	C.M.P. : 7 août 1986	4135	11
8		Possibilité pour le juge de l'application des peines, de saisir la Chambre d'accusation, dans des circonstances exceptionnelles, afin de réduire la durée de la période de sûreté.	Première lecture : 2 juillet 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2806 4135	12

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	9 (A.N.)	Possibilité par le procureur de la République de faire convoquer un prévenu devant le tribunal correctionnel par un officier ou un agent de police judiciaire.	Première lecture : 2 juillet 1986	2807	13
	10 (A.N.)	Instauration d'une période de semi-liberté pour les grands criminels.	Première lecture : 2 juillet 1986	2808	14
			C.M.P. : 7 août 1986	4135	
	11 A (A.N.)	Création d'un titre III : « Dispositions diverses ».	Première lecture : 2 juillet 1986	2809	
	11 (A.N.)	Mesures concernant les loteries et les appareils de jeux.	Première lecture : 2 juillet 1986	2808	15
	11 *bis* (Sénat)	3e alinéa de l'article 148 du code de procédure pénale.	C.M.P. : 7 août 1986	4136	16
	11 *ter* (Sénat)	2e alinéa de l'article 148-2 du code de procédure pénale.	C.M.P. : 7 août 1986	4136	17
	11 *quater* (Sénat)	Article 481 du code de procédure pénale.	C.M.P. : 7 août 1986	4136	18
	8 *bis* (A.N.)	Date d'application de la loi.	Première lecture : 2 juillet 1986	2809	19
			C.M.P. : 7 août 1986	4136	

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [1er juillet 1986] (p. 2717, 2731), [2 juillet 1986] (p. 2761).

Exception d'irrecevabilité : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2720, 2722) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2731, 2733) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2733) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2733, 2735) ; rejetée au scrutin public (p. 2735).

Motion de renvoi en commission : *Marchand (Philippe)* (p. 2764, 2765, 2766) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 2766, 2767) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2767) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2767, 2768) ; rejetée au scrutin public (p. 2768).

Question préalable : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2736, 2738) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2738, 2741) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2741) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2741) ; rejetée au scrutin public (p. 2742).

Association de malfaiteurs (incrimination de l' -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2721) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2733) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2734) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2742) ; *Dalbos (Jean-Claude)* (p. 2761) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2765).

Certitude de la peine (renforcement de la -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2719) ; *Dalbos (Jean-Claude)* (p. 2761).

Code pénal (travaux de la commission de réforme du -) : *Marchand (Philippe)* (p. 2764).

Comités de sécurité (constitution des - à Paris) : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 2748).

Comparution immédiate (extension de la -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2718, 2733, 2767) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2721) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2731, 2732) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2733, 2734, 2735) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2742, 2743) ; *Mamy (Albert)* (p. 2744) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 2749) ; *Welzer (Gérard)* (p. 2763) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2765).

Contrôles d'identité : *Demuynck (Christian)* (p. 2747).

Date d'entrée en vigueur de la loi : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2720).

Délinquance (nature et évolution de la -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2720) ; *Mamy (Albert)* (p. 2744).

Délinquance et insécurité (augmentation de la -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2717) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2733, 2734) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2739) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 2748) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 2766).

Détention provisoire (problème de la -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2717, 2718) ; *Mamy (Albert)* (p. 2744).

Drogue et toxicomanie (rôle de la - dans la délinquance et lutte contre la -) : *Chalandon (Albin)* (p. 2734) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2741) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 2761, 2762) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2768).

Echelle des peines (réforme de l'-) : *Chalandon (Albin)* (p. 2735).

Famille (rôle de prévention de la -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2732, 2733).

Flagrance et charges réunies suffisantes (critères de -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2718) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2721) *Chalandon (Albin)* (p. 2735) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2743) ; *Demuynck (Christian)* (p. 2747) ; *Welzer (Gérard)* (p. 2763).

Immigration clandestine (lutte contre l' -) : *Chalandon (Albin)* (p. 2734).

Irréductibilité de la peine (notion d' -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2720).

Justice (blocage de la -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2717) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2731).

Loi « sécurité et liberté » (caractéristiques de la -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2720).

Magistrats et jurés (renforcement des peines en cas de violence contre des -) : *Chalandon (Albin)* (p. 2734).

Moyens de la justice et de la police (insuffisance des -) : *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 2750) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2766).

Peine (fonctions de la -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2737) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2739, 2740), *Menga (Joseph)* (p. 2746) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2767).

Peine de mort (rétablissement de la -) : *Chalandon (Albin)* (p. 2735) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2739, 2741) ; *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 2748) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 2766).

Peine de sûreté (renforcement de la -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2719) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2722) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2735) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2743) ; *Mamy (Albert)* (p. 2744) ; *Dalbos (Jean-Claude)* (p. 2761) ; *Welzer (Gérard)* (p. 2763, 2764) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2765).

Police (modernisation de la -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2737).

Prévention et répression (équilibre entre -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2719) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2732) ; *Chalan-*

don (Albin) (p. 2734,2768) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2736) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2740) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2442) ; *Mamy (Albert)* (p. 2745) ; *Menga (Joseph)* (p. 2745, 2746) ; *Demuynck (Christian)* (p. 2747) ; *Dalbos (Jean-Claude)* (p. 2761, 2762) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2764) ; *Schenardi (Jean-Pierre)* (p. 2767).

Quartiers de haute sécurité (éventuel rétablissement des -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2722).

Recel (lutte contre le -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2737, 2738) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2766).

Récidivistes (répression des -) : *Frédéric-Dupont (Edouard)* (p. 2749).

Régime de sûreté (définition du -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2719).

Sécurité (droit à la -) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 2738, 2739) ; *Demuynck (Christian)* (p. 2746).

Surpopulation pénale : *Aubert (Emmanuel)* (p. 2717) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2732) ; *Barthe (Jean-Jacques)* (p. 2743) ; *Menga (Joseph)* (p. 2745).

Discussion des articles [2 juillet 1986] (p. 2768, 2790).

Avant l'article 1er : amendements n° 1 et 2 de M. Jean-Pierre Schénardi : réservés jusqu'après l'examen de l'article 4 en application de l'article 95, alinéa 4, du règlement ; **rappel au règlement** de M. Georges-Paul Wagner ; amendements n° 41 à 46 et 57 de M. Gilbert Bonnemaison : réservés jusqu'après l'examen de l'amendement n° 21 après l'article 8.

Titre 1er : *dispositions relatives à la répression de l'association de malfaiteurs et de certaines formes de violence.*

Article 1er *(association de malfaiteurs)* : rétablissement de l'incrimination de l'association de malfaiteurs en matière délictuelle ; incrimination risquant de faire condamner des suspects sur de simples présomptions ; problème de la tentative et de la complicité ; amendements identiques n° 29 de M. Guy Ducoloné et 47 de M. Michel Sapin soutenu par M. Jean-Pierre Michel (de suppression) ; répression de l'intention ; risques de débordements dangereux ; amendements n° 29 et 47 : rejetés ; amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Georges-Paul Wagner (rédigeant ainsi le début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 266 du code pénal « sera puni de la même peine que l'auteur principal quiconque aura participé à une association... ») (p. 2769) ; amendement n° 15 de la commission (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 266 du code pénal aux mots « trois ans » les mots « cinq ans ») ; inopportunité d'instituer une peine différente pour celui qui, de fait, joue le rôle de complice ; nuance entre l'acte et la préparation de l'acte ; existence dans le droit pénal d'une gradation des peines entre le fait d'appartenir à une association de malfaiteurs et d'avoir commis le crime ou le délit lui-même ; proxénétisme aggravé supposant l'existence de réseaux ; amendement n° 3 : rejeté ; amendement n° 15 : adopté ; amendement n° 48 de M. Michel Sapin soutenu par M. Philippe Marchand (supprimant les deuxième (1°) et troisième (2°) alinéas du texte proposé pour l'article 266 du code pénal) ; problème de la base juridique opérant la distinction entre vol simple et vol aggravé ; nombre de vols avec violence et de cambriolages commis en 1985 (p. 2770) rejeté ; amendement n° 16 de la commission (supprimant dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour l'article 266 du code pénal la référence « 334 ») : adopté ; amendement n° 4 de de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Georges-Paul Wagner (peine prévue en cas de trafic de stupéfiants) : retiré ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(dispositions de conséquence concernant l'association de malfaiteurs)* : amendements identiques n° 30 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par M. Guy Ducoloné et 49 de M. Michel Sapin (de suppression) : rejetés ;

— article 2 : adopté.

Article 3 *(dispositions de conséquence concernant l'association de malfaiteurs)* : amendements identiques n° 31 de M. Guy Ducoloné et 50 de M. Michel Sapin (de suppression) : rejetés ;

— article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 5 de M. Georges-Paul Wagner (complétant le 3° de l'article 309 du code pénal par les mots suivants : « ou encore sur la personne d'un parlementaire, d'un conseiller régional, général ou municipal, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de son mandat électif ») : retiré ; amendement n° 6 de M. Georges-Paul Wagner (même objet) : retiré.

Article 4 *(circonstances aggravantes en cas de coups et blessures ayant entraîné la mort)* (p. 2771) ; aggravation des peines de réclusion criminelle encourues pour les cas de coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner lorsque les coups auront été commis sur des personnes en situation de faiblesse ou sur la personne d'un magistrat ou d'un juré dans l'exercice de ses fonctions ; nécessité d'incriminer à titre préventif le fait même de s'associer en vue de la commission des crimes ou de certains délits graves ; accord de l'ensemble des magistrats sur l'article 266 du code pénal ; amendement n° 32 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) (p. 2772) ; projet de code pénal ; rejeté ; amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Schenardi (complétant la deuxième phrase du deuxième alinéa de cet article par les mots « ou encore sur la personne d'un parlementaire, d'un conseiller régional, général ou municipal dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions ») : retiré ; **application de l'article 44, alinéa 3,** de la Constitution.

— article 4 : réservé.

Avant l'article 1er (suite) : (amendements précédemment réservés) : amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Georges-Paul Wagner (rétablissement de la peine de mort) ; abrogation de la peine de mort créant dans le droit pénal une inadéquation de l'échelle des peines ; problème de la répression du trafic de stupéfiants ; rétablissement de la République par l'amendement Wallon à une voix de majorité ; protocole signé par la France et ratifié en février 1986 (p. 2773) ; peine capitale pour le terrorisme et le trafic de stupéfiants ; absence de tout caractère exemplaire et dissuasif de la peine de mort ; possibilité d'envisager de protéger la société par les moyens les plus extrêmes dans des cas rares ; adaptation de l'échelle des peines tenant compte de l'abolition de la peine de mort ; texte concernant le code de procédure pénale ; primauté des conventions internationales sur la loi nationale (p. 2774) ; nécessité d'aborder le sujet dans le cadre d'un vrai débat ; obligations et contraintes résultant du protocole n° 6 à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme concernant l'abolition de la peine de mort ; amendement n° 1 : réservé ; amendement n° 2 de de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Pascal Arrighi (rétablissement de la peine de mort) ; impossibilité d'aborder la question de la peine de mort par un amendement (p. 2775) ; amendement n° 2 : réservé.

Après l'article 4 : amendement n° 8 de de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Bruno Gollnisch (rétablissant la peine de mort en cas de production, transformation ou de transport organisé à des fins illicites de stupéfiants) ; décès par overdose de la petite-fille de Cavanna, ancien journaliste à *Charlie Hebdo* et à *Hara-Kiri* ; encouragement de ces publications à la permissivité et au laxisme ; refus du Conseil constitutionnel de se prononcer sur la constitutionnalité d'une loi par rapport à un traité ; inadéquation des dispositions relatives au trafic de stupéfiants ; opportunité d'appliquer aux trafiquants la peine de sûreté prévue par le présent texte (p. 2776) ; **rappel au règlement de M. Bernard Deschamps ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution** : mise aux voix par un seul vote de l'article 4 du projet de loi dans le texte du Gouvernement, à l'exclusion des amendements n° 1 et 2 avant l'article 1er et de l'amendement n° 8 après l'article 4 ;

— article 4 : adopté au scrutin public.

Titre II : *dispositions relatives à la procédure de la comparution immédiate et à la période de sûreté.*

Article 5 *(champ d'application de la procédure de comparution immédiate)* (p. 2777) ; extension de la procédure de comparution immédiate ; notion de charges suffisantes ; danger considérable du texte souligné par le Barreau de Paris ; critère de la comparution immédiate devenant un critère purement subjectif ; recul de l'état de droit ; retour en force d'une tendance en faveur de la justice expéditive ; technologie de la peine de substitution et alternatives à l'emprisonnement ; cas du travail d'intérêt général (p. 2778) ; texte alimentant l'augmentation du nombre des détentions ; intervention de la police ; présence du garde des sceaux à une séance des flagrants délits ; procédure

accélérée concernant les petits délinquants ; contenu du dossier ; non respect des droits de la défense ; encombrement des tribunaux en matière pénale ; pauvreté de la justice ; déblocage de crédits pour la création de chambres correctionnelles s'occupant de la comparution immédiate (p. 2779) ; caractère flou de la notion de « charges réunies paraissant suffisantes » ; opportunité d'introduire dans le texte une disposition selon laquelle le prévenu ne pourra pas être jugé sans son casier judiciaire, ni sans qu'un délai suffisant soit laissé à la défense pour exercer ses droits ; problème des avocats commis d'office ; procédure de comparution immédiate votée sur proposition de M. Badinter en 1983 ; utilité de la procédure ; possibilité de saisine directe résultant du texte de 1983 en l'absence d'évidence ou quand le dossier n'est pas en état (p. 2780) ; inopportunité de laisser un primo-délinquant en détention provisoire dans le cadre d'une procédure d'instruction préparatoire (p. 2781) ; amendements identiques n° 33 de M. François Asensi soutenu par M. Bernard Deschamps et n°51 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) : rejetés au scrutin public ; amendement n° 37 du Gouvernement (régime de la comparution immédiate) ; amendement n° 52 de M. Michel Sapin (même objet) ; amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Georges-Paul Wagner (même objet) (p. 2790) ; amendement n° 17 de la commission (même objet) ; reconnaissance par certains députés socialistes du bien-fondé de la procédure de comparution immédiate ; institution de la procédure par une loi de 1983 ; durée moyenne d'une information ; comparution directe n'aboutissant pas nécessairement à une prolifération des peines de prison ; substitution de la notion de charges suffisantes à celle de flagrance ; précision que l'affaire doit être en état d'être jugée ; manque de temps laissé au prévenu dans le système actuel pour organiser sa défense ; distinction entre le flagrant délit et le délit résolu lors de l'enquête préliminiaire (p. 2791) ; procédure de la comparution immédiate pouvant être décidée lorsque l'affaire est en état d'être jugée ; nécessité de ne pas confondre charges et preuves ; amendement n° 10 : retiré (p. 2792) ; notion de dossier en état ; amendement n° 17 : retiré ; inopportunité de réserver à un prévenu un régime différent selon que le procureur de la République a opté pour une procédure ou pour une autre ; flagrant délit ne constituant pas une preuve absolue de culpabilité (p. 2793) ; sous-amendement de la commission à l'amendement n° 37 du Gouvernement (substituant au mot « après » au début de la rédaction proposée pour l'article 5 du projet le mot : « avant ») ; sous-amendement adopté ; amendement n° 37 : ainsi modifié adopté ;

— en conséquence ce texte devient l'article 5.

Amendements n° 52 et n° 40 de M. Michel Hannoun : devenus sans objet.

Après l'article 5 : amendement n° 63 du Gouvernement (de coordination) (p. 2794) ; adopté ; amendement n° 58 de M. Gilbert Bonnemaison (prévoyant que le tribunal doit être mis en possession avant l'audience de tous les éléments permettant d'évaluer les possibilités de prononcer une sanction autre que l'emprisonnement) ; emprisonnement pour les irréductibles ; recours aux peines de substitution pour éviter que la récidive ne soit la conséquence de la sanction ; mise en place d'une « technologie » de la peine de substitution ; prise en compte des préoccupations exprimées par M. Gilbert Bonnemaison lors de la rédaction d'une circulaire ; amendement n° 58 : retiré.

Article 6 *(allongement du délai de comparution du prévenu devant le tribunal)* : amendement n° 34 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. Jean Jarosz (impossibilité pour les petites et moyennes juridictions de se réunir le jour ouvrable suivant la mise en détention provisoire) (p. 2795) ; rejeté ;

— article 6 : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 53 de M. Michel Sapin (précisant que, hormis le cas de flagrant délit, lorsque l'affaire est en état d'être jugée et que la présentation immédiate est décidée, l'intéressé comparaît le jour même devant une juridiction correctionnelle) ; amendement n° 38 du Gouvernement (complétant l'article 397-1 du code de procédure pénale par l'alinéa suivant : « dans les cas prévus par le deuxième alinéa de l'article 395 l'audience de renvoi est fixée au plus tôt le dixième jour et au plus tard la quarantième jour suivant » ; cas où l'auteur d'un délit non flagrant est poursuivi selon la procédure de comparution immédiate ; application de l'amendement du Gouvernement au cas général et au cas particulier du flagrant délit ; inopportunité de porter le délai maximum de renvoi de l'audience à 40 jours (p. 2796) ; amendement n° 38 : retiré ; amendement n° 60 de la commission (remplaçant dans l'article 397-1 du code de procédure pénale les mots : « le cinquième » par les mots : « le douzième ») ; amendement n° 53 : rejeté ; amendement n° 60 : adopté ; amendement n° 39 du Gouvernement (renvoi du dossier au procureur de la République lorsque des investigations supplémentaires approfondies sont nécessaires) ; amendement n° 61 de la commission (même objet) ; possibilité pour le tribunal d'ordonner un supplément d'information ; cas où une personne n'a pas été arrêtée en flagrant délit ; possibilité pour la juridiction de sanctionner les éventuelles erreurs d'appréciation commises par le Parquet ; amendement n° 39 : retiré (p. 2797) ; amélioration de la procédure de la comparution immédiate par rapport à ce qu'elle était en 1983 par les amendements de la commission ; désengorgement des cabinets d'instruction ; amendement n° 61 : adopté ; amendement n° 18 de la commission (possibilité de détention provisoire) : retiré.

Article 7 *(possibilité donnée à la Cour d'assises, en cas de comdamnation à la réclusion criminelle à perpétuité prononcée pour certains crimes graves, de porter la période de sûreté jusqu'à trente ans)* : iniquité et danger d'instaurer une peine incompressible de trente ans ; problème du maintien de l'ordre dans les prisons (p. 2798) ; nécessité de laisser aux détenus une lueur d'espoir ; abandon dans le texte initial du principe d'une peine incompressible ; prise en compte des réalités de la criminalité ; instauration de trois types de peine de sûreté ; caractère automatique du système préconisé rompant avec le principe de l'individualisation de la peine ; situation du personnel pénitentiaire ; acceptation du système de l'emprisonnement (p. 2799) ; possibilité de libération constituant la seule chose pouvant préserver la discipline dans les maisons d'arrêt ; adoption en 1983 d'une loi portant indemnisation des victimes ; cas des détenus purgeant de longues peines dans la maison centrale de Muret ; conditions de travail face à des détenus purgeant des peines quasiment incompressibles ; problème des grands criminels (p. 2800) ; peine de mort constituant la seule solution pour certains crimes ; risques du métier du gardien de prison ; cas de Recco ; évolution de l'individu ; rôle de la prison ; amendements identiques n° 35 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Bernard Deschamps et n° 54 de M. Gérard Welzer soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) ; nombre infime de détenus condamnés à la réclusion à perpétuité ; limitation du pouvoir d'appréciation des juges ; irréductibilité de la peine limitée à vingt ans (p. 2801) ; projet ne limitant pas le pouvoir d'appréciation de la Cour d'assises ; modification de l'équilibre de l'échelle des peines en 1981 par l'abolition de la peine de mort ; fonctions de la sanction ; amélioration du système carcéral français ; non modification de la période de sûreté obligatoire applicable au condamné pour des violences graves à des peines supérieures ou égales à dix ans ; faiblesse du nombre des comdamnés en cause ; cas des personnes condamnées pour des crimes accompagnés de circonstances particulièrement odieuses ; législation en vigueur dans les autres pays européens (p. 2802) ; possibilité pour la chambre d'accusation d'intervenir à tout moment pour réduire la peine si le condamné présente des garanties exceptionnelles de réadaptation ; inexistence de la prévention primaire ; exemplarité de la peine de mort ; amendements n° 35 et n° 54 : rejetés ; amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Schenardi soutenu par M. Georges-Paul Wagner (régime de la peine de sûreté) ; caractère flou de certaines dispositions de l'article 7 (p. 2803) ; inopportunité d'établir des distinctions entre les victimes en raison de leur qualité et de leur âge ; amendement visant à fixer la sûreté facultative et l'énumération des crimes et délits graves pour lesquels la Cour d'assises est contrainte de décider d'une peine de sûreté ; inopportunité de supprimer la possibilité pour le tribunal ou la Cour d'assises de réduire la durée légale de la période en cas de circonstances exceptionnelles ; amendement n° 11 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 14 de M. Alain Lamassoure (supprimant la troisième phrase du deuxième alinéa de cet article) : non soutenu ; amendement n° 62 de M. André Fanton (rédactionnel) : adopté (p. 2804) ; amendement n° 19 de M. Emmanuel Aubert (révision de la liste des incriminations pour lesquelles la Cour d'assises peut appliquer une période de sûreté allant jusqu'à trente ans) ; sous-amendement n° 27 de M. Pierre-Rémy Houssin (insérant dans le quatrième alinéa de cet amendement après les mots : « de moins de quinze ans » les mots : « un handicap physique ou mental dont le taux d'invalidité est au moins égal à 80 % ») ; sous-amendement n° 28 de M. Pierre-Rémy Houssin (substituant dans le quatrième alinéa de cet amendement aux mots : « soixante-dix ans » les mots : « soixante-cinq ans ») ;

non prise en compte des destructions aggravées et de l'assassinat non aggravé ; augmentation de la criminalité violente ; prise en compte des handicapés physiques et mentaux dont le taux d'invalidité est au moins égal à 80 % ; sous-amendement n° 28 : retiré ; sous-amendement n° 27 : retiré ; sous-amendement n° 64 du Gouvernement (insérant dans le quatrième alinéa de cet amendement après les mots : « de moins de quinze ans » les mots : « sur une personne hors d'état de se protéger elle-même en raison de son état physique ou mental ») (p. 2805) : adopté ; amendement n° 19, ainsi modifié : adopté ;

— article 7 adopté au scrutin public :

Article 8 *(réduction de la période de sûreté par la chambre d'accusation ; institution d'une période irréductible de vingt ans en cas de prononcé d'une période de sûreté de trente ans) :* amendements identiques n° 12 de de M. Jean-Pierre Schenardi, n° 36 de M. François Asensi soutenu par M. Jean Jarosz et n° 56 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) : amendement n° 12 : retiré ; volonté de limiter l'appréciation des juges ; obligation de présenter des gages sérieux de réadaptation sociale ; amendements n° 36 et n° 56 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 20 de la commission (prévoyant que lorsqu'il a été fait application du paragraphe premier de l'article 720-2, la chambre d'accusation ne peut être saisie qu'après que le condamné ait subi une incarcération d'une durée au moins égale au deux tiers de la période de sûreté) ; cas où la Cour d'assises prononce une peine de quinze à vingt-neuf ans ; adopté ;

- article 8, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Schenardi (possibilité pour la chambre d'accusation de mettre fin uniquement sur requête du juge de l'application des peines à la période de sûreté) : retiré ; amendement n° 55 du Gouvernement (ajoutant dans le premier alinéa de l'article 390-1 du code de procédure pénale après les mots : « soit par un greffier » les mots : « ou un officier ou agent de police judiciaire ») ; possibilité pour le procureur de la République de faire convoquer un prévenu devant le tribunal correctionnel par un officier ou un agent de police judiciaire ; jugement par défaut lorsque les recherches sont infructueuses ; légalisation de la pratique développée par certains tribunaux consistant à donner pour instruction à l'officier de police judiciaire, de notifier à la personne gardée à vue une date d'audience proche ; nécessité pour le prévenu renvoyé devant un tribunal de connaître les motifs de l'accusation ; suppression de l'exploit d'huissier ; adoption par les commissaires socialistes de l'amendement n° 55 en commission ; convocation en justice par la police ou la gendarmerie comportant pour l'intéressé les mêmes garanties que la citation (p. 2807) ; amendement n° 55 : adopté ; amendement n° 21 de la commission (prévoyant qu'aucune libération conditionnelle ne pourra avoir lieu en cas de condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité avant que le condamné ait été placé pendant une période d'un an à cinq ans sous le régime de la semi-liberté) ; nécessité d'établir une transition entre l'incarcération et la liberté ; traitement des grands criminels ; possibilité de modifier quelque peu la conception de l'exécution des peines ; contrôle pouvant contribuer à éviter les récidives ; adopté ; amendement n° 22 de la commission (introduisant un intitulé nouveau après l'article 8) : réservé jusqu'après l'examen des amendements n° 23, 24 et 59 ; amendement n° 23 de la commission (aménagement de la prohibition des loteries) ; nécessité de remédier à certaines difficultés d'application de la loi du 12 juillet 1983 interdisant certains appareils à jeux ; exception en faveur de l'exploitation des appareils distributeurs de confiserie avec prime et des loteries foraines ; régime de tolérance administrative (p. 2808) ; nécessité de réserver un examen particulier pour tous les problèmes concernant les appareils de jeux ; adopté ; amendement n° 24 de la commission (date d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 7) ; adopté ; amendement n° 59 de M. Jacques Limouzy (abrogeant l'article 25 du code pénal) : retiré ; amendement n° 22 de la commission (de coordination) ; adopté.

Avant l'article 1er suite : amendements précédemment réservés : amendement n° 41 de M. Gilbert Bonnemaison (définition et répression du recel) ; amendement n° 42 de M. Gilbert Bonnemaison (même objet) ; amendement n° 43 de M. Gilbert Bonnemaison (même objet) (p. 2809) ; amendement n° 44 de M. Gilbert Bonnemaison (même objet) ; amendement n° 45 M. Gilbert Bonnemaison (modification de l'article 2279 du code civil) ; amendement n° 46 de M. Gilbert Bonnemaison (modification des dispositions de l'article 2280 du code civil) ; amendement n° 57 de M. Gilbert Bonnemaison (obligation de paiement par chèque pour toute transaction d'un montant égal ou supérieur à 5 000 F.) ; multiplication des vols et des cambriolages entraînant la mise sur le marché de grande quantité d'appareils électroménagers et d'appareils audiovisuels, de bijoux et de meubles ; orientation des cambrioleurs et des voleurs par les receleurs en fonction des demandes du marché ; intervention du phénomène de la toxicomanie ; obstacles face à la prévention et la répression du recel (p. 2810) ; modification des articles 2279 et 2280 du code civil précisant qu'en fait de meuble possession vaut titre ; possibilité pour un individu dont l'objet a été volé de le réclamer ; aggravation des sanctions à l'encontre de celui qui se livre au recel à l'occasion de l'exercice de sa profession ; contradiction entre certains amendements de M. Gilbert Bonnemaison et certaines dispositions du projet de loi de finances ; engagement du Gouvernement à déposer à la rentrée un texte d'ensemble relatif a la répression du recel ; amendements n° 41 à 46 et 57 de M. Gilbert Bonnemaison : retirés (p. 2811).

Explications de vote (p. 2812).

Adéquation entre le délit, le crime et la peine (amélioration de l'-) *Chalandon (Albin)* (p. 2812).

Corporations vivant de l'achat et de la revente d'objets (honnetété des -) ; *Bachelot (François), Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2812).

Vote négatif du groupe socialiste : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2812).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2812).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [7 août 1986] (p. 4132).

Audience de renvoi (date de l'- pour que le prévenu prépare sa défense en cas de comparution immédiate) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4133) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4133).

Demande de mise en liberté par les détenus : *Chalandon (Albin)* (p. 4134).

Dutourd (Jean) (déclaration de - concernant les incidents mettant en cause la police) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 4134, 4135).

Grâce (conséquences de la - sur les périodes de sûreté) : *Chalandon (Albin)* (p. 4133, 4134).

Mesures de sûreté (application de la loi dans le temps quant aux -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4133).

Peine de mort : *Peyron (Albert)* (p. 4134).

Période de semi-liberté : *Aubert (Emmanuel)* (p. 4133).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 4135, 4136).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4136).

5. — Projet de loi n° 154 relatif aux **contrôles et vérifications d'identité.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 28 mai 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice. — Urgence déclarée le 25 juin 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Louis Debré (5 juin 1986). — Rapport n° **208** (20 juin 1986). — Discussion le 3 juillet 1986. — Adoption le 3 juillet 1986. — Projet de loi n° **18**.

Sénat (première lecture) n° **438** (1985-1986). — Dépôt le 4 juillet 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Pierre Salvi. — Rapport n° **445** (1785-1986) (9 juillet 1986). — Discussion les 24 et 29 juillet 1986. — Adoption le 29 juillet 1986. - Projet de loi n° **140** (1985-1986).

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2 de la Constitution).

Décision le 26 août 1986 (*J.O.* du 27 août 1986 (p. 10438).

Loi n° 86-1004 du 3 septembre 1986, publiée au *J.O.* du 4 septembre 1986 (p. 10714).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 154
et ceux de la loi n° 86-1004 du 30 décembre 1986

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	1 A (A.N.)	Enoncé du principe selon lequel toute personne se trouvant sur le territoire national doit accepter de se prêter aux contrôle d'identité.	Première lecture : 3 juillet 1986	2847	1
1		Contrôles préventifs d'identité ; identité des personnes de nationalité étrangère justifiée au moyen des titres de séjours.	Première lecture : 3 juillet 1986	2847	2
	1 *bis* (A.N.)	Cas des mineurs.	Première lecture : 3 juillet 1986	2852	3
2		Prises d'empreintes digitales ou de photographies en cas de refus de justifier de son identité.	Première lecture : 3 juillet 1986	2852	4
3		Peine prévue en cas de refus de se prêter aux opérations de vérifications d'identité prévues à l'article 2.	Première lecture : 3 juillet 1986	2855	5

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [3 juillet 1986] (p. 2826).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe : *Derosier (Bernard)* (p. 2827, 2828, 2829, 2830) ; *Debré (Michel)* (p. 2830) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 2830, 2831).

Question préalable opposée par M. Georges Hage : *Hage (Georges)* (p. 2832, 2833, 2834) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2834) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 2834, 2835, 2836).

Carte d'identité infalsifiable et fichier informatisé : *Hage (Georges)* (p. 2833) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2834) ; *Asensi (François)* (p. 2842).

Circulaire du 17 mars 1986 : *Derosier (Bernard)* (p. 2829) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2840).

Conditions de réalisation des contrôles d'identité (et notamment contrôles préventifs) : *Debré (Michel)* (p. 2826, 2830) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2828) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 2831) ; *Hage (Georges)* (p. 2832, 2833) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 2835) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2837) ; *Asensi (François)* (p. 2842) ; *Avice (Edwige)* (p. 2844) ; *Cuq (Henri)* (p. 2845) ; *Menga (Joseph)* (p. 2846).

Contrôles d'identité et manifestations : *Hage (Georges)* (p. 2833) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2834).

Evolution du droit positif en matière de contrôle d'identité (et notamment loi de 1983) : *Sirgue (Pierre)* (p. 2830, 2831) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2837) ; *Welzer (Gérard)* (p. 2839) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2840, 2841) ; *Avice (Edwige)* (p. 2844) ; *Cuq (Henri)* (p. 2845).

Garanties de la personne interpellée : *Debré (Michel)* (p. 2827) ; *Hage (Georges)* (p. 2832) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2837) ; *Delattre (Francis)* (p. 2839) ; *Menga (Joseph)* (p. 2846).

Législation dans les autres pays européens : *Debré (Michel)* (p. 2826) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2829) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 2830, 2831) ; *Delattre (Francis)* (p. 2839) ; *Welzer (Gérard)* (p. 2839) ; *Avice (Edwige)* (p. 2844) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2847).

Prise d'empreintes digitales et de photographies : *Debré (Michel)* (p. 2827) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2828, 2829) ; *Hage (Georges)* (p. 2832, 2833) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2837, 2838) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 2841).

Rétention administrative : *Derosier (Bernard)* (p. 2829) ; *Debré (Michel)* (p. 2830) ; *Hage (Georges)* (p. 2832) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2837).

Sanctions des contrôles d'identité illégaux : *Chalandon (Albin)* (p. 2838).

Sanctions pénales : *Debré (Michel)* (p. 2827) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 2836) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2837, 2838, 2846, 2847) ; *Welzer (Gérard)* (p. 2839) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 2842) ; *Avice (Edwige)* (p. 2844).

Situation des étrangers et des clandestins : *Debré (Michel)* (p. 2826, 2827, 2830) ; *Derosier (Bernard)* (p. 2828) ; *Jalkh (Jean-François)* (p. 2835, 2836) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2837) ; *Rostolan (Michel de)* (p. 2842) ; *Asensi (François)* (p. 2843).

Situation des mineurs : *Debré (Michel)* (p. 2827).

Discussion des articles [3 juillet 1986] (p. 2847).

Avant l'article 1er : amendement n° 6 de la commission (obligation pour toute personne se trouvant sur le territoire national d'accepter de se prêter à un contrôle d'identité effectué dans les conditions et par les autorités de police visées aux articles suivants) ; opération de contrôle d'identité devant être exclusive de toute présomption de culpabilité ; adopté.

Article 1er *(contrôle préventif d'identité)* : demande de présentation des cartes d'identité dans les grands magasins ; rétention dans les locaux de la police (p. 2847) ; rôle des polices municipales ; amendements identiques n° 12 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi et n° 21 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) ; saccage du siège de la section du parti communiste français de Villepinte ; contrôle d'identité et sentiment d'insécurité (p. 2848) ; notion d'atteinte à l'ordre public ; réglementation des contrôles d'identité en Norvège, au Danemark et au Canada ; rejetés ; amendement n° 1 de M. Jean-François Jalkh soutenu par M. Pierre Sirgue (officiers de police judiciaire pouvant en toute circonstance inviter toute personne à justifier de son identité) ; nécessaire confiance dans les services de police ; contrôle de circonstances particulières risquant de donner corps au délit de faciès ; jurisprudence du Conseil constitutionnel ; finalité des contrôles d'identité (p. 2849) ; contrôle judiciaire des actes de la police ; rejeté ; amendement n° 20 de M. Bernard Derosier (tendant dans le 2e alinéa de cet article à substituer aux mots « à l'ordre public, notamment une atteinte » le mot « immédiate ») ; nécessité que la police ne puisse intervenir qu'en cas d'atteinte immédiate à l'ordre public ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 16 de M. Gérard Welzer soutenu par M. Michel Sapin (tendant à supprimer le dernier alinéa de cet article) ; institution d'un contrôle spécifique pour les personnes de nationalité étrangère ; nécessité d'éviter tout risque de délit de faciès (p. 2850) ; arrêt Bogdan et Vuckovic de la Cour de cassation ; nécessité que les étrangers

soient soumis aux mêmes règles que les nationaux ; contrôle des titres de séjour ; rejeté ; amendement n° 22 de M. Jean-François Jalkh soutenu par M. Roger Holeindre (situation de la personne étrangère n'étant pas en mesure de prouver son identité) ; sanction pénale de toute personne étrangère ne pouvant justifier de la régularité de son séjour en France (p. 2851) ; rejeté ; amendement n° 23 de M. Michel Hannoun (identité de toute personne pouvant être contrôlée dans le cadre d'opérations de contrôle ordonnées par le procureur de la République) : non soutenu ; amendement n° 13 de M. François Asensi (impossibilité d'effectuer des contrôles d'identité lorsque des personnes exercent des droits et libertés garantis par la Constitution) ; manifestation et contrôles d'identité ; rejeté ;

— article 1er : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 7 de la commission (situation des mineurs en cas de contrôle d'identité) ; procureur de la République devant être obligatoirement prévenu ; situation des « Yougoslaves » ; adopté.

Article 2 *(prise d'empreintes digitales ou de photographies)* (p. 2852) ; amendements identiques n° 14 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. François Asensi et n° 17 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Bernard Derosier (de suppression) ; conditions des prises d'empreintes et de photographies ; réintroduction de l'exigence de l'autorisation du procureur de la République ou du juge d'instruction ; destruction par le procureur de la République des prises d'empreintes et photographies en cas de bonne foi ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 2 de M. Jean-François Jalkh soutenu par M. Pierre Sirgue (tendant dans le 2e alinéa de cet article à supprimer les mots « d'identité ») : retiré ; amendement n° 8 de la commission (tendant dans le 2e alinéa de cet article à insérer après les mots « peuvent donner lieu » les mots « après autorisation du procureur de la République ») ; sous-amendement n° 10 du Gouvernement (tendant à compléter cet amendement par les mots « ou du juge d'instruction ») ; autorisation du procureur de la République à procéder à des prises d'empreintes digitales ou de photographies (p. 2853) ; compétence du juge d'instruction dans le cadre d'une commission rogatoire ; sous-amendement n° 10 : adopté ; amendement n° 8, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 18 de M. Michel Sapin : devenu sans objet ; amendement n° 3 de M. Jean-François Jalkh soutenu par M. Pierre Sirgue (tendant dans le 2e alinéa de cet article à substituer après le mot « digitales » au mot « ou » le mot « et ») : retiré (p. 2854) ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(sanctions pénales)* : sanctions à l'encontre de ceux ayant refusé de se prêter aux opérations de vérification d'identité ; caractère exagéré des sanctions ; amendements identiques n° 15 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. François Asensi et n° 19 de M. Bernard Derosier (de suppression) ; refus d'être contrôlé constituant une nouvelle incrimination pénale ; nécessité de présence permanente d'officiers de police judiciaire dans les cars (p. 2855) ; délit n'étant constitué que si la personne refuse de se laisser photographier ou de donner ses empreintes ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 4 de M. Jean-François Jalkh soutenu par M. Pierre Sirgue (sanctions à l'encontre de ceux ayant refusé de se prêter aux vérifications d'identité organisées conformément aux dispositions des articles 78-2 et 78-3 du code de procédure pénale) : retiré ; amendement n° 9 de la commission (tendant dans le texte proposé pour l'article 78-5 du code de procédure pénale à substituer aux mots « opérations de vérification d'identité organisées » les mots « prises d'empreintes digitales ou photographies autorisées par le procureur de la République ») ; sous-amendement n° 11 du Gouvernement (tendant à compléter cet amendement par les mots « ou le juge d'instruction ») ; sanctions pénales applicables aux personnes refusant les prises d'empreintes digitales ou de photographies autorisées par le procureur de la République ; sous-amendement n° 11 : adopté ; amendement n° 9, ainsi modifié : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 5 de M. Jean-François Jalkh soutenu par M. Pierre Sirgue (sanctions à l'égard des étrangers ayant refusé de se prêter à des vérifications) (p. 2856) ; nécessaire expulsion des étrangers refusant d'indiquer leur pays d'origine ; amendement créant un délit d'entrave à l'exercice des contrôles d'identité ; délit de rebellion ; contrôle des titres sous le couvert desquels les étrangers sont autorisés à séjourner en France ; rejeté (p. 2857).

Explications de vote (p. 2857).

Extension des modalités des contrôles d'identité : *Derosier (Bernard)* (p. 2857) ; *Asensi (François)* (p. 2858).

Garanties de la personne contrôlée : *Derosier (Bernard)* (p. 2857).

Lutte contre l'insécurité : *Chalandon (Albin)* (p. 2858).

Vote hostile du groupe communiste : *Asensi (François)* (p. 2858).

Vote hostile du groupe socialiste : *Derosier (Bernard)* (p. 2858).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2858).

6. — Projet de loi n° 155 relatif à la **lutte contre le terrorisme** et aux atteintes à la sûreté de l'Etat.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 28 mai 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice. — Urgence déclarée le 25 juin 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Limouzy (5 juin 1986). — Rapport n° **202** (18 juin 1986). — Discussion les 24, 25, 26 et 27 juin 1986. — Adoption le 27 juin 1986. — Projet de loi n° **10**.

Sénat (première lecture), n° **424**. 1985-1986). — Dépôt le 30 juin 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Masson. — Rapport n° **457** (1985-1986) (16 juillet 1986). — Discussion les 24, 25 et 29 juillet 1986. — Adoption le 29 juillet 1986. — Projet de loi n° **138** (1985-1986).

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465). — Bureau [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9513).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jacques Limouzy. — Rapport n° **338** (4 août 1986). — Discussion le 7 août 1986. — Adoption avec modifications le 7 août 1986. — Projet de loi n° **29**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Paul Masson. — Rapport n° **489** (1985-1986) (31 juillet 1986). — Discussion le 7 août 1986. - Adoption définitive le 7 août 1986. — Projet de loi n° **148** (1985-1986).

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2, de la Constitution).

Décision le 3 septembre 1986 (*J.O.* du 5 septembre 1986) (p. 10786). — Article déclaré non conforme : 4.

Loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986, publiée au *J.O.* du 10 septembre 1986 (p. 10956).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 155 et ceux de la loi n° 86-1020

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
1 supprimé		Modification de l'intitulé du titre XI du livre quatrième du code de procédure pénale, étendant les procédures prévues pour lutter contre le terrorisme.	Première lecture : 26 juin 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2513-2556 4129	
2 supprimé		Chapitre III du titre XI devient chapitre IV.	Première lecture : 26 juin 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2513-2557 4129	
3		Création d'un chapitre III intitulé « des troubles graves portés à l'ordre public par l'intimidation ou la terreur », dans le titre XI comprenant la liste des infractions constitutives de terrorisme, ainsi que les modalités de poursuite, d'instruction et de jugement de ces infractions.	Première lecture : 26 juin 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2514-2542 4129	1
	3 *bis* (A.N.)	Application des articles 435 et 437 du code de procédure pénale aux biens privés et aux biens relevant du domaine public.	Première lecture : 26 juin 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2552 4130	2
	3 *ter* (A.N.)	Extension de l'article 462 du code de procédure pénale aux détournements de tout moyen de transport collectif.	Première lecture : 26 juin 1986	2553	3
4		Extension des dispositions applicables à la lutte contre le terrorisme, aux atteintes à la sûreté de l'Etat.	Première lecture : 26 juin 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2554 4130	Déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel
5		Interdiction de séjour pour toute personne condamnée pour terrorisme.	Première lecture : 27 juin 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2592 4130	5
6		Dispositions relatives aux « repentis ».	Première lecture : 27 juin 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2598-2602 4130	6
7		Possibilité de dissoudre toute association, dirigée en droit ou en fait par des étrangers, ayant des activités de caractère terroriste.	Première lecture : 27 juin 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2606 4130	7
	8 (A.N.)	Punition de l'apologie du terrorisme.	Première lecture : 27 juin 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2614 4130	8
	9 (A.N.)	Indemnisation des dommages subis par les personnes physiques ou morales victimes d'attentats ou d'acte de terrorisme.	Première lecture : 27 juin 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2615 4130	9
	10 (A.N.)	Non rétroactivité de la loi.	Première lecture : 27 juin 1986	2619	10

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 juin 1986] (p. 2413), [25 juin 1986] (p. 2465, 2473), [26 juin 1986] (p. 2501).

Exception d'irrecevabilité : *Sapin (Michel)* (p. 2418, 2423) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2423, 2424) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 2424 à 2426) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2426) ; rejetée au scrutin public (p. 2426).

Motion de renvoi en commission : *Dumas (Roland)* (p. 2501, 2505) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 2506) ; *Freulet (Gérard)* (p. 2507) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2508 à 2510) ; rejetée au scrutin public (p. 2511).

Question préalable : *Ducoloné (Guy)* (p. 2426 à 2430) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2430) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2430 à 2432) ; *Limouzy (Jaques)* (p. 2432) ; rejetée au scrutin public (p. 2432).

Actes syndicaux et politiques (possibilité d'incrimination des -) : *Asensi (François)* (p. 2468).

Action directe (cas d'-) : *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 2486, 2487).

Amnistie du 4 aout 1981 (méfait de l'-) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 2425) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2474).

Associations de défense des droits de l'Homme et organisations syndicales (consultation et prises de position des - sur le projet) : *Dumas (Roland)* (p. 2501, 2502) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2508).

Associations étrangères liées au terrorisme (dissolution des -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 2414) ; *Sapin (Michel)* (p. 2422, 2423) ; *Asensi (François)* (p. 2468) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2584).

Centralisation des poursuites à Paris : *Limouzy (Jacques)* (p. 2414) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2418, 2510) ; *Sapin (Michel)* (p. 2421) ; *Asensi (François)* (p. 2467) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 2468) ; *Sarre (Georges)* (p. 2476).

Comparution immédiate : *Peyrefitte (Alain)* (p. 2475).

Conseil national de prévention de la délinquance (rôle du -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2490).

Contrôles d'identité : *Sapin (Michel)* (p. 2420 à 2422) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2428, 2429) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2474) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 2478) ; *Dumas (Roland)* (p. 2504, 2505).

Coopération internationale et organisation internationale de lutte contre le terrorisme (propos du Président de la République relatifs à la -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 2415) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2428) ; *Sarre (Georges)* (p. 2477) ; *Dumas (Roland)* (p. 2503).

Cour d'assises composée de sept magistrats professionnels (institution d'une -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 2414) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2418) ; *Asensi (François)* (p. 2467) ; *Sarre (Georges)* (p. 2476, 2777) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 2482) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 2488) ; *Alfonsi (Nicolas)* (p. 2494) ; *Dumas (Roland)* (p. 2504).

Cour centrale spécialisée (institution d'une -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2431) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 2469) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 2482, 2483).

Démocraties (faiblesse des - face au terrorisme) : *Deniau (Jean-François)* (p. 2465, 2466).

Dénonciation (recours à la -) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 2474).

Engagements internationaux de la France et conventions européennes des droits de l'Homme (respect des -) : *Chalandon (Albin)* (p. 2417, 2508) ; *Sapin (Michel)* (p. 2419) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 2469) ; *Dumas (Roland)* (p. 2504, 2505).

Exploitation sécuritaire du terrorisme et de l'insécurité : *Sapin (Michel)* (p. 2420) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2427, 2428) ; *Asensi (François)* (p. 2467) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2491).

Flagrant délit (disparition du -) : *Dumas (Roland)* (p. 2504).

Garde à vue (prolongement de la -) : *Chalandon (Albin)* (p. 2418, 2508, 2509) ; *Asensi (François)* (p. 2467) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 2468) ; *Alfonsi (Nicolas)* (p. 2494).

Guadeloupe (lutte contre le terrorisme en -) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 2480, 2481).

Insécurité (développement de l'-) : *Chalandon (Albin)* (p. 2415) ; *Sapin (Michel)* (p. 2418, 2419) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2474) ; *Lamassourre (Alain)* (p. 2478) ; *Dumas (Roland)* (p. 2503).

Institution judiciaire (crise de l'-) : *Chalandon (Albin)* (p. 2416).

Insuffisance du projet : *Gollnisch (Bruno)* (p. 2469) ; *Freulet (Gérard)* (p. 2507).

Intégrisme musulman (lutte contre l'-) : *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 2482).

Libertés individuelles et libertés collectives (rapport entre les -) : *Chalandon (Albin)* (p. 2416, 2417) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2485, 2486) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2491).

Média porte-parole des terroristes (répression des -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2431, 2432) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 2479) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2485) ; *Alfonsi (Nicolas)* (p. 2495).

Moyens matériels de la police et de la justice (utilisation et renforcement des -) : *Sapin (Michel)* (p. 2421, 2422) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2424) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2429) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 2479) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 2488) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2510).

Peine (fonctions de la -) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 2476) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 2479, 2480).

Peine de mort (rétablissement de la -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2431) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 2469) ; *Stribois (Jean-Pierre)* (p. 2483).

Peine de sûreté de trente ans : *Sapin (Michel)* (p. 2422) ; *Peyrefitte (Alain)* (p. 2474) ; *Dumas (Roland)* (p. 2505).

Perquisitions (régime des -) : *Deniau (Jean-François)* (p. 2466).

Philosophie et politique pénales (évolution des -) : *Peyrefitte (Alain)* (p. 2473).

Publicité (utilisation de la - par les terroristes) : *Limouzy (Jacques)* (p. 2414) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 2465) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2509).

Recel (lutte contre le -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2491, 2492).

Repentis (législation sur les -) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2418, 2508, 2510) ; *Sapin (Michel)* (p. 2422) ; *Asensi (François)* (p. 2468) ; *Sarre (Georges)* (p. 2476, 2477) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2485).

Répression (substitution de la - à la prévention) : *Chalandon (Albin)* (p. 2416, 2509) ; *Sapin (Michel)* (p. 2420, 2421) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2428) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2485) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2490).

Sûreté (droit à la -) : *Peyrat (Jacques)* (p. 2424).

Surpopulation pénale : *Peyrefitte (Alain)* (p. 2475) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2490).

Terrorisme (problème de la définition juridique du -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 2414) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2417, 2418, 2508) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2428 à 2430, 2510) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 2466) ; *Asensi (François)* (p. 2466, 2467) ; *Delevoye (Jean-Paul)* (p. 2486) ; *Bellon (André)* (p. 2493) ; *Dumas (Roland)* (p. 2504).

Terrorisme (nature et aspect du -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 2413, 2414) ; *Peyrat (Jacques)* (p. 2424, 2425) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2427) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 2430) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 2465, 2466) ; *Asensi (François)* (p. 2466) ; *Stirbois (Jean-Pierre)* (p. 2481) ; *Léonard (Gérard)* (p. 2483, 2484) ; *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2484) ; *Godfrain (Jacques)* (p. 2488, 2489) ; *Freulet (Gérard)* (p. 2507).

Terrorisme régional : *Alfonsi (Nicolas)* (p. 2494, 2495).

Victimes du terrorisme (indemnisation des -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 2414, 2506) ; *Sapin (Michel)* (p. 2420, 2421) ; *Toubon (Jacques)* (p. 2423) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2426) ; *Sarre (Georges)* (p. 2477) ; *Raoult (Eric)* (p. 2494) ; *Dumas (Roland)* (p. 2501) ; *Freulet (Gérard)* (p. 2507).

Violence juridique (recours à la -) : *Belorgey (Jean-Michel)* (p. 2484).

Discussion des articles [26 juin 1986] (p. 2511, 2542), [27 juin 1986] (p. 2592).

Avant l'article 1er : amendement n° 62 de M. Michel Sapin (prévoyant que l'instance requise se prononce dans un délai de huit jours à compter de sa saisine) ; opportunité de modifier le système de droit commun en vue d'accroître l'efficacité de la justice (p. 2511) ; recours à la chambre criminelle de la Cour de cassation assorti d'aucun délai ; principe de la centralisation ; création d'une Cour centrale ; règlement des juges supposant que deux juges d'instruction ou deux juridictions soient simultanément saisis ; amendement n° 62 : rejeté au scrutin public.

Article 1er *(intitulé)* : extension des procédures prévues contre le terrorisme à des actes qui sont actuellement incriminés et poursuivis suivant des procédures concernant les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat (p. 2512) ; caractère flou du concept de terrorisme ; distinction entre acte de banditisme et acte de terrorisme ;

— article 1er : réservé jusqu'après l'examen de l'article 4.

Article 2 *(intitulé)* : amalgame entre terrorisme et sûreté de l'Etat ; amendement n° 65 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) : réservé ;

— article 2 : réservé jusqu'après l'examen de l'article 4.

Après l'article 2 : amendement n° 33 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Emmanuel Aubert (contrôle d'identité en toute circonstance et dans tous les lieux publics) ; amendement n° 34 de M. Jean-Louis Masson soutenu par M. Emmanuel Aubert (cas dans lesquels les fonctionnaires de la police nationale peuvent déployer la force armée) (p. 2513) ; retirés.

Article 3 *(dispositions de procédure applicables aux infractions a caractère terroriste)* (p. 2514) ; nécessité de créer à Paris une

chambre spécialisée de la Cour d'appel centralisant les poursuites, l'information et le jugement des actes terroristes ; difficulté pour définir un crime de terrorisme ; création d'une Cour centrale spécialisée dans la répression des crimes de terrorisme ; principe de la compétence concurrente et mécanisme des articles 700-3 à 700-4 contribuant à ralentir la procédure ; obligation d'interdiction de séjour de deux à dix ans (p. 2515) ; existence de procédures actuelles permettant de centraliser les poursuites ; compensation des pouvoirs nouveaux donnés à la police par des pouvoirs nouveaux donnés aux juges pour contrôler son activité ; maintien des jurys populaires ; délais nécessaires actuellement pour transférer les compétences ; problème de la définition du terroriste ; conduite des opérations d'enquête préliminaire ; intervention des policiers à distance du fait de la centralisation des poursuites ; nécessité d'une surveillance judiciaire suffisante ; problème de la qualification pénale (p. 2516) ; élaboration d'un « coktail législatif » ; définition du terrorisme par l'intermédiaire des armes employées ; inopportunité de débattre sur les dates d'entrée dans la Résistance ; centralisation et création d'un corps de magistrats spécialisés conduisant à la réinstauration de la Cour de sûreté de l'Etat ; régime des perquisitions ; terrorisme apparaissant exorbitant du droit commun (p. 2517) ; pressions terroristes sur les jurés et les magistrats ; innocuité des dispositions contenues dans le code pénal pour combattre le terrorisme ; amendement n° 38 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par M. Guy Ducoloné (de suppression) : rejeté ; *article 700-1 du code de procédure pénale* (champ d'application des dispositions de procédure relatives au terrorisme) ; amendements identiques n° 39 de M. Daniel Le Meur et 67 de M. Michel Sapin (supprimant le texte proposé pour cet article du code de procédure pénale) ; établissement d'une procédure d'instruction et de formation du jugement particulière dérogatoire pour des actes commis en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ; définition ne s'appliquant pas qu'au terrorisme ; définition des circonstances permettant d'appliquer des procédures exceptionnelles ; non création d'une incrimination nouvelle (p. 2518) ; allongement de la garde à vue ; possibilité pour les tribunaux de déterminer les éléments constitutifs d'une infraction lorsque la loi ne l'a pas faite ; amendements n° 39 et 67 : rejetés ; amendement n° 68 de M. Michel Sapin soutenu par M. Philippe Marchand (définition du terrorisme) (p. 2519) ; amendement n° 58 de M. Jean-François Deniau (définition du terrorisme) ; amendements identiques n° 8 de la commission et 35 de M. Michel Hannoun (insérant au début du premier alinéa du texte proposé pour cet article du code après les mots « entreprise individuelle ou collective ayant pour but » les mots « ou pour conséquence » ; intérêt de retenir la notion de charges suffisantes ; insuffisance des progrès en matière de coopération européenne concernant l'extradiction ; Gouvernement se limitant à constater le terrorisme ; application de la centralisation des poursuites à toutes les atteintes à la sûreté de l'Etat ; insuffisance de la notion de but (p. 2520) ; identification du terrorisme dans ses buts et dans ses conséquences ; application des règles générales de la preuve en droit pénal au terrorisme ; complexité de la définition du terrorisme permettant aux terroristes d'utiliser celle-ci à des fins procédurières ; incrimination des atteintes à la sûreté de l'Etat ; inopportunité de viser explicitement le terrorisme international ; inclusion des infractions ayant pour conséquence de troubler gravement l'ordre public conduisant à prendre en compte des actions débordant largement les seules activités terroristes ; création de crimes ou de délits par la loi pénale pour l'inclure dans la liste des infractions punissables (p. 2521) ; notion de conséquence recouvrant un enchaînement de fait et non forcément une volonté de terrorisme ; difficulté pour définir la notion ; urgence de la législation anti-terrorisme ; confusion juridique entre but et résultat ; amendement n° 58 : retiré ; amendement n° 68 rejeté ; amendements n° 8 et 35 : rejetés ; amendements identiques n° 9 de la commission et 69 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Michel Sapin (supprimant dans le deuxième alinéa (1°) du texte proposé pour cet article du code, les mots « et le cinquième alinéa ») (p. 2522) ; liste des infractions citées par le projet comme pouvant constituer des crimes de terrorisme incluant des crimes sans rapport avec le terrorisme ; violence à enfant ; amendements n° 9 et 69 : adoptés ; amendement n° 1 de M. Georges-Paul Wagner (champ d'application de la loi) ; amendement n° 57 du Gouvernement (champ d'application de la loi) ; sous-amendement n° 94 de la commission (champ d'application de la loi) ; inclusion de toutes les infractions, délits ou crimes pouvant entrer en relation avec le terrorisme ; attroupements armés ; police des chemins de fer ; infractions militaires relevant d'un régime spécifique ; emploi d'un moyen destiné à faire dérailler les trains ou à provoquer leur collision (p. 2523) ; amendement n° 1 : retiré ; projet visant le terrorisme et les actions syndicales ; problème de la construction navale ; cas où les organisations agricoles arrêtent des trains pour distribuer des tracts ; sous-amendement n° 94 : adopté ; amendement n° 57, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 70 de M. Jean-Pierre Michel (supprimant le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code ; retiré ; *article 700-2 du code de procédure pénale* (compétence concurrente des juridictions parisiennes et locales pour la poursuite, l'instruction et le jugement des infractions à caractère terroriste) ; amendement n° 40 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par M. François Asensi (supprimant le texte proposé pour cet article du code) ; rétablissement déguisé de la Cour de sûreté de l'Etat par la centralisation prônée au profit de Paris de l'instruction, de la formation de jugements ; rejeté ; amendement n° 71 de M. Michel Sapin (supprimant les deux premiers alinéas du texte proposé pour cet article du code) (p. 2524) ; amélioration de la procédure sans création d'une procédure exorbitante du droit commun ; amendement n° 71 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté après rectification ; amendement n° 41 de M. François Asensi (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code) ; extension aux mineurs des procédures d'exception prévues pour les adultes ; spécificité des procédures et condamnations relatives aux mineurs depuis 1945 ; présence de nombreux mineurs dans les camps d'entraînement lybiens ; embrigadement de mineurs dans les réseaux terroristes ; non application aux mineurs des dispositions spécifiques concernant la prolongation de la garde à vue au-delà de 48 heures (p. 2525) ; amendement n° 41 : rejeté ; amendement n° 11 de la commission (substituant dans le dernier alinéa du texte proposé pour cet article du code, aux mots « mentionnées à » les mots « entrant dans le champ d'application de ») : adopté ; amendement n° 72 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (prévoyant que la procédure mise en place par la loi n° 85-1303 du 10 décembre 1985 entrera entièrement en vigueur) ; collégialité des juges d'instruction pour certaines affaires ; inopportunité de laisser un seul magistrat face à la multiplicité des avocats et des accusés (p. 2526) ; suppression de la clause selon laquelle les juges d'instruction devaient avoir cinq ans de pratique de siège ; instauration d'une procédure d'instruction spécifique en matière de terrorisme portant atteinte au principe de l'égalité devant la loi ; application immédiate des dispositions devant entrer en vigueur en 1988 ; institution de la collégialité bloquant tout le travail de l'instruction ; restriction du nombre de magistrats imposant le recours de plus en plus fréquent au juge unique (p. 2527) ; impuissance des avocats face aux magistrats instructeurs ; amendement n° 72 : rejeté au scrutin public ; *article 700-3 du code de procédure pénale* (procédure de dessaisissement des juges d'instruction locaux au profit de la juridiction d'instruction parisienne) ; amendement n° 42 de M. François Asensi (supprimant le texte proposé pour cet article du code) : retiré ; amendement n° 12 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article 700-4 du code de procédure pénale* (déclaration d'incompétence du juge d'instruction de Paris) ; amendement n° 13 de la commission (rédactionnel) : adopté ; *article 700-6 du code de procédure pénale* (effets des actes de procédure accomplis avant le dessaisissement ou la déclaration d'incompétence) ; amendement n° 43 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur (supprimant le texte proposé pour cet article du code ; possibilité de confirmation de décisions prises par une autorité judiciaire déclarée incompétente ; rejeté au scrutin public (p. 2528) ; *article 700-7 du code de procédure pénale* (règlement des contestations concernant le dessaisissement ou la compétence des juges d'instruction) ; amendement n° 44 de M. Daniel Le Meur (supprimant le deuxième alinéa du texte proposé pour cet article du code ; reconnaissance à une juridiction incompétente de la compétence pour poursuivre une infraction dont elle n'a pas à connaître ; cas d'une information ouverte à Paris pour des faits criminels commis outre-mer ; transfert des détenus ; rejeté au scrutin public (p. 2543) ; *article 700-8 du code de procédure pénale* (prolongation de la garde à vue des personnes majeures) ; amendements identiques n° 45 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann et 73 de M. Michel Sapin soutenu par M. Philippe Marchand (supprimant le texte proposé pour cet article du code) ; prolongation de la garde à vue en matière de terrorisme ; intervention du président du tribunal liée au rapport de police ; difficultés pour exercer le contrôle de Paris ; durée de la garde à vue dans les autres démocraties occidentales ; rejetés (p. 2544) ; amendement n° 14 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

amendement n° 59 de M. Jean-François Deniau (prolongation de la garde à vue par le procureur de la République qui désigne le médecin chargé de procéder à l'examen médical et qui assure la présentation physique quotidienne du gardé à vue à un magistrat du siège au cours de la prolongation) ; nécessité des contrôles impliqués par la prolongation de la garde à vue ; enquête préliminaire effectuée sous le contrôle du Parquet ; loi sur la drogue prévoyant l'intervention du Parquet pour la prolongation de la garde à vue ; référence au modèle britannique ; convention européenne des droits de l'Homme ne distinguant pas entre magistrat du siège et magistrat du Parquet ; décisions des 19 et 20 janvier 1981 du Conseil constitutionnel prévoyant l'intervention d'un magistrat du siège pour décider une prolongation de garde à vue (p. 2545) ; nécessité de donner à la magistrature des moyens exceptionnels de contrôle ; comparution effective et quotidienne ; amendement n° 59 : adopté ; en conséquence, amendement n° 15 de la commission, sous-amendement n° 53 du Gouvernement et amendements n° 74 et 75 de M. Jean-Pierre Michel, 76 de M. Michel Sapin et 16 de la commission : devenus sans objet ; *article 700-9 du code de procédure pénale* (perquisitions effectuées dans le cadre de l'enquête préliminaire) ; amendements identiques n° 46 de M. Daniel Le Meur soutenu par M. François Asensi et 77 de M. Michel Sapin soutenu par M. Philippe Marchand (supprimant le texte proposé pour cet article du code) ; perquisitions et saisies de pièces à conviction chez une personne s'y refusant (p. 2546) ; perquisition possible en matière d'enquête prélimaire en cas de flagrant délit ou lorsqu'une commission rogatoire a été délivrée ; cas d'une simple dénonciation d'une infraction susceptible d'entrer dans les définitions du terrorisme ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 60 de M. Jean-François Deniau (substituant dans le texte proposé pour cet article du code aux mots « président du tribunal de grande instance ou le juge délégué par lui peut à la requête du procureur de la République décider » les mots « procureur de la République peut autoriser ») : retiré ; amendements identiques n° 18 de la commission et 78 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Michel Sapin (insérant dans le texte proposé pour cet article du code, après le mot « décider » le mot « spécialement ») (p. 2547) ; autorisation de perquisition accordée cas par cas après examen du dossier ; adoptés ; amendement n° 79 de M. Michel Sapin (précisant que le magistrat prend sa décision après avoir entendu l'officier de police judiciaire chargé de l'enquête) ; renforcement des pouvoirs de contrôle de la justice sur les pouvoirs exceptionnels accordés à la police ; gravité de l'atteinte portée à l'inviolabilité du domicile ; amendement imposant à un magistrat d'entendre obligatoirement un officier de police judiciaire ; possibilité pour le président du tribunal de grande instance ou du juge délégué de mettre fin à une perquisition en cours (p. 2548) ; pouvoirs conférés aux magistrats ne leur permettant pas de contrôler de façon cohérente les actions de la police ; amendement n° 79 : rejeté ; *article 700-10 du code de procédure pénale* (jugement des accusés majeurs par une Cour d'assises composée de magistrats professionnels) ; amendements identiques n° 47 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. François Asensi et 80 de M. Georges Sarre soutenu par M. Philippe Marchand (suppression du texte proposé pour cet article du code) ; restauration de la Cour de sûreté de l'Etat ; maintien du jury par tradition démocratique et pour des raisons d'efficacité ; sévérité des jurys populaires ; rareté des menaces proférées à l'encontre des jurys (p. 2549) ; intérêt de la centralisation des poursuites ; choix des magistrats par tirage au sort ; mobilisation des populations contre le terrorisme ; création d'une Cour d'assises sans jury populaire pour les affaires d'espionnage et de trahison par la loi du 21 juillet 1982 ; indépendance des magistrats ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 19 de la commission (prévoyant que le premier président de la Cour d'appel établit, pour chaque année civile, la liste des magistrats pouvant être appelés à siéger au sein de cette Cour d'assises) ; amendement n° 36 de M. Michel Hannoun (établissement pour une année de la liste des magistrats appelés à siéger dans cette formation spécialisée) (p. 2550) ; amendement n° 36 non soutenu ; constitution des cours d'assises obéissant à des règles différentes selon qu'il s'agit d'affaires militaires ou d'affaires de terrorisme ; cas où il n'a pas été possible de constituer des jurys populaires ou de les faire fonctionner correctement ; espionnage et trahison posant le problème spécifique du secret ; intérêt d'une juridiction spécialisée à Paris ; nécessité d'empêcher que se réunissent plusieurs cours d'assises pour juger du terrorisme (p. 2551) ; amendement n° 19 : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 (amendements précédemment réservés) : amendement n° 66 de M. Michel Sapin (délimitation des circonstances de terrorisme) ; amendement n° 97 de M. Michel Sapin (contrôle judiciaire pour la garde à vue et les perquisitions) ; amendement n° 98 de M. Michel Sapin (prolongation de la garde à vue) ; protection des libertés individuelles ; amendements n° 66, 97 et 98 : devenus sans objet.

Après l'article 3 : amendement n° 54 du Gouvernement (de précision) (p. 2552) ; amendement n° 3 de M. Georges-Paul Wagner (de précision) ; application des articles 435 et 437 sur les destructions par explosifs aux biens privés et aux biens relevant du domaine public ; amendement n° 3 : retiré ; projet ayant pour but de lutter contre les droits syndicaux ou politiques ; risque de mise en œuvre par glissement d'actions judiciaires ne visant pas les terroristes ; amendement n° 54 : adopté ; amendements identiques n° 20 de la commission et 4 de M. Georges-Paul Wagner (détournement d'avions et de navires) ; sous-amendement n° 61 de M. Jean-François Deniau (insérant dans le deuxième alinéa de cet amendement après les mots « d'un navire en mer » les mots « ou de tout autre moyen de transport collectif ») ; impossibilité d'utiliser les textes relatifs à la piraterie compte tenu de leur ancienneté (p. 2553) ; hypothèse de réédition d'une guerre de course ; détournement d'un car scolaire à Djibouti ; sous-amendement n° 61 : adopté ; amendement n° 20, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 4 : satisfait ; amendement n° 81 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (complétant le premier alinéa de l'article 662 du code de procédure pénale par les dispositions suivantes « soit dans les conditions réunies à l'article du code de procédure pénale ») : devenu sans objet ; amendement n° 82 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (complétant l'article 662 du code de procédure pénale par l'alinéa suivant « lorsque les conditions prévues à l'article sont réunies, le procureur de la République et le juge d'instruction compétents exercent leurs attributions sur toute l'étendue du territoire national ») : devenu sans objet ; amendement n° 83 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Michel Sapin (application des dispositions de la loi du 10 décembre 1985 portant réforme de la procédure d'instruction en matière pénale ») : devenu sans objet.

Article 4 *(jugement des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat)* ; cas des mouvements canaques et guadeloupéens portant parfois atteinte à la sûreté de l'Etat (p. 2554) ; amendements identiques n° 48 de M. Daniel Le Meur et 84 de M. Michel Sapin (de suppression) ; réintroduction de l'ancienne Cour de sûreté de l'Etat ; qualification de terrorisme pouvant recouvrir toutes les hypothèses ; inclusion dans le projet de loi d'infractions, crimes ou délits n'ayant rien à voir avec le terrorisme ; avis négatif émis par le Conseil d'Etat sur cet article ; qualification du F.L.N.K.S. (p. 2555) difficultés pour séparer atteinte à la sûreté de l'Etat et terrorisme du fait du grand nombre d'éléments communs ; amendements n° 48 et 84 : rejetés au scrutin public ;

— article 4 : adopté.

Article 1er (précédemment réservé) : amendement n° 63 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Philippe Marchand (de suppression) ; amalgame entre terrorisme et répression des crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ; maintien de la peine de mort concernant la sûreté de l'Etat en vertu de l'ordonnance du 4 juin 1960 (p. 2556) ; amendement n° 63 : rejeté ; amendement n° 64 de M. Michel Sapin (supprimant à la fin de cet article les mots « et en matière de sûreté de l'Etat ») ; nécessité de concentrer le texte sur la lutte contre le terrorisme ; rejeté ;

— article 1er : adopté.

Article 2 (précédemment réservé) : amendement n° 65 de M. Michel Sapin (de suppression) : retiré ;

— article 2 : adopté (p. 2557).

Article 5 *(interdiction de séjour)* : article obligeant les juges à appliquer une peine au lieu de leur laisser toute latitude pour en décider ; description des circonstances permettant de qualifier d'actes de terrorisme un certain nombre de délits ou de crimes ; disposition inconstitutionnelle visant à appliquer une peine nouvelle à un crime non défini ; utilisation de l'interdiction de séjour par les magistrats ; nécessité de donner un caractère facultatif au prononcé de cette peine (p. 2592) ; insuffisance du délai de deux ans ; projet limitant ces dispositions à celles justifiées par un précédent dans le droit pénal ; nécessité de prévoir l'élaboration d'une déontologie des médias pour

limiter la résonance des attentats ; sanctions économiques et diplomatiques à l'égard de tout Etat dont les agissements terroristes sont patents ; non application de l'interdiction de séjour aux mineurs (p. 2593) ; amendements identiques n° 49 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Daniel Le Meur et n° 85 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) ; opposition des députés communistes à l'interdiction de séjour ; longueur de la durée prévue ; volonté du groupe socialiste de lutter contre le terrorisme ; renoncement à définir un crime de terrorisme ; nécessité de laisser aux juges la liberté d'apprécier s'il est utile de prononcer une interdiction de séjour ; propos tenus par M. Jacques Chirac sur la loi « sécurité et liberté » concernant la marge de manœuvre laissée au juge ; situation des mineurs (p. 2594) ; interdiction de séjour pouvant aller de deux à dix ans ; nature du délinquant terroriste ; définition du terrorisme par une série d'actes actuellement incriminés dans le code pénal ; non opposition des députés communistes à l'institution de l'interdiction de séjour obligatoire en matière de proxénétisme (p. 2595) ; impossibilité de graduer les possibilités d'extradition ; amendements n° 49 et n° 85 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 95 de la commission (de conséquence) ; responsabilité des terroristes ; opportunité de permettre au juge d'apprécier librement s'il doit ou non assortir la sanction de l'interdiction de séjour ; adopté ; amendement n° 21 de la commission (de conséquence) : adopté ; amendement n° 96 de la commisison (de conséquence) ; remise en vigueur de la loi anti-casseurs ; texte permettant des poursuites contre des syndicalistes (p. 2596) ; amendement n° 96 : adopté ; amendement n° 22 de la commission (substituant dans le 2e alinéa de cet article, au mot « de », les mots : « et munitions des ») : adopté ; amendement n° 86 de M. Michel Sapin (substituant à la fin du deuxième alinéa de cet article aux mots : « lorsque cette infraction est en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but » les mots : « lorsqu'il existe des charges suffisantes montrant que cette infraction est en relation avec une entreprise organisée en vue ») ; amendement n° 23 de la commission (insérant à la fin du deuxième alinéa de cet article après les mots : « entreprise individuelle ou collective ayant pour but » les mots : « ou pour conséquence ») ; amendement n° 23 : retiré ; amendement n° 86 : rejeté ; amendement n° 87 de M. Michel Sapin (substituant à la fin du deuxième alinéa de cet article au mot : « sera » les mots : « peut être ») ; nécessité de laisser au juge le soin d'apprécier l'opportunité de punir ou non de la peine d'interdiction de séjour les terroristes condamnés ; modulation de la peine de deux à dix ans ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 5 de M. Georges-Paul Wagner (substituant à la fin de cet article aux mots : « deux ans », les mots : « cinq ans ») ; fixation à cinq ans du minimum de l'interdiction de séjour prévu à cet article (p. 2597) ; cas des mineurs pouvant être « entraînés » ; caractère criminel des faits en cause ; nécessité de laisser au juge la possibilité d'une modulation de la peine ; existence de délits de terrorisme ; amendement n° 5 : rejeté au scrutin public ;

— article 5, ainsi modifié : adopté.

Article 6 *(exemption et atténuation de peine pour les repentis)* : instauration du repenti dans le système pénal français (p. 2598) ; utilisation des dispositions actuelles du code pénal relatives au mécanisme du repenti ; dispense de peine ne pouvant être prononcée que par un jugement après conclusion de l'instruction ; inadaptation du système proposé aux réalités ; nécessité de banaliser le témoignage ; restriction de manière déraisonnable des possiblités de réduction de peine dont bénéficie le détenu de droit commun ; rétribution de la délation ; caractère anti-civique des dispositions proposées (p. 2599) ; diminution des peines pour ceux qui après l'infraction auront permis l'arrestation ou l'identification des autres coupables ; comparaison avec les législations des autres démocraties occidentales victimes du terrorisme ; disposition risquant de condamner à mort le repenti ; inefficacité de l'appel à la délation en matière de terrorisme démontré par les exemples étrangers (p. 2600) ; application permanente de la loi italienne du 6 février 1980 dite « loi Cossiga » concernant les repentis ; développement d'un courant d'opinion en Italie en faveur de l'extension de la législation terroriste au grand banditisme organisé ; existence dans la législation actuelle des dispositions relatives aux repentis concernant l'association de malfaiteurs, la sûreté de l'Etat, la fausse monnaie et d'autres infractions ; valeur morale du repentir (p. 2601) ; faveur donnée à une législation permettant de réduire la peine du repenti au détriment d'une prime à la délation ; amendement n° 50 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. François Asensi (de suppression) ; recul du terrorisme en Italie ou dans d'autres pays européens ne résultant pas de la menace ou de l'incitation au repentir ; pratiques risquant de conduire à châtier plus durement les seconds rôles ; multiplication des fausses accusations (p. 2602) ; remise de peine dépendant de l'importance accordée par la justice aux dénonciations ; problème du caractère obligatoire des dispositions proposées par le Gouvernement ; amendement n° 50 : rejeté au scrutin public ; *article 463-1 du code pénal* (exemption de peine) : amendement n° 88 de M. Gilbert Bonnemaison (supprimant le texte proposé pour cet article du code) (p. 2603) ; nécessité d'établir un équilibre entre l'efficacité du système et le respect des libertés ; délation rémunérée ; actualisation des prix ; développement du témoignage ; efficacité du système proposé par le Gouvernement ; amendement n° 88 : rejeté ; amendement n° 24 de la commisison (insérant dans le texte proposé pour cet article du code après les mots : « en qualité d'auteur ou de complice » les mots : « un crime ou un délit contre la sûreté de l'Etat ») ; extension aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat des dispositions concernant l'excuse absolutoire (p. 2604) ; renforcement de l'amalgame entre lutte contre le terrorisme et lutte contre les atteintes à la sûreté de l'Etat ; adopté ; amendement n° 89 de M. Michel Sapin (substituant dans le texte proposé pour cet article du code aux mots : « individuel ou collectif » le mot : « organisée ») : retiré ; amendement n° 25 de la commission (insérant dans le texte proposé pour cet article du code après les mots : « entreprise individuelle ou collective ayant pour but » les mots : « ou pour conséquence ») : retiré ; *article 463-2 du code pénal* (réduction de peine) : amendement n° 90 de M. Michel Sapin (supprimant le texte proposé pour cet article du code) ; possibilité de diminuer la peine de ceux qui n'ont pas empêché l'infraction ; caractère temporaire de la légilsation italienne sur les repentis ; compatibilité de la valeur morale du repentir avec la récompense résultant de l'application stricte de l'article 463-2 (p. 2605) ; rappelle des dispositions de l'article 101 de l'ordonnance du 4 juin 1960 prévoyant des réductions de peine ; réduction du terrorisme de l'étranger ; possibilité de remonter la filière grâce à la dénonciation ; amendement n° 90 : rejeté ; amendement n° 26 de la commission (insérant dans le texte proposé pour cet article du code après les mots : « auteur ou complice » les mots : « d'un crime ou d'un délit contre la sûreté de l'Etat ») : adopté ; amendement n° 91 de M. Michel Sapin (substituant dans le texte proposé pour cet article du code pénal aux mots : « individuel ou collective » le mot : « organisé ») : retiré ; amendement n° 27 de la commission (insérant dans le texte proposé pour cet article du code après les mots : « entreprise individuelle ou collective ayant pour but » les mots : « ou pour conséquence ») : retiré ;

— article 6, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 28 de la commission (insérant après l'article 6 l'article suivant : « l'article 101 du code pénal est abrogé ») : adopté.

Article 7 *(dissolution des associations étrangères liées à des activités terroristes)* : suppression des règles régissant depuis 1939 les associations étrangères par la loi du 9 octobre 1981 (p. 2606) ; multiplication d'associations regroupant des ressortissants étrangers et dirigées par eux ; possibilité pour une association étrangère d'entreprendre des actes de terrorisme en France ou sur le territoire d'Etats étrangers ; possibilité de dissoudre les groupements organisant à partir de la France des actions de déstabilisation violentes à l'encontre des pays étrangers démocratiques ; moyens actuels permettant de dissoudre les associations françaises ou étrangères se livrant à des activités terroristes ; organisation clandestine ne pouvant être que combattue ; dissolution des associations de terroristes apparaissant sans effet sur l'activité des groupes de terroristes ; hypothèse d'une demande du Gouvernement d'Afrique du Sud visant à obtenir la dissolution en France de l'A.N.C. ; amalgame entre terrorisme et immigration (p. 2607) ; article visant à museler les associations regroupant des travailleurs étrangers ; rapport de M. Schlosing décomptant les organisations étrangères impliquées dans le terrorisme en Allemagne (p. 2608) ; insuffisance des moyens légaux actuels pour dissoudre des associations ou des groupements de fait organisés sur le territoire français se livrant à des activités terroristes dirigées contre la France ou l'étranger ; absence de disposition dans la loi de 1936 permettant la dissolution par décret de toute association au seul motif que celle-ci poursuit une activité illégale ; amendements identiques n° 51 de M. Guy Ducoloné et n° 92 de M. Michel Sapin (de suppression) ; inopportunité d'instaurer un régime différent pour les associations dirigées par les étrangers et pour les associations dirigées par les Français ;

dissolution du F.L.N.C. et d'Action directe (p. 2609) ; mise à l'abri du Gouvernement français des pressions des gouvernements étrangers ; dissolution prononcée par décret rendu par le Président de la République en conseil des ministres ; amendements n° 51 et n° 92 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 29 de la commission (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots : « à des agissements au vue de provoquer des actes de terrorisme en France ou à l'étranger » les mots : « à des activités en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but ou pour conséquence, en France ou à l'étranger de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ») : retiré ;

— article 7 : adopté.

Après l'article 7 : amendement n° 30 de la commission (interdiction de porter à la connaissance du public des communiqués ou des correspondances émanant d'associations ou de groupements dissous et de faire l'apologie de ces mouvements) (p. 2610) ; terrorisme fondé sur la publicité ; préservation de la liberté de l'information ; imperfection technique de l'amendement ; carences de la loi de 1936 sur les ligues dissoutes ; article 24 de la loi de 1881 interdisant la reproduction des communiqués ; responsabilité des journalistes ; propos de M. Jean-François Kahn en faveur de l'amendement de la commission (p. 2611) ; nécessité d'un code de déontologie des journalistes ; attitude de la presse à l'égard du terrorisme ; opportunité de retirer l'amendement de la commission au profit de l'amendement du Gouvernement prévoyant que les crimes terroristes sont ajoutés à la liste de ceux dont l'apologie ou la provocation sont réprimés par l'article 24 de la loi de 1981 ; conciliation de l'unité nationale et de la liberté de la presse (p. 2612) ; effets pervers résultant de l'amendement du Gouvernement ; assimilation du F.L.N.K.S. à une organisation terroriste ; inexistence des poursuites du Parquet pour apologie de terrorisme ; absence de poursuite pour reconstitution de ligue dissoute ; utilisation de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 ; amendement n° 30 : retiré ; amendement n° 6 de M. Georges-Paul Wagner (insérant dans le premier alinéa de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse après les mots : « l'article 85 du même code » les mots : « et ceux qui par l'un des moyens énoncés en l'article précédent auront directement provoqué l'une des infractions entrant dans les prévisions de l'article 701 du code de procédure pénale ») (p. 2613) ; amendement n° 7 de M. Georges-Paul Wagner (même objet) ; inclusion d'un nouveau cas de provocation et un nouveau cas d'apologie dans l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881 ; importance du terrorisme médiatisé ; engagement effectif des poursuites ; amendements n° 6 et n° 7 : retirés ; amendement n° 99 du Gouvernement (inclusion dans la loi du 29 juillet 1881 de l'interdiction de provocation et d'apologie du terrorisme) ; infraction matérielle visée par le nouvel article 701 du code pénal déjà concernée par le délit d'opinion mentionné dans la loi de 1881 ; principe constitutionnel de la liberté de la presse ; impossibilité de mettre en œuvre un code de déontologie des journalistes (p. 2614) ; problème de l'information sur le terrorisme ; amendement n° 99 : adopté ; amendement n° 55 du Gouvernement (régime d'indemnisation des victimes du terrorisme) ; amendement n° 93 de M. Alain Richard (même objet) (p. 2615) ; indemnisation complète par l'Etat des personnes ayant été victimes de crime terroriste et n'ayant pas encore reçu une réparation suffisante ; dédommagement résultant d'une garantie obligatoirement incluse dans certains contrat d'assurance ; détermination des contrats d'assurance couvrant automatiquement les dommages tant corporels que matériels dus à des attentats terroristes ; interdiction des clauses d'exclusion du risque ; création d'un fonds de garanties ; rapidité de l'indemnisation (p. 2616) ; indemnisation des victimes d'attentats et d'actes de terrorisme passés ; prise en charge par le budget de l'Etat ; situation des Français à l'étranger ; indemnisation des personnes non assurées ; principe de l'indemnisation des victimes posé par la loi de 1983 ; système d'indemnisation administré par l'Etat ne pouvant aboutir en raison des limites budgétaires ; problème pour les préjudices moraux et esthétiques ; prise en comptes comme base de tous les contrats d'assurance personnels ; système nécessaire pour couvrir l'ensemble des personnes non assurées (p. 2617) ; amendement du Gouvernement ne fixant pas le principe du taux unique de la surprime pour l'ensemble d'une catégorie de police ; montant illimité de l'indemnité ; participation des industries d'armement et indemnisation des victimes d'attentat ; exemple de l'attentat aux Galeries Lafayette ; indemnisation des personnes non assurées ; inopportunité de greffer un contentieux administratif sur un contentieux judiciaire (p. 2618) ; rôle de la sécurité sociale ; unicité du taux de la surprime par catégorie de contrat ; amendement n° 55 : adopté ; amendement n° 93 : devenu sans objet ; amendement n° 56 du Gouvernement (prévoyant que la présente loi sera applicable aux faits commis postérieurement à son entrée en vigueur) ; adopté (p. 2619).

Explications de vote (p. 2619).

Vote négatif du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 2619).

Vote négatif du groupe socialiste : *Sapin (Michel)* (p. 2619).

Vote positif du groupe Front national : *Wagner (George Paul)* (p. 2619).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Grussenmeyer (François)* (p. 2619).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Mamy (Albert)* (p. 2619).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2619).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [7 août 1986] (p. 4123).

Centralisation des poursuites : *Chalandon (Albin)* (p. 4125).

Cour spécialisée (institution d'une -) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 4125).

Peine de mort pour les terroristes : *Jalkh (Jean-François)* (p. 4126).

Police et nation (apparition d'une coupure entre la - et la -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4127) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 4128).

Rappel au règlement : *Bussereau (Dominique)* (p. 4128).

Services de renseignements (renforcement des -) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 4126).

Sûreté de l'Etat (suppression par le Sénat des dispositions concernant la -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 4123).

Terrorisme (définition du -) : *Chalandon (Albin)* (p. 4124, 4125) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 4126).

Victimes du terrorisme (indemnisation des -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 4123, 4124).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 4129 à 4131).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4131).

7. — Proposition de loi n° 168 tendant à **indemniser** pleinement les **victimes d'attentats.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

8. — Proposition de loi n° 170 tendant à améliorer **l'indemnisation des victimes d'attentats.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Jean-Louis Masson et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

9. — Proposition de loi n° 172 tendant à étendre les possibilités de **recours en indemnité ouvert à certaines victimes de dommages résultant d'une infraction.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Raymond Lory. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

10. — Proposition de loi n° 220 relative aux **contrôles d'identité.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Pierre Mazeaud et M. Gabriel Kaspereit. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

11. — Proposition de loi n° 227 relative à l'**indemnisation des victimes d'actes de terrorisme.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Alain Griotteray. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

12. — Proposition de loi n° 380 tendant à prévoir la **réparation des dommages corporels résultant de l'assistance portée à une personne en péril.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Lucien Richard. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

13. — Proposition de loi n° 391 destinée à améliorer la **sûreté de l'Etat.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Dominique Chaboche et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Ronald Perdomo (27 novembre 1986).

14. — Proposition de loi n° 456 tendant à compléter la loi n° 86-1004 du 3 septembre 1986 relative aux **contrôles et vérifications d'identité.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Jean-Pierre Stirbois. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Sirgue (27 novembre 1986).

15. — Proposition de résolution n° 525 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les **instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion de la manifestation qui s'est déroulée à Paris le 4 décembre 1986.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 5 décembre 1986 par M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Sapin (9 décembre 1986). — Rapport n° **566** (17 décembre 1986), commun aux propositions de résolution n° 525, 526, 529, 531 (ordre public 15, 16, 17 et 18). — Discussion le 17 décembre 1986 (discussion commune aux propositions de résolution n° 525, 526, 529, 531) (ordre public 15, 16, 17 et 18). — Adoption le 17 décembre 1986. — Résolution n° **77** créant une commission d'enquête relative aux événements de novembre et décembre 1986 — Constitution : [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15185).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [17 décembre 1986] (p. 7728).

Bavures policières (couverture de - par le Gouvernement) : *Asensi (François)* (p. 7732).

Code de la nationalité (projet du réforme du -) : *Asensi (François)* (p. 7732).

Commissaires (nombre et mode de désignation des -) : *Aubert (Emmanuel)* (p. 7737).

Ecole privée (manifestation de juin 1984 en faveur de l'-) : *Marchand (Philippe)* (p. 7733).

Enquêtes et sanctions administratives : *Sapin (Michel)* (p. 7729) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 7736).

Forces de l'ordre (attitude des - et instructions données aux -) : *Sapin (Michel)* (p. 7729) ; *Asensi (François)* (p. 7732) ; *Marchand (Philippe)* (p. 7733).

Front national (attitude favorable du - à la création d'une commission d'enquête) : *Sirgue (Pierre)* (p. 7734).

Gouvernement (responsabilité du - dans les événements) : *Sirgue (Pierre)* (p. 7736).

Gouvernement (attitude favorable du - à la création d'une commission d'enquête) : *Galland (Yves)* (p. 7731).

Informations judiciaires (opportunité de la création d'une commission d'enquête malgré l'ouverture d'-) : *Sapin (Michel)* (p. 7729, 7730).

Manifestations étudiantes (déroulement des -) : *Asensi (François)* (p. 7732) ; *Marchand (Philippe)* (p. 7733).

Manifestations étudiantes (manipulation des - et notamment rôle de M. David Assouline, des enseignants, syndicats et groupes politiques) : *Sirgue (Pierre)* (p. 7735, 7736).

Medias (présentation des événements) : *Sirgue (Pierre)* (p. 7735, 7736).

Objet de la commission d'enquête et notamment déplacement de celui-ci sur la presse et sur les étudiants) : *Sapin (Michel)* (p. 7730) ; *Asensi (François)* (p. 7731, 7732, 7733) ; *Marchand (Philippe)* (p. 7733, 7734) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 7735) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7736, 7737).

Rappel au règlement de M. Jean-Claude Gaudin : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 7730, 7731).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7731) ; *Touhon (Jacques)* (p. 7731).

S.N.C.F. (contribution de - à la préparation de la manifestation) : *Sirgue (Pierre)* (p. 7735).

Victimes parmi les étudiants et les policiers et notamment mort d'un étudiant : *Sapin (Michel)* (p. 7729) ; *Asensi (François)* (p. 7732) ; *Aubert (Emmanuel)* (p. 7736).

Discussion de l'article unique [17 décembre 1986] (p. 7737).

Article unique *(tendant à créer une commission d'enquête sur la préparation, l'organisation, le déroulement et la présentation des événements de novembre et décembre 1986 en liaision avec les projets relatifs aux réformes scolaire et universitaire) :* amendement n° 7 de M. François Asensi (tendant à donner à la commission d'enquête la mission d'établir la vérité sur les violences policières intervenues lors des manifestations) ; amendement n° 1 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Philippe Marchand (tendant à donner à la commission d'enquête pour objet la nature et le contenu des instructions données sous la responsabilité des ministres concernés aux fonctionnaires chargés du maintien de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 4, 5, 6 et 7 décembre 1986) (p. 7737) ; objet de la commission d'enquête ; amendement n° 1 : rejeté au scrutin public, amendement n° 7 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 2 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Philippe Marchand (tendant à porter le nombre de commissaires à vingt-cinq) : adopté (p. 7738) ; amendement n° 3 de M. Pierre Joxe (tendant à supprimer dans cet article le mot « la préparation ») ; connaissance des ordres donnés par le ministre de l'intérieur ; rejeté ; amendement n° 4 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Philippe Marchand tendant à supprimer dans cet article les mots « l'organisation ») : rejeté ; amendements identiques n° 5 de M. Pierre Joxe soutenu par M. Philippe Marchand et n° 8 de M. François Asensi (tendant à supprimer dans cet article les mots « et la présentation ») ; rôle de la presse dans la présentation des événements ; volonté de la majorité d'instruire le procès de la presse ; reportages télévisés diffusés sur les événements ; amendements n° 5 et 8 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 9 de M. François Asensi (visant à compléter cet article par les mots « afin d'établir toutes les responsabilités sur les violences policières commises ») : rejeté ; amendement n° 6 de M. Pierre Joxe (tendant à donner à la commission d'enquête pour mission d'enquêter sur les instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris les 4, 5, 6 et 7 décembre 1986) : devenu sans objet.

Seconde délibération de la proposition de résolution (p. 7739).

Intervention du Rapporteur précisant qu'il n'est pas prêt à rapporter mais que le président de la commission pourra le faire à sa place (p. 7739).

Article unique : amendement n° 1 de M. Jacques Toubon (visant à réduire le nombre de commissaires de vingt-cinq à vingt et un) : adopté au scrutin public (p. 7740).

Explications de vote (p. 7740).

Abstention du groupe socialiste : *Vauzelle (Michel)* (p. 7741).

Etudiants (identité des -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7741).

Fédération de l'éducation nationale (manipulations de la part de la -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7741).

Jeunes (attitude du Gouvernement envers les -) : *Vauzelle (Michel)* (p. 7740).

Médias (rôle des -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7741).

Objet de la commission d'enquête (et notamment retournement de la - contre les médias et les étudiants) : *Vauzelle (Michel)* (p. 7740) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 7740) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7741).

Responsables de la sécurité publique (part des - dans les violences) : *Vauzelle (Michel)* (p. 7740).

Victimes étudiantes et notamment mort de Malik Oussekine : *Ducoloné (Guy)* (p. 7741).

Vote hostile du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 7741).

Vote positif du groupe Front national : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7741).

Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution (p. 7741).

16. — Proposition de résolution n° 526 tendant à créer une **commission d'enquête sur les violences policières qui ont été commises le 4 décembre** et les **conditions dans lesquelles un étudiant, Malik Oussekine, a été tué** dans la nuit du 6 décembre 1986, à Paris.

Dépôt à l'Assemblée nationale le 6 décembre 1986 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Sapin (9 décembre 1986). — Rapport n° **566** (17 décembre 1986), commun aux propositions de résolution n°s 525, 526, 529, 531 (« Ordre public » 15, 16, 17 et 18). — Discussion le 17 décembre 1986 (discussion commune aux propositions de résolution n°s 525, 526, 529, 531). — Voir ordre public 15, 16, 17 et 18.

17. — Proposition de résolution n° 529 tendant à la création d'une **commission de contrôle** sur la nature et les conditions d'exécution des **instructions données par le ministre de l'intérieur et le préfet de police aux forces chargées du maintien de l'ordre à Paris.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 9 décembre 1986 par M. Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Sapin (11 décembre 1986). — Rapport n° **566** (17 décembre 1986), commun aux propositions de résolution n°s 525, 526, 529, 531 (« ordre public » 15, 16, 17 et 18). — Discussion le 17 décembre 1986 (discussion commune aux propositions de résolution n°s 525, 526, 529, 531). — Voir « ordre public » 15, 16, 17 et 18.

18. — Proposition de résolution n° 531 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les **instructions données aux forces de l'ordre à l'occasion des manifestations qui se sont déroulées à Paris, les 6, 6 et 7 décembre 1986.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 9 décembre 1986 par M Pierre Joxe et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Sapin (11 décembre 1986). — Rapport n° **566** (17 décembre 1986), commun aux propositions de résolution n°s 525, 526, 529, 531 (« ordre public » 15, 16, 17 et 18). — Discussion le 17 décembre 1986 (discussion commune aux propositions de résolution n°s 525, 526, 529, 531). — Voir ordre public 15, 16, 17 et 18.

Voir *Etrangers* **6**.
Police et sécurité **2**.

Attentat de Provins.

Voir *Questions orales sans débat* **169**.

Insécurité.

Voir *Ordre public* **4**.
Questions au Gouvernement **79**.

Mesures contre la délinquance et l'insécurité.

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1**.

ORDRES PROFESSIONNELS

1. — Proposition de loi n° 99 visant à garantir le libre exercice de la **profession de géomètre-expert.**

Sénat (première lecture), n° **286** (1985-1986). — Dépôt le 9 janvier 1986 par M. Jacques Mossion et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Jean Colin. — Rapport n° **336** (1985-1986) (15 avril 1986). — Discussion le 29 avril 1986. — Adoption le 29 avril 1986. — Proposition de loi n° **113** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **99**. — Dépôt le 29 avril 1986. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Paul Charié (15 mai 1986).

2. — Proposition de loi n° 191 tendant à abroger l'article 9 de la loi n° 85-1508 du 30 décembre 1985 portant amélioration de la concurrence relatif à l'exercice illégal de la profession de **géomètre-expert.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. André Rossi. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Paul Charié (9 octobre 1986).

3. — Proposition de loi n° 414 tendant à la création de **chambres régionales de métiers.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 octobre 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

ORGANISMES DE PLACEMENTS COLLECTIFS

Voir *Loi de finances rectificative* **1**, article 11 *bis* et 11 *ter* (lettre rectificative).

ORIACH (affaire)

Voir *Questions au Gouvernement* **12**.

OUESSANT

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, mer.

OVINS

Voir *Questions au Gouvernement* **169, 227, 262**.

P

PACIFIQUE

— Sud

Voir *Nouvelle-Caléonie* **1**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, D.O.M.-T.O.M.

Université du -

Voir *Nouvelle-Calédonie* **1**.

PACTE DE FAMILLE

Voir *Successions et libéralités* **1**.

PANTHEON

Voir *Funérailles nationales* **1**.

PAPIER TIMBRE

Voir *Loi de finances rectificative* **2**, article 15.

PARCS RECREATIFS

Voir *Loi de finances rectificative* **2**, article 13.

PARIS (Ville de)

Voir *Police et sécurité* **2**.

Comptes de la ville de - et du conseil régional d'Ile-de-France

Voir *Loi de finances rectificative* **1**.

Contrôle des dépenses de -

Voir *Questions au Gouvernement* **209**.

Régime administratif et financier de -

Voir *Collectivités locales* **6**.

PARITE SOCIALE GLOBALE (entre les DOM et la métropole)

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.
Rappels au règlement **368**.

PARLEMENT

1. — Proposition de loi n° 35 tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au **fonctionnement des assemblées parlementaires** et portant création d'une **délégation parlementaire permanente chargée du contrôle des activités des services secrets.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. —

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — Proposition de résolution n° 107 tendant à compléter l'article 91, alinéa 4, du **règlement de l'Assemblée nationale.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 13 mai 1986 par M. Jean-Marie Le Pen et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'adminisatration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Toubon (29 mai 1986).

3. — Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. **Gérard Freulet**) n° **252,** présentée à l'Assemblée nationale le 7 juillet 1986.

Renvoi à la commission *ad hoc.*

4. — Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. **André Laignel**) n° **254,** présentée à l'Assemblée nationale le 8 juillet 1986.

Renvoi à la commission *ad hoc.*

5. — Proposition de loi n° 287 tendant à instituer une **délégation parlementaire** pour établir le **bilan des suites données aux propositions du Médiateur.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

6. — Demande de levée de l'immunité parlementaire d'un membre de l'Assemblée (M. **Henri Bouvet**) n° **340,** présentée à l'Assemblée nationale le 4 août 1986.

Par M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice. — Renvoi à la commission *ad hoc.*

7. — Proposition de loi constitutionnelle n° 559 tendant à modifier le **régime des sessions.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 16 décembre 1986 par M. Dominique Saint-Pierre et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

8. — Proposition de loi n° 575 tendant à modifier les articles 29 et 36 du **règlement de l'Assemblée nationale** sur les compétences des **commissions permanentes.**

Dépôt à l'Assemblée nationale le 18 décembre 1986 par M. Jean-Pierre Delalande. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *Elections et référendums* **22.**

Droits du -

Voir *Lois de finances* **2.**

Rôle et contrôle du -

Voir *Politique économique et sociale* **3.**

PARLEMENT EUROPEEN

Voir *Traités et conventions* **6.**

PARTICIPATION DES SALARIES

1. — Proposition de loi n° 159 relative à la **participation.**

Assemblée nationale (première lecture), n° **1187.** — Dépôt le 19 juin 1979 par M. Claude Labbé et plusieurs de ses collègues, sous le titre : « Proposition de loi relative à l'intéressement des travailleurs au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises ». — Urgence déclarée le 11 avril 1980. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Delalande (4 octobre 1979). — Rapport n° **1640** (16 avril 1980). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (12 octobre 1979). — Rapporteur pour avis : M. Philippe Séguin (18 octobre 1979). — La commission renonce à donner son avis (23 avril 1980). — Discussion les 22 et 23 avril 1980 (voir sixième législature : Participation des travailleurs, 7). — Adoption le 23 avril 1980. — Proposition de loi n° **283.**

Sénat (première lecture), n° **232** (1979-1980). — Dépôt le 24 avril 1980. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean Chérioux. — Rapport n° **247** (1979-1980) (14 mai 1980). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur pour avis : M. André Fosset. — Avis n° **253** (1979-1980) (21 mai 1980). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. — Avis n° **283** (1979-1980). — Discussion les 9, 20 et 24 juin 1980. — Adoption le 24 juin 1980. — Nouveau titre : « Proposition de loi relative à la participation aux fruits de l'expansion des entreprises et à l'actionnariat des salariés ». — Proposition de loi n° **96** (1979-1980).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **1829.** — Dépôt le 24 juin 1980. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire, nomination [*J.O.* du 26 juin 1980] (p. 1586). — Bureau [*J.O.* du 28 juin 1980] (p. 1609).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Delalande. — Rapport n° **1876** (27 juin 1980). — Discussion le 27 juin 1980. — Adoption avec modification le 27 juin 1980. — Proposition de loi n° **340.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean Chérioux. — Rapport n° **363** (28 juin 1980). — Discussion le 29 juin 1980. — Rejet le 29 juin 1980. — Projet de loi n° **116** (1979-1980).

Assemblée nationale (deuxième lecture). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Delalande. — Rapport n° **1892** (30 juin 1980). — Discussion le 30 juin 1980. — Adoption avec modifications le 30 juin 1980. — Nouveau titre : « Proposition de loi relative à la participation ». — Proposition de loi n° **346.**

Sénat (deuxième lecture), n° **371** (1979-1980). — Dépôt le 30 juin 1980. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean Chérioux. — Rapport n° **372** (1979-1980) (30 juin 1980). — Discussion le 30 juin 1980. — Rejet le 30 juin 1980. — Proposition de loi n° **122** (1979-1980).

Assemblée nationale (troisième lecture), sixième législature, n° **1917.** — Dépôt le 30 juin 1980. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Delalande. — Rapport n° **1919** (30 juin 1980) ; septième législature, n° **153.** — Dépôt le 17 juillet 1981. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Etienne Pinte (17 septembre 1981) ; huitième législature, n° **159.** — Dépôt le 3 juin 1986. — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **2.**
Politique économique et sociale **1, 3.**
Travail **10.**

PARTIS ET GROUPEMENTS POLITIQUES

1. — Proposition de loi n° 594 tendant à la **moralisation et à la transparence des partis politiques** en France

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Jean-Pierre Delalande. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Voir *groupes politiques.*

PATRIMOINE ESTHETIQUE, ARCHEOLOGIQUE ET HISTORIQUE

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Culture.

PATRIOTES RESISTANT A L'OCCUPATION

Voir *Questions orales sans débat* **133.**

PAUVRETE

Voir *Action sociale et solidarité nationale* **3.**
Questions au Gouvernement **30, 158, 168, 256.**

PAVILLON EUROPEEN

Voir *Questions au Gouvernement* **230.**

PECHE

— à Saint-Pierre-et-Miquelon

Voir *Saint-Pierre-et-Miquelon* **1**.

en eau douce (modification de la loi de 1984)

Voir *Logement et habitat* **2** (article 55 *quater*).

— outre-mer

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.

PEINES

Application des -

Voir *Droit pénal* **5**.
Procédure pénale **1**.

Echelle des -

Voir *Procédure pénale* **1**.

Peine incompressible de trente ans

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1**.

Peine de mort

Voir *Déclarations du Gouvernement* **2**.
Droit pénal **1, 2, 8**.
Ordre public **4**.

Peine de sûreté

Voir *Ordre public* **4**.
Questions au Gouvernement **80**.

PENSIONS

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi, questions.

— d'invalidité

Voir *Questions orales sans débat* n° **77**.

Mensualisation des -

Voir *Questions au Gouvernement* **264**.

Paiement des -

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **1**.
Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux **2**.

PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

1. — Proposition de loi n° 275 tendant à permettre le départ à la **retraite anticipée** à l'âge de cinquante-cinq ans aux **anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc**, demandeurs d'emploi en fin de droits ou pensionnés à un taux égal ou supérieur à 60 %.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Bernard Deschamps et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 277 tendant à prendre en compte la durée du **séjour en Afrique du Nord** de 1952 à 1962 des **anciens combattants** pour une **retraite anticipée**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Daniel Le Meur et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 314 tendant à compléter l'article L. 24-1 du code des pensions civiles et militaires de retraite afin que les fonctionnaires de sexe masculin, veufs, ayant certaines charges de famille, puissent bénéficier de la **pension civile avec jouissance immédiate.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Serge Charles. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Proposition de loi n° 589 tendant à assurer la protection des ayants droit des sauveteurs bénévoles de la **société nationale de sauvetage en mer.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Joseph Gourmelon et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **8, 9**.
Assurance vieillesse : généralités **3**.
Défense **1**.
Questions orales sans débat, **77**.
Travail **8**.

PENSIONS DE REVERSION

1. — Proposition de loi n° 61 relative au **droit du conjoint divorcé** à une pension de réversion.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean-Pierre Delalande. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 89 tendant à modifier les dispositions relatives à la **répartition des droits à pension de réversion entre les conjoints divorcés et les conjoints survivants.**

Sénat (première lecture), n° **425** (1978-1979). — Dépôt le 22 juin 1979 par M. Paul Kauss sous le titre « Proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal ». — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Robert Schwint. — Rapport n° **142** (1979-1980) (20 décembre 1979). — Discussion le 22 mai 1980. — Adoption le 22 mai 1980. — Nouveau titre : « Proposition de loi tendant à modifier les dispositions relatives à la répartition des droits à pension de réversion entre les conjoints divorcés et les conjoints survivants ». — Proposition de loi n° **64** (1979-1980).

Assemblée nationale (première lecture), sixième législature : n° **1733**. — Dépôt le 23 mai 1980. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Delalande (29 mai 1980). — Rapport n° **1831** (25 juin 1980), commun aux propositions de loi n°s 1733 et 1542 (Administration, relations avec le public, **3** et Pensions de réversion, **7**). Septième législature : n° **144**. — Dépôt le 17 juillet 1981. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Marcel Garrouste (17 septembre 1981). Huitième législature : n° **89**. — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 144 tendant à modifier les dispositions relatives à la **répartition des droits à pension de réversion entre les conjoints divorcés et les conjoints survivants.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Didier Julia. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Proposition de loi n° 284 tendant à modifier l'article L. 353-1 du code de la sécurité sociale afin de supprimer les conditions de ressources et de durée de mariage pour l'**ouverture du droit à pension de réversion.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Lucien Richard. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Agriculture* **5**.
Questions orales sans débat **87**.

Veuves des policiers

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie : Intérieur.

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE ET DES VICTIMES DE GUERRE

1. — Proposition de loi n° 510 tendant à la suppression des forclusions opposables à l'accueil des **demandes de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Pierre Mauger. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Anciens combattants et victimes de guerre* **8**.
Déportés, internés et résistants **4**.
Questions orales sans débat, **56**.

PERMIS DE CONDUIRE

Voir *Transports* **4.**

Suspension du -

Voir *Police de la route et circulation routière* **1, 3.**

PERMIS DE CONSTRUIRE

Voir *Bâtiments et travaux publics* **2.**

Instruction du -

Voir *Collectivités locales* **5.**

PERSONNEL DE MAISON

Voir *Impôt sur le revenu* **6.**

PERSONNES AGEES

Voir *Questions au Gouvernement* **253.**

Aide à domicile

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, après l'article 63.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (P.M.E.)

Rôle des - et P.M.I. dans le plan de redressement du Gouvernement

Voir *Questions au Gouvernement* **6.**

PETITIONS

I. — **Pétitions de la septième législature** : Réponses des ministres aux pétitions n°s 235, 268, 280, 293, 294, 295, 298, 299, 300, 301, 307, 309, 310, 311, 312 et 315 [annexe au feuilleton n° 67 du 28 juillet 1986].

II. — Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 67 du 28 juillet 1986 et aux débats de l'Assemblée nationale des 12 août 1986 (p. 4317) et 18 novembre 1986 (p. 6507).

1. — (20 décembre 1985). — M. Kai Tang Chan : report de la mesure d'expulsion qui le frappe. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

2. — (26 décembre 1985). — M. Florent Alix : détournements de correspondances postales qu'il a adressées au Président de la République et au garde des sceaux. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

3. — (10 janvier 1986). — M. Louis Giraudon : dénonce les « entraves à la liberté » dont il serait victime. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

4. — (21 janvier 1986). — M. Victor Grasset : communication de son dossier médical militaire et accélération de la procédure judiciaire engagée aux fins d'obtenir une pension militaire d'invalidité. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

5. — (21 janvier 1986). — M. Roland Ghellam : entraves à l'exercice normal des droits de la défense et arbitraire de certaines décisions. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

6. — (21 janvier 1986). — M. Nicolas Georges : demande à bénéficier d'une pension de retraite militaire et d'une revalorisation de sa pension militaire d'invalidité. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. Le ministre de la défense, à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

Réponse de M. le ministre de la défense le 22 septembre 1986 (annexe au feuilleton n° 126 du 20 décembre 1986).

7. — (4 février 1986). — M. José Sabas : demande de stage de reconversion vers un emploi civil et assistance pour postuler à un emploi réservé. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre de la défense.

8. — Retirée.

9. — (20 février 1986). — M. Mohamed Moumou : rejet de sa requête visant à l'annulation de l'arrêté d'expulsion pris à son encontre. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

10. — (20 février 1986). — M. Marc Droulez : modification du code de procédure pénale et meilleures conditions d'accès des prévenus à leur dossier. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 13 octobre 1986 (annexe au feuillet n° 126 du 20 décembre 1986).

11. — (28 février 1986). — M. Abdelaziz El Bouazaty : victime d'un accident du travail, conteste le diagnostic initial. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

12. — (6 mars 1986). — M. Manrot Le Goarnic : difficultés avec l'état civil en raison de prénoms non français de ses enfants. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le Médiateur.

13. — (11 mars 1986). — M. Mahtallah : décisions du conseil de discipline de l'Assistance publique dont il était employé. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

14. — (11 mars 1986). — M. Farid Boukhedcha : demande à être relevé de la peine de l'interdiction définitive du territoire français. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

15. — (17 mars 1986). — M. Anouar Bouhaoula : pensions des anciens combattants tunisiens comparées à celles de leurs homologues français. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

16. — (23 janvier 1986). — M. Edouard Gallet : inégalités qui existent entre les citoyens en matière de retraite et d'imposition. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

17. — (1er avril 1986). — M. Georges Salvan : anomalies relatives à sa candidature aux dernières élections législatives. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

18. — (2 avril 1986). — M. Jean-Claude Giraud : délivrance à une amie d'autorisation de visite. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

19. — (3 avril 1986). — M. Christian Borniche : extension par les P.T.T du service de renvoi temporaire du téléphone en dehors de la circonscritpion de l'abonné demandeur. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

20. — (8 avril 1986). — M. André Millet : difficultés de financement que rencontre son entreprise de joaillerie. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

21. — (9 avril 1986). — M. Bouberche Lakdar : absence de réponse à un dossier d'invalidité. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

22. — (9 avril 1986). — M. Tang Uy Meng : interdiction du territoire français. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

23. — (22 avril 1986). — M. Claude Redon : caractère illégal de sa détention. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 14 octobre 1986 (annexe au feuilleton n° 126 du 20 décembre 1986).

24. — (23 avril 1986). — M. R. Brugeille : absence de réponse de la Haute-Autorité de la communication audiovisuelle aux plaintes qu'il lui a adressées. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T.

25. — (23 avril 1986). — Mme Soumille : absence de « ralentisseur » de protection contre les véhicules aux abords de l'école du Petit Palais à l'Isle-sur-Sorgue. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

26. — (23 avril 1986). — M. Lucien Orsane : prise en compte des services militaires obligatoires comme services actifs pour le calcul de l'âge de la retraite des fonctionnaires. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

27. — (29 avril 1986). — M. Robert Marlin : impossibilité d'être remboursé par un débiteur indélicat. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 16 décembre 1986 (annexe au feuilleton n° 126 du 20 décembre 1986).

28. — (30 avril 1986). — M. Marcel Bouchon : comptes de ses entreprises, en règlement judiciaire. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 10 septembre 1986 (annexe au feuilleton n° 126 du 20 décembre 1986).

29. — (6 mai 1986). — M. Wilhem Heussaf : surveillant dans une maison d'arrêt, se plaint des conditions d'existence qui lui seraient faites. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 10 septembre 1986 (annexe au feuilleton n° 126 du 20 décembre 1986).

30. — (29 mai 1986). — M. Olivier Roujansky : pratique des délégations de vote en séance publique de l'Assemblée nationale. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

31. — (23 juin 1986). — M. Fernand Gouiric : attitude des avocats et magistrats dans une action pour abus de seing. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

32. — (2 juillet 1986). — M. Carte : prise en charge du forfait journalier pour les bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi.

Réponse le 28 octobre 1986 (annexe au feuilleton n° 126 du 20 décembre 1986).

33. — (2 juillet 1986). — M. Ahdidan : éclaircissements sur les circonstances du suicide de sa fille, consécutif à la réception d'un bulletin de notes scolaires. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice et à M. le ministre de l'éducation nationale.

Réponses de M. le ministre de l'éducation nationale le 9 octobre 1986 et de M. le garde des sceaux, ministre de la justice le 26 octobre 1986 (annexe au feuilleton n° 126 du 20 décembre 1986).

34. — (8 juillet 1986). — M. Raoul-Laurent Carretier : fonctionnement défectueux de la justice. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

35. — (15 juillet 1986). — M. Rabah Tayeb : se plaint de ne bénéficier d'aucun des droits attachés à son statut d'orphelin de guerre. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

Réponse de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants le 24 octobre 1986 (annexe au feuilleton n° 126 le 20 décembre 1986).

36. — (16 juillet 1986). — M. Jean Dupont : condamné pour viols, sollicite une intervention en sa faveur. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

Réponse le 26 août 1986 (annexe au feuilleton n° 126 du 20 décembre 1986).

III. — Pétitions publiées à l'annexe au feuilleton n° 126 du 20 décembre 1986.

37. — (19 août 1986). — M. Carte : inscription de l'allocation aux adultes handicapés sur la liste des prestations familiales donnant accès aux prêts d'amélioration de l'habitat. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi.

38. — (19 août 1986). — Mme Kando Salmota : demande à être réintégrée dans la nationalité française. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi.

39. — (19 août 1986). — M. Jean Glaziou : caractère illégal de sa détention provisoire. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

40. — (19 août 1986). — M. Jacques Roussel : demande à bénéficier d'une retraite anticipée. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi.

41. — (19 août 1986). — M. Francis Ardanny : refus du juge d'instruction d'autoriser les visites de sa femme et de ses enfants. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

42. — (21 août 1986). — Mme Jeanne Chalon : transformation en rue piétonnière de la voie qui dessert son domicile. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

43. — (21 août 1986). — Mme Anastasie Beaubrun : vente, à son insu, de son fonds de commerce après saisie immobilière pour non paiement de charges locatives. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

44. — (11 septembre 1986). — Mme Josette Schwartz : obligation de payer des prestations médicales sans disposer des justificatifs correspondants. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

45. — (12 septembre 1986). — M. André Steininger : demande l'interdiction de la pratique du delta-plane en France. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports.

46. — (25 septembre 1986). — M. Georges Salvan : refus du commissaire de la République du département de la Haute-Garonne d'enregistrer la liste conduite par M. Houteer lors des élections législatives du 16 mars 1986. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

47. — (18 septembre 1986). — Mme Rose-Marie Cahen : condamnée en appel proteste contre ce jugement. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

48. — (25 septembre 1986). — M. Gérard Schneider : son jugement plusieurs fois de suite pour la même affaire. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

49. — (18 septembre 1986). — M. et Mme Gérard Palatin : intervention en faveur du maintien du cimetière pour animaux domestiques d'Asnières. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

50. — (2 octobre 1986). — M. André Celard : dispositions relatives à la signature par le Président de la République des ordonnances prises en application de l'aticle 38 de la Constitution. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

51. — (2 octobre 1986). — M. Jean-Michel Boineau : sa demande de communication des dossiers que les renseignements généraux auraient établis sur lui. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

52. — (29 septembre 1986). — Mme Christiane Delmas : lacunes de la législation en matière d'indemnisation des accidents. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

53. — (13 octobre 1986). — M. Antoine Gantzer : demande assistance dans un litige fiscal consécutif à des transactions d'or. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.

54. — (14 octobre 1986). — M. Didier Davoult : longueur de sa détention provisoire. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

55. — (1er septembre 1986). — M. François Vanier : longueur de sa détention provisoire. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

56. — (5 novembre 1986). — M. Edouard Gallet : mode de calcul de sa pension de retraite. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi.

57. — (28 octobre 1986). — M. Marc-Alain Rozan : non-assistance de l'administration pour l'exécution d'une décision de justice tendant à l'expulsion d'un locataire. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

58. — (28 octobre 1986). — M. Alain Weber : comportement d'un magistrat du parquet dans une affaire le concernant. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

59. — (19 novembre 1986). — M. Henri Samuel : refus opposé à sa demande de révision d'une pension militaire. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : classement.

60. — (8 décembre 1986). — M. Serge Florentin : sa nouvelle condamnation pour non-paiement de pension alimentaire alors qu'il est empêché d'exercer son droit de visite. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

61. — (11 décembre 1986). — Mme Françoise Vétu : non aboutissement d'une procédure d'adoption plénière d'une fillette ivoirienne et caractère provisoire de son autorisation de séjour en France. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice et à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi.

62. — (18 septembre 1986). — M. Gilbert Boyer : situation d'un père à qui une décision de justice n'a pas accordé le droit de garde de ses enfants. M. Henri Cuq, rapporteur.

Décision : renvoi à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

PETROLE ET PRODUITS RAFFINES

Voir *Carburants et combustibles* **1.**

PHARMACIE

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Affaires sociales et emploi, questions.

Industrie pharmaceutique

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

Prix des produits

Voir *Questions au Gouvernement* **104.**
Questions orales sans débat **17, 83.**

PHILIPPINES

Voir *Questions au Gouvernement* **95.**

PLAFOND LEGAL DE DENSITE

Voir *Logement et habitat* **2.**

PLAN

Voir *Questions orales sans débat* **85, 172.**

Commissariat général au -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Services du Premier ministre.

Neuvième Plan

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Services du Premier ministre.

PLAN D'AMENAGEMENT DE ZONES

Voir *Logement et habitat* **2.**

PLAN D'EPARGNE RETRAITE

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Affaires sociales et emploi, questions.

PLAN D'OCCUPATION DES SOLS (P.O.S.)

Voir *Collectivités locales* **5.**
Logement et habitat **2.**
Urbanisme **1.**

PLAN POUR L'EMPLOI DES JEUNES

Organismes collecteurs

Voir *Questions au Gouvernement* **274.**

PLAN TEXTILE

Voir *Questions au Gouvernement* **105.**

PLANS-RELIEFS

Voir *Questions au Gouvernement* **40.**

PLUS-VALUES

Voir *Agriculture* **5.**
Propriété industrielles **1.**

POLES DE CONVERSION

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.
Questions au Gouvernement **27.**
Questions orales sans débat **118.**

POLICE

Voir *Ordre public* **13, 17, 18.**
Questions au Gouvernement **79.**

Attitude de la - lors des événements de décembre

Voir *Décès d'un étudiant au quartier latin.*
Ordre public **15, 16, 17 et 18.**
Questions au Gouvernement **275, 276.**
Questions orales sans débat **153, 154, 155, 156, 157.**
Rappels au règlement **434, 444, 445, 447, 450.**

Couverture des actes de la -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.

Discipline des personnels de -

Voir *Questions au Gouvernement* **99.**

Effectifs de -

Voir *Questions orales sans débat* **3.**

Gardiens de la paix

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.

Instructions données aux forces de - lors des événements de décembre

Voir *Questions orales sans débat* **168.**

Mise en cause de personnels de -

Voir *Questions au Gouverment* **99.**

Organisation de la -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.

Personnels de -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.
Questions au Gouvernement **29, 108.**

Plan de modernisation de la -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.

Usage des armes

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.

POLICE DE LA ROUTE ET CIRCULATION ROUTIERE

1. — Proposition de loi n° 40 tendant à modifier le code de la route en supprimant la procédure administrative de **suspension du permis de conduire.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Vincent Porelli et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — Proposition de loi n° 87 relative à la création d'une **carte d'auto-stoppeur.**

Sénat (première lecture), n° **267** (1974-1975). — Dépôt le 29 avril 1975 par Mme Brigitte Gros. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : Mme Brigitte Gros. — Rapport n° **316** (1974-1975) (22 mai 1975). — Discussion le 6 juin 1975. — Adoption le 6 juin 1975. — Proposition de loi n° **134** (1974-1975).

Assemblée nationale (première lecture). — cinquième législature, n° **1731.** — Dépôt le 10 juin 1975. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : Mme Aliette Crépin. — Rapport n° **1811** (26 juin 1975). — sixième législature, n° **32.** — Dépôt le 18 avril 1978. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. André Rossinot (20 avril 1978). — septième législature, n° **130.** — Dépôt le 17 juillet 1981. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean Jarosz (17 septembre 1981). — huitième législature, n° **87.** — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Marie Demange (29 mai 1986).

3. — Proposition de loi n° 139 tendant à coordonner les procédures administrative et judiciaire de **suspension du permis de conduire.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Michel Gonelle. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Patrick Devedjian (20 juin 1986).

4. — Proposition de loi n° 289 tendant à rendre obligatoire la signalisation de l'abandon, par leurs occupants, des **véhicules accidentés.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Raymond Lory (9 octobre 1986).

5. — Proposition de loi n° 307 tendant à porter obligation pour tous les **véhicules terrestres à moteur,** de rouler le jour en feux de croisement hors agglomération.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Albert Brochard. — Renvoi à la commission de la production et des échanges.

Voir *Transports* **4.**

POLICE JUDICIAIRE

Voir *Ordre public* **13.**

POLICE MUNICIPALE

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.
Questions au Gouvernement **10.**

POLICE ET SECURITE

1. — Proposition de loi n° 78 relative aux **contrôles d'identité** et à l'utilisation par les fonctionnaires de la police nationale de leurs armes de service.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean-Louis Masson. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Michel Debré (29 mai 1986).

2. — Proposition de loi n° 235 relative aux **pouvoirs de police dans la capitale.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Gilbert Gantier et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Lamassoure (27 novembre 1986).

3. — Proposition de loi n° 588 tendant à créer un **conseil national de prévention de la délinquance.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Gilbert Bonnemaison et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Voir *Communauté économique européenne.*

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

1. — Projet de loi n° 7 autorisant le Gouvernement à prendre diverses **mesures d'ordre économique et social.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 avril 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Robert-André Vivien (16 avril 1986). — Rapport n° **10** (22 avril 1986). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (9 avril 1986). — Rapporteur pour avis : M. Jean-Paul Fuchs (16 avril 1986). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (9 avril 1986). — Rapporteur pour avis : M. Pierre Mazeaud (16 avril 1986). — Renvoi pour avis à la commission de la production et des échanges (9 avril 1986). — Rapporteur pour avis : M. Jacques Dominati (16 avril 1986). — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (16 avril 1986). — Discussion les 22, 23, 24, 25, 28, 29, 30 avril, 5, 6, 7, 13 mai 1986. Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Texte considéré comme adopté le 16 mai 1986, la motion de censure déposée le 14 mai 1986 n'étant pas adoptée. — Projet de loi n° **1.**

Sénat (première lecture), n° **375** (1985-1986). — Dépôt le 16 mai 1986. — Renvoi à la commission des finances, du

contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **376** (1985-1986) (20 mai 1986). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. — Rapporteur pour avis : M. Jean Chérioux. — Avis n° **377** (1985-1986) ; des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur pour avis : M. Etienne Dailly. — Avis n° **378** (1985-1986) ; des affaires économiques et du plan. — Rapporteur pour avis : M. Michel Chautry. — Avis n° **379** (1985-1986) (20 mai 1986). — Discussion les 21, 22, 27, 28, 29, 30, 31 mai, 2 juin 1986. — Adoption le 2 juin 1986. — Projet de loi n° **121** (1985-1986).

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 26 juin 1986 (*J.O.* du 27 juin 1986) (p. 7979). — Rectificatif (*J.O.* du 3 juillet 1986) (p. 8285).

Loi n° 86-793 du 2 juillet 1986, publiée au *J.O.* du 3 juillet 1986 (p. 8240).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 7 et ceux de la loi n° 86-793

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
1		Autorisant le Gouvernement à modifier ou abroger certaines dispositions de la législation économique, notamment celles des ordonnances de 1945.	Première lecture : 24 avril 1986 25 avril 1986	339-356 404	1
2		Autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures nécessaires au développement de l'emploi.	Première lecture : 25 avril 1986 28 avril 1986 29 avril 1986	415-431 473-498 531-560	2
3		Autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures nécessaires au développement de la participation des salariés à l'entreprise.	Première lecture : 29 avril 1986	568	3
4		Possibilité de transférer jusqu'au 1er mars 1991 le contrôle majoritaire de plusieurs entreprises au secteur privé.	Première lecture : 29 avril 1986 30 avril 1986 5 mai 1986 6 mai 1986	597 609-642 660-693 727-757-784	4
5		Habilitant le Gouvernement à définir les conditions de transfert.	Première lecture : 7 mai 1986 13 mai 1986	839 856-883	5
6		Désignation par décret du président du conseil d'administration, mettant fin au mandat des membres du conseil d'administration désignés par la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public ; convocation de l'Assemblée générale.			6
7		Dépôt du projet de ratification avant le 31 décembre 1986.			8
8		Fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions dans lesquelles l'autorité administrative pourra autoriser la cession de filiales des entreprises publiques.			7

Engagement de la responsabilité du Gouvernement le 13 mai 1986 (p. 887).

Adoption du projet en première lecture, à la suite du rejet de la motion de censure le 16 mai 1986 (p. 959).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [22 avril 1986] (p. 198, 217), [23 avril 1986] (p. 267, 283), [24 avril 1986] (p. 327).

Exception d'irrecevabilité : *Mauroy (Pierre)* (p. 225 à 232) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 232 à 235) ; rejetée au scrutin public (p. 235).

Motion de renvoi en commission : *Hage (Georges)* (p. 333 à 336) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 336 à 339) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 338) ; rejetée au scrutin public (p. 339).

Question préalable : *Charzat (Michel)* (p. 236 à 239) ; *Fanton (André)* (p. 239 à 241) ; rejetée au scrutin public (p. 241).

Acquis sociaux (remise en cause des -) : *Mauroy (Pierre)* (p. 229) ; *Charzat (Michel)* (p. 236) ; *Bachelot (François)* (p. 283, 284) ; *Metzinger (Charles)* (p. 306) ; *Hage (Georges)* (p. 335).

Actionnariat populaire et acquisition de droits par le personnel : *Mazeaud (Pierre)* (p. 223, 224).

Actionnariat des téléspectateurs de chaînes privées : *Lamassoure (Alain)* (p. 303).

Agence nationale pour l'emploi (réforme de l'-) : *Balladur (Edouard)* (p. 209) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 219) ; *Auroux (Jean)* (p. 276) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 299) ; *Séguin (Philippe)* (p. 331).

Aménagement du temps de travail : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 218) ; *Auroux (Jean)* (p. 275) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 285) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 304).

Amnistie fiscale : *Marchais (Georges)* (p. 267) ; *Billardon (André)* (p. 286) ; *Douyère (Raymond)* (p. 291).

Apprentissage (modernisation de l'-) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 218) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 284) ; *Royer (Jean)* (p. 292) ; *Séguin (Philippe)* (p. 329).

Automobile (secteur) : *Charles (Serge)* (p. 301).

Autorisation administrative de licenciement : *Balladur (Edouard)* (p. 207) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 227) ; *Auroux (Jean)* (p. 276).

Avions Marcel Dassault-Bréguet-Aviation (Société) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 221).

Banques : *Vivien (Robert-André)* (p. 203) ; *Charzat (Michel)* (p. 237, 238) ; *Marchais (Georges)* (p. 267) ; *Tranchant*

(Georges) (p. 290) ; *Douyère (Raymond)* (p. 291) ; *Hage (Georges)* (p. 335).

British Telecom (privatisation de -) : *Mauroy (Pierre)* (p. 230).

Chômeurs (nombre de -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 202) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 218) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 227, 229) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 233, 234) ; *Fanton (André)* (p. 240) ; *Marchais (Georges)* (p. 267) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 273) ; *Tranchant (Georges)* (p. 287, 288) ; *Royer (Jean)* (p. 292) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 298) ; *Hage (Georges)* (p. 334).

Commerce extérieur (déficit du -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 201) ; *Balladur (Edouard)* (p. 206) ; *Marchais (Georges)* (p. 267, 268).

Compagnies d'assurance nationalisées : *Douyère (Raymond)* (p. 291).

Concurrence (droit de la -) : *Balladur (Edouard)* (p. 208) ; *Tranchant (Georges)* (p. 289) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 294) ; *Bockel (Jean-Marie)* (p. 300) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 302) ; *Bellon (André)* (p. 307, 308).

Conseil national de la Résistance (programme du -) : *Collomb (Gérard)* (p. 300).

Conséquences financières de la dénationalisation : *Charzat (Michel)* (p. 238).

Contrats de travail à durée déterminée et travail temporaire (recours aux -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 218) ; *Auroux (Jean)* (p. 275, 276) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 299) ; *Avice (Edwige)* (p. 302) ; *Séguin (Philippe)* (p. 331).

Contrôle des changes (assouplissement du -) : *Balladur (Edouard)* (p. 207) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 230).

Coût de la main-d'œuvre (abaissement du -) : *Mauroy (Pierre)* (p. 227).

Création monétaire interne (maîtrise de la -) : *Balladur (Edouard)* (p. 206).

Débats en commission (déroulement des -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 217) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 226) ; *Hage (Georges)* (p. 333, 334) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 336, 337, 338, 339) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 338) ; *Joxe (Pierre)* (p. 339).

Déficit budgétaire : *Balladur (Edouard)* (p. 206).

Dette extérieure : *Balladur (Edouard)* (p. 206, 207).

Dévaluation (raisons de la -) : *Balladur (Edouard)* (p. 206) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 231) ; *Charzat (Michel)* (p. 239) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 273).

Emploi dans les zones à fort taux de chômage (action pour l'-) : *Balladur (Edouard)* (p. 209) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 219) ; *Metzinger (Charles)* (p. 305) ; *Sourdille (Jacques)* (p. 307).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement : *Mauroy (Pierre)* (p. 226) ; *Balladur (Edouard)* (p. 327) ; *Hage (Georges)* (p. 335).

Entreprise (revalorisation de l'-) : *Auroux (Jean)* (p. 275) ; *Balladur (Edouard)* (p. 328).

Entreprises nationalisées (bilan des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 210) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 228) ; *Charzat (Michel)* (p. 236, 237) ; *Douyère (Raymond)* (p. 291) ; *Marchais (Georges)* (p. 269) ; *Billardon (André)* (p. 286, 287) ; *Tranchant (Georges)* (p. 290) ; *Cresson (Edith)* (p. 296, 297).

Entreprises nationalisées (coût des -) : *Tranchant (Georges)* (p. 290) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 303).

Entreprises privatisables (administration transitoire des -) : *Mazeaud (Pierre)* (p. 224, 225) ; *Balladur (Edouard)* (p. 212) ; *Charzat (Michel)* (p. 239) ; *Cresson (Edith)* (p. 296).

Entreprises privatisables (convocation des assemblées générales : *Vivien (Robert-André)* (p. 204, 205).

Exonération des charges sociales : *Auroux (Jean)* (p. 276) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 285) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 298) ; *Séguin (Philippe)* (p. 331, 333).

Financement de l'industrie d'armement : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 220).

Fiscalité applicable aux transferts : *Mazeaud (Pierre)* (p. 223).

Formations en alternance : *Balladur (Edouard)* (p. 209) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 218) ; *Marchais (Georges)* (p. 267) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 284) ; *Royer (Jean)* (p. 293) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 299) ; *Séguin (Philippe)* (p. 330).

Fraude et spéculation (développement de la -) : *Mauroy (Pierre)* (p. 231) ; *Billardon (André)* (p. 286).

Grands travaux (lancement de -) : *Royer (Jean)* (p. 293).

Immobilier (relance de l'-) : *Ligot (Maurice)* (p. 295).

Industrie (priorité à l'-) : *Billardon (André)* (p. 287).

Industrie d'armement (privatisation d'une partie de l'-) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 220).

Industrie d'armement (protection des intérêts nationaux) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 221) ; *Balladur (Edouard)* (p. 328).

Inflation (résultats en matière d'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 201) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 231) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 273, 274) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 293).

Insertion et information des jeunes (procédures pour l'-) : *Avice (Edwige)* (p. 302) ; *Séguin (Philippe)* (p. 331, 332).

Intérêts étrangers dans les entreprises privatisées (limitation des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 211, 328) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 223) ; *Charzat (Michel)* (p. 238) ; *Marchais (Georges)* (p. 267) ; *Douyère (Raymond)* (p. 292).

Investissement (baisse de l'- et aide à l'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 202) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 285).

Jeunes (emploi des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 209) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 218) ; *Marchais (Georges)* (p. 267, 268) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 270) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 272, 273) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 298) ; *Avice (Edwige)* (p. 302) ; *Blot (Yvan)* (p. 308) ; *Séguin (Philippe)* (p. 330, 332) ; *Hage (Georges)* (p. 334).

Jurisprudence administrative et constitutionnelle relative aux transferts du secteur public au secteur privé : *Mazeaud (Pierre)* (p. 222, 223).

Loi Quilliot (abrogation de la -) : *Ligot (Maurice)* (p. 295).

Matra (transfert du contrôle majoritaire de -) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 221).

Monopole syndical (remise en cause du -) : *Bachelot (François)* (p. 284).

Négociation collective : *Auroux (Jean)* (p. 275) ; *Séguin (Philippe)* (p. 331).

Obstruction parlementaire (pratique de l'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 337) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 338).

Ordonnances (recours aux -) : *Balladur (Edouard)* (p. 208, 327, 328) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 218) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 222, 223) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 225, 226) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 235) ; *Charzat (Michel)* (p. 238) ; *Fanton (André)* (p. 240, 241) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 271, 272) ; *André (René)* (p. 278) ; *Séguin (Philippe)* (p. 330, 331) ; *Hage (Georges)* (p. 333).

Ordonnances (signature des - par le Président de la République) : *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 272).

Outre-mer (extension des dispositions aux départements d'-) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 308) ; *Séguin (Philippe)* (p. 330).

Participation des salariés au capital et à la vie des entreprises : *Vivien (Robert-André)* (p. 204) ; *Balladur (Edouard)* (p. 209, 211, 212, 318) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 219) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 224) ; *Auroux (Jean)* (p. 275) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 229) ; *Charzat (Michel)* (p. 236) ; *Marchais (Georges)* (p. 267, 268) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 298, 299) ; *Roger-Machart (Jacques)* (p. 303) ; *Kuster (Gérard)* (p. 304, 305) ; *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 310) ; *Séguin (Philippe)* (p. 330) ; *Hage (Georges)* (p. 336).

Pechiney-Ugine-Kuhlmann (privatisation de -) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 220).

Politique fiscale : *Marchais (Georges)* (p. 268) ; *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 271).

Privatisation des entreprises publiques : *Vivien (Robert-André)* (p. 202, 203) ; *Balladur (Edouard)* (p. 210, 211, 212) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 219) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 226, 228) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 235) ; *Charzat (Michel)* (p. 236) ; *Fanton (André)* (p. 239) ; *Marchais (Georges)* (p. 267) ; *Gaudin (Jean-Claude)* (p. 274) ; *Billardon (André)* (p. 285, 286) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 297) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 308) ; *Blot (Yvan)* (p. 309) ; *Hage (Georges)* (p. 335, 336).

Privatisation des entreprises publiques (modalités de la -) : *Balladur (Edouard)* (p. 210) ; *Mauroy (Pierre)* (p. 230) ; *Charzat (Michel)* (p. 237) ; *Douyère (Raymond)* (p. 292) ; *Charles (Serge)* (p. 301, 302).

Prix (libération des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 203) ; *Balladur (Edouard)* (p. 207, 208, 209) ; *Charzat (Michel)* (p. 236) ; *Tranchant (Georges)* (p. 288, 289) ; *Strauss-Kahn (Dominique)* (p. 294) ; *Charles (Serge)* (p. 301) ; *Lamassoure (Alain)* (p. 302).

Protection sociale (réforme de la-) : *Bachelot (François)* (p. 283, 284).

Rappels au règlement : *Joxe (Pierre)* (p. 198, 199) ; *Chomat (Paul)* (p. 199) ; *Martinez (Jean-Claude)* (p. 199) ; *Ornano (Michel d')* (p. 199, 200) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 219) ; *Malandain (Guy)* (p. 225) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 232) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 235, 236).

Recherche (efforts en faveur de la -) : *Mauroy (Pierre)* (p. 229) ; *Marchais (Georges)* (p. 268).

« Respiration » du secteur public (transfert du secteur public au secteur privé par autorisation administrative) : *Balladur (Edouard)* (p. 212) ; *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 221, 222) ; *Mazeaud (Pierre)* (p. 222, 223, 224) ; *Gantier (Gilbert)* (p. 234).

Rupture avec le socialisme : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 270, 271) ; *Bachelot (François)* (p. 283).

Seuils sociaux (redéfinition des -) : *Auroux (Jean)* (p. 276) ; *Royer (Jean)* (p. 292) ; *Séquin (Philippe)* (p. 329) ; *Hage (Georges)* (p. 335).

Services publics (atteintes aux -) : *Marchais (Georges)* (p. 269) ; *Hage (Georges)* (p. 269).

Sidérurgie (situation dans la -) : *Cresson (Edith)* (p. 295).

S.N.E.C.M.A. (dévalorisation de la -) : *Vivien (Alain)* (p. 309, 310).

Terrorisme (lutte contre le -) : *André (René)* (p. 277, 278).

Thomson S.A. (privatisation de -) : *Bechter (Jean-Pierre)* (p. 220) ; *Cresson (Edith)* (p. 297).

Transfert des cotisations chômage aux entreprises créant des emplois : *Royer (Jean)* (p. 293) ; *Séguin (Philippe)* (p. 329).

Travailleurs indépendants (allègement des charges des -) : *Bachelot (François)* (p. 283).

Votes du Front national (explications concernant les - en séance publique) : *Le Pen (Jean-Marie)* (p. 269).

Discussion des articles [24 avril 1986] (p. 339, 356) ; [25 avril 1986] (p. 404, 431) ; [28 avril 1986] (p. 473, 498) ; [29 avril 1986] (p. 531, 560, 587) ; [30 avril 1986] (p. 609, 642) ; [5 mai 1986] (p. 660, 693) ; [6 mai 1986] (p. 727, 757, 784) ; [7 mai 1986] (p. 838) ; [13 mai 1986] (p. 856, 883).

Article 1er *(autorisant le Gouvernement à modifier ou abroger certaines dispositions de la législation économique notamment celles des ordonnances de 1945)* : emploi et inégalité ; problèmes de l'inflation ; coût du travail en France (p. 339) ; manque de compétitivité ; proposition de M. Yvon Gattaz pour des emplois à contraintes allégées ; recherche de la baisse des coûts de production ; baisse du coût du dollar et du pétrole ; réduction des écarts inflationnistes ; libération progressive des prix ; intérêt des ordonnances de 1945 ; inutilité de dessaisir les pouvoirs publics de toutes possibilités rapides d'intervention (p. 340) ; non respect des engagements électoraux ; lutte menée par le Gouvernement socialiste contre l'inflation ; notion de concurrence ; finalité d'une politique industrielle ; rôle de la commission de la concurrence ; proposition de loi de M. Valéry Giscard-d'Estaing ; protection des consommateurs ; modernisation du dispositif formé des ordonnances de 1945, de la loi de 1977 et de la loi de 1985 ; légalisation du refus de vente (p. 341) ; limitation du pouvoir économique des grandes entreprises ; perspective d'un grand marché européen ; mise en cause de la domination des critères de rentabilité dans la gestion des entreprises ; exclusion des artisans, commerçants et travailleurs indépendants des mesures proposées ; causes de l'inflation ; progrès de productivité ; comportement économique et sociologique des chefs de petites entreprises (p. 342) ; libération des prix des services ; création d'emplois dans les services ; restriction de l'offre à terme ; nature et technicité des services (p. 343) ; situation dans l'hôtellerie et la restauration ; cas des professions libérales ; facteurs contribuant à la baisse de l'inflation ; politique de désindexation des rémunérations ; baisse du coût de l'énergie ; conséquences néfastes du financement monétaire du déficit budgétaire ; amendements identiques n° 193 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Dominique Strauss-Kahn et n° 439 de Mme Colette Gœuriot soutenu par M. Georges Hage (de suppression) ; part des prix sous contrôle public en République Fédérale d'Allemagne ; nécessité de parvenir à terme à une libération des prix (p. 344) ; possibilité pour le Gouvernement de mener sa politique sans abroger les ordonnances de 1945 ; inopportunité de favoriser les anticipations négatives sur l'évolution de prix ; augmentation des prix pendant le blocage (p. 345) ; buts des ordonnances de 1945 ; amendements nos 193 et 439 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 8 de M. Bruno Mégret soutenu par M. François Bachelot (libération générale des prix) ; amendement n° 24 de M. Rémy Auchedé soutenu par M. Georges Hage (définition de nouveaux critères de choix reposant sur la recherche d'une efficacité nouvelle fondée sur le développement des dépenses pour la qualification massive des travailleurs) ; amendement n° 194 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Marie Bockel (insérant dans le 1er alinéa de cet article après les mots « liberté de gestion » les mots « pour protéger les droits des consommateurs ») ; situation dans l'industrie pharmaceutique ; nécessité de libérer tous les prix ; définition d'instruments publics d'aide et d'incitation à des coopérations entre entreprises industrielles et commerciales ; domination des critères de rentabilité dans la gestion des entreprises ; conséquences pour les consommateurs ; ouverture des magasins d'usine (p. 346) ; caractère mensonger de la publicité ; suppression de la loi Royer ; efficacité du contrôle des prix dans certains secteurs ; variabilité de la concurrence entre les professions libérales ; définition d'un nouveau droit de la concurrence ; protection des consommateurs ; levée des contraintes pesant sur la gestion des entreprises ; libération des prix des services à terme ; création d'emplois dans les services (p. 347) ; amendement n° 8 : retiré ; rétablissement de la confiance ; apport des activités touristiques à l'économie française ; amendements n° 24 et n° 194 : rejetés (p. 348) ; amendement n° 25 de M. Jean Jarosz soutenu par M. Gérard Bordu (insérant dans le 1er alinéa de cet article après les mots « le Gouvernement » les mots : « s'il a recueilli dans une concertation préalable, l'avis conforme de l'ensemble des organisations syndicales nationalement représentatives. ») ; projet évacuant toute idée de concertation ; confusion dans la notion de syndicats représentatifs ; modernisation de la représentation syndicale ; rejeté ; amendement n° 168 de M. Robert-André Vivien (substituant dans le 1er alinéa de cet article au mot « promulgation » le mot « publication ») ; loi devenant opposable aux particuliers après la publication ; adopté (p. 356) ; amendement n° 9 de M. Bruno Mégret (substituant dans le 1er alinéa de cet article aux mots : « à modifier ou abroger certaines dispositions de la législation économique notamment celles des » : les mots : « à abroger les dispositions dans les législations économiques contenues dans les ») ; amendement n° 26 de M. Rémy Auchedé soutenu par M. Paul Mercieca (substituant dans le 1er alinéa de cet article aux mots : « ou abrogé » les mots : sans pouvoir les atténuer, ») ; amendement n° 195 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Dominique Strauss-Kahn (substituant dans le 1er alinéa de cet article aux mots : « certaines dispositions de la législation économique, notamment celles des, » le mot : « les ») ; amendement n° 27 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Gérard Bordu (supprimant dans le 1er alinéa de cet article : « de la législation économique notamment celles ») ; amendement n° 169 de M. Robert-André Vivien (insérant dans le 1er alinéa de cet article après les mots ; « certaines dispositions de la législation économique » les mots : « relative aux prix et à la concurrence ») ; amendement n° 196 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Marie Bockel (insérant dans le 1er alinéa de cet article après les mots « certaines dispositions de la législation économique » les mots : à l'exception des dispositions protégeant la libre concurrence ») ; rupture avec l'étatisme en matière de libération des prix ; utilité de certaines dispositions pour la protection des consommateurs et l'équilibre des rapports entre entreprises ; instruments publics d'aide et d'incitation à des coopérations efficaces ; champs d'application de l'article 1er ; limitation du champ des habilitations aux ordonnances de 1945 (p. 357) ; libération des prix amorcée en 1978 par des textes réglementaires ; inconstitutionnalité de la formulation de l'article 1er ; limitation du champ de l'habilitation aux dispositions de la législation économique relative aux prix et à la concurrence ; caractère contradictoire des différentes propositions de la majorité ; réforme du droit de la concurrence en 1985 (p. 358) ; insuffisance de la simple substitution de la législation européenne au droit français ; amendement n° 9 : rejeté ; amendement n° 26 : rejeté ; amendement n° 195 : rejeté ; amendement n° 27 : rejeté ; amendement n° 169 : adopté après rectification ; amendement n° 196 : rejeté ; amendement n° 117 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Dominique Strauss-Kahn (insérant dans le 1er alinéa de cet article après les mots : « n° 45-1483 du 30 juin 1945 relatives aux prix » les mots : « à l'exception de son article 1er ») ; maintien de l'article 1er de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix ; inopportunité de supprimer tous moyens de contrôle ; situation en République Fédérale Allemande (p. 359) ; cas de hausse considérable des matières premières ; modernisations fréquentes de l'ordonnance

de 1945 ; définition des pouvoirs de police du ministre de l'économie et des finances en matière de prix ; conséquences sociales des ajustements de prix ; rejeté ; amendement n° 198 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Guy Malandain (insérant dans le 1er alinéa de cet article après le mot : « n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix » les mots : « à l'exception de son article 37 ») ; protection des consommateurs ; cas des pratiques illicites (p. 360) ; rejeté ; amendement n° 199 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Dominique Strauss-Kahn (supprimant dans le 1er alinéa de cet article les mots : « et n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique ») ; mise à l'écart des dispositions pénales existantes ; situation inégalitaire des ménages et des entreprises ; ordonnance n° 1494 permettant des perquisitions de jour et de nuit dans les locaux commerciaux et dans les entreprises ; élaboration par ordonnance d'un nouveau droit de la concurrence (p. 361) ; absence de vide juridique ; rejeté ; amendement n° 200 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Marie Bockel (complétant le 1er alinéa de cet article par les mots ; « à l'exception des dispositions relatives à la publicité des prix ») ; publicité des prix contribuant à la protection du consommateur ; réduction du nombre des fonctionnaires ; impossibilité de modifier par ordonnances des dispositions ne concernant ni les prix ni la concurrence ; rejeté ; amendement n° 201 de M. Gérard Collomb (complétant le 1er alinéa de cet article par les mots : « sans abroger la loi du 7 octobre 1890 relative aux agents de changes ») : retiré ; amendement n° 202 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Marie Bockel (complétant le 1er alinéa de cet article par les mots : « sans abroger la loi du 9 avril 1898 relative aux chambres de commerce et d'industrie ») (p. 362) ; réglementation des chambres de commerce et d'industrie ; réglementation pour l'accès à la profession commerciale ; publicité des prix ; textes susceptibles de faire l'objet d'une habilitation (p. 363) ; liste des textes permettant une intervention sur les prix en dehors du champ d'application de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; examen du Conseil constitutionnel ; précision portant sur la seule finalité des lois d'habilitation ; globalisation de l'examen des amendements (p. 364) ; règles sur la publicité des ententes illicites et des abus de positions dominantes ; rejeté ; amendement n° 203 de M. Gérard Collomb (complétant le 1er alinéa de l'article 1er par les mots : « , sans abroger la loi du 30 janvier 1924 relative aux chambres d'agriculture ») : retiré ; amendement n° 204 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Marie Bockel (complétant le 1er alinéa de cet article par les mots : « sans abroger la loi du 26 juillet 1925 relative aux chambres des métiers) ; mise en cause des organismes consulaires ; rejeté ; amendement n° 205 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec (complétant le 1er alinéa de cet article par les mots : « , à l'exception de la loi du 15 août 1936 créant l'office national interprofessionnel des céréales) (p. 365) ; fixation par l'autorité publique des prix des changes sur les marchés agricoles ; non confusion entre les structures de concertation et l'engagement de l'Etat dans les mécanismes économiques ; rejeté au scrutin public (p. 366) ; amendement n° 206 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Dominique Saint-Pierre (complétant le 1er alinéa de cet article par les mots : « à l'exception de la loi du 10 septembre 1947 relative à la définition, à l'organisation et au fonctionnement des coopératives ») ; exclusion des coopératives du champ d'application du projet de loi ; rejeté ; amendement n° 208 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machard (complétant le 1er alinéa de cet article par les mots : « sans modifier ni abroger les dispositions de la loi du 24 juillet 1966 relative aux sociétés commerciales ») : rejeté ; amendement n° 211 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Marie Bockel (exclusion de la loi relative au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de positions dominantes) ; statut juridique de la future commission de la concurrence (p. 367) ; rappels au règlement de MM. Jean Le Garrec, Georges Hage (p. 368) ; rejeté ; amendement n° 212 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Margnes (exclusion de la loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés, du champ d'application de la loi d'habilitation) ; absence de monopole ; rejeté ; rappel au règlement de M. Henri Bouvet ; amendement n° 213 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Marie Bockel (exclusion de la loi relative à la formation et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit) ; cas de la loi Scrivener ; rejeté (p. 369) ; amendement n° 214 de M. Gérard Collomb (exclusion de la loi relative à la protection et à la formation des consommateurs de produits et de services du champ d'application du projet de loi d'habilitation) : rejeté ; amendement n° 215 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Dominique Saint-Pierre (exclusion de la loi portant statut des coopératives ouvrières de production du champ d'application du projet de loi d'habilitation ») ; avantages fiscaux et financiers dont bénéficient les S.C.O.P. ; rejeté ; amendement n° 216 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Guy Malandain (excluant la loi sur le prix du livre du champ d'application du projet de loi d'habilitation ») ; législation concernant la culture ; intérêt du prix unique ; admission par la Cour de Justice européenne de la compatibilité du régime du prix unique avec la législation communautaire (p. 370) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 217 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Guy Malandain (excluant la loi relative aux droits et obligations des bailleurs du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; non abrogation des articles relatifs au montant des loyers ; possibilité d'intervention de l'Etat à 80 % de l'indice du coût de la construction ; blocage actuel du marché de l'immobilier locatif ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 218 de M. Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec (excluant la loi relative à la création d'offices d'intervention dans le secteur agricole et à l'organisation des marchés et créant l'office national interprofessionel des plantes à parfum, aromatiques et médicinales du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; amendement n° 219 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec (excluant l'office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture du champ d'application du projet de loi d'habilitation) (p. 371) ; amendement n° 220 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec (excluant l'office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; amendement n° 221 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec (excluant l'office national interprofessionel des viandes, de l'élevage et de l'oviculture du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; amendement n° 222 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec excluant l'office national interprofessionnel des vins du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; caractère indispensable de l'intervention publique dans le domaine agricole ; rôle des offices en matière de garantie de revenu ; amendements nos 218, 219, 220, 221 et 222 : rejetés ; amendement n° 223 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Marie Bockel (exclusion des transports intérieurs du champ d'application du projet de loi d'habilitation) : rejeté ; amendement n° 224 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (exclusion de la loi sur le développement des investissements et la protection de l'épargne du champ d'application du projet de loi d'habilitation) (p. 372) ; loi définissant un cadre juridique et technique favorable au développement de l'investissement et de l'épargne ; simplification des règles applicables à la constitution des sociétés anonymes et aux augmentations de capital ; adaptation et création d'instruments financiers adaptés au développement des fonds propres ; protection de l'épargnant ; rejeté ; amendement n° 225 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Charzat (exclusion de la loi relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; intérêt de la loi bancaire ; conditions d'exercice de la publicité bancaire ; rejeté (p. 373) ; amendement n° 226 de M. Gérard Collomb (exclusion de la loi relative au contrôle des établissements de crédit du champ d'application du projet de loi d'habilitation) : rejeté ; amendement n° 227 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (exclusion de la loi relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; application satisfaisante de cette loi ; rejeté ; amendement n° 229 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Guy Malandain (excluant la loi sur la concentration et la transparence des entreprises de presse du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; engagement du R.P.R. et de l'U.D.F. pour l'abrogation de cette loi (p. 374) ; décision du Conseil constitutionnel concernant l'application de l'article 38 de la Constitution ; rejeté ; amendement n° 230 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Marchart (excluant les dispositions relatives à la domiciliation des entreprises du champ d'application du projet de loi d'habilitation) : rejeté ; amendement n° 231 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (excluant les dispositions relatives aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; obligation satisfaisant aux directives de la commission des communautés européennes ; rejeté ; amendement n° 233 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (excluant les dispositions de la loi relative au redressement et à la liquidation des

entreprises du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; amendement n° 234 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (excluant la loi relative aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs, experts en diagnostic d'entreprise, du champ d'application du projet de loi d'habilitation) (p. 375) ; conditions dans lesquelles peuvent être redressées les entreprises en difficulté ; amendements n° 233 et 234 : rejetés ; amendement n° 235 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Margnes (exclusion de l'ensemble des dispositions du code de la mutualité régissant l'organisation et le fonctionnement des mutuelles du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; « pseudo concurrence » avec les compagnies d'assurance ; protection des compagnies d'assurance par le code des assurances ; rejeté ; amendement n° 236 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Marie Bockel (excluant les dispositions régissant les marchés d'intérêt national du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; nécessité de prévoir certaines réglementations pour le commerce de gros (p. 376) ; rejeté ; amendement n° 436 de M. Gérard Collomb (excluant les dispositions du code des assurances concernant la réalité des placements, des modalités de calcul de provision et des méthodes de représentation de l'actif du champ d'application du projet de loi d'habilitation) ; retiré (p. 377) ; amendement n° 28 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Gérard Bordu (complétant le 1er alinéa de cet article par la phrase suivante : « il veillera à assurer les conditions des actes notariés d'une manière forfaitaire ») ; catégories profitant de l'inflation en raison du caractère proportionnel de leurs rémunérations ; tarif des émoluments des officiers publics et ministériels ; rejeté ; amendement n° 29 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Paul Mercieca (surveillance des prix en association avec les syndicats de salariés) ; place de la démocratie dans la lutte contre l'inflation ; association des syndicats à la fixation des prix ; abrogation de la police des prix ; rejeté ; amendement n° 30 de M. Jean Giard soutenu par M. Gérard Bordu (protection et développement de l'emploi) ; conséquences des choix opérés par les groupes industriels et bancaires (p. 405) ; dimension sociale de l'entreprise ; rejeté ; amendement n° 31 de M. Paul Mercieca (protection des activités économiques jouant un rôle social important pour la vie régionale et locale) ; financement des entreprises privées ; création d'emplois ; rejeté ; amendement n° 10 de M. Bruno Mégret soutenu par M. Jean-Claude Martinez (vote d'une amnistie pour les infractions commises dans le domaine des ordonnances de 1945) ; conséquences de l'abrogation des ordonnances (p. 406) ; création d'un droit nouveau de la concurrence ; indulgence vis-à-vis des contrevenants à la loi ; atteinte à la liberté du commerce ; mesures d'amnistie relevant de la compétence législative ; retiré ; amendement n° 237 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Raymond Douyère (supprimant le 2e alinéa de cet article) ; compétences dont dispose l'autorité publique (p.407) ; refus de vente ; positions du C.N.P.F. ; amendement conduisant à la suppression du caractère obligatoire des procédures ; rejeté ; rappel au règlement de M. Guy Malandain ; amendement n° 32 de M. Jean Giard soutenu par M. Gérard Bordu (garanties au profit de l'initiative individuelle ou collective des salariés) ; possibilité pour les détenteurs de capitaux de spéculer au détriment de l'emploi (p. 408) ; liberté des salariés ; règles sur la publicité et sur les ententes ; rejeté ; amendement n° 33 de M. Jean Jarosz soutenu par M. Paul Mercieca (assortissant l'exercice patronal du droit à la concurrence de garanties au profit de l'intérêt communal) ; amendement n° 34 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Paul Mercieca (assortissant l'exercice patronal du droit à la concurrence de garanties au profit de l'intérêt régional) ; conséquences de la concurrence sauvage et destructrice ; amendements n° 32 et 34 : rejetés ; amendement n° 11 de M. Bruno Mégret soutenu par M. Yvon Briant (insérant au début du 2e alinéa de cet article après les mots : « de la concurrence » les mots : « qui devra intervenir dans un délai de 6 mois ») ; opportunité d'imposer un délai pour définir un nouveau droit de la concurrence (p. 409) ; retiré ; amendement n° 170 de M. Robert André-Vivien (rédactionnel) ; nécessité de compléter l'amendement ; amendement ainsi complété : adopté ; amendement n° 35 de M. Paul Mercieca soutenu par M. Gérard Bordu (information des représentants du personnel ou des comités d'entreprises) ; prise en compte de l'avis des salariés ; modernité en matière économique ; rejeté ; amendement n° 36 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Paul Mercieca (information des représentants du personnel ou du comité d'entreprise de la stratégie d'entreprise) (p. 410) ; amendement n° 37 de M. Jean Giard soutenu par M. Gérard Bordu (dispositions pour lutter contre les gâchis financiers des entreprises) ; amendement n° 38 de M. Jean Jarosz soutenu par Mme Muguette Jacquaint (mesures visant à lutter conter les mouvements de capitaux vers l'étranger) ; institution du contrôle des prix ; nécessité de donner aux comités d'entreprise des pouvoirs nouveaux en matière de prix ; conditions dans lesquelles sont répercutées les dévaluations sur les prix de vente des produits français à l'étranger ; confusion entre contrôle des prix et contrôle des changes ; amendement n° 36 : rejeté ; problème de la formation des prix ; instauration d'un code de concurrence soumis aux normes européennes ; faiblesse de la production industrielle et des investissements (p. 411) ; niveau élevé des taux d'intérêt ; faiblesse des investissements ; gestion de la politique monétaire ; modulation du taux d'imposition sur les bénéfices en fonction des montants réinvestis dans l'entreprise ; amendement n° 37 : rejeté ; lutte contre les mouvements de capitaux vers l'étranger ; amendement n° 38 : rejeté (p. 412) ; amendement n° 39 de M. Jean Giard soutenu par M. Gérard Bordu (mesures pour lutter contre la spéculation foncière et immobilière et contre le gonflement des frais improductifs dans la production et le commerce) ; problèmes de la formation des prix ; rejeté ; amendement n° 12 de M. Bruno Mégret soutenu par M. Yvon Briant (précisant que le nouveau droit de la concurrence sera applicable aux interventions et activités publiques) ; perpétuation du monde administratif ; inopportunité de faire injonction au Gouvernement ; cas des entreprises en situation de monopole ; objet de l'entreprise privée ; rejeté (p. 413) ;

— article 1er ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Après l'article 1er : amendement n° 13 de M. Bruno Mégret soutenu par M. Jean-Claude Martinez (abrogation des ordonnances du 30 juin 1945 relatives aux prix et du 30 juin 1945 relatives à la constatation, à la poursuite et la répression des infractions à la législation économique) : retiré ; amendement n° 440 de M. Jean-Paul Charié (contenu de l'habilitation en matière agricole) (p. 414) ; rôle de l'agriculture dans le redressement économique et social ; création d'un régime comptable et fiscal authentiquement simplifié ; adaptation du calcul du bénéfice réel ; redéfinition des modalités de la transparence fiscale pour les groupements agricoles d'exploitation en commun ; détermination du seuil de passage au bénéfice réel ; inopportunité d'étendre le champ de l'habilitation ; retiré.

Article 2 *(autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances, dans les conditions indiquées à l'article 1er de la présente loi, les mesures nécessaires au développement de l'emploi)* (p. 415) ; allégement de charges sociales et fiscales en vue de créer des emplois ; application aux D.O.M. du plan « emplois jeunes » d'insertion ; risques de substitution de travailleurs plus jeunes aux travailleurs plus âgés ; développement de la formation en alternance ; Agence nationale pour l'emploi ; développement de la précarité (p. 416) ; réglementation du contrat à durée déterminée et de l'intérim ; objet des contrats à durée déterminée ; garanties offertes aux salariés ; problèmes du temps partiel ; durée et aménagement du temps de travail ; inquiétudes des organisations syndicales ; inopportunité de recourir aux ordonnances ; amélioration du placement des demandeurs d'emploi (p. 417) ; renforcement des moyens de l'A.N.P.E. ; problème de la rémunération d'un système de placement privé ; instauration des zones franches ; définition des zones ; avenir des primes incitatrices à l'implantation d'entreprise ; risques de délocalisation d'activités ; caractère insuffisamment préventif de la création des zones franches (p. 418) ; présence de M. Philippe Séguin à la commission des finances ; risques de précarité ; amélioration de l'emploi des jeunes ; promesse formulée par M. Yvon Gattaz visant à créer 300 000 stages en alternance ; entreprises connaissant des baisses d'activité momentanées (p. 419) ; réintégration du salarié ; allégement des charges sociales et fiscales dans les zones où la situation de l'emploi est particulièrement grave ; délocalisation d'activité ; efforts en faveur de la formation et de la technologie ; manque à gagner pour les régimes de sécurité sociale ; fiscalisation de la protection sociale (p. 420) ; mise en garde contre les risques de développement de la précarisation de l'emploi figurant dans le rapport Séguin de 1979 ; développement incontrôlé du travail temporaire ; exercice des droits sociaux ; situation issue du projet de loi sur la flexibilité ; situation dans le bâtiment et les travaux publics ; variation du niveau d'activité des entreprises (p. 421) ; processus de précarisation de l'emploi ; allégement des charges ; confirmation de l'embauche à la fin de tout contrat à durée déterminée ; difficulté de la formation professionnelle continue ; application du plan dans les D.O.M.-T.O.M. ; choix en faveur des formations en alternance ; exonération de 25 % (p. 422) ; utilisation des contrats à durée déterminée ; statut d'établissement public de

l'A.N.P.E. ; formule des pôles de conversion ; allégement des charges fiscales ne concernant que les impôts d'Etat (p. 423) ; problème de l'autorisation administrative de licenciement et des seuils; financement du plan ; rôle des contrats à durée indéterminée (p. 424) ; problèmes de la flexibilité ; incitation à la création d'emplois dans certaines zones (p. 425) ; amendement n° 40 de M. Georges Hage (de suppression) ; mesures nécessaires au développement de l'emploi ; zones où la situation de l'emploi est particulièrement grave ; avenir des pôles de conversion (p. 431) ; flexibilité du travail ; nombre de chômeurs en France ; amendement n° 40 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 41 de M. Guy Hermier soutenu par Mme Muguette Jacquaint (instauration d'une protection sociale de la formation et de l'emploi) ; rejeté (p. 432) ; amendement n° 42 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (insérant au début du 1er alinéa de cet article les mots : « pour répondre aux aspirations de justice sociale des travailleurs et de la jeunesse » ; abandon des Z.E.P. ; taux de chômage ; rejeté ; amendement n° 43 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Gérard Bordu (insérant au début du 1er alinéa de cet article les mots : « afin d'imposer progressivement une démarche économique centrée sur l'emploi qui réponde aux besoins d'activité des populations actives existantes ») ; mise en cause des critères de gestion capitaliste des entreprises ; multiplication d'initiatives décentralisées ; rejeté ; amendement n° 44 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (insérant à la fin du 1er alinéa de cet article les mots ; « et à l'acquisition d'une qualification pour tous ») (p. 433) ; qualification professionnelle ; part du chiffre d'affaires représentée par la masse salariale chez Renault ; actions de formation continue ; réduction du programme de formation 16/18 ans ; développement des coopérations inter-entreprises ; rejeté ; amendement n° 45 de Mme Jacqueline Hoffmann (développement des contrats de qualification) ; augmentation des rémunérations des jeunes bénéficiaires ; dégradation des contrats d'adaptation ; détournement d'un dispositif de formation en alternance ; rejeté (p. 434) ; chiffres relatifs au chômage des jeunes ; tendance à l'allongement de la scolarité ; recours aux travaux d'utilité collective ; politique visant à faciliter l'accès à l'entreprise ; « S.M.I.C. jeune » ; diminution des charges sociales ; renforcement de l'interpénétration de l'école et de l'entreprise ; amendement n° 171 de M. Robert-André Vivien (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 14 de M. Bruno Mégret soutenu par M. Yvon Briant (priorité aux citoyens français et aux ressortissants membres de la Communauté économique européenne) (p. 435) ; préférence nationale et européenne ; politique du Gouvernement en matière d'immigration ; inopportunité de prendre des mesures discriminatoires à l'encontre des étrangers ; nombre de chômeurs étrangers hors C.E.E. (p. 436) ; remise en cause des relations commerciales ; théorie xénophobe et raciste ; frein à l'immigration clandestine (p. 437) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 46 de M. Georges Hage soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (ramenant la durée du travail à trente cinq heures par semaine sans réduction du salaire) ; durée légale du travail ; blocage des salaires ; affaiblissement de la compétitivité des entreprises ; rapport Taddei ; logique de l'aménagement du temps de travail (p. 438) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 238 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Œhler (insérant dans le 3e alinéa (1) de cet article après le mot : « prendre » les mots : « au vu des négociations avec les partenaires sociaux ») ; formation des maîtres d'apprentissage ; recommandation adoptée par le Conseil de l'Europe aux termes de laquelle il est demandé aux Etats membres de créer un statut en faveur des jeunes en formation ; distinction entre formation pratique et formation théorique ; intervention de négociation entre les partenaires sociaux ; travail temporaire ; accord de 1983 relatif à l'alternance (p. 439) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 47 de M. Georges Hage soutenu par Mme Muguette Jacquaint (insérant dans le 3e alinéa de cet article après le mot : « prendre » les mots : « en faveur des seules entreprises qui accepteront sous contrôle de l'administration compétente d'augmenter leurs effectifs ») ; nécessité d'établir des contrôles sur l'exonération ; engagement effectif de création d'emploi ; difficulté de la procédure ; rejeté ; amendement n° 15 de M. Alain Bachelot soutenu par M. Yvon Briant (insérant dans le 3e alinéa (1) de cet article après les mots : « charges sociales » les mots : « pour toutes entreprises industrielle, commerciale, artisanale, agricole et les professions libérales ») ; caractère exorbitant des cotisations payées par les employeurs français (p. 440) ; inclusion de toutes les entreprises dans le champ d'application de la loi ; retiré ; amendement n° 239 de M. Gérard Collomb (insérant dans le 3e alinéa du (1) de cet article après les mots : « jeunes de 16 à 25 ans » les mots : « rencontrant de réelles difficultés d'insertion ») ; intérêt de la rénovation des enseignements technologiques et de l'ouverture de l'école à l'entreprise ; travaux du professeur Bertrand Schwartz ; dispositions favorisant l'embauche de jeunes diplomés ; notion de « réelles difficultés » d'insertion (p. 441) ; amendement tendant à réserver le bénéfice de mesures en faveur de certains jeunes ; problèmes des jeunes chômeurs diplomés ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 240 de M. Gérard Collomb (insérant dans le 3e alinéa (1) de l'article 2 après les mots : « favorisant leur embauche » les mots : « sans déroger au S.M.I.C. ») ; détermination du « noyau dur » du chômage ; statistiques établies par le ministère du travail ; jeunes dotés de très faibles formations ; problème du « S.M.I.C. jeune » ; création artificielle de postes de travail supprimés un an plus tard (p. 442) ; non incidence de l'exonération des charges sur la rémunération ; chômage des jeunes diplomés ; absence de dérogation au S.M.I.C. ; impossibilité de comparer l'avantage des 25 % d'exonération de charges sociales avec le coût du licenciement du salarié adulte (p.443) ; problèmes de la rémunération versée aux jeunes en stage d'initiation à la vie professionnelle ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 415 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par M. Alain Lamassoure (insérant dans le 3e alinéa (1) de cet article après les mots : « en utilisant les dispositifs » les mots : « d'apprentissage ») ; importance de l'apprentissage ; forte diminution du nombre des jeunes sortis de l'appareil éducatif et trouvant un emploi dans l'année qui suit ; exonération de 100 % pour la période d'apprentissage et ouverture de l'accès aux contrats dits « de fidélité » à 50 % aux jeunes sortant de l'apprentissage (p. 444) ; retiré ; amendement n° 241 de M. Gérard Collomb (insérant dans le 3e alinéa (1) de cet article après les mots : « formation professionnelle en alternance » les mots : « existants et définis par la disposition actuelle en vigueur au titre du titre VIII du livre IX du code du travail) ; conception des formations professionnelles en alternance ; respect de l'esprit et de la lettre de l'accord de 1983 ; application des dispositions aux jeunes de 16 à 25 ans ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 242 de M. Gérard Collomb (substituant au 3e alinéa (1) de cet article aux mots : « tout autre dispositif existant » les mots : « les dispositifs existants ») ; amendement n° 172 de M. Robert-André Vivien (supprimant dans le 3e alinéa (1) de cet article les mots : « existant ou à créer ») ; maintien de tous les dispositifs en faveur des jeunes de 16 à 18 ans qui avaient été mis en place (p. 445) ; opportunité de laisser au Gouvernement la liberté de créer des dispositifs adaptés aux jeunes en difficulté ; instauration du « contrat de fidélité » ; problème du congé formation ; amendement n° 242 : retiré ; conséquences sur les T.U.C. ; amendement n° 172 de M. Robert-André Vivien : retiré (p. 446) ; reprise de l'amendement n° 172 par M. Gérard Collomb ; rejeté ; amendement n° 48 de M. Guy Hermier soutenu par M. Gérard Bordu (insérant dans le 3e alinéa (1) de l'article 2 après les mots : « un dispositif existant » les mots : « à l'exception des travaux d'utilité collective » ; introduction par le Gouvernement précédent de la précarité et de la flexibilité dans le service public ; rejeté ; amendement n° 49 de M. Guy Hermier soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (insérant dans le 3e alinéa (1) de l'article 2 après les mots : « dispositif existant » les mots à l'exception des stages dans la vie professionnelle ») ; « stage parking » ; intensification des stages d'initiation à la vie professionnelle (p. 447) ; inopportunité d'exclure les stages d'initiation à la vie professionnelle du dispositif ; rejeté ; amendement n° 50 de M. Guy Hermier soutenu par Mme Muguette Jacquaint (précisant dans le 3e alinéa (1) de l'article 2 que les jeunes seront titulaires d'un contrat de travail) : rejeté ; amendement n° 51 de M. Jean Reyssier soutenu par M. Gérard Bordu (contrat de travail apportant une réelle formation débouchant sur une qualification reconnue) ; garanties aux stagiaires qui s'engagent dans un cursus de formation ; rejeté ; amendement n° 243 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (garanties des droits à l'ensemble des prestations de sécurité sociale pour des jeunes concernés par les dispositions précitées) ; identité de vues des syndicats et du parti socialiste concernant les formations en alternance (p. 448) ; maintien de l'intégralité des prestations ; rejeté ; amendement n° 244 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (modalités de calcul et conditions de rémunération relatives au stage d'orientation approfondie d'initiation à la vie professionnelle) ; prolongement de 3 à 6 mois de la durée des stages d'initiation à la vie professionnelle ; respect des stipulations de l'accord de 1983 ; rejeté ; amendement n° 52 de M. Georges Hage soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (mode de calcul de l'assiette de la cotisation patronale aux différents régimes de protection sociale) ; réforme du financement de la sécurité sociale (p. 449) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 443 du Gouvernement (précisant que

les exonérations des charges sociales constituant une mesure d'incitation générale à l'embauche pourront concerner les embauches intervenues à compter du 1er mai 1986) ; exonération de 9 points d'allocations familiales ; cas des chefs d'entreprise pouvant d'ores et déjà embaucher des jeunes ; risques de report des embauches dans l'attente du bénéfice de la mesure (p. 450) ; application rétroactive de la loi ; adopté au scrutin public ; amendement n° 438 de Etienne Pinte (report de la limite d'âge prévue à l'alinéa précédent) ; sous-amendement n° 442 du Gouvernement (supprimant le paragraphe 2 de l'amendement n° 438) ; pénalisation des jeunes femmes ayant choisi d'avoir un ou plusieurs enfants avant d'entrer dans la vie active ; adopté ; amendement n° 438 ainsi modifié : adopté au scrutin public (p. 451) ; amendement n° 53 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (mise en œuvre d'une réforme de la taxe d'apprentissage) ; intérêt de la taxe d'apprentissage pour la formation professionnelle ; répartition de la taxe ; rejeté au scrutin public ; rappel au règlement de M. Jean-Marie Le Pen (p. 474) ; amendement n° 54 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (embauche systématique des femmes) ; nombre de femmes au chômage ; proportion de T.U.C. exercés par des jeunes filles ; problème de l'égalité des salaires ; rejeté après consultation par assis et levé ; amendement n° 55 de M. Jacques Roux soutenu par M. Georges Hage (instaurant pour le comité d'entreprise un droit de recours suspendant la procédure de licenciement) ; atteinte au droit des institutions représentatives du personnel et des syndicats ; recherche des moyens de maintenir l'entreprise en activité (p. 475) ; soumission des procédures de consultation du comité d'entreprise à des délais ; licenciement représentant parfois la seule chance de sauver l'entreprise ; rejeté au scrutin public ; rappels au règlement de MM. Jean-Pierre Stirbois et Jean-Marie Le Pen (p. 476) ; amendement n° 56 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Rémy Auchedé (élargissement des compétences des comités d'entreprise et des comités de groupe en matière de prévention et de licenciement économique) ; application de la loi de 1984 sur la prévention des difficultés des entreprises ; rejeté ; amendement n° 245 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (accroissement du contrôle du comité d'entreprise sur le plan de formation de l'entreprise et sur toutes mesures visant à favoriser l'embauche des jeunes) ; formations en alternance ; consultation du comité d'entreprise déjà prévue par la loi ; cas des formations en alternance donnant droit à 50 % de réduction des charges sociales (p. 477) ; rejeté ; réforme du service public de placement ; effectifs et budget de l'A.N.P.E. ; nombre limité d'offres reçues par l'agence ; nécessité de privilégier les actions de prospection et de placement ; modification des structures administratives ; spécificité de chaque région ; décentralisation du fonctionnement de l'agence ; non modification du statut du personnel ; maintien du caractère national du service public ; amendement n° 246 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (insérant dans le 4e alinéa du (2) de cet article après le mot : « apporté » les mots : « au vu des négociations avec les partenaires sociaux) ; négociations avec les partenaires avant l'établissement des ordonnances (p. 478) ; impossibilité de négocier le statut de l'A.N.P.E. avec les partenaires sociaux ; rejeté ; amendement n° 18 de M. François Bachelot soutenu par M. Yvon Briant (suppression du monopole de l'A.N.P.E. en matière de formation, de recherche et d'offres d'emploi ; lenteur administrative des procédures ; garantie du statut de l'A.N.P.E. par une convention internationale ; possibilité pour l'A.N.P.E. de passer des conventions avec des associations reconnues d'utilité publique ou des associations d'anciens élèves ; inadaptation du statut de l'A.N.P.E. aux problèmes à régler (p. 479) ; mise en place dans chaque bassin d'emploi d'organismes structurés entre le monde du travail, les entreprises et les établissements de formation professionnelle et d'enseignement ; réformes engagées depuis 1981 ; rejet systématique des amendements du Front national ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 247 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec (non remise en cause des dispositions actuelles du code du travail fixant le statut de l'Agence nationale pour l'emploi) ; amendement n° 248 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec (non remise en cause des dispositions relatives aux interdictions légales concernant le placement privé des demandeurs d'emploi) ; amendement n° 249 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec (complétant le 4e alinéa de cet article par les mots : « en prenant notamment toutes dispositions de nature à favoriser l'application des articles L 311-1 et L 311-2 actuellement en vigueur du code du travail ») ; évolution et réforme de l'A.N.P.E. relevant de la circulaire (p. 480) ; appartenance des partenaires sociaux au conseil d'administration de l'A.N.P.E. ; rôle de l'U.N.E.D.I.C. ; alourdissement des tâches de gestion de l'agence ; rapprochement des actions de l'A.N.P.E., de l'A.F.P.A. et des services extérieurs du travail et de l'emploi ; non atteinte au service public national de l'emploi ; non remise en cause du monopole (p. 481) ; possibilité de créer une nouvelle catégorie d'établissement public sans remettre en cause le statut d'établissement public de l'A.N.P.E. ; négociations entre le Gouvernement et les partenaires sociaux sur l'U.N.E.D.I.C. ; action des chambres de commerce et des chambres de métier (p. 482) ; nécessité de passer une convention entre l'U.N.E.D.I.C. et l'A.N.P.E. ; différence de statut entre l'U.N.E.D.I.C. et l'A.N.P.E. ; amendement n° 247 : rejeté ; amendement n° 248 : rejeté ; amendement n° 249 : rejeté ; amendement n° 57 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (complétant le 4e alinéa (2) de cet article par les mots : « dans le cas de l'organisation d'un grand service public national de l'emploi ») ; amélioration des conditions de placement des demandeurs d'emploi ; statut des personnels de l'A.N.P.E. (p. 483) ; inopportunité de confier un blanc-seing au Gouvernement ; nécessité d'empêcher le caratère « mercantile » du placement des salariés ; décentralisation totale de l'A.N.P.E. ; création dans chaque bassin d'emploi d'organismes décentralisés d'intérêt public ; rejeté (p. 484) ; amendement n° 59 de Guy Hermier soutenu par M. Rémy Auchedé (élargissement des compétences des comités locaux pour l'emploi) ; organisation originale des comités locaux pour l'emploi ; démarche autogestionnaire ; comité suppléant les insuffisances de l'A.N.P.E. ; rejeté ; nécessité de faciliter le recours au contrat de travail à durée déterminée, au travail temporaire et au travail à temps partiel ; suppression des autorisations administratives préalables ; maintien du statut social des salariés de l'entreprise ; délai de carence prévu à l'expiration du contrat à durée déterminée (p. 485) ; création d'un contrat à durée déterminée intermittent ; amendement n° 250 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (supprimant le 5e alinéa (3) de cet article) ; nécessité de maintenir des contrôles ; durée moyenne des contrats à durée déterminée ; rigidité introduite dans l'emploi des dispositifs de l'ordonnance du 5 février 1982 ; modifications législatives en 1985 ; travail à temps partiel des femmes (p. 486) ; amendement n° 250 : rejeté au scrutin public (p. 487) ; amendement n° 60 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Georges Hage (protection et garanties sociales des salariés) ; chantage à l'emploi sur les salariés refusant le temps partiel ; recours aux travaux d'utilité collective ; introduction dans la jeunesse de nouveaux facteurs d'inégalité de chance ; handicaps spécifiques de l'industrie française (p. 498) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 251 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (insérant dans le 5e alinéa (3) de cet article après le mot : « apporter » les mots : « au vu de négociations avec les partenaires sociaux ») ; discussions avec les organismes avant la prise des ordonnances) ; développement du travail à temps partiel (p. 499) ; rejeté ; amendement n° 61 de M. Georges Hage soutenu par M. Rémy Auchedé (insérant dans le 5e alinéa (3) de cet article après le mot : « permettant » les mots : « uniquement pour les entreprises n'ayant pas procédé à des licenciements dans les 12 mois précédents) ; remplacement des salariés travaillant avec des contrats par des salariés régis par des formules précaires ; problème de licenciement et levée des obstacles à l'embauche (p. 500) ; rejeté ; amendement n° 62 de Mme Muguette Jacquaint (insérant dans le 5e alinéa (3) de cet article après le mot : « permettant » les mots : « sauf en ce qui concerne les activités relevant de l'industrie d'armement ») ; recours à la flexibilité et au travail temporaire dans les industries d'armement sans création d'emplois ; rejeté ; amendement n° 63 de M. Elie Hoarau soutenu par M. Robert Montdargent (insérant dans le 5e alinéa (3) de cet article après le mot : « permettant » les mots : « sauf en ce qui concerne les activités relevant du secteur de la santé ») ; réouverture du secteur privé dans les hôpitaux ; fin de la départementalisation ; qualité des soins (p. 501) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 252 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (respect des accords collectifs conclus dans la branche d'activité du travail temporaire) ; atteinte aux droits individuels et collectifs des salariés ; respect de l'accord national du 13 mai 1985 ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 253 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (non remise en cause des dispositions de l'article L 122-3-1 actuellement en vigueur du code du travail) ; maintien de la nécessité du contrat écrit pour le contrat à durée déterminée (p. 502) ; amendement n° 254 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (non remise en cause de l'article L 122-3-2 du code du travail) ; renouvellement du contrat à durée déterminée à plusieurs reprises ; rejeté ; amendement n° 255 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (non

remise en cause des dispositions de l'article L 122-3-3 du code du travail) ; détermination de la période d'essai concernant le contrat de travail à durée déterminée ; limitation de cette période dans le temps (p. 503) ; rejeté ; amendement n° 256 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (non modification de la durée totale des contrats à durée déterminée) ; cas du remplacement d'un salarié ; exécution de tâches occasionnelles ; prolongation des durées de 6 mois à 1 an ; nécessité de laisser au Gouvernement une marge de manœuvre dans la rédaction des ordonnances ; rejeté ; amendement n° 257 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (non modification de la durée totale des missions de travail temporaire) ; caractère écrit du contrat à durée déterminée ; durée totale des missions de travail temporaire ; nécessité de laisser aux entreprises une souplesse de fonctionnement nécessaire à l'amélioration de leur compétitivité (p. 504) ; rejeté ; amendement n° 258 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (non remise en cause des dispositions de l'article L 124-4-1 du code du travail) ; maintien de la période d'essai s'agissant du travail temporaire ; rejeté ; amendement n° 259 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Pierre Sueur (non remise en cause des dispositions de l'article L 124-15 du code du travail) ; interprétation de l'article 38 de la Constitution par le Conseil constitutionnel ; précision des lois d'habilitation (p. 505) ; comptabilisation de l'ancienneté des travailleurs temporaires ; responsabilité professionnelle des parlementaires ; différences entre loi ordinaire et loi d'habilitation ; rejeté (p. 506) ; amendement n° 260 de M. Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (non remise en cause des dispositions de l'article L 124-4-8 du code du travail) : rejeté ; amendement n° 281 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (non remise en cause des dispositions de l'article L 124-10 actuellement en vigueur du code du travail) ; conditions de l'exercice de la profession d'entrepreneur de travail temporaire ; maintien de l'obligation de présenter une déclaration auprès de l'autorité administrative ; rejeté ; amendement n° 252 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (non remise en cause des dispositions actuelles de l'article L 124-4 du code du travail) ; taux minimal de l'indemnité de précarité d'emploi ; rejeté (p. 507) ; amendement n° 263 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (non remise en cause des dispositions de l'article L 124-3-2 du code du travail) ; non recours au travail temporaire suite à la suspension d'un contrat de travail résultant d'un conflit collectif du travail ; rejeté ; amendement n° 264 de Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (non remise en cause des dispositions de l'article L 124-2-4 du code du travail) (p. 508) ; conditions dans lesquelles le renouvellement d'un contrat passé dans le cadre d'une mission de travail temporaire doit être effectué ; rejeté ; amendement n° 205 de Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (non remise en cause des dispositions de l'article L 124-2-5 du code du travail) ; faculté d'aménager le terme de la mission ; rejeté ; amendement n° 266 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (non remise en cause des dispositions de l'article L 124-2-6 du code du travail) ; possibilité d'assouplissement du début du terme du contrat de travail temporaire ; rejeté ; amendement n° 270 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (non remise en cause des dispositions de l'article L 412-5 du code du travail) ; prise en compte des salariés à temps partiel dans le calcul des effectifs des entreprises (p. 509) ; prise en compte proportionnelle au temps de travail ; rejeté ; amendement n° 269 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (non remise en cause des dispositions de l'article L 421-2 du code du travail) ; détournement de l'esprit des seuils ; rejeté ; amendement n° 267 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (non remise en cause des dispositions de l'article L 423-8 du code du travail) ; alignement du statut des salariés à temps partiel sur celui des salariés à temps plein ; possibilité d'être élu comme délégué du personnel (p. 510) ; rejeté ; amendement n° 268 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (non remise en cause des dispositions de l'article L 431-2 du code du travail) ; prise en compte des effectifs ; rejeté ; amendement n° 64 de M. Georges Hage soutenu par M. Rémy Auchedé (précisant que le nombre des salariés concerné par les formes de travail précaire ne peut excéder 5 % de l'effectif total de l'entreprise) : rejeté ; amendement n° 271 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (cas pour lesquels un contrat à durée déterminée peut être conclu) (p. 511) ; suppression du caractère limitatif des possibilités de recours au travail temporaire ; baisse du chiffre d'affaires des activités de service ; rappel au règlement de M. Georges Hage (p. 512) ; rappels au règlement de MM. François Bachelot et de M. Jean-Pierre Schénardi ; amendement n° 271 : rejeté ; amendement n° 272 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (saisine du comité d'entreprise) ; recours croissant au travail à temps partiel ; coût mensuel du député (p. 513) ; rejeté ; amendement n° 273 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (autorisation du directeur départemental du travail et de l'emploi pour la conclusion du contrat à durée déterminée) : rejeté ; amendement n° 274 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (non modification des dispositions actuelles de l'article L 122-3-4 du code du travail) ; prise en compte à part entière des salariés embauchés dans le cadre d'un contrat à durée déterminée ; rejeté (p. 514) ; amendement n° 275 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (non abrogation de l'article L 122-3-5 relatif à l'indemnité de fin de contrat) ; calcul de l'indemnité en fonction de la rémunération du salarié ; rejeté ; amendement n° 276 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (maintien des dispositions, applicables en cas de rupture du contrat à durée déterminée) : rejeté ; amendement n° 277 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (maintien des dispositions du code du travail pour pourvoir le poste de travail occupé par le salarié dont le contrat de travail à durée déterminée a pris fin) ; maintien du délai de carence ; préservation du code du travail dans sa forme actuelle avec toutes les obligations ; rejeté (p. 515) ; amendement n° 278 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (limitation des missions de travail temporaire) ; fin des rigidités résultant du régime actuel du travail temporaire ; rejeté ; amendement n° 279 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (maintien de l'autorisation du directeur départemental du travail et de l'emploi pour la conclusion de contrats de travail temporaire) ; intérêt du code du travail (p. 516) ; instauration de rigidité ; amendement n° 279 : rejeté ; amendement n° 280 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (saisine du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) ; rejeté ; amendement n° 281 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (accord préalable de l'autorité administrative en cas de conclusion de contrat de travail temporaire lorsqu'un licenciement fondé sur un motif économique est survenu au cours des 12 derniers mois) ; modalités d'aménagement faisant l'objet d'un projet de loi séparé ; rejeté ; amendement n° 282 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (mentions que doit comporter un contrat de mise à disposition liant l'utilisateur à l'entreprise de travail temporaire) (p. 517) ; rejeté ; amendement n° 283 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (mentions figurant sur un contrat de travail temporaire) ; nécessité de proposer aux salariés un contrat libre optionnel entre employeur et employé ; rejeté ; amendement n° 284 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (non modification des conditions de rémunération du salarié) (p. 518) ; rejeté ; amendement n° 285 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (non modification de l'indemnité compensatrice de congés payés prévue dans les conditions fixées à l'article L 124-4-3 du code du travail) ; rémunération régulière des salariés employés dans le cadre d'un contrat de travail temporaire ; impossibilité pour les petits patrons de comprendre l'ensemble des réglementations ; rejeté ; rappel au règlement de M. Georges Hage (p. 519) ; amendement n° 286 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Gérard Bapt (droit à indemnisation en cas d'arrêt de travail occasionné par les intempéries prévues dans les entreprises appartenant aux collectivités professionnelles du bâtiment et des travaux publics pour un salarié lié par un contrat de travail temporaire) ; non remise en cause des garanties du salarié intérimaire ; rejeté ; amendement n° 287 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (conditions d'exécution du travail du salarié lié par un contrat de travail temporaire) (p. 531) ; rejeté ; amendement n° 288 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (conditions d'accès aux transports collectifs et aux installations collectives pour les salariés liés par un contrat de travail temporaire) : rejeté ; amendement n° 289 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (non modification des dispositions actuelles du code du travail relatives à la rupture du contrat de travail temporaire) ; rupture du contrat de travail pour faute grave ou force majeure ; rejeté ; amendement n° 290 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (appréciation des conditions du contrat de travail du salarié si l'utilisateur continue à faire travailler celui-ci après la fin de la mission) ; délai de carrence (p. 532) ; rejeté ; amendement n° 291 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (délai de carrence à l'expiration du contrat de mission pour recourir à un autre contrat) : rejeté ; amendement n° 292 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (éléments à la

formation relatifs au contrat de travail) ; remise à l'A.N.P.E. par les entrepreneurs de travail temporaire du relevé des contrats de travail de leurs salariés ; rejeté ; amendement n° 293 de M. Gérard Collomb soutenu par Gérard Bapt (remise à l'autorité administrative de la justification du paiement des charges) : rejeté ; amendement n° 294 Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (maintien des pouvoirs du président du tribunal de grande instance prévu à l'article L 124-13-1 du code du travail) ; cas où un entrepreneur de travail temporaire exerce son activité sans avoir fait les déclarations prévues à l'article L 124-10 (p. 533) ; rejeté ; amendement n° 295 de Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (maintien des dispositions relatives en matière de pénalité : rejeté ; amendement n° 296 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (conditions de prise en compte des salariés sous contrat à durée déterminée ou sous contrat de travail temporaire dans l'effectif de l'entreprise) : rejeté après rectification ; amendement n° 297 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (dispositions relatives au travail à temps partiel) ; réalité économique et sociale du travail à temps partiel ; identité des droits entre salariés à temps partiel et salariés à temps complet ; période d'essai (p. 534) ; détermination des droits à l'ancienneté ; indemnité de licenciement ; rejeté ; amendement n° 298 de M. Gérard Collomb (dispositions relatives au contrat de travail des salariés à temps partiel) ; nécessité d'un contrat écrit ; heures supplémentaires ; durée du travail à temps partiel et recours aux heures complémentaires ; rejeté ; amendement n° 299 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Gérard Bapt (maintien des conditions de prise en compte dans l'effectif de l'entreprise des salariés à temps partiel) ; prise en compte proportionnelle au temps de travail (p. 535) ; rejeté ; amendement n° 300 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (dispositions relatives au passage d'un emploi à temps partiel à un emploi à temps complet) ; calcul des effectifs ; contrat à durée déterminée intermittent ; rejeté ; amendement n° 17 de M. François Bachelot soutenu par M. Bruno Mégret (suppression de l'autorisation préalable d'embauche et de licenciement) ; maîtrise des décisions de gestion et d'effectif ; transformation du Parlement en chambre d'enregistrement des négociations entre partenaires sociaux ; dépôt d'un projet de loi relatif à l'abrogation de l'autorisation administrative de licenciement (p. 536) ; nécessité de laisser à la négociation collective et aux rapports entre les partenaires sociaux une marge aussi importante que possible ; respect des engagements électoraux ; libération des prix des services ; nouvelle forme de réglementation des licenciements collectifs ; inopportunité d'abolir la loi avant le début des discussions entre partenaires sociaux (p. 537) ; établissement de l'autorisation administrative de licenciement en 1975 ; fonction de l'autorisation administrative de licenciement ; contrôle de l'origine économique du licenciement ; protection de l'U.N.E.D.I.C. ; inopportunité d'établir une distinction entre les licenciements d'origine économique et ceux répondant à d'autres motifs ; amendement n° 17 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 19 de M. François Bachelot soutenu par Bruno Mégret (suppression des effets négatifs des seuils) (p. 538) ; dépôt d'un projet de loi relatif aux seuils ; rejeté ; amendement n° 20 de M. François Bachelot (révision des critères de représentativité des syndicats) ; crise d'identité du syndicalisme ; crise de militantisme ; comportement des organisations pendant la guerre (p. 539) ; éclatement de la notion d'organisation syndicale représentative ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 301 de M. Charles Revet (permettant aux salariés touchés par une baisse d'activité de leur entreprise de bénéficier sans rupture du contrat de travail d'actions de formation prises en charge par l'assurance chômage) ; utilisation de la formation professionnelle en alternance pour faciliter l'insertion des jeunes ; rôle de la formation continue ; cas d'une entreprise se trouvant confrontée à une baisse momentanée de son activité ; incitations à l'embauche ; difficultés pour solliciter le régime d'assurance chômage (p. 540) ; intervention de l'U.N.E.D.I.C. en cas de rupture effective du contrat de travail ; conventions de formation et d'adaptation du F.N.E. ; compétence des régions pour la formation professionnelle ; amendement n° 301 : retiré ; amendement n° 302 de M. Gérard Collomb (supprimant l'avant-dernier alinéa (4) de cet article) ; conception de l'entreprise ; avantages de la loi sur l'aménagement du temps de travail ; liaison entre réduction et aménagement du temps de travail ; négociations de branches et prise en compte des spécificités de chaque entreprise (p. 541) ; opportunité de prévoir la conclusion d'accords d'entreprise en l'absence d'accords de branche ; modulation des horaires de travail tout au long de l'année ; obligation de négocier chaque année dans l'entreprise sur la durée effective de l'organisation du temps de travail par la loi du 13 novembre 1982 ; suppression de la liaison entre modulation et réduction des horaires de travail (p. 542) ; échec de la négociation collective de 1984 ; suppression des heures supplémentaires sans contre-partie ; amendement n° 302 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 441 du Gouvernement (possibilité d'apporter des modifications aux dispositions du code du travail relatives à l'aménagement du temps de travail) ; non subordination de l'intervention du Gouvernement aux résultats positifs des négociations entre partenaires sociaux ; encouragement fait au patronat de refuser toutes négociations et d'attendre le vote d'une loi (p. 543) ; adopté ; amendements n° 303 de M. Gérard Collomb et n° 65 de M. Alain Bocquet devenus sans objet ; amendement n° 65 de M. Georges Hage soutenu par M. Vincent Porelli (recherche et mise en place d'adaptations de plages horaires et du processus de production) ; durée hebdomadaire du temps de travail ; aménagement de l'horaire collectif de travail pour tenir compte des situations individuelles ; information du comité d'entreprise ; rejeté ; amendement n° 67 de M. Guy Hermier soutenu par M. Vincent Porelli (possibilité d'aménager les temps et les conditions de travail par les travailleurs eux-mêmes) (p. 544) ; rejeté ; amendement n° 68 de M. Georges Hage soutenu par M. Vincent Porelli (prévoyant le contrôle par les comités d'entreprise de l'application de l'accord sur l'aménagement du temps de travail) ; application des accords de branche ; rejeté ; amendement n° 304 de Gérard Collomb soutenu par M. Georges Le Baill (durée légale hebdomadaire et durée quotidienne de travail effectif) ; adaptation des horaires aux variations de la demande ; rejeté ; amendement n° 305 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (majoration du paiement des heures supplémentaires) ; obligation de négociation annuelle sur les effectifs et sur l'organisation du temps de travail (p. 545) ; rejeté ; amendement n° 306 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (non remise en cause du droit au repos compensateur obligatoire) : rejeté ; amendement n° 307 de M. Gérard Collomb (limites fixées en matière d'heures supplémentaires par le code du travail) ; possibilité de recourir aux heures supplémentaires en dehors du contingent déterminé ; rejeté ; amendement n° 69 de M. Jacques Roux soutenu par M. Vincent Porelli (allégement des charges sociales et fiscales dans les zones où la situation de l'emploi est particulièrement grave et surtout dans les départements d'outre-mer) (p. 546) ; suppression de l'octroi de mer ; création d'emplois résultant de l'allégement des charges sociales ; rejeté après correction ; amendement n° 444 du Gouvernement (permettant dans les zones où la situation de l'emploi est particulièrement grave des exonérations ou des réductions d'impôt d'Etat ou de cotisation sociale) ; sous amendement n° 592 de M. Gérard Collomb (insérant au début de cet amendement après les mots « création d'emplois » les mots : « à durée indéterminée, ses emplois ne pouvant être rémunérés sur une base inférieure à celle du S.M.I.C. mensuel) ; sous-amendement n° 593 de M. Gérard Collomb (insérant au début de cet amendement après le mot ; « consentir » les mots : « au vu des négociations avec les partenaires sociaux ») ; situation dans les bassins d'emplois connaissant de graves problèmes de chômage ; création de zones d'emplois et de parc industriels favorables à l'accueil d'entreprises nouvelles (p. 547) ; limitation des périodes pendant lesquelles pourront être offertes les dérogations fiscales ; limitation des exonérations aux seuls impôts d'Etat ; suppression de tout droit de regard de l'Etat ; avantage du système des pôles de conversion ; situation dans le Nord-Pas-de-Calais ; remise en cause éventuelle des pôles de conversion ; inefficacité des primes et des aides ; échec des pôles de conversion ; non substitution des zones d'emplois aux pôles de conversion existants ; réflexion sur l'aménagement du territoire ; définition d'une zone d'emploi (p. 548) ; respect des règlements ; logiques des primes ; limitation géographique stricte des pôles de conversion ; propositions du C.N.P.F. pour la création de « zones à contraintes allégées » ; non remise en cause du S.M.I.C. ; non substitution des zones franches aux pôles de conversion (p. 561) ; sous-amendement n° 592 : rejeté ; modification des règles de l'assiette des impôts d'Etat auxquels les entreprises seront assujetties ; critères d'attribution des exonérations ; nécessité de déterminer selon des critères précis d'éligibilité les zones concernées ; durée d'application du mécanisme (p. 562) ; échec des pôles de conversion ; transferts d'entreprise ; sous-amendement n° 593 : rejeté ; amendement n° 444 adopté au scrutin public ; amendement n° 308 et amendement n° 309 de M. Gérard Collomb : devenus sans objet ; amendement n° 70 de M. Georges Hage : devenu sans objet ; amendement n° 310 et amendement n° 313 de M. Gérard Collomb : devenus sans objet ; amendement n° 73 de M. Georges Marchais soutenu par Mme Muguette Jacquaint (création d'un

fonds de garantie de cotisations auprès des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales) ; taux de recouvrement de cotisations sociales ; problèmes des créances recouvrées hors délai ; équilibre du régime général de la sécurité sociale ; coût de cent mille chômeurs supplémentaires ; création d'un fonds de garantie (p. 563) ; amélioration de certaines prestations ; renforcement des moyens des U.R.S.S.A.F. ; transfert de charges immédiat sur les entreprises les plus saines économiquement ; amendement n° 73 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 74 de M. Elie Hoarau soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (interdisant le contrôle médical patronal dans les entreprises) ; développement des pratiques de contrôles effectués par des médecins engagés par l'entreprise (p. 564) ; rejeté ; amendement n° 75 de M. Jean Reyssier (amélioration des garanties légales de réembauche pour les jeunes gens obligés de quitter leur emploi pour accomplir leur service national) : rejeté ; amendement n° 76 de Mme Jacqueline Hoffmann (possibilité d'accroître les interventions de toutes les catégories de salariés dans le processus de décision et de prévision) ; distribution d'actions de leurs entreprises aux salariés du secteur public ; développement de démocratie dans l'entreprise (p. 565) ; rejeté ; amendement n° 77 de Mme Muguette Jacquaint (effort particulier pour la formation et l'insertion professionnelle des personnes handicapées) ; possibilité pour les travailleurs handicapés de bénéficier des dispositions générales d'exonération des cotisations sociales à l'embauche des jeunes ; rejeté ; amendement n° 78 de M. Elie Hoarau soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (formation professionnelle des femmes) (p. 586) ; accentuation de la déqualification de la main-d'œuvre féminine ; rejeté ; amendement n° 79 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par M. Jean-Jacques Barthe (favorisant le développement des coopérations dans l'intérêt mutuel avec les pays du tiers monde) ; problème des relations économiques de la France avec les pays en voie de développement ; rejeté (p. 567) ;

— article 2 ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 3 *(autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnances dans les conditions indiquées à l'article 1er de la présente loi, les mesures nécessaires au développement de participation des salariés à l'entreprise)* : place de la participation dans l'œuvre sociale réalisée au cours des vingt premières années de la Ve République ; participation résultant d'un contrat collectif ; association des salariés au conseil d'administration et de surveillance des sociétés anonymes ; dépôt d'un amendement modifiant l'article par le Gouvernement (p. 568) ; abrogation de la loi sur la démocratie économique ; caractère vague de la formule de la participation de l'intéressement et de l'actionnariat ; élection des salariés au sein des conseils d'administration ; association des salariés à la liquidation des entreprises publiques ; minoration des revendications syndicales ; modification de quatre formules de participation au capital de l'entreprise (p. 589) ; attachement du groupe du Rassemblement national au capitalisme populaire ; insuffisance des textes relatifs à la participation ; importance de la représentation des salariés au conseil d'administration ; respect des droits des actionnaires ; nombre des salariés concernés par la participation au fruit de l'expansion (p. 570) ; exercice du pouvoir économique des salariés au sein du comité d'entreprise ; marginalité de la participation en France ; principe de la coresponsabilité ; expérience italienne des accords Fiat et des négociations décisionnelles sur les investissements et dépenses de la firme ; représentation des salariés au conseil de surveillance (p. 571) ; problème de la démocratisation du secteur public ; double réalité de l'entreprise ; conditions de la compétitivité (p. 572) ; amélioration de la qualité des produits ; notion de management participatif et de management coopératif ; amendement n° 80 de Georges Hage (de suppression) (p. 573) ; participation permettant de minorer les revendications sociales et économiques ; montant total de la réserve de participation de 1968 à 1983 ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 173 de M. Robert-André Vivien (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 314 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (insérant dans le troisième alinéa de cet article après le mot : « modifié » les mots « au vu des résultats des négociations avec les partenaires sociaux) (p. 574) ; augmentation des pouvoirs des institutions représentatives du personnel ; fonction de constestation et de coopération des instances représentatives de personnel ; rejeté (p. 575) ; rappel au réglement de M. Philippe Bassinet ; amendement n° 316 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Gérard Welzer (donnant aux sommes attribuées aux salariés au titre de la participation et de l'intéressement le caractère d'éléments de salaire pour le calcul de certaines indemnités) (p. 587) ; rejeté ; amendement n° 317 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Gérard Welzer (donnant aux sommes attribuées aux salariés au titre de la participation, de l'intéressement et de l'actionnariat des salariés le caractère d'éléments de salaire pour les calculs de certaines indemnités) ; cas où le salarié est licencié pour motif économique après une autorisation administrative de licenciement ; rejeté ; amendement n° 318 de M. Gérard Collomb (donnant aux sommes attribuées aux salariés au titre de la participation, de l'intéressement et de l'actionnariat des salariés le caractère d'éléments de salaire pour le calcul de certaines indemnités (p. 588) ; règles particulières pour les salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle ; rejeté ; amendement n° 319 de M. Gérard Collomb (donnant aux sommes attribuées aux salariés au titre de la participation, de l'intéressement et de l'actionnariat des salariés le caractère d'éléments de salaire pour le calcul de certaines indemnités) ; licenciement pour accident du travail ou maladies professionnelles dans des conditions irrégulières ; rejeté ; amendement n° 320 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Gérard Welzer (inclusion des sommes dues au titre de la participation, de l'intéressement et de l'actionnariat des salariés dans la rémunération totale servant à déterminer l'indemnité de congés payés) (p. 589) ; caractère de régularité retenu par la jurisprudence française pour sanctionner le versement d'une prime à caractère aléatoire ; rejeté ; amendement n° 322 de M. Gérard Collomb (intégrant la durée de congés sabbatiques dans le calcul de l'ancienneté ouvrant droit à l'intéressement, à la participation et à l'actionnariat des salariés) ; suspension du contrat de travail pendant le congé sabbatique ; rejeté ; amendement n° 323 de M. Gérard Collomb (établissement des conditions d'accès à la participation, l'intéressement et l'actionnariat ouvrier selon des normes identiques pour les hommes et pour les femmes) (p. 590) ; rejeté ; amendement n° 324 de M. Gérard Collomb (accordant aux travailleurs étrangers en France des droits identiques aux travailleurs français au regard de la participation de l'intéresssement et de l'actionnariat des salariés) ; hétérogénéité de la législation en vigueur ; préférence nationale (p. 591) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 325 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Gérard Welzer (privilégiant les créances des sommes dues au titre de la participation, de l'intéressement et de l'actionnariat des salariés sur les biens meubles et immeubles du débiteurs) ; amnistie fiscale sur les fonds venant de Suisse ; problèmes des fournisseurs (p. 592) ; rejeté ; amendement n° 326 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Gérard Welzer (prévoyant que les sommes dues aux salariés au titre de la participation, de l'intéressement et de l'actionnariat des salariés soient payées de préférence à celles dues aux fournisseurs) ; problème des fournisseurs ; intégration dans le privilège des salariés des fruits de la participation ; création d'un privilège spécial au détriment des fournisseurs pour des créances qui ne sont pas des salaires ; rejeté ; amendement n° 329 de M. Gérard Collomb (prévoyant que l'intéressement et l'actionnariat des salariés résultent d'un choix volontaire du salarié) ; caractère facultatif des diverses formules d'actionnariat (p. 593) ; principe du volontariat individuel ; caractère essentiellement collectif de l'intéressement et de la participation ; problème de l'élection des représentants des salariés au conseil avec voix délibérative ; responsabilité des élus ; rejeté ; amendement n° 445 du Gouvernement (présence des représentants du personnel salarié avec voix délibérative au sein du conseil d'administration du conseil de surveillance) ; représentation du comité d'entreprise au conseil d'administration ; ouverture des conseils d'administration au personnel salarié (p. 594) ; absence d'incitation ; participation des salariés avec voix délibérative ; principe de la liberté de statut des sociétés ; amendement n° 445 : adopté ; amendement n° 330 de M. Gérard Collomb : devenu sans objet ; amendement n° 83 de Mme Jacqueline Hoffmann : devenu sans objet ; amendement n° 82 de M. Georges Hage : devenu sans objet ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet (p. 595) ; amendement n° 21 de M. François Bachelot soutenu par M. François Porteu de la Morandière (respect des droits actuels des actionnaires concernant la gestion effective de l'entreprise) ; solidarité des membres des conseils d'administration ; problème de la responsabilité civile ou pénale des membres de conseil d'administration ou de surveillance désignés au titre de la participation ; limitation de la responsabilité au cas de la faute lourde pour les représentants de salariés dans les conseils d'administration d'entreprises nationalisées ; ordonnance ne portant pas préjudice aux droits des actionnaires (p. 596) ; retiré ; amendement n° 84 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Michel Peyret (soumission des projets d'ordonnance pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale et au Conseil économique et social) ; article 38 de

la Constitution ne prévoyant pas d'autres consultations que celle du Conseil d'Etat ; résultats des concertations engagées avec les différents partenaires sociaux ; rejeté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Article 4 *(donnant au Gouvernement la possibilité de transférer jusqu'au 1er mars 1991 le contrôle majoritaire de plusieurs entreprises au secteur privé)* (p. 597) : résultats décevants des nationalisations ; évolution de l'emploi ; nationalisation du secteur bancaire ; démocratisation et développement de l'actionnariat ; limitation du pouvoir politique ; réduction des besoins de financement du Trésor ; dénationalisation d'entreprises nationalisées en 1945 et 1946 ; risques de déstabilisation financière et de « défrancisation » ; démoralisation des équipes dirigeantes ; actionnariat de l'Etat permettant les restructurations massives et nécessaires ; bilan positif des sociétés nationalisées (p. 598) ; substitution par le Gouvernement des termes « sera transféré » à « pourra transférer » ; substitution de la notion de participation majoritaire à celle de contrôle majoritaire ; **rappels au règlement** de MM. Philippe Bassinet, Jean Le Garrec (p. 599) ; **rappels au règlement** de MM. Jean Le Garrec, Georges Hage (p. 600) ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet (p. 601) ; **rappel au règlement** de M. Paul Chomat (p. 609) ; coïncidence entre l'économie de marché moderne et l'efficacité de l'Etat et des entreprises ; droit des entreprises publiques ; objectifs des nationalisations ; réduction des effectifs (p. 610) ; traitement social du chômage ; revente à l'étranger d'actifs industriels ; respiration du secteur public ; transformation du système bancaire en service public de crédit ; développement global des crédits bonifiés ; liste des entreprises concernées ; transfert de la propriété des participations majoritaires détenues directement ou indirectement par l'Etat ; maintien des entreprises présentant les caractères d'un service public dans le secteur public ; préservation et optimisation des intérêts de l'Etat actionnaire (p. 611) ; **rappel au règlement** de M. Georges Hage ; **rappel au règlement** de M. Guy Michel Chauveau ; nationalisation du secteur bancaire ; recomposition du capital résultant d'un nouveau régime de croissance (p. 612) ; planification financière décentralisée ; mauvaise affectation du capital dans de nombreux secteurs ; mise en place des contrats Etat-régions ; notion de patrimoine national ; pratique des cadeaux d'entreprise ; situation de CII Honeywell-Bull à la veille des nationalisations (p. 613) ; résultats de Bull ; insertion des entreprises nationales dans l'économie de marché ; illusions de l'ultra-libéralisme ; préservation et défense de l'indépendance ; effort de recherche depuis 1981 (p. 614) ; compétition économique dans l'informatique ; mise en place des filières électroniques ; atteinte à la crédibilité du système bancaire ; faiblesse des fonds propres des banques ; renforcements des ratios bancaires ; conduite de la politique monétaire ; conséquences de la dévaluation ; faillites de banques aux Etats-Unis (p. 615) ; fissure entre les petites et les grandes banques aux Etats-Unis ; choix politiques du Crédit commercial de France ; nomination politique des dirigeants de banques ; arrivée de capitaux étrangers ; effort pour la politique de recherche, de développement et d'innovation (p. 616) ; faiblesse du pays en recherche industrielle ; action du Pentagone et du « complexe militaro-industriel » ; réalité de la gestion des entreprises publiques entre 1982 et 1986 ; résultats de Péchiney ; dégradation du prix de l'aluminium ; progression de la productivité ; lancement des certificats d'investissement ; nombre de groupes d'expression chez Péchiney (p. 617) ; dénationalisation du secteur bancaire et financier ; non audition de certaines personnalités par la commission ; accentuation du caractère spéculatif et strictement financier du secteur bancaire ; orientation des fonds vers l'investissement productif ; remise en cause des nationalisations datant de la libération (p. 618) ; déception des nationalisations effectuées en 1982 ; mise en place d'une politique d'austérité ; création des titres participatifs et des certificats d'investissement ; illégalité de vente de filiales ; accord C.G.E.-A.T.T. ; respiration du secteur public ; dénationalisation rampante depuis 1983 ; abandon de productions et d'usines (p. 919) ; montant des dotations de l'Etat aux six groupes industriels depuis 1982 ; reconquête du marché intérieur ; démission d'office d'un administrateur salarié de la C.G.E. ; garanties des acquis sociaux dans le secteur public ; redistribution sociale par le biais des activités de service public ; situation des entreprises avant la nationalisation de 1982 ; rétablissement des féodalités économiques (p. 620) ; amnistie fiscale et douanière ; mise en œuvre du capitalisme populaire ; nombre de salariés employés dans le secteur public ; non inclusion de Renault, Sacilor et Usinor ; recours aux capitaux privés ; distribution de 70 % du capital aux familles françaises (p. 621) ; restructuration des entreprises grâce à la loi de nationalisation ; estimation des entreprises nationalisées en 1981 ; insuffisance de l'investissement privé ; origine socio-professionnelle des collaborateurs du ministre chargé de la privatisation (p. 622) ; évolutions technologiques ; spéculation ; secteur public apparaissant comme une référence ; intervention de l'Etat suppléant les faiblesses du secteur privé ; intérêt d'une économie mixte ; bilan des entreprises nationales ; bonne tenue des banques françaises ; progrès social (p. 623) ; intégration du secteur public dans l'histoire économique de la France ; exemple de dénationalisation en province de Thomson S.A. et de Péchiney ; actions placées dans le public ; cas de la société Usine de la Marque ; démission d'office de trois administrateurs salariés ; garanties du déroulement normal des dénationalisations (p. 624) ; protection des intérêts nationaux ; mobilisation de l'épargne du public pour le rachat des actions des entreprises dénationalisées ; date des dénationalisations ; décision idéologique (p. 625) ; opportunité de maintenir le groupe Thomson dans le secteur public ; Thomson C.S.F. constituant un monopole de fait ; activités militaires du groupe ; poids du groupe dans les composants électroniques ; situation du Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine et de la Société générale alsacienne de banque (p. 642) ; bilan positif des nationalisations dans le système bancaire alsacien ; conventions passées avec la région ; modernisation des P.M.E. ; conséquences de la privatisation de l'industrie d'armement ; imprécision du champ d'application de l'article ; notion de monopole de fait ; contrôle des éventuels transferts de technologie (p. 643) ; principe de l'indépendance nationale ; suppression de crédits dans le collectif pour la filière électronique ; situation de la L.C.C., filiale de Thomson composants ; sociétés Oréga et Vidéocolor ; destination de l'argent provenant des dénationalisations ; valeur des sociétés nationalisées en 1982 ; possibilité pour les actionnaires privés de mener une politique d'indépendance nationale (p. 644) ; affairisme d'Etat ; absence de motivation idéologique ; nécessité de séparer politique et économie ; respiration du secteur public ; nécessité de responsabiliser les dirigeants ; inopportunité de priver les actionnaires de tout contrôle ; nationalisation du crédit (p. 645) ; nationalisations issues de la loi du 25 avril 1946 ; activité exportatrice des sociétés d'assurance françaises ; intérêt de la nationalisation quant à la garantie auprès de la clientèle étrangère ; évolution des charges de production et de gestion ; assurance « dommages » ; indemnisation des victimes d'accident de la circulation ; domaine de l'assurance-vie ; meilleure association entre les banques et l'assurance ; niveau des salaires dans les assurances ; formation des salariés aux nouvelles techniques de gestion ; participation à la politique industrielle ; fondement idéologique et nationalisation de 1982 (p. 646) ; poids des nationalisations pour les contribuables ; bilan de la nationalisation du secteur bancaire ; privatisation des entreprises fournissant le matériel de télécommunication ; importance des commandes publiques dans ce secteur ; poids de la recherche publique ; exportation de matériel de télécommunication (p. 647) ; conciliation entre service public et efficacité ; projet satisfaisant certains acheteurs français ou étrangers ; situation réelle du groupe Bull ; effort du 7e Plan en matière de téléphonie ; prélèvement du budget de l'Etat sur le budget des P.T.T. ; dogmatisme de la démarche insuffisante des dispositions visant à préserver les intérêts français à l'égard d'investisseurs étrangers (p. 648) ; afflux de titres sur le marché entraînant une baisse des valeurs ; faiblesse de l'investissement ; nationalisation ne signifiant pas maintien de structures périmées ; situation de la société Tréfimétaux, filiale du groupe Péchiney ; définition de l'actionnaire ; sous-capitalisation des entreprises françaises (p. 649) ; obtention de capitaux ; autonomie de gestion des entreprises publiques ; dissensions au sein de la majorité ; confusion entre « intérêts particuliers » et « intérêt national » ; risques de déstabilisation de groupe ; déséquilibre du marché financier ; problème de l'utilisation des actifs dégagés ; résultats du secteur nationalisé industriel ; situation de Renault (p. 650) ; organisation d'une braderie ; impudeur du groupe socialiste ; critères de la nationalisation des établissements bancaires ; abandon du Plan depuis 1981 (p. 651) ; création des titres participatifs et des certificats d'investissement ; inopportunité de maintenir les capitaux privés à l'écart des entreprises publiques ; changements successifs de dirigeants au C.C.F. ; bénéfices réalisés en 1982 par les entreprises nationales ; efficacité de la nationalisation du crédit (p. 652) ; affaire de la Chapelle-Darblay ; mécanisme de la création monétaire ; modification du statut de la Banque de France ; situation dans le secteur des assurances ; objectif du capitalisme populaire ; efforts de recherche et du développement du secteur public ; protection des intérêts nationaux ; respiration du secteur public (p. 653) ; nationalisation à 100 % pour des raisons dogmatiques et idéologiques ; absence de compétitivité des entreprises

publiques au niveau national ; résultats comparés des entreprises publiques en 1982 et 1985 (p. 654) échec des nationalisations ; amendement n° 85 de M. Paul Chomat (de suppression) ; amendement n° 332 de M. Gérard Collomb (de suppression) (p. 655) ; cadeau fait au capital privé ; gestion fondée sur la stratégie du redéploiement à l'étranger ; efficacité du secteur public (p. 660) ; maîtrise de l'affectation et de l'efficacité des aides publiques ; échec de l'usage fait des nationalisations ; nombre des salariés travaillant dans les sociétés nationalisées ; situation des groupes privés en 1981 ; nécessité d'une recapitalisation ; atteinte au crédit des banques ; risque de « défrancisation » et protection des intérêts nationaux (p. 661) ; multiples possibilités pour éviter les contrôles étrangers non souhaitables ; pertes d'emplois dans quinze groupes industriels en quatre ans ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet ; justification de l'opération de privatisation (p. 662) ; cessions effectuées par des groupes nationalisés à d'autres groupes privés français ou étrangers ; coût des nationalisations et endettement des groupes ; régression des trois grandes banques nationalisées en 1945 ; programme du Conseil national de la Résistance ; pertes d'emplois dans les groupes nationalisés ; indemnisations justes et préalables ; montant des subventions accordées de 1970 à 1980 (p. 663) ; risque de « défrancisation » ; opérations de « respiration » ; destabilisation économique ; sous-amendements identiques n° 85 et n° 332 : rejetés au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet (p. 664) ; amendement n° 446 du Gouvernement (transfert du secteur public au secteur privé avant le 1er mars 1991 de la propriété des participations majoritaires détenues directement ou indirectement par l'Etat dans les entreprises figurant dans une liste annexée à la présente loi) ; article 34 de la Constitution réservant à la loi le soin de fixer les règles concernant les transferts de propriétés d'entreprises publiques ; détermination des modalités de réalisation des transferts par ordonnances ; application du principe du parallélisme des formes (p. 665) ; détermination du champ de la privatisation par une énumération des entreprises concernées ; enjeux financiers, économiques et industriels du projet ; absence de souplesse et de pragmatisme ; capitalisation boursière des entreprises nationalisées en 1982 ; capacité d'absorption du marché financier (p. 666) ; délai de cinq ans ; montant des emprunts réalisés en 1986 par l'Etat sur le marché financier ; insuffisance des moyens d'information de l'Assemblée nationale ; absence de tout représentant de la commission de la production et des échanges (p. 667) ; sous-amendement n° 580 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec (excluant les entreprises publiques gérant un service public et constituant un monopole de fait) ; insertion de cette disposition dans le préambule de la Constitution ; contrôle exercé par la puissance publique ; création d'une « obligation de faire » ; notion de service public ; disposition ayant valeur constitutionnelle (p. 668) ; respect de l'alinéa 9 du préambule de la Constitution de 1946 ; rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 596 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec (excluant les entreprises gérant un service public national ou constituant un monopole de fait) ; correction du sous-amendement n° 580 ; non confusion entre entreprise du secteur commercial et monopole de fait (p. 669) ; rejeté ; sous-amendement n° 581 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Raymond Douyère (précisant que les établissements de crédit dénationalisés sont tenus de respecter un rapport minimum défini par le comité de la réglementation bancaire dit « rapport de couverture de risques ») ; résultats des établissements de crédit ; cote attestée par le « rating » ; insuffisance des fonds propres ; défaillances bancaires aux Etats-Unis ; élévation du ratio de fonds propres à 6 % ; non respect du rapport minimum de couverture de risques défini par le comité de réglementation bancaire ; mesures proposées relevant du domaine réglementaire ; obligation faite à tous les établissements de crédit privés ou publics de respecter un ratio de couverture (p. 670) ; adaptation des taux de couverture à chaque établissement ; sous-amendement n° 581 : rejeté ; sous-amendements identiques n° 450 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Philippe Bassinet et n° 515 de M. Georges Hage (supprimant la première ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation de l'agence Havas ; résultats provisoires de l'exercice 1985 ; suppression d'un groupe de communication de taille internationale (p. 671) ; nationalisation du groupe en 1940 ; diversité des activités ; rejetés au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet (p. 672) ; sous-amendements identiques n° 451 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Raymond Douyère et n° 516 de M. Georges Hage (supprimant la deuxième ligne de l'annexe du projet de loi) ; privatisation de Saint-Gobain ; résultats du groupe ; mise en œuvre de procédures d'expression directe des salariés (p. 673) ; maintien du patron de Saint-Gobain nommé avant 1982 ; multiplication des suppressions d'emplois ; compensation des pertes intérieures par des profits réalisés à l'étranger (p. 674) ; rejetés au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet ; sous-amendements identiques n° 452 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Charzat (supprimant la troisième ligne à l'annexe du projet de loi), et n° 517 de M. Georges Hage soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann ; dénationalisation de Bull ; situation de la société Honeywell-Bull avant 1981 ; redressement spectaculaire et inattendu ; concurrence avec I.B.M. (p. 675) ; multiplication des accords avec les groupes étrangers ; appel aux capitaux privés même étrangers ; préparation de la privatisation de Bull depuis cinq ans ; rejetés au scrutin public (p. 676) ; sous-amendements identiques n° 453 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Philippe Bassinet et n° 518 de M. Georges Hage soutenu par M. Paul Chomat (supprimant la quatrième ligne de l'annexe au projet de loi) ; absence du ministre de l'industrie ; privatisation de la C.G.E. ; résultats de C.I.T.-Alcatel (p. 677) ; application particulière de la loi de la démocratisation du secteur public à la C.G.E. ; part du capital de Framatome ; accroissement des profits en bourse (p. 678) ; **rappel au règlement** de M. Paul Chomat (p. 693) ; sous-amendements identiques n° 454 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Philippe Bassinet et n° 519 de M. Georges Hage soutenu par M. Paul Chomat (supprimant la cinquième ligne de l'annexe au projet de loi) ; absence du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme ; privatisation de la C.G.E. ; dénationalisation de la C.G.C.T. ; accord A.T.T.-C.G.E. ; exemple du site de Massy (p. 694) ; mise au point des futurs centraux de la génération 1992 ; maintien des gammes françaises ; montant des dotations en capital à la C.G.C.T. ; rejetés au scrutin public ; sous-amendements identiques n° 455 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec et n° 520 de M. Georges Hage soutenu par François Asensi (supprimant la sixième ligne de l'annexe au projet de loi) ; dénationalisation de soixante quatre groupes d'ici 1991 (p. 695) ; exemple de Péchiney ; chute des cours mondiaux de l'aluminium ; montant des bénéfices réalisés depuis 1985 ; protection des intérêts nationaux dans les entreprises stratégiques (p. 696) ; évolution de la conjoncture internationale ; fixation du prix des actions ; droit d'amendement et de sous-amendement ; rejetés au scrutin public ; sous-amendements identiques n° 456 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec et n° 521 de M. Georges Hage soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (supprimant la septième ligne de l'annexe au projet de loi) ; problème du calendrier des privatisations (p. 697) ; résultats de Rhône-Poulenc ; capacité des ateliers d'acide acétique ; prise de position de M. Le Floch Prigent (p. 698) ; retrait des parties déficitaires de Rhône-Poulenc ; amélioration de la conjoncture ; rejetés au scrutin public ; sous-amendements identiques n° 457 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Philippe Bassinet et n° 522 de M. Georges Hage soutenu par M. François Asensi (supprimant la huitième ligne de l'annexe au projet de loi) ; absence d'obstruction (p. 699) ; cas particulier de la C.G.C.T. ; prise de contrôle majoritaire dans le cadre du collectif budgétaire de 1981 par le groupe Matra ; tendance des entreprises françaises à privilégier leurs activités à l'étranger au détriment des emplois en France (p. 700) ; pertes d'emplois dans les entreprises nationales ; gestion des entreprises publiques comme des entreprises privées ; contrôle des entreprises privées d'avant 1981 par une technostructure (p. 701) ; absence de politique industrielle conduite par Matra ; rejetés au scrutin public ; sous-amendements identiques n° 458 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Charzat et n° 523 de M. Georges Hage (supprimant la neuvième ligne de l'annexe au projet de loi) ; Elf-Aquitaine constituant une société d'économie mixte ; importance des investissements nécessités par l'exploitation en hydrocarbure ; dimension acquise par le groupe dans la chimie ; baisse du cours du pétrole ; transfert au détriment des capacités de production dans le raffinage des produits chimiques de base (p. 702) ; opposition du syndicat Force Ouvrière à la privatisation d'Elf-Aquitaine ; rejetés au scrutin public ; sous-amendements identiques n° 459 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Georges Le Baill et n° 524 de M. Georges Hage soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (supprimant la dixième ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation de Thomson-S.A. ; contrat de plan signé avec l'Etat en 1983 (p. 703) ; activités du groupe regroupées en cinq branches ; déclaration de M. Alain Gomez ; cas de la société Usine de la Marque (p. 704) ; accords passés avec Siemens et I.C.L. ; existence d'une division internationale du travail ; reconquête du marché intérieur de la hi-fi (p. 705) ; rejetés au scrutin public ; sous-amendement n° 594 de M. Bruno Mégret (privatisation de Renault, Sacilor et Usinor) ; absence de différences entre Peugeot et Renault ;

nécessité de procéder aux dénationalisations avec prudence (p. 706) ; image de marque de Renault ; reconstitution des actifs de Sacilor et Usinor ; nature juridique de la régie Renault ; erreurs commises par la direction de l'entreprise depuis le deuxième choc pétrolier (p. 707) ; taux de pénétration des véhicules étrangers ; rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Pierre Descaves ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet (p. 708) ; sous-amendements identiques n° 460 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Raymond Douyère et n° 525 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (supprimant la onzième ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation des A.G.F.-I.A.R.D. ; concurrence des mutuelles et des sociétés étrangères ; association entre banques et assurances ; redressement des résultats d'exploitation des entreprises nationales d'assurance ; investissements sur les marchés financiers et immobiliers (p. 709) ; baisse de la part relative de l'Etat ; rentabilité des entreprises privées d'assurance par rapport aux entreprises publiques (p. 710) ; rejetés au scrutin public (p. 711) ; sous-amendements identiques n° 461 de M. Gérard Collomb et n° 526 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la douzième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de l'entreprise AGF ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 462 de M. Gérard Collomb et n° 527 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la treizième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 728) ; situation du groupe d'assurance G.A.N. ; compagnie française d'assurance et de réassurance ; compagnie française d'assurance sur la vie ; société française de capitalisation ; société centrale du groupe des assurances nationales ; résultats des entreprises d'assurance ; attitude du Gouvernement (p. 729) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 463 de M. Gérard Collomb et n° 528 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la quatorzième ligne de l'annexe au projet de loi) ; résultats des entreprises nationales ; situation du G.A.N.-incendie et capitalisation (p. 730) ; mérites respectifs des systèmes de capitalisation et de répartition ; participation du personnel ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 464 de M. Gérard Collomb et n° 529 de M. Georges Hage (tendant a supprimer la quinzième ligne de l'annexe au projet de loi) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 465 de M. Gérard Collomb et n° 530 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la seizième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation du groupe de l'U.A.P. (p. 731) ; résultats des compagnies d'assurance ; situation politique dans la région Nord-Pas-de-Calais ; projet de privatisation correspondant à la volonté du Gouvernement de bâtir une société libérale ; rejetés au scrutin public ; sous-amendements identiques n° 466 de M. Gérard Collomb et n° 531 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la dix-septième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 732) ; situation du groupe U.A.P.-I.A.R.D. (p. 733) ; comptes des sociétés ne devenant officiels qu'après leur approbation par les assemblées générales ; nomination des présidents des sociétés nationales (p. 733) : rejetés ; sous-amendements identiques n° 467 de M. Gérard Collomb et n° 532 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la dix-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) ; rejetés ; sous amendements identiques n° 468 de M. Gérard Collomb et n° 533 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la dix-neuvième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la Mutuelle générale française (p. 734) ; rejetés au scrutin public ; sous-amendements identiques n° 469 de M. Gérard Collomb et n° 534 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la vingtième ligne de l'annexe au projet de loi) : rejetés ; sous-amendements identiques n° 470 de M. Gérard Collomb et n° 535 de M. Georges Hage (tendant à suppprimer la vingt et unième ligne de l'annexe au projet de loi) ; société centrale du groupe des Assurances Générales de France ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 471 de M. Gérard Collomb et n° 536 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la vingt-deuxième ligne de l'annexe au projet de loi) ; importance financière du groupe de l'U.A.P. (p. 735) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 472 de M. Gérard Collomb et n° 537 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la vingt-troisième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la société centrale du Groupe des Assurances Nationales ; rejetés au scrutin public ; sous-amendements identiques n° 473 de M. Gérard Collomb et n°538 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la vingt-quatrième ligne de l'annexe au projet de loi) ; dénationalisation du secteur bancaire (p. 736) ; situation de la Banque Chaix ; banques françaises privatisées demeurant au service de la nation ; inefficacité de la nationalisation du système bancaire (p. 737) ; ratio de couverture des risques ; législation et réglementation bancaire n'étant pas abrogées par le projet de loi en discussion ; difficultés économiques étant dues au dirigisme d'Etat ; nécessité de gérer les banques comme les autres entreprises ; rejetés au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Jean Le Garrec (p. 738) ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet ; sous-amendements identiques n° 474 de M. Gérard Collomb et n° 539 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la vingt-cinquième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la Banque de Bretagne (p. 739) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 475 de M. Gérard Collomb et n° 540 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la vingt-sixième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la Banque la Henin (p. 740) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 476 de M. Gérard Collomb et n° 541 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la vingt-septième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la Banque de l'Union européenne ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 477 de M. Gérard Collomb et n° 542 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la vingt-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) ; place des fonctionnaires dans le pays ; situation de la Banque du bâtiment et des travaux publics (p. 741) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 478 de M. Gérard Collomb et n° 543 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la vingt-neuvième ligne de l'annexe au projet de loi) (p. 742) ; amélioration de la situation de la Banque Hervet résultant d'une diminution de ses provisions ; distinction entre « les banques dogmatiques et les banques pragmatiques » ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 479 de M. Gérard Collomb et n° 544 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la trente-septième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la Banque Indosuez ; implantation à l'étranger des banques françaises (p. 743) ; nécessité de l'existence d'un large secteur bancaire public ; situation de la compagnie financière de Suez ; rejetés au scrutin public (p. 744) ; sous-amendements identiques n° 480 de M. Gérard Collomb et n° 545 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la trente et unième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la Banque industrielle et mobilière privée ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 481 de M. Gérard Collomb et n° 546 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la trente-deuxième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la Banque Laydernier (p. 758) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 482 de M. Gérard Collomb et n° 547 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la trente-troisième ligne de l'annexe au projet de loi) ; brièveté des propos du rapporteur général ; situation de la Banque Monod ; caractère répétitif des sous-amendements du groupe socialiste ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 483 de M. Gérard Collomb et n° 548 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la trente-quatrième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la B.N.P. (p. 759) ; nécessité d'exclure la B.N.P. du champ d'application de l'article 4 (p. 760) ; rejetés au scrutin public ; sous-amendements identiques n° 484 de M. Gérard Collomb et n° 549 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la trente-cinquième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la Banque Odier-Bungener-Courvoisier (p. 761) ; sous-amendements identiques n° 485 de M. Gérard Collomb et n° 550 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la trente-sixième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la Banque Paribas (p. 762) ; exaspération des membres du groupe U.D.F. ; gestion privée du capital étant un élément fondamental de la gestion moderne ; **rappel au règlement** de M. Jean Le Garrec ; rejetés au scrutin public ; sous-amendements identiques n° 486 de M. Gérard Collomb et n° 551 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la trente-septième ligne de l'annexe du projet de loi) ; situation de la Banque parisienne de crédit (p. 763) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 487 de M. Gérard Collomb et n° 552 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la trente-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) ; inexistence des réponses du Gouvernement aux questions formulées par les membres du groupe socialiste ; situation du Crédit industriel et commercial (p. 764) ; Banque régionale de l'Ain ; situation des banques régionales rattachées à la compagnie financière de Crédit industriel et commercial ; absence de justification de la nationalisation des P.M.E. bancaires en 1982 ; rejetés (p. 765) ; sous-amendements identiques n° 488 de M. Gérard Collomb et n° 553 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la trente-neuvième ligne de l'annexe au projet de loi) ; nationalisation du Crédit industriel et commercial ; situation de la Banque régionale de l'Ouest ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 489 de M. Gérard Collomb et n° 554 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la quarantième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la Banque Scalbert-Dupont ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 490 de M. Gérard Collomb et n° 555 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la quarante et unième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la Banque Sofinco (p. 766) ; motif de la réalisation de profit par les banques nationalisées ; situation de la Sofinco ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 491 de M. Gérard Collomb et n° 556 de

M. Georges Hage (tendant à supprimer la quarante-deuxième ligne de l'annexe au projet de loi) ; propos de M. Pierre Messmer demandant au Gouvernement de recourir à l'article 49-3 de la Constitution (p. 767) ; situation de la Banque Tarneaud ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 492 de M. Gérard Collomb et n° 557 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la quarante-troisième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation de la Banque Vernes et commerciale de Paris ; rejetés (p. 768) ; sous-amendements identiques n° 493 de M. Gérard Collomb et n° 558 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la quarante-quatrième ligne de l'annexe au projet de loi) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 494 de M. Gérard Collomb et n° 559 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la quarante-cinquième ligne de l'annexe au projet de loi) ; importance de la part de l'Etat dans les phénomènes économiques au Japon ; intérêt social de la Banque la Henin ; situation du Crédit chimique ; rôle du M.I.T.I. ; prêts aux jeunes ménages ; taux élevé du crédit à la consommation (p. 769) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 495 de M. Gérard Collomb et n° 560 de Georges Hage (tendant à supprimer la quarante-sixième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation du Crédit commercial de France ; rapport établi au niveau du Parlement brésilien concernant l'attitude de M. Jacques de Broissia ; **rappel au règlement** de M. Edmond Alphandery (p. 770) ; bilan comptable du Crédit commercial de France ; accroissement des dotations en provisions en 1984 ; prix de vente des actions des sociétés privatisables ; nécessité de répartir des actions entre les foyers fiscaux français ; rejetés au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet (p. 771) ; **rappel au règlement** de M. Edmond Alphandery (p. 772) ; sous-amendements identiques n° 496 de M. Gérard Collomb et n° 561 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la quarante-septième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation du Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine ; critères de la nationalisation et de la dénationalisation ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 497 de M. Gérard Collomb et n° 562 de M. Georges Hage (tendant à supprimer la quarante-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) ; situation du Crédit industriel de Normandie ; parti communiste ne prenant plus la peine de défendre les amendements déposés en faveur du *statu quo* dans les banques nationalisées ; relations étroites unissant le parti communiste et la Banque commerciale pour l'Europe du nord ; **rappel au règlement** de M. Paul Chomat (p. 773) ; rejetés (p. 774) ; sous-amendements identiques n° 498 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Guy Malandain et n° 563 de M. Georges Hage (supprimant la quarante-neuvième ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation du Crédit industriel de l'Ouest ; rôle de cette banque dans l'introduction d'entreprises sur le second marché de la bourse de Nantes (p. 785) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 499 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Guy Malandain et n° 564 de M. Georges Hage (supprimant la cinquantième ligne de l'annexe au projet de loi) ; bilan du Crédit industriel de l'Ouest ; privatisation du Crédit industriel et commercial de Paris (p. 786) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 500 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Pierre Forgues et n° 565 de M. Georges Hage soutenu par M. Bernard Deschamps (supprimant la cinquante et unième ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation du Crédit lyonnais ; bénéfices apparents dans les comptes de l'exercice de 1985 ; nationalisation du Crédit lyonnais à la libération ; créances du Crédit lyonnais à l'égard du Mexique et du Brésil ; ratio entre fonds propres et crédits consentis (p. 787) ; problèmes d'effectif (p. 788) ; relations particulières des banques issues d'une région avec le tissu économique et social de cette région ; œuvre du Conseil national de la Résistance (p. 789) ; **rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Schenardi (p. 790) ; rejeté au scrutin public ; sous-amendements identiques n° 501 de M. Gérard Collomb soutenu par Mme Jacqueline Osselin et n° 566 de M. Georges Hage soutenu par M. Vincent Porelli (supprimant la cinquante-deuxième ligne de l'annexe au projet de loi) ; maintien du Crédit du Nord dans les entreprises nationalisées ; emploi dans le secteur bancaire (p. 791) ; problèmes de modernisation du secteur bancaire français ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 502 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Charzat et n° 567 de M. Georges Hage (supprimant la cinquante-troisième ligne de l'annexe au projet de loi) ; problème de l'Européenne de Banque, ancienne Banque Rothschild ; aides de l'Etat (p. 792) ; accord avec le C.C.F. et l'U.B.P. ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 503 de M. Gérard Collomb soutenu par Jacques Roger-Machart et n° 568 de M. Georges Hage (supprimant la cinquante-quatrième ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation de la Société bordelaise de crédit industriel et commercial (p. 793) ; rôle et fonction du Parlement ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 504 de M. Gérard Collomb et n° 569 de M. Georges Hage (supprimant la cinquante-cinquième ligne de l'annexe au projet de loi) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 505 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Guy Malandain et n° 570 de M. Georges Hage soutenu par Mme Colette Gœuriot (privatisation de la Société générale) ; banque comportant de nombreuses filiales (p. 794) ; rôle de la Société générale dans l'économie ; privatisation des banques préparée par l'ancien Gouvernement ; faiblesse du ratio de fonds propres de la Société générale (p. 795) ; rejetés au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet ; sous-amendements identiques n° 506 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Guy Bêche et n° 571 de M. Georges Hage (supprimant la cinquante-septième ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation de la Société générale alsacienne de banque ; accords signés avec la Société générale (p. 796) ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet ; sous-amendements nos 506 et 571 : rejetés ; sous-amendements identiques n° 507 de M. Gérard Collomb et n° 572 de M. Georges Hage (supprimant la cinquante-huitième ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation de la Société lyonnaise de banque ; rôle de cette banque dans le financement de création d'entreprises et d'activités de haute technologie (p. 797) ; problèmes des banques intégrées à la compagnie financière du C.I.C. ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 508 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Charles Metzinger et n° 573 de M. Georges Hage (supprimant la cinquante-neuvième ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation de la Société marseillaise de crédit ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 509 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean-Yves Le Déaut et n° 573 de M. Georges Hage soutenu par Mme Colette Gœuriot (supprimant la soixantième ligne de l'annexe au projet de loi) ; supprimant la Société nancéienne de crédit industriel et Varin-Bernier ; sous-capitalisation des banques régionales du groupes C.I.C. (p. 798) ; engagement du processus de dénationalisation dès 1984 (p. 799) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 510 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Philippe Bassinet et n° 575 de M. Georges Hage (supprimant la soixante et unième ligne de l'annexe au projet de loi) ; effort de recherche des sociétés nationales ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 511 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Christian Goux et n° 576 de M. Georges Hage (supprimant la soixante-deuxième ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation du Crédit commercial de France (p. 800) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 512 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart et n° 577 de M. Georges Hage (supprimant la soixante-troisième ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation de la compagnie financière du Crédit industriel et commercial ; mise en œuvre d'une stratégie région par région ; rattachement de la Banque de l'Union européenne et du C.I.C. (p. 801) ; rejetés ; sous-amendements identiques n° 513 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Guy Bêche et n° 578 de M. Georges Hage (supprimant la soixante-quatrième ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation de la compagnie financière Paribas ; émission de certificats d'investissement privilégiés ; soutien au commerce extérieur et aux échanges internationaux (p. 802) ; création de monopole financier ou industriel ; multiplicité des pôles d'initiative ; garanties contre la reconcentration (p. 803) ; garanties internationales apportées par la nationalisation ; rejetés au scrutin public ; sous-amendements identiques n° 514 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Charzat et n° 579 de M. Georges Hage soutenu par M. Paul Chomat (supprimant la soixante-cinquième ligne de l'annexe au projet de loi) ; privatisation du holding Compagnie financière de Suez ; renforcement des activités internationales (p. 804) ; utilisation de cette privatisation pour dénationaliser de nombreuses autres entreprises ; refus de Suez d'ingégrer Ernault-Somua dans le plan machine-outils constitué par Intelautomatisme ; motivations des nationalisations (p. 805) ; notion de « vitrine sociale » ; décentralisation née de la nationalisation (p. 806) ; sous-amendements n° 514 et 579 : rejetés ; amendement n° 446 du Gouvernement, adopté au scrutin public ; amendements n° 86 de M. Vincent Porelli, n° 333, n° 334 de M. Gérard Collomb, n° 174 de M. Robert-André Vivien, n° 87 de Mme Colette Gœuriot, n° 175 et n° 176 de M. Robert-André Vivien, n° 88 de M. Roger Combrisson, n° 89 de M. Jean Giard, n° 90 de M. Paul Mercieca, n° 177 et n° 178 de M. Robert-André Vivien, n° 91 de M. Roger Combrisson, n° 92 de M. Rémy Auchedé, n° 93 de M. Jean Jarosz, n° 94 de M. Paul Chomat, n° 335 de M. Gérard Collomb, n° 179 de M. Robert-André Vivien, n° 133 de M. Jean Jarosz, n° 95 de M. Paul Mercieca, n° 336 de M. Gérard Collomb, n° 96 de M. Jean Jarosz, n° 337 de M. Gérard Collomb, n° 97 de M. Roger Combrisson, n° 338 de M. Gérard Collomb, n° 98

de M. Jean Giard, n° 339 de M. Gérard Collomb, n° 99 de M. Rémy Auchedé, n° 340 de M. Gérard Collomb, n° 100 de M. Roger Combrisson, n° 341 de M. Gérard Collomb, n° 101 de M. Paul Mercieca, n° 342 de M. Gérard Collomb, n° 102 de M. Jean Giard, n° 343 de M. Gérard Collomb, n° 103 de M. Rémy Auchedé, n° 344 de M. Gérard Collomb, n° 104 de M. Roger Combrisson, n° 345 de M. Gérard Collomb, n° 105 de M. Jean Jarosz, n° 346 de M. Gérard Collomb, n° 106 de M. Rémy Auchedé, n° 347 de M. Gérard Collomb, n° 107 de M. Jean Giard, n° 348 de M. Gérard Collomb, n° 108 de M. Jean Jarosz, n° 349 de M. Gérard Collomb, n° 109 de M. Paul Mercieca, n° 350 de M. Gérard Collomb, n° 110 de M. Jean Giard, n° 351 de M. Gérard Collomb, n° 111 de M. Rémy Auchedé, n° 352 de M. Gérard Collomb, n° 112 de M. Jean Jarosz, n° 353 de M. Gérard Collomb, n° 113 de M. Roger Combrisson, n° 354 de M. Gérard Collomb, n° 114 M. Paul Mercieca, n° 355 de M. Gérard Collomb, n° 115 de M. Roger Combrisson, n° 356 de M. Gérard Collomb, n° 116 de M. Rémy Auchedé, n° 357 de M. Gérard Collomb, n° 117 de M. Paul Mercieca, n° 358 de M. Gérard Collomb, n° 118 de M. Jean Giard, n° 359 de M. Gérard Collomb, n° 119 de M. Jean Giard, n° 360 de M. Gérard Collomb, n° 120 de M. Jean Jarosz, n° 361 de M. Gérard Collomb, n° 121 de Roger Combrisson, n° 362 de M. Gérard Collomb, n° 122 de M. Jean Giard, n° 363 de M. Gérard Collomb, n° 123 de Paul Mercieca, n° 364 de M. Gérard Collomb, n° 124 de M. Jean Jarosz, n° 365 de M. Gérard Collomb, n° 125 de M. Rémy Auchedé, n° 126 de M. Jean Jarosz, n° 366 de M. Gérard Collomb, n° 127 de M. Paul Mercieca, n° 367 de M. Gérard Collomb, n° 128 de M. Roger Combrisson, n° 368 de M. Gérard Collomb, n° 129 de M. Paul Mercieca, n° 369 de M. Gérard Collomb, n° 130 de M. Rémy Auchedé, n° 370 de M. Gérard Collomb, n° 131 de M. Roger Combrisson, n° 371 de M. Gérard Collomb, n° 132 de M. Roger Combrisson, n° 372, n° 373, n° 374, n° 375, n° 376, n° 377 de M. Gérard Collomb, n° 134 de M. Paul Chomat, n° 378 de M. Gérard Collomb, n° 135 de M. Marcel Rigout, n° 379 de M. Gérard Collomb, n° 136 de M. Paul Verges, n° 380 de M. Gérard Collomb, n° 137 de M. Roland Leroy, n° 381 de M. Gérard Collomb, n° 138 de M. Vincent Porelli, n° 382 à 390 de M. Gérard Collomb, n° 434 de M. Raymond Douyère, n° 139 de M. Bernard Deschamps, n° 140 de M. Paul Chomat, n° 141 de M. Bernard Deschamps, n° 142 de M. Jean-Claude Gayssot, n° 391 de M. Gérard Collomb, n° 143 de Mme Colette Gœuriot : devenus sans objet ; amendement n° 437 de M. Bruno Durieux (transformation de la Caisse nationale de Crédit agricole en société anonyme coopérative dont le capital sera tenu en majorité par les caisses régionales du Crédit agricole mutuel) ; insertion de la Caisse nationale de Crédit agricole dans le champ des entreprises dont le contrôle majoritaire est susceptible d'être transféré au secteur privé ; banalisation de la Caisse nationale du Crédit agricole au plan fiscal et de l'activité de crédit ; dénationalisation d'entités juridiques ayant la faculté d'être inscrites au registre du commerce (p. 807) ; responsabilité du Crédit agricole dans la distribution des prêts bonifiés aux agriculteurs ; dépôt d'un projet de loi portant réforme de l'ensemble du système du Crédit agricole ; historique de la caisse ; impossibilité pour de nombreuses caisses régionales d'assumer le financement du rachat ; garanties internationales (p. 808) ; montant des fonds propres de la Caisse nationale du Crédit agricole ; déclaration du directeur de la Caisse nationale du Crédit agricole ; amendement n° 437 ; retiré ;

— article 4 : adopté dans la rédaction de l'amendement n° 446 (p. 810).

Après l'article 4 : amendement n° 435 de M. Raymond Douyère (prévoyant que toute dénationalisation d'un établissement de crédit ne pourra se faire que par augmentation de capital) ; conditions dans lesquelles pourront s'opérer les dénationalisations ; faiblesse des fonds propres des établissements de crédit (p. 838) ; appel à l'épargne publique ; inopportunité de faire de l'augmentation du capital le seul instrument de privatisation ; transformation éventuelle des certificats d'investissement et des titres participatifs en actions ; rejeté au scrutin public.

Article 5 *(habilitant le Gouvernement à définir les conditions de transfert en vue d'assurer la protection des intérêts nationaux et de faciliter l'acquisition par le personnel d'une fraction du capital)* (p. 839) : article amendé par le Gouvernement ; règle d'évaluation des entreprises et détermination des prix d'offres ; valorisation boursière existante ; modalités financières de transfert ou de cession et conditions de paiement des parts cédées ; modification des dispositions restreignant l'acquisition ou la cessibilité des droits détenus dans les entreprises concernées ; conditions de protection des intérêts nationaux ; développement de l'actionnariat populaire ; participation du personnel ; régime fiscal applicable aux transferts et aux cessions ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet (p. 840) ; reprise des conclusions de la commission des lois par l'amendement n° 447 du Gouvernement ; conditions de transfert de propriété ; déroulement de la vente ; augmentation du capital en numéraire permettant un apport de fonds propres ; autorité décidant des cessions d'actif ; critères quant à la cession ; caractère public des offres ; nécessité de protéger les intérêts nationaux (p. 841) ; régime fiscal mis en œuvre à l'occasion de ces opérations ; possibilité pour le Gouvernement de recourir à l'article 49, alinéa 3 ; dispositions prises en 1981 et 1982 pour évaluer les entreprises ; constitution d'une commission administrative nationale d'évaluation concernant les sociétés non cotées ; fixation d'un prix minimum de cession déterminé sur la base de la situation nette réévaluée (p. 842) ; cas des sociétés ayant émis des certificats d'investissement ; montant de l'estimation globale ; protection des intérêts nationaux ; plafonnement à 20 % des actifs cédés à des intérêts étrangers ; augmentations de capital répétées ; régime fiscal retenu pour les transferts (p. 843) ; projet visant à l'intégration totale des salariés ; dilapidation du secteur public ; prise de participation des capitaux étrangers ; introduction en bourse des actions des entreprises à dénationaliser à 25 % en dessous de leur valeur ; renforcement des fonds propres (p. 844) ; autorité décidant de la cession d'actifs publics ; protection des intérêts nationaux ; avantages fiscaux accordés à certains ; projet débouchant sur un nouveau type d'économie ; distribution de 70 % des actions des sociétés nationales aux familles françaises en fonction du nombre de leurs enfants (p. 845) ; nominations faites par le Gouvernement socialiste en fin de législature ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet (p. 846) ; conclusions du rapport Bonnefous ; comportement des actionnaires privés entre 1976 et 1982 ; nominations « d'amis » du Gouvernement socialiste au sein des conseils d'administration ; vocation du secteur privé ; préservation de l'intérêt de la nation contre les intérêts particuliers (p. 847) ; évaluation des sociétés concernées ; création d'une commission des sages ; ventes en bourse ; autorité décidant de la cession des actifs publics (p. 848) ; **rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch (p. 856) ; conditions de transfert des entreprises du secteur public au secteur privé ; démarches s'apparentant au blanc-seing ; flou relatif à la loi électorale ; braderie du patrimoine national ; théorie des blocs de contrôle (p. 857) ; amendement n° 144 de M. Paul Chomat soutenu par M. Paul Mercieca (de suppression) ; fixation par ordonnance des conditions dans lesquelles les entreprises seront transférées du secteur public au secteur privé ; maintien d'une minorité de blocage ; utilisation de la dénationalisation pour alléger la dette publique ; difficultés pour transformer les certificats d'investissement en actions ; maintien d'un rôle actif de l'Etat dans les entreprises privatisées (p. 858) ; évaluation des entreprises nationales ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 447 du Gouvernement (habilitant le Gouvernement à fixer par ordonnance les conditions de privatisation des entreprises publiques) ; nouvelle rédaction de l'article 5 (p. 859) ; concepts de privatisation, de contrôle et de noyaux durs d'actionnaires ; abandon des intérêts vitaux pour l'industrie nationale ; sous-amendement n° 598 de M. Paul Chomat soutenu par M. Georges Hage (obligeant le Gouvernement à recueillir l'avis conforme des organisations syndicales et des usagers) ; absence de concertation (p. 860) ; concertation avec les usagers ; rejeté ; sous-amendement n° 607 de M. Yvon Briant (supprimant à la fin du 3e alinéa de cet amendement « et de détermination des prix d'offres ») ; règles d'évaluation des entreprises ; fixation d'un prix d'offre avant l'intervention directe du marché ; rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Jacques Roger-Machart (p. 861) ; **rappel au règlement** de M. Bruno Gollnisch ; sous-amendement n° 608 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Le Garrec (constitution d'une commission administrative nationale d'évaluation ; fixation de la valeur d'échange des actions des entreprises visées par la dénationalisation ; caractère réglementaire de la composition de la commission ; rôle de la commission des opérations de bourse (p. 862) ; fixation par une commission du prix des banques nationalisées en 1982 ; rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 609 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Charzat (fixation par une commission de la valeur d'échange des actions des entreprises) ; nécessité d'éléments de sécurité et de transparence ; stabilité des entreprises soumises à la privatisation ; rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 610 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jacques Roger-Machart (avis des commissaires aux comptes des entreprises concernées) ;

obligations relatives à la gestion prévisionnelle et à l'existence d'un document suivi de gestion ; modernisation de la profession de commissaire aux comptes (p. 863) ; audit comptable ; transmission de l'avis des commissaires aux comptes aux comités d'entreprise, au Parlement et à la Cour des comptes ; rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 611 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Charzat (approbation du prix d'évaluation de chacune des entreprises concernées par la Cour des comptes) (p. 864) ; crédibilité des opérations d'évaluation et de transfert ; autorité de la Cour des comptes ; incitation à la transparence ; impossibilité de conférer à la Cour des comptes un droit de veto ; inopportunité de lier l'évaluation à la fin de la législature ; rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 618 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Christian Goux (valeur de l'actif net des banques) ; problèmes d'évaluation (p. 865) ; nécessité d'établir un garde-fou pour éviter la braderie du patrimoine national ; inutilité des éléments de détermination de la valeur de l'actif net dans une loi d'habilitation ; rejeté au scrutin public (p. 866) ; sous-amendement n° 619 de M. Gérard Collomb soutenu M. Jacques Roger-Machart (valeur de l'actif net des banques nationales dotées d'un réseau international) (p. 883) ; risque de sous-évaluation de la valeur ; rejeté ; sous-amendement n° 620 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Charzat (valeur individuelle de négociation de l'action des sociétés cotées en bourse ou dotées de filiales dont le chiffre d'affaires est supérieur à 100 millions de francs) ; nécessité de se référer à la valeur de l'action pour l'établissement du prix de cession (p. 884) ; détournement de compétences ; évaluation du patrimoine public ; piétinement de la croissance ; transformation des processus d'élaboration de la loi en moyens de freinage et d'empêchement des réformes (p. 885) ; temps passé à l'examen des motions de procédure ; interruption du cours normal de la procédure parlementaire (p. 886) ; *engagement de la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution* (p. 887) ; adoption à la suite du rejet de la motion de censure du projet modifié, d'une part par les amendements n° 168, 169, 170, 171, 443, 438 modifié par le sous-amendement n° 442, 441, 444, 173, 445, 446 adoptés par l'Assemblée nationale, et d'autre part les amendements n° 447, 448, 425, 449 et 426.

2. — Proposition de loi n° 232 tendant à instituer des mesures urgentes pour **lutter contre la pauvreté.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. André Lajoinie et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

3. — Projet de loi n° 297 relatif aux **modalités d'application des privatisations** décidées par la loi 86-793 du 2 juillet 1986 autorisant le Gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 juillet 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. — Urgence déclarée le 23 juillet 1986. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. — Rapporteur : M. Robert-André Vivien (24 juillet 1986). — Rapport n° **298** (24 juillet 1986). — Discussion le 24 juillet 1986. Engagement de la responsabilité du Gouvernement conformément à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution. Texte considéré comme adopté le 28 juillet 1986, la motion de censure déposée le 24 juillet 1986 n'étant pas adoptée. — Projet de loi n° **25.**

Sénat (première lecture), n° **480** (1985-1986). — Dépôt le 29 juillet 1986. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **481** (1985-1986) (29 juillet 1986). — Discussion le 30 juillet 1986. — Rejet le 30 juillet 1986. — Projet de loi n° **141** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **304.** — Dépôt le 31 juillet 1986. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512). — Bureau [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9512).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Robert-André Vivien. — Rapport n° **305** (31 juillet 1986). — Discussion le 31 juillet 1986. — Adoption avec modifications le 31 juillet 1986. — Projet de loi n° **28.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Maurice Blin. — Rapport n° **485** (1985-1986) (31 juillet 1986). — Discussion le 31 juillet 1986. — Adoption définitive le 31 juillet 1986. — Projet de loi n° **142** (1985-1986).

Loi n° 86-912 du 6 août 1986, publiée au *J.O.* du 7 août 1986 (p. 9695).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [24 juillet 1986] (p. 3809).

Actionnariat des salariés et des petits porteurs : *Cabana (Camille)* (p. 3811).

Conseil constitutionnel (respect de la décision du - sur les privatisations) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3810) ; *Balladur (Edouard)* (p. 3811) ; *Chirac (Jacques)* (p. 3813).

Evaluation des entreprises : *Balladur (Edouard)* (p. 3811).

Intérêts nationaux (protection des -) : *Balladur (Edouard)* (p. 3811).

Obstruction : *Vivien (Robert-André)* (p. 3810).

Président de la République (refus par le - de signer les ordonnances) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3810).

Produit des privatisations (utilisation du -) : *Cabana (Camille)* (p. 3812).

Transfert d'entreprises du secteur public au secteur privé : *Cabana (Camille)* (p. 3812, 3813).

Transfert d'entreprises publiques au secteur privé avant le 16 mars 1986 : *Vivien (Robert-André)* (p. 3810) ; *Cabana (Camille)* (p. 3813).

Transparence des opérations de privatisation : *Cabana (Camille)* (p. 3812).

Engagement de la responsabilité du Gouvernement en application de l'article 49, alinéa 3, de la Conatitution (p. 3814).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [31 juillet 1986] (p. 3962).

Action spécifique (régime juridique de l'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3963) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 3965).

Actionnariat (développement de l'-) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3963) ; *Balladur (Edouard)* (p. 3964) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 3965).

Commission de la privatisation (création de la -) : *d'Ornano (Michel)* (p. 3965).

Coopération européenne : *Balladur (Edouard)* (p. 3964) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 3964).

Entreprises nationalisées (situation et rôle des -) : *Le Garrec (Jean)* (p. 3966, 3967) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 3966, 3967) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3967).

Intérêts nationaux (protection des -) : *Vivien (Robert-André)* (p. 3962, 3963) ; *Balladur (Edouard)* (p. 3964) ; *d'Ornano (Michel)* (p. 3964) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 3965) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3967).

Parlement (droits et responsabilités du -) : *Le Garrec (Jean)* (p. 3965).

Politique industrielle : *Le Garrec (Jean)* (p. 3966).

Produit des privatisations (utilisation du -) : *Le Garrec (Jean)* (p. 3966) ; *Mercieca (Paul)* (p. 3968).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 3968 à 3970).

Explications de vote (p. 3970).

Abstention du groupe Front national (R.N.) : *Bachelot (François)* (p. 3971).

Dénationalisations (rôle et modalité des -) : *Tranchant (Georges)* (p. 3970) ; *Bachelot (François)* (p. 3970, 3971).

Familles (distribution d'actions aux -) : *Bachelot (François)* (p. 3971).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Tranchant (Georges)* (p. 3970).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3971).

4. — Proposition de loi n° 463 relative à **l'égalité sociale des habitants de la région de la Réunion et des autres régions d'outre-mer.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par MM. Paul Verges et Elie Hoarau. —

Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

5. — Projet de loi n° 483 portant **diverses mesures d'ordre social.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 19 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. — Urgence déclarée le 4 décembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean-François Michel (21 novembre 1986). — Rapport n° **494** (26 novembre 1986). — Discussion les 5 et 6 décembre 1986. — Adoption le 6 décembre 1986 (application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution). — Projet de loi n° **55.**

Sénat (première lecture), n° **95** (1986-1987). — Dépôt le 8 décembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Claude Huriet. — Rapport n° **103** (1986-1987) (10 décembre 1986). — Discussion le 15 décembre 1986. — Adoption le 15 décembre 1986. — Projet de loi n° **33** (1986-1987).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **557**. — Dépôt le 16 décembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15188).
Bureau [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15250).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-François Michel. — Rapport n° **597** (18 décembre 1986). — Discussion le 19 décembre 1986. — Adoption avec modifications le 19 décembre 1986 (application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution). — Projet de loi n° **87**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Claude Huriet. — Rapport n° **129** (1986-1987) (18 décembre 1986). — Discussion le 20 décembre 1986. — Adoption définitive le 20 décembre 1986. — Projet de loi n° **43** (1986-1987).

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution). — Décision le 23 janvier 1987 [*J.O.* du 25 janvier 1987] (p. 925). — Article déclaré non conforme : 39. — **Loi n° 87-39** du 27 janvier 1987, publiée au *J.O.* du 28 janvier 1987 (p. 991).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 483
et ceux de la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
		TITRE Ier **DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION SOCIALE**			
	1 A (A.N.)	Affectation des excédents du Fonds national d'assurance veuvage à la couverture sociale du risque veuvage.	Première lecture : 6 décembre 1986	7202	1
	1 B (A.N.)	Modalités particulières d'attribution pour les veuves de plus de cinquante ans.	Première lecture : 6 décembre 1986 C.M.P. : 19 décembre 1986	7203 7953	2
	1 C (A.N.)	Création d'un système d'avance sur les pensions de réversion.	Première lecture : 6 décembre 1986	7205	3
1		Institution d'une condition de résidence pour l'attribution de certaines prestations de solidarité.	Première lecture : 6 décembre 1986	7216	4
	1 *bis* (Sénat)	Gestion du risque accidents du travail dans le régime de sécurité sociale des mères.	C.M.P. : 19 décembre 1986	7953	5
2		Introduction d'un « titre V : Assurance volontaire » dans la partie législative du code des pensions de retraite des marins français du commerce, de pêche ou de plaisance.	Première lecture : 6 décembre 1986	7220	6
3		Pension spéciale du marin.	Première lecture : 6 décembre 1986	7221	7
4		Mesures concernant le code de la sécurité sociale.	Première lecture : 6 décembre 1986	7221	8
	4 *bis* (Sénat)	Couverture sociale des agriculteurs exerçant une double activité.	C.M.P. : 19 décembre 1986	7953	9
5		Mesures en faveur des emplois de correspondants locaux non salariés de la presse et des vendeurs colporteurs de presse.	Première lecture : 6 décembre 1986	7221	10
	5 *bis* (Sénat)	Conditions de rémunération des agents de vente de la presse.	C.M.P. : 19 décembre 1986	7953	11
6		Modulation du forfait journalier.	Première lecture : 6 décembre 1986	7221	12
7		Suppression de la franchise postale pour les correspondances adressées aux organismes de sécurité sociale.	Première lecture : 6 décembre 1986	7224	13
	7 *bis* (A.N.)	Revalorisation des pensions de retraite pour l'année 1987.	Première lecture : 6 décembre 1986	7228	14
	7 *ter* (A.N.)	Extension du remboursement de l'aide médicale aux établissements de soins hospitaliers privés.	Première lecture : 6 décembre 1986 C.M.P. : 19 décembre 1986	7230 7953	15
	7 *quater* (A.N.)	Possibilité pour les médecins de choisir leur régime d'assurance maladie et maternité.	Première lecture : 6 décembre 1986 C.M.P. : 19 décembre 1986	7231 7953	16
	7 *quinquies* (A.N.)	Validation législative de la remise conventionnelle pour les pharmaciens.	Première lecture : 6 décembre 1986	7231	17
	7 *sexies* (Sénat)	Avances et ristournes accordées par les caisses d'assurance-maladie aux entreprises effectuant des travaux de sécurité.	C.M.P. : 19 décembre 1986	7953	18
	7 *septies* (Sénat)	Associations intermédiaires.	C.M.P. : 19 décembre 1986	7953	19

ARTICLES Projet de loi	ARTICLES Additionnels	OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
		TITRE II **DISPOSITIONS RELATIVES A LA SANTE**			
8		Prise en charge par l'Etat de la lutte antivectorielle.	Première lecture : 6 décembre 1986	7233	20
9		Publicité des moyens contraceptifs ; prophylaxie des maladies vénériennes.	Première lecture : 6 décembre 1986 C.M.P. : 19 décembre 1986	7235-7254 7953	21
10		Statut de l'Assistance publique de Paris en matière de contrôle des marchés.	Première lecture : 6 décembre 1986 C.M.P. : 19 décembre 1986	7261 7953	22
11		Secteur privé dans les établissements d'hospitalisation publics.	Première lecture : 6 décembre 1986 C.M.P. : 19 décembre 1986	7262 7953	23
	11 *bis* A (Sénat)	Maintien en vigueur des dispositions de la loi du 28 octobre 1982 jusqu'à la date d'application des dispositions de l'article 11.	C.M.P. : 19 décembre 1986	7954	24
	11 *bis* (A.N.)	Mesures en faveur des pluriactifs atteignant l'âge de 65 ans.	Première lecture : 6 décembre 1986 C.M.P. : 19 décembre 1986	7264 7954	25
12		Mesure relative aux médicaments remboursables.	Première lecture : 6 décembre 1986	7264	26
	12 *bis* (A.N.)	Nomination d'un deuxième conseiller d'Etat suppléant pour assister le Conseil national de l'ordre des médecins.	Première lecture : 6 décembre 1986	7264	27
	12 *ter* (A.N.)	Autorisation de l'exercice de l'anatomo-cytologie hors du champs d'application de la loi sur la biologie.	Première lecture : 6 décembre 1986	7266	28
	12 *quater* (Sénat)	Intégration des pharmaciens résidents des hôpitaux au statut des praticiens hospitaliers.	C.M.P. : 19 décembre 1986	7954	29
		TITRE III **DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAVAIL**			
13		Représentation du comité d'entreprise par un membre titulaire au sein du conseil d'administration des sociétés anonymes.	Première lecture : 6 décembre 1986 C.M.P. : 19 décembre 1986	7267 7954	30
14		Révocation des membres des conseils d'administration ou de surveillance des entreprises publiques.	Première lecture : 6 décembre 1986	7267	31
15		Travail clandestin.	Première lecture : 6 décembre 1986	7270	32
	16 (A.N.)	Harmonisation du régime des grandes entreprises avec celui des P.M.E et des entreprises artisanales au regard de la faute inexcusable.	Première lecture : 6 décembre 1986 C.M.P. : 19 décembre 1986	7272 7954	33
	17 (A.N.)	Abrogation de la limitation des possibilités du cumul emploi-retraite.	Première lecture : 6 décembre 1986 C.M.P. : 19 décembre 1986	7275 7954	34
	18 (A.N.)	Prorogation jusqu'au 31 décembre 1987 de la possibilité d'accéder à une retraite à mi-temps des agents de l'Etat et des collectivités locales.	Première lecture : 6 décembre 1986	7276	35
	19 (A.N.)	Protection des mineurs placés hors du domicile paternel.	Première lecture : 6 décembre 1986 C.M.P. : 19 décembre 1986	7276 7954	36

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
	20 (A.N.)	Personnalité morale des commissions nationales et régionales destinées à représenter les conseils juridiques auprès des pouvoirs publics.	Première lecture : 6 décembre 1986	7279	37
	21 (A.N.)	Mesures en faveur de l'emploi de personnel à domicile.	Première lecture : 6 décembre 1986	7279	38
	22 (A.N.)	Aménagement du temps de travail.	C.M.P. : 19 décembre 1986	7955	Dispositions non conformes à la Constitution
		Adoption en première lecture de l'ensemble du projet de loi en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution le 6 décembre 1986 (p. 7287).			
		Adoption du texte de la commission mixte paritaire modifié de l'amendement n° 1 du Gouvernement (article 22 du projet) en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution le 19 décembre 1986 (p. 7959).			

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [5 décembre] (p. 7145, 7172).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. François Bachelot : *Bachelot (François)* (p. 7151, 7152, 7153, 7154) ; *Chaban-Delmas (Jacques)* (p. 7152) ; *Béguet (René)* (p. 7154, 7155) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7155) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7155) ; rejetée (p. 7155).

Motion de renvoi en commission déposée par M. François Bachelot : *Baeckeroot (Christian)* (p. 7186, 7187, 7188) ; *Pinte (Etienne)* (p. 7188) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7188) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7188) : rejetée (p. 7188).

Question préalable posée par M. Michel de Rostolan : *Rostolan (Michel de)* (p. 7157, 7158) ; *Bleuler (Pierre)* (p. 7157) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7157, 7158) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7158) : retirée (p. 7158).

Agrément et extension des accords de retraite complémentaire et de prévoyance : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7145) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7149).

Assurance contre la faute inexcusable : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7147) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7159) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 7161) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7162) ; *Durieux (Bruno)* (p. 7180, (p. 7181).

Autorisation de la publicité pour les préservatifs masculins : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7146) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7150) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7159) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 7178).

Conditions de résidence sur le territoire français pour la perception de certaines allocations destinées aux handicapés : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7145) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7149) ; *Bachelot (François)* (p. 7151) ; *Béguet (René)* (p. 7154) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7159) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 7169).

Contrôle de la publicité pharmaceutique : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7147) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7150) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 7150) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7166).

Cumul emploi-retraite : *Gantier (Gilbert)* (p. 7173, 7174).

Définition et lutte contre le travail clandestin : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7147) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7151) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 7161) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7161) ; *Bleuler (Pierre)* (p. 7163, 7164) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7184, 7185).

Evaluation des thérapeutiques ; *Barzach (Michèle)* (p. 7183) ; *Hervé (Michel)* (p. 7183).

Fiscalité des personnes âgées ou handicapées employant une aide à domicile : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7147) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7185).

Forfait hospitalier (modulation du -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7145, 7146) ; *Bachelot (François)* (p. 7151) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7158, 7159) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 7160) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7161) ; *Bleuler (Pierre)* (p. 7163) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7165, 7185) ; *Hervé (Michel)* (p. 7167).

Lutte anti-vectorielle (insectes) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7146).

Politique familiale et accueil de la vie : *Rostolan (Michel de)* (p. 7155, 7156) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 7186, 7187, 7188) ; *Pinte (Etienne)* (p. 7188).

Prévention des accidents du travail : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7147).

Prolongation des droits à l'exercice d'une activité libérale dans les établissements hospitaliers publics : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7146) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7150) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7159) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 7160) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7162) ; *Hervé (Michel)* (p. 7168) ; *Debré (Bernard)* (p. 7179, 7180) ; *Roudy (Yvette)* (p. 7181, 7182) ; *Barzach (Michèle)* (p. 7182).

Protection sociale des colporteurs de presse et de certains correspondants locaux : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7145) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7149) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 7160) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7161) ; *Bleuler (Pierre)* (p. 7164) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 7180).

Protection sociale des marins : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7145) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7149) ; *Bleuler (Pierre)* (p. 7157) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 7160).

Protection sociale des médecins du secteur 2 : *Hubert (Elisabeth)* (p. 7161) ; *Hervé (Michel)* (p. 7167) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7167) ; *Savy (Bernard-Claude)* (p. 7181).

Régime des marchés passés par l'assistance publique de Paris : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7146) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7150).

Représentation des comités d'entreprise auprès des conseils d'adminsitration des sociétés anonymes : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7147) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7150) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7159) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7162) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7184).

Révocation des administrateurs des entreprises publiques nommés par décret : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7147) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7159) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 7160) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7162) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7184).

S.I.D.A. (lutte contre le -) : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7146) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7150, 7155) ; *Bachelot (François)* (p. 7150, 7151, 7152, 7153, 7154) ; *Hubert (Elisabeth)* (p. 7160) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7161) ; *Barzach (Michèle)* (p. 7182).

Situation de la sécurité sociale : *Séguin (Philippe)* (p. 7147, 7148, 7165) ; *Bachelot (François)* (p. 7164, 7165) ; *Hervé (Michel)* (p. 7168) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7185, 7186).

Suppression de la franchise postale pour les correspondances adressées aux organismes de sécurité sociale : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7146) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7147, 7148) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7159) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7161) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 7176).

Suppression du remboursement de l'avortement non thérapeutique : *Rostolan (Michel de)* (p. 7155, 7156, 7157, 7174) ; *Bleuler (Pierre)* (p. 7157) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7158) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7160) ; *Rolland (Hector)* (p. 7175, 7176) ; *Nevoux (Paulette)* (p. 7176, 7177, 7178) ; *Boutin (Christine)* (p. 7178, 7179).

Travail de nuit des femmes : *Jacquaint (Muguette)* (p. 7158) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7183).

Veuvage (problèmes posés par le -) : *Aubert (Emanuel)* (p. 7166, 7167) ; *Zeller (Adrien)* (p. 7185) ; *Baeckeroot (Christian)* (p. 7186).

Discussion des articles [6 décembre 1986] (p. 7194, 7216, 7254).

Titre I : *Dispositions relatives à la protection sociale.*

Avant l'article 1er : amendement n° 2 de M. Michel de Rostolan (abrogation de la loi du 31 décembre 1982 relative à la couverture des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique et modalités de financement de cette mesure) ; amendement n° 17 de M. Bernard-Claude Savy (même objet) ; amendement n° 52 de M. Yvon Briant (même objet) ; amendement n° 66 de M. Jacques Farran soutenu par M. Gilbert Gantier (remboursement des frais afférents à l'interruption volontaire de grossesse non thérapeutique sous conditions de ressources et de façon proportionnelle aux revenus) ; amendement n° 72 de M. Gilbert Gantier (remboursement de l'interruption volontaire de grossesse pour les personnes attestant sur l'honneur que leurs revenus sont inférieurs au plafond de la sécurité sociale) ; nécessité de remplacer le remboursement par l'Etat des frais occasionnés par la cessation volontaire de grossesse non thérapeutique par une aide positive des pouvoirs publics permettant l'acceuil de l'enfant (p. 7194) ; amendement n° 52 : non soutenu ; inopportunité d'un remboursement automatique de l'interruption volontaire de grossesse (p. 7195) ; nécessité que le revenu des personnes concernées soit inférieur au plafond des cotisations de sécurité sociale ; absence de remise en cause de la loi de 1975 (p. 7196) ; dépense relative à l'interruption volontaire de grossesse prise en charge par le budget de l'Etat ; inopportunité d'introduire un critère de ressources en raison du principe fondamental de la garantie de l'anonymat ; inopportunité d'une banalisation de l'interruption volontaire de grossesse ; réserve du vote sur les amendements n° 2, 17, 66, 72 et n° 3 rectifié demandée par le Gouvernement ; raisons ayant conduit à l'adoption de la loi de 1975 ; pénalisation financière n'étant pas un moyen efficace pour décourager l'interruption volontaire de grossesse (p. 7197) ; remboursement de l'interruption volontaire de grossesse constituant la solution la moins mauvaise ; participation financière symbolique des femmes ; nombre d'interruptions volontaires de grossesse (p. 7198) ; remise en cause du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse conduisant à une sélection par l'argent ; conditions de travail et avortement (p. 7199) ; réserve demandée par le Gouvernement préparant l'emploi d'une procédure destinée à consolider la majorité ; nécessité d'éviter la banalisation de l'avortement ; **rappel eu règlement** de M. Christian Baeckeroot ; **rappel au règlement** de M. François Bachelot ; amendements n° 2, 17, 66 et 72 : vote réservé en application de l'article 44-3 de la constitution ; modalités d'un vote ne dénaturant pas l'objet du débat (p. 7201) ; amendement n° 3 de M. Michel de Rostolan (organisme ayant pour objet le remboursement des frais de soins ne pouvant prendre en charge de quelque façon que ce soit, les frais occasionnés par une cessassion volontaire de grossesse à caractère non thérapeutique) ; insitation financière à l'avortement ; nécessité de respecter l'anonymat des femmes ; vote réservé en application de l'article 44-3 de la Constitution ; amendement n° 116 du Gouvernement (excédents du Fonds national d'assurance veuvage constatés à l'issue de chaque exercice affectés en priorité à la couverture sociale du risque de veuvage) (p. 7202) ; situation des veuves ; bilan de la loi du 17 juillet 1981 instituant une assurance veuvage ; situation des veuves n'ayant pas eu d'enfant et étant actuellement exclues du bénéfice de cette assurance ; cotisations recouvrées au titre de l'assurance veuvage devant être par définition affectées à celle-ci en priorité ; adopté ; amendement n° 15 de M. Loïc Bouvard (tendant à compléter l'article 356-2 de la sécurité sociale par l'alinéa suivant : « des modalités particulières sont appliqués aux bénéficiaires de plus de cinquante-cinq ans) ; non soutenu repris par le Gouvernement ; situation des veuves âgées de plus de cinquante ans ; adopté ; amendement n° 89 de M. Jean-François Jalkh soutenu par M. Pierre Descaves (abrogation de l'article L 767-2 du code de la sécurité sociale) (p. 7203) ; suppression du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés prévu par l'article 767-2 du code de la sécurité sociale ; utilisation des fonds ; opposition du Gouvernement à la suppression du F.A.S. ; maintien de l'arrêt de l'immigration de main-d'œuvre (p. 7204) ; racisme débridé du Front national ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 117 du Gouvernement (possibilité pour toute pension de reversion dont le bénéfice a été sollicité auprès du régime général de sécurité sociale de faire l'objet d'une avance financée sur les fonds d'action sanitaire et sociale remboursée par les fonds des prestations légales dans la limite des droits établis dans ce régime) ; délais s'écoulant entre la demande de reversion et la perception des premiers arrérages ; adopté ; **rappel au règlement** de M. Dominique Chaboche (p. 7205, 7206).

Article 1er *(conditions de résidence sur le territoire français pour la perception de l'allocation spéciale, de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité et de l'allocation aux adultes handicapés)* (p. 7216) ; rappel au règlement de M. Jean-Pierre Schenardi ; article 1er contenant les principes de base de la préférence nationale ; dispositions proposées allant à l'encontre de l'esprit du traité de Rome ; institution d'une condition de résidence pour l'attribution de certaines prestations de solidarité ; accords de réciprocité passés par certains Etats européens avec la France permettant de verser à leurs ressortissants ces prestations (p. 7217) ; coût de ces prestations ; amendement n° 44 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par Mme Marie-France Lecuir (de suppression) ; réduction des droits des étrangers résidant en France ; dangers présentés par le texte pour les ressortissants français ; engagement par le Gouvernement de régler les problèmes pouvant se poser aux Français de l'étranger ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 88 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article à insérer après le mot : « personne » les mots : « de nationalité française ») ; nécessité de réserver le bénéfice des dispositions prévues par l'article L 814-2 aux personnes de nationalité française (p. 7218) ; philiosophie de la préférence nationale ; inopportunité d'introduire une condition de nationalité pour les allocations contributives ; allocation du Fonds national de solidarité et allocation pour adultes handicapés n'étant jamais versées à des étrangers sauf en cas d'accord de réciprocité avec d'autres Etats ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 31 de Mme Muguette Jacquaint (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article à supprimer les mots : « pendant une durée et dans des conditions fixées par décret ») ; article 1er contrevenant aux principes de la sécurité sociale (p. 7219) ; amendement n° 32 de Mme Muguette Jacquaint (tendant à supprimer le paragraphe II de cet article) ; amendement n° 33 de Mme Muguette Jacquaint (tendant à supprimer le paragraphe III de cet article) ; nécessité d'éviter que les dispositifs nationaux de solidarité financés sur le budget de l'Etat ne soient pervertis ; amendement n° 31 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 32 et 33 : considérés comme rejetés au scrutin public (p. 7220).

— article 1er : adopté au scrutin public (p. 7220).

Article 2 *(création d'un régime d'assurance volontaire au profit des marins français embarqués à bord de navires battant pavillon étranger et au profit des marins étrangers autorisés à embarquer sous pavillon français)* : adopté (p. 7220).

Article 3 *(généralisation de la pension spéciale de retraite des marins)* : adopté.(p. 7221).

Article 4 *(procédure d'agrément et d'extension des accords de retraites complémentaires et de prévoyance)* : adopté. (p. 7221).

Article 5 *(prise en charge par l'Etat de la moitié de la cotisation minimale d'assurance maladie due par les correspondants locaux non salariés de la presse régionale et départementale et par les vendeurs colporteurs de presse)* : potentiel d'emploi représenté par les employés de maison ; impossibilité pour les professionnels libéraux d'incorporer dans leurs dépenses professionnels la charge que représentent les employés de maison ; politique du Gouvernement en faveur de la garde à domicile des jeunes enfants ;

— article 5 : adopté.(p. 7221).

Article 6 *(modulation du forfait journalier hospitalier)* (p. 7221) ; situation des personnes âgées dépendantes ; insuffisance et mauvaise répartition des maisons de long séjour ; coût des soins à l'hôpital ; amendements identiques n° 29 de Mme Yannick Piat soutenu par M. François Bachelot, n° 34 de Mme Muguette Jacquaint et n° 45 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Michel Coffineau (de suppression) ; modulation du forfait hospitalier mettant des dépenses supplémentaires à la charge des malades hospitalisés ; effet pervers sur l'orientation des malades résultant des modalités différentes de prise en charge des frais de séjour entre les unités de longs séjours et

de la psychiatrie ; incohérence actuelle de la prise en charge des personnes âgées dépendantes dans le domaine hospitalier (p. 7223) ; crédits d'humanisation des hospices ; montant du forfait hospitalier dans les établissements privés soumis au budget global ; amendement n° 29, 34 et 45 : rejetés au scrutin public (p. 7224) ;

— article 6 : adopté (p. 7224).

Article 7 *(suppression de la franchise postale pour les correspondances adressées aux organismes de sécurité sociale) :* suppression de la franchise postale ne se traduisant pas par une diminution des cotisations ; amendements identiques n° 30 de M. Pierre Descaves, n° 35 de Mme Muguette Jacquaint et n° 46 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par Mme Marie-France Lecuir (de suppression) (p. 7224) ; mesure minimale de responsabilisation constituée par la suppression de la franchise postale pour les correspondances adressées aux organismes de sécurité sociale ; caractère minime de l'économie réalisée ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 6 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 7, ainsi modifié considéré comme adopté (p. 7225).

Après l'article 7 : amendement n° 25 de M. Bernard-Claude Savy (abrogation des articles L 245-1 à L 245-6 du code de la sécurité sociale) ; nécessaire abrogation de la loi du 19 janvier 1983 ayant instituée une taxe de 5 % sur les frais de prospection et d'information des praticiens par l'industrie pharmaceutique ; retiré (p. 7226) ; amendement n° 98 de M. Etienne Pinte (régime social des étudiants membres des associations visées par la loi de 1901 du type « junior entreprise » ; liens des juniors entreprises avec le régime étudiant ; définition des conditions d'affiliation au régime général ; danger représenté par l'accumulation de l'exonération des charges sociales ; insuffisance du nombre des entreprises intermédiaires ; retiré (p. 7227) ; amendement n° 22 de M. Bernard-Claude Savy (astreintes en cas de retard injustifié dans le paiement d'une indemnité journalière) ; responsabilité des caisses de sécurité sociale en cas de retard dans le versement des prestations d'assurance maladie en espèces ; informatisation ; délai s'écoulant entre le fait générateur de la prestation et le premier versement de cette prestation ; administrateurs habilités à accorder des secours ; retiré ; amendement n° 118 du Gouvernement (revalorisation des retraites) (p. 7228) ; évolution des pensions de retraite depuis 1982 ; augmentation de 1,8 % des retraites au 1er janvier 1987 et de 1 % au 1er juillet ; garantie du pouvoir d'achat ; pensions ne suivant plus l'évolution moyenne des salaires (p. 7229) ; adopté au scrutin public ; amendement n° 101 de M. Emmanuel Aubert (possibilité pour toute pension de reversion dont le bénéfice a été sollicité auprès du régime général de sécurité sociale de faire l'objet d'une avance financée sur les fonds d'action sanitaire et sociale, remboursée par les fonds des prestations légales dans la limite des droits établis dans ce régime) ; non soutenu ; amendement n° 21 de M. Bernard-Claude Savy (tendant à la fin du deuxième alinéa de l'article L 371-11 du code de la sécurité sociale à ajouter après les mots : « aux établissements hospitaliers » les mots : « ou aux établissements de soins privés ») ; situation des malades relevant de l'aide médicale ; règle du libre choix de l'investissement ; cas dans lesquels un malade relevant de l'aide sociale peut-être hospitalisé dans un établissement privé (p. 7230) ; adopté après rectification ; amendement n° 119 du Gouvernement (protection sociale des médecins du secteur 2) ; possibilité pour les médecins du secteur 2 d'opter entre le régime général et le régime des professions non salariées non agricoles ; Gouvernement encourageant le départ des médecins vers le secteur 2 ; attachement du Gouvernement à la convention médicale ; adopté au scrutin public ; amendement n° 120 du Gouvernement (validation des actes pris en application de la convention nationale conclue le 29 juillet 1982 instituant une remise conventionnelle pour les pharmaciens) (p. 7231) ; possibilité pour les pharmaciens d'officine de consentir une remise déterminée en tenant compte du chiffre de vente des médicaments remboursables ; remises versées aux U.R.S.A.F.E. par les pharmaciens devant être remboursés à ceux-ci ; nécessaire validation législatives des élections au comité national de la recherche scientifique ; adopté ; **rappel au règlement** de M. Robert Montdargent (p. 7232).

Titre II : *Dispositions relatives à la santé.*

Article 8 *(responsabilité de l'Etat en matière de lutte antivectorielle) :* transfert en 1984 des crédits de la lutte antivectorielle aux départements ; problèmes de lutte anti-paludique en Haute-Corse ; adoption de l'article 8 ne devant pas écarter la possibilité de confier la mise en œuvre de la lutte antivectorielle aux départements ; transmission du S.I.D.A. par certains insectes ; amendement n° 107 de M. Jean-Pierre Sueur (de suppression) (p. 7233) ; retiré ; amendement n° 47 de M. Emile Zuccarelli (tendant à rédiger ainsi le dernier alinéa de l'article 8 : « un décret en Conseil d'Etat fixe la nature des mesures prises, la mise en œuvre de ses mesures peut-être confiée par convention au département, un arrêté fixe la liste des départements concernés ») ; loi ne devant pas interdire que l'ensemble des moyens de lutte antivectorielle puissent être regroupés puis confiés pour excution aux départements ; possibilité pour l'Etat de passer une convention avec un département ne nécessitant pas une autorisation législative ; retiré ;

— article 8 : adopté (p. 7234).

— **rappel au règlement** de M. Robert Montdargent (p. 7234) ;

Article 9 *(autorisation de la publicité concernant les préservatifs masculins en tant que moyens de prévention contre les maladies sexuellement transmissibles) :* nécessité de lutter contre tout charlatanisme dans la commercialisation des produits prophylactiques ; nécessité d'en faciliter l'achat à l'aide de distributeurs automatiques (p. 7235) ; interdiction de la publicité pour les produits contraceptifs ; publicité en faveur des préservatifs n'étant autorisé que du point de vue de la prévention des maladies sexuellement transmissibles ; importance que le Gouvernement attache à l'information sur le S.I.D.A. (p. 7236) ; amendement n° 51 de M. Michel Hannoun, soutenu par M. René Béguet (tendant dans le deuxième alinéa du parapraphe III de cet article à insérer après les mots : « sous quelque forme que ce soit » les mots : « sans pour autant faire référence à une quelconque marque ») ; nécessité d'éviter que la publicité sur les préservatifs masculins ne puissent servir des causes mercantiles (p. 7254) ; rattachement de la publicité sur les préservatifs au régime de la publicité sur les médicaments : retiré ; amendement n° 73 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article à substituer aux mots : « préservatifs masculins en tant que moyen » le mot : « moyens ») ; amendement n° 8 de la commission (même objet) ; nécessité de remettre en vente libre les seringues ; nécessité de ne pas désigner le préservatif masculin comme un simple moyen prophylactique ou de lutte contre le S.I.D.A. ; inopportunité d'aborder le problème de la publicité des moyens anticonceptionnels (p. 7255) ; amendement n° 73 : retiré ; amendement n° 8 : rejeté ; amendement n° 9 de la commission (suppression du paragraphe IV de cet article) ; nécessité de donner au Gouvernement des moyens supplémentaires de contrôle de la publicité ; rejeté ; amendement n° 109 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu, par M. Michel Coffineau (tendant à compléter l'article 9 par le paragraphe suivant : « la vente des préservatifs n'est pas réservée aux pharmacies ») : retiré ; amendement n° 110 de Mme Paulette Nevoux, soutenu par Mme Catherine Trautmann (autorisation de la publicité commerciale concernant les contraceptifs) (p. 7256) ; nécessité d'une information relative à la contraception ; inopportunité de recourir à la publicité ; rejeté au scrutin public ;

— article 9 : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 105 de M. Michel Hannoun (instituant une taxe de 5 % sur les bénéfices réalisés par les entreprises fabriquant des préservatifs masculins) : non soutenu ; amendement n° 74 de M. François Bachelot (tendant à compléter l'article 28 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication par l'alinéa suivant 8° une contribution minimale à des actions d'information médicale) ; nécessaire inscription dans le cahier des charges des sociétés publiques de radio-télévision d'une contribution minimale à des informations de type médical ; retiré ; vente des préservatifs ne devant pas être réservée aux pharmacies (p. 7257) ; possibilité d'une commercialisation par distributeurs automatiques ; amendements n° 77, 78, 79, 80, 81 et 82 de M. François Bachelot, soutenus par M. Pierre Descaves (mise en place d'un ensemble de mesures fiscales tendant à favoriser la création puis l'exploitation de groupements d'intérêt économique ayant pour objet la recherche et la lutte contre le S.I.D.A.) (p. 7258) ; code général des impôts ne devant pas être modifié dans le cadre d'un projet portant diverses mesures d'ordre social ; retirés ; amendement n° 83 de M. François Bachelot (tendant à l'article 254 du code de la santé publique à insérer après le mot : « chancrelle », les mots : « le S.I.D.A. ») ; nécessité d'ajouter le S.I.D.A. à la liste des maladies vénériennes ; impossibilité de considérer le S.I.D.A. comme une maladie

vénérienne (p. 7259) ; rejeté au scrutin public ; amendements n° 84, 85 et 95 de M. François Bachelot (développement des possibilités de dépistage du S.I.D.A.) ; prise en charge par l'Etat de tous les tests de dépistage ; inopportunité d'un dépistage systématique sur l'ensemble de la population ; retirés ; amendement n° 90 de M. François Bachelot (abrogation de l'article L 285 du code de la santé publique) ; situation des sujets atteints d'une maladie vénérienne et ne faisant pas la preuve qu'ils se soignent (p. 7260) ; rejeté au scrutin public.

Article 10 *(régime des marchés passés par l'assistance publique à Paris) :* amendement n° 108 de M. Jean-Pierre Sueur (de suppression) ; établissement d'un statut particulier et dérogatoire pour les marchés passés par l'assistance publique de Paris ; contrôle subsistant après l'adoption de l'article 10 permettant de garantir très largement la régularité des marchés (p. 7261) ; rejeté au scrutin public ;

— article 10 : adopté.

Article 11 *(prolongation des droits à l'exercice d'une activité libérale dans les établissements hospitaliers publics) :* inconvénients du rétablissement du secteur privé au sein du système d'hospitalisation du secteur public ; risque d'un retour au mandarinat ; motif de l'instauration du secteur privé à l'hôpital public ; inopportunité d'essayer d'accorder un salaire décent aux médecins des hôpitaux par le biais de la réintroduction du secteur privé ; amendements identiques n° 36 de Mme Muguette Jacquaint et n° 48 de M. Jean-Pierre Sueur (de suppression) (p. 7262) ; prolongation de la période durant laquelle le secteur privé peut exister au sein de l'hôpital public en attendant une nouvelle loi ; suppression du secteur d'hospitalisation privé ayant conduit à l'hôpital public à se replier excessivement sur lui-même ; rejetés ; amendement n° 60 de M. Bernard Debré (abrogation de l'article 1er de la loi du 28 octobre 1982 relatif aux activités de secteur privé dans les établissements d'hospitalisation public) : non soutenu ; amendement n° 61 de M. Bernard Debré (exercice jusqu'au 31 décembre 1987 par les praticiens qui en auront fait la demande d'une activité de clientèle privée au sein du service public hospitalier) : non soutenu ; amendement n° 1 de M. Bernard Debré (situation des praticiens à temps plein des établissements hospitaliers publics n'ayant pu obtenir l'exercice d'une activité libérale à l'hôpital) : non soutenu ;

— article 11 : adopté.

Après l'article 11 : amendement n° 102 de M. François Bachelot (statut des pharmaciens hospitaliers) ; amendement n° 103 de M. François Bachelot (même objet) ; amendement n° 104 de M. François Bachelot (même objet) (p. 7263) ; opportunité de l'alignement du statut des pharmaciens hospitaliers sur celui du personnel médical ; question de fond relative au statut d'une profession ne pouvant être réglée au détour d'amendements du projet de D.M.O.S. ; retirés ; amendement n° 130 du Gouvernement (possibilité pour certains non-salariés de prolonger leur activité jusqu'à l'âge d'obtention d'une pension vieillesse dans le régime général) ; nécessité d'éviter la pénalisation des pluri-actifs exerçant une ou plusieurs activités relevant de régimes d'assurance vieillesse dans lequel l'âge normal de départ à la retraite est fixé à soixante-cinq ans ; adopté.

Article 12 *(instauration d'un contrôle a postériori pour la publicité pharmaceutique destinée aux professions de santé) :* adopté (p. 7264).

Après l'article 12 : amendement n° 122 du Gouvernement (tendant à l'article L 407 du code de la santé publique à remplacer les mots : « en même temps qu'un conseiller d'Etat suppléant » par les mots : « en même temps que deux conseillers d'Etat suppléants ») (p. 7264) ; compétence de la section régionale du Conseil de l'Ordre des médecins et du Conseil national de l'ordre des médecins ; nécessité que ces sections puissent accroître le nombre des audiences pour se prononcer sur les dossiers qui leur sont soumis ; adopté (p. 7265) ; amendement n° 23 de M. Bernard-Claude Savy (abrogation de l'article 16 de la loi du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social) ; nécessité d'obtenir des médecins qu'ils s'acquittent de leurs cotisations ; demande au Gouvernement de bien vouloir rendre au Conseil de l'Ordre des médecins les pouvoirs qui lui avaient dévolus par la loi d'origine ; Conseil de l'Ordre venant d'entreprendre une consultation de ses membres afin d'examiner les réformes de l'institution ordinale pouvant être proposée aux pouvoirs publics (p. 7265) ; retrait de l'amendement n° 23 ; repris par M. François Bachelot ; rejeté ; amendement n° 4 de M. Michel Hannoun (situation des anatomo-cyto-pathologistes) ; amendement n° 125 du Gouvernement (même objet) ; nécessité d'autoriser l'exercice de l'anatomo-cyto-pathologie hors du champ d'application de la loi sur la biologie ; amendement n° 4 : tiré ; amendement n° 25 : adopté (p. 7266).

Titre III : *Dispositions relatives au travail.*

Article 13 *(représentation des comités d'entreprise auprès des conseils d'administration et de surveillance des sociétés anonymes) :* amendement n° 49 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Michel Coffineau (de suppression) ; réduction de la représentation des salariés aux conseils des sociétés anonymes comprenant des administrateurs salariés ; nécessité de maintenir une représentation, aussi nombreuse qu'auparavant, du comité d'entreprise au sein du conseil d'administration ou de surveillance ; rejeté ;

— article 13 : adopté.

Article 14 *(révocation des administrateurs des services publics nommés par décret) :* amendements identiques n° 37 de Mme Muguette Jacquaint, n° 50 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Michel Coffineau (de suppression) ; danger de permettre la révocation à tout moment des membres nommés par décret des conseils d'administration ou de surveillance des entreprises publiques (p. 7267) ; modalités de révocation des administrateurs nommés par décret ; parallélisme des formes ; rejetés ; amendement n° 56 de M. Maurice Adevah-Pœuf (révocation par décret des personnalités nommées au titre du deuxième alinéa de l'article 5 de la loi du 26 juillet 1983 ne pouvant être abusive) (p. 7268) ; texte de l'article ne faisant pas référence à la loi de 1966 ; rejeté ;

— article 14 : adopté.

Après l'article 14 : amendement n° 10 de la commission (conditions dans lesquelles le comité d'entreprise peut contribuer sur ses fonds propres au financement d'actions de solidarité) ; intervention caritative du comité d'entreprise ; inopportunité de permettre de subventionner des organismes vis-à-vis desquels les comités d'entreprise n'ont aucun pouvoir de contrôle ; lutte contre la pauvreté (p. 7269) ; rejeté.

Article 15 *(définition du travail clandestin) :* insuffisance des mesures prévues par ces articles pour réprimer le travail au noir ; situation des commerçants ; élargissement de la définition des éléments d'infraction ; nécessité de doter les services d'interprètes pour les aider à mener à bien leur mission (p. 7270) ; impossibilité dans le cadre d'un D.M.O.S. d'élaborer l'ensemble d'un dispositif de lutte contre le travail clandestin ; amendement n° 12 de la commission (tendant à compléter la première phrase du premier alinéa de l'article L 3249 du code du travail par les mots : « ainsi que la publicité par quelque moyen que ce soit pour les services d'un travailleur clandestin ») ; sous-amendement n° 123 du Gouvernement (tendant après les mots : « quelque soit » à rédiger ainsi la fin de cet amendement : « tendant à favoriser en toute connaissance de cause le travail clandestin ») ; interdiction de la publicité directe ou indirecte en faveur du travail clandestin ; sous-amendement n° 123 : adopté ; amendement n° 12 ainsi modifié : adopté ; amendement n° 62 de M. Jean-Paul Fuchs (tendant à compléter le dernier alinéa de l'article L 324-9 du code du travail par les mots : « ainsi que les travaux d'entraide lorsque leur durée ou leur valeur sont très limitées ») : non soutenu ; amendement n° 70 de M. Jean-François Michel (tendant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article à substituer aux mots : « n'a pas satisfait » les mots : « s'est soustrait intentionnellement ») ; inopportunité de réprimer les activités occasionnelles familiales ou de voisinage ; adopté ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 63 de M. Jean-Paul Fuchs (définition du travail clandestin) (p. 7271) : non soutenu ; amendement n° 124 du Gouvernement (tendant à la fin de l'article L 324-11 du code du travail à ajouter les mots suivants : « ou lorsque la facturation est absente ou frauduleuse ») ; élargissement du champ des présomptions légales ; adopté ; amendement n° 64 de M. Jean-Paul Fuchs (tendant à l'article L 342-12 du code du travail à remplacer les mots : « et les inspecteurs des lois sociales en agriculture » par les mots : « les inspecteurs des affaires sanitaires et sociales assermentés et les agents agréés des organismes de sécurité sociale ») : non soutenu ;

— article 15, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 15 : amendement n° 65 de M. Jean-Paul Fuchs (tendant à rédiger ainsi le début de l'article L 312-1 du

code de la sécurité sociale « le jour même de la prise ou de la cessassion de fonction du salarié ou le cas échéant le premier jour ouvrable suivant cette date tout employeur... ») : non soutenu ; amendement n° 13 de la commission (tendant dans le cinquième et le sixième alinéa de l'article L 452-2 du code de la sécurité sociale à remplacer les mots : « cotisations supplémentaires » par les mots : « cotisations complémentaires ») ; sous-amendement n° 68 de M. Etienne Pinte (tendant à la fin du quatrième alinéa du paragraphe II de cet amendement à substituter aux mots : « partenaires sociaux », les mots : « organisations représentatives des employeurs et des salariés ») ; amendement n° 28 de M. Aymeri de Montesquiou (tendant au cinquième et sixième alinéa de l'article L 452-2 du code de la sécurité sociale à remplacer les mots : « cotisations supplémentaires » par les mots : « cotisations complémentaires ») ; harmonisation du régime des grandes et des petites entreprises au regard de la faute inexcusable (p. 7272) ; conséquences pour le chef d'une petite entreprise de la faute inexcusable ; notion de faute inexcusable ; prévention des accidents du travail (p. 7273) ; remise en cause de la responsabilité des employeurs en matière d'accident du travail ; risque d'une ingérence des assurances dans l'appréciation des responsabilités patronales en matière de législation du travail dans le droit à réparation des salariés ; opportunité que les chefs des petites entreprises puissent s'assurer contre les fautes inexcusables ; volonté du Gouvernement de développer et d'accroître les actions de prévention ; sous-amendement n° 68 : adotpé ; amendement n° 13, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 28 : satisfait ; amendement n° 129 de M. Etienne Pinte (révision de la législation relative à la limitation des possibilités de cumul de pensions de retraite et de revenus d'activité) ; sous-amendement n° 131 du Gouvernement (tendant à supprimer le second paragraphe de cet amendement) ; difficultés d'anciens fonctionnaires civils ou militaires de l'Etat n'ayant plus eu la possibilité de cumuler une pension de retraite avec une activité ; suppression de la contribution mise à la charge des salariés et des entreprises ; anomalie constituée par ce prélèvement (p. 7275) ; rappel des principales dispositions de l'ordonnance de 1982 ; sous-amendement n° 131 : adopté ; amendement n° 129, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 97 du Gouvernement (possibilité pour les agents de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif d'accéder à une retraite progressive par une activité à mi-temps) ; adopté ; amendement n° 40 de M. Emmanuel Aubert (droit du conjoint survivant, non divorcé ne succédant pas à la pleine propriété et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force jugée a droit à l'usufruit de la totalité de la succession du prédécédé si le défunt laisse plusieurs enfants, des frères et sœurs, des descendants de frères et sœurs ou des ascendants) : non soutenu ; amendement n° 41 de M. Eric Raoult soutenu par Mme Elisabeth Hubert (police administrative des centres de vacances et de loisirs) (p. 7276) ; difficulté de transférer aux départements ruraux la charge du contrôle d'enfants provenant de départements urbains ; compétence du préfet en matière de police administrative ; protection des mineurs placés hors du domicile paternel ; adopté ; amendement n° 42 de M. Eric Raoult soutenu par Mme Elisabeth Hubert (statut des groupements sportifs) ; principales dispositions de la loi du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives ; difficultes juridiques apparues dans l'application de ces dispositions ; retiré ; amendement n° 106 de M. François Porteu de la Morandière (possibilité pour les particuliers créant un emploi pour un chômeur inscrit depuis plus de six mois à l'A.N.P.E. de déduire de leur revenu imposable le montant du salaire versé à celui-ci dans la limite de soixante mille francs par an) ; véritable ressort de la lutte contre le travail clandestin consistant à la création d'un intérêt pour embaucher officiellement (p. 7277) ; rappel des potentialités existantes en matière d'emploi ; rappel des mesures décidées récemment en matière de garde d'enfants à domicile ; opportunité de déduire du revenu imposable des personnes qui embauchent 45 % des charges sociales de la personne embauchée ; retiré ; amendement n° 113 de M. Michel Sapin soutenu par M. Jean-Pierre Sueur homologation par le ministre de l'agriculture du cahier des charges définissant l'agriculture biologique ; nécessaire défense de l'agriculture biologique (p. 7278) ; rejeté ; amendement n° 57 de M. Pascal Clément (organisation des commissions nationales et régionales destinées à représenter les conseils juridiques) ; nécessité de doter ces commissions de la personnalité morale ; formation professionnelle des professions juridiques et judiciaires ; adopté (p. 7279) ; amendement n° 69 de M. Etienne Pinte (cas où la rémunération d'une aide à domicile est exonérée totalement ou partiellement de cotisations sociales) ; sous-amendement n° 134 de M. Jean-Pierre Sueur (tendant à la fin du troisième alinéa du paragraphe I de cet amendement à substituer aux mots : « à une condition d'âge déterminée par décret » les mots : « à une condition d'âge et à des conditions de ressources déterminées par décret ») ; sous-amendement n° 133 de Mme Catherine Lalumière (application de l'amendenent aux personnes exonérées du ticket modérateur, et recourant après accord du médecin conseil de leur caisse de sécurité sociale, à l'assistance d'une tierce personne) ; sous-amendement n° 126 du Gouvernement (tendant à la fin du paragraphe II de cet amendement à substituer à la date « 1er janvier 1987 » la date : « 1er avril 1987 ») ; sous-amendement n° 127 du Gouvernement (tendant à supprimer le paragraphe III de cet amendement) ; mesures adoptées par le Gouvernement pour favoriser la garde des enfants à domicile ; nécessité de permettre aux personnes âgées ou handicapées de bénéficier d'une exonération au moins partielle des cotisations sociales dues pour l'emploi d'aide à domicile (p. 7280) ; risque que l'exonération de charges sociales profitent à des personnes aux revenus très élevés employant des gens de maison ; modalités d'appel des amendements (p. 7281) ; absence de plafond de revenus visé dans l'amendement n° 69 ; inopportunité que des personnes jouissant de revenus élevés puissent bénéficier des exonérations prévues par l'amendement de Mme Etienne Pinte ; inopportunité de fixer un plafond de ressources (p. 7282) ; paradoxe de l'attitude du groupe socialiste ; sous-amendement n° 126 et 127 : adoptés ; sous-amendements n° 133 et 134 : rejetés ; adoption de l'amendement n° 69 ainsi modifié ; demande du Gouvernement pour que l'Assemblée se prononce par un seul vote sur l'ensemble du projet de loi tel qu'il résulte des votes déjà intervenus et à l'exclusion de tout autre article additionnel (p. 7283) ; **rappel au règlement** de M. Michel de Rostolan (p. 7284).

Explications de vote (p. 7284).

Forfait hospitalier (modulation du -) : *Herlory (Guy)* (p. 7284).

Politique familiale et accueil de la vie : *Godfrain (Jacques)* (p. 7284, 7285).

Projet de loi sur l'enseignement supérieur : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 7286) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7286, 7287).

Prorogation des droits à l'exercice d'une activité libérale dans les établissements hospitaliers publics : *Herlory (Guy)* (p. 7284).

Rappel au règlement de M. Jacques Limouzy : *Limouzy (Jacques)* (p. 7286).

S.I.D.A. (lutte contre le -) : *Herlory (Guy)* (p. 7284).

Suppression du remboursement de l'avortement non thérapeutique : *Herlory (Guy)* (p. 7284) ; *Barrot (Jacques)* (p. 7285).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Godfrain (Jacques)* (p. 7285).

Vote positif du groupe U.D.F. : Barrot (Jacques) (p. 7285).

Adoption, par scrutin, par un seul vote, de l'ensemble du projet de loi tel qu'il résulte des votes intervenus à l'exclusion de tout autre article additionnel, en application de l'article 44-3 de la Constitution (p. 7287).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [19 décembre 1986] (p. 7894, 7906, 7941).

Application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution : *Seguin (Philippe)* (p. 7951).

Demande de vérification du quorum : *Joxe (Pierre)* (p. 7933) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7934).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7906 à 7920) ; *Germon (Claude)* (p. 7911) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7912, 7913) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 7914, 7916) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7917, 7919, 7920) ; *Pinte (Etienne)* (p. 7919) ; rejetée au scrutin public (p. 7920).

Motion tendant à réunir l'Assemblée en comité secret : *Bassinet (Philippe)* (p. 7902) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7902, 7906).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe : *Lecuir (Marie-France)* (p. 7923 à 7933) ; *Joxe (Pierre)* (p. 7929, 7932) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7929) ; rejetée au scrutin public (p. 7941).

Recevabilité de l'amendement n° 1 du Gouvernement : *Joxe (Pierre)* (p. 7947) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7947) ; *Séguin (Phi-*

lippe) (p. 7948) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7948) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7948) ; adoptée au scrutin public (p. 7948).

Aménagement du temps de travail (amendement déposé par le Gouvernement) : *Séguin (Philippe)* (p. 7896, 7900, 7901, 7902, 7951) ; *Malandain (Guy)* (p. 7905) ; *Barrot (Jacques)* (p. 7906, 7949) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7906, 7907) ; *Arrighi (Pascal)* (p. 7921, 7922) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 7944) ; *Joxe (Pierre)* (p. 7947, 7949, 7950) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7947) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7948) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7948, 7949) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7948) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7951) ; *Richard (Alain)* (p. 7952).

Aménagement du temps de travail (contenu des règles relatives à l'-) : *Séguin (Philippe)* (p. 7897 à 7900) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7908, 7909, 7915 à 7920) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7912, 7913) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7941, 7942) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7943, 7944) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 7945).

Associations intermédiaires : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7903, 7904).

Cumul emploi-retraite : *Séguin (Philippe)* (p. 7894) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7924).

Exercice libéral des praticiens hospitaliers : *Séguin (Philippe)* (p. 7895) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7904) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7924 à 7933) ; *Joxe (Pierre)* (p. 7929, 7932) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7929) ; *Frachon (Martine)* (p. 7943) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 7945) ; *Mercieca (Paul)* (p. 7946, 7947).

Forfait hospitalier (modulation du -) : *Lecuir (Marie-France)* (p. 7923) ; *Frachon (Martine)* (p. 7942).

Lecture à la tribune du rapport de M. Taddei : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7915, 7919).

Politique économique et sociale du Gouvernement : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7910 à 7914) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7941) ; *Frachon (Martine)* (p. 7943) ; *Neiertz (Véronique)* (p. 7946).

Procédure suivie pour l'adoption du projet : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7902, 7903) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7923).

Rappel au règlement de M. Pascal Arrighi : *Arrighi (Pascal)* (p. 7921, 7922) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7921) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 7921).

Rappel au règlement de M. Philippe Bassinet : *Bassinet (Philippe)* (p. 7922).

Rappel au règlement de M. Michel Berson : *Berson (Michel)* (p. 7905).

Rappel au règlement de M. Michel Coffineau : *Coffineau (Michel)* (p. 7923).

Rappel au règlement de M. Michel Coffineau : *Coffineau (Michel)* (p. 7948) ; *Barrot (Jacques)* (p. 7948, 7949).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 7951).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7933) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7934).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7947).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7947) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7947).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7949, 7950) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7951).

Rappel au règlement de M. Jean Le Garrec : *Le Garrec (Jean)* (p. 7922, 7923).

Rappel au règlement de M. Guy Malandain : *Malandain (Guy)* (p. 7905) ; *Barrot (Jacques)* (p. 7905).

Rappel au règlement de M. Alain Richard : *Richard (Alain)* (p. 7952).

Révocation des administrateurs des entreprises publiques nommés par décret : *Lecuir (Marie-France)* (p. 7924) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7924).

Rôle du Président de séance : *Bassinet (Philippe)* (p. 7922) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7922, 7923) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7923).

Surveillance des mineurs placés hors du domicile parental : *Michel (Jean-Pierre)* (p. 7904, 7905).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7953 à 7955).

Après l'article 21 : amendement n° 1 du Gouvernement (reprise de l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail) (p. 7955, 7956) ; aménagement du temps de travail étant pour les entreprises un élément fondamental d'adaptation aux mutations technologiques (p. 7956) ; règle de validité d'un accord collectif ; vote réservé en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 7957).

Explications de vote (p. 7957).

Aménagement du temps de travail (amendement déposé par le Gouvernement) : *Ducoloné (Guy)* (p. 7957) ; *Kaspereit (Gabriel)* (p. 7958).

Aménagement du temps de travail (contenu des règles relatives à l'-) : *Ducoloné (Guy)* (p. 7957).

Cumul emploi-retraite : *Le Garrec (Jean)* (p. 7958).

Exercice du vote personnel : *Joxe (Pierre)* (p. 7959) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7959).

Exercice libéral des praticiens hospitaliers : *Ducoloné (Guy)* (p. 7957) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 7958).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7959) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7959).

Vote hostile du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 7958).

Vote hostile du groupe socialiste : *Le Garrec (Jean)* (p. 7958).

Vote positif des groupes R.P.R. et U.D.F. : *Kaspereit (Gabriel)* (p. 7959).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public, compte-tenu du texte de la commission mixte paritaire modifié par l'amendement n° 1 du Gouvernement : adopté en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (p. 7959).

6. — Projet de loi n° 556 portant modification de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de **statistiques**.

Sénat (première lecture), n° **530** (1985-1986). — Dépôt le 11 septembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Thyraud. — Rapport n° **30** (1986-1987) (29 octobre 1986). — Discussion le 12 décembre 1986. — Adoption le 12 décembre 1986. — Projet de loi n° **30** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **556**. — Dépôt le 12 décembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jean-Jacques Hyest (16 décembre 1986). — Rapport n° **567** (17 décembre 1986). — Discussion le 18 décembre 1986. — Adoption le 18 décembre 1986. — Projet de loi n° **83**.

Loi n° 86-1305 du 23 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 26 décembre 1986 (p. 15596).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1986] (p. 7806).

Communication par les statisticiens des données dont ils ont à connaître permettant l'identification des personnes : *André (René)* (p. 7809).

C.N.I.L. (intervention de la -) : *Chavanes (Georges)* (p. 7809).

Données relatives à la santé des personnes physiques et informations relatives à la vie sexuelle (exclusion des -) : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7807) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7809) ; *André (René)* (p. 7809).

I.N.E.D. (ambiguïté sur les projections démographiques de l'-) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7810).

I.N.S.E.E. (avenir de l'-) : *Peyret (Michel)* (p. 7810, 7811).

Interconnexion des fichiers : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7810).

Loi du 6 janvier 1978 : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7806, 7807) ; *André (René)* (p. 7809).

Opérations de cession (procédure des -) : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7807, 7808) ; *Chavanes* (Georges) (p. 7809).

Opérations de transfert des informations recueillies par les services publics vers l'I.N.S.E.E. (conditions d'-) : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7806) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7808).

Répression de la présentation tendancieuse ou falsifiée de données statistiques (et notamment problème des sondages d'opinion) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7810).

Secret professionnel auquel sont soumis les agents de l'I.N.S.E.E. et des services statistiques des ministères : *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 7808) ; *André (René)* (p. 7809).

Transmission de données relatives aux personnes morales (régime de la -) : *Chavanes (Georges)* (p. 7809).

Discussion de l'article unique [18 décembre 1986] (p. 7811).

Article unique *(possibilité de céder à l'Institut national de la statistique et des études économiques ou aux services ministériels les informations relatives aux personnes physiques, à l'exclusion des données relatives à la santé ou à la vie sexuelle et celles relatives aux personnes morales, recueillies dans le cadre de sa mission par une administration, un établissement public, une collectivité territoriale ou une personne morale de droit privé gérant un service public) :* amendement n° 4 de M. Bruno Gollnisch (substituant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 7 *bis* de la loi du 7 juin 1951 aux mots « à l'exclusion des données relatives à la santé ou à la vie sexuelle » les mots « à l'exclusion des données ayant trait à la vie personnelle et familiale, à la situation patrimoniale et aux comportements d'ordre privé ») ; utilisation par l'administration fiscale de données concentrées entre les mains de l'I.N.S.E.E. ; adoption de l'amendement ayant pour conséquence l'interdiction de toute information sur la vie patrimoniale (p. 7811) ; retiré ; amendement n° 1 de la commission (rédigeant ainsi l'avant dernier alinéa du texte proposé pour l'article 7 *bis* de la loi du 7 juin 1951 : « les informations transmises en application du présent article et permettant l'identification des personnes physiques ou morales auxquelles elles s'appliquent, ne peuvent faire l'objet d'aucune communication de la part du service bénéficiaire. Ces dispositions ne sont toutefois pas opposables aux autorités judiciaires dans l'accomplissement de leur mission ») ; opportunité d'étendre en matière de procédure pénale la possibilité de communication de renseignement nonobstant les règles du secret professionnel ; inopportunité de prévoir que les statisticiens soient tenus de répondre aux demandes de toutes les autorités judiciaires sans intervention du juge ; retiré ;

— article unique : adopté.

Après l'article unique : amendement n° 2 de M. Bruno Gollnisch (prévoyant que quiconque aura sciemment falsifié ou fait falsifier les résultats d'un sondage d'opinion sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de trois ans au plus et d'une amende de cinq mille francs au moins et de cinquante mille francs au plus) ; introduction dans le droit pénal d'une incrimination nouvelle à l'encontre de ceux qui falsifient ou font falsifier les résultats d'un sondage d'opinion (p. 7812) ; confusion entre les enquêtes d'opinion et les statistiques ; réglementation des sondages par la loi du 19 juillet 1977 ; rejeté ; amendement n° 3 de M. Bruno Gollnisch (insérant après le premier alinéa de l'article 27 de la loi du 29 juillet 1981 sur la liberté de la presse l'alinéa suivant : « quiconque aura sciemment falsifié ou fait falsifier les résultats d'un sondage d'opinion ou qui aura sciemment procédé ou fait procéder à un sondage d'opinion sur un échantillon non représentatif ou diffusé ou fait diffuser les résultats de tel sondage, sera puni des mêmes peines ») ; application aux sondages de la réglementation applicable à la diffusion des fausses nouvelles ; rejeté (p. 7813).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7813).

Voir *Questions au Gouvernement* **290**.
Sécurité sociale **3**.

POLITIQUE EXTERIEURE

1. — Rapport d'information déposé par M. Claude Birraux en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission de la production et des échanges, sur l'**économie brésilienne** et l'évolution des échanges entre la France et le Brésil **(n° 560)** [16 décembre 1986].

Relations avec l'Algérie

Voir *Questions orales sans débat* **26**.

Relations avec l'Afrique du Sud

Voir *Questions au Gouvernement* **60, 132**.

Relations avec la Corée du Sud

Voir *Questions au Gouvernement* **95**.

Relations avec la Grèce

Voir *Questions orales sans débat* **51**.

Relations avec les pays du Maghreb

Voir *Questions au Gouvernement* **83, 128**.

Relations avec les Philippines

Voir *Questions au Gouvernement* **95**.

Relations avec la Turquie

Voir *Questions orales sans débat* **51**.

POLITIQUE FAMILIALE

Voir *Questions au Gouvernement* **165, 173, 174, 175**.

POLLUTION ET NUISANCES

Voir *Environnement* **3**.
Mines et carrières **1**.

POLOGNE

Evénements de -

Voir *Questions au Gouvernement* **129**.

POLYNESIE FRANÇAISE

1. — Projet de loi n° 206 relatif aux principes généraux du droit du travail et à l'organisation et au fonctionnement de l'**inspection du travail et des tribunaux du travail en Polynésie française**.

Sénat (première lecture), n° **187** (1985-1986). — Dépôt le 11 décembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation et M. Georges Lemoine, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur et de la décentralisation ; lettre de M. Jacques Chirac, en date du 26 mai 1986, relative à la consultation de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française sur ce projet. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. José Balarello. — Rapport n° **403** (1985-1986) (11 juin 1986). — Discussion le 16 juin 1986. — Adoption le 16 juin 1986. — Projet de loi n° **125** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **206**. — Dépôt le 20 juin 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Edouard Fritch (26 juin 1986). — Rapport n° **260** (3 juillet 1986). — Discussion le 7 juillet 1986. — Adoption le 7 juillet 1986. — Projet de loi n° **19**.

Sénat (deuxième lecture), n° **441** (1985-1986). — Dépôt le 8 juillet 1986. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. José Balarello. — Rapport n° **443** (1985-1986) (9 juillet 1986). — Discussion le 9 juillet 1986. — Adoption définitive le 9 juillet 1986. — Projet de loi n° **133** (1985-1986).

Loi n° 86-845 du 17 juillet 1986, publiée au *J.O.* du 19 juillet 1986 (p. 8931).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [7 juillet 1986] (p. 2874).

Accords tripartites (contenu des -) : *Fritch (Edouard)* (p. 2874, 2875) ; *Flosse (Gaston)* (p. 2877) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2880) ; *Léontieff (Alexandre)* (p. 2885).

Autorisation administrative de licenciement (suppression de l'-) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2882).

Champ d'application de la loi : *Flosse (Gaston)* (p. 2878).

Chômage (indemnisation du -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2882).

Chômage (problème du -) : *Fritch (Edouard)* (p. 2875) ; *Flosse (Gaston)* (p. 2877) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2883).

Code du travail (restriction du champ d'application du -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2881) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2883) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2884).

Code du travail de 1952 (refonte du -) : *Fritch (Edouard)* (p. 2875) ; *Flosse (Gaston)* (p. 2877) ; *Bordu (Gérard)* (p. 2879) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2882).

Convention internationale du travail (applicable au territoire) : *Flosse (Gaston)* (p. 2876).

Droit de grève (modalités d'exercice du -) : *Fritch (Edouard)* (p. 2876) ; *Flosse (Gaston)* (p. 2879) ; *Bordu (Gérard)* (p. 2880) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2882) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2884).

Formation professionnelle : *Fritch (Edouard)* (p. 2876) ; *Flosse (Gaston)* (p. 2877, 2878).

Immigration (maîtrise de l'-) : *Flosse (Gaston)* (p. 2878).

Inspection du travail et tribunaux du travail (fonctionnement de l'- et des -) : *Flosse (Gaston)* (p. 2878).

Langue dans laquelle est rédigée le contrat de travail (détermination de la -) : *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2881).

Participation des salariés aux fruits de l'expansion (extension de la - au territoire) : *Fritch (Edouard)* (p. 2875).

Polynésie (situation économique et sociale de la -) : *Bordu (Gérard)* (p. 2879) ; *Léontieff (Alexandre)* (p.2885).

Population et population active (structure de la -) : *Fritch (Edouard)* (p. 2875) ; *Flosse (Gaston)* (p. 2877) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2882).

Répartition des compétences entre Etat et territoire pour le droit du travail : *Fritch (Edouard)* (p. 2874, 2875) ; *Flosse (Gaston)* (p. 2878) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2881) *Le Foll (Robert)* (p. 2883) ; *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 2884) ; *Léontieff (Alexandre)* (p.2885).

Seuil d'effectifs de salariés concernant les institutions représentatives du personnel : *Flosse (Gaston)* (p. 2879) ; *Sueur (Jean-Pierre)* (p. 2881) ; *Le Foll (Robert)* (p. 2883).

S.M.I.C. (niveau du - en Polynésie) : *Flosse (Gaston)* (p. 2886).

Suspension du contrat de travail : *Le Foll (Robert)* (p. 2883).

Discussion des articles [7 juillet 1986] (p. 2886, 2910).

Livre préliminaire : *Dispositions générales.*

Article 1er *(champ d'application du projet de loi)* : adopté.

Article 2 *(interdiction des discriminations dans l'emploi)* : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Sueur (institution d'une commission consultative du travail auprès de l'inspecteur du travail chargé de donner un avis sur les conditions d'application de la loi) ; utilité de conserver cette institution prévue dans la loi de 1952 ; intérêt des accords tripartites (p. 2886) ; fixation des compétences de cette commission ne constituant qu'une modalité d'application des principes généraux du droit du travail ; rejeté.

Livre Ier : *Principes généraux du droit du travail.*

Titre Ier : *Conventions relatives au travail.*

Chapitre Ier : *Apprentissage.*

Article 3 *(contrats d'apprentissage)* : adopté.

Article 4 *(conclusion du contrat de travail)* : adopté.

Article 5 *(traduction du contrat à la demande du salarié étranger)* : amendements identiques n° 4 de M. Gérard Bordu et 21 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Robert Le Foll (substituant dans la première phrase de cet article au mot « copie » les mots « traduction du contrat ») ; nécessité que le salarié étranger dispose d'une traduction du contrat de travail dans sa propre langue ; distinction entre langue étrangère et dialecte local ; maîtrise du territoire sur le délivrance du permis de travail ; prise en considération de la seule langue française en cas de contestation devant les tribunaux ; rejetés ; amendement n° 5 de M. Gérard Bordu (langue invoquée en cas de discordance entre les deux textes) ; amendement n° 22 de M. Jean-Pierre Sueur (même objet) (p. 2887) ; compréhension des termes du contrat de travail par celui qui le signe ; absence de distinctions entre langue et dialecte ; multiplicité des nationalités en Polynésie ; langue française faisant foi en cas d'intervention des tribunaux ; abandon de nombreuses positions internationales par la langue française ; primauté du français comme langue de la République (p. 2888) ; amendements n° 5 et 22 : rejetés ;

— article 5 : adopté.

Article 6 *(résiliation du contrat de travail)* : adopté.

Article 7 *(règles de préavis et droit du salarié à la motivation et à l'indemnité du licenciement)* : adopté.

Article 8 *(appréciation du caractère réel et sérieux du motif de licenciement)* : adopté.

Article 9 *(contrat à durée déterminée)* : adopté.

Article 10 *(maintien des contrats de travail en cours)* : adopté.

Article 11 *(suspension du contrat de travail)* : adopté.

Chapitre III : *Du marchandage.*

Article 12 *(interdiction du marchandage)* : adopté.

Chapitre IV : *Conventions et accords collectifs de travail.*

Article 13 *(définition de la convention collective)* : adopté.

Article 14 *(dénonciation des conventions collectives)* : adopté.

Article 15 *(extension des conventions collectives)* : adopté.

Article 16 *(négociation collective dans les organismes relevant du ministère de la défense)* : adopté.

Chapitre V : *Egalité de rémunération et égalité professionnelle entre les hommes et les femmes.*

Article 17 *(égalité professionnelle entre les hommes et les femmes) (p. 2889)* ; adopté.

Article 18 *(égalité de rémunération entre hommes et femmes)* : adopté.

Chapitre VI : *Des salaires.*

Article 19 *(paiement des salaires)* : adopté.

Article 20 *(salaire minimum interprofessionnel garanti)* : adopté.

Article 21 *(privilège de la créance du salaire)* : adopté.

Article 22 *(redressement judiciaire)* : amendement n° 1 de la commission (d'harmonisation) : adopté ;

— article 22, ainsi modifié : adopté.

Titre II : *Réglementation du travail.*

Chapitre Ier : *Age d'admission.*

Article 23 *(âge d'admission au travail)* : adopté.

Chapitre II : *Durée du travail.*

Article 24 *(durée légale hebdomadaire du travail)* : adopté.

Article 25 *(modalités d'application de la durée du travail et dérogations)* : adopté.

Article 26 *(heures supplémentaires)* : adopté.

Article 27 *(durée maximale hebdomadaire du travail)* (p. 2890) ; amendement n° 23 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « être autorisées » les mots « par l'inspecteur du travail ») ; caractère imprévisible des circonstances exceptionnelles ; caractère irréaliste d'une disposition prévoyant de conférer à l'Assemblée territoriale le droit d'autoriser les dépassements d'horaires ; opportunité de prévoir que l'autorisation sera donnée par l'inspection du travail ; rejeté ; amendement n° 6 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu (supprimant le troisième alinéa de cet article) ; extension de la flexibilité du travail ; rejeté ;

— article 27 : adopté.

Chapitre III : *Travail de nuit, femmes et jeunes travailleurs.*

Article 28 *(définition du travail de nuit)* : adopté.

Article 29 *(travail de nuit des femmes)* : adopté.

Article 30 *(travail de nuit des jeunes salariés)* : adopté (p. 2891).

Chapitre IV : *Repos hebdomadaire.*

Article 31 *(repos hebdomadaire)* : adopté.

Chapitre V : *Journée du 1er mai.*

Article 32 *(journée du 1er mai)* : adopté.

Chapitre VI : *Congés annuels.*

Article 33 *(droit aux congés payés)* : adopté.

Article 34 *(indemnité de congés)* : adopté.

Chapitre VII : *Protection de la maternité.*

Article 35 *(protection de la maternité)* : adopté.

Chapitre VIII : *Hygiène, sécurité et conditions de travail.*

Article 36 *(définition de l'hygiène et de la sécurité du travail)* : adopté.

Article 37 *(danger grave et imminent)* : adopté.

Article 38 *(retrait du salarié d'une situation dangereuse)* : adopté.

Article 39 *(limite de l'exercice du droit de retrait)* : adopté.

Article 40 *(procédure du référé)* : adopté.

Article 41 *(institution des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)* (p. 2892) ; amendement n° 9 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « fixé après concertation avec les organisations syndicales représentatives des travailleurs ») ; amendement n° 24 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Robert Le Foll (complétant le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « cet effectif minimum de salariés est fixé après négociation entre les organisations syndicales et patronales du territoire) ; nécessité de fixer l'effectif minimum des salariés au-delà duquel un comité d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail est créé après concertation des organisations syndicales et patronales ; compétences du territoire s'exerçant dans le cadre des dispositions statutaires ; insuffisance des conventions tripartites pour régler les problèmes désir de dialogue manifesté par la majorité territoriale ; amendements n° 9 et 24 : rejetés ; amendement n° 44 de M. Jean-Pierre Sueur (complétant le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « en tout état de cause le seuil fixé ne peut être supérieur au seuil de cinquante salariés ») (p. 2893) ; nécessité que le législateur fixe des règles plus précises ; intérêt et utilité des comités d'hygiène et de sécurité ; application de la disposition aux soixante-deux entreprises de Polynésie comprenant plus de cinquante salariés ; modalités de fixation du seuil de l'effectif relevant de la compétence territoriale ; **rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Sueur ; amendement n° 44 : rejeté ;

— article 41 : adopté.

Article 42 *(mission des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)* : adopté.

Chapitre IX : *Médecine du travail.*

Article 43 *(médecine du travail)* : amendement n° 25 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Robert Le Foll (rôle des médecins du travail) ; insuffisance de formation des médecins en Polynésie (p. 2894) ; nécessité de faire allusion à la procédure d'agrément et d'écrire que les médecins exercent leur métier dans le cadre de la législation du travail ; compétences du territoire ; amendement n° 25 : rejeté ;

— article 43 : adopté.

Titre III : *Placement et emploi.*

Chapitre Ier : *Placement et emploi.*

Article 44 *(service public du placement)* : adopté.

Article 45 *(inscription obligatoire des offres et des demandes d'emploi)* : adopté.

Article 46 *(contrôle de l'emploi)* : texte initial du Gouvernement de M. Fabius ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; salariés ne bénéficiant d'aucune compensation et d'aucun mécanisme de substitution position de M. Millaud, sénateur de la majorité, demandant à la Haute assemblée de se prononcer contre l'amendement de suppression de l'autorisation administrative de licenciement (p. 2895) ; amendements identiques n° 10 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu et 26 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Robert Le Foll (rédigeant ainsi le début de cet article : « en vue d'assurer le contrôle de l'emploi, le territoire... ») ; objectif du contrôle de l'emploi ; efforts à faire en matière de formation professionnelle ; rétablissement du texte initial ; inexistence de l'autorisation administrative de licenciement sur le territoire avant 1986 ; amendements n° 10 et 26 : rejetés ; amendements identiques n° 11 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu et 27 de M. Jean-Pierre Sueur (subordination de l'embauche et de la résiliation du contrat de travail à autorisation préalable de l'administration) ; extension de l'autorisation administrative de licenciement en Polynésie ; notion de contrôle de l'emploi ; non définition de procédure de substitution par la négociation (p. 2896) ; proposition de loi déposée par M. Juventin le 23 juin 1983 en faveur de l'autorisation administrative de licenciement ; inexistence de l'autorisation administrative de licenciement en Polynésie avant 1986 ; rejetés au scrutin public ;

— article 46 : adopté.

Article 47 *(insertion professionnelle des handicapés)* : adopté.

Article 48 *(aide aux travailleurs privés d'emploi)* : amendement n° 2 de la commission (prévoyant que les travailleurs ayant involontairement perdu leur emploi, aptes au travail, et qui sont à la recherche d'un emploi, ont droit à une aide dont les modalités d'application relèvent de la réglementation territoriale) ; amendement n° 13 de M. Gérard Bordu (même objet) ; amendement n° 29 de M. Jean-Pierre Sueur (même objet) (p. 2897) ; inopportunité de mettre en œuvre un système d'assurance chômage non souhaité par les Polynésiens ; mise en place des chantiers de développement ; création d'un fonds intervenant en faveur des personnes privées d'emploi ; amendement n° 2 : adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 48 ; amendements n° 13 et 29 : devenus sans objet.

Article 49 *(consultation des partenaires sociaux)* : adopté.

Chapitre II : *Travail clandestin.*

Article 50 *(travail clandestin)* (p. 2898) : adopté.

Titre IV : *Les groupements professionnels et la représentation des salariés.*

Chapitre Ier : *Statut juridique des syndicats.*

Article 51 *(statut juridique des syndicats)* : adopté.

Chapitre II : *Exercice du droit syndical dans les entreprises.*

Article 52 *(liberté d'exercice du droit syndical)* : adopté.

Article 53 *(cotisations syndicales)* : adopté.

Article 54 *(section syndicale)* : adopté.

Article 55 *(délégués syndicaux)* : adopté.

Chapitre III : *Délégués du personnel.*

Article 56 *(élection des délégués du personnel)* : problème du seuil relatif à l'élection des délégués du personnel ; éventuelle modification des seuils en métropole ; nombre exact de salariés travaillant dans chaque entreprise de Polynésie ; nécessité de fixer le seuil à moins de dix salariés compte tenu du très grand nombre de petites entreprises ; amendement n° 48 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Robert Le Foll (substituant dans le troisième alinéa de cet article aux mots « avis des » les mots « négociation entre les ») ; modalités d'élection des délégués du personnel ; opportunité de prévoir une véritable négociation (p. 2899) rejeté ; amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Sueur (prévoyant que le seuil fixé ne peut être supérieur au seuil de dix salariés) ; existence de 382 entreprises employant plus de dix salariés en Polynésie française ; rejeté ;

— article 56 : adopté.

Article 57 *(attributions des délégués du personnel)* : adopté.

Article 58 *(attributions supplétives de délégués du personnel)* : adopté.

Chapitre IV : *comités d'entreprise.*

Article 59 *(institution des comités d'entreprise)* : amendement n° 14 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots « salariés » les mots « fixé après consultation des organisations syndicales représentatives des salariés ») ; amendement n° 32 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Robert Le Foll (complétant le premier alinéa de cet article par la phrase suivante : « cet effectif minimum de salariés est fixé après négociation entre les organisations et patronales du territoire ») (p. 2900) ; rejetés ; amendement n° 45 de M. Jean-Pierre Sueur (prévoyant que le seuil fixé ne peut être supérieur au seuil de cinquante salariés) ; proposition de loi de M. Juventin prévoyant de fixer

le seuil à 25 salariés ; projet de loi présenté par le Gouvernement socialiste accordant des avantages inférieurs à ceux prévus dans la loi de 1952 ; rejeté ;

— article 59 : adopté.

Article 60 *(attributions économiques du comité d'entreprise)* : adopté.

Article 61 *(gestion des œuvres sociales et culturelles)* : adopté.

Article 62 *(composition du comité d'entreprise)* (p. 2901) : adopté.

Article 63 *(comités d'établissement)* : adopté.

Article 64 *(subvention de fonctionnement)* : adopté.

Chapitre V : *dispositions communes aux délégués syndicaux et aux représentants du personnel.*

Article 65 *(crédit d'heures)* : adopté.

Article 66 *(contestations électorales)* : adopté.

Article 67 *(licenciement des salariés protégés)* : adopté.

Chapitre VI : *formation économique, sociale et syndicale.*

Article 68 *(congé de formation économique, sociale et syndicale)* : amendement n° 43 de M. Jean-Pierre Sueur (substituant à la fin de cet article aux mots « non rémunéré » le mot « rémunéré ») : retiré ; amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Sueur (supprimant à la fin de cet article les mots « non rémunéré ») ; amendement n° 47 de M. Jean-Pierre Sueur (complétant cet article par l'alinéa suivant : « Ce ou ces congés doivent donner lieu à une rémunération par les employeurs dans les entreprises occupant au moins dix salariés ») ; nécessité de prévoir que les entreprises de plus de dix salariés offrent une rémunération à l'occasion des congés de formation ; rémunération constituant pour les petites entreprises locales des charges supplémentaires (p. 2902) ; amendements n° 46 et 47 : rejetés ;

— article 68 : adopté (p. 2903).

Chapitre VII : *droit d'expression des salariés.*

Article 69 *(droit d'expression des salariés)* : adopté.

Titre V : *Conflits du travail.*

Chapitre Ier : *Règles particulières aux conflits collectifs.*

Article 70 *(définition du droit de grève)* : caractère constitutionnel du droit de grève ; modification par le Sénat du titre du chapitre ; institution d'un préavis de grève pour l'ensemble des entreprises de la Polynésie française (p. 2910) ; amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Sueur (prévoyant que la grève ne rompt pas le contrat de travail) ; retour au texte initial ; possibilité pour les travailleurs polynésiens d'exercer un droit de grève sans heurter les usages et la sensibilité locale ; rejeté au scrutin public ;

— article 70 : adopté.

Chapitre II :

Avant l'article 71 : chapitre II : supprimé par le Sénat.

Article 71 : supprimé par le Sénat : amendement n° 35 de M. Jean-Pierre Sueur (champ d'application de la règle du préavis) ; amalgame fait par le Sénat entre les salariés du secteur privé et ceux du secteur public ; préavis se justifiant dès lors que l'intérêt public est en jeu (p. 2911) ; assimilation des discours tenus par la majorité sénatoriale à des discours coloniaux ; rejeté ;

— article 71 : demeure supprimé.

Article 72 *(règles du préavis de grève)* : amendement n° 16 de M. Gérard Bordu (de suppression) ; règles du préavis identiques pour le secteur public et pour le secteur privé ; devenu sans objet ; amendements n° 36 et n° 37 : devenus sans objet ;

— article 72 : adopté.

Chapitre III : *Autres dispositions.*

Article 73 *(conciliation, médiation, arbitrage)* : amendement n° 38 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Robert Le Foll (supprimant à la fin du 3e alinéa de cet article les mots « tel que défini par la présente loi ») (p. 2912) ; rejeté ;

— article 73 : adopté.

Article 73 *bis* *(nouveau règlement amiable)* : adopté.

Titre VI : *De la formation professionnelle continue.*

Article 74 *(définition et modalités d'application de la formation professionnelle continue)* : amendement n° 17 de M. Jacques Roux (prévoyant que la prise en charge du congé de formation et les autres modalités d'application relèvent de la réglementation territoriale après consultation des organisations syndicales représentatives des salariés) : rejeté ;

— article 74 : adopté.

Titre VI *bis* : *Participation.*

Article 74 *bis* nouveau *(participation des salariés à l'expansion de l'entreprise)* : adopté.

Titre VII : *Dispositions particulières.*

Article 75 *(modalités particulières d'application)* : adopté.

Article 76 *(dispositions dérogatoires relatives aux gens de mer)* : adopté.

Article 77 *(maintien des avantages acquis)* : adopté.

Article 78 *(dispositions particulières aux salariés des services publics)* (p. 2913) : amendement n° 39 de M. Jean-Pierre Sueur (dispositions particulières pour les salariés des services publics à caractère administratif) : retiré ;

— article 78 : adopté.

Article 78 *bis* nouveau *(mesures d'application du livre Ier)* : adopté.

Livre II : *Contrôle de l'application de la législation et de la réglementation du travail* : inspection du travail.

Article 79 *(compétences des inspecteurs du travail)* : amendement n° 40 de M. Jean-Pierre Sueur (prévoyant que le chef du service des affaires maritimes du territoire exerce les attributions dévolues par la présente loi aux inspecteurs du travail dans les domaines du travail maritime) ; rapport d'information établi au nom de la commission des affaires sociales du Sénat à la suite d'une mission effectuée en 1983 en Polynésie afin d'étudier les problèmes sanitaires et sociaux ainsi que l'application du droit du travail dans le territoire ; difficultés pour les inspecteurs du travail exerçant leurs fonctions en Polynésie de remplir leur mission sur un territoire aussi étendu (p. 2914) ; rejeté ;

— article 79 : adopté.

Article 80 *(dépendance hiérarchique des services du travail)* : adopté.

Article 81 *(pouvoirs de l'inspecteur du travail)* : adopté.

Article 82 *(obligation de prêter serment)* : adopté.

Article 83 *(inspection médicale du travail)* : adopté.

Article 84 *(dispositions particulières à certains établissements relevant du ministère de la défense)* : adopté.

Article 85 *(mesures d'application du livre II)* : adopté.

Livre III : *Tribunaux du travail.*

Chapitre Ier : *Attributions et institution des tribunaux du travail.*

Article 86 *(attributions des tribunaux du travail)* : adopté.

Chapitre II : *Organisation et fonctionnement des tribunaux du travail.*

Article 87 *(composition du tribunal)* : adopté.

Article 88 *(désignation des assesseurs)* : amendement n° 18 de M. Gérard Bordu (élections des assesseurs au suffrage universel par collège sur la base des listes des candidats établies par les organisations syndicales et professionnelles) (p. 2915) ; non application des dispositions relatives aux conseils des prud'hommes ; rejeté ;

— article 88 : adopté.

Article 89 *(prestation de serment)* : adopté.

Chapitre III : *Statut des assesseurs.*

Article 90 *(vacations des assesseurs)* : amendement n° 19 de M. Jacques Roux (attribution d'indemnités de séjour et de déplacement aux assesseurs) : rejeté ;

— article 90 : adopté.

Article 91 *(protection des assesseurs salariés)* : adopté.

Article 92 *(formation des assesseurs)* : adopté.

Article 93 *(déni de justice)* : adopté.

Article 94 *(refus de remplir le service)* : adopté.

Article 95 *(sanctions applicables aux assesseurs)* : adopté.

Article 96 *(déchéance d'office)* : adopté.

Article 97 *(suspension d'un assesseur)* : adopté.

Article 98 *(récusation des assesseurs)* (p. 2916) : adopté.

Chapitre IV : *Procédure et voies de recours.*

Article 99 *(représentation des parties devant le tribunal du travail)* : adopté.

Article 100 *(procédure de référé)* : adopté.

Article 101 *(appel)* : adopté.

Article 102 *(appel des jugements du tribunal du travail)* : adopté.

Article 103 *(pourvoi en cassation)* : adopté.

Livre IV : *Pénalités.*

Article 104 *(délit de marchandage)* : adopté.

Article 105 *(discrimination sexiste)* : adopté.

Article 106 *(infractions aux mesures d'hygiène et de sécurité)* : adopté.

Article 107 *(responsabilité pénale de l'employeur)* : adopté.

Article 108 *(délai d'exécution des travaux d'hygiène et de sécurité)* : adopté.

Article 109 : *(affichage du jugement et interdiction d'exercer)* : amendement n° 41 de M. Jean-Pierre Sueur soutenu par M. Robert Le Foll (substituant dans le premier alinéa de cet article par deux fois aux mots « du délinquant » les mots « de l'auteur de l'infraction ») (p. 2917) ; rejeté ;

— article 109 : adopté.

Article 110 *(délit d'entrave à la constitution des comités d'hygiène et de sécurité)* : adopté.

Article 111 *(infraction en matière de placement)* : adopté.

Article 112 supprimé par le Sénat : amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Sueur (obtention frauduleuse d'aide aux chômeurs) ; suppression par le Sénat des dispositions réprimant les fraudes ou fausses déclarations destinées à obtenir indûment une aide ; compétence du Conseil des ministres du territoire pour déterminer les peines relevant du domaine réglementaire ; rejeté ;

— en conséquence, cet article demeure supprimé.

Article 113 *(répression du travail clandestin)* : adopté.

Article 114 *(infractions aux règles régissant les syndicats)* : adopté.

Article 115 *(entrave à l'exercice du droit syndical)* : amendement n° 3 de M. Edouard Fritch (de rectification) (p. 2918) ; adopté ;

— article 115, ainsi modifié : adopté.

Article 116 *(prélèvement irrégulier des cotisations syndicales)* : adopté.

Article 117 *(délit d'entrave à la désignation des délégués du personnel)* : adopté.

Article 118 *(délit d'entrave à la constitution des comités d'entreprise)* : adopté.

Article 119 *(atteinte à l'indépendance d'un assesseur du tribunal du travail)* : adopté.

Article 120 *(responsabilité civile des employeurs)* : adopté.

Article 121 *(entrave à l'accomplissement des fonctions de l'inspecteur du travail)* : adopté.

Article 122 *(infractions relatives au travail des femmes et des enfants)* : adopté.

Livre V : *Dispositions transitoires.*

Article 123 *(appel des décisions rendues par le tribunal du travail)* : adopté.

Article 124 *(désignation des assesseurs des tribunaux du travail)* : adopté.

Article 125 nouveau *(modalités d'application de la loi)* : adopté (p. 2919).

Explications de vote (p. 2919).

Amendements du groupe socialiste tendant à limiter l'exercice des compétences territoriales : *Léontieff (Alexandre)* (p. 2920).

Autonomie du territoire de la Polynésie française : *Flosse (Gaston)* (p. 2920).

Autorisation administrative de licenciement (suppression de l'-) : *Coffineau (Michel)* (p. 2920).

Indemnisation des chômeurs : *Coffineau (Michel)* (p. 2920).

Négociation (préparation du texte par recours à la -) : *Léontieff (Alexandre)* (p. 2920) ; *Coffineau (Michel)* (p. 2920).

Spécificité de la réalité polynésienne : *Flosse (Gaston)* (p. 2920, 2921).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Léontieff (Alexandre)* (p. 2920).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2921).

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, D.O.M.-T.O.M.
Sociétés civiles et commerciales **2**.

Droit du travail en -

Voir *Polynésie française* **1**.
Questions au Gouvernement **89**.

POMPES FUNÈBRES

Voir *Cimetières et pompes funèbres* **2**

PORNOGRAPHIE

Taux de T.V.A. sur les publications et films pornographiques

Voir *Collectivités locales* **5**.

PORTE-AVIONS RICHELIEU

Voir *Questions au Gouvernement* **103**.

PORTS

Voir *Questions orales sans débat* **127**.

PORTUGAL

Voir *Communautés européennes* **2**.
Ordre du jour complémentaire.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1. — Proposition de loi n° 137 tendant à autoriser l'**usage d'émetteurs radio-électriques** sur la bande de fréquence comprise entre 26 et 27 MHz

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Jacques Godfrain. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Jean-Louis Masson (13 juin 1986).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS (ministère)

Privatisation des P. et T.

Voir *Questions au Gouvernement* **131**.

PREEMPTION

Droit de préemption urbain

Voir *Logement et habitat* **2**.
Questions au Gouvernement **134**.

PREFERENCE NATIONALE

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.
Etrangers **5**.

Voir *Motions de censure* **4**.
Travail **9**, article 2 (amendement n° 31).

— **pour l'emploi.**

Voir *Questions au Gouvernement* **47**.

— **pour les prestations familiales.**

Voir *Famille* **5**.

— **pour les prestations sociales.**

Voir *Questions au Gouvernement* **19, 90**.

PREFETS

Voir *Fonctionnaires et agents publics* **3, 4**

PRERETRAITES

Voir *Emploi et activité* **4**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi, questions.

Prestations de -

Voir *Questions orales sans débat* **57, 71**.

PRESERVATIFS MASCULINS

Publicité pour les -

Voir *Politique économique et sociale* **5**

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

1. — Proposition de loi constitutionnelle n° 576 tendant à instituer une **vice-présidence à la République.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Jean-Claude Dalbos. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Intervention du - sollicitée « solennellement » par le groupe communiste contre le recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur le projet de loi relatif à l'élection des députés.

Voir *Rappels au règlement* **85**.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE (messages du -)

1. — Message au Parlement de M. le Président de la République lu par M. Jacques Chaban-Delmas **(n° 5)** [8 avril 1986] : vœux à la nouvelle Assemblée ; alternance politique ; dissociation des majorités présidentielle et parlementaire ; compétences respectives du Président de la République et du Premier ministre ; rôle du parlement ; contenu des ordonnances ; rayonnement de la France [8 avril 1986] (p. 79, 80).

2. — Message au Parlement de M. le Président de la République lu par M. Jacques Chaban-Delmas : hommage à la mémoire de Robert Schuman **(n° 213)** [25 juin 1986] (p. 2444, 2445).

PRESSE, EDITION ET IMPRIMERIE

1. — Proposition de loi n° 33 tendant à doter la société nationale des entreprises de presse, d'une mission de rénovation et de relance des **industries polygraphiques et de la communication.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 98 portant réforme du régime juridique de la **presse.**

Sénat (première lecture), n° **122** (1985-1986). — Dépôt le 29 novembre 1985 par M. Jean Cluzel et plusieurs de ses collègues. —Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jean Cluzel. — Rapport n° **172** (1985-1986) (10 décembre 1985). —Discussion les 17 et 18 décembre 1985. — Adoption le 18 décembre 1985. — Proposition de loi n° **83** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture) : septième législative : n° **3244**, dépôt le 19 décembre 1985, renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; huitième législature : n° **98**. — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Michel Péricard (7 mai 1986). — Rapport n° **193** (6 juin 1986). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (22 mai 1986). — Rapporteur pour avis : M. Patrick Devedjian (29 mai 1986). — Discussion les 10, 12, 16, 17 et 18 juin 1986. — Adoption le 18 juin 1986. — Proposition de loi n° **5**.

Sénat (deuxième lecture), n° **414** (1985-1986). — Dépôt le 19 juin 1986. — Renvoi à la commission spéciale. — Rapporteur : M. Jean Cluzel. — Rapport n° **420** (1985-1986) (26 juin 1986). — Discussion les 26 et 27 juin 1986. — Adoption définitive le 27 juin 1986. — Proposition de loi n° **130** (1985-1986).

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 61, alinéa 2 de la Constitution). — Discussion le 29 juillet 1986 (*J.O.* du 30 juillet 1986) (p. 9393). — Articles déclarés non conformes : 11, § 5 du 12, 21.

Loi n° 86-897 du 1er août 1986, publiée au *J.O.* du 2 août 1986 (p. 9529).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles de la proposition de loi n° 98
et ceux de la loi n° 86-897

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
1		Définition de l'expression « publication de presse ».	Première lecture : 12 juin 1986	2163	1
2		Champ d'application de la loi réservé aux entreprises éditrices.	Première lecture : 16 juin 1986	2197	2
3		Interdiction de la pratique du prête-nom.	Première lecture : 16 juin 1986	2207	3
4		Mise au nominatif des actions dans le cas des sociétés par actions. Soumission à l'agrément du Conseil d'administration ou de surveillance de toute cession de part de capital.	Première lecture : 16 juin 1986	2214-2226	4
5		Liste des informations devant être portées à la connaissance des lecteurs.	Première lecture : 16 juin 1986	2231	5
6		Information des lecteurs pour toute cession de droits sociaux entraînant un changement de majorité ou de minorité de blocage.	Première lecture : 16 juin 1986	2244	6
7		Exigence de la nationalité française pour les quotidiens d'information politique et générale. Restriction du financement par des capitaux étrangers pour les autres publications.	Première lecture : 17 juin 1986	2251	7
8		Interdiction à toute entreprise ou tout collaborateur de recevoir des fonds ou avantages d'un Gouvernement étranger.	Première lecture : 17 juin 1986	2260	8
9 supprimé		Définition du directeur de la publication.	Première lecture : 17 juin 1986	2263-2280	—
10		Nomination d'un codirecteur de la publication lorsque le directeur de publication joint de l'immunité parlementaire.	Première lecture : 17 juin 1986	2263-2270	9
11		Obligation d'identifier clairement tout article de publicité à présentation rédactionnelle.	Première lecture : 17 juin 1986	2281	10
	11 *bis* (A.N.)	Limitation de la concentration des entreprises de presse à 30 % de la diffusion nationale des quotidiens d'information politique et générale.	Première lecture : 17 juin 1986	2286	Déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel
12		Dispositions pénales pour les infractions prévues aux articles 3, 7, 8 et 11.	Première lecture : 18 juin 1986	2336	12
13		Dispositions pénales pour les infractions prévues à l'article 9.	Première lecture : 18 juin 1986	2338	13
	13 *bis* (A.N.)	Rédaction des articles 7 et 9 de la loi du 29 juillet 1881.	Première lecture : 18 juin 1986	2339	14
14		Dispositions pénales pour les infractions prévues aux articles 4, 5, 6 et 11.	Première lecture : 18 juin 1986	2339	15
15		Publicité des condamnations.	Première lecture : 18 juin 1986	2340	16
16		Harmonisation avec l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur le régime juridique des agences de presse.	Première lecture : 18 juin 1986	2340	17
17		Harmonisation avec la loi du 29 juillet 1982 sur les services de communication audiovisuelle.	Première lecture : 18 juin 1986	2341	18
	17 *bis*	Référence à l'article 2 de la présente loi pour l'application de la loi n° 66-537 sur les sociétés commerciales.	Première lecture : 18 juin 1986	2341	19
18		Mise sous forme nominative des actions des sociétés de communication.	Première lecture : 18 juin 1986	2341	20

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
19		Abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française et de la loi du 23 octobre 1984 visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse.	Première lecture : 18 juin 1986	2341	Article déclaré non conforme à la Constitution par le Conseil constitutionnel.
	19 *bis* (A.N.)	Substitution du mot « gérant » par les mots « directeur de la publication » dans tous les articles de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.	Première lecture : 18 juin 1986	2349	22

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [10 juin 1986] (p. 2020,2043) [12 juin 1986] (p. 2131,2153).

Exception d'irrecevabilité de M. Roland Leroy : *Leroy (Roland)* (p. 2033 à 2035) *Papon (Christiane)* (p. 2035, 2036) ; rejetée au scrutin public (p. 2036).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe : *Zuccarelli (Emile)* (p. 2153 à 2156) ; *Soison (Jean-Pierre)* (p. 2156, 2157) ; *Péricard (Michel)* (p. 2157) ; rejetée au scrutin public (p. 2157).

Question préalable de M. Pierre Joxe : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2043 à 2046) ; *d'Aubert (François)* (p. 2046 à 2051) ; rejetée au scrutin public (p. 2051).

Aides publiques, fiscales et postales à la presse (réforme des -) : *Péricard (Michel)* (p. 2026) ; *Léotard (François)* (p. 2033, 2144) ; *Leroy (Roland)* (p. 2045) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2043) ; *d'Aubert (François)* (p. 2047) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2054, 2055) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 2055, 2056) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2058, 2157) ; *Rigout (Marcel)* (p. 2059, 2060) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2132) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 2133) ; *Hage (Georges)* (p. 2138) *Zuccarelli (Emile)* (p. 2155).

Agences de publicité (investissement des - dans les medias) : *d'Aubert (François)* (p. 2151).

Audiovisuel (conséquences de la privatisation de l'- sur la presse) : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2043, 2044) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 2155, 2156) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2131, 2132) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2139) ; *Léotard (François)* (p. 2144).

Bilans et comptes d'exploitation (abandon de la publication des -) : *Péricard (Michel)* (p. 2025) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2045) ; *d'Aubert (François)* (p. 2048, 2049) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2136) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 2154).

Collaborateurs non professionnels locaux (statut des -) : *Péricard (Michel)* (p. 2027) ; *Léotard (François)* (p. 2033).

Commission (réunion de la - pour l'examen des amendements déposés depuis la réunion prévue à l'article 88, alinéa 1, du règlement) : *Labbé (Claude)* (p. 2147, 2148) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2148) ; *Barrot (Jacques)* (p. 2148).

Commission des affaires culturelles (suspension des travaux de la - à cause de l'obstruction) : Barrot (Jacques) (p. 2020, 2021) ; *Péricard (Michel)* (p. 2022, 2157).

Commission pour la transparence et le pluralisme dans la presse (rôle et pouvoirs de la -) : *Péricard (Michel)* (p. 2024) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 2028) ; *Léotard (François)* (p. 2030) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2046) ; *d'Aubert (François)* (p. 2047, 2048) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2053) *Schreiner (Bernard)* (p. 2057) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2058).

Concentration au profit de l'Etat : *d'Aubert (François)* (p. 2050) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 2133).

Concentration et seuils de diffusion : *Péricard (Michel)* (p. 2023 à 2026) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 2027) ; *Leroy (Roland)* (p. 2035) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2045, 2046) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2054) ; *d'Aubert (François)* ; (p. 2050) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 2133) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2136, 2137) ; *Hage (Georges)* (p. 2138) ; *Dumas (Roland)* (p. 2141).

Concentration de la presse française : *d'Aubert (François)* (p. 2050) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2058).

Conseil constitutionnel (décision du - sur la loi du 23 octobre 1984) : *Péricard (Michel)* (p. 2022, 2024) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 2027) ; *Papon (Christiane)* (p. 2036) ; *Léotard (François)* (p. 2143) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 2154).

Directeur de la publication (définition du -) : *Léotard (François)* (p. 2031) ; *d'Aubert (François)* (p. 2049).

Distribution de la presse (abus de position dominante dans la -) : *d'Aubert (François)* (p. 2051) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 2133).

Entreprise éditrice (notion d'-) : *Péricard (Michel)* (p. 2025) ; *d'Aubert (François)* (p. 2049).

Equipe rédactionnelle : *Péricard (Michel)* (p. 2026) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 2027) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2046) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 2057) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2136) ; *Dumas (Roland)* (p. 2140, 2141) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 2154).

Hersant (groupe) : *Péricard (Michel)* (p. 2024) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2044) ; *d'Aubert (François)* (p. 2047, 2050) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 2060) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2137).

Journaliste (statut du -) : *Domenech (Gabriel)* (p. 2062) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2139).

Liberté de la presse et de l'information : *Leroy (Roland)* (p. 2031) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 2061) ; *Le Garrec (Jean)* (p. 2131) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2136) ; *Hage (Georges)* (p. 2137) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 2153).

Loi du 23 octobre 1984 (méfaits de la -) : *Péricard (Michel)* (p. 2022) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 2027) ; *d'Aubert (François)* (p. 2047) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2052) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2058, 2166).

Multimedia (concentration -) : *d'Aubert (François)* (p. 2051) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 2057) ; *Léotard (François)* (p. 2143).

Multimedia (nécessité d'une approche -) : *Péricard (Michel)* (p. 2026) ; *d'Aubert (François)* (p. 2050) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 2056) ; *Rigout (Marcel)* (p. 2060) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 2133) ; *Michel (Jean-Pierre)* (p. 2136) ; *Léotard (François)* (p. 2143) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 2155).

Ordonnance de 1944 (objectif et application de l'-) : *Péricard (Michel)* (p. 2023) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 2027) ; *Léotard (François)* (p. 2028, 2029, 2142) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2045) ; *Soison (Jean-Pierre)* (p. 2158) ; *Dumas (Roland)* (p. 2140) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 2154).

Participation des entreprises de presse dans les autres medias : *d'Aubert (François)* (p. 2049).

Participations étrangères (réglementation des -) : *Péricard (Michel)* (p. 2024, 2025) ; *Léotard (François)* (p. 2030, 2031) ; *d'Aubert (François)* (p. 2049).

Presse d'opinion (difficultés de la -) : *Leroy (Roland)* (p. 2034) ; *Rigout (Marcel)* (p. 2061, 2062) ; *Domenech (Gabriel)* (p. 2061).

Problèmes économiques de la presse : *Léotard (François)* (p. 2032) ; *d'Aubert (François)* (p. 2047) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 2155).

Publication de presse (définition de la -) : *Péricard (Michel)* (p. 2025) ; *Léotard (François)* (p. 2029) ; *Leroy (Roland)* (p. 2034) ; *d'Aubert (François)* (p. 2047) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 2154).

Publications destinées à des communautés étrangères implantées en France : *Léotard (François)* (p. 2041) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2046).

Publications étrangères éditées en France : *Léotard (François)* (p. 2031) ; *Papon (Christiane)* (p. 2036).

Quotidiens (évolution du nombre des -) : *Léotard (François)* (p. 2029) ; *Rigout (Marcel)* (p. 2059) ; *Vadepied (Guy)* (p. 2138) ; *Dumas (Roland)* (p. 2140).

Rappels au règlement : *Evin (Claude)* (p. 2021) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 2021) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2139, 2145, 2146) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2147) ; *Dumas (Roland)* (p. 2147, 2149) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 2149) ; *Loncle (François)* (p. 2157, 2158).

Rapport Caillavet (conclusions du -) : *d'Aubert (François)* (p. 2048) ; *Schreiner (Bernard)* (p. 2057, 2058).

Régime juridique de la presse (historique du -) : *Péricard (Michel)* (p. 2023) ; *Rigout (Marcel)* (p. 2059).

Spoliations de 1944 : *Domenech (Gabriel)* (p. 2061, 2062).

Syndicat du livre C.G.T. (monopole du -) : *Domenech (Gabriel)* (p. 2062) ; *Ceyrac (Pierre)* (p. 2133) ; *Léotard (François)* (p. 2145).

Télématique (application de l'article 39 *bis* du code géneral des impôts à la -) : *Péricard (Michel)* (p. 2027) ; *Léotard (François)* (p. 2033) ; *Soisson (Jean-Pierre)* (p. 2156).

Transparence (traduction de la - dans les textes) : *Péricard (Michel)* (p. 2023, 2025) ; *Léotard (François)* (p. 2030) ; *Vivien (Robert-André)* (p. 2054) ; *Zuccarelli (Emile)* (p. 2153).

Transparence remontante (principe de la -) : *Péricard (Michel)* (p. 2024, 2025) ; *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2045) ; *d'Aubert (François)* (p. 2049).

Discussion des articles [12 juin 1986] (p. 2158) ; [16 juin 1986] (p. 2197, 2226) ; [17 juin 1986] (p. 2251, 2270) ; [18 juin 1986] (p. 2326).

Avant l'article 1er : amendement n° 26 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (précisant que tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression) ; nombre d'amendements tendant à introduire des articles additionnels avant l'article 1er déposés par l'opposition en 1984 sur le projet de loi sur la presse ; retour à la législation existante en matière de presse ; décision du Conseil constitutionnel sur la loi de 1984 (p. 1258) ; reconnaissance des conditions à remplir pour que la liberté de la presse soit effectivement protégée ; amendement reprenant la Déclaration des droits de l'Homme ; rejeté ; amendement n° 27 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (précisant que les citoyens ont droit à une information libre et pluraliste) ; amendement constituant « un véritable manteau d'arlequin » (p. 2159) ; article 1er de la loi de 1881 ; rejeté ; amendement n° 28 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. François Loncle (prévoyant que la communication est libre, pluraliste et universelle) ; mutation et remplacement de six directeurs de région de la station FR3 ; affirmation du Gouvernement selon laquelle il n'y aura pas de chasse aux sorcières ; mutation de dix-neuf directeurs des bureaux régionaux de l'information de FR3 en 1981 (p. 2160) ; volonté de harcèlement parlementaire ; « chasse à l'homme » instaurée dans l'ensemble du secteur de l'audiovisuel en 1981 ; amendement n° 28 : rejeté ; amendement n° 29 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (précisant que la communication écrite est libre) ; non exclusion de la presse écrite du champ de la communication ; justification des amendements du groupe socialiste ; attitude de l'opposition sous la précédente législature au cours des débats sur la presse et l'enseignement ; rejeté ; amendement n° 30 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (précisant que l'impression, l'édition, la publication et la communication de tout journal ou écrit sont libres) ; nécessité de mentionner le reste de la communication dans un texte sur la presse écrite (p. 2161) ; rejeté ; amendement n° 32 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner : réservé jusqu'après l'examen des articles additionnels après l'article 19 ; amendement n° 33 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (renforcement des garanties concernant la liberté d'expression, de communication et de pensée) ; nécessité d'avoir une loi unique concernant l'ensemble de la communication ; possibilité pour la Commission nationale de la communication et des libertés prévue dans le projet de loi sur l'audiovisuel d'effectuer des visites d'entreprise ; prise en compte des droits du lecteur, de l'auditeur et du télespectateur ; rejeté ; amendement n° 370 de M. Georges Hage (précisant que le droit à l'information pluraliste des citoyens est assuré dans le cadre de la liberté de la presse et de son indépendance par rapport à l'Etat, aux puissances financières et à l'étranger) (p. 2162) ; fonctions de la presse en démocratie ; journaux dotés de titres différents mais défendant les mêmes intérêts de classe ; situation dans la région Rhône-Alpes ; non abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944 ; inutilité de l'amendement de M. Georges Hage ; amendement n° 370 : rejeté ; amendements n° 35 de M. Jean-Jack Queyranne, 373, 371 et 372 de M. Georges Hage : réservés jusqu'après l'examen des articles additionnels après l'article 19.

Article 1er *(définition de l'expression « publication de presse »)* (p. 2163) ; définition législative de la publication de presse appréciation de la définition par rapport aux précédentes caractère flou du champ d'application prévue dans la loi de 1984 ; extension à la télématique ; extension à tout service utilisant un mode de diffusion de la pensée mis à disposition du public ; nécessité de sauvegarder le pluralisme ; critères retenus par la loi de 1984 ; institution d'un régime simple de déclaration et non d'autorisation pour les systèmes télématiques par la loi de 1982 (p. 2164) ; cas du système Antiope ; application des dispositions de la loi aux publications gratuites ; règles générales d'un régime déclaratif applicable à tous les services télématiques ; amendement n° 374 de M. Georges Hage (champ d'application de la loi de 1984) ; absence de définition de la publication de presse dans l'ordonnance de 1944 ; application du projet aux journaux mis à disposition du public sous forme de service télématique interactif ou de service de vidéographie diffusée (p. 2165) ; rejeté ; amendement n° 37 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (prévoyant que les dispositions de la présente loi s'appliquent à l'ensemble des entreprises de communication) ; inclusion des services de télématique dans le champ d'application du projet de loi ; problème de la limite entre les services télématiques considérés comme de l'écrit et les services télématiques en dehors du cadre du projet ; soumission de la télématique à déclaration ; rejeté ; amendement n° 38 de M. Jean-Jack Queyranne (application des dispositions de la présente loi aux publications d'information politique et générale paraissant à intervalle régulier à raison d'une fois par mois au moins) ; problèmes pour les services situés entre l'écrit et l'image et dont la définition reste très évolutive ; utilisation de la notion de publication d'information pour l'application de l'article 39 *bis* du code général des impôts ; obligation d'information des lecteurs (p. 2166) ; impossibilité de limiter les obligations de transparence aux seules publications d'information politique et générale ; rejeté ; amendement n° 39 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Emile Zuccarelli (définition du mot « publication ») ; extension de l'article 1er à l'ensemble des entreprises de communication ; législation multimedia ; non inclusion des aides à la presse dans le champ d'application de la loi ; référence à des définitions fiscales pour délimiter le champ d'application ; extension du nombre des entreprises pouvant être concernées par les obligations légales ; rejeté ; amendement n° 40 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (substituant dans cet article aux mots « tout service utilisant un mode écrit de » les mots « tous journaux, magazines, cahiers ou feuilles d'information concourant à la ») ; définition du mot « publication » figurant dans les ordonnances du 26 août 1944 ; extension du texte aux publications télématiques (p. 2167) ; rejeté ; amendement n° 375 de M. Georges Hage (insérant dans cet article après les mots « désigne tout service » les mots « , à l'exclusion de la presse gratuite et autres services relevant de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 ») ; définition proposée par le projet accroissant le nombre des gens souhaitant être considérés comme des éditeurs de publication de presse sans en payer et en accepter les contraintes et les devoirs ; notion de presse gratuite ; non inclusion des feuilles d'annonces gratuites ne contenant pas d'articles rédactionnels contribuant à la diffusion de la pensée dans le champ d'application du projet ; rejeté ; amendement n° 41 de M. Jean-Jack Queyranne (supprimant dans cet article les mots « en général ou de catégories de public ») ; abandon du critère d'intérêt général pour l'accession aux aides publiques (p. 2168) ; rejeté ; amendement n° 376 de M. Georges Hage (complétant cet article par les mots « à raison d'une fois par mois au moins ») ; notion de catégories de public ; imprécision des termes à « intervalles réguliers » ; transparence s'imposant à toute la presse périodique ; rejeté **rappel au règlement de M. François Loncle** (p. 2169) ;

— article 1er : adopté au scrutin public (p. 2170).

Article 2 *(champ d'application de la proposition de loi et définition des entreprises éditrices)* : régime des aides ; réduction de la surface consacrée à l'information politique et uniformisation du contenu ; prise de possession immédiate des entreprises existantes à la libération par les équipes de la presse clandestine émanant des mouvements de Résistance ; notion d'entreprise

de presse ; dispositif relatif à la concentration (p. 2197) ; groupes multimedia ; notion de contrôle ; refus de la notion d'entreprise de presse ; définition de la notion de groupement de fait ; réalité de la communication moderne imposant un texte multimedia ; contrôle de 80 % de l'information en France par l'Etat (p. 2198) ; ramification croissante des groupes de presse ; recours à la notion de contrôle dans le droit communautaire ; seuil de 30 % ; obligations résultant de la loi de 1984 pesant sur les entreprises dont l'activité d'éditeur n'est qu'accessoire ou s'exerçant à travers des filiales spécialisées ; suppression de la notion de groupement de fait (p. 2199) ; amendement n° 377 de M. Georges Hage soutenu par M. Vincent Porelli (de suppression) ; imprécision de la notion d'entreprise éditrice ; rejeté ; amendement n° 42 de M. Jean-Jack Queyranne (champ d'application de la loi) ; amendements n° 43, 44, 45 et 46 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; article plaçant délibérement les dirigeants réels de la quasi-totalité des entreprises de presse en dehors de la future loi ; groupe de presse fonctionnant à travers une multiplicité de sociétés éditrices ou de sociétés de services ; définition anti-concentration contenue dans les directives européennes faisant référence à la notion de contrôle ; valeur constitutionnelle de l'objectif de transparence (p. 2200) ; droit pour les lecteurs de connaître les dirigeants réels de l'entreprise de presse ; amendements n° 42, 43, 44, 45 et 46 : rejetés ; amendement n° 378 de M. Roland Leroy soutenu par M. Guy Ducoloné (précisant qu'une personne physique ou morale ne peut détenir la majorité du capital social, être directeur ou directeur délégué de plus d'une publication nationale ou régionale) ; respect du pluralisme de la presse d'information politique et générale ; (p. 2201) ; rejeté ; amendement n° 379 de M. Georges Hage (champ d'application de la loi) ; amendements n° 47, 50, 48 et 49 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (champ d'application de la loi) ; préservation de la liberté des partis et groupements politiques en matière de presse ; prise en considération des publications remplissant un rôle d'information politique et générale ; risque d'assimilation entre n'importe quelle publication imprimée et un journal d'information ; texte relatif au taux de la T.V.A. (p. 2202) ; amendements n° 379, 47, 50, 48 et 49 : rejetés ; amendement n° 516 de M. Pierre Bleuler (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « entreprise éditrice » les mots « organisme éditeur ») : non soutenu ; amendement n° 51 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean Le Garrec (complétant le premier alinéa de cet article par les mots « et aux personnes physiques ou morales qui les possèdent ou les contrôlent ») ; réintroduction de la notion de contrôle ; procédure juridique et administrative des actions anti-trust existant aux Etats-Unis ; monopolisation de la communication ; situation dominante en matière d'information ; rejeté ; amendement n° 380 de M. Georges Hage (définition de l'expression « entreprise de presse ») ; prise en compte des personnes physiques éditant en tant que propriétaire ou locataire-gérant (p. 2203) rejeté ; amendement n° 53 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant dans le deuxième alinéa de cet article au mot « éditrice » les mots « de presse ») ; constitution des entreprises de presse actuelles sous des structures multiples regroupant des réalités économiques différentes ; aspect rigoureux de la législation anti-trust aux Etats-Unis ; réalité de l'exercice du pouvoir dans une entreprise de presse ; rejeté ; amendement n° 54 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean Le Garrec (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « groupement de droit » les mots « ou de fait ») ; dispositions contraignantes incluses dans la loi de 1984 (p. 2204) ; rejeté ; amendement n° 55 de M. Jean-Jack Queyranne (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après le mot « éditant » les mots « ou contrôlant ») ; liberté de la presse ne se réduisant pas à la liberté de l'éditeur ou de journaliste ; examen d'un texte sur la communication ; rejeté ; amendement n° 56 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean Le Garrec (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après le mot « éditant » les mots « ou exploitant ») (p. 2205) ; nécessité pour les citoyens d'avoir une maîtrise suffisante de l'information ; rejeté ; amendement n° 57 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (complétant le deuxième alinéa de cet article par les mots « ainsi que toute personne physique ou morale ou tout groupement de droit ou de fait exerçant sous quelque forme que ce soit, et par tous moyens d'ordre matériel ou financier, une influence déterminante sur la gestion ou le fonctionnement d'une publication de presse ») ; définition du champ d'application réel du texte pour qu'il ne soit pas en contradiction avec les décisions du Conseil constitutionnel ; insertion dans le projet de loi sur l'audiovisuel de dispositions concernant la recherche des dirigeants réels des entreprises de communication audiovisuelle ; notion de détention directe ou indirecte (p. 2206) ; privatisation d'une chaîne publique de télévision ; rejeté ;

— article 2 : adopté au scrutin public (p. 2207).

Avant l'article 3 : amendements n° 58 à 76 de M. Jean-Jack Queyranne (tendant à insérer un intitulé avant cet article) : réservés jusqu'après l'examen des articles additionnels après l'article 19.

Article 3 *(interdiction du prête-nom)* (p. 2207) ; interdiction de la pratique du prête-nom ; refus de la notion de contrôle et de l'exercice du contrôle ; notion de liberté allant de pair avec l'exercice des contraintes ; application de la législation anti-trust aux Etats-Unis à la presse (p. 2208) ; interdiction de la pratique des prête-noms dans le domaine de la presse par l'ordonnance de 1944 ; application de la notion à toute personne possédant ou contrôlant une entreprise de presse ; notion de prête-nom limitée à la simple acquisition de titres en cas d'adoption de l'amendement de M. Péricard ; refus de légiférer sur les groupes de presse ou les entreprises de presse (p. 2209) ; opération de simulation par interposition de personnes ; amendement n° 381 de M. Georges Hage (de suppression) : rejeté ; amendements n° 77, 78, 79, 82, 83 et 84 de M. Jean-Jack Queyranne (champ d'application de l'interdiction des prêtes-noms) ; préservation du droit des lecteurs à une information pluraliste ; nécessité de connaître les dirigeants réels d'une entreprise de presse notion de contrôle (p. 2210) ; inquiétude des petits éditeurs face aux discours sur « la liberté sauvage » ; amendements n° 77, 78, 79, 82, 83 et 84 : rejetés ; amendement n° 86 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (rédigeant ainsi après les mots « prêter son nom » la fin de cet article « aux dirigeants réels d'une entreprise de presse ») : rejeté ; amendement n° 87 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (rédigeant ainsi après les mots « prêter son nom » la fin de cet article « aux sociétés à travers lesquelles les dirigeants réels d'une entreprise de presse exercent leur contrôle ») ; restriction de l'usage de la future loi ; rejeté ; amendement n° 85 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (substituant dans cet article aux mots « entreprise éditrice » les mots « personne morale ») ; amendement n° 517 de M. Pierre Bleuler (substituant dans cet article aux mots « toute entreprise éditrice » les mots « tout organisme éditeur ») ; amendement n° 88 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant dans cet article au mot « éditrice » les mots « exploitant ou contrôlant directement ou indirectement une publication ») ; amendement n° 89 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant dans cet article au mot « éditrice » les mots « de presse au sens de la loi n° 84-937 du 23 octobre 1984 ») ; amendement n° 90 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant dans cet article au mot « éditrice » les mots « de presse ») ; amendement n° 517 : non soutenu ; respect de l'exercice de la transparence à l'égard des dirigeants réels d'une entreprise de presse (p 2211) ; amendement n° 85 rendant possible les opérations de prête-nom au bénéfice de personnes physiques ; amendements n° 85, 88, 89 et 90 : rejetés ; amendement n° 91 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans cet article après les mots « entreprise éditrice » les mots « ou à toute personne physique ou morale ou groupement de droit qui possède ou contrôle une entreprise de presse ») ; réaffirmation du principe de transparence remontante ; notion de groupement de fait ; rejeté ; amendement n° 92 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (rédigeant ainsi après les mots « entreprise éditrice » la fin de cet article « de quelque manière que ce soit ») (p. 2212) ; sanctions pénales ; rejeté ; amendement n° 93 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (substituant dans cet article aux mots « la location-gérance » les mots « la prise de contrôle ») ; extension du champ d'application de cet article à toutes le situations possibles ; différence de traitement entre la presse et la communication audiovisuelle ; rejeté ; amendement n° 94 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (complétant cet article par les mots « ou par tout autre moyen ») ; texte ne prenant pas en compte les dispositions proposées pour les autres médias (p. 2213) ; harmonisation nécessaire entre les textes sur la presse et les textes sur la communication audiovisuelle ; rejeté ; amendement n° 382 de M. Roland Leroy soutenu par M. Guy Ducoloné (sanction concernant la personne au profit de laquelle l'opération de prête-nom sera intervenue ») ; interdiction d'exercice futur de fonction de responsabilité dans une entreprise de presse ; rejeté ;

— article 3 : adopté.

Après l'article 3 : amendement n° 383 de M. Roland Leroy réservé jusqu'après l'examen des articles additionnels après l'article 19 ; amendement n° 384 de M. Roland Leroy soutenu par M. Georges Hage (interdiction du cumul de fonctions dans le cas d'un hebdomadaire dont le tirage excède 50 000 exemplaires ou d'un quotidien dont le tirage excède 20 000) : rejeté.

Article 4 *(forme nominative des actions)* (p. 2214) ; réapparition de la notion de seuil ; principe de la transparence remontante ; substitution de la notion d'entreprise de presse à la notion d'entreprise éditrice ; absence d'organisme prévu pour suivre l'application de l'article 4 ; difficultés de la situation économique des journaux d'information politique et générale ; limitation de la mise au nominatif des actions des sociétés éditrices ; application aux sociétés détenant directement ou indirectement au moins 20 % du capital d'une entreprise de presse ; élargissement de la notion de transparence remontante ; absence des représentants de la majorité pour soutenir le Gouvernement (p. 2215) ; introduction de dispositions relatives à la cession des actions à la demande des sociétés de rédacteurs et de professionnels de la presse ; inapplicabilité de l'obligation de nominativité aux sociétés détenant directement ou indirectement au moins 20 % d'une entreprise de presse ; amendements identiques n° 16 de M. Pierre Ceyrac soutenu par M. Georges-Paul Wagner et n° 385 de M. Georges Hage (de suppression) : rejetés au scrutin public (p. 2216) ; amendement n° 95 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (forme nominative des actions représentant le capital social d'une entreprise de presse et celle d'une société détenant directement ou indirectement 20 % au moins du capital social d'une entreprise de presse) ; rejeté ; amendement n° 96 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (substituant au début de la première phrase de cet article aux mots « dans le cas de société par actions » les mots « lorsque l'entreprise de presse est constituée sous la forme de société par actions ») ; amendement substituant à la notion d'entreprise éditrice la notion d'entreprise de presse ; nécessité d'une transparence remontante ; rejeté ; amendement n° 100 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (insérant après la première phrase de cet article la phrase « cette disposition s'applique aux sociétés qui détiennent directement ou indirectement la minorité de blocage dans une entreprise de presse ») ; amendement n° 99 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (insérant après la première phrase de cet article la phrase suivante : « cette disposition s'applique aux sociétés qui détiennent directement ou indirectement 20 % au moins du capital d'une entreprise de presse ou des droits de vote dans cette entreprise ») ; atténuation des effets du seuil de 20 % en appliquant les règles régissant les sociétés de capitaux ; amendement n° 100 : rejeté (p. 2226) ; amendement n° 99 : rejeté ; amendement n° 101 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (insérant après la première phrase de cet article la phrase suivante : « cette disposition s'applique aux sociétés qui contrôlent directement ou indirectement une entreprise de presse ») ; amendement n° 97 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (insérant après la première phrase de cet article la phrase suivante : « cette disposition s'applique également aux sociétés à travers lesquelles les dirigeants réels de l'entreprise exercent directement ou indirectement le contrôle de la société ») ; réintroduction de la notion de contrôle ; amendements n° 101 et 97 : rejetés ;

— article 4 : adopté.

Après l'article 4 : amendement n° 104 de M. Jean-Jack Queyranne (consultation du compte des valeurs nominatives par l'équipe rédactionnelle des publications quotidiennes de formation politique et générale) ; établissement des droits de l'équipe rédactionnelle ; droit intellectuel des participants au journal ; possibilité pour tout individu de consulter au registre du commerce le portefeuille des actions d'une société ; non définition de l'équipe rédactionnelle ; rejeté ; amendement n° 105 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (consultation du compte des valeurs nominatives par les journalistes professionnels) ; journalistes ayant déjà la faculté de consulter certains documents (p. 2227) rejeté ; amendement n° 106 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (consultation du compte des valeurs nominatives par les actionnaires des sociétés mentionnées à l'article 4) ; récusation de la notion d'équipe rédactionnelle ; impossibilité pour les actionnaires de la société éditrice de savoir qui contrôle les sociétés participant au capital de la société éditrice ; consultation du registre du commerce ; rejeté ; amendement n° 107 de M. Jean-Jack Queyranne (consultation du compte des valeurs nominatives tenu par les sociétés contrôlant directement ou indirectement 20 % au moins du capital des entreprises mentionnées à l'article 4 par l'équipe rédactionnelle des publications d'information politique et générale) ; inquiétude des patrons de presse et des éditeurs indépendants quant au projet du Gouvernement (p. 2228) ; vote positif de M. Péricard en 1984 sur l'équipe rédactionnelle ; amendement n° 107 : rejeté ; amendement n° 108 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (consultation du compte des valeurs nominatives tenu par les sociétés constituant directement ou indirectement 20 % du capital social des entreprises éditrices par l'équipe rédactionnelle des publications d'information politique et générale) ; nécessité d'assurer concrètement la liberté des journalistes et la bonne information des lecteurs ; rejeté ; amendement n° 110 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (consultation du compte des valeurs nominatives par les journalistes professionnels) ; problème de la propriété de *France-Soir* (p. 2229) ; rejeté ; amendement n° 111 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (consultation du compte des valeurs nominatives des entreprises de presse par les actionnaires, les porteurs de parts et les comités d'entreprise, d'établissement ou de groupe) ; application de l'article 169 de la loi de 1966 sur les sociétés commerciales ; compétence des comités d'entreprise ; égalité de traitement avec les actionnaires ; rejeté ; amendement n° 112 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (précisant que les actionnaires des sociétés mentionnées à l'article 4 de la présente loi peuvent consulter le compte des valeurs nominatives tenu par ces sociétés) (p. 2230) ; refus des amendements par le Gouvernement sans justification ; amendement n° 112 : rejeté ; amendement n° 113 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (consultation du compte des valeurs nominatives par les actionnaires et l'équipe rédactionnelle) ; notion de contrôle et d'équipe rédactionnelle ; rejeté.

Article 5 *(informations devant être portées à la connaissance des lecteurs dans toute publication de presse)* : (p. 2231) ; propos tenus par M. Léotard, ministre de la communication sur les journalistes ; informations devant être portées dans chaque numéro à la connaissance des lecteurs ; indication du responsable de la rédaction ; publication des comptes ; absence de plan comptable général applicable aux entreprises de presse en 1984 ; extension des méthodes de comptabilité analytique dans les entreprises exerçant plusieurs activités dans l'édition (p. 2232) ; application effective dans la quasi-totalité des titres des dipositions de la loi de 1984 ; volonté de secret manifestée depuis le début de la discussion sur la proposition par le Gouvernement ; respect des obligations de la loi de 1984 par la quasi-totalité des entreprises de presse ; suppression de l'indication du responsable de la rédaction ; observations faites par les professionnels sur l'obligation de communiquer le tirage (p. 2233) ; amendement n° 386 de M. Georges Hage (de suppression) : rejeté ; amendement n° 528 de M. Jean-Jack Queyranne (prévoyant que toute entreprise de presse est tenue dans chaque numéro de publication de porter certaines informations à la connaisance des lecteurs) ; notion d'entreprise de presse ne pouvant être retenue par le Gouvernement ; rejeté ; amendement n° 529 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (rédigeant ainsi le deuxième alinéa (1°) de cet article : « 1° Si l'entreprise n'est pas dotée de la personnalité morale, les noms et prénoms de la ou des personnes physiques propriétaires ou copropriétaires ») (p. 2234) ; problèmes de l'harmonisation des législations de l'ensemble des medias ; élaboration par M. Caillavet d'un « droit prétorien à sa convenance » ; rejeté ; en conséquence, amendement n° 518 de M. Pierre Bleuler : devenu sans objet ; amendement n° 115 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans le deuxième alinéa (1°) de cet article au mot « éditrice » les mots « de presse ») ; application effective de la loi de 1984 ; rejeté (p. 2235) ; amendement n° 116 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant dans le deuxième alinea (1°) de cet article aux mots « principal propriétaire ou copropriétaire » les mots « ou des propriétaires réels ») ; informations sur les propriétaires et copropriétaires de l'entreprise de presse fournies aux lecteurs ; amendement n° 117 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant dans le deuxième alinéa (1°) de cet article aux mots « principal propriétaire ou copropriétaire » les mots « propriétaire ou des copropriétaires ») ; amendement n° 118 de M. Jean-Jack Queyranne (substituant dans le deuxième alinéa (1°) de cet article aux mots « principal propriétaire ou copropriétaire » les mots « propriétaire ou des principaux copropriétaires ») ; amendement

n° 356 de M. Michel Péricard, à titre personnel (rédactionnel) ; amendements n° 116, 117, 118 : rejetés ; amendement n° 356 adopté ; en conséquence, amendement n° 119 de M. Jean-Jack Queyranne : devenu sans objet ; amendement n° 120 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (complétant le deuxième alinea (1°) de cet article par les mots « et les dirigeants réels de l'entreprise ») ; amendement n° 121 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (complétant le deuxième alinéa (1°) de cet article par les mots « et de toute personne susceptible par tous moyens d'ordre matériel ou financier, d'exercer directement ou indirectement une influence déterminante sur le contenu de la publication ») ; information parfaite des lecteurs sur la personne des dirigeants réels de l'entreprise (p. 2236) ; amendements n° 120 et 121 : rejetés ; amendement n° 387 de M. Roland Leroy soutenu par M. Georges Hage (substituant aux troisième (2°) et quatrième (3°) alinéas de cet article l'alinéa suivant : « 2° Les noms et qualités de ceux qui ont la direction de droit ou de fait de l'entreprise éditrice ») ; amendement n° 122 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (rédigeant ainsi le troisième alinéa (2°) de cet article : « 2° Si l'entreprise est une personne morale, sa forme, sa durée, la dénomination ou la raison sociale, le siège, le montant du capital social, le nom de son représentant légal et de ses trois principaux associés ») ; amendement n° 123 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (rédigeant ainsi le troisième alinéa (2°) de cet article : « 2° Toute entreprise qui édite ou qui exploite une ou plusieurs publications est une personne morale, sa forme, sa durée, la dénomination ou la raison sociale, le siège, le montant du capital social, le nom de son représentant légal et le cas échéant de ses trois principaux associés ») ; mention du siège social ; cas de la publication *France-Antilles* dont le siège est à Paris ; indication des associés ; amendements n° 387, 122 et 123 : rejetés ; amendement n° 124 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (substituant dans le troisième alinéa (2°) de cet article au mot « éditrice » les mots « de presse ») : rejeté ; amendement n° 125 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (insérant dans le troisième alinéa (2°) de cet article après le mot « morale » les mots « sa durée ») : rejeté (p. 2237) ; amendement n° 357 de M. Michel Péricard, à titre personnel (insérant dans le troisième alinéa (2°) de cet article après les mots « sa raison sociale » les mots « son siège social ») ; amendement n° 128 de M. Jean-Jack Queyranne (complétant le troisième alinéa (2°) de cet article par les mots « et son siège social ») ; nécessité que le siège social soit porté à la connaissance des lecteurs ; recherches aux greffes du tribunal de commerce nécessitant la mention du siège social de l'entreprise ; amendement n° 128 : retiré ; amendement n° 357 : adopté ; amendement n° 126 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (insérant le troisième alinéa (2°) de cet article après les mots « sa forme » les mots « le montant du capital social ») ; possibilité de capital social faible pour des sociétés importantes ; rejeté ; amendement n° 129 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (complétant le troisième alinéa (2°) de cet article par les mots « et les noms de ses dirigeants réels ») ; amendement n° 130 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (complétant le troisième alinéa (2°) de cet article par les mots « et les noms de toute personne physique ou morale étant en mesure, par tous moyens d'ordre matériel ou financier, d'exercer directement ou indirectement une influence déterminante sur le contenu de la publication ») ; nécessité de donner aux lecteurs la possibilité de connaître rapidement le nom des dirigeants réels de l'entreprise de presse ; amendements n° 129 et 130 : rejetés (p. 2238) ; amendement n° 131 de M. Jean-Jack Queyranne (complétant le troisième alinéa (2°) de cet article par les mots « et les noms des trois principaux associés ») ; amendement n° 300 de M. François d'Aubert soutenu par Willy Dimeglio (complétant le troisième alinéa (2°) de cet article par les mots « et de ses trois principaux associés ») ; amendement n° 388 de M. Roland Leroy soutenu par M. Guy Ducoloné (complétant le troisième alinéa (2°) de cet article par les mots « ainsi que les noms des trois principaux actionnaires ») ; opportunité que les lecteurs connaissent les principaux détenteurs du capital de l'entreprise de presse ; amendement n° 131 : retiré ; reprise d'une mesure générale concernant les sociétés déclarées ; nom du directeur de la publication ayant une signification particulière précise dans le domaine juridique ; amendement n° 300 : adopté ; amendement n° 388 : adopté après rectification ; amendement n° 132 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (complétant le quatrième alinéa (3°) de cet article par les mots « et celui du responsable de la rédaction ») ; mention du nom du responsable de la rédaction, du directeur de la rédaction ou du rédacteur en chef (p. 2239) ; amendement n° 132 : adopté ; amendement n° 133 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (complétant le quatrième alinéa (3°) de cet article par les mots « et celui du directeur de la rédaction ou du rédacteur chef ») : rejeté ; amendement n° 134 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (complétant le quatrième alinéa (3°) de cet article par les mots « et celui des dirigeants réels ») ; retiré ; amendement n° 135 de M. Jean-Jack Queyranne (indication du nom de toute personne physique ou morale en mesure d'exercer directement ou indirectement une influence déterminante sur le contenu de la publication ») : rejeté ; amendement n° 136 de M. Jean-Jack Queyranne (insérant après le quatrième alinéa (3°) de cet article l'alinéa suivant : « Si l'entreprise a été confiée à un gérant ou à une société de gérance, les règles figurant aux 1° et 2° s'appliquent au gérant ou à la société de gérance ») ; situation de location-gérance fréquente dans la presse ; cas de l'*Union de Reims* ; portée de la notion d'entreprise éditrice dans le domaine des entreprises de presse ; président de la société détenant le titre en location-gérance devant être directeur de la publication ; amendement n° 136 : rejeté ; amendement n° 17 de M. Pierre Ceyrac soutenu par M. Yvon Briant (supprimant les cinquième (4°) et sixième (5°) alinéas de cet article) ; limitation des informations que les publications de presse doivent mentionner à celles qui sont vraiment indispensables (p. 2240) ; insertion du tirage moyen ou de la diffusion moyenne de la publication au cas où ceux-ci sont supérieurs à un seuil déterminé par décret ; problème pour les petites entreprises éditrices ; amendement n° 17 : retiré ; amendements identiques n° 137 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner et n° 358 de M. Michel Péricard, à titre personnel (supprimant le cinquième alinéa (4°) de cet article) ; indication précisant que la liste des sociétaires ou associés peut être consultée au siège de l'entreprise ; amendement n° 137 : retiré ; amendement n° 358 : adopté ; en conséquence, amendements n° 138 à 145 de M. Jean-Jack Queyranne : devenus sans objet ; amendements identiques n° 1 de M. Michel Hannoun soutenu par M. Michel Péricard, n° 154 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner et n° 359 de M. Michel Péricard, à titre personnel (supprimant le sixième alinéa (5°) de cet article) ; amendement n° 1 : retiré ; publication de l'indication du tirage moyen ou de la diffusion moyenne pouvant être dangereuse pour certains titres ne figurant pas parmi les plus gros tirages de la presse française ; amendement n° 154 et 359 : adoptés ; en conséquence, amendement n° 146 de M. Jean-Jack Queyranne : devenu sans objet (p. 2241) ; amendements identiques n° 147 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 360 de M. Michel Péricard, à titre personnel et n° 389 de M. Georges Hage (supprimant le dernier alinéa de cet article) ; amendement n° 147 : retiré ; suppression d'une disposition alourdissant inutilement la législation applicable au service télématique ; caractère spécifique des publications utilisant le support télématique ; amendements n° 360 et 389 : adoptés ; amendements n° 148 à 152 de M. Jean-Jack Queyranne : devenus sans objet ; amendement n° 301 de M. François d'Aubert soutenu par Willy Dimeglio (précisant que toute entreprise éditrice doit tenir à la disposition de ses lecteurs la liste des sociétés ou associations titulaires d'une autorisation d'utilisation d'une fréquence de radio ou de télévision ou d'exploitation d'un réseau câblé, dans lesquelles elle possède directement ou indirectement une participation financière ou avec lesquelles elle a passé un accord financier ») : retiré ; amendement n° 302 de M. François d'Aubert soutenu par Willy Dimeglio (précisant que toute entreprise éditrice doit tenir à la disposition de ses lecteurs la liste des publications de presse qu'elle édite ainsi que celle d'autres entreprises éditrices dont elle détient directement ou indirectement une partie ou la totalité du capital social) : retiré (p. 2242) ; amendement n° 390 de M. Roland Leroy soutenu par M. Guy Ducoloné (possibilité pour les actionnaires et les membres de l'équipe rédactionnelle d'avoir accès au compte des valeurs nominatives de l'entreprise éditrice) : rejeté ;

— article 5, ainsi modifié : adopté (p. 2243).

Après l'article 5 : amendement n° 155 de M. Jean-Jack Queyranne (informations qu'une entreprise de presse doit tenir à la disposition du public) ; amendement de M. François d'Aubert allant dans le sens d'une législation multimédia ; indication du tirage moyen ; information à caractère financier relative à l'entreprise ; participation de la collectivité nationale par le biais du régime des aides au développement de la presse ; publication des noms des responsables des journaux et des membres des organes de direction et des titulaires des droits sociaux ; possibilité pour les lecteurs d'avoir connaissance

de l'ensemble des titres des publications éditées par l'entreprise de presse ; amendement n° 155 : rejeté (p. 2243).

Article 6 *(précisant que l'entreprise éditrice doit porter à la connaissance des lecteurs, dans un délai d'un mois ou lors de sa prochaine parution, toute cession de droits sociaux ayant pour effet de donner à un cessionnaire la propriété, la majorité ou la minorité de blocage du capital social ou des droits de vote) ;* article 6 dépourvu de tout contenu réel ; non prise en compte des cessions de droits sociaux par la société mère exerçant effectivement le contrôle ; recours à la transparence remontante ; amendements identiques n° 18 de M. Pierre Ceyrac soutenu par M. Georges-Paul Wagner et n° 391 de M. Georges Hage (de suppression) ; amendement n° 391 : retiré (p. 2244) ; amendement n° 18 : rejeté ; amendement n° 158 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (informations portées à la connaissance du public) ; achat du *Daupiné libéré* par M. Hersant par l'intermédiaire de l'acquisition de la majorité du capital de la société Sofigep ; achat du *Progrès de Lyon* par la prise de contrôle de la société anonyme De Laroche ; impossibilité d'indiquer sur un journal les conditions de financement de l'entreprise de presse ; rejeté ; amendement n° 157 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (publication de la cession ou promesse de cession d'actions ou de parts ayant pour effet d'assurer la détention directe ou indirecte de 20 % au moins du capital social d'une entreprise de presse ou des droits de vote dans cette entreprise) ; amendement n° 361 de M. Michel Péricard, à titre personnel (même objet) ; sous-amendement n° 526 de M. Jean-Pierre Soisson soutenu par Willy Dimeglio (complétant cet amendement par l'alinéa suivant : « cette obligation incombe à l'entreprise cédante ») ; amendement n° 159 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (information des lecteurs en cas de transfert de la propriété ou du contrôle d'une entreprise de presse ou d'une publication) ; réalité structurelle des entreprises de presse ; objet de l'information ; justification du seuil de 20 % de détention directe ou indirecte du capital social (p. 2245) ; absence de valeur juridique attachée à la notion de minorité de blocage ; amendement n° 157 : rejeté ; principe constitutionnel de la légalité des délits et des peines imposant de définir avec précision tout fait sanctionné pénalement ; impossibilité de reprendre tels quels dans un texte de loi les considérants du Conseil constitutionnel ; sous-amendement n° 526 : adopté ; amendement n° 361, ainsi modifié : adopté ; amendement n° 159 : devenu sans objet ; amendements n° 161 et 162 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 519 de M. Pierre Bleuler, n° 163 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 392 de M. Georges Hage, 164 à 177 de M. Jean-Jack Queyranne, 393 de M. Roland Leroy, n°s 179, 180, 182 à 189, 190, corrigé, n°s 191 à 194, 196 à 207 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 394 de M. Roland Leroy, n° 208 et 209 de M. Jean-Jack Queyranne : devenus sans objet ; amendement n° 210 de M. Jean-Jack Queyranne (complétant cet article par l'alinéa suivant : « cette disposition s'applique à toute personne physique ou morale contrôlant directement ou indirectement une entreprise de presse ») ; amendement n° 211 de M. Jean-Jack Queyranne (complétant cet article par l'alinéa suivant : « cette disposition s'applique aux groupements de droit ou de fait qui contrôlent directement ou indirectement une entreprise de presse » ; amendement n° 212 de M. Jean-Jack Queyranne (complétant cet article par l'alinéa suivant : « cette disposition s'applique aux dirigeants réels de l'entreprise de presse ») ; champ d'application de l'article 6 ; impossibilité pour le lecteur de connaître ceux qui contrôlent réellement le journal qu'il achète (p. 2246) ; nécessité de recourir à la transparence remontante ; amendements n° 210, 211 et 212 : rejetés ;

— article 6, ainsi rédigé : adopté.

Après l'article 6 : amendements n° 213 à 216 de M. Jean-Jack Queyranne : réservés jusqu'à l'examen des articles additionnels après l'article 11 (p. 2247).

Article 7 *(dispositions relatives à la participation des étrangers à une entreprise de presse) ;* absentéisme sur les bancs des groupes U.D.F. et du R.P.R. ; composition de la majorité (p. 2251) ; absence d'obstruction de la part du groupe socialiste ; participation des étrangers au capital des entreprises de presse ; nécessité économique et préservation des intérêts nationaux ; texte du Sénat interdisant pour toutes les publications d'information politique et générale, toute participation étrangère ; interdiction pour un étranger de créer un de gérer majoritairement une publication en langue française ou en langue étrangère n'ayant pas un caractère d'information politique et général ; problème des publications destinées à des communautés étrangères implantées en France ; reprise du principe de l'ordonnance du 28 août 1944 ; interdiction à tout étranger de détenir directement ou indirectement plus de 20 % du capital social ou des droits de vote d'une société titulaire d'une autorisation relative à un service de radiodiffusion sonore ou de télévision ; cas ou des groupes associent la presse écrite et l'ensemble des médias de communication audiovisuelle ; suppression de la notion de publication d'information politique et générale (p. 2252) ; élimination des dispositions relatives au concept d'équipe rédactionnelle ; contrôle de l'entreprise éditrice ; cas des publications destinées à des communautés étrangères implantées en France ; protection de la presse des ingérances étrangères ; nationalité française de tous les participants à la vie financière d'une publication de presse politique ou d'information générale ; contrôle de la participation et publication de presse en langue étrangère (p. 2253) ; définition du caractère d'extranéité ; possibilité de participation étrangère illimitée dans les publications en langue étrangère ; amendement n° 395 de M. Georges Hage (de suppression) : rejeté (p. 2254) ; amendement n° 217 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (réglementation des participations étrangères à une entreprise de presse) ; maintien de la rédaction de la loi de 1984 ; réintroduction de la notion de publication, de presse et d'information ; notion d'acquisition directe et indirecte ; limitation à 20 % de la participation étrangère dans le capital des entreprises éditrices d'une publication d'information politique et général ; rejeté ; amendement n° 218 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (réglementation des participations étrangères à une entreprise de presse) (p. 2255) ; adoption du seuil de 20 % par la commission ; amendement de M. Michel Péricard garantissant la cohérence entre le projet sur la communication audiovisuelle et la proposition de loi du Sénat ; amendement n° 218 : rejeté ; amendement n° 362 de M. Michel Péricard à titre personnel (fixation d'un seuil de 20 % limitant la participation étrangère dans une entreprise éditant une publication de langue française) ; sous-amendement n° 416 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans cet amendement après le mot : « procédé » les mots : « directement ou indirectement ») ; sous-amendement n° 418 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans cet amendement après le mot : « procédé » les mots : « par tous moyens d'ordre matériel ou financier ») ; amendement n° 421 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans cet amendement après le mot : « éditant » les mots : « ou exploitant ») ; amendement n° 420 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans cet amendement après le mot : « éditant » les mots : « en France ») ; amendement n° 3 de la commission des lois (fixation d'un seuil de 20 % pour les participations étrangères aux publications de langue française) ; problème de l'introduction de l'expression « directement ou indirectement » ne figurant pas dans les autres articles (p. 2256) ; caractère rétroactif de la rédaction de l'article ; nécessité d'une convention internationale de réciprocité en matière de publication étrangère ; souhaits du R.P.R. en 1984 pour qu'il n'y ait aucune limitation à la participation des étrangers dans le capital d'une entreprise de presse ; notion d'intervention indirecte n'apparaissant nulle part ailleurs dans le texte ; possibilité de voir des intérêts étrangers contrôlés par l'intermédiaire de participations indirectes d'une entreprise de presse éditant une publication de langue française destinée au public français ; notion d'acquisition indirecte apparaissant déterminante (p. 2257) ; prise de possession d'un journal par des moyens d'ordre matériel ou financier ; sous-amendement n° 416 : retiré ; amendement de la commission visant à mettre la législation française en harmonie avec les conventions européennes ; sous-amendements n° 418, 421 et 420 : rejetés ; amendement n° 362 : adopté ; en conséquence amendement n° 3 : devenu sans objet ; amendement n° 19 de M. Pierre Ceyrac et n° 396 de M. Georges Hage : devenus sans objet ; amendement n° 397 de M. Georges Hage (supprimant le dernier alinéa de cet article) (p. 2258) ; rejeté ; amendement n° 219 de M. Bernard Schreiner (définition des sociétés étrangères) ; amendement n° 363 de M. Michel Péricard à titre personnel (définition des sociétés étrangères) ; amendement n° 219 : retiré ; prise en compte des associations étrangères ; amendement n° 363 : adopté ; en conséquence, amendements n° 220 de M. Schreiner, de la commission des lois, n° 221 de M. Bernard Schreiner, n° 223 et n° 224 de M. Jean-Jack Queyranne : devenus sans objets ; amendement n° 2 de M. Michel Hannoun (non application du texte aux entreprises éditant en France des publications en langues étrangères autres que celles mentionnées au premier alinéa et respectueuses des lois françaises, destinées aux communautés résidant en France ou à l'étranger) ; amendement n° 225 de M. Jean-Jack Queyranne (précisant que les publications destinées à des communautés étrangères implantées en France ne sont pas soumise au

dispositif prévu) ; amendement n° 2 : non soutenu ; limitation du droit des étrangers vivant sur le sol, et restriction du droit des associations constituées par les étrangers ; cas des quotidiens de langue arménienne ; projet ne limitant pas les droits des communautés étrangères éditant en langues étrangères ; problème pour les nouvelles publications de communautés étrangères de langue française (p. 2259) ; impossibilité de cerner la notion de publication de langue française destinée à une communauté étrangère de langue française ; nationalité française de la presse arménienne ; amendement n° 225 : rejeté ;

— article 7, ainsi modifié : adopté.

Article 8 *(interdiction pour toute entreprise éditrice de recevoir des fonds ou avantages d'un gouvernement étranger) :* nationalité française des personnes détenant la majorité des capitaux dans les quotidiens destinés à la communauté arménienne (p. 2260) ; impossibilité d'empêcher un gouvernement étranger d'acheter un espace publicitaire dans une publication de presse ; amendement n° 398 de M. Georges Hage (de suppression) ; substitution de la notion de prestation assurée par l'entreprise de presse à la notion de publicité ; empêchemenent du versement occulte à destination de collaborateurs de l'entreprise éditrice ; amendement n° 398 : rejeté ; amendement n° 520 de M. Pierre Bleuler (substituant dans cet article aux mots : « tout entreprise éditrice » les mots : « tout organisme éditeur ») ; amendement n° 226 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (insérant dans cet article après les mots : « à toutes » les mots : « personnes physiques ou morales ou à tout groupement de droit ou de fait qui possède un contrôle directement ou indirectement une ») ; amendement n° 227 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (substituant dans cet article aux mots : « éditrice » les mots : « de presse ») ; amendement n° 228 de M. Bernard Schreiner (substituant dans cet article au mot : « éditrice » les mots : « qui possède ou contrôle directement ou indirectement une entreprise de presse ») ; amendement n° 520 : devenu sans objet ; amendements n° 226, n° 227 et n° 228 : rejetés ; amendement n° 229 de M. Bernard Schreiner soutenu par M. Guy Vadepied (insérant dans cet article après le mot : « éditrice » les mots : « ou à toute personne physique ou morale qui par tout moyen d'ordre matériel ou financier est susceptible d'exercer une influence déterminante ») (p. 2261) : rejeté ; amendement n° 230 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (insérant dans cet article après le mot : « collaborateur » les mots : « ou à tout membre de l'équipe rédactionnelle permanente composée de journalistes professionnels au sens de l'article L. 761-2 du code du travail) ; non rédaction des publi-reportages par des journalistes ; rejeté ; amendement n° 231 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (de forme) ; rejeté ; amendement n° 232 de M. Bernard Schreiner soutenu par M. Guy Vadepied (insérant dans cet article après le mot : « indirectement » les mots : « ou par tout moyen d'ordre matériel ou financier ») : rejeté ; amendement n° 234 de M. Bernard Schreiner soutenu par M. Guy Vadepied (insérant dans cet article après le mot : « gouvernement » les mots : « ou d'un groupe de pression ») : retiré ; amendement n° 399 de M. Roland Leroy soutenu par M. Georges Hage (complétant cet article par les mots : « ou d'une entreprise étrangère ») : rejeté ; amendement n° 235 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (précisant que les prestations mentionnées à l'alinéa précédent doivent clairement être portées à la connaissance du public) : retiré ;

— article 8 : adopté (p. 2262).

Article 9 *(précisant que lorsqu'une personne physique est propriétaire d'une entreprise éditrice ou en détient la majorité du capital ladite personne est directeur de la publication) :* réservé, jusqu'après la discussion de l'article 10.

Article 10 *(nomination d'un co-directeur de la publication lorsque le directeur de la publication jouit de l'immunité parlementaire) :* nouvelle rédaction proposée par l'amendement n° 6 de la commission des lois établissant une loi d'amnistie pour les infractions dont s'est rendu antérieurement coupable M. Robert Hersant vis-à-vis de l'ordonnance de 1944 et de la loi de 1984 ; plainte déposée en mars 1977 par quatre syndicats de journalistes ; manœuvres juridiques employées pour essayer de retarder les procès ; conclusions du rapport Vedel (p. 2263) ; impossibilité d'invoquer l'immunité parlementaire accordée à M. Robert Hersant pour des faits remontant à 1977 ; procédure visant à amnistier une personne inculpée depuis des années ; principales constestations dans le procès de M. Robert Hersant portant sur la notion de personne morale ; possibilité pour un directeur de déléguer à un co-directeur ou à un directeur adjoint ses responsabilités ; maintien de la responsabilité de l'autorité déléguante ; article 9 et 10 permettant une amnistie rétroactive et retirant toute base légale aux poursuites en cours avant que les tribunaux n'aient statués (p. 2264) ; amendement n° 402 de M. Georges Hage (de suppression) ; disposition consistant à sauvegarder M. Robert Hersant ; nomination par l'entreprise éditrice d'un co-directeur ; acquisition par M. Robert Hersant de *l'Union de Reims* et du *Progrès de Lyon* en violation de la loi de 1984 ; exclusion des infractions visées aux articles 1, 3, 4, 5, 7, 9 et 20 de l'ordonnance de 1944 du 11° de la loi d'amnistie de 1981 ; indépendance des tribunaux et du pouvoir judiciaire (p. 2265) ; amendement n° 402 : rejeté ; **rappel au règlement** de M. Jean-Jack Queyranne (p. 2266) ; amendement n° 6 de la commission des lois (nouvelle rédaction de cet article) (p. 2270) ; amendement n° 527 de M. Jean-Pierre Soisson (nouvelle rédaction de cet article) ; proposition de loi ne visant pas à protéger un « ami » de la majorité ; présentation d'une affaire judiciaire n'ayant pas fait l'objet d'une audience publique et encore protégée par le secret de l'instruction ; imprécision des lois sur lesquelles s'appuient les poursuites ; nécessité de l'existence d'un véritable directeur de la publication ; effectivité de la direction de la publication (p. 2271) ; amendement n° 527 : non soutenu ; silence du Gouvernement lors du débat ; nouvelle rédaction de l'article 10 revenant à ressusciter les « hommes de paille » ; effacement des infractions réalisées avant l'adoption du texte ; sous-amendement n° 577 de M. Jean-Jack Queyranne (définition du directeur de la publication) ; sous-amendement n° 578 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; sous-amendement n° 579 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; sous-amendement n° 598 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; droit pour les lecteurs de connaître les dirigeants réels de l'entreprise de presse ; exercice du contrôle sur l'entreprise ; cas du *Progrès de Lyon* (p. 2272) ; notion de directeur de publication apparaissant plus précise juridiquement et professionnellement que la notion de dirigeant réel ; sous-amendements n° 577, n° 578, n° 579 et n° 598 : rejetés ; sous-amendement n° 580 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement aux mots : « entreprise éditrice » les mots : « entreprise de presse ou de tout entreprise contrôlant directement ou indirectement une entreprise de presse ») ; sous-amendement n° 606 de M. Bernard Schreiner soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans le troisième alinéa de cet amendement aux mots : « éditrice au sens de la loi n° du portant réforme du régime juridique de la presse » les mots : « de presse ») ; sous-amendement n° 581 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement au mot : « éditrice » les mots : « de presse ») ; sous-amendement n° 583 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans le troisième alinéa de cet amendement au mot : « éditrice » les mots : « éditant ou exploitant une entreprise de presse ») ; sous-amendement n° 584 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement au mot : « éditrice » les mots : « qui possède ou contrôle une entreprise de presse ») ; proposition réalisant l'impasse sur les sociétés exerçant un contrôle sur les entreprises éditrices ; représentation des intérêts de M. Robert Hersant dans l'Assemblée par un sixième groupe non officialisé ; recours à la notion d'entreprise de presse (p. 2273) ; spécificité des journaux ; sous-amendements n° 580, n° 606, n° 581 ; n° 583 et n° 584 : rejetés ; sous-amendement n° 585 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement aux mots : « en détient la majorité du capital ou des droits de vote » les mots : « qui exerce une influence déterminante ») ; sous-amendement n° 586 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement aux mots : « en détient la majorité du capital ou des droits de vote » les mots : « qui exerce directement ou indirectement le pouvoir de décision réel ») ; sous-amendement n° 582 de M. Jean-Jacques Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement aux mots : « détient la majorité du capital » les mots : « est le dirigeant réel ») ; sous-amendement n° 587 de M. Jean-Jacques Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement aux mots : « détient la majorité du capital ou des droits de vote » les mots : « est le dirigeant de fait ») ; sous-amendement n° 588 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement aux

mots : « détient la majorité du capital ou des droits de vote » les mots : « est le principale copropriétaire ») (p. 2274) ; identification entre l'actionnaire majoritaire et le directeur de la publication ne s'appliquant pas dans le cas où l'actionnaire est une personne physique ; respect des programmes électoraux ; sous-amendement n° 585 : rejeté (p. 2275) ; sous-amendements n° 586, n° 582, n° 587 et n° 588 : rejetés ; sous-amendement n° 591 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (substituant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement au mot : « détient » le mot : « contrôle ») ; sous-amendement n° 589 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (insérant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement après le mot : « détient » les mots : « directement ou indirectement ») ; sous-amendement n° 590 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (insérant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement après le mot : « détient » les mots : « ou en contrôle ») ; sous-amendement n° 592 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (insérant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement après le mot : « détient » les mots : « sous quelque forme que ce soit ») ; sous-amendement n° 593 M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (insérant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement après le mot : « détient » les mots : « par tout moyen d'ordre matériel ou financier ») ; citations des membres de la majorité condamnant les pratiques de M. Robert Hersant (p. 2276) ; sous-amendements n° 591, n° 589, n° 590, n° 592 et n° 593 : rejetés ; sous-amendement n° 594 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (rédactionnel) : rejeté ; sous-amendement n° 595 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans la première phrase du troisième alinéa de cet amendement après le mot : « capital » le mot : « social ») : rejeté ; sous-amendement n° 597 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (rédactionnel) (p. 2277) ; adopté ; sous-amendement n° 596 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (de précision) : rejeté ; sous-amendement n° 599 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (substituant au début de la deuxième phrase du troisième alinéa de cet amendement aux mots : « dans les autres cas » les mots : « lorsque la publication est éditée par une personne morale ») : rejeté ; sous-amendement n° 600 de M. Jean-Jack Queyranne (précisant la nature du représentant légal de l'entreprise) ; sous-amendement n° 601 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; sous-amendement n° 602 Jean-Jack Queyranne (même objet) ; sous-amendement n° 603 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; sous-amendement n° 604 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; sous-amendement n° 605 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; nécessité de faire apparaître la personne contrôlant effectivement l'entreprise de presse ; sous-amendements n° 601 n° 602, n° 603, n° 604 et n° 605 : rejetés ; sous-amendement n° 608 de M. Bernard Schreiner soutenu par M. Guy Vadepied (représentant légal de l'entreprise éditrice) ; sous-amendement n° 609 de M. Bernard Schreiner soutenu par M. Guy Vadepied (même objet) (p. 2278) ; sous-amendement n° 610 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Guy Vadepied (représentant légal de l'entreprise éditrice) ; sous-amendements n° 608, n° 609 et n° 610 : rejetés ; sous-amendement n° 611 de M. Bernard Schreiner (extension de la responsabilité pécuniaire du directeur de la publication aux directeurs généraux ou aux membres du directoire des sociétés anonymes et à tous les gérants au prorata de leur part dans le capital social) ; expression de responsabilité pécuniaire ne figurant pas dans la proposition de loi ; désignation d'un responsable sur le plan civil par la loi de 1881 ; instauration d'une responsabilité pénale du fait d'autrui apparaissant inconstitutionnelle ; sous-amendement n° 611 : rejeté ; amendement n° 6, ainsi modifié : adopté au scrutin public ; amendement n° 522 de M. Pierre Bleuler, n° 279 de M. Bernard Schreiner et n° 20 de Pierre Ceyrac : devenus sans objet ; amendement n° 283 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (maintien des responsabilités pénales et civiles afférentes à la fonction de directeur en cas de délégation à un directeur délégué) (p. 2279) ; rejeté ; amendement n° 284 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (possibilité pour un directeur de la publication de déléguer tout ou partie de ses fonctions à un directeur délégué) ; maintien de la responsabilité pénale du directeur ; rejeté ; amendement n° 403 de M. Georges Hage (précisant que l'immunité parlementaire ne peut être invoquée dans le cas de flagrant délit et ne peut non plus faire obstacle au droit de l'Assemblée de lever l'imnunité de l'un de ces membres) : rejeté ;

— en conséquence, le texte de l'amendement n° 6 modifié, précédemment adopté devient l'article 10.

Article 9 (précédemment réservé) *(étude comparée de la rédaction de cet article avec l'article correspondant de l'ordonnance du 26 août 1944)* : article n'ayant plus de sens après l'adoption de la nouvelle rédaction de l'article 10 ; article permettant l'extinction des poursuites engagées sur la base de l'ordonnance de 1944 et la loi de 1984 (p. 2280) ; amendements identiques n° 5 de la commission de lois et n° 400 de M. Georges Hage (de suppression) ; amendement n° 400 : retiré ; amendement n° 5 : adopté ;

— en conséquence, cet article est supprimé.

Amendements n° 236 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 237 et n° 238 de M. Bernard Schreiner, n° 239 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 521 de M. Pierre Bleuler, n° 240 à n° 242 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 243 de M. Bernard Schreiner, n° 244 et 245 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 246 et 247 de M. Bernard Schreiner, n° 248, n° 250 et 253 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 254 et 255 de M. Bernard Schreiner, n° 364 de M. Michel Péricard, n° 256 de M. Bernard Schreiner, n° 257 à 260 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 261 à 263 de M. Bernard Schreiner, n° 264, 266, 265, 267 à 275 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 276 à n° 278 de M. Bernard Schreiner et n° 401 de M. Georges Hage : devenus sans objet.

Article 11 *(interdiction de recevoir de l'argent pour travestir en information la publicité financière ; régime de la publicité à présentation rédactionnelle)* : problème de la publicité financière ; absence de toute référence à la nécessité pour une publication d'avoir une équipe rédactionnelle (p. 2281) ; cas de *l'Aurore* ; amendement n° 404 de M. Georges Hage (de suppression) : rejeté ; amendement n° 285 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots : « à toute » les mots : « personnes physiques ou morale possédant ou contrôlant une ») ; amendement n° 286 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots : « à toute » les mots : « personne étant en mesure d'exercer une influence déterminante sur une ») ; amendement n° 287 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots : « à toute » les mots : « personne qui édite ou exploite directement ou indirectement une ») ; notion d'équipe rédactionnelle (p. 2282) ; amendement n° 285, n° 286 et n° 287 : rejetés ; amendement n° 523 de M. Pierre Bleuler (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « tout entreprise éditrice » les mots : « tout organisme éditeur ») : devenu sans objet ; amendement n° 288 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (substituant dans le premier alinéa de cet article au mot : « éditrice » les mots : « de presse ») : rejeté ; amendement n° 289 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (insérant dans le premier alinéa de cet article après le mot : « éditrice » les mots : « à toute personne qui exerce sur elle une influence déterminante ») : rejeté ; amendement n° 290 de M. Bernard Schreiner (équipe rédactionnelle permanente composée de journalistes professionnels) : rejeté ; amendement n° 291 de M. Bernard Schreiner (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 292 de M. Bernard Schreiner (insérant dans le premier alinéa de cet article après le mot : « recevoir » les mots « directement ou indirectement ») : rejeté ; amendement n° 293 de M. Bernard Schreiner (de précision) : rejeté ; amendement n° 294 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (de précision) (p. 2283) ; rejeté ; amendement n° 295 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (insérant dans le premier alinéa de cet article après les mots : « autres avantages » les mots : « de quelque nature que ce soit ») : rejeté ; amendement n° 296 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (substituant au début du deuxième alinéa de cet article aux mots : « tout article de publicité à présentation » les mots : « toute publicité ») ; distinction entre le message publicitaire et l'article publicitaire ; retiré ; amendement n° 297 de M. Bernard Schreiner (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après le mot : « doit » le mot : « obligatoirement ») : rejeté ; amendement n° 298 de M. Bernard Schreiner (substituant dans le deuxième alinéa de cet article aux mots : « être précédé de » le mot : « comporter ») : rejeté ; amendement n° 299 de M. Bernard Schreiner (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après le mot : « précédé » les mots : « de façon lisible » ; article de publicité à présentation rédactionnelle ; rejeté ;

— article 11 : adopté.

Après l'article 11 : amendements n° 303 à 305 de M. François d'Aubert, n° 309 à n° 311, n° 324 et n° 325, n° 343 à n° 355 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 530 à n° 537 de M. Jean Le Garrec, n° 538 et n° 539 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 540 à n° 542 de M. Bernard Schreiner, n° 543 de M. Jean-Pierre Michel (insérant les intitulés ou les articles additionnels après l'article 11) : réservés jusqu'après l'examen des amendements tendant à insérer les articles additionnels après l'article 19 ; amendement n° 312 de M. Jean-Jack Queyranne (précisant que le pluralisme de la presse garantit l'exercice effectif de la liberté de la presse) (p. 2284) ; dispositif anti-concentration proposé par M. Cluzel non retenu par le Sénat ; indication par le Conseil constitutionnel que l'établissement d'une législation anti-concentration est nécessaire pour créer les conditions effectives de la liberté de la presse ; spécificité de la liberté de la presse ; reprise de la décision du Conseil constitutionnel ; impossibilité pour une loi de comporter des pétitions de principe ; amendement n° 312 : rejeté ; amendement n° 313 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. François Loncle (effectivité de la liberté de la presse par la mise à disposition du public d'un nombre suffisant de quotidiens d'information politique et générale) ; raréfaction du nombre des quotidiens nationaux, départementaux et régionaux ; loi de 1984 contribuant à la diminution du nombre des quotidiens d'information politique et générale (p. 2285) ; amendement n° 313 : rejeté ; amendement n° 7 de la commission des lois (dispositif anti-concentration) ; amendement n° 365 de la commission des affaires culturelles (même objet) ; amendement n° 318 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; amendement n° 319 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; amendement n° 320 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; seuil de 30 % ; souhait de M. Cluzel que sa proposition de loi soit complétée par un texte relatif aux aides à la presse et un texte portant loi anti-trust ; aspect de la concentration ; nécessité d'éviter la main mise de groupes nationaux dans tous les domaines de la communication ; structuration insuffisante du secteur de la communication en France (p. 2286) ; principes relatifs à la fixation d'une limite à la concentration à la presse quotidienne ; reconnaissance par le Conseil constitutionnel que le dispositif anti-concentration de la loi de 1984 respectait les principes généraux du droit ; reprise de la notion de quotidien d'information et politique générale ; possibilité pour trois groupes de presse de contrôler la diffusion des quotidiens nationaux ; acquisition par le groupe Hersant de *l'Union de Reims* et du *Progrès de Lyon* permettant au groupe de contrôler plus de 28 % de la presse nationale ; problème de la définition d'une autorité capable de contrôler le franchissement des seuils (p. 2287) ; portée inexistante du dispositif proposé ; application des dispositions de la présente loi aux entreprises éditrices ; non application des dispositions aux groupes de presse ; différentes publications éditées par des sociétés éditrices distinctes au sein du groupe Hersant ; expression « entreprise de communication » (p. 2288) ; amendement n° 7 : retiré ; non prise en compte par l'ordonnance de 1944 de l'évolution des sociétés et de la structure financière des groupes de presse ; multiplication des sociétés éditrices ; reconnaissance par le Conseil constitutionnel de la valeur constitutionnelle du principe d'une limitation de la concentration des entreprises de presse (p. 2289) ; modulation des aides publiques selon la part consacrée à l'information et celle destinée à la publicité ; non définition de l'acquéreur dans le texte de l'article 11 ; possibilité d'appliquer cet article aux groupes de presse ; sous-amendement n° 484 de M. Jean-Pierre Sueur à l'amendement n° 365 de la Commission soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (substituant au début de cet amendement aux mots : « à l'acquisition » les mots : « le transfert de la propriété ou le contrôle direct ou indirect ») ; assimilation de l'acquéreur à une entreprise éditrice ; création d'une commission dans le domaine de la communication audiovisuelle (p. 2290) ; application des dispositions de la présente loi aux entreprises éditrices ; **rappel au règlement** de M. François Loncle ; sous-amendement n° 484 : rejeté ; sous-amendement n° 485 de M. Jean-Pierre Sueur (substituant au début de cet amendement aux mots : « l'acquisition » les mots : « la prise de contrôle ») : rejeté ; sous-amendement n° 486 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant au début de cet amendement après le mot : « acquisition » les mots : « direct ou indirect ») : rejeté ; sous-amendement n° 487 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant au début de cet amendement après les mots « acquisition » les mots « sous quelque forme que ce soit ») : rejeté ; sous-amendement n° 488 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant au début de cet amendement après le mot : « acquisition » les mots : « par tout moyen d'ordre matériel ou financier ») : rejeté ; sous-amendement n° 489 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant au début de cet amendement après le mot : « acquisition » les mots : « de la propriété ou du contrôle » : rejeté ; sous-amendement n° 490 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant au début de cet amendement après le mot : « acquisition » les mots : « du contrôle direct ou indirect ») : rejeté ; sous-amendement n° 491 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant au début de cet amendement après le mot : « acquisition » les mots : « et la prise de contrôle ») : rejeté ; sous-amendement n° 492 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant après le mot : « acquéreur » le mot : « réel ») ; sous-amendement n° 493 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans cet amendement après le mot : « acquéreur » les mots : « direct ou indirect ») : rejeté (p. 2291) ; sous-amendement n° 494 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans cet amendement après le mot : « acquéreur » les mots : « de droit ou de fait ») : rejeté ; sous-amendement n° 495 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans cet amendement après le mot : « acquéreur » les mots : « et aux intérêts qu'il représente ») : rejeté ; sous-amendement n° 496 de M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans cet amendement au mot : « détenir » les mots : « contrôlé directement ou indirectement ») : rejeté ; sous-amendement n° 497 de M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans cet amendement au mot : « détenir » les mots : « posséder ou contrôler ») : rejeté ; sous-amendement n° 498 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans cet amendement après le mot : « détenir » les mots : « directement ou indirectement ») : rejeté ; sous-amendement n° 499 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans cet amendement après le mot : « détenir » les mots : « sous quelque forme que ce soit ») : rejeté ; sous-amendement n° 500 de M. Jean-Pierre Sueur (insérant dans cet amendement après le mot : « détenir » les mots : « par tout moyen d'ordre matériel ou financier ») : rejeté ; sous-amendement n° 501 de M. Jean-Pierre Sueur (substituant dans cet amendement au pourcentage 30 % le pourcentage 15 % ») : rejeté ; sous-amendement n° 515 de M. Jean-Pierre Sueur (poursuite des actions civiles et pénales pendantes devant les tribunaux) : rejeté ; amendement n° 365 : adopté après rectification ; amendements n° 318, n° 319 et n° 320 de M. Jean-Jack Queyranne : devenus sans objet ; amendement n° 321 de M. Jean-Pierre Sueur (appréciation des plafonds de 15 % et 10 %) ; devenu sans objet (p. 2292) ; amendement n° 340 de M. Jean-Jack Queyranne (création d'une commission paritaire pour la transparence et le pluralisme de la presse) ; amendement n° 331 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; amendement n° 326 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) (p. 2326) ; amendements n° 327, n° 328, n° 329, n° 330, n° 332, n° 333, n° 335, n° 336, n° 337, n° 338 et n° 339 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) ; création d'une commission en 1984 inspirée par la commission des opérations de bourse et la commission nationale pour l'informatique et les libertés ; rôle de régulation exercé par la Haute-Autorité ; proposition d'une création d'une commission des opérations de presse en 1979 par M. Vedel ; élaboration d'un avant-projet sous le septennat précédent prévoyant la création d'une Haute-Autorité de la presse (p. 2327) ; contradiction entre les positions de la majorité du Gouvernement en ce qui concerne l'audiovisuel et la presse ; caractère laxiste de la proposition ; inutilité de la commission pour le pluralisme et la transparence reconnue par M. Caillavet ; recours à un droit prétorien ; informations fournies par le service juridique et technique de l'information (p. 2328) ; justification des critiques adressées à la commission Caillavet ; différence de traitement entre la presse et l'audiovisuel justifiée par le régime d'autorisation auquel est soumis ce dernier ; non remise en cause des aides fiscales et postales ; extension du principe de l'article 39 *bis* du code général des impôts à la télématique ; audition de M. Caillavet par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (p. 2329) ; application de la loi ressortant des tribunaux ; amendements n° 340, n° 331, n° 326, n° 327, n° 328, n° 329, n° 330, n° 332, n° 333, n° 335, n° 336, n° 337, n° 338 et n° 339 : rejetés ; amendement n° 341 de M. Jean-Jack Queyranne (déclaration faite à la commission pour la transparence et le pluralisme par toute personne cédant ou acquérant la propriété ou le contrôle d'une entreprise de presse) ; contestations sur la loi de 1984 ; intérêt d'une autorité indépendante du pouvoir politique acceptée par les professionnels et jouant un rôle de régulation (p. 2330) ; nécessité qu'une entreprise de presse relève du droit commun ; amendement n° 341 : rejeté.

Après l'article 6 (amendements précédemment réservés) : amendement n° 214 de M. Jean-Jack Queyranne (informations à fournir à la commission paritaire) : rejeté ; amendement n° 215 de M. Jean-Jack Queyranne (même objet) : rejeté.

Après l'article 11 (suite) : amendement n° 334 de M. Jean-Jack Queyranne (informations à fournir à la commission paritaire) : rejeté.

Après l'article 6 (suite) (amendements précédemment réservés : amendement n° 213 de M. Jean-Jack Queyranne (précisant que toute entreprise de presse doit répondre aux demandes de renseignements qui lui sont adressées par la commission paritaire instituée par la présente loi) : rejeté ; amendement n° 216 de M. Jean-Jack Queyranne (information à fournir à la commission de la transparence et du pluralisme) (p. 2331) : rejeté.

Après l'article 11 (suite) : amendement n° 342 de M. Jean-Jack Queyranne (instituant une commission des opérations de presse) : rejeté ; amendement n° 323 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Jacques Fleury (instauration d'une équipe rédactionnelle propre permanente, composée de journalistes professionnels) ; spécificité du produit journalistique ; raréfaction des titres des quotidiens départementaux et régionaux ; statut du journaliste ; notion d'équipe rédactionnelle (p. 2332) ; problème de la présence de non professionnels ne se posant pas dans les quotidiens mais dans les magazines et hebdomadaires ; instauration d'une société de rédacteurs ; possiblité d'un mandataire pour l'équipe rédactionnelle ; impossiblitié de donner une définition de l'équipe rédactionnelle ; non respect des intentions du législateur par la commission Caillavet (p. 2333) ; tendance des représentants des divers ministères au sein de la commission à suivre les instructions de leurs cabinets ministériels ; amendement n° 323 : rejeté ; amendement n° 322 de M. Jean-Jack Queyranne soutenu par M. Bernard Schreiner (précisant que l'obtention du numéro d'inscription à la commission des publications et agences de presse est subordonnée au respect de la législation sur la presse) ; non audition des syndicats de journalistes par la commission du Sénat ; traitement de textes autorisant une mise en page directe des articles provenant des salles de rédaction ; publication des journaux à partir de banques de données ou d'une agence d'information ; remise en cause de la concurrence par la concentration et la modernisation ; création d'entreprises plurimédias (p. 2334) ; amendement n° 322 : rejeté ; amendement n° 8 de la commission des lois (sanctions pénales) ; montant du prix d'un journal ; amende pouvant atteindre le triple de la transaction ; rejeté ; amendement n° 547 de M. Jean-Pierre Michel (sanctions pénales) ; incrimination des manquements à l'obligation de faire certaines déclarations à la commission ; limitation de la concentration ; nature corporatiste du débat ; problème des journaux ayant des titres différents et des histoires différentes mais avec un même contenu ; cas de *l'Aurore* (p. 2335) ; amendement n° 547 : retiré ; amendements n° 548 à n° 552, n° 554, n° 556, n° 553, n° 555 n° 544 à n° 546 : retirés ; amendement n° 557 de M. Jean-Pierre Michel (insertion des condamnations ordonnées par le tribunal dans les journaux désignés par ce dernier) ; absence de sanctions quant au non-respect du seuil des 30 % ; identité de l'amendement n° 557 et de l'article 15 de la proposition de loi ; amendement n° 557 : retiré.

Article 12 *(sanctions applicables en cas de violation de la loi)* : sanctions prévues dans l'ordonnance du 26 août 1944 (p. 2336) ; insuffisance des sanctions prévues ; lutte contre les ingérences étrangères dans les publications ; possibilité pour la presse d'influer sur la formation de l'opinion publique ; lutte menée par M. Amaury contre le Syndicat du livre voulant empêcher la diffusion du *Parisien libéré* ; non respect de la liberté d'expression des journalistes et de distribution des journaux par le Syndicat du livre (p. 2337) ; amendement n° 405 de M. Georges Hage : retiré ; amendements n° 559 à n° 572 de M. Jean-Pierre Michel : retirés ; amendement n° 366 de M. Michel Péricard à titre personnel (sanctions applicables en cas de violation de la loi) ; répression de la concentration abusive ; sanction à l'encontre de celui au profit de qui l'opération de prête-nom intervient ; adopté ; en conséquence amendements n° 9, n° 10 et n° 11 de la commission des lois : devenus sans objet ; amendement n° 573 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Jean-Jack Queyranne (prononcé par le tribunal de l'interdiction de diriger ou d'administrer une entreprise de presse en cas de condamnation pour une infraction prévue à la loi) : retiré ;

— article 12, ainsi rédigé : adopté.

Article 13 *(sanctions pour non respect de l'obligation d'assumer les fonctions de directeur de la publication)* : nomination de co-directeur de publication lorsque le directeur jouit de l'immunité parlementaire (p. 2338) ; amendement n° 406 de M. Georges Hage (de suppression) : retiré ; amendement n° 12 de la commission des lois (de coordination) : adopté ; amendement n° 407 de M. Roland Leroy soutenu par M. Georges Hage (complétant cet article par les mots : « ou sous couvert d'un prête-nom, aura exercé de fait la direction d'une publication) : rejeté ;

— article 13, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 525 de la commission des lois (de coordination) : adopté.

Article 14 *(sanctions pénales)* : amendement n° 408 de M. Georges Hage (de suppression) (p. 2339) ; rejeté ; amendement n° 409 de M. Roland Leroy soutenu par M. Georges Hage (sanctions pénales) ; limites de 30 % permettant l'organisation de deux groupes de presse dans une conception politique d'alternance éventuelle ; rejeté ; amendement n° 306 de M. François d'Aubert (substituant dans le premier alinéa de cet article à la somme « 40 000 F » la somme « 100 000 F ») : non soutenu ; amendement n° 575 de M. Jean-Pierre Michel : retiré ; amendement n° 21 de M. Pierre Ceyrac (supprimant le deuxième alinéa, (1°) de cet article) : non soutenu ; amendement n° 524 de M. Pierre Bleuler (substituant dans l'avant dernier alinéa de cet article aux mots : « toute entreprise éditrice » les mots : « tout organisme éditeur ») : non soutenu ; amendement n° 307 de M. François d'Aubert (substituant dans le troisième alinéa, (2°) de cet article aux mots : « fait procéder aux publications » les mots : « respecté les obligations ») : non soutenu ; amendement n° 22 de M. Pierre Ceyrac (substituant dans le troisème alinéa de cet article aux mots : « aux article 5 et 6 » les mots : « à l'article 5 ») : non soutenu ;

— article 14 : adopté.

Article 15 *(insertion de la condamnation dans les publications de presse désignées par le tribunal)* : amendement n° 410 de M. Georges Hage (de suppression) : retiré ; amendement n° 411 de M. Roland Leroy (substituant dans cet article aux mots : « pourra ordonner » le mot : « ordonnera ») : retiré ;

— article 15 : adopté.

Article 16 *(de coordination)* : amendements identiques n° 23 de M. Pierre Ceyrac et n° 412 de M. Georges Hage (de suppression) ; non soutenu (p. 2340) ; amendement n° 367 de M. Michel Péricard à titre personnel (nouvelle rédaction de cet article) ; adopté ;

— en conséquence, ce texte devient l'article 16.

Article 17 *(de coordination)* : amendement n° 413 de M. Georges Hage (de suppression) : retiré ; amendement n° 368 de M. Michel Péricard à titre personnel (de cohérence) : adopté ;

— article 17, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 17 : amendement n° 13 de la commission des lois (de coordination) : adopté.

Article 18 *(forme nominative des actions)* : amendements identiques n° 24 de M. Pierre Ceyrac et n° 414 de M. Georges Hage (de suppression) ; amendement n° 24 : non soutenu ; amendement n° 414 : non soutenu ;

— article 18 : adopté.

Article 19 *(abrogation de l'ordonnance du 26 août 1944 et de la loi du 23 octobre 1984)* (p. 2341) : intitulé de l'ordonnance du 26 août 1944 ; attitude de certains journaux après Munich et pendant l'occupation ; objectifs et signification de l'ordonnance ; pressions du monde des affaires ou de gouvernements étrangers sur les journaux et journalistes (p. 2342) ; principe du pluralisme impliquant la possiblité pour un lecteur de choisir entre plusieurs titres exprimant la diversité des opinions ; actualisation de l'ordonnance par la loi de 1984 ; création d'un vide juridique ; modernisation des aides directes et indirectes à la presse ; contradiction entre certains articles de la proposition et certaines dispositions du projet de loi sur la communication audiovisuelle ; gage supplémentaire donné à un groupe de presse dont l'influence politique « inquiète la majorité mais détermine son action » (p. 2343) ; déstabilisation du marché publicitaire ; possibilité d'exercice d'un monopole de fait sur la presse écrite et de position dominante sur la radio, la télévision, ou la télématique ; refus de l'équipe rédactionnelle ; existence de réglementation anti-trust contraignante dans toute les démocraties modernes (p. 2344) ; suppression de toute limite à la concentration ; position ayant pour but de satisfaire M. Robert Hersant ; mise en place de quelques groupes dont les produits sont peu différenciés ; programme du Conseil national de la Résistance ; objectifs de l'ordonnance du 26 août 1944 (p. 2345) ; comportement du ministre s'apparentant à celui d'un mandataire d'un « homme dont il a été beaucoup

question depuis le début de la discussion » ; insuffisante protection des publications françaises contre les ingérences étrangères ; revendication par l'opposition de gauche de la légitimité des textes de la libération ; rétablissement des libertés d'embauche, d'édition et de distribution (p. 2346) ; contradiction des articles 10, 11 et 12 de la loi du 23 octobre 1984 avec l'article 9 de l'ordonnance du 26 août 1944 ; présentation prochaine de dispositions relatives au régime économique et fiscal de la presse ; inapplicabilité de l'ordonnance du 26 août 1944 (p. 2347) ; attitude du groupe socialiste à la fin du débat ; référence à la télématique ; apparition de puissants groupes multimédias (p. 2348) ; amendements identiques n° 415 de M. Georges Hage et n°423 de M. Jean-Jack Queyranne (de suppression) ; conviction que l'ordonnance du 26 août 1944 conserve sa pertinence ; amendements n° 415 et n° 423 : rejetés au scrutin public ; amendements n° 424 à 443, n° 444 à n° 464, n° 468, n° 467, n° 466, n° 465 n° 469 à n° 483 de M. Jean-Jack Queyranne : retirés ; amendement n° 25 de M. Pierre Ceyrac (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots : « visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse ») : retiré ;

— article 19 : adopté.

Après l'article 19 : amendements identiques n° 14 de la commission des lois et n° 369 de M. Michel Péricard (de coordination) : adoptés ; amendement n° 346 de M. Jean-Jack Queyranne (précédemment réservé) soutenu par M. Bernard Schreiner (précisant que le mot « personne » désigne une personne physique ou morale ou un groupement de droit ou de fait de personnes physiques ou morales) (p. 2349) ; attente d'une loi multi-média ; projet de loi concernant la communication audiovisuelle en cours de discussion au Sénat ne prévoyant pas l'harmonisation de la législation relative à la presse écrite avec celle des autres médias ; exclusion du secteur de la télématique des dispositions concernant la transparence ou les informations à donner aux lecteurs ; intérêt des amendements présentés par M. François d'Aubert concernant les dispositions anti-trust ; amendement n° 346 : rejeté (p. 2350) ; amendement n° 345 de M. Jean-Jack Queyranne (liberté de la communication) : rejeté ; amendement n° 347 de M. Jean-Jack Queyranne (interdiction des prête-noms dans une entreprise de communication) : rejeté ; amendement n° 348 de M. Jean-Jack Queyranne (nominativité des actions représentant le capital social d'une entreprise de communication) : rejeté ; amendement n° 349 de M. Jean-Jack Queyranne (limitation des participations étrangères dans les entreprises de communication) : rejeté ; amendement n° 350 de M. Jean-Jack Queyranne (informations que toute entreprise de communication doit tenir en permanence à la disposition du public) : rejeté ; amendement n° 351 de M. Jean-Jack Queyranne (existence d'une équipe rédactionnelle propre dans l'entreprise de communication se consacrant à l'information) : rejeté ; amendement n° 352 de M. Jean-Jack Queyranne (désignation par toute entreprise de communication d'un directeur de la publication pour chacune des publications qu'elle édite) : rejeté ; amendement n° 353 de M. Jean-Jack Queyranne (possibilité d'identifier les messages publicitaires) : rejeté ; amendement n° 354 de M. Jean-Jack Queyranne (respect de la vie privée, de l'honneur et de la réputation de la dignité de la personne par toute entreprise de communication) : rejeté ; amendement n° 355 de M. Jean-Jack Queyranne (droit de rectification ou de réponse à l'encontre des services de communication audiovisuelle ; rejeté ; amendements n° 32 et n° 35 : retirés ; amendement n° 305 de M. François d'Aubert (précisant que l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'usage de fréquences radio ou de télévision contrôle que l'octroi d'une telle autorisation ne crée pas une situation de nature à entraver le pluralisme ou les règles normales de concurrence dans la zone considérée) ; nécessité d'avoir des entreprises fortes, compétitives et concurrentielles (p. 2351) ; possibilité de concilier pluralisme et renforcement économique des entreprises multimédias ; réalité économique de la position dominante de tel ou tel quotidien ; nécessité d'examiner les situations cas par cas à l'instar de ce qui se passe aux Etats-Unis ; critères utilisés par la Commission nationale de la communication et des libertés pour délivrer les autorisations en matière de radio et de télévision ; nécessité de passerelles entre la loi sur la presse et la loi sur l'audiovisuel (p. 2352) ; critères tenant compte de la nécessité d'éviter des entraves à la concurrence et des abus de position dominante ; amendement n° 305 : retiré ; amendement n° 305 repris par le groupe socialiste et soutenu par M. Louis Mexandeau ; amendement n° 305 : rejeté ; amendement n° 540 de M. Bernard Schreiner (contrôle des positions dominantes dans une zone desservie) ; rejeté ; amendement n° 383 de M. Roland Leroy soutenu par M. Georges Hage (interdisant à toute personne dirigeant de droit ou de fait une ou plusieurs publications de devenir propriétaire d'une chaîne de télévision privée) ; rejeté au scrutin public ; amendements n° 304 et 303 de M. François d'Aubert : retirés ; amendement n° 542 de M. Bernard Schreiner (précisant qu'un service radio ou de télévision ne peut se procurer des programmes provenant directement ou indirectement du même fournisseur pour plus de 50 % de la durée totale de la programmation) : rejeté ; amendement n° 541 de M. Bernard Schreiner (précisant qu'une même personne ne peut assurer plusieurs services locaux de radiodiffusion ou de télévision dans les zones de desserte contiguës ou se recoupant en tout ou partie) (p. 2353) ; rejeté ; amendement n° 532 de M. Jean Le Carrec (établissement au profit de la presse d'un régime économique préférentiel) ; aides à la presse ; rapport de la Cour des comptes ; effets de la privatisation éventuelle de TF1 et risques pour l'équilibre économique de la presse ; rapport Vedel de 1979 ; champ d'application de l'article 39 *bis* du code général des impôts ; création d'un fonds de développement des entreprises de presse ; possibilité de réduire du revenu imposable les fonds investis dans la création d'entreprise de presse ; (p. 2354) ; examen de dispositif fiscaux et postaux d'aide à la presse lors de la discussion sur la loi de finance pour 1987 ; privatisation de TF1 ; rang de la France dans le monde quant aux dépenses publicitaires ; amendement n° 532 : rejeté ; amendement n° 534 de M. Jean Le Carrec (constitution de provisions destinées au financement d'immobilisations nécessaires à l'exploitation des activités dans le domaine de l'information) : rejeté ; amendement n° 535 de M. Jean Le Garrec (création d'un fonds de développement des entreprises de presse) : rejeté ; amendement n° 371 de M. Georges Hage soutenu par M. Marcel Rigout (refonte des aides publiques à la presse) (p. 2355) ; recommandations du doyen Vedel ; études comparatives des législations étrangères ; suppression du régime spécial des provisions pour investissements défini par l'article 39 *bis* du code général des impôts ; rejeté ; amendement n° 372 de M. Georges Hage soutenu par M. Gérard Bordu (abrogation de l'article 39 *bis* du code général des impôts) ; financement d'investissement en franchise d'impôt sur les bénéfices (p. 2356) ; acquisition d'éléments d'actif nécessaires à l'exploitation du journal ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 537 de M. Jean Le Garrec (bénéfice de tarifs postaux préférentiels modulés en fonction de la publicité collectée) : rejeté ; amendement n° 344 de M. Jean-Jack Queyranne (plafond des recettes de publicité et sociétés nationales de télévision) : rejeté ; amendements n° 58 à 66, n° 70 à 74 et n° 76 de M. Jean-Jack Queyranne, n° 530 et n° 531 de M. Jean Le Garrec, n°309 à 311, n° 538, n° 324, n° 325 et n° 343 de M. Jean-Jack Queyranne et n° 543 de M. Jean-Pierre Michel : retirés ; amendement n° 373 de M. Georges Hage (dépôt d'un projet de loi limitant la concentration des entreprises de presse) : rejeté.

Titre : amendement n° 558 de M. Jean-Jack Queyranne : retiré (p. 2357).

Explications de vote (p. 2357).

Concentration de la presse (danger de la) : *Hage (George)* (p. 2357, 2358).

Déroulement du débat : *Péricard (Michel)* (p. 2359).

Modernisation de la pressse française : *Baumel (Jacques)* (p. 2359).

Vote négatif du groupe communiste : *Hage (Georges)* (p. 2358).

Vote négatif du groupe socialiste : *Queyranne (Jean-Jack)* (p. 2358).

Vote positif du groupe du Front national (F.N.) : *Briant Yvon* (p. 2358).

Vote positif du groupe R.P.R. : *Baumel (Jacques)* (p. 2358).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi au scrutin public (p. 2359).

3. — Proposition de loi n° 355 tendant à réformer le statut de l'**Agence France Presse.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par M. Yvon Briant. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Audiovisuel* **5.**

Abrogation de la loi sur la transparance

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**

Aides à la presse

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, après l'article 60, communication, culture.
Presses, Edition et Imprimerie **2**.
Questions au Gouvernement **138**.

Concentration et seuil de diffusion

Voir *Presse, Edition et Imprimerie* **2**.

Conséquences de la réforme de l'audiovisuel pour la presse

Voir *Questions au Gouvernement* **75**.

Entreprise éditrice

Voir *Presse, Edition et Imprimerie* **2**.

Législation multimédia

Voir *Presse, Edition et Imprimerie* 2.

Ordonnances du 26 août 1944

Voir *Presse, Edition et Imprimerie* **2**.

Réforme de la législation sur la presse

Voir *Presse, Edition et Imprimerie* **2**.

Réforme juridique de la presse

Voir *Questions au Gouvernement* **136, 137**.

Régime social des colporteurs et de certains correspondants locaux

Voir *Politique économique et sociale* **5**.

PRESTATIONS FAMILIALES

1. — Proposition de loi n° 53 tendant à l'**extension des allocations familiales** dès le premier enfant et tant qu'un enfant reste à charge.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par Mme Muguette Jacquaint et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, affaires sociales et emploi, questions.
Questions au Gouvernement **85, 90, 94, 173**.
Questions orales sans débat **36**.

- dans les D.O.M.-T.O.M.

Voir *Questions au Gouvernement* **31**.

PRESTATIONS SOCIALES

Voir *Sécurité sociale* **6**.

PRETS EN ACCESSION A LA PROPRIETE (P.A.P.)

Voir *Questions orales sans débat* **122**.

PRIMES

- d'aménagement du territoire

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.
Questions au Gouvernement **213**.

PRIMES

- de déménagement

Voir *Famille* **5**.

- de rentrée scolaire

Voir *Enseignement* **1**.

PRINTEMPS (Magasins du -)

Voir *Questions au Gouvernement* **219**.

PRISONNIERS DE GUERRE

Voir *Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre* **1**.

PRISONS

Voir *Administration et régimes pénitentiaires*.

PRISONS PRIVEES

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, justice.
Questions au Gouvernement **241, 269**.

PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Voir *Dénationalisations*.
Lois de finances **2**, deuxième partie, économie, finances et privatisation I.
Questions orales sans débat **158**.

- de l'audiovisuel

Voir *Questions au Gouvernement* **61**.

PRIX AGRICOLES

Voir *Agriculture* **5**.

PRIX ET CONCURRENCE

1. — Proposition de loi n° 14 visant à abroger les ordonnances n° 45-1483 et n° 45-1484 du 30 juin 1945 et à appliquer en France les règles de l'**économie libérale de marché**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Valéry Giscard d'Estaing. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Gilles de Robien (29 mai 1986).

2. — Proposition de loi n° 80 visant à moderniser le **régime de la concurrence**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Gilbert Gantier. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Francis Saint Ellier (29 mai 1986).

3. — Proposition de loi n° 547 transférant à la juridiction judiciaire le contentieux des décisions du **Conseil de la concurrence**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 décembre 1986 par M. Michel d'Ornano et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Alain Lamassoure (18 décembre 1986). — Rapport n° **573** (18 décembre). — Discussion le 18 décembre 1986. — Adoption le 18 décembre 1986. — Proposition de loi n° **84**.

Sénat (première lecture), n° **134** (1986-1987). — Dépôt le 10 décembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jacques Thyraud. — Rapport n° **137** (1986-1987) (19 décembre 1986). — Discussion le 20 décembre 1986. — Adoption le 20 décembre 1986. — Proposition de loi n° **49** (1986-1987).

Saisine du Conseil constitutionel (article 61, alinéa 2, de la Constitution.

Décision le 23 janvier 1987 (*J.O.* 25 janvier 1986) (p. 924).

Non conforme.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1986] (p. 7813).

Appel (effet non suspensif de l'- des décisions du conseil de la concurrence) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7817).

Consommateurs (impossibilité pour les - de saisir le conseil de la concurrence) : *Jarosz (Jean)* (p. 7817).

Contentieux administratif des décisions du conseil de la concurrence (avis du Conseil d'Etat en faveur du -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 7814) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7815) ; *Ornano (Michel d')* (p. 7816).

Contentieux judiciaire des décisions du conseil de la concurrence (raisons justifiant le -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 7814, 7815) ; *Chavanes (Georges)* (p. 7815) ; *Ornano (Michel d')* (p. 7816).

Droit communautaire en matière de concurrence (compétence croissante du juge judiciaire en matière de -) : *Chavanes (Georges)* (p. 7816) ; *Ornano (Michel d')* (p. 7816).

Nature juridique du conseil de la concurrence : *Lamassoure (Alain)* (p. 7814) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7817) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 7817).

Nougatiers de Montélimar (situation des -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7817).

Petits et moyens commerçants (non prise en compte des problèmes des -) : *Jarosz (Jean)* (p. 7817).

Requérants (définition des -) : *Lamassoure (Alain)* (p. 7815).

Tarification des chèques bancaires : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7818).

Discussion des articles [18 décembre 1986] (p. 7818).

Avant l'article 1er : amendement n° 2 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Jean-Pierre Destrade (composition du conseil de la concurrence) ; non représentation des consommateurs au sein du conseil ; diminution des subventions accordées à l'Institut national de la consommation et aux associations de consommateurs ; représentation des organisations de consommateurs et des petits commerçants dans la structure prévue pour le conseil ; rejeté ; amendement n° 1 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Henri Bouvet (abrogeant le dernier alinéa de l'article 10 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1er décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence) ; possibilité pour le Gouvernement de décreter que certaines catégories d'ententes doivent être tenues pour compatibles avec la loi sans qu'il y ait lieu d'en faire dresser le bilan économique (p. 7818) ; caractère non libéral de cette règle ; opportunité d'un véritable débat parlementaire sur l'ordonnance du 1er décembre ; caractère non seulement répressif mais aussi préventif du droit de la concurrence ; mécanisme des décrets d'exemption ; existence d'un tel dispositif en Allemagne fédérale ; retiré.

Article 1er *(prévoyant que les décisions du conseil de la concurrence peuvent faire l'objet d'un recours dans les dix jours suivant leur notification devant la Cour d'appel de Paris qui statue dans les quinze jours de sa saisine)* : amendement n° 3 de M. Jean-Marie Bockel soutenu par M. Jean-Pierre Destrade (de suppression) ; maîtrise du Gouvernement sur le conseil de la concurrence ; volonté d'abandon de la politique de concurrence (p. 7819) ; opportunité de laisser au Conseil d'Etat le soin de contrôler les activités du conseil ; compétence de la juridiction judiciaire sur les litiges entre intérêts privés ; rejeté ;

— article 1er : adopté.

Article 2 *(prévoyant que les décisions du conseil de la concurrence sont notifiées aux intéressés et au ministre chargé de l'économie qui peuvent introduire un recours devant la Cour d'appel de Paris)* : rectification orale du rapporteur visant à substituer aux mots « dans les deux mois » les mots « dans le délai d'un mois » ;

— article 2, ainsi rectifié : adopté (p. 7820).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 7820).

Voir *Lois de finances* **2**.
Politique économique et sociale **1**.

Libération des prix

Voir *Questions au Gouvernement* **42. 214**.
Questions orales sans débat **17**.

Suppression des ordonnances de 1945

Voir *Déclaractions du Gouvernement* **1**.

PROCEDURE PENALE

1. — Projet de loi n° 156 relatif à l'**application des peines.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 28 mai 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice. — Urgence déclarée le 25 juin 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Albert Mamy (5 juin 1986). — Rapport n° **209** (20 juin 1986). — Discussion les 27, 30 juin et 1er juillet 1986. — Adoption le 1er juillet 1986. — Projet de loi n° **16**.

Sénat (première lecture), n° **429** (1985-1986). — Dépôt le 2 juillet 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. — Rapport n° **444** (1985-1986) (9 juillet 1986). — Discussion les 24, 25 et 29 juillet 1986. — Adoption le 29 juillet 1986. — Projet de loi n° **139** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **302**. — Dépôt le 31 juillet 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire :

Nomination [*J.O.* du 31 juillet 1986] (p. 9465).

Bureau [*J.O.* du 1er août 1986] (p. 9513).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Albert Mamy. — Rapport n° **336** (4 août 1986). — Discussion le 7 août 1986. — Adoption avec modifications le 7 août 1986. — Projet de loi n° **30**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Charles de Cuttoli. — Rapport n° **490** (1985-1986) (31 juillet 1986). — Discussion le 7 août 1986. — Adoption définitive le 7 août 1986. — Projet de loi **149** (1985-1986).

Saisine du Conseil constitutionnel (article 61, alinéa 2 de la Constitution).

Décision le 3 septembre 1986 (*J.O.* du 5 septembre 1986) (p. 10788).

Loi n° 86-1021 du 9 septembre 1986, publiée au *J.O.* du 10 septembre 1986 (p. 10958).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 156
et ceux de la loi n° 86-1021

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
1		Limitation des possibilités de cumul de réduction des peines.	Première lecture : 30 juin 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2682 4132	1
2		Limitation des possibilités de réduction du temps d'épreuve nécessaire à l'octroi de la libération conditionnelle pour les condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité.	Première lecture : 30 juin 1986 1er juillet 1986	2689 2705	2
3		Abrogation de l'article 729-2 du code de procédure pénale.	Première lecture : 1er juillet 1986	2706	3
4		Possibilité pour le Procureur de la République de déférer les décisions prises par le juge de l'application des peines devant le tribunal correctionnel ou le tribunal pour enfants.	Première lecture : 1er juillet 1986 C.M.P. : 7 août 1986	2706 4132	4
	6 (A.N.)	Date d'entrée en vigueur de la loi.	Première lecture : 1er juillet 1986	2714	5

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [27 juin 1986] (p. 2633), [30 juin 1986] (p. 2664, 2677).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe : *Marchand (Philippe)* (p. 2663 à 2639) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 2639 à 2641) ; *Mamy (Albert)* (p. 2641) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2642) ; rejetée au scrutin public (p. 2642).

Motion de renvoi en commission de M. Pierre Joxe : *Sapin (Michel)* (p. 2679) ; retirée (p. 2679).

Question préalable opposée par M. Gérard Bordu : *Asensi (François)* (p. 2642, 2643) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 2643, 2644) ; *Mamy (Albert)* (p. 2645) ; rejetée (p. 2645).

Application de la loi dans le temps : *Mamy (Albert)* (p. 2635) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2636).

Echelle des peines (réforme de l'-) : *Marchand (Philippe)* (p. 2637) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 2641) ; *Megret (Bruno)* (p. 2669).

Individualisation des peines (portée et nécessité de l'-) : *Marchand (Philippe)* (p. 2639) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 2640) ; *Asensi (François)* (p. 2642, 2643) ; *Megret (Bruno)* (p. 2665) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2679).

Impunité (danger de l'-) : *Sirgue (Pierre)* (p. 2640).

Judiciarisation de l'exécution des peines : *Chalandon (Albin)* (p. 2642, 2679) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2642).

Juge d'application des peines (pouvoirs du -) : *Mamy (Albert)* (p. 2634, 2641) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2636, 2680).

Moyens du ministère de la justice et de l'administration pénitentiaire (renforcement des -) : *Marchand (Philippe)* (p. 2638) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 2644) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2667) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 2677).

Peine (certitude de la -) : *Mamy (Albert) (p. 2636)* ; *Sirgue (Pierre)* (p. 2641) ; *Megret (Bruno)* (p. 2669).

Peine de mort (rétablissement de la -) : *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 2643, 2644) ; *Megret (Bruno)* (p. 2669).

Peines (érosion des -) : *Mamy (Albert)* (p. 2633) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2635, 2679, 2680) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2637) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 2665) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2667) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 2678).

Philosophie pénale du Gouvernement : *Marchand (Philippe)* (p. 2638) ; *Megret (Bruno)* (p. 2668).

Recours contre les décisions du juge de l'application des peines : *Mamy (Albert)* (p. 2634, 2635, 2641) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2636, 2680) ; *Marchand (Philippe)* (p. 2638) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 2639) ; *Asensi (François)* (p. 2643) ; *Hyest (Jean-Jacques)* (p. 2677) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 2678).

Réduction des peines (hypothèse actuelle de la -) : *Mamy (Albert)* (p. 2633, 2634) ; *Le Meur (Daniel)* (p. 2678).

Réduction des peines (possibilités maxima de -) : *Mamy (Albert)* (p. 2634) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2635).

Répression et prévention (problèmes de l'équilibre entre -) ; *Chalandon (Albin)* (p. 2635, 2679) ; *Sirgue (Pierre)* (p. 2640) ; *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 2643) ; *Dugoin (Xavier)* (p. 2665) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2665, 2666).

Responsabilité du délinquant et fonction de la peine : *Sirgue (Pierre)* (p. 2641) ; *Megret (Bruno)* (p. 2668, 2669).

Service national dans l'administration pénitentiaire : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2667).

Spécialisation des établissements pénitentiaires : *Reveau (Jean-Pierre)* (p. 2644).

Surpopulation carcérale : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 2666).

Temps d'épreuve pour les détenus condamnés à la réclusion à perpétuité : *Mamy (Albert)* (p. 2634).

Discussion des articles [30 juin 1986] (p. 2680), [1er juillet 1986] (p. 2705).

Avant l'article 1er : amendement n° 1 de M. Pierre Sirgue (suspension à titre exceptionnel de l'exécution d'une peine d'emprisonnement correctionnelle ou de police) ; inexistence de données chiffrées sur les réductions de peine ; liaison entre taux de récidive et longueur des condamnations ; contrôle du juge de l'application des peines ; inopportunité de prévoir un recours du condamné ; juge de l'application des peines ne constituant pas un troisième degré de juridiction (p. 2680) ; nombre de suspension et de fractionnement prononcé par les juges de l'application des peines en 1984 ; amendement n° 1 : rejeté ; amendement n° 2 de M. Pierre Sirgue (abrogation de l'article 720-4 du code de procédure pénale) ; remise de peine à titre exceptionnel lorsque le condamné présente des gages sérieux de réadaptation sociale ; réduction pour bonne conduite ; préparation de la réinsertion pendant l'exécution de la peine ; inopportunité d'empêcher la chambre d'accusation de réduire la période de sûreté ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 3 de M. Pierre Sirgue (réduction de peine pour gage de bonne conduite) ; concentration dans un même article de toutes

les possibilités de réduction de peine ; réduction de peine pouvant actuellement atteindre un total théorique de neuf mois par an (p. 2681) ; rejeté au scrutin public.

Article 1er *(réduction de peine)* ; rétablissement de la sécurité liée à une réforme rigoureuse des pratiques pénitentiaires ; nombre de détenus ; fixation d'une condition de durée d'incarcération minimale n'incitant pas à la production d'un effort éducatif scolaire ou de formation professionnelle ; composition de la population carcérale ; nombre de personnes ayant bénéficié du maximum théorique de neuf mois (p. 2682) ; liaison entre récidive et durée des remises de peine ; texte se limitant à réduire les réductions de peine ; prise en compte des réadaptations sociales ; réalité du cumul des trois réductions de peine actuellement en vigueur ; pourcentage effectif des peines exécutées par les condamnés à une peine égale ou supérieure à trois ans (p. 2683) ; réduction de peine pour réussite à un examen ; réduction de peine pour gage exceptionnel considéré par les détenus comme des véritables droits acquis ; amendement n° 38 de M. Guy Ducoloné (de suppression) ; réduction du nombre de possibilité de réduction de trois à deux ; réinsertion sociale constituant la philosophie du texte ; amendement n° 38 : rejeté ; amendement n° 4 de M. Pierre Sirgue (abrogation de l'article 720-1 du code de procédure pénale) ; augmentation de la criminalité (p. 2684) ; nécessité de laisser un pouvoir d'appréciation large au juge de l'application des peines pour lui permettre d'accorder une réduction de la peine en fonction du succès à un examen du détenu ou de la formation suivie par celui-ci ; inexécution des peines liée à un problème de gestion et un manque de place dans les prisons ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 27 de M. Gilbert Bonnemaison (supprimant au début du premier alinéa du texte proposé pour l'article 721-1 du code de procédure pénale les mots « après un an de détention ») ; possibilité pour les condamnés ayant commis des fautes graves d'avoir accès à une réduction de peine alors que les condamnés à des courtes peines ne peuvent y avoir accès ; apprentissage de l'écriture et de la lecture (p. 2685) ; limitation de la durée de réduction de peine complémentaire ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 28 de M. Philippe Marchand soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (supprimant après les mots « progrès réels » la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article 721-1 du code de procédure pénale) ; diversité des situations rencontrées dans une prison ; expérience du camp de Bédenac-Bussac ; rejeté ; amendement n° 29 de M. Michel Sapin (rédigeant après les mots « ne peut excéder » ainsi la fin du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 721-1 du code de procédure pénale : « trois mois par année d'incarcération ») ; amendement n° 13 de la commission (possibilité de fractionnement des remises de peine) (p. 2686) ; problème du nombre de personnes ayant bénéficié de neuf mois de remise de peine par année d'incarcératon ; rétablissement de la certitude de la peine ; institution d'un mécanisme de fractionnement mensuel des réductions de peine pour tenir compte des condamnations excédant un nombre entier d'années ; amendement n° 29 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 13 : adopté ; amendement n° 30 de M. Jean-Pierre Michel soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 721-1 du code de procédure pénale par la phrase suivante : « cette réduction peut être portée à trois mois pour réussite à un contrôle des connaissances pour le détenu illettré qui, au cours de sa détention, a appris à lire et à écrire ») ; problème des détenus illettrés ; possibilité de créer dans les prisons et dans les maisons d'arrêt des « lieux-ressources » ; rejeté au scrutin public (p. 2687) ; amendement n° 23 du Gouvernement (complétant le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 721-1 du code de procédure pénale par la phrase suivante : « les dispositions du troisième alinéa de l'article 721 sont applicables ») ; modalités de calcul de la réduction de peine supplémentaire ; adopté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 1er : amendement n° 22 de M. Pierre Sirgue (abrogeant l'article 723-3 du code de procédure pénale) ; amendement n° 20 de M. Pierre Sirgue (supprimant dans la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 722 du code de procédure pénale les mots, « les permissions de sortir ») ; possibilité pour un condamné de sortir d'un établissement pénitentiaire ; nécessité de maintenir les permissions de sortie permettant une meilleure réinsertion du détenu ; amendement n° 22 : rejeté ; amendement n° 20 : rejeté ; amendement n° 21 de M. Pierre Sirgue (abrogation du premier alinéa de l'article 723 du code de procédure pénale) ; placement à l'extérieur des condamnés ; maintien des liens entre le détenu et le monde extérieur ; rejeté ; amendement n° 5 de M. Pierre Sirgue (de conséquence) : rejeté.

Article 2 *(réduction du temps d'épreuve)* (p. 2688) ; pouvoirs du juge d'application des peines lui permettant de réduire le temps d'épreuve nécessaire à l'octroi de la libération conditionnelle ; problème du taux de récidive pour les condamnés ayant bénéficié d'une libération conditionnelle ; pourcentage d'échec des libérations conditionnelles ; amendements identiques n° 39 de M. François Asensi soutenu par M. Gérard Bordu et 31 de M. Gilbert Bonnemaison soutenu par M. Michel Sapin (de suppression) ; taux de récidive parmi les libérés conditionnels ; érosion de la peine devenant excessive ; rejetés au scrutin public (p. 2689).

Article 2 (suite) : amendement n° 6 de M. Pierre Sirgue (abrogation de l'article 729-1 du code de procédure pénale) (p. 2705) ; abrogation de la possibilité de réduction de peine à titre exceptionnel pour le condamné présentant des gages exceptionnels de réadaptation sociale ; rejeté ;

— article 2 : adopté.

Article 3 *(abrogation de l'article 729-2 du code de procédure pénale)* : amendements identiques n° 32 de M. Michel Sapin et 40 de M. Jean-Jacques Barthe (de suppression) ; restriction de possibilité de réduction de peine apparaissant non dissuasive ; rejetés ;

— article 3 : adopté.

Article 4 *(contrôle de légalité et d'opportunité des décisions du juge de l'application des peines)* ; exécution des peines ressortant du domaine administratif (p. 2706) ; instance constituant une instance judiciaire ; possibilité pour le Procureur de la Republique ou son substitut de différer la décision prise par le juge de l'application des peines ; impossibilité pour le condamné de saisir l'instance d'appel ; introduction d'une procédure contradictoire ; problème de la constitutionnalité de l'article ; conséquence du texte sur la discipline dans les maisons d'arrêt et les établissements pénitentiaires ; réforme de l'échelonnement des peines (p. 2707) ; nécessité d'instituer un véritable appel des décisions du juge de l'application des peines ; pouvoir d'appréciation du juge ; possibilité pour toutes les parties intéressées au procès de se pourvoir en cassation ; distinction entre le domaine administratif et le domaine judiciaire concernant l'exécution des peines (p. 2708) ; décision du juge de l'application des peines constituant une décision d'administration judiciaire ; amendement n° 41 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. François Asensi (de suppression) ; évolution insuffisante vers la création d'un tribunal de l'application des peines ; amendement n° 41 : retiré ; amendement n° 8 de M. Pierre Sirgue (rédactionnel) : rejeté ; amendement n° 33 de M. Philippe Marchand soutenu par M. Jean-Pierre Michel (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 733-1 du code de procédure pénale après les mots « l'une des mesures prévues par les articles 720-1, 723, 723-3 et 730 » les mots « ou le refus de prendre l'une des mesures prévues par les articles 720-1, 723, 723-3 et 730 ») ; possibilité que le détenu saisisse le tribunal correctionnel de la décision rendue par le juge de l'application des peines ; possibilité du recours en cassation (p. 2709) ; faiblesse du nombre des recours présentés par les condamnés insatisfaits des décisions du juge ; amendement n° 33 : rejeté ; amendement n° 34 de M. Michel Sapin soutenu par M. Philippe Marchand (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 733-1 du code de procédure pénale après les mots « à la requête du Procureur de la République » les mots « du détenu ou de son conseil ») : rejeté au scrutin public ; amendement n° 35 de M. Gilbert Bonnemaison (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 7331 du code de procédure pénale après les mots « le tribunal correctionnel qui statue » les mots « dans les cinq jours ») : réservé jusqu'à la discussion de l'amendement n° 24 (p. 2710) ; amendement n° 11 de M. Pierre Sirgue (substituant à la fin de la première phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article 733-1 du code de procédure pénale aux mots « à toutes auditions utiles » les mots « aux auditions des avocats du condamné et de la partie civile et de toutes celles qu'il jugera utilé ») ; amendement n° 42 du Gouvernement (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 7331 du code de procédure pénale après les mots « après avoir procédé à toutes les auditions utiles » les mots « et entendu en leurs observations les conseils du condamné et de la partie civile ») ; amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Michel (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article 7331 du code de procédure pénale après les mots

« après avoir procédé à toutes auditions utiles » les mots « et entendu en ses observations le conseil du détenu s'il en fait la demande »); possibilité pour le tribunal correctionnel de procéder à toutes les auditions utiles notamment celles des avocats du condamné et de la partie civile ; décision du juge de l'application des peines intervenant au stade de l'exécution de la peine et non à celui du jugement ; absence de droit au contradictoire devant le juge de l'application des peines ; modalités d'exécution de la peine du condamné ne concernant pas la partie civile (p. 2711) ; amendement n° 11 : rejeté ; amendement n° 42 : adopté ; amendement n° 36 : devenu sans objet ; amendement n° 9 de M. Pierre Sirgue (rédactionnel) ; amendement n° 15 de la commission (rédactionnel) ; amendement n° 9 : adopté ; amendement n° 15 : devenu sans objet ; amendement n° 17 de la commission (prévoyant que le juge de l'application des peines dont la décision est déférée ne peut, à peine de nullité, participer au jugement sur cette décision) (p. 2712) ; adopté ; amendement n° 35 de M. Gilbert Bonnemaison précédemment réservé ; amendement n° 24 du Gouvernement (prévoyant que l'affaire doit venir devant le tribunal correctionnel à la première audience ou au plus tard dans la huitaine de jours suivant la requête du Procureur de la République, faute de quoi celle-ci est non avenue) ; hypothèse du condamné dont l'un des parents proches vient à décéder ; obligation pesant sur le Procureur de la République assurant le service de l'audiencement devant les tribunaux ; prononcé du tribunal correctionnel lors de sa première audience ; amendement n° 24 : adopté ; amendement n° 35 : devenu sans objet ; amendement n° 26 de la commission (précisant que si le condamné exécute une peine prononcée par une juridiction pour mineurs et s'il n'a pas encore atteint l'âge de la majorité, les attributions du tribunal correctionnel sont exercées par le tribunal pour enfants) ; contentieux pénal lié aux infractions commises par des mineurs relevant d'une juridiction de première instance spécialisée (p. 2713) ; adopté ;

— article 4, ainsi modifié : adopté au scrutin public.

Après l'article 4 : amendement n° 25 du Gouvernement (de conséquence) : adopté ; amendement n° 10 du Gouvernement (entrée en vigueur de la loi) ; sous-amendement n° 19 de la commission (supprimant dans la deuxième phrase de cet amendement les mots « pour des faits commis ») ; amendement n° 37 de M. Philippe Marchand (entrée en vigueur de la loi) ; amendement n° 12 de M. Pierre Sirgue (entrée en vigueur de la loi) ; tribunaux condamnant en fonction de l'érosion des peines telle qu'elle est pratiquée ; principe de l'application immédiate des lois de procédure pénale (p. 2714) ; respect du principe de la non rétroactivité des lois pénales plus dures ; sous-amendement n° 19 : adopté ; amendement n° 10, ainsi modifié : adopté ; amendements n° 37 et 12 : devenus sans objet (p. 2715).

Explications de vote (p. 2715).

Individualisation de la peine : *Marchand (philippe)* (p. 2715).

Judiciarisation de l'application de la peine : *Marchand (Philippe)* (p. 2715).

Philosophie pénale du Gouvernement et de la majorité : *Sirgue (Pierre)* (p. 2716).

Taux de récidive des libérés conditionnels : *Marchand (Philippe)* (p. 2715).

Vote positif du groupe Front national : *Sirgue (Pierre)* (p. 2716).

Vote négatif du groupe communiste : *Jarosz (Jean)* (p. 2715).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2716).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [7 août 1986] (p. 4131).

Badinter (maintien de l'héritage de M. Robert -) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 4132).

Décision du juge de l'application des peines (nature de la -) : *Mamy (Albert)* (p. 4131) ; *Chalandon (Albin)* (p. 4131).

Juge de l'application des peines (réduction des pouvoirs du -) : *Jalkh (Jean-François)* (p. 4131).

Saisine du tribunal par le procureur de la République : *Chalandon (Albin)* (p. 4131).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 4132).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 4132).

2. — Proposition de loi n° 173 relative à la poursuite, à l'instruction et au jugement des **infractions de nature à porter atteinte à la sûreté de l'Etat** ou mettant gravement en péril la santé de la Nation.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Pierre Sirgue et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3. — Proposition de loi n° 545 relative à l'entrée en vigueur de l'article 706-25 du **code de procédure pénale**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 11 décembre 1986 par MM. Jean-Louis Debré et Henri Cuq. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

4. — Projet de loi n° 569 modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la **lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 décembre 1986 par MM. Jacques Chirac, Premier ministre et Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice. — Urgence déclarée le 17 décembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Jacques Limouzy (18 décembre 1986). — Rapport n° **572** (18 décembre 1986). — Discussion le 18 décembre 1986. — Adoption le 18 décembre 1986. — Nouveau titre : « Projet de loi modifiant le code de procédure pénale et complétant la loi n° 86-1020 du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme ». — Projet de loi n° **81**.

Sénat (première lecture) n° **133 (1986-1987)**. — Dépôt le 19 décembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Masson. — Rapport n° **136** (1986-1987) (19 décembre 1986). — Discussion le 20 décembre 1986. — Adoption le 20 décembre 1986. — Projet de loi n° **46** (1986-1987).

Loi n° 86-1322 du 30 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 31 décembre 1986 (p. 15890).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1986] (p. 7773).

Exception d'irrecevabilité de M. André Lajoinie : *Le Meur (Daniel)* (p. 7776, 7777) ; *Mamy (Albert)* (p. 7777) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7778) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7778, 7779) ; rejetée (p. 7779).

Question préalable de M. Pierre Joxe : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 7779 à 7782) ; *Cuq (Henri)* (p. 7782, 7783) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7783, 7784) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7784) ; *Toubon (Jacques)* (p. 7785) ; rejetée au scrutin public (p. 7785).

Amnistie de 1981 (portée et succès de la loi d'-) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 7780 à 7782) ; *Cuq (Henri)* (p. 7783) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7783).

Application de la loi du 9 septembre 1986 aux faits commis postérieurement à son entrée en vigueur (raisons de l'-) : *Chalandon (Albin)* (p. 7775, 7776).

Application immédiate des lois nouvelles de procédure pénale (principes de l'-) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7774) ; *Mamy (Albert)* (p. 7777, 7778) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7778) ; *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7786) ; *Debré (Jean-Louis)* (p. 7786).

Delattre (Francis) (p. 7787) ; *Briant (Yvon)* (p. 7787).

Chambre d'accusation (compétences de la - pour constater le caractère terroriste des faits) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7775) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7776, 7779).

Civisme (projet conduisant à la négation du -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 7779, 7782).

Condamnation pour outrage à magistrat (inefficacité de la -) : *Chalandon (Albin)* (p. 7784).

Conseil constitutionnel (décision du - sur la constitutionnalité de la cour d'assises sans jury) : *Mamy (Albert)* (p. 7778) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7778) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7778).

Cour centrale spécialisée (nécessité d'établir une -) : *Wagner (Georges-Paul)* (p. 7785, 7786) ; *Briant (Yvon)* (p. 7788).

Cour d'assises sans jury (constitution d'une - par la loi du 9 septembre 1986) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7773) ; *Mamy (Albert)* (p. 7777) ; *Delattre (Francis)* (p. 7787).

Exception d'irrecevabilité soutenue par M. Jean-Pierre Michel (retrait de l'-) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7775, 7778).

Jurys populaires (inopportunité de lancer une réforme des -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7775, 7784) ; *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 7780).

Mesures prises par le président de la cour d'appel et le Procureur général pour assurer la sérénité des débats du procès Schleicher (absence de -) : *Bonnemaison (Gilbert)* (p. 7780).

Procès Schleicher (renvoi du -) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7773) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7776).

Sérénité du jugement (problème de la - face aux menaces) : *Limouzy (Jacques)* (p. 7784) ; *Chalandon (Albin)* (p. 7785).

Discussion des articles [18 décembre 1986] (p. 7788).

Article 1er *(prévoyant que la chambre d'accusation, lorsqu'elle prononce la mise en accusation, conformément au 1er alinéa de l'article 214 du code pénal, constate que les faits entrent dans le champ d'application de l'article 706-16)* : amendement n° 5 de M. Michel Sapin soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (de suppression) : rejeté ; amendement n° 17 rectifié de M. Michel Sapin soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (prévoyant que l'article 706-25 du code de procédure pénale créé par l'article 1er de la loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat est supprimé) ; retour aux jurys populaires dans tous les cas de lutte contre le terrorisme (p. 7788) ; inopportunité d'inviter les citoyens à renoncer à prendre leurs responsabilités ; impossibilité de prendre des mesures pour forcer les jurés qui ne veulent pas siéger à siéger ; insuffisance des mesures visant à rétablir la sérénité dans le jury d'assises appelé à juger les membres d'Action directe et pour ramener les menaces proférées par M. Schleicher à leur juste niveau ; rejeté ;

— article 1er : adopté (p. 7789).

Article 2 *(application de l'article 706-25 du code de procédure pénale aux procédures en cours)* : amendement n° 6 de M. Michel Sapin soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (de suppression) : rejeté ; amendement n° 1 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 2 de la commission soutenu par M. Jacques Toubon (prévoyant que les dispositions des paragraphes I et IV de l'article 9 de la présente loi sont applicables aux faits commis postérieurement au 31 décembre 1984) ; possibilité d'étendre le système d'indemnisation des actes de terrorisme aux faits survenus après la promulgation de la loi et aux faits survenus postérieurement au 31 décembre 1984 ; cas des victimes de l'attentat de la cafeteria de la Défense ; adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Après l'article 2 : amendement n° 3 de la commission (supprimant dans l'intitulé de la loi du 9 septembre 1986 les mots « et aux atteintes à la sûreté de l'Etat ») ; conséquences de la décision du Conseil constitutionnel (p. 7790) ; adopté ; amendement n° 7 de M. Michel Sapin soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (prévoyant que peuvent être dispensées des fonctions de juré les personnes qui invoquent un motif prouvé d'ordre professionnel familial ou médical reconnu valable par la commission) ; inopportunité de s'engager dans une réforme des jurés d'assises ; création d'un précédent par le projet de loi ; problème de la sérénité des débats ; possibilité de pression sur les magistrats professionnels ; difficultés pour prouver le motif invoqué ; contradictions de l'opposition et du groupe socialiste (p. 7791) ; volonté de faire adopter des amendements de méfiance et de contrôle à l'égard des jurés populaires ; courage dont a fait preuve les jurés n'ayant pas démissionné lors du procès Schleicher ; rejeté ; amendement n° 8 de M. Michel Sapin soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (prévoyant qu'une liste comprend pour la cour d'assises de Paris 2 000 jurés et pour les autres ressorts de cours d'assises un juré pour 1 000 habitants sans toutefois que le nombre des jurés puisse être inférieur à 250) ; augmentation du nombre des jurés de la cour d'assises de Paris (p. 7792) ; rejeté ; amendement n° 9 de M. Michel Sapin soutenu par M. Louis Mexandeau (prévoyant qu'une liste comprend un nombre de jurés suppléants égal à celui prévu par l'article 260 du code de procédure pénale) ; désaisissement des jurys populaires pour certaines causes constituant un recul du droit et de la démocratie ; augmentation du nombre des jurés ; rejeté ; amendement n° 10 de M. Michel Sapin soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (prévoyant que dans la première phrase du premier alinéa de l'article 266 du code de procédure pénale les mots « trente-cinq » sont remplacés par le mot « cinquante » ; augmentation du nombre des jurés ; rejeté ; amendement n° 11 de M. Michel Sapin soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (même objet) : rejeté ; amendement n° 12 de M. Michel Sapin soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (même objet) : rejeté (p. 7793) ; amendement n° 12 de M. Michel Sapin soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (remplaçant dans le premier alinéa de l'article 267 du code de procédure pénale le mot « dix » par le mot « cinquante ») : rejeté ; amendement n° 13 de M. Michel Sapin soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (sanctions à l'encontre des jurés défaillants) ; exercice de la fonction de juré constituant un devoir civique ; augmentation de l'amende infligée à un juré ne déférant pas à la citation ; impossibilité de condamner un juré défaillant pour cause de peur ; possibilité pour le président de la Cour d'assises d'infliger à M. Schleicher deux ans de prison ferme pour insultes et outrage à magistrats (p. 7794) ; cas de certains articles de presse et de certaines émissions de radiotélévision ayant fait l'apologie des accusés ; rejeté ; amendement n° 14 de M. Michel Sapin soutenu par M. Gilbert Bonnemaison (prévoyant que le jury de jugement est formé de neuf jurés titulaires et de neuf jurés suppléants) : rejeté ; amendements n° 15 et n° 16 de M. Michel Sapin : devenus sans objet.

Titre : amendement n° 4 de la commission (supprimant dans le titre du projet de loi les mots « et aux atteintes à la sûreté de l'Etat ») : adopté (p. 7795).

Adoption au scrutin public de l'ensemble du projet de loi (p. 7795).

Voir *Ordre public* **4**.

Application des peines

Voir *Procédure pénale* **1**.

Autorisation de poursuites en cas de crimes terroristes

Voir *Ordre public* **6**.

Comparution immédiate

Voir *Ordre public* **4**.

Procès de terroristes

Voir *Questions au Gouvernement* **277, 284**.

Rôle du Parquet

Voir *Questions au Gouvernement* **249**.

PROCEDURES FISCALES ET DOUANIERES

Voir *Impôts et taxes* **2**.

Amendes et condamnations pécunières

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, article 65.

Avis à tiers détenteurs

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, article 58.

Contrôles fiscaux entre 1981 et 1986

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, article 58.

Garanties des contribuables en matière de -

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, article 58.

Imposition forfaitaire à l'impôt sur le revenu

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, article 55.

Rectification d'office (suppression de la -)

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, article 58.

Référé fiscal

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, article 58.

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

Voir *Agriculture* **9**.

PRODUITS CEREALIERS

Voir *Loi de finances* **2**, deuxième partie, Agriculture.

PRODUITS PETROLIERS

Prix des -

Voir *Questions au Gouvernement* **133.**

PROFESSEURS

Formation continue

Voir *Questions orales sans débat,* **147.**

PROFESSEURS D'ENSEIGNEMENT GENERAL DES COLLEGES (P.E.G.C.)

Voir *enseignants.*

PROFESSIONS ET ACTIVITES IMMOBILIERES

Incitation fiscale à l'investissement dans l'immobilier locatif

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

PROFESSIONS ET ACTIVITES MEDICALES

1. — Proposition de loi n° 237 tendant à modifier le régime social applicable en matière d'assurance-maladie aux **médecins conventionnés à honoraires libres.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. François Bachelot et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 329 tendant à organiser la profession de **diététicien.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Joseph-Henri Maujouän du Gasset. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 521 tendant à modifier les articles L. 373, L. 375 et L. 376 du code de la santé publique relatif à l'**exercice illégal de l'art dentaire.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Jacques Bompard et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Protection sociale des médecins du secteur 2

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

PROFESSIONS ET ACTIVITES PARAMEDICALES

1. — Proposition de loi n° 181 tendant à modifier et à compléter l'article L. 506 du code de la santé publique à l'effet de permettre aux Français qui, en Algérie ou en Afrique du Nord, ont exercé la **profession d'opticien-lunetier** titulaire, de poursuivre l'exercice de cette profession.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Pascal Arrighi. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

PROFESSIONS LIBERALES ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

1. — Proposition de loi n° 11 tendant à la création de **chambres des professions libérales.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Vincent Ansquer. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Pierre Weisenhorn (31 juillet 1986).

2. — Proposition de loi n° 319 tendant **à l'officialisation des chambres des professions libérales** et assimilées actuellement constituées en associations conformément à la loi du 1er juillet 1901.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Joseph-Henri Maujouän du Gasset. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Patrick Devedjian (27 novembre 1986).

Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* **5.**

PROJET DEVAQUET

Voir *Assemblée Nationale* (conférences des présidents).
Décès d'un étudiant au quartier latin.
Enseignement supérieur et post-baccalauréat **5.**
Faits personnels, **18.**
Ordre public **15, 16, 17, 18.**
Politique économique et sociale **5,** explications de vote.
Questions au Gouvernement **247, 248, 255, 260, 265, 270, 275, 276, 285.**
Rappels au règlement **370, 371, 374, 378, 380 à 391, 395 à 398, 400 à 435, 437, 438, 443 à 446, 448, 452, 454 à 456, 467, 469, 478, 479.**

Evénements de décembre 1986

Voir *Questions orales sans débat* **188.**

Manifestations étudiantes

Voir *Questions orales sans débat* **153 à 157.**

Transport des manifestants contre le -

Voir *Questions orales sans débat* **149.**

PROJET EUREKA

Voir *Loi de finances* **2,** deuxième partie, affaires étrangères, enseignement supérieur et recherche.

PROJET EURODISNEYLAND

Voir *Lois de finances rectificatives* **2,** article 13.

PROJET TRANSMANCHE

Infrastructures liées au -

Voir *Questions au Gouvernement* **122.**

PROPRIETE

1. — Proposition de loi n° 384 tendant à instituer des **chambres de la propriété immobilière.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Bruno Chauvierre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

PROPRIETE ARTISTIQUE ET LITTERAIRE

Droits des auteurs et compositeurs

Voir *Questions orales sans débat* **145.**

PROPRIETE INDUSTRIELLE

1. — Proposition de loi n° 450 tendant à **l'amélioration du statut fiscal des inventeurs.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Michel Hannoun. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du plan.

PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Voir *Famille* **6.**

PROVINS (attentat de -)

Intervention de M. Jacques Chaban Delmas [17 décembre 1986] (p. 7704).

Voir *Questions au Gouvernement* **287.**
Questions orales sans débat **169.**

PUBLICATIONS

Voir *Presse, édition et imprimerie* **2.**

PUBLICITE

Voir *Femmes* **2.**

- sur les produits pharmaceutiques

Voir *Questions orales sans débat* **83.**

PUPILLES DE L'ETAT

Voir *Famille* **7.**

Q

QUALITE DES PRODUITS

Voir *Agriculture* **9**.

QUART MONDE

Logement du -

Voir *Logement et habitat* **2**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, équipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

QUEBEC

Voir *Traités et conventions* **5**.

QUESTION PREALABLE

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.
Etrangers **5**.
Lois de finances **2** : texte de la commission mixte paritaire.
Lois de finances rectificatives **1**.
Nouvelle-Calédonie **1**.
Ordre public **4, 6**.
Parlement **2**.
Politique économique et sociale **1**.
Presse, Edition et Imprimerie **2**.
Procédure pénale **1**.
Travail **9, 13, 14**.

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

1. — **Emploi** : M. Alain Richard : exonérations de cotisations sociales pour favoriser l'embauche des jeunes ; limitation du droit de licenciement économique ; changement d'indicateur du chômage [16 avril 1986] (p. 179) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : emploi des jeunes (p. 179) ; gel des seuils fiscaux et sociaux ; exonérations de charges sociales ; changement d'indicateur du chômage ; demande à M. Edmond Malinvaud, directeur général de l'I.N.S.E.E., de conduire une mission de réflexion et de proposition (p. 180).

2. — **Presse et télévision** : M. Georges Sarre : déclaration de responsables politiques créant un sentiment d'insécurité parmi les journalistes de la radio-télévision ; privatisation de chaînes du service public [16 avril 1986] (p. 180) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : 5e chaîne ; climat en 1981 à la radio-télévision (p. 180) ; processus de privatisation ; principes d'action du Gouvernement : cohérence, transparence et concurrence (p. 181).

3. — **Fiscalité** : M. Christian Pierret : amnistie fiscale et douanière ; capitaux placés à l'étranger [16 avril 1986] (p. 181) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat chargé de l'économie, des finances et de la privatisation : mobilisation des capitaux disponibles ; libération des changes ; endettement extérieur de la France (p. 181, 182).

4. — **Droits de la femme** : Mme Yvette Roudy : création d'une délégation à la condition féminine ; avenir des institutions liées à l'ancien ministère des droits de la femme [16 avril 1986] (p. 182) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : structure gouvernementale ; notion de « droits de la femme » ; rôle de la délégation à la condition féminine ; promotion de la femme au travail (p. 182, 183).

5. — **Stratégie de la France et sécurité en Méditerranée** : M. Michel Debré : attitude du Gouvernement face à la réplique américaine sur Tripoli et Benghazi ; comportement à l'égard du Liban ; dialogue avec les puissances arabes modérées ; entraînement de nationaux français à des cours de terrorisme en Libye [16 avril 1986] (p. 183) ; forces françaises en Méditerranée (p. 184) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : politique française en Méditerranée ; terrorisme ; rôle de la France dans la F.I.N.U.L. ; moyens stationnés en Méditerranée ; stratégie de la France (p. 184) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre : citoyens ayant suivi une formation terroriste à l'étranger ; cas des étrangers (p. 184).

6. — **Rôle des P.M.E.-P.M.I. dans le plan de redressement du Gouvernement** : M. Jacques Godfrain : secteur des métiers ; apprentis [16 avril 1986] (p. 184, 185) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : place des P.M.E. ; artisanat et commerce ; emploi des jeunes ; libération des prix ; gel des seuils sociaux pour les contributions sur le logement et sur la formation professionnelle (p. 185).

7. — **Réajustement monétaire et problèmes agricoles** : M. Michel Cointat : dégradation des revenus agricoles ; mécanismes de marchés agricoles ; montants compensatoires monétaires négatifs [16 avril 1986] (p. 185) ; montants compensatoires monétaires positifs (p. 186) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : baisse du revenu agricole ; augmentation des prix ; organisation des marchés ; réaménagement monétaire ; diminution des coûts de production (p. 186).

6. — **Attitude de la communauté européenne et de la France au regard de l'intervention américaine en Libye** : M. Jacques Barrot : riposte américaine à des actes terroristes commandités par le colonel Kadhafi [16 avril 1986] (p. 186, 187) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : fermeté de la France vis-à-vis du terrorisme ; coopération des services spécialisés dans la lutte anti-terroriste ; réaction américaine ; refus d'autorisation de survol du territoire national pour l'intervention américaine en Libye (p. 187).

9. — **Situation des chantiers navals** : M. Arthur Paecht : plan de charge des chantiers de la Ciotat et de la Seyne-sur-Mer [16 avril 1986] (p. 187, 188) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : chantier de la Seyne-sur-Mer ; opération « vérité » engagée par le Gouvernement ; charges des entreprises (p. 188).

10. — **Avenir de la police municipale** : M. Jean Brocard : malaise de la police municipale ; incompétence pour faire des contrôles d'identité [16 avril 1986] (p. 188, 189) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : lutte contre l'insécurité ; développement rapide de la petite et moyenne délinquance ; initiatives prises par les maires ; charges des communes ; création d'un groupe de travail chargé de la coopération entre la police municipale et la police nationale (p. 189).

11. — **Position de la France sur le conflit américano-libyen** : M. Pierre Sergent : intervention américaine en Libye ; solidarité avec les Etats-Unis ; terrorisme ; importance du marché d'armes en Libye [16 avril 1986] (p. 189) ; situation au Tchad (p. 190) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : ses observations (p. 190).

12. — **Affaire Oriach : libération anticipée de détenus** : M. Roger Holeindre : révision du code pénal ; caractère exécutoire des peines de prison [16 avril 1986] (p. 190) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : application des peines ; absence de définition de la notion de terrorisme en droit français ; réforme du code pénal (p. 190).

13. — **Discussion du projet d'habilitation concernant la dénationalisation** : M. Paul Chomat : attaque contre les intérêts des travailleurs [16 avril 1986] (p. 190) ; recours aux ordonnances (p. 191) ; M. Camille Cabana, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation : plate-forme commune R.P.R.-U.D.F. ; recours aux ordonnances ; consultation des responsables d'entreprises et des organisations syndicales (p. 191).

14. — **Visite en France du chef de l'Etat sud-coréen et expulsion de M. Jean-Claude Duvalier** : Mme Jacqueline Hoffmann : agression américaine contre la Libye ; image de la France dans le monde [16 avril 1986] (p. 191) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : relations entre la France et la Corée du Sud ; droits de l'Homme en Corée du Sud ; difficulté de trouver un pays tiers pour accueillir M. Duvalier (p. 191, 192).

15. — **Lutte contre le terrorisme notamment contre Action directe** : M. Jean-Michel Dubernard : attentat contre le vice-président du C.N.P.F. ; mouvement Action direct [23 avril 1986] (p. 252) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : tentative d'assassinat de M. Guy Brana revendiquée par Action directe ; derniers succès de la lutte anti-terroriste (p. 252) ; liens existant entre le terrorisme et le grand banditisme (p. 253).

16. — **Politique des taux d'intérêt** : M. Robert Galley : réussite de la dévaluation du franc ; baisse des taux d'intérêt ;

reprise des investissements productifs en France [23 avril 1986] (p. 253) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : baisse des taux d'intérêt ; reprise des investissements productifs et du marché immobilier ; amélioration de l'emploi ; inflation ; situation économique de la France ; rémunération de l'épargne [23 avril 1986] (p. 253, 254).

17. — Augmentation du prix de l'essence : M. Bruno Bourg-Broc : baisse des prix des produits pétroliers [23 avril 1986] (p. 254) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte parole du Gouvernement : augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; fiscalité pétrolière ; lutte contre l'inflation (p. 254).

18. — Imposition des gains au loto : M. Hector Rolland : ses observations [23 avril 1986] (p. 254) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte parole du Gouvernement : projet de prélèvement progressif sur les gains du loto et du loto sportif ; régime fiscal des gains sur les jeux de hasard et notamment sur ceux du P.M.U. (p. 254) ; emploi des jeunes (p. 255).

19. — Décision du tribunal administratif condamnant une délibération de la ville de Paris : politique de préférence nationale : M. Jean-François Jalkh : immigration ; attribution de prestations familiales aux immigrés [23 avril 1986] (p. 255) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : réforme de l'allocation de congé parental d'éducation par le Conseil de Paris ; critère de la nationalité (p. 255).

20. — Contradictions des déclarations ministérielles sur la politique universitaire : M. Jean-Claude Martinez : incertitude sur l'abrogation de la loi Savary [23 avril 1986] (p. 255) ; mutations de hauts fonctionnaires de l'éducation nationale (p. 256) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : sa confiance envers les hauts fonctionnaires du ministère de l'éducation nationale ; ses principes d'action : dialogue, concertation, législation ; abrogation de la loi Savary (p. 256).

21. — Suppression de 8 000 emplois à la S.N.C.F. : M. Charles Fiterman : services offerts aux clients ; conditions de sécurité ; déficit de la S.N.C.F. ; emploi des jeunes [23 avril 1986] (p. 256, 257) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : départs volontaires ; déficit de la S.N.C.F. (p. 257).

22. — Génocide arménien de 1915 : M. Guy Ducoloné : droits de l'Homme en Turquie [23 avril 1986] (p. 257) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : position du Gouvernement sur cette question (p. 257) amélioration des relations de la France avec la Turquie (p. 258).

23. — Fiscalité des fonds communs de placement et des S.I.C.A.V. de trésorerie : M. Edmond Alphandéry : nécessité d'obtenir la confiance du public pour la réussite de la politique économique du Gouvernement ; stabilisation du marché financier ; politique de l'épargne [23 avril 1986] (p. 258) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : taxation des revenus obligataires ; fiscalité de l'épargne nécessité d'éviter l'évasion fiscale ; stabilisation du marché obligataire (p. 258, 259).

24. — Attitude du Gouvernement français face aux mesures de rétorsion commerciale décidées par les Etats-Unis : M. Ladislas Poniatowski : compensation des pertes subies par les exportateurs américains de produits agricoles à la suite de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun ; nécessité d'une négociation globale entre l'Europe et les Etats-Unis portant à la fois sur les produits agricoles et sur les produits industriels [23 avril 1986] (p. 259) ; M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur : tension dans les relations commerciales entre les Etats-Unis et les pays européens ; fermeté de la position européenne ; proposition de la commission de Bruxelles d'ouvrir des négociations globales entre les Etats-Unis et la Communauté économique européenne (p. 259).

25. — Démantèlement des montants compensatoires négatifs : M. Sébastien Couepel : situation de l'agriculture ; prix agricoles ; situation du secteur agro-alimentaire [23 avril 1986] (p. 259) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : démantèlement des montants compensatoires (p. 259-260).

26. — Réforme des lycées : M. Jean-Pierre Chevènement : pourcentage d'une classe d'âge accédant au niveau du baccalauréat ; diversification des filières d'excellence dans les études secondaires ; loi sur l'enseignement supérieur. [23 avril 1986] (p. 260) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : inquiétude des corps de l'éducation nationale ; pourcentage d'une classe d'âge ayant le niveau du baccalauréat ; décentralisation des constructions scolaires, réunion des présidents des conseils régionaux en vue de lancer un plan de 100 000 places de lycées (p. 260) ; réforme des lycées ; maintien de la réforme des baccalauréats professionnels (p. 251).

27. — Pôles de conversion : M. Jacques Badet : avenir des mesures prises pour les pôles de conversion [23 avril 1986] (p. 261) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire, et des transports : déclin du nombre des emplois ; baisse de l'efficacité de la politique d'aménagement du territoire ; situations contrastées des pôles de conversion ; croissance économique de la France (p. 261).

28. — Loto sportif : M. Alain Calmat : plafonnement de la part des recettes du loto sportif allouée au fonds national pour le développement du sport ; faiblesse des ressources budgétaires affectées au sport [23 avril 1986] (p. 262) ; M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports : diminution des crédits affectés au ministère de la jeunesse et des sports depuis cinq ans ; augmentation en 1986 des ressources extra-budgétaires ; lutte contre le chômage des jeunes (p. 262) ; caractère exceptionnel du plafonnement de la part des recettes du loto sportif allouée au fonds national pour le développement du sport (p. 263).

29. — Nouvelle-Calédonie : M. Robert le Foll : mutation de trois hauts responsables de la police en Nouvelle-Calédonie ; déclaration de parlementaires de Nouvelle-Calédonie ; menaces sur la paix civile [23 avril 1986] (p. 263) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : « la Nouvelle-Calédonie, c'est la France » ; respect de la sécurité des biens et des personnes ; mutation de fonctionnaires de la police en Nouvelle-Calédonie assurée selon les règles normales (p. 263).

30. — Solidarité nationale : M. Roland Carraz : amnistie des fraudeurs ayant exporté illégalement des capitaux ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; diminution du taux de l'impôt sur le bénéfice des sociétés [23 avril 1986] (p. 263) ; libération du droit de licenciement ; interruption du programme d'urgence de lutte contre la pauvreté ; réinsertion des jeunes ; ses observations sur la politique du Gouvernement, « celle des riches contre les pauvres » ; montant des crédits enlevés à la solidarité nationale (p. 264) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : nouvelle pauvreté ; indemnisation des chômeurs (p. 264) ; abondement des crédits de lutte contre la pauvreté ; maintien des engagements en matière de lutte contre la pauvreté vis-à-vis d'associations ou de collectivités locales ; rétablissement de la continuité des aides au profit des chômeurs de longue durée ; plan pour l'emploi (p. 265).

31. — Egalité sociale : M. André Thien ah Koon : situation économique de l'outre-mer français [23 avril 1986] (p. 265) ; faiblesse des prestations familiales dans les départements d'outre-mer ; organisation d'un débat au Parlement sur les départements et territoires d'outre-mer ; égalité sociale des Français d'outre-mer (p. 266) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : élaboration d'une loi de programme pour les départements d'outre-mer ; volet social de cette loi ; création d'une commission pour établir un bilan des disparités sociales entre la métropole et les départements d'outre-mer (p. 266).

32. — Bilan des récentes négociations agricoles au niveau européen : M. Jean Briane : revenu des agriculteurs ; insuffisance du démantèlement des montants compensatoires monétaires ; insuffisance du budget communautaire ; difficultés de la politique agricole commune ; survie de l'agriculture des régions de montagne et des zones difficiles [30 avril 1986] (p. 630) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : augmentation des prix agricoles ; démantèlement des montants

compensatoires monétaires pour les productions végétales ; suspension des montants compensatoires monétaires sur le porc et les volailles ; mesures pour diminuer les coûts de production ; aides supplémentaires dans les régions de montagne ; conversion des prêts à taux d'intérêt trop élevé (p. 631).

33. — Fonds spécial de grands travaux et relance du bâtiment : M. Roland Blum : crise du bâtiment et des travaux publics ; diminution en 5 ans des crédits de l'Etat pour les travaux publics ; financement des travaux publics [30 avril 1986] (p. 631) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : baisse en cinq ans de l'enveloppe consacrée aux routes et autoroutes ; enquête de la Cour des comptes sur l'utilisation du Fonds spécial de grands travaux ; moyens de développement et de financement (p. 631, 632).

34. — Evacuation des locaux de P.M.E. occupés par des grévistes : M. Jean-Jacques Jegou : conséquences commerciales et financières des grèves déclenchées dans les P.M.E. ; mauvaise exécution des ordonnances de justice demandant l'évacuation des locaux occupés par les grévistes ; délais d'exécution de ces ordonnances ; grèves portant atteinte à la liberté du travail [30 avril 1986] (p. 632) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : rôle des commissaires de la République (p. 632) ; volonté d'appliquer la loi (p. 633).

35. — Sommet de Tokyo : M. Maxime Gremetz : menace de M. Ronald Reagan sur la paix et la sécurité ; indépendance de la politique extérieure de la France ; recommandation de l'O.N.U. concernant l'action contre le terrorisme [30 avril 1986] (p. 633) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : nécessité de lutter contre le terrorisme avec des contacts et concertations internationaux ; indépendance de la politique étrangère de chaque pays (p. 633).

36. — Problèmes de sécurité et de défense civile : M. Jean-Pierre Stirbois : catastrophe nucléaire de Tchernobyl ; protection civile en France [30 avril 1986] (p. 633) ; énergie nucléaire (p. 634) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : liens entre défense civile et défense nationale ; rôle de la direction de la sécurité civile ; risques atomiques ; centrale de Tchernobyl (p. 634).

37. — Prix agricoles : M. Yves Tavernier : montants compensatoires monétaires ; ajournement de la réforme du marché de la viande bovine ; productions ovine et laitière en montagne ; problèmes du lait et des matières grasses ; élargissement de la Communauté et discipline budgétaire ; mesures de compensation nationale [30 avril 1986] (p. 634, 635) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : montants compensatoires monétaires sur la viande bovine et la viande ovine (p. 635).

38. — Politique hospitalière : M. Raymond Douyère : politique hospitalière ; rétablissement du secteur privé à l'hôpital public ; remise en cause de la départementalisation ; réforme des études médicales ; suppression des principales réformes hospitalières des cinq dernières années ; exemples étrangers [30 avril 1986] (p. 635, 636) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : crise de l'hôpital public ; orientations de la nouvelle politique hospitalière (p. 636).

29. — R.A.T.P. : Mme Gisèle Stievenard : renchérissement des transports collectifs [30 avril 1986] (p. 636) ; économies budgétaires à la R.A.T.P. ; dégradation du service public ; relance de l'insécurité dans le métro (p. 637) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : déficit de la R.A.T.P. ; hausse des tarifs ; couverture du coût d'exploitation du réseau par les usagers, absence de réduction d'effectifs ; nécessité d'assurer la sécurité dans le métro (p. 637).

40. — Plans reliefs : M. Bernard Derosier : remise en question d'une convention pour l'installation à Lille d'un musée de plans-reliefs [30 avril 1986] (p. 637) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : irrégularité de la procédure ayant abouti à la convention pour l'installation du musée de Lille ; volonté d'éviter la désagrégation de la collection (p. 637) ; réalisation d'un musée mondial des villes-maquettes ; proposition du Gouvernement au maire de Lille de faire faire des copies déposées à Lille concernant le Nord, les Flandres et la Belgique (p. 638).

41. — Carrefour international de la communication : M. Jean-Pierre Fourré : abandon du projet de Carrefour international de la communication ; atteinte à la politique culturelle, à l'industrie et à l'économie ; candidature de la France pour l'organisation des jeux Olympiques [30 avril 1986] (p. 638) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : absence de remise en cause des grands travaux de la capitale ; décision différente prise pour le Carrefour de la communication ; défauts de logique et de financement du projet (p. 638).

42. — Calendrier de libération des prix des services : M. Alain Chastagnol : projet d'abrogation des ordonnances de 1945 sur les prix ; délai d'adaptation du futur droit de la concurrence [30 avril 1986] (p. 638) ; libération des prix du secteur du tourisme et des hôtels, restaurants et cafés (p. 639) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : parallèle entre la libération des prix et la réforme du droit de la concurrence ; régime actuel des prix des commerces et de l'industrie ; cas des professions liées au tourisme (p. 639).

43. — Atteinte aux droits de l'Homme dans le monde : M. Jean Bonhomme : manifestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris ; impression donnée par le Gouvernement français d'une indignation sélective et sporadique devant les atteintes aux droits de l'Homme [30 avril 1986] (p. 639) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : caractère exceptionnel des jugements publics sur les autres Etats ; respect de la souveraineté des Etats ; attention du Gouvernement pour le respect des droits de l'Homme dans le monde ; cas de l'Ethiopie (p. 639).

44. — Mode de calcul du forfait pour l'externat pour l'enseignement libre : M. Jean-Louis Debré : droit pour les parents de choisir l'école de leurs enfants [30 avril 1986] (p. 639) ; discrimination à l'égard des établissements d'enseignement privé ; refus de versement de forfait d'externat par les communes ; régime des subventions d'équipement données par les collectivités locales aux écoles libres sous contrat (p. 640) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : actualisation du forfait d'externat en 1986 ; inscription d'office au budget des communes refusant de verser le forfait ; intervention des collectivités locales dans l'équipement des écoles libres sous contrat (p. 640, 641).

45. — Projet de réforme fiscale proposée par l'Assemblée de Corse : M. Jean-Paul de Rocca-Serra : dégradation de la situation économique en Corse ; établissement éventuel d'un régime fiscal particulier pour la Corse [30 avril 1986] (p. 641) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : absence de suite donnée aux propositions de réforme fiscale présentée par l'assemblée de Corse ; bénéfice de dispositions particulières pour compenser le handicap de l'insularité (p. 641).

46. — Colonnes de Buren : M. Robert Spieler : décision d'achever leur édification ; opposition entre le droit moral de l'artiste et le droit moral des Français à préserver leur patrimoine ; son désir de voir « les libéraux cesser de se coucher devant de pseudo-artistes snobinards » [7 mai 1986] (p. 824) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : nécessité de tenir les engagements pris ; son refus des termes employés par M. Robert Spieler à l'encontre d'un artiste qui représente la France à la Biennale de Venise ; respect du droit d'expression ; respect du droit moral de l'artiste sur son œuvre (p. 824) ; annulation de décisions concernant d'autres artistes et d'autres sites historiques ; annulation de l'aménagement des autres parties de l'espace intérieur du Palais-Royal ; absence d'hostilité vis-à-vis de l'art contemporain (p. 825).

47. — Immigration et emploi : M. Bruno Mégret : multiplication par le R.P.R. et l'U.D.F. de votes communs avec les socialistes et les communistes ; proposition visant à donner aux citoyens français et aux ressortissants des pays membres de la Communauté européenne une priorité en matière d'emploi ; refus de réserver les allocations familiales aux familles françaises et de favoriser les Français par rapport aux résidents immigrés pour la participation [7 mai 1986] (p. 825) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : arrêt de l'immigration et lutte contre l'immigration clandestine ; contrat moral avec les étrangers en situation régulière pour respecter leur droit à la stabilité de leur séjour ; aide à l'insertion des immigrés en situation régulière et aide négociée

au retour pour les travailleurs étrangers privés d'emploi ; échec du traitement social des chômeurs (p. 825).

48. — Programme du Gouvernement : M. Michel Delebarre : opposition du Gouvernement à l'examen en commission du projet de loi d'habilitation économique et sociale ; prolongation des débats [7 mai 1986] (p. 825) ; politique suivie à l'égard du groupe Hersant ; dates de discussion du collectif budgétaire ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; accroissement de l'avoir fiscal ; coupes « sombres » dans les crédits de la solidarité nationale, de la recherche et de la culture (p. 826) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : plate-forme U.D.F.-R.P.R., tentative de l'opposition pour faire l'obstruction en commission ; date des prochains débats (p. 826).

49. — Budget 1986 : M. Jean Anciant : existence de « trous » financiers dans le budget de plusieurs ministères ; déclarations de différents membres du Gouvernement laissant penser que des irrégularités ou des malhonnêtetés ont été commises ; sincérité des prévisions budgétaires pour 1986 reconnue par M. Renaud de la Genière [7 mai 1986] (p. 826) ; absence de crédits complémentaires dans le collectif budgétaire pour ces dépenses (p. 827). M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : existence de « trous » dans le budget ; insuffisance des crédits estimés par le rapport de M. Renaud de la Genière ; déficit budgétaire ; dépenses débudgétisées ; demandes adressées par le Premier ministre aux responsables des départements ministériels pour établir un audit de situation de leurs administrations (p. 827) ; découverte par le ministre de la coopération d'un « trou » budgétaire (p. 828).

50. — Financement des déductions fiscales : M. Henri Emmanuelli : chiffre du déficit ; fonds spécial de grands travaux ; faiblesse de l'endettement public interne de la France par rapport à ses partenaires étrangers ; affaires des « trous » budgétaires correspondant à des sous-évaluations ; cas du ministère de la défense et notamment des carburants [7 mai 1986] (p. 828) ; pratique du système des fonds d'avances au ministère de la défense ; plus-values sur recettes par rapport aux prévisions de la loi de finances ; promesses fisales faites par M. Jacques Chirac ; allégement de la taxe professionnelle (p. 829) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : financement des déductions fiscales ; quintuplement du déficit budgétaire, triplement de la dette publique et niveau record des prélèvements obligatoires en France ; mode de calcul du déficit budgétaire ; détermination de l'enveloppe des allégements fiscaux en fonction de la marge de manœuvre dégagée par les économies ; absence de cumul entre la réduction linéaire des tranches de barême de l'impôt sur le revenu et la réduction de la tranche marginale de 65 à 60 % (p. 829) ; envoi par le Premier ministre d'une lettre invitant les ministres à procéder à un exercice d'économies (p. 930).

51. — Malversations au sein de l'association « Carrefour du développement » : M. Franck Borotra : réalité des détournements et destination des fonds [7 mai 1986] (p. 830) M. Michel Aurillac, ministre de la coopération : investigation de la Cour des comptes sur l'association « Carrefour du développement » ; existence d'une double comptabilité ; dépenses faites pour le sommet franco-africain de Bujumbura ; envoi dans divers pays d'Afrique de dons et de matériel médico-chirurgical ; implantation de centres de gestion en Afrique pour l'opération dénommée « Salut les jeunes » ; existence de malversations financières ; achat d'un château en Sologne ; disparition de toutes les pièces comptables après un cambriolage du siège de l'association (p. 830) ; sort des membres du personnel (p, 831).

52. — Fraude électorale : condamnation de l'ancien maire de Noisy-le-Grand : M. Eric Raoult : condamnations antérieures d'anciens maires communistes : adaptation et renforcement du code électoral pour éviter de telles manœuvres et punir plus durement les fraudeurs [7 mai 1986] (p. 831) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : condamnation de l'ancien maire commmuniste de Noisy-le-Grand ; son attaque envers les députés socialistes qui ont été les « complices » ou les « organisateurs » de cette fraude ; pouvoir d'organisation des maires ; suppression du vote par correspondance et extension des compétences de la commission de contrôle ; nécessité pour les candidats de faire usage de leur droit de surveillance (p. 831).

53. — Sécurité nucléaire en France : M. Michel Hannoun : accident récent de Tchernobyl ; intérêt porté par le sommet de Tokyo à ce problème ; informations du Gouvernement français sur la catastrophe ; sûreté de l'énergie nucléaire et possibilité d'apporter son concours à l'étranger en cas de difficultés ; différence de nature entre les risques naturels et les risques technologiques [7 mai 1986] (p. 832) ; M. Alain Madelin : ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : accident de Tchernobyl ; moyens de la sûreté nucléaire ; cas des centrales d'Isère et notamment de Saint-Alban et de Creys-Malville ; déclaration du sommet de Tokyo ; nécessité d'assurer une coopération internationale et des échanges d'informations en cas d'alerte ou d'accident nucléaire (p. 832).

54. — Déclarations gouvernementales relatives à la retraite à soixante ans : M. Jean Giard : offensive contre les droits sociaux des travailleurs ; nécessité de revaloriser les retraites ; déclarations du ministre des affaires sociales sur la retraite à soixante ans [7 mai 1986] (p. 832) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : « escroquerie sociale » organisée par l'ordonnance de 1982 relative à la retraite à soixante ans (p. 932) ; existence avant 1981 de possibilités de départ en retraite ou de préretraite avant soixante ans ; système de la garantie de ressources ; possibilité pour une femme d'obtenir avant 1981 sa préretraite à soixante ans alors qu'elle ne peut plus obtenir la liquidation de sa pension de retraite avant soixante-cinq ans depuis 1982 ; transfert de charges de l'assurance chômage vers la branche vieillesse du régime général ; déficit du régime général en 1986 et de la caisse vieillesse ; rapport de M. Renaud de la Genière ; détérioration du rapport entre actifs et retraités ; recul de l'âge d'ouverture des droits en Suède, aux Etats-Unis ou au Japon ; organisation d'une retraite à la carte (p. 833).

55. — Loi électorale et découpage des circonscriptions : M. François Asensi : opposition du groupe communiste au scrutin majoritaire ; élimination de la représentation du parti communiste français [7 mai 1986] (p. 833) ; existence de négociations secrètes pour réussir un découpage qui satisfasse les trois grands partis de France ; nécessité d'examiner en commission les projets de découpage (p. 834) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : respect des engagements pris par le R.P.R. et l'U.D.F. pendant la campagne électorale ; définition par le Parlement des critères qui permettront de rétablir le scrutin uninominal majoritaire à deux tours (p. 834).

56. — Déficit du budget de la défense : M. Jean-Marie Daillet : paiement de la solde de novembre ; retards dans l'exécution de la loi de programmation militaire ; effort financier de la loi de programmation 1976-1981 pour la modernisation et l'amélioration de la qualité opérationnelle des forces ; réduction du rythme de progression annuelle des crédits de la défense par le Gouvernement Mauroy [7 mai 1986] (p. 834) ; M. André Giraud, ministre de la défense : ralentissement de l'effort militaire depuis 1981 ; paiement des soldes de décembre 1985 avec les crédits de paiement du budget 1986 ; manque de crédits pour les commandes de bateaux et la modernisation des chars ; interprétation du rapport de M. Renaud de La Genière ; ajournement de décisions majeures sur la réalisation de la deuxième composante stratégique future et l'acquisition d'une capacité de détection aéroportée ; retard ou abandon de programmes ; établissement d'un bilan de l'exécution de la loi de programmation par la Cour des comptes (p. 835).

57. — Bilan de la sécurité sociale : M. Jean-Paul Fuchs : estimations du déficit de la sécurité sociale pour 1986 de Mme Georgina Dufoix, de M. Pierre Bérégovoy et de M. Renaud de la Genière ; insuffisance des réserves de trésorerie du régime social pour couvrir le déficit [7 mai 1986] (p. 835) ; rétablissement de la contribution de 1 % sur le revenu (p. 836) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : estimation du déficit de la Sécurité sociale par M. Jacques Chirac confirmée par le rapporteur de M. Renaud de la Genière ; inexactitude de la présentation faite en décembre 1985 à la commission des comptes de la sécurité sociale ; manipulation de trésorerie ; absence de publication de l'annexe à la loi de finances sur les prévisions de recettes et de dépenses de la sécurité sociale ; situation de l'assurance vieillesse et de l'assurance maladie ; viabilité du système (p. 836).

58. — Projet de travaux et d'aménagement du ministère de la culture et de la communication :

M. Alain Griotteray : réussite de La Défense et échec de la Tour Maine-Montparnasse ; coûts des « projets du Président » ; opéra de la Bastille ; déplacement des colonnes de Buren ; pyramide du Louvre [7 mai 1986] (p. 836) ; nécessité de préserver le patrimoine et d'aider les créateurs ; mauvais goût de l'art officiel ; défense de la propriété artistique, de l'art contemporain et des intérêts des artistes disparus (p. 837) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : engagement du renom de Paris et de la France dans les grands travaux ; achèvement des projets décidés avant 1981 ; ralentissement de l'opération du Grand Louvre ; opéra de la Bastille ; avenir de l'Opéra de Paris, de la salle Favart et des théâtres lyriques privés ; mission confiée à M. Olivier Chevrillon ; impossibilité de transférer les colonnes de Buren ; rythme d'exécution de la pyramide du Louvre ; avis de la commission supérieure des monuments historiques (p. 837).

59. — Diminution de l'intérêt des livrets de caisse d'épargne : M. Jacques Rimbault : rémunération de l'épargne populaire ; financement des déficits publics par emprunts en maintenant des taux élevés ; liens entre le blocage des salaires et la diminution du taux d'épargne des foyers modestes ; financement des collectivités locales [14 mai 1986] (p. 895) ; M. Edouard Balladur : ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : nécessité de la baisse des taux d'intérêt pour relancer l'économie et recréer des emplois ; diminution des taux de marché ; nécessité de modifier les taux de l'épargne réglementaire ; faible taux de rendement des obligations d'Etat comparé au taux de livret A ; protection de l'épargne populaire (p. 895, 896).

60. — Retour de l'ambassadeur de France en Afrique du Sud : M. Michel Peyret : bilan du « régime raciste » d'Afrique du Sud ; emprisonnement de Nelson Mandela ; initiative de la jeunesse communiste et de la fédération mondiale de la jeunesse démocratique pour une manifestation européenne contre l'apartheid ; fourniture d'armes contre des livraisons de charbon et d'uranium ; inauguration par M. Botha du monument à la mémoire des Sud-Africains morts en France pendant la première guerre mondiale ; recommandation de l'O.N.U. de boycotter le régime sud-africain ; sanctions économiques [14 mai 1986] (p. 896) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : caractère temporaire du rappel d'un ambassadeur ; nécessité de faire entendre la voix de la France à la veille d'échéances importantes en Afrique du Sud ; efforts de la France pour obtenir l'abolition de l'apartheid (p. 896).

61. — Avenir de la libération de l'audiovisuel : M. Gilles de Robien : suppression de la taxe sur les magnétoscopes ; procédure d'évaluation et de vente de la première des chaînes à privatiser ; possibilité de revenir sur les conditions d'attribution des cinquième et sixième chaînes [14 mai 1986] (p. 896) ; séparation de l'Etat et de l'information (p. 897) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : accroissement de la domination des programmes américains ; diminution de la création audiovisuelle en France ; échec de la création des télévisions privées au début de 1986 ; menace sur l'indépendance de l'audiovisuel et de l'information (p. 897) ; missions et obligations de service public ; maintien d'Antenne 2 comme chaîne de référence du secteur public ; privatisation de TF 1 ; étude sur le cas de FR 3 ; respect des principes de transparence et de concurrence dans la procédure de privatisation ; suppression de la taxe sur les magnétoscopes (p. 898).

62. — Information nucléaire : M. Henri Bayard : carences d'information à l'occasion du drame nucléaire de Tchernobyl ; inquiétudes sur ce qui se passerait en France en cas d'accident industriel nucléaire ou chimique ; information sur la mise à l'abri des populations civiles ; industrie nucléaire [14 mai 1986] (p. 898, 899) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : absence de mise en cause de la sécurité des Français dans l'affaire de l'accident de Tchernobyl ; fiabilité des dispositifs de sécurité en France ; informations dispensées à la presse et au public par les services administratifs ; informations données par les Soviétiques ; mise en place d'une cellule interministérielle d'information ; respect du seuil d'action recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (p. 899) ; sentiments anti-nucléaires en France (p. 900).

63. — Autorisation administrative de licenciement : M. Gérard Collomb : suppression de cette autorisation ; négociation entre les partenaires sociaux pour définir une procédure de substitution destinée à garantir les droits des salariés ; cas des licenciements de moins de dix salariés ; effort négatifs sur l'emploi de la suppression [14 mai 1986] (p. 900) ; M. Philippe Seguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : fonction de cette autorisation : incitation à l'élaboration d'un plan social et contrôle de la réalité du motif économique (p. 901) ; dégradation des conditions d'indemnisation des chômeurs pour cause économique ; effets pervers sur l'emploi de l'autorisation administrative de licenciement ; exemple des autres pays d'Europe et de la Suède ; négociation de l'adaptation du dispositif avec les partenaires sociaux ; suppression parallèle des autorisations administratives préalables des embauches et des licenciements dans les douze mois qui suivent un licenciement pour motif économique ; maintien de l'autorisation administrative sur une base conventionnelle pour les embauches succédant à des réductions d'effectifs financées par le Fonds national pour l'emploi (p. 901, 902).

64. — Dénationalisation : M. Christian Goux : engagement de la responsabilité du Gouvernement sur la loi d'habilitation ; absence de débat en commission ; même remarque sur les modalités financières des dénationalisations ; déclarations de M. Jacques Chirac sur le problème des actions préférentielles ; appétits de certains groupes financiers et de presse [14 mai 1986] (p. 902) ; M. Edouard Balladur : ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : droit de regard de la représentation nationale sur la procédure de dénationalisation ; audition des ministres responsables par les commissions parlementaires ; prolongation des débats à cause du nombre d'amendements (p. 902).

65. — Crédits budgétaires : M. Philippe Bassinet : annulation de crédits du budget de la recherche ; inquiétude de la communauté scientifique [14 mai 1986] (p. 902) ; accroissement de l'effort de recherche entre 1981 et 1986 ; place de la France dans le groupe de tête en matière de recherche et de développement ; respect des engagements internationaux et présence de la France dans la coopération scientifique internationale (p. 903) ; M. Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : rôle de la recherche dans la compétitivité économique, l'indépendance militaire et l'amélioration de la santé ; part de la dépense de la recherche dans le produit national brut ; effort exceptionnel pour l'emploi des jeunes ; économies sur les crédits d'incitation à l'industrie de l'A.N.V.A.R., l'A.F.M.E. et du F.R.T. ; consultation des directeurs des organismes (p. 903) ; procédure d'évaluation des objectifs et des résultats des différents programmes pour la gestion budgétaire ; action du comité national d'évaluation présidé par M. Laurent Schwartz ; cas de la recherche fondamentale (p. 904).

66. — Information gouvernemantale en matière de radioactivité : M. Charles Metzinger : manque d'autorité du Gouvernement face à la rétention de l'information ; diminution des crédits affectés au service central de protection contre les rayons ionisants ; situation des départements proches de la R.F.A. ; déclaration du ministre de l'agriculture sur l'absence de retombées radioactives de l'accident de Tchernobyl en territoire français et l'inutilité des mesures de surveillance prises par certains Etats européens ; délai de publication des informations [14 mai 1986] (p. 904) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : seuil recommandé par l'Organisation mondiale de la santé ; inquiétudes provoquées en France par les mesures prises dans les pays européens ; nombre de communiqués diffusés par le service central de protection contre les rayonnements ionisants ; suppression, antérieure à 1986, de crédits budgétaires pour ce service ; création en 1977 et suppression en 1982 d'un conseil de l'information sur l'énergie électro-nucléaire ; propos tenus par Mme Huguette Bouchardeau sur la possibilité de s'exprimer en de telles circonstances (p. 904) ; affaire du Montlouis ; mise en œuvre d'une cellule d'information (p. 905).

67. — Actions entreprises pour éviter le renouvellement d'un drame comme celui de Tchernobyl : M. Jean Ueberschlag : préjudice économique des Alsaciens et notamment des maraîchers ; fonctionnement des centrales du type de celle de Tchernobyl en Union soviétique ; mesures prises par le Gouvernement soviétique pour arrêter les centrales en service afin d'en vérifier la sécurité ; inspections de l'Agence internationale pour l'énergie nucléaire [14 mai 1986] (p. 905) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : informations demandées par la France au Gouvernement soviétique ; mesures prises par le Gouvernement ; suspension de certaines importations agricoles en provenance des pays de l'Europe de l'Est ; levée des mesures à l'importation entre les

Etats membres de la C.E.E. ; déclaration du sommet de Tokyo visant à améliorer la coopération internationale ; demande d'établissement d'une convention internationale sur l'échange d'informations en cas d'alerte ou d'accident nucléaire ; rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique ; absence d'information sur les mesures prises par le Gouvernement soviétique ; incertitude sur les causes de l'accident survenu (p. 905).

68. — Fermeture de l'Ecole nationale de la marine marchande de Paimpol et réduction des effectifs de l'Ecole maritime et aquacole du Trieux : M. Bernard Cousin : publication en 1980 par le parti socialiste d'une brochure traçant les perspectives de la marine marchande française ; rapport Lathière ; risque de quasi-disparition du pavillon français sur les océans ; effectifs d'élèves à admettre dans les écoles maritimes et aquacoles [14 mai 1986] (p. 905, 906) ; M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer : réseau des écoles spécifiques à l'enseignement maritime ; diminution des effectifs de la flotte de commerce française ; regroupement de l'enseignement supérieur maritime dans les centres de Nantes, Marseille, Le Havre et Saint-Malo ; implantation à Paimpol d'un centre de traitement de prestations de l'E.N.I.M. ; diminution du nombre de navires sous pavillon français (p. 906).

69. — Pénalités laitières : M. Jean-Louis Goasduff : campagne laitière 1985-1986 ; accord sur les prix agricoles communautaires ; limitation ou étalement dans le temps des pénalités ; non-paiement des pénalités dans les zones de montagne ; programme de restructuration nationale de la production laitière ; possibilité d'un programme national pluriannuel de maîtrise de la production ; garanties accordées aux conseils régionaux souhaitant engager un programme spécifique d'incitation à la cessation de production laitière ; répartition des aides régionales [14 mai 1986] (p. 906, 907) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : mise en place d'une politique de cessation d'activités laitières ; déclaration du volume de production à l'Office du lait ; conpensation des pénalités aux producteurs en zone de montagne ; étalement dans le temps pour les autres régions (p. 907).

70. — Sécurité et information nucléaire : M. Jean-Marie Le Pen : accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl ; protection civile des populations en cas d'accident nucléaire et d'agression militaire ; fusées SS 20 pointées sur l'Europe [14 mai 1986] (p. 907) ; rôle de M. Charles Pasqua recherchant et recrutant les « traitres » dans les groupes parlementaires de l'opposition ; dangers du nucléaire civil ; accident à Three Mile Island ; centrales de la nouvelle génération et surrégénérateur de Creys-Malville ; protection des populations de la Suède, de la Suisse et d'Israël ; risque de guerre nucléaire, chimique ou biologique ; impossibilité de bénéficier des trente minutes d'intervention télévisées qu'il aurait dû avoir (p. 908) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : sécurité civile en cas d'attaque militaire thermonucléaire ; sûreté des installations nucléaires en France ; protection contre les radiations ; absence de mort due à l'industrie de l'énergie électronucléaire sauf en Union soviétique ; centrale de Creys-Malville ; accident de Tchernobyl ; publication de chiffres concernant les radiations en France (p. 908) ; existence d'un plan particulier d'intervention pour chaque centrale ; absence de danger pour la santé de la population à la suite de l'accident de Tchernobyl (p. 909).

71. — Déclarations du ministre de l'intérieur : M. Roland Dumas : succession d'incidents mettant en cause le ministre de l'intérieur ; réitération de ses insultes contre le parti socialiste sur une radio périphérique, reprenant à son compte le procès que le Gouvernement de Vichy a fait au Front populaire ; exemples de personnalités de gauche ayant fait de la Résistance ; appartenance à la gauche de l'essentiel des quatre-vingts parlementaires qui ont refusé les pleins pouvoirs à Pétain [21 mai 1986] (p. 889) ; nécessité de réparer une insulte faite à la mémoire et à l'honneur de certains socialistes (p. 990) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre : incident fondé sur un malentendu ; injures proférées à l'encontre des partis de l'opposition de droite par le Premier ministre le 16 septembre 1981 en les accusant d'être des « vichystes » ; absence de ségrégation entre les différents résistants ; impossibilité de se prévaloir du monopole de la Résistance (p. 990) ; M. Louis Mexandeau : déclaration de M. Charles Pasqua à la radio selon laquelle le Front populaire avait conduit à la défaite et M. Léon Blum en était l'agent (p. 990).

72. — Secteur public de la télévision : M. Roland Dumas : privatisation de TF 1 ; respect des chaînes publiques dans les pays pris comme référence telle la Grande-Bretagne [21 mai 1986] (p. 990) ; impossibilité de maintenir l'accès à la chaîne en tous les points du territoire une fois la privatisation effectuée ; montant de la redevance versé à la chaîne (p. 991) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : appartenance de M. Roland Dumas au Gouvernement qui porte la responsabilité de la dégradation du service public ; « charrettes » de journalistes en 1981 ; dégradation de la création audiovisuelle en France ; redevance sur les magnétoscopes ; concession de la cinquième chaîne et atteinte portée au cinéma français ; privatisation de TF 1 ; diminution de la redevance ; maintien des droits des salariés de la chaîne ; nécessité de rénover le secteur public (p. 991).

73. — Déclaration gouvernementale relative à TF 1 : M. André Laignel : dénationalisation de TF 1 [21 mai 1986] (p. 991) ; déclaration péjorative d'un membre du Gouvernement à propos de TF 1 ; présence sur cette chaîne de M. Michel Polac, accusé par ce même membre du Gouvernement (p. 992) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : caractère privé de la déclaration de M. Jean-Jacques Descamps ; caractère politique de la nomination des membres de la Haute autorité ; déclaration de M. Jean-Jacques Descamps selon laquelle TF 1 est des deux grandes chaînes nationales la plus mal en point financièrement ; objectifs de la privatisation (p. 992).

74. — Privatisation et statut du personnel de la télévision : M. François Loncle : appartenance à la Nation du secteur public de l'audiovisuel français ; indépendance ; pluralisme et qualité des programmes dans le système actuel ; existence d'une concurrence avec les chaînes privées ; avenir des personnels des chaînes nationales de télévision ; cas de TF 1, de la S.F.P., de T.D.F. et de FR 3 [21 mai 1986] (p. 992) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : concurrence entre secteur public de référence fort et un secteur privé de création ; montant de la redevance ; recettes de la publicité ; existence de producteurs privés pour les téléfilms ; obligation légale de reprendre le personnel lors d'un rachat d'une entreprise [21 mai 1986] (p. 993).

75. — Redevance : M. Bernard Schreiner : privatisation de TF 1 ; mise en place des radios locales privées, de télévisions privées et du plan câble pendant la précédente législature ; dangers de la privatisation de l'audiovisuel pour les entreprises de communication et pour la presse écrite ; affectation de la redevance au service public ; diminution de son montant ; nécessité de prélever le manque à gagner sur le marché publicitaire de la presse écrite ; suppression des ordonnances d'août 1944 et de la loi de 1944 sur la presse ; volonté de privilégier le groupe Hersant [21 mai 1986] (p. 993) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte parole du Gouvernement : redevance sur les magnétoscopes (p. 993) ; suppression de cette taxe ; financement du secteur audiovisuel public par des recettes publicitaires dans la limite d'un plafond compatible avec les possibilités du marché ; respect des intérêts de la presse écrite ; abaissement de la redevance de la télévision ; gestion plus efficace du secteur public et privé de l'audiovisuel grâce au jeu de la concurrence ; volonté de privatiser la télévision pour passer de la gabegie financière à la bonne gestion (p. 994).

76. — Prélèvement sur les réserves de la caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales : M. Jean-Pierre Roux : inquiétude des élus locaux ; projet de refonte du statut de la C.A.E.C.L. pour la moderniser [21 mai 1986] (p. 994) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte parole du Gouvernement : imputation sur les fonds propres de la C.A.E.C.L., prélèvement prévu ; obligation de placer pour une grande part ces fonds auprès du Trésor ; absence d'incidence sur les prêts consentis aux collectivités locales ; projet de réforme de la C.A.E.C.L. (p. 994) ; désétatisation de cet établissement ; élaboration d'un projet de loi en concertation avec les institutions représentatives des élus locaux (p. 995).

77. — Indemnisation des victimes d'attentats terroristes : M. Xavier Dugoin : lutte contre le terrorisme ; assises européennes contre le terrorisme ; attentats des membres

d'action directe contre les installations d'Interpol à Saint-Cloud [21 mai 1986] (p. 995) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : décisions prises au cas par cas pour indemniser les victimes ; négligence dans l'instruction des affaires accroissant les délais ; imprévision face à la montée du terrorisme ; relèvement du plafond des indemnisations ; projet destiné à réparer les préjudices corporels en ayant recours aux assurances ; concertation avec les associations de victimes d'attentat (p. 995, 996).

78. — Congrès de la J.O.C. : M. Dominique Perben : présence de personnalités politiques communistes et socialistes à ce congrès ; absence du secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ; relations entre l'Etat et les diverses associations de jeunesse [21 mai 1986] (p. 996) ; M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports : rôle du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; dépêche de la J.O.C. ; reconsidération de la subvention annuelle accordée à la J.O.C. ; existence d'un détournement de fonds, sous couvert de l'attribution d'une subvention à une grande association du nord de la France ; volonté d'encourager les aides publiques en faveur de la jeunesse (p. 996).

79. — Moyens financiers accordés aux forces de sécurité : M. Yvan Blot : politique d'économies budgétaires ; injustice sociale créée par l'insécurité qui frappe plus que proportionnellement les plus modestes [21 mai 1986] (p. 996) ; respect du droit à la sécurité (p. 997) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte parole du Gouvernement : programme d'économies budgétaires et de réduction de déficit ; exonération de trois secteurs parmi lesquels la sécurité des personnes et des biens ; création d'emplois dans la police nationale ; recrutement d'appelés du contingent ; accroissement de la présence policière sur le terrain en augmentant le temps de travail, émission informatisée de titres nationaux d'identité infalsifiables (p. 997).

80. — Sécurité et renforcement de la peine de sûreté : M. Albert Mamy : triple assassinat commis par deux truands qui sortaient de prison ; attentat terroriste de Cargèse en Corse ; politique carcérale ; mesures spécifiques contre le terrorisme [21 mai 1986] (p. 997) ; aménagement et amélioration des conditions de détention et de sécurité (p. 998) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : abolition de la peine de mort ; application pratique de la peine de réclusion perpétuelle ; régime actuel de la peine de sûreté ; définition d'une période de sûreté et du régime qui doit s'accompagner ; échelle des peines ; principe d'une peine incompressible de trente ans ; maintien de la suppression des quartiers de haute sécurité ; taux d'encombrement des prisons ; abandon en 1981 du plan établi par M. Alain Peyrefitte pour construire des places supplémentaires (p. 998, 999).

81. — Situation préoccupante de nombreux établissements hôteliers : Mme Louise Moreau : désaffection de la clientèle étrangère, notamment, américaine ; exemple des Alpes-Maritimes et des établissements de haut de gamme ; dispositions envisagées par le Gouvernement pour rétablir une meilleure appréciation des conditions de séjour en France ; taux de T.V.A. applicable aux hôtels haut de gamme [21 mai 1986] (p. 999) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : alourdissement de la T.V.A. sur les hôtels « quatre étoiles » en 1981-1982 ; effet pervers du déclassement d'une centaine d'entre eux à la catégorie inférieure ; impossibilité de développer le budget du tourisme ; situation de l'industrie touristique de la Côte d'Azur ; chute rapide du dollar et répercussion du développement du terrorisme sur l'image de marque des pays européens ; inefficacité d'une campagne de promotion aux Etats-Unis ; encouragement des professionnels à prendre des mesures d'accueil ; engagement d'une campagne auprès des Français (p. 999) ; début de retournement du climat dans l'opinion américaine ; promotion sur un certain nombre de marchés de substitution : tourisme de longue distance ou de proximité (p. 1000).

82. — Entretiens entre la France et certains pays du Maghreb sur les problèmes liés à l'immigration : M. Willy Diméglio : voyages diplomatiques de M. Jean-Bernard Raimond ; réception du Premier ministre tunisien à Paris ; aide au retour des travailleurs immigrés ; accord franco-algérien de décembre 1981 ; lutte contre l'immigration clandestine ; attitude à l'égard des immigrés qui contreviennent aux lois de la République ; projet de réforme du code de la nationalité [21 mai 1986] (p. 1001) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères ; prises de contact avec les dirigeants algériens, marocains et tunisiens pour aborder les questions internationales ou bilatérales ; absence de négociations spécifiques sur les problèmes liés à l'immigration ; droit des travailleurs étrangers à la considération et à la protection ; nécessité de compléter le mécanisme de l'aide au retour ; projet visant à donner à la procédure d'acquisition de la nationalité française un caractère plus volontariste ; attitude à l'égard des étrangers délinquants en situation irrégulière ; lutte contre l'immigration clandestine [21 mai 1986] (p. 1001).

83. — Subventions à S.O.S. racisme : M. Jean-Pierre Schénardi : réduction de certaines subventions ; possibilité d'utiliser ces fonds pour les Français dans le besoin ; entretien par le Gouvernement aux frais du contribuable français d'une organisation subversive créée par les socialistes et encadrée par des militants trotskistes ; objectif de cette association ; discrétion de la majorité sur les problèmes de l'immigration [21 mai 1986] (p. 1001) ; M. Claude Mahuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme : soutien financier accordé à l'association S.O.S. racisme ; organisation à Paris d'une journée destinée à combattre le racisme ; contradiction entre le racisme et les traditions de la France ; aides apportées par les ministères compétents aux associations luttant contre le racisme sans en exclure aucune *a priori* (p. 1001).

84. — Problèmes à la télévision : M. Jacques Peyrat : chasse aux sorcières à la radio-télévision ; impossibilité de dépolitiser les émissions comme « Sept sur sept » et « Droit de réponse » ; qualité des émissions télévisées ; possibilité de relancer la création française [21 mai 1986] (p. 1001, 1002) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : respect de l'indépendance des présidents de chaîne ; nécessité de respecter les vœux du public ; principe de concurrence (p. 1002) ; souci de pluralisme du projet de réforme (p. 1003).

85. — Augmentation de la prime de rentrée scolaire et des allocations familiales : Mme Jacqueline Hoffmann : suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; dégradation des conditions de vie des familles modestes ; absence de réévaluation du S.M.I.C. depuis le 1er juillet 1985 ; baisse du pouvoir d'achat des prestations familiales ; relèvement des plafonds d'attribution [21 mai 1986] (p. 1003) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : réévaluation au 1er janvier 1986 de la base mensuelle de calcul des allocations familiales ; gain de pouvoir d'achat des familles (p. 1003).

86. — Situation des C.O.T.O.R.E.P. : M. Jacques Roux : nécessité de démocratiser leur fonctionnement et de les décentraliser ; commissions cantonales pour l'action sociale [21 mai 1986] (p. 1003) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ; placement professionnel ; délivrance des cartes d'invalidité et attribution de l'allocation pour adultes handicapés (p. 1003) ; délais d'attribution de l'allocation compensatrice ; inefficacité des dispositions prises par M. Jack Ralite en 1984 ; volonté du Gouvernement de définir les moyens nécessaires au bon fonctionnement de ces organismes (p. 1004).

87. — Déficit du commerce extérieur du mois d'avril : M. Philippe Auberger : baisse du dollar et chute des cours du pétrole ; réajustement monétaire du 6 avril ; affaiblissement de la compétitivité de la France [28 mai 1986] (p. 1324) ; M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur : allégement de la facture pétrolière ; perte de compétitivité des entreprises industrielles (p. 1324) ; sanction de la politique d'alourdissement des charges des entreprises ; mesures accordant la liberté aux entreprises (p. 1325).

88. — Vérité historique à propos des camps de concentration : M. Yves Guéna : thèse niant l'existence des camps de concentration et des chambres à gaz ; importance de l'histoire pour un peuple [28 mai 1986] (p. 1325) ; M. Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : indignation du Gouvernement devant la remise en question de

l'existence des chambres à gaz ; liberté du sujet et du contenu d'une thèse ; enquête demandée au recteur de l'académie de Nantes pour voir si les règles de procédures ont été respectées (p. 1325) absence de délit d'opinion en France (p. 1326).

89. — Projet de loi relatif aux principes généraux du droit du travail en Polynésie française : M. Edouard Fritch : application du code du travail d'outre-mer de 1952 ; examen du projet de loi par le Parlement [28 mai 1986] (p. 1326) ; M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud : archaïsme des textes régissant le droit du travail en Polynésie ; mesures sociales qu'il a prises à la tête du Gouvernement local ; nécessité de l'intervention de l'Etat pour améliorer les relations du travail en Polynésie ; désir des peuples des territoires calédoniens ou wallisien et polynésien de demeurer au sein de la République (p. 1326).

90. — Allocations familiales et retraites : Mme Yannick Piat : nécessité de réserver aux seuls Français les allocations familiales ; perception par les étrangers de celles qu'ils toucheraient dans leur pays d'origine ; milliard prélevé par M. Laurent Fabius au profit du Fonds d'action sociale des travailleurs immigrés [28 mai 1986] (p. 1326, 1327) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : réduction de l'inflation ; modération de l'évolution des traitements des fonctionnaires ; conseils de modération aux entreprises privées ; caractère prioritaire de la politique familiale ; résolution des problèmes de la sécurité sociale après consultation des partenaires sociaux (p. 1327).

91. — Proposition du Gouvernement pour les Français musulmans : M. Charles de Chambrun : diminution des charges sociales pour faciliter leur embauche ; facilités d'emploi dans la police ; notion de « Français musulman » ; harkis ; égalité devant la loi [28 mai 1986] (p. 1327) ; M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés : situation des « Français musulmans », rapatriés et harkis ; apuration définitive de la dette du sang versé ; aide à l'emploi des jeunes ; service national dans la police ; aide à la création d'entreprises et de commerces ; résorption des cités insalubres ; camps de Bias ; conventions passées avec les collectivités locales pour l'alphabétisation, le soutien scolaire, l'emploi et le logement (p. 1328).

92. — Non-augmentation des retraites vieillesse : M. Jean Reyssier : retraite à soixante ans ; relance de l'emploi ; réforme du financement de la sécurité sociale [28 mai 1986] (p. 1328) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : ralentissement de l'inflation ; gel des traitements et retraites des fonctionnaires ; conseils de modération donnés aux entreprises ; garantie du pouvoir d'achat des pensionnés ; soumission des règles de revalorisation au conseil d'administration de la C.N.A.V. (p. 1328) ; possibilité de rattrapage au 1er janvier 1987 (p. 1329).

93. — Problèmes de la paix et du désarmement : M. Robert Montdargent : report, à la demande de la France, de la conférence prévue par l'O.N.U. sur la relation entre désarmement et développement ; « arrimage » de la France au projet de « guerre des étoiles » ; initiatives de la France dans le cadre de l'aide internationale de la paix de l'O.N.U. [28 mai 1986] (p. 1329) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : conversations de Genève entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ; position de la France favorable aux accords de limitation des armements (p. 1329) ; impossibilité d'inclure la France dans les négociations sur le rapport des forces nucléaires en Europe (p. 1330).

94. — Politique familiale du Gouvernement : M. Henri Bayard : déclin démographique de la France et de l'Europe ; suppression de la prime au troisième enfant ; réduction en pourcentage des allocations servies aux familles de trois enfants ; plafonnement du quotient familial [28 mai 1986] (p. 1330) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : équilibre financier du système de protection sociale ; redéfinition des rôles respectifs de la fiscalité et des prestations familiales (p. 1330) ; aménagement du temps de travail ; réinsertion professionnelle des femmes ; assouplissement des modes de garde des enfants ; politique du logement ; I.V.G. (p. 1331).

95. — Relations entre le Gouvernement français et le Gouvernement des Philippines : M. Aymeri de Montesquiou : affrontement des quatre grandes puissances en Asie du Sud-Est ; faiblesse de la présence politique économique et culturelle de la France ; visite du Président sud-coréen en France ; nécessité de saisir l'opportunité commerciale ouverte par les Jeux Olympiques de Séoul [28 mai 1986] (p. 1331) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : visite d'un membre du Gouvernement français à Mme Corazone Aquino (p. 1331) ; définition des axes prioritaires de la coopération ; volonté d'intensifier les rapports bilatéraux entre la France et la Corée du Sud ; encouragement donné au développement des relations économiques avec l'Asie du Sud-Est (p. 1332).

96. — Problèmes financiers des collectivités locales : M. Charles Fèvre : déclaration du Premier ministre selon laquelle il faut ménager une pause dans la décentralisation ; reconcentration entre les mains des préfets des subventions destinées aux communes de moins de 2 000 habitants ; insuffisance de l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement [28 mai 1986] (p. 1332) ; M. Bernard Bosson, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : nécessité de faire une pose dans la décentralisation pour dresser un état exact de la situation ; urbanisme ; blocage de l'application de la loi sur les pouvoirs locaux, en matière de fonction publique territoriale (p. 1332) ; réforme de la D.G.F. pour les petites communes avec retour aux subventions spécifiques ; progression de la D.G.F. ; problème des villes-centres (p. 1333).

97. — Information audiovisuelle : M. Jean-Pierre Sueur : propos tenus par le Premier ministre à Autun mettant en cause le manque d'objectivité de l'information audiovisuelle ; absence de saisine de la Haute autorité [28 mai 1986] (p. 1333) ; répartition des temps de parole entre le Gouvernement, la majorité et l'opposition du 28 mars au 28 mai sur TF 1 et Antenne 2 (p. 1334) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : rappel de la déclaration de M. Georges Fillioud sur l'information ; caractère de l'information qui n'est pas un service public mais une liberté ; respect du pluralisme ; journalistes partis de la radio-télévision après 1981 ; quart d'heure mensuel d'explication du Premier ministre (p. 1334).

98. — Privatisation de TF 1 : M. Gérard Bapt : interpellation de journalistes ; perquisitions dans les salles de rédaction [28 mai 1986] (p. 1334) ; sanctions contre M. Jean-François Kahn ; liberté d'expression des journalistes sur une chaîne privatisée (p. 1335) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : possibilité pour M. Jean-François Kahn, qui n'est pas un fonctionnaire de saisir la juridiction compétente (p. 1335).

99. — Interpellation de mineurs aux Halles : Mme Paulette Nevoux : lutte contre le terrorisme et le grand banditisme ; information de la famille d'un mineur interpellé [28 mai 1986] (p. 1335) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : menaces d'un groupe de « punks » sur les passants ; erreur grave commise par les fonctionnaires de la brigade des mineurs qui n'ont pas prévenu les familles ; enquête de l'inspection générale des services ; interpellation et contrôle d'identité de mineurs ; sa volonté d'examiner toute mise en cause d'un policier dans l'exercice de ses fonctions (p. 1336).

100. — Non-revalorisation des retraites : Mme Jacqueline Osselin : information de la famille de mineurs qui font des « bêtises » ; minimum vieillesse et allocation aux adultes handicapés [28 mai 1986] (p. 1336) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : maintien du pouvoir d'achat des pensions ; déficit de l'assurance vieillesse (p. 1337).

101. — Représentation agricole : M. Philippe Marchand : disposition prise après 1981 pour mesurer la représentativité de chaque organisation et tenir compte de la pluralité syndicale ; existence d'un double niveau de représentativité reconnaissant la prééminence de la F.N.S.E.A. et du C.N.J.A. ; annulation par M. François Guillaume des dispositions concernant le pluralisme de la représentation syndicale [28 mai 1986] (p. 1337) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : volonté de concertation du Gouvernement avec les agriculteurs ; reconnaissance des quatre organisations professionnelles ; discussion avec les seuls syndicats répondant aux critères de représentativité énoncés en 1945 (p. 1338).

102. — Situation de la Caisse des dépôts et consignations. — M. Jean-Pierre Soisson : nécessité d'étudier l'ensemble du financement des collectivités locales ; placement

de leurs disponibilités à la C.A.E.C.L. ; nécessité de réserver une priorité à la réhabilitation du patrimoine H.L.M. [4 juin 1986] (p. 1676) ; M. Edouard Balladur : ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : développement du placement en valeurs mobilières au détriment de l'épargne liquide ; financement du logement social ; réforme du statut de la C.A.E.C.L. ; nécessité de réduire la part des procédures administratives dans les circuits de financement ; programmes d'assainissement des filiales de la Caisse des dépôts (p. 1676, 1677).

103. — Construction du porte-avions à propulsion nucléaire Richelieu. — M. Daniel Colin : sanctuarisation de l'« Hexagone » ; maintien de la France parmi les puissances mondiales ; respect des accords de défense [4 juin 1986] (p. 1677) ; M. André Giraud, ministre de la défense : deuxième composante stratégique nucléaire ; avions de combat futur ; satellite d'observation Hélios ; retard de la loi de programmation militaire ; avions de détection aérienne à basse altitude ; réexamen du contenu des programmes et des calendriers ; dépôt d'un projet de la loi de programmation militaire à l'automne ; maintien de la construction du *Richelieu* (p. 1677).

104. — Libération des prix des médicaments. — M. Jacques Barrot : niveau des prix des médicaments français ; recherche pharmaceutique ; volume de la consommation de médicaments ; nécessité d'opérer une modulation entre la contribution des assurés sociaux et celle des assureurs complémentaires [4 juin 1986] (p. 1678) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : compétitivité de l'industrie pharmaceutique ; réunion d'un groupe de travail interministériel pour mettre au point de nouvelles mesures ; concertation avec les professions intéressées ; avenir de la taxe sur la publicité ; produits anciens qui risquent d'être retirés du marché à cause de leur faible prix ; progressivité de la libération des prix (p. 1678).

105. — Découpage électoral : respect de l'intégrité du territoire des communes. - M. Paul Mercieca : « charcutage » dans le Val-de-Marne ; ville de Vitry [4 juin 1986] (p. 1678) ; communes de moins de 100 000 habitants (p. 1679) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : écart de la population par rapport à la population moyenne des circonscriptions du département ; respect des limites des cantons ; impossibilité de respecter l'intégrité du territoire des communes ; découpage de 1958 ; nécessité de ne pas séparer les villes de leur périphérie (p. 1679).

106. — Découpage électoral : examen du projet par l'Assemblée nationale. — M. André Lajoinie : réunion de MM. Jacques Toubon et Jean-Claude Gaudin ; compensations pour le parti du Président ; « complicité accrue » avec l'apartheid [4 juin 1986] (p. 1879) ; découpage des villes (p. 1680) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : position du parti communiste en faveur du scrutin proportionnel intégral ; instructions données aux préfets de consulter l'ensemble des parlementaires de leur départements (p. 1680) ; avis de la commission de hauts magistrats sur le redécoupage (p. 1681).

107. — Lutte contre l'immigration clandestine et procédure du visa. — M. Jacques Bompart : abandon du projet de visa pour les ressortissants algériens ; expulsion des étrangers délinquants ; souveraineté nationale de la France ; cartes d'identité infalsifiables [4 juin 1986] (p. 1879) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : présence dans les maquis et les camps de déportation de Français d'outre-mer ; lutte contre le racisme ; détournement des procédures de libre admission pour les séjours touristiques, familiaux ou d'études ; asile politique ; études en cours sur le rétablissement des visas (p. 1681) ; renforcement des pouvoirs de la police de l'air et des frontières (p. 1682).

108. — Respect des libertés individuelles. — M. Jean-Pierre Michel : mineurs retenus dans des locaux de police sans que l'on avertisse leurs parents ; incidents récents qui se sont produits pendant des opérations de police ; portée de la décision du ministre de l'intérieur de « couvrir » les fonctionnaires de police [4 juin 1986] (p. 1682) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : menaces pesant sur les libertés à cause de la progression de la délinquance, de la criminalité et du terrorisme ; bilan des incidents dus à des opérations de police ces dernières années ; Irlandais de Vincennes (p. 1682) ; nécessité de défendre les fonctionnaires de la police nationale ; son appel pour le respect des procédures et des libertés individuelles ; fusion de l'I.G.P.N. et de l'I.G.S. (p. 1683).

109. — Plan textile : Augustin Bonrepaux : renégociation de l'accord multifibre ; disparition des aides à l'industrie [4 juin 1986] (p. 1683) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie des P. et T. et du tourisme : conséquences de la politique d'accroissement des charges ; affaire Boussac ; sidérurgie, Renault et la Chapelle Darblay (p. 1683) ; renégociation de l'accord multifibre par la Commission des Communautés économiques européennes ; effets pervers et inutiles des interventions de l'Etat (p. 1684).

110. — Carte des Instituts universitaires de technologie. — M. Jean-Claude Cassaing : développement des formations technologiques depuis 1981 ; ouverture de départements nouveaux en 1986 ; application de la loi programme sur l'enseignement technologique ; compétitivité de la France [4 juin 1986] (p. 1684) ; M. Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : maintien de l'extension du schéma directeur des I.U.T. ; études sur les ouvertures de la rentrée 1986 (p. 1684) ; cas de Brive (p. 1685).

111. — Missions locales pour l'emploi. — M. Jean-Marc Ayrault : politique de rigueur budgétaire ; insertion sociale des jeunes sans emploi, sans qualification et en situation d'échec scolaire [4 juin 1986] (p. 1685) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale chargé de la formation professionnelle : étude sur la délégation interministérielle à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes ; maintien des crédits de fonctionnement pour 1986 ; étude sur les opérations financées par le fonds de formation professionnelle et le F.N.E. ; opération « nouvelles qualifications » (p. 1685).

112. — Défense des intérêts de la France au sein de la C.E.E. — M. Michel Debré : barrages douaniers établis par les Etats-Unis contre les produits européens et français pour protester contre les conséquences de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la C.E.E. ; inaction de la Commission de la Communauté ; alcools britanniques et français ; compétence de la Commission pour renégocier l'accord multifibre [4 juin 1986] (p. 1685) ; abrogation de l'octroi de mer des D.O.M. ; projet d'unité du marché financier destiné à interdire à la France le droit d'exiger que le capital des industries sensibles reste français (p. 1686) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : volonté du Gouvernement de maintenir l'octroi de mer des D.O.M. ; études sur le « projet de réorganisation du marché financier » ; respect par la commission de son mandat pour le renouvellement de l'accord multifibre ; développement du protectionnisme aux Etats-Unis ; ses doutes sur la volonté des Etats-Unis de négocier au sein du G.A.T.T. ; consensus des pays de la Communauté européenne pour défendre le principe des mesures « équivalentes » (p. 1686).

113. — Développement de l'Afrique. — M. Michel Barnier : endettement des pays les plus pauvres ; baisse du prix des matières premières [4 juin 1986] (p. 1686) ; moyens fiscaux pour favoriser l'effort de solidarité ; réexamen des procédures d'aides pour améliorer leur efficacité (p. 1687) ; M. Michel Aurillac : ministre de la coopération : reconnaissance par certains Gouvernements africains de l'inadaptation des stratégies économiques qu'ils ont conduites ; coût des taux d'intérêt ; détérioration des termes de l'échange ; augmentation de l'aide publique au développement ; sélection de projets rentables ; exonérations fiscales pour accroître l'effort de solidarité (p. 1687).

114. — Elevage ovin dans le centre de la France. — M. Arnaud Lepercq : conséquences des problèmes climatiques sur le bassin du Poitou-Charentes, du Centre et de la région Limousin [4 juin 1986] (p. 1687) ; mesures d'urgence (p. 1688) ; François Guillaume, ministre de l'agriculture : insuffisance de l'aide réclamée par les éleveurs pour compenser les conséquences de la sécheresse ; procédure du fonds des calamités ; son intention de demander à Bruxelles le versement anticipé de la prime compensatrice communautaire à la brebis ; dévaluation du franc vert sur le mouton ; adoption par la Communauté du principe de la prime d'abattage ; projet de plan de développement de l'élevage ovin (p. 1688).

115. — Projet d'avion spatial Hermès. — M. Jean Diebold : choix du site de Toulouse ; taux de participation de chaque pays européen ; cas de la R.F.A. ; projet Airbus ; difficultés franco-allemandes pour l'hélicoptère anti-chars ; plan

spatial européen [4 juin 1986] (p. 1688, 1689) ; M. Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : programme spatial européen ; phase d'européanisation du projet ; consultation bilatérale pour la participation de la R.F.A. au projet Hermès (p. 1689).

116. — Grève dans le secteur public. — M. Albert Peyron : réglementation du droit de grève dans le service public [11 juin 1986] (p. 2073) ; M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan : droits et devoirs des salariés des services publics ; prise en otage des usagers ; continuité de la politique salariale du Gouvernement depuis 1984 (p. 2073) ; réglementation du droit de grève dans les services publics (p. 2074).

117. — Problème du stationnement sur la voie publique. — M. Bruno Gollnisch : stationnement payant ; fiscalité de l'automobilie ; prolifération des agents contractuels [11 juin 1986] (p. 2074) ; M. Bernard Bosson, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : développement des transports en commun ; non-respect de la rotation du stationnement (p. 2074) ; instructions pour limiter l'enlèvement des véhicules (p. 2075).

118. — Augmentation des loyers. — M. Guy Malandain : abrogation de la loi Quilliot ; liberté des loyers ; hausses en cours de bail dans les H.L.M. [11 juin 1986] (p. 2075) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : pertes d'emplois dans le bâtiment et les travaux publics ; aide personnalisée aux logements ; allocations aux logements (p. 2075) ; liberté de gestion des offices H.L.M. ; nécessité de baisser les loyers dans les quartiers périphériques (p. 2076).

119. — Nominations dans le secteur public. — M. Jean-Pierre Balligand : remplacement des dirigeants du Crédit-agricole et de la R.A.T.P. ; changement des règles de nomination des P.D.G. des entreprises publiques [11 juin 1986] (p. 2076) ; M. Camille Cabana : ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation : nomination des P.D.G. des entreprises à privatiser (p. 2076) ; nécessité de ne pas prolonger dans ces entreprises un climat d'incertitude ; absence de changement systématique des hommes (p. 2076).

120. — Question avicole. — M. Charles Josselin : secteur des œufs ; situation des agriculteurs de la Bretagne et des Côtes-du-Nord ; nécessité d'un effort de l'Etat [11 juin 1986] (p. 2076) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : crise du secteur de l'œuf en 1982 ; diminution du cheptel ; suspension des montants compensatoires monétaires négatifs sur la volaille et les œufs (p. 2077) ; projet de loi pour instituer une organisaiton interprofessionnelle (p. 2078).

121. — Respect du traité d'élargissement de la C.E.E. — M. Jean Lacombe : blocage de l'embouchure de la Bidassoa par des chalutiers espagnols ; intérêts des pêcheurs français [11 juin 1986] (p. 2078) ; M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer : demande officielle pour que les autorités espagnoles prennent des mesures pour rétablir la liberté de circulation à l'embouchure de la Bidassoa (p. 2078).

122. — Infrastructures routières et ferroviaires concernant le projet Transmanche. — M. Joël Hart : projet de T.G.V.-Nord ; arrêt à Amiens ; projet d'autoroute A 16 Amiens-Beauvais-Paris [11 juin 1986] (p. 2078, 2079) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : investissements routiers et ferroviaires dans la Picardie, la Champagne Ardennes et le Nord-Pas-de-Calais ; autoroute A 16 Calais-Reims ; études en cours, au plan international, sur le projet de T.G.V.-Nord (p. 2079).

123. — Statut des travailleurs frontaliers. — M. François Grussenmeyer : poursuite des services fiscaux allemands contre certains travailleurs frontaliers ; accord avec la Suisse ; urgence d'un accord avec la R.F.A. [11 juin 1986] (p. 2079) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : travailleurs redevables d'impôts aux services fiscaux allemands ; propositions officielles présentées aux autorités allemandes pour redéfinir la notion de travailleurs frontaliers (p. 2079) ; étude confiée à la commission administrative des travailleurs migrants au sein de la Communauté (p. 2081).

124. — Construction navale : choix des sites des entreprises maintenues. — M. Charles Paccou : rapport de la Cour des comptes ; dépôt de bilan de Normed ; refus de la direction générale de Normed de laisser pénétrer un audit à l'intérieur du site de Dunkerque [11 juin 1986] (p. 2080) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : coût d'un bateau construit en France ; dépôt de bilan du groupe Normed ; rapport de la Cour des comptes ; directives européennes sur le système des aides (p. 2080) ; fermeture du chantier de Dunkerque ; nécessité de mettre en place un nouveau dispositif fondé sur une aide à la commande et des aides à la reconversion (p. 2081).

125. — Lutte contre les incendies de forêts. — M. Jean-Michel Couve : littoral méditerranéen et du Var ; mise en place d'une structure de coordination interministérielle [11 juin 1986] (p. 2081) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : sa visite au centre inter-régional de coordination opérationnelle de la sécurité civile (p. 2081) ; moyens d'intervention des différents ministères en relation avec les collectivités locales (p. 2082).

126. — Situation des transports dans la région parisienne. — M. François Asensi : mise en cause du droit de grève par un ministre ; restrictions budgétaires à la R.A.T.P. ; privatisation des transports [11 juin 1986] (p. 2082) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : mouvements de grève dans les services publics (p. 2082); maintien des effectifs et des investissements à la R.A.T.P. ; augmentation du coût budgétaire de la R.A.T.P. (p. 2083).

127. — Loyers et atteintes aux droits des locataires. — M. Paul Chomat : forte augmentation des loyers, réduction de l'aide personnalisée au logement ; instauration d'un loyer mensuel d'au moins 500 F pour ceux qui bénéficient du taux maxima ; durée d'exonération de la taxe sur le foncier bâti [11 juin 1986] (p. 2083) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : augmentation des dotations budgétaires pour l'A.P.L ; augmentation de la construction de logements publics (p. 2083) ; pertes d'emplois dans le bâtiment et les travaux publics (p. 2084).

128. — Relations avec les pays du Maghreb. — M. Bernard Stasi : absence de politique cohérente [11 juin 1986] (p. 2084) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : volonté de la France de tenir cette région à l'écart du conflit Est-Ouest ; contribution des communautés venues d'Afrique du Nord au développement de la France ; lutte contre l'immigration clandestine ; problème des enfants nés de mariage mixte ; conséquences de l'élargissement de l'Europe (p. 2084).

129. — Situation en Pologne. — M. Jean-François Deniau : signature par des personnalités françaises d'une lettre adressée au Général Jaruzelski [11 juin 1986] (p. 2084) ; liste de détenus politiques ; action du Gouvernement français en liaison avec les partenaires européens et la communauté internationale (p. 2085) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : désapprobation du Gouvernement face aux derniers événements ; image de la Pologne (p. 2085).

130. — Dégrèvement des charges sociales pour l'embauche des jeunes. — M. Léonce Déprez : insuffisance de la réévaluation de la D.G.F. rendant impossible le relais des T.U.C. par les collectivités locales [11 juin 1986] (p. 2085) ; nécessité d'établir un dialogue social pour l'accueil des jeunes dans les entreprises privées (p. 2086) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : insuffisance du volet formation des T.U.C. ; faiblesse de la proportion des anciens « tucistes » qui trouvent un emploi ; étude en cours sur la réforme des T.U.C. ; possibilité pour l'employeur de bénéficier d'une exonération de charges patronales pour l'embauche d'un jeune sortant d'un T.U.C. (p. 2086).

131. — Emploi et défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires. — M. Marcel Rigout : menaces de privatisation des P.T.T. ; qualité du service public [18 juin 1986] (p. 2307) ; M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan : meilleure organisation des services de l'Etat ; politisation de la fonction publique (p. 2307-2308).

132. — Situation en Afrique du Sud. — M. Georges Hage : attitude de la France ; refus du Gouvernement de prendre des sanctions économiques ; rupture de toutes relations

avec le régime d'Afrique du Sud [18 juin 1986] (p. 2308) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : réprobation de la France face à l'instauration de l'état d'urgence ; demande du Gouvernement au président Botha de renoncer à sa visite en France (p. 2308) ; sa suggestion sur la création d'un fonds européen d'assistance aux victimes de l'apartheid (p. 2309).

133. — Répercussion de la baisse des produits pétroliers. — M. Jacques Bichet : répercussion intégrale de la baisse du prix du pétrole sur le prix de l'essence et du fioul [18 juin 1986] (p. 2309) ; M. Edouard Balladur : ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : reconstitution des marges dans le secteur du raffinage ; non-relèvement de la taxe sur les produits pétroliers ; lutte contre l'inflation (p. 2309-2310).

134. — Simplification de la réglementation en matière d'urbanisme. — M. Jean-Pierre de Peretti Della Rocca : droit de préemption urbain [18 juin 1986] (p. 2310-2311) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : plan pour le logement visant à augmenter l'offre de terrains ; plan d'occupation des sols ; possibilité pour les communes de supprimer le plafond légal de densité ; droit de préemption urbain ; développement de l'accession sociale à la propriété (p. 2311).

135. — Abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des professions agricoles. — M. Gilbert Mathieu : conditions d'octroi de l'indemnité viagère de départ ; complément de retraite pour les veuves d'agriculteurs [18 juin 1986] (p. 2311) ; modification de la loi du 6 janvier 1986 (p. 2312) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : aberration de certaines situations ; rattrapage de la retraite de base des agriculteurs pour leur permettre d'abandonner leur exploitation ; objectifs du projet de loi d'orientation en matière de retraite et d'installation des jeunes (p. 2312).

136. — Réforme juridique de la presse. — M. Jean-Jack Queyranne : silence du Gouvernement dans le débat ; information des lecteurs sur les détenteurs réels des journaux ; disparition de l'exigence d'une équipe rédactionnelle ; élimination de toutes dispositions anti-trust [18 juin 1986] (p. 2312) ; infractions de M. Robert Hersant (p. 2313) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : abrogation de la loi de 1984 ; attitude du Gouvernement dans la discussion législative ; rôle de la commission Caillavet (p. 2313).

137. — Cohérence des projets du Gouvernement relatifs à la presse écrite et à l'audiovisuel. — M. Guy Vadepied : différences de statut entre la presse et l'audiovisuel en matière d'obligations, de transparence et de pluralisme ; abandon de l'optique d'une législation multimédias [18 juin 1986] (p. 2313-2314) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : différences entre la presse et l'espace hertzien ; indépendance de la presse à l'égard de l'Etat ; transparence de la presse (p. 2314).

138. — Aides économiques à la presse et privatisation. — M. Jean Le Garrec : positions dominantes dans le domaine de l'information [18 juin 1986] (p. 2314) ; transformation et augmentation des aides économiques à la presse d'information ; dérèglementation du marché de la publicité après la privatisation de TF1 (p. 2315) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : déplafonnement des recettes publicitaires à la télévision ; extension de l'article 39 *bis* du code général des impôts à la télématique (p. 2315).

139. — Loyers H.L.M. et A.P.L. — M. Jacques Badet : conséquences de la libération des loyers H.L.M. [18 juin 1986] (p. 2315) ; évolution du barème de l'A.P.L. (p. 2316) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : liberté de gestion des organismes H.L.M. ; liberté des loyers ; maintien des crédits pour l'allocation logement et l'A.P.L. (p. 2316).

140. — Remboursement de la dette extérieure de l'Etat. — M. Eric Raoult : remboursement anticipé d'emprunts [18 juin 1986] (p. 2316-2317) ; M. Edouard Balladur : ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : montant de la dette en devises de l'Etat ; réduction du programme d'emprunts extérieurs des entreprises publiques ; liberté de remboursement anticipé des emprunts privés ; levée par anticipation de la clause de sauvegarde prise dans le cadre de la réglementation communautaire (p. 2317-2318).

141. — Trafic de drogue aux abords des établissements scolaires. — Mme Christiane Papon : mise en place des adultes-relais pour développer la prévention [18 juin 1986] (p. 2318) ; Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de l'enseignement : rôle des adultes-relais dans la prévention ; répression contre ceux qui multiplient des réseaux de vente ; existence de rackets, de vols et d'agressions physiques contre les jeunes ; développement des maladies sexuellement transmissibles (p. 2318).

142. — Mesures en faveur du commerce et de l'artisanat. — M. Jean-Paul Charié : regroupement des commerçants, artisans et salariés des P.M.E. de Beaugency en cercles de qualité [18 juin 1986] (p. 2318) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : emplois créés dans le secteur des services (p. 2318) ; perte d'emplois dans l'industrie française ; parts de marché de la France dans le monde ; demande du Gouvernement adressée aux chambres de commerce et d'industrie d'organiser des colloques sur la mobilisation des intelligences dans l'entreprise et les plans de progrès (p. 2319).

143. — Fonctionnement de la justice dans le département du Nord. — M. Serge Charles : progression des crimes et délits ; exécution des peines ; agression de policiers à Tourcoing [18 juin 1986] (p. 2319) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : lenteur de la justice (p. 2319) ; surpopulation carcérale ; abandon en 1981 du plan de construction de 10 000 places de prison ; recours à « la privatisation à géométrie variable » (p. 2320).

144. — Déficit de « S.O.S. racisme » et subventions gouvernementales. — M. Jean-Pierre Reveau : manifestation de la place de la Bastille ; attaches étrangères de S.O.S. racisme [18 juin 1986] (p. 2320) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi : but de la subvention gouvernementale (p. 2320).

145. — Accès prioritaire des Français à l'emploi. — M. Jean-François Jalkh : installation en France d'un Eurodisneyland ; recours préférentiel aux entreprises françaises [18 juin 1986] (p. 2321) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi : lutte contre le travail clandestin d'étrangers en situation irrégulière ; respect de la dignité des étrangers en situation régulière ; extension du dispositif d'aide au retour (p. 2321).

146. — C.N.R.S. — M. Philippe Bassinet : réductions de crédits ; interruption des opérations de recrutement après l'annulation partielle du décret organisant les élections au comité national de la recherche scientifique [25 juin 1986] (p. 2447) ; M. Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : rôle du comité national du C.N.R.S. en matière de recrutement (p. 2447) ; annulation des modalités d'élection à ce comité ; mise en place de mesures transitoires pour permettre le recrutement ; maintien du C.N.R.S. (p. 2448).

147. — Chantiers navals. — M. Christian Goux : fermeture des chantiers de la Normed ; maintien des sites de production entre 1980 et 1986 ; suspension des subventions exceptionnelles à la construction navale [25 juin 1986] (p. 2448, 2449) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : dépôt de bilan de la Normed ; rapport de la Cour des comptes ; mesures industrielles et sociales prises par le Gouvernement (p. 2449).

148. — Projet Eurêka. — M. Jacques Roger-Machart : désengagement de l'Etat du projet Euréka [25 juin 1986] (p. 2449) ; réorientation des entreprises françaises vers les projets de l'I.D.S. (p. 2450) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : réunion de la troisième conférence interministérielle pour examiner les projets ; réalisation du grand Marché commun ; réexamen des procédures de choix (p. 2450).

149. — Répétitions abusives des grèves à la télévision. — M. Robert-André Vivien : occupation des écrans de télévision par les anciens ministres socialistes ; reprise des dispositions de la loi du 27 juillet 1979 [25 juin 1986] (p. 2450) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de

la culture et de la communication : réglementation du droit de grève de l'audiovisuel ; garanties offertes au personnel de TF1 pour limiter les risques de la privatisation (p. 2451).

150. — Volonté de la France de construire l'avion Hermès. — M. Michel Debré : attitude des partenaires européens de la France [25 juin 1986] (p. 2451) ; M. Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : indépendance spatiale de l'Europe ; différences entre la stratégie européenne et la stratégie américaine ; européanisation du projet Hermès (p. 2451) ; participation de la République fédérale d'Allemagne (p. 2452).

151. — Manuel d'éducation civique. — M. Charles Miossec : parti pris idéologique de ces manuels [25 juin 1986] (p. 2452) ; Mme Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale chargé de l'enseignement : manque d'honnêteté intellectuelle des manuels ; publication d'un complément permettant d'encadrer le contenu des programmes (p. 2452) ; rôle de l'inspection générale d'histoire et de géographie (p. 2453).

152. — Situation des chantiers navals. — M. Jean-Claude Gaudin : dépôt de bilan de la Normed ; maintien d'une construction navale française ; reconversion des sites ; mesures sociales [25 juin 1986] p. 2453) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : décision de ne plus donner de subventions exceptionnelles aux chantiers navals ; mise en place d'un plan social (p. 2451).

153. — Gestion de l'office national à l'action sociale éducative et culturelle. — M. Willy Dimeglio ; irrégularité dans la gestion de l'aide aux harkis ; rapport de l'I.G.A. ; poursuite contre les responsables de l'organisme [25 juin 1986] (p. 2454) ; M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés : publication d'un rapport de l'I.G.A. (p. 2454) ; rôle de certaines personnalités politiques (p. 2455).

154. — Chantier naval de la Ciotat. — M. Gabriel Domenech : conservation du site ; nécessité de maintenir un effectif suffisant [25 juin 1986] (p. 2455) ; mesures d'accompagenment en cas de réduction d'activité du site (p. 2456) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : choix des sites maintenus par les dirigeants et actionnaires de Normed ; nouveau système d'aide et mesures sociales (p. 2456).

155. — Accord entre la Compagnie générale d'électricité et American Telegraph and Telephone. — M. Roger Combrisson : avenir de la C.G.C.T. ; sa demande pour rapporter les licenciements de trois responsables de la C.G.T. [25 juin 1986] (p. 2456) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : volonté de la D.G.T. d'avoir une deuxième source d'approvisionnement ; avenir de la C.G.C.T. ; ses rencontres avec des responsables d'entreprises de télécommunication étrangères ; sa volonté de ne pas s'immiscer dans la gestion des entreprises publiques (p. 2456).

156. — Report de la loi de programme des départements d'outre-mer. — M. André Thien ah Koon : discrimination à l'égard des citoyens d'outre-mer ; converture sociale [25 juin 1986] (p. 2456) ; prise en charge de « quatre millions d'immigrés » sur le bugdet social de la nation (p. 2457) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : défiscalisation des investissements en outre-mer ; dispositions en faveur du logement ; crédits pour la Nouvelle-Calédonie ; mise à l'étude d'une nouvelle loi de programme examinée à l'automne par le Parlement (p. 2457).

157. — Négociations du G.A.T.T. et politique agricole. — M. Jean de Gaulle : prise en compte de l'ensemble des aides accordées aux agriculteurs : subventions et aides directes ; intention de la France d'étendre les négociations à tous les mécanismes qui entravent les échanges agricoles mondiaux ; politique agricole commune [8 octobre 1986] (p. 4454) ; M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur : comparaison des dépenses de soutien aux exportations agricoles dans les pays de la Communauté et aux Etats-Unis et au Canada ; extension des négociations à tous les types d'aides ; politique agricole commune (p. 4454, 4455).

158. — Lutte contre la pauvreté. — M. Michel Ghysel : campagne contre la pauvreté et la précarité ; inégalités que ne traduisent pas les statistiques ; exemple du Nord ; rôle des réseaux associatifs ou caritatifs [8 octobre 1986] (p. 4445) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : priorité au problème de l'emploi ; action en faveur des jeunes et des chômeurs de longue durée ; volonté de sortir du cadre de l'assistance ; élaboration d'une politique d'ensemble (p. 4455).

159. — Libre circulation des travailleurs turcs à l'intérieur de la C.E.E.. — M. Bruno Megret : menace pour l'identité et l'unité de la France et de l'Europe ; accroissement du chômage [8 octobre 1986] (p. 4456) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : souci de respecter des engagements anciens tout en évitant un flux supplémentaire de demandeurs d'emploi ; obligation d'un visa pour les travailleurs turcs voulant venir en France pour moins de trois mois (p. 4456).

160. — Situation financière des fournisseurs de la Normed. — M. Ronald Perdomo : conséquences de la carence de l'Etat qui s'était comporté en porte-fort de la Normed [8 octobre 1986] (p. 4456) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : mise en place d'un dispositif particulier auprès des préfets des départements concernés (p. 4456) ; examen des dossiers complets ; mesures de reconversion individuelles et création de zones d'entreprise (p. 4457).

161. — Marché des chômeurs du Nord et du Pas-de-Calais. — M. Alain Bocquet : affirmation du droit au travail pour chacun ; priorité des intérêts du pays et des travailleurs sur les intérêts du C.N.P.F. [8 octobre 1986] (p. 4457) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : bilan de l'action de M. Ralite en 1983, 1984 ; plan pour l'emploi des jeunes (p. 4457) ; suppression d'obstacles à la création d'emplois ; réforme de l'U.N.E.D.I.C. ; contrats de conversion ; développement des emplois à domicile (p. 4458).

162. — Initiatives de la France en matière de désarmement avant le sommet de Reykjavik. — M. Colette Goeuriot : absence d'initiative française en faveur du désarmement et de l'arrêt des essais nucléaires [8 octobre 1986] (p. 4458) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : rappel des divers entretiens des responsables français avec leurs homologues américains et soviétiques ; rôle de la France lors de la conférence de Stockholm et dans les négociations sur les armes chimiques à Genève (p. 4459).

163. — Difficultés actuelles du monde agricole. — M. Francis Geng : défense du revenu des agriculteurs ; endettement ; réforme fiscale [8 octobre 1986] (p. 4459) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : crise tenant au développement des excédents ; action du Gouvernement sur l'évolution des prix et la réduction des coûts de production ; effort traduit dans la loi de finances pour 1987 (p. 4459) ; aide en faveur des zones de montagne ; aide aux producteurs de viande bovine et ovine et aux producteurs de lait ; quotas laitiers ; négociation du G.A.T.T. (p. 4460).

164. — Réforme des Lycées. — M. Jacques Blanc : inquiétude des présidents des conseils régionaux ; recherche de solution financière pour réussir le transfert de compétences dans le domaine de l'enseignement [8 octobre 1986] (p. 4460) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : nécessité d'adaptation structurelle ; définition du brevet des collèges ; avis des médecins sur certains rythmes scolaires ; mise en place d'un plan permettant d'offrir 100 000 places d'ici à trois ans dans les lycées ; mise à la disposition de chaque lycée construit du personnel nécessaire ; problèmes d'orientation (p. 4461) ; relations lycée-université (p. 4462).

165. — Politique familiale. — Mme Ghislaine Toutain : suppression de certaines prestations ; interdiction de cumul de plusieurs allocations rendant le plan gouvernemental injuste, rétrograde et antinataliste [8 octobre 1986] (p. 4462) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : objectif démographique des mesures annoncées ; équité de traitement entre couple marié et couple non marié ; effort en faveur des familles à revenu modeste (p. 4462) ; conditions d'attribution de l'allocation parentale d'éducation (p. 4463).

166. — Rentrée universitaire. — M. Jean-Claude Cassaing : impossibilité pour beaucoup de bacheliers de s'inscrire à l'université dans la filière de leur choix ; augmentation des droits d'inscription ; institution dans certaines universités de procédures sélectives [8 octobre 1986] (p. 4463) ; M. Alain

Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : nécessité d'améliorer le passage de l'information entre le supérieur et le secondaire ; possibilité pour les universités de moduler les droits d'inscription fixés par le ministre (p. 4464).

167. — Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales. — M. Jean-Pierre Soisson : baisse des impôts de l'Etat annulée en 1987 par l'augmentation des cotisations sociales et des impôts des collectivités locales ; préoccupation des maires de France ; situation de la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales [15 octobre 1986] (p. 4755) ; M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : évolution défavorable de l'équilibre démographique de la C.N.R.A.C.L. ; augmentation du taux de cotisation des employeurs différée depuis 1982 (p. 4755) ; hausse contenue à la moitié environ de ce qui était prévisible (p. 4756).

168. — Traitement des nouvelles formes de pauvreté liées, notamment, à la situation des « fin de droits ». — M. Jacques Barrot : fonds publics affectés à l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté ; conventions départementales visant à accorder des compléments locaux de ressources ; concertation des différents partenaires pour concilier indemnisation et action de réinsertion [15 octobre 1986] (p. 4756) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : établissement d'une stratégie globale rendant cohérent le programme mis en place ; politique de l'emploi ; opération pilote en cours en Ille-et-Vilaine pour faire sortir du cadre de l'assistance les personnes sans ressource (p. 4756) ; coordination de toutes les forces disponibles (p. 4757).

169. — Crise ovine. — M. Jean-Pierre Abelin : difficultés de la production ovine accrues par l'importante progression des importations ; mesures propres à reconstituer la trésorerie des producteurs ; révision du règlement communautaire [15 octobre 1986] (p. 4757) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : rappel des aides intervenues en 1986 ; croissance des importations d'origine communautaire, notamment d'Angleterre ; organisation d'un stockage pour permettre le relèvement des cours (p. 4757) ; octroi d'un acompte sur la prime compensatrice ; demande de modification du « règlement mouton » (p. 4758).

170. — Licenciement de délégués syndicaux chez Renault. — M. Guy Ducoloné : militants syndicaux considérés commes des délinquants [15 octobre 1986] (p. 4758) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : enquête scrupuleuse de l'inspecteur du travail ; autorisation de licencier cinq des six salariés concernés ; faute grave retenue contre eux ; conception de la mission syndicale ; intérêt des salariés éclipsé dans les préoccupations d'une organisation syndicale (p. 4758) ; intervention du ministre des affaires sociales et de l'emploi pour améliorer le plan social (p. 4759).

171. — Atteintes portées au régime de protection sociale. — Mme Muguette Jacquaint : remise en cause du système de retraite, des remboursements de sécurité sociale et de certaines prestations familiales [15 octobre 1986] (p. 4759) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : concertation avec les partenaires sociaux sur les mesures concernant l'assurance maladie ; dérive du risque maladie due à l'extension des remboursements à 100 % ; maintien au même taux de forfait hospitalier créé par un Gouvernement communiste ; lutte contre les abus (p. 4759).

172. — Défense de la liberté d'expression. — M. Robert Spieler : défense de l'immigration par des associations recevant des subventions du Gouvernement ; interdiction d'exprimer la préférence nationale ; droits de l'Homme et liberté d'expression ; parlementaire traduit en justice pour avoir édité une affiche [15 octobre 1986] (p. 4759, 4760) ; M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme : rappel des principes inscrits dans la déclaration des droits de l'Homme et dans la Constitution ; droit de vote réservé aux nationaux français ; liberté d'expression garantie par la possibilité de recours en justice en cas de litige (p. 4760).

173. — Politique familiale : suppression des prestations. — Mme Martine Frachon : suppression de certaines allocations aux familles modestes ; augmentation illusoire de l'allocation parentale d'éducation non cumulable avec d'autres prestations ; nécessité de favoriser le premier et le deuxième enfants et pas seulement le troisième ; mesures contraires à la relance de la natalité [15 octobre 1986] (p. 4761) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : politique familiale menée de 1981 à 1986 ; suppressions prévues par le rapport de M. Chanfrault (p. 4761) ; poursuite des simplifications annoncées dans le IXe Plan ; concentration des efforts en faveur des familles de trois enfants au moins ; harmonisation des conditions d'ouverture du droit aux prestations familiales et des conditions d'admission des étrangers et de regroupement familial (p. 4761).

174. — Politique familiale : mesures fiscales. — Mme Véronique Neiertz : mesures favorisant les familles à revenu élevé ; renforcement des inégalités [15 octobre 1986] (p. 4762) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : mesures fiscales inscrites dans le budget de 1987 allant dans un sens « familialiste » ; extension de la décote aux couples mariés (p. 4762) ; doublement des frais de garde déductibles ; demi-part supplémentaire de quotient familial attribuée pour chaque enfant à charge à partir du quatrième (p. 4763).

175. — Politique familiale. — Mme Georgina Dufoix : mesures favorisant les familles à revenu élevé ; réduction des allocations, des aides au logement, des remboursements de sécurité sociale [15 octobre 1986] (p. 4763) ; politique anti-économique réduisant les sommes dépensées dans l'industrie et le commerce local (p. 4764) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : revalorisation des prestations familiales ; plan répondant au problème démographique actuel en encourageant la naissance d'un troisième enfant ; élargissement de l'allocation parentale d'éducation (p. 4764).

176. — Politique sociale du Gouvernement. — M. Etienne Pinte : plan d'emploi en faveur des jeunes ; résultats de l'action entreprise [15 octobre 1986] (p. 4765) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : effets positifs de la mise en œuvre d'un plan d'urgence pour l'emploi des jeunes ; performances obtenues par les formations en alternance ; résultat encourageant traduit par les statistiques du chômage de septembre (p. 4765).

177. — Fermeture du chantier naval Dubigeon : mesures d'accompagnement. — Mme Elizabeth Hubert : aggravation du chômage en Loire-Atlantique [15 octobre 1986] (p. 4765) ; mesures à prendre par le groupe Alsthom ; soutien nécessaire du Gouvernement pour faire aboutir un projet de zone franche (p. 4766) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : crise européenne et mondiale affectant le construction navale ; plan social ; politique menée sur le site de Saint-Nazaire ; zone franche (p. 4766).

178. — Echec du sommet de Reykjavik : attitude du Gouvernement. — M. Jacques Baumel : sommet ne débouchant sur aucun accord ; permanence des politiques et des objectifs ; absence de l'Europe à ce sommet ; politique étrangère de la France [15 octobre 1986] (p. 4766) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : relativisation de l'échec (p. 4766) ; réintroduction d'un lien entre l'Initiative de défense stratégique et les autres domaines de négociation ; progrès concernant la maîtrise des armements et la réduction des forces stratégiques ; divergence sur I.D.S. ; position de la France exposée à plusieurs reprises aux deux grandes puissances ; importance du maintien des forces nucléaires intermédiaires pour la sécurité de l'Europe ; équilibre assuré par la dissuasion ; conditions de la participation de la France au désarmement nucléaire (p. 4767).

179. — Grève dans la fonction publique. — M. Pierre Descaves : sens des responsabilités manifesté par 65 % des fonctionnaires ayant refusé de répondre aux mots d'ordre des dirigeants syndicaux ; grève suivie dans les secteurs des transports et de l'énergie où la C.G.T. est majoritaire ; plan prévu pour mettre en échec une tentative de paralysie des secteurs névralgiques [22 octobre 1986] (p. 5132) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : existence de plans de sauvegarde des secteurs clefs (p. 5132).

180. — Marine marchande. — M. Pascal Arrighi : plan du Gouvernement présenté au Conseil supérieur de la marine marchande et non au Parlement [22 octobre 1986] (p. 5132) ; absence d'une loi-cadre ; attente par l'Assemblée de la communication des premiers résultats du Plan et de l'organi-

sation d'un grand débat sur la mer (p. 5133) ; M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer : plan du Gouvernement présenté lors de la discussion budgétaire ; effets attendus à moyen terme qui seront examinés au cours de la discussion de la loi de finances pour 1988 ; inscription de certaines mesures dans des projets de loi prochainement déposés au Parlement ; modification ultérieure du code du travail maritime (p. 5133).

181. — Loi électorale. — M. Jean-Pierre Michel : application de l'article 49-3 de la Constitution au texte d'une commission mixte paritaire reprenant sans modification le projet de délimitation des circonscriptions électorales adopté en première lecture ; procédure choisie faute de majorité pour voter le texte [22 octobre 1986] (p. 5133) ; ni débat, ni vote sur cette loi électorale ; pas de motion de censure socialiste mais recours devant le Conseil constitutionnel (p. 5134) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : désir du parti socialiste de revenir sur la loi rétablissant le scrutin uninominal à deux tours ; garanties et précautions dont s'est entouré le Gouvernement pour délimiter les circonscriptions (p. 5134).

182. — Suppression du S.M.I.C. — M. Gérard Collomb : remise en cause des « droits acquis intangibles » ; aménagement ou suppression du S.M.I.C. répondant aux vœux du C.N.P.F. [22 octobre 1986] (p. 5134, 5135) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : respect des dispositions législatives et réglementaires relatives au S.M.I.C. (p. 5135).

183. — Expulsions. — M. Jean-Pierre Chevènement : expulsion d'une centaine de Maliens en application d'une loi promulguée en septembre 1986 et ouvrant la voie aux excès en substituant à une procédure judiciaire une procédure administrative ; doute quant au respect des garanties entourant la reconduite aux frontières ; violation de la convention de Tokyo du 14 septembre 1963 et de la convention européenne des droits de l'Homme [22 octobre 1986] (p. 5135) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : procédure déjà utilisée en juillet 1985 ; volonté du Gouvernement de poursuivre la reconduite à la frontière des étrangers en situation irrégulière conformément à une loi sur laquelle s'est prononcé le Conseil constitutionnel (p. 5136).

184. — Crédits pour le Chili. — M. Guy Vadepied : silence du Gouvernement lors du rétablissement de l'état de siège au Chili et de l'arrestation de trois prêtres français ; position envisagée par le Gouvernement quant au vote des crédits demandés par le Chili à la Banque mondiale [22 octobre 1986] (p. 5136) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : examen du prêt au Chili non encore inscrit à l'ordre du jour du conseil d'administration de la Banque mondiale ; position française arrêtée sur des critères techniques et financiers et non politiques (p. 5136, 5137).

185. — Politique agricole commune. — M. Jacques Chartron : mise en place de mécanismes complexes introduisant de nombreuses disparités entre les partenaires ; pénalisation des éleveurs français ; intérêt de subordonner la ratification de l'Acte unique européen au rétablissement d'un véritable Marché commun [22 octobre 1986] (p. 5137) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : distorsion en matière de prix communs en raison des montants compensatoires monétaires subsistants et de décisions prises au sommet de Fontainebleau ; décision du Gouvernement de ne plus accorder aux pays de l'Est d'avantages constituant une entorse à la préférence communautaire ; discipline budgétaire grevée par les avantages consentis en 1984 aux Allemands et aux Anglais (p. 5137).

186. — Suppression de l'agence de l'informatique. — M. Claude Dhinnin : importance du soutien technique et financier de l'agence pour la région du Nord ; nécessité de mettre sur pied une structure légère assurant le relais des actions supprimées [22 octobre 1986] (p. 5138) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : poursuite du développement de logiciels dans le cadre de nouvelles procédures plus efficaces ; rôle des animateurs informatiques régionaux dans un domaine désormais mieux connu des industriels ; nécessité de mettre fin à la mission de l'agence, la promotion de la diffusion de l'informatique, pour laquelle elle avait été créée, étant assurée (p. 5138).

187. — Insertion des jeunes. — M. Michel Hannoun : rôle imparti au ministère de l'éducation nationale en matière d'insertion professionnelle des jeunes ; sa définition par rapport aux fonctions des missions locales et des campagnes menées par le ministère des affaires sociales et de l'emploi et le ministère du commerce et de l'industrie [22 octobre 1986] (p. 5138) ; premiers résultats obtenus (p. 5139) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle : dispositif prévoyant la réinsertion des jeunes en fin de scolarité dans une filière de formation scolaire ou leur orientation vers un emploi, un stage ou une formation alternée ; soutien assuré par l'établissement d'origine ; complémentarité entre ce dispositif et les autres actions menées par le Gouvernement : plan d'emploi des jeunes, relance de l'apprentissage ; tâche plus large des missions locales englobant des activités d'ordre social et un rôle de coordination inter-administratif (p. 5139).

188. — Grève dans la fonction publique. — M. Bernard Deschamps : succès de la journée d'action du 21 octobre 1986 ; volonté des fonctionnaires de défendre l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale et les droits syndicaux et de lutter contre la dégradation de la qualité du service public ; intérêt commun des salariés et des usagers [22 octobre 1986] (p. 5139) ; M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan : minorité de grévistes représentant des intérêts divergents ; suppression d'emplois prévue par non remplacement de départs en retraite ; rare recours à des procédures disciplinaires ; maintien en 1986 du pouvoir d'achat des fonctionnaires en appréciant les salaires par référence à la notion de masse salariale ; volonté de maintenir l'esprit de concertation ; hostilité de la C.G.T. à toute forme de négociation (p. 5140).

189. — Application des résolutions de l'O.N.U sur l'apartheid. — M. Gérard Bordu : réception au Parlement européen à Strasbourg de M. Savimbi, chef de l'organisation terroriste Unita ; insulte à ceux qui rejettent le régime de l'apartheid ; attitude de la France à l'égard de Pretoria ; non application des sanctions votées par l'O.N.U. contre l'Afrique du Sud [22 octobre 1986] (p. 5140) ; Jean-Bernard Raimond : ministre des affaires étrangères : invitation de M. Savimbi par une centaine de parlementaires européens dans les activités desquels le Gouvernement ne saurait interférer ; poursuite de la coopération engagée avec l'Angola ; condamnation de l'apartheid ; pression sur le Gouvernement de Pretoria pour y mettre fin ; application par la France des mesures préconisées par le Conseil de sécurité des Nations-Unies et de celles envisagées par le Conseil européen de la Haye en juin ; assistance aux victimes de l'apartheid (p. 5141).

190. — Travaux de l'aéroport d'Antigua : attitude de la C.O.F.A.C.E. — M. Pascal Clément : projet réalisé après l'accord donné par le Gouvernement français, malgré les avis défavorables d'experts ; signature d'un contrat entre une société française de Saône-et-Loire, la Building and Finishing Systems et le Gouvernement d'Antigua avec garantie de la C.O.F.A.C.E. ; dépôt de bilan de la B.F.S. [22 octobre 1986] (p. 5141) ; M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur : projet adopté par la commission des garanties après la décision d'associer à l'opération la société Chantiers modernes, entreprise de travaux publics travaillant dans la zone Caraïbes ; levée de toutes les réserves ; travail rigoureux des responsables de la C.O.F.A.C.E. ; exécution correcte du contrat ; procédure de redressement judiciaire engagée contre la société B.F.S. ; suivi permanent de tous les dossiers bénéficiant d'une garantie de la C.O.F.A.C.E. (p. 5141).

191. — Situation des petits collèges de l'enseignement privé. — M. Loïc Bouvard : montant du forfait d'externat alloué aux établissements privés sous contrat d'association ; crédits transférés par l'Etat insuffisants pour assurer la règle de parité avec l'enseignement public [22 octobre 1986] (p. 5141) ; difficultés pour les collèges de zone rurale contraints de réduire les dépenses en personnel non enseignant ; nécessité de revaloriser le forfait d'externat et d'adopter un nouveau mode de calcul (p. 5142) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : versement dans les prochains jours d'un acompte sur les 180 millions destinés à couvrir la part du forfait d'externat qui incombe aux départements et aux régions ; pour les 80 % à la charge de l'Etat, attente des conclusions de la commission d'évaluation nationale pour prendre contact avec le Premier ministre ; étude des statistiques de l'enseignement privé suivie s'il y a lieu de quelques créations de postes dans les collèges ; mise en rénovation de collèges privés ; amélioration de l'encadrement (p. 5142).

192. — Résultats du commerce extérieur. — M. Bruno Durieux : détérioration de nos échanges extérieurs due au recul de nos parts de marché ; situation incompatible avec une reprise de la croissance et une amélioration de l'emploi ; perte de compétitivité [22 octobre 1986] (p. 5143) ; M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur : dégradation sensible entre 1980 et 1986 ; redressement en 1986 ; bons résultats du secteur agro-alimentaire et des services ; déficit de septembre explicable par l'augmentation des importations de biens d'équipement professionnels témoignant d'une reprise des investissements des entreprises ; bons résultats attendus en 1987 sur le solde des produits industriels (p. 5143).

193. — Réaction du Gouvernement face aux critiques qui ont suivi l'expulsion de ressortissants maliens. — M. Yvon Briant : silence du Gouvernement sur les termes inadmissibles employés pour condamner des expulsions décidées en application d'une loi votée par le Parlement ; atteinte à la dignité de la représentation nationale [22 octobre 1986] (p. 5143) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : rappel de chiffres éloquents (p. 5144).

194. — Licenciements chez Renault. — M. Jean-Claude Gayssot : grève de la faim de Laurent Gabaroum pour faire reconnaître son droit au travail ; arbitraire et précarité régnant à la Régie Renault et menant au déclin ; position du Gouvernement face à cette régression [29 octobre 1986] (p. 5474) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi : existence d'une législation évitant les licenciements arbitraires et favorisant la réinsertion ; possibilité pour Laurent Gabaroum d'engager un recours devant les juridictions compétentes ou d'adhérer aux congés de conversion ; procédure précédemment dénoncée par Mme Goutmann ; politique du pire pratiquée par le parti communiste et la C.G.T. (p. 5474).

195. — Venue éventuelle d'un dirigeant sud-africain en France. — M. Vincent Porelli : accord du Gouvernement à la venue en France de M. Botha, chef du gouvernement d'Afrique du Sud, alors que le respect des droits de l'Homme commanderait la condamnation de l'apartheid et la rupture de toute relation avec Pretoria [29 octobre 1986] (p. 5475) ; M. Jean-Bernard Raimond : ministre des affaires étrangères : venue de M. Botha pour inaugurer le mémorial perpétuant le souvenir des soldats sud-africains ayant combattu à nos côtés au cours des deux guerres mondiales ; première pierre de ce monument posée par M. Botha en 1984 alors que le parti communiste appartenait au Gouvernement (p. 5475).

196. — Position de la France vis-à-vis de la Grande-Bretagne et politique méditerranéenne de la France. — M. Jacques Barrot : position du Gouvernement dans les négociations intercommunautaires suivant la décision prise par la Grande-Bretagne de suspendre ses relations diplomatiques avec la Syrie ; devoir pour la France de faire preuve de solidarité européenne et de fermeté dans sa politique au Moyen-Orient [29 octobre 1986] (p. 5475, 5476) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : tenue d'un conseil de défense à la présidence de la République sur ces problèmes ; acceptation par la France de neuf des onze mesures proposées ; refus d'autorisation de vente d'armes à la Syrie alors que des contrats importants avaient été conclus en 1982 et 1984 ; politique française au Proche-Orient définie lors du débat sur le budget du ministère des affaires étrangères (p. 5476).

197. — Politique carcérale du Gouvernement. — M. Albert Mamy : refus de libération massive de détenus bénéficiant de grâces collectives ; augmentation insuffisante des crédits de la justice pour résoudre le problème de la surpopulation carcérale ; nécessité d'admettre la création d'un secteur pénitentiaire privé sous contrôle de l'Etat [29 octobre 1986] (p. 5477). M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : disproportion croissante entre les nécessités pénales et les équipements pénitentiaires en raison de la montée de la délinquance et de l'application des lois sécuritaires (p. 5477) ; nécessité, en attendant le vote d'un projet de loi créant un secteur privé habilité, de réaliser un programme d'urgence de cinq mille places ; aucune décision sur l'éventualité de libérations collectives, la question n'étant pas encore actuelle (p. 5478).

198. — Subventions aux associations. — M. Pierre Joxe : conséquences dramatiques pour les plus dévavorisés des importantes réductions de subventions aux associations sociales et culturelles [29 octobre 1986] (p. 5478) ; inquiétude des présidents des grands groupements nationaux d'associations ; coup porté aux mouvements associatifs (p. 5479) ; M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur : distinction entre les vraies associations et les organismes résultant de démembrements de l'administration, créés pour s'affranchir du contrôle parlementaire et des règles de la comptabilité publique ; volonté d'encourager les premières par des augmentations de subventions et des incitations fiscales aux dons et œuvres (p. 5479, 5480).

199. — Interdiction d'accès à l'école maternelle d'enfants d'immigrés. — Mme Véronique Neiertz : discrimination injuste et dangereuse contrevenant à une circulaire de l'éducation nationale [29 octobre 1986] (p. 5480) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : circulaires et arrêtés prévoyant l'égalité entre les enfants d'immigrés et les enfants français toujours en vigueur (p. 5480).

200. — Réformes du ministre de l'éducation nationale. — Mme Renée Soum : modification des rythmes scolaires sur la base du rapport d'un seul expert [29 octobre 1986] (p. 5480) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : volonté d'adaptation et de rénovation ; réduction de la durée hebdomadaire des cours pour la rapprocher de celle de nos voisins ; avis favorable de médecins de toutes tendances ; rentrée scolaire légèrement retardée mais travail effectif jusqu'au 22 juin (p. 5481).

201. — Charbonnages de France-Chimie. — M. Jacques Roger-Machart : entraves au fonctionnement d'entreprises du secteur public ; cas de C.D.F.-Chimie sans président directeur général depuis un mois ; difficulté de sa filiale A.I.F. qui annonce un plan de licenciement ; nécessité de définir une stratégie industrielle ; industrie française des engrais [29 octobre 1986] (p. 5481) ; M. Jean-Jacques Deschamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : pertes importantes de C.D.F.-Chimie résultant de la restructuration de la chimie lourde française imposée par le précédent Gouvernement ; redéfinition de la stratégie du groupe ; consolidation de ses activités dans le secteur où il dispose de positions internationales fortes ; dégradation du marché mondial des engrais ; prochaine nomination d'un président (p. 5481).

202. — Suppression du commissariat général du Plan. — M. Christian Goux : retour à une gestion au jour le jour privant le pays d'une véritable stratégie économique [29 octobre 1986] (p. 5481) ; M. Hervé de Charette, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan : intention du Gouvernement exposée lors du débat sur le budget du commissariat du Plan ; crédits maintenus ; faille du IXe Plan ; importance de la fonction de planification (p. 5482) ; sa modernisation (p. 5483).

203. — Réforme des rythmes scolaires. — M. Henri Louet : poursuite de l'aménagement du temps scolaire favorisant à la fois l'éducation et la pratique des sports et des activités culturelles et artistiques [29 octobre 1986] (p. 5483) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : concertation sur le projet de calendrier ; prise en compte des avis des médecins, des observations de la sécurité routière et des contraintes de l'économie ; rythme hebdomadaire relevant en partie des directeurs et des inspecteurs d'académie ; aménagement de la journée scolaire (p. 5484).

204. — Lutte contre la drogue. — M. Jean-Paul Delevoye : mesures de prévention pour protéger les jeunes et sanctions contre leurs fournisseurs [29 octobre 1986] (p. 5484) ; M. Albin Chalandon : garde des sceaux, ministre de la justice : coordination de l'action gouvernementale confiée au ministère de la justice ; nécessité de rappeler que l'usage de la drogue est un délit ; mobilisation de tous pous informer et prévenir ; menace d'une sanction pénale nécessaire pour rendre effective l'injonction thérapeutique faite aux drogués dépendants ; développement des équipements d'accueil et de soins grâce au doublement dans le budget de 1987 des crédits affectés à la lutte contre la toxicomanie ; préparation d'un projet de loi visant à la répression des trafiquants (p. 5484, 5485).

205. — Facturation par les banques de la délivrance et de l'utilisation des chèques bancaires. — M. Gérard Léonard : intention des établissements bancaires de facturer la tenue des écritures à tous les titulaires de compte malgré la

législation en vigueur et bien que les dépôts ne soient généralement pas rémunérés [29 octobre 1986] (p. 5485); M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur : facturation des frais de tenue de compte assortie d'un abaissement des taux d'intérêts ; élargissement des placements d'épargne liquide préférable à la rémunération des dépôts ; tarification non contraire à la législation (p. 5485).

206. — Relations avec la Syrie. — M. Christian Baeckeroot : solidarité sans équivoque avec nos alliés contre le terrorisme ; position envers la Syrie [29 octobre 1986] (p. 5485, 5486) ; M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : point sur la réunion de Luxembourg ; retrait par la Grande-Bretagne d'un document qu'approuvait la France ; son remplacement par un texte en onze points ; accord immédiat de la France sur neuf de ces points ; réserve sur l'arrêt des échanges commerciaux avec la Syrie ; inopportunité d'envisager la possibilité de représailles syriennes ; démarche confiée aux ambassadeurs européens en Syrie après discussion d'une proposition néerlandaise (p. 5486).

207. — Qualité des prestations sociales. — M. François Bachelot : dégradation de la situation des handicapés et des invalides [29 octobre 1986] (p. 5487) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : appréciation des taux d'invalidité par les médecins compétents ; indépendance des C.O.T.O.R.E.P. ; révision nécessaire des barèmes d'évaluation des invalidités ; barèmes datant de la guerre de 1914-1918 ; modification des comportements ; appel de l'effort général des assurés, prescripteurs et gestionnaires (p. 5487).

208. — Politique gouvernementale au Moyen-Orient. — M. Laurent Fabius : divergence entre la version officielle proclamant la fermeté du Gouvernement et les tractations probablement entreprises ; contradictions observées à propos des attentats survenus à Paris, du problème des otages français au Liban, des relations avec la Syrie [5 novembre 1986] (p. 5849) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre : conduite du précédent Gouvernement vis-à-vis d'Abdallah ; vocation de la France, puissance méditerranéenne, à favoriser la stabilité et le développement du Moyen-Orient ; désir d'entretenir des relations normales avec chacun des états engagés dans de grands conflits ; guerre Iran-Irak, conflit israélo-arabe ; poursuite de la politique de soutien au Liban (p. 5850) ; maintien de la France au sein de la F.I.N.U.L. ; pas de rupture de nos relations avec la Syrie sans preuve formelle de sa participation aux attentats terroristes ; aucune livraison d'armes à la Syrie ; pas de prêts envisagés (p. 5851).

209. — Contrôle de l'usage des finances publiques communales. — M. Louis Mermaz : prochain débat à l'Assemblée sur une proposition de loi sénatoriale soustrayant Paris au contrôle de la chambre régionale des comptes ; disposition déjà inscrite dans le collectif budgétaire et annulée par le Conseil constitutionnel ; nécessité accrue d'un contrôle en raison de l'importance du budget de la ville de Paris soumise depuis les lois de 1975-1976 au régime commun des collectivités locales [5 novembre 1986] (p. 5851, 5852) ; M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : spécificité de Paris justifiant un régime dérogatoire (p. 5852) ; augmentation des crédits de fonctionnement du Conseil de Paris en raison de la loi dite P.L.M. (p. 5853) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre : légalisation d'une pratique existante ; vacarme du groupe socialiste pour se « défouler » (p. 5853).

210. — Restaurants du cœur. — M. Jack Lang : déception de leurs animateurs, « l'amendement Coluche » n'ayant pas été voté [5 novembre 1986] (p. 5853) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget : lutte contre la nouvelle pauvreté (p. 5853) ; augmentation des réductions d'impôt accordée au contribuable faisant des dons aux œuvres d'intérêt général (p. 5854).

211. — Incendie à l'usine chimique Sandoz près de Bâle. — M. Jean Ueberschlag : alerte donnée aux autorités françaises avec un retard considérable ; mise en place d'une commission d'évaluation des risques chimiques et d'un système d'alarme international efficace [5 novembre 1986] (p. 5854) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement : études entreprises pour mettre en place des plans d'intervention mieux adaptés à chaque site que le plan Orsec-Tox ; dispositif de prévention ; rencontre du préfet du Haut-Rhin et de ses homologues suisses ; décision de réactiver les échanges téléphoniques entre responsables suisses et français et d'améliorer l'échange d'informations en cas d'accident (p. 5854) ; préparation d'un projet de loi sur les risques majeurs (p. 5855).

212. — Remboursement des médicaments par la sécurité sociale. — M. Bernard-Claude Savy : faible part que représentent les médicaments dans les dépenses de l'assurance maladie ; réduction de leur remboursement risquant de déséquilibrer l'industrie pharmaceutique et d'avoir des effets psychologiques néfastes sur les malades [5 novembre 1986] (p. 5855) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : transmission à la caisse nationale d'assurance maladie d'un ensemble de propositions ; augmentation de 10 % par an des dépenses pharmaceutiques ; nécessité d'un effort commun de toutes les parties prenantes ; refus du Gouvernement de remettre en cause le système de protection sociale (p. 5855).

213. — Primes d'aménagement du territoire. — M. Yves Guéna : modification de leurs conditions d'octroi ; démarches successives qu'implique le système actuel [5 novembre 1986] (p. 5855) ; façon de concilier décentralisation et aménagement du territoire ; rôle de la région (p. 5856) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : nouvelle situation créée par la décentralisation et la régionalisation ; élaboration par M. Guichard d'un rapport sur les orientations de la politique d'aménagement du territoire ; réduction des aides directes ; allégement de la fiscalité pesant sur les entreprises ; concentration des efforts sur les grandes infrastructures (p. 5856).

214. — Contrôle des prix, contrôle des changes. — M. Charles Millon : engagement du Gouvernement sur une libération des prix excluant tout contrôle administratif et sur la liberté des changes en droit et en fait ; droit de la concurrence [5 novembre 1986] (p. 5856) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget : rappel des mesures déjà prises quant à la libération des changes ; renonciation de la France à la clause de sauvegarde (p. 5856) ; mesures concernant les entreprises et les particuliers ; poursuite de la libération des prix qui doit être totale à la fin de 1986 ; évolution accomplie sans dérapage des prix ; jeu de la concurrence ; texte abrogeant les ordonnances de 1945 actuellement soumis au Conseil d'Etat (p. 5857).

215. — Voyage du patriarche Sfeir à Paris. — M. Aymeri de Montesquiou : ses rencontres avec les plus hautes autorités françaises au nom des communautés libanaises menacées ; témoignages de nos liens ave le Liban ; rôle de la France au Moyen-Orient [5 novembre 1986] (p. 5857) ; M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : visite à la France considérée comme un acte politique important ; effort de Monseigneur Sfeir pour tenter de renouer le dialogue entre les communautés libanaises ; engagement de la France envers le Liban (p. 5858).

216. — Déduction fiscale pour les travaux d'isolation. — M. Germain Gengenwin : conséquences de la suppression des incitations fiscales aux économies d'énergie pour les travaux du bâtiment ; destabilisation des entreprises ; encouragement du travail au noir [5 novembre 1986] (p. 5858) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget : dispositif fiscal d'incitation aux économies d'énergie créé lors du premier choc pétrolier en 1974 et maintenu en raison du deuxième choc pétrolier de 1978 ; suppression justifiée par les changements de comportement et la baisse du prix de l'énergie ; diminution globale de la charge fiscale qui pèse sur les entreprises et les particuliers préférable à des exonérations ponctuelles (p. 5858).

217. — Réforme du code de la nationalité. — M. Jean-Pierre Stirbois : spectateur mortellement blessé dans un cinéma par quatre Maghrébins auxquels il demandait de se taire ; leur refuge en Algérie à la faveur de la double nationalité ; nécessité de modifier le code de la nationalité notamment d'en supprimer l'article 23 relatif à la double nationalité [5 novembre 1986] (p. 5859) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : divulgation des délibérations du Conseil d'Etat sur

le projet à l'étude ; principe de la double nationalité lié à des accords conclus avec d'autres Etats ; désir du Gouvernement de donner à l'acquisition de la nationalité française un caractère volontaire et non plus automatique et de ne pas le détourner de sa finalité (p. 5859).

218. — Liberté d'information à la radio et à la télévision. — M. Jean-Pierre Reveau : poursuite de la désinformation ; choix arbitraire des personnes invitées à participer aux émissions [5 novembre 1986] (p. 5859) ; élimination des représentants du Front national malgré son audience dans l'électorat et au Parlement ; mise en place d'une « commission gadget » (p. 5860) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : installation d'une commission nationale de la communication et des libertés garante du pluralisme et de l'honnêteté de l'information ; temps d'antenne dont a disposé le Front national au mois de septembre selon le rapport du service d'observation des programmes ; refus de M. Le Pen de participer à une émission de France-Inter « Face au public » (p. 5860).

219. — Problèmes posés par le travail dominical. — Mme Jacqueline Hoffmann : protestation des travailleuses contre la décision du Printemps d'ouvrir ses magasins le dimanche en décembre [5 novembre 1986] (p. 5860) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : mêmes règles applicables aux salariés des deux sexes (p. 5860) ; demande de dérogation possible à Paris en l'absence d'arrêté préfectoral imposant la fermeture le dimanche des commerces de détail ; dossier du Printemps soumis à l'étude du Préfet, autorité compétente (p. 5861).

220. — Situation au Nicaragua et aide de la France. — M. Roland Leroy : complicité de la France avec la politique américaine d'agression contre le Nicaragua et l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures d'un Etat souverain [5 novembre 1986] (p. 5861) ; M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : appui de la France aux efforts du groupe de Contadora ; nouvelle répartition des aides financières aux pays d'Amérique centrale en cessant de privilégier le Nicaragua (p. 5861).

221. — Budget du secrétariat d'Etat aux rapatriés. — M. Pierre Messmer : intentions du Gouvernement quant aux engagements pris envers les rapatriés [12 novembre 1986] (p. 6137) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre : dette de la France envers les rapatriés ; hommage au travail accompli par M. Santini ; coût des mesures envisagées d'ici à 1988 ; poursuite des négociations avec les pays d'Afrique du Nord (p. 6137) ; répartition des crédits d'indemnisation en accord avec les associations concernées ; témoignage de la reconnaissance morale de la nation par un mémorial (p. 6138).

222. — Absence de présence officielle française à l'occasion de la visite du Premier ministre sud-africain. — M. Jean Bonhomme : ingratitude de la France envers les soldats sud-africains ; discrimination entre les chefs d'Etat en visite en France ; relations diplomatiques avec les pays où les droits de l'Homme sont bafoués [12 novembre 1986] (p. 6138) ; M. Georges Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens combattants : différence entre consentement du Gouvernement à une commémoration et caution au régime de l'apartheid (p. 6138).

223. — Situation des troupes françaises au Liban. — M. Xavier Deniau : capacité et moyens dont dispose la F.I.N.U.L. ; attitude de la France lorsque expirera le 22e mandat de cet organisme [12 novembre 1986] (p. 6139) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : rapport du secrétaire général des Nations Unies sur la F.I.N.U.L. ; étude des modifications souhaitables n'excluant pas un redéploiement des contingents nationaux ; efforts entrepris à l'initiative de la France ; maintien au sein de la F.I.N.U.L. (p. 6139).

224. — Réception du Premier ministre sud-africain. — M. Roger Holeindre : cérémonie indigne du sacrifice des soldats sud-africains morts pour la France ; insulte aux anciens combattants [12 novembre 1986] (p. 6139, 6140) ; M. Georges Fontès, secrétaire d'Etat aux anciens combattants : son absence à la cérémonie dont l'horaire avait été avancé (p. 6140).

225. — Monopole syndical dans l'agriculture. — M. Bruno Mégret : suppression des subventions allouées à quatre syndicats minoritaires ; encouragement du monopole syndical conduisant à l'encadrement du monde agricole [12 novembre 1986] (p. 6140) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : rôle de l'association nationale pour le développement agricole ; diminution des taxes constituant ses ressources entraînant la suppression de subventions à des organisations très minoritaires au sein des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole ; possibilité pour ces organisations de présenter des demandes de financement au niveau départemental ou régional là où elles ont une certaine représentativité (p. 6140).

226. — Prestations de sécurité sociale et retraites complémentaires. — Mme Muguette Jacquaint : directives gouvernementales de restriction des dépenses de santé et de protection sociale ; voie ouverte aux assurances privées pour la retraite et pour la maladie [12 novembre 1986] (p. 6141) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : progression des prestations versées par la sécurité sociale ; risque d'un blocage du système en raison de l'écart croissant entre les dépenses et les recettes de l'assurance maladie ; réexamen des situations pouvant conduire à des anomalies ou à des excès ; concertation avec la C.N.A.M. ; négociation sur les retraites complémentaires entre les partenaires sociaux gestionnaires de l'Arrco ; sauvegarde des régimes d'assurance vieillesse par répartition (p. 6141).

227. — Avenir de la production ovine en France. — M. Marcel Rigout : colère des éleveurs face à l'inégale répartition des aides communautaires ; situation privilégiée de la Grande-Bretagne [12 novembre 1986] (p. 6141) ; distorsion de concurrence ; importation à prix de dumping ; risque de disparition d'exploitations agricoles familiales (p. 6142) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : règlement communautaire de 1980 complexe et coûteux ; aggravation de la situation en France en raison des mauvaises conditions climatiques et de la baisse de la livre-sterling ; indemnisation des producteurs ; avance sur la prime compensatrice à la brebis ; opération communautaire de stockage privé ; garanties accordées par le règlement ovin en matière de recettes ; mise en place de mécanismes correctifs en cas de baisse de la livre (p. 6142).

228. — Pollution du Rhin. — M. Emile Koehl : répercussion pour les pays riverains du Rhin des deux accidents survenus aux usines Sandoz de Bâle ; inventaire et réparation des dommages ; amélioration des systèmes de prévention, de contrôle et d'alerte [12 novembre 1986] (p. 6142) ; nécessité d'harmoniser les législations européennes (p. 6143) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : réunion à Zurich des ministres européens de l'environnement pour mettre sur pied des systèmes de prévention et des procédures d'indemnisation ; coopération des pays riverains pour parvenir à des mesures communes à toute l'Europe (p. 6143).

229. — Développement économique inégal des régions. — M. Léonce Déprez : équilibre financier de l'Etat incompatible avec le déséquilibre économique des régions et le déclin des entreprises assurant des rentrées de taxes professionnelles et de T.V.A. ; nécessité d'instaurer une économie de partenariat entre l'Etat et les régions ; mobilisation des capitaux publics en faveur des travaux d'infrastructure ; lancement d'emprunts pour réaliser de grands travaux [12 novembre 1986] (p. 6143) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : choix politiques permettant d'atteindre une croissance comparable à celle de l'Allemagne fédérale (p. 6143) ; flexibilité de l'économie ; adaptation du système éducatif ; maîtrise des dépenses publiques ; orientation de la politique d'aménagement du territoire impliquant la compétitivité des entreprises ; réalisation de grandes infrastructures de transport ; efficacité des systèmes de formation ; coopération entre l'Etat, les régions et l'Europe (p. 6144).

230. — Politique communautaire maritime : pavillon européen. — M. Aimé Kerguéris : concurrence entre les compagnies maritimes à la recherche de marchés et d'une plus forte compétitivité ; enjeux politiques et économiques ; notion de pavillon européen et rapprochement des conditions d'exploitation [12 novembre 1986] (p. 6144) ; M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer : possibilité d'instaurer un pavillon européen évoquée par M. Clinton Davis, commissaire européen aux transports ; existence de trois projets communautaires sur les problèmes de concurrence et de pratique déloyale ; controverse sur la libre prestation de services ; tendance à faire disparaître les restrictions dont bénéficient les pavillons

nationaux ; contreparties nécessaires ; définition d'un certain nombre de conditions « plancher » (p. 6144).

231. — Politique au Moyen-Orient. — M. Pierre Bérégovoy : libération de deux des otages français détenus au Liban ; interview du Premier ministre au Washington Times ; doute sur à la fermeté du Gouvernement envers les pays cautionnant le terrorisme ; négociation avec la Syrie et l'Iran ; compromissions indignes de la France et dangereuses pour l'évolution des relations internationales [12 novembre 1986] (p. 6145) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre : poursuite d'une politique de fermeté jusqu'à la libération de tous les otages ; souci de sauvegarder l'indépendance du Liban ; maintien d'une présence culturelle et d'une présence au sein de la F.I.N.U.L. ; redéfinition de la fonction de celle-ci ; mesures prises après les attentats de septembre à Paris ; contact sans compromis avec tous les pays pouvant avoir une influence sur les mouvements terroristes (p. 6146) ; détermination d'une politique étrangère ambitieuse ; réflexions confiées à un journaliste étranger ; certitude qu'Israël ne peut être associé à une action terroriste en Europe (p. 6147).

232. — Politique étrangère. — M. Louis Mermaz : nécessité de traiter globalement et sans concession l'affaire des otages français au Liban ; contentieux financier avec l'Iran ; devoir d'informer le Parlement de l'évolution des conditions posées par l'Iran [12 novembre 1986] (p. 6147) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : rappel de ses interventions lors de la discussion du budget du ministère des affaires étrangères et devant les commissions des affaires étrangères et de la défense ; pas de négociation otage par otage ; désir de normaliser les relations avec l'Iran ; négociation sur le contentieux financier menée par des intermédiaires officiels ; poursuite d'une politique cohérente (p. 6148).

233. — Pollution du Rhin. — M. Jean-Marie Bockel : nécessité d'informer les populations riveraines ; demande la constitution d'une commission d'enquête parlementaire ; renégociation de la convention de Bonn de 1976 pour engager, sur le plan international, un processus de dépollution complète du Rhin [12 novembre 1986] (p. 6148) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : adoption de mesures importantes pour éviter les rejets de déchets des potasses d'Alsace ; information des populations grâce à la participation de M. Rodloff, président du conseil régional d'Alsace, à la conférence de Zurich ; mesures de réhabilitation et de dépollution du Rhin (p. 6149).

234. — Avenir de l'Agence France-presse. — M. Yvon Briant : inapplication du plan de restructuration annoncé, repoussé par les journalistes, le personnel et les administrateurs de l'A.F.P. ; déficit croissant supporté par les contribuables ; création souhaitable d'une commission d'enquête ou de contrôle parlementaire ; réforme des statuts de 1957 devant fournir à l'A.F.P. les moyens financiers de son indépendance pour permettre de faire face à la concurrence étrangère [12 novembre 1986] (p. 6149) ; M. Gérard Longuet, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. : aide des pouvoirs publics pour permettre à l'A.F.P. de se maintenir dans un univers de moins en moins francophone ; augmentation des crédits inscrits au budget de 1987 (p. 6149) ; mise en œuvre du plan de développement devant assurer la compétitivité et diversifier les débouchés ; orientations vers des services nouveaux ; diminution progressive de la part des recettes que représentent les abonnements de l'Etat dans le budget de l'A.F.P. ; autonomie et liberté d'information (p. 6150).

235. — Situation en Nouvelle-Calédonie. — M. Dominique Bussereau : événements de Thio ; ordre républicain et démocratique en Nouvelle-Calédonie ; réception de M. Tjibaou par le Président de la République alors que MM. Ukeiwé et Lafleur, membres de la majorité, n'ont pu obtenir une telle audience [19 novembre 1986] (p. 6536) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : esprit démocratique dans lequel s'est tenue, à la demande de Mélanésiens, la réunion d'information de Thio ; sympathisants du R.P.C.R. victimes d'une embuscade tendue par des extrémistes ; premiers résultats des actions de développement économique lancées par le Gouvernement (p. 6536) ; désir de mener le dialogue avec toutes les composantes de la communauté néo-calédonienne ; fermeté du Gouvernement ; retour au calme ; arrestation de l'auteur présumé de l'assassinat de Thio ; organisation du référendum après consultation de tous les responsables néo-calédoniens sur la composition du corps électoral et sur le projet soumis au référendum (p. 6537).

236. — Avenir de la politique agricole commune. — M. Philippe Vasseur : moyens d'enrayer la baisse des revenus des agriculteurs français ; choix entre le renforcement de la politique agricole commune et le maintien de certaines responsabilités aux Etats [19 novembre 1986] (p. 6537) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : intervention efficace de la France au cours de la réunion des ministres de l'agriculture européens quant à la production laitière et au système d'intervention sur la viande bovine ; avance sur la prime à la brebis ; sa saisonnalisation ; remise en cause du règlement mouton ; poursuite d'une politique de réduction des coûts de production (p. 6537) ; retour à l'esprit et aux règles du Traité de Rome ; suppression progressive des montants compensatoires monétaires ; préférence communautaire ; solidarité financière (p. 6538).

237. — Détention et expulsion d'étrangers. — M. Jean-François Deniau : pourcentage de détenus d'origine étrangère dans la population carcérale ; application de la circulaire Badinter de septembre 1983 enjoignant au Parquet de requérir l'expulsion comme peine principale à l'encontre des étrangers délinquants [19 novembre 1986] (p. 6538) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : étrangers représentant 28 % des personnes incarcérées dans les prisons métropolitaines ; petit nombre de détenus pour la seule irrégularité de leur situation ; utilisation à plein de la circulaire Badinter et entrée en vigueur de la loi de 1986 sur la reconduite à la frontière ; présence dans les prisons d'étrangers non expulsables, prévenus, mineurs ; transfert difficile des condamnés dans leur pays d'origine pour y subir leur peine (p. 6538) ; situation des étrangers condamnés pour trafic de drogue (p. 6539).

238. — Finances communales. — M. Jean Jarosz : déséquilibre du budget communal ; diminution des recettes provenant de la taxe professionnelle ; augmentation des cotisations à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales ; aggravation de la fiscalité des particuliers [19 novembre 1986] (p. 6539) ; M. Yves Galland : ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : augmentation des dotations de l'Etat supérieure au taux de l'inflation ; compensation intégrale de l'abattement de la taxe professionnelle ; limitation de la hausse des cotisations à la C.N.R.A.C.L. (p. 6539).

239. — Arrêt des expulsions des locataires de bonne foi. — M. Jean-Jacques Barthe : recrudescence des expulsions résultant de la nouvelle pauvreté [19 novembre 1986] (p. 6539) ; conséquences de la loi Méhaignerie ; manifestation à l'appel de la confédération nationale du logement pour faire cesser les procédures de saisie et d'expulsion et mettre en place un système d'indemnisation des propriétaires (p. 6540) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : sanction exceptionnelle que constitue l'expulsion ; mesures de prévention ; allongement de la période pendant laquelle les locataires en retard peuvent bénéficier de l'aide personnalisée au logement ; généralisation des commissions départementales d'aide au paiement des loyers pour les personnes en difficulté (p. 6540).

240. — Terrorisme en France. — M. Jean-Marie Le Pen : banalisation du crime et du terrorisme ; transaction avec les terroristes internationaux [19 novembre 1986] (p. 6540) ; arrestation devant sanctionner leur action (p. 6541) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : rappel de l'action du Gouvernement précédent ; résultat de la politique actuelle ; réorganisation des services de police ; renforcement de leurs effectifs ; adoption de lois donnant les moyens d'intervenir, prévenir et réprimer (p. 6541) ; membres de la branche internationale et de la branche nationale d'Action directe sous les verrous (p. 6542).

241. — Prisons privées. — M. Michel Sapin : désapprobation du Président de la République à ce projet coûteux pour l'Etat, inadmissible car la recherche du profit par les prisons privées serait basée sur l'accroissement de la délinquance et de la violence ; atteinte à la souveraineté de la République [19 novembre 1986] (p. 6542) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : nécessité de sortir du système actuel pour disposer d'un nombre de places suffisant ; accroissement du nombre des détenus ; système d'habilitation respectant les règles du droit public ; cahier des charges précis ; tutelle de l'Etat ; moindre coût des investissements et de l'exploitation ;

révolution dans la conception de nos prisons ; système moderne qui s'inscrit dans la tradition républicaine ; ouverture au secteur privé d'une fonction purement administrative (p. 6543) ; différence entre l'actuel projet et le système pénitentiaire évoqué par Tocqueville (p. 6544).

242. — Politique européenne. — M. Louis Le Pensec : rôle moteur joué par la France de 1981 à 1986 ; incertitude de la majorité sur l'Acte unique européen ; incohérence sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. [19 novembre 1986] (p. 6544) ; M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères : examen par l'Assemblée du projet de ratification de l'Acte unique européen ouvrant la Communauté à de nouveaux champs d'action ; rôle de la France dans le règlement de plusieurs contentieux communautaires ; politique d'ouverture à l'égard des pays tiers méditerranéens (p. 6544) ; règlement du contentieux franco-espagnol sur la pêche ; sauvegarde des principes de la politique agricole commune (p. 6545).

243. — Financement des associations. — M. Robert Chapuis : manifestation le 23 novembre 1986 de personnes issues d'associations d'éducation et de jeunesse inquiètes de l'avenir du mouvement associatif ; critères permettant de distinguer les bonnes et les mauvaises associations ; définition de la politique de contractualisation [19 novembre 1986] (p. 6545) ; M. Christian Bergelin, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports : en 1987 subventions accordées aux associations en fonction de la réalité des projets présentés (p. 6545) ; politique tournée plus vers l'individu que vers les associations pour éviter les abus de la période 1981-1986 ; reversement, par les associations ne pouvant attester la réalisation de leur projet, des fonds attribués (p. 6546).

244. — Premiers résultats du plan pour l'emploi des jeunes. — M. René André : nouveau mode de comptabilisation du chômage ; résultat du plan pour l'emploi des jeunes quatre mois après sa mise en œuvre [19 novembre 1986] (p. 6546) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : contestation de la fiabilité des statistiques et du nombre des chômeurs en raison des situations intermédiaires entre l'emploi et le chômage et du remplacement du pointage manuel à l'A.N.P.E. par le pointage postal ; rapport de M. Malinvaud, directeur général de l'I.N.S.E.E., recommandant de parler en taux de chômage et non plus en nombre de chômeurs ; actualisation mensuelle du taux de chômage ; délai supplémentaire de dix jours imposé à l'A.N.P.E. pour comptabiliser tous les demandeurs d'emploi (p. 6546) ; succès du plan emploi des jeunes ; progression du nombre de jeunes embauchés ou bénéficiant d'un stage ou d'un contrat (p. 6547).

245. — Attitude du Gouvernement à l'égard du projet communautaire de réduction de 5 % de la production laitière pour la prochaine campagne. — M. André Fanton : attitude du Gouvernement face à l'invasion de l'Europe par des produits de substitution du lait et de l'augmentation de la production des Etats-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande [19 novembre 1986] (p. 6547) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : opposition de la France à la réduction drastique proposée par la commission des Communautés européennes sans distinguer entre les régions très spécifiquement laitières et d'autres qui le sont moins (p. 6547) ; nécessité de gager toute réduction de la production par des moyens financiers ; collectif de fin d'année complétant le programme communautaire pour favoriser le départ d'agriculteurs ; création d'un groupe de travail associant les formations de toute tendance à l'élaboration d'une politique laitière : position incompréhensible de l'ensemble des députés socialistes du Parlement européen favorables aux propositions de la commission (p. 6548).

246. — Charges de gestion des régions depuis la décentralisation et modification du mode de scrutin pour l'élection des conseillers régionaux. — M. Jean-Louis Masson : nécessité de cantonner la région dans sa mission essentielle d'initiative et de coordination ; opportunité de modifier le mode de scrutin des conseillers régionaux et de choisir le système majoritaire [19 novembre 1986] (p. 6548) ; M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : rôle essentiel des conseils régionaux en matière d'aménagement du territoire et de développement économique ; doute sur l'utilité de certains transferts de compétences notamment en matière scolaire ; dépôt par M. Guichard d'une proposition de loi tendant à transférer la gestion des lycées au niveau du département avec l'assentiment des élus ; allégement souhaitable des structures de gestion ; délégation de compétences aux départements ; coexistence de différents modes de scrutin ; modification envisagée seulement après plusieurs années d'expérience (p. 6548).

247. — Projet de loi sur l'enseignement supérieur : grève dans les universités. — M. Pascal Arrighi : manifestation répondant à la carence de l'information gouvernementale et à la diffusion par les médias de nouvelles pas toujours exactes ; manœuvre de déstabilisation ; nécessité pour le Gouvernement de faire le point sur les grèves en cours et sur ses intentions quant aux dispositions essentielles du projet ; application éventuelle de l'article 49-3 de la Constitution [26 novembre 1986] (p. 6781) ; M. Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : mouvement étudiant répondant à une inquiétude injustifiée causée par les assertions fausses des tracts distribués dans les universités à propos des droits d'inscription (p. 6781), des conditions d'entrée à l'université et de la suppression des diplômes nationaux ; anxiété face à l'avenir professionnel et devant une société changeant à toute vitesse ; importance de la réaction des lycéens ; leur refus de toute tentative de récupération politique ; fin du manichéisme politique (p. 6782).

248. — Projet de loi sur l'enseignement supérieur. — M. Jean-Claude Cassaing : émotion des étudiants et lycéens ; réserves émises par de nombreuses instances comme la conférence des présidents d'université, le C.N.E.S.E.R., le Conseil économique et social ; bacheliers laissés pour compte en raison de la sélection à l'entrée des universités ; augmentation des droits d'inscription [26 novembre 1986] (p. 6782) ; éclatement des universités ; dégradation de la recherche ; retrait souhaitable du projet pour permettre une concertation préalable (p. 6783) ; M. Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : concertation depuis le mois d'août avec les représentants des organisations syndicales et de nombreux universitaires ; maintien des droits d'inscription dans une fourchette raisonnable exigé faute d'un système de bourses ou d'exonérations assez large ; aucun barrage à l'entrée à l'université ; maintien des diplômes nationaux ; possibilité pour les universités de créer des diplômes spécifiques adaptés au développement du domaine socio-économique (p. 6783).

249. — Rôle du Parquet. — M. Roland Dumas : question au garde des sceaux non soumis par la circulaire du 27 novembre 1959 au secret de l'instruction [26 novembre 1986] (p. 6783) ; remise à M. Chalier sur ordre de l'autorité publique d'un passeport provenant du stock en blanc dont dispose la D.S.T. pour les besoins du service ; sa remise d'abord à l'intermédiaire, M. le contrôleur général Delebois puis à M. Chalier alors qu'il était sous le coup d'un mandat d'arrêt international ; son utilisation pour se soustraire à la police et à la justice (p. 6784) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : communiqué du Parquet sur les affaires en cours d'instruction admis seulement par la pratique et une circulaire et non par la loi ; risque d'amplifier l'importance du dossier ; véritable affaire constituée par le Carrefour du développement et le détournement de fonds publics (p. 6784).

250. — Privatisation de Saint-Gobain. — M. Christian Goux : vente par la caisse des dépôts, sur ordre du ministre de l'économie et des finances, de certificats d'investissement et de titres de Saint-Gobain pour faire baisser les cours, puis suspension de la cotation ; dépendance de la commission de la privatisation vis-à-vis de la direction du Trésor (p. 6784) ; éclaircissement sur l'évolution des cours (p. 6785) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : préparation approfondie de l'opération en liaison avec les professionnels, la C.O.B. et la commission de la privatisation ; information des actionnaires ; suspension de la cotation des certificats d'investissement pour en permettre l'échange contre des actions ordinaires ; comparaison entre l'évolution de l'indice des valeurs boursières et celle des cours des certificats d'investissement de Saint-Gobain ; prix arrêté pour l'introduction des titres valorisant les intérêts patrimoniaux de l'Etat ; accueil positif sur le marché ; démenti sur l'intervention de la caisse des dépôts (p. 6785).

251. — Politique agricole. — M. Noël Ravassard : question différée en l'absence du ministre de l'agriculture [26 novembre 1986] (p. 6786).

252. — Tarification des chèques. — M. Raymond Douyère : entente illicite des banques concernant la tarification bancaire ; accroissement de leurs bénéfices ; attente d'une contrepartie pour les usagers ; opération constituant une augmentation des prélèvements obligatoires [26 novembre 1986] (p. 6786) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : liberté pour les banques de facturer les services rendus à leur clientèle ; campagne d'information sur le bon usage des moyens de paiement ; incitation à faire connaître les contreparties de la tarification ; baisse de certains taux de crédit envisagée (p. 6786).

253. — Programme de création de maisons de retraite médicalisées. — M. Jacques Baumel : modification importante de l'équilibre des générations ; capacité d'hébergement des personnes âgées dépendantes n'ayant pas suivi l'amélioration de l'espérance de vie [26 novembre 1986] (p. 6786, 6787) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : problème de société ; création d'une commission nationale d'études sur les personnes âgées dépendantes ; opération de redéploiement dans le secteur sanitaire et social pour privilégier la création de structures adaptées ; création de places supplémentaires dans les services de soins à domicile ; déduction fiscale en faveur des personnes âgées employant des aides à domicile ; augmentation des crédits relatifs à la transformation des hospices ; prêts locatifs aidés ; prêts sans intérêt de la caisse nationale d'assurance vieillesse ; mesures relevant de la compétence des départements (p. 6787).

254. — Agitation dans certains lycées. — M. Lucien Guichon : inquiétudes des lycéens quant à leur avenir après le baccalauréat ; manipulation des jeunes par les partis politiques de gauche ; nécessité de rétablir la vérité et d'informer [26 novembre 1986] (p. 6787, 6788) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : demande faite à tous les proviseurs d'expliquer le projet aux lycéens ; information des parents d'élèves sur les droits d'inscription, l'entrée à l'université et les diplômes nationaux ; évolution du corps professoral d'ici l'an 2000 ; situation matérielle des enseignants (p. 6788) ; dégradation de l'image des enseignants par les syndicats (p. 6789).

255. — Retrait du projet de loi sur l'enseignement supérieur. — M. Jacques Roux : renforcement de la sélection par l'argent et par l'élitisme ; concurrence entre les universités ; disparition de la notion du baccalauréat comme premier grade de l'enseignement supérieur ; nécessité de retirer un projet établi sans consultation préalable [26 novembre 1986] (p. 6789) ; M. Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : subvention versée par l'Etat aux universités sans tenir compte du niveau des droits d'inscription ni des contrats passés avec les entreprises de la région ; préférence donnée à l'implantation des nouveaux I.U.T. dans les zones en difficultés économiques ; maintien de l'examen par l'Assemblée d'un projet adopté par le conseil des ministres et voté par le Sénat ; possibilité d'amendements (p. 6789) ; hommage au travail de la commission des affaires culturelles (p. 6790).

256. — Indemnisation du chômage. — M. Paul Chomat : colloque des députés communistes sur la protection sociale et organisation par la C.G.T. d'une journée de protestation ; définition de la pauvreté ; son utilisation par le Gouvernement pour rendre l'emploi plus précaire ; minimum de ressources indispensables ; changement du système d'indemnisation ; relance de l'emploi par des coûts de licenciement dissuasifs ; propositions des députés communistes [26 novembre 1986] (p. 6790) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : système d'indemnisation du chômage résultant d'un accord entre les partenaires sociaux signé par la C.G.T. ; coexistence d'un régime d'assurance géré par les partenaires sociaux et d'un régime de solidarité à la charge de l'Etat ; existence de trois formules de minimum social complétées par les prestations familiales et les prestations logement ; augmentation des charges des entreprises pouvant provoquer des licenciements ; inefficacité d'un système de minimum social généralisé ; orientation vers une politique en faveur de l'entreprise et de l'emploi ; mise en place d'un « plan pauvreté » (p. 6790) ; appui financier de l'Etat à la création d'emplois à temps partiel pour les personnes sans ressources ; aide à la reprise d'activité ; journée de protestation organisée par la seule C.G.T. avant même de connaître le plan sur la sécurité sociale (p. 6791).

257. — Quotas laitiers. — Mme Marie-Thérèse Boisseau : nécessité d'une restructuration de la production laitière avec prime à la cessation d'activité ; difinition de la nature juridique des quotas ; inégalité en matière de paiement des pénalités et d'installation des jeunes [26 novembre 1986] (p. 6791) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : lourdes conséquences des engagements pris en 1984 pour les régions d'importante production laitière ; mise en œuvre pour la campagne 1986-1987 de deux programmes de cessation d'activité laitière (p. 6791) ; aucune définition de la nature juridique des quotas depuis leur instauration en 1984 ; projet à l'étude sur les transferts de quotas ; tendance actuelle au dépassement des quantités de référence ; répartition des pénalités avec compensation interrégionale ; mesures particulières pour les jeunes et les prioritaires ; demande du ministre de l'agriculture à Bruxelles de prélever dans toutes les laiteries des pénalités identiques sur les producteurs ayant dépassé leur quota (p. 6792).

258. — Nécessité de renégocier un traité européen pour la dépollution du Rhin. — M. Jean-Paul Fuchs : conséquences à long terme de la catastrophe écologique du Rhin ; information ; prévention ; application des mesures de sécurité existantes dans tous les pays de la Communauté européenne et en Suisse ; pollution permanente du Rhin ; nécessité de négocier une nouvelle convention internationale contraignante [26 novembre 1986] (p. 6792) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement : reconnaissance par la Suisse de ses responsabilités ; nécessité pour elle d'appliquer la directive de Seveso ; lutte contre la pollution chronique du Rhin par l'élargissement aux pays européens non membres de la Communauté des règles de sécurité ; révision des normes (p. 6792) ; prochaine réunion de Rotterdam pour bâtir une politique européenne globale ; 1987 année européenne de l'environnement (p. 6793).

259. — Lutte contre le S.I.D.A. — Mme Florence d'Harcourt : devoir d'informer les Français ; détection systématique de la maladie ; attitude vis-à-vis des malades contagieux [26 novembre 1986] (p. 6795) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : rythme d'accroissement inquiétant ; propagation hors des « groupes à risques » ; préparation d'un plan de lutte globale comportant prévention, soins et recherche ; campagne d'information ; dépistage obligatoire dans les centres de transfusion sanguine ; publicité pour les préservatifs ; inscription du S.I.D.A. sur la liste des maladies prises en charge à 100 % par la sécurité sociale ; création au sein de l'I.N.S.E.R.M. d'une unité spécialisée ; nécessité de coopération internationale dans le domaine de la recherche (p. 6793).

260. — Retrait du projet de loi sur l'enseignement supérieur. — M. André Lajoinie : projet accentuant la sélection par l'argent ; nécessité de le retirer et de donner aux jeunes le droit à l'égalité des chances dans l'enseignement [3 décembre 1986] (p. 7034) ; M. Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : confirmation de la modicité des droits d'inscription, du maintien des diplômes nationaux et de l'ouverture de l'université à tous les bachelliers ; étude d'un plan d'accompagnement facilitant l'articulation du secondaire et du supérieur (p. 7034) ; souci de donner de l'université une image de travail et de sérieux (p. 7035).

261. — Situation de la sidérurgie. — Mme Colette Goeuriot : annonce de nouvelles suppressions d'emplois ; arguments avancés pour expliquer des mesures injustifiables ; comparaison avec la situation de la R.F.A. et de l'Italie ; existence de besoins en acier ; nouveaux marchés à conquérir [3 décembre 1986] (p. 7035) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : adhésion de la France à l'engagement pris par les états de la C.E.E. de ne plus apporter de soutien financier à la sidérurgie ; rappel des promesses illusoires faites par les gouvernements de gauche ; action de l'Etat pour combler les pertes accumulées (p. 7035).

262. — Prix de la viande bovine et ovine. — M. Jean Briane : distorsion de concurrence défavorisant les producteurs français ; importation de viande fraîche de boucherie ; action du Gouvernement auprès de la Communauté pour défendre les producteurs ; aide au développement de la production en zones de montagne et défavorisées [3 décembre 1986] (p. 7036) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le

Parlement : mesures de soutien du marché bovin accordées par la commission européene ; revalorisation de la prime à la vache allaitante ; aides à la trésorerie des producteurs de viande ovine par le versement d'acomptes successifs sur la prime compensatrice à la brebis ; refonte envisagée du règlement ovin (p. 7036).

263. — Conséquences du plan pour l'emploi des jeunes. — Mme Christine Boutin : problème des personnes plus âgées qui sont exclues du bénéfice de ce plan ; nécessité d'éviter toute discrimination [3 décembre 1986] (p. 7036, 7037) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : rappel du taux de chômage des jeunes antérieur à la mise en place du plan ; justification de l'effort particulier entrepris en leur faveur ; rare concurrence pour l'embauche entre bénéficiaires du plan et demandeurs plus âgés ; offre supplémentaire d'emplois entraînée par les exonérations (p. 7037) ; mesures en faveur des chômeurs de longue durée : stages spécifiques, procédures adaptées de réinsertion, programme d'insertion locale, activités de voisinage (p. 7038).

264. — Incidences fiscales et sociales de la mensualisation du paiement des pensions de retraite. — M. Charles Revet : décalage dans le versement des pensions entraînant pour 1987 une augmentation fictive des ressources ; incidence fiscale et suppression d'avantages liés à la non imposition [3 décembre 1986] (p. 7038) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : souci d'éviter aux pensionnés toute interruption dans la perception de leurs revenus ; amélioration de leur situation de trésorerie ; coût pour la caisse nationale d'assurance vieillesse ; mesures destinées à éviter la pénalisation vis-à-vis du fisc en 1987 (p. 7038) ; étalement sur deux ans des arrérages supplémentaires perçus facilité par la délivrance automatique d'un relevé de revenus imposables éclaté ; extension du système de décote appliqué aux célibataires imposés sur une part (p. 7039).

265. — Projet de loi sur les universités. — M. Roger-Gérard Schwarzenberg : contradiction entre les principes défendus par le Premier ministre le 9 avril devant l'Assemblée et ses déclarations à TF1 le 30 novembre ; propos inexacts sur l'application de la loi de 1984 relative à l'enseignement supérieur et sur le nombre de diplômés sans emploi ; réforme des lycées ; sanctions contre les lycéens en grève ; nécessité de retirer le projet [3 décembre 1986] (p. 7039) ; M. Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : situation actuelle ; existence d'universités de seconde zone, de diplômes nationaux inégaux, sélection ; gâchis du premier cycle ; nécessaire adaptation de l'université à l'évolution de la société ; organisation fonctionnelle de l'université ; créativité pédagogique ; diplômes spécifiques en osmose avec le milieu socio-économique ; mesures ultérieures concernant l'action sociale des étudiants, le contenu des enseignements, la place des enseignants et des chercheurs dans la société ; fin de l'élitisme (p. 7039, 7040).

266. — Code de la nationalité. — M. Jean-Yves Le Déaut : marginalisation des jeunes issus de l'immigration ; nécessité de retirer un texte condamné par de nombreuses personnalités morales ou religieuses et ayant le seul soutien du Front national [3 décembre 1986] (p. 7041) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : projet conforme à un engagement pris par la majorité élue ; citation de la conférence sur la nation de Renan en 1882 ; volonté de ne pas faire des jeunes étrangers des Français malgré eux (p. 7041, 7042).

267. — Remboursement de l'interruption volontaire de grossesse. — M. Jean Le Garrec : contradiction entre le Premier ministre et une partie de sa majorité sur ce sujet ; position que défendra le Gouvernement si au cours du débat sur les D.D.O.S. est discuté un amendement remettant en cause le remboursement de l'I.V.G. [3 décembre 1986] (p. 7042) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : position de l'ensemble du Gouvernement conforme par définition à celle du Premier ministre ; sa confirmation lors du débat sur le D.D.O.S. (p. 7042).

268. — Politique agricole. — M. Noël Ravassard : retrait de la question en l'absence du ministre de l'agriculture [3 décembre 1986] (p. 7042).

269. — Prisons privées. — M. Philippe Marchand : retrait d'un projet concédant le gardiennage des détenus au secteur privé alors que le Premier ministre affirme qu'il restera public [3 décembre 1986] (p. 7043) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : solution imaginative pour remédier à une situation héritée du précédent Gouvernement et redonner aux détenus la dignité des conditions de vie ; projet permettant d'obtenir rapidement 40 000 places nécessaires sans transfert de souveraineté, ni de propriété ; économie pour le contribuable ; dialogue entre le Gouvernement et le Parlement pour le contrôle et l'usage de la force et du pouvoir disciplinaire (p. 7043).

270. — Universités. — M. Eric Raoult : volonté des jeunes de ne pas mêler réforme universitaire et débat politique ; désir d'étudier ; directives du Gouvernement pour assurer la liberté des cours et éviter que la manifestation prévue ne dégénère [3 décembre 1986] (p. 7043) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : confiance en la responsabilité des étudiants ; acceptation de les recevoir après la manifestation ; entrevue précédente avec parlementaires, étudiants grévistes ou non, professeurs ; dialogue ouvert quand seront connus les souhaits des étudiants (p. 7044).

271. — Crise bovine. — M. Jacques Godfrain : conséquences actuelles pour les éleveurs français du sommet de Fontainebleau ; avantages acquis par les producteurs allemands ; nécessité de reconstituer le cheptel bovin ; choix de nos partenaires entre le respect des règles fondamentales de l'union européenne et l'abandon de l'idée de l'Europe [3 décembre 1986] (p. 7044) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : excédent de viande bovine dans la Communauté alourdi par des importations découlant d'accords internationaux ; conséquences de la mise en œuvre des quotas laitiers ; encouragement de la production en Allemagne par le remboursement forfaitaire de T.V.A. ; mesures obtenues par l'actuel Gouvernement ; dévaluation du franc vert appliqué au secteur bovin ; intervention sur certains morceaux (p. 7044) ; prochaine négociation à Bruxelles (p. 7045).

272. — Mesures décidées par le Gouvernement dans le domaine de la monnaie, du crédit et des changes. — M. Etienne Pinte : ensemble des mesures prises par le Gouvernement pour allier liberté économique et sagesse financière en vue d'un retour à une croissance saine [3 décembre 1986] (p. 7045). M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : suppression de l'encadrement du crédit pour favoriser le développement de la concurrence ; contrôle des évolutions de la masse monétaire avec le concours de la Banque de France ; levée des contraintes faisant obstacle au réaménagement des contrats de prêts, en particulier des prêts immobiliers, conclus à des taux élevés ; libération des changes ; mesures concernant les entreprises et les particuliers (p. 7045) ;

273. — Mesures de prévention contre le S.I.D.A. — M. François Bachelot : ampleur de l'épidémie ; moyens insuffisants pour arrêter la contagion en attendant la découverte d'un traitement ; coût pour la sécurité sociale ; sensibilisation des Français consultés par référendum ; proposition concrète du Front national : prévention, dépistage, déclaration obligatoire, équipement d'établissements spécialisés ; internationalisation de la recherche et des plans de santé [3 décembre 1986] (p. 7046) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : conférence de presse tenue à ce sujet ; importance de l'information en direction du grand public et des jeunes ; prise en charge des dépistages nécessaires ; aide d'associations intervenant auprès des populations à risque ; mise en place d'une fondation pour la recherche ; libération dès 1986 d'un budget pour les soins aux malades (p. 7046) ; contestation des chiffres annoncés par M. François Bachelot ; intensification de la coopération entre les Etats-Unis et la France en matière de recherche et de politique de santé ; perte de temps que constituerait le recours à un référendum ; nécessité de reconnaître que le S.I.D.A. est un mal évitable ; rejet et discrimination des malades inadmissibles (p. 7047).

274. — Répartition des fonds collectés pour l'emploi des jeunes. — M. Jean Diebold : péréquation nécessaire entre les différents organismes collecteurs [3 décembre 1986] (p. 7047) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : financement par l'Etat de l'exonération de charges sociales ; prise en charge par les organismes collecteurs agréés des dépenses afférentes aux contrats ; réserve dont ceux-ci disposaient à la mise en place du plan ; transfert de fonds entre organismes autorisé par décret mais non obligatoire ; hétérogénéité des comportements des organismes sur les prises en

charge ; réticence de certains à opérer des transferts ; étude des partenaires sociaux éventuellement accompagnée des mesures réglementaires nécessaires ; aide apportée par le ministère pour accélérer les procédures de transfert (p. 7047, 7048).

275. — Instructions données au préfet de police pour la manifestation étudiante du 4 décembre 1986 : M. Lionel Jospin : mot d'ordre de la manifestation de ce jour « plus jamais ça » ; revirement du Gouvernement passant de l'intransigeance à l'humilité ; abandon de l'ordre du jour ; crise ouverte sur un refus de dialogue [10 décembre 1986] (p. 7449) ; sous-estimation de l'ampleur du mouvement du 4 décembre ; instructions données aux forces de l'ordre ; sanctions prévues à la suite des opérations ayant fait de nombreux blessés (p. 7450) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : enquête en cours sur les conditions dans lesquelles un mouvement pacifique a pu dégénérer ; interpellation le matin de deux colleurs d'affiches utilisant une camionnette de S.O.S.-racisme contenant des matraques ; instructions données au préfet de police de ne pas intervenir dans la manifestation du 4 décembre tant qu'elle se déroulerait dans le calme et d'assurer la protection des bâtiments publics ; coordination entre ses services et les responsables étudiants ; éléments troubles à l'origine des premiers affrontements ; charges de grenades pour protéger l'Assemblée nationale et l'Elysée (p. 7450) ; intervention de C.R.S. pour éviter les heurts entre manifestants et éléments d'extrême droite ; épisode filmé et présenté hors de son contexte ; interpellation et garde à vue de personnes dont beaucoup n'appartiennent pas au monde universitaire ; hommage à l'action du préfet de police (p. 7451).

276. — Conditions du décès d'un étudiant dans la nuit du 5 au 6 décembre : M. Pierre Mauroy : manifestation de deuil après le décès de Malik ; conscience professionnelle des médias ; paroles de division du ministre de l'intérieur [10 décembre 1986] (p. 7451) ; sa position sur le comportement des forces de police contraire aux règles déontologiques de leur profession ; manifestation aux cris de « plus jamais ça » (p. 7452) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : enquête de l'inspection générale des services sur le décès de cet étudiant ; événements de la nuit ; intervention des forces de l'ordre pour permettre de maîtriser les incendies allumés ; dispersion des manifestants par des voltigeurs motoportés, unité fréquemment utilisée de 1981 à 1986 ; sérieux incidents à partir de vingt heures ; harcèlement des forces de l'ordre ; pillage (p. 7452) ; interpellation d'individus porteurs de barres de fer ; difficulté de distinguer véritables étudiants et casseurs et de protéger les promeneurs ; accusations traditionnellement portées contre les forces de l'ordre lors de grandes manifestations ; rappel des conclusions de M. Gaston Defferre après enquête sur la manifestation des sidérurgistes à Paris le 23 mars 1979 ; instructions données aux forces de l'ordre de ne pas alimenter les premiers incidents par une intervention hâtive et de faciliter l'interpellation des casseurs (p. 7453).

277. — Renvoi d'un procès d'assises à la suite de la défection de cinq membres du jury populaire : M. Emmanuel Aubert : possibilité d'intimidation et de pression d'organisations terroristes déjà évoquée lors du débat sur la suppression de la cour de sûreté de l'Etat ; paralysie du fonctionnement de la justice quant aux faits antérieurs à la loi de septembre 1986 confiant le jugement de crimes terroristes à des magistrats professionnels [10 décembre 1986] (p. 7453, 7454) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : procès d'Action directe justifiant les arguments avancés par le Gouvernement pour ne pas confier à un jury populaire le jugement de crimes terroristes ; élaboration d'un projet de loi visant à l'application immédiate des modifications de procédure prévues par la loi de septembre 1986 conforme à un principe constant de notre droit (p. 7454).

278. — Rénovation de l'université : M. Dominique Perben : nécessité d'adapter notre système de formation aux réalités modernes ; appel à la réflexion de tous les partenaires concernés ; insertion régionale des universités [10 décembre 1986] (p. 7454, 7455) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : souci d'éviter toute main mise politique sur le système éducatif ; priorité donnée à la formation ; comparaison entre l'évolution du niveau moyen de formation au Japon et en France ; inexistence actuelle de la prospective des besoins de la nation ; réflexion à l'échelon régional ; mise en place d'une structure nationale servant d'interlocuteur et annonçant la prospective des besoins (p. 7455).

279. — Orientations retenues pour les études secondaires : M. François Fillon : incompréhension entre la jeunesse et les pouvoirs publics ; nécessité de dissiper les malentendus notamment sur l'enseignement secondaire ; poursuite de la consultation auprès des proviseurs et des enseignants sur les propositions d'adaptation des lycées alors que leur réforme a été abandonnée ; intérêt d'un système éducatif plus souple [10 décembre 1986] (p. 7455, 7456) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : poursuite de la consultation ; augmentation considérable du nombre de lycéens dans les années à venir ; préparation à l'université par l'habitude du travail personnel ; désir de diminuer le nombre d'heures de cours pour les convertir en cours de méthodologie (p. 7456).

280. — Application de la loi sur l'enseignement agricole privé : M. René Benoit : difficultés des établissements par suite de la non application de la loi du 31 décembre 1984 ; prise en compte des charges salariales des enseignants et le paiement de la subvention de fonctionnement ; difficultés de trésorerie des établissements [10 décembre 1986] (p. 7456, 7457) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : succès de l'enseignement agricole dont 90 % des élèves trouvent immédiatement un emploi ; complémentarité entre enseignement public et enseignement privé ; part prépondérante dans l'enseignement agricole de l'enseignement privé, capable d'adapter sa pédagogie ; préparation des décrets d'application relatifs à la loi du 31 décembre 1984 ; augmentation des crédits de l'enseignement privé prévue par le collectif budgétaire voté au printemps et par la loi de finances pour 1987 ; prise en charge des enseignants ; augmentation de la subvention de fonctionnement ; concertation avec les organisations professionnelles représentatives (p. 7457).

281. — Financement de la formation par alternance : M. Alain Moyne-Bressan : sa prise en charge par les organismes mutualisateurs ; nombre de contrats recensés auprès d'entreprises de moins de dix salariés ne cotisant pas auprès de ces organismes [10 décembre 1986] (p. 7457) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi : succès de la formation en alternance ; financement assuré par le budget de l'Etat et par les organismes collecteurs agréés ; nombre de contrats dépassant les prévisions des partenaires sociaux ; ajustement des dotations de l'Etat ; nécessité de conforter la capacité des organismes mutualisateurs à supporter l'augmentation des dépenses ; utilisation des réserves à la mise en place du Plan ; autorisation des transferts de fonds entre organismes (p. 7457, 7458).

282. — Aide au Salvador : M. Bernard Stasi : dégâts provoqués par le tremblement de terre d'octobre dernier ; bon accueil réservé au ministre salvadorien venu solliciter l'aide de la France ; solidarité envers un pays touché par une catastrophe et soutien au rétablissement de la démocratie en Amérique centrale [10 décembre 1986] (p. 7458) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : envoi d'équipes de secours, de médicaments et de vivres (p. 7458) ; allocation simultanée d'une aide exceptionnelle liée au tremblement de terre et d'importants crédits de coopération scientifique et technique ; mesures entrant dans le cadre de notre aide aux pays d'Amérique centrale s'orientant dans la voie de la démocratie (p. 7459).

283. — Intentions législatives du Gouvernement : M. Jean-Pierre Stirbois : action du Gouvernement dictée par la rue et non par la majorité parlementaire ; rappel des promesses électorales sur l'acquisition de la nationalité française ; reculade du Gouvernement ; sort réservé au projet de réforme du code de la nationalité [10 décembre 1986] (p. 7459) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : adoption par les deux Assemblées de projets de loi conformes aux principaux engagements électoraux ; bilan de la politique menée depuis le 20 mars ; action du Gouvernement inscrite dans la durée et ne nécessitant pas un recours aux sessions extraordinaires ; ordre du jour de la session de printemps ; respect des engagements pris par le Gouvernement (p. 7459).

284. — Révision de la loi Chalandon sur le terrorisme : M. Georges-Paul Wagner : défection des jurés dans le procès d'Action directe [10 décembre 1986] (p. 7459) ; nécessité de créer une cour centrale spécialisée prévue dans la plateforme du Gouvernement ; proposition de loi déposée par le Front national (p. 7460) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : inutilité de créer une nouvelle institution ; moyens de lutter contre le terrorisme assurés par la loi de septembre 1986 sans recours à une juridiction d'exception ; seule modification nécessaire : en permettre l'ap-

plication immédiate conformément au droit sur les textes de procédure (p. 7461).

285. — Situation de l'enseignement : M. Guy Hermier : participation à la manifestation de deuil à la mémoire de Malik Oussekine ; soutien aux étudiants demandant « plus jamais ça » ; nécessité d'un vrai débat national sur les choix à faire pour mettre l'école et l'université en prise avec les besoins de la jeunesse et du pays [10 décembre 1986] (p. 7460, 7461) ; M. René Monory, ministre de l'éducation nationale : perte d'audience du parti communiste ; son silence lors de vote du projet Devaquet au Sénat ; tentative de récupération d'une manifestation spontanée ; politique des chances et de justice pratiquée par le Gouvernement ; pas de sélection par l'argent ; transformation menée dans la concertation et la démocratie (p. 7461).

286. — Organisation d'un débat de politique générale avant la fin de la session : M. Jean Giard : report à la session de printemps de plusieurs projets dont les députés communistes demandent le retrait définitif ; existence de grands problèmes de société liés à la situation économique ; nécessité d'organiser un débat de politique générale avant la fin de la session [10 décembre 1986] (p. 7461) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : obligation pour le groupe communiste de choisir entre le débat parlementaire et l'action à la tête des manifestants ; organisation d'un grand débat à la session de printemps permettant au Gouvernement de dresser le bilan d'une année de travail (p. 7461).

287. — Attentat contre M. Alain Peyrefitte : lutte contre le terrorisme : M. Serge Charles : condamnation de ce lâche attentat ; premiers résulats de la politique tendant à associer la population à la recherche des terroristes ; attitude envers la police après les récents événements [17 décembre 1986] (p. 7704) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : condamnation unanime des actes terroristes visant à la déstabilisation de la démocratie ; lutte contre le terrorisme confiée à l'ensemble des forces de police plutôt qu'à un service spécialisé ; appel à la collaboration de la population (p. 7704) ; rappel des attentats commis par la branche nationale d'Action directe et par la branche internationaliste ; bilan des arrestations ; adoption en conseil des ministres d'un projet de loi permettant le bon déroulement des procès de terroristes (p. 7705).

288. — Négociations agricoles à Bruxelles : M. Jean-Louis Goasduff : décisions accroissant le mécontentement des agriculteurs ; nouvelle baisse des quotas laitiers ; attente d'incitation financière au départ ; nécessaire reconversion des élevages ; démantèlement des mécanismes de garantie des prix de la viande bovine [17 décembre 1986] (p. 7705) ; cours du porc menacé par les importations des pays tiers ; mesures à prendre lors de la conférence annuelle (p. 7706) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : intérêts divergents des pays de la communauté ; existence de stocks considérables ; acceptation d'une diminution provisoire de la production laitière compensée par une prime au litre de lait ; maintien des possibilités de transferts régionaux ; ajustement du prix d'intervention de la viande bovine : démantèlement progressif des montants compensatoires monétaires ; aménagement monétaire réduisant les avantages artificiels des Britanniques en matière d'ovins ; incitation à l'exportation ; négociation de la communauté avec les pays tiers pour qu'ils réduisent également leur production (p. 7706).

289. — Inscription à l'ordre du jour du projet de réforme du code de la nationalité : M. Jean-Marie Le Pen : artifices du Gouvernement pour masquer les effets désastreux de sa politique [17 décembre 1986] (p. 7706) ; échec dans le domaine économique et social ; privilèges exhorbitants des syndicats de gauche ; refus de prendre en considération les propositions du Front national ; abandon des réformes de société ; intention du Gouvernement sur l'inscription du projet de réforme du code la nationalité à l'ordre du jour de la session d'avril (p. 7707) ; M. Albin Chalandon : garde des sceaux, ministre de la justice : sa présence au Sénat pour défendre son projet relatif aux prisons (p. 7706) ; mise à profit de l'intersession pour mener une campagne d'explication et de concertation sur le projet relatif au code de la nationalité ; informations ultérieures sur la date d'inscription de ce texte à l'ordre du jour (p. 7708).

290. — Atteintes récentes aux droits sociaux et au droit du travail : Mme Muguette Jacquaint : bilan négatif de l'action menée dans les domaines de l'emploi et de la protection sociale ; recul inadmissible [17 décembre 1986] (p. 7708) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : désir de concilier haut niveau de protection des salariés et efficacité économique ; appel au sens des responsabilités des divers partenaires ; recours aux formules de travail différencié, aux formations en alternance et à l'emploi à domicile pour enrayer le développement du chômage ; plan de rationalisation de l'assurance-maladie ; plan famille ; concertation sur le régime d'assurance-vieillesse ; mise en œuvre concrète de ces diverses mesures (p. 7708, 7709).

291. — Date d'ouverture du procès de Klaus Barbie : M. Guy Ducoloné : déclaration de l'avocat de Klaus Barbie sur les révélations qu'entraînerait l'ouverture du procès ; nécessité de publier les archives de la Gestapo ; bataille pour la vérité [17 décembre 1986] (p. 7709) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : compétence de la cour d'assises du Rhône pour juger des crimes contre l'humanité de Klaus Barbie ; comparution de celui-ci devant ce tribunal quand sera clôturée la procédure entreprise par certaines de ses victimes ; désir d'éviter toute exploitation partisane de ce procès (p. 7709).

292. — Augmentation des taux d'intérêt : M. Edmond Alphandery : facteur dissuasif pour nombre d'investissements productifs ; même évolution pour les opérations à court terme et à long terme [17 décembre 1986] (p. 7709) ; volume des emprunts émis pour financer le déficit budgétaire ; mesures envisagées dans l'attente de l'adoption d'une loi sur l'épargne (p. 7710) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : tendance affectant l'ensemble des pays industrialisés ; niveau des taux réels à long terme pratiqués en France parmi les plus bas d'Europe ; sa compatibilité avec l'augmentation du volume des investissements productifs ; discussion au printemps du projet de loi sur l'épargne ; politique orientée vers le financement du déficit budgétaire par l'épargne pour éviter la création monétaire ; objectif visant à la réduction constante du déficit budgétaire (p. 7710).

293. — Situation de l'emploi : M. Jean-Guy Branger : importante mutation de toute l'économie liée à la mer ; ses effets en Charente-Maritime [17 décembre 1986] (p. 7710) ; nécessité d'étendre à cette région la création de zones d'entreprise mises en place à Dunkerque et La Ciotat (p. 7711) ; M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé du tourisme : coordination des initiatives locales, des moyens d'intervention de l'Etat et de la C.E.E. pour lutter contre le déclin de l'emploi ; adoption d'un programme d'action au profit de l'arrondissement de La Rochelle ; préparation d'un « programme national d'intérêt communautaire concernant le département de la Charente-Maritime » ; commande aux chantiers navals de La Rochelle d'un paquebot à voile ; mise en place prioritaire de zones d'entreprise dans les régions touchées par le dépôt de bilan de la Normed ; leur extension éventuelle à d'autres régions au vu des résultats obtenus (p. 7711).

294. — Renouvellement des accords de pêche de 1972 avec le Canada : M. René Couanau : attitude restrictive de nos partenaires canadiens sur la fixation des quotas de pêche autorisés à la flotte française dans le golf du Saint-Laurent ; menace pesant à Saint-Malo sur les emplois embarqués et les emplois à terre qui les accompagnent [17 décembre 1986] (p. 7711) ; appel à une intervention personnelle du Premier ministre lors de sa visite officielle au Canada (p. 7712) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : éloignement des positions de la France qui demande le maintien du niveau actuel de ses activités de pêche et du Canada qui souhaite leur réduction ; priorité donnée à ce dossier lors des entretiens du Premier ministre avec son homologue canadien à Ottawa (p. 7712).

295. — Secret défense : M. Philippe Marchand : dérobade d'un directeur de la D.S.T. opposant le « secret défense » au magistrat instructeur l'interrogeant sur la remise à Yves Chalier d'un « vrai faux passeport » ; attitude contraire à une jurisprudence constante faisant obligation de communiquer aux juges tout document nécessaire à la manifestation de la vérité [17 décembre 1986] (p. 7712) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : jurisprudence nuancée de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat (p. 7712) ; légère divergence des deux juridictions sur les conséquences à tirer d'une opposition « secret défense » ; respect de l'indépendance

des juges ; véritable objet du procès en cours d'instruction constitué par un détournement de fonds publics (p. 7713).

296. — Politique agricole : M. René Souchon : contradiction entre les revendications de François Guillaume président de la F.N.S.E.A. et ses concessions en tant que ministre de l'agriculture ; acceptation à Bruxelles d'une baisse de la production laitière et du prix d'intervention de la viande bovine ; droit des agriculteurs à connaître l'avenir qu'on leur construit [17 décembre 1986] (p. 7713) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : son opposition au système de réduction de la production laitière de 1984 imposé sans compensation aux agriculteurs ; équivoque entretenue par le ministre de l'agriculture de l'époque sur le plan de restructuration laitière ; incitation à la maîtrise de la production pour respecter la décision de la France et de l'Europe ; réduction obtenue à Luxembourg par rachat européen des quotas laitiers ; compensations financières aux réductions provisoires décidées à Bruxelles ; maintien des transferts régionaux (p. 7713, 7714) ; mesures compensatrices à la baisse du prix d'intervention de la viande bovine ; disparition des montants compensatoires monétaires ; aménagement monétaire limitant la compétitivité artificielle du marché britannique ; avance sur la prime compensatrice à la brebis ; engagement des instances communautaires à faire disparaître les stocks ; incitation de tous les grands pays exportateurs de produits agricoles à un effort de réduction comparable ; importance de la prochaine conférence annuelle (p. 7715) ; étude de la reconversion des prêts actuels (p. 7716) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président ; temps pris par la réponse du ministre de l'agriculture (p. 7716).

297. — Réforme hospitalière : M. Gérard Bapt : adoption par le Sénat d'un amendement surprise rétablissant le secteur privé à l'hôpital public : procédure inacceptable permettant l'adoption de dispositions abusives sans véritable débat à l'Assemblée nationale [17 décembre 1986] (p. 7717) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : amendement introduit par le Sénat pour apporter plus de garanties que les régimes antérieurs et supprimer une inégalité entre médecins entrés à l'hôpital avant ou après 1982 (p. 7717) ; mesures en faveur des jeunes médecins ; amélioration apportée par cet amendement considérée comme légitime par le Gouvernement ; rôle de la C.M.P. ; examen de la loi hospitalière lors de la session de printemps ; souci de conserver à l'hôpital public les meilleurs praticiens (p. 7718) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : pas de rappel au règlement ni de réponse au ministre pendant les séances de questions au Gouvernement (p. 7716) ; appel des seules questions inscrites à l'ordre du jour ; pas de transfert des temps de parole (p. 7717).

Voir *Rappels au règlement* **369**.

QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT

1. — Démographie (natalité). — Posée le 25 juillet 1986 par M. Michel Debré à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 3910) ; rectificatif [2 octobre 1986] (p. 4326).

2. — Drogue (lutte et prévention). — Posée le 6 novembre 1986 par M. Jacques Barrot à M. le Premier ministre (p. 5972).

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

1. — Commerce extérieur (Etats-Unis). — Posée le 23 avril 1986 par M. Gérard César à M. le ministre de l'agriculture (p. 317) ; appelée le 25 avril 1986 : **ventes de vin aux Etats-Unis.** — M. Gérard César : mesures de rétorsion de l'administration américaine en raison des conséquences commerciales de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal ; cas des vins blancs et des vins de Bordeaux (p. 391, 392) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : caractère inacceptable des mesures visant le vin blanc comme riposte à certaines modalités de l'adhésion du Portugal à la Communauté européenne ; régime d'importation d'oléagineux au Portugal (p. 391) ; directives données par le Conseil des ministres à la Commission pour une négociation avec les Etats-Unis ; obligation de la Communauté de défendre éventuellement ses intérêts (p. 392).

2. — Départements et territoires d'outre-mer (Antilles : impôts et taxes). — Posée le 23 avril 1986 par M. Henri Beaujean à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 317) ; appelée le 25 avril 1986 : **octroi de mer aux Antilles.** — M. Henri Beaujean : annulation par le tribunal administratif de Fort-de-France d'une délibération du conseil général de la Martinique frappant d'un droit d'octroi de mer les farines importées ; industrie de la meunerie en Guadeloupe ; déséquilibre des échanges entre la Guadeloupe et la Martinique ; fragilité des unités de production des départements d'outre-mer (p. 396) ; nécessité de mesures d'adaptation pour assurer la modernisation des départements d'outre-mer (p. 397) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : annulation d'une délibération du conseil général de la Martinique fixant le taux de l'octroi de mer sur les farines importées ; nécessité de négocier avec la Communauté européenne (p. 397).

3. — Police (fonctionnement : Nord). — Posée le 23 avril 1986 par M. Michel Ghysel à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité (p. 317, 318) ; appelée le 25 avril 1986 : **police à Roubaix.** — M. Michel Ghysel : montée de la délinquance à Roubaix-Tourcoing ; effectif de police ; importance du chômage et de la population immigrée ; lutte contre la drogue (p. 398-399) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : affectation, en renfort, de personnel de police à Roubaix-Tourcoing ; personnels supplémentaires prévus par le projet de loi de finances rectificative pour 1986 ; lutte contre la toxicomanie et le trafic des stupéfiants (p. 398-399).

4. — Départements et territoires d'outre-mer (impôts et taxes). — Posée le 23 avril 1986 par M. Ernest Moutoussamy à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 318) ; appelée le 25 avril 1986 : **octroi de mer dans les départements d'outre-mer.** — M. Ernest Moutoussamy : alimentation du budget des communes des départements d'outre-mer ; développement des activités productives locales ; remise en cause de l'octroi de mer ; compatibilité avec les exigences de la C.E.E. ; attributions du conseil régional (p. 397-398) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : compatibilité de l'octroi de mer avec les règles fondamentales du Marché commun ; moyens du développement économique et social des départements d'outre-mer (p. 398).

5 — S.N.C.F. (lignes). — Posée le 23 avril 1986 par M. Jean-Claude Dessein à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 318) ; appelée le 25 avril 1986 : **projet de T.G.V. Nord.** — M. Jean-Claude Dessein : projet de tracé du T.G.V. Nord ; éloignement de la ville d'Amiens (p. 389) ; liaison fixe Transmanche ; intérêt vital du projet pour la ville de Rouen ; défense du projet d'implantation d'une gare T.G.V. à Amiens (p. 390) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : poursuite des études sur le projet de T.G.V.-Nord ; projet d'autoroute A 64 (p. 390).

6. — Départements et territoires d'outre-mer (Guyane : domaine public et privé). — Posée le 23 avril 1986 par M. Elie Castor à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 318) ; appelée le 25 avril 1986 : **cessions et concessions domeniales en Guyane.** — M. Jean-Pierre Sueur : donne communication de la question de M. Elie Castor (p. 395) ; M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer : régime et répartition de la propriété foncière en Guyane ; statut domanial d'une large partie du territoire ; projet de doter les petits agriculteurs et les collectivités territoriales d'un patrimoine foncier (p. 396).

7. — Voirie (autoroutes). — Posée le 23 avril 1986 par M. Jean-Pierre Pénicaut à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 318) ; appelée le 25 avril 1986 : **projet d'autoroute A 64.** — M. Jean-Pierre Pénicaut : projet du conseil général du département des Pyrénées-Atlantiques remplaçant le projet de l'autoroute A 64 par une voie expresse départementale entre Bayonne et Orthez (p. 390) ; remise en question du tracé actuel de l'autoroute A 64 (p. 391) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : maintien du projet d'autoroute A 64 ; variante de la liaison Bayonne-Tarbes proposée par des élus des Pyrénées-Atlantiques et la Chambre de commerce et d'industrie de Bayonne ; examen des diverses variantes (p. 391).

8. — Administration (ministère de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : administration centrale). — Posée le 23 avril 1986 par M. Jean-Pierre Sueur à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 318, 319) ; appelée le 25 avril 1986 : **suppressions d'emplois au Bureau de recherches géologiques et minières.** — M. Jean-Pierre Sueur : engagement d'une procédure pour élaborer un « projet d'entreprise » ; avenir du B.R.G.M. ; discussion d'un projet d'établissement ; ses doutes sur la possibilité de maintenir l'ensemble des missions de service public (p. 393-394) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : missions du Bureau des recherches géologiques et minières ; dépression des marchés des minerais et métaux ; préparation d'un plan de redressement par la direction ; aides à la reconversion (p. 393-394).

9. — Fruits et légumes (tomates). — Posée le 23 avril 1986 par M. Jacques Farran à M. le ministre de l'agriculture (p. 319) ; appelée le 25 avril 1986 : **taxation des prix communautaires.** — Jacques Farran : situation catastrophique des producteurs serristes de tomates du Midi de la France ; importation de produits marocains et de produits espagnols (p. 392) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : faible niveau de prix de commercialisation des tomates françaises ; mécanisme du prix de référence ; correction de cotations (p. 392).

10. — Minerais et métaux (entreprises). — Posée le 23 avril 1986 par M. Bruno Chauvierre à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 319) ; appelée le 25 avril 1986 : **privatisation de la sidérurgie.** — M. Bruno Chauvierre : filialisation des unités de production rentables ; cas de Trith-Saint-Léger (p. 394) ; subventions à la sidérurgie (p. 395) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : mission de M. Jean Gandois pour établir un diagnostic des groupes Sacilor et Usinor ; nécessité de restructurer la sidérurgie (p. 394) ; crise due à une économie administrée (p. 395).

11. — Impôts et taxes (politique fiscale). — Posée le 24 avril 1986 par M. Pierre Descaves à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 380).

12. — Communes (finances locales). — Posée le 24 avril 1986 par M. Aymeri de Montesquiou à M. le ministre de l'intérieur (p. 380).

13. — Automobiles et cycles (entreprises). — Posée le 5 mai 1986 par M. Xavier Dugoin à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 711).

14. — Charbon (houillères). — Posée le 5 mai 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 711).

15. — Charbon (Charbonnages de France). — Posée le 13 mai 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 890).

16. — Emploi et activité (politique de l'emploi : Puy-de-Dôme). — Posée le 13 mai 1986 par M. Pierre Pascallon à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 890). — Appelée le 23 mai 1986 : **emploi dans la région d'Issoire et du Val-d'Allier.** — M. Pierre Pascallon : maintien de l'emploi dans les usines Cegedur d'Issoire à la suite d'un accident ; restructuration du groupe Valéo qui risque d'être absorbé par le groupe de Benedetti (p. 1083, 1084) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : maintien de l'activité de Cegedur à la suite de l'accident ; réorganisation de Ducellier, filiale de Valéo ; participation du groupe C.I.R. de M. de Benedetti au capital de Valéo (p. 1084, 1085).

17. — Pharmacie (produits pharmaceutiques). — Posée le 13 mai 1986 par M. Bernard-Claude Savy à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 890). — Appelée le 30 mai 1986 : **libération des prix des produits pharmaceutiques.** — M. Bernard-Claude Savy : taxe sur la publicité ; retrait de la vente des médicaments bon marché devenus déficitaires ; investissements de recherche ; disparition de laboratoires ; prises de contrôle par les sociétés étrangères (p. 1507, 1508) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : effort de recherche de l'industrie pharmaceutique ; réunion d'un groupe de travail interministériel sur le prix du médicament et l'avenir de l'industrie pharmaceutique ; maintien de la taxe sur la publicité pharmaceutique ; recul de l'industrie française sur le marché mondial ; autorisation de mise sur le marché (p. 1508).

18. — Banques et établissements financiers (comptes bancaires). — Posée le 13 mai 1986 par M. Jean-Claude Dalbos à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 890, 891). — Appelée le 23 mai 1986 : **taxe de tenue de compte bancaire.** — M. Jean-Claude Dalbos : couverture des frais de gestion et des prestations de service ; obligation de paiement par chèque, notamment pour les salaires ; rénumération des dépôts à vue ; baisse des taux d'intérêt (p. 1089, 1090) ; M. Camille Cabana, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation : absence des tarifications des services rendus aux particuliers par les banques ; exemples de rénumération de dépôts à vue à l'étranger ; relèvement du seuil de l'obligation de paiement par chèque pour les salaires ; suppression de toute obligation pour les règlements entre particuliers (p. 1090).

19. — Crimes, délits et contraventions (Alsace-Lorraine). — Posée le 14 mai 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le garde des Sceaux, ministre de la justice (p. 911).

20. — Mutualité sociale agricole (prestations). — Posée le 14 mai 1986 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset à M. le ministre de l'agriculture (p. 911).

21. — Minerais et métaux (entreprises : Nord). — Posée le 16 mai 1986 par M. Olivier Marlière à M. le ministre des P. et T. et du tourisme (p. 960). — Appelée le 23 mai 1986 : **laminoir d'Unimétal-Trith-Saint-Léger.** — M. Olivier Marlière : manifestations provoquées par les incohérences du précédent Gouvernement ; mission de M. Gandois sur les problèmes de la sidérurgie française ; emploi dans la région de Valenciennes ; lien entre l'activité d'Unimétal-Trith et celle d'Usinor-Dunkerque ; concentration de la sidérurgie en Lorraine (p. 1085) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : rationalisation menée par le groupe Sacilor ; avenir du secteur des produits longs (p. 1085) ; mission confiée à M. Jean Gandois pour établir un diagnostic de la situation des groupes Sacilor et Usinor (p. 1086).

22. — Tourisme et loisirs (parcs d'attraction). — Posée le 20 mai 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le Premier ministre (p. 982).

23. — Minerais et métaux (entreprises). — Posée le 20 mai 1986 par M. Jean Jarosz à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 983). — Appelée le 23 mai 1986 : **groupe Vallourec.** — M. Jean Jarosz : suppression d'emplois à la suite de restructurations ; secteur des tubes soudés (p. 1087) ; clientèle d'E.D.F. et de Framatome ; avenir de Vitry-le-François, de l'Avesnois et du Valenciennois ; complémentarité d'Unimétal-Trith-Saint-Léger et de Vallourec (p. 1088) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : dépression du marché des tubes sans soudure ; groupe allemand concurrent Mannesmann ; étude d'un plan social (p. 1088, 1089).

24. — Communes (finances locales). — Posée le 20 mai 1986 par M. Aymeri de Montesquiou à M. le ministre de l'intérieur (p. 983). — Appelée le 23 mai 1986 : **dotation globale d'équipement.** — M. Aymeri de Montesquiou : précarité des finances des petites communes ; pénalisations entraînées par la réforme de la D.G.E. (p. 1079, 1080) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : différence de régime de D.G.E. entre les communes et groupements de commune de plus de 2 000 habitants et de moins de 2 000 habitants (p. 1079) ; émiettement de l'aide de l'Etat aux petites communes ; évaluation du retard pris en matière d'équipement collectif par les petites communes (p. 1080).

25. — Mutualité sociale agricole (assurance vieillesse). — Posée le 20 mai 1986 par M. Joseph-Henri Maujouan du Gasset à M. le ministre de l'agriculture (p. 983). — Appelée le 23 mai 1986 : **pensions d'invalidité et de retraite au titre de l'inaptitude pour les agriculteurs.** — M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset : conditions d'octroi ; prise en

compte du recours à la main d'œuvre saisonnière (p. 1086, 1087) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : assouplissement des conditions d'octroi permettant aux agriculteurs obligés de recourir à de la main d'œuvre temporaire de bénéficier d'une pension (p. 1088, 1089).

26. — Politique extérieure (Algérie). — Posée le 20 mai 1986 par Mme Paulette Nevoux à M. le ministre des affaires étrangères (p. 983). — Appelée le 23 mai 1986 : **enfant de mère française et de père algérien divorcés.** — Mme Paulette Nevoux : absence de convention entre l'Algérie et la France (p. 1081) ; mission de M. Paul Bouchet, médiateur nommé par la France (p. 1082) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : engagement de négociations avec le Gouvernement algérien sur un projet de convention de coopération judiciaire ; renvoi en France des enfants naturels et « retrouvailles » de fin d'année entre plusieurs enfants et leur mère grâce à la mission de médiation de M. Paul Bouchet (p. 1082).

27. — Calamités et catastrophes (froid et neige : Ariège). — Posée le 20 mai 1986 par M. Augustin Bonrepaux à M. le Premier ministre (p. 983, 984). — Appelée le 23 mai 1986 : **dommages causés par la neige en Ariège.** — M. Augustin Bonrepaux : poursuite des activités économiques ; recensement des dégâts par le préfet de l'Ariège (p. 1080) ; part des dégâts non indemnisés par les compagnies d'assurances ; manque de moyens des collectivités locales pour faire face (p. 1081) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : attribution par le ministère de l'intérieur d'une subvention ; indemnisation de certains dégâts par les assurances ; instructions données aux Codefi pour un examen rapide des dossiers déposés par les entreprises ; dommages matériels causés aux bâtiments agricoles et aux équipements collectifs (p. 1081).

28. — Enseignement supérieur et postbaccalauréat (école technique normale des armements terrestres : Gironde). — Posée le 20 mai 1986 par M. Gilbert Mitterrand : à M. le ministre de la défense (p. 984). — Appelée le 23 mai 1986 : **Ecole technique normale des armements terrestres de Saint-Denis-de-Pile.** — M. Gilbert Mitterrand sécurité des établissements militaires ; arrêt des travaux de construction dans le Libournais ; répercussions locales sur l'emploi (p. 1082, 1083) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : annulation du projet de transfert d'Arcueil à Saint-Denis ; ouverture des écoles de la délégation générale pour l'armement aux techniques de pointe ; caractère somptuaire de l'opération ; non respect des règles de marché public (p. 1083).

29. — S.N.C.F. (fonctionnement : Limousin). — Posée le 20 mai 1986 par M. Jean-Claude Cassaing à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports (p. 984). — Appelée le 23 mai 1986 : **région S.N.C.F. de Limoges.** — M. Jean-Claude Cassaing : réduction du nombre de régions S.N.C.F. (p. 1092) ; collaboration entre la S.N.C.F. et la région du Limousin pour le schéma régional des transports ; politique d'aménagement du territoire (p. 1093) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : autonomie de gestion des entreprises nationales ; compétence de la direction pour l'organisation régionale de la S.N.C.F. ; nécessité d'accroître la compétitivité du rail ; conventionnement de services ferroviaires d'intérêt régional ; exemple du Limousin (p. 1093).

30. — Administration (ministère du budget : personnel). — Posée le 20 mai 1986 par M. Jean-Claude Martinez à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget (p. 984). — Appelée le 23 mai 1986 : **rémunération des trésoriers payeurs généraux.** — M. Jean-Claude Martinez : mécanisme des remises sur les emprunts d'Etat ; application des règles de cumul des rémunérations ; régime fiscal des rémunérations accessoires et des primes ; impossibilité d'admettre que des hauts fonctionnaires soient rémunérés au noir ; nécessité d'une grande réforme fiscale (p. 1090) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, porte-parole du Gouvernement : statut et responsabilité pécunière des T.P.G. ; fiscalisation intégrale des remises et commissions à l'exception d'une franchise représentative de frais ; mode de répartition de ces rémunérations accessoires ; application des règles de cumul (p. 1091) ; transparence des rémunérations ; institution de la commission Aicardi pour réfléchir sur la fiscalité ; son opposition à la « grande réforme fiscale » prônée par M. Martinez ; nécessité de réviser les taux de T.V.A. pour respecter l'harmonisation communautaire (p. 1092).

31. — Administration (ministère de la défense : structures administratives). — Posée le 23 mai 1986 par M. Pierre-Rémy Houssin à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 1160). — Appelée le 30 mai 1986 : **mesure de chômage partiel à la poudrerie d'Angoulême.** — M. Pierre-Rémy Houssin : dégradation de la situation de la société nationale des poudres et explosifs ; effets de la situation financière des pays du Moyen-Orient et des pays en voie de développement ; réduction du plan de charge en produits militaires (p. 1504, 1505) ; M. André Giraud, ministre de la défense : difficultés des entreprises publiques dues à l'interférence des administrations et des ministères dans la tâche des responsables ; autonomie de la direction de la société nationale des poudres et explosifs ; études sur les transferts et les créations d'activité (p. 1505).

32. — S.N.C.F. (lignes). — Posée le 23 mai 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports (p. 1160).

33. — S.N.C.F. (fonctionnement : Lorraine). — Posée le 26 mai 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports (p. 1214).

34. — Départements et territoire d'outre-mer (départements d'outre-mer : collectivités locales). — Posée le 26 mai 1986 par M. Henri Beaujean à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 1214). — Appelée le 30 mai 1986 : **fonction publique territoriale dans les départements d'outre-mer.** — M. Henri Beaujean : mouvement revendicatif pour la titularisation de personnels des mairies et des caisses des écoles ; prime de vie chère, allocations familiales et suppléments familiaux en faveur des fonctionnaires ; utilisation par les collectivités du travail à temps partiel pour faire face au chômage (p. 1505, 1506) ; M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud : importance des effectifs non titulaires dans les communes des départements d'outre-mer ; absence de dispositions particulières aux D.O.M. dans le statut des fonctionnaires territoriaux ; absence d'obligation de titularisation des personnels à temps partiel (p. 1506) ; impossibilité pour l'Etat d'apporter son concours à la rémunération des personnels communaux (p. 1507).

35. — Handicapés (commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel). — Posée le 27 mai 1986 par M. Lucien Richard à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 1309). — Appelée le 6 juin 1986 : **application de la loi sur les handicapés.** — M. Lucien Richard : durcissement de l'attitude des Cotorep dans l'attribution des prestations ; handicaps mentaux (p. 1833) ; absence de coordination entre les commissions départementales d'éducation spécialisée et les Cotorep dans l'examen des dossiers ; allégement des procédures ; rapport Consigny ; affiliation des mères d'enfants handicapés à l'assurance vieillesse (p. 1834) ; autosaisine des Cotorep pour cette affiliation (p. 1835) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : durcissement de l'attitude des Cotorep ; handicaps mentaux ; détournement de procédure par des chômeurs en fin de droits ; (p. 1834) ; délais d'instruction des dossiers ; réexamen des modalités de fonctionnement des Cotorep et des commissions départementales d'éducation spécialisée ; affiliation à l'assurance vieillesse des mères d'enfants handicapés (p. 1835).

36. — Prestations familiales (équilibre financier). — Posée le 27 mai 1986 par Mme Jacqueline Hoffmann à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 1309). — Appelée le 30 mai 1986 : **avenir des prestations familiales.** — Mme Jacqueline Hoffmann : fiscalisation des allocations familiales ; propositions communistes pour le financement des allocations familiales ; baisse du pouvoir d'achat des familles (p. 1510) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargée de la

santé et de la famille : déséquilibre des comptes sociaux (p. 1510) ; développement des actions en faveur des familles ; fiscalisation des allocations familiales ; diminution des prélèvements obligatoires ; rapport sur le mode de calcul de l'assiette de la cotisation des employeurs au régime général ; impossibilité de retenir la valeur ajoutée comme base (p. 1511).

37. — Armée (personnel). — Posée le 27 mai 1986 par M. Alain Griotteray à M. le ministre de la défense (p. 1309).

38. — Communautés européennes (recherche scientifique et technique). — Posée le 27 mai 1986 par M. Emile Koehl à M. le ministre des affaires étrangères (p. 1309, 1310). — Appelée le 30 mai 1986 : **siége du secrétariat permanent d'Eurêka.** — M. Emile Koehl : accord du Président de la République et du Chancelier de la R.F.A. pour une installation à Strasbourg ; affaire du synchrotron ; bruits laissant entendre que le Gouvernement abandonnerait Strasbourg (p. 1511) ; développement de l'industrie européenne des hautes technologies (p. 1512) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : volonté du Gouvernement français de défendre le statut européen de Strasbourg (p. 1511).

39. — Etablissements d'hospitalisation de soins et de cure (centres hospitaliers : Indre-et-Loir). — Posée le 27 mai 1986 par M. Jean Royer à Mme le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 1310). — Appelée le 30 mai 1986 : **effectifs du centre hospitalier universitaire de Tours.** — M. Jean Royer : insuffisance des effectifs ; nécessité de créer des centres d'hébergement de grands vieillards ; situation des handicapés mentaux adultes ; nécessité de définir une politique contractuelle entre l'Etat, les collectivités locales et les conseils d'administration des hôpitaux (p. 1508, 1509) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé la famille : absence de création de postes dans le secteur hospitalier ; redéploiement des effectifs ; transformation des hospices ; établissements pour handicapés mentaux adultes (p. 1510).

40. — Minerais et métaux (emploi et activité). — Posée le 27 mai 1986 par M. Guy Herlory à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 1310). — Appelée le 30 mai 1986 : **sidérurgie lorraine.** — M. Guy Herlory : absence de coordination dans la diversification entre Sacilor et Usinor ; structures de la sidérurgie (p. 1503) ; plans Unimétal et Asco-Métal ; fonctionnement de Sollac, seul fabricant de produits plats (p. 1504) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : incertitude de la situation ; sociétés Unimétal, Asco-Métal et Sollac ; mission confiée à M. Jean Gandois pour établir un diagnostic de la situation des groupes Sacilor et Usinor (p. 1504).

41. — Administration (ministère de la culture et de la communication : administration centrale). — Posée le 27 mai 1986 par M. François Patriat à M. le ministre de la culture et de la communication (p. 1310). — Appelée le 30 mai 1986 : **crédits de la direction du développement culturel.** — M. François Patriat : nécessité d'accorder 1 % du budget de l'Etat à la culture ; amputation des subventions aux activités culturelles et artistiques ; remise en cause de la politique contractuelle entre l'Etat et les collectivités territoriales ; culture scientifique et technique (p. 1513) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : économies sur certains programmes ; maintien des engagements essentiels de l'Etat sur les opérations prioritaires ; promotion de la culture scientifique et technique (p. 1513) ; décentralisation des responsabilités et élimination des obstacles à la liberté créatrice (p. 1514).

42. — Police (commissariats : Essonne). — Posée le 27 mai 1986 par M. Michel Berson à M. le ministre de l'intérieur (p. 1310). — Appelée le 30 mai 1986 : **construction d'un commissariat de police à Montgeron.** — M. Michel Berson : emplacement du projet (p. 1512) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : confirmation de la construction d'un nouvel immeuble ; implantation du projet à proximité de l'actuel commissariat (p. 1512, 1513).

43. — Politique extérieure (Turquie). — Posée le 27 mai 1986 par M. Alain Vivien à M. le ministre des affaires étrangères (p. 1310, 1311).

44. — Politique économique et sociale (généralités : Moselle). — Posée le 27 mai 1986 par M. Jean Laurain à M. le Premier ministre (p. 1311). — Appelée le 30 mai 1986 : **redéploiement économique et industriel en Lorraine.** — M. Jean Laurain : création d'I.U.T. ; Technopôle Metz 2 000 ; centre de recherche de T.D.F. ; centre d'études et de recherche pour l'appareillage des handicapés (p. 1501) ; projet « le Nouveau Monde des Schtroumpfs » (p. 1502) ; nécessité d'accorder un traitement spécifique à la Lorraine (p. 1503) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : emplois annoncés par M. Fabius ; maintien des crédits d'industrialisation de la Lorraine ; examen du schéma directeur des I.U.T. ; implantation du centre de recherche de T.D.F., du centre d'études et de recherches sur l'appareillage des handicapés et du service des titres de l'Etat ; projet le « Nouveau Monde des Schtroumpfs » (p. 1502.

45. — Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : enseignement). — Posée le 28 mai 1986 par M. Michel Debré à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 1358). — Appelée le 13 juin 1986 : **école des métiers d'électricité au Port (la Réunion).** — M. Michel Debré : avenir de la formation professionnelle dans le département de la Réunion ; parité sociale entre la Métropole et les D.O.M. ; abandon de compétences de l'Etat au profit de la région (p. 2181) ; transformation de l'école en lycée d'enseignement technique (p. 2182) ; M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud : demande d'étude adressée par le Conseil régional au rectorat de la Réunion sur les possibilités d'intégration de cette école à l'enseignement public (p. 2181, 2182).

46. — Assurances (accidents du travail et maladies professionnelles). — Posée le 29 mai 1986 par M. Joseph-Henri Maujouän du Gasset à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 1496). — Appelée le 13 juin 1986 : **accidents du travail dans l'artisanat.** — M. Joseph-Henri Maujouän du Gasset : application de la législation relative à la faute inexcusable (p. 2188) ; garantie des chefs des grandes entreprises contre les conséquences de la faute inexcusable des cadres (p. 2189) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : indemnisation de la victime ; assurance des employeurs contre la faute inexcusable d'un de leur préposé ; garantie pour l'employeur contre les conséquences financières de la faute inexcusable (p. 2189, 2190).

47. — Voirie (autoroutes). — Posée le 3 juin 1986 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 1658). — Appelée le 6 juin 1986 : **autoroute A26.** — M. Bruno Bourg-Broc : constitution d'un intergroupe parlementaire pour la réalisation de la liaison routière Mer du Nord-Méditerranée ; tunnel sous la Manche ; section Châlons-sur-Marne-Troyes ; autoroute A31 Lorraine-Bourgogne (p. 1827, 1828) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : autoroute Bourgogne-Lorraine ; société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (p. 1827) ; présence du tronçon Châlons-sur-Marne-Troyes dans le nouveau schéma directeur routier national ; lien fixe trans-Manche ; liaison Manche-Méditerranée (p. 1828).

48. — T.V.A. (champ d'application). — Posée le 3 juin 1986 par M. Michel Ghysel à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale (p. 1658). — Appelée le 6 juin 1986 : **établissements d'hospitalisation privés.** — M. Michel Ghysel : différences de traitement dans l'application des mesures d'exonération de la T.V.A. ; établissements de soins sans but lucratif (p. 1831) ; prix de journée dans un établissement privé (p. 1832) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : égalité du traitement entre tous les établissements de soins publics ou privés ; exonération de la T.V.A. (p. 1831) ; distinction entre les fournitures de soins non taxables et les fournitures hôtelières taxables (p. 1832).

49. — Politique extérieure (Liban). — Posée le 3 juin 1986 par Mme Jacqueline Hoffmann à M. le ministre des affaires étrangères (p. 1658). — Appelée le 6 juin 1986 : **otages français au Liban.** — Mme Jacqueline Hoffmann : interrogations suscitées par le silence des milieux officiels français ; rapprochement de la politique française au Proche-Orient avec celle de la diplomatie américaine (p. 1835) ; lutte contre le terrorisme ; contribution de la France à une solution durable des problèmes du Moyen-Orient (p. 1836) ; M. Jean-Bernard

Raymond, ministre des affaires étrangères : nécessité d'agir avec discrétion et par l'intermédiaire de représentants officiels ; son hommage au courage des familles ; aide de l'Iran dans la résolution du problème (p. 1836).

50. — Transports maritimes (emploi et activité). — Posée le 3 juin 1986 par M. Jean Roussel à M. le secrétaire d'Etat à la mer (p. 1659). — Appelée le 6 juin 1986 : **marine marchande française.** — M. Jean Roussel : réduction d'activité ; surcapacité de la flotte mondiale ; utilisation par les armateurs français de pavillons de complaisance ; réajustement social du statut de marin ; déséquilibre financier de l'E.N.I.M. (p. 1837, 1838) ; M. Jean-Bernard Raymond, ministre des affaires étrangères : intervention de tous les pays pour protéger leur armement ; élaboration d'un plan d'ensemble ; possibilité pour les armateurs français de s'immatriculer aux Kerguelen (p. 1838).

51. — Politique extérieure (Turquie). — Posée le 3 juin 1986 par M. Alain Vivien à M. le ministre des affaires étrangères (p. 1659) ; appelée le 6 juin 1986 : **attitude de la France à l'égard de la Turquie :** — M. Alain Vivien : progrès vers la démocratie en Turquie (p. 1836) ; rapport de M. Stoffelen au Conseil de l'Europe ; volonté du Gouvernement de rééquilibrer les rapports de la France avec la Grèce et la Turquie ; relations avec la République de Chypre ; indemnisation des intérêts français spoliés à Chypre (p. 1837) ; M. Jean-Bernard Raymond, ministre des affaires étrangères : progrès de la démocratie en Turquie ; retrait de la plainte de la France devant la commission européenne des droits de l'Homme ; élection de la Turquie à la vice-présidence du Conseil de l'Europe ; « excellence » des relations de la France avec la Grèce ; maintien de l'intégrité territoriale de la République de Chypre (p. 1836, 1837).

52. — Lait et produits laitiers (lait). — Posée le 3 juin 1986 par M. René Souchon à M. le ministre de l'agriculture (p. 1659) ; appelée le 6 juin 1986 : **producteurs laitiers en zone de montagne :** — M. René Souchon : productivité moyenne dans le Cantal (p. 1829) ; déclaration du Gouvernement sur l'inapplication des quotas laitiers en montagne ; installation des jeunes ; dispositions techniques pour éviter une pénalisation des zones de montagne (p. 1329, 1330, 1331) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : dépassement de la production laitière nationale ; atténuation des pénalités pour les jeunes agriculteurs et les producteurs prioritaires ; restructuration de la production ; programme national d'aide à la cessation d'activité ; programme communautaire de rachat des quotas ; dispositions techniques pour éviter une pénalisation des zones de montagne (p. 1830).

53. — Voirie (autoroutes). — Posée le 3 juin 1986 par M. Henri Emmanuelli à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 1659), appelée le 6 juin 1986 : **autoroute A 64 :** — M. Henri Emmanuelli : remise en cause du tracé passant par le département des Landes à la demande du conseil général des Pyrénées-Atlantiques ; réalisation de deux tracés ; désenclavement du pays basque ; développement du sud des Landes (p. 1828, 1829) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : études de la Société des autoroutes du sud de la France sur la section Bayonne-Orthez passant par les Landes ; variante proposée par des élus des Pyrénées-Atlantiques et la Chambre de commerce et d'industrie de Bayonne ; maintien des deux tracés ; audition de toutes les parties concernées (p. 1829).

54. — Emploi et activité (politique de l'emploi). — Posée le 3 juin 1986 par M. Jean-Yves Le Drian à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 1659, 1660) ; appelée le 6 juin 1986 : **missions locales pour l'emploi des jeunes :** — M. Jean-Yves Le Drian : résultat de leur action pour l'orientation des jeunes ; exemple de Lorient ; diminution de la délinquance juvénile ; tentative des maires pour les maintenir en activité ; rapport Schwartz (p. 1838, 1839) ; études des autres pays de la Communauté européenne sur le fonctionnement des missions locales (p. 1840) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle : examen de l'action du délégué interministériel à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et des missions locales ; usage des crédits fournis par le fonds de formation professionnelle et le F.N.E. (p. 1839).

55. — Radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio : Paris). — Posée le 3 juin 1986 par M. Dominique Bussereau à M. le ministre de la culture et de la communication (p. 1660).

56. — Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre (pensions des invalides). — Posée le 3 juin 1986 par M. Jean Brocard à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants (p. 1660) ; appelée le 6 juin 1986 : **anciens prisonniers des camps du Viet-Minh :** — M. Jean Brocard : imputabilité des maladies contractées en activité ; octroi du statut de grand mutilé ; nécessité d'avoir été malade ou blessé dans une unité combattante (p. 1840) ; octroi du statut de déporté (p. 1841) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargée de la formation professionnelle : maladies contractées à l'occasion du service ; distinction entre la captivité et le service ; impossibilité d'octroyer l'allocation aux grands mutilés, aux anciens prisonniers du Viet-Minh pensionnés pour une maladie imputable à leur captivité (p. 1840, 1841).

57. — Chômage : indemnisation (préretraites). — Posée le 3 juin 1986 par M. Loïc Bouvard à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 1660) ; appelée le 6 juin 1986 : **situation des préretraités :** — M. Loïc Bouvard : montant des préretraites ; cotisation d'assurance maladie (p. 1832) ; fédération des préretraités en organisations structurées ; rapport Yahier de l'I.G.A.S. (p. 1833) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : ses contrats avec le président de la Fédération interdépartementale de défense des intérêts des préretraités et retraités assimilés ; gestion des dossiers par l'U.N.E.D.I.C. ; difficultés financières de l'assurance maladie ; études en cours (p. 1833).

58. — Minerais et métaux (emploi et activité : Lorraine). — Posée le 6 juin 1986 par M. Jean Kiffer à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 1908). — Appelée le 13 juin 1986 : **sidérurgie lorraine.** — M. Jean Kiffer : tendance à favoriser la sidérurgie maritime ; ses observations sur M. le préfet Chérèque ; filialisation de la sidérurgie mosellane ; transformation du coût social des licenciements et des congés de conversion en capital d'investissement ; privatisation de la sidérurgie (p. 2183, 2184) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : attente des propositions de M. Jean Gandois ; développement et diversification de la Lorraine (p. 2185).

59. — Radiodiffusion et télévision (programmes). — Posée le 10 juin 1986 par M. René André à M. le ministre de la culture et de la communication (p. 2066). — Appelée le 13 juin 1986 : **rétablissement du « carré blanc » à la télévision.** — M. René André : remplacé par M. Eric Raoult (p. 2191) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : compétence de la commission nationale de la communication et des libertés pour veiller à la protection de la sensibilité des enfants et des jeunes adolescents ; inscription de certaines obligations dans les cahiers des charges (p. 2191).

60. — Tourisme et loisirs (parcs d'attraction : Seine-et-Marne). — Posée le 10 juin 1986 par M. Gérard Bordu à M. le Premier ministre (p. 2066). — Appelée le 13 juin 1986 : **projet d'Eurodisneyland à Marne-la-Vallée.** — M. Gérard Bordu : implication de Marne-la-Vallée dans les jeux olympiques de 1992 ; emplois réservés aux Américains (p. 2187) ; détermination des responsabilités ; pertes d'emplois imputables au projet (p. 2188) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : consultation officielle des conseils municipaux, du conseil général et du conseil régional ; concertation avec les organisations et les représentants de la profession agricole (p. 2188).

61. — Patrimoine archéologique, esthétique, historique et scientifique (musées : Paris). — Posée le 10 juin 1986 par M. Edouard Frédéric-Dupont à M. le ministre de la culture et de la communication (p. 2066). — Appelée le 13 juin 1986 : **stationnement aux abords du musée d'Orsay.** — M. Edouard Frédéric-Dupont : partage des charges dues aux travaux entre l'Etat et la Ville de Paris ; consultation du maire du VIIe arrondissement ; utilisation du parc de stationnement du Grand-Louvre (p. 2192) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et

de la communication : utilisation des transports collectifs par la plupart des visiteurs ; parc de stationnement du Grand-Louvre (p. 2192).

62. — Départements et territoires d'outre-mer (Martinique : professions et activités médicales). — Posée le 10 juin 1986 par M. Jean Maran à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 2066). — Appelée le 13 juin 1986 : **service de santé scolaire en Martinique.** — M. Jean Maran : secteurs médico-scolaires dépourvus d'infirmières et d'assistantes sociales ; avenir et libération sociale des jeunes (p. 2182, 2183) ; M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud : faiblesse des effectifs d'infirmières et d'assistantes sociales (p. 2182) ; objectifs prioritaires des services de santé scolaire ; compétences de l'inspecteur d'académie (p. 2183).

63. — Radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio : Paris). — Posée le 10 juin 1986 par M. Dominique Bussereau à M. le ministre de la culture et de la communication (p. 2066). — Appelée le 13 juin 1986 : **avenir des radios locales privées.** — M. Dominique Bussereau : renvoi du réexamen de la situation des radios locales privées parisiennes ; réseaux de radios locales (p. 2190) ; dispositions anti-concentration (p. 2191) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : anarchie de la bande F.M. à Paris ; inapplicabilité des textes ; projet de loi sur l'avenir de la F.M. ; transparence ; concurrence (p. 2190) ; solidarité des types de médias (p. 2191).

64. — Minéraux (entreprises : Alsace). — Posée le 10 juin 1986 par M. Jean Grimont à M. le ministre de l'industrie des P. et T ; et du tourisme (p. 2066, 2067). — Appelée le 13 juin 1986 : **mines de potasse d'Alsace.** — M. Jean Grimont : réduction des rejets salins dans le Rhin (p. 2185) ; maintien du niveau d'activité des mines ; diversification des activités industrielles dans le bassin potassique (p. 2186) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : réduction des rejets salins dans le Rhin ; diversification de l'activité du bassin potassique de Mulhouse (p. 2186).

65. — Administration (ministère de la défense : arsenaux et établissements de l'Etat). — Posée le 10 juin 1986 par M. Alain Calmat à M. le ministre de la défense (p. 2067). — Appelée le 13 juin 1986 : **établissement de fabrication d'armements de Bourges.** — M. Alain Calmat : baisse des commandes à l'exportation ; transformation des établissements militaires en sociétés nationales ; avenir du statut des personnels des établissements militaires (p. 2183) ; M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat auprès du ministre des départements et des territoires d'outre-mer, chargé des problèmes du Pacifique Sud : baisse des exportations de matériels d'armement terrestre ; nécessité d'augmenter la souplesse de gestion dans les établissements d'Etat du secteur des armements terrestres (p. 2183).

66. — S.N.C.F. (lignes). — Posée le 10 juin 1986 par M. Jacques Fleury à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 2067). — Appelée le 13 juin 1986 : **arrêt du T.G.V. Nord à Amiens.** — M. Jacques Fleury : inquiétude suscitée par les négociations entre la S.N.C.F. et la mairie de Lille sur le tracé évitant Amiens ; liaison entre le bassin rouennais et l'Europe du nord (p. 2186) ; difficultés des entreprises publiques (p. 2187) ; M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports : études en cours sur la rentabilité du T.G.V.-Nord ; concertation avec les élus (p. 2187).

67. — Radiodiffusion et télévision (chaînes de télévision et stations de radio). — Posée le 10 juin 1986 par M. Noël Ravassard à M. le ministre de la culture et de la communication (p. 2067). — Appelée le 13 juin 1986 : **financement des relais de télévision.** — M. Noël Ravassard : privatisation d'une chaîne de télévision ; ses doutes sur le maintien de la couverture totale du territoire par les opérateurs privés de télévision (p. 2193) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : possibilité pour TF1 privatisé de faire assurer la retransmission des programmes par d'autres sociétés que T.D.F. ; obligation de desservir le territoire national (p. 2192).

68. — Tourisme et loisirs (parcs d'attraction). — Posée le 12 juin 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le Premier ministre (p. 2173).

69. — Etrangers (crimes, délits et contraventions). — Posée le 12 juin 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le Premier ministre (p. 2173).

70. — Voirie (routes : Pas-de-Calais). — Posée le 17 juin 1986 par M. Yvan Blot à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 2299). — Appelée le 20 juin 1986 : **rocade est de Calais.** — M. Yvan Blot : problème de circulation posé par l'absence de programmation de cette rocade ; lien fixe trans-Manche (p. 2385) ; opération pouvant commencer dans le cadre du Xe Plan (p. 2386) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement : opération non retenue pour le programme trans-Manche ; poursuite des études dans le cadre de la préparation du Xe Plan (p. 2386).

71. — Chômage : indemnisation (préretraites). — Posée le 17 juin 1986 par M. Jacques Baumel à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 2299). — Appelée le 20 juin 1986 : **allocations de préretraite.** — M. Jacques Baumel : dispositions du décret du 24 novembre 1982 (p. 2383) ; augmentation du taux de prélèvement de l'assurance maladie (p. 2384) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi : entretien accordé aux représentants de la Fidipra et de l'Unapa ; difficultés financières de l'U.N.E.D.I.C. (p. 2384).

72. — Départements et territoires d'outre-mer (Guadeloupe : fonctionnaires et agents publics). — Posée le 17 juin 1986 par M. Edouard Chammougon à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan (p. 2299). — Appelée le 20 juin 1986 : **installation d'un centre informatique à la Guadeloupe.** — M. Edouard Chammougon : transfert à la Guadeloupe des opérations administratives de paiement des traitements des fonctionnaires et des retraités ; redressement de l'emploi local (p. 2382) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi : maintien des opérations de liquidation des traitements de fonctionnaires et des pensions de retraités en Martinique ; mise en place d'un mini-ordinateur à la trésorerie générale de la Guadeloupe (p. 2382).

73. — Départements et territoires d'outre-mer (Réunion : police). — Posée le 17 juin 1986 par M. André Thien Ah Koon à M. le ministre de l'intérieur (p. 2299, 2300). — Appelée le 20 juin 1986 : **effectifs de la police à la Réunion.** — M. André Thien Ah Koon : augmentation de la délinquance ; importance du trafic de drogue ; création d'un S.R.P.J. ; nomination d'un « Monsieur Sécurité » à la Réunion (p. 2380, 2381, 2382) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi : faiblesse de la criminalité à la Réunion ; création d'un S.R.P.J. ; augmentation des effectifs de police par rapport à 1983 (p. 2381).

74. — Matériels ferroviaires (entreprises : Nord). — Posée le 17 juin 1986 par M. Alain Bocquet à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 2300). — Appelée le 20 juin 1986 : **entreprise Alsthom à Raismes.** — M. Alain Bocquet : fermeture du site ; investissements de la C.G.E. à l'étranger ; préparation de l'industrie ferroviaire aux moyens de transports de l'avenir (p. 2378, 2379) ; diversification de la C.G.E. ; déclin de l'industrie française au sein de l'Europe (p. 2380) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : diminution du marché intérieur de matériel roulant ; insuffisance du plan de charge ; plan de réduction des effectifs (p. 2379) ; nécessité de l'internationalisation du groupe C.G.E. (p. 2380).

75. — Bâtiment et travaux publics (entreprises). — Posée le 17 juin 1986 par M. Jean-Pierre Schenardi à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 2300). — Appelée le 20 juin 1986 : **prise de contrôle de la société S.C.R.E.G.** — M. Jean-Pierre Schenardi : modalités de reprise par le groupe Bouygues ; intérêt des petits actionnaires ; coût pour le contribuable français des abandons de créances par les banques nationalisées (p. 2386, 2387) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de

l'environnement : choix du groupe Bouygues par les banques ; absence d'aide financière à cette reprise (p. 2387).

76. — Communautés européennes (recherche scientifique et technique). — Posée le 17 juin 1986 par M. Emile Kœhl à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 2300). — Appelée le 20 juin 1986 : **coopération technologique européenne.** — M. Emile Kœhl : réalisation d'un marché intérieur européen ; retard des industries électroniques européennes ; candidature de Strasbourg pour le siège du secrétariat permanent d'Eurêka (p. 2175) ; nouvelle révolution technologique (p. 2176) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : création d'un espace industriel européen pour 1992 ; matériels électroniques et informatiques ; programme Esprit ; projet Eurêka (p. 2377).

77. — Assurance vieillesse : généralités (montant des pensions). — Posée le 17 juin 1986 par M. Alain Mayoud à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 2300). — Appelée le 20 juin 1986 : **pouvoir d'achat des retraités et des handicapés.** — M. Alain Mayoud : annonce du blocage des prestations au 1er juillet ; maintien du pouvoir d'achat (p. 2383) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi : report de la revalorisation des pensions de retraite et d'invalidité ; maintien du pouvoir d'achat de ces prestations ; pertes de cotisations dues aux disparitions d'emplois (p. 2383).

78. — Drogue (lutte et prévention). — Posée le 17 juin 1986 par Mme Florence d'Harcourt à M. le Premier ministre (p. 2300, 2301). — Appelée le 27 juin 1986 : **lutte contre la toxicomanie.** — Mme Florence d'Harcourt : délinquance des jeunes qui ont besoin de se procurer de la drogue ; nécessité de réprimer les petits consommateurs-dealers ; actions de réinsertion (p. 2587) ; prévention auprès des jeunes enfants de 7 à 13 ans en Californie (p. 2588) ; M. Albin Chalendon, garde des sceaux, ministre de la justice : régime de la loi de 1970 ; ses instructions au Parquet pour mettre en œuvre les rigueurs de la loi contre les petits dealers ; opérations de police judiciaire dans la région parisienne et le Nord (p. 2587) ; son refus de « l'enfermement thérapeutique » ; information des jeunes (p. 2588).

79. — Minéraux (entreprises : Maine-et-Loire). — Posée le 17 juin 1986 par Mme Ginette Leroux à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 2301). — Appelée le 20 juin 1986 : **bassin ardoisier de l'Anjou.** — Mme Ginette Leroux : dépôt de bilan des ardoisières de l'Anjou ; ouverture anticipée aux droits à la retraite dans les mines (p. 2376, 2377, 2378) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : possibilité de reprise partielle de l'activité des ardoisières de l'Anjou ; atténuation des conséquences sociales (p. 2377, 2378).

80. — Impôt sur le revenu (revenus fonciers). — Posée le 17 juin 1986 par M. René Souchon à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget (p. 2301). — Appelée le 20 juin 1986 : **régime fiscal des opérations d'amélioration de l'habitat.** — Mme Véronique Neiertz : interprétation par les services fiscaux de la nature des travaux immobiliers effectués dans le cadre des O.P.A.H. ; dispense de remboursement des subventions versées par l'A.N.A.H. (p. 2388) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement : redressements fiscaux opérés pour des propriétaires bailleurs sur les déductions dans le cadre d'O.P.A.H. ; remboursement de la subvention de l'A.N.A.H. ; qualification des travaux entrepris (p. 2388).

81. — Etudes, conseils et assistance (ingénierie). — Posée le 17 juin 1986 par M. Louis Moulinet à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 2301, 2302). — Appelée le 20 juin 1986 : **licenciements à la société Serete à Paris.** — M. Louis Moulinet : importance de son plan de charge ; absence de plan social ; contre-plan déposé par les organisations syndicales (p. 2385) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi : existence d'un sureffectif reconnu par l'intersyndicale ; demande de licenciement adressée au directeur départemental du travail (p. 2385).

82. — Armes et munitions (réglementation de la détention et de la vente). — Posée le 17 juin 1986 par Mme Véronique Neiertz à M. le ministre de l'intérieur (p. 2302). — Appelée le 20 juin 1986 : « bourse aux armes » de Villemomble. — Mme Véronique Neiertz : conditions de ventes d'armes aux particuliers ; ventes d'insignes, uniformes, décorations et photos de dignitaires nazis lors de cette même « bourse aux armes » (p. 2388, 2389) ; opportunité pour les municipalités d'encourager de tels échanges (p. 2390) ; M. Alain Carignon, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement : régime des armes de guerre et des armes de défense ; échanges autorisés lors des « bourses aux armes » ; impossibilité de prohiber l'exposition et la vente de symboles du nazisme (p. 2390).

83. — Pharmacie (produits pharmaceutiques). — Posée le 20 juin 1986 par M. Michel Hannoun à M. le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 2392). — Appelée le 27 juin 1986 : **industrie pharmaceutique.** — M. Michel Hannoun : création d'un groupe de travail interministériel ; sa demande pour que le Gouvernement fixe un calendrier des augmentations de prix ; suppression de la taxe sur la publicité médicale ; contrôle de l'information médicale (p. 2573, 2574) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : étude sur la mise en place d'un calendrier des mesures sur les prix ; suppression de la taxe sur la publicité médicale ; rédaction d'un projet sur le contrôle de l'information médicale (p. 2574).

84. — Commerce et artisanat (politique à l'égard du commerce et de l'artisanat). — Posée le 20 juin 1986 par M. Charles Miossec à M. le Premier ministre (p. 2392, 2393). — Appelée le 27 juin 1986 : **statut fiscal et social des commerçants et artisans.** — M. Charles Miossec : nécessité de constituer une structure interministérielle sur les problèmes du commerce et de l'artisanat (p. 2577) ; statut du conjoint collaborateur ; entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée ; utilisation du B.I.C. pour calculer les cotisations sociales (p. 2578) ; M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. : rôle de l'artisanat et du commerce dans « la bataille de l'emploi » ; rôle du ministère de l'artisanat et du commerce ; étude en cours sur la transmission des entreprises (p. 2578).

85. — Assurance vieillesse : régime des fonctionnaires civils et militaires (pensions de réversion). — Posée le 24 juin 1986 par M. Jean-Pierre Delalande à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 2393). — Appelée le 27 juin 1986 : **partage des pensions de réversion.** — M. Jean-Pierre Delalande : effets pervers de la loi du 17 juillet 1978 modifiant le régime de répartition des pensions de réversion entre la première épouse divorcée et la deuxième épouse veuve ; sa demande pour l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi n° 61 ; regrette la position du Gouvernement (p. 2585, 2586) ; M. Jean Arthuis, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi : partage de la pension de réversion entre le conjoint survivant et le conjoint divorcé depuis la loi du 17 juillet 1978 ; absence de projet de réforme (p. 2586).

86. — Minéraux (entreprises : Alsace). — Posée le 20 juin 1986 par Mme Colette Gœuriot à M. le Premier ministre (p. 2434). — Appelée le 27 juin 1986 : **industries du sel et de la potasse.** — Mme Colette Gœuriot : décision du Gouvernement de renoncer au rejet des saumures provenant des Mines domaniales de potasse d'Alsace ; avenir des industries du sel et de la chimie en Lorraine ; mise en place d'une saline par les M.D.P.A. ; saisine de la commission de la concurrence et de la commission de Bruxelles demandée par le groupe communiste (p. 2578, 2579) ; poursuite de l'exploitation des M.D.P.A. (p. 2580) ; M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. : épuration du Rhin ; études d'un groupe d'experts sur les moyens d'assurer le rejet des sels ; emploi en Meurthe-et-Moselle (p. 2579).

87. — Patrimoine archéologique, esthétique, historique et scientifique (musées : Paris). — Posée le 24 juin 1986 par M. François Porteu de la Morandière à M. le ministre de la défense (p. 2434, 2435). — Appelée le 27 juin 1986 : **ouverture, au musée de l'armée, d'une salle consacrée à la guerre d'Algérie.** — M. François Porteu de la Morandière : image de la guerre d'Algérie ; expositions et musées en Algérie en l'honneur de l'armée de la libération (p. 2580, 2581) ; M. Gérard Longuet, secrétaire d'Etat auprès

du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. : nécessité d'expliquer l'image de l'armée française engagée en Indochine et en Algérie ; rôle des associations d'anciens combattants ; dispositions prises par la commission interministérielle culture-armée (p. 2581).

88. — Transports urbains (tramways : Seine-Saint-Denis). — Posée le 24 juin 1986 par M. Claude Bartolone à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports (p. 2435).

89. — Politique économique et sociale (plans). — Posée le 24 juin 1986 par M. Gérard Fuchs à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan (p. 2435). — Appelée le 27 juin 1986 : **planification.** — M. Gérard Fuchs : guerre d'Algérie (p. 2581) ; avenir du commissariat général au Plan ; soumission au Parlement du rapport sur l'exécution du IXe Plan ; dépôt d'une « loi de Plan rectificative » ; exemples américain et japonais (p. 2582) ; conditions d'élaboration du Plan intérimaire ; conséquences des dénationalisations et de la suppression d'interventions budgétaires (p. 2583) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : conditions d'élaboration du Plan intérimaire et du IXe Plan ; nécessité de revoir la mission et les méthodes du commissariat général au Plan ; rapport de M. Rault sur le rôle de la planification (p. 2582, 2583).

90. — Education physique et sportive (personnel). — Posée le 24 juin 1986 par M. Jean-Hugues Colonna à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports (p. 2435). — Appelée le 27 juin 1986 : **situation d'enseignants d'éducation physique.** — M. Jean-Hugues Colonna : réaffectation d'enseignants d'éducation physique et sportive en poste dans les services extérieurs de la jeunesse et des sports ; mise en place du professorat de sport (p. 2583) ; volonté des secrétaires d'Etat à la jeunesse et au sport d'avoir à leur disposition un corps propre (p. 2584) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : diminution de postes au secrétariat d'Etat à la jeunesse et au sport ; conséquences de la création du corps des professeurs de sport ; examen des affectations par les formations paritaires (p. 2584).

91. — Recherche scientifique et technique (Centre national de la recherche scientifique). — Posée le 24 juin 1986 par M. Philippe Bassinet à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur (p. 2435, 2436). — Appelée le 27 juin 1986 : **situation des chercheurs du C.N.R.S.** — M. Philippe Bassinet : conséquences de l'annulation partielle du décret organisant les élections au comité national de la recherche scientifique ; validité des recrutements antérieurs ; nécessité de procéder à une validation législative (p. 2575, 2576) ; M. Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche et de l'enseignement supérieur : conséquences de l'annulation du mode d'élection au comité national du C.N.R.S. ; validité des recrutements effectués depuis 1983 (p. 2576) ; préparation de nouvelles dispositions pour l'élection du comité national ; maintien du C.N.R.S. ; proportion de postes prévus au concours qui seront pourvus ; son refus de recourir à une validation législative (p. 2577).

92. — Impôts et taxes (contrôles et contentieux). — Posée le 24 juin 1986 par M. Pierre Bleuler à M. le Premier ministre (p. 2436). — Appelée le 27 juin 1986 : **réforme des commissions de conciliation fiscale.** — M. Pierre Bleuler dualité de procédures et de juridictions ; nécessité de réorganiser les procédures devant ces commissions (p. 2584, 2585) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : études de la commission Aicardi sur l'amélioration des rapports entre les contribuables et l'administration fiscale ; amélioration du fonctionnement de ces commissions (p. 2585).

93. — Sécurité sociale (cotisations). — Posée le 24 juin 1986 par M. Henri Bouvet à M. le secrétaire d'Etat délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 2436). — Appelée le 24 juin 1986 : **information sur les cotisations sociales.** — M. Henri Bouvet : rapport du Conseil économique et social sur le passage du revenu primaire au revenu disponible (p. 2574) ; nécessité de faire prendre conscience aux salariés du coût de la protection sociale ; effet des expériences « fiche de paie vérité » (p. 2575) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : information des salariés sur le coût de la protection sociale ; expériences des « feuilles de paie vérité » (p. 2575).

94. — Jeunes (politiques à l'égard des jeunes). — Posée le 3 juillet 1986 par M. Stéphane Dermaux à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (p. 2860).

95. — Chasse et pêche (Office national de la chasse et de la protection de la nature : Moselle). — Posée le 11 juillet 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement (p. 3221).

96. — Politique extérieure (océan Indien). — Posée le 11 juillet 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 3221).

97. — Impôt sur le revenu (bénéfices agricoles). — Posée le 16 juillet 1986 par M. Joseph-Henri Maujouän du Gasset à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 3371).

98. — Politique extérieure (République fédérale d'Allemagne). — Posée le 21 juillet 1986 par M. Michel Debré à M. le ministre des affaires étrangères (p. 3592). — Appelée le 5 décembre 1986 : **Convention franco-allemande du 13 juillet 1984.** — M. Michel Debré : problème politique et national posé par un texte en contradiction avec les propos du Gouvernement sur l'exigence des contrôles aux frontières et avec le projet de code de la nationalité ; valeur juridique d'une convention ratifiée par décret et non par une loi (p. 7127) ; nullité de la convention (p. 7128) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : contrôle aux frontières dans le respect du droit des personnes ; accord en cause ne portant pas sur une matière réservée à la loi (p. 7127) ; allégement des modalités pratiques de contrôle et politique des visas relevant du pouvoir réglementaire ; soumission au Parlement de tout accord touchant une matière législative au sens des articles 34 et 53 de la Constitution (p. 7128).

99. — Régions (élections régionales). — Posée le 23 juillet 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le ministre de l'intérieur (p. 3798).

100. — Equipements industriels et machines-outils (entreprises : Bas-Rhin). — Posée le 2 octobre 1986 par M. André Durr à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 4329). — Appelée le 10 octobre 1986 : **société Graffenstaden machines-outils :** — M. André Durr : engagement pris par les pouvoirs publics à la signature d'un plan de financement en vue de redresser et moderniser la société ; parallèle avec l'affaire du Synchrotron (p. 4568) ; journée portes-ouvertes montrant qu'il n'y a pas de retard technologique (p. 4569) ; M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : rappel des subventions déjà versées ; dérapage de l'exploitation ; défaut d'élaboration d'un plan crédible autorisant la mise en place du solde des concours publics prévus ; dépôt de bilan des sociétés Hure et Graffenstaden machines-outils (p. 4569).

101. — Minerais et métaux (entreprises Usinor et Sacilor en Lorraine). — Posée le 2 octobre 1986 par M. Jean Kiffer à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 4330). — Appelée le 3 octobre 1986 : **situation des petits actionnaires de la sidérurgie Lorraine.** — M. Jean Kiffer : spoliation des sidérurgistes lorrains détenteurs d'actions de leur entreprise ; maintien sur le marché d'actions « négatives » de Sacilor et d'Usinor (p. 4338) ; spéculation des investisseurs institutionnels ; nécessité d'indemniser les petits actionnaires (p. 4339) ; M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur : obligation légale pour Usinor et Sacilor de reconstituer leurs fonds propres ; apurement des pertes antérieures par réduction du capital avant l'augmentation résultant de l'incorporation des créances de l'Etat ; méthode conforme aux recommandations de la Cour des comptes (p. 4339).

102. — Sécurité sociale (équilibre financier). — Posée le 2 octobre 1986 par M. Bernard-Claude Savy à Mme le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 4330). — Appelée le 3 octobre 1986 : **sécurité sociale.** — M. Bernard-Claude Savy : croisade pour sauver la sécurité sociale ; implication de l'Etat, de l'institution, des assurés et des professions de santé (p. 4335) ; motivation des parties prenantes (p. 4336) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : remèdes au déficit de l'assurance maladie ; prise de responsabilité des assurés et des prescripteurs ; économies de gestion ; adaptation des effectifs (p. 4336) ; association du Parlement à la réforme ; maîtrise des dépenses (p. 4337).

103. — Politique extérieure (Maghreb). — Posée le 2 octobre 1986 par M. Jean-Pierre Schenardi à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, charge de la sécurité (p. 4330). — Appelée le 3 octobre 1986 : **rétablissement des visas consulaires.** — M. Jean-Pierre Schenardi : non application aux ressortissants des pays du Maghreb du rétablissement des visas consulaires (p. 4341, 4342) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : renforcement des mesures tendant à prévenir de nouveaux attentats ; échange d'informations entre les ministres de l'intérieur de la Communauté européenne ; rétablissement des visas consulaires avec d'éventuelles adaptations pour les ressortissants des pays du Maghreb (p. 4342).

104. — Pétrole et produits raffinés (entreprises). — Posée le 2 octobre 1986 par M. Michel Charzat à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 4331). — Appelée le 3 octobre 1986 : **vente d'une partie du capital d'Elf-Aquitaine.** — M. Michel Charzat : sous-évaluation de la valeur du titre ; non respect de l'avis du Conseil constitutionnel sur les garanties devant protéger le patrimoine public (p. 4340) ; M. Michel Noir, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce extérieur : évaluation des titres par la commission de la privatisation ; fixation d'un prix supérieur à celui auquel aurait abouti l'application des critères retenus pour les nationalisations de 1982 ; valorisation du patrimoine de l'Etat (p. 4340).

105. — Divorce (droits de garde et de visite). — Posée le 2 octobre 1986 par Mme Paulette Nevoux à M. le ministre des affaires étrangères (p. 4331). — Appelée le 3 octobre 1986 : **enfants de couples divorcés dont le père est algérien.** — Mme Paulette Nevoux : résultat du voyage de M. Jacques Chirac en Algérie ; non restitution d'un enfant à sa mère qui a obtenu l'exequatur de son jugement de divorce (p. 4340, 4341) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : négociation en vue d'une convention d'entraide judiciaire ; solution de cas individuels ; dispositif d'accueil pour les visites transfrontalières ; appel d'un père algérien contre l'exéquatur d'une décision d'un tribunal français qui prononçait le divorce et confiait la garde de l'enfant à la mère (p. 4341).

106. — Lait et produits laitiers (lait). — Posée le 2 octobre 1986 par M. René André à M. le ministre de l'agriculture (p. 4331). — Appelée le 3 octobre 1986 : **quotas laitiers.** — M. René André : producteurs laitiers de la Manche ; élaboration de mesures spécifiques aux régions uniquement laitières ; propriété des quotas (p. 4342, 4343) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : répartition des pénalités de dépassement ; étalement de leur paiement ; recensement par les directions départementales des exploitations en difficulté (p. 4343) ; aide aux petits producteurs en mono-production ; préparation de la campagne 1986-1987 ; programme national d'aide à la cessation d'activité ; programme communautaire de rachat de quotas financé par le budget du F.E.O.G.A. (p. 4344).

107. — Emploi et activité (politique de l'emploi). — Posée le 2 octobre 1986 par M. André Lajoinie à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 4331). — Appelée le 3 octobre 1986 : **lutte contre le chômage.** — M. André Lajoinie : suppression d'emplois au nom de la rentabilité financière ; droit au travail (p. 4346) ; exemple de l'industrie allemande (p. 4347) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : bilan de la gestion de M. Ralite ; levée des contraintes pesant sur les entreprises ; recherche d'emplois nouveaux ; réforme en préparation de l'A.N.P.E. ; stage de formation pour les chômeurs de longue durée (p 4346).

108. — Procédure pénale (instruction). — Posée le 2 octobre 1986 par M. Gérard Welzer à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (p. 4331). — Appelée le 3 octobre 1986 : **lutte contre le terrorisme.** — M. Gérard Welzer : déclaration de M. le garde des sceaux sur l'instruction concernant Georges Ibrahim Abdallah (p. 4344, 4345) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : mise au point sur ses déclarations à propos de l'instruction du dossier de Georges Ibrahim Abdallah ; indépendance des juges (p. 4345).

109. — Electricité et gaz (E.D.F.). — Posée le 2 octobre 1986 par M. Gilbert Gantier à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 4331). — Appelée le 3 octobre 1986 : **grèves à E.D.F.** — M. Gilbert Gantier : grèves illégales d'E.D.F. dans la région parisienne ; absence de préavis (p. 4337) ; nécessité d'une législation définissant la responsabilité du service public défaillant ; utilité d'une commission d'enquête parlementaire (p. 4338) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : devoirs des agents des services publics ; service minimum ; législation souhaitable (p. 4338).

110. — Lait et produits laitiers (lait). — Posée le 7 octobre 1986 par M. Charles Miossec à M. le ministre de l'agriculture (p. 4429, 4430). — Appelée le 10 octobre 1986 : **production laitière française.** — M. Charles Miossec : conséquence pour l'économie bretonne des quotas laitiers et des pénalités qui en découlent ; présentation d'un plan de restructuration laitière cohérent (p. 4575) ; M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme : programme communautaire et programme national d'aide à la cessation d'activité ; organisation de la campagne 1986-1987 ; juste répartition des pénalités ; étalement de leur paiement ; recensement par les directions départementales des exploitations en difficulté (p. 4576).

111. — D.O.M.-T.O.M. (Guadeloupe : impôts et taxes). — Posée le 7 octobre 1986 par M. Henri Beaujean à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget (p. 4430). — Appelée le 10 octobre 1986 : **déductions fiscales pour les revenus investis dans les départements d'outre-mer.** — M. Henri Beaujean : investissements envisagés à la Guadeloupe ; élargissement des mesures d'exonération ; amnistie fiscale pour le rapatriement des capitaux (p. 4572) ; M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : incitation fiscale en faveur des investissements productifs ; secteurs concernés ; aide aux investissements immobiliers ; cumul de différents allégements ; dispositions applicables au rapatriement des capitaux (p. 4573).

112. — D.O.M.-T.O.M. (Réunion : postes et télécommunications). — Posée le 7 octobre 1986 par M. André Thien Ah Koon à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. (p. 4430). — Appelée le 10 octobre 1986 : **situation des postes et télécommunications à la Réunion** : M. André Thien Ah Koon : nette insuffisance du nombre des agents des P.T.T. à la Réunion par référence au nombre d'habitants (p. 4570) ; M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : prise en compte pour la détermination des effectifs nécessaires du trafic et des opérations postales ; création de nouveaux emplois répondant à l'accroissement du trafic ; possibilité de redéploiement interne grâce aux gains de productivité ; poursuite des recrutements dans les télécommunications (p. 4570).

113. — Equipements industriels et machines-outils (entreprises : Rhône). — Posée le 7 octobre 1986 par M. Charles Fiterman à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 4430, 4431). — Appelée le 10 octobre 1986 : **avenir de la machine-outil française.** — M. Charles Fiterman : exemple significatif de Gendron (p. 4573) ; développement souhaitable de coopérations « franco-françaises » (p. 4574) ; M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : dérapage important de l'exploitation de la société Gendron ; impossibilité pour l'Etat de couvrir seul les besoins révélés par l'audit de l'entreprise ; dépôt de bilan et liquidation de biens ; espoir de reprise grâce au groupe Promat-Mercier (p. 4575).

114. — Armes et munitions (entreprises : Haut-Rhin). — Posée le 7 octobre 1986 par M. Gérard Freulet à M. le ministre de la défense (p. 4431). — Appelée le 10 octobre 1986 : **société Matra-Manurhin** : M. Gérard Freulet : marasme en Alsace ; remise en question de la commande de 110 000 pistolets à livrer à la gendarmerie nationale ; contrat capital pour Matra-Manurhin défense et pour l'emploi dans la région de Mulhouse (p. 4567) ; M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : choix du matériel sur des considérations d'ordre technique ; acquisition d'une licence étrangère (p. 4568).

115. — Enseignement (fonctionnement). — Posée le 7 octobre 1986 par M. Marc Reymann à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 4431). — Appelée le 10 octobre 1986 : **langues et cultures régionales.** — M. Marc Reymann : vide législatif et réglementaire en matière d'enseignement des langues régionales ; recrutement et formation des instituteurs dans les régions de langue et culture minoritaires (p. 4577) ; M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme : mise en place de l'enseignement des langues régionales sur les bases de la loi Deixonne de 1951 et de la circulaire n° 82-261 du 21 juin 1982 toujours applicable ; création d'un corps de conseillers spécialisés en langues et cultures régionales ; formation des maîtres (p. 4577).

116. — Constructions navales (entreprises : Manche). — Posée le 7 octobre 1986 par M. Olivier Stirn à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 4431). — Appelée le 10 octobre 1986 : **chantiers navals Amiot à Cherbourg** : M. Olivier Stirn : nécessité d'une réunion de travail sous l'égide du ministre de l'industrie pour coordonner l'action des différents départements ministériels impliqués dans le redressement de l'entreprise (p. 4571) ; M. Bernard Bosson, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, chargé des affaires européennes : appui de l'Etat dans l'élaboration d'un plan social, l'aide aux commandes et le règlement du contentieux fiscal ; organisation d'une réunion de travail sous l'égide du ministre de l'industrie (p. 4571).

117. — Minerais et métaux (entreprises : Lorraine). — Posée le 7 octobre 1986 par René Drouin à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie des finances, et de la privatisation (p. 4431). — Appelée le 10 octobre 1986 : **actionnaires d'Usinor et de Sacilor.** — M. René Drouin, remplacé par M. Roger Mas : dévalorisation totale des actions d'Usinor et de Sacilor imposant l'indemnisation des petits porteurs (p. 4579) ; M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des droits de l'Homme : obligation légale pour Usinor et Sacilor de reconstituer leurs fonds propres ; successives mises en garde des actionnaires (p. 4579) ; procédure conforme aux avis de la Cour des comptes (p. 4580).

118. — Aménagement du territoire (politique de l'aménagement du territoire : Ardennes). — Posée le 7 octobre 1986 par M. Roger Mas à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 4431). — Appelé le 10 octobre 1986 : **situation économique des Ardennes.** — M. Roger Mas : bilan positif des pôles de conversion créés par le Gouvernement précédent ; cas des Ardennes ; remise en cause des moyens de l'aménagement du territoire (p. 4578) ; déclaration de M. Olivier Guichard à propos de la prime d'aménagement (p. 4579) ; M. Ambroise Guellec, secrétaire d'Etat à la mer : méthode pragmatique adoptée par le Gouvernement en raison de l'évolution diversifiée des pôles de conversion (p. 4578).

119. — Politique extérieure (coopération). — Posée le 18 novembre 1986 par M. Bernard Debré à M. le ministre de la coopération (p. 6507).

120. — Voirie (ponts : Moselle). — Posée le 18 novembre 1986 par M. Jean-Marie Demange à M. le ministre de l'intérieur (p. 6508). — Appelée le 21 novembre 1986 : **reconstruction du pont de Malling.** — M. Jean-Marie Demange : normes retenues par le conseil général de la Moselle en 1982 ; répartition du financement entre le ministère de l'intérieur, le ministère des transports et le département de la Moselle (p. 6675) ; étalement des versements incombant au ministère de l'intérieur ; urgence de la programmation de cette opération (p. 6676) ; M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : modicité des crédits inscrits à la ligne budgétaire du ministère de l'intérieur supportant ce type de dépenses ; redéploiement de crédits de paiement prévu pour 1987 ; leur insuffisance pour financer en totalité la reconstruction du pont de Malling ; intérêt de la proposition du conseil général de la Moselle d'assurer le préfinancement des travaux rendant envisageable une solution en 1987 (p. 6676).

121. — Voirie (ponts : Calvados). — Posée le 18 novembre 1986 par M. André Fanton à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 6508). — Appelée le 28 novembre 1986 : **pont de Honfleur et développement du pays d'Auge.** — M. André Fanton : nécessité de mettre rapidement en chantier la construction autorisée ; liaisons routières vers le Sud et désenclavement du pays d'Auge ; réalisation de la rocade de Lisieux (p. 6950) ; mise en place d'un plan routier normand (p. 6951) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : construction réalisable sans apport budgétaire grâce à l'affectation des excédents dégagés par le pont de Tancarville ; réalisation de la rocade engagée dès le début du Xe Plan (p. 6951) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : examen des normes techniques (p. 6951) ; prise en considération de la demande de plan routier (p. 6952).

122. — Logement (prêts). — Posée le 18 novembre 1986 par M. Bruno Bourg-Broc à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 6508). — Appelée le 21 novembre 1986 : **rééchelonnement des prêts en accession à la propriété.** — M. Bruno Bourg-Broc : plan de financement établi sur l'hypothèse d'une inflation de 10 % ; réaménagement des prêts immobiliers rendu nécessaire par le ralentissement de l'inflation ; mesures annoncées après la réunion du conseil national du crédit ; leur application aux P.A.P. (p. 6682, 6683) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : faible progressivité des annuités des P.A.P. ; élargissement de la procédure d'examen des impayés des P.A.P. ; allongement de la durée du maintien de l'aide personnalisée au logement en cas d'impayés ; prise en compte du contexte de désinflation et de progression modérée des revenus lors de la prochaine révision du barème de l'A.P.L. (p. 6683).

123. — Electricité et gaz (E.D.F.). — Posée le 18 novembre 1986 par M. Gérard Bordu à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6508). — Appelée le 21 novembre 1986 : **électricité de France.** — M. Gérard Bordu : sa place dans l'approvisionnement énergétique du pays ; réduction des investissements entraînant la dégradation de la qualité de la distribution ; compétence et responsabilité du personnel mais réduction des effectifs ; conséquences pour les usagers (p. 6676, 6677) ; M. Yves Galland, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : moyens susceptibles d'assurer aux entreprises des prix d'électricité leur permettant de rester compétitives ; possibilité de réduire les coûts et d'améliorer les services ; rôle revenant au personnel en contrepartie du statut dont il bénéficie (p. 6677).

124. — Voirie (routes). — Posée le 18 novembre 1986 par M. Maurice Ligot à M. le ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (p. 6508, 6509). — Appelée le 28 novembre 1986 : **liaison routière Angers-les-Sables-d'Olonne.** — M. Maurice Ligot : découpage de cette opération en différentes tranches (p. 6952) ; recensement des solutions rapides envisageables ; nécessité d'une politique routière nationale ; modernisation de la R.N. 160 devant coïncider avec l'arrivée de l'autoroute A 11 à Angers (p. 6953) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : travaux entrant en partie dans le cadre du contrat conclu entre l'Etat et la région pour le IXe Plan ; recours plus important au fonds européen de développement économique régional ; révision du schéma directeur autoroutier national (p. 6953).

125. — Impôts et taxes (politique fiscale). — Posée le 18 novembre 1986 par M. François Porteu de la Morandière à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 6509). — Appelée le 21 novembre 1986 : **fiscalité des véhicules de sociétés.** — M. François Porteu de la Morandière : vignette ; taxe sur les véhicules de

sociétés ; butoir de 50 000 francs imposé aux amortissements (p. 6677) ; mesures freinant l'achat de véhicules neufs (p. 6678) ; M. Yves Galland : ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : relèvement de la limitation de l'amortissement des véhicules de sociétés porté à un taux voisin du prix d'acquisition des véhicules de service ; autonomie des départements dans la fixation du taux des vignettes (p. 6678).

126. — Radiodiffusion et télévision (programmes). — Posée le 18 novembre 1986 par M. Jean-Pierre Fourré à M. le ministre de la culture et de la communication (p. 6509). — Appelée le 21 novembre 1986 : **utilisation du satellite T.D.F.1.** — M. Jean-Pierre Fourré : ouverture souhaitable d'un des canaux disponibles à des émissions bi-culturelles destinées aux communautés maghrébines en France et en Afrique du Nord (p. 6680, 6681) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : souci du Gouvernement de développer la présence audiovisuelle française dans le bassin méditerranéen ; production d'émissions tenant compte de la diversité culturelle des communautés ; utilisation de tous les modes de diffusion disponibles ; attribution des canaux des satellites T.D.F.1. et T.D.F.2. relevant de la C.N.C.L. (p. 6681).

127. — Transports maritimes (ports). — Posée le 18 novembre 1986 par M. Joseph Menga à M. le Secrétaire d'Etat à la mer (p. 6509, 6510). — Appelée le 21 novembre 1986 : **travail portuaire.** — M. Joseph Menga : progression des nouvelles technologies imposant le recyclage des dockers et une réduction de la main-d'œuvre ; nécessité d'assortir les projets techniques de mesures sociales (p. 6678) ; situation au Havre ; négociation entre la C.G.T. et la direction des ports autonomes sur la restructuration (p. 6679) ; M. Yves Galland : ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : quasi stagnation des trafics portuaires depuis 1980 ne permettant plus d'absorber le rendement croissant de la manutention ; recrutement inopportun de dockers de 1981 à 1983 (p. 6678) ; demande adressée à chaque collectivité portuaire de proposer un plan adapté à sa situation ; possibilité d'octroi de départ en préretraite et de congés de conversion (p. 6679).

128. — Circulation routière (transport de matières dangereuses : Rhône). — Posée le 18 novembre 1986 par M. Gérard Collomb à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé de l'environnement (p. 6510). — Appelée le 21 novembre 1986 : **traversée de Lyon par des poids lourds transportant des matières dangereuses.** — M. Gérard Collomb : nécessité pour prévenir une éventuelle catastrophe de rendre obligatoires les itinéraires de contournement déjà définis et de mettre en place le fléchage correspondant (p. 6681, 6682) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : mise en place, sur avis d'un groupe de travail constitué en 1983, d'itinéraires conseillés indiqués aux professionnels par des cartes routières spécifiques ; élargissement de la diffusion de ces cartes ; au vu du bilan de l'opération, possibilité d'adopter des mesures complémentaires : contournement obligatoire, jalonnement ; action engagée par le Gouvernement pour améliorer les transports de matières dangereuses (p. 6682).

129. — Communes (finances locales : Val-d'Oise). — Posée le 18 novembre 1986 par Mme Marie-France Lecuir à M. le ministre de l'intérieur (p. 6510). — Appelée le 21 novembre 1986 : **subvention d'équilibre à la commune de Montigny-lès-Cormeilles.** — Mme Marie-France Lecuir : sa suppression alors que l'urbanisation rapide de la Z.A.C. des Frances entraîne un déséquilibre financier (p. 6679) ; urbanisation accélérée et forcée sur décision du district parisien ; aide de l'Etat prévue par un contrat conclu en 1974 ; assainissement des finances locales ; avis favorable de la chambre régionale des comptes non suivi par le Gouvernement ; situation de Montigny-lès-Cormeilles proche de celle des villes nouvelles mais statut différent ; inégalités de traitement en comparaison avec d'autres communes (p. 6680) ; M. Yves Galland : ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales : endettement excessif de la commune et inadéquation de ses ressources propres par rapport à ses engagements ; laxisme financier ayant permis de renouveler pendant cinq ans une subvention exceptionnelle ; nécessité pour la commune de voter un budget en équilibre ; revenu moyen par habitant permettant d'accroître les impôts locaux (p. 6679) ; subvention indépendante de la couleur politique des communes ; suréquipement et surendettement de Montigny-lès-Cormeilles ; recours à une pression fiscale supérieure (p. 6680).

130. — Collectivités locales (finances locales). — Posée le 25 novembre 1986 par M. Pierre Pascallon à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé des collectivités locales (p. 6773). — Appelée le 28 novembre 1986 : **équilibre financier des collectivités territoriales.** — M. Pierre Pascallon : importance insuffisante accordée après la décentralisation aux équilibres financiers des collectivités locales ; nécessité d'une réforme en profondeur des finances et de la fiscalité locale et d'une plus grande liberté pour les collectivités locales (p. 6953, 6954) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : progression des dotations de l'Etat prévue pour 1987 à un taux supérieur à celui de l'inflation ; définition d'un nouveau mécanisme de répartition de la D.G.F. ; répartition de la D.G.E. de façon à accroître la part des petites communes et des départements défavorisés ; modernisation et rationalisation de la fiscalité locale ; révision des évaluations des valeurs locatives à l'étude ; aménagement des taxes foncières et de la taxe professionnelle ; gestion des services publics locaux ; fixation des tarifs publics par les collectivités locales (p. 6954) ; mode de gestion de services publics locaux conférant à l'initiative privée un rôle plus important (p. 6955).

131. — Electicité et gaz (distribution de l'électricité : Nord — Pas-de-Calais). — Posée le 25 novembre 1986 par M. Serge Charles à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6773). — Appelée le 28 novembre 1986 : **distribution de l'électricité dans la région Nord-Pas-de-Calais.** — M. Serge Charles : sous-équipement structurel de cette région (p. 6944) ; réduction des investissements prévus pour renouveler les ouvrages de distribution ; problème d'alimentation incompatible avec les exigences de l'informatique, de la productique et de la robotique ; régionalisation de la politique de développement d'E.D.F. préférable à un traitement global ; reprise souhaitable des campagnes d'incitation aux économies d'énergie (p. 6945) ; besoins spécifiques d'une région où se mettent en place des zones d'entreprise (p. 6946) ; M. Gérard Longuet, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. : question à l'étude du conseil de direction du F.D.E.S. ; investissement examiné du point de vue de l'équipement en capacité de production et en installations de distribution, du prix du kilowatt-heure et du désendettement nécessaire d'E.D.F. ; examen pluriannuel des investissements ; Nord-Pas-de-Calais, région pilote pour la régionalisation de l'approche production-distribution de l'électricité ; association du producteur d'énergie à une politique d'utilisation plus rationnelle (p. 6945).

132. — Communes (finances locales : Val-d'Oise). — Posée le 25 novembre 1986 par M. Robert Montdargent à M. le ministre de l'intérieur (p. 6773). — Appelée le 28 novembre 1986 : **budget de la commune de Montigny-lès-Cormeilles.** — M. Robert Montdargent : augmentation de la fiscalité locale qu'entraîne la suppression de la subvention d'équilibre allouée depuis plusieurs années ; nombre et montant des subventions accordées à des villes de situation similaire ; endettement excessif de la commmune causé par son urbanisation rapide ; responsabilité de l'Etat (p. 6955) ; mesures structurelles proposées par le maire (p. 6956) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : subvention exceptionnelle attribuée sur décision conjointe du ministre de l'intérieur et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation chargé du budget, sans que les chambres régionales des comptes aient à se prononcer ; endettement de Montigny-lès-Cormeilles ; taux d'imposition de la commune très inférieur au taux plafond ; liste des communes bénéficiaires de subventions exceptionnelles publiée dans le rapport annuel de la Cour des comptes sur le projet de loi de règlement du budget de l'Etat (p. 6955).

133. — Anciens combattants et victimes de guerre (déportés, internés et résistants). — Posée le 25 novembre 1986 par M. Jean Seitlinger à M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants (p. 6773, 6774). — Appelée le 28 novembre 1986 : **patriotes résistant à l'occupation.** — M. Jean Seitlinger : leur omission dans tous les réglements intervenus au niveau de notre pays ou au niveau franco-allemand ; mesures spécifiques envisagées (p. 6943) ; suite à donner aux conclusions déposées par les groupes de travail constitués par le précédent Gouvernement (p. 6944) ; M. Jacques Boyon,

secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : statut des P.R.O. fixé par un décret de 1959 ; indemnisation forfaitaire qui s'y rattache ; amélioration de la situation des intéressés dans le domaine des pensions militaires d'invalidité et dans celui de la retraite professionnelle par l'attribution d'avantages particuliers ; affaire régulièrement suivie par le secrétaire d'Etat aux anciens combattants et le ministre des affaires étrangères (p. 6944).

134. — Politique extérieure (Tchad). — Posée le 25 novembre 1986 par M. Pierre Sergent à M. le ministre des affaires étrangères (p. 6774). — Appelée le 28 novembre 1986 : **Tchad.** — M. Pierre Sergent : livraison d'armes à M. Goukouni Oueddei en rébellion contre le colonel Kadhafi ; motifs de cette livraison ; garantie exigée pour que les armes ne se retournent pas contre M. Hissène Habré (p. 6949) ; nécessité de définir une politique claire ; avenir de la « case Leclerc » appelée, après restauration, à faire connaître le rôle du maréchal Leclerc au Tchad et en France (p. 6950) ; M. Gérard Longuet, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. : aggravation des divisions des éléments coalisés contre le gouvernement légitime du Tchad ; rapprochement de M. Goukouni Oueddei avec M. Hissène Habré ; appel d'Hissène Habré à la France pour libérer le nord Liban de la présence lybienne ; prolongement de l'opération « Epervier » ; soutien apporté au seul gouvernement légitime du Tchad (p. 6949, 6950).

135. — Gendarmerie (fonctionnement : Essonne). — Posée le 25 novembre 1986 par M. Michel Berson à M. le ministre de la défense (p. 6774). — Appelée le 28 novembre 1986 : **brigade de gendarmerie du Nord-Est de l'Esonne.** — M. Michel Berson : décision arbitraire de regrouper à Brunoy deux brigades de gendarmerie alors que le précédent Gouvernement avait choisi d'implanter la nouvelle unité à Boussy-Saint-Antoine (p. 6942) ; pas de consultation des élus locaux ; forte délinquance autour du centre commercial situé à proximité du lieu où devait être installée la brigade de gendarmerie (p. 6943) ; M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : aucun engagement antérieur sur le choix de la commune d'accueil ; communes situées toutes deux en zone de police d'Etat ; choix de Brunoy en raison de l'environnement et des commodités techniques offertes (p. 6943).

136. — Départements (finances locales : Alpes-Maritimes). — Posée le 25 novembre 1986 par M. Jean-Hugues Colonna à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 6774). — Appelée le 28 novembre 1986 : **transfert des services vétérinaires départementeux de Nice-Cimiez.** — M. Jean-Hugues Colonna : décision contraire à l'invitation faite aux collectivités locales de modérer leurs dépenses ; coût de l'opération à la charge exclusive du département (p. 6948) ; devoir du ministre des finances de faire contribuer les collectivités locales à l'abaissement des prélèvements obligatoires et de s'opposer à la gabegie (p. 6949) ; M. Gérard Longuet, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. : dossier suivi par le préfet pour que les services du ministère de l'agriculture retrouvent des terrains et locaux aussi vastes et bien aménagés que ceux qu'ils quittent ; décision revenant à l'Assemblée départementale ; rôle du ministre de l'agriculture d'assurer aux fonctionnaires des bonnes conditions de travail (p. 6949).

137. — Enseignement secondaire (établissements : Bouches-du-Rhône). — Posée le 25 novembre 1986 par M. Georges Sarre à M. le ministre de la défense (p. 6774). — Appelée le 28 novembre 1986 : **lycée militaire d'Aix-en-Provence** : M. Georges Sarre : apologie du fascisme relatée par différents journaux ; inexistence de sanction à l'encontre des responsables ; dossier non communiqué aux enseignants concernés ; mesure pour rétablir un climat de liberté ; élargissement du recrutement de Saint-Cyr (p. 6941) ; difficulté du doyen des juges d'instruction d'Aix-en-Provence pour obtenir de l'autorité militaire les pièces nécessaires à l'instruction du dossier (p. 6942) ; M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense : fin du détachement de deux professeurs de l'établissement dépourvue de caractère disciplinaire ; communication aux intéressés des documents administratifs demandés ; inexistence de la mainmise d'un petit groupe d'extrême droite sur le lycée ; recrutement dans les écoles d'officiers largement ouvert ; concours accessible à tout étudiant des classes préparatoires aux grandes écoles des établissements de l'éducation nationale ; existence de trois concours d'entrée à Saint-Cyr préparés exclusivement dans le secteur civil (p. 6942).

138. — Politique économique et sociale (généralités : Lorraine). — Posée le 25 novembre 1986 par M. Jean Laurain à M. le Premier ministre (p. 6774, 6775). — Appelée le 28 novembre 1986 : **chômage en Lorraine.** — M. Jean Laurain : son aggravation brutale ; suppression d'emplois à Usinor-Sacilor ; politique charbonnière restrictive ; remise en cause d'implantations diverses créatrices d'emplois ; conséquence sur la poursuite du contrat de plan Etat-région de la suppression du fonds spécial de grands travaux et de la disparition de la prime d'aménagement du territoire (p. 6946, 6947) ; absence d'information sur le rapport Gandois ; réserve sur l'abandon de certaines implantations (p. 6948) ; M. Gérard Longuet, ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme, chargé des P. et T. : action de solidarité en faveur de la Lorraine appuyée sur les propositions du conseil régional ; adaptation de la production des houillères de Lorraine aux débouchés actuels ; mise au point sur des questions ponctuelles (p. 6947) ; décentralisation de l'Office national de chasse ; préfet de région chargé de définir, en association avec les instances lorraines, les orientations d'un plan de développement économique (p. 6948).

139. — Equipements industriels et machines-outils (entreprises : Bas-Rhin). — Posée le 27 novembre 1986 par M. André Durr à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 6911). — Appelée le 5 décembre 1986 : **société Graffenstaden machines-outils.** — M. André Durr : dégradation de la situation après le désengagement de l'Etat et des actionnaires ; licenciements massifs ; soutien du conseil municipal d'Illkirch Graffenstaden ; opportunité d'un débat au Parlement sur l'avenir de la machine-outil ; plan social envisagé ; réaction imprévisible d'une région en détresse (p. 7133, 7134) ; appel à l'arbitrage du Premier ministre (p. 7135) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : intérêt manifesté par la société italienne Conau ; effectifs excessifs ; nécessité de les adapter au plan de charge actuel ; maintien indispensable d'une activité de production durant les semaines qui viennent ; élaboration d'un plan social ; examen par le comité régional de restructuration industrielle d'Alsace des cas des fournisseurs et sous-traitants touchés (p. 7134).

140. — Etat civil (noms et prénoms). — Posée le 27 novembre 1986 par M. Jean-Louis Masson à M. le garde des sceaux, ministre de la justice (p. 6911).

141. — Etablissements d'hospitalisation, de soins et de cure (cliniques et établissements privés). — Posée le 2 décembre 1986 par M. Bernard Savy à Mme le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la famille (p. 7028). — Appelée le 5 décembre 1986 : **hospitalisation privée.** — M. Bernard Savy : évolution du prix de journée favorable au secteur public ; comparaison des remboursements par la sécurité sociale (p. 7129) ; nécessité d'une saine concurrence entre les deux secteurs pour atteindre le meilleur coût de soin ; carte sanitaire faisant obstacle à une politique de liberté ; entrave au secteur privé (p. 7130) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : effort d'investissement réalisé par les établissements privés malgré la défiance dont ils ont fait l'objet ; écart de coût expliqué en partie par les contraintes propres aux établissements publics ; complémentarité des deux secteurs ; décélération du prix de journée ; répartition des équipements en fonction des besoins réels de la population ; convention d'utilisation entre le public et le privé pour certains équipements lourds (p. 7130).

142. — Lait et produits laitiers (lait). — Posée le 2 décembre 1986 par M. Lucien Richard à M. le ministre de l'agriculture (p. 7028). — Appelée le 12 décembre 1986 : **concurrence entre pays de la Communauté dans le domaine agricole.** — M. Lucien Richard : disparité des prix versés aux producteurs de lait d'un pays à l'autre ; distorsion de concurrence ; respect de la neutralité de la T.V.A. ; produits concurrents des produits laitiers venant de l'extérieur de la Communauté ; situation des producteurs de viande bovine (p. 7594) ; nécessité d'obtenir l'harmonisation des primes communautaires (p. 7595) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : distorsion de concurrence due à la prolongation des délais de paiement ; situation de la T.V.A. en Allemagne ;

maintien en France de la réglementation en vigueur pour les produits d'imitation ; mesures adoptées en faveur de la production de viande bovine (p. 7595) ; lutte du Gouvernement pour la suppression ou la diminution des montants compensatoires monétaires ; concertation avec les organisations professionnelles agricoles (p. 7596).

143. — Charbon (houillères : Nord-Pas-de-Calais). — Posée le 2 décembre 1986 par M. Rémy Auchedé à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 7028, 7029). — Appelée le 5 décembre 1986 : **houillères du Nord-Pas-de-Calais.** — M. Rémy Auchedé : propos de leur directeur général annonçant la fermeture générale d'ici trois ans des puits, des centrales électriques et des cokeries du Nord-Pas-de-Calais ; suppression de 30.000 emplois ; remise en cause du statut de la profession, de la sécurité sociale minière et du logement (p. 7135) ; bilan négatif du fonds de réindustrialisation géré par Finorpa ; désengagement du Gouvernement dans la rénovation de l'habitat et dans les travaux de voirie des cités minières ; volonté des communistes de défendre le statut du mineur, la sécurité sociale minière et les caisses de secours ; mesures spécifiques nécessaires pour les communes minières en ce qui concerne la dotation globale d'équipement (p. 7136) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : coût pour la collectivité du maintien des mines en activité ; rôle du directeur général de Charbonnages de France dans la détermination des mesures favorables au redressement financier des Charbonnages ; mise en place par les pouvoirs publics d'importants dispositifs de réindustrialisation ; aide à l'implantation d'entreprises en zone minière ; développement de la formation ; maintien en exploitation de mines déficitaires n'agissant pas sur les prestations des retraités (p. 7135).

144. — Transports fluviaux (entreprises : Alsace). — Posée le 2 décembre 1986 par M. Emile Koehl à M. le Premier ministre (p. 7029). — Appelée le 5 décembre 1986 : **compagnie française de navigation rhénane.** — M. Emile Koehl : présence d'une batellerie française sur le Rhin menacée par l'éventuelle suppression du soutien financier de l'Etat ; concurrence européenne ; soutien apporté par chaque pays riverain à sa propre flotte ; dégradation des frêts internationaux ; pavillon français tributaire de l'aide publique ; nécessité de sauvegarder l'emploi et de maintenir le rayonnement de Strasbourg, siège des principales institutions internationales rhénanes et d'un important lycée professionnel de la batellerie (p. 7131, 7132) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : situation déficitaire de la C.F.N.R. en dépit de l'application d'un premier plan de redressement ; recherche d'une solution conciliant l'allégement de la charge des finances publiques et la présence française sur le Rhin ; étude menée par le nouveau président de la compagnie mère et par le ministre de l'économie et des finances ; position du Gouvernement non encore arrêtée pour le moyen et le long terme ; aide financière versée pour 1986 et crédits prévus pour 1987 (p. 7132).

145. — T.V.A. (champ d'application). — Posée le 2 décembre 1986 par M. Alain Richard à M. le ministre de la culture et de la communication (p. 7029). — Appelée le 5 décembre 1986 : **rémunération des auteurs et compositeurs.** — M. Alain Richard : loi du 3 juillet 1985 instituant un prélèvement sur la vente de cassettes vierges ; sa répartition entre les auteurs pour compenser la perte d'activité due à la copie privée de musiques et de films (p. 7137) ; exonération de la T.V.A. prévue par la loi ; interprétation des services fiscaux ayant conduit à assujettir ce prélèvement à la T.V.A. au taux de 33 % ; attente d'une solution amiable correspondant aux vœux des professionnels et aux engagements du Gouvernement ; nécessité de combattre l'habitude des juristes des services fiscaux et de leurs collègues de Bruxelles de considérer comme taxe tout ce qui s'ajoute au prix de vente d'un produit (p. 7138) ; M. Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de la communication : imposition contraire à la volonté du législateur mais nécessitée par les règlements communautaires soumettant à la T.V.A. les produits et les taxes afférentes ; organisation souhaitée d'une réunion de travail entre le ministre de la culture et de la communication et le ministre du budget ; solution pouvant être trouvée à l'occasion de la réunion de la commission mixte paritaire sur le projet de finances pour 1987 (p. 7138).

146. — Handicapés (établissements : Somme). — Posée le 2 décembre 1986 par M. Jacques Fleury à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 7029). — Appelée le 5 décembre 1986 : **handicapés adultes âgés.** — M. Jacques Fleury : existence d'une catégorie de handicapés dont la prise en charge n'est pas assurée ; vide juridique laissé par la loi sur la décentralisation ; cas de la Somme où dix adultes handicapés ne disposeront plus d'aucune structure d'accueil après la disparition d'un institut médico-professionnel ; difficultés des familles (p. 7131) ; M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la sécurité sociale : accueil de jeunes handicapés adultes dans des foyers de vie dont le développement incombe aux départements ; centre d'aide par le travail et allocation aux adultes handicapés financés par l'Etat ; dépenses de fonctionnement des maisons d'accueil couvertes par la sécurité sociale ; médicalisation de certains foyers de vie ; malentendu, dans le département de la Somme, à propos du séjour des handicapés dans les établissements pour malades mentaux (p. 7131).

147. — Enseignement secondaire (personnel). — Posée le 2 décembre 1986 par Mme Marie-France Lecuir à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 7029). — Appelée le 5 décembre 1986 : **missions académiques à la formation des personnels de l'éducation nationale.** — Mme Marie-France Lecuir : création de ces missions comme outil de formation continue des enseignants du second degré et des personnels administratifs ; actualisation des contenus et des méthodes de la pédagogie de chaque matière ; formation à l'informatique ; préparation aux concours internes ; diminution dans le projet de budget pour 1987 des crédits consacrés à ces missions (p. 7136) ; leur rôle dans la liaison entre l'université et le secondaire ; découragement des jeunes et des enseignants (p. 7137) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle : volonté d'élever le niveau des enseignants (p. 7136) ; augmentation dans le budget de 1987 des crédits de formation répartis entre professeurs de collèges et professeurs de lycées ; crédits supplémentaires pour former des professeurs à des enseignements artistiques ; malaise créé par la réforme socialiste ayant conduit à scinder en deux grades le corps des professeurs des lycées professionnels (p. 7137).

148. — Divorce (droits de garde et de visite). — Posée le 2 décembre 1986 par Mme Paulette Nevoux à M. le ministre des affaires étrangères (p. 7029). — Appelée le 5 décembre 1986 : **sort d'un enfant enlevé en Algérie.** — Mme Paulette Nevoux : mère arrêtée à Alger après le décès de son ex-mari et autorisée à ne voir son fils qu'une heure en présence de policiers alors que la loi algérienne donne la tutelle à la mère après le décès du père ; fin des subventions allouées au fonds prenant partiellement en charge les frais de séjour des mères concernées (p. 7128) ; M. Didier Bariani, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères : assistance de notre ambassade ; dispositions du code de la famille algérien sur la tutelle testamentaire ; conseil d'un avocat ; subvention versée en 1986 par les ministères des affaires étrangères, des affaires sociales et des droits de la femme au fonds géré par l'association « rencontre et développement » ; mise en place d'une commission *ad hoc* après la visite de M. Chirac en Algérie ; nécessité de reprendre la négociation de la convention judiciaire (p. 7129).

149. — S.N.C.F. (fonctionnement). — Posée le 2 décembre 1986 par M. Roger Holeindre à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports (p. 7029). — Appelée le 5 décembre 1986 : **tarifs de la S.N.C.F. pour les manifestants.** — M. Roger Holeindre : critères permettant d'obtenir la gratuité des transports pour venir manifester contre le Gouvernement ; heurts ayant opposé à la police des « loubards » et des sympathisants de S.O.S.-Racisme ; soutien des partis de gauche tentant de s'appuyer sur la rue ; promesse de transport gratuit pour la prochaine fête du Front national à Paris (p. 7133) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : demande d'affrètement de trains spéciaux adressée à la S.N.C.F. par les organisateurs à l'occasion de toute grande manifestation ; pour la journée du 4 décembre, respect par la S.N.C.F. de son souci habituel de défendre ses intérêts commerciaux face aux modes de transport concurrents et d'obtenir une contribution couvrant les coûts marginaux ; Gouvernement attentif au recouvrement effectif des prix de

transport établis contractuellement ; poursuite du dialogue sur le projet Devaquet ; loi faite au Parlement et non dans la rue (p. 7133).

150. — Décorations (médaille d'honneur du travail). — Posée le 9 décembre 1986 par M. Joël Hart à M. le ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 7440). — Appelée le 12 décembre 1986 : **médaille du travail.** — M. Joël Hart : critères d'attribution des médailles du travail dépendant d'une grande stabilité dans l'emploi incompatibles avec l'actuelle campagne en faveur de la mobilité ; problème des personnes ayant travaillé dans le secteur public et dans le secteur privé (p. 7600,7601) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : décret de 1984 assouplissant les critères d'attribution de la médaille du travail ; situation des personnes ayant exercé à la fois un emploi dans le secteur public et le secteur privé (p. 7601) ; distribution de nombreuses médailles du travail (p. 7602).

151. — Enseignement agricole (établissements : Loiret). — Posée le 9 décembre 1986 par M. Xavier Deniau à M. le ministre de l'agriculture (p. 7440, 7441). — Appelée le 12 décembre 1986 : **école nationale des ingénieurs des travaux des eaux et forêts.** — M. Xavier Deniau : transfert vers Nancy de l'école nationale des ingénieurs des travaux des eaux et forêts des Barres dans le Loiret et regroupement avec l'école nationale du génie rural des eaux et forêts ; mission et composition du groupe de travail créé à ce sujet ; décision trop hâtive (p. 7596) ; absence de réponse du ministre de l'agriculture ; informations non communiquées aux élus (p. 7597) ; M. François Guillaume, ministre de l'agriculture : formation des ingénieurs ; regroupement de l'enseignement supérieur forestier français ; sous-occupation des locaux des Barres ; étude d'un projet de remplacement utilisant le site des Barres (p. 7597) ; nécessité de ce regroupement (p. 7598).

152. — Faillites, règlements judiciaires et liquidations de biens (créances et dettes). — Posée le 9 décembre 1986 par M. Robert Spieler à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 7442). — Appelée le 12 décembre 1986 : **situation des créanciers en cas de faillite.** — M. Robert Spieler : demande d'étudier la possibilité de considérer les fournisseurs et sous-traitants et non les créanciers publics comme des créanciers privilégiés ; problème des faillites en cascade ; situation de l'emploi à Graffenstaden (p. 7599) ; grève de la faim de Mme Hérault ; création d'un comité de soutien (p. 7600) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : drame de la machine outil française ; salariés constituant des créanciers super-privilégiés ; difficultés des créanciers chirographaires ; lois du 31 décembre 1975 et du 12 mai 1980 destinées à améliorer leur situation ; loi du 25 janvier 1985 ; étude en cours (p. 7600).

153. — Ordre public (maintien : Paris). — Posée le 9 décembre 1986 par M. Bernard Deschamps à M. le ministre de l'intérieur (p. 7741). — Appelée le 12 décembre 1986 : **violences policières.** — M. Bernard Deschamps : absence du ministre de l'intérieur ; mémoire de Malik Oussekine ; attitude des forces de l'ordre vis-à-vis des casseurs (p. 7585) ; ordres donnés aux policiers ; origine de ces ordres ; anonymat des policiers auteurs de l'assassinat de Malik Oussekine ; déclaration du ministre de l'intérieur couvrant les actes des policiers (p. 7586) ; responsabilité du Gouvernement ; demande de constitution d'une commission d'enquête parlementaire ; solidarité des députés communistes avec la jeunesse du pays (p. 7587) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : événements de 1979 ; accusation grave ; hommage au préfet de police ; exploitation politicienne cherchant à déconsidérer la police ; réaffirme les qualités de courage, d'abnégation et de loyauté des forces de l'ordre ; enquête judiciaire sur les violences (p. 7586) ; identification et arrestation des casseurs (p. 7587) ; ses observations sur le rappel au règlement de M. Pierre Joxe : s'étonne du mépris de ce dernier à son égard (p. 7588).

154. — Ordre public (maintien : Paris). — Posée le 9 décembre 1986 par M. Philippe Bassinet à M. le ministre de l'intérieur (p. 7441). — Appelée le 12 décembre 1986 : **instructions données aux forces de police les 4, 5 et 6 décembre.** — M. Philippe Bassinet : absence du ministre de l'intérieur ; responsabilité de celui-ci ; demande le détail des instructions données par celui-ci ou en son nom le 6 décembre 1986 (p. 7588) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : ses observations (p. 7588) ; liberté de manifestation ; déroulement de la manifestation du 4 décembre et conséquence de celle-ci ; événements du 5 décembre (p. 7589) ; bilan de cette journée ; événements et bilan de la journée du 6 décembre ; enquêtes judiciaires en cours (p. 7590).

155. — Ordre public (maintien : Paris). — Posée le 9 décembre 1986 par M. Michel Sapin à M. le ministre de l'intérieur (p. 7441). — Appelée le 12 décembre 1986 : **instructions réglementaires concernant l'emploi des lance-grenades.** — M. Michel Sapin : absence du ministre de l'intérieur ; responsabilité de celui-ci devant l'ensemble des Français ; violence à l'encontre de la jeunesse française (p. 7590) ; demande la confirmation de l'interdiction des tirs tendus de grenade ; création d'une commission d'enquête ou de contrôle (p. 7591) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : indique que le Gouvernement ne s'oppose pas à la création d'une commission d'enquête ou de contrôle ; prohibition par les textes du tir tendu de grenade ; publicité sur les sanctions prises à l'encontre de fonctionnaires non conforme aux règles de droit administratif (p. 7591).

156. — Ordre public (maintien : Paris). — Posée le 9 décembre 1986 par M. Pierre Joxe à M. le ministre de l'intérieur (p. 7441). — Appelée le 12 décembre 1986 : **absence d'instructions sur le terrain dans la soirée du 6 décembre.** — M. Pierre Joxe : absence du ministre de l'intérieur (p. 7591) ; contradictions énoncées par le ministre chargé de la sécurité ; demande les mesures envisagées pour que l'usage de tirs tendus ne se produise plus ; mensonges formulés à la télévision par le ministre de l'intérieur (p. 7592) ; ses observations (p. 7593) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : absence de charges de police au quartier latin le 6 décembre au soir (p. 7592).

157. — Ordre public (maintien : Paris). — Posée le 9 décembre 1986 par M. Roland Dumas à M. le ministre de l'intérieur (p. 7441). — Appelée le 12 décembre 1986 : **absence d'instructions pour interpeller les éléments provocateurs.** — M. Roland Dumas : instructions données pour interpeller les casseurs ; demande un chiffre précis des casseurs interpellés ; comportement du Gouvernement pendant les événements ; nominations dans l'audiovisuel (p. 7593) ; avenir de l'information (p. 7594) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : donne le détail des personnes interpellées (p. 7593) ; exploitation politicienne ; organisateurs des manifestations (p. 7594).

158. — Entreprises (dénationalisations). — Posée le 9 décembre 1986 par M. Alain Griotteray à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 7441, 7442). — Appelée le 12 décembre 1986 : **programme de privatisation.** — M. Alain Griotteray : succès de la privatisation d'Elf-Aquitaine et de Saint-Gobain ; problème posé par l'évaluation de TF1 et la Cinq ; attribution des plus-values résultant des opérations relatives aux compagnies d'assurance ; nécessaire information du public sur les privatisations (p. 7602) ; absence de réponse du ministre concernant la cinquième chaîne (p. 7603) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du commerce, de l'artisanat et des services : succès de la privatisation de Saint-Gobain (p. 7602) ; état d'avancement de la procédure de privatisation de TF1 et des Assurances générales de France ; mission de réflexion confiée à M. Mayoux concernant la privatisation des compagnies d'assurance ; information économique des actionnaires ; libéralisme au quotidien (p. 7603).

159. — Logement (amélioration de l'habitat : Bas-Rhin). — Posée le 9 décembre 1986 par M. Emile Koehl à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 7442). — Appelée le 12 décembre 1986 : **subventions de l'A.N.A.H.** — M. Emile Koehl : suppression des avantages octroyés sous forme de subvention par l'A.N.A.H. constituant une obstruction au développement de la réhabilitation de logements (p. 7598) ; texte entraînant la forte réduction du potentiel de réhabilitation offert par les opérations programmées de l'habitat (p. 7599) ; M. Georges Chavanes, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de commerce, de l'artisanat et des services : problème de la distinction entre « réparations »

et « travaux neufs » ; jurisprudence du Conseil d'Etat (p. 7598) ; solutions possibles (p. 7599).

160. — Heure légale (heure d'été et heure d'hiver). — Posée le 16 décembre 1986 par M. René André à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 7695). — Appelée le 19 décembre 1986 : **heure d'été.** — M. René André : inconvénient du changement d'heure entre l'été et l'hiver ; augmentation de la pollution de l'air (p. 7846) ; perturbation des rythmes biologiques ; difficultés pour le monde agricole ; nécessaire aménagement de cette mesure (p. 7847) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : directive communautaire fixant l'heure d'été ; économies d'énergie ; étude de toute proposition d'aménagement (p. 7847).

161. — D.O.M.-T.O.M. (Antilles : santé publique). — Posée le 16 décembre 1986 par M. Henri Beaujean à Mme le ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille (p. 7695). — Appelée le 19 décembre 1986 : **politique de la santé aux Antilles.** — M. Henri Beaujean (p. 7850) ; prévention des risques pathologiques majeurs et priorité au redéploiement des équipements de santé ; priorité à un meilleur équilibre entre secteur public et secteur privé ; carte sanitaire de la Guadeloupe ; caractère discriminatoire des décisions de la commission régionale d'hospitalisation (p. 7851) ; Mme Michèle Barzach, ministre délégué auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargé de la santé et de la famille : effort consenti pour les subventions aux investissements ; mesures en faveur de la Guadeloupe ; secteur public et secteur privé (p. 7851) ; révision de la carte sanitaire ; volonté du Gouvernement de mettre en œuvre une parité sociale globale en faveur des départements d'outre-mer (p. 7852).

162. — Politique économique et sociale (politique industrielle : Lorraine). — Posée le 16 décembre 1986 par M. Jean Kiffer à M. le ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme (p. 7695). — Appelée le 19 décembre 1986 : **production cherbonnière et sidérurgie en Lorraine.** — M. Jean Kiffer : réalisation du laminoir à couronnes et barres dans l'unité de Gandrange ; fermeture de la phase liquide de Longwy ; harmonisation des productions sidérurgiques françaises ne devant pas empêcher une réelle autonomie de gestion des sites ; intérêt du charbon face à la politique du tout nucléaire ; problème relatif à la société Solodev et à l'usine d'Hagondange (p. 7845) ; nécessité de protéger un minimum de ce secteur au nom de l'intérêt national (p. 7846) ; M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, des P. et T. et du tourisme : examen de la situation de Solodev par le ministère de l'industrie (p. 7845) ; politique de continuité vis-à-vis de la sidérurgie ; compatibilité de l'unité de direction pour les deux entreprises sidérurgiques avec des principes de décentralisation ; impossibilité de protéger le charbon national ; nécessité du redressement financier des Charbonnages de France ; impératifs de rentabilité (p. 7846).

163. — Eau et assainissement (politique de l'eau : Aquitaine). — Posée le 16 décembre 1986 par M. Michel Peyret à M. le ministre de l'agriculture (p. 7695). — Appelée le 19 décembre 1986 : **déficit en eau de la région aquitaine.** — M. Michel Peyret : augmentation du déficit en eau de la région Aquitaine : rapport « plan grand sud-ouest » ; équilibre écologique menacé ; programme réalisé pour l'irrigation mais non pour les réserves en eau (p. 7839) ; conséquence pour l'agriculture ; nécessité d'engager une action concertée avec les régions concernées et mesures à mettre en œuvre ; problème de savoir s'il est envisagé d'éliminer les exploitations familiales (p. 7840) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : problème devant être analysé à l'échelle du bassin Adour-Garonne ; augmentation des ressources en eau de ce bassin par le IXe Plan ; ouvrages programmés ; processus de programmation départementale, régionale ou de bassin ; effort du ministère de l'environnement ; négociation gouvernementale avec la communauté européenne (p. 7840).

164. — Banques et établissements financiers (fonctionnement). — Posée le 16 décembre 1986 par M. Bruno Gollnisch à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation (p. 7695). — Appelée le 19 décembre 1986 : **chèque payant.** — M. Bruno Gollnisch : responsabilité partielle des banques concernant le coût élevé de tenue de compte ; suppression de l'intérêt versé sur les comptes créditeurs ; imposition par la loi du mode de paiement par chèque (p. 7848) ; entente illicite des banques ; interdiction de rétribuer les comptes créditeurs ; entente et abus de position dominante des banques nationalisées (p. 7849) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget : facturation des services par toute entreprise ; nécessité de freiner l'utilisation du chèque ; concertation et campagne d'information des consommateurs ; suppression de l'obligation de paiement par chèque pour les consommateurs ; grand nombre d'opérations gratuites ; respect du droit de la concurrence ; réforme du régime des dates de valeur (p. 7849).

165. — Produits agricoles et alimentaires (céréales). — Posée le 16 décembre 1986 par M. Sébastien Couepel à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget (p. 7695, 7696). — Appelée le 19 décembre 1986 : **taxes sur les céréales.** — M. Sébastien Couepel : distorsion de concurrence constituée par la taxe de coresponsabilité ; coût supplémentaire de production pour les éleveurs non céréaliers constitué par les taxes françaises sur les céréales (p. 7847) ; nécessité de respecter l'égalité des conditions de concurrence entre agriculteurs français (p. 7848) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget : distorsion de concurrence due aux taxes sur les céréales ; projet du Gouvernement de les diminuer et de supprimer progressivement les taxes B.A.P.S.A. ; réforme de l'assiette des cotisations sociales des agriculteurs ; aménagement du prélèvement de coresponsabilité et de ses modalités (p. 7848).

166. — Armée (fonctionnement). — Posée le 16 décembre 1986 par Mme Florence d'Harcourt à M. le ministre de la défense (p. 7696). — Appelée le 19 décembre 1986 : **décès accidentel de trois soldats.** — Mme FLorence d'Harcourt (p. 7840) ; mort par asphyxie dans un camion cuisine de trois soldats ; demande les circonstances exactes de leur découverte et les sanctions prises en cas de faute du commandement (p. 7841) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : participation de ces trois soldats cuisiniers à un exercice sur le terrain ; missions et consignes données à ceux-ci ; décès dû au non-respect de ces consignes ; enquête effectuée à ce sujet (p. 7841).

167. — Impôt sur le revenu (charges déductibles). — Posée le 16 décembre 1986 par M. Loïc Bouvard à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget (p. 7696). — Appelée le 19 décembre 1986 : **fiscalité applicable aux cotisations des travailleurs indépendants aux régimes complémentaires maladie.** — M. Loïc Bouvard : harmonisation incomplète des régimes sociaux des artisans et commerçants avec celui des salariés ; appel au secteur privé (p. 7849) ; cotisations versées non déductibles des revenus des intéressés ; demande la possibilité pour les intéressés de déduire les cotisations des contrats concernant la couverture maladie ; disparité de taxation entre société d'assurance et mutuelle (p. 7850) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget : souhait des commerçants et artisans du maintien d'un régime spécifique ; règles de non déductibilité des primes générales applicables aux salariés comme aux non salariés ; vocation d'entraide et non de profit des mutuelles justifiant l'exonération de taxes ; projet de loi sur l'épargne-retraite (p. 7850).

168. — Ordre public (maintien). — Posée le 16 décembre 1986 par M. Roland Dumas à M. le ministre de l'intérieur (p. 7696). — Appelée le 19 décembre 1986 : **instructions données aux forces de l'ordre les 4, 5 et 6 décembre.** — M. Gilbert Bonnemaison : demande le détail des instructions données par le ministre de l'intérieur ou le préfet de police lors des événements de ces journées ; dérobade du ministre de l'intérieur (p. 7843) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : création d'une commission d'enquête destinée à faire la lumière sur ces événements (p. 7843) ; M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, chargé de la sécurité : fonctionnement général des services de police ; lit la déclaration de M. Gaston Defferre lors d'une interview accordée à Paris-Match le 3 juin 1983 ; explications sur les événements données au Parlement ; commission d'enquête (p. 7843) ; provocateurs (p. 7844).

169. — Ordre public (attentats). — Posée le 16 décembre 1986 par M. Michel Sapin à M. le Premier ministre (p. 7696). — Appelée le 19 décembre 1986 : **déclaration ministérielle à**

la suite de l'attentat de Provins. — M. Michel Sapin : détournement par le Gouvernement de l'objet de la commission d'enquête chargée d'enquêter sur les événements des 4, 5 et 6 décembre ; attentat de Provins ; déclaration du ministre de l'intérieur sur une radio périphérique provoquant la division face au terrorisme (p. 7844) ; M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur : attentat de Provins destiné à tuer M. Peyrefitte ; manifestation d'union nationale face au terrorisme ; climat de haine et de discrimination raciale cependant dû à certains propos ou écrits ; sa mission d'assurer l'ordre et la sécurité publique (p. 7844) ; ses observations (p. 7845).

170. — D.O.M.-T.O.M. (Nouvelle-Calédonie). — Posée le 16 décembre 1986 par M. Georges Sarre à M. le ministre des départements et territoires d'outre-mer (p. 7696). — Appelée le 19 décembre 1986 : **politique du Gouvernement en Nouvelle-Calédonie.** — M. Georges Sarre : constatation du ministre des départements d'outre-mer sur le blocage de la situation politique en Nouvelle-Calédonie ; remise en cause de l'actuel découpage ; risque de révolte des Mélanésiens ; condamnation de la France par l'0.N.U. (p. 7853) ; ses craintes quant à l'avenir de la paix sociale en Nouvelle-Calédonie (p. 7854) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle : principe selon lequel la Nouvelle-Calédonie est française ; résolution de l'0.N.U. (p. 7853) ; consultation des Calédoniens définie dans le cadre d'un dialogue avec les intéressés ; redécoupage des régions ; refus de négocier du F.L.N.K.S. ; ses observations (p. 7854).

171. — Enseignement préscolaire et élémentaire (rythmes et vacances scolaires). — Posée le 16 décembre 1986 par M. Alain Calmat à M. le ministre de l'éducation nationale (p. 7696). — Appelée le 19 décembre 1986 : **aménagement du temps scolaire.** — M. Alain Calmat : circulaire Chevènement du 13 avril 1984 sur l'aménagement du temps scolaire dans le premier degré et la liaison entre l'école et les partenaires éducatifs locaux ; réel succès de cette opération ; nouvelle directive visant à la supprimer ; projet d'aménagement du temps extra-scolaire générateur d'injustices sociales (p. 7852) ; ses inquiétudes sur la poursuite de cette opération (p. 7853) ; Mme Nicole Catala, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la formation professionnelle : opération sur l'aménagement du temps scolaire dans le premier degré et développement des liaisons avec les partenaires éducatifs locaux (p. 7852) ; grande diversité et coût des projets réalisés ; évaluation de l'opération par les deux ministères concernés ; subventions versées aux associations en cas de suppression d'emplois mis à leur disposition (p. 7853).

172. — Politique économique et sociale (plans). — Posée le 16 décembre 1986 par M. Jean Royer à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan (p. 7696, 7697). — Appelée le 19 décembre 1986 : **politique de planification.** — M. Jean Royer : question de l'élaboration d'un Xe Plan ; facteurs positifs justifiant le maintien de la planification française malgré la décentralisation ; opportunité d'envisager un nouveau programme général de grands travaux (p. 7841) ; position du Gouvernement à ce sujet ; efficacité des contrats Etat-régions ; nécessité d'un débat sur la planification (p. 7842) ; M. Jacques Douffiagues, ministre délégué auprès du ministre de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, chargé des transports : avenir des contrats Etat-régions signés en 1984 ; opportunité ou non d'envisager une procédure similaire dans le futur ; non respect du IXe Plan constituant un échec ; rapport de M. Ruault affirmant la nécessité d'une planification rénovée (p. 7842).

QUOTAS LAITIERS
Voir *Questions au Gouvernement* **257.**
Questions orales sans débat **106, 110.**

QUOTIENT FAMILIAL
Voir *Impôt sur le revenu*, **8, 9, 10.**

R

RADIODIFFUSION ET TELEVISION
Voir *Questions orales sans débat* **53.**

Chasse aux sorcières à la -
Voir *Questions au Gouvernement* **84.**

Cinquième chaîne
Voir *Audiovisuel* **4.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Communication.

Emissions de - contestées
Voir *Questions au Gouvernement* **84.**

Emissions destinées aux populations maghrébines
Voir *Questions orales sans débat* **126.**

Haute-Autorité de l'audiovisuel
Voir *Audiovisuel* **4.**

I.N.A.
Voir *Audiovisuel* **4.**

Objectivité des informations de la -
Voir *Questions au Gouvernement* **97.**

Privatisation de l'audiovisuel
Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**

Privatisation de TF 1
Voir *Audiovisuel* **5.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Communication.
Voir *Questions au Gouvernement* **73, 74, 75, 149.**
Questions orales sans débat **67.**

Radio-France
Voir *Audiovisuel* **4.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Communication.

Radio-France (radios décentralisées de -)
Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Communication, Questions.

Radio-France Internationale
Voir *Audiovisuel* **4.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Communication, Questions.

Radios libres
Voir *Questions orales sans débat* **63.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Communication, Questions.

Recettes de publicité
Voir *Audiovisuel* **4.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Communication.

Redevance télévision
Voir *Audiovisuel* **4.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, article 64, Communication.
Lois de finances **2,** deuxième partie : communication et deuxième délibération, article 56 (14 novembre 1986) (p. 6535, 6436).
Loi de finances rectificative **2,** article 8, première et deuxième délibération.
Questions au Gouvernement **72, 75.**

Réforme de l'audiovisuel
Voir *Questions au Gouvernement* **61, 72, 73, 137, 138.**

Service public de -
Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Communication.

6e chaîne
Voir *Audiovisuel* **4.**

TF 1
Voir *Audiovisuel* **4.**

Temps d'antenne des formations politiques et syndicales
Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Communication.

T.V. privées
Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Communication, Questions.

RADIO-FRANCE OUTRE-MER (R.F.O.)

Voir *Audiovisuel* **5**.
Départements d'outre-mer **5**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Communication, Questions.

RAPATRIES

1. — Proposition de loi n° 225 tendant à porter **indemnisation** complète et définitive des **dommages subis par les personnes** physiques et morales françaises **dépossédées des biens sis dans les territoires d'outre-mer** ayant relevé de la souveraineté, du protectorat ou de la tutelle de la France.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Jean-Marie Le Pen. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Voir *Français mulsulmans*.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Economie, Finances et Privatisation.
Questions au Gouvernement **221**.

Dette des -

Voir *Lois de finances rectificatives* **2**, après l'article 27.

Indemnisation des -

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Economie, Finances et Privatisation, **I**.

Retraite des -

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Economie, Finances et Privatisation, **I**.

RAPPEL AU REGLEMENT

1. — M. Jean-Claude Martinez : présence dans l'hémicycle de personnes n'ayant ni droit de siéger, ni droit de voter ; M. Guy Ducoloné ; M. Edouard Frédéric-Dupont, président d'âge [2 avril 1986] (p. 44, 45).

2. — M. Pierre Joxe : communication de la liste des députés élus ; impossibilité pour des députés dont l'élection a été contestée de démissionner ; non participation au vote des suppléants [2 avril 1986] (p. 47).

3. — M. Pascal Arrighi : modification par le Gouvernement de la liste des candidats déclarés élus ; nature juridique de l'article 6 du règlement de l'Assemblée ; violation de la Constitution et des lois organiques [2 avril 1986] (p. 47).

4. — M. Jean-Claude Gaudin : remplacement des députés nommés au Gouvernement ; nature juridique du règlement de l'Assemblée nationale ; nécessité de modifier l'article 6 du règlement [2 avril 1986] (p. 47, 48) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée (p. 48).

5. — M. Guy Ducoloné : non élection de M. Jacques Roux à la vice-présidence ; absence de députés communistes au bureau [4 avril 1986] (p. 70, 71).

6. — M. Pierre Joxe : modalités de désignation des membres du bureau ; possibilité pour le groupe communiste d'obtenir des secrétaires [4 avril 1986] (p. 71).

7. — M. Pierre Joxe : fixation de l'ordre du jour ; délais prévus pour l'examen du projet de loi d'habilitation ; respect des droits du Parlement [8 avril 1986] (p. 80, 81) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée (p. 81).

8. — M. Gaston Defferre : menaces de poursuites judiciaires contre un député pendant l'exercice de ses fonctions [9 avril 1986] (p. 152) ; juge « inquiétants » les propos du Premier ministre (p. 153) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre : caractère inacceptable des propos de M. Henri Emmanuelli ; absence de menace de poursuites judiciaires (p. 153).

9. — M. Pierre Joxe : absence de débats publics sur le projet de loi d'habilitation économique et social [22 avril 1986] (p. 198) ; défense de la dignité de l'institution parlementaire par le groupe socialiste (p. 199).

10. — M. Paul Chomat : conditions de déroulement des travaux relatifs au projet de loi d'habilitation économique et sociale en commission ; insuffisance des auditions ; développement de l'emploi précaire [22 avril 1986] (p. 199).

11. — M. Jean-Claude Martinez : suspension des travaux de la commission des finances sur le projet de loi d'habilitation économique et sociale ; impossibilité pour le rapporteur général de présenter un rapport au nom de cette commission [22 avril 1986] (p. 199) ; M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances : auditions devant la commission des finances ; rejet de l'exception d'irrecevabilité (p. 199) ; dépôt de 400 amendements par l'opposition ; suspension des travaux de la commission ; pratique de l'obstruction (p. 200) ; M. Pierre Joxe : compte rendu inexact d'une séance de commission présenté par son président (p. 201) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président (p. 201).

12. — M. Jean-Pierre Sueur : estime que l'intervention de M. Robert-André-Vivien ne constitue pas un rapport au sens du règlement ; insuffisance des travaux de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi d'habilitation économique et sociale [22 avril 1986] (p. 219) ; M. Claude Labbé, vice-président (p. 219-220).

13. — M. Guy Malandain : absence de M. Jacques Dominati, président et rapporteur pour avis de la commission de la production lors du projet de loi d'habilitation économique et sociale [22 avril 1986] (p. 225) ; M. Charles Millon, vice-président (p. 225).

14. — M. Bernard Deschamps : conditions de fonctionnement de la commission de la production et des échanges ; refus d'auditions de plusieurs personnalités [22 avril 1986] (p. 232) ; M. Charles Millon, vice-président (p. 232).

15. — M. Bruno Gollnisch : ordre du jour ; dépôt d'un projet de loi de ratification des ordonnances économiques et sociales ; garanties juridiques des nouveaux acquéreurs de droits sociaux [22 avril 1986] (p. 235-236) ; M. Charles Millon, vice-président : intervention ne constituant pas un rappel au règlement (p. 235-236).

16. — M. Pascal Arrighi : conditions de discussion d'une question préalable ; nombre d'orateur pouvant s'exprimer ; dualité de l'opposition [22 avril 1986] (p. 241) ; M. Charles Millon, vice-président (p. 241).

17. — M. Jean-Pierre Michel : opération de police effectuée dans les locaux d'un grand quotidien d'opinion ; caractère exceptionnel d'une telle opération [23 avril 1986] (p. 266) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : examen par le bureau de l'Assemblée nationale (p. 266).

18. — M. Michel Sapin : délégations de vote dans les commissions ; non respect des usages ; nombre des députés présents en commission ; procédure des délégations selon l'ordonnance de 1958 [24 avril 1986] (p. 323) ; irrégularité des débats sur le projet de loi d'habilitation économique et sociale (p. 324).

19. — M. Guy Ducoloné : règlement des délégations de vote ; vote sur l'exception d'irrecevabilité en commission des lois sur le projet de loi d'habilitation économique et sociale ; non notification des délégations préalablement au scrutin ; inquiétude du groupe communiste quant au déroulement des travaux de la commission des lois [24 avril 1986] (p. 324).

20. — M. Jean-Claude Martinez : procédure de vote par délégation [24 avril 1986] (p. 324).

21. — M. Pascal Clément : vote sur l'exception d'irrecevabilité du projet de loi d'habilitation économique et sociale ; application sourcilleuse du règlement ; étroitesse de la majorité du fait de la proportionnelle [24 avril 1986] (p. 325).

22. — M. Jacques Limouzy : étroitesse de la majorité pendant la législature 1967-1968 ; identité des règles du vote par délégation en commission et en séance publique [24 avril 1986] (p. 325, 326) ; M. Jacques Toubon, président de la commission des lois : mise en cause personnelle du président de la commission ; des lois ; vote sur l'exception d'irrecevabilité ; premier scrutin sur appel nominal intervenant à la commission des lois depuis le début de l'actuelle législature ; conditions d'usage des délégations de vote ; inutilité d'une réunion du bureau de l'Assemblée (p. 326) ; M. André Billardon, vice-président (p. 326).

23. — M. Georges-Paul Wagner : présence des députés en séance plénière et en commission [24 avril 1986] (p. 326) ; identité des heures de convocation (p. 327).

24. — M. Jean Le Garrec : irrégularités constatées lors des votes de la commission des lois ; étroitesse de la majorité ; vigilance des commissaires socialistes quant à l'application du règlement de l'Assemblée [24 avril 1986] (p. 327) ; M. André Billardon, vice-président (p. 327).

25. — M. Jean Le Garrec : provocations de M. Jacques Toubon [24 avril 1986] (p. 368).

26. — M. Georges Hage : participation des communistes au débat [24 avril 1986] (p. 368) ; M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances (p. 368).

27. — M. Henri Bouvet : ses observations sur la numérotation des amendements et la série des 200 Peugeot [24 avril 1986] (p. 369) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 369).

28. — M. Georges Hage : conditions d'examen du projet de loi d'habilitation économique et sociale ; non audition des organisations syndicales et des responsables d'entreprises publiques ; abaissement du rôle du Parlement [25 avril 1986] (p. 403).

29. — M. Pierre Joxe : modification de l'ordre du jour de l'Assemblée ; prolongation par le Gouvernement de la durée du débat sur la loi d'habilitation économique et sociale [25 avril 1986] (p. 403) ; absence d'explication de la part du Gouvernement (p. 404) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 404).

30. — M. Pierre Mazeaud : achèvement des travaux de la commission des lois [25 avril 1986] (p. 404) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : qualité de la discussion générale du projet de loi d'habilitation économique et sociale ; souhait du Gouvernement que le Parlement légifère (p. 404).

31. — M. Guy Malandain : fonctionnement de l'Assemblée nationale ; propos tenus par M. Georges Tranchant ; conception du rôle et de l'honneur d'un représentant de la nation [25 avril 1986] (p. 408).

32. — M. Georges Hage : conditions de travail de l'Assemblée nationale ; non application de l'article 49-3 de la Constitution ; gain de temps sur le projet de loi relatif au retour au scrutin majoritaire [28 avril 1986] (p. 473).

33. — M. Jean-Marie Le Pen : incidents survenus lors de la séance du vendredi 25 avril ; conditions de déroulement des scrutins publics ; principe de la préférence nationale ; nécessité de respecter le principe du vote personnel [28 avril 1986] (p. 473).

34. — M. Jean-Marie Le Pen : interdiction par le règlement de la manipulation des boîtiers électroniques des députés absents [28 avril 1986] (p. 474-475) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 474).

35. — Jean-Pierre Stirbois : caractère personnel du vote des députés ; pratique des délégations [28 avril 1986] (p. 476) ; M. Philippe Mestre, vice-président : compétences du bureau (p. 476).

36. — M. Jean-Marie Le Pen : pratique des scrutins publics [28 avril 1986] (p. 476-477).

37. — M. Georges Hage : tendance de certains députés à se comporter en porte-parole de groupes de pression ou en représentants de certains intérêts précis [28 avril 1986] (p. 512).

38. — M. François Bachelot : débat concernant tous les Français [28 avril 1986] (p. 513).

39. — M. Jean-Pierre Schenardi : difficultés auxquelles s'exposent un entrepreneur ; répercussions des lois [28 avril 1986] (p. 513).

40. — M. Georges Hage : respect de l'esprit de l'article 23 du règlement de l'Assemblée [28 avril 1986] (p. 519).

41. — M. Georges Hage : réunion des commissions permanentes pendant la séance publique relative à la loi d'habilitation économique et sociale ; report de l'examen de projet de loi d'habilitation électorale [29 avril 1986] (p. 560) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président (p. 560).

42. — M. Jean-Claude Martinez : présence obligatoire en commission ; vote personnel des députés [29 avril 1986] (p. 560) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : annonce préalable des scrutins publics ; application du principe du vote personnel dans « toute la limite du possible » (p. 561).

43. — M. Michel Coffineau : mise en cause d'un parlementaire européen par le ministre des affaires sociales et de l'emploi [29 avril 1986] (p. 576) ; M. Philippe Séguin : doctrine officielle du parti socialiste (p. 576).

44. — M. Philippe Bassinet : incidents ayant émaillés la fin de la séance de l'après-midi du 29 avril 1986 ; division de la droite sur la participation [29 avril 1986] (p. 587).

45. — M. Philippe Bassinet : refus du Gouvernement de répondre à un député socialiste [29 avril 1986] (p. 595) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 596).

46. — Philippe Bassinet : non identité entre les propos du rapporteur général et la position de la commission ; dépôt par le Gouvernement d'un amendement modifiant totalement l'article 4 du projet de loi d'habilitation économique et sociale [29 avril 1986] (p. 599).

47. — M. Jean Le Garec : dépôt par le Gouvernement d'un amendement non distribué en séance ; modification de l'esprit et de la nature d'un article du projet de loi d'habilitation économique et sociale [29 avril 1986] (p. 599) ; M. Robert-André Vivien, rapporteur général : impossibilité pour la commission de se réunir en l'absence de dépôt de conclusions ; dépôt par le groupe socialiste de soixante-quatre sous-amendements sur l'amendement en question (p. 599-600).

48. — M. Jean Le Garrec : désinvolture du Gouvernement à l'égard de la représentation nationale [29 avril 1986] (p. 600).

49. — M. Georges Hage : absence de M. Edouard Balladur lors de la discussion de l'article du projet de loi d'habilitation économique et sociale relatif à la privatisation [29 avril 1986] (p. 600) ; M. Jacques Toubon, président de la commission des lois constitutionnelles : dépôt de l'amendement n° 446 ; présentation de sous-amendements sur cet amendement par les groupes communiste et socialiste (p. 600) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 601).

50. — M. Philippe Bassinet : délibération des commissions saisies pour avis sur une rédaction erronée [29 avril 1986] (p. 601) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 601).

51. — M. Paul Chomat : conditions dans lesquelles l'Assemblée aborde la discussion de l'article 4 du projet de loi d'habilitation économique et sociale ; « charcutage » électoral ; absence en séance de MM. Edouard Balladur et Alain Madelin ; annulation des réunions de commissions [30 avril 1986] (p. 609).

52. — M. Georges Hage : réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [30 avril 1986] (p. 612).

53. — M. Guy Michel Chauveau : saisine de la commission de la défense nationale et des forces armées ; industries d'armement du secteur public ; nécessité pour l'Etat de conserver un pouvoir de contrôle [30 avril 1986] (p. 612).

54. — M. Raymond Douyère : réunion des commissions ; examen du collectif budgétaire ; déclaration de M. Alain Juppé relative au déficit réel [5 mai 1986] (p. 659) ; M. Robert André-Vivien : convocation de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan pour entendre M. Renaud de La Genière [5 mai 1986] (p. 659).

55. — M. Philippe Bassinet : gravité des affirmations de M. Alain Juppé ; non représentation de l'opposition à la Commission nationale de l'informatique et des libertés [5 mai 1986] (p. 659) ; M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation : déclaration de M. Alain Juppé (p. 660).

56. — M. Georges Hage : organisation des travaux de l'Assemblé [5 mai 1986] (p. 660).

57. — M. Philippe Bassinet : caractère inadmissible et provocateur des propos tenus par le rapporteur général [5mai 1986] (p. 662).

58. — M. Philippe Bassinet : saisine de la commission de la production et des échanges pour avis sur le projet de loi d'habilitation économique et sociale ; absence du président de cette commission, rapporteur pour avis du projet [5 mai 1986] (p. 664) ; M. Claude Labbé, vice-président : absence d'avis

formulé par la commission de la production et des échanges (p. 664) ; M. Robert-André Vivien, rapporteur général (p. 665).

59. — M. Philippe Bassinet : organisation des débats ; insuffisance des informations fournies par le Gouvernement sur les privatisations ; cas d'entreprises appartenant au patrimoine nationale [5 mai 1986] (p. 672, 673).

60. — M. Philippe Bassinet : intérêt du débat au fond en séance publique ; M. Claude Evin, vice-président : faculté pour le président d'autoriser un orateur à répondre du Gouvernement ou à la commisssion ; autorité du président de séance [5 mai 1986] (p. 675).

61. — M. Raymond Douyère : résultats des entreprises publiques [5 mai 1986] (p. 677).

62. — M. Paul Chomat : refus du président de la commission de la production et des échanges, de contribuer aux débats [5mai 1986] (p. 693).

63. — M. Pierre Descaves : possibilité pour le président d'autoriser un orateur à répondre au Gouvernement ou à la commission [5 mai 1986] (p. 708) ; M. Philippe Mestre, vice-président : estime qu'il est seul juge des conditions dans lesquelles on doit rappeler à l'ordre un orateur (p. 708).

64. — M. Philippe Bassinet : mise en cause d'un président de séance par M. Pierre Descaves [5 mai 1986] (p. 708, 709).

65. — M. Philippe Bassinet : droit d'amendement des députés ; volonté du groupe socialiste d'entendre sur chacun des amendements qu'il a déposés les arguments du Gouvernement [6 mai 1986] (p. 728).

66. — M. Jean Le Garrec : caractère inadmissible de la mise en cause du rôle des fonctionnaires par le Front national ; rend hommage aux gouvernements Mauroy et Fabius d'avoir pris des mesures en faveur du développement des petites et moyennes entreprises ; regrette que le Gouvernement ne réagisse jamais contre les attaques portées contre les fonctionnaires [6 mai 1986] (p. 738) ; M. Camille Cabana, ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé de la privatisation, regrette les doutes qui sont émis sur sa capacité à être ministre de la privatisation ; rôle des fonctionnaires ; explique pourquoi il s'est entouré de fonctionnaires [6 mai 1986] (p. 739).

67. — M. Philippe Bassinet : regrette les attaques personnelles à l'encontre de M. Jean Auroux ; motifs du recours au scrutin public par les membres du groupe R.P.R. ; M. Philippe Mestre, vice-président : demandes de scrutin public étant présentées au nom d'un groupe par un député qualifié pour le faire [6 mai 1986] (p. 739).

68. — M. Jean Le Garrec : absence de réponse de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, saisie au fond, et du ministre chargé du dossier aux questions formulées par les membres du groupe socialiste [6 mai 1986] (p. 763).

69. — M. Edmond Alphandery : qualifie les propos de M. Raymond Douyère de « ragots trouvés dans les poubelles » [6 mai 1986] (p. 770).

70. — M. Philippe Bassinet : attitude du rapporteur général ; lui propose de se faire remplacer par M. Edmond Alphandery qui « daigne participer à la discussion et opposer des arguments » [6 mai 1986] (p. 771) ; M. Robert-André Vivien : affirme qu'il a constitué une documentation qu'il aurait présentée à la commission des finances, si des atermoiements ne l'avaient pas amené à en interrompre les travaux (p. 771) ; estime avoir un devoir de réserve lorsque ses propos pourraient conduire à affaiblir la position des établissements en question (p. 772).

71. — M. Edmond Alphandery : rappelle qu'il s'intéresse de très près aux problèmes monétaires et bancaires ; approuve l'attitude du rapporteur général [6 mai 1986] (p. 772).

72. — M. Paul Chomat : droit pour chaque député à amender ou à sous-amender un projet de loi [6 mai 1986] (p. 773) ; attachement du parti communiste français aux institutions françaises démocratiques (p. 774).

73. — M. Philippe Bassinet : précisions apportées par le ministre chargé de la privatisation [7 mai 1986] (p. 840) ; non communication du texte écrit d'une déclaration orale (p. 841) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président (p. 841).

74. — M. Philippe Bassinet : mise en cause inadmissible d'un certain nombre de députés socialistes et de personnalités de la part du porte-parole de la commission [7 mai 1986] (p. 846) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 846).

75. — M. Bruno Gollnisch : réunions simultanées de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales et de la commission de la production et des échanges, alors que l'Assemblée tient séance [13 mai 1986] (p. 856) ; Jacques Chaban-Delmas, président (p. 856).

76. — M. Jacques Roger-Machart : erreur dans la manipulation des systèmes de vote électronique [13 mai 1986] (p. 861).

77. — M. Bruno Gollnisch : absentéisme parlementaire [13 mai 1986] (p. 862).

78. — M. Jean-Pierre Stirbois : impossibilité, pour certains commissaires de la commission des lois de s'exprimer [15 mai 1986] (p. 915).

79. — M. Jean-Marie Le Pen : présence de la télévision ; déclaration du Premier ministre avant l'intervention des orateurs des différents groupes [15 mai 1986] (p. 935) ; M. Jacques Chirac, Premier ministre : possibilité pour le Gouvernement d'intervenir après les orateurs principaux (p. 935).

80. — M. Pierre Joxe : caractère injurieux des propos tenus par M. Jean-Claude Martinez à l'encontre des organisations syndicales et de leurs dirigeants [15 mai 1986] (p. 935).

81. — M. Jean-Jack Queyranne : dépôt d'un préavis de grève dans l'audiovisuel ; non retransmission de la séance des questions d'actualité ; réprobation de l'ensemble des personnels à l'encontre du projet de privatisation de TF1 ; caractère scandaleux des déclarations de M. Descamps au journal *Le Monde* [20 mai 1986] (p. 965) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : précise que cette intervention ne constitue pas un rappel au règlement ; non enregistrement des propos (p. 965).

82. — M. François Asensi : organisation de la discussion du projet de loi rétablissant le scrutin majoritaire ; réunion d'une commission informelle, « la commission Gaudin-Toubon » [20 mai 1986] (p. 970) ; écarts de population entre circonscriptions ; déssaisissement du Parlement ; demande un vote sur sa proposition de suspension de séance (p. 971).

83. — M. Jean-Claude Martinez : réunion de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en vue de l'audition de M. Philippe Séguin pendant la séance publique relative au projet de loi d'habilitation électorale ; opportunité de permettre à deux orateurs de l'opposition d'intervenir sur une exception d'irrecevabilité [20 mai 1986] (p. 971) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président (p. 971).

84. — M. Bruno Gollnisch : utilisation simultanée des article 49, alinéa 3 et 38 de la Constitution [20 mai 1986] (p. 971) ; impossibilité d'utiliser l'article 38 pour des mesures relevant de la loi organique (p. 972) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : modification du mode de scrutin par des lois ordinaires (p. 972).

85. — M. Guy Ducoloné : attitude « scandaleuse » de la majorité dans la discussion du projet de loi d'habilitation électorale ; objectifs du découpage ; réalisation d'une « fraude électorale à très grande échelle » ; négocation entre les partis de la majorité ; demande solennellement, au nom du groupe communiste, au Président de la République d'intervenir [20 mai 1986] (p. 972, 973) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président (p. 972, 973).

86. — M. Bruno Gollnisch : liens de légitimité existant entre le député élu au scrutin proportionnel et son électorat ; stabilité du nombre des non-inscrits ; légitimité des élus du Front national [21 mai 1986] (p. 1004).

87. — M. Jean-Claude Gaudin : loi P.L.M. ; « charcutage » des circonscriptions de Lyon, Paris et Marseille [22 mai 1986] (p. 1032).

88. — M. Pierre Descaves : nombre d'élus présents dans l'hémicycle pendant la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1986 ; délégations de vote ; pratique adoptée par le président Edgar Faure limitant la durée des votes à

10 secondes [23 mai 1986] (p. 1113) ; M. Charles Millon, vice-président (p. 1113).

89. — M. Jean-Pierre Chevènement : règle d'évaluation des actifs dans le cas du transfert de biens nationaux de l'Etat vers le secteur privé [23 mai 1986] (p. 1113) ; M. Charles Millon, vice-président (p. 1113).

90. — M. Christian Pierret : ses observations sur les critiques formulées par le groupe communiste sur la politique du Gouvernement socialiste refus du groupe socialiste de voter la question préalable de M. Paul Mercieca sur le collectif budgétaire [23 mai 1986] (p. 1118) ; M. Charles Millon, vice-président : intervention ne constituant pas un rappel au règlement (p. 1118).

91. — M. Yvon Briant : regrette que M. Alain Juppé ait comparé M. Jean-Claude Martinez à Coluche [23 mai 1986] (p. 1152).

92. — M. Christian Pierret : report des hausses des tarifs publics avant les élections présidentielles du 10 mai 1981 [23 mai 1986] (p. 1152, 1153) ; M. Charles Millon, vice-président : ses observations sur la notion de rappel au règlement ; possibilité pour le président de séance de refuser la parole (p. 1153).

93. — M. Jean Jarosz : absence de réponse de M. Alain Juppé aux questions du groupe communiste sur le collectif budgétaire ; respect de la représentation nationale ; rattrapage du rapport constant pour les anciens combattants [26 mai 1986] (p. 1163) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie de la privatisation, chargé du budget, porte parole du Gouvernement : questions du groupe communiste étant de nature suffisamment générale pour ne pas appeler de sa part de réponses précises liées au collectif (p. 1163).

94. — M. Raymond Douyère : commission des finances ayant adopté une série d'amendements majeurs gagés par des droits de timbre ; nécessité pour la collectivité nationale de connaître le coût exact des amendements proposés [26 mai 1986] (p. 1175) ; chiffrage exact du gage de chaque amendement (p. 1176) ; M. Michel d'Ornano : bonne information des commissaires passant par leur présence en commission ; sa compétence pour apprécier la recevabilité financière des amendements ; se réserve le droit d'appliquer l'article 40 en séance publique si l'adoption d'un amendement entraînait une augmentation des droits telle que le même gage ne puisse plus être utilisé pour un autre amendement (p. 1175) ; demande de M. Raymond Douyère revenant à limiter le droit d'amendement des parlementaires (p. 1176) ; M. Robert-André Vivien ; recevabilité financière des amendements ; pratique suivie par M. Michel Charasse avant 1981 (p. 1176).

95. — M. Jean Laurain : explique pourquoi le groupe socialiste n'a pas pris part au vote sur l'amendement relatif au rattrapage du rapport constant dans le projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) [26 mai 1986] (p. 1195).

96. — M. Christian Pierret : ségrégation opérée par le biais de l'article 4 du projet de loi de finances rectificative pour 1986 (n° 9) introduisant un droit d'inscription aux concours administratifs entre les différentes catégories de candidats selon leur origine sociale ; rupture avec le principe du libre accès à la fonction publique et avec celui de l'égalité des candidats pour l'accès à la fonction publique ; dépassement des capacités contributives de certaines catégories sociales [26 mai 1986] (p.1213) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie de la privatisation, chargé du budget, porte parole du Gouvernement : généralisation des droits d'inscription aux examens (p. 1213).

97. — M. Roger Combrisson : soutenance d'une thèse à l'université de Nantes ayant obtenu une mention avançant l'idée de l'absence de chambres à gaz dans les camps de concentration ; caution donnée par un parlementaire de l'extrême droite à « cette monstruosité » [27 mai 1986] (p.1255) ; M. Claude Evin, vice-président (p. 1255).

98. — M. Guy Malandain : adoption sous le Gouvernement de gauche d'un projet de loi aux termes duquel doit figurer sur l'acte de décès des morts en déportation le nom du lieu du camp de concentration où ils ont trouvé la mort [27 mai 1986] (p. 1255).

99. — M. Paul Mercieca : conditions de discussion du collectif budgétaire ; usage abusif de l'article 49-3 de la Constitution [28 mai 1986] (p.1338) ; « fringale de revanche » de la droite (p. 1339).

100. — Mme Véronique Neiertz : ses observations sur les propos méprisants tenus par le ministre du budget à l'égard des femmes lors de la discussion du collectif budgétaire [28 mai 1986] (p. 1342).

101. — M. Jean Jarosz : possibilité pour le président d'autoriser un orateur à répondre au Gouvernement ou à la commission [28 mai 1986] (p. 1349).

102. — M. Jean Jarosz : possibilité pour lui de participer au « mini-débat » instauré sur l'amendement de M. Jean Laurain relatif au rapport constant par le biais d'une réponse à la commission ou au Gouvernement ; définition du rapport constant [28 mai 1986] (p. 1349) ; amorce de rattrapage en cours de législature précédente ; abrogation du carry-back accordé aux entreprises (p. 1350) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 1350).

103. — M. Philippe Bassinet : absence du rapporteur général et du président de la commission des finances lors d'une séance relative à la discussion du collectif budgétaire [28 mai 1986] (p. 1372).

104. — M. Pascal Arrighi : précise que l'orateur ne doit pas s'écarter de la question traitée [28 mai 1986] (p. 1377) ; estime qu'il n'est pas de bonne méthode de revenir sur des amendements votés, rejetés ou retirés (p. 1378) ; M. Robert-André Vivien attitude indigne de M. Jean Le Garrec s'inscrivant sur l'article 11 du collectif budgétaire et réouvrant ainsi la discussion (p. 1378).

105. — M. Philippe Bassinet : rôle du président de séance ; obstruction pratiquée par l'opposition lors de la législature précédente ; utilisation par le Gouvernement de tous les moyens pour empêcher le Parlement de s'exprimer [28 mai 1986] (p. 1378).

106. — M. Bruno Gollnisch : souhaite des votes distincts sur deux amendements ayant fait l'objet d'une discussion commune [28 mai 1986] (p. 1380) ; M. Philippe Mestre, vice-président : précise que dans le cadre d'une discussion commune de deux amendements, si celui qui est appelé en premier est adopté, l'autre devient sans objet (p. 1380).

107. — M. Christian Pierret : débat concernant la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; inopportunité de poursuivre des débats importants à une heure tardive de la nuit [28 mai 1986] (p. 1501) ; M. Philippe Mestre, vice-président : volonté du Gouvernement que le débat se poursuive jusqu'à son terme (p. 1401).

108. — M. Bruno Gollnisch : absence de disposition permettant au Gouvernement de maintenir l'Assemblée, dont il est l'hôte, en discussion toute la nuit ; compétence du bureau de l'Assemblée et du président, pour fixer l'heure où la séance doit être levée et l'heure où la séance suivante doit commencer [28 mai 1986] (p. 1402) ; M. Philippe Mestre, vice-président : fixation de l'ordre du jour par le Gouvernement ; nécessité que l'Assemblée ait achevé d'examiner le collectif budgétaire avant le début de la discussion du projet relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (p. 1402).

109. — M. Pascal Arrighi : nombre de membres de la Conférence des présidents siégeant dans l'hémicycle ; prolongation de la séance de nuit [28 mai 1986] (p. 1402) ; M. Philippe Mestre, vice-président : impossibilité de lever la séance de nuit du fait de l'ordre du jour appelant la discussion d'un autre projet de loi dans l'après-midi [28 mai 1986] (p.1402).

110. — M. Christian Pierret : examen de texte n'ayant pas été présenté à la commission des finances nécessitant une réunion du groupe socialiste [28 mai 1986] (p. 1402) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p.1402).

111. — M. Jacques Roger-Machart : caractère indigne de la poursuite de la discussion de sujets importants à une heure tardive de la nuit ; sollicite une suspension de séance de six heures et une consultation de l'Assemblée sur cette suspension ; M. Philippe Mestre, vice-président : précise qu'il consultera l'Assemblée sur la demande mais n'accordera pas une suspension de séance de six heures [28 mai 1986] (p. 1403).

112. — M. Bruno Gollnisch : estime que l'exécutif est l'hôte de l'Assemblée ; vote sur la suspension de séance

demandée par M. Jacques Roger-Machart prise en violation de l'article 62 du règlement ; non vérification des délégations de vote ; demande une suspension de séance de cinq heures [28 mai 1986] (p. 1403) ; M. Philippe Mestre, vice-président : inscription à l'ordre du jour pour l'après-midi d'un nouveau projet de loi impliquant la poursuite de la discussion (p. 1404).

112 *bis*. — M. Philippe Bassinet : possibilité pour l'Assemblée nationale de tenir d'autres séances à la demande du Premier ministre ; organisation des débats par le Premier ministre de telle manière que l'Assemblée nationale ne puisse pas les mener à leur terme [28 mai 1986] (p. 1404).

113. — M. Bernard Deschamps : impossibilité de tenir séance pendant la matinée consacrée à la réunion des commissions [28 mai 1986] (p. 1405).

114. — M. Jean Jarosz : insuffisance de la suspension de séance accordée par le vice-président ; locaux du groupe communiste sis dans l'immeuble du boulevard Saint-Germain [28 mai 1986] (p. 1405) ; M. Philippe Mestre, vice-président : précise qu'il n'accordera pas de suspension de séance supplémentaire (p. 1405).

115. — M. Jean-Claude Martinez : prise en compte de l'article 47 de la Constitution en vertu duquel l'Assemblée nationale dispose d'un délai de quarante jours pour se prononcer sur un projet de loi de finances ; nécessité de ne pas interrompre la séance ; pratique remontant à la Troisième République consistant à « arrêter les pendules » [28 mai 1896] (p. 1405) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 1405).

116. — M. Philippe Bassinet : s'interroge sur quels fondements s'appuie le président de séance pour réduire le temps des suspensions de séance ; rappelle au ministre délégué au budget qu'il est l'invité de l'Assemblée nationale ; débat sur la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes tenu au petit jour [28 mai 1986] (p. 1405, 1406).

117. — M. Gilbert Gantier : lettre rectificative au projet de loi de finances rectificative prolongeant les délais constitutionnels d'examen du projet de loi ; pratique des présidents socialistes refusant des suspensions de séance [28 mai 1986] (p. 1406) ; M. Philippe Mestre, vice-président : droit du président de séance de diriger les débats de l'Assemblée nationale durant la séance (p. 1406).

118. — M. Bernard Deschamps : absence de volonté du groupe communiste de pratiquer l'obstruction ; conditions de travail imposées à l'Assemblée [28 mai 1986] (p. 1406) ; s'interroge sur l'article du règlement permettant au président de séance de refuser à un groupe de l'Assemblée nationale la suspension qu'il demande (p. 1407) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 1407).

119. — M. Christian Goux : discussion sérieuse en commission des finances sur le projet de loi de finances rectificative ; difficulté de prévoir la longueur des débats sur une loi de finances rectificative ; longueur des interventions sur l'article 12 concernant les D.O.M.-T.O.M. ; propos malheureux tenus par M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie de la privatisation, chargé du budget, porte parole du Gouvernement ; rôle éprouvant du rapporteur général [28 mai 1986] (p. 1407) ; M. Robert-André Vivien : qualité des débats en commission (p. 1407) ; examen des articles et des amendements qui peuvent être examinés (p. 1408).

120. — M. Christian Pierret : possibilité de réunir la commission des finances pour étudier les amendements non encore examinés par la commission [28 mai 1986] (p. 1408) ; M. Michel d'Ornano : amendements déjà examinés en commission ; examen des amendements en suspens (p. 1408).

121. — M. Christian Goux : conditions de déroulement du débat sur la loi de finances rectificative ; examen du projet nécessitant encore sept à huit heures de travail [28 mai 1986] (p. 1409) ; M. Philippe Mestre ; vice-président : déroulement des débats dans des conditions non convenables (p. 409).

122. — M. Pierre Joxe : ses observations sur les réserves systématiques demandées par le Gouvernement sur les amendements ; délibération anticonstitutionnelle de l'Assemblée nationale [28 mai 1986] (p. 1412) ; volonté du Gouvernement d'amener le débat sur la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes à une heure telle que les médias ne pourront en faire état (p. 1413).

123. — M. Pascal Arrighi : application des délais prévus par l'article 47 de la Constitution à une loi de finances rectificative ; qualité des débats relatifs aux départements d'outre-mer ; opportunité d'interrompre la séance [28 mai 1986] (p. 1415).

124. — Mme Muguette Jacquaint : utilisation par le Gouvernement, pour la troisième fois, de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution ; rôle législatif de l'Assemblée nationale [29 mai 1986] (p. 1445) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président (p. 1445).

125. — M. Gérard Collomb : prise de conscience par M. Philippe Séguin de l'augmentation du chômage d'ici la fin de l'année ; lettre de l'Union des industries minières et métallurgiques [2 juin 1986] (p. 1575, 1576) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : manœuvres d'obstruction multipliées par le groupe communiste lors du projet de loi Delebarre ; estime que le groupe socialiste « reprend dans les poubelles » du groupe communiste les amendements d'obstruction (p. 1576) ; M. Michel Coffineau (p. 1576).

126. — M. Michel Delebarre : rythme d'examen des amendements sur le projet de loi portant suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; amendements du groupe socialiste concernant la défense des droits des travailleurs ; justification des amendements [2 juin 1986] (p. 1576, 1577).

127. — Mme Muguette Jacquaint : ses observations sur l'intervention de M. Philippe Séguin relative aux amendements du groupe socialiste « repris dans les poubelles des députés communistes » [2 juin 1986] (p. 1588).

128. — M. Jean Auroux : proteste contre l'absence de « laïcité » de la présidence [3 juin 1986] (p. 1600).

129. — M. Jean-Pierre Delalande : dépôt par certains groupes en commission ou en séance publique d'amendements n'ayant manifestement rien à voir avec le texte en discussion [3 juin 1986] (p. 1600) ; absence de travail législatif constructif (p. 1601) ; M. Jean Jarosz : nombre d'amendements déposés par les groupes de l'opposition sur le texte relatif aux universités (p. 1601) ; M. Charles Millon, en qualité de vice-président : application de la procédure relative à la recevabilité des amendements risquant d'allonger le débat (p. 1601).

130. — M. Jean Auroux : nombre d'amendements et de sous-amendements déposés par les membres du groupe socialiste ; dépôt par le groupe R.P.R. de 570 amendements lors des débats relatifs à l'extension des droits des travailleurs en 1982 [3 juin 1986] (p. 1604) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : explique son attitude lors de la discussion des lois Auroux ; M. Jean-Pierre Delalande : utilisation par les groupes socialiste et communiste de tous les artifices de procédure ; demandes répétées de suspension de séance ; attitude cherchant à contraindre le Gouvernement à demander une nouvelle fois l'application de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (p. 1604).

131. — M. Jean Auroux : ses observations sur la « colère » de M. Philippe Séguin [3 juin 1986] (p. 1604) ; attention du groupe socialiste au contenu du projet de loi discuté (p. 1605).

132. — M. Pierre Joxe : application de l'article 98, alinéa 5, du règlement de l'Assemblée nationale pouvant faire perdre beaucoup de temps ; volonté du groupe socialiste de ne pas vouloir voir appliquer l'article 49, alinéa 3, de la Constitution [3 juin 1986] (p. 1605) ; réserves de M. Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'Homme à l'égard du projet de loi ; attaques sévères que vient de lui porter M. Durafour ; volonté du groupe socialiste de préserver les intérêts des travailleurs menacés de licenciement (p. 1606) ; M. Charles Millon, en qualité de vice-président : demande à M. Joxe de ne pas relire les documents que M. Auroux vient déjà de lire (p. 1606).

133. — M. Emmanuel Aubert : proteste contre l'attitude des oppositions socialiste et communiste marquant une volonté déterminée d'enlisement des débats ; amendements et sous-amendements étant sans lien avec l'objet de l'article sinon du projet de loi lui-même ; liens entre le groupe socialiste, le parti socialiste et le Président de la République [3 juin 1986] (p. 1608).

134. — M. Gérard Collomb : souhait du groupe socialiste que les débats parlementaires puissent se dérouler dans toute

la sérénité possible ; conception de la présidence à l'égard de l'article 98, alinéa 5 du règlement de l'Assemblée nationale [3 juin 1986] (p. 1608) ; M. Jean-Pierre Delalande : volonté constante d'obstruction des parlementaires socialistes et communistes (p. 1608).

135. — M. Bernard Deschamps : rappel au règlement de M. Emmanuel Aubert accusant le groupe communiste de faire de l'obstruction aux débats de l'Assemblée nationale ; droit de la représentation nationale d'amender et de sous-amender les textes [3 juin 1986] (p. 1609) ; M. Charles Millon, en qualité de vice-président : Assemblée ayant déclaré irrecevable l'amendement n° 60 ; distinction entre un amendement soutenu et un amendement discuté (p. 1609).

136. — M. Jean-Pierre Sueur : article 3 de la Constitution ; représentativité des députés quelles que soient leurs fonctions, professions, ou occupations exercées avant le mandat [3 juin 1986] (p. 1631).

137. — M. Bernard Deschamps : panégyrique du fascisme et de Mussolini par les députés du Front national [3 juin 1986] (p. 1637).

138. — M. Michel Coffineau : demande de suspension de séance à la suite des propos tenus par M. Yvon Briant lors de la séance du 3 juin 1986 [3 juin 1986] (p. 1637).

139. — M. Gérard Collomb : cinquantenaire de l'investiture de Léon Blum ; estime que M. Yvon Briant a montré qu'il était « l'héritier direct de M. Xavier Vallat » [3 juin 1986] (p. 1637).

140. — M. Marcel Rigout : « assimilation scandaleuse du traitre Doriot au parti communiste français tout entier » [3 juin 1986] (p. 1637) ; demande au président de séance de demander à M. Briant de présenter ses excuses (p. 1638).

141. — M. Yvon Briant : précise qu'il ne présentera pas d'excuses à M. Marcel Rigout ; racines véritables du fascisme [3 juin 1986] (p. 1638).

142. — M. Marcel Rigout : demande au président de saisir le Bureau de l'Assemblée nationale de l'incident survenu lors de la deuxième séance du 3 juin 1986 [3 juin 1986] (p. 1638) ; M. André Billardon, vice-président (p. 1638).

143. — M. François Bachelot : amalgame systématique à l'encontre des députés du Front national ; respect du suffrage universel [3 juin 1986] (p. 1638).

144. — M. Louis Mexandeau : engagement précoce des partis communiste et socialiste dans la Résistance [3 juin 1986] (p. 1638) ; accusations lancées par un ministre du Gouvernement à l'encontre du parti socialiste ; rôle du Front populaire (p. 1639).

145. — M. Jean-Pierre Stirbois : temps de parole attribué aux groupes ; impossibilité pour le groupe du Front national de poser une seconde question lors des questions au Gouvernement ; responsabilités exercées par M. Pasqua dans le S.A.C. ; estime que ce dernier partage la responsabilité morale de « l'assassinat de milliers de harkis » [4 juin 1986] (p. 1689) ; M. Claude Evin, vice-président : participation de M. Stirbois à la conférence des présidents organisant les débats sur les questions au Gouvernement (p. 1689).

146. — M. Jean-Pierre Delalande : blocage systématique opéré par les responsables des groupes communiste et socialiste sur le texte portant suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; refus du suffrage universel et non respect de la démocratie [4 juin 1986] (p. 1690, 1691) ; M. Claude Evin, vice-président : précise que les amendements incriminés par M. Jean-Pierre Delalande ont été réservés (p. 1691).

147. — M. Joseph-Henri Maujouän-du-Gasset : ouverture d'une session extraordinaire pour le mois de juillet ; diminution des vacances du personnel [4 juin 1986] (p. 1691).

148. — M. Michel Coffineau : remise en cause par le Gouvernement des conquêtes sociales et de l'équilibre social des entreprises [4 juin 1986] (p. 1691).

149. — M. Yvon Briant : existence d'une opposition de droite ; contacts exploratoires pris par la fédération nationale des travaux publics concernant les nouvelles règles du licenciement économique [4 juin 1986] (p. 1696) ; M. Claude Evin, vice-président : précise que le rappel au règlement doit porter sur l'organisation des travaux ; menace M. Briant de lui retirer la parole (p. 1696) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 1696).

150. — M. Yvon Briant : application de l'article 57, alinéa 1, du règlement ; nombre d'orateurs inscrits sur la discussion d'un article ou d'une explication de vote ; audition de trois membres du groupe socialiste [4 juin 1986] (p. 1698) ; M. Claude Evin, vice-président : inscription par le service de la séance des orateurs sur un article dans l'ordre où ils en ont exprimé la demande (p. 1698).

151. — M. Jean Le Garrec : caractère inadmissible et injurieux pour le groupe socialiste de certains propos ; nécessité d'un débat approfondi sur l'autorisation administrative de licenciement [4 juin 1986] (p. 1712) ; M. André Billardon, vice-président : souhaite que chaque député fasse l'effort d'écouter ses collègues (p. 1712).

152. — M. François Bachelot : approche systématique développée par le groupe socialiste sur l'entreprise ; volonté d'éviter l'amalgame [4 juin 1986] (p. 1712).

153. — M. Emmanuel Aubert : multiplication des orateurs socialistes sur le même propos ; possibilité pour le président de séance d'inviter l'orateur à conclure lorsqu'il juge que l'Assemblée est suffisamment informée [4 juin 1986] (p. 1715) ; M. André Billardon, vice-président : possibilité pour le président d'autoriser l'orateur à poursuivre son intervention au-delà du temps qui lui a été attribué (p. 1715).

154. — M. Gilbert Gantier : demande la clôture de la discussion après les interventions d'orateurs d'avis contraire sur un article en application de l'article 57 du règlement [4 juin 1986] (p. 17166) ; M. Michel Coffineau : estime que la procédure mise en œuvre par M. Gantier est contraire à l'ensemble des pratiques habituelles de l'Assemblée (p. 1716) ; M. André Billardon, vice-président : précise que M. Gilbert Gantier est dans son droit en demandant la mise en œuvre de l'article 57 du règlement (p. 1716).

155. — M. Gilbert Gantier : application de l'article 57 du règlement [4 juin 1986] (p. 1716) ; M. André Billardon, vice-président (p. 1716).

156. — M. Michel Coffineau : volonté du groupe U.D.F. d'empêcher le groupe socialiste de débattre sur le projet d'autorisation administrative de licenciement ; utilisation de l'article 57 du règlement [4 juin 1986] (p. 1717).

157. — M. Paul Chomat : utilisation de la majorité des députés de droite pour réduire le droit d'expression des députés sur le projet d'autorisation administrative de licenciement [4 juin 1986] (p. 1717).

158. — M. Jean Giard : pluralisme des opinions politiques et pluralité des partis politiques en France ; remise en cause du pluralisme par la mise en œuvre de l'article 57 du règlement [4 juin 1986] (p. 1717, 1718).

159. — M. Henri Bouvet : interdiction des attaques personnelles et des interpellations de député à député à l'encontre de M. Gilbert Gantier [4 juin 1986] (p. 1718).

160. — M. Paul Chomat : cohérence de l'attitude du parti communiste ; volonté du Gouvernement de réduire le droit des parlementaires et notamment du groupe communiste ; nocivité du projet supprimant l'autorisation administrative de licenciement pour toutes les branches de la vie économique [4 juin 1986] (p. 1723) ; M. André Billardon, vice-président précise que la réserve demandée par le Gouvernement est de droit (p. 1723).

161. — M. Paul Chomat : critères de la recevabilité des amendements en vertu de l'article 98, alinéa 4, du règlement ; demande de réserve formulée par le Gouvernement ne se justifiant pas [4 juin 1986] (p. 1723) ; caractère fondamental du droit d'amendement (p. 1724) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : recours à la réserve en vertu de l'article 95, alinéas 4 et 5, du règlement et non en vertu de l'irrecevabilité tirée de l'article 98, alinéa 4 du règlement (p. 1724).

162. — M. Pierre Joxe : demande faite par le Gouvernement tendant à déclarer irrecevable un certain nombre d'amendements lors de la dernière conférence des présidents ; mise à l'écart de l'irrecevabilité justifiant le recours à la

demande de réserve [4 juin 1986] (p. 1724) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : invocation de l'irrecevabilité lors de la conférence des présidents à l'encontre d'amendements ne faisant pas l'objet de la réserve (p. 1724).

163. — M. Daniel Le Meur : application de l'article 95, alinéa 4, du règlement ; modification de l'ordre de la discussion ; dénonciation de la nocivité du texte sur la suppression de l'autorisation administrative de licenciement branche après branche [4 juin 1986] (p. 1724).

164. — M. Michel Delebarre : organisation des travaux ; renvoi de l'examen d'un certain nombre d'amendements à la fin des débats ; intention du Gouvernement quant à la négociation des conventions collectives ; suppression de l'autorisation administrative de licenciement préalable déséquilibrant la négociation entre partenaires sociaux [4 juin 1986] (p. 1725).

165. — M. Michel Peyrat : examen branche par branche de la situation économique et sociale pour examiner l'impact des décisions proposées par le Gouvernement et sa majorité [4 juin 1986] (p. 1725).

166. — M. Gérard Collomb : nombre limité des amendements relatifs aux accords de branche déposés par le groupe socialiste ; accords conventionnels ayant comme point d'appui l'autorisation administrative de licenciement [4 juin 1986] (p. 1725).

167. — M. Jacques Roux : réserve demandée en vertu de l'article 95, alinéa 5, du règlement concernant des amendements dont le groupe communiste est signataire ; rattachement de ces amendements au dispositif de l'article 1er du projet de loi [4 juin 1986] (p. 1725) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : réserve du vote sur l'article 1er jusqu'à la fin de l'examen du texte, après l'article 5 [4 juin 1986] (p. 1725) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi (p. 1726).

168. — M. Jean Giard : réserve des amendements du groupe communiste concernant l'exclusion de certaines branches du dispositif supprimant l'autorisation administrative de licenciement [4 juin 1986] (p. 1726) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président ; réserve des amendements n° 249 à 267 à la demande du Gouvernement ; réserve du vote sur l'article 1er (p. 1726).

169. — M. Paul Chomat : utilisation d'une manœuvre procédurière par le Gouvernement pour empêcher toute possibilité d'amender le texte supprimant l'autorisation préalable de licenciement ; demande de la réserve sur les articles 1, 2, 3, 4 et 5 du projet de loi ; compétence du président pour prononcer cette réserve [4 juin 1986] (p. 1726) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : impossibilité de mettre en échec les droits que le règlement reconnaît au Gouvernement (p. 1726).

170. — M. Pierre Joxe : demande au président de vérifier qu'il y a dans l'assemblée une majorité présente pour voter un amendement sur le texte prévoyant la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [4 juin 1986] (p. 1727) ; M. Jean-Pierre Michel en qualité de vice-président : demande faite en application de l'article 61 du règlement tendant à vérifier le quorum (p. 1727).

171. — M. Jean Auroux : impossibilité de continuer les débats sur l'autorisation de licenciement dans les conditions créées par certains députés, M. Bachelot notamment ; demande une heure de suspension de séance [5 juin 1986] (p. 1746).

172. — M. Guy Ducoloné : déroulement de la séance ; ses observations sur les propos de M. Bachelot lors de la troisième séance du 4 juin 1986 [5 juin 1986] (p. 1746, 1747) ; M. François Bachelot (p. 1747), M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 1747).

173. — M. Yvon Briant : précise que les députés du groupe Front national ne peuvent accepter d'être traités de « tenanciers de cabaret » ; rappelle qu'il a créé une entreprise à l'âge de 24 ans [5 juin 1986] (p. 1747) ; M. Michel Coffineau (p. 1747).

174. — M. Jean-Paul Fuchs : projet sur l'autorisation préalable de licenciement discuté dans des conditions indignes d'un débat parlementaire [5 juin 1986] (p. 1747) ; nécessité de mettre fin à l'obstruction (p. 1748).

175. — M. Pierre Joxe : dépôt de 800 amendements de M. Séguin sur les projets de loi Auroux [5 juin 1986] (p. 1748) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : précise qu'il n'a déposé que 570 amendements sur les lois Auroux ; nombre d'articles dans les lois Auroux (p. 1748) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : précise qu'il n'hésiterait pas à appliquer les articles 70 et suivants du règlement si certains termes étaient de nouveau prononcés dans l'hémicycle (p. 1748).

176. — M. Yvon Briant : estime qu'il n'est pas acceptable que les députés du Front national soient assimilés aux défenseurs des « patrons médiocres » [5 juin 1986] (p. 1751, 1752).

177. — M. Pierre Descaves : opportunité de laisser au personnel le temps de suivre le déroulement du match France-U.R.S.S. [5 juin 1986] (p. 1763) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : précise que le personnel est à la disposition des parlementaires « quelles que soient les émissions de télévision » (p. 1763).

178. — M. François Bachelot : précise que les députés du Front national ne sont pas les représentants d'un lobby [5 juin 1986] (p. 1801).

179. — M. Michel Coffineau : « clin d'oeil » entre le Gouvernement et le Front national [5 juin 1986] (p. 1804) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : obstruction pratiquée par M. Michel Coffineau ; évocation des débats dans la presse et les médias ; stratégie du groupe socialiste visant à contraindre le Gouvernement à utiliser l'article 49-3 de la Constitution ; mise en cause du fonctionnement régulier des pouvoirs publics (p. 1804).

180. — M. Michel Coffineau : « agression » du ministre nécessitant une demi-heure de suspension de séance [5 juin 1986] (p. 1804).

181. — M. Gérard Collomb : absence d'obstruction du groupe socialiste [5 juin 1986] (p. 1804) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : dépôt de sous-amendements multiples par le groupe socialiste sur un de ses propres amendements ; possibilité offerte par « l'application d'un règlement sans doute trop libéral » (p. 1804, 1805).

182. — M. Jean Auroux : ses observations sur les méthodes de M. Séguin ; remise en cause de la politique contractuelle ; problème des seuils sociaux [5 juin 1986] (p. 1805) ; M. André Billardon, vice-président (p. 1805).

183. — M. Christian Goux : ses observations sur les propos de M. Séguin jugeant le règlement de l'Assemblée nationale « trop libéral » [5 juin 1986] (p. 1805, 1806).

184. — M. Bruno Bourg-Broc : clôture de la discussion lorsqu'au moins deux orateurs d'avis contraires sont intervenus dans la discussion générale, dans la discussion d'un article ou les explications de vote en application de l'article 57 du règlement [5 juin 1986] (p. 1808) ; M. André Billardon, vice-président : prononce la clôture de la discussion en application de l'article 57, alinéa 3, du règlement (p. 1808).

185. — M. Paul Chomat : demande d'application de l'article 57, alinéa 2, par MM. Gantier et Bourg-Broc ; pluralité des partis représentés à l'Assemblée nationale ; impossibilité pour le groupe communiste de s'exprimer sur l'article 2 du projet portant suppression de l'autorisation de licenciement [5 juin 1986] (p. 1808).

186. — M. Michel Delebarre : réserve d'une partie des amendements ; impossibilité pour toutes les opinions représentées au sein de l'Assemblée de s'exprimer au fond sur l'article 2 du projet de loi visant à la suppression de l'autorisation préalable de licenciement ; caractère choquant des propos de M. Yvon Briant relatifs à la préférence nationale [5 juin 1986] (p. 1808) ; association des deux formations de la majorité aux propos tenus par l'orateur du Front national du fait du vote de la clôture de la discussion (p. 1809).

187. — M. Bruno Bougr-Broc : application stricte par M. André Billardon, vice-président, de l'article 57 du règlement ; M. André Billardon, vice-président (p. 1809).

188. — M. François Bachelot : caractère injurieux des propos de M. Delebarre qualifiant de scandaleuse la préoccupation de certains députés d'assurer un emploi par priorité aux ressortissants de la C.E.E. [5 juin 1986] (p. 1808).

189. — M. Rémy Auchedé : constitution des groupes parlementaires ; droit d'expression des groupes ; réserve de certains amendements ; « exploitation mécanique » du règlement ; vote favorable du Front national sur le projet de loi [5 juin 1986] (p. 1809).

190. — Mme Muguette Jacquaint : précise qu'elle est la seule femme présente dans l'hémicycle [5 juin 1986] (p. 1809) ; volonté de la droite et de l'extrême droite de « brimer et d'étouffer les aspirations des femmes » (p. 1810).

191. — M. Bruno Gollnisch : objet des rappels au règlement et des suspensions de séance [5 juin 1986] (p. 1810).

192. — M. Paul Chomat : impossibilité pour les orateurs du groupe communiste de s'exprimer sur l'article 2 du projet de loi visant à la suppresssion de l'autorisation prélable de licenciement du fait de l'application de l'article 57 du règlement de l'Assemblée nationale [5 juin 1986] (p. 1810) ; M. André Billardon, vice-président (p. 1811).

193. — M. Philippe Bassinet : conditions de travail de l'Assemblée ; absentéisme parlementaire [6 juin 1986] (p. 1845).

194. — M. Philippe Bassinet : inopportunité de déposer à tout moment des amendements ; réserve d'amendements dès que des amendements sont déposés conduisant à porter atteinte au droit d'amendement [6 juin 1986] (p. 1848) ; M. Claude Evin, vice-président (p. 1848).

195. — M. Guy Ducoloné : ses interrogations sur la portée de la réserve appliquée à l'article 2 du projet de loi portant suppression de l'autorisation administrative de licenciement [6 juin 1986] (p. 1848) ; M. Claude Evin vice-président : précise que la demande de réserve d'un amendement et des sous-amendements s'y rapportant implique la réserve du vote de l'article 2 du projet de loi (p. 1848, 1849).

196. — M. Jean-Pierre Sueur : érection du recours à la réserve des amendements en système ayant pour effet de priver le débat parlementaire de sa logique ; engagement d'un débat parlementaire « résiduel » ; rôle des parlementaires [6 juin 1986] (p. 1849).

197. — M. Philippe Bassinet : demande en application de l'article 95, alinéa 4, du règlement la réserve sur l'amendement n° 31 de M. François Bachelot relatif à l'application de la préférence nationale en matière de licenciement [6 juin 1986] (p. 1850) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : désaccord total entre le Gouvernement et l'amendement n° 31 présenté par M. François Bachelot ; opportunité de débattre (p. 1850) ; M. Etienne Pinte, rapporteur de la commission des affaires culturelles, souhaite la discussion de l'amendement n° 31 de M. François Bachelot de façon à pouvoir exposer les arguments de la commission (p. t850).

198. — M. Guy Ducolonné : souhaite que l'Assemblée débatte de l'amendement n° 31 de M. François Bachelot relatif à l'application de la préférence nationale en matière de licenciement [6 juin 1986] (p. 1850) ; M. Claude Evin, vice-président : décide d'appeler l'amendement n° 31 de M. François Bachelot (p. 1850).

199. — M. Philippe Bassinet : opportunité de reprendre dans le texte de loi un principe essentiel figurant dans le code pénal [6 juin 1986] (p. 1853).

200. — M. Philippe Bassinet : doute sur le résultat du vote relatif au sous-amendement n° 490 à l'article 2 du projet de loi portant suppression de l'autorisation administative de licenciement ; demande un vote par assis et levé [6 juin 1986] (p. 1857) ; M. Clauce Evin, vice-président : précise qu'il n'y a aucun doute sur les résultats du vote sur cet amendement (p. 1857).

201. — M Guy Ducoloné : discussion générale des articles des projets ou propositions de loi ; méthode utilisée par les députés de la majorité tendant à faire obstruction au déroulement normal du débat [6 juin 1986] (p. 1891) ; utilisation de l'article 57, alinéa 1er, du règlement visant à faire déclarer la clôture de la discussion après qu'un orateur pour et un orateur contre se sont exprimés ; inscription de tous les membres du groupe sur chacun des articles du projet de loi portant suppresion de l'autorisation préalable de licenciement (p. 1892).

202. — M. Pierre Descaves : proteste contre le fait que certains députés « insultent systématiquement ceux qui ne sont pas de leur parti » ; intervention de M. Coffineau faisant référence à la collaboration ; rappelle son passé de combattant [6 juin 1986] (p. 1898).

203. — M. Jean-Claude Martinez : critères de représentativité des syndicats déterminés dans le traité de Versailles ; hiérarchie imposée par le droit international ; primauté du critère quantitatif [6 juin 1986] (p. 1898).

204. — M. Jean-Pierre Sueur : estime que l'intervention effectuée par M. Jean-Claude Martinez n'a aucun rapport avec un rappel au règlement ; dévoiement du règlement de l'Assemblée [6 juin 1986] (p. 1898) ; M. Charles Millon, vice-président : règles précises régissant les rappels au règlement (p. 1898).

205. — M. Jean Auroux : possibilité de dégager quatre tendances dans l'attitude du patronat face à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; opposition des organisations syndicales ; incohérence de l'attitude du Gouvernement en général et du premier ministre en particulier [7 juin 1986] (p. 1931) ; M. André Billardon, vice-président ; M. Gérard Collomb : demande une suspension de séance ; désaccord entre M. Jacques Chirac et M. Philippe Séguin (p. 1931).

206. — M. François Bachelot : nécessité d'éviter de personnaliser les propos [7 juin 1986] (p. 1955).

207. — M. Georges Le Baill : demandes de scrutin public de la part de la majorité ; présence minoritaire de la majorité dans l'Assemblée [7 juin 1986] (p. 1956).

208. — M. François Asensi : recours à l'article 44 alinéa 3 de la Constitution privant l'Assemblée nationale d'un débat nécessaire et approfondi ; absentéisme « militant » de la majorité [7 juin 1986] (p. 1958) ; M. Philippe Mestre, vice-président : estime qu'on ne peut pas considérer que la discussion soit entravée par l'application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution qui s'impose à la présidence de l'Assemblée (p. 1958).

209. — M. Gérard Collomb : impossibilité pour l'opposition de savoir si les préoccupations de l'Assemblée seront prises en compte du fait de l'application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution [7 juin 1986] (p. 1958) ; appel lancé par M. Yvon Gattaz en faveur des licenciements ; dépôt d'un sous-amendement visant à limiter l'abus des licenciements successifs de moins de dix salariés chaque mois (p. 1959) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi ; déroulement normal du débat ; recours au vote bloqué sur l'ensemble du texte lors du projet de loi sur l'aménagement du temps de travail à la demande de M. Michel Delebarre (p. 1959).

210. — Mme Muguette Jacquaint : licenciement arbitraire dont a été victime M. Alain Clavaud de la part de la société Dunlop ; souveraineté de l'Assemblée nationale sur ses travaux ; ses observations sur le rappel au règlement de M. François Bachelot ; présence à l'Assemblée de députés égaux en droit et en devoir [7 juin 1986] (p. 1963).

211. — M. Yvon Briant : sentiments hostiles exprimés par Mme Muguette Jacquaint à l'encontre de M. François Bachelot s'apparentant à « de l'amour » [7 juin 1986] (p. 1965) ; irréalisme de Mme Muguette Jacquaint quant à son approche de la société française (p. 1966).

212. — M. Gérard Collomb : mise en cause de M. Jean Auroux par M. Philippe Séguin ; possibilité pour M. Jean Auroux de proposer des amendements modifiant des articles du code du travail qu'il n'avait pas modifiés lorsqu'il était ministre [7 juin 1986] (p. 1967).

213. — M. Alain Bocquet : arrivée du Premier ministre ; réunion à Aubervilliers, au Théâtre de la Commune, de personnalités s'élevant contre la privatisation de TF1 ; opposition du groupe communiste à l'entrée de M. Berlusconi dans le système audiovisuel français [7 juin 1986] (p. 1968).

214. — M. François Bachelot : propos inadmissibles tenus sur l'entreprise pendant le débat relatif à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement [7juin 1986] (p. 1994) ; M. Claude Evin, vice-président : précise que l'intervention de M. François Bachelot ne constitue pas un rappel au règlement ; retire la parole à ce dernier (p. 1994).

215. — M. Yvon Briant : attitude du groupe socialiste tentant de retarder l'application du projet de loi portant suppression de l'autorisation administrative de licenciement par le dépôt d'une motion de censure ; précise que le groupe

du Front national n'est pas le représentant exclusif du patronat [7 juin 1986] (p. 1999, 2000).

216. — M. Alain Bocquet : recevabilité des amendements jusqu'à la fin de la discussion générale ; date de dépôt des amendements dont le groupe communiste souhaite l'examen ; réunion de la commission en application de l'article 88 du règlement ; menace pesant sur n'importe quel groupe de l'Assemblée nationale [7 juin 1986] (p. 2008) ; M. Philippe Mestre, vice-président : rappelle que l'article 44 alinéa 2 de la constitution permet au Gouvernement de s'opposer à l'examen de tout amendement n'ayant pas été soumis antérieurement à la commission (p. 2008) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : confusion entre la notion d'irrecevabilité et la notion d'opposition à la mise en discussion ; possibilité de s'opposer aux amendements recevables on soumis à la commission ; rappelle les précédentes applications de l'article 44 alinéa 2 de la Constitution au Sénat et à l'Assemblée nationale ; recours de M. Michel Delebarre à l'article 44 alinéa 2 au cours de la discussion de la loi de flexibilité devant le Sénat ; examen des amendements sérieux (p. 2008, 2009).

217. — M. Philippe Bassinet : irrégularité commise dans l'application de l'article 100 alinéa 3 du règlement aux amendements sur les articles du texte portant suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; dépôt des amendements dans un délai de quatre jours suivant la distribution du rapport ; contenu de l'article 91 alinéa 3 du règlement ; non opposition du président de la commission et du rapporteur à la réunion de la commission pour l'examen immédiat des amendements déposés depuis la réunion tenue en application de l'article 88 alinéa 1 du règlement [7 juin 1986] (p. 2009) ; M. Philippe Mestre, vice-président : précise qu'il informera le président de l'Assemblée nationale afin que ce dernier convoque le bureau s'il le juge opportun (p. 2009).

218. — M. Alain Bocquet : précise que la commission n'a pas examiné les amendements déposés dans des conditions normales avant la clôture de la discussion générale [7 juin 1986] (p. 2009).

219. — M. Gérard Collomb : conditions d'utilisation de l'article 44 alinéa 2 de la Constitution par M. Michel Delebarre et M. Gaston Defferre ; impossibilité de comparer les situations au Sénat et à l'Assemblée nationale [7 juin 1986] (p. 2009).

220. — M. Rémy Auchedé : atteintes répétées au règlement de l'Assemblée nationale lors de la discussion du projet sur l'autorisation administrative de licenciement ; recours à des versions atténuées de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution [7 juin 1986] (p. 2009).

221. — M. Alain Bocquet : réunion de la commission avant la discussion des articles, pour l'examen immédiat des amendements déposés depuis la réunion tenue en application de l'article 88, alinéa 1 ; s'interroge sur la complicité de la présidence à une atteinte grave au fonctionnement de l'Assemblée nationale ; M. Philippe Mestre, vice-président [7 juin 1986] (p. 2010).

222. — M. Alain Bocquet : rappelle le dépôt de l'amendement « cocotier » de M. Jacques Toubon ; demande au vice-président d'avoir une attitude moins partiale [7 juin 1986] (p. 2010) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 2010).

223. — M. Alain Bocquet : demande que la dernière séance sur le projet portant autorisation administrative de licenciement soit suspendue afin que le bureau de l'Assemblée nationale et la commission des affaires culturelles puissent se réunir [7 juin 1986] (p. 2011) ; M. Philippe Mestre, vice-président : saisine du bureau par l'intermédiaire de son président (p. 2011).

224. — M. Philippe Bassinet : refus opposé par M. Philippe Mestre, vice-président, au groupe socialiste sur le droit de formuler une explication de vote sur le projet portant autorisation administrative de licenciement ; refus d'accorder des suspensions de séance demandées réglementairement par les représentants du groupe socialiste ; estime que M. Philippe Mestre, vice-président, s'est rendu complice d'une « forfaiture » [7 juin 1986] (p. 2012).

225. — M. François Bachelot : caractère odieux des propos tenus par M. Alain Bocquet apparentant le comportement de M. François Bachelot à celle d'un « harki du R.P.R. » [7 juin 1986] (p. 2012).

226. — M. Alain Bocquet : précise qu'il n'a pas qualifié les membres du Front national de « harkis du R.P.R. » mais de « grégari du R.P.R. » [7 juin 1986] (p. 2012).

227. — M. Guy Ducoloné : dépôt et discussion en séance des amendements à un projet ou à une proposition de loi ; interprétation abusive du règlement empêchant la discussion d'amendements déposés par le groupe communiste sur le projet de loi portant suppression de l'autorisation administrative de licenciement ; utilisation de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution ; recevabilité des amendements ; respect des délais imposés par l'article 99 du règlement ; examen immédiat par la commission des amendements déposés depuis la réunion tenue en application de l'article 88, alinéa 1, du règlement ; examen par la commission des amendements déposés avant la fin de la discussion générale ; différence de traitement entre deux séries d'amendements du groupe communiste ; attitude partiale du président de séance refusant les suspensions de séance aux groupes de l'opposition et les demandes d'explications de vote des mêmes groupes [10 juin 1986] (p. 2019, 2020). M. Jacques Chaban-Delmas, président : inapplication de l'article 100, alinéa 3, du règlement pendant un certain nombre d'années ne conduisant pas à la désuétude de la procédure (p. 2020).

228. — M. Guy Ducoloné : substitution de l'article 44, alinéa 2, de la Constitution à l'article 49, alinéa 3 ; problème des explications de vote [10 juin 1986] (p. 2020).

229. — M. Claude Evin : organisation des travaux de la commission ; intervention de M. Barrot sur les conditions dans lesquelles s'est déroulé l'examen en commission du texte sur la presse ; rappelle le nombre d'heures consacrées par la commission des affaires culturelles à l'examen du projet de loi relatif à la transparence des entreprises de presse en 1984 ; nécessité que les commissions puissent mener jusqu'à leur terme l'examen des textes dont elles sont saisies [10 juin 1986] (p. 2021) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : déviation de l'institution parlementaire par l'utilisation abusive du règlement comme instrument d'obstruction (p. 2021).

230. — M. Bruno Gollnisch : usage abusif du droit d'amendement et des demandes de suspension de séance ; confusion entre la prérogative gouvernementale concernant la fixation de l'ordre du jour et le droit de déterminer les séances [10 juin 1986] (p. 2021) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : liaison entre le droit de fixer les dates de séance et le droit de fixer l'ordre du jour (p. 2022).

231. — M. Pascal Arrighi : dispositions du règlement traitant des injures adressées aux collègues ; nécessité pour la gauche de l'Assemblée nationale de s'habituer au langage de « préférence nationale et européenne » ; préférence pour l'emploi donnée aux Mauriciens dans l'Ile de la Réunion [11 juin 1986] (p. 2110).

232. — M. Gabriel Kasperait : courtoisie habituelle de M. Delebarre ; utilisation par ce dernier de termes grossiers [11 juin 1986] (p. 2118).

233. — M Jean-Jack Queyranne : non réunion de la commission pour examiner les amendements déposés sur le projet de loi sur la presse depuis la réunion tenue en application de l'article 88, alinéa 1, du règlement [12 juin 1986] (p. 2139) ; M. Claude Labbé, vice-président : opportunité d'entendre le dernier orateur inscrit dans la discussion générale (p. 2140).

234. — M. Jean-Jack Queyranne : non réunion de la commission en vertu de l'article 88 du règlement ; précise que le rapport de M. Péricard sur le projet de loi sur la presse ne comprend pas les amendements adoptés au cours de la discussion sur les onze premiers articles ni les amendements déposés ensuite, ni les amendements rejetés par la commission ; rappelle le nombre d'heures consacrées en 1983 par la commission des affaires culturelles à l'examen du projet de loi relatif à la transparence des entreprises de presse [12 juin 1986] (p. 2145) ; clôture de la discussion générale et renvoi en commission ; préservation du droit d'amendement par la non application de l'article 44 alinéa 2, de la Constitution (p. 2146) ; M. Claude Labbé, vice-président : opportunité de laisser se terminer la discussion sur la motion de renvoi en commission avant d'interroger le Gouvernement et la commission sur la nécessité de réunir cette dernière (p. 2146).

235. — Robert-André Vivien : sévérité de M. Evin lors des travaux de la commission des affaires culurelles sur le projet de loi relatif à la transparence des entreprises de presse ;

faible nombre d'auditions accordées à l'opposition d'alors [12 juin 1986] (p. 2146).

236. — M. Jean-Jack Queyranne : souhaite que M. Michel Péricard, rapporteur et M. Jacques Barrot, président de la commission des affaires culturelles, puissent se prononcer sur une réunion de la commission pour examiner les amendements relatifs au projet de loi sur la presse [12 juin 1986] (p. 2146) ; M. Claude Labbé, vice-président : interrogation du président et de la commission après la discussion sur la motion de renvoi en commission (p. 2146).

237. — M. Jean-Jack Queyranne : rappel au règlement concernant une réunion de la commission constituant une question préjudicielle ; discussion de la question préjudicielle avant l'examen de la motion de renvoi en commission [12 juin 1986] (p. 2146) ; M. Claude Labbé, vice-président (p. 2146) ; M. Jacques Barrot, président de la commission : précise qu'après la clôture de la discussion générale, il ne peut être mis en discussion qu'une seule motion tendant au renvoi en commission (p. 2146, 2147).

238. — M. Roland Dumas : estime que M. Claude Labbé, vice-président, n'a pas prononcé les termes « la discussion générale est close » ; discussion s'intégrant avant la clôture de la discussion générale ; nécessité que le rapporteur et le président de la commission des affaires culturelles saisie du projet de loi sur la presse fassent connaître leur avis sur un rappel au règlement ; discussion des amendements soit par renvoi en commission, soit en séance publique ; impossibilité de réunir la commission conduisant le Gouvernement à prendre l'engagement que le débat en séance publique aura lieu [12 juin 1986] (p. 2147) ; M. Claude Labbé, vice-président : précise qu'il a indiqué que M. Roland Dumas était le dernier orateur inscrit ; prononce les termes « la discussion générale est close » ; estime qu'il est logique d'appeler la motion de renvoi en commission avant la discussion du rappel au règlement de M. Jean-Jack Queyranne concernant une réunion de la commission sur les amendements au projet de loi sur la presse (p. 2147).

239. — M. Roland Dumas : fait observer à M. Claude Labbé, vice-président qu'il n'a pas prononcé les paroles « sacramentelles » de clôture de séance [12 juin 1986] (p. 2147) ; M. Claude Labbé, vice-président (p. 2147).

240. — M. Roland Dumas : interprétation de l'article 91 alinéa 8, du règlement par M. Claude Labbé, vice-président, conduisant à laisser le débat ouvert après l'examen de la motion de renvoi en commission ; réunion de la commission pour l'examen des amendements déposés depuis la réunion tenue en application de l'article 88 ; ininterruption du débat par usage abusif de la procédure [12 juin 1986] (p. 2149) ; M. Jacques Barrot, président de la commission : précise que les amendements déposés par le groupe socialiste ont été « soumis à la commission au sens matériel du terme » ; estime qu'une interprétation « selon laquelle tous les amendements n'auraient pas été examinés du tout par la commission » est impossible (p. 2149).

241. — M. Guy Ducoloné : demande si l'engagement pris par M. Jacques Barrot concernant l'examen des amendements soumis à la commision vaut engagement pour le Gouvernement ; non application des articles 44 alinéa 2 et 100 alinéa 3 du règlement [12 juin 1986] (p. 2149) ; M. Jacques Barrot, président de la commission : examen possible en séance publique des amendements soumis à la commission (p. 2149, 2150) ; M. Claude Labbé, vice-président (p. 2150).

242. — M. François Loncle : grand nombre d'amendements relatifs au projet de loi sur la presse n'ayant pas été examinés par la commission des affaires culturelles ; impossibilité d'accepter une nouvelle utilisation de l'article 44 alinéa 2 de la Constitution si les amendements ne peuvent être discutés lors d'une nouvelle réunion en commission ; engagement pris par M. Jacques Barrot concernant la discussion des amendements en séance publique [12 juin 1986] (p. 2158) ; M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication : précise que le Gouvernement n'entend pas se priver des moyens dont il dispose dans la discussion parlementaire (p. 2158).

243. — M. François Loncle : rapports de l'Assemblée nationale et du Sénat ; propos tenus par M. Léotard lors d'une conférence de presse présentant le projet de loi sur l'audiovisuel au Sénat ; discrimination entre le Sénat et l'Assemblée nationale [12 juin 1986] (p. 2169).

243 *bis*. — M. Jean-Jack Queyranne : silence du Gouvernement sur les motivations sous-jacentes aux articles 9 et 10 de la proposition de loi sur le statut de la presse [17 juin 1986] (p. 2266).

243 *ter*. — M. François Loncle : silence du Gouvernement lors de la discussion des articles de la proposition de loi portant statut de la presse [17 juin 1986] (p. 2291).

244. — M. Hector Roland : déroulement de la séance des questions au Gouvernement ; possibilité pour les députés de développer leur question au-delà de leur objet initial et de traiter des sujets qui n'ont rien à voir avec celle-ci ; longueur des réponses des ministres [18 juin 1986] (p. 2321, 2322) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : précise que la conférence des présidents et le président de séance demandent aux orateurs de limiter la durée de leur intervention (p. 2322).

245. — M. Guy Ducoloné : ses observations sur « les exclamations racistes » qui ont interrompu les propos de M. Georges Hage lorsque ce dernier a demandé au Gouvernement des sanctions économiques contre le régime de la république sud-africaine [18 juin 1986] (p. 2322).

246. — M. Georges Hage : désignation de neuf députés de la majorité comme représentants de l'Assemblée nationale au sein de dix organismes du secteur public de l'audiovisuel ; application de la proportionnelle à la désignation des représentants de l'Assemblée au sein de tout organisme extraparlementaire [24 juin 1986] (p. 2397).

247. — M. Jean Giard : organisation des travaux de l'Assemblée nationale ; concours de recrutement de chercheurs au C.N.R.S. ; suppression du jury d'admission devant délibérer les jeudi 26 et vendredi 27 juin 1986 ; interprétation erronée par le ministre de l'arrêt du Conseil d'Etat du 12 mai 1986 ; possibilité de recourir au vote d'une loi de validation [24 juin 1986] (p. 2413).

248. — M. Guy Ducoloné : non observation des recommandations faites par la présidence sur le temps de parole des intervenants pendant les questions au Gouvernement ; diminution du temps de parole du groupe communiste ; question relative à la construction navale ; décision de faire naviguer davantage de bateaux sous pavillon de complaisance [25 juin 1986] (p. 2457, 2458) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : temps consacré aux questions au Gouvernement lors de la séance du mercredi 25 juin 1986 porté de deux heures à une heure et demie ; réduction proportionnelle des temps de parole afin que chaque groupe dispose au moins d'une question télévisée ; « logorrhée » manifestée également sur les bancs du Gouvernement (p. 2458).

249. — M. Jean-Claude Martinez : fin de l'examen du projet de loi relatif à l'application des peines ; suppléance de M. Edgar Thailhades, sénateur, décédé le 23 juin 1986 par M. Georges Benedetti, ancien député socialiste ; perte de la qualité de suppléant dès lors qu'une personne devient député ; maintien de la qualité de suppléant de M. Benedetti par M. Pasqua, ministre de l'intérieur [1er juillet 1986] (p. 2716, 2717).

250. — M. Georges-Paul Wagner : application de l'article 95, alinéa 4, à l'encontre de l'amendement n° 1 déposé par le groupe du Rassemblement national après l'article 1er du texte relatif à la délinquance et à l'insécurité ; problème du rétablissement de la peine de mort ; sujet ne pouvant plus être abordé au cours de la législature [2 juillet 1986] (p. 2768) ; M. Claude Labbé, vice-président : précise que la réserve ne signifie pas l'élimination de l'amendement et que celui-ci sera discuté au moment où le Gouvernement souhaitera qu'il soit appelé (p. 2768).

251. — M. Bernard Deschamps : propos tenus par M. Bruno Gollnisch mettant en cause la responsabilité de M. Cavanna dans le décès de sa petite fille [2 juillet 1986] (p. 2777) ; M. Claude Labbé, vice-président : possiblité que M. Bruno Gollnisch interpelle M. Bernard Deschamps à la fin de la séance pour lui demander une explication (p. 2777).

252. — M. Michel Sapin : chiffres de la délinquance et de la criminalité à Paris ; appréciation à « l'Heure de vérité » du rôle du préfet de police par M. Charles Pasqua ; démission de M. Guy Fougier, préfet de police à Paris [3 juillet 1986] (p. 2858) ; M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice : nécessité de prudence dans le maniement des

chiffres ; inopportunité de créer des querelles inutiles (p. 2858, 2859).

253. — M. Jean-Pierre Sueur : émotion du groupe socialiste à la suite des événements de la rue de Mogador mettant en cause un C.R.S. ; « bavures » engendrant l'inquiétude dans la population et l'insécurité ; demande que M. Pasqua vienne s'expliquer devant la représentation nationale [7 juillet 1986] (p. 2874).

254. — M. Jean-Pierre Sueur : rôle du Parlement ; possibilité pour un député du groupe socialiste de déposer un amendement tendant à modifier un texte déposé par M. Laurent Fabius [7 juillet 1986] (p. 2894).

255. — M. Joseph Franceschi : précise que le groupe socialiste n'a pu s'exprimer « sous le regard des caméras de R.F.O. » lors de la séance du 8 juillet 1986 relative au texte sur la Nouvelle-Calédonie [8 juillet 1986] (p. 2948).

256. — M. Joseph Franceschi : précise que l'Assemblée n'est pas informée de l'avis de la commission sur l'amendement n° 76 de M. Jean-Pierre Soisson à l'article 2 du projet de loi relatif à la Nouvelle-Calédonie [8 juillet 1986] (p. 2995).

257. — M. Pierre Joxe : souhaite, en application de l'article 56 premier alinéa du règlement, que M. Charles Pasqua ministre de l'intérieur, s'explique sur les incidents survenus rue Mogador [9 juillet 1986] (p. 3047).

258. — M. Jacques Toubon : estime qu'il se fait « une autre conception que M. Pierre Joxe de la réserve qui doit être celle d'un ministre trois mois après avoir quitté ses fonctions » ; annulation par le Conseil constitutionnel de deux élections dans deux départements ; « manipulations » du ministre de l'intérieur de l'époque [9 juillet 1986] (p. 3047, 3048).

259. — M. Guy Ducoloné : se demande si le directeur du cabinet du préfet de police a obéi au ministre de l'intérieur lorsqu'il a fait sa déclaration sur les événements survenus rue Mogador ; allégations selon lesquelles le jeune homme tué était un « dangereux récidiviste » ; condamnation de ce dernier à des infractions au code de la route [9 juillet 1986] (p. 3048) ; M. Pierre Joxe : caractère inacceptable de la mise en cause d'un haut fonctionnaire par M. Jacques Toubon (p. 3048).

260. — M. Claude Labbé : reconstitution des séances d'actualité pendant une session extraordinaire sans que les uns et les autres aient la possibilité de s'exprimer normalement [9 juillet 1986] (p. 3048, 3049).

261. — M. Jean-Claude Gaudin : rappel au règlement de M. Pierre Joxe constituant une interpellation ne s'appuyant sur aucun article du règlement ; possibilité pour le minitre de répondre dans le débat relatif aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ; précise qu'en 1983 un « préfet de police d'une ville de l'importance de Marseille » avait tenu à son égard des propos inqualifiables et non fondés [9 juillet 1986] (p. 3049).

262. — M. Bruno Gollnisch : déclaration de M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement dans le « Figaro » selon lesquelles le Front national avait pratiqué l'obstruction ; précise que le groupe du Front national n'a jamais fait usage du droit d'exiger une suspension de séance [9 juillet 1986] (p. 3058) ; M. André Rossinot (p. 3058).

263. — M. Guy Ducoloné : précise que les journées sont « longues pour tous ceux qui travaillent à l'Assemblée nationale » ; remercie le président de prévoir la reprise de séance pour 22 heures [9 juillet 1986] (p. 3069).

264. — M. Jean-Pierre Schenardi : précise qu'il n'a pas apprécié le fait que M. André Billardon traite M. Jean-Pierre Stirbois de raciste ; destruction de la France et de son identité nationale par l'immigration [10 juillet 1986] (p. 3151).

265. — M. François Porteu de la Morandière : propos tenus par M. Gérard Freulet lors de la séance du 10 juillet 1986 ; débat sur les étrangers ne concernant ni le racisme ni la xénophobie ; dispositions législatives adoptées en Suisse et dans tous les pays [10 juillet 1986] (p. 3152, 3153).

266. — M. Jean-Marie Le Pen : précise qu'il n'a pas été invité à la « garden-party » organisée pour le 14 juillet à l'Elysée, à laquelle ont été conviés les présidents des groupes de l'Assemblée nationale ; rappelle la représentativité des députés du Front national [15 juillet 1986] (p. 3242).

267. — M. Guy Ducoloné : déclarations du Président de la République sur les ordonnances relatives à la privatisation ; ses observations sur le fait que les députés et sénateurs ne sont informés qu'indirectement de la suite de leurs travaux ; intervention de C.R.S. à l'usine Thomson à Collombes pour protéger les vigiles ; rencontre du 18 juillet avec le ministre des affaires sociales [15 juillet 1986] (p. 3242).

268. — M. Pierre Joxe : mise en cause par M. Jean-Marie Le Pen de M. Lionel Jospin qui est absent [15 juillet 1986] (p. 3242).

269. — M. Pascal Arrighi : précise que M. Gérard Fuchs n'est pas juge de la respectabilité des membres du Front national ; patriotisme des membres du Front national [15 juillet 1986] (p. 3274).

270. — M. Pascal Arrighi : précise que la colonie magrhébine est la plus importante colonie étrangère en France ; inacceptabilité de l'assimilation entre extrême droite et racisme [16 juillet 1986] (p. 3353).

271. — M. Jean Brocard : regrette que M. Jean-Pierre Michel, vice-président, n'ait pas interrompu M. Gérard Fuchs car « son intervention n'avait rien à voir avec le déroulement de la séance [16 juillet 1986] (p. 3362) ; M. Jean-Pierre Michel vice-président : précise que tout orateur est autorisé à s'inscrire sur un article et à expliquer son vote sur les articles ; explications générales auxquelles se sont livrés M. Dominique Chaboche et M. Michel Hannoun à propos de l'article 17 du projet portant conditions d'entrée des étrangers ; estime qu'il lui a semblé correct de permettre à quelques députés qui ont participé à la discussion de ce texte depuis le début, d'expliquer leur vote (p. 3362).

272. — M. Bernard Deschamps : amendements du groupe communiste ayant été déclarés irrecevables [17 juillet 1986] (p. 3456, 3457).

273. — M. Bernard Deschamps : amendements du groupe communiste ayant été jugés irrecevables par la présidence en raison de leur non conformité avec l'article 40 de la Constitution ; amendements constituant la reprise intégrale de propositions de loi déposées par le groupe communiste et mis en distribution ; s'étonne que les propositions de loi aient été jugées recevables ; membre de la majorité ayant préféré ne pas avoir à s'exprimer en séance publique sur les amendements du groupe communiste ; M. André Billardon, vice-président : confirme l'irrecevabilité des amendements du groupe communiste [17 juillet 1986] (p. 3457).

274. — M. Guy Malandain : hémicycle de l'Assemblée nationale ne devant pas être le seul local échappant en France à toutes normes de confort et d'habitabilité ; nécessité de raffraîchir l'hémicycle [17 juillet 1986] (p. 3472).

275. — M. Bernard Deschamps : rappelle qu'André Lajoinie ne disposait que de quatre-vingt-quinze secondes à la télévision pour répondre au Premier ministre ; bipolarisation artificielle de la vie politique ; déplore l'absence de réponses du ministre aux questions posées par les membres du groupe communiste [18 juillet 1986] (p. 3480) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : rappelle que ce n'est pas l'Assemblée qui fixe les temps de parole à la télévision (p. 3480).

276. — M. Guy Malandain : demande de réserve d'un certains nombre d'articles témoignant d'une distorsion évidente entre le ministre et sa majorité ; souhait du groupe socialiste que l'article 14 soit ajouté à la liste des articles précédemment réservés [18 juillet 1986] (p. 3492) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 3492).

277. — M. Guy Malandain : regrette que le rapporteur ait donné des explications dont certaines le mettaient en cause personnellement [18 juillet 1986] (p. 3508) ; demande une suspension de séance (p. 3509).

278. — M. Guy Malandain : parti socialiste étant partisan de protéger les locataires en place et d'offrir un logement à ceux qui en cherchent ; libéralisme sauvage ne pouvant régler le problème du logement en France [18 juillet 1986] (p. 3509).

279. — M. Jean Tiberi : but du Gouvernement étant de trouver un équilibre entre les locataires et les propriétaires [18 juillet 1986] (p. 3509) ; mesures fiscales supplémentaires prévues dans le budget pour 1987 (p. 3510).

280. — M. André Fanton : sous-amendements du groupe communiste devant être considérés comme des propositions de résolution [18 juillet 1986] (p. 3513).

281. — M. Bernard Deschamps : nécessité que l'Assemblée nationale se prononce sur les propositions des députés communistes ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : répétitions des scrutins publics donnant les mêmes résultats ; attitude du groupe communiste empêchant l'Assemblée nationale de discuter normalement [18 juillet 1986] (p. 3513).

282. — M. Bernard Deschamps : différents modes de votation prévus par le règlement pouvant être utilisés librement par les députés [18 juillet 1986] (p. 3513) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : impossibilité de contester les pouvoirs donnés au Gouvernement par la Constitution ; affirme que l'Assemblée ne voters pas sur les amendements dont il a été demandé la réserve (p. 3513).

283. — M. Jacques Badet : impossibilité pour le président de séance de préjuger des votes à venir sur les sous-amendements du groupe communiste [18 juillet 1986] (p. 3514) ; M. Bernard Deschamps : demande une suspension de séance (p. 3514).

284. — M. Bernard Deschamps : utilisation de la procédure de réserve des amendements ; proteste contre le fait que le président de séance mette en cause le sérieux des députés communistes ; sa détermination à combattre l'utilisation faite de la réserve pour interdire aux députés communistes de défendre leurs propositions ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : rappelle qu'il ne peut faire autrement que d'accéder à la demande du Gouvernement de voir appliquer l'article 44, alinéa 3 de la Constitution ; retire son appréciation sur le manque de sérieux des députés communistes [18 juillet 1986] (p. 3514).

285. — Michel Peyret : attitude du Gouvernement mettant en évidence la conception anti-démocratique et autoritaire qu'il a du rôle de l'Assemblée nationale [18 juillet 1986] (p. 3517).

286. — M. André Fanton : demande que l'article 23 soit examiné avant les articles 9 et 10 précédemment réservés [21 juillet 1986] (p. 3561) ; M. André Billardon, en qualité de vice-président : modalités de la réserve (p. 3561).

287. — M. Guy Malandain : rôle respectif de la commission saisie au fond et de la commission saisie pour avis ; nécessité de constituer une commission spéciale [21 juillet 1986] (p. 3580) ; M. René Beaumont, rapporteur : articles du projet traitant de matières relevant au fond de la compétence de la commission des lois saisie pour avis (p. 3580) ; M. André Fanton, rapporteur pour avis : regrette que la commission des lois n'ait pas été consultée sur les parties concernant la loi foncière (p. 3580).

288. — M. Guy Malandain : regrette que le rapporteur ait fait attendre le ministre et les parlementaires en raison de sa participation à une réunion de groupe [22 juillet 1986] (p. 3638) ; M. René Beaumont, rapporteur : demande au président, au ministre de l'équipement et à ses collègues de l'excuser (p. 3638).

289. — M. Guy Malandain : philosophie inspirant les amendements du Front national [22 juillet 1986] (p. 3673) ; M. Charles Millon, vice-président : souligne qu'un rappel au règlement ne doit pas servir à s'exprimer sur un amendement ; retire la parole à M. Guy Malandain (p. 3674).

290. — M. Bernard Deschamps : mise en cause par le rapporteur de la commission de la production et des échanges de M. Paul Mercieca ; rappelle qu'il ne laissera jamais insulter un militant du parti communiste [22 juillet 1986] (p. 3674).

291. — M. Bruno Gollnisch : domaine respectif de la loi et du règlement [22 juillet 1986] (p. 3691).

292. — M. Paul Chomat : article 99, alinéa 5, permettant au Gouvernement ou à la commission saisie au fond de déclarer recevables certains amendements proposés par les députés au cours de l'examen d'un texte ; demande au ministre de l'équipement d'accepter un amendement reprenant les propositions du groupe communiste en matière de loyers des organismes H.L.M. [23 juillet 1986] (p. 3700).

293. — M. Bernard Deschamps : demande au président de séance de bien vouloir prononcer la réserve des articles 40 à 43 jusqu'après l'article 55 du projet de loi sur l'investissement locatif et l'accession à la propriété de logements sociaux [23 juillet 1986] (p. 3700).

294. — M. Bruno Gollnisch : estime que la commission ne se réduit pas à son président ; s'interroge sur la saisine de la commission [23 juillet 1986] (p. 3793) ; M. Claude Evin, vice-président : précise que le président de la commission de la production et des échanges et le rapporteur sont habilités à parler au nom de la commission (p. 3793).

295. — M. André Lajoinie : adoption sans vote du texte de dénationalisation ; ballet politicien entre l'Elysée et Matignon ; emprunt Giscard [24 juillet 1986] (p. 3809).

296. — M. Philippe Bassinet : sa protestation contre le refus du Gouvernement de débattre sur le problème des privatisations [24 juillet 1986] (p. 3815).

297. — M. Guy Bêche : propos de M. Jean-Claude Martinez déshonorant la représentation nationale ; mise en cause de la Résistance française [25 juillet 1986] (p. 3873) ; M. Philippe Mestre, vice-président : possibilité pour le groupe socialiste de saisir le bureau de l'Assemblée nationale (p. 3873, 3874).

298. — M. Guy Ducoloné : propos de M. Jean-Claude Martinez sur la Résistance lui inspirant de la colère et du mépris ; précise qu'il s'exprime en tant que président du groupe des députés anciens déportés et anciens résistants [25 juillet 1986] (p. 3874).

299. — M. Guy Ducoloné : rappelle que les rappels au règlement et les demandes touchant au déroulement de la séance ont toujours priorité sur la question principale ; rappelle que lorsqu'un amendement est repoussé, tous les amendements identiques tombent [25 juillet 1986] (p. 3909, 3910) ; M. Philippe Mestre, vice-président : explique pourquoi il se refuse à accorder la parole à un orateur après les explications de vote même au titre d'un rappel au règlement ; distinction entre les amendements identiques et les amendements soumis à discussion commune (p. 3910).

300. — M. Jean-Jack Queyranne : résiliation du traité de concession conclu avec la société France 5 pour l'exploitation de la cinquième chaîne et du contrat conclu avec la société TV 6 pour l'exploitation de la sixième chaîne [4 août 1986] (p. 3985) ; décision du Gouvernement allant à l'encontre de la chose jugée par le Conseil d'Etat (p. 3986) ; M. André Billardon, vice-président (p. 3986).

301. — M. Jean Le Garrec : absence d'obstruction de la part du groupe socialiste ; inutilité d'utiliser l'article 49-3 de la Constitution ; impossibilité pour le groupe socialiste de s'exprimer [4 août 1986] (p. 4009) ; M. André Billardon, vice-président (p. 4010).

302. — M. Claude Labbé : organisation des débats laissant au groupe socialiste la possibilité de s'exprimer sur le texte relatif à l'audiovisuel [4 août 1986] (p. 4009, 4010).

303. — M. François Bachelot : retard apporté à la reprise des travaux ; application de l'article 49-3 de la Constitution [4 août 1986] (p. 4017) ; M. André Billardon, vice-président (p. 4017).

304. — M. Willy Diméglio : demande aux parlementaires de se lever et d'applaudir en commémoration de la nuit du 4 août 1789, marquant l'abolition des privilèges [5 août 1986] (p. 4037) ; M. André Billardon, vice-président (p. 4037).

305. — M. Jean-Pierre Sueur : consécration de « la contre-abolition des privilèges » par la majorité ; retards répétés sur l'horaire des débats provenant des réunions nécessaires aux membres de la majorité pour parvenir à un accord sur le projet de loi relatif à l'audiovisuel [5 août 1986] (p. 4037).

306. — M. Jean-Marie Le Pen : précise que le groupe parlementaire du Front national a la majorité absolue lors de la deuxième séance du 5 août 1986 ; impossibilité pour le groupe du Front national de s'exprimer sur le texte relatif à la liberté de communication du fait de l'application de l'article 49-3 de la Constitution [5 août 1986] (p. 4061).

307. — M. Marcel Bigeard : légitimité du recours à l'article 49-3 de la Constitution ; raison de son apparentement à l'U.D.F. [5 août 1986] (p. 4063, 4064) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : faiblesse temporaire de la présidence en faveur du général Bigeard (p. 4064).

308. — M. Dominique Bussereau : insultes proférées à l'égard de M. Philippe Vasseur ; attaques lancées contre *Le Figaro* [5 août 1986] (p 4088).

309. — M. Dominique Bussereau : inopportunité de parler des incidents de la rue de Mogador et de Fontenay-sous-Bois, dès lors que des instructions judiciaires les concernant sont en cours [7 août 1986] (p. 4128).

310. — M Jean Le Garrec : son indignation face aux propos tenus par M. Robert-André Vivien, lors de la discussion de la motion de censure [8 août 1986] (p. 4162) ; dénaturation du rôle du Parlement ; impossibilité d'examiner les amendements déposés sur le texte relatif à l'audiovisuel ; attaques de M. Robert-André Vivien contre le président d'une grande entreprise nationale (p. 4163) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : estime que l'intervention de M. Jean Le Garrec ne constitue pas un rappel au règlement ; impossibilité de greffer une intervention sur une autre (p. 4163).

311. — M. Alain Richard : transmission du rapport de la commission consultative chargée de vérifier la loyauté du découpage des circonscriptions au Gouvernement ; nécessité d'informer l'Assemblée sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement publiera ce rapport [12 août 1986] (p. 4281).

312. — M. François d'Aubert : réglementation des amendements sur le texte élaboré par une commission mixte paritaire [12 août 1986] (p. 4292).

313. — M. Jean-Claude Martinez : remplacement illicite de cinq députés devenus sénateurs après le renouvellement du 28 septembre 1986 [2 octobre 1986] (p. 4322) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : dispositions des articles L.O. 137 et L.O. 277 du code électoral (p. 4322, 4323).

314. — M. Jean-Pierre Stirbois : proposition du Front national et des groupes R.P.R. et U.D.F. visant à rétablir la peine de mort [2 octobre 1986] (p. 4323) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : possibilité d'un ordre du jour complémentaire (p. 4323).

315. — M. Pierre Joxe : réunion de la commission des affaires étrangères ; incapacité de celle-ci à se donner un président à la suite des désaccords dans la majorité ; demande au président de la convoquer [2 octobre 1986] (p. 4323) ; M. Alain Peyrefitte (p. 4323) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : commissions étant maîtresses de leurs travaux (p. 4323).

316. — M. Bruno Gollnisch : absence de saisine de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi relatif au Conseil supérieur des Français de l'étranger [3 octobre 1986] (p. 4351) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : commissions fixant elles-mêmes l'ordonnancement de leurs travaux (p. 4351).

317. — M. Bruno Gollnisch : présence obligatoire d'au moins deux secrétaires au bureau [3 octobre 1986] (p. 4358, 4359) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : compétence du président de séance pour appeler au bureau les deux secrétaires prévus (p. 4359).

318. — M. Pascal Arrighi : présence des secrétaires au bureau et contrôle des délégations de vote [3 octobre 1986] (p. 4359) ; demande un contrôle des délégations de vote (p. 4360) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : compétence du président de séance pour décider de la présence au bureau des deux secrétaires prévus (p. 4360).

319. — M. Bruno Gollnisch : présence obligatoire de deux secrétaires au bureau ; délégation de vote ; faiblesse du nombre de députés en séance [3 octobre 1986] (p. 4360) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président (p. 4360).

320. — M. Bernard Deschamps : nouvelles exécutions d'anciens dirigeants communistes en Indonésie ; silence des autorités françaises contre « de tels crimes » ; invite l'Assemblée nationale à exprimer son émotion par une minute de silence [7 octobre 1986] (p. 4385) ; M. Claude Labbé, vice-président : estime que l'intervention de M. Bernard Deschamps n'a aucun rapport avec le règlement ; exclusion des minutes de silence par la conférence des présidents (p. 4385).

321. — M. André Lajoinie : projet de découpage aggravant considérablement l'injustice du scrutin majoritaire ; utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution pour empêcher toute discussion parlementaire du projet ; demande une suspension de séance de trente minutes [10 octobre 1986] (p. 4584) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : précise qu'il lui accorde une suspension de séance d'un quart d'heure (p. 4584).

322. — M. Jean-Pierre Michel : conditions de déroulement du débat en commission des lois sur le projet de loi de découpage des circonscriptions [10 octobre 1986] (p. 4584) ; nécessité de mettre à la disposition des commissaires tous les éléments d'information ; droit d'amendement des parlementaires ; absence d'éléments cartographiques ; rappelle qu'il a demandé d'examiner en commission douze cas litigieux ; emploi de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution, avant l'ouverture de la discussion générale constituant un dévoiement de la Constitution ; position de M. Debré au comité consultatif constitutionnel sur l'emploi de l'article 49, alinéa 3 de la Constitution (p. 4585) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : précise qu'il ne peut répondre qu'en fonction de la feuille de séance qui indique un déroulement normal du débat (p. 4585).

323. — M. Georges-Paul Wagner : recours à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution sur le projet de loi relatif au découpage électoral ; impossibilité pour la représentation nationale de s'exprimer [10 octobre 1986] (p. 4585, 4586) ; M. Jacques Toubon, président de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République : promulgation d'une loi par le Président de la République donnant au Gouvernement délégation pour procéder au découpage des circonscriptions législatives ; conformité à la Constitution du principe de l'habilitation en cette matière ; possibilité pour les commissaires socialistes et communistes de défendre leurs amendements ; rappelle qu'en application de l'article 86 du règlement, la commission pouvait s'arrêter sur les amendements considérés comme les plus importants jusqu'à l'heure de la séance publique (p. 4586).

324. — M. Jean-Claude Martinez : jet de tracts dans l'hémicycle ; rétablissement des visas demandé par le Front national dès juin 1986 [14 octobre 1986] (p. 4704) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : mesures de sécurité prises dans le Palais Bourbon (p. 4704).

325. — M. Christian Pierret : écarts dans les hausses de prix entre la France et la République fédérale allemande ; présentation tendancieuse du déficit budgétaire ; produit de la privatisation [15 octobre 1986] (p. 4752) ; M. Alain Juppé : écarts dans les hausses de prix entre la France et la République fédérale allemande ; diminution du déficit budgétaire ; rebudgétisations (p. 4752).

326. — M. Raymond Douyère : inégalités dans la répartition de la réduction de l'impôt sur le revenu [15 octobre 1986] (p. 4752).

327. — M. Marcel Bigeard : rapatriement des corps des soldats français tombés en Indochine [15 octobre 1986] (p. 4767, 4768) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : hommage à la mémoire des jeunes Français tombés au Vietnam.

328. — M. Pierre Joxe : hommage à la mémoire des Français tombés au Vietnam [15 octobre 1986] (p. 4768).

329. — M. Jacques-Roger Machart : s'interroge sur le sens de la demande du Gouvernement tendant à réserver les amendements relatifs aux incitations fiscales pour les dons aux associations caritatives ; initiative des restaurants du cœur de Coluche ; surenchères de certains représentants du groupe U.D.F. ; nécessité d'éviter une solidarité « censitaire » réservée aux titulaires de hauts revenus [16 octobre 1986] (p. 4827) ; M. Philippe Mestre, vice-président : réserve d'amendements (p. 4827) ; M. Robert-André Vivien : exprime son étonnement face à ce rappel au règlement de la part d'un ancien vice-président de l'Assemblée nationale (p. 4827) ; M. Alain Juppé : objectif de la demande du Gouvernement tendant à réserver ces amendements (p. 4827-4828).

330. — M. Christian Pierret : se réjouit qu'Albertville et la Savoie aient été choisis comme siège des Jeux olympiques d'hiver de 1992 [17 octobre 1986] (p. 4970).

331. — M. Christian Goux : réserve prononcée à l'encontre de l'amendement n° 286 du Gouvernement ; son souhait que la commission des finances se réunisse pour étudier plus à fond une affaire concernant des sommes très importantes [17 octobre 1986] (p. 5014) ; M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances : rappelle que passé un certain

délai, il est de tradition que l'on ne réunisse plus la commission des finances (p. 5014) ; M. Robert-André Vivien, Rapporteur général de la commission des finances : affirme qu'il est en mesure d'expliciter le contenu de l'amendement n° 286 du Gouvernement (p. 5014) ; M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget : amendement n° 286 n'exigeant pas une étude approfondie (p. 5014) ; M. Christian Goux : soutien que l'amendement n° 286 du Gouvernement aurait pu être déposé depuis plusieurs jours ; M. André Billardon, vice-président : rappelle qu'il avait été décidé de mettre à profit l'intervalle entre les deux séances pour examiner les différents amendements (p. 5014).

332. — M. Bernard Deschamps : discussion du rapport de la C.M.P. sur la délimitation des circonscriptions électorales ; iniquité du nouveau découpage ; utilisation éventuelle de l'article 49-3 de la Constitution ; insuffisance du nombre de députés communistes pour déposer une motion de censure [22 octobre 1986] (p. 5144) ; M. Claude Labbé, vice-président : possibilité pour l'opposition de déposer une motion de censure pour discuter du découpage électoral (p. 5144).

333. — M. Pierre Joxe : mise en cause par M. Claude Labbé de la liberté pour M. Jean-Pierre Michel de choisir la question qu'il pose au Gouvernement ; précise qu'il n'accepte pas qu'un président de séance puisse dicter aux députés de l'opposition les questions qu'ils posent au Gouvernement ; M. Claude Labbé, vice-président : respect du droit d'un député de parler sur le sujet qu'il désire ; précise qu'il s'est permis de faire observer à M. Jean-Pierre Michel qu'il a parlé dans le cadre des questions d'actualité comme il est possible de le faire dans le cadre d'un rappel au règlement [22 octobre 1986] (p. 5144).

334. — M. Jean Le Garrec : utilisation du terme « receleur » par M. Philippe de Villiers concernant M. Mauroy, maire de Lille à l'occasion du transport des plans-reliefs [23 octobre 1986] (p. 5239).

335. — M. Alain Vivien : désaccord du parti socialiste sur les grands équilibres du budget de la coopération ; politique de coopération ne pouvant être dissociée de l'ensemble de la politique des relations extérieures de la France ; demande un débat d'ensemble sur les relations extérieures de la France [23 octobre 1986] (p. 5270) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 5270).

336. — M. Maxime Gremetz : souhaite un débat sur la conception des droits de l'Homme et l'examen de la situation des droits de l'Homme en France et dans le monde [24 octobre 1986] (p. 5321) ; M. Claude Malhuret : possibilité d'organiser un débat en matière de droits de l'Homme (p. 5321).

337. — M. Bruno Mégret : hostilité du Front national aux crédits affectés au secrétariat d'Etat aux droits de l'Homme et opinions favorables aux crédits de la francophonie [24 octobre 1986] (p. 5332).

338. — M. André Bellon : abstention du groupe socialiste sur les crédits des droits de l'Homme afin d'éviter de porter un jugement critique définitif sur une question aussi essentielle ; imprécision du discours du secrétaire d'Etat [24 octobre 1986] (p. 533) ; M. Robert Montdargent : nécessité d'organiser un débat sur les droits de l'Homme ; racisme rampant du Front national (p. 5333).

339. — M. Guy Ducoloné : absence de réponses du garde des sceaux à M. François Asensi [27 octobre 1986) (p. 5369) ; M. Albin Chalandon (p. 5369).

340. — M. André Fanton : non soumission d'amendements à la commission ; dépôt tardif des amendements [29 octobre 1986] (p. 5461) ; M. Claude Evin vice-président : rappelle que le depôt des amendements est toujours possible dans un délai de quatre jours de séance suivant la mise en distribution du rapport (p. 5461).

341. — M. Alain Richard : rappelle que les réunions de commissions interviennent à la diligence de leur président ; présentation des amendements dans le délai requis [29 octobre 1986] (p. 5462).

342. — M. Marcel Rigout : barrage des éleveurs limousins sur la ligne S.N.C.F. Paris-Toulouse ; contrôle des importations abusives de viande étrangère ; demande une suspension de séance pour permettre au ministre de prendre contact avec les manifestants [30 octobre 1986] (p. 5355).

343. — M. Martin Malvy : volonté du groupe d'étude sur le problème ovin de recevoir le ministre de l'agriculture ; déplore de n'avoir reçu aucune réponse à cette demande d'entrevue [30 octobre 1986] (p. 5535).

344. — M. Yves Tavernier : abscence de réponse du ministre aux rapporteurs de l'opposition et aux questions posées par des orateurs n'appartenant pas à la majorité [30 octobre 1986] (p. 5556).

345. — M. Marcel Rigout : évolution des événements se déroulant dans le Limousin ; absence de prise de contact du ministre de l'agriculture avec les manifestants ; envoi des forces de police [30 octobre 1986] (p. 5558).

346. — M. Guy Malandain : ses observations sur les déclarations de M. Alain Madelin [31 octobre 1986] (p. 5647) ; situation financière des entreprises nationalisées en 1981 et 1982 (p. 5648) ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : précise qu'il lui appartient d'apprécier la manière dont est organisée la séance ; M. Alain Madelin : rappelle que les nationalisations se sont soldées par une perte de 52 milliards de francs (p. 5648).

347. — M. Pierre Joxe : rapport de M. Jean-Claude Martinez sur l'enseignement scolaire [3 novembre 1986] (p. 5695).

348. — M. Vincent Porelli : rapport de M. Jean-Claude Martinez sur l'enseignement scolaire [3 novembre 1986] (p. 5697).

349. — M. Pascal Arrighi : rapport de M. Jean-Claude Martinez sur l'enseignement scolaire [3 novembre 1986] (p. 5697).

350. — M. Pierre Joxe : rapport de M. Jean-Claude Martinez sur l'enseignement scolaire ; injures proférés par ce député à l'égard de mutuelles de l'éducation nationale dont il est par ailleurs adhérent [3 novembre 1986] (p. 5698) ; destruction de l'éducation nationale (p. 5699).

351. — M. Pascal Arrighi : ses observations sur les propos de M. Pierre Joxe révélant l'appartenance de M. Jean-Claude Martinez à des mutuelles de l'éducation nationale ; méconnaissance des règles du code de la mutualité par M. Pierre Joxe [3 novembre 1986] (p. 5718).

352. — M. Jean-Claude Cassaing : ses observations sur la déclaration de M. Robert-André Vivien concernant le rapport de M. Jean-Claude Martinez ; propos insultants, diffamatoires et mensongers à l'encontre de fonctionnaires ; cite quelques phrases de ce document [3 novembre 1986] (p. 5698).

353. — M. Louis Mexandeau : absence de réponse de M. Alain Devaquet aux questions posées par les orateurs du groupe socialiste ; caractère inconvenant de son refus de se laisser interrompre par d'anciens ministres [4 novembre 1986] (p. 5788).

354. — M. Pascal Arrighi : ses observations sur les propos de M. André Rossinot sur M. Jean-Marie Le Pen [5 novembre 1986] (p. 5862).

355. — M. Dominique Chaboche : demande une suspension de séance [5 novembre 1986] (p. 5862).

356. — M. Jean-Claude Stirbois : demande que le président de l'Assemblée nationale reçoive les excuses de M. André Rossinot à la suite des propos que ce dernier a tenu sur M. Le Pen [5 novembre 1986] (p. 5862) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale : se déclare prêt à transmettre les propos de M. Stirbois au Premier ministre (p. 5862).

357. — M. François Bachelot : remboursement de l'avortement ; regrette que le ministre des affaires sociales ait obligé certains de ses amis politiques à voter contre leurs convictions [6 novembre 1986] (p. 5962) ; M. Philippe Mestre, vice-président : rappelle à M. François Bachelot qu'il a demandé la parole pour un rappel au règlement alors que le scrutin public était déjà annoncé (p. 5962) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : retrait d'amendements de M. Michel de Rostolan ayant pu permettre d'éviter un scrutin ambigü ; rappelle que l'adoption de l'amendement n° 169 de M. Michel de Rostolan n'eut pas remis en cause le principe

du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse [6 novembre 1986] (p. 5962).

358. — M. Dominique Bussereau : interdiction de toute attaque personnelle pendant les débats ; propos prononcés par M. François Loncle à l'égard de M. Yvan Blot, rapporteur pour avis [7 novembre 1986] (p. 5987).

359. — M. Guy Ducoloné : intervention du président sur le respect des temps de parole juste après l'intervention de M. Jean-Jacques Barthe ayant utilisé neuf minutes sur les dix qui lui étaient imparties ; M. Claude Labbé, vice-président : précise que son intervention ne visait pas spécialement M. Jean-Jacques Barthe [7 novembre 1986] (p. 6008).

360. — M. Edmond Alphandéry : procédure et questions budgétaires [7 novembre 1986] (p. 6022) ; M. Claude Labbé, vice-président : rappel au règlement sortant du cadre de la procédure (p. 6022).

361. — M. Michel Cointat : précise qu'un amendement dont il était l'auteur, a été déclaré irrecevable alors qu'un amendement de M. Christian Pierret, identique, a été déclaré recevable [13 novembre 1986] (p. 6221, 6222) ; M. Robert-André Vivien : ses observations (p. 6222).

362. — M. Christian Pierret : propos de M. Alain Juppé qualifiant les interventions du groupe socialiste de « contorsions » [14 novembre 1986] (p. 6357) ; M. Claude Labbé, vice-président, (p. 6357).

363. — M Christian Pierret : propos de M. Alain Juppé prétendant que les instructions gouvernementales en matière de contrôle fiscal ont été fondées sur des critères politiques et idéologiques lors des cinq années écoulées [14 novembre 1986] (p. 6357). M. Alain Juppé, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget : rappelle qu'il a en de nombreuses occasions rendu hommage à l'administration fiscale ; précise que des instructions données en matière fiscale entre 1981 et 1987 étaient contestables et répondaient à des préoccupations de caractère politique (p. 6357).

364. — M. Christian Pierret : (article 118 et suivants du réglement) : constatation du groupe socialiste voyant parmi ses amendements similaires certains d'entre eux déclarés irrecevables et d'autres déclarés recevables ; rapport de M. Christian Goux ayant remodelé les conditions de recevabilités financières des amendements notamment de ceux relatifs aux contrôles des dépenses publiques [14 novembre 1986] (p. 6407) ; problèmes posés par la recevabilité des amendements identiquement gagés ; précise qu'il ne veut pas mettre en cause le président de la commission des finances (p. 6408) ; M. André Billardon, vice-président : respect du temps de parole (p. 6407) ; usage voulant qu'en matière de recevabilité d'amendement le président de séance s'en remette au président de la commission des finances (p. 6408) ; M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances : contrôle du président de la commission sur la recevabilité financière des amendements ; son effort pour mettre à la disposition des parlementaires les éléments de nature à leur permettre de rendre les amendements recevables ; problème de la recevabilité des amendements identiquement gagés (p. 6408).

365. — M. Christian Pierret : précise que son précédent rappel au réglement ne visait pas à mettre en cause personnellement le président de la commission des finances ; problème de l'article aditionnel proposé après l'article 73 relatif aux investisseurs institutionnels sur le cours des entreprises privatisables et déclaré irrecevable [14 novembre 1986] (p. 6409) ; M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances (p. 6409).

366. — M. Guy Ducoloné : inopportunité d'une comparaison entre la ville de Paris et le département de la Seine ; examen des comptes de la ville de Paris par la chambre régionale des comptes ; institution d'un contrôle de la Cour des comptes ; différence entre le statut actuel de Paris et son statut antérieur [21 novembre 1986] (p. 6702).

367. — M. Ernest Moutoussamy : conditions d'application de l'article 40 de la Constitution ; combinaison avec le principe d'égalité [25 novembre 1986] (p. 6728) ; M. Michel d'Ornano : application de l'article 40 de la Constitution et respect d'autres dispositions constitutionnelles (p. 6728) ; précédent des nationalisations ; décision du Conseil constitutionnel (p. 6729 ; M. Charles Millon, vice-président : application de l'article 40 de la Constitution ; avis déterminant du président de la commission des finances pour le président de l'Assemblée nationale (p. 6729).

368. — M. Robert Montdargent : lettre du sénateur Bénard sur la parité sociale globale [25 novembre 1986] (p. 6758).

369. — M. Jean-Marie Le Pen : longueur de la réponse des ministres aux questions au Gouvernement limitant le nombre de questions posées par les groupes [26 novembre 1986] (p. 6794) ; M. Claude Labbé, vice-président : organisation du déroulement de la séance des questions d'actualité (p. 6794).

370. — M. Jean Giard : manifestations étudiantes contre le projet Devaquet ; demande une suspension de séance afin que les groupes puissent recevoir les délégations [27 novembre 1986] (p. 6840).

371. — M. Pierre Joxe : demande le retrait du projet Devaquet [27 novembre 1986] (p. 6840).

372. — M. Philippe Bassinet : conditions de discussion des amendements durant le débat sur la loi sur le développement des départements d'outre-mer ; caractère imprescriptible du droit d'amendement [27 novembre 1986] (p. 6866).

373. — M. Jean-Pierre Sueur : projet Devaquet ; travaux de la commission des affaires familiales, culturelles et sociales [27 novembre 1986] (p. 6878).

374. — M. Jean Giard : demande une suspension de séance permettant au Gouvernement de retirer le projet Devaquet [27 novembre 1986] (p. 6878).

375. — M. François Bachelot : organisation des travaux de l'Assemblée nationale ; absentéisme [27 novembre 1986] (p. 6878).

376. — M. Philippe Bassinet : absentéisme des députés de la majorité conduisant à s'interroger sur leur accord avec la politique gouvernementale [27 novembre 1986] (p. 6879).

377. — M. Pascal Arrighi : mise en cause des députés de la majorité et du Front national par M. Robert le Foll sur l'immigration [27 novembre 1986] (p. 6881) ; préférence nationale et préférence européenne (p. 6882).

378. — M. Philippe Bassinet : demande de scrutin public par le Gouvernement pour ralentir les travaux de l'Assemblée et différer le début de la discussion du projet Devaquet sur l'enseignement supérieur [27 novembre 1986] (p. 6886).

379. — M. Pascal Arrighi : accord du groupe du Rassemblement national pour siéger jusqu'au petit jour [27 novembre 1986] (p. 6886).

380. — M. Paul Mercieca : mobilisation des étudiants contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur [28 novembre 1986] (p. 6959).

381. — M. Pierre Joxe : précise que la commission des affaires culturelles n'a pas siégé car son président a estimé qu'il n'y avait pas assez de députés de la majorité présents [28 novembre 1986] (p. 6959).

382. — M. Pierre Joxe : absence des présidents des deux commissions compétentes ; rappelle que le président de la commission des affaires culturelles a renoncé à faire siéger sa commission faute de majorité pour défendre le projet de loi [28 novembre 1986] (p. 6966) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : rappelle que rien dans le règlement n'oblige les présidents de commission à assister au débat (p. 6966).

383. — M. Jean Giard : manifestation d'étudiants contre le projet de loi Devaquet [28 novembre 1986] (p. 6966) ; volonté de voir le projet de loi retiré (p. 6967).

384. — M. Alain Bocquet : manifestation par les lycéens et les étudiants de leur réprobation contre le projet de loi Devaquet ; répression exercée dans certains établissements de Lille et de Roubaix à l'encontre des étudiants et lycées grévistes [28 novembre 1986] (p. 6970).

385. — M. Louis Mexandeau : intérêt du rapport du Conseil économique et social ; estime que le texte du projet de loi a été insuffisamment étudié [28 novembre 1986] (p. 6970) ; opportunité de retirer le projet (p. 6971).

386. — M. Jean-Pierre Chevénement : augmentation des droits d'inscription ; opportunité d'instaurer une politique de bourse ambitieuse [28 novembre 1986] (p. 6975).

387. — M. Philippe Bassinet : nécessité de respecter le règlement ; conditions de discussion d'une exception d'irrecevabilité ; estime que M. Gérard Kuster s'est livré à un détournement de procédure en répondant à la commission ; recul du Gouvernement ; retrait du projet de loi [28 novembre 1986] (p. 6992).

388. — M. Jean-Pierre Chevènement : rappelle que sous son ministère il n'y a pas eu de grève dans l'enseignement supérieur ; réaction de la jeunesse face à une politique réactionnaire [28 novembre 1986] (p. 6992) ; estime « qu'il n'y a pas eu de Gouvernement plus réactionnaire que le Gouvernement de M. Chirac depuis Vichy » (p. 6993).

389. — M. François Bachelot : absence de concertation avec le monde universitaire ; recul du Gouvernement, face à des manifestations d'étudiants [28 novembre 1986] (p. 6993).

390. — M. Guy Hermier : manœuvre du ministre de l'éducation nationale empêchant le débat d'aller jusqu'à son terme [28 novembre 1986] (p. 6993).

391. — M. Jacques Roux : retrait de la loi sur l'enseignement supérieur de l'ordre du jour ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : rappel au règlement s'adressant au Gouvernement [2 décembre 1986] (p. 6999).

392. — M. Pierre Mazeaud : précise qu'il a cru entendre le mot « crapuleux » dans l'intervention de M. Jean-Pierre Michel sur la proposition de loi organique visant à reculer la limite d'âge à la Cour de cassation ; lui demande de retirer ce mot qu'il considère comme injurieux [3 décembre 1986] (p. 7057).

393. — M. Philippe Bassinet : précise qu'aucun orateur socialiste ne s'exprimera dans la discussion générale des propositions de loi relative au limite d'âge de la Cour de cassation, au conseil d'Etat et à la Cour des comptes ; dépôt tardif d'amendements venant modifier profondément les propositions [3 décembre 1986] (p. 7066).

394. — M. Philippe Bassinet : propos provocateurs tenus par M. Olivier Marlière, rapporteur de la proposition de loi relative à la limite d'âge au Conseil d'Etat et à la Cour des comptes ; demande une suspension de séance [3 décembre 1986] (p. 7077).

395. — M. Pierre Joxe : audition d'une délégation de la coordination étudiante par le président de la commission des affaires culturelles ; souhaite une réunion préalable de cette commission ; nécessité d'une communication du Gouvernement après réception d'une délégation par le ministre de l'éducation nationale ; absence de concertation ; retrait du projet de loi Devaquet [4 décembre 1986] (p. 7091) ; M. André Billardon, vice-président : présence du Gouvernement en séance ; information de M. Jacques Barrot sur la demande de réunion de la commission des affaires culturelles (p. 7091) ; M. Georges Chavanes : but du projet de loi Devaquet étant de trouver des débouchés aux étudiants (p. 7092, 7093).

396. — M. François Asensi : manifestations d'étudiants contre le projet de loi Devaquet ; suppression de la troisième voie à l'accès à l'.E.N.A [4 décembre 1986] (p. 7091) ; demande une réunion de la commission des affaires culturelles pour entendre les représentants étudiants ; retrait du projet de loi Devaquet (p. 7092) ; M. André Billardon, vice-président (p. 7092).

397. — M. Jacques Toubon : réception d'une délégation de la coordination étudiante par M. Jacques Barrot en tant que représentant du groupe U.D.F. et non en tant que président de la commission des affaires culturelles ; récupération politique par les socialistes de la « juste revendication des étudiants » (p. 7092).

398. — M. Pierre Joxe : précise qu'un des membres au moins du Gouvernement n'a pas lu le projet de loi Devaquet ; démantèlement des grands établissements d'enseignement ; opinion de l'Académie des sciences et des présidents d'Université ; M. Georges Chavanes : sa lecture du projet de loi Devaquet ; chômage des jeunes et politique menée par les socialistes ; recul actuel de ce type de chômage ; préparation d'un projet de loi sur l'apprentissage dans les entreprises industrielles [4 décembre 1986] (p. 7093).

399. — M. Henri Emmanuelli : dépôt de bilan d'une entreprise dans les Landes par M. Georges Chavanes [4 décembre 1986] (p. 7093).

400. — Mme Muguette Jacquaint : souhaite que la délégation du comité de coordination étudiante soit reçue par les membres de la commission des affaires culturelles ; demande une suspension de séance pour permettre à M. Jacques Barrot et au Gouvernement de répondre à sa requête [4 décembre 1986] (p. 7093) ; M. André Billardon, vice-président : conditions d'octroi d'une suspension de séance ; délégation du président de groupe (p. 7094) ; rejeté au scrutin public (p. 7097).

401. — M. Pierre Joxe : organisation de leurs travaux par les commissions ; propos de M. Jacques Toubon déclarant que M. Jacques Barrot recevait une délégation d'étudiants en tant que vice-président du groupe U.D.F. et non en tant que président de la commission des affaires culturelles [4 décembre 1986] (p. 7093, 7094) ; M. André Billardon, vice-président : précise qu'il a transmis les demandes de MM. Pierre Joxe et de François Asensi au président de la commission des affaires culturelles (p. 7094) ; M. Jacques Toubon : précise qu'il a transmis des éléments d'information qui lui avait été communiqué par ses collègues du groupe U.D.F. (p. 7094).

402. — M. Bruno Gollnisch : abus des demandes de suspension de séance et des rappels au règlement ; exemple de M. Philippe Bassinet ; manœuvre d'obstruction ayant pour but de « donner la parole à la rue » [4 décembre 1986] (p. 7094).

403. — M. Guy Ducoloné : mise aux voix de la demande de suspension de séance de Mme Muguette Jacquaint ; demande des étudiants de rencontrer le président de la commission des affaires sociales étant justifiée [4 décembre 1986] (p. 7094).

404. — M. Pierre Joxe : mise aux voix de la demande de suspension de séance demandée par Mme Muguette Jacquaint ; réunion de la commission des affaires culturelles afin que celle-ci soit mandatée pour rencontrer une délégation d'étudiants [4 décembre 1986] (p. 7094) ; M. Jacques Barrot : précise qu'il a reçu le matin même une demande pour que la commission des affaires culturelles reçoive une délégation d'étudiants ; jurisprudence constante voulant que la délégation de la commission soit composée du bureau et du rapporteur du projet ; sa convocation des personnes concernées (p. 7095) ; M. Pierre Joxe : absence de respect des règles traditionnelles de composition à la proportionnelle du bureau des commissions ; délégation de la commission des affaires culturelles n'étant pas représentative ; intégration dans cette délégation d'au moins un représentant de chaque groupe (p. 7095).

405. — M. Gabriel Kaspereit : retard dans l'examen de l'ordre du jour [4 décembre 1986] (p. 7094, 7095) ; M. André Billardon, vice-président : précise qu'il a été saisi d'une demande de suspension de séance par Mme Muguette Jacquaint (p. 7095).

406. — M. Guy Ducolonné : demande de mettre aux voix la demande de suspension de séance de Mme Muguette Jacquaint ; demande que chacun des groupes soit représenté dans la délégation qui recevra les étudiants [4 décembre 1986] (p. 7095) ; circonstances particulières et participation massive à la manifestation (p. 7096) ; M. Jacques Barrot : possibilité pour les groupes de recevoir une délégation d'étudiants, parallèlement à la commission des affaires culturelles, la délégation de celle-ci étant composée du président accompagné du bureau et du rapporteur du projet (p. 7096).

407. — M. Pierre Joxe : suppression d'une réunion de la commission des affaires culturelles pour examiner le projet de loi Devaquet à cause de l'insuffisance de la majorité ; retrait du projet de loi Devaquet par le Gouvernement ; difficultés créées par ce projet entre les partis de la majorité et à l'intérieur de chaque parti ; opinion de M. Edgar Faure [4 décembre 1986] (p. 7096).

408. — M. Gabriel Kaspereit : contenu des débats portant sur le projet de loi sur l'enseignement supérieur ; conditions de travail de la commission des affaires culturelles [4 décembre 1986] (p. 7096) ; nécessité de passer à l'ordre du jour ; respect du règlement (p. 7097) ; M. André Billardon, vice-président : son objectivité dans la conduite des débats (p. 7097).

409. — M. Pierre Joxe : dépêche de l'A.F.P. précisant que M. Jacques Barrot recevra une délégation d'étudiants avec

les membres du bureau de la commission qui le souhaiteront ; non représentativité du bureau de la commission [4 décembre 1986] (p. 7097).

410. — **Guy Ducoloné** : propose d'adjoindre à la délégation de la commission des affaires culturelles qui recevra les étudiants les membres des groupes non représentés au bureau de cette commission [4 décembre 1986] (p. 7097).

411. — **M. François Bachelot** : précise « qu'il n'y a plus de Gouvernement puisque les décisions sont prises en fonction des mouvements dans la rue » et « qu'il n'y plus de parlement » ; sa revendication du droit à la différence par rapport au monde politique [4 décembre 1986] (p. 7097).

412. — **M. Pierre Joxe** : réception des délégations d'étudiants par les groupes ; demande une suspension de séance pour arrêter les dispositions nécessaires [4 décembre 1986] (p. 7098).

413. — **M. Guy Ducoloné** : réception d'une délégation d'étudiants par le groupe communiste ; avenir des jeunes ; leur volonté d'être écoutés par la représentation nationale ; présence de représentants de l'opposition dans la délégation de la commission qui recevra les étudiants ; demande une suspension de séance [4 décembre 1986] (p. 7098).

414. — **M. Robert-André Vivien** : aspect politique du débat sur la réception d'une délégation d'étudiants par la commission des affaires culturelles ; sort des lycéens étudiants ; tentative de l'opposition pour récupérer une situation qui lui échappe et entraver le dialogue Gouvernement-commission-étudiants [4 décembre 1986] (p. 7098).

415. — **M Pierre Joxe** : audition de M. Jacques Barrot par le groupe socialiste pour un compte rendu de son entretien avec la délégation d'étudiants ; transmission de la même demande au ministre compétant pour qu'il informe l'Assemblée nationale des résultats de ses entretiens avec les délégations d'étudiants ; modification de l'ordre du jour par le Gouvernement [4 décembre 1986] (p. 7106).

416. — **M. Pierre Joxe** : exclusion des députés socialistes de la délégation de la commission des affaires culturelles recevant une délégation d'étudiants et de lycéens ; demande à ce que le ministre de l'éducation nationale et le ministre chargé de l'enseignement supérieur vienne rendre compte des conclusions de leur entretien avec les délégations d'étudiants ; retrait du projet de loi Devaquet ; demande une suspension de séance [4 décembre 1986] (p. 7107) ; M. André Billardon, vice-président (p. 7108).

417. — **M. Jean Jarosz** : retrait du projet de loi Devaquet ; demande une suspension de séance [4 décembre 1986] (p. 7107).

418. — **M. Gabriel Kaspereit** : obstruction systématique des deux groupes de gauche ; non-respect de l'ordre du jour ; conduite des travaux par le président de séance ; M. André Billardon, vice-président : non respect du règlement dans la conduite des travaux ; impartialité du comportement du vice-président issu de son groupe [4 décembre 1986] (p. 7107).

419. — **M. Hector Rolland** : heure de reprise de la séance compte tenu des débats [4 décembre 1986] (p. 7108).

420. — **M. Roland Dumas** : demande à ce que le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur viennent rapporter les propos des représentants des étudiants, leur réponse, et informer l'Assemblée des intentions du Gouvernement [4 décembre 1986] (p. 7113) ; M. Philippe Séguin : absence de disposition prévoyant l'obligation pour un membre du Gouvernement d'obtempérer à une injonction d'une partie de l'Assemblée ; sujet d'actualité étant traité lors des séances de questions ; contenu du propos du ministre de l'éducation nationale aux étudiants : maintien du projet de loi Devaquet et discussion sur les modalités techniques du texte (p. 7113).

420 *bis*. — **M. Pierre Joxe** : nécessité pour le ministre de l'éducation nationale ou le ministre chargé des universités de venir exprimer leurs intentions le soir même ; responsabilité du groupe R.P.R. et de M. Séguin et Toubon dans la paralysie du débat parlementaire du cours de la législature précédente ; mise en cause de M. Jacques Toubon « voulant faire la loi dans la majorité » (p. 7113, 7114).

421. — **M. Pierre Joxe** : absence de MM. Devaquet et Monory, devant être entendus parallèlement à l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social ; demande une suspension de séance ; retrait du projet Devaquet [4 décembre 1986] (p. 7114).

422. — **M. François Bachelot** : respect du suffrage des électeurs et de la fonction parlementaire ; chantage de la rue sur le Parlement et faiblesse du Gouvernement ; similitude de la situation actuelle avec la fin de la IVe République [4 décembre 1986] (p. 7115).

422 *bis*. — **M. Jean Jarosz** : informations faisant état de graves incidents ; hypothèse de blessés parmi les étudiants ; inopportunité de siéger dans de telles conditions ; cessassion des affrontements avec la police ; retrait du projet de loi Devaquet ; demande une suspension de séance [4 décembre 1986] (p. 7115).

423. — **M. Jean-Pierre Sueur** : forte participation à la manifestation étudiante ; contenu des revendications ; réception des étudiants non grévistes avant les grévistes par le ministre ; minimisation de l'ampleur de la manifestation par le Gouvernement et refus du dialogue [4 décembre 1986] (p. 7115) ; demande à ce que le ministre de l'éducation nationale vienne s'expliquer devant l'Assemblée (p. 7116).

424. — **M. Pierre Joxe** : absence de MM. Monory et Devaquet dans leur ministère ; demande l'audition de M. Jacques Chirac ; volonté de M. François Bachelot de passer à l'ordre du jour pour l'examen d'une proposition de loi tendant à la suppression du remboursement de l'I.V.G par la sécurité sociale ; demande une suspension de séance ; M. Claude Evin, vice-président : attribution d'un temps de parole à chacun des responsables de groupe [4 décembre 1986] (p. 7116) ; M. Philippe Séguin : refus de céder à l'injonction du groupe socialiste exigeant l'audition du ministre de l'éducation nationale et du ministre chargé de l'enseignement supérieur (p. 7116) ; refus de la demande d'audition de M. Jacques Chirac ; opportunité de s'en tenir à l'ordre du jour (p. 7117).

425. — **M. Gabriel Kaspereit** : manœuvre d'obstruction systématique de la part du groupe socialiste ; mauvaise application du règlement [4 décembre 1986] (p. 7117) ; M. Claude Evin, vice-président : précise qu'il n'appartient pas à M. Gabriel Kaspereit d'apprécier le comportement de la présidence (p. 7117).

426. — **M. Bruno Gollnisch** : obstruction du groupe socialiste ayant pour but d'empêcher la discussion de la proposition tendant à supprimer le remboursement de l'I.V.G. par la sécurité sociale [4 décembre 1986] (p. 7117, 7118).

427. — **M. Bernard Debré** : rappel de la manifestation d'étudiants et de professeurs contre le projet de loi Savary en 1983 ; exploitation et manipulation des événements actuels par le groupe socialiste ; continuation des débats [4 décembre 1986] (p. 7118).

428. — **M. Roland Dumas** : responsabilité du Gouvernement dans les événements qui se sont produits le jour même et notamment le soir ; caractère pacifique du rassemblement étudiant ; utilisation de grenades offensives et lacrymogènes (p. 7118) ; opportunité de montrer éventuellement par une commission d'enquête la responsabilité du Gouvernement [4 décembre 1986] (p. 7119).

429. — **M. Hector Rolland** : son dialogue avec les manifestants ; propos des étudiants sur la méconnaissance de leurs problèmes par les socialistes ; échec de la tentative de récupération du mouvement de contestation en 1968 [4 décembre 1986] (p. 7119).

430. — **M. Pierre Joxe** : précise que « M. Hector Rolland ne lit jamais les projets de lois » et le compare à un « godillot » ; demande à ce que le Gouvernement vienne expliquer sa position [4 décembre 1986] (p. 7119) ; demande une suspension de séance ; M. Claude Evin, vice-président : inopportunité d'accorder une suspension de séance ; lève la séance ; M. Philippe Séguin : illustration par le groupe socialiste de sa « conception du dialogue démocratique » (p. 7120).

431. — **M. François Asensi** : émotion du groupe communiste devant les brutalités policières commises contre les étudiants et les lycéens rassemblés sur l'esplanade des Invalides ; demande une suspension de séance [5 décembre 1986] (p. 7143).

432. — M. Gabriel Kaspereit : obstruction du parti socialiste [5 décembre 1986] (p. 7143) ; demande que l'Assemblée passe sans attendre à l'ordre du jour (p. 7144).

433. — M. Pierre Joxe : demande que le ministre chargé des universités vienne s'expliquer devant les députés [5 décembre 1986] (p. 7144) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : affirme qu'il vient de croiser M. Alain Devaquet quittant le Palais Bourbon (p. 7144).

434. — M. Jacqueline Hoffmann : rappelle la demande de retrait pur et simple du projet de loi sur l'enseignement supérieur formulée par les étudiants ; violence policière déployée contre les manifestants [5 décembre 1986] (p. 7171).

435. — M. Pierre Joxe : demande la constitution d'une commission d'enquête sur les instructions qui ont été donnés par le ministre de l'intérieur lors de la manifestation de la veille ; demande que la commission des lois se réunisse le plus rapidement possible ; met en cause l'impartialité du président de la commission des lois [5 décembre 1986] (p. 7171) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 7172).

436. — M. Jean Bardet : notion de rappel au règlement ; demande que le président de séance retire la parole à l'orateur dont l'intervention n'a aucun rapport avec le règlement ; M. Jacques Toubon : commission des lois devant désigner lors d'une de ses prochaines réunions un rapporteur ayant l'occasion d'examiner la proposition de résolution lorsqu'elle sera inscrite à l'ordre du jour de la commission (p. 7172).

437. — M. Pierre Joxe : rappelle que la conférence des présidents a été convoquée pour un ordre du jour qui n'a pas été suivi ; refus par le Gouvernement de l'organisation d'un débat sur la politique de l'éducation nationale ; demande à ce que la présidence intervienne directement pour que la commission des lois se réunisse rapidement afin que la proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur les instructions données par le ministre de l'intérieur soit examinée dans les plus brefs délais [5 décembre 1986] (p. 7112).

438. — M. François Asenai : fait part à l'Assemblée nationale de la démission de M. Alain Devaquet ; demande que M. Charles Pasqua vienne s'expliquer devant la représentation nationale [6 décembre 1986] (p. 7200).

439. — M. Christian Baeckeroot : Gouvernement ayant promis qu'il ne se refuserait pas à un débat au fonds sur le remboursement de l'avortement ; absence de débat ne se concluant par un vote [6 décembre 1986] (p. 7201).

440. — M. François Bachelot : rappelle qu'aucun président de séance ne s'est permis d'interrompre un orateur défendant une motion d'irrecevabilité ; M. Jacques Chaban-Delmas, président ; moyens de procédure devant être employés conformément au règlement.

441. — M. Dominique Chaboche : regrette qu'un de ses collègues vienne d'injurier collectivement le groupe du Front national [6 décembre 1986] (p. 7205) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : affirme qu'il n'a pas eu le sentiment qu'il y ait eu insulte personnelle (p. 7206).

442. — M. Pierre Descaves : absence de distribution des rapports relatifs aux projets concernant les procédures de licenciement économique et les conseils de prud'hommes [6 décembre 1986] (p. 7212) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président ; modalités de distribution des rapports (p. 7212) ; M. Philippe Séguin rappelle qu'il a été entendu depuis une dizaine de jours par la commission compétente de l'Assemblée nationale (p. 7212).

443. — M. Pierre Descaves : ses observations sur la convocation de la commission des lois ; personnalités invitées par celle-ci pour être entendues sur le projet de réforme du code de la nationalité [6 décembre 1986] (p. 7212) ; demande d'élargir les auditions (p. 7213) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : rappelle la liberté des commissions dans l'organisation de leurs travaux.

444. — M. Guy Ducoloné : émotion des députés communistes à la suite du décès de M. Malik Oussékine [6 décembre 1986] (p. 7213) ; demande au Gouvernement qu'il modifie l'ordre du jour prioritaire en supprimant les débats prévus le samedi et le dimanche (p. 7214).

455. — M. Pierre Joxe : conditions de convocation et de fonctionnement des commissions d'enquête [6 décembre 1986] (p. 7214) ; souhaite que M. Jacques Toubon réunisse la commission des lois ; demande que le ministre de l'intérieur vienne s'exprimer devant l'Assemblée nationale ; souhaite que les brigades motocyclistes ne soient plus utilisées contre des enfants et des adolescents (p. 7205) ; M. Philippe Séguin : rappelle que M. Charles Pasqua a demandé une enquête de l'inspection générale des services (p. 7215) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président, déroulement de la procédure pour la constitution d'une commission d'enquête (p. 7215).

446. — M. Dominique Chaboche : déroulement des débats ; caractère excessif et inadmissible des propos tenus dans l'hémicycle [6 décembre 1986] (p. 7215).

447. — M. Gilbert Bonnemaison : conditions de mise en place des commissions d'enquête (p. 7215) ; cite un communiqué de la F.P.I.P, organisation syndicale de policiers d'extrême droite ; demande que la commission des lois soit réunie d'urgence (p. 7216).

448. — M. Gilbert Gantier : responsabilité de l'Assemblée nationale consistant à ne pas accroître une tension déjà grande ; Assemblée nationale devant reprendre ses travaux ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : nécessité d'observer la plus grande prudence avant de se prononcer sur la matérialité des faits se produisant dans la rue [6 décembre 1986] (p. 7216).

449. — M. Jean-Pierre Schenardi : demande que les critères d'attribution ou de refus des rappels au règlement soient évoqués à la conférence des présidents [6 décembre 1986] (p. 7217) ; M. Jacques Chaban-Delmas, président : demande que les insultes, provocations et excommunications soient bannies des débats ; nécessaire respect de la procédure des rappels au règlement.

450. — M. Robert Montdargent : brutalités policières commises l'après-midi même à Paris [6 décembre 1986] (p. 7232) ; M. Claude Labbé, vice-président : retire la parole à M. Robert Montdargent (p. 7232) ; Mme Muguette Jacquaint : demande une suspension de séance (p. 7233).

451. — M. Robert Montdargent : demande que le Premier ministre vienne s'expliquer devant l'Assemblée nationale [6 décembre 1986] (p. 7234) ; demande une suspension de séance (p. 7235) ; M. Claude Labbé, vice-président, regrette que M. Robert Montdargent se fonde sur des déclarations de presse non confirmées (p. 7235).

452. — M. Pierre Joxe : nécessité de constituer une commission d'enquête parlementaire ; demande la convocation de la commission des lois ; secrétaire général du R.P.R., président de la commission des lois organisant des feux d'artifice au lieu de faire son devoir [6 décembre 1986] (p. 7254).

453. — M. Michel de Rostolan : regrette qu'il ait été fait application du vote bloqué pour faire barrage à un amendement reprenant la proposition de loi n° 455 signée par des députés R.P.R, U.D.F. et Front national ; caractère minoritaire de la position du Gouvernement au sein de sa propre majorité [6 décembre 1986] (p. 7284).

454. — M. Jacques Limouzy : attitude de M. Pierre Joxe ; demande que l'on épargne à l'Assemblée ses surgissements « permanents, insolites, répétitifs et maniaques concernant la commission des lois » [6 décembre 1986] (p. 7286, 7287).

455. — M. Guy Ducoloné : ampleur et esprit de responsabilité du mouvement étudiant et lycéen ; décès de M. Malik Oussekine ; demande au président d'utiliser le premier alinéa de l'article 52 du règlement lui permettant de suspendre ou de lever la séance à tout moment [8 décembre 1986] (p. 7299) ; M. Philippe Mestre, vice-président, rappelle que l'Assemblée nationale a déjà suspendu sa séance en signe de deuil ; n'estime pas qu'il soit nécessaire de le faire de nouveau (p. 7299).

456. — M. Pierre Joxe : rappelle que le groupe socialiste a demandé au Gouvernement de venir s'expliquer devant la commission des lois ou devant l'Assemblée sur son attitude lors des manifestations étudiantes [8 décembre 1986] (p. 7299).

457. — M. Guy Ducoloné : rappelle que tout député peut demander une suspension de séance qui doit être soumise au vote [8 décembre 1986] (p. 7299).

458. — M. Gilbert Gantier : demande un scrutin public sur la demande de suspension formulée par M. Guy Ducoloné [8 décembre 1986] (p. 7299).

459. — M. Pierre Joxe : estime que l'on fait obstacle à l'application du règlement [8 décembre 1986] (p. 7299) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : souhaite qu'on lui donne acte du fait qu'il a manifesté le souhait de prendre la parole avant que M. Pierre Joxe ne dénonce le silence du Gouvernement ; rappelle son émotion et l'émotion du Gouvernement à l'annonce de la mort d'un étudiant (p. 7299).

460. — M. Pierre Joxe : demande au nom de son groupe que l'ordre du jour de la commission des lois soit modifié et que le projet de loi sur le code de la nationalité soit retiré afin que la commission se réunisse pour examiner la demande de constitution d'enquête parlementaire sur les manifestations étudiantes [8 décembre 1986] (p. 7300) ; M. Jacques Toubon : précise que l'ordre du jour de la séance de la commission des lois a été complété par la nomination de rapporteurs pour les propositions de résolution socialistes et communistes relatives aux manifestations étudiantes et lycéennes (p. 7300).

461. — M. Guy Ducoloné : rappelle sa demande de suspension de séance ; demande au président de suspendre la séance en application du premier alinéa de l'article 52 ; souhaite qu'à défaut un vote intervienne ; rejeté au scrutin public [8 décembre 1986] (p. 7300).

462. — M. Michel Sapin : convocation des commissions ; examen du projet de loi portant réforme du code de la nationalité française ; souhaite que ce projet soit retiré de l'ordre du jour de la commission [8 décembre 1986] (p. 7300) ; M. Jacques Toubon, président de la commission des lois : audition de nombreuses personnalités sur le projet de loi relatif au code de la nationalité française (p. 7300) ; respect des souhaits exprimés par les commissaires socialistes (p. 7301).

463. — M. Roger Holeindre : précise que le groupe Front national regrette la mort du jeune étudiant quelle que soit son origine ; ses observations sur les demandes de retrait du texte du code de la nationalité [8 décembre 1986] (p. 7301).

464. — M. Michel Sapin : demande une modification de l'ordre du jour de l'Assemblée afin que la commission des lois puisse se réunir [8 décembre 1986] (p. 7301).

465. — M Michel Coffineau : ses observations sur la décision du président de séance selon laquelle son amendement n° 38 devenait sans objet ; rétablissement des peines sanctionnant les infractions aux arrêtés du ministre chargé du travail concernant certaines catégories d'entreprises [9 décembre 1986] (p. 7374) ; M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : estime que l'amendement n° 38 pose un autre problème que l'amendement n° 3 ; accepte la discussion de cet amendement ; M. André Billardon, vice-président : précise que la discussion des amendements n° 38 lui est apparue incompatible avec le rejet de l'amendement n° 3 ; propose de raccrocher l'amendement n° 38 à un article ultérieur ou de renvoyer son examen à une seconde délibération (p. 7374).

466. — M. Gérard Collomb : s'interroge « sur le désaccord entre M. Etienne Pinte, rapporteur, et le représentant du représentant de la commission : M. Etienne Pinte » [9 décembre 1986] (p. 7401).

467. — M. Paul Chomat : ordre du jour ; retrait du projet de loi sur l'enseignement supérieur ; report de la discussion des projets de loi concernant les prisons privées, le code de la nationalité et du projet de loi de programmation militaire ; inscription d'une discussion sur les circonstances ayant entouré les brutalités policières ; nécessité d'une explication du Gouvernement dans le cadre d'un débat de politique générale [9 décembre 1986] (p. 7414) ; M. Charles Millon, vice-président : ses observations (p. 7414).

468. — M. Louis Mexandeau : allégement de l'ordre du jour en fin de session ; hypothèse de débats généraux sur l'évolution de la société française [9 décembre 1986] (p. 7414).

469. — M. Pascal Arrighi : son aphorisme : « le Gouvernement se meurt, il est déjà mort » ; déclaration de la plus Haute autorité de l'Etat et hypothèse d'une période électorale proche ; « reculades » du Gouvernement et allégement de l'ordre du jour en fin de session [9 décembre 1986] (p. 7415) ; M. Philippe Séguin : ses observations (p. 7415).

470. — M. Christian Pierret : chiffres de l'inflation ; évolution des prix hors énergie ; utilité de maintenir la possibilité d'intervenir sur certains prix ; différentiel d'inflation avec la R.F.A. [11 décembre 1986] (p. 7504, 7505) ; M. Alain Juppé : part de l'inflation hors énergie ; différentiel entre la France et l'Allemagne ; texte sur la concurrence inspiré par le droit allemand (p. 7505).

471. — M. Bruno Gollnisch : nécessité d'une ratification des engagements internationaux engageant les dépenses publiques [11 décembre 1986] (p.7538).

472. — M. Raymond Douyère : (articles 63 et 64 du règlement intérieur) absence de scrutin public sur l'article 22 du projet de loi de finances rectificatives malgré la demande de son groupe ; précise que les groupes socialiste et communiste ont voté contre cet article et que les groupes R.P.R., U.D.F. et Front national ont voté pour [11 décembre 1986] (p. 7552).

473. — M. Michel d'Ornano : (article 50-5 du règlement intérieur) demande une prolongation de la séance jusqu'au vote de l'ensemble du collectif budgétaire [11 décembre 1986] (p. 7558) ; M. Alain Juppé : poursuite de l'examen du collectif jusqu'à son terme ; M. Jean-Pierre Michel, vice-président : poursuite de la discussion du collectif budgétaire jusqu'à son terme ; problème du maintien de la séance de questions orales sans débat du vendredi matin (p. 7558).

473 *bis*. — M. Pierre Joxe : absence du ministre de l'intérieur au cours d'une séance de questions orales sans débat ; son éventuel retrait du Gouvernement ; demande qu'il vienne s'expliquer devant l'Assemblée ; M. Claude Labbé, vice-président : choix du ministre compétent pour répondre aux questions orales sans débat relevant du Gouvernement et non d'un membre du Parlement [12 décembre 1986] (p. 7587).

474. — M. Jacques-Roger Machart : modification de l'ordre du jour prioritaire ; avancement de l'examen des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire chargée d'examiner la loi de finances pour 1987 ; intervention du président de la commission des finances annonçant une réunion de celle-ci ; objet des amendements proposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire [16 décembre 1986] (p.7624, 7625) ; M. Claude Labbé, vice-président : précise qu'il est dans l'impossibilité de lui répondre ; refus du ministre chargé des relations avec le Parlement et du président de la commission des finances de répondre (p. 7625).

475. — M. Pierre Joxe : amendements déposés par le Gouvernement sur le texte de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances pour 1987 [16 décembre 1986] (p. 7625) ; M. Michel d'Ornano : précise qu'il ne dispose pas encore de l'ensemble des amendements (p. 7625).

476. — M. Jacques Roger-Machart : absence de députés socialistes en séance lors de la présentation de l'ordre du jour par M. Charles Millon, vice-président ; présentation de la proposition de loi sur les casinos avant la fin de la session ; refus de la conférence des présidents d'inscrire à l'ordre du jour la proposition du président du groupe socialiste en faveur d'une proposition de loi sur l'intégration au C.N.R.S des stagiaires qui y travaillent [16 décembre 1986] (p. 7656) ; conditions de discussion des conclusions de la commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances ; dépôt d'amendements sur des articles examinés par la commission mixte paritaire et sur des articles adoptés conformes par les deux assemblées (p. 7657).

477. — M. Christian Pierret : procédure suivie par le Gouvernement pour la deuxième lecture du projet de loi de finances pour 1987 ; contenu de l'article 45 de la Constitution ; dépôt d'amendements tendant à insérer des articles additionnels ; non respect de la tradition du travail parlementaire s'agissant d'un texte résultant d'une commission mixte paritaire ; émet des réserves sur la constitutionnalité d'articles additionnels présentés sous forme d'amendements au texte initial du projet de loi de finances pour 1987 [16 décembre 1986] (p. 7657) ; M. Charles Millon, vice-président : décrets et arrêtés ayant été pris par le ministère de l'éducation nationale pour organiser un nouveau concours afin que les jeunes stagiaires du C.N.R.S. puissent avoir leurs revendications satisfaites ; estime qu'il ne peut y avoir de distinction entre amendements et articles additionnels (p 7657).

478. — M. Jean-Claude Gaudin : commentaires développés par M. Michel Sapin lors de la présentation de son

rapport tendant à la création d'une commission d'enquête sur les événements de novembre et décembre 1986 ; attitude favorable à la création d'une commission d'enquête, des groupes R.P.R. et U.D.F. [17 décembre 1986] (p. 7730) ; inopportunité d'instituer un « tribunal populaire venant juger les forces de police » ; rôle de la police dans la lutte anti-terroriste ; punition des auteurs de faute ou d'exaction (p. 7731).

479. — M. Pierre Joxe : absence de mise en cause de fonctionnaires de police dans la proposition de résolution déposée ; objet de la commission étant d'enquêter sur les instructions données par le ministre de l'intérieur ; portée de l'amendement présenté par M. Emmanuel Aubert en commission des lois [17 décembre 1986] (p. 7731).

480. — M. Jacques Toubon : précise que l'amendement de M. Emmanuel Aubert est devenu une proposition de résolution adoptée par la commission des lois [17 décembre 1986] (p. 7731).

481. — M. Louis Mexandeau : inopportunité que le garde des sceaux reprenne la parole après le vote du texte modifiant la loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme [18 décembre 1986] (p. 7795) ; M. Philippe Mestre, vice-président : possibilité pour le Gouvernement de s'exprimer quand il le souhaite (p. 7795).

482. — M. Bruno Gollnisch : demande à M. Albin Chalandon, garde des sceaux, ministre de la justice, si les remerciements qu'il a adressés à la majorité de l'Assemblée qui l'a soutenu lors du texte modifiant la loi du 9 septembre 1986 relative à la lutte contre le terrorisme, comprend le groupe du Front national [18 décembre 1986] (p. 7796).

483. — M. Louis Mexandeau : organisation des travaux ; hésitation et incertitude du Gouvernement quant à la tenue d'une session extraordinaire du Parlement à partir du mois de janvier [18 décembre 1986] (p. 7806) ; M. Claude Evin, vice-président : précise que la conférence des présidents n'a été saisie par le Gouvernement d'aucune demande tendant à l'organisation d'une session extraordinaire (p. 7806).

484. — M. Pierre Joxe : informations circulant selon lesquelles le Gouvernement aurait déposé, sous forme d'amendement, le texte du projet d'ordonnance relatif à l'aménagement du temps de travail ; rôle des commissions mixtes paritaires ; détournement de procédure et fraude à la Constitution [19 décembre 1986] (p. 7857) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : loi d'habilitation ayant été votée par l'Assemblée et le Sénat autorisant le Gouvernement à prendre des ordonnances dans le domaine économique et social ; refus du Président de la République de signer cette ordonnance ; Gouvernement prenant ses responsabilités (p. 7857).

485. — M. Pierre Joxe : caractère anti-démocratique de la réforme de l'aménagement du temps de travail par le biais d'un amendement ; Gouvernement démontrant cette division ; annonce un recours devant le Conseil constitutionnel [19 décembre 1986] (p. 7858).

486. — M. Guy Ducoloné : Gouvernement modifiant, par le biais d'un amendement, la législation relative à l'aménagement du temps de travail [19 décembre 1986] (p. 7859) ; volonté du Gouvernement d'imposer au Parlement un texte qu'il n'a pu faire passer sous forme d'ordonnance (p. 7860) ; M. Pierre Mauger : Parlement dans sa majorité approuvant ce que fait le Gouvernement (p. 7860).

487. — M. Guy Ducoloné : regrette qu'un parlementaire ait jugé préférable qu'il se taise parce qu'existait le fait majoritaire ; droit de tous les députés à faire entendre leur point de vue [19 décembre 1986] (p. 7861).

488. — M. Pierre Joxe : demande que les conditions relatives au quorum fixées par le règlement soient vérifiées [19 décembre 1986] (p. 7864).

489. — M. Pierre Joxe : refus du président de séance de vérifier le quorum ; demande une suspension de séance [19 décembre 1986] (p. 7875).

490. — M. Guy Ducoloné : président de séance ayant opposé l'ordre du jour prioritaire fixé par le Gouvernement à la demande de vérification du quorum par lui formulée ; rappelle qu'il n'est nullement interdit à un président de groupe de demander que le quorum soit vérifié [19 décembre 1986] (p. 7875).

491. — M. Pierre Joxe : expérience du président de séance [19 décembre 1986] (p. 7875) ; ses observations sur la procédure permettant aux présidents de groupes de demander la vérification du quorum (p. 7876).

492. — M. Paul Mercieca : regrette que le rapporteur du texte ne soit pas en séance [19 décembre 1986] (p. 7876).

493. — M. Pierre Joxe : demande la présence du président de l'Assemblée nationale [19 décembre 1986] (p. 7876) ; Gouvernement tentant de faire passer par voie d'amendement des réformes législatives importantes ; amendement relatif à l'aménagement du temps de travail provoquant l'unanimité des forces syndicales contre lui (p. 7877).

494. — M. Paul Mercieca : rappelle que la Confédération générale du travail n'a pas signé l'accord du 29 octobre 1986 sur les conditions d'adaptation de l'emploi et les garanties sociales des salariés dans les entreprises de travaux publics [19 décembre 1986] (p. 7878).

495. — M. François Loncle : demande une suspension de séance [19 décembre 1986] (p. 7878) ; M. Philippe Mestre, vice-président : repousse la demande de suspension de séance, celle-ci étant motivée par un texte n'étant pas encore en discussion (p. 7878).

496. — M. Pierre Joxe : attitude du ministre ; caractère anti-constitutionnel du refus du président de séance de vérifier le quorum [19 décembre 1986] (p. 7889) ; demande que les députés réactionnaires se dérangent au moment où ils s'apprêtent à porter atteinte au droit social ; demande la présence du président de l'Assemblée nationale (p. 7890).

497. — M. Guy Ducoloné : rappelle que les rappels au règlement et les demandes touchant au déroulement de la séance ont toujours priorité sur la question principale ; réglementation des suspensions de séance [19 décembre 1986] (p. 7890) ; impossibilité de déposer un amendement de huit pages sur le texte d'une commission mixte paritaire (p. 7891) ; M. Philippe Mestre, vice-président (p. 7891).

498. — M. Guy Ducoloné : flexibilité de l'ordre du jour ; modification des articles du code du travail par l'amendement du Gouvernement engageant le sort de millions de travailleurs [19 décembre 1986] (p. 7891) ; nécessité de poursuivre la discussion entre les syndicats et le patronat (p. 7892).

499. — M. Lionel Jospin : amendement du Gouvernement représentant une intrusion brutale dans une procédure parlementaire déjà entamée ; inscription à l'ordre du jour du Conseil des ministres du projet de loi sur la flexibilité [19 décembre 1986] (p. 7892).

500. — M. Pierre Joxe : groupe faisant partie constitutive du fonctionnement des assemblées parlementaires ; atteintes portées au droit des groupes parlementaires, au droit de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, au droit de la commission des affaires culturelles du Sénat, au droit de la commission mixte paritaire [19 décembre 1986] (p. 7892) ; attitude du ministre chargé des relations avec le Parlement (p. 7893).

501. — M. Gabriel Kaspereit : surprise des groupes de la majorité du refus du Président de la République de signer l'ordonnance relative à l'aménagement du temps de travail ; groupes de la majorité ayant fait connaître au Gouvernement qu'ils étaient disposés à adopter tout amendement que celui-ci déposerait pour remédier à la situation créée par le Président de la République [19 décembre 1986] (p. 7893).

502. — M. Guy Ducoloné : conférence des présidents devant décider de la durée de la discussion générale et de la discussion des articles ; s'interroge sur le temps dont disposeront les députés pour l'examen de l'amendement sur le texte de la commission mixte paritaire [19 décembre 1986] (p. 7893) ; M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement : Gouvernement étant prêt à débattre sur le fond (p. 7893) ; nécessité que le Parlement de la République fasse la loi (p. 7894).

503. — M. Pierre Joxe : demande au ministre chargé des relations avec le Parlement de prendre conscience de sa responsabilité et de retirer le texte en discussion [19 décembre 1986] (p. 7894).

504. — M. Guy Malandain : demande au Rapporteur son avis sur l'amendement du Gouvernement reprenant l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail [19 décembre 1986] (p. 7905) ; M. Jacques Barrot, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales : Rapporteur ayant rapporté les travaux de la commission mixte paritaire (p. 7905).

505. — M. Michel Berson : commission des affaires culturelles n'ayant pas été réunie pour examiner l'amendement déposé par le Gouvernement [19 décembre 1986] (p. 7905).

506. — M. Pascal Arrighi : amendement n° 1 du Gouvernement étant recevable du point de vue de la technique juridique et du droit parlementaire ; regrette que le président de la commission des affaires culturelles n'ait pas fait une analyse de cet amendement [19 décembre 1986] (p. 7921) ; demande le report de la discussion du texte (p. 7922).

507. — M. Philippe Bassinet : rôle du président de séance ; refus de suspension de séance demandée par des présidents de groupes ou des personnes habilitées à cet effet ; interruption de la présentation d'une exception d'irrecevabilité [19 décembre 1986] (p. 7922).

508. — M. Jean Le Garrec : interruption de la présentation d'une exception d'irrecevabilité [19 décembre 1986] (p. 7922) ; durée du débat sur les lois Auroux ; demande au Gouvernement de retirer son amendement (p. 7923).

509. — M. Michel Coffineau : interruption de la présentation d'une exception d'irrecevabilité [19 décembre 1986] (p. 7923).

510. — M. Pierre Joxe : demande que les députés de la majorité restés obstinément silencieux manifestent leur attachement aux positions qu'ils défendent ; demande la vérification du quorum [19 décembre 1986] (p. 7933).

511. — M. Pierre Joxe : demande au président de séance d'organiser un débat sur la recevabilité de l'amendement n° 1 du Gouvernement [19 décembre 1986] (p. 7947).

512. — M. Pierre Joxe : nécessité d'une organisation d'un débat sur la recevabilité de l'amendement n° 1 du Gouvernement [19 décembre 1986] (p. 7947) ; M. Philippe Mestre, vice-président : règles de recevabilité des amendements (p. 7947).

513. — M. Michel Coffineau : Assemblée ayant conclu à la recevabilité de l'amendement n° 1 du Gouvernement ; demande au président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de réunir la commission [19 décembre 1986] (p. 7948) ; M. Jacques Barrot, président de la commission : rappelle qu'il a consulté le bureau de la commission (p. 7948) ; obligation de réunir la commission n'existant que lorsque des amendements d'origine parlementaire ont reçu l'accord du Gouvernement (p. 7949).

514. — M. Pierre Joxe : ses observations sur la réunion du bureau de la commission ; procédure retenue par le Gouvernement étant contraire à l'esprit et au texte de l'article 113 du règlement de l'Assemblée nationale [19 décembre 1986] (p. 7949) ; amendement du Gouvernement consistant en un véritable projet de loi ; opposition au sous-amendement du groupe socialiste de l'article 113 alinéa 2 du règlement de l'Assemblée nationale ; possibilité de déroger à la limite maximale des 44 heures pour la modulation n'étant pas prévue par l'accord signé dans la métallurgie le 17 juillet 1986 (p. 7950) ; demande que la commission mixte paritaire soit réunie à nouveau pour être saisie de l'amendement du Gouvernement (p. 7951) ; M. Philippe Séguin : injures et provocations de M. Pierre Joxe à son égard (p. 7951).

515. — M. Guy Ducoloné : demande un vote par division sur l'amendement n° 1 du Gouvernement ; attitude de la présidence [19 décembre 1986] (p. 7951).

516. — M. Alain Richard : rappelle que, pour la première fois depuis 1958, un Gouvernement introduit sous la forme d'un amendement déposé sur un texte de commission mixte paritaire, des dispositions constituant un véritable projet de loi [19 décembre 1986] (p. 7952).

517. — M. Pierre Joxe : demande au président de prendre les dispositions nécessaires pour que les seuls députés présents puissent participer au vote ; demande de mettre en application les décisions relatives au vote personnel [19 décembre 1986] (p. 7959) ; M. Philippe Mestre, vice-président : rappelle que les conditions d'exercice du vote personnel ont été arrêtées par accord entre les présidents des groupes approuvées par le bureau de l'Assemblée et par la conférence des présidents (p. 7959).

518. — Mme Muguette Jacquaint : déroulement des travaux de l'Assemblée nationale lors de l'examen du projet portant diverses mesures d'ordre social ; absence de réunion de la commission des affaires culturelles [20 décembre 1986] (p. 7969).

519. — M. Claude Bartolone : déroulement des travaux de l'Assemblée sur l'examen du projet portant diverses mesures d'ordre social ; absence de réunion de la commission des affaires culturelles ; forfaiture [20 décembre 1986] (p. 7969).

RAPPORT BELIN-GISSEROT

Voir *Fonction publique.*

RAPPORT de M. Jean-Claude Martinez sur les crédits de l'éducation nationale

Voir *Enseignement.*

RAPPORTS D'INFORMATION

Voir *Commerce et artisanat* **4.**
Communautés européennes **1.**
Défense **4.**

RECEL

Voir *Ordre public* **4.**

RECHERCHE

1. — Proposition de loi n° 238 relative à la **recherche scientifique publique.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Jean Foyer. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 308 tendant à valider les décisions prises par le **comité national de la recherche scientifique.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Jean-Pierre Sueur et M. Dominique Strauss-Kahn. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Lois de finances* **2.**

Crédits budgétaires pour la -

Voir *Loi de finances rectificative* **1.**
Questions au Gouvernement **65, 146.**

Incitation fiscale

Voir *Travail* **13,** après l'article 24, amendement n° 2 du Gouvernement.

Personnels de la -

Voir *Questions orales sans débat* **91.**

Politique européenne de la -

Voir *Traités et conventions* **6.**

Recherche scientifique et technique universitaire

Voir *Enseignement supérieur et post-baccalauréat* **5.**

RECIDIVE

Voir *Droit pénal* **5.**

REDEVANCE

— pour la construction de bureaux ou de locaux en région parisienne

Voir *Loi de finances rectificative* **2,** après l'article 27.

— Télévision.

Voir *Radiodiffusion et télévision.*

REFERENDUMS

Voir *Nouvelle-Calédonie* **1.**

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (R.A.T.P.).
Voir *Lois de finances 2*, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.
Questions au Gouvernement **39, 126.**

REGIONS
Voir *Départements d'outre-mer* **4.**
Nouvelle-Calédonie **1.**
Questions au Gouvernement **229.**

Activités touristiques dans les -
Voir *Tourisme et loisirs* **3.**

Charges de gestion
Voir *Questions au Gouvernement* **246.**

REMONTEES MECANIQUES
Voir *Tourisme et loisirs* **1.**

RENAULT
Voir *Loi de finances rectificative* **1.**

Licenciement de délégués syndicaux
Voir *Questions au Gouvernement* **170.**

Licenciements à la Régie -
Voir *Questions au Gouvernement* **194.**

Privatisation de -
Voir *Motions de censure* **5.**

REPENTIS
Voir *Terrorisme.*

REPRESENTATION PROPORTIONNELLE
Voir *Transports* **4.**

RESISTANCE
Voir *Faits personnels* **12.**
Rappels au règlement **297, 298.**

« RESPIRATION DU SECTEUR PUBLIC »
Voir *Secteur public*

RESPONSABILITE CIVILE
Voir *Elus locaux* **1.**
Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens **1.**

RESTAURANTS DU COEUR
Voir *Questions au Gouvernement* **210.**

RETRAITE

Age de la -
Voir *Assurance-vieillesse : généralités* **4.**
Assurance-vieillesse : régimes autonomes et spéciaux **1.**
Défense **2.**
Enseignement supérieur et post-baccalauréat **3, 4.**

— à soixante ans
Voir *Questions au Gouvernement* **54.**

— minière
Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* **2, 3.**

Revalorisation des prestations de -
Voir *Questions au Gouvernement* **92, 100.**

RETRAITÉS

Fiscalité
Voir *Questions au Gouvernement* **264.**

REUNION (île de la)
Voir *Départements d'outre-mer* **3, 4.**
Elections et référendums **16, 22.**
Lois de finances **2**, deuxième partie, D.O.M.-T.O.M.
Politique économique et sociale **4.**

Ecole des métiers d'électricité au Pont
Voir *Questions orales sans débat* **45.**

Effectifs de police à la -
Voir *Questions orales sans débat* **73.**

Postes et télécommunication à -
Voir *Questions orales sans débat* **112.**

REVENUS

— maternels
Voir *Famille* **8.**

Publicité des -
Voir *Elections et référendums* **2.**

REYKJAVICK

Sommet de -
Voir *Questions au Gouvernement* **162, 178.**

RHIN
Voir *Environnement* **3.**
Mines et carrières **1.**

Pollution du -
Voir *Questions au Gouvernement* **211, 228, 233, 258.**

RHUM
Voir *Départements d'outre-mer* **5.**

ROCADE

— de Calais
Voir *Questions orales sans débat* **70.**

ROYAUME-UNI
Voir *Traités et conventions* **15.**

RYTHMES SCOLAIRES
Voir *Questions au Gouvernement* **200, 203.**

S

SACILOR

Actions de -
Voir *Questions orales sans débat* **101.**

S.A.F.E.R.
Voir *Agriculture* **5.**

SAINT-GOBAIN

Actions de -
Voir *Questions au Gouvernement* **250.**

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

1. — Projet de loi organique n° 255 relatif au **régime électoral** de la collectivité territoriale de **Saint-Pierre-et-Miquelon.**

Sénat (première lecture), n° **406** (1985-1986). — Dépôt le 12 juin 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Tizon. — Rapport n° **432** (1985-1986) (3 juillet 1986). — Discussion

le 9 juillet 1986. — Adoption le 9 juillet 1986. — Projet de loi n° **131** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **255**. — Dépôt le 10 juillet 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Dominique Bussereau (10 juillet 1986). — Rapport n° **261** (17 juillet 1986). — Discussion le 13 juillet 1986. — Adoption le 31 juillet 1986. — Projet de loi n° **27**.

Saisine du Conseil constitutionnel (art. 46 et 61, alinéa 1 de la Constitution). — Décision le 12 août 1986 (*J.O.* du 13 août 1986) (p. 9954).

Loi n° 86-957 du 13 août 1986, publiée au *J.O.* du 14 août 1986 (p. 9974).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 255 et 256 (voir Saint-Pierre-et-Miquelon **2**) [31 juillet 1986] (p. 3971).

Collectivités d'outre-mer (statut des -) : *Blot (Yvan)* (p. 3973) ; *Pons (Bernard)* (p. 3976).

France d'outre-mer (politique envers la -) : *Pons (Bernard)* (p. 3976) ; *Blot (Yvan)* (p. 3972, 3973).

Mayotte (statut de -) : *Bussereau (Dominique)* (p. 3971, 3974) ; *Pen (Albert)* (p. 3975) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 3975) ; *Pons (Bernard)* (p. 3976).

Nouvelle-Calédonie : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 3975) ; *Pons (Bernard)* (p. 3976).

Pêche (problèmes de la -) : *Pen (Albert)* (p. 3974) ; *Pons (Bernard)* (p. 3976).

Régime électoral de Saint-Pierre-et-Miquelon (codification et clarification du -) : *Bussereau (Dominique)* (p. 3971) ; *Pons (Bernard)* (p. 3972) ; *Blot (Yvan)* (p. 3972) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 3974) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 3975).

Saint-Pierre-et-Miquelon (statut de -) : *Pons (Bernard)* (p. 3972, 3976) ; *Blot (Yvan)* (p. 3973) ; *Porteu de la Morandière (François)* (p. 3975).

Discussion des articles [31 juillet 1986] (p. 3976).

Article 1er A *(adaptations terminologiques) :* adopté.

Article 1er *(dispositions applicables à l'élection du député)* (p. 3976) ; adopté.

Article 2 *(nombre de sénateurs élus dans les départements) :* adopté.

Article 3 *(dispositions applicables à l'élection du sénateur) :* adopté.

Article 4 *(expiration du mandat du sénateur élu dans l'ancien département de Saint-Pierre-et-Miquelon) :* adopté.

Article 5 *(modifications de la loi organique n° 4-689 du 10 juillet 1976) :* adopté.

Article 6 *(modifications de la loi organique n° 76-1217 du 28 décembre 1976) :* adopté (p. 3977).

Adoption de l'ensemble du projet de loi organique (p. 3977).

2. — Projet de loi n° 256 relatif au **régime électoral** de la collectivité territoriale de **Saint-Pierre-et-Miquelon.**

Sénat (première lecture), n° **407** (1985-1986). — Dépôt le 12 juin 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Bernard Pons, ministre des départements et territoires d'outre-mer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Tizon. — Rapport n° **433** (1985-1986) (3 juillet 1986). — Discussion le 9 juillet 1986. — Adoption le 9 juillet 1986. — Projet de loi n° **132** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **256**. — Dépôt le 10 juillet 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Dominique Bussereau (10 juillet 1986). — Rapport n° **262 (17 juillet 1986)**. — Discussion le 31 juillet 1986. — Adoption le 31 juillet 1986. — Projet de loi n° **28**.

Loi n° 86-958 du 13 août 1986, publiée au *J.O.* du 14 août 1986 (p. 9975). — Rectificatif [*J.O.* du 1er octobre 1986] (p. 11767).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 255 et 256.

Voir *« Saint-Pierre-et-Miquelon »* **1**.

Discussion des articles [31 juillet 1986] (p. 3977).

Article 1er *(précisant que l'article L. 328 du code électoral devient l'article L. 328-4) :* adopté.

Article 2 *(insertion d'un chapitre Ier : « dispositions communes » dans le livre III du code électoral) :* adopté.

Article 2 bis *(précisant que les dispositions du titre Ier du livre Ier du code électoral sont applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon) :* adopté.

Article 3 *(dispositions applicables à l'élection du député de Saint-Pierre et-Miquelon) :* adopté.

Article 4 *(précisant que le député de Saint-Pierre-et-Miquelon est élu dans les conditions fixées pour l'élection des députés au scrutin uninominal) :* adopté.

Article 5 *(dispositions applicables à l'élection des conseillers généraux de Saint-Pierre-et-Miquelon) :* adopté.

Article 6 *(dispositions relatives à l'élection des conseillers municipaux à Saint-Pierre-et-Miquelon) :* adopté.

Article 7 *(dispositions applicables à l'élection du sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon) :* adopté.

Article 8 *(dispositions applicables à l'élection du sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon) :* adopté.

Article 9 *(modification du tableau n° 5 annexé au code électoral) :* adopté.

Article 10 *(modification du tableau n° 6 annexé au code électoral) :* adopté.

Article 11 *(modification de la loi n° 85-691 du 10 juillet 1985)* (p. 3977) ; adopté.

Article 12 *(abrogation des dispositions de la loi du 28 décembre 1976 applicables au département de Saint-Pierre-et-Miquelon) :* adopté (p. 3978).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3978).

Pêche à -

Voir *Saint-Pierre-et-Miquelon* **1**.

SALAIRE PARENTAL

Voir *Famille* **9**.

SALAIRES

S.M.I.C.

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.
Questions au Gouvernement **182**.

Remise en cause du -

Voir *Travail* **14**.

SALVADOR

Aide au -

Voir *Questions au Gouvernement* **282**.

SANDOZ (Usine chimique)

Voir *Questions au Gouvernement* **211, 228**.

SANG ET ORGANES HUMAINS

Voir *Vie, médecine et biologie* **1**.

SANTE PUBLIQUE

1. — Proposition de loi d'orientation n° 122 relative au **développement du climatisme et de la climatothérapie.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Claude Birraux et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 283 tendant à créer la **carte médicale d'urgence.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Lucien Richard. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 351 tendant à modifier l'article 1er de la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 relative à l'**aide médicale urgente** et aux **transports sanitaires.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par M. Pierre-Rémy Houssin. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Proposition de loi n° 359 tendant à modifier l'article L. 761-11 du **code de la santé publique** fixant la liste des personnes et des laboratoires non soumis aux dispositions de la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Michel Hannoun. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. — Proposition de loi n° 415 relative au **libre choix du médecin dans les régimes spéciaux de sécurité sociale.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 octobre 1986 par M. Bernard Savy. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Famille* **6.**

SATELLITES

Voir *Défense* **8.**

T.D.F.

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Communication : Questions.

SAVIMBI (Jonas)

Voir *Questions au Gouvernement* **189.**

SCHUMAN (Robert)

Voir *Hommage à la mémoire de -.*

S.C.R.E.G. (société)

Voir *Questions orales sans débat* **75.**

SCRUTIN (mode de -)

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1.**
Elections et référendums **3, 18.**

Représentation proportionnelle

Voir *Elections et référendums* **1.**

Scrutin majoritaire

Voir *Elections et référendums* **1.**
Motions de censure **2.**
Questions au Gouvernement **55.**

SECOURS

Voir *Ordre public* **12.**

« SECRET DEFENSE »

Voir *Questions au Gouvernement* **295.**

SECRETAIRE ADJOINT DES AFFAIRES ETRANGERES (Carrière des -)

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Affaires étrangères.

SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Services du Premier ministre.

SECTEUR PUBLIC

« Respiration » du -

Voir *Politique économique et sociale* **1.**

SECURITE

Voir *Ordre public* **14.**

- ferroviaire

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, Logement, Aménagement du territoire, Transports, Budget annexe de la navigation aérienne.

- nucléaire

Voir *Energie* **3.**

- routière

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, Logement, Aménagement du territoire, Transports, Budget annexe de la navigation aérienne.

SECURITE CIVILE

Voir *Transports* **4.**

SECURITE MARITIME

Voir *Lois de finances* **2,** première partie, après l'article 13.

SECURITE SOCIALE

1. — Proposition de loi n° 56 tendant à maintenir aux ayants droit des affiliés au **régime minier** le bénéfice du régime spécial.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jean Jarosz et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 58 tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 11 de la loi de finances rectificative n° 73-1128 du 21 décembre 1973 à l'ensemble des **travailleurs des mines,** minières et carrières ayant fait l'objet d'une mesure de conversion.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par Mme Colette Gœuriot et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi d'orientation sociale n° 176.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 5 juin 1986 par M. Jean Briane. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Proposition de loi n° 267 tendant à ce qu'en matière de **protection sociale** chacun bénéficie de plein droit des **dispositions plus favorables contenues dans les lois promulguées et publiées postérieurement à la date d'entrée en jouissance des prestations.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Guy Ducoloné et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. — Proposition de loi n° 357 tendant à modifier la loi n° 82-1061 du 17 décembre 1982 en vue d'assurer la représentation des retraités dans les **conseils d'administration des organismes de sécurité sociale.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par M. Etienne Pinte et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. — Proposition de loi n° 455 visant à supprimer toute possibilité de remboursement des **frais afférents à une cessation volontaire de grossesse à caractère non thérapeutique.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Michel de Rostolan et Hector Rolland. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. — Proposition de loi n° 585 visant à étendre la protection sociale accordée aux épouses des ostréiculteurs et

des mytiliculteurs inscrits maritimes relevant de la **caisse de retraite des marins.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Jean de Lipkowski. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Voir *Assurance vieillesse : généralités* **3.**
Famille **9.**
Lois de finances **2.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Affaires sociales et emploi.

Equilibre financier de la -

Voir *Questions au Gouvernement* **57.**
Questions orales sans débat **102.**

- des étrangers

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

Franchise postale

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

Prestations

Voir *Questions au Gouvernement* **171, 212, 226.**

Régime minier

Voir *Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux* **4.**
Sécurité sociale **1, 2.**

Régimes spéciaux

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

S.E.I.T.A. (Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes)

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, après l'article 63.

SENAT

Voir *Elections et référendums* **22.**

SERETE (société)

Voir *Questions orales sans débat* **81.**

SERVICE CENTRAL DE PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS

Voir *Traités et conventions* **20.**

SERVICE NATIONAL

1. — Proposition de loi n° 124 tendant à compléter l'article L. 10 du code du service national afin de permettre aux étudiants en médecine, art vétérinaire, pharmacie et art dentaire de bénéficier d'un **report supplémentaire d'incorporation** d'un an pour obtenir leur diplôme terminal.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par MM. Gilbert Barbier et Henri Bouvet. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

2. — Proposition de loi n° 290 tendant à instituer une nouvelle catégorie de **dispense d'obligation du service national actif,** dispense fondée sur la défense de l'emploi.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 17 juillet 1986 par M. Joseph Henri Maujouän du Gasset. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

3. — Proposition de loi n° 354 tendant à modifier le 4e alinéa de l'article L. 32 du code du service national relatif aux **dispenses des obligations du service national des jeunes chefs d'entreprise.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 août 1986 par M. Francis Hardy. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

4. — Proposition de loi n° 422 tendant à modifier l'article L 5 *bis* du code du service national relatif aux **reports d'incorporation.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 octobre 1986 par M. Pierre-Rémy Houssin. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

5. — Proposition de loi n° 578 tendant à modifier les articles L 5 et L. 5 *bis* du **code du service national** pour permettre aux jeunes gens de reporter la date de leur incorporation jusqu'à l'âge de vingt-trois ans et de bénéficier d'un report supplémentaire pour achever un cycle d'enseignement ou de formation professionnelle.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Gilbert Barbier et Henri Bouvet. — Renvoi à la commission de la défense nationale et des forces armées.

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Défense.
Travail **3.**

— dans la police.

Voir *Lois de finances rectificatives* **1.**

Objecteurs de conscience.

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Affaires sociales et emploi.

SERVICE PUBLIC

Continuité du -

Voir *Questions orales sans débat* **109.**

SERVICES VETERINAIRES

— de Nice-Cimiez.

Voir *Questions orales sans débat* **136.**

SEUILS SOCIAUX ET FISCAUX

Voir *Emploi et activité* **1.**
Politique économique et sociale **1.**

— relatifs à la participation.

Voir *Lois de finances rectificatives* **1,** article 2.

SEXISME

Voir *Enseignement* **2.**
Femmes **2.**

S.I.D.A. (Syndrome immuno-déficitaire acquis)

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Affaires sociales et emploi et questions.
Poltique économique et sociale **5.**
Questions au Gouvernement **259, 273.**

SIDERURGIE

Voir *Questions au Gouvernement* **281.**
Questions orales sans débat **10.**

Laminoir d'Unimétal-Trith-Saint-Léger.

Voir *Questions orales sans débat* **21.**

Lorraine.

Voir *Questions orales sans débat* **40, 58, 182.**

Nord.

Voir *Questions orales sans débat* **21.**

Vallourec.

Voir *Questions orales sans débat* **23.**

SOCIETE NATIONALE DE SAUVETAGE EN MER

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Mer.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS (S.N.C.F.)

Voir *Questions orales sans débat* **29.**

Contribution aux tarifs sociaux de la -

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

Emploi à la -

Voir *Questions au Gouvernement* **21.**

Tarifs privilégiés pour les manifestants.

Voir *Questions orales sans débat* **149.**

SOCIETE NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE (S.N.E.P.)
Voir *Presse, édition et imprimerie* **1**.

SOCIETE NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS
Voir *Questions orales sans débat* **31**.

SOCIETES A CAPITAL VARIABLE

Fiscalité des - et des fonds communs de placement.
Voir *Lois de finances rectificatives* **1**.
Voir *Organismes de placements collectifs.*

SOCIETES ANONYMES

Représentation des comités d'entreprise dans les conseils d'administration.
Voir *Politique économique et sociale* **5**.

SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES

1. — Proposition de loi n° 13 sur les **sociétés de partenaires.**
Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Vincent Ansquer. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

2. — Proposition de loi n° 514 tendant à étendre au territoire de la **Polynésie française** le champ d'application de la loi n° 77-748 du 8 juillet 1977 relative **aux sociétés anonymes à participation ouvrière.**
Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 4 décembre 1986 par M. Edouard Fritch. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

SOCIETES COMMERCIALES
Voir *Intermédiaires financiers* **1**.

SOCIETES DE GARDIENNAGE
Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Intérieur.

SOCIETES DE PARTENAIRES
Voir *Sociétés civiles et commerciales* **1**.

SOCIETES D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE
Voir *Organismes et placements collectifs.*

SOCIETES MOBILIERES D'INVESTISSEMENT (S.O.M.I.)
Voir *Marchés financiers* **12**.

SOFEGICO
Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, article 63.

SOLODEV (Société)
Voir *Questions orales sans débat* **162**.

SOMMET DE TOKYO
Voir *Questions au Gouvernement* **35, 67**.

SONDAGES ET ENQUETES
Voir *Politique économique et sociale* **6**

S.O.S. RACISME
Voir *Questions au Gouvernement* **83**.

SOUS-MARINS NUCLEAIRES LANCEURS D'ENGINS (S.N.L.E.)
Voir *Défense* **8**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Défense.

SOUS-TRAITANCE
Voir *Entreprises* **1**.

SPORTS
Voir *Associations et mouvements* **3**.
Traités et conventions **18**.

STATIONS RADIO-ELECTRIQUES
Voir *Postes et télécommunications* **1**.

STATISTIQUES (secret des -)
Voir *Politique économique et sociale* **6**.

SCHTROUMPFS (projet du nouveau monde des -)
Voir *Questions orales sans débat* **44**.

SPORTS

1. — Proposition de loi n° 16 tendant à alléger les **charges sociales des clubs sportifs** sur les indemnités de dédommagement versées aux dirigeants bénévoles.
Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Georges Hage et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

SUBVENTIONS
Voir *Animaux* **1**.

SUCCESSIONS ET LIBERALITES

1. — Proposition de loi n° 313 tendant à l'introduction du **pacte de famille** dans notre droit successoral.
Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Joseph-Henri Maujouän du Gasset. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

SUICIDE
Voir *Ordre public* **2**.

SURSIS
Voir *Droit pénal* **5**.

SYNDICATS PROFESSIONNELS
Voir *Travail* **12**.

Syndicat du livre.
Voir *Presse, Edition et Imprimerie* **2**.

Syndicats agricoles.
Voir *Questions au Gouvernement* **101, 225**.

SYRIE

Relations avec la -
Voir *Questions au Gouvernement* **196, 206**.

T

TABACS ET ALLUMETTES

Tabagisme
Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Affaires sociales et Emploi.

Vente restreinte
Voir *Lois de finances* **2**.

TAUX D'INTERET
Voir *Questions au Gouvernement* **16, 60, 292**.

TAXE DE CONTROLE DE CONDITIONNEMENT

— dans les D.O.M.
Voir *Lois de finances rectificatives* **2**, article 21.

TAXE DE CORESPONSABILITE LAITIERE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.

TAXE DEPARTEMENTALE D'ESPACES VERTS

Voir *Impôts et taxes* **5**.

TAXE D'HABITATION

Voir *Impôts locaux* **3**

TAXE FONCIERE

Voir *Impôts locaux* **1**.
Lois de finances rectificatives **2**, article 12.

TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1**.
Questions au Gouvernement **17, 133**.

TAXE PROFESSIONNELLE

Voir *Impôts locaux* **2**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Intérieur.
Lois de finances rectificatives **2**, article 11.

(allégement de la -)

Voir *Lois de finances* **2**, article 3.

TAXE SPECIALE D'EQUIPEMENT EN SAVOIE

Voir *Lois de finances rectificatives* 2, article 20.

TAXE SUR CERTAINS VEHICULES ETRANGERS

Voir *Lois de finances rectificatives* **2**, article 20.

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

1. — **Proposition de loi n° 141** relative à la situation des **auto-écoles** au regard du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 mai 1986 par M. Henri de Gastines et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

2. — **Proposition de loi n° 320** tendant à supprimer la règle du « décalage d'un mois » en matière de **T.V.A.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Alain Mayoud. — Renvoi à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

Etablissements hospitaliers privés

Voir *Questions orales sans débat* **48**.

Prélèvement sur les cassettes vierges

Voir *Questions orales sans débat* **145**.

Résidence de tourisme classée

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, après l'article 63.

TAXE SUR L'ELECTRICITE

Voir *Lois de finances rectificatives* **2**, article 19.

TAXES PARAFISCALES

Voir *Agriculture* **5**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Economie, Finances et Privatisation, I .

TAXIS

Voir *Commerce et artisanat* **2**.

TCHAD

Voir *Questions orales sans débat* **134**.

TCHERNOBYL (accident de -)

Voir *Questions au Gouvernement* **53, 62, 66, 67, 70**.

TELECOMMUNICATIONS

Marché européen des -

Voir *Traités et conventions* **6**.

Télématique

Voir *Presse, Edition et Imprimerie*, **2**.
Questions au Gouvernement **138**.

TELEPHONE

Voir *Commerce et artisanat* **2**.

TERMITES

Voir *Bâtiments et travaux publics* **2**.

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, D.O.M.-T.O.M.
Sociétés civiles et commerciales **2**.

Problèmes européens

Voir *Traités et conventions* **6**.

TERRORISME

Voir *Droit pénal* **8**.
Lois de finances **2**, deuxième partie, Justice.
Procédure pénale.
Questions au Gouvernement **5, 6, 11, 12**.

Chambre de la Cour d'appel spécialisée dans le -

Voir *Déclarations du Gouvernement* **1**.
Ordre public **6**.

Coopération internationale

Voir *Ordre public* **6**.

Définition du -

Voir *Ordre public* **6**.

Indemnisation des victimes du -

Voir *Lois de finances rectificatives* **2**, après l'article 27.
Questions au Gouvernement **77**.

Législation sur les repentis

Voir *Ordre public* **6**.

Lutte contre le -

Voir *Ordre public* **6**.
Procédure pénale **4**.
Questions au Gouvernement **15, 35, 240, 287**.

Publicité faite au -

Voir *Ordre public* **6**.

TESTAMENTS

Voir *Successions et libéralités* **1**.

TEXTILE

Accord multifibres

Voir *Questions au Gouvernement* **112**.

THERMALISME

Voir *Santé publique* **1**.

THOMSON S.A.

Voir *Politique économique et sociale* **1**.

TITRE DE SEJOUR

Voir *Etrangers* **6**.

TOURISME ET LOISIRS

1. — **Proposition de loi n° 449** tendant à modifier les dispositions prévues par la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au **développement et à la protection de la montagne** en matière de conventions d'exécution du **service des remontées mécaniques**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Pierre Mazeaud. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Maurice Jeandon (11 décembre 1986).

2. — Proposition de loi n° 464 relative au **développement de l'économie touristique** à partir des communes touristiques et des stations classées.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 13 novembre 1986 par M. Léonce Deprez. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Léonce Deprez (11 décembre 1986).

3. — Proposition de loi n° 555 relative à l'**organisation régionale du tourisme.**

Sénat (première lecture), n° **498** (1985-1986). — Dépôt le 12 août 1986 par M. Pierre Vallon et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Pierre Lacour. — Rapport n° **105** (1986-1987) (10 décembre 1986). — Discussion le 12 décembre 1986. — Adoption le 12 décembre 1986. — Proposition de loi n° **31** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **555.** — Dépôt le 12 décembre 1986. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Pierre Claisse (16 décembre 1986). — Rapport n° **558** (16 décembre 1986). — Discussion le 18 décembre 1986. — Adoption le 18 décembre 1986. — Proposition de loi n° **85.** — **Loi n° 87-10 du 3 janvier 1987** publiée au *J.O.* du 13 janvier 1987 (p. 454).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [18 décembre 1986] (p. 7820).

Budget des régions et des départements en matière touristique : *Claisse (Pierre)* (p. 7821).

Comités régionaux du tourisme (bilan des - actuels et nécessité de réformer les -) : *Claisse (Pierre)* (p. 7821) ; *Jarosz (Jean)* (p. 7822) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 7823).

Communes touristiques et stations classées (représentation des - au sein des C.R.T. et soutien aux -) : *Deprez (Léonce)* (p. 7825, 7826) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 7826, 7827).

Contrôle de la gestion des C.R.T. par le conseil régional (nécessaire -) : *Jarosz (Jean)* (p. 7822) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 7826).

Départements d'outre-mer (tourisme dans les - et problème de la mise en œuvre de la proposition de loi dans les -) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 7822, 7823) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 7823, 7824) ; *Moutoussamy (Ernest)* (p. 7824) ; *Louis-Joseph-Dogué (Maurice)* (p. 7824, 7825) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 7826).

Investissements touristiques dans les départements d'outre-mer (mesures prises en faveur des -) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 7823).

Nord (situation du tourisme dans le -) : *Jarosz (Jean)* (p. 7822) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 7827).

Prévisions météorologiques des D.O.M. (diffusion des - aux journaux télévisés) : *Virapoullé (Jean-Paul)* (p. 7823) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 7827).

Réforme depuis 1982 (tentative de - des C.R.T.) : *Claisse (Pierre)* (p. 7821) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 7821) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 7823).

Tourisme (importance et promotion du -) : *Claisse (Pierre)* (p. 7820) ; *Descamps (Jean-Jacques)* (p. 7822) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 7824).

Tourisme associatif, social et familial (nécessaire développement du -) : *Jarosz (Jean)* (p. 7822).

Discussion des articles [18 décembre 1986] (p. 7827).

Article 1er *(création dans chaque région d'un comité régional du tourisme) :* adopté.

Article 2 *(possibilité pour les comités régionaux du tourisme de s'associer pour entreprendre des actions touristiques d'intérêt interrégional, national ou international) :* adopté.

Article 3 *(élaboration à la demande du conseil régional par le comité régional du tourisme du schéma régional de développement du tourisme et des loisirs) :* adopté.

Article 4 *(composition du comité régional du tourisme) :* amendement n° 1 de M. Vincent Porelli (même objet) ; opportunité de laisser la plus grande liberté possible aux conseils régionaux pour fixer et adapter les règles de composition du comité régional du tourisme : rejeté ;

— article 4 : adopté.

Article 5 *(ressources du comité régional du tourisme)* (p. 7827) ; amendement n° 2 de M. Vincent Porelli (prévoyant qu'un rapport financier est soumis annuellement au conseil régional siégeant en séance plénière) ; responsabilités du président du conseil régional ; contrôle des comités régionaux du tourisme par les Chambres régionales des comptes ; rejeté ;

— article 5 : adopté.

Article 6 *(création d'un comité régional du tourisme dans les départements d'outre-mer) :* instauration d'une dualité entre les agences régionales du tourisme et l'office départemental du tourisme ; composition de l'agence ; importance du tourisme dans les territoires et départements d'outre-mer ; amendements identiques n° 3 de M. Paul Vergès soutenu par M. Ernest Moutoussamy et n° 5 de M. Guy Malandain soutenu par M. Maurice Louis-Joseph-Dogué (de suppression) ; diminution des compétences des régions d'outre-mer en matière de politique touristique ; proposition laissant le choix aux départements d'outre-mer de constituer un comité régional du tourisme par voie d'accord entre le conseil régional et le conseil général ou de maintenir les structures existantes ; intérêt en terme de création d'emplois du tourisme dans les départements d'outre-mer (p. 7828) ; proposition visant à associer tous les intervenants de l'action touristique ; coordination des actions au sein du comité régional du tourisme ; rejetés au scrutin public ;

— article 6 : adopté.

Article 7 *(compétences de l'agence régionale du tourisme et des loisirs en Corse) :* amendement n° 4 de M. Paul Vergès (compétences des agences régionales du tourisme dans les régions Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) ; amendement n° 6 de M. Guy Malandain (même objet) : devenus sans objet ;

— article 7 : adopté.

Article 8 *(abrogeant, à compter du jour de l'installation des comités régionaux du tourisme, les actes dits « lois validées n° 85 du 12 janvier 1942 et n° 278 du 5 juin 1943 ») :* adopté.

Article 9 *(fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités de dissolution des comités régionaux du tourisme créés en application des actes dits « lois validées du 12 janvier 1942 et du 5 juin 1943 ») :* adopté (p. 7829).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 7829).

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**

TOXICOMANIE

Voir *Drogue* **1.**
Lois de finances **2,** deuxième partie, Justice.

TRAIN A GRANDE VITESSE (T.G.V.)

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, Logement, Aménagement du territoire et B.A.N.A.

— Atlantique

Voir *Lois de finances rectificatives* **1.**

— Nord

Voir *Questions au Gouvernement* **122.**
Questions orales sans débat **5, 66.**

TRAITES ET CONVENTIONS

1. — Projet de loi n° 101 autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République algérienne** démocratique et populaire visant la prévention, la recherche et la répression des **fraudes douanières** par les administrations douanières des deux pays.

Sénat (première lecture), n° **324** (1985-1986). — Dépôt le 2 avril 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. — Rapport n° **366** (1985-1986) (6 mai 1986). — Discussion le

6 mai 1986. — Adoption le 6 mai 1986. — Projet de loi n° **117** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **101**. — Dépôt le 7 mai 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean-Yves Le Déaut (22 mai 1986). — Rapport n° **196** (12 juin 1986). — Discussion le 30 juin 1986. — Adoption le 30 juin 1986. — Projet de loi n° **12**. — **Loi n° 86-829 du 11 juillet 1986** publiée au *J.O.* du 12 juillet 1986 (p. 8703).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [30 juin 1986] (p. 2655).

Assistance douanière (forme de l'-) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 2655) ; *Bariani (Didier)* (p. 2656).

Assistance douanière (limites de l'-) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 2655) ; *Bariani (Didier)* (p. 2656).

Convention juridique (possibilité d'élaboration d'une -) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 2656).

Echanges franco-algériens : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 2655, 2656).

Enfants issus de mère française et de père algérien (problème des -) : *Neiertz (Véronique)* (p. 2656) ; *Bariani (Didier)* (p. 2656, 2657).

Discussion de l'article unique (p. 2657).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire visant la prévention, la recherche et la répression des fraudes douanières par les administrations douanières des deux pays, signée à Alger le 10 septembre 1985, et dont le texte est annexé à la présente loi)* : adopté (p. 2657).

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 2657).

2. — Projet de loi n° 102 autorisant la ratification du protocole portant **modification de la convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissement** du 25 août 1924, telle qu'amendée par le protocole de modification du 23 février 1968, fait à Bruxelles le 21 décembre 1979.

Sénat (première lecture), n° **322** (1985-1986). — Dépôt le 2 avril 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Alfred Gerin. — Rapport n° **365** (1985-1986) (6 mai 1986). — Discussion le 6 mai 1986. — Adoption le 6 mai 1986. — Projet de loi n° **116** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **102**. — Dépôt le 7 mai 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : Mme Catherine Lalumière (29 mai 1986). — Rapport n° **197** (12 juin 1986). — Demande de vote sans débat le 12 juin 1986. — Vote sans débat le 25 juin 1986. — Adoption le 25 juin 1986. — Projet de loi n° **7**. — **Loi n° 86-798 du 3 juillet 1986** publiée au *J.O.* du 4 juillet 1986 (p. 8303).

3. — Projet de loi n° 103 autorisant l'approbation d'un accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de son Altesse Sérénissime le Prince de **Monaco** relatif aux privilèges et immunités de l'**Agence internationale de l'énergie atomique dans la Principauté**.

Sénat (première lecture), n° **320** (1985-1986). — Dépôt le 2 avril 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Paul Robert. — Rapport n° **340** (1985-1986) (24 avril 1986). — Discussion le 6 mai 1986. — Adoption le 6 mai 1986. — Projet de loi n° **115** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **103**. — Dépôt le 7 mai 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Charles Ehrmann (22 mai 1986). — Rapport n° **198** (12 juin 1986). — Demande de vote sans débat le 12 juin 1986. — Vote sans débat le 25 juin 1986. — Adoption le 25 juin 1986. — Projet de loi n° **8**. — **Loi n° 86-799 du 3 juillet 1886** publiée au *J.O.* du 4 juillet 1986 (p. 8303).

4. — Projet de loi n° 104 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République populaire du Bangladesh** sur l'encouragement et la protection réciproques des **investissements**.

Sénat (première lecture), n° **245** (1985-1986). — Dépôt le 18 décembre 1985 par M. Laurent Fabius, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. — Rapport n° **332** (1985-1986) (9 avril 1986). — Discussion le 6 mai 1986. — Adoption le 6 mai 1986. — Projet de loi n° **114** (1985-1986).

Assemblée nationale (première lecture), n° **104**. — Dépôt le 7 mai 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean-Marie Daillet (22 mai 1986). — Rapport n° **199** (12 juin 1986). — Discussion le 30 juin 1986. — Adoption le 30 juin 1986. — Projet de loi n° **13**. — **Loi n° 86-828 du 11 juillet 1986** publiée au *J.O.* du 12 juillet 1986 (p. 8702).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [30 juin 1986] (p. 2657).

Bangladesh (portrait du -) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2657).

Cadre juridique pour l'activité des entreprises françaises au Bangladesh et bengalaises en France (mise en place d'un -) : *Bariani (Didier)* (p. 2658).

Intervention française dans le domaine humanitaire : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2657).

Investissements en France et investissements français au Bangladesh (insuffisance des -) : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2657).

Relations politiques avec le Bangladesh : *Daillet (Jean-Marie)* (p. 2657).

Discussion de l'article unique (p. 2658).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble trois échanges de lettres), signé à Paris le 10 septembre 1985 et dont le texte est annexé à la présente loi)* : adopté.

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 2658).

5. — Projet de loi n° 203 autorisant l'approbation d'un protocole d'entente relatif à la **protection sociale des étudiants et des participants à la coopération** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Québec**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 juin 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Xavier Deniau (26 juin 1986). — Rapport n° **246** (26 juin 1986). — Discussion le 30 juin 1986. — Adoption le 30 juin 1986. — Projet de loi n° **14**.

Sénat (première lecture), n° **428** (1985-1986). — Dépôt le 2 juillet 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Alloncle. — Rapport n° **446** (1985-1986) (9 juillet 1986). — Discussion le 17 juillet 1986. — Adoption le 17 juillet 1986. — Projet de loi n° **135** (1985-1986).

Loi n° 86-855 du 22 juillet 1988, publiée au *J.O.* du 23 juillet 1986 (p. 9087).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [30 juin 1986] (p. 2658).

Compétences des provinces du Canada pour conclure des ententes portant sur la législation de sécurité sociale relevant de la compétence provinciale : *Deniau (Jean-François)* (p. 2658).

Etudiants français et participants français à la coopération séjournant chaque année au Canada (nombre d'-) ; *Deniau (Jean-François)* (p. 2658).

Etudiants québécois (situation des - séjournant en France) : *Deniau (Jean-François)* (p. 2658).

Participation du Québec au sommet francophone : *Deniau (Jean-François)* (p. 2658).

Protection sociale des étudiants et des participants à la coopération au Canada (définition des règles concernant la -) : *Bariani (Didier)* (p. 2658, 2659).

Discussion de l'article unique (p. 2659).

Article unique *(autorisant, dans le cadre de l'accord entre la France et le Canada sur la sécurité sociale (ensemble un protocole annexe), signé le 9 février 1979, l'approbation du protocole d'entente entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Québec relatif à la protection sociale des étudiants et des participants à la coopération, signé à Paris le 2 juin 1986 et dont le texte est annexé à la présente loi) :* adopté.

Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 2659).

6. — Projet de loi n° 364 autorisant la ratification de l'**acte unique européen**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 2 octobre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean de Lipkowski. — Rapport n° **480** (18 novembre 1986). — Discussion le 20 novembre 1986. — Adoption le 20 novembre 1986. — Projet de loi n° **45**.

Sénat (première lecture), n° **77** (1986-1987). — Dépôt le 21 novembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Guy Cabanel. — Rapport n° **88** (1986-1987) (3 décembre 1986). — Discussion le 10 décembre 1986. — Adoption le 10 décembre 1986. — Projet de loi n° **23** (1986-1987).

Loi n° 88-1275 du 16 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 17 décembre 1986 (p. 15107).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [20 novembre 1986] p. 6603, 6637).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. André Lajoinie : *Montdargent (Robert)* (p. 6615, 6616, 6617) ; *Cointat (Michel)* (p. 6617, 6618) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6618, 6619) ; rejetée au scrutin public (p. 6619).

Motion de renvoi en commission de M. André Lajoinie : *Porelli (Vincent)* (p. 6660, 6661) ; *Cointat (Michel)* (p. 6661, 6662) ; rejetée au scrutin public (p. 6662).

Question préalable opposée par M. André Lajoinie : *Gremetz (Maxim)* (p. 6619, 6621) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p.6621, 6622, 6623, 6624) ; rejetée au scrutin public (p.6624).

Abstention de M. Michel Debré : *Debré (Michel)* (p. 6643).

Arrangement de Luxembourg (maintien de la possibilité d'invoquer l'-) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6607) ; *Chirac (Jacques)* (p. 6612) ; *Montdargent (Robert)* (p. 6616) ; *Cointat (Michel)* (p. 6617, 66621) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6620) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 6629) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 6639) ; *Nallet (Henri)* (p. 6640) ; *Debré (Michel)* (p. 6643) ; *Briant (Yvon)* (p. 6647) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6654).

Chasse (intervention de la commission sur le problème de la -) : *Peyret (Michel)* (p. 6644).

Commission (pouvoirs de la -) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6607, 6608) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6611) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 6629) ; *Nallet (Henri)* (p. 6640) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6659).

Commission d'enquête sur l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal : *Bellon (André)* (p. 6653) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6655).

Conseil européen (institutionalisation du -) : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 6622).

Coopération politique (et création d'un secrétariat politique) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6608) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6611) ; *Montdargent (Robert)* (p. 6615) ; *Cointat (Michel)* (p. 6617) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6618) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6621) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 6623) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6628) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6654) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6659) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6661).

Débat devant l'Assemblée nationale sur les rapports relatifs à l'état d'avancement du marché intérieur (opportunité d'un -) : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 6623) ; *Nallet (Henri)* (p. 6641) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6646).

Directives et règlements (problème juridique de l'utilisation respectives des - quant à l'harmonisation des législations notamment fiscales) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6606, 6607) ; *Montdargent (Robert)* (p. 6616) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6618, 6659, 6660) ; *Foyer (Jean)* (p. 6649).

D.O.M.-T.O.M. (conséquence de l'acte unique sur les -) : *Moutoussamy (Ernest)* (p. 6650, 6651) ; *Verges (Paul)* (p. 6653) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6658).

Elargissement (problèmes nés de l'-) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6605) ; *Raimond (Jeun-Bernard)* (p. 6610).

Environnement (politique européenne de l'- et notamment conséquences sur la politique nucléaire française) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6608) ; *Debré (Michel)* (p. 6642) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6658).

Europe (identité de l'-) : *Mégret (Bruno)* (p. 6624, 6625).

Europe de l'Est (ouverture de la C.E.E sur l'-) : *Dumas (Roland)* (p. 6614) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6619) ; *Peyret (Michel)* (p. 6643).

France (rôle moteur de la - dans la construction européenne) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6609) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 6623, 6624) ; *Mégret (Bruno)* (p. 6626) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6646).

France (spécificité de la politique de la - notamment du fait des D.O.M.-T.O.M.) : *Debré (Michel)* (p. 6642) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6657).

Général de Gaulle (action européenne du -) : *Gaulle (Jean de)* (p. 6628).

Inconstitutionnalité du projet : *Montdargent (Robert)* (p. 6615, 6616) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6620) ; *Foyer (Jean)* (p. 6648) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6659).

Industrie européenne (déclin de l'-) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6605).

Inégalité des Etats au regard de leur capacité d'application des règlements communautaires : *Debré (Michel)* (p. 6642).

Initiatives françaises depuis six mois (absence d'-) : *Dumas (Roland) (p. 6613) ; Nallet (Henri)* (p. 6641).

Intérêts de la France et intérêts de l'Europe (convergence des -) : *Chirac (Jacques)* (p. 6612) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 6623).

Majorité (dissensions au sein de la - sur la ratification du traité) : *Lalumière (Catherine)* (p. 6626, 6628) ; *Nallet (Henri)* (p. 6640) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 6648).

Marché commun (enlisement du -) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6604) ; *Cointat (Michel)* (p. 6662).

Marché intérieur et espace unique européen (réalisation du -) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6610, 6656) ; *Dumas (Roland)* (p. 6613, 6614) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6618, 6658) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6620) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 6622) ; *Mégret (Bruno)* (p. 6624) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6626) ; *Debré (Michel)* (p. 6643) ; *Briant (Yvon) (p. 6647) ; Montastruc (Pierre)* (p. 6651) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 6655) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6660).

Normes et marchés publics (conséquences de la réglementation des -) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6604, 6605, 6606) ; *Montdargent (Robert)* (p. 6651, 6652).

Parlement européen (accroissement du rôle consultatif du - et procédure dite de la coopération) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6611) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6618) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 6622) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6628) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 6629) ; *Debré (Michel)* (p. 6643) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6650) ; *Montastruc (Pierre)* (p. 6651) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 6654) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 6656) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6661).

P.A.C. (défense de la -) : *Gremetz (Maxime)* (p. 6619) ; *Bordu (Gérard)* (p. 6637, 6638) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6658).

Politique commerciale extérieure : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6609) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6627).

Politique sociale : *Lalumière (Catherine)* (p. 6627) ; *Peyret (Michel)* (p. 6644).

Présidence française de la Communauté en 1984 (apport de la -) : *Dumas (Roland)* (p. 6612, 6613) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 6648).

Présidence stable pour le conseil européen (nécessité d'une -) : *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 6623) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6656).

Problèmes allemands : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6609) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6645) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6657).

Processus de décision au sein du conseil (extension du vote à majorité qualifiée) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6606) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6611) ; *Dumas (Roland)* (p. 6613) ; *Montdargent (Robert)* (p. 6616) ; *Cointat (Michel)* (p. 6617, 6618) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6618, 6660) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 6622) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6627) ; *Nallet (Henri)* (p. 6640, 6641) ; *Briant (Yvon)* (p. 6647).

Recherche et technologie (nécessité d'une politique européenne de la - et mise en œuvre d'une -) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6605, 6608) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6611) ; *Dumas (Roland)* (p. 6614) ; *Cointat (Michel)* (p. 6618) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6619) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6627) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 6639, 6640) ; *Nallet (Henri)* (p. 6640) ; *Peyret (Michel)* (p. 6644) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6658).

Sécurité et défense européenne (prise en compte de la -) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6608) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 6621) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 6623) ; *Mégret (Bruno)* (p. 6625, 6626) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6628) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 6639) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6645) ; *Bellon (André)* (p. 6653) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6657) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6659) ; *Porelli (Vincent)* (p. 6661).

S.M.E. (officialisation du - et nécessaire développement de l'E.C.U.) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6608) ; *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6611, 6656) ; *Dumas (Roland)* (p. 6614) ; *Gremetz (Maxim)* (p. 6620) ; *Giscard d'Estaing (Valéry)* (p. 6622) ; *Lalumière (Catherine)* (p. 6627) ; *Gaulle (Jean de)* (p. 6629) ; *Nallet (Henri)* (p. 6640) ; *Montastruc (Pierre)* (p. 6652) ; *Bosson (Bernard)* (p. 6658).

Télécommunications (marché communautaire des -) : *Dumas (Roland)* (p. 6614).

Transferts de souveraineté (problèmes des -) : *Lipkowski (Jean de)* (p. 6603) ; *Montdargent (Robert)* (p. 6615) ; *Nallet (Henri)* (p. 6641) ; *Foyer (Jean)* (p. 6649) ; *Daillet (Jean-Marie)* (p. 6649).

U.E.O. (relance de l'-) : *Lalumière (Catherine)* (p. 6628) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 6639).

Union européenne (traité de l'- à l'initiative de M. Spinelli) : *Raimond (Jean-Bernard)* (p. 6610).

Discussion de l'article unique (p. 6662).

Article unique *(autorisant la ratification de l'acte unique européen)* : importance du projet proposé ; nécessité d'une volonté politique ; absence de dimension culturelle (p. 6662) ; adopté (p. 6665).

Explications de vote (p. 6663).

Administration française (mépris de l'- pour l'Europe) : *Josselin (Charles)* (p. 6664).

Europe (insuffisant développement de l'-) : *Josselin (Charles)* (p. 6663).

France (rôle moteur de la -) : *Cointat (Michel)* (p. 6664) ; *Caro (Jean-Marie)* (p. 6665).

Majorité (incohérences de la -) : *Bachelot (François)* (p. 6663).

Principes sur lesquels doit se fonder l'Europe : *Bachelot (François)* (p. 6663).

Sécurité (effort pour la -) : *Caro (Jean-Marie)* (p. 6665).

Union européenne (nécessité de l'-) : *Cointat (Michel)* (p. 6664).

Adoption de l'article unique du projet de loi au scrutin public (p. 6665).

7. — Projet de loi n° 374 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention de 1979 sur la **pollution atmosphérique transfrontière à longue distance**, relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques et Europe (E.M.E.P.)

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 8 octobre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Guy Vadepied (6 novembre 1986). — Rapport n° **534** (11 décembre 1986). — Discussion le 12 décembre 1986. — Adoption le 12 décembre 1986. — Projet de loi n° **66**.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [2 décembre 1986] (p. 7614).

Financement du Plan E.M.E.P. : *Vadepied (Guy)* (p. 7614, 7615) ; *Bariani (Didier)* (p. 7615).

Transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe : *Vadepied (Guy)* (p. 7614) ; *Bariani (Didier)* (p. 7615).

Discussion de l'article unique (p. 7615).

Article unique *(autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention de Genève du 13 novembre 1979 sur la pollution atmosphérique transfontière à longue distance relatif au financement à long terme du programme concerté de surveillance continue et d'évaluation du transport à longue distance des polluants atmosphériques en Europe)* : adopté (p. 7615).

Adoption de l'article unique (p. 7615).

8. — Projet de loi n° 375 autorisant l'approbation d'une convention d'assistance administrative mutuelle en matière de **lutte contre la fraude douanière** entre le Gouvernement de la République française et le **Gouvernement du Burkina Faso**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 8 octobre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. François Loncle (4 décembre 1986). — Rapport n° **553** (12 décembre 1986). — Discussion le 16 décembre 1986. — Adoption le 16 décembre 1986. — Projet de loi n° **70**.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 décembre 1986] (p. 7632).

Commission des affaires étrangères (rejet du projet en -) : *Loncle (Fançois)* (p. 7632).

Convention d'assistance douanière de 1962 : *Loncle (Fançois)* (p. 7632).

Relations France-Burkina Faso : *Loncle (Fançois)* (p. 7632).

Discussion de l'article unique (p. 7632).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention d'assistance administrative mutuelle en matière de lutte contre la fraude douanière passée entre la France et le Burkina Faso)* : (p. 7632) ; adopté (p. 7634).

Explications de vote (p. 7633).

Délai de ratification des trois conventions passées avec le Burkina Faso : *Deniau (Xavier)* (p. 7633) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7634).

Commission des affaires étrangères (rejet du projet en -) : *Deniau (Xavier)* (p. 7633).

Président de la République (accueil du - au Burkina Faso) : *Deniau (Xavier)* (p. 7633) ; *Bellon (André)* (p. 7633).

Refus d'autorisation d'approbation (hypothèse d'un -) : *Bellon (André)* (p. 7633).

Adoption au scrutin public de l'article unique (p. 7634).

9. — Projet de loi n° 402 autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la **convention de Bruxelles du 29 novembre 1969** sur la **responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures** (ensemble une annexe).

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 octobre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Hector Rolland (6 novembre 1986). — Rapport n° **501** (27 novembre 1986). — Demande de vote sans débat le 27 novembre 1986. — Vote sans débat le 12 décembre 1986. — Adoption le 12 décembre 1986. — Projet de loi n° **59**.

10. — Projet de loi n° 403 autorisant l'approbation d'un protocole modifiant la **Convention de Bruxelles du 18 décembre 1971** portant création d'un **Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 15 octobre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Hector Rolland (6 novembre 1986). — Rapport n° **502** (27 novembre 1986). — Demande de vote sans débat le 27 novembre 1986. — Vote sans débat le 12 décembre 1986. — Adoption le 12 décembre 1986. — Projet de loi n° **60**.

11. — Projet de loi n° 439 autorisant l'approbation d'une convention relative à la coopération en matière de **recherche scientifique et technique** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Burkina Faso**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. François Loncle (4 décembre 1986). — Rapport n° **439** (12 décembre 1986). — Discussion le 16 décembre 1986. — Adoption le 16 décembre 1986. — Projet de loi n° **72**.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 décembre 1986] (p. 76).

Afrique (difficultés de l'-) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7639).

Aides au développement (critères d'attribution des -) : *Bellon (André)* (p. 7638).

Commission des affaires étrangères (rejet du projet par la -) : *Loncle (Fançois)* (p. 7638).

Guinée (attitude du Général de Gaulle envers la -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7639).

Majorité (attitude des orateurs de la - sur les conventions) : *Bellon (André)* (p. 7638).

O.R.S.T.O.M. et centre de coopération international en recherche agronomique pour le développement : *Loncle (François)* (p. 7638).

Politique de coopération : *Loncle (François)* (p. 7638) ; *Bellon (André)* (p. 7638) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 7638, 7639).

Discussion de l'article unique (p. 7639).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention passée entre la France et le Burkina Faso relatif à la coopération en matière de recherche scientifique et technique)* (p. 7639) ; adopté (p. 7641).

Explications de vote (p. 7639).

Afrique (rôle de la France en -) : *Montdargent (Robert)* (p. 7640).

Aides au développement (utilité des -) : *Montdargent (Robert)* (p. 7640).

O.R.S.T.O.M. : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 7639).

Pays francophones (solidarité de la France avec les -) : *Bosson (Bernard)* (p. 7640).

Pays les moins avancés (politique envers les -) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 7639).

Politique de coopération (organisation d'un débat sur la -) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 7639) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7640) ; *Valepied (Guy)* (p. 7640).

Programme de recherche (lutte contre la désertification) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 7639, 7640) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7640).

Sankara (attitude du capitaine) : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 7639).

Vote positif du groupe communiste : *Montdargent (Robert)* (p. 7640).

Vote positif du groupe socialiste : *Le Déaut (Jean-Yves)* (p. 7640).

Adoption de l'article unique au scrutin public (p. 7641).

12. — Projet de loi n° 440 autorisant l'approbation d'un accord de coopération en **matière économique et financière** entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Burkina Faso**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. François Loncle (4 décembre 1986). — Rapport n° **552** (12 décembre 1986). — Discussion le 16 décembre 1986. — Adoption le 16 décembre 1986. — Projet de loi n° **71**.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 décembre 1986] (p. 7634).

Accord de 1961 (modification de l'-) : *Loncle (François)* (p. 7634).

Aide française : *Loncle (François)* (p. 7634) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 7636).

Burkina Faso (attitude du - envers la France) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7636).

Commission des affaires étrangères (rejet du projet en -) : *Loncle (François)* (p. 7634).

Coopération (respect et solidarité des pays bénéficiaires envers la France) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 7635).

Kim Il Sung (maréchal) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7635, 7637).

Pays francophones (coopération privilégiée avec les -) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 7635).

Sankara (capitaine) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7635, 7636).

Vanuatu (attitude du - envers la France) : *Masson (Jean-Louis)* (p. 7635) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 7636).

Vote hostile du groupe Front national : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7636).

Discussion de l'article unique (p. 7637).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord de coopération en matière économique et financière passée entre la France et le Burkina Faso)* : adopté (p. 7637).

Explications de vote (p. 7637).

Aides versées par la France (montant des -) : *Bosson (Bernard)* (p. 7637).

Aide technique financière (critère de l'octroi de -) : *Vadepied (Guy)* (p. 7637).

Coopération (remise en cause de la politique de -) : *Vadepied (Guy)* (p. 7636, 7637).

Majorité (attitude de la - sur les conventions passées entre la France et le Burkina Faso) : *Vadepied (Guy)* (p. 7636).

Pays francophones (coopération privilégiée avec les -) : *Bosson (Bernard)* (p. 7637).

Politique étrangère (organisation d'un débat de -) : *Bosson (Bernard)* (p. 7637).

Adoption de l'article unique au scrutin public (p. 7637).

13. — Projet de loi n° 441 autorisant l'approbation d'une convention sur la **représentation en matière de vente internationale de marchandises**.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Aymeri de Montesquiou (4 décembre 1986). — Rapport n° **538 (11 décembre 1986)**. — Discussion le 16 décembre 1986. — Adoption le 16 décembre 1986. — Projet de loi n° **74**.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 décembre 1986] (p. 7642).

Champ d'application de la convention : *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 7642).

Contrats de représentation (exclusion des -) : *Montesquiou (Aymeri de)* (p. 7642).

Discussion de l'article unique

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention de Genève de 1983 sur la représentation en matière de vente internationale de marchandises)* (p. 7642) ; rapport entre le tiers et le représenté, et entre le tiers et l'intermédiaire : adopté.

Adoption de l'article unique (p. 7643).

14. — Projet de loi n° 442 autorisant l'approbation d'un accord de **coopération culturelle et technique** entre le

Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du **Zimbabwe.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 12 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Robert Montdargent (4 décembre 1986). — Rapport n° **539** (11 décembre 1986). — Discussion le 16 décembre 1986. — Adoption le 16 décembre 1986. — Projet de loi n° **73.**

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 décembre 1986] (p. 7641).

Coopération technique et culturelle : *Montdargent (Robert)* (p. 7641).

Echanges bilatéraux (développement des -) : *Montdargent (Robert)* (p. 7641).

Relations France-Zimbabwé : *Montdargent (Robert)* (p. 7641).

Discussion de l'article unique (p. 7642).

Article unique *(autorisation l'approbation de l'accord de coopération culturelle et technique passé entre la France et le Zimbabwé)* ; conditions générales de cette convention : adopté.

Adoption au scrutin public de l'article unique (p. 7642).

15. — Projet de loi n° 471 autorisant l'approbation d'un avenant modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir **l'évasion fiscale en matière d'impôt sur les revenus,** fait à Londres le 12 juin 1986.

Sénat (première lecture), n° **531** (1985-1986). — Dépôt le 11 septembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **37** (1986-1987) (31 octobre 1986). — Discussion le 14 novembre 1986. — Adoption le 14 novembre 1986. — Projet de loi n° **16** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **471.** — Dépôt le 14 novembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Charles Ehrmann (4 décembre 1986). — Rapport n° **540** (11 décembre 1986). — Discussion le 12 décembre 1986. — Adoption le 12 décembre 1986. — Projet de loi n° **63.**

Loi n° 86-1297 du 23 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 24 décembre 1986 (p. 15544).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1986] (p. 7610).

Définition de l'établissement stable : *Deniau (Xavier)* (p. 7610) ; *Bariani (Didier)* (p. 7611).

Imposition des salariés travaillant sur les plates-formes pétrolières : *Deniau (Xavier)* (p. 7610) ; *Bariani (Didier)* (p. 7611).

Discussion de l'article unique (p. 7611).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'avenant, modifiant la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu)* : adopté.

Adoption de l'article unique (p. 7611).

16. — Projet de loi n° 472 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la **République arabe du Yémen** sur **l'encouragement et la protection des investissements** (ensemble deux échanges de lettres).

Sénat (première lecture), n° **495** (1985-1986). — Dépôt le 6 août 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Pierre Matraja. — Rapport n° **26** (1986-1987) (23 octobre 1986). — Discussion le 14 novembre 1986. — Adoption le 14 novembre 1986. — Projet de loi n° **15** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **472.** — Dépôt le 14 novembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean Bonhomme (4 décembre 1986). — Rapport n° **541** (11 décembre 1986). — Discussion le 12 décembre 1986. — Adoption le 12 décembre 1986. — Projet de loi n° **62.**

Loi n° 86-1293 du 23 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 24 décembre 1986 (p. 15542).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1986] (p. 7609).

Aide de la France à la République arabe du Yémen : *Bonhomme (Jean)* (p. 7609).

Portée économique de l'accord : *Bonhomme (Jean)* (p. 7609) ; *Bariani (Didier)* (p. 7610).

Situation économique de la république arabe du Yémen : *Bonhomme (Jean)* (p. 7609).

Discussion de l'article unique (p. 7610).

Article unique *(autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe du Yémen sur l'encouragement et la protection des investissements)* : adopté.

Adoption de l'article unique (p. 7610).

17. — Projet de loi n° 473 autorisant l'approbation d'une **convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe.**

Sénat (première lecture), n° **494** (1985-1986). — Dépôt le 6 août 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Michel Giraud. — Rapport n° **24** (1986-1987) (23 octobre 1986). — Discussion le 14 novembre 1986. — Adoption le 14 novembre 1986. — Projet de loi n° **19** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **473.** — Dépôt le 14 novembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Maurice Adevah-Pœuf (4 décembre 1986). — Rapport n° **542** (11 décembre 1986). — Discussion le 12 décembre 1986. — Adoption le 12 décembre 1986. — Projet de loi n° **65.**

Loi n° 86-1298 du 23 décembre 1986, publié au *J.O.* du 24 décembre 1986 (p. 15544).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1986] (p. 7612).

Coordination des politiques européennes en matière architecturale : *Bariani (Didier)* (p. 7613).

Politique française de conservation du patrimoine : *Vadepied (Guy)* (p. 7613) ; *Bariani (Didier)* (p. 7613).

Pratique sociale et protection du patrimoine : *Vadepied (Guy)* (p. 7613) ; *AdevahPeouf (Maurice)* (p. 7613, 7614) ; *Bariani (Didier)* (p. 7614).

Discussion de l'article unique (p. 7614).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe)* : adopté.

Adoption de l'article unique (p. 7614).

18. — Projet de loi n° 474 autorisant la ratification d'une **convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives,** et notamment de matchs de football.

Sénat (première lecture), n° **493** (1985-1986). — Dépôt le 6 août 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Auguste Cazalet. — Rapport n° **31** (1986-1987) (29 octobre 1986). — Discussion le

14 novembre 1986. — Adoption le 14 novembre 1986. — Projet de loi n° **18** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **474**. — Dépôt le 14 novembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean Bonhomme (4 décembre 1986). — Rapport n° **543** (11 décembre 1986). — Discussion le 12 décembre 1986. — Adoption le 12 décembre 1986. — Projet de loi n° **64**.

Loi n° 86-1299 du 23 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 24 décembre 1986 (p. 15544).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1986] (p. 7611).

Evénements du stade du Heysel : *Bonhomme (Jean)* (p. 7611) ; *Bariani (Didier)* (p. 7612).

Prévention des violences lors des manifestations sportives : *Bonhomme (Jean)* (p. 7611) ; *Bariani (Didier)* (p. 7612).

Rôle des fédérations sportives : *Bonhomme (Jean)* (p. 7611) ; *Bariani (Didier)* (p. 7612).

Discussion de l'article unique (p. 7612).

Article unique *(autorisant la ratification de la convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives et notamment de matchs de foot-ball) :* adopté.

Adoption de l'article unique (p. 7612).

19. — Projet de loi n° 475 autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la République française et la **République d'Autriche** en vue d'éviter les **doubles impositions** et de prévoir une assistance réciproque dans le domaine des **impôts sur le revenu et sur la fortune**, ainsi que dans celui de **l'impôt sur les successions**.

Sénat (première lecture), n° **435** (1985-1986). — Dépôt le 3 juillet 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **36** (1986-1987) (31 octobre 1986). — Discussion le 14 novembre 1986. — Adoption le 14 novembre 1986. — Projet de loi n° **14** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **476**. — Dépôt le 14 novembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Charles Ehrmann (4 décembre 1986). — Rapport n° **544** (11 décembre 1986). — Discussion le 12 décembre 1986. — Adoption le 12 décembre 1986. — Projet de loi n° **61**.

Loi n° 86-1296 du 23 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 24 décembre 1986 (p. 15543).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1986] (p. 7608).

Doubles impositions : *Deniau (Xavier)* (p. 7608) ; *Bariani (Didier)* (p. 7609).

Problèmes posés par l'introduction de l'impôt sur les grandes fortunes : *Deniau (Xavier)* (p. 7608) ; *Bariani (Didier)* (p. 7609).

Relations fiscales franco-autrichiennes : *Deniau (Xavier)* (p. 7608) ; *Bariani (Didier)* (p. 7609).

Discussion de l'article unique (p. 7609).

Article unique *(autorisant la ratification de l'avenant à la convention entre la République française et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de prévoir une assistance réciproque dans le domaine des impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi que dans celui de l'impôt sur les successions) :* adopté.

Adoption de l'article unique (p. 7609).

20. — Projet de loi n° 476 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du **Grand-Duché de Luxembourg** pour la réalisation et l'exploitation de certaines **implantations industrielles sur la Moselle**.

Sénat (première lecture), n° **434** (1985-1986). — Dépôt le 3 juillet 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Paul Robert. — Rapport n° **23** (1986-1987) (23 octobre 1986). — Discussion le 14 novembre 1986. — Adoption le 14 novembre 1986. — Projet de loi n° **13** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **476**. — Dépôt le 14 novembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean Seitlinger (4 décembre 1986). — Rapport n° **535** (11 décembre 1986). — Discussion le 16 décembre 1986. — Adoption le 16 décembre 1986. — Projet de loi n° **68**.

Loi n° 86-1294 du 23 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 24 décembre 1986 (p. 15543).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 décembre 1986] (p. 7625).

Cattenom (centrale nucléaire de -) : *Seitlinger (Jean)* (p. 7625) ; *Laurain (Jean)* (p. 7626) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 7627) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7628).

Indemnisation des dommages éventuels : *Seitlinger (Jean)* (p. 7626) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7628).

Information des populations locales et des responsables étrangers : *Laurain (Jean)* (p. 7626) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 7628) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7628).

Opinions publiques allemande et luxembourgeoise (sensibilité des - aux questions nucléaires) : *Seitlinger (Jean)* (p. 7626, 7628) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 7627).

Réseau luxembourgeois de surveillance de l'environnement : *Masson (Jean-Louis)* (p. 7627) ; *Seitlinger (Jean)* (p. 7628) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7628).

Service central de protection contre les rayonnements ionisants : *Masson (Jean-Louis)* (p. 7627) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7628).

Sécurité nucléaire : *Laurain (Jean)* (p. 7626, 7627) ; *Masson (Jean-Louis)* (p. 7627) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7628).

Discussion de l'article unique (p. 7629).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention passée entre la France et le Luxembourg pour la réalisation et l'exploitation de certaines implantations industrielles sur la Moselle) :* adopté.

Adoption de l'article unique (p. 7629).

21. — Projet de loi n° 477 autorisant l'approbation d'une convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de **l'Union des républiques socialistes soviétiques**, en vue d'éviter la **double imposition des revenus**, ensemble un protocole.

Sénat (première lecture), n° **321** (1985-1986). — Dépôt le 2 avril 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre, et M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapporteur : M. Josy Moinet. — Rapport n° **35** (1986-1987) (31 octobre 1986). — Discussion le 14 novembre 1986. — Adoption le 14 novembre 1986. — Projet de loi n° **17** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **477**. — Dépôt le 14 novembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Jean Laborde (4 décembre 1986). — Rapport n° **536** (11 décembre 1986). — Discussion le 16 décembre 1986. — Adoption le 16 décembre 1986. — Projet de loi n° **69**.

Loi n° 86-1295 du 23 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 24 décembre 1986 (p. 15543).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [16 décembre 1986] (p. 7630).

Banque commerciale de l'Europe du Nord : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7630) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7631).

Champ d'application de la convention : *Laborde (Jean)* (p. 7629).

Droits de l'Homme (absence de la référence de la convention aux -) : *Pinte (Etienne)* (p. 7629).

Droits de l'Homme et relations franco-soviétiques : *Pinte (Etienne)* (p. 7629, 7630) ; *Gollnisch (Bruno)* (p. 7630) ; *Vadepied (Guy)* (p. 7630) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7631).

Réciprocité dans les relations avec les pays de l'Est (absence de -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7630).

Relations économiques France-U.R.S.S. : *Laborde (Jean)* (p. 7629) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7630, 7631).

Territoire de l'Union soviétique (définition du -) : *Gollnisch (Bruno)* (p. 7630).

Discussion de l'article unique (p. 7629).

Article unique *(autorisant l'approbation de la convention passée entre la France et U.R.S.S. en vue d'éviter la double imposition des revenus) :* adopté (p. 7632).

Explications de vote.

Droits de l'Homme (nature de la référence de la convention aux accords d'Helsinki) : *Pinte (Etienne)* (p. 7631) ; *Bosson (Bernard)* (p. 7631, 7632).

Vote hostile de M. Pinte : *Pinte (Etienne)* (p. 7631).

Adoption de l'article unique au scrutin public (p. 7632).

22. — Projet de loi n° 478 autorisant la ratification d'une **convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion.**

Sénat (première lecture), n° **301** (1985-1986). — Dépôt le 20 février 1986 par M. Laurent Fabius, Premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jean-Pierre Bayle. — Rapport n° **339** (1985-1986) (24 avril 1986). — Discussion le 14 novembre 1986. — Adoption le 14 novembre 1986. — Projet de loi n° **12** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **478**. — Dépôt le 14 novembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires étrangères. — Rapporteur : M. Xavier Deniau (4 décembre 1986). — Rapport n° **537** (11 décembre 1986). — Discussion le 12 décembre 1986. — Adoption le 12 décembre 1986. — Projet de loi n° **67**.

Loi n° 86-1300 du 23 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 24 décembre 1986 (p. 15544).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [12 décembre 1986] (p. 7615).

Insuffisance de la convention : *Deniau (Xavier)* (p. 7615) ; *Dumas (Roland)* (p. 7616) ; *Bariani (Didier)* (p. 7617).

Motif de la ratification tardive de la convention : *Deniau (Xavier)* (p. 7615) ; *Dumas (Roland)* (p. 7616) ; *Bariani (Didier)* (p. 7616, 7618) ; *Adevah-Pœuf (Maurice)* (p. 7617).

Réserves demandées par les Assemblées : *Deniau (Xavier)* (p. 7615) ; *Bariani (Didier)* (p. 7617).

Révision de la convention de Rome (nécessité de la -) : *Deniau (Xavier)* (p. 7616) ; *Bariani (Didier)* (p. 7617).

Discussion de l'article unique (p. 7618).

Article unique *(autorisant la ratification de la convention internationale sur la protection des artistes, interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, faite à Rome le 26 octobre 1961 et dont le texte est annexé à la présente loi) :* adopté.

Adoption de l'article unique (p. 7618).

Voir *Mines et carrières* **1**.

TRAMWAYS

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire et B.A.N.A.

TRANSMISSION

Voir *Défense* **8**.

TRANSPORTS

1. — Projet de loi n° 405 modifiant la loi n° 67-5 du 3 janvier 1967 portant **statut des navires et autres bâtiments de mer**, modifiée par la loi n° 84-1151 du 21 décembre 1984.

Sénat (première lecture), n° **450** (1985-1986). — Dépôt le 11 juillet 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Alphonse Arzel. — Rapport n° **9** (1986-1987) (16 octobre 1986). — Discussion le 16 octobre 1986. — Adoption le 16 octobre 1986. — Projet de loi n° **1** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **405**. — Dépôt le 17 octobre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Becam (30 octobre 1986). — Rapport n° **486** (20 novembre 1986). — Discussion le 2 décembre 1986. — Adoption le 2 décembre 1986. — Projet de loi n° **48**.

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [2 décembre 1986] (p. 7000).

Convention de Londres du 20 octobre 1972 sur la responsabilité en matière de créance maritime : *Becam (Marc)* (p. 7000).

Date d'entrée en vigueur de la loi et effet rétroactif : *Becam (Marc)* (p. 7001).

Harmonisation des lois et conventions en matière de droit maritime : *Becam (Marc)* (p. 7000).

Navires affectés aux passagers ; (non application du dispositif de limitation de responsabilité aux -) : *Becam (Marc)* (p. 7000).

Participation des plaisanciers au financement de la société nationale de sauvetage en mer : *Becam (Marc)* (p. 7001) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 7001).

Primes d'assurance pour le transport de fret (moindre augmentation des -) : *Becam (Marc)* (p. 7000) ; *Lacombe (Jean)* (p. 7001).

Responsabilité des propriétaires de navires de moins de 300 tonneaux (mise en place d'un dispositif de limitation de la -) : *Becam (Marc)* (p. 7000) ; *Lacombe (Jean)* (p. 7001) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 7001).

Discussion des articles (p. 7002).

Article 1 *(régime de limitation de responsabilité spécifique aux navires de moins de 300 tonneaux) :* adopté.

Article 2 *(entrée en vigueur de la loi) :* adopté.

Article 3 *(application de la loi aux territoires d'outre-mer et à la collectivité territoriale de Mayotte) :* adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7002).

Loi n° 86-1272 du 15 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 16 décembre 1986 (p. 15041).

2. — Projet de loi n° 406 modifiant la loi du 17 décembre 1986 modifiée portant **code disciplinaire et pénal de la marine marchande.**

Sénat (première lecture), n° **451** (1985-1986). — Dépôt le 11 juillet 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Alphonse Arzel. — Rapport n° **10** (1986-1987) (16 octobre 1986). — Discussion le 16 octobre 1986. — Adoption le 16 octobre 1986. — Projet de loi n° **2** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **406**. — Dépôt le 17 octobre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Becam (30 octobre 1986). — Rapport n° **487** (20 novembre 1986). — Discussion le 2 décembre 1986. — Adoption le 2 décembre 1986. — Projet de loi n° **49**.

Loi n° 86-1271 du 15 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 16 décembre 1986 (p. 15041).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [2 décembre 1986] (p. 7002).

Catastrophes maritimes sur le littoral breton : *Becam (Marc)* (p. 7002).

Compétence géographique des juridictions pour les infractions maritimes : *Becam (Marc)* (p. 7002) ; *Lacombe (Jean)* (p. 7003) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 7003).

Convention de Londres dès 1972 sur la prévention des abordages en mer : *Becam (Marc)* (p. 7002) ; *Lacombe (Jean)* (p. 7003) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 7003).

Infractions à la réglementation sur la circulation maritime (diminution des -) : *Guellec (Ambroise)* (p. 7003).

Infractions (sanctions des - commises par les navires français dans les eaux internationales) : *Becam (Marc)* (p. 7003) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 7003).

Ouessant (dispositif de séparation du trafic d'-) : *Becam (Marc)* (p. 7002) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 7003).

Surveillance du trafic maritime (insuffisance des crédits affectés à la -) : *Becam (Marc)* (p. 7002) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 7003).

Discussion des articles (p. 7004).

Article 1er *(compétence géographique des juridictions appelées à connaître des infractions maritimes) :* amendement n° 1 de M. Dominique Chaboche (tendant à inclure le port d'embarquement, s'il s'agit d'un port français, dans la liste des critères de compétence des juridictions) ; inopportunité de rajouter ce critère ; retiré ;

— article 1er : adopté.

Article 2 *(application de l'article 63 du code disciplinaire et pénal de la marine marchande aux navires français ayant enfreint les règles de circulation maritime édictées en application de la convention internationale de Londres du 20 octobre 1972 sur les abordages en mer hors des eaux territoriales françaises) :* adopté.

Article 3 *(application de cette loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) :* adopté.

Explications de vote (p. 7004).

Projet de l'aide majeure à la navigation d'Ouessant (abandon du -) : *Lacombe (Jean)* (p. 7004).

Vote positif du groupe socialiste : *Lacombe (Jean)* (p. 7004).

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7004).

3. — Projet de loi n° 407 modifiant la loi n° 66-420 du 18 juin 1966 sur les **contrats d'affrètement et de transports maritimes** modifiée par la loi n° 79-1103 du 21 décembre 1979.

Sénat (première lecture), n° **453** (1985-1986). — Dépôt le 11 juillet 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Josselin de Rohan. — Rapport n° **4** (1986-1987) (16 octobre 1986). — Discussion le 16 octobre 1986. — Adoption le 16 octobre 1986. — Projet de loi n° **3** (1986-1987).

Assemblée nationale (première lecture), n° **407.** — Dépôt le 17 octobre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Marc Bécam (30 octobre 1986). — Rapport n° **488** (20 novembre 1986). — Discussion le 2 décembre 1986. — Adoption le 2 décembre 1986. — Projet de loi n° **50.**

Sénat (deuxième lecture), n° **87** (1986-1987). — Dépôt le 3 décembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires économiques et du Plan. — Rapporteur : M. Josselin de Rohan. — Discussion le 15 décembre 1986. — Adoption définitive le 15 décembre 1986. — Projet de loi n° **32** (1986-1987).

Loi n° 86-1292 du 23 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 24 décembre 1986 (p. 15542).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [2 décembre 1986] (p. 7004).

Connaissement (rôle juridique du - et convention de Bruxelles du 25 août 1924) : *Becam (Marc)* (p. 7005) ; *Lacombe (Jean)* (p. 7006) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 7006).

Contrat de transport de marchandises par mer (rapprochement du droit interne et du droit international en matière de -) : *Becam (Marc)* (p. 7005) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 7006).

Contrat de transport de marchandises par mer (application de la législation française au -) : *Guellec (Ambroise)* (p. 7006).

Responsabilité de l'entreprise de manutention (application du régime de responsabilité du transporteur) : *Becam (Marc)* (p. 7005).

Responsabilité du transporteur (régime et évaluation de la -) : *Becam (Marc)* (p. 7005) ; *Lacombe (Jean)* (p. 7006) ; *Guellec (Ambroise)* (p. 7006).

Transport de passagers : *Guellec (Ambroise)* (p. 7006).

Discussion des articles (p. 7006).

Article 1er *(tendant à compléter l'article 18 de la loi du 18 juin 1966 qui dispose que le transporteur en se représentant doit délivrer un connaissement au chargeur dès lors que celui-ci en fait la demande) :* adopté.

Article 2 *(régime de responsabilité applicable aux transporteurs)* (p. 7006) ; amendement n° 1 de la commission des lois (tendant à supprimer le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article 28 de la loi du 18 juin 1966) ; choix entre le critère de l'indemnisation par kilogrammme et celui de l'indemnisation par unité ; adopté ; amendement n° 3 de M. Dominique Chaboche (suppression du huitième alinéa du texte proposé pour l'article 28 de la loi du 18 juin 1966) ; déclaration de valeur dans les transports sous connaissement (p. 7007) ; rejeté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté.

Article 3 *(rédaction nouvelle de l'article 32 de la loi du 18 juin 1966 en tenant compte des dispositions insérées dans la Convention de 1924 par le protocole de 1968) :* adopté.

Article 4 *(rédaction nouvelle de l'article 40 de la loi du 18 juin 1966 sur les limites de la responsabilité du transporteur de passagers) :* adopté.

Article 5 *(responsabilité de l'entrepreneur de manutention) :* adopté.

Article 6 *(tendant à subordonner l'entrée en vigueur de l'article 40 de la loi de 1966 dans sa rédaction nouvelle à celle de la Convention de Londre du 19 novembre 1976 sur la limitation de responsabilité en matière de créance maritime) :* amendement n° 2 de la commission des lois (de suppression) : adopté ;

— en conséquence cet article est supprimé.

Article 7 *(application de la loi aux territoires d'outre-mer et à Mayotte) :* adopté.

Adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 7008).

4. — Proposition de loi d'orientation n° 388 sur la **sécurité dans les transports terrestres.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 9 octobre 1986 par M. Michel Barnier. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Pierre Mazeaud (27 novembre 1986).

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

Liens fixes transmanche

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

TRANSPORTS AERIENS

Déréglementation

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

Desserte aérienne des D.O.M.-T.O.M.

Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

Redevance de sécurité dans les -

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

TRANSPORTS FERROVIAIRES

Voir *Transports* **4**.

TRANSPORTS FLUVIAUX

Batellerie

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

TRANSPORTS MARITIMES

Voir *Transports* **1, 2, 3**.
Questions au Gouvernement **230**.
Traités et Conventions **2**.

TRANSPORTS ROUTIERS

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.
Questions orales sans débat **121, 124**.

De matières dangereuses

Voir *Questions orales sans débat* **128**.

TRAVAIL

1. — Proposition de loi n° 23 tendant à créer un droit des **congés de formation permanente** des citoyens.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Gustave Ansart et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 24 tendant à compléter l'article L. 435-2 du code du travail et relative aux **crédits d'heures allouées au représentant syndical au comité central d'entreprise.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par Mme Muguette Jacquaint et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 27 tendant à améliorer les **garanties légales de réembauche** pour les jeunes gens obligés de quitter leur emploi pour accomplir leur **service national.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jacques Rimbault et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Proposition de loi n° 30 portant amnistie des sanctions disciplinaires et professionnelles prises à l'encontre des travailleurs à l'occasion d'un **conflit collectif du travail** et abrogeant l'article 414 du code pénal.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Daniel Le Meur (20 juin 1986).

5. — Proposition de loi n° 31 tendant à assurer l'exercice sans restriction du **droit de grève.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. — Proposition de loi n° 44 visant à améliorer la **protection de la femme enceinte au travail.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par Mme Jacqueline Hoffmann et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

7. — Proposition de loi n° 74 tendant à garantir le véritable exercice de la liberté syndicale en assurant une **représentation authentique des salariés dans les institutions représentatives du personnel.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par MM. Jean Kiffer et Jacques Feron. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

8. — Proposition de loi n° 91 tendant à compléter la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 relative au **statut général des militaires.**

Sénat (première lecture), n° **88** (1981-1982). — Dépôt 2 décembre 1981 par M. Jacques Genton, sous le titre « Proposition de loi concernant la garantie du droit au travail et la protection de la deuxième carrière des militaires retraités » ; et n° **136** (1981-1982). — Dépôt le 17 décembre 1981 par M. Yvon Bourges. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapporteur : M. Jacques Genton. — Rapport n° **381** (1981-1982) (9 juin 1982). — Discussion le 23 juin 1982. — Adoption le 23 juin 1982. — Proposition de loi n° **118** (1981-1982).

Assemblée nationale (première lecture) ; septième législature, n° **974**. — Dépôt le 24 juin 1982. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (1er juillet 1982). — Rapporteur pour avis : M. Louis Robin (30 septembre 1982) ; huitième législature, n° **91**. — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Renvoi pour avis à la commission de la défense nationale et des forces armées (29 mai 1986). — Rapporteur pour avis : M. Pierre Mauger (20 juin 1986).

9. — Projet de loi n° 109 relatif à la suppression de l'**autorisation administrative de licenciement.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 14 mai 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. — Urgence déclarée le 30 mai 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Etienne Pinte (15 mai 1986). — Rapport n° **150** (27 mai 1986). — Discussion les 29 mai, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 juin 1986. — Adoption le 7 juin 1986. — Projet de loi n° **4**.

Sénat (première lecture), n° **400** (1985-1986). — Dépôt le 10 juin 1986. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Souvet. — Rapport n° **405** (1985-1986) (12 juin 1986). — Discussion les 18 et 19 juin 1986. — Adoption le 19 juin 1986. — Projet de loi n° **127** (1985-1986).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **205**. — Dépôt le 20 juin 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire.
Nomination [*J.O.* du 25 juin 1986] (p. 7909). — Bureau [*J.O.* 26 juin 1986] (p. 7953).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Etienne Pinte. — Rapport n° **210** (25 juin 1986). — Discussion le 25 juin 1986. — Projet de loi n° **9**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Louis Souvet. — Rapport n° **416** (1985-1986) (25 juin 1986). — Discussion le 25 juin 1986. — Adoption définitive le 25 juin 1986. — Projet de loi n° **129** (1985-1986).

Loi n° 86-797 du 3 juillet 1986, publiée au *J.O.* du 4 juillet 1986 (p. 8302).

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les articles du projet de loi n° 109 et ceux de la loi n° 86-797

ARTICLES		OBJET	DATE de discussion à l'Assemblée nationale	PAGES *Journal officiel*	ARTICLES de la loi
Projet de loi	Additionnels				
1		Suppression de l'autorisation administrative de licenciement à compter du 1er janvier 1987.	Première lecture : 4 juin 1986 5 juin 1986 C.M.P. : 25 juin 1986	1695-1708 1738-1797 2463	1
2		Modification des dispositions du code du travail relatives aux procédures de consultation du personnel.	Première lecture : 5 juin 1986 6 juin 1986	1806-1845	2
3		Dépôt d'un projet de loi définissant les procédures destinées à vérifier le respect des règles de consultation du personnel et d'élaboration des plans sociaux.	Première lecture : 6 juin 1986	1889	3
4		Définition des cas dans lesquels l'autorisation administrative de licenciement est supprimée dès la publication de la loi, et aménagement d'une période transitoire.	Première lecture : 6 juin 1986 7 juin 1986 C.M.P. : 25 juin 1986	1907 1932-1954 1988 2464	4
5		Nouvelles modalités du contrôle de l'emploi.	Première lecture : 7 juin 1986	1992	5
	5 *bis* (A.N.)	Présentation par le ministre chargé du travail et de l'emploi d'un rapport annuel sur les licenciements et embauches intervenus au cours de l'année précédente, au Parlement au 30 juin de chaque année. Adoption du projet de loi en première lecture, par un seul vote, en application de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution, le 7 juin 1986 (p. 2011).	Première lecture : 7 juin 1986	2003	6

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [29 mai 1986] (p. 1445, 1473), [2 juin 1986] (p. 1541).

Exception d'irrecevabilité : *Coffineau (Michel)* (p. 1461 à 1464) ; *Legendre (Jacques)* (p. 1464 à 1466) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1467) ; rejetée au scrutin public (p. 1467).

Motion de renvoi en commission : *Fiszbin (Henri)* (p. 1547 à 1549) ; *Deprez (Charles)* (p. 1549 à 1551) ; *Pinte (Etienne)* (p. 1551) ; rejetée au scrutin public (p. 1552).

Question préalable : *Delebarre (Michel)* (p. 1473 à 1477) ; *Geng (Francis)* (p. 1477, 1478) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1478 à 1480) ; rejetée au scrutin public (p. 1480).

Accord interprofessionnel de 1969 sur la sécurité de l'emploi (portée de l'-) : *Pinte (Etienne)* (p. 1446) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1455).

Allemagne fédérale (réglementation des licenciements collectifs en -) : *Delebarre (Michel)* (p. 1474) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1480) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1483) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1545, 1546).

Autorisations accordées par l'inspection du travail (pourcentage des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 1446) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1462) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1474) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1480) ; *Hervé (Michel)* (p. 1543).

Autorisation administrative de licenciement (fonctions de l'-) : *Séguin (Philippe)* (p. 1455) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1484).

Autorisation administrative de licenciement (suppression complète de l'-) : *Seguin (Philippe)* (p. 1457) ; *Geng (Francis)* (p. 1478).

Commission du bilan (conclusions de la - sur la portée de l'autorisation administrative de licenciement) : *Pinte (Etienne)* (p. 1447).

Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) (prise de positions et attitude du -) : *Coffineau (Michel)* (p. 1463) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1475) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 1548).

Délais conventionnels : *Pinte (Etienne)* (p. 1446) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1545).

Délais légaux (effets pervers des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 1446) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1462) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1482) ; *Hervé (Michel)* (p. 1543) ; *Deprez (Charles)* (p. 1550).

Directive de la C.E.E. sur les législations relatives aux licenciements collectifs (respect de la -) : *Séguin (Philippe)* (p. 1456, 1546).

Droit au travail : *Séguin (Philippe)* (p. 1452) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1454) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 1486).

Embauches (effets pervers de la loi de 1975 sur les -) : *Pinte (Etienne)* (p. 1446) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1451, 1457) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1473) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1484) ; *Deprez (Charles)* (p. 1550).

Embauches (suppression du contrôle administratif des - résultant de l'ordonnance de 1945) : *Pinte (Etienne)* (p. 1449) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1454, 1546) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1474).

Embauches et licenciements dans les douze mois suivant le licenciement économique (contrôle des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 1453, 1458) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1480).

Embauches supplémentaires résultant de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (prévisions du C.N.P.F. sur les -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1484) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 1486) ; *Frachon (Martine)* (p. 1491).

Entreprises (rigidité pesant sur les -) : *Bachelot (François)* (p. 1487, 1488).

Entreprises de moins de dix salariés (problèmes spécifiques des licenciements dans les -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1485) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1546).

Entreprises parties à des conventions avec le Fonds national de l'emploi (dispositions applicables aux -) *Séguin (Philippe)* (p. 1457) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1484).

Entretien préalable (extension de l'- aux entreprises de moins de onze salariés) : *Pinte (Etienne)* (p. 1449) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1458) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1481) ; *Moulinet (Louis)* (p. 1544).

Indemnité de licenciement (réévaluation de l'-) : *Hervé (Michel)* (p. 1543).

Indemnisation spéciale du chômage (protection de l'- par la loi de 1975) : *Pinte (Etienne)* (p. 1445, 1446) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1454 à 1456, 1544) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1461) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1473) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1480) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1481) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1484).

Indemnisation spéciale du chômage (disparition de l'-) : *Séguin (Philippe)* (p. 1478, 1479).

Inspection du travail (intervention de l'- dans la vie de l'entreprise : *Collomb (Gérard)* (p. 1482) ; *Moulinet (Louis)* (p. 1544) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1546).

Législation de l'emploi (historique de la -) : *Fiszbin (Henri)* (p. 1548).

Licenciement abusif et arbitraire patronal (lutte contre le -) : *Pinte (Etienne)* (p. 1448) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1452) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1475).

Licenciements économiques (nombre de -) : *Gremetz (Maxime)* (p. 1485) ; *Frachon (Martine)* (p. 1492).

Licenciements supplémentaires résultant de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement : *Geng (Francis)* (p. 1478) ; *Welzer (Gérard)* (p. 1489).

Loi de 1975 (dispositif de la -) : *Pinte (Etienne)* (p. 1448).

Motif économique (suppression du contrôle du -) : *Pinte (Etienne)* (p. 1448) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1458, 1479) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 1547) ; *Deprez (Charles)* (p. 1550).

Négociation collective (décentralisation de la -) : *Delebarre (Michel)* (p. 1476).

Négociation collective pour les licenciements collectifs (nécessité et conditions du recours à la -) : *Pinte (Etienne)* (p. 1448) ; *Legendre (Jacques)* (p. 1466) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1475) ; *Frachon (Martine)* (p. 1491) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1545).

Ordre des licenciements : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 1542).

Plan social (contenu et négociations sur le -) : *Séguin (Philippe)* (p. 1453, 1457 à 1459) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1462) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1476) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1481).

Précarité (développement de la -) : *Legendre (Jacques)* (p. 1465) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1476) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1485) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 1486).

Préférence nationale : *Porteu de la Morandière (François)* (p. 1542) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1546).

Procédures (contrôle de la conformité des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 1448).

Protocole du 16 décembre 1984 sur les conditions d'emploi : *Séguin (Philippe)* (p. 1452, 1458) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1463) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1483).

Rapport Séguin (conclusions du - sur l'autorisation administrative de licenciement) : *Séguin (Philippe)* (p. 1450) ; *Frachon (Martine)* (p. 1491).

Recours contentieux (dualité des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 1447) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 1490).

Recours contentieux (portée des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 1459) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1462) ; *Delebarre (Michel)* (p. 1475) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1481) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1485) ; *Gremetz (Maxime)* (p. 1486) ; *Moulinet (Louis)* (p. 1544).

Refus partiels (mécanisme des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 1453, 1458, 1546).

Règlement judiciaire (problème des licenciements intervenant sous couvert des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 1452) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1480) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 1484).

Syndicats (opposition des - au projet) : *Coffineau (Michel)* (p. 1464) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1483) ; *Beguet (René)* (p. 1488) ; *Frachon (Martine)* (p. 1490) ; *Séguin (Philippe)* (p. 1545) ; *Fiszbin (Henri)* (p. 1547).

Traitement social du chômage (limites au -) : *Legendre (Jacques)* (p. 1465) ; *Geng (Francis)* (p. 1477).

Vote négatif du groupe socialiste sur la loi de 1975 : *Séguin (Philippe)* (p. 1451) ; *Coffineau (Michel)* (p. 1461) ; *Legendre (Jacques)* (p. 1466) ; *Geng (Francis)* (p. 1478) ; *Delalande (Jean-Pierre)* (p. 1480) ; *Collomb (Gérard)* (p. 1481).

Discussion des articles [2 juin 1986] (p. 1552, 1569) ; [3 juin 1986] (p. 1597, 1622) ; [4 juin 1986] (p. 1688, 1708) ; [5 juin 1986] (p. 1738, 1797) ; [5 juin 1986] (p. 1845, 1889) ; [7 juin 1986] (p. 1932, 1954, 1988).

Avant l'article 1er : amendement n° 17 de Mme Muguette Jacquaint (déchéance du chef d'entreprise ayant agi en violation du droit du travail ou ayant provoqué des licenciements injustifiés par le tribunal) ; responsabilité sociale reconnue à tout chef d'entreprise en matière d'emploi ; faillite personnelle pour faute grave ; cas du salarié commettant une faute dans l'exercice dans ses tâches au cours du processus de production (p. 1552) ; notion de déchéance du chef d'entreprise ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 18 de M. Guy Hermier soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann ; abrogation des dipositions du code du travail relatives à l'aménagement du temps de travail ; hostilité des députés communistes à la flexibilité ; désorganisation du droit du travail ; rapport de l'O.C.D.E. du mois de mai 1986 selon lequel la flexibilité ne constitue pas « une panacée » ; accroissement du profit (p. 1553) ; dépôt d'amendements par le groupe communiste déclarés irrecevables au terme de l'alinéa 5 de l'article 98 du règlement concernant les amendements proposés hors du cadre du projet ou de la proposition ; dérogation à la durée hebdomadaire du travail ; rejeté ; amendement n° 20 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Paul Mercieca (abrogation des articles 73, 74, 75, 77, 78, 79, 82, 83, 86 de la loi du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social) ; possibilité pour le patronat de recourir au travail temporaire ; individualisation des salaires ; assouplissement des règles de l'intérim (p. 1554) ; abstention des députés du groupe socialiste sur l'amendement communiste visant à supprimer la « loi Delebarre » ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 21 de M. Jean-Claude Gayssot soutenu par M. Michel Peyret (abrogation des articles 91 et 93 de la loi du 25 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre social) ; renouvellement des contrats à durée déterminée (p. 1555) ; rejeté au scrutin public (p. 1556) ; amendement n° 23 de M. Roland Leroy soutenu par Mme Muguette Jacquaint (abrogation de l'article 414 du code pénal) ; texte apportant au code du travail des modifications contraires à l'intérêt des salariés ; répression patronale contre les militants et ouvriers ; situation chez Delsey ; répression des violences en cas de grève (p. 1569) ; non application de l'article 414 du code pénal aux violences contre les choses ; sabotage de l'institution parlementaire ; rejeté ; amendement n° 490 de M. Rémy Auchedé soutenu par Mme Muguette Jacquaint (amnistie des infractions commises en application de l'article 414 du code pénal) ; amnistie des détenteurs de capitaux à l'étranger ; rejeté ; amendement n° 24 de M. Jacques Roux soutenu par M. Gérard Bordu (ordre public social) (p. 1570) ; rapports entre employeurs et salariés ne constituant pas des relations entre cocontractants égaux ; rejeté ; amendement n° 25 de M. Jacques Rimbault soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (élaboration d'un contrat de travail conformément au droit commun pour toute embauche de jeunes de seize à vingt-cinq ans) ; impératifs du droit commun ; cas des T.U.C. ; abus de la procédure parlementaire ; rejeté ; amendement n° 27 de M. Maxime Gremetz soutenu par M. Michel Peyret (abrogation de l'article L. 122-1-1 du code du travail) ; habilitation du directeur départemental du travail et de l'emploi à autoriser la conclusion de contrats à durée déterminée d'un maximum de deux ans (p. 1571) ; recours au contrat de travail à durée déterminée en cas de commande exceptionnelle ; rejeté ; amendement n° 29 de M. Marcel Rigout soutenu par Mme Muguette Jacquaint (précisant que le contrat de travail conclu à l'issue d'un contrat d'apprentissage est obligatoirement un contrat à durée indéterminée) ; sort du jeune sortant de l'apprentissage (p. 1572) ; sous-rémunération pendant le temps de formation ; réticence des entreprises à signer des contrats d'apprentissage en cas d'adoption de l'amendement ; intérêt limité porté par le Gouvernement et la commission à la formation en apprentissage ; intervention de M. Auroux s'apparentant à de la provocation (p. 1573) ; rejeté ; amendement n° 30 de M. Jean

Jarosz soutenu par M. Gérard Bordu (inobservation du délai-congé ouvrant droit à réintégration immédiate dans l'entreprise) ; inobservation du délai-congé sanctionnée par le seul versement d'une indemnité compensatrice ; amendement ayant trait au licenciement individuel à caractère non économique ; délai-congé constituant un avantage pour le salarié ; précarisation de l'emploi ; rejeté ; amendement n° 42 de M. Jean Reyssier soutenu par M. Michel Peyret (interdiction de toute novation des contrats de travail en cours ou de toute transformation de contrat à durée indéterminée en contrat à durée déterminée) ; maintien des contrats de travail en cours en cas de changement de la situation juridique de l'employeur ; caractère d'ordre public de l'article L. 122-12 (p. 1574) ; rejeté ; amendement n° 43 de M. Vincent Porelli soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann (non application de l'article L. 122-12 du code du travail en cas de perte de marché et de reprise de celui-ci par un nouvel employeur) ; cas des salariés d'une entreprise de nettoyage bénéficiant d'une adjucation de la R.A.T.P. ; application extensible par les tribunaux de l'article L. 122-12 du code du travail ; rejeté ; **rappel au règlement** de M. Gérard Collomb (p. 1575) ; **rappel au règlement** de M. Michel Delebarre (p. 1576) ; amendement n° 95 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (précisant que l'employeur qui refuse de répondre à la demande écrite du salarié est réputé l'avoir congédié sans motif réel et sérieux) ; insuffisance du développement de l'entretien préalable au licenciement par les gouvernements antérieurs ; énonciation des causes réelles et sérieuses du licenciement ; recours aux prud'hommes ; obligation pour l'employeur licenciant le salarié à titre individuel et pour motif économique d'indiquer les motifs légitimes et sérieux du licenciement ; impossibilité de préjuger le fond du fait de l'inexécution d'une simple règle de procédure (p. 1577) ; rejeté ; amendement n° 96 de M. Jean Auroux (précisant que des griefs anciens ne constituent pas une cause réelle et sérieuse de licenciement) ; paix sociale vécue par les chefs d'entreprise ; licenciement n'apparaissant pas comme un acte banal ; incertitude du comportement des partenaires sociaux ; opportunité d'empêcher les chefs d'entreprise d'utiliser la période particulière de six mois pour « régler des comptes » anciens ; compétence du juge pour se prononcer en matière de justification des causes de licenciement (p. 1578) ; rejeté ; amendement n° 97 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (précisant que l'employeur ne satisfaisant pas aux prescriptions de l'article L. 122-14-2 du code du travail est réputé ne pas avoir de motif réel et sérieux de licenciement) ; multiplication des conflits devant les tribunaux ; contrôle de la réalité et du sérieux des motifs du projet ; réintégration des salariés injustement licenciés ; rejeté ; amendement n° 98 de M. Jean Auroux (prise en compte par les juges des graves conséquences du licenciement pour un travailleur handicapé) ; emploi et reclassement des personnes handicapées constituant un élément de politique de l'emploi ; risque de licenciement des salariés les plus anciens du fait de leur coût (p. 1579) ; possibilité pour le juge d'apprécier les conséquences d'un licenciement sur un salarié handicapé ; mécanismes de la loi d'orientation du 6 juin 1975 ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 99 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (non admission des licenciements prétextant l'état de la conjoncture économique alors que les difficultés de l'entreprise sont le résultat de l'incurie de l'employeur) ; dépôt d'amendements par le groupe socialiste en commission ; application de la loi de 1973 pour les licenciements de moins de dix salariés (p. 1580) ; texte élaboré sous la pression des « patrons médiocres » ; dépôt par le groupe socialiste d'un seul amendement avant l'article 1er en commission ; mise en cause de la juridiction prud'hommale ; rejeté (p. 1581) ; amendement n° 44 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Gérard Bordu (licenciement d'un salarié survenant sans observation de la procédure requise à la présente section) ; encouragement pour les employeurs à se débarrasser des salariés trop nombreux ou trop gênants ; réintégration du salarié ; rejeté ; amendement n° 45 de M. Georges Hage soutenu par M. Michel Peyret (versement d'une indemnité ne pouvant être supérieure à un mois de salaire lorsque le licenciement d'un salarié s'avère être dépourvu de motifs légitimes et sérieux) ; obligation de réintégrer le salarié licencié sans motifs réels et sérieux (p. 1582) ; rejeté ; amendement n° 100 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (précisant qu'il n'y a pas de licenciement économique lorsque le salarié dont l'emploi a été supprimé a été remplacé par un autre salarié accomplissant des tâches semblables) ; déroulement des travaux de la commission des affaires culturelles ; compétence des juridictions en matière d'appel et de recours pour les salariés comme pour les employeurs ; contradiction entre les arrêts rendus ; rejeté ; amendement n° 46 de M. Robert Montdargent soutenu par Mme Muguette Jacquaint (supprimant dans la première phrase de l'article L. 122-32-1 du code du travail les mots « autre qu'un accident de trajet ») ; dissociation entre l'accident de travail et l'accident de trajet ; demande du C.N.P.F. visant à associer la cotisation et la couverture des accidents de trajet, des accidents de travail et des maladies professionnelles ; réinsertion du travailleur malade (p. 1583) ; dépendance entre les accidents de trajet et les accidents survenus dans l'entreprise ; impossibilité d'imaginer que l'employeur puisse avoir une part de responsabilité lors d'un accident de trajet ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 47 de Mme Jacqueline Hoffmann (impossibilité pour l'employeur de résilier le contrat de travail à durée déterminée ou indéterminée au cours des périodes de suspension sauf s'il justifie d'une faute grave de l'intéressé) ; abus en matière de licenciement ; protection des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (p. 1584) ; impossibilité de maintenir un contrat de travail dans toutes les circonstances ; rejeté ; amendement n° 48 de M. Charles Fiterman soutenu par M. Gérard Bordu (conditions de recours au travail temporaire) (p. 1585) ; sous-amendements n° 495 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (substituant au mot « non renouvelable » le mot « renouvelable » ; sous-amendement n° 496 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (substituant dans le sixième alinéa a) de cet amendement aux mots « et du comité d'entreprise » les mots « après avis du comité d'entreprise » ; précarisation de l'emploi ; limitation du recours au travail temporaire ; sous-amendement n° 495 : rejeté ; substitution d'un accord préalable du comité d'entreprise à l'accord préalable de l'autorité administrative (p. 1586) ; sous-amendement n° 496 : rejeté ; amendement n° 48 : rejeté ; amendement n° 49 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Michel Peyret (recours au contrat de travail temporaire avant l'expiration d'une période égale à la durée du contrat de mission venu à expiration) ; raccourcissement progressif des contrats de travail précaire ; rejeté ; amendement n° 50 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par Mme Muguette Jacquaint (impossibilité pour les salariés de renoncer à des droits ou avantages nés des dispositions d'une convention collective) (p. 1587) ; rejeté ; amendement n° 51 de M. Robert Montdargent soutenu par M. Gérard Bordu (précisant que ne peuvent être considérées comme plus favorables aux salariés les dispositions d'un accord collectif prévoyant une réduction de la durée du travail avec réduction de la rémunération) ; temps choisi ne pouvant se résumer au choix d'une moindre rémunération ; rejeté (p. 1588) ; amendement n° 52 de M. Paul Mercieca soutenu par Mme Muguette Jacquaint (cas où l'application d'une convention ou d'un accord collectif est mise en cause dans une entreprise déterminée en raison notamment d'une fusion, d'une cession, d'une scission ou d'un changement d'activité) ; exclusion dans le cadre d'une mutation d'entreprise de toute novation des contrats de travail en cours ; rejeté ; amendement n° 53 de M. Georges Marchais soutenu par M. Michel Peyret (notion de dispositions moins favorables dans une convention collective) ; convention de branche ou accord professionnel ou interprofessionnel ne pouvant comporter des dispositions moins favorables aux salariés que celles qui leur sont applicables en vertu d'une convention ou d'un accord couvrant un champ territorial ou professionnel plus large (p. 1597) ; rejeté ; amendement n° 54 de M. Roland Leroy soutenu par M. Jean Giard (tendant à compléter l'article L. 132-20 du code du travail par l'alinéa suivant « en outre, chaque organisation syndicale représentative peut adjoindre à sa délégation un représentant de son organisation extérieure à l'entreprise » ; chef d'entreprise étant dans la négociation entouré de personnalités compétentes ; opportunité que les représentants syndicaux puissent s'adjoindre l'aide d'un représentant de leur propre organisation syndicale ; existence de patrons essayant de créer des emplois ; rejeté (p. 1598) ; amendement n° 55 de M. Daniel Le Meur (abrogation de l'article L. 132-26 du code du travail) ; accord d'entreprise pouvant déroger dans un sens plus favorable aux salariés à des dispositions législatives ou réglementaires ou un accord de branche) ; possibilité d'opposition des organisations non signataires de l'accord ; groupe communiste cherchant par le biais d'amendements « à régler ses comptes avec le parti socialiste » ; rejeté ; refus d'enregistrer un certain nombre de sous-amendements déposés par le groupe socialiste ; dépôt de soixante-cinq sous-amendements du groupe socialiste constituant une preuve évidente d'une volonté manifeste de ralentir systématiquement le cours des débats (p. 1599) ; **rappel au règlement de M. Jean Auroux** ; amendement n° 56 de M. Michel Peyret soutenu par M. Jean Jarosz (composition des délégations négociant sur les conventions de branche et accords professionnels ou interprofessionnels et leur extension) ;

extension des conventions collectives ; critères de la représentativité syndicale ; situation de la confédération des syndicats libres ; rejeté ; **rappel au règlement de M. Jean-Pierre Delalande** (p. 1600) ; amendement n° 57 de M. André Lajoinie soutenu par Mme Muguette Jacquaint (opposition des organisations syndicales de salariés à l'extension d'une convention ou d'un accord collectif) ; consultation de la commission nationale de la négociation collective ; volonté de détruire l'entreprise traduite par certains amendements communistes ; rejeté ; amendement n° 58 de M. Roger Combrisson soutenu par M. Jean Giard (possibilité de déroger exclusivement dans un sens plus favorable aux salariés par convention ou accord collectif étendu, à celles des dispositions des décrets relatifs à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail ainsi qu'aux modalités de récupération des heures perdues) (p. 1601) ; nécessité qu'il puisse être dérogé à l'aménagement et à la répartition des horaires de travail exclusivement dans un sens plus favorable aux salariés ; sous-amendement n° 497 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau à l'amendement n° 58 de M. Roger Combrisson (tendant dans le deuxième alinéa de cet amendement à supprimer les mots « exclusivement ») ; sous-amendement n° 498 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau à l'amendement n° 58 de M. Roger Combrisson (tendant dans le deuxième alinéa de cet amendement à insérer après les mots « accord collectif » les mots « qui peut-être ») ; sous-amendement n° 497 : rejeté ; extension d'un accord collectif dépendant d'une décision du ministre du travail ; sous-amendement n° 498 : rejeté ; amendement n° 58 : rejeté ; amendement n° 59 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. Michel Peyret (recherche et mise en place des adaptations de plages horaires et de processus de production permettant de déroger dans la limite légale de la durée hebdomadaire du travail à la règle de l'horaire collectif de travail et à pratiquer des horaires individualisés) ; projet du Gouvernement faisant s'écrouler un nouveau pan du code du travail (p. 1602) ; nécessité que les travailleurs puissent intervenir sur la stratégie et la gestion de l'entreprise ; pratique d'horaires individualisés ; confusion par les parlementaires communistes de la fête de l'Humanité avec l'Assemblée nationale ; démolition des entreprises par la C.G.T., « courroie de transmission du parti communiste » ; amendements communistes améliorant le droit du travail ; rejeté (p. 1603) ; **rappels au règlement de M. Jean Auroux** (p. 1604) ; amendement n° 60 de M. Alain Bocquet soutenu par M. Vincent Porelli (abrogation des articles L. 212-8-1, L. 212-8-2, L. 212-8-3, L. 212-8-5 et du dernier alinéa de l'article L. 212-5 du code du travail) ; nécessité d'abroger les articles introduits dans le code du travail par la loi du 26 février 1986 ; sous-amendement n° 499 de M. Jean Auroux à l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet (tendant dans cet amendement à supprimer les mots « L. 212-8-1 ») ; sous-amendement n° 500 de M. Jean Auroux à l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet (tendant dans cet amendement à supprimer les mots « L. 212-8-2 ») ; sous-amendement n° 501 de M. Jean Auroux à l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet (tendant dans cet amendement à supprimer les mots « L. 212-8-3 ») ; sous-amendement n° 502 de M. Jean Auroux à l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet (tendant dans cet amendement à supprimer les mots « L. 212-8-5 ») ; sous-amendement n° 503 de M. Jean Auroux à l'amendement n° 60 de M. Alain Bocquet (tendant dans cet amendement à supprimer les mots « et le dernier de l'article L. 212-5 du code du travail ») ; possibilité qu'aurait la présidence de faire application de l'article 98, alinéa 5, du règlement ; **rappel au règlement de M. Pierre Joxe** (p. 1605) ; modalités d'application de l'article 98, alinéa 5, du règlement de l'Assemblée nationale ; amendement n° 60 : déclaré irrecevable ; sous-amendements n° 499 à 503 : devenus sans objet ; amendement n° 61 de M. Rémy Auchedé soutenu par Mme Muguette Jacquaint (possibilité d'effectuer des heures supplémentaires dans la limite d'un contingent annuel de 80 heures) (p. 1606) ; irrecevabilité de l'amendement n° 60 ; amendement n° 61 : rejeté ; amendement n° 62 de M. François Asensi soutenu par M. Marcel Rigout (réglementation des heures supplémentaires) ; réglementation des heures supplémentaires ; impossibilité qu'une convention collective fixe un contingent annuel d'heures supplémentaires supérieur à celui qui est déterminé par décret (p. 1607) ; rejeté ; **rappel au règlement de MM. Emmanuel Aubert**, Gérard Collomb (p. 1608) et Bernard Deschamps ; amendement n° 63 de M. Gustave Ansart soutenu par M. Bernard Deschamps (heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent déterminé en application de l'article L. 212-6 du code du travail) ; situation du corps des inspecteurs du travail ; rejeté (p. 1609) ; amendement n° 64 de M. Marcel Rigout (tendant dans la première phrase du deuxième alinéa de l'article L. 212-7 du code du travail à remplacer les mots « 46 heures » par les mots « quarante deux heures ») ; limitation du recours aux heures supplémentaires ; abaissement à quarante-deux heures de la durée moyenne hebdomadaire de travail calculée sur douze semaines ; rigidification des conditions de travail n'ayant jamais créé d'emplois ; rejeté ; amendement n° 65 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Michel Peyret (durée hebdomadaire du travail pouvant varier à condition que sur un an cette durée n'excède pas en moyenne la durée légale fixée à l'article L. 212-1 et que les conditions de sa modulation soient prévues par une convention ou un accord collectif étendu) ; nécessaire diminution de la durée du travail représentant la fraction de productivité dont les salariés doivent bénéficier (p. 1610) ; impossibilité que la diminution du temps de travail induise une baisse des revenus disponibles ; rejeté ; amendement n° 66 de M. Jean Reyssier soutenu par M. Bernard Deschamps (article L. 212-2 du code du travail) ; travail de nuit des femmes ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 67 de M. Vincent Porelli (abrogation de l'article L. 213-6 du code du travail) ; possibilité pour l'employeur de faire travailler les femmes de nuit (p. 1611) ; substitution de dispositions contractuelles à des dispositions légales ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 68 de M. Michel Peyret soutenu par M. Jean Jarosz (conditions de dérogation à l'article L. 213-10 du code du travail) ; possibilité de déroger sur simple préavis à l'interdiction du travail de nuit pour les jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans ; nécessité que cette dérogation soit subordonnée à l'accord du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut à celui des délégués du personnel (p. 1612) ; institution d'un salaire familial épargnant aux femmes de travailler à l'extérieur) éventuellement la nuit ; rejeté au scrutin public (p. 1613) ; amendement n° 69 de M. Ernest Moutoussamy soutenu par M. Jean Giard (non application de l'article 221-6 du code du travail aux entreprises commerciales, alimentaires ou non alimentaires) ; protection accrue des salariés du secteur de la distribution et du commerce (p. 1622) ; interdiction du travail le dimanche ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 70 de M. Paul Chomat soutenu par Mme Muguette Jacquaint (abrogation du deuxième alinéa de l'article L. 222-1-1 du code du travail) ; introduction par des lois précédentes de possibilité de dérogation aux règles d'attribution du repos compensateur ; rejeté ; amendement n° 71 de M. Paul Mercieca soutenu par Mme Muguette Jacquaint (demande de cessation d'une situation dangereuse par un représentant du personnel) : rejeté ; amendement n° 101 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (précisant que le licenciement consécutif au refus d'un salarié d'accepter le transfert de son lieu de travail du fait du déplacement de son établissement constitue un licenciement de nature économique) (p. 1623) ; modification des implantations des entreprises sur le territoire national ; problème des salariés atteignant la cinquantaine ; conflits entre la jurisprudence administrative et la jurisprudence de la Cour de cassation ; nature de l'indemnité à laquelle pourra prétendre le salarié quelle que soit la nature du licenciement (p. 1624) ; rejeté ; amendement n° 102 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (priorité de réembauchage pour les salariés licenciés dans le cadre d'un licenciement collectif d'ordre économique) ; sous-amendement n° 569 de Mme Marie-Josèphe Sublet (complétant le deuxième alinéa de cet amendement par les mots « sous condition d'en demander le bénéfice dans les deux mois suivant leur départ ») ; situation de la législation en Suède ; prise en compte des impératifs de gestion prévisionnelle du personnel ; accord interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi de 1969 prévoyant la priorité de réembauchage (p. 1625) ; association des ouvriers cadres et agents techniques à la gestion ; sous-amendement n° 569 : rejeté ; amendement n° 102 : rejeté ; amendement n° 103 de M. Jean Auroux (licenciement des représentants du personnel) ; sous-amendement n° 570 de Mme Martine Frachon (complétant le deuxième alinéa de cet amendement par les mots « sous-préjudice des dispositions relatives aux licenciements économiques ») ; avis du Conseil économique et social sur les projets relatifs aux droits des travailleurs ; déclarations de M. Barrot, président de la commission des affaires culturelles sur la politique contractuelle (p. 1626) ; opposition des organisations syndicales représentatives aux procédures retenues ; possibilité pour les salariés syndiqués de bénéficier des protections dues à leurs responsabilités syndicales ; protection des représentants du personnel au sein des entreprises ; non remise en cause par le projet de loi des procédures protectrices particulières applicables aux représentants du personnel ; sous-amendement n° 570 : rejeté ; amendement n° 103 : rejeté ; amendement n° 104 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (cas ou un licenciement pour cause économique

comprend des délégués syndicaux) (p. 1627) ; sous-amendement n° 571 de Mme Marie-Josèphe Sublet à l'amendement n° 104 de M. Jean Auroux (complétant le deuxième alinéa de cet amendement par les mots « sans préjudice par ailleurs des dispositions relatives aux licenciements économiques ») ; organisation des relations sociales dans l'entreprise ; licenciement des délégués syndicaux ; rôle des délégués syndicaux dans la négociation au sein de l'entreprise ; non remise en cause par le projet de loi des règles légales de consultation des représentants du personnel applicables en cas de licenciement économique de salariés protégés (p. 1628) ; sous-amendement n° 571 : rejeté ; amendement n° 104 : rejeté ; amendement n° 105 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (supprimant à la fin du premier alinéa de l'article L. 321-3 du code du travail les mots « lorsque le nombre de licenciements envisagé est au moins égal à dix ») ; cas des licenciements de moins de dix salariés ; extension de la protection offerte par la consultation des délégués du personnel ou du comité d'entreprise ; dispositions de l'accord interprofessionnel de 1969 prévoyant les procédures de consultation en fonction du nombre des licenciements ; rejeté ; amendement n° 106 de M. Jean Auroux (information des délégués du personnel des licenciements individuels pour motif économique d'ordre conjoncturel ou structurel ») (p. 1629) ; réserve exprimée par M. Chotard sur le projet de loi ; introduction dans la loi de 1982 de dispositions permettant au comité d'entreprise d'être saisi en cas de licenciement individuel pour motif économique (p. 1630) ; incompétence professionnelle des députés socialistes pour donner des leçons aux chefs d'entreprise ; rejeté ; **rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Sueur ; amendement n° 107 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (information du comité d'entreprise des projets de licenciements de moins de dix salariés, des licenciements individuels pour motif économique d'ordre conjoncturel ou structurel) (p. 1631) ; saisine et étude du comité d'entreprise pour toutes les compressions d'effectif envisagées par l'entreprise (p. 1632) ; rejeté ; amendement n° 108 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (obligation d'une consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel pour les licenciements individuels pour motif économique) ; application des stipulations de l'accord interprofessionnel de 1969 sur l'emploi relatives à la consultation du comité d'entreprise quel que soit le nombre de licenciements économiques ; option entre la saisine du comité d'entreprise ou la procédure du licenciement individuel avec simple entretien préalable ; suppression de la distinction entre licenciement pour motif économique à caractère structurel et licenciement pour motif économique à caractère conjoncturel ; rejeté ; amendement n° 109 de M. Jean Auroux (précisant qu'en cas de désaccord des délégués du personnel sur le projet de licenciement, l'employeur désireux de faire aboutir cette procédure doit saisir le tribunal des prud'hommes) ; existence d'une telle disposition dans la législation d'autres pays (p. 1633) ; rénovation de l'institution des prud'hommes en 1982 ; maintien de la compétence du tribunal administratif en cas de recours contentieux ; encombrement des juridictions prud'hommales ; augmentation du nombre des chômeurs à la fin de 1986 (p. 1634) ; nécessité de supprimer un frein à l'embauche ; reproduction de la législation suédoise ; rejeté ; amendement n° 110 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (appréciation du nombre des licenciements lorsque les établissements distincts réalisent simultanément des licenciements se fondant sur des motifs économiques touchant l'ensemble de l'entreprise) (p. 1635) ; problèmes des entreprises à établissements multiples ; saisine du comité central d'entreprise de la totalité des licenciements pour raison économique envisagés dans chaque établissement ; législation relative à la compétence et la consultation du comité d'entreprise dans les entreprises à établissements multiples ; autonomie des établissements ; représentativité des députés ; appartenance de Benito Mussolini au parti socialiste lorsqu'il était instituteur (p. 1636) ; **rappel au règlement** de M. Bernard Deschamps ; **rappels au règlement** de MM. Michel Coffineau, Gérard Collomb et Marcel Rigout (p. 1637) ; **rappels au règlement** de MM. Yvon Briant, Marcel Rigoult, François Bachelot et de Louis Mexandeau (p. 1638) ; amendement n° 110 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 111 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (prévoyant que les consultations doivent porter sur les possibilités d'éviter ou de réduire les licenciements collectifs) ; sous-amendement n° 572 de MmeGinette Leroux (précisant que dans le cas de cette consultation, l'entreprise doit mettre à l'étude des suggestions présentées par le comité d'entreprise ou d'établissement en vue de réduire le nombre des licenciements) ; esprit de l'accord interprofessionnel de 1969 sur les suggestions pouvant être émises par le comité d'entreprise ou les délégués du personnel ; appréciation collective de la situation de l'entreprise ; plan social (p. 1639) ; sous-amendement n° 572 ; rejeté ; amendement n° 111 : rejeté ; amendement n° 112 de M. Jean Auroux (information des sections syndicales de tout projet de licenciement économique par l'employeur lorsqu'une convention collective comporte des dispositions relatives au contrôle de l'emploi) ; élargissement du champ de la discussion et de la politique contractuelle ; accord des partenaires sociaux sur les conventions collectives de branches et des conventions collectives d'entreprises abordant les problèmes de gestion des effectifs ; volonté des chefs d'entreprise de créer des emplois ; problèmes des baisses d'activité (p. 1640) ; amendement n° 112 : rejeté ; amendement n° 113 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (liste nominative des salariés dont le licenciement est envisagé) ; pesanteur des délais conventionnels ; indications données au comité d'entreprise par l'employeur voulant licencier ; établissement d'une liste nominative des salariés dont le licenciement est envisagé ; rejeté ; amendement n° 114 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (insérant après le septième alinéa de l'article L. 321-4 du code du travail l'alinéa suivant : « le plan social qu'il envisage » (p. 1641) ; sous-amendement n° 573 de Mme Martine Frachon (possibilité pour le comité d'entreprise de bénéficier de l'assistance de l'expert comptable pour se prononcer sur le plan social) ; terme de plan social ne figurant que dans des dispositions conventionnelles ; mesures susceptibles de trouver place dans le plan social ; existence d'un plan social garantie par l'intervention de l'autorité administrative ; possibilité nouvelle d'une assistance technique ; apports de la loi du 1er mars 1984 relative à la prévention des difficultés des entreprises et à leur règlement amiable ; compétence de l'expert comptable ; sous-amendement n° 573 : rejeté (p. 1642) ; amendement n° 114 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 115 de M. Jean Auroux (précisant que l'employeur est tenu d'indiquer les critères ayant présidé à l'établissement de la liste des licenciements) ; cas d'une entreprise d'Alsace amenée à licencier une centaine de personnes ; rejeté ; amendement n° 116 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (prévoyant que lorsque le comité d'entreprise ou d'établissement est consulté sur un projet de licenciement collectif, l'ordre du jour doit le mentionner expressément) (p. 1643) ; indications données à la commission par les organisations syndicales ; refus du C.N.P.F. de reprendre la négociation ; réunion des comités d'entreprise sur divers sujets d'ordre général ; mention expresse pour la réunion du comité d'entreprise consulté sur un projet de licenciement ; rejeté ; amendement n° 117 de M. Jean Auroux soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (information des représentants du personnel lorsque le licenciement est consécutif à une opération de concentration, de fusion, de restructuration) ; informations fournies par l'employeur en cas de licenciement économique s'agissant d'une entreprise située dans un ensemble plus vaste ; jurisprudence du Conseil d'Etat (p. 1644) ; information économique du comité d'entreprise ; saisine du comité d'entreprise en cas de modification juridique de l'entreprise ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 118 de M. Jean Auroux (précisant que la consultation de l'autorité administrative doit intervenir avant toute notification de licenciement par l'employeur au salarié concerné) (p. 1645) ; orientation des négociations entre partenaires sociaux ; rejeté ; amendement n° 119 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (consultation de l'autorité administrative et vérification de l'ordre des licenciements) ; problèmes de reclassement ; extension du contrôle de l'inspection du travail sur l'ordre des licenciements ; rejeté ; amendement n° 120 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (compétence du directeur départemental du travail pour recevoir la demande de consultation nécessaire à la procédure de licenciement économique) ; problème de la juridiction compétente ; nécessité d'éviter les contentieux (p. 1646) ; rejeté ; amendement n° 121 de M. Jean Auroux (soumission de la liste des licenciements envisagés à l'autorité administrative consultée) : rejeté ; amendement n° 481 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (cas où la procédure de licenciement appelle en raison de l'effectif du licenciement et de l'ancienneté du salarié concerné la convocation préalable du salarié) ; portée de la consultation de l'autorité administrative dans les cas de licenciements de moins de dix salariés (p. 1647) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 122 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (cas où une entreprise comporte plusieurs centres d'activité) ; problèmes de l'entreprise à structure complexe ; détermination du directeur départemental géographiquement compétent pour connaître une demande d'autorisation ; restructuration touchant l'ensemble des groupes ; détermination réglementaire du choix du directeur départemental

compétent ; rejeté ; amendement n° 72 de M. Guy Hermier soutenu par M. Jean Giard (publication par le ministre chargé du travail des chiffres relatifs aux demandes d'autorisation administrative de licenciement pour cause économique) (p. 1648) ; rejeté ; amendement n° 123 de M. Jean Auroux (insérant avant l'article 1er l'article suivant : « après le quatrième alinéa, (3°) de l'article L. 321-11 du code du travail est inséré un alinéa (4°) ainsi rédigé : « 4° » N'aura pas fourni les informations prévues à l'article L. 321-4 du code du travail ») ; nécessité de rendre les salariés plus sensibles aux réalités économiques et les chefs d'entreprise plus ouverts aux réalités sociales ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 73 de M. Georges Hage soutenu par M. Bernard Deschamps (cas où l'employeur prononce un ou plusieurs licenciements pour cause économique sans qu'ait été présentée une demande d'autorisation à l'autorité administrative) ; amendement n° 124 de M. Jean Auroux (même objet) (p. 1649) ; réintégration immédiate du salarié dans l'entreprise ; amendement n° 124 : retiré ; amendement n° 73 : rejeté ; amendement n° 74 de M. Jean Jarosz soutenu par Mme Muguette Jacquaint (remplaçant dans le quatrième alinéa de l'article L. 425-1 du code du travail les mots « les six premiers mois qui suivent » par les mots « l'année qui suit ») ; protection organisée par le code du travail en faveur des délégués du personnel ; rejeté ; amendement n° 125 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (consultation du comité d'entreprise pour tout projet de licenciement économique) ; gestion économique nécessitant la modification du volume des effectifs ou de leurs structures ; mauvaise volonté manifestée par certains chefs d'entreprise pour fournir des informations nécessaires (p. 1650) ; sous-amendement n° 574 de Mme Marie-Josèphe Sublet soutenu par M. Gérard Collomb (complétant ainsi cet amendement : « qu'il porte sur des licenciements individuels, des licenciements de moins de dix salariés ou des licenciements de plus de dix salariés ») ; licenciements de moins de dix salariés échappant à l'examen du comité d'entreprise ; distinction établie par M. Gérard Collomb entre la notion de compression d'effectif et celle de licenciement ; sous-amendement n° 574 : rejeté ; amendement n° 125 : rejeté ; amendement n° 75 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Jean Jarosz (remplaçant dans la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 436-1 du code du travail les mots « les six premiers mois qui suivent » par les mots « l'année qui suit ») ; extension de la durée de protection dont bénéficient les anciens membres des comités d'entreprise et les anciens représentants syndicaux (p. 1651) ; rejeté ; amendement n° 76 de M. Elie Hoarau soutenu par M. Bernard Deschamps (précisant que les procédures engagées devant les conseils de prud'hommes sont suspensives lorsqu'elles concernent des licenciements) (p. 1652) ; délais : pour le prononcé des jugements ; rupture du lien du salarié avec son ancienne entreprise ; valeur symbolique de la décision des prud'hommes ; rejeté ; amendement n° 77 de Mme Jacqueline Hoffmann soutenu par M. Jean Giard (précisant que nonobstant appel les jugements rendus par les conseils de prud'hommes sont exécutoires) ; politique du C.N.P.F. demandant aux patrons d'interjeter systématiquement appel des décisions rendues ; attitude patronale remettant en cause l'originalité et la spécificité de l'institution prud'hommale ; rejeté ; amendement n° 78 de M. Daniel Le Meur soutenu par Mme Muguette Jacquaint (précisant que le droit de grève s'exerce sans restriction) (p. 1653) ; rejeté (p. 1654) ; réserve des amendements visant à écarter certaines catégories d'entreprise ou certaines entreprises du champ d'application de la loi ; amendements n° 126, 127, 128, 129 à 136, 478, 480 et 138 de M. Jean Auroux : réservés jusqu'après l'examen de l'article 5 du projet de loi en application de l'article 95, alinéas 4 et 5, du Règlement ; **rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Delalande (p. 1690) ; **rappel au règlement** de M. Joseph-Henri Maujoüan du Gasset ; **rappel au règlement** de M. Michel Coffineau. amendement n° 137 de M. Jean Auroux (interdiction des licenciements pour motif économique pour un salarié dont la perte d'emploi entraînerait la disparition totale des revenus du ménage) ; dimension sociale des licenciements (p. 1691) ; salariés victimes d'un licenciement économique bénéficiant d'une indemnisation de l'U.N.E.D.I.C. ; rejeté ; amendement n° 139 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (dépôt d'un projet de loi à la cession d'automne reprenant les dispositions de l'accord conclu entre les partenaires sociaux sur les procédures appliquées aux licenciements économiques) ; nécessité de commencer par la négociation ; subordination de la suppression de l'autorisation administrative à l'intervention d'un accord préalable entre les partenaires sociaux ; opposition de toutes les organisations syndicales au projet de loi ; échec de la négociation en 1984 ; diversité des positions quant au sujet à négocier (p. 1692) ; prise en compte de ces préoccupations par l'article 3 ; impossibilité de lier le Parlement à un résultat d'un accord entre partenaires sociaux ; position d'un certain nombre de fédérations syndicales ; début de discussions exploratoires par certaines organisations dans certaines branches ; amendement n° 139 : rejeté au scrutin public (p. 1693) ; amendement n° 475 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (remplaçant dans l'intitulé du livre troisième du code du travail les mots « placement et emploi » par les mots « placement et licenciement ») ; non intervention de l'Etat en matière économique pour la protection de l'emploi ; conception mise en œuvre par les partis de la Résistance ; rejeté ; amendement n° 476 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (remplaçant dans l'intitulé du titre II du livre troisième du code du travail le mot « emploi » par le mot « licenciement ») ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 477 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (remplaçant dans l'intitulé du chapitre Ier du titre deuxième du livre troisième du code du travail, les mots « contrôle de l'emploi » par les mots « les facilités de licenciement ») (p. 1694) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 479 de M. Jean Auroux (application de la loi dans les communes gérées par un membre du Gouvernement, par un député ou un sénateur membre de l'opposition) : retiré.

Article 1er *(suppression de l'autorisation administrative de licenciement pour motif économique à compter du 1er janvier 1987)* : menace de l'utilisation de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution ; pourcentage des autorisations accordées ; modification des délais prévus dans le protocole de décembre 1984 (p. 1695) ; **rappel au règlement** de M. Yvon Briant ; caractère grave du licenciement ; nécessité de veiller au respect des procédures de licenciement et à la mise en œuvre d'un plan social (p. 1696) ; apparition d'une crise de confiance chez les partenaires sociaux ; disparition des mécanismes de médiation par le biais de l'inspection du travail ; participation des salariés aux fruits de la vie de l'entreprise ; suppression de l'impôt sur les grandes fortunes ; remise en cause des seuils fiscaux et sociaux (p. 1697) ; application des dispositions les plus extrêmes du programme de la droite ; évolution des rapports de force entre syndicats et patrons depuis 1975 ; **rappel au règlement** de M. Yvon Briant (p. 1698) ; opposition unanime des organisations syndicales au projet ; conditions de la négociation dès lors que la suppression aura été votée préalablement ; nécessité de créer un environnement favorable aux petites et moyennes entreprises ; Gouvernement cédant aux pressions idéologiques (p. 1708) ; caractère essentiel de l'effort de formation ; intervention des pouvoirs publics pour suppléer à une défaillance de gestion dans une entreprise privée dont la collectivité n'a pas estimé pouvoir se désintéresser ; cas de l'entreprise Manurhin-Défense de Mulhouse ; ébranlement du droit du travail par la récente loi sur la flexibilité (p. 1709) ; accentuation de la dissymétrie existant entre les employeurs et les salariés ; contrôle des licenciements ne constituant pas un frein à l'embauche ; engorgement des conseils de prud'hommes (p. 1710) ; institution de l'exécution provisoire ; juridiction prud'hommale constituant l'unique recours dont disposent les salariés pour faire annuler un licenciement ; conséquences de la suppression de l'autorisation administrative dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics ; signature d'un accord collectif imposant la « flexibilité Delebarre » avant l'heure (p. 1711) ; **rappel au règlement** de M. Jean Le Garrec ; **rappel au règlement** de M. François Bachelot ; situation des agents des services du travail et de l'emploi ; suppression d'emplois d'inspecteurs du travail ; autorisation administrative ne constituant pas une réelle garantie pour les salariés (p. 1712) ; refus partiel dans 40 % des cas ; création éventuelle d'emplois après l'adoption du projet de loi ; procédure visant à empêcher les abus, à faciliter la concertation et à rechercher les mesures sociales d'accompagnement ; remise en cause de la politique contractuelle (p. 1713) ; opinion défavorable au projet au sein de la majorité ; suppression d'emplois d'ici la fin de l'année ; fossé entre les organisations patronales et les organisations syndicales ; résultats du plan textile (p. 1714) ; **rappel au règlement** de M. Emmanuel Aubert (p. 1715) ; pourcentage des autorisations accordées ; mobilisation idéologique de la gauche ; **rappel au règlement** de M. Gilbert Gantier ; **adoption** d'une demande de clôture de discussion en application de l'article 5 alinéa 3 et 4 du règlement de l'Assemblée nationale (p. 1716) ; **rappel au règlement** de M. Michel Coffineau (p. 1716) ; **rappels au règlement** de MM. Paul Chomat, Jean Giard (p. 1717) ; **rappel au règlement** de M. Henri Bouvet ; amendements identiques n° 79 de M. Maxime Gremetz soutenu par M. Daniel Le Meur et n° 140 de M. Jean Auroux soutenu par M. Jean Legarrec (de

suppression) ; remplacement du contrôle administratif préalable au refus ou à l'autorisation de licenciement par un licenciement de salariés préalable à l'intervention du juge judiciaire intervention du conseil des prud'hommes ; article portant atteinte aux délais conventionnels ; contrainte administrative ne pesant pas sur les entreprises ; contacts informels entre les entreprises et les inspecteurs du travail avant le dépôt officiel de la demande ; difficultés réelles des petites et moyennes entreprises (p. 1718) ; existence de délais paralégaux avant l'ouverture du délai officiel entre l'administration et le chef d'entreprise ; autorisation préalable de licenciement ne constituant pas la clé de voute du droit social ; rejetés au scrutin public ; amendement n° 141 de M. Jean Auroux soutenu par M. Christian Goux (supprimant le premier alinéa de cet article) ; mesures économiques et sociales mises en place par le Gouvernement issu de la Résistance (p. 1719) ; ordonnances de 1945 ; contrôle de l'emploi ; possibilité d'améliorer la loi de 1975 ; persistance du chômage en Europe ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 11 de M. François Bachelot (supprimant dans le premier alinéa de cet article les mots « à compter du 1er janvier 1987 sauf, dans les cas fixés à l'article 4 ci-après, où elle l'est ») (p. 1720) ; préservation de l'U.N.E.D.I.C. ; impossibilité pour un entrepreneur d'embaucher dans les douze mois suivant un licenciement économique ; incitation des partenaires sociaux à réouvrir une négociation ayant échoué lors du protocole d'accord de 1984 ; extraction du domaine de la loi de tout ce qui peut relever du domaine conventionnel (p. 1721) ; « conception paternaliste et archaïque » du dialogue social ; recours aux licenciements par « paquet de neuf salariés » ; rejeté au scrutin public ; amendements ayant pour objet d'exclure du champ d'application de la loi certaines entreprises ou catégories d'entreprises et visant à exclure du champ d'application de la loi les entreprises assujetties à une convention collective nationale étendue ; application de l'article 95, alinéas 4 et 5, du règlement à la demande du Gouvernement visant à réserver jusqu'après l'article 5 les amendements nos 249 de M. Lajoinie, 250 de M. Le Meur, 251 M. Leroy, 252 de M. Marchais, 253 de M. Mercieca, 254 de M. Moutoussamy, 255 de M. Peyret, 256 de M. Porelli, 257 de M. Reyssier, 258 de M. Rigout, 259 de M. Rimbault, 260 de M. Jacques Roux, 261 de M. Vergès, 262 de M. Ansart, 263 de M. Asensi, 264 de M. Auchedé, 265 de M. Barthe, 266 de M. Bocquet, 267 de M. Montdargent, 268 de M. Bordu, 269 de M. Jarosz, 154, 222, 232 et 214 de M. Auroux, 270 de Mme Jacquaint, 227 de M. Auroux, 271 de Mme Hoffmann, 272 de M. Hermier, 144 et 183 de M. Auroux, 273 de M. Hage, 274 de M. Gremetz, 192 de M. Auroux, 275 de M. Giard, 276 de M. Gayssot, 169 et 225 de M. Auroux, 277 de Mme Gœuriot, 278 de M. Asensi, 279 de M. Auchedé, 280 de M. Barthe, 218, 215 et 198 de M. Auroux, 281 de M. Bordu, 282 de M. Bocquet, 191 et 184 de M. Auroux, 283 de M. Ansart, 284 de M. Chomat, 285 de M. Deschamps, 181 de M. Auroux, 286 de M. Ducoloné, 287 de M. Combrisson, 288 de M. Fiterman, 289 de M. Hermier, 290 de M. Hoarau, 291 de Mme Hoffmann, 292 de Mme Jacquaint, 195 de M. Auroux, 293 de M. Jarosz, 294 de M. Lajoinie, 295 de M. Le Meur, 296 de M. Marchais, 297 de M. Mercieca, 298 de M. Montdargent, 299 de M. Moutoussamy, 302 de M. Ansart, 301 de M. Jacques Roux, 300 de M. Rimbault, 303 de M. Vergès, 304 de M. Asensi, 305 de M. Combrisson, 189 de M. Auroux, 306 de M. Deschamps, 307 de M. Fiterman, 308 de M. Gayssot, 309 de M. Ducoloné, 310 de M. Giard, 311 de Mme Gœuriot, 312 de M. Gremetz, 313 de M. Hage, 160 de M. Auroux, 314 de M. Hermier, 316 de M. Hoarau, 315 de M. Moutoussamy, 147, 203, 204 et 205 de M. Auroux, 317 de M. Jacques Roux, 200 et 201 de M. Auroux, 318 de M. Barthe, 319 de M. Bœquet, 320 de M. Bordu, 321 de M. Chomat, 180 de M. Auroux, 322 de M. Gremetz, 323 de M. Hage, 324 de M. Hermier, 176, 175 et 174 de M. Auroux, 325 de M. Hoarau, 326 de M. Le Meur, 327 de M. Leroy, 328 de M. Marchais, 329 de M. Mercieca, 330 de M. Montdargent, 188 de M. Auroux, 331 de M. Moutoussamy, 332 de M. Peyret, 197 et 151 de M. Auroux, 333 de M. Porelli, 334 de M. Reyssier, 149 de M. Auroux, 335 de M. Rigout, 336 de M. Rimbault, 146 et 229 de M. Auroux, 337 de M. Jacques Roux, 167, 173 et 217 de M. Auroux, 338 de M. Ansart, 339 de M. Vergès, 340 de M. Asensi, 186 de M. Auroux, p. 1722) ; 341 de M. Auchedé, 163 de M. Auroux, 342 de M. Barthe, 343 de M. Bocquet, 344 de M. Bordu, 345 de M. Chomat, 346 de M. Combrisson, 347 de M. Deschamps, 150 de M. Auroux, 348 de M. Ducoloné, 349 de M. Hage, 182 de M. Auroux, 350 de M. Peyret, 351 de M. Porelli, 190 de M. Auroux, 352 de M. Gremetz, 353 de Mme Gœuriot, 216 de M. Auroux, 354 de M. Giard, 355 de M. Gayssot, 208 de M. Auroux, 356 de M. Fiterman, 357 de M. Rimbault, 194 de M. Auroux, 358 de M. Auchedé, 359 de M. Ansart, 177 et 202 de M. Auroux, 360 de M. Asensi, 361 de M. Leroy, 362 de M. Le Meur, 363 de M. Lajoinie, 364 de M. Jarosz, 365 de Mme Jacquaint, 179 de M. Auroux, 366 de M. Chomat, 145, 143, 165 et 170 de M. Auroux, 367 de M. Bordu, 166 de M. Auroux, 368 de M. Barthe, 369 de M. Bocquet, 370 de M. Auchedé, 371 de M. Rigout, 372 de M. Reyssier, 373 de M. Leroy, 158, 171, 172, 168 et 196 de M. Auroux, 374 de M. Marchais, 375 de M. Mercieca, 483 de M. Ansart, 156 de M. Auroux, 376 de M. Montdargent, 164 de M. Auroux, 377 de M. Moutoussamy, 378 de M. Peyret, 152, 155 et 157 de M. Auroux, 379 de M. Porelli, 380 de M. Reyssier, 211 de M. Auroux, 381 de M. Rigout, 382 de M. Montdargent, 383 de M. Mercieca, 384 de M. Marchais, 385 de M. Jarosz, 386 de Mme Jacquaint, 387 de Mme Hoffmann, 226 de M. Auroux, 388 de M. Hoarau, 193 de M. Auroux, 390 de M. Hage, 389 de M. Hermier, 161 de M. Auroux, 391 de M. Gremetz, 392 de Mme Gœuriot, 393 de M. Giart, 394 de M. Gayssot, 395 de M. Fiterman, 148 de M. Auroux, 396 de M. Ducoloné, 162 de M. Auroux, 398 de M. Deschamps, 397 de Mme Hoffmann, 399 de M. Rigoux, 400 de Mme Gœuriot, 401 de M. Giard, 402 de M. Gayssot, 403 de M. Fiterman, 228 de M. Auroux, 404 de M. Ducoloné, 405 de M. Combrisson, 406 de M. Deschamps, 407 de M. Mercieca, 219 de M. Auroux, 408 de M. Marchais, 220, 230 et 199 de M. Auroux, 409 de M. Leroy, 410 de M. Le Meur, 411 de M. Lajoinie, 206 et 207 de M. Auroux, 412 de Mme Gœuriot, 413 de M. Gremetz, 414 de M. Hage, 415 de M. Hermier, 221 et 231 de M. Auroux, 416 de M. Hoarau, 224, 234, 235 et 233 de M. Auroux, 417 de Mme Hoffmann, 153, 185 et 236 de M. Auroux, 418 de Mme Jacquaint, 187 de M. Auroux, 419 de M. Lajoinie, 420 de M. Jarosz, 421 de M. Le Meur, 422 de M. Lajoinie, 423 de M. Jarosz, 424 de Mme Jacquaint, 425 de M. Porelli, 426 de M. Reyssier, 213 de M. Auroux, 427 de M. Rimbault, 428 de M. Rigout, 209 et 212 de M. Auroux, 429 de M. Jacques Roux, 210 de M. Auroux, 430 de M. Vergès, 431 de M. Jacques Roux, 432 de M. Rimbault, 433 de M. Giard, 159 de M. Auroux, 434 de M. Gayssot, 435 de M. Fiterman, 178 de M. Auroux, 436 de M. Chomat, 437 de M. Combrisson, 438 de M. Deschamps, 439 de M. Ducoloné ; **rappel au règlement** de M. Paul Chomat (p. 1723) ; **rappel au règlement de** M. Pierre Joxe ; **rappel au règlement** de M. Daniel Le Meur (p. 1724) ; **rappel au règlement** de M. Michel Delebarre ; **rappel au règlement** de M. Michel Peyret ; **rappels au règlement** de MM. Gérard Collomb et Jacques Roux (p. 1725) ; **rappel au règlement** de M. Jean Giard ; **rappel au règlement** de M. Paul Chomat ; amendement n° 482 de M. François Asensi soutenu par M. Daniel Le Meur (précisant que l'autorisation administrative de licenciement pour motif économique demeure applicable aux entreprises assujetties aux conventions collectives et aux accords collectifs étendus ou non) ; absence d'irrecevabilité frappant les amendements du groupe communiste (p. 1726) ; **rappel au règlement** de M. Pierre Joxe ; demande de vérification de quorum ; conditions dans lesquelles les séances supplémentaires peuvent être inscrites à l'ordre du jour de l'Assemblée conditions de travail du Parlement (p. 1727) ; amendement n° 482 de M. François Asensi : rejeté au scrutin public (p. 1738) ; amendement n° 142 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Welzer (supprimant dans le premier alinéa de cet article les mots « sauf dans les cas fixés à l'article 4 ci-après où elle l'est dès la date de publication de la présente loi ») ; licenciement pour faute ne nécessitant pas une autorisation administrative ; protection des salariés contre l'arbitraire ; légitimation du licenciement protégeant l'employeur contre toute poursuite judiciaire, suppression du contrôle de l'administration ne portant que sur la vérification de la réalité du motif économique invoqué ; extension du droit à l'entretien préalable et élargissement du contrôle judiciaire pour les licenciements de moins de dix salariés ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 80 de Mme Colette Gœuriot soutenu par Mme Muguette Jacquaint (maintien de l'autorisation administrative dans les branches d'activité et dans les zones géographiques où la situation de l'emploi est particulièrement menacée) (p. 1739) ; cas de la branche textile ; région Lorraine ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 237 de M. Jean Auroux (supprimant le deuxième alinéa de cet article) (p. 1740) ; reconciliation des Français avec leur entreprise depuis 1981 ; documents en provenance du C.N.P.F. ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 238 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « et sous réserve des dispositions de l'article 4 ci-après ») ; procédure des licenciements de moins de dix salariés ; conclusions du rapport Oheix de 1979 (p. 1741) ; longueur des délais conventionnels ; importance des délais paralégaux ; délais conventionnels basés

sur l'accord de 1969 ; utilisation par le groupe socialiste de la même méthode, concernant les amendements de branche, que celle utilisée par le groupe communiste lors du débat sur la flexibilité ; caractère illusoire du contrôle du motif économique (p. 1742) ; règles contractuelles en matière de protection contre les licenciements économiques résultant de l'accord national interprofessionnel du 10 février 1969 (p. 1743) ; licenciements de moins de dix salariés dans les grandes entreprises ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 239 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « sont abrogées à compter du 1er janvier 1987, les dispositions ») ; mise en cause de l'administration du ministère du travail ; amélioration de la formation des inspecteurs du travail (p. 1744) ; possibilité de réintégration du salarié abusivement licencié ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 12 de M. François Bachelot (insérant dans le deuxième alinéa de cet article après les mots « sont abrogées à compter du 1er janvier 1987, les dispositions » les mots « du dernier alinéa de l'article L. 321-4 ») (p. 1745) ; dissociation de l'information des représentants du personnel et de l'information de l'autorité administrative compétente ; obligation de communication simultanée ; **rappel au règlement** de M. Jean Auroux ; **rappel au règlement** de M. Guy Ducoloné (p. 1746) ; **rappels au règlement** de MM. Yvon Briant et Jean-Paul Fuchs (p. 1747) ; **rappel au règlement** de M. Pierre Joxe ; information du ministère des affaires sociales et de l'emploi (p. 1748) ; directives des communautés européennes prévoyant la consultation des représentants des travailleurs en vue d'aboutir à un accord ; amendement n° 12 : retiré ; amendement n° 240 de M. Jean Auroux soutenu par M. Claude Bartolone (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « de l'article L. 321-5 ») ; délai entre la consultation des représentants du personnel et la demande d'autorisation administrative de licenciement ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 241 de M. Jean Auroux soutenu par Mme Martine Frachon (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « et du premier alinéa de l'article L. 321-7 ») (p. 1749) ; situation délicate des usines Talbot et Renault ; autorisation contraignant les entreprises à négocier un plan social avec les salariés ; problèmes des petites entreprises sous-traitantes de l'industrie automobile ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 242 de M. Jean Auroux (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article la référence « L. 321-8 ») ; remise en cause des accords contractuels de branche (p. 1750) ; rejeté ; amendement n° 243 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article la référence « L. 3219 ») ; possibilité de licencier dix salariés tous les trente jours ; jurisprudence relative à la motivation des licenciements économiques ; recours à des travailleurs temporaires avant ou après les demandes de mesures de licenciement ; rejeté ; **rappel au règlement** de M. Yvon Briant (p. 1751) ; amendement n° 244 de M. Jean Auroux soutenu par M. Jean Le Garrec (supprimant dans le deuxième alinéa de cet article les mots « et L. 321-12 du code du travail ») ; contradictions et hésitations au sein de la majorité ; délai de réflexion utilisé pour la mobilisation des élus locaux ; tentation de licenciement abusif ; conclusions de la commission du bilan sur l'efficacité de l'autorisation préalable ; impossibilité de condamner l'administration à des dommages et intérêts lorsqu'une autorisation administrative a été accordée indûment (p. 1752) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 245 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (consultation de l'autorité administrative) ; respect des procédures de consultation des délégués du personnel ou du comité d'entreprise ; dispositions permettant d'alimenter la négociation entre les partenaires sociaux (p. 1753) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 489 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (consultation des commissions paritaires de l'emploi compétentes) ; création des commissions paritaires par l'accord du 10 février 1969 ; composition des commissions ; établissement d'un droit de licenciement discrétionnaire ; échec du protocole du 7 décembre 1984 prévoyant la réduction des délais conventionnels en cas de licenciement pour raisons économiques (p. 1754) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 246 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (consultation de l'autorité administrative compétente) ; possibilité de substitut à l'autorisation administrative préalable ; inopportunité de prévoir la négociation après l'intervention de la loi (p. 1755) ; définition de procédures de substitution s'agissant du plan social ou des modalités d'intervention des licenciements ; évolution de l'entreprise vers une communauté de travail (p. 1756) ; disparition définitive de l'autorisation administrative de licenciement le 1er janvier 1987 ; création d'un vide juridique jusqu'au 31 décembre pour le licenciement de moins de dix salariés (p. 1757) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 485 de M. Jean Auroux (consultation des commissions paritaires de l'emploi compétentes) ; évolution contractuelle du droit de licenciement ; option pour une formule législative déséquilibrant la négociation (p. 1758) ; réunion de la fédération nationale des travaux publics ; problème de la représentation des partenaires sociaux ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 247 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (consultation de l'autorité administrative compétente pour un projet de licenciement collectif) ; protocole du 16 décembre 1984 ne comportant pas de clause particulière sur l'autorisation administrative de licenciement (p. 1759) ; application de la loi de 1973 pour les licenciements de moins de dix salariés ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 486 de M. Jean Auroux soutenu par Mme Martine Frachon (consultation des commissions paritaires de l'emploi compétentes sur un projet de licenciement) ; nécessité de faire négocier avant de légiférer sur l'autorisation préalable ; audition de M. Kaspar en commission (p. 1760) ; procédure de garantie conventionnelle relevant exclusivement de la négociation collective ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 488 de M. Jean Auroux soutenu par M. Claude Bartolone (délais ouvert aux commissions paritaires de l'emploi compétentes pour vérifier les demandes de licenciement collectif) ; texte conventionnel régissant l'accord national interprofessionnel sur la sécurité de l'emploi du 10 février 1969 (p. 1761) ; substitution de jeunes aux salariés âgés ; difficultés nées des délais entre le moment où le licenciement est demandé et celui où il est accordé ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 484 de M. Jean Auroux soutenu par Mme Martine Frachon (supprimant dans le premier alinéa de l'article L. 321-9 du code du travail les mots « et pour faire connaître à l'employeur, soit son accord, soit son refus d'autorisation ») ; vérification des conditions d'application de la procédure de concertation, de la réalité des motifs à invoquer et de la portée des mesures de reclassement (p. 1762) ; rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Pierre Descaves (p. 1763) ; amendement n° 248 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Delebarre (consultation de l'autorité administrative compétente) ; soumission des salariés à la volonté de patrons n'assumant pas leurs responsabilités de chef d'entreprise ; délai d'examen d'une demande de licenciement permettant au dialogue d'aboutir ; fragilisation des organisations syndicales (p. 1797) ; substitution de la notion de consultation administrative à celle d'autorisation administrative ; effet d'encouragement de la loi de 1975 pour les plans sociaux ; définition progressive des modalités d'aide et de financement des plans sociaux par l'administration ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 487 de M. Jean Auroux (consultation des commissions paritaires de l'emploi compétentes) ; notion de parité ; « littérature de M. Gattaz » (p. 1798) ; nécessité de rééquilibrer la négociation ; pouvoir des partenaires sociaux se concrétisant par la convention collective ; rejeté au scrutin public ;

— article 1er : réservé jusqu'après l'article 5 (p. 1799).

Après l'article 1er : amendement n° 13 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (substituant dans le premier alinéa de cet article aux mots « où sont occupés habituellement plus de dix salariés et moins de cinquante salariés » les mots « où sont occupés habituellement plus de vingt-cinq salariés et moins de cent salariés ») ; correction de certains effets de seuils ; coût du cumul des fonctions de représentation des salariés ; cas d'une entreprise employant soixante-cinq personnes dont cinquante-quatre attachées à la production ; non remise en cause des institutions représentatives du personnel par le Gouvernement ; coût pour une petite entreprise des délégués du personnel (p. 1800) ; lissage des seuils par le Gouvernement précédent ; accord implicite entre le Gouvernement et le Front national ; **rappel au règlement** de M. François Bachelot (p. 1801) ; amendement n° 13 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 14 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (complétant l'article L. 321-3 du code du travail par l'alinéa suivant : « Le procès verbal de la réunion prévu aux alinéas précédents est communiqué à l'autorité administrative compétente une fois qu'il a été procédé au licenciement) ; comparaison des coûts des délégués du personnel pour les petites et les grandes entreprises ; modification de la représentativité syndicale (p. 1802) ; rejeté ; amendement n° 15 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (délai entre la date où les représentants du personnel sont informés et la date où la procédure de licenciement est mise en œuvre) ; nombre de faillites annuelles ; négociation entre les partenaires sociaux sur les délais ; durée moyenne retenue pour les licenciements autorisés par l'inspection du travail

apparaissant supérieur au délai administratif (p. 1803) ; rejeté ; **rappels au règlement** de MM. Michel Coffineau, Gérard Collomb (p. 1804) ; **rappels au règlement** de MM. Jean Auroux et Christian Goux (p. 1805).

Article 2 *(coordination)* : suppression de toute référence à l'autorité administrative ; analyse de la jurisprudence des diverses études sur les licenciements économiques ; possibilité pour certains députés de la majorité de ne pas voter l'article 1er ; définition des critères pour la mise en place du plan social ; licenciement sans reclassement ; fixation objective des critères par une personne extérieure à l'entreprise ; lettre de M. Gattaz faisant référence au licenciement par « petit paquet de neuf licenciés » (p. 1806) ; négociation par entreprise constituant un éclatement du code du travail ; taux maximum de l'amende encourue en cas de violation des prescriptions relatives à la consultation du personnel ; critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements ; nécessité de prendre en compte l'origine nationale pour l'ordre des licenciements ; priorité d'embauche au bénéfice des citoyens français et des ressortissants de la C.E.E. (p. 1807) ; **rappel au règlement** de M. Bruno Bourg-Broc ; clôture de la discussion en application de l'article 57, alinéa 3, du règlement ; **rappel au règlement** de MM. Paul Chomat, Michel Delebarre (p. 1808) ; **rappels au règlement** de MM. Bruno Bourg-Broc, François Bachelot, Rémy Auchedé, de Mme Muguette Jacquaint (p. 1809) ; **rappels au règlement** de MM. Bruno Gollnisch et Paul Chomat (p. 1810) ; amendements identiques n° 81 de M. Jean Giard soutenu par Mme Muguette Jacquaint et n° 440 de M. Jean Auroux soutenu par Mme Gisèle Stievenard (de suppression) ; maintien de la consultation des élus du personnel ; suppression de l'intervention de l'inspecteur du travail ; projet inspiré par la non-reconnaissance des salariés (p. 1811) ; rejetés au scrutin public (p. 1812) ; amendement n° 16 de M. François Bachelot (rédigeant ainsi le premier alinéa de cet article : « dès la publication de la présente loi ») : non soutenu ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet ; amendement n° 441 de M. Jean Auroux soutenu par M. Philippe Bassinet (supprimant le paragraphe I de cet article) ; lettre de M. Gattaz prescrivant des licenciements par groupe de dix salaires par mois (p. 1845) ; utilisation de la réserve sur les amendements ; possibilité de dissocier les critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements du constat de la nécessité économique du licenciement ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 442 de M. Jean Auroux soutenu par M. Georges Le Baill (communication à l'autorité administrative des critères retenus pour fixer l'ordre des licenciements après consultation du comité d'entreprise ou des délégués du personnel) ; délai de réflexion nécessaire et intervention de l'inspection du travail permettant d'éviter les licenciements ; déséquilibre de la négociation au profit du C.N.P.F. (p. 1846) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 82 de M. Jean-Claude Gayssot soutenu par Mme Muguette Jacquaint (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article après les mots « des délégués du personnel » les mots « et après accord de l'inspecteur du travail ») ; maintien d'un certain rôle de l'inspection du travail en matière de licenciement économique ; saisine du comité d'entreprise et des délégués du personnel dans toute entreprise de plus de cinquante salariés sur toute compression d'effectifs ; rejeté au scrutin public (p. 1847) ; opportunité de regrouper l'amendement n° 443 et les sous-amendements y afférant dans un amendement 443 nouveau ; amendement n° 443 de M. Jean Auroux et sous-amendements y afférents n° 575 à 584, 586, 587 et 585 de Mme Martine Frachon : réservés jusqu'après l'article 5 ; **rappels au règlement** de MM. Philippe Bassinet et Guy Ducoloné (p. 1848) ; **rappel au règlement** de M. Jean-Pierre Sueur ; amendement n° 444 de M. Jean Auroux soutenu par M. Louis Moulinet (communication à l'administration du travail des mesures qu'envisage de prendre l'entrepreneur pour éviter les licenciements) ; efficacité de la protection législative ; nécessité de prendre des précautions pour éviter les difficultés liées au disfonctionnement de la juridiction prud'homale (p. 1849) ; amendement ne garantissant pas la simultanéité de la communication ; rejeté au scrutin public **rappels au règlement** de MM. Philippe Bassinet et de M. Guy Ducoloné ; amendement n° 31 de M. François Bachelot soutenu par M. Yvon Briant (précisant que les critères nécessaires pour fixer l'ordre des licenciements prennent en compte au premier chef la qualité de citoyen français et de ressortissant d'un pays membre de la Communauté européenne) ; amendement n° 449 de M. Jean Auroux soutenu par M. Alain Richard (précisant que parmi les critères nécessaires pour fixer l'ordre des licenciements ne peuvent être retenus ceux qui sont relatifs à l'origine, au sexe, à l'appartenance à une ethnie, une nation, une race) (p. 1850) ; critères pris en compte pour fixer l'ordre des licenciements dans une entreprise en difficulté ; devoirs de la communauté nationale ; priorité nationale à l'embauche ; préservation de l'intégrité de la communauté ; politique d'immigration ; réglage du flux d'immigration par l'Office national de l'immigration ; unanimité autour de l'instauration d'un titre unique de séjour pour les étrangers (p. 1851) ; critères tirés du mode de vie, des habitudes sociales correspondant à telle ethnie ou à telle nationalité remise en cause des conventions et des traités ratifiés par la France ; jurisprudence de la Cour de cassation conférant à la liste des critères relatifs à l'ordre des licenciements valeur indicative ; article 407 du code pénal interdisant de licencier une personne à raison de son appartenance à une nation ; priorité de licenciement pour les travailleurs immigrés ; lutte contre le racisme ; tradition démocratique de la France (p. 1852) ; amendement n° 31 : rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement de** M. Philippe Bassinet ; amendement n° 449 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 593 de M. Yvon Briant (complétant le paragraphe I de cet article par l'alinéa suivant : «dans la deuxième phrase du même article les mots : « et en particulier celles des parents isolés » sont supprimés ») ; amendement n° 491 de Mme Florence d'Harcourt (précisant que sera considérée en premier lieu la situation des femmes chefs de famille, veuves, divorcées, séparées, ou de mères célibataires ayant un ou des enfants à charge ») ; sous-amendement n° 588 de Mme Martine Frachon soutenu par Mme Yvette Roudy (complétant cet amendement par les mots : « pour lesquelles il est obligatoirement prévu un plan de formation ») ; sous-amendement n° 589 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Georges Le Baill (complétant cet amendement par les mots « pour lesquelles il sera indiqué les possibilités de mutation au sein de l'entreprise » ; sous-amendement n° 590 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Philippe Bassinet (complétant cet amendement par les mots : « , qui jouissent d'un droit de réembauchage prioritaire ») ; modification des critères retenus pour définir l'ordre des licenciements ; discrimination illégitime entre les époux et les concubins ; notion de parent isolé ; code du travail permettant aux concubins de conserver « prioritairement » leur emploi en cas de licenciement économique (p. 1853) ; taux de chômage des femmes ; difficulté pour opérer une différence entre une femme vivant seule et une femme ne vivant pas réellement seule ; législation en faveur des parents isolés ; prise en compte de la situation des femmes seules par le code du travail ; amendement n° 491 : retiré ; ordre des critères énumérés par l'article L. 321-2 du code du travail apparaissant purement indicatif (p. 1854) ; amendement n° 593 : rejeté ; reprise de l'amendement n° 491 par le groupe socialiste et soutenu par M. Philippe Bassinet (prise en considération de la situation des femmes seules) ; directive communautaire rappelant la nécessité de prévoir des mesures de rattrapage en faveur des femmes ; rédaction du sous-amendement n° 588 conduisant à établir un licenciement prioritaire des femmes ; sous-amendement n° 588 : rejeté (p. 1855) ; impossibilité de vérifier si le chef d'entreprise a proposé aux salariés concernés des mutations d'un établissement à l'autre ; ambiguïté de la rédaction des sous-amendements n° 588, 589 et 590 ; amendement reposant sur le postulat que les femmes seront licenciées en premier ; sous-amendement n° 589 : rejeté ; lettre adressée par M. Gattaz aux adhérents au C.N.P.F. précisant que les entreprises peuvent licencier jusqu'à dix personnes par mois et par établissement sans autorisation (p. 1856) ; sous-amendement n° 590 : rejeté ; amendement n° 491 : rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Philippe Bassinet : amendement n° 447 de M. Jean Auroux soutenu par M. Georges Le Baill (précisant que les critères prennent également en compte la situation des travailleurs handicapés) ; sous-amendement n° 591 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Philippe Bassinet (complétant le deuxième alinéa de cet amendement par les mots « pour lesquels sera en outre indiqué le plan de formation envisagé ») ; effectif théorique de personnels handicapés embauchés par les entreprises ; cas d'une entreprise en cours de transfert de Paris à Lyon ; priorité pour les handicapés prévue dans la loi d'orientation de 1975 (p. 1857) ; plan de formation intervenant après le licenciement ; non respect de la législation relative aux travailleurs handicapés ; problèmes spécifiques des travailleurs handicapés rendant toute mesure de reclassement et de formation ultérieure plus difficile ; rédaction erronée du sous-amendement n° 591 ; sous-amendement n° 591 : rejeté (p. 1858) ; amendement n° 447 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 448 de M. Jean Auroux soutenu par M. Philippe Bassinet (précisant que parmi les critères ne peuvent être retenus ceux qui sont relatifs aux opinions politiques, aux convictions religieuses, à l'exercice du droit de grève, aux

activités syndicales exercées par le salarié) ; sous-amendement n° 592 de Mme Martine Frachon soutenu par M. Christian Goux (insérant dans le deuxième alinéa de cet amendement après les mots « convictions religieuses » les mots « philosophiques ») ; injonction adressée par M. Peyrefitte au Gouvernement ; accusation d'obstruction portée contre les parlementaires du groupe socialiste ; mesure de répression prise par les « patrons de combat » ; principe constitutionnel et législatif de l'unité juridique (p. 1859) ; garanties conférées par l'article 416 du code pénal ; utilité des répétitions pour certains points particuliers ; sous-amendement n° 592 : rejeté ; amendement n° 448 : rejeté ; amendement n° 450 de M. Jean Auroux soutenu par M. Georges Le Baill (précisant que les critères prennent également en compte la situation des jeunes travailleurs en apprentissage en respectant les conditions de résiliation du contrat fixées par l'article L. 117-17 du code du travail) ; disposition particulière applicable aux apprentis ; rejeté au scrutin public (p. 1860) ; amendement n° 32 de M. François Bachelot soutenu par M. François Porteu de la Morandière (substituant dans le deuxième alinéa du paragraphe II de l'article 32 du code du travail aux mots « d'une amende de 1 000 à 15 000 francs » les mots « d'une amende de 500 à 2 000 francs ») ; allégement des peines ; augmentation de l'amende de 8 000 à 15 000 francs par la loi du 7 août 1985 ; défaut de consultation visé par l'article 2, alinéa 2, constituant un délit d'entrave au fonctionnement des instances représentatives du personnel maintien des sanctions actuellement prévues (p. 1861) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 445 de M. Jean Auroux soutenu par M. Philippe Bassinet (complétant le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article par les mots « ou procédé à un licenciement sans avoir consulté l'autorité administrative compétente ») ; notion de « patron de combat » ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 446 de M. Jean Auroux soutenu par M. Jean-Pierre Sueur (précisant que l'employeur doit respecter le délai de quinze jours francs entre la remise des documents aux représentants du personnel et la consultation prévue à l'article L. 321-3) (p. 1862) ; réunion obligatoire des délégués du personnel ou du comité d'entreprise ; envoi de renseignements utiles sur les licenciements projetés aux représentants du personnel ; rejeté au scrutin public (p. 1863) ;

— article 2 : réservé jusqu'après l'article 5 (p. 1863).

Article 3 *(dépôt d'un projet de loi définissant les procédures destinées à vérifier le respect des règles de consultation du personnel et d'élaboration des plans sociaux) :* exclusion des syndicats patronaux de la concertation ; association de représentants authentiques des P.M.E. et des P.M.I. ; exclusion du syndicat national des petites et moyennes entreprises ; subordination de la reconnaissance de représentativité d'un syndicat à l'attitude patriotique de ses dirigeants pendant l'Occupation ; reconnaissance de la C.S.L. ; recours à une législation par étapes (p. 1889) ; déséquilibre entre l'employeur et l'employé ; encouragement nouveau au licenciement ; dépôt d'un projet de loi définissant les procédures destinées à vérifier le respect des règles de consultation du personnel et d'élaboration des plans sociaux (p. 1890) ; audition de l'ensemble des organisations syndicales ; récusation par les syndicats de la méthode législative employée ; engagement moral du Gouvernement ; positions du centre des jeunes dirigeants ; **rappel au règlement** de M. Guy Ducoloné (p. 1891) ; hypothèse où les partenaires sociaux demanderaient à l'Assemblée de réintroduire dans la loi l'autorisation préalable ; importance des délais pour la délégation patronale ; intervention du Parlement sur la base d'une négociation ne pouvant aboutir à un accord ; amendements identiques n° 33 de M. François Bachelot soutenu par M. Yvon Briant, n° 83 M. Charles Fiterman soutenu par Mme Jacqueline Hoffmann et n° 451 de M. Jean Auroux soutenu par M. Michel Coffineau (de suppression) ; exclusive subie par des syndicats tel que le S.N.P.M.I., le C.I.D.-Unati, la C.S.L. (p. 1892) ; constitutionnalité de l'article 3 ; dévaluation de la fonction législative ; nécessité de négocier les termes d'une modification avant d'en abroger les règles anciennes ; efficacité des mesures de reclassement et d'indemnisation envisagées par l'employeur et des procédures destinées à vérifier le sérieux de la consultation du personnel ; saisine des tribunaux (p. 1893) ; audition des partenaires sociaux ; faiblesse du contenu normatif de cet article ; amendements n° 33, 83 et 451 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 1 de la commission (substituant au début de cet article aux mots « à la session d'automne de la présente année » les mots « au cours de la première session ordinaire du Parlement de 1986-1987 ») ; échéance prévue pour le dépôt du projet de loi (p. 1894) ; adopté au scrutin public ; amendement n° 34 de M. François Bachelot soutenu par M. Pierre Descaves (substituant dans cet article au mot « définissant » le mot « précisant ») ; inopportunité de mettre aux voix en un seul vote trois amendements répondant à des motivations différentes ; défense des citoyens français quelle que soit leur race (p. 1895) ; existence de syndicats patronaux ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 36 de M. François Bachelot soutenu par M. Guy Herlory (insérant dans cet article après les mots « organisations patronales et syndicales » les mots « ayant au niveau national, plus de 5 % des élus dans les collèges et sections où ils sont habilités à présenter des candidats aux conseils des prud'hommes ») ; inadaptation des critères actuels de représentativité des centrales syndicales ; monopole de présentation des candidats (p. 1896) ; attentisme du Gouvernement ; faible syndicalisation des salariés français ; diversité de la nature juridique du C.N.P.F. ; problème des syndicats maison ; critères déterminant la représentativité des organisations syndicales (p. 1897) ; rejeté au scrutin public ; **rappels au règlement de** MM. Pierre Descaves, Jean-Claude Martinez et Jean-Pierre Sueur (p. 1898) ; amendement n° 35 de M. François Bachelot soutenu par M. Yvon Briant (supprimant dans cet article les mots « procédure destinée à vérifier le respect des ») ; amendement n° 2 de la commission (substituant dans cet article au mot « vérifier » le mot « garantir ») ; amendement n° 492 de M. René André soutenu par M. Eric Raoult (substituant dans cet article aux mots « vérifier le respect » les mots « assurer le respect ») ; création de nouvelles procédures ; substitution des partenaires sociaux au contrôle administratif ; notion de vérification du respect des procédures ; inclusion de la définition des procédures de vérification dans le projet de loi futur (p. 1899) ; soumission du Gouvernement à la pression des « ultras » ; amendement n° 35 : retiré ; amendement n° 492 : adopté au scrutin public ; amendement n° 2 : devenu sans objet ; amendement n° 37 de M. François Bachelot soutenu par M. Yvon Briant (insérant dans cet article après les mots « règles d'information et de consultation des représentants du personnel » les mots « telles qu'elles sont exposées aux articles L. 321-2, L. 321-3, L. 321-4 du code du travail ») ; maintien des règles d'information et de consultaion des représentants du personnel actuellement en vigueur (p. 1900) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 38 de M. François Bachelot soutenu par M. François Porteu de la Morandière (insérant dans cet article après les mots « mesures de reclassement » les mots « mentionnés à l'article L. 321-4 du code du travail ») ; différentes éventualités auxquelles les chefs d'entreprise pourront se trouver confrontés ; établissement des nouvelles règles de reclassement dans le cadre conventionnel (p. 1901) ; amendement n° 38 : retiré ; amendement n° 3 de la commission (de précision) ; sous-amendement n° 594 de M. Michel Coffineau (insérant au début de cet amendement le mot « notamment ») ; extension des règles de procédure de la loi de 1973 aux licenciements de moins de dix salariés ; licenciement pour des motifs dépourvus de tout lien avec la situation économique de l'entreprise ; licenciements pour faute ou insuffisance professionnelle ; signification du plan social dans le cas d'un licenciement pour faute (p. 1902) ; sous-amendement n° 594 : rejeté au scrutin public ; inopportunité de la méthode législative choisie ; article de M. Durafour dans le journal *Le Monde ;* amendement n° 3 : adopté au scrutin public ; amendement n° 84 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Gérard Bordu (complétant l'article 3 par les mots « et les procédures conventionnelles administratives et judiciaires destinées à pallier la suppression de l'autorisation administrative de licenciement ») ; amendement n° 493 de M. Jacques Barrot (complétant cet article par les mots « ainsi que les procédures de recours adaptées à la situation nouvelle ») ; sous-amendement n° 595 de Mme Martine Frachon (complétant cet amendement par les mots « sans omettre la possibilité de recourir à l'autorisation préalable de l'autorité administrative compétente ») ; modalités selon lesquelles les salariés et les institutions représentatives du personnel seront informés des licenciements (p. 1903) ; remplacement du caractère suspensif des procédures prud'homales en matière de licenciement et rôle des comités d'entreprise et des délégués du personnel ; substitution du contrôle *a priori* par un contrôle *a posteriori ;* établissement du recours contre le chef d'entreprise et non plus contre l'administration ; rôle du juge ; mise en œuvre d'un processus aboutissant à la suppression de l'autorisation administrative (p. 1904) ; possibilité de revenir à l'autorisation administrative de licenciement par voie conventionnelle allant à l'encontre de la philosophie du projet ; engagement de négociations exploratrices ; « contrôle » de la loi de 1973 ; incompatibilité du plan social avec le monopole de placement gratuit dont dispose l'A.N.P.E. (p. 1905) ; amendement n° 84 : rejeté au scrutin public ; sous-amendement n° 595 : rejeté au scrutin public ;

amendement n° 493 : retiré ; rétablissement des dispositions existantes relatives à l'autorisation préalable de licenciement après négociation et consultation des partenaires sociaux (p. 1906) ;

— article 3, ainsi modifié : adopté au scrutin public (p. 1907).

Article 4 *(définition des cas dans lesquels l'autorisation administrative de licenciement est supprimée dès la publication de la loi et aménagement d'une période transitoire)* : suppression du contrôle de la réalité du motif économique en tant qu'il constitue un contrôle d'opportunité de l'administration sur la situation économique et financière de l'entreprise (p. 1907) ; usage arbitraire du droit à licenciement dès la publication de loi par les employeurs ; lettre du 26 mai 1986 de M. Yvon Gattaz rendue publique par la presse ; licenciement portant sur moins de dix personnes par période de trente jours ; cas des personnes handicapées et des mutilés du travail (p. 1932) ; incohérence et désordre au sein de la politique gouvernementale ; licenciement de moins de dix salariés ; position du Centre des jeunes dirigeants en faveur de la mise en place d'une instance de représentation des salariés dans toutes les entreprises ; difficultés des salariés des petites entreprises ; loi de 1975 incitant à la gestion préventive et prévisionnelle de l'emploi ; exigence d'un entretien préalable pour les entreprises de moins de onze salariés ; rôle de garde-fous du conseil de prud'homme (p. 1933) ; réconciliation des Français avec l'entreprise ; rupture de la confiance entre les dirigeants et leurs salariés ; nécessité de permettre aux partenaires sociaux de chercher une solution contractuelle ; caractère illusoire de l'entretien préalable (p. 1934) ; confusion entre les différentes causes de licenciement susceptibles d'être invoquées contre les travailleurs ; situation des travailleurs des petites et moyennes entreprises ; absence des députés du R.P.R. et de l'U.D.F. ; accroissement des disparités au sein du monde du travail ; difficultés pour développer le contrôle social dans les petites unités ; tribunal ne pouvant qu'évaluer le dommage dans sa fonction réparatrice (p. 1935) ; engorgement de la juridiction prud'hommale ; autorisation administrative contribuant à une meilleure organisation des rapports entre employeurs et représentants des salariés ; partage des responsabilités ; exode des travailleurs des structures syndicales actuelles ; compensation des pertes d'emplois enregistrées dans les industries mécaniques et automobiles par les professions libérales (p.1936) ; amendements identiques n° 85 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. François Asensi et n° 452 de M. Jean Auroux (de suppression) ; maintien du rôle d'appréciation de l'inspection du travail ; entretiens entre employeurs et salariés ; contradiction existant à l'intérieur du Gouvernement ; défense du projet par les seuls membres du Front national ; proposition du Centre des jeunes dirigeants en faveur d'un conseil d'entreprise paritaire ; conclusions du rapport Sudreau (p. 1937) ; soumission du licenciement individuel pour motif économique aux dispositions de la loi de 1973 ; mise en œuvre d'un système provisoire jusqu'au 31 décembre ; délais successifs imposés par le tribunal administratif et le Conseil d'Etat ; non amélioration de la situation de l'emploi dans les prochains mois (p. 1938) ; amendements n° 85 et n° 452 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 86 de M. Elie Hoarau soutenu par M. Guy Ducoloné (remplaçant dans le premier alinéa de l'article L 321-9 du code du travail les mots : « trente jours » par les mots : « deux mois ») ; application des allégements de charges sociales à partir du 1er mai ; possibilité d'entretiens préalables entre l'employeur et le salarié ; extension des délais dont dispose l'inspecteur du travail pour faire connaître à l'employeur sa réponse à une demande de licenciement (p. 1939) ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 453 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (supprimant le paragraphe I de cet article) ; contradictions au sein de la majorité ; effet du plan pour l'avenir des jeunes ; interrogations des décideurs économiques concernant la fiabilité du Gouvernement ; nécessité d'informer l'autorité administrative sur les critères retenus en cas de licenciement économique ; substitution d'un entretien préalable à l'autorisation administrative de licenciement (p. 1940) ; recours devant la juridiction prud'homale ; impossibilité pour l'autorité administrative de fixer l'ordre des licenciements ; effet rétroactif du plan pour les jeunes après la promulgation de la loi ; amendement n° 453 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 454 de M. Jean Auroux soutenu par Mme Marie-Josèphe Sublet (supprimant le premier alinéa du paragraphe I de cet article) ; effets négatifs prévisibles du texte ; conclusions du rapport de la commission du bilan demandé par M. Pierre Mauroy concernant l'inadaptation de la procédure de l'autorisation administrative de licenciement (p. 1341) ; levée des contraintes administratives à l'emploi dans la perspective d'un redémarage de l'économie ; rejeté au scrutin public (p. 1942) ; amendement n° 455 de M. Jean Auroux soutenu par M. Georges Le Baill (supprimant le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article) : rejeté au scrutin public ; amendement n° 87 de M. Roger Combrisson soutenu par Mme Muguette Jacquaint (insérant au premier alinéa de l'article A 312-9 du code du travail après les mots « la réalité des motifs invoqués pour justifier les licenciements » les mots : « dans l'entreprise au regard de la situation de l'emploi dans la branche d'activité et dans la zone géographique concernée ») (p. 1954) ; sous-amendement n° 596 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Jean Auroux (complétant cet amendement par les mots : « en particulier dans les pôles de conversion ») ; présentation de l'entretien préalable comme une innovation sociale ; cas d'une jeune femme salariée de la maison de haute-couture Patou, venant d'être licenciée ; responsabilité des employeurs ; maintien de la vérification de la réalité des motifs invoqués pour justifier les licenciements ; prise en compte de la situation financière de l'entreprise elle-même ; **rappel au règlement** de M. François Bachelot ; pôle de conversion méritant l'attention du Gouvernement ; absence de définition juridique de la notion de pôle de conversion (p. 1955) ; inopportunité de faire dépendre la motivation des licenciements de la situation de l'emploi dans un secteur donné ; sous-amendement n° 596 : rejeté au scrutin public ; amendement n° 87 : rejeté au scrutin public ; **rappel au règlement** de M. Georges Le Baill ; amendement n° 456 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (supprimant le dernier alinéa du paragraphe I de cet article) (p.1956) ; taille des entreprises concernées par les licenciements de moins de dix salariés ; absence de comité d'entreprise ou de délégués du personnel dans les petites entreprises ; rejeté au scrutin public ; amendement n° 457 de M. Jean Auroux soutenu par M. Georges Le Baill (supprimant au début du dernier alinéa du paragraphe I de cet article les mots : « le deuxième alinéa de l'article L 321-9 ainsi que ») ; risque de licenciement sans contrôle ; défense des salariés assurée en Allemagne fédérale par des accords collectifs évitant les interventions de l'autorité administrative ; contradictions entre les propos du Premier ministre et de chacun de ses ministres (p. 1957) ; rejeté au scrutin public ; répétition des demandes de scrutin public ; application de l'article 44-3 de la Constitution et de l'article 96 du règlement conduisant à la réserve de vote sur les amendements jusqu'au vote sur l'article 4 ; **rappels au règlement** MM. François Asensi, Gérard Collomb (p. 1958) ; amendement n° 458 de M. Jean Auroux soutenu par M. Jean-Claude Chupin (supprimant dans le dernier alinéa du paragraphe I de cet article les mots : « , ainsi que le dernier alinéa des articles 122-14 et L 122-14 1 ») ; rapport de conjoncture du Conseil économique et social préconisant une suppression de l'autorité administrative de licenciement s'accompagnant de négociation afin de définir les procédures assurant des garanties aux salariés (p. 1959) ; saisine des représentants du personnel ; amendement n° 458 réservé (article 44-3) ; amendement n° 4 de la commission (précisant que les lettres de licenciement ne peuvent être adressées par l'employeur aux salariés concernés qu'après réception de l'accord de l'autorité administrative compétente, ou à défaut de réponse de celle-ci qu'après l'expiration du délai prévu) ; renforcement des garanties en faveur des salariés licenciés pour raisons économiques à titre individuel ou à titre collectif dans les entreprises de moins de onze salariés ; extension de la procédure de l'entretien préalable aux salariés licenciés par groupe de deux à neuf ; avancée sociale ne résultant pas dans une motivation écrite pour les licenciements de moins de dix salariés ; amendement n° 4 : réservé (article 44-3) ; amendement n° 459 de M. Jean Auroux soutenu par M. Henri Nallet (supprimant le paragraphe II de cet article) ; consultation de l'autorité administrative en cas de redressement ou de liquidation judiciaire ; importance du formalisme (p. 1960) ; contenu du plan social ; effet pervers des dispositions de la loi du 25 janvier 1985 privant un certain nombre de salariés de la mise en jeu de l'assurance pour la garantie des salaires ; impossibilité pour le liquidateur de notifier les licenciements dans le délai de quinze jours en raison du délai à partir de l'autorité administrative à faire connaître son avis ; réservé (article 44-3) ; amendement n° 460 de M. Jean Auroux soutenu par Mme Marie-Josèphe Sublet (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article après les mots : « doit informer » les mots : « et consulter ») ; consultation et information de l'autorité administrative en cas de licenciement envisagé pour le redressement ou la liquidation judiciaire (p. 1961) ; intérêt de l'avis de la direction du travail pour le juge commissaire ; amendement n° 460 : réservé (article 44-3) ; amendement n° 461 de M. Jean Auroux (précisant que tout

licenciement demandé pendant l'exécution du plan de redressement et de liquidation judiciaire est soumis à l'accord du tribunal de commerce) ; précisions par le tribunal de commerce lorsqu'il arrête un plan de redressement des licenciements devant intervenir dans le délai d'un mois après le jugement ; risques de fraudes ; application du droit commun du licenciement passé le délai ; cas de la liquidation (p.1962) ; accord du tribunal ; présomption de fraudes ; **rappel au règlement de** Mme Muguette Jacquaint ; amendement n° 461 : réservé (article 44-3) ; amendement n° 462 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (supprimant le paragraphe III de cet article) (p. 1963) ; obligation concernant l'entretien préalable ; amendement supprimant une disposition ayant pour objet de combler le vide juridique résultant de la suppression du contrôle du motif économique ; réservé (article 44-3) ; amendement n° 463 de M. Jean Auroux soutenu par M. Georges Le Baill (supprimant le premier alinéa du paragraphe III de cet article) ; caractère procédurier de la démarche du Gouvernement ; transfert de la société Novatom de Paris à Lyon ; prise en compte par les inspecteurs du travail des problèmes posés au pays (p. 1964) ; amendement n° 463 : réservé (article 44-3) ; amendement n° 5 de la commission (précisant que tout licenciement pour motif économique de salariés ayant au moins un an d'ancienneté doit être précédé d'un entretien entre l'employeur et le salarié) ; caractère définitif de l'extension de la procédure de l'entretien préalable aux licenciements dans les entreprises de moins de onze salariés ; obligation pour le chef d'entreprise licenciant un salarié d'indiquer dans sa lettre de licenciement les motifs du licenciement ; garanties des salariés en cas de licenciement dans les petites entreprises devenant un des éléments de la négociation entre les partenaires sociaux ; **rappel au règlement** de M. Yvon Briant (p. 1965) ; cas des salariés de moins d'un an d'ancienneté ; déroulement concret de l'entretien entre l'employeur ; entretien préalable apparaissant comme une procédure et un élément du dossier parmi les autres (p. 1966) ; **rappel au règlement** de M. Gérard Collomb ; demande de suspension de séance de M. Georges Le Baill ; rejetée au scrutin public (p. 1967) ; **rappel au règlement** de M. Alain Bocquet ; sous-amendement n° 597 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (définition du licenciement pour cause économique) ; notions dégagées par la jurisprudence ; distinction entre la suppression d'un poste de travail et la suppression d'un emploi ; interprétation de la loi de janvier 1975 à la lumière de la directive européenne du 17 février 1975 ; réservé (article 44-3) ; sous-amendement n° 494 de M. René Béguet (rédigeant ainsi le début de la première phrase de cet amendement : « à titre transitoire et jusqu'à publication de la loi adoptée, en application de l'article 3, tout licenciement pour motif économique... ») ; établissement d'un même niveau de protection et de recours pour les salariés touchés par les mesures de licenciement s'agissant de grandes ou de petites entreprises (p. 1968) ; nature particulière des partenaires sociaux en France ; rééquilibrage et élargissement de la négociation ; sous-amendement n° 494 : réservé (article 44-3) ; sous-amendement n° 602 de M. Dominique Saint-Pierre (signification des motifs de manière détaillée dans la convocation à l'entretien préalable adressée au salarié) ; nécessité que les conseillers prud'hommaux puissent contrôler la réalité du caractère économique du licenciement ; établissement des motifs détaillés dans la lettre de convocation ; non alourdissement des formalités administratives de licenciement ; réservé : (article 44-3) ; sous-amendement n° 598 de Mme Marie-Josèphe Sublet soutenu par M. Georges Le Baill (insérant dans la troisième phrase de cet amendement après les mots : « assisté » les mots : « un délégué syndical de son choix ») ; possibilité pour les salariés de se faire assister par un délégué syndical lors de l'entretien préalable (p. 1969) ; restriction de la liberté de choix du salarié susceptible d'être licencié ; nombre limité des salariés inscrits dans les syndicats considérés comme représentatifs ; réservé (article 44-3) ; sous-amendement n° 599 de Mme Marie-Josèphe Sublet soutenu par M. Jérôme Lambert (insérant dans la troisième phrase de cet amendement après les mots « assister par » les mots : « un délégué du personnel de son choix ou ») ; rôle des délégués du personnel ; absence de délégués dans les entreprises de moins de onze salariés ; réservé (article 44-3) ; sous-amendement n° 600 de Mme Marie-Josèphe Sublet soutenu par M. Gérard Collomb (complétant la troisième phrase de cet amendement par les mots : « ou par un responsable syndical, même si celui-ci ne fait pas partie du personnel de l'établissement ») (p. 1970) ; assistance par une personne choisie librement par le salarié parmi le personnel de l'entreprise ; garantie prévue dans la loi du 13 juillet 1973 ; réservé (article 44-3) ; sous-amendement n° 601 de Mme Marie-Josèphe Sublet soutenu par M. Jean Auroux (complétant la troisième phrase de cet amendement par les mots : « ou par l'expert compétent en matière de licenciement économique auquel le comité d'entreprise a fait appel ») ; capacité économique du comité d'entreprise ; recours aux services d'un expert comptable pour l'examen annuel des comptes en cas de licenciement économique ; cas de licenciement par suite de disparition d'un poste de travail provoqué par l'introduction d'une nouvelle technologie ; réservé (article 44-3) ; sous-amendement n° 603 de M. Georges Le Baill (précisant qu'après un premier licenciement du type de ceux visés à l'alinéa précédent, tout autre licenciement sera soumis à l'autorisation administrative de l'autorité compétente) ; licenciements collectifs de moins de dix salariés à caractère répétitif (p. 1971) ; nécessité d'éviter les licenciements par paquets de dix ; réservé (article 44-3) ; sous-amendement n° 604 de M. Gérard Collomb (précisant que les licenciements visés à l'alinéa précédent ne pourront être répétés dans un délai de six mois à partir du dernier licenciement ; possibilité donnée à certains chefs d'entreprise de licencier par paquet de dix ; absence de valeur juridique de la notion de répétition ; sous-amendement n° 604 : réservé (article 44-3) ; amendement n° 5 : réservé (article 44-3) ; amendement n° 466 de M. Jean Auroux (substituant à la fin du premier alinéa du paragraphe III de cet article aux mots : « au licenciement pour motif économique autres que ceux visés à l'article L 321-3 dans les conditions d'ancienneté prévues au deuxième alinéa L 122-14-6 », les mots : « à tout licenciement quelle que soit l'ancienneté du salarié licencié ») ; mise en ordre des dispositions concernant la procédure de l'entretien préalable (p. 1972) ; réservé (article 44-3) ; amendement n° 464 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (supprimant le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article) ; opportunité de reporter l'examen de cet amendement à la séance suivante ; restriction du débat ; arguments uniquement procéduriers du ministre des affaires sociales et de l'emploi ; amendement excluant toutes possibilités d'indemniser les salariés victimes d'un licenciement abusif (p. 1973) ; nombre d'amendements déposés par l'opposition sur l'ensemble des quatre lois Auroux (p. 1974) ; amendement n° 6 de la commission soutenu par M. François Bachelot (supprimant au début du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article les mots : « , pendant la partie transitoire susmentionnée ») ; suppression du caractère transitoire de la mesure proposée par cet article ; réservé (article 44-3) ; amendement n° 7 de la commission (de clarification) : réservé (article 44-3) ; amendements identiques n° 39 de M. François Bachelot et n° 467 de M. Jean Auroux (supprimant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article les mots : « mais pour une cause réelle et sérieuse, ») (p. 1988) ; application de la mention « causes réelles et sérieuses » aux licenciements ou à la procédure ; efforts consentis par les chefs d'entreprise pour améliorer les conditions de travail ; formation ; diminution du nombre d'accidents du travail ; problème de représentativité des organisations syndicales ; amendement n° 39 : retiré ; appréciation portée par le groupe socialiste sur les chefs d'entreprise ; origine du droit d'expression des salariés ; intérêt de la négociation de branches ou d'interprofession (p. 1989) ; extension des procédures de recours judiciaires et des pénalités aux licenciements à caractère économique ; amendement n° 467 : réservé (article 44-3) ; amendement n° 40 de M. François Bachelot (supprimant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article : « imposé à l'employeur d'accomplir la procédure prévue et ») : retiré ; amendement n° 41 de M. François Bachelot (insérant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article après les mots : « une indemnité » les mots : « en fonction du préjudice subi ») : retiré ; amendement n° 465 de M. Jean Auroux soutenu par M. Gérard Collomb (substituant dans le deuxième alinéa du paragraphe III de cet article au mot : « supérieur » le mot : « inférieur ») ; nécessité de laisser au juge une marge d'appréciation en cas de faute mineure ou en cas de viol de procédure évident ; versement de l'indemnité alors même que le licenciement a une cause réelle et sérieuse (p. 1990) ; impossibilité pour l'indemnisation d'être supérieure au préjudice effectivement subi ; amendement n° 465 : réservé (article 44-3) ; amendement n° 88 de M. Paul Chomat soutenu par M. Alain Bocquet (substituant à la fin du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article aux mots : « un mois » les mots : « six mois ») ; instauration d'une procédure d'entretien préalable ; versement d'un mois de salaire à titre d'indemnité par l'employeur licenciant sans respecter la procédure ; nécessité d'assurer la réintégration ; confusion entre licenciement irrégulier et licenciement abusif ; réservé (article 44-3) (p. 1991) ; **application de l'article 44-3 de la Constitution ;**

— article 4, modifié par les amendements n° 4, 5 modifié par le sous-amendement n° 494, et 7 de la commission à l'exclusion de tout autre amendement ou sous-amendement : adopté au scrutin public.

Article 5 *(contrôle de l'emploi)* : remplacement de l'article L 321-1 du code du travail issu de l'ordonnance du 24 mai 1945 ; maintien du contrôle de l'emploi ; suppression de la nécessité d'un accord sur les embauches ; remise en cause de l'obligation faite aux employeurs de plus de cinquante salariés de déclarer les mouvements de personnel de l'entreprise et d'informer l'A.N.P.E. d'éventuelles embauches (p. 1992) ; suppression du contrôle de l'embauche s'appliquant après licenciement ; article 5 visant les représentants de la C.G.T. ; maintien du contrôle administratif pour les entreprises signant une convention de préretraite avec le F.N.E. ; existence d'un patronat « musclé » (p. 1993) ; élaboration de la liste des établissements et des professions devant être répertoriés ; réforme de l'agence nationale pour l'emploi ; conjugaison du programme d'aide à l'emploi des jeunes et de la liberté de licencier par « petits paquets Gattaz » ; processus de substitution d'emplois ; **rappel au règlement** de M. François Bachelot (p. 1994) ; suppression de tout contrôle de la puissance publique sur l'emploi ; situation des petites entreprises sans comité d'entreprise ou dans les entreprises à faible représentation syndicale ; insertion d'un article additionnel prévoyant un rapport du ministre sur les licenciements économiques et les embauchages postérieurs ; licenciements des salariés plus dociles ; réembauche de jeunes ; allégement du contrôle de l'emploi (p. 1995) ; obligation faite au chef d'entreprise de tenir un registre spécial sur les mouvements de personnel ; remise en cause des édifices contractuels élaborés sous le contrôle de l'Etat ; soutien du Front national aux propositions du ministre ; problèmes des critères utilisés pour l'établissement de la liste dispensant de l'obligation de contrôle administratif (p. 1996) ; remise en cause de l'œuvre du Conseil national de la Résistance ; dissensions au sein de la majorité ; réactions des organisations syndicales à la publication de la lettre de M. Yvon Gattaz ; encouragement du Gouvernement pour sanctionner les militants syndicaux (p. 1997) ; retards dans le domaine de la formation technologique ; adaptation de l'offre à la demande ; nécessité de moderniser les services extérieurs de l'emploi, l'A.N.P.E. et l'A.F.P.A. ;

Dépôt d'une motion de censure par le groupe socialiste ; ouverture témoignée par le groupe socialiste ; renforcement des commissions paritaires de l'emploi ; place de la négociation collective (p. 1998) ; en conséquence, retrait des amendements et sous-amendements déposés par le groupe socialiste ; mise à l'écart par le Gouvernement des amendements d'obstruction déposés par le groupe socialiste ; souhait du Gouvernement que le débat aille à son terme nonobstant le dépôt d'une motion de censure ; **rappel au règlement** de M. Yvon Briant (p. 1999) ;

Article 5 (suite) : survivance des offices ; contrôle de l'emploi ; statut de l'A.N.P.E. ; accord des partenaires sociaux en 1984 sur la suppression du contrôle « post-licenciement » pendant un an et des embauches (p. 2000) ; amendement n° 89 de M. Gérard Bordu soutenu par M. Rémy Auchedé (de suppression) ; fin de l'obligation auprès de l'employeur d'obtenir une autorisation préalable à toute embauche ; érection de la précarité de l'emploi en système ; atteinte au droit de grève ; objectif de l'ordonnance du 24 mai 1945 (p. 2001) ; attitude du Front national vis-à-vis du projet de loi ; amendement n° 89 : réservé (article 44-3) ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : réservé (article 44-3) ; amendement n° 9 de la commission (insérant dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 321-1 du code du travail après les mots : « sont définis » les mots : « après avis des organisations syndicales d'employeur et de salariés »), élaboration de l'arrêté prévoyant la liste des catégories d'entreprise devant informer l'administration des embauches et des licenciements après avis des organisations syndicales d'employeurs et de salariés ; réservé (article 44-3) ; amendement n° 90 de M. Alain Bocquet soutenu par M. François Asensi (précisant que toute demande de licenciement pour motif économique formulée dans une entreprise bénéficiant d'un financement de l'Etat ou d'une collectivité publique soit subordonnée à l'accord de l'autorité administrative) ; subvention d'exploitation versée sans contrepartie ; conditions d'attribution et de contrôle des aides aux entreprises (p. 2002) ; contrôle des embauches au sein des entreprises bénéficiant d'une convention F.N.E. ; réservé (article 44-3) ;

— article 5 : réservé (article 44-3).

Après l'article 5 : amendement n° 10 de la commission (prévoyant que le ministre chargé du travail et de l'emploi présentera au Parlement au 30 juin de chaque année un rapport sur les licenciements et embauche intervenus au cours de l'année précédente) ; situation de l'emploi dans la région Nord-Pas-de-Calais ; problème de l'information du Parlement (p. 2003) ; étude prospective réalisée en matière d'emploi par l'I.N.S.E.E. ; sous-amendement n° 616 de M. Alain Bocquet (complétant le premier alinéa de cet amendement par les mots : « ainsi que sur les licenciements demandés et autorisés concernant les délégués syndicaux, les délégués du personnel, les membres des comités d'entreprise et les autres institutions représentatives du personnel ») : réservé (article 44-3) ; amendement n° 10 : réservé (article 44-3) ; amendement n° 91 de M. Jean-Jacques Barthe soutenu par M. Alain Bocquet (précisant que les dispositions de la présente loi ne s'appliquent pas dans les entreprises entrant dans le champs d'application de la loi du 28 février 1986 et des dispositions du code du travail en résultant) ; non pénalisation des salariés des entreprises dans lesquelles s'applique la flexibilité du travail ; réservé (article 44-3) ; amendement n° 92 de M. Rémy Auchedé (non application de la présente loi aux entreprises ayant bénéficiée lors des cinq dernières années d'une aide de l'Etat ou d'une collectivité publique) (p. 2004) ; intervention de l'Etat et de la représentation parlementaire pour contrôler l'utilisation des subventions et des aides publiques ; montant des aides ; existence des possibilités de réduction et de suppression temporaire de la taxe professionnelle ; réservé (article 44-3) ; amendement n° 93 de M. François Asensi (précisant qu'une entreprise ayant bénéficié des dispositions de la présente loi ne peut prétendre pendant un délai de cinq ans à aucune aide de l'Etat ou d'une collectivité publique) ; cas où une entreprise envisage de licencier pour des motifs économiques ; vérification que les fonds publics sont mis au service de l'emploi et du développement économique ; exonération de cotisations sociales pour les embauches de jeunes (p. 2005) ; amendement rendant impossible toute aide de l'Etat ou de collectivité territoriale pendant cinq ans à toute entreprise ; création d'une zone franche à Aulnay-sous-bois ; réservé (article 44-3) ; amendement n° 94 de M. Gustave Ansart soutenu par M. Rémy Auchedé (prévoyant que les dispositions de la présente loi prendront effet lorsque la situation de l'emploi sera améliorée) ; projet impliquant le chômage ; dégradation continue de la situation de l'emploi depuis cinq ans (p. 2006) ; réservé (article 44-3).

Article 1er, précédemment réservé (suite) : application de l'article 44 alinéa 2 de la Conatitution et de l'article 100-3 du Règlement de l'Assemblée nationale ; opposition du Gouvernement à l'examen des amendements précédemment réservés déposés après le début des débats et non soumis à la commission ; amendements n° 249 à 439 et amendement n° 483 : non délibérés ; **application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution et article 96 du règlement de l'Assemblée nationale** ; vote unique sur les articles 1er, 2, 5 modifié par l'amendement n° 8 de la commission, sur l'amendement n° 10 après l'article 5 et sur l'ensemble du projet de loi.

— article 1er : réservé (article 44 alinéa 3 de la Constitution).

Article 2, précédemment réservé (suite) : « coup » de force du Gouvernement pour empêcher l'examen des amendements concernant les branches d'activité (p. 2007) ; **rappel au règlement** de M. Alain Bocquet (p. 2008) ; **rappels aux règlements** de MM. Philippe Bassinet, Alain Bocquet, Gérard Collomb, Rémy Auchedé (p. 2009) ;

— article 2 : réservé (article 44 alinéa de la Constitution).

Explications de vote (p. 2010).

Absence de M. Philippe Bassinet aux travaux de la commission de développement économique et de l'emploi du Conseil régional d'Ile-de-France : *Raoult (Eric)* (p. 2010).

Vote positif du groupe Front national : *Bachelot (François)* (p. 2010).

Vote positif du groupe R.P.R : *Raoult (Eric)* (p. 2011).

Rappel au règlement : *Bocquet (Alain)* (p. 2010).

Adoption, en application de l'article 44 alinéa 3 de la Constitution des articles 1er, 2, de l'article 5 modifié par l'amendement n° 8, de l'amendement n° 10 après l'article 5 et de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 2011).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [25 juin 1986] (p. 2460).

Accord de la commission mixte paritaire : *Séguin (Philippe)* (p. 2462).

Conseils de prud'hommes (fonctionnement des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 2460).

Directive européenne du 17 février 1975 relative au licenciement collectif (respect de la -) : *Pinte (Etienne)* (p. 2460).

Effets pervers du texte : *Collomb (Gérard)* (p. 2461).

Embauche (nouvelle possibilité d'-) : *Collomb (Gérard)* (p. 2460) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2463).

Législation étrangère : *Collomb (Gérard)* (p. 2461).

Licenciement de moins de dix salariés : *Pinte (Etienne)* (p. 2460) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2462).

Licenciement de plus de dix salariés : *Pinte (Etienne)* (p. 2460) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2462).

Loi de 1975 (justification de la -) : *Collomb (Gérard)* (p. 2460, 2461) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2463).

Négociation collective (recours à la -) : *Collomb (Gérard)* (p. 2461) ; *Séguin (Philippe)* (p. 2463).

Patronat (gages donnés au -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2461, 2462).

Répression (politique de -) : *Jacquaint (Muguette)* (p. 2462).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 2463, 2464).

Explications de vote (p. 2464).

Chefs d'entreprise (position des -) : *Auroux (Jean)* (p. 2464).

Diminution des allocations servies aux chômeurs économiques par des décrets signés par M. Auroux : *Séguin (Philippe)* (p. 2464).

Négociation collective (conditions et portée de la -) : *Auroux (Jean)* (p. 2464).

Organisations syndicales (opposition de toutes les - au texte) : *Auroux (Jean)* (p. 2464).

Vote négatif du groupe socialiste : *Auroux (Jean)* (p. 2464).

Adoption de l'ensemble du projet de loi compte tenu du texte de la commission mixte paritaire (p. 2465).

10. — Proposition de loi n° 326 tendant à modifier l'article L. 422-9 du code du travail relatif à la **provision pour investissements** dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 31 juillet 1986 par M. Pascal Clément. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

11. — Proposition de résolution n° 367 tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur les conditions dans lesquelles ont été déclenchées les **grèves sauvages** des mercredi 24, jeudi 25 et vendredi 26 septembre à **E.D.F.** dans certains arrondissements de Paris.

Assemblée nationale.— Dépôt le 2 octobre 1986 par M. Gilbert Gantier. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. Dominique Bussereau (23 octobre 1986). — Rapport n° **446** (13 novembre 1986).

12. — Proposition de loi n° 413 tendant à instituer un mandat de deux ans pour les délégués du personnel et à organiser un scrutin à un tour pour l'**élection des délégués du personnel et du comité d'entreprise.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 22 octobre 1986 par M. Charles Miossec. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

13. — Projet de loi n° 495 relatif au **conseil des prud'hommes.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. — Urgence déclarée le 26 novembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République. — Rapporteur : M. André Fanton (27 novembre 1986) ; Rapporteurs suppléants MM. Patrick Devedjian et Pierre Mazeaud. — Rapport n° **522** (4 décembre 1986). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (2 décembre 1986). — Rapporteur pour avis : M. Michel Jacquemin (27 novembre 1986). — Discussion les 8 et 9 décembre 1986 (discussion générale commune aux projets n°s 496 et 495). — Adoption le 9 décembre 1986. — Projet de loi n° **57.**

Sénat (première lecture), n° **99** (1986-1987). — Dépôt le 10 décembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Souvet. — Rapport n° **109** (1986-1987) (11 décembre 1986). — Discussion le 16 décembre 1986. — Adoption le 16 décembre 1986. — Projet de loi n° **35** (1986-1987).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **562.** — Dépôt le 16 décembre 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189). — Bureau [*J.O.* 19 décembre 1986] (p. 15250).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. André Fanton. — Rapport n° **599** (18 décembre 1986). — Discussion le 20 décembre 1986. — Adoption avec modifications le 20 décembre 1986. — Projet de loi n° **89.**

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Jean-Pierre Fourcade. — Rapport n° **131** (1986-1987) (18 décembre 1986). — Discussion le 20 décembre 1986. — Adoption définitive le 20 décembre 1986. — Projet de loi n° **47** (1986-1987).

Loi n° 86-319 du 30 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 31 décembre 1986 (p. 15884).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune du projet de loi n° 495 relatif au conseil des prud'hommes et du projet de loi n° 496 relatif aux procédures de licenciement (voir travail 14) [8 décembre 1986] (p. 7301, 7333).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe sur le projet de loi n° 496 relatif aux procédures de licenciement : *Coffineau (Michel)* (p. 7312, 7313, 7314) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7314, 7315, 7316) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7316) : rejeté au scrutin public (p. 7317).

Exception d'irrecevabilité de M. Pierre Joxe sur le projet de loi n° 495 relatif au conseil de prud'hommes : *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 7316, 7317, 7318) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7318) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7318) ; rejeté au scrutin public (p. 7318).

Question préalable de M. Pierre Joxe au projet de loi n° 496 relatif aux procédures de licenciement : *Collomb (Gérard)* (p. 7319, 7320, 7321) ; *Raoult (Eric)* (p. 7321, 7322) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7322) ; rejeté au scrutin public (p. 7322).

Question préalable de M. Pierre Joxe au projet de loi n° 495 relatif au conseil de prud'hommes : *Moulinet (Louis)* (p. 7333, 7334) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7334, 7335) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7335) ; *Devedjian (Patrick)* (p. 7335) ; rejeté au scrutin public (p. 7335).

Accord de branche signé par la fédération des travaux publics (et problème de la circulaire Boulin relative aux fins de chantier) : *Pinte (Etienne)* (p. 7303).

Accord du 20 octobre 1986 (conditions dans lesquelles a été signé l' -) : *Coffineau (Michel)* (p. 7312) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7348, 7349).

Accord du 20 octobre 1986 (reprise de l'-) : *Pinte (Etienne)* (p. 7302) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7313) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7314) ; *Raoult (Eric)* (p. 7322) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7340) ; *Briant (Yvon)* (p. 7341).

Autorisation administrative de licenciement (raison de la suppression de l'-) : *Gantier (Gilbert)* (p. 7339).

Caractère non suspensif de l'appel ou de la cassation pour les décisions des conseils de prud'hommes (nécessité du -) : *Sapin (Michel)* (p. 7343).

Chambres spécialisées dans les licenciements économiques (création de - dans les conseils de prud'hommes) : *Devedjian (Patrick)* (p. 7305) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7311) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 7317) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7334) ; *Descaves*

(Pierre) (p. 7336) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7342) ; *Welzer (Gérard)* (p. 7347).

Chefs d'entreprise (responsabilité des -) : *Bachelot (François)* (p. 7345).

Conseils de prud'hommes (réorganisation des -) : *Devedjian (Patrick)* (p. 7304, 7305) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7305) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7309) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 7316, 7317) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7318) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7336) ; *Briant (Yvon)* (p. 7341) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7352).

Conseillers prud'hommaux (formation des - et moyens mis à leurs dispositions) : *Séguin (Philippe)* (p. 7312) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7342) ; *Sapin (Michel)* (p. 7343).

Contrats de conversion (dispositifs des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 7302) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7311) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7320) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7350).

Contrats de conversion (financement des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 7303) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7311) ; *Deschamps (Bernard)* (p. 7338).

Contrats de conversion (nature juridique des - et notamment problème de la rupture du contrat de travail) : *Pinte (Etienne)* (p. 7303, 7304) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7340) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7341, 7344) ; *Trautmann (Catherine)* (p. 7344).

Délais conventionnels (remise en cause par étape des -) : *Collomb (Gérard)* (p. 7320).

Directive européenne du 17 février 1975 relative au licenciement collectif (respect de la -) : *Séguin (Philippe)* (p. 7308, 7309).

Information du juge prud'homal par l'employeur : *Séguin (Philippe)* (p. 7311) ; *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 7317) ; *Sapin (Michel)* (p. 7343) ; *Welzer (Gérard)* (p. 7347).

Licenciement des salariés des petites et moyennes entreprises et des salariés des grandes entreprises (égalisation des conditions de -) : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7315) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7341) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7351).

Licenciements de substitution (multiplication des -) : *Welzer (Gérard)* (p. 7346) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7349).

Licenciements individuels de moins et de plus de dix salariés pour motifs économiques (régime des -) : *Pinte (Etienne)* (p. 7302) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7310).

Licenciements répétitifs par groupe de moins de neuf salariés (problèmes des -) : *Séguin (Philippe)* (p. 7306, 7307, 7310) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7353).

Loi du 3 juillet 1986 (bilan de l'application de la - et de l'évolution des licenciements économiques) : *Séguin (Philippe)* (p. 7306, 7307).

Motif économique (contrôle de la réalité du -) : *Collomb (Gérard)* (p. 7320) ; *Moulinet (Louis)* (p. 7334).

Motifs du licenciement (énonciation des - dans la lettre de notification) : *Pinte (Etienne)* (p. 7304) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7336).

Motions de procédure utilisées pour retarder la discussion et l'application des réformes : *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7315) ; *Limouzy (Jacques)* (p. 7318) ; *Raoult (Eric)* (p. 7321).

Plan social en cas de licenciement (élaboration par les entreprises de plus de 50 salariés d'un -) : *Séguin (Philippe)* (p. 7310) ; *Metzinger (Charles)* (p. 7343) ; *Delebarre (Michel)* (p. 7350).

P.M.E. (alourdissement des procédures et des charges pour les -) : *Descaves (Pierre)* (p. 7335) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7351).

Politique contractuelle (relance de la -) : *Séguin (Philippe)* (p. 7309) ; *Fuchs (Jean-Paul)* (p. 7315).

Précarisation des salariés : *Deschamps (Bernard)* (p. 7337).

Pré-retraite du F.N.E. pour les salariés des P.M.E. (possibilité de -) : *Pinte (Etienne)* (p. 7303) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7310).

Représentativité syndicale : *Bachelot (François)* (p. 7346) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7352).

Sections de l'agriculture des conseils des prud'hommes (suppression de -) : *Devedjian (Patrick)* (p. 7304) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7311) ; *Saint-Pierre (Domique)* (p. 7317).

Seuils sociaux : *Bachelot (François)* (p. 7346) ; *Arthuis (Jean)* (p. 7352, 7353).

S.M.I.C. (remise en cause du -) : *Coffineau (Michel)* (p. 7313) ; *Collomb (Gérard)* (p. 7319).

Discussion des articles du projet de loi n° 495 relatif aux conseil de prud'hommes [9 décembre 1986] (p. 7424).

Article 1er *(article L. 122-14-3 du code du travail — communication d'informations au juge) :* amendement n° 5 de M. Pierre Descaves (de suppression) ; absence d'inversion de la charge de la preuve ; rejeté ; amendement n° 19 de M. Bernard Deschamps soutenu par M. Daniel Le Meur (informations communiquées au juge) (p. 7424) ; rejeté ; amendement n° 1 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (de précision) : adopté ; amendement n° 29 de M. Louis Moulinet (communication d'informations au juge dès l'audience de conciliation) : rejeté ; amendement n° 9 de M. Michel Sapin soutenu par M. Dominique Saint-Pierre (visant après le mot « éléments » rédiger ainsi la fin du deuxième alinéa de cet article : « permettant de justifier le caractère réel et sérieux des motifs invoqués par lui ») : retiré ; amendement n° 4 de la commission des lois (visant à substituer à la fin du deuxième alinéa de cet article aux mots « de l'article L. 321-2 » les mots : « des articles L. 321-2 et L. 321-4 ») ; contenu des informations données par l'employeur au représentant du personnel ; adopté ; amendement n° 10 de M. Michel Sapin soutenu par M. Louis Moulinet (précisant que l'employeur devra communiquer les informations dans un délai de 15 jours à compter de la saisine du Conseil de prud'hommes ») (p. 7425) ; rejeté ; amendement n° 11 de M. Michel Sapin soutenu par M. Louis Moulinet (tendant à créer au bénéfice du salarié une indemnité supérieure à six mois de salaires) : rejeté ; amendement n° 20 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Daniel Le Meur (prévoyant la nullité du licenciement en cas de défaut de présentation des pièces) ; rôle des conseillers prud'hommes dans l'appréciation des sanctions des fautes de procédure ; rejeté ;

— article 1er, ainsi modifié : adopté.

Article 2 *(article L. 512-2 du code du travail — constitution d'une section agricole unique dans le ressort de chaque tribunal de grande instance) :* amendement n° 21 de M. Jacques Roux soutenu par M. Daniel Le Meur (visant à insérer dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article après les mots : « conseil de prud'hommes » les mots : « et que le nombre réduit des affaires le justifie ») ; nombre de sections agricoles (p. 7426) ; rejeté ; amendement n° 12 de M. Michel Sapin soutenu par M. Dominique Saint-Pierre (visant à substituer dans la deuxième phrase du quatrième alinéa de cet article au mot « est » les mots « peut être ») : rejeté ;

— article 2 : adopté.

Article 3 *(article L. 512-3 du code du travail) :* création d'une chambre compétente en matière de licenciement pour motif économique ; amendements identiques n° 6 de M. Pierre Descaves, n° 13 de M. Michel Sapin soutenu par M. Dominique Saint-Pierre et n° 22 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Daniel Le Meur (de suppression) ; inopportunité de créer une chambre spécialisée dans le licenciement économique (p. 7427) ; rejetés ; amendement n° 34 du Gouvernement (extension de la compétence de la chambre spécialisée dans les licenciements économiques aux ruptures de contrats de travail liés aux conventions de conversion) : adopté ;

— article 3, ainsi modifié : adopté.

Article 4 *(article L. 512-11 du code du travail — affectation temporaire de conseillers dans une autre section) :* adopté.

Article 5 *(article L. 513-2 du code du travail — coordination des dispositions relatives à l'élection des conseillers prud'hommes) :* adopté.

Après l'article 5 : amendement n° 32 du Gouvernement (prévoyant que les listes établies par l'employeur pour les élections prud'homales comportent le numéro de sécurité sociale des salariés) ; projet d'automatisation des listes électorales prud'homales pour les élections de 1987 ; nécessité d'éviter les inscriptions multiples (p. 7428) ; adopté.

Article 6 *(articles L. 513-3 du code du travail — communication aux maires des listes des entreprises) :* amendement n° 7 de M. Pierre Descaves (tendant à supprimer l'obligation pour l'employeur de communiquer aux mairies le domicile des salariés) ; protection de la vie privée contre l'utilisation du domicile à des fins commerciales, politiques ou syndicales ; absence de divulgation extérieure des informations adressées par les employeurs ; rejeté ;

— article 6 : adopté.

Après l'article 6 : amendement n° 23 de M. Jacques Roux soutenu par M. Daniel Le Meur (prévoyant des émissions radiotélévisées pour les organisations syndicales représentatives à l'occasion des campagnes électorales prud'homales) (p. 7429) ; hypothèse d'organisation de tables rondes avec des représentants des listes principales ; rejeté ; amendement n° 33 du Gouvernement (frais d'élections) ; notion de frais d'élections et de frais de campagne électorale ; adopté.

Article 7 *(article L. 514-3 du code du travail — formation des salariés membres des conseils de prud'hommes)* : amendement n° 2 de la commission des affaires culturelles (formation des conseillers de prud'hommes) ; rôle actuel des organisations syndicales ; nécessité d'une concertation préalable à la modification de ce système ; rejeté ;

— article 7 : adopté.

Article 8 *(abrogation du deuxième alinéa de l'article L. 515-1 du code du travail — coordination avec les nouvelles dispositions de l'article L. 512-2)* : amendement n° 24 de M. Bernard Deschamps (de suppression) : retiré ;

— article 8 : adopté.

Après l'article 8 : amendement n° 30 de M. Pierre Descaves (tendant à rendre facultative la saisine du bureau de conciliation pour les licenciements économiques) ; volonté des partenaires sociaux de maintenir la phase de conciliation (p. 7430) ; rejeté.

Article 9 *(article L. 515-3 du code du travail — simplification de procédure)* : adopté.

Après l'article 9 : amendement n° 26 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Daniel Le Meur (prévoyant qu'en matière de licenciement économique les recours contre un jugement prud'homal ne sont pas suspensifs et la nullité de tout licenciement prononcé sans cause réelle et sérieuse) ; multiplication d'agissements anti-syndicaux, essentiellement contre la C.G.T. ; problème de l'article 414 du code pénal ; exécution des jugements prud'homaux ; problème des licenciements nuls ; rejeté ; amendement n° 25 de M. Guy Ducoloné soutenu par M. Daniel Le Meur (abrogation de l'article 414 du code pénal et amnistie des infractions antérieurement commises) (p. 7431) ; rejeté.

Article 10 *(article L. 516-5 nouveau du code du travail)* : application de l'urgence pour les litiges portant sur les licenciements pour motif économique ; réintégration automatique du salarié en cas de licenciement abusif ; amendements identiques n° 8 de M. Pierre Descaves et n° 27 de M. Jacques Roux soutenu par M. Daniel Le Meur (de suppression) ; maintien du préliminaire de conciliation à cause de l'avis des partenaires sociaux ; détermination de la procédure d'urgence prévue par cet article (p. 7432) ; procédure d'urgence étant inacceptable pour traiter des licenciements économiques ; détermination des modalités par décret ; obligation de consultation du conseil supérieur de la prud'homie avant tout projet législatif ou réglementaire sur les prud'hommes ; rejetés (p. 7433) ; amendements identiques n° 15 de M. Michel Sapin soutenu par M. Louis Moulinet et n° 28 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Daniel Le Meur (prévoyant que le juge devra statuer dans un délai de trois mois) (p. 7433) ; inopportunité de fixer un délai maximum au juge ; rejetés ; amendement n° 3 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (détermination du contenu de la procédure d'urgence par décret en Conseil d'Etat) : adopté ; amendement n° 16 de M. Michel Sapin soutenu par M. Louis Moulinet (prévoyant qu'après un délai de trois mois les litiges seront portés devant le juge départiteur) ; inopportunité de recours au juge départiteur : rejeté ; amendement n° 17 de M. Michel Sapin soutenu par M. Louis Moulinet (prévoyant que les voies de recours contre ce jugement prud'homal ne sont pas suspensives) (p. 7434) ; rejeté ; amendement n° 18 de M. Michel Sapin soutenu par M. Louis Moulinet (réintégration du salarié en cas de licenciement économique prononcé sans cause réelle et sérieuse) : rejeté ;

— article 10, ainsi modifié : adopté.

Article 11 *(abrogation de l'article L. 511-1 du code du travail — coordination avec la suppression de l'autorisation administrative de licenciement)* : amendement n° 35 de M. Etienne Pinte (compétence prud'homale pour le contentieux des contrats de conversion) (p. 7435) ; adopté ;

— article 11, ainsi modifié : adopté.

Article 12 *(poursuite du mandat des conseillers appartenant à une section de l'agriculture supprimée)* : adopté.

Article 13 *(transfert des affaires en cours aux conseils de prud'hommes dotés d'une section de l'agriculture)* : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 31 de M. Pierre Descaves (suppression de l'article R. 517-4 du code du travail) ; seuil en deçà duquel les conseils de prud'hommes statuent en dernier ressort ; retiré (p. 7436).

Explications de vote (p. 7436).

Conseils de prud'hommes (conditions de fonctionnement et encombrement des -) : *Gengenwin (Germain)* (p. 7436) ; *Descaves (Pierre)* (p. 7437).

Echevinage (non instauration de l'-) : *Gengenwin (Germain)* (p. 7436).

Procédure d'urgence (utilisation de la - pour les licenciements économiques) : *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 7436).

Sections (réorganisation des -) : *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 7436).

Vote hostile du groupe socialiste : *Saint-Pierre (Dominique)* (p. 7437).

Vote hostile du groupe Front national : *Descaves (Pierre)* (p. 7437).

Vote positif du groupe U.D.F. : *Gengenwin (Germain)* (p. 7436).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 7437).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [20 décembre 1986] (p. 7979).

Appel non suspensif : *Bordu (Gérard)* (p. 7980).

Autorisation administrative de licenciement : *Moulinet (Louis)* (p. 7979) .

Charge de la preuve : *Moulinet (Louis)* (p. 7979).

Contrats de conversion : *Arthuis (Jean)* (p. 7979).

Moyens des conseils de prud'hommes : *Bordu (Gérard)* (p. 7980).

Procédure d'urgence : *Debré (Jean-Louis)* (p. 7979) ; *Bordu (Gérard)* (p. 7980).

Réintégration dans l'entreprise : *Moulinet (Louis)* (p. 7979).

Explications de vote (p. 7981).

Chambre spéciale pour les licenciements économiques : *Descaves (Pierre)* (p. 7981).

Charge de la preuve : *Descaves (Pierre)* (p. 7981).

Vote hostile du groupe Front national : *Descaves (Pierre)* (p. 7981).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 7981).

14. — Projet de loi n° 496 relatif aux **procédures de licenciement.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 novembre 1986 par M. Jacques Chirac, Premier ministre et M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi. — Urgence déclarée le 26 novembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Etienne Pinte (27 novembre 1986). — Rapport n° **505** (4 décembre 1986). — Discussion les 8 et 9 décembre 1986 (discussion générale commune aux projets n°s 496 et 495). — Deuxième délibération (art. 6) le 9 décembre 1986. — Adoption le 9 décembre 1986. — Projet de loi **n° 56**.

Sénat (première lecture), n° **96** (1986-1987). — Dépôt le 10 décembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Louis Souvet (1986-1987). — Rapport n° **108** (11 décembre 1986). — Discussion le 16 décembre 1986. — Adoption le 16 décembre 1986. — Projet de loi n° **34** (1986-1987).

Assemblée nationale (deuxième lecture), n° **561**. — Dépôt le 16 décembre 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Commission mixte paritaire. — Nomination [*J.O.* du 18 décembre 1986] (p. 15189). — Bureau [*J.O.* du 19 décembre 1986] (p. 15250).

Assemblée nationale (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Etienne Pinte. — Rapport n° **598** (18 décembre 1986). — Discussion le 19 décembre 1986. — Adoption avec modifications le 19 décembre 1986. — Projet de loi n° **86**.

Sénat (texte de la commission mixte paritaire). — Rapporteur : M. Louis Souvet. — Rapport n° **130** (1986-1987) (18 décembre 1986). — Discussion le 20 décembre 1986. — Projet de loi n° **45** (1986-1987).

Loi n° 86-1320 du 30 décembre 1986, publiée au *J.O.* du 31 décembre 1986 (p. 15885).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale commune aux projets de loi n°s 495 et 496 (voir travail 13).

Discussion des articles [9 décembre 1986] (p. 7360, 7388, 7415).

Avant l'article 1er : amendement n° 120 de M. Gérard Collomb (précisant que ne peut être qualifié de licenciement à caractère économique, qu'un licenciement entraînant une diminution de l'effectif de l'entreprise ou de l'établissement) ; problème posé par la définition du licenciement économique ; cas du licenciement entraînant une diminution de l'effectif de l'entreprise ou de l'établissement ; distinction entre licenciement à caractère économique selon que le motif est conjoncturel ou structurel ; absence de définition du licenciement économique dans le code du travail ; définition donnée par la directive européenne de 1975 ; retiré (p. 7360) ; cas de licenciement où il y aurait immédiatement remplacement par d'autres salariés sans diminution de l'effectif.

Titre I : *Dispositions modifiant le livre 1er du code du travail.*

Article 1er *(forme et champ d'application de la convocation à l'entretien préalable)* : amendement n° 80 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Bernard Deschamps (de suppression) ; projet visant à faciliter les licenciements et à réduire ou supprimer les moyens juridiques dont disposent les salariés pour se défendre ; amendement de suppression risquant de créer un vide juridique ; rejeté ; amendement n° 66 de M. Gérard Collomb (insérant après le premier alinéa de cet article l'alinéa suivant : « à la fin du deuxième alinéa de l'article L 122-14 du code du travail les mots : « appartenant au personnel de l'entreprise » sont supprimés » ») ; procédure à suivre en cas de licenciement pour motif économique ; position d'infériorité des salariés des petites et moyennes entreprises ; renforcement de la présence syndicale ; possibilité pour un salarié de se faire assister par la personne de son choix même extérieure à l'entreprise (p. 7361) ; opportunité que le salarié assistant le licencié connaisse son collègue et la situation de l'entreprise ; problème des seuils sociaux ; inopportunité que des personnes étrangères se mêlent de la marche de l'entreprise ; rejeté ; amendement n° 107 de M. Gilbert Gantier (insérant dans le dernier alinéa de cet article après les mots : « en cas de » les mots : « projet de ») (p. 7362) ; risque de difficulté d'interprétation sur ce terme projet ; rejeté ;

— article 1er : adopté.

Article 2 *(délai minimum entre l'entretien préalable et l'envoi de la lettre de licenciement)* : amendement n° 81 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 110 de M. Gilbert Gantier (insérant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « toutefois si le salarié » les mots : « qui a au moins un an d'ancienneté ») ; application du délai de sept jours aux salariés ayant au moins un an d'ancienneté ; rejeté ; amendement n° 111 de M. Gilbert Gantier (insérant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article après les mots « inclus dans un » les mots : « projet de ») : retiré ; amendement n° 109 de M. Gilbert Gantier (insérant dans la dernière phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article après le mot : « individuel » les mots : « pour un motif d'ordre économique ») (p. 7363) ; cas où le délai prévu par l'accord du 20 octobre ne s'appliquerait pas ; délai de quinze jours en cas de licenciement individuel d'un membre du personnel d'encadrement ; rejeté ; amendement n° 108 de M. Gilbert Gantier (rédigeant ainsi après le mot : « individuel » la fin de la deuxième phrase du deuxième alinéa du paragraphe I de cet article : « d'un ingénieur, d'un cadre, ou d'un agent de maîtrise qui a une délégation écrite de commandement ») ; notion de membre du personnel d'encadrement ; définition donnée par la loi du 6 mai 1982 ; non spécification par les partenaires sociaux de la notion d'encadrement ; retiré ; amendement n° 26 de M. Pierre Descaves (prévoyant que les dispositions prévues par le paragraphe II du présent article ne s'appliquent pas aux entreprises ayant un effectif de moins de 500 salariés) ; lourdeur du délai pour les P.M.E. et P.M.I. ; organisation des salariés dans une entreprise ne signifiant pas nécessairement un combat politisé (p. 7364) ; organisation syndicale constituant un élément de responsabilité ; rejeté ;

— article 2 : adopté au scrutin public.

Article 3 *(énonciation du motif de licenciement)* : non référence aux causes réelles et sérieuses du licenciement ; possibilité pour le conseil de prud'hommes de prononcer certaines peines ; jurisprudence antérieure à la loi de 1975 considérant que le tribunal de prud'hommes n'est pas compétent pour apprécier la réalité et le sérieux du motif économique ; amendements identiques n° 27 de M. Pierre Descaves et 82 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Bernard Deschamps (de suppression) ; difficulté pour l'appréciation de la situation présente et future de l'entreprise (p. 7365) ; opportunité que le chef d'entreprise indique au salarié qu'il va licencier les motifs économiques de son licenciement ; dispositions permettant aux prud'hommes de savoir devant quelle chambre ou devant quelle section l'affaire doit être portée ; transcription dans cet article des dispositions prévues par l'accord interprofessionnel ; amendements n° 27 et 82 : rejetés au scrutin public ; amendement n° 1 de la commission (rédigeant ainsi le texte proposé pour l'article L 122-14-2 du code du travail : « lorsque le licenciement n'est pas prononcé pour un motif économique ou pour un motif disciplinaire, l'employeur est tenu à la demande écrite du salarié d'énoncer la ou les causes réelles et sérieuses du licenciement. Les délais et les conditions de la demande et de l'énonciation sont fixés par voie réglementaire ») ; distinction entre l'obligation de motivation qui est une obligation de procédure et l'exigence de l'existence d'une cause réelle et sérieuse qui s'impose dans tous les cas et qu'il appartient au juge d'apprécier ; retiré ; amendement n° 31 de M. Michel Coffineau (complétant le texte proposé pour l'article L 122-14-2 du code du travail par la phrase suivante : « ce ou ces motifs doivent présenter un caractère réel et sérieux ») (p. 7366) ; passage de la procédure administrative à une procédure judiciaire ; compétence du judiciaire pour apprécier le bien fondé de la cause réelle et sérieuse du licenciement à caractère économique ; nécessité d'un motif réel et sérieux dans tous les cas de licenciement ; cas ou le licenciement n'est pas prononcé pour un motif économique ou disciplinaire ; intention du Gouvernement d'accepter à l'article 4 l'amendement n° 58 de M. Etienne Pinte ; amendement n° 31 : rejeté au scrutin public (p. 7367) ; amendement n° 65 de M. René Béguet (précisant que lorsque le licenciement n'est pas prononcé pour un motif économique ou pour un motif disciplinaire l'employeur est tenu à la demande écrite du salarié d'énoncer la ou les causes réelles ou sérieuses du licenciement) ; adopté ;

— article 3, modifié : adopté au scrutin public.

Article 4 *(sanction du non respect des procédures)* : amendement n° 83 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Bernard Deschamps (de suppression) : rejeté ; amendement n° 58 de M. Etienne Pinte (substituant dans la première phrase du premier alinéa de l'article L 122-14-4 du code du travail aux mots : « répondant aux exigences de l'article L 122-14-2 » les mots : « réelle et sérieuse ») ; compétence du tribunal pour apprécier la cause réelle et sérieuse avancée pour motiver le licenciement à caractère économique ; sanction pour défaut de la procédure ou pour motivation insuffisante ou erronée ; adopté ; amendement n° 67 de M. Gérard Collomb (insérant avant le paragraphe I de cet article le paragraphe suivant : I, A, à la fin de la première phrase du premier alinéa de l'article L 122-14-4 les mots : « qui ne peut être supérieur à un mois de salaire » sont remplacés par les mots : « correspondant au montant des salaires qu'aurait dû percevoir le travailleur jusqu'à la régularisation de la procédure ») ; effacement du rôle de l'autorité administrative ; importance de la procédure de concertation avec les salariés et les représentants du personnel ; opportunité d'alourdir la sanction en cas de non respect des procédures (p. 7368) ; inopportunité d'alourdir les sanctions ; rejeté ; amendement n° 68 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (supprimant le paragraphe I de cet article) ; obligation faite à l'employeur actuellement reconnu fautif lors d'un licenciement de rembourser aux organismes versant les indemnités de chômage, le montant total des indemnités dues depuis le jour du licenciement jusqu'à celui du jugement ; opportunité que le juge puisse moduler en

fonction de la gravité de la faute l'indemnité que l'employeur devra rembourser ; faible nombre de demande de remboursement de la part des A.S.S.E.D.I.C. (p. 7369) ; rejeté ; amendement n° 28 de M. Pierre Descaves (rédigeant ainsi le paragraphe I de cet article : « le deuxième alinéa de l'article 122-14-4 du code du travail est supprimé) ; possibilité pour le juge de compléter la peine principale par une peine accessoire modulée en fonction de la gravité de la faute ; retiré ; amendement n° 32 de M. Michel Coffineau soutenu par Mme Marie-France Lecuir (complétant le deuxième alinéa du paragraphe II de cet article par les mots : « qui ne peut être inférieur à un mois de salaire ») : rejeté ;

— article 4, modifié : adopté.

Article 5 *(coordination et maintien de la procédure propre au licenciement non économique)* : amendement n° 84 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 2 de la commission (prévoyant que les dispositions de l'article L 122-14-2 ne sont pas applicables aux salariés qui ont au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet d'un licenciement pour motif économique) ; sous-amendement n° 64 de M. René Béguet (supprimant le paragraphe I de cet amendement) ; sous-amendement n° 121 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (substituant dans le paragraphe de cet amendement aux mots : « qui ont au moins un an d'anciennneté dans l'entreprise » aux mots :« pendant la période d'essai ») ; sous-amendement n° 122 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (substituant dans le deuxième alinéa du paragraphe II de cet amendement aux mots : « deux ans d'ancienneté dans l'entreprise » les mots : « six mois d'ancienneté ») ; cas dans lesquels l'employeur est exempté de l'obligation d'énoncer les motifs dans la lettre de licenciement ; (p. 7370) ; cas d'un licenciement pour insuffisance de capacité ou de compétence professionnelle ; complexité des dispositions variant selon la taille de l'entreprise, le motif de licenciement et l'ancienneté du salarié considéré ; sous-amendement n° 64 : adopté ; sous-amendement n° 121 : devenu sans objet ; harmonisation des dispositions relatives à l'entretien et l'énoncé des motifs du licenciement ; rotation en cours dans les entreprises entraînant une augmentation des salariés ayant moins de deux ans d'ancienneté ; sous-amendement n° 122 : rejeté ; amendement n° 2, ainsi modifié : adopté ; en conséquence l'amendement n° 33 de M. Michel Coffineau devient sans objet ;

— article 5, modifié : adopté.

Titre II : *Dispositions modifiant le livre III du code du travail.*

Article 6 *(création et modification d'intitulé et coordination)* (p. 7371) ; amendement n° 85 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 34 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Gérard Collomb (substituant dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article aux mots : « déclaration de mouvements, de main-d'œuvre » les mots : « contrôle de l'emploi ») ; maintien de certaines dispositions de contrôle de l'emploi ; inexistence juridique de la notion de contrôle de l'emploi : rejeté ; amendement n° 3 de la commission (substituant à la fin du paragraphe III de cet article, à la référence L 321-2, la référence L 320-1 ») : rejeté ; amendement n° 35 de M. Michel Coffineau soutenu par Mme Marie-France Lecuir (complétant le paragraphe III de cet article par l'alinéa suivant : ce même article est complété par la phrase suivante : « parmi ces critères ne peuvent être retenu ceux qui sont relatifs aux opinions politiques, aux convictions religieuses, à l'exercice du droit de grève, aux activités syndicales exercées par le salarié ») ; amendement n° 36 de M. Michel Coffineau soutenu par Mme Marie-France Lecuir (complétant le paragraphe III de cet article par l'alinéa suivant : ce même article est complété par la phrase suivante : « parmi ces critères ne peuvent être retenus ceux qui sont relatifs, à l'origine, au sexe ou à l'appartenance à une ethnie, à une nation ou à une race ») ; amendement n° 37 de M. Michel Coffineau soutenu par Mme Marie-France Lecuir (complétant le paragraphe III de cet article par la phrase suivante : « ce même article est complété par la phrase suivante : ces critères prennent également en compte la situation des salariés handicapés et des salariées en état de grossesse ») ; précision sur les critères devant présider à l'établissement de l'ordre dans lesquels seront pratiqués les licenciements économiques ; proposition par l'employeur au comité d'entreprise ou à défaut aux délégués du personnel des critères retenus (p. 7372) ; code du travail et code pénal rendant superfétatoires les précisions des amendements n° 35, 36 et 37 ; préférence nationale ; principes constitutionnels du droit à la différence des citoyens français par rapport aux étrangers ; amendements n° 35, 36 et 37 : rejetés ; amendement n° 38 : devenu sans objet ;

— article 6 : adopté.

Article 7 *(déclaration des licenciements et licenciements à caractère répétitif)* : problème en cas d'absence de comité d'entreprise ou de délégué du personnel (p. 7373) ; procédure n'ayant pas d'obligation d'aboutir ; application de formules positives en cas d'échec de la négociation dans les pays où l'autorité administrative n'intervient pas ; amendement n° 86 de Mme Muguette Jacquaint soutenu par M. Bernard Deschamps (de suppression) : rejeté ; **rappel au règlement** de M. Michel Coffineau ; amendement n° 112 de M. Gilbert Gantier (de précision) : adopté ; amendement n° 113 de M. Gilbert Gantier (de précision) : retiré (p. 7374) ; amendement n° 39 de M. Michel Coffineau (insérant dans le quatrième alinéa *b*) du texte proposé pour l'article L 321-2 du code du travail après le mot : « informé » les mots : « sous huitaine ») ; délai dans lesquels les employeurs sont tenus d'informer l'autorité administrative compétente du ou des licenciements qui ont été prononcés ; rejeté ; amendement n° 69 de M. Gérard Collomb (prévoyant que lorsqu'il n'y a dans l'entreprise ni comité d'entreprise, ni délégué du personnel, le chef d'entreprise informe et consulte selon les procédures visées à l'article L 321-4 la commission paritaire de l'emploi compétente) ; inopportunité que le législateur se substitue aux partenaires sociaux ; rejeté (p. 7375) ; amendement n° 70 de M. Gérard Collomb (même objet) ; rejeté (p. 7376) ; amendement n° 29 de M. Pierre Descaves soutenu par M. Pierre Sirgue (ajoutant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 321-2 du code du travail après les mots : « tout nouveau licenciement économique » le mot : « collectif ») ; cas d'une entreprise en règlement judiciaire ou en liquidation de biens qui a licencié au cours d'une période de six mois plus de trente de ses salariés ; non limitation des procédures au caractère collectif du licenciement ; possibilité de considérer que si une entreprise licencie pendant six mois consécutif au total plus de trente salariés, elle cherche à s'affranchir des obligations liées au licenciement de plus de dix salariés ; retiré ; amendement n° 57 de M. Michel Coffineau (rédigeant ainsi la fin du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 321-2 du du code du travail « prévu au présent chapitre relative au projet de licenciement d'au moins dix salariés ») (p. 7388) ; amendement n° 4 de la commission (substituant à la fin du dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 321-2 du code du travail aux mots : « du troisième alinéa de l'article L 324 les mots prévus au précédent chapitre ») ; extension à l'ensemble de la procédure prévue pour les licenciements d'au moins dix salariés des obligations des entreprises qui ont procédé pendant six mois consécutifs à des licenciements pour motif économique de trente personnes au total sans atteindre dix personnes dans une même période de trente jours ; application des dispositions de cet article à tous les cas de licenciement prévu dans ce chapitre ; amendement n° 57 : rejeté ; amendement n° 4 : adopté ;

— article 7, modifié : adopté.

Article 8 *(réunion et consultation des représentants du personnel)* : amendement n° 87 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 7389) ; rejeté ; amendement n° 114 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Maurice Dousset (insérant dans la première phrase du deuxième alinéa du paragraphe III de cet article après le mot : « ou » les mots : « établissement et dans les ») ; adopté ; amendement n° 40 de M. Michel Coffineau (précisant que les deux réunions du comité d'entreprise sont séparées par un délai qui ne peut être supérieur à sept jours) ; cas où le nombre de licenciement est inférieur à 100 (p. 7390) ; adopté ;

— article 8, ainsi modifié : adopté.

Article 9 *(information des représentants du personnel)* : accord entre les partenaires résultant de la décision de supprimer l'autorisation administrative de licenciement ; conclusion de l'accord ne valant pas de la part des partenaires sociaux acceptation du principe de la suppression de l'autorisation de licenciement ; amendement n° 88 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 5 de la commission (prévoyant que l'employeur est tenu d'adresser aux représentants du personnel avec la convocation aux réunions prévues à l'article L 321-2, tout renseignement utile sur le projet de licenciement collectif) ; amendement n° 41 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Gérard Collomb insérant au début du paragraphe I de cet article l'alinéa suivant : « au premier alinéa de l'article L 321-4 du code du travail à la

référence L 321-3 est substituée la référence L 321-2 »); extension de l'information spécifique que doit donner l'employeur en cas de licenciement collectif à caractère économique aux représentants du personnel sur tous les projets de licenciement collectif (p. 7391) ; amendement n° 5 : adopté ; en conséquence amendement n° 41 : devenu sans objet ; amendement n° 6 de la commission (de coordination) : adopté ; amendement n° 7 de la commisison (de rectification) : adopté ; amendement n° 115 de M. Gilbert Gantier soutenu par M. Jean Brocard (de précision) : adopté ; amendement n° 8 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 42 de M. Michel Coffineau (insérant dans le deuxième alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « entreprises visées » les mots : « au 1° de l'article L 321-2 et ») ; élargissement des conventions de conversion aux entreprises envisageant moins de dix licenciements dans une période de trente jours quel que soit leur effectif ; rejeté ; amendement n° 71 de M. Gérard Collomb (insérant dans le troisième alinéa du paragraphe I de cet article après les mots : « le comité d'entreprise » les mots : « ou la commission paritaire de l'emploi saisie en cas de carence de la représentation du personnel au niveau de l'entreprise ») (p. 7392) ; possibilité pour un salarié menacé de licenciement de se faire assister par des représentants au sein de l'entreprise ; respect de l'accord interprofessionnel du 20 octobre ; commissions paritaires de l'emploi relevant de la compétence des partenaires sociaux ; rejeté ; amendement n° 43 de M. Michel Coffineau soutenu par Mme Marie-France Lecuir (insérant avant le paragraphe I de cet article le paragraphe suivant : « le huitième alinéa de l'article L 321-4 du code du travail est complété par la phrase suivante : « ces mesures constituent le plan social ») ; harmonisation des différentes dispositions en fonction de la taille des entreprises ou du nombre des licenciés pour cause économique ; insertion de l'expression « plan social » dans le code du travail ; notion de plan social s'appliquant à toutes les entreprises à partir de cinquante salariés ; distinction entre la notion de plan social obligatoire pour des licenciements dans les entreprises de plus de cinquante salariés et les contrats de conversion obligatoires uniquement dans les entreprises de moins de cinquante salariés ; rejeté ; amendement n° 9 de la commission (prévoyant que lorsque le projet de licenciement concerne au moins dix salariés sur une même période de trente jours l'ensemble des informations prévues au présent article sera simultanément porté à la connaissance de l'autorité administrative compétente) (p. 7393) ; adopté ; amendement n° 72 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (complétant le paragraphe III de cet article par l'alinéa suivant : la deuxième phrase du dernier alinéa du même article est complétée par les mots : « ainsi que toute information sur les conditions de licenciement ») ; information que l'employeur doit porter à la connaissance du représentant du personnel simultanément à celle de l'autorité administrative compétente ; rejeté ;

— article 9, modifié : adopté.

Article 10 *(mise en œuvre des conventions de conversion)* : amendement n° 89 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 10 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 73 de M. Gérard Collomb (supprimant dans le texte proposé pour l'article L 321-5 du du code du travail les mots : «, dans les limites des dispositions de l'article L 321-5-1 ») : (p. 7394) ; craintes exprimées par certaines organisations sur les droits de tirage sur les fonds de la formation continue ; limite au-delà desquelles l'Etat et les entreprises peuvent participer au financement des conventions de conversion ; rejeté ; amendement n° 11 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 44 de M. Michel Coffineau soutenu par Mme Marie-France Lecuir (complétant le texte proposé pour l'article L 321-5 du code du travail par les mots : « et recherché dans toutes les possibilités offertes par les conventions d'allocation spéciale du fonds national de l'emploi) » ; transcription dans le projet de loi des dispositions de l'accord interprofessionnel à la condition qu'elles aient une valeur normative ; rejeté ;

— article 10, modifié : adopté.

Article 11 *(participation financière des entreprises au financement des dépenses de fonctionnement des conventions de conversion)* : amendement n° 90 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 74 de M. Gérard Collomb (complétant le texte proposé pour l'article L 321-5-1 du code du travail par l'alinéa suivant : « il fixera également la part de l'obligation financière prévue aux articles L 950-1 et L 950-2 qui sera toute façon consacré à la formation des salariés de l'entreprise non visés par le licenciement économique ») ; fixation par le décret de la part des crédits de formation professionnelle consacrée à la formation continue ; non pénalisation des autres formations du fait du financement des contrats de conversion par les fonds de formation professionnelle continue) : rejeté ; amendement n° 75 de M. Gérard Collomb soutenu par M. Michel Coffineau (complétant le texte proposé pour l'article L 321-5-1 du code du travail par l'alinéa suivant : les entreprises non assujetties à l'obligation financière prévue aux articles L 950-1 et L 950-2 verront leur part prise en charges par l'Etat) ; opportunité d'inciter les petites entreprises qui licencient à inciter leurs salariés à choisir un contrat de conversion plutôt qu'un contrat de licenciement normal ; conditions devant être remplies pour ouvrir droit aux conventions de conversion ; rejeté ;

— article 11 : adopté (p. 7396).

Article 12 *(effet de la rupture du contrat de travail)* : amendement n° 91 de M. Muguette Jacquaint soutenu par M. Bernard Deschamps (de suppression) ; rupture du contrat de travail d'un salarié ayant accepté une convention de conversion ayant commun accord des partis ; ouverture de possibilité de pression patronale sur les salariés ; rejeté ; amendement n° 45 de M. Michel Coffineau (rédigeant ainsi après les mots : « trente jours » la fin de la dernière phrase du premier alinéa du texte proposé pour l'article L 321-6 du code du travail « lorsque le nombre des licenciements est inférieur à 100, à quarante-cinq jours lorsque le nombre des licenciements est au moins égal à 100 et inférieur à 250, et à soixante jours lorsque le nombre des licenciements est au moins égal à 250, sans préjudice des dispositions plus favorables prévues par conventions ou accords collectifs du travail ») ; délai entre la notification à l'autorité administrative compétente et l'envoi des lettres de licenciement différent suivant le nombre des licenciements ; adopté ; amendement n° 76 de M. Gérard Collomb (insérant dans le deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L 321-6 du code du travail après les mots : « l'autorité administrative a la faculté de réduire » les mots : « après consultation des délégués du personnel ou du comité d'entreprise ») ; possibilité pour l'autorité administrative de raccourcir les délais lorsque l'accord collectif portant sur les conditions de licenciement aura été conclu à l'occasion d'un projet de licenciement (p. 7397) ; consultation du comité d'entreprise ; application de la directive européenne fixant un délai minimum de trente jours pour les licenciements de plus de dix salariés ; rejeté ; amendement n° 106 corrigé de M. Etienne Pinte (précisant que le contrat de travail d'un salarié, ayant accepté une convention de conversion est rompu) : retiré ; amendement n° 116 de M. Gilbert Gantier (de précision) : adopté ; amendement n° 46 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Gérard Collomb (substituant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L 321-6 du code du travail au mot : « rompu » les mots : « temporairement suspendu ») ; amélioration des contrats de conversion en les replaçant dans la ligne des congés de conversion ; rupture du contrat de travail (p. 7398) ; intention des partenaires sociaux n'ayant pas été de s'inspirer de la procédure des congés de conversion ; impossibilité de suspendre un contrat de travail ne pouvant être réactivé à la fin du contrat de conversion ; lourdeur pour les petites et moyennes entreprises de la formule des congés de conversion ; rupture d'un commun accord des partis ; système juridique original ; question des voix de recours ; litige relative à cette rupture relevant de la compétence des conseils de prud'hommes ; (p. 7399) ; notion de suspension du contrat apparaissant inadaptée aux problèmes des petites et moyennes entreprises ; amendement n° 46 : rejeté ; amendement n° 55 de M. Michel Coffineau (complétant le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L 321-6 du code du travail par la phrase suivante : « cette disposition n'interdit pas aux salariés d'avoir la possibilité de faire un recours juridique en cas de litige ») ; partenaires patronaux ayant imposé aux organisations syndicales la notion de rupture d'un commun accord ; problème du litige pouvant surgir de cette situation ; distribution in extrémis d'un amendement de M. Etienne Pinte sur ce sujet ; nature juridique du contrat de conversion ; remise en cause de l'esprit et de la lettre de l'accord du 20 octobre qui prévoit la rupture du contrat de travail en cas de choix du contrat de conversion par le salarié (p. 7400) ; amendement n° 55 rejeté ; amendement n° 47 de M. Michel Coffineau (de conséquence) : devenu sans objet ; amendement n° 60 de M. Etienne Pinte (de cohérence) : adopté ; amendement n° 123 de M. Etienne Pinte (complétant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 321-6 du code du travail par la phrase suivante : « les litiges relatifs à cette rupture relèvent de la compétence des conseils de prud'hommes dans les conditions prévues à l'article L 511-1 » ;

rappel au règlement de M. Gérard Collomb ; application des procédures de recours ayant trait au licenciement à caractère économique aux ruptures du contrat de travail lorsque le salarié a choisi le contrat de conversion ; amendement n° 123 : adopté ; amendement n° 77 de M. Gérard Collomb (prévoyant qu'à l'issue de la convention de conversion le salarié licencié conserve l'intégralité de ses droits à l'allocation de base visée à l'article L 351-3 (p. 7401) ; problème de la date prise en compte pour calculer l'intégralité des droits ; immixion dans les affaires internes de l'U.N.E.D.I.C. ; rejeté ;

— article 12, modifié : adopté.

Article 13 *(rôle de l'autorité administrative) :* amendement n° 92 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 117 de M. Gilbert Gantier (substituant dans le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L 321-7 du code du travail aux mots : « les articles 321-4 et 321-5 » les mots : « l'article L 321-4 ») ; (p. 7402) ; conformité du texte au contenu du mémorendum du 20 octobre ; limite du contrôle de l'administration sur les règles d'élaboration du plan social ; obligation de proposer des conventions de conversion constituant une procédure que l'autorité administrative compétente doit vérifier ; retiré ; amendement n° 118 de M. Gilbert Gantier (complétant le troisième alinéa du texte proposé pour l'article L 321-7 du code du travail par les mots : « , l'autorité administrative compétente n'étant pas habilitée pour porter une appréciation sur le plan social ») ; volonté de la majorité de casser le code du travail ; retiré ; amendement n° 61 de M. Etienne Pinte (de cohérence) (p. 7403) : adopté ; amendement n° 78 de M. Gérard Collomb (insérant avant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 321-7 du code du travail l'alinéa suivant : « l'autorité administrative peut alors allonger les délais prévus à l'article L 321-6 dans une durée maximale de soixante jours » ; (directive européenne prévoyant qu'en cas de difficulté dans le déroulement du licenciement, les Etats membres peuvent accorder à l'autorité administrative la faculté d'allonger le délai entre la notification qui lui est faite par l'employeur et la notification du licenciement au salarié) : rejeté ; amendement n° 119 de M. Gilbert Gantier (insérant dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 321-7 du code du travail l'alinéa suivant : « à défaut d'avis écrit dans les délais prévus ci-dessus, l'autorité administrative compétente sera réputée ne pas avoir constaté d'irrégularité ») ; délai de réponse imparti à l'autorité administrative ; effets juridiques de l'avis fourni par l'administration (p. 7404) ; inexistence juridique d'avis implicite ; rejeté ;

— article 13, modifié : adopté.

Après l'article 13 : amendement n° 48 de M. Michel Coffineau soutenu par Mme Odile Sicart (prévoyant que les salariés licenciés pour raison économique ou ayant accepté un contrat de conversion, bénéficient d'une priorité de réembauchage) ; disposition relative à la priorité de réembauchage apparaissant de nature contractuelle et conventionnelle ; institution de la priorité de réembauchage par l'accord national interprofessionnel du 10 février 1969 ; rejeté (p. 7405).

Article 14 *(sanctions) :* amendement n° 93 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 12 de la commission (sanctions pénales) : adopté ; amendement n° 49 de M. Michel Coffineau (pénalités) ; compétence du législateur pour prévoir les pénalités ; absence de volonté des partenaires sociaux de prévoir des pénalités fixées par la loi (p. 7406) ; rejeté ; amendement n° 50 de M. Michel Coffineau soutenu par M. Gérard Collomb (même objet) ; aspect purement formel des procédures ; amendement n° 51 de M. Michel Coffineau (même objet) ; rejetés ; amendement n° 13 de la commission (de forme) : adopté ;

— article 14, modifié, adopté.

Titre II : *Conventions de conversion.*

Article 15 *(financement) :* amendement n° 94 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 14 de la commission (de précision) : adopté ; amendement n° 56 de M. Michel Coffineau (de cohérence) (p. 7407) ; adopté ; amendement n° 62 de la commission (de cohérence) : adopté ; amendement n° 79 de M. Gérard Collomb (insérant après le premier alinéa du texte proposé pour l'article L 322-3 du code du travail l'alinéa suivant : « le projet de convention de conversion doit être soumis pour avis au comité d'entreprise ou à défaut aux délégués du personnel ») : rejeté ;

— article 15, modifié, adopté.

Article 16 *(de coordination - procédure d'agrément) :* amendement n° 95 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 15 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 17 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 16 de la commission (rédactionnel) : adopté ;

— article 16, modifié, adopté.

Article 17 *(couverture sociale)* (p. 7408) ; amendement n° 96 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 18 de la commission (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 19 de la commission (de rectification) : adopté ;

— article 17, modifié : adopté.

Article 18 *(imputation du financement par l'employeur des conventions de conversion) :* amendement n° 97 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 20 de la commission (de forme) : adopté ; amendement n° 21 de la commission (de précision) : adopté ;

— article 18, modifié : adopté.

Article 19 *(superprivilèges des allocations de conversions) :* amendement n° 98 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ;

— article 19 : adopté (p. 7409).

Titre IV : *Dispositions diverses.*

Article 20 *(coordination — plan d'adaptation aux mutations technologiques) :* amendement n° 99 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 22 de M. Etienne Pinte (de forme) (p. 7415) ; adopté ; amendement n° 52 de M. Michel Coffineau (information des membres du comité d'entreprise sur les plans d'adaptation aux mutations technologiques) ; amendement n° 23 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (élaboration par l'employeur d'un plan d'adaptation aux mutations technologiques soumis au comité d'entreprise) ; sous-amendement n° 63 de M. Etienne Pinte à l'amendement n° 23 (consultation du comité d'entreprise sur ce plan d'adaptation) ; amendement n° 52 : retiré ; sous-amendement n° 63 : adopté ; amendement n° 23 : adopté après modification ;

— article 20, modifié : adopté.

Article 21 *(licenciements pour fins de chantier)* (p. 7416) ; accord collectif passé dans le secteur des travaux publics ; amendements identiques n° 53 de M. Michel Coffineau et n° 100 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) (p. 7417) ; rejetés ; amendement n° 54 de M. Michel Coffineau (possibilité pour des conventions et accords collectifs étendus de prévoir dans les professions du bâtiment et travaux publics que les licenciements de fin de chantier ne sont pas soumis aux dispositions applicables aux licenciements économiques, dès lors qu'elles correspondent à une pratique régulière de leur profession) (p. 7418) ; application des règles du licenciement économique pour les employés permanents travaillant dans les branches relevant de la notion de fin de chantier ; rejeté ; amendement n° 30 de M. Pierre Descaves (tendant à substituer dans le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 321-12 du code du travail aux mots « qui, à la fin d'un chantier », les mots : « concernant les branches d'activités professionnelles énumérées au 3e alinéa de l'article L. 122-1-1 du présent code, lesquelles ») ; branches d'activités concernées par la fin de chantier ; cas des fins de représentation théâtrale (p. 7419) ; distinction de la notion de fin de chantier et de celle de contrat à durée déterminée ; rejeté ;

— article 21 : adopté.

Article 22 *(date d'application et situation en cours) :* amendement n° 101 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 24 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (rédactionnel) : adopté ; amendement n° 25 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (réglant les situations transitoires) (p. 7420) ; adopté ;

— article 22, modifié : adopté.

Titre V : *« Dispositions spécifiques au personnel navigant des compagnies d'armement maritime ».*

Article 23 *(déclaration de main-d'œuvre — procédure de licenciement économique) :* amendement n° 102 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ; amendement n° 124 de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales

(de coordination) ; compétence des tribunaux d'instance pour le droit du travail maritime ; adopté ;

— article 23, modifié : adopté.

Article 24 *(entretien préalable)* : amendement n° 103 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ;

— article 24 : adopté.

Article 25 *(abrogation de dispositions du code du travail maritime)* : amendement n° 104 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ;

— article 25 : adopté.

Article 26 *(dérogations)* (p. 7421) ; amendement n° 105 de Mme Muguette Jacquaint (de suppression) : rejeté ;

— article 26 : adopté.

Seconde délibération du projet de loi (p. 7422).

Article 6 : amendement n° 1 de M. Michel Coffineau (tendant à substituer à l'article L. 361-1 du code du travail à la référence : « L. 321-1 » la référence « L. 320-1 ») ; sanction de l'obligation pour les employeurs d'informer les services publics de la main-d'œuvre pour les embauches et départs de salariés (p. 7422) ; rejeté (p. 7423).

Explications de vote (p. 7423).

Chômage des jeunes : *Collomb (Gérard)* (p. 7423).

Circulaire européenne (retrait du dispositif par rapport à la -) : *Collomb (Gérard)* (p. 7423).

Dérégulation sociale (limites de la -) : *Collomb (Gérard)* (p. 7423).

Formation professionnelle : *Collomb (Gérard)* (p. 7423).

Licenciement économique (absence de projet de rétablissement de l'autorisation administration de — en cas d'alternance) : *Séguin (Philippe)* (p. 7424).

Licenciement économique (contrôle du caractère réel et sérieux du motif) : *Collomb (Gérard)* (p. 7423).

Plan social : *Collomb (Gérard)* (p. 7423).

Représentant du personnel (cas des entreprises sans -) : *Collomb (Gérard)* (p. 7423).

Adoption de l'ensemble du projet de loi au scrutin public (p. 7424).

COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Discussion générale [19 décembre 1986] (p. 7858).

Exception d'irrecevabilité soulevée par M. Pierre Joxe : *Coffineau (Michel)* (p. 7861, 7862, 7863) ; rejetée (p. 7870).

Question préalable opposée par M. Pierre Joxe : *Lecuir (Marie-France)* (p. 7870, 7871, 7872, 7873, 7874).

Aménagement du temps de travail : *Ducoloné (Guy)* (p. 7859, 7860) ; *Mauger (Pierre)* (p. 7860) ; *Joxe (Pierre)* (p. 7877).

Conventions de conversion : *Lecuir (Marie-France)* (p. 7871, 7872) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7880).

Demande de suspension de séance : *Loncle (François)* (p. 7878) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7878).

Demande de vérification du quorum de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7864) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7864).

Demande de vérification du quorum de M. André Lajoinie : *Lajoinie (André)* (p. 7874) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7874) ; *Ducoloné (Guy)* (p. 7875) ; *Joxe (Pierre)* (p. 7875, 7876).

Licenciements abusifs : *Séguin (Philippe)* (p. 7860).

Licenciements pour fin de chantier : *Pinte (Etienne)* (p. 7859) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7860) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7864, 7882) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7873, 7874) ; *Mercieca (Paul)* (p. 7882, 7883).

Notification du licenciement : *Pinte (Etienne)* (p. 7858, 7859).

Politique économique et sociale du Gouvernement : *Coffineau (Michel)* (p. 7863, 7864) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7870, 7871, 7872, 7873) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7880, 7881).

Procédures ayant conduit à l'adoption du projet (et notamment accord du 29 octobre 1986) : *Pinte (Etienne)* (p. 7858) ; *Séguin (Philippe)* (p. 7860) ; *Coffineau (Michel)* (p. 7861, 7862) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7870) ; *Mercieca (Paul)* (p. 7878) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7879).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 7859, 7860) ; *Mauger (Pierre)* (p. 7860).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 7861).

Rappel au règlement de M. Guy Ducoloné : *Ducoloné (Guy)* (p. 7875).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7864) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7864).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7875).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7875, 7876).

Rappel au règlement de M. Pierre Joxe : *Joxe (Pierre)* (p. 7876, 7877).

Rappel au règlement de M. François Loncle : *Loncle (François)* (p. 7878) ; *Mestre (Philippe)* (p. 7878).

Rappel au règlement de M. Paul Mercieca : *Mercieca (Paul)* (p. 7876).

Rappel au règlement de M. Paul Mercieca : *Mercieca (Paul)* (p. 7878).

Rôle de l'administration dans la procédure du licenciement : *Coffineau (Michel)* (p. 7861) ; *Lecuir (Marie-France)* (p. 7870, 7871) ; *Jacquaint (Muguette)* (p. 7879).

Texte de la commission mixte paritaire (p. 7883, 7884).

Explications de vote (p. 7884).

Politique économique et sociale du Gouvernement : *Ducoloné (Guy)* (p. 7885) ; *Auroux (Jean)* (p. 7886, 7887, 7888).

Vote négatif du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 7885).

Vote négatif du groupe communiste : *Ducoloné (Guy)* (p. 7885).

Vote négatif du groupe socialiste : *Auroux (Jean)* (p. 7888).

Adoption de l'ensemble du projet de loi, compte tenu du texte de la commission mixte paritaire, au scrutin public (p. 7888).

15. — Proposition de loi n° 579 tendant à permettre aux **comités d'entreprises** de participer à des actions de solidarité.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 18 décembre 1986 par M. Marc Reymann. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Aménagement du temps de -

Voir *Assemblée nationale*, amendement.
Politique économique et sociale **5.**
Travail **14.**

Congés de conversion

Voir *Travail* **14.**

— dominical

Voir *Questions au Gouvernement* **219.**

Droit au -

Voir *Défense* **1.**

Droit du licenciement

Voir *Travail* **9.**

TRAVAIL CLANDESTIN

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

TRAVAIL DE NUIT

— des femmes

Voir *Politique économique et sociale* **5.**

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Voir *Départements d'outre-mer* **5.**

TRESORIERS PAYEURS GENERAUX

Voir *Questions orales sans débat* **30.**

TRIBUNAL PERMANENT DES FORCES ARMEES

Voir *Justice* **2.**

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Intérieur.

TURCS

Libre circulation des travailleurs -
Voir *Questions au Gouvernement* **159.**

TURQUIE

Relations de la France avec la -
Voir *Questions au Gouvernement* **22.**

U

UNIVERSITES
Voir *Questions au Gouvernement* **166.**

Politique universitaire
Voir *Questions au Gouvernement* **20.**

URBANISME

1. — Proposition de loi n° 216 tendant à modifier la durée ou la date d'application de certaines règles concernant le **code de l'urbanisme** pour les **communes dépourvues de plan d'occupation des sols.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 26 juin 1986 par M. Pascal Clément. — Renvoi à la commission de la production et des échanges. — Rapporteur : M. Roland Blum (3 juillet 1986). — Rapport n° **253** (8 juillet 1986). — Discussion le 9 juillet 1986. — Adoption le 9 juillet 1986. — Proposition de loi n° **21.**

Sénat (première lecture), n° **448** (1985-1986). — Dépôt le 10 juillet 1986. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapporteur : M. Paul Girod. — Rapport n° **454** (1985-1986) (16 juillet 1986). — Discussion le 16 juillet 1986. — Adoption le 16 juillet 1986. — Proposition de loi n° **134** (1985-1986).

Loi n° 86-841 du 17 juillet 1986, publiée au *J.O.* du 18 juillet 1986 (p. 8863).

PREMIERE LECTURE

Discussion générale [9 juillet 1986] (p. 3077).

Carte communale (réactivation des -) : *Clément (Pascal)* (p. 3078) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3080).

Constructibilité limitée (suspension temporaire de la règle de -) : *Blum (Roland)* (p. 3077) ; *Peyret (Michel)* (p. 3078) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3079) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3080).

Droit de préemption des départements : *Blum (Roland)* (p. 3078) ; *Clément (Pascal)* (p. 3078) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3080).

Droit de préemption urbain (délibération des conseils municipaux pour l'exercice du -) : *Clément (Pascal)* (p. 3078) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3080).

Droit de préemption urbain (modification du droit de -) : *Blum (Roland)* (p. 3077) ; *Peyret (Michel)* (p. 3079) ; *Destrade (Jean-Pierre)* (p. 3079, 3080) ; *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3080, 3081).

Plan logement (insertion de la proposition de loi dans le cadre du -) : *Mehaignerie (Pierre)* (p. 3081).

Plan d'occupation des sols (communes non dotées d'un -) : *Peyret (Michel)* (p. 3079).

Discussion des articles [9 juillet 1986] (p. 3081).

Article 1er *(remplaçant au troisième alinéa de l'article L. 111-1-3 du code de l'urbanisme les mots deux ans par les mots quatre ans) :* adopté au scrutin public.

Article 2 *(droit de préemption) :* nouvelles dispositions relatives aux droits de préemption ; transfert aux conseils municipaux de la maîtrise de l'occupation des sols ; non mise en évidence des inconvénients pratiques d'un droit de préemption de principe (p. 3081) ; bilan positif du droit de préemption urbain ; responsabilisation des communes dans l'exercice du droit de préemption ; utilisation du droit de préemption pour le secteur sauvegardé de la ville et non pas pour tout son territoire ; pertes d'emploi dans le secteur du bâtiment ; amendement n° 1 de M. Jean-Pierre Destrade (de suppression) : rejeté ; amendement n° 2 du Gouvernement (régime des aliénations de biens compris dans une zone d'intervention foncière, une zone d'aménagement différé ou un périmètre provisoire de zone d'aménagement différé) : adopté ; amendement n° 3 du Gouvernement (régime des aliénations de biens compris dans une zone de préemption délimitée à l'intérieur d'un périmètre sensible) (p. 3082) : adopté ;

— article 2, ainsi modifié : adopté (p. 3083).

Adoption de l'ensemble de la proposition de loi (p. 3083).

Voir *Collectivités locales* **5.**

Agence de l'-
Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.

— des collectivités locales
Voir *Urbanisme* **1.**

URBANISME COMMERCIAL
Voir *Commerce et artisanat* **1, 4.**

U.R.S.S.
Voir *Traités et conventions* **21.**

Droits de l'Homme en -
Voir *Traités et conventions* **21.**

Relations de la France avec l'-
Voir *Traités et conventions* **21.**

USINE DE GROSSE MONTAGNE
Voir *Départements d'outre-mer* **5.**

USINE DE SAVANNAH
Voir *Départements d'outre-mer* **5.**

USINES ET ATELIERS RELAIS
Voir *Lois de finances* **2,** deuxième partie, Intérieur.

USINOR

Actions d'-
Voir *Questions orales sans débat* **101.**

V

VALEO (groupe)
Voir *Questions orales sans débat* **18.**

VALEURS LOCATIVES FONCIERES
Voir *Impôts locaux* **3.**

VALEURS MOBILIERES
Voir *Intermédiaires financiers* **1.**
Marchés financiers **2.**

Fiscalité des -
Voir *Loi de finances rectificative* **1,** après l'article 6, amendement n° 40.

VALIDATION
Voir *Loi de finances rectificative* **2.**

VEHICULES DE SOCIETE

Fiscalité
Voir *Questions orales sans débat* **125.**

VEUVES

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Affaires sociales et emploi, questions.
Politique économique et sociale **5**.

VIANDE

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.

VICTIMES

Voir *Ordre public* **12**.

VICTIMES DE GUERRE

Voir *Déportés, internés et résistants* **4**.

VICTIMES (du terrorisme)

Indemnisation

Voir *Ordre public* **6**, après l'article 7, amendement n° 55.

Protection des -

Voir *Ordre public* **6, 7, 8, 9, 11**.

VIE, MEDECINE ET BIOLOGIE

1. — Proposition de loi n° 21 relative à la diffusion à la radio et à la télévision d'informations pour encourager le **don bénévole du sang.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jacques Roux et plusieurs de ses collègues. — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

2. — Proposition de loi n° 46 relative à l'**interruption volontaire de grossesse** et tendant à l'abrogation de l'article 317 du code pénal.

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 23 avril 1986 par M. Jacques Roux et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

3. — Proposition de loi n° 90 relative à l'**insémination artificielle** des êtres humains.

Sénat (première lecture), n° **47** (1978-1979). — Dépôt le 26 octobre 1978 par MM. Henri Cailiavet et Jean Mézard sous le titre : « Proposition de loi tendant à faire de l'insémination artificielle un moyen de procréation ». — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapporteur : M. Jean Mézard. — Rapport n° **450** (1978-1979) (27 juin 1979). — Discussion le 5 juin 1980. — Deuxième délibération (article 10). — Adoption le 5 juin 1980. — Nouveau titre : « Proposition de loi relative à l'insémination artificielle des êtres humains ». — Proposition de loi n° **73** (1979-1980).

Assemblée nationale (première lecture), sixième législature : n° **1782**. — Dépôt le 6 juin 1980. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. — Rapporteur : M. Jean Delaneau (12 juin 1980) ; septième législature, n° **147**. — Dépôt le 17 juillet 1981. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales ; huitième législature, n° **90**. — Dépôt le 28 avril 1986. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

4. — Proposition de loi n° 602 relative à la **cessation volontaire de grossesse.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 19 décembre 1986 par M. Michel de Rostolan et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

5. — Proposition de loi n° 603 tendant à définir les limites de la **cessation volontaire de grossesse.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 19 décembre 1986 par M. Michel de Rostolan et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

6. — Proposition de loi n° 604 tendant à définir les personnes pouvant pratiquer une **cessation volontaire de grossesse.**

Assemblée nationale (première lecture). — Dépôt le 19 décembre 1986 par M. Michel de Rostolan et plusieurs de ses collègues. — Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

VIETNAM

Voir *Déportés, internés et résistants* **4**.

VILLES NOUVELLES

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Equipement, logement, aménagement du territoire, transports, budget annexe de la navigation aérienne.
Lois de finances **2**, deuxième partie, après l'article 63.

VIOLENCES ET VOIES DE FAIT

Voir *Femmes* **1**.

VINS

Exportations de -

Voir *Questions orales sans débat* **1**.

VISAS

Voir *Etrangers* **5**.

VISAS CONSULAIRES

Voir *Questions orales sans débat* **103**.

VOITURE DE « PETITE REMISE »

Voir *Commerce et artisanat* **2**.

VOTES

— par procuration

Voir *Elections et référendums* **9**.

W

WALLIS ET FUTUNA

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, D.O.M.-T.O.M.

Y

YEMEN

Voir *Traités et conventions* **16**.

Z

ZIMBABWE

Voir *Traités et conventions* **14**.

ZONES D'AMENAGEMENT CONCERTE (Z.A.C.)

Voir *Logement et habitat* **2**.

ZONES DE MONTAGNE ET ZONES DEFAVORISEES

Voir *Lois de finances* **2**, deuxième partie, Agriculture B.A.P.S.A.

ZONES D'INTERVENTION FONCIERE

Voir *Logement et habitat* **2**.

ZONES FRANCHES

Voir *Départements d'outre-mer* **5**.
Lois de finances **2**.

ZONES D'INDUSTRIE

Voir *Questions au Gouvernement* **293**.

ANNEXE

TABLEAU DE CONCORDANCE

entre les numéros des documents déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale et les rubriques de la table des matières (avec l'indication de la place qu'ils occupent à l'intérieur de ces rubriques)

NUMEROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
1	Allocutions 1.
2	Allocutions 2.
3	Industrie 1.
4	Lois de finances 1.
5	Président de la République : messages 1.
6	Déclarations du Gouvernement 1.
7	Politique économique et sociale 1.
8	Elections et référendums 1.
9	Lois de finances rectificatives 1.
10	Politique économique et sociale 1.
11	Professions libérales et travailleurs indépendants 1.
12	Marchés financiers 1.
13	Sociétés civiles et commerciales 1.
14	Prix et concurrence 1.
15	Audiovisuel 1.
16	Sports 1.
17	Justice 1.
18	Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux 1.
19	Impôt sur le revenu 1.
20	Impôt sur le revenu 2.
21	Vie, médecine et biologie 1.
22	Communes 1.
23	Travail 1.
24	Travail 2.
25	Energie 1.
26	Coopération et développement 1.
27	Travail 3.
28	Assurance vieillesse : généralités 1.
29	Accidents du travail et maladies professionnelles 1.
30	Travail 4.
31	Travail 5.
32	Entreprises publiques 1.
33	Presse, édition et imprimerie 1.
34	Droits de l'Homme et libertés publiques 1.
35	Parlement 1.
36	Ordre public 1.
37	Français : nationalité française 1.
38	Anciens combattants et victimes de guerre 1.
39	Droit pénal 1.
40	Police de la route et circulation routière 1.
41	Mines et carrières 1.
42	Energie 2.
43	Bois et forêts 1.
44	Travail 6.
45	Enseignement 1.
46	Vie, médecine et biologie 2.
47	Handicapés 1.
48	Femmes 1.
49	Enseignement 2.
50	Enseignement secondaire 1.
51	Enseignement technique et professionnel 1.
52	Droits de l'Homme et libertés publiques 2.
53	Prestations familiales 1.
54	Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux 2.
55	Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux 3.
56	Sécurité sociale 1.
57	Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux 4.
58	Sécurité sociale 2.
59	Associations et mouvements 1.
60	Elections et référendums 2.
61	Pensions de reversion 1.
62	Femmes 2.
63	Emploi et activité 1.
64	Emploi et activité 2.
65	Entreprises 1.
66	Baux ruraux 1.
67	Boissons et alcools 1.
68	Boissons et alcools 2.
69	Droit pénal 2.
70	Français : nationalité française 2.
71	Etrangers 1.
72	Etrangers 2.
73	Etrangers 3.
74	Travail 7.
75	Enseignement supérieur et post-baccalauréat 1.
76	Elections et référendums 3.
77	Elections et référendums 4.
78	Police et sécurité 1.
79	Enseignement préscolaire et élémentaire 1.
80	Prix et concurrence 2.
81	Droit pénal 3.
82	Français : nationalité française 3.
83	Elections et référendums 5.
84	Lois de finances rectificatives 1.
85	Cimetières et pompes funèbres 1.
86	Agriculture 1.
87	Police de la route et circulation routière 2.
88	Mariage et régimes matrimoniaux 1.
89	Pensions de reversion 2.
90	Vie, médecine et biologie 3.
91	Travail 8.
92	Ordre public 2.
93	Elections et référendums 6.
94	Elections et référendums 7.
95	Départements 1.
96	Etrangers 4.
97	Droit pénal 4.
98	Presse, édition et imprimerie 2.
99	Ordres professionnels 1.
100	Communes 2.
101	Traités et conventions 1.
102	Traités et conventions 2.
103	Traités et conventions 3.
104	Traités et conventions 4.
105	Lois de finances rectificatives 1.
106	Lois de finances rectificatives 1.
107	Parlement 2.
108	Energie 3.
109	Travail 9.
110	Lois de finances rectificatives 1.
111	Elections et référendums 1.
112	Elections et référendums 8.
113	Déportés, internés et résistants 1.
114	Droits de l'Homme et libertés publiques 3.
115	Langues et cultures étrangères 1.
116	Collectivités locales 1.
117	Hôpitaux, établissements de soins et de cure 1.
118	Famille 1.
119	Accidents du travail et maladies professionnelles 2.
120	Cour des comptes 1.
121	Elections et référendums 9.
122	Santé publique 1.
123	Action sociale et solidarité nationale 1.
124	Service national 1.
125	Impôts et taxes 1.
126	Carburants et combustibles 1.
127	Défense 1.

NUMEROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
128	Famille 2.
129	Assurance vieillesse : généralités 2.
130	Communes 3.
131	Commerce et artisanat 1.
132	Domaine public et privé 1.
133	Ordre public 3.
134	Justice 2.
135	Affaires étrangères 1.
136	Anciens combattants et victimes de guerre 2.
137	Postes et télécommunications 1.
138	Enseignement secondaire 2.
139	Police de la route et circulation routière 3.
140	Impôts et taxes 2.
141	Taxe sur la valeur ajoutée 1.
142	Anciens combattants et victimes de guerre 3.
143	Environnement 1.
144	Pensions de reversion 3.
145	Anciens combattants et victimes de guerre 4.
146	Associations et mouvements 2.
147	Corps diplomatiques et consulaires 1.
148	Lois de finances rectificatives 1.
149	Communautés européennes 1.
150	Travail 9.
151	Magistrature 1.
152	Communautés européennes 2.
153	Ordre public 4.
154	Ordre public 5.
155	Ordre public 6.
156	Procédure pénale 1.
157	Créances et dettes 1.
158	Communes 4.
159	Participation des salariés 1.
160	Lois de règlement 1.
161	Hôpitaux, établissements de soins et de cure 2.
162	Enseignement supérieur et post-baccalauréat 2.
163	Impôts locaux 1.
164	Finances locales 1.
165	Handicapés 2.
166	Langues et cultures régionales 1.
167	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens 1.
168	Ordre public 7.
169	Fonctionnaires et agents publics 1.
170	Ordre public 8.
171	Fonctionnaires et agents publics 2.
172	Ordre public 9.
173	Procédure pénale 2.
174	Hôpitaux, établissements de soins et de cure 3.
175	Famille 3.
176	Sécurité sociale 3.
177	Langues et cultures régionales 2.
178	Energie 4.
179	Anciens combattants et victimes de guerre 5.
180	Justice 3.
181	Professions et activités paramédicales 1.
182	Départements 2.
183	Français, nationalité française 4.
184	Emploi et activité 3.
185	Logement et habitat 1.
186	Anciens combattants et victimes de guerre 6.
187	Impôts locaux 2.
188	Energie 5.
189	Mayotte 1.
190	Action sociale et solidarité nationale 2.
191	Ordres professionnels 2.
192	Mer et littoral 1.
193	Presse, édition et imprimerie 2.
194	Entreprises 2.
195	Nouvelle-Calédonie 1.
196	Traités et conventions 1.
197	Traités et conventions 2.
198	Traités et conventions 3.
199	Traités et conventions 4.
200	Etrangers 5.
201	Lois de finances rectificatives 1.
202	Ordre public 6.
203	Traités et conventions 5.
204	Lois de finances rectificatives 1.
205	Travail 9.
206	Polynésie française 1.
207	Ordre public 4.
208	Ordre public 5.
209	Procédure pénale 1.
210	Travail 9.
211	Nouvelle-Calédonie 1.
212	Mer et littoral 1.
213	Président de la République : messages 2.
214	Jeux et paris 1.
215	Logement et habitat 2.
216	Urbanisme 1.
217	Logement et habitat 3.
218	Boissons et alcools 3.
219	Défense 2.
220	Ordre public 10.
221	Droit pénal 5.
222	Fonctionnaires et agents publics 3.
223	Emploi et activité 4.
224	Anciens combattants et victimes de guerre 7.
225	Rapatriés 1.
226	Elections et référendums 10.
227	Ordre public 11.
228	Accidents du travail et maladies professionnelles 3.
229	Agriculture 2.
230	Etrangers 6.
231	Cérémonies publiques et fêtes légales 1.
232	Politique économique et sociale 2.
233	Fonction publique territoriale 1.
234	Consommation 1.
235	Police et sécurité 2.
236	Famille 4.
237	Professions et activités médicales 1.
238	Recherche 1.
239	Départements d'outre-mer 1.
240	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens 2.
241	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens 3.
242	Audiovisuel 2.
243	Départements d'outre-mer 2.
244	Défense 3.
245	Finances locales 2.
246	Traités et conventions 5.
247	Corps diplomatique et consulaire 1.
248	Energie 3.
249	Défense 4.
250	Polynésie française 1.
251	Etrangers 5.
252	Parlement 3.
253	Urbanisme 1.
254	Parlement 4.
255	Saint-Pierre-et-Miquelon 1.
256	Saint-Pierre-et-Miquelon 2.
257	Industrie 2.
258	Logement et habitat 2.
259	Assurance vieillesse : généralités 3.
260	Agriculture 3.
261	Saint-Pierre-et-Miquelon 1.
262	Saint-Pierre-et-Miquelon 2.
263	Communautés européennes 2.
264	Impôts et taxes 3.
265	Logement et habitat 4.
266	Logement et habitat 5.
267	Sécurité sociale 4.
268	Fonctionnaires et agents publics 4.
269	Etat civil 1.
270	Anciens combattants et victimes de guerre 8.
271	Anciens combattants et victimes de guerre 9.
272	Bâtiments et travaux publics 1.
273	Droit pénal 6.
274	Anciens combattants et victimes de guerre 10.
275	Pensions civiles et militaires de retraite 1.
276	Anciens combattants et victimes de guerre 11.
277	Pensions civiles et militaires de retraite 2.
278	Agriculture 4.
279	Boissons et alcools 4.
280	Déportés, internés et résistants 2.
281	Audiovisuel 3.

NUMEROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
282	Décorations 1.
283	Santé publique 2.
284	Pensions de reversion 4.
285	Assurance vieillesse : régimes autonomes et spéciaux 5.
286	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens 4.
287	Parlement 5.
288	Elus locaux 1.
289	Police de la route et circulation routière 4.
290	Service national 2.
291	Impôt sur le revenu 3.
292	Collectivités locales 2.
293	Collectivités locales 3.
294	Agriculture 5.
295	Enseignement privé 1.
296	Assurance vieillesse : généralités 3.
297	Politique économique et sociale 3.
298	Politique économique et sociale 3.
299	Audiovisuel 4.
300	Ordre public 4.
301	Ordre public 6.
302	Procédure pénale 1.
303	Coopération et développement 2.
304	Politique économique et sociale 3.
305	Politique économique et sociale 3.
306	Enseignement supérieur et post-baccalauréat 3.
307	Police de la route et circulation routière 5.
308	Recherche 2.
309	Fonctionnaires et agents publics 5.
310	Boissons et alcools 5.
311	Bâtiments et travaux publics 2.
312	Décorations 2.
313	Successions et libéralités 1.
314	Pensions civiles et militaires de retraite 3.
315	Justice 4.
316	Défense 5.
317	Emploi et activité 5.
318	Divorce 1.
319	Professions libérales et travailleurs indépendants 2.
320	Taxe sur la valeur ajoutée 2.
321	Entreprises 3.
322	Marchés financiers 2.
323	Mayotte 2.
324	Accidents du travail et maladies professionnelles 4.
325	Accidents du travail et maladies professionnelles 5.
326	Travail 10.
327	Commerce et artisanat 2.
328	Animaux 1.
329	Professions et activités médicales 2.
330	Elections et référendums 11.
331	Elections et référendums 12.
332	Mutualité sociale agricole 1.
333	Enseignement supérieur et post-baccalauréat 4.
334	Collectivités locales 4.
335	Enseignement 3.
336	Procédure pénale 1.
337	Ordre public 4.
338	Ordre public 6.
339	Audiovisuel 4.
340	Parlement 6.
341	Etrangers 5.
342	Français de l'étranger 1.
343	Conseil économique et social 1.
344	Etrangers 5.
345	Collectivités locales 5.
346	Collectivités locales 5.
347	Audiovisuel 4.
348	Collectivités locales 5.
349	Impôts locaux 3.
350	Fonctionnaires et agents publics 6.
351	Santé publique 3.
352	Droit pénal 7.
353	Etrangers 7.
354	Service national 3.
355	Presse, édition et imprimerie 3.
356	Drogue 1.
357	Sécurité sociale 5.
358	Communes 5.
359	Santé publique 4.
360	Animaux 2.
361	Elections et référendums 13.
362	Elections et référendums 14.
363	Lois de finances 2.
364	Traités et conventions 6.
365	Français de l'étranger 1.
366	Audiovisuel 5.
367	Travail 11.
368	Défense 6.
369	Industrie 3.
370	Agriculture 3.
371	Audiovisuel 5.
372	Elections et référendums 15.
373	Déclarations du Gouvernement 2.
374	Traités et conventions 7.
375	Traités et conventions 8.
376	Département d'outre-mer 3.
377	Elections et référendums 16.
378	Elections et référendums 17.
379	Impôts locaux 4.
380	Ordre public 12.
381	Communes 6.
382	Emploi et activité 6.
383	Enseignement privé 2.
384	Propriété 1.
385	Impôts et taxes 4.
386	Décorations 3.
387	Drogue 2.
388	Transports 4.
389	Commerce et artisanat 3.
390	Impôts et taxes 5.
391	Ordre public 13.
392	Défense 7.
393	Elections et référendums 18.
394	Cimetières et pompes funèbres 2.
395	Lois de finances 2.
396	Lois de finances 2.
397	Lois de finances 2.
398	Lois de finances 2.
399	Lois de finances 2.
400	Lois de finances 2.
401	Elections et référendums 15.
402	Traités et conventions 9.
403	Traités et conventions 10.
404	Elections et référendums 15.
405	Transports 1.
406	Transports 2.
407	Transports 3.
408	Elections et référendums 15.
409	Elections et référendums 19.
410	Audiovisuel 5.
411	Accidents du travail et maladies professionnelles 6.
412	Nouvelle-Calédonie 2.
413	Travail 12.
414	Ordres professionnels 3.
415	Santé publique 5.
416	Faillite, règlement judiciaire et liquidation de biens 5.
417	Baux commerciaux 1.
418	Logement et habitat 6.
419	Déportés, internés et résistants 3.
420	Bois et forêts 2.
421	Bois et forêts 3.
422	Service national 4.
423	Elections et référendums 20.
424	Elections et référendums 21.
425	Industrie 1.
426	Industrie 2.
427	Famille 5.
428	Collectivités locales 6.
429	Jeux et paris 1.
430	Enseignement supérieur et post-baccalauréat 5.
431	Industrie 4.
432	Défense 8.

NUMEROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
433	Audiovisuel 5.
434	Magistrature 1.
435	Fonctionnaires et agents publics 1.
436	Logement et habitat 2.
437	Agriculture 3.
438	Famille 5.
439	Traités et conventions 11.
440	Traités et conventions 12.
441	Traités et conventions 13.
442	Traités et conventions 14.
443	Epargne et investissement 1.
444	Français, nationalité française 5.
445	Coopération et développement 2.
446	Travail 11.
447	Collectivités locales 6.
448	Action sociale et solidarité nationale 3.
449	Tourisme et loisirs 1.
450	Propriété industrielle 1.
451	Impôt sur le revenu 4.
452	Impôt sur le revenu 5.
453	Bâtiment et travaux publics 3.
454	Accidents du travail et maladies professionnelles 7.
455	Sécurité sociale 6.
456	Ordre public 14.
457	Etrangers 8.
458	Communes 7.
459	Départements d'outre-mer 4.
460	Entreprises 4.
461	Impôts et taxes 6.
462	Elections et référendums 22.
463	Politique économique et sociale 4.
464	Tourisme et loisirs 2.
465	Défense 9.
466	Impôt sur le revenu 6.
467	Justice 5.
468	Handicapés 3.
469	Environnement 2.
470	Constitution 1.
471	Traités et conventions 15.
472	Traités et conventions 16.
473	Traités et conventions 17.
474	Traités et conventions 18.
475	Traités et conventions 19.
476	Traités et conventions 20.
477	Traités et conventions 21.
478	Traités et conventions 22.
479	Départements d'outre-mer 5.
480	Traités et conventions 6.
481	Départements d'outre-mer 5.
482	Départements d'outre-mer 5.
483	Politique économique et sociale 5.
484	Baux commerciaux 2.
485	Lois de finances rectificatives 2.
486	Transports 1.
487	Transports 2.
488	Transports 3.
489	Enseignement supérieur et post-baccalauréat 5.
490	Environnement 3.
491	Départements d'outre-mer 5.
492	Agriculture 3.
493	Communautés européennes 3.
494	Politique économique et sociale 5.
495	Travail 13.
496	Travail 14.
497	Commerce et artisanat 4.
498	Logement et habitat 2.
499	Administration et régimes pénitentiaires 1.
500	Baux commerciaux 2.
501	Traités et conventions 9.
502	Traités et conventions 10.
503	Lois de finances rectificatives 2.
504	Hôpitaux, établissements de soins et de cure 4.
505	Travail 14.
506	Lois de finances rectificatives 2.
507	Droit pénal 8.
508	Famille 6.
509	Famille 7.

NUMEROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
510	Pensions militaires d'invalidité et de victimes de guerre 1.
511	Funérailles nationales 1.
512	Jeux et paris 2.
513	Intermédiaires financiers 1.
514	Sociétés civiles et commerciales 2.
515	Associations et mouvements 3.
516	Agriculture 6.
517	Agriculture 7.
518	Famille 8.
519	Accidents du travail et maladies professionnelles 8.
520	Déportés, internés et résistants 4.
521	Professions et activités médicales 3.
522	Travail 13.
523	Environnement 4.
524	Lois de finances rectificatives 2.
525	Ordre public 15.
526	Ordre public 16.
527	Lois de finances 2.
528	Famille 5.
529	Ordre public 17.
530	Industrie 5.
531	Ordre public 18.
532	Défense 8.
533	Lois de finances 2.
534	Traités et conventions 7.
535	Traités et conventions 20.
536	Traités et conventions 21.
537	Traités et conventions 22.
538	Traités et conventions 13.
539	Traités et conventions 14.
540	Traités et conventions 15.
541	Traités et conventions 16.
542	Traités et conventions 17.
543	Traités et conventions 18.
544	Traités et conventions 19.
545	Procédure pénale 3.
546	Baux commerciaux 2.
547	Prix et concurrence 3.
548	Famille 5.
549	Magistrature 2.
550	Divorce 2.
551	Traités et conventions 11.
552	Traités et conventions 12.
553	Traités et conventions 8.
554	Défense 8.
555	Tourisme et loisirs 3.
556	Politique économique et sociale 6.
557	Politique économique et sociale 5.
558	Tourisme et loisirs 3.
559	Parlement 7.
560	Politique extérieure 1.
561	Travail 14.
562	Travail 13.
563	Magistrature 2.
564	Baux commerciaux 2.
565	Jeux et paris 2.
566	Ordre public 15, 16, 17, 18.
567	Politique économique et sociale 6.
568	Lois de règlement 2.
569	Procédure pénale 4.
570	Agriculture 8.
571	Impôts et taxes 7.
572	Procédure pénale 4.
573	Prix et concurrence 3.
574	Environnement 2, 3, 4.
575	Parlement 8.
576	Président de la République 1.
577	Agriculture 9.
578	Service national 5.
579	Travail 15.
580	Enseignement supérieur et post-baccalauréat 6.
581	Impôt sur le revenu 7.
582	Assurance vieillesse : généralités 4.
583	Commerce et artisanat 5.
584	Communes 8.
585	Sécurité sociale 7.
586	Droit pénal 9.

NUMEROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE	NUMEROS des documents	RUBRIQUES DE LA TABLE
587	Energie **6.**	598	Travail **14.**
588	Police et sécurité **3.**	599	Travail **13.**
589	Pensions civiles et militaires de retraite **4.**	600	Lois de finances rectificatives **2.**
590	Famille **9.**	601	Lois de finances rectificatives **2.**
591	Impôt sur le revenu **8.**	602	Vie, médecine et biologie **4.**
592	Impôt sur le revenu **9.**	603	Vie, médecine et biologie **5.**
593	Impôt sur le revenu **10.**	604	Vie, médecine et biologie **6.**
594	Partis et groupements politiques **1.**	605	Adoption **1.**
595	Affaires étrangères **2.**	606	Femmes **3.**
596	Affaires étrangères **3.**	607	Animaux **3.**
597	Politique économique et sociale **5.**	608	Elections et référendums **23.**

Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75015 Paris